TUFTS COLLEGE LIBRARY.
GIFT OF
JAMES D. PERKINS,
OCT. 1901.
41084

TUFTS COLLEGE
LIBRARY.

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXIIIe ANNÉE

SECONDE SÉRIE DE LA NOUVELLE PÉRIODE

TOME QUATRIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE SAINT-BENOIT, 20

1853

TUFTS COLLEGE
LIBRARY.

41884

LE

ROI CHARLES-ALBERT

LE PIÉMONT ET L'ITALIE

II.

CHARLES-ALBERT ET LES RÉVOLUTIONS ITALIENNES. [1]

I. *Gli Ultimi Rivolgimenti italiani, memorie storiche con documenti inediti*, di F.-A. Gualterio; 4 vol., Florence. — II. *Del Rinnovamento civile d'Italia*, per Vincenzo Gioberti; 2 vol., Turin. — III. *Guerra dell' independenza d'Italia nel* 1848, per un ufficiale piemontese; 1 vol., Turin. — IV. *Milano e i Principi di Savoja*, di Antonio Casati; 1 vol., Turin.—V. *Storia del Piemonte dal* 1814 *ai giorni nostri*, di A. Brofferio; 3 vol., Turin. — VI. *Memorandum storico-politico* del conte Clemente Solaro della Margarita ministro del re Carlo-Alberto, dal 7 febbrajo 1835 al 9 ottobre 1847. — VII. *Ricordi d'una Missione in Portogallo, al re Carlo-Alberto*, per Luigi Cibrario; 1 vol., Turin.

I.

Quelle était la situation réelle et précise de l'Italie au moment où la révolution du 24 février 1848 s'abattait subitement sur la France? Une insurrection avait éclaté en Sicile, et le roi de Naples, soit pour la désarmer, soit pour arrêter l'agitation qui régnait autour de lui, avait proclamé une constitution le 29 janvier. Rome et la Toscane, plus lentement préparées par un travail de deux années, n'avaient plus qu'un pas à faire pour transformer leur régime politique. Dans le Piémont, les principes constitutionnels avaient eu leur victoire, et il ne restait plus qu'à les formuler dans le *statut* qui allait être promulgué le 4 mars. L'Italie se trouvait dans cette transition toujours difficile entre un ordre ancien d'institutions et un ordre

(1) Voyez la livraison du 15 juin dernier.

nouveau. Ce serait une étrange erreur de croire que la révolution de février survenant en ce moment pût servir dans ses justes fins le mouvement italien. C'est le sort de cette révolution d'avoir tué toutes les causes qu'elle prétendait faire triompher, et d'en avoir fait prospérer quelques-unes auxquelles elle ne songeait pas. Elle ne pouvait en particulier que dénaturer le mouvement italien en faisant sortir la péninsule de ce que j'appellerai son rôle défensif vis-à-vis de l'Autriche.

Rester dans la stricte limite du droit, travailler à une transformation régulière et pacifique, environner l'Autriche au-delà des Alpes d'un cercle d'états indépendans, libres, de plus en plus habitués à identifier leurs intérêts et à combiner leur action, placer à côté de la Lombardie cette contagion permanente d'un esprit de sage progrès et d'une politique nationale, c'était certes la meilleure réponse à ce mot prononcé par M. de Metternich dans l'illusion d'un succès prolongé : « L'Italie n'est plus qu'une expression géographique ! » C'était réduire la domination étrangère à la plus cruelle extrémité, en la réduisant à l'alternative de vivre dans les conditions les plus précaires, ou de recourir à la force et d'avoir contre elle le droit et l'Europe constitutionnelle, gagnée au mouvement italien. La péninsule ne pouvait que perdre à changer d'attitude et à prendre elle-même l'offensive contre l'Autriche par l'insurrection ou par la guerre, à la faveur de l'un de ces événemens imprévus qui ne sont souvent qu'un grand piége pour les peuples. Pour avoir trop compté sur la diversion puissante des révolutions qui ébranlaient l'Europe et l'empire autrichien, on a vu où on a été conduit. Il s'est trouvé un moment où les sentimens nationaux se sont réveillés aussi à Vienne, et où des voix ont crié à cette armée allemande livrée à elle-même sur l'Adige : « Dans ton camp est l'Autriche ! » Ce jour-là, l'Italie a eu à combattre quelque chose de plus qu'un maître despotique : elle s'est trouvée en face de l'orgueil d'un peuple blessé dans sa grandeur.

Les difficultés n'étaient pas moins graves vis-à-vis de la France. La révolution de février créait pour l'Italie plus de périls que d'avantages. Jusque-là, sans se rattacher absolument à l'influence française, le mouvement italien avait du moins trouvé en elle l'appui le plus efficace. La politique conservatrice de la France avait pu parfois froisser les Italiens en ne se prêtant pas à toutes leurs illusions ou à tous leurs vœux. Au fond, elle servait l'Italie dans ses intérêts les plus évidens; elle pressait les princes de se rendre aux nécessités les plus manifestes du temps par des réformes prudentes, et elle disait aux peuples de se fier à leurs princes; elle prêtait la force de son influence et de ses conseils à ce mouvement modéré qui était lui-même une nouveauté saisissante au-delà des Alpes, et dans ces termes elle promettait plus qu'un appui moral : elle y ajoutait l'assurance d'une

garantie matérielle, si l'Autriche faisait de cette tranformation intérieure une question internationale, en sorte qu'il y avait, on peut le dire, une solidarité palpable entre la politique française et le parti modéré italien. La révolution changeait étrangement les choses; elle avait pour résultat immédiat de glacer les résolutions généreuses de quelques-uns des princes italiens, de jeter l'incertitude parmi les populations, de rendre la force et l'ascendant moral aux partis extrêmes en intimidant les esprits modérés. Si l'Italie restait fidèle à ses princes, à la monarchie constitutionnelle, sous laquelle elle arrivait à peine à se placer, elle risquait de n'obtenir qu'un appui douteux et suspect de la politique démocratique qui triomphait à Paris. Si par un esprit de puérile et folle imitation elle se laissait dériver vers la république, elle recommençait son histoire, elle allait au rétablissement de l'absolutisme à travers une anarchie gigantesque.

Gioberti, réfugié encore en France, le sentait bien; aussi, dans les lettres qu'il écrivait et qui sont jointes à ses *Œuvres politiques*, — *Operette politiche*, — cherchait-il à prémunir les Italiens contre le péril des imitations violentes. Ce qu'il proposait n'avait rien d'extrême, c'était encore l'ancien programme : compléter l'union douanière du 4 novembre 1847 par une sorte de fédération politique entre les états italiens, reconnaître le nouveau gouvernement français, se tenir sur la défensive vis-à-vis de l'Autriche, et se borner à lui demander dans l'administration des provinces lombardo-vénitiennes un système plus libéral qui était dans ses intérêts (1). C'est enfin du plus profond de cette situation que sortait la parole bientôt prononcée par Charles-Albert : L'Italie se suffira à elle-même! — *Italia farà da se!* — parole qui était l'expression d'une nécessité politique autant que d'un entraînement généreux, mais qui, en révélant la volonté de s'affranchir d'une solidarité funeste avec la révolution française, montrait l'Italie allant droit contre un autre écueil, celui d'une périlleuse offensive prise contre l'Autriche.

L'Italie frémissait tout entière et semblait n'attendre qu'un signal. Ce signal, c'est de Milan qu'il partait. Là était en effet le véritable nœud de la question italienne, puisque là était la domination étrangère. Le 17 mars arrivait à Milan la nouvelle de la révolution de Vienne, dans laquelle avait disparu le prince de Metternich. Le 18, les Milanais ouvraient la lutte. Ce n'était pas un mouvement ordinaire; il avait promptement à sa tête les chefs des plus grandes familles, les Casati, les Borromeo, les Litta. Un combat de cinq jours réduisait le maréchal Radetzky à se retirer sur Vérone au milieu des populations soulevées, et laissait les Milanais maîtres d'eux-mêmes.

(1) *Operette politiche*, Capolago, 1851. Voir une lettre du 25 février 1848 à M. Giuseppe Massari, et une lettre du 16 mars à M. Pietro di Santa-Rosa, à Turin. C'est de Paris même que Gioberti écrivait.

Venise secouait au même instant, le 22 mars, le joug autrichien. La question de l'indépendance surgissait dans toute l'Italie et allait se poser naturellement d'abord à Turin, non plus sur le terrain pacifique, mais sur le terrain bien autrement redoutable de l'action.

Il semble toujours à quelques révolutionnaires qu'il n'y a rien de plus simple et de plus facile que de se jeter dans une telle entreprise. Charles-Albert, pressé par les insurgés milanais d'envoyer ses soldats à leur secours, poussé par une grande partie de la population piémontaise elle-même, voyait donc soudainement transformé en réalité le rêve immortel de sa vie, — la guerre de l'indépendance contre l'Autriche, la création possible du royaume de la Haute-Italie sous le sceptre de la maison de Savoie. Il n'en restait pas moins vrai que, comme il le disait, il *sacrifiait la partie au tout,* et qu'il engageait en outre une lutte à laquelle l'Autriche ne l'avait pas provoqué par un acte formel. La diplomatie étrangère à Turin le lui faisait sentir, et ce n'était pas seulement la diplomatie de la Russie et de la Prusse, c'était aussi celle de l'Angleterre, dont la sympathie se bornait au mouvement libéral de la péninsule, sans s'étendre au même degré à un remaniement de territoires. Charles-Albert avait besoin de repasser dans son esprit, plein d'anxiété, ses griefs personnels et les griefs de l'Italie contre l'Autriche, — ses querelles récentes mal apaisées, et les efforts tentés autrefois par le cabinet de Vienne pour lui enlever la couronne, l'arrogance de la diplomatie impériale, les duchés de Parme et de Modène transformés en espèces de délégations autrichiennes, l'invasion de Ferrare, et même, — préoccupation étrange en ce moment! — le roi de Sardaigne faisait revivre les droits de sa maison sur le duché de Milan (1). Il y avait une raison plus actuelle et plus puissante : c'est que la Lombardie laissée à elle-même, c'était la république à Milan, et la république à Milan, c'était la possibilité d'un mouvement semblable à Turin, comme le disait le cabinet sarde au représentant de l'Angleterre, sir Ralph Abercromby. Enfin au-dessus de tout il y avait l'idée généreuse et enivrante de l'indépendance. Voilà comment, avec un esprit nourri d'une invariable pensée, Charles-Albert sentait à la dernière heure le besoin d'invoquer un autre droit que le droit révolutionnaire! Voilà comment aussi, toutes ces considérations pesées, mettant les armes de Savoie sur le drapeau italien aux trois couleurs, il adressait le 23 mars à la Lombardie et à la Vénétie la première proclamation qui inaugurait la guerre : « Les destins de l'Italie sont mûrs, disait-il; un destin plus heureux sourit aux intrépides défenseurs des droits foulés aux pieds... Peuples de la Lombardie et de la Vénétie, nos soldats, qui se concen-

(1) Voir un *Mémoire pour servir à l'intelligence des discussions qui ont existé entre la Sardaigne et l'Autriche.*

traient déjà sur votre frontière au moment où vous accomplissiez la délivrance de Milan, viennent aujourd'hui vous prêter dans des épreuves nouvelles ce secours que le frère attend du frère, l'ami de l'ami. Nous seconderons vos justes désirs, nous fiant à l'aide de ce Dieu qui est visiblement avec nous, de ce Dieu qui a donné Pie IX à l'Italie, et qui, par une si merveilleuse impulsion, l'a mise en état de se suffire à elle-même. » C'est un des traits du caractère de Charles-Albert, que, souvent irrésolu dans le conseil, il n'hésitait plus au combat. Il confiait la régence au prince Eugène de Carignan; il laissait le gouvernement au premier ministère constitutionnel, composé de MM. César Balbo, Lorenzo Pareto, Ricci, Sclopis, Boncompagni, et il ne restait plus que le soldat héroïque. La guerre de l'indépendance italienne avait son chef, son armée et son champ de bataille.

Chose étrange, Charles-Albert se trouvait sur ce Tessin où on l'avait vu, en 1821, verser des larmes amères en s'enfuyant vers Milan, et où sa fortune devait le ramener encore aux prises avec de bien autres revers. En ce moment, — le 29 mars, jour où il entrait à Pavie avec son armée, — tout semblait sourire à son entreprise. Il avait pour lui la faveur des circonstances, l'exaltation de tout un peuple, des troupes dévouées et fières de combattre, et il n'avait devant lui que des légions humiliées par une défaite, coupées dans toutes leurs communications. L'armée sarde ne s'élevait pas alors au chiffre de soixante-dix mille hommes, six mille chevaux et cent vingt pièces d'artillerie, qu'elle a atteint par la suite; elle comptait à peine vingt-cinq mille hommes à son entrée en Lombardie. Peu après elle était assez augmentée pour former six divisions, réparties en deux corps placés sous les ordres des généraux Bava et de Sonnaz. Le duc de Savoie commandait une division de réserve, le duc de Gênes l'artillerie. C'est avec ces forces que commençait, aux premiers jours d'avril 1848, entre ces lignes de défense du Tessin, du Mincio et de l'Adige, qui coupent l'Italie du nord, une campagne de quatre mois pleine d'incidens et de péripéties, compliquée de tous ces élémens qui surgissent dans l'ébullition d'un peuple enthousiaste et mobile.

Voyez l'Italie à cette époque : si la guerre de l'indépendance était la forte et sérieuse passion de bien des âmes, pour beaucoup aussi, il faut le dire, elle était une fête. Les manifestations ne manquaient pas, on ne se faisait faute d'ovations, de chants de triomphe, de bénédictions de drapeaux. Tandis que les prêtres prêchaient la croisade contre le *barbare tudesque*, les femmes jetaient des fleurs, distribuaient des cocardes, et, jusque dans les camps, des patriciennes venaient se mêler au bruit des armes. De tous les points de l'Italie, des contingens marchaient vers la terre lombarde. Un corps napolitain partait du fond de la péninsule sous les ordres du vieux général

Pepé. Les troupes pontificales se dirigeaient vers le Pô, commandées par le général Durando, qui dans une de ses proclamations rappelait le serment de Pontida béni par le pape Alexandre III, et répétait le vieux mot : « Dieu le veut! » Le général d'Arco-Ferrari, bientôt remplacé par le général Laugier, conduisait une division toscane, composée de soldats réguliers et de volontaires de Florence ou de Pise. Parme et Modène envoyaient leurs bataillons. En Lombardie, des légions de volontaires se formaient. En réalité cependant, où était la véritable force, le nerf de la guerre, si ce n'est dans l'armée piémontaise, disciplinée, obéissante et animée d'un même esprit? Sans l'armée piémontaise, il y aurait eu des insurrections, il n'y aurait point eu de guerre : non certes qu'il n'y eût de l'héroïsme chez beaucoup de ces volontaires, notamment chez ces jeunes étudians toscans qui, commandés par leurs professeurs, allaient se faire tuer sous les murs de Mantoue et sur les retranchemens de Curtatone; mais il y avait l'impuissance qui naît de l'indiscipline, — et quant aux contingens réguliers, ils restaient naturellement soumis à l'impulsion des gouvernemens qui les envoyaient.

La guerre de l'indépendance italienne peut se diviser en deux périodes bien distinctes, — l'une pendant laquelle elle ne cesse de suivre une marche ascendante et va de succès en succès, — l'autre qui aboutit rapidement aux plus cruels désastres. Le 8 avril, l'armée piémontaise livrait son premier combat et poussait victorieusement devant elle les impériaux. En quelques jours, elle s'aguerrissait par les engagemens heureux de Monzambano, de Sandra, de Pastrengo, et elle se trouvait entre le Mincio et l'Adige. Les Milanais avaient dit à Charles-Albert qu'il suffisait de se présenter devant Peschiera pour y entrer; l'armée se présentait, mais il fallut un siége régulier. On avait dit de même de Mantoue, de Vérone, et le 6 mai une forte reconnaissance sur Vérone amenait le combat douteux de Santa-Lucia. Le point culminant de la campagne était le 30 mai, le jour de la bataille de Goïto. Les Piémontais restaient victorieux; Charles-Albert et le duc de Savoie, le roi actuel, avaient été blessés dans l'action; au même instant parvenait au camp la nouvelle de la capitulation de Peschiera. Vicence était occupée encore par les troupes romaines de Durando. Il ne restait plus aux Autrichiens en Italie que quelques forteresses et le sol qu'ils avaient sous leurs pieds. Alors, sur ce champ de bataille de Goïto, put sortir de la poitrine des soldats piémontais une acclamation universelle à Charles-Albert, roi d'Italie!

Le mois de juin voyait encore quelques combats heureux à Rivoli, à la Corona, puis venait l'heure des revers. A la victoire de Goïto répondait, le 26 juillet, la défaite de Custozza; à l'entrée triomphale en Lombardie une retraite d'abord assez régulière jusqu'à Milan,

puis changée en une déroute gigantesque jusqu'au Tessin. Il faut aller au fond des choses : ces revers étaient naturels. Qu'on les explique par l'incertitude des opérations militaires, par la lenteur des chefs piémontais à profiter de leurs premiers succès et par leur inexpérience de la guerre, on n'aura fait la part que des causes secondaires. La vérité est que les revers de la campagne de la Lombardie étaient moins l'œuvre de l'inexpérience des généraux sardes, des armées autrichiennes vigoureusement ramenées au combat par Radetzky, que de toutes les passions, toutes les rivalités, toutes les terreurs qui s'amoncelaient comme un orage derrière l'armée piémontaise, et s'acharnaient à empêcher la victoire ou à se la disputer avant que le prix du sang ne fût acquis.

II.

Un des premiers coups portés au caractère moral de la guerre de l'indépendance, c'était l'encyclique du pape du 29 avril. Pie IX avait semblé bénir les armes italiennes au premier instant. Ses troupes marchaient sur le Pô. Un légat du saint-siége, Mgr Corboli, avait suivi Charles-Albert au camp; il avait pour mission de négocier avec le Piémont une ligue fédérative entre les états italiens, comme complément de l'union douanière du 4 novembre 1847. Le Piémont répondait qu'il fallait d'abord songer à l'indépendance avant d'organiser l'Italie. Cette raison ne laissait point d'avoir son poids, mais elle ne répondait pas à la pensée du souverain pontife, qui était de ne point se mettre directement en guerre, lui chef de l'église, avec un état catholique. La fédération constituant une autorité collective, c'était cette autorité qui prononçait et agissait. Soit qu'il crût voir quelque arrière-pensée dans le refus du Piémont, soit que son âme fût troublée uniquement par le scrupule religieux qui l'agitait, soit enfin qu'il redoutât un schisme nouveau en Allemagne, provoqué par son intervention, Pie IX lançait son encyclique du 29 avril, qui était un désaveu de la guerre et de ce rôle d'un Alexandre III que lui avait décerné le général Durando. Bientôt après, il est vrai, il cherchait à concilier son scrupule avec la nécessité qui parlait plus haut, en mettant les troupes pontificales sous les ordres de Charles-Albert; mais le coup était porté, le prestige n'existait plus aux yeux du monde, et l'âme religieuse de Charles-Albert en ressentait une profonde émotion.

Quant au roi de Naples, il n'avait fait que céder à un entraînement qu'il ne partageait pas en envoyant ses troupes dans la Haute-Italie; redevenu plus maître de ses résolutions après la journée du 15 mai, il les rappelait aussitôt. D'ailleurs une mésintelligence sourde existait entre le roi Ferdinand II et Charles-Albert, entre ces deux chefs

des deux plus grands états de l'Italie qui nourrissaient peut-être des ambitions égales. Depuis longtemps, leurs rapports étaient froids, surtout depuis le second mariage du roi Ferdinand, dont la première femme était une sœur de Charles-Albert : on conçoit que l'offre de la couronne de Sicile, faite par les Siciliens insurgés au duc de Gênes, — offre repoussée au surplus, — n'était point de nature à resserrer les liens entre les deux rois.

La Toscane elle-même avait ses défiances et se refroidissait sensiblement. Il s'était élevé une question délicate au sujet des territoires de la Lunigiana et de la Garfagnana, également revendiqués par les gouvernemens de Florence et de Turin. Le royaume de la Haute-Italie effrayait les Toscans, qui commençaient à craindre d'être absorbés. A Florence comme à Naples, comme dans les états romains, on faisait la guerre à l'*albertisme,* mot nouveau et transparent qui servait à caractériser l'ambition prêtée au roi piémontais de confondre l'Italie tout entière dans une seule monarchie dont il serait le chef. Et ces défiances, les princes n'étaient point les seuls à les ressentir. A Naples, le ministre libéral Bozzelli les exprimait ouvertement. A Florence, dans la chambre des députés, un banc sur lequel siégeaient quelques hommes partisans de la guerre de l'indépendance, MM. Ricasoli, Salvagnoli, Lambruschini, — ce banc était appelé avec l'exagération habituelle le banc des *parricides,* comme pour faire peser sur eux le soupçon de sacrifier leur pays (1). Le royaume de la Haute-Italie avant d'exister trouvait un ennemi dans l'esprit d'indépendance locale poussé jusqu'à la plus extrême jalousie.

Le royaume italien pour lequel se battait l'armée piémontaise avait un autre ennemi plus redoutable encore et aposté un peu partout, dans la Lombardie elle-même, la plus intéressée au succès de la guerre : c'était la république sous toutes les formes, — sous la forme fédéraliste et sous la forme unitaire. La république s'était glissée jusque dans le gouvernement provisoire formé à Milan après les journées de mars. Elle n'y régnait pas, mais elle neutralisait la tendance monarchique favorable à une annexion immédiate de la Lombardie au Piémont. De là un système perpétuel de concessions aboutissant à la plus triste impuissance. De là l'expédient imaginé dès le premier instant d'ajourner toute question d'organisation politique jusqu'après la victoire de l'indépendance, — *a causa vinta*, ainsi qu'on le disait, comme si la question de l'indépendance, telle qu'elle se présentait, et la question de forme politique n'étaient point indivisibles.

M. Mazzini arrivait dans cet intervalle à Milan, et devenait le centre, l'âme, le chef naturel de l'agitation milanaise. Spectacle étrange! en ce moment même, Gioberti, rentré dans son pays après un long

(1) Voir les *Documenti della guerra santa d'Italia,* par M. G. Massari. Capolago, 1851.

exil, accourait dans la Lombardie, comme il allait dans toutes les autres villes de la péninsule, à Brescia, à Parme, à Plaisance, à Livourne, à Rome, à Florence, prêchant partout la concorde, l'union, faisant une sorte de propagande en faveur du royaume de la Haute-Italie. A Milan, il se trouvait en face de M. Mazzini, et on était réduit à chercher dans les manifestations dont ces deux hommes étaient l'objet les symptômes de l'opinion. L'esprit républicain cependant ne parvenait point à empêcher la fusion de la Lombardie avec le Piémont; cette fusion s'accomplissait par un vote public et unanime émis en vertu d'une loi du 12 mai. D'un autre côté, dans les états vénitiens, Trévise, Vicence, Padoue devançaient Venise et l'entraînaient dans le même mouvement. La réunion des duchés de Parme et de Modène avait été également proclamée. Malheureusement encore dans l'acte d'annexion de la Lombardie se glissait l'esprit républicain par une condition qui faisait d'une assemblée constituante l'arbitre mystérieux de l'organisation définitive du pays, et, même accomplie dans ces termes, cette fusion devenait une arme nouvelle entre les mains des agitateurs. Ils cherchaient à irriter les jalousies locales, qui s'effrayaient déjà de voir Milan s'éclipser devant Turin dans la combinaison du nouveau royaume; ils représentaient l'union lombardo-piémontaise comme un acte prématuré, tandis que la véritable faute au contraire, c'était de n'avoir point dès l'origine proclamé cette union et d'avoir ainsi prolongé une situation vague qui favorisait les suspicions des autres princes italiens, laissait aux prétentions locales le temps d'éclater et semblait autoriser les espérances des sectaires. Le déplorable génie de division de M. Mazzini avait trouvé son théâtre à Milan et agissait. « Mazzini, disait Gioberti, est le plus grand ennemi de l'Italie, plus grand même que l'Autriche, qui, sans lui, serait vaincue et vaincra par lui. » Esprit mystique et futile, fanatique et vulgaire, déclamateur sans idées et artisan éternel d'obscures conspirations, M. Mazzini voyait l'Italie dans la république et la république dans sa personne. Il ne disposait point d'une armée, mais par les clubs, par les journaux, il disposait de tous les moyens révolutionnaires les plus propres à harceler Charles-Albert et son armée par un système de défiances, d'injures et de calomnies. Son parti n'était pas nombreux, il ne se recommandait par aucun nom, par aucune vertu, par aucun talent; — il était bruyant, audacieux, plein de jactance révolutionnaire; il se recrutait de toutes les imaginations incandescentes et puériles. Les revers de l'armée italienne, il les imputait à la trahison; — quant à ses succès, il les redoutait presque, il affectait de n'y voir que le triomphe de l'égoïsme royal de Charles-Albert. Le dernier mot de ce fatal parti c'était : « l'Italie autrichienne ou républicaine ! » Voilà quel foyer de passions ennemies s'agitait à Milan, à quelques marches de ces champs de bataille

où le roi piémontais et ses enfans prodiguaient chaque jour leur courage et leur vie.

Le Piémont du moins était-il tout entier à la lutte sérieuse où son armée se trouvait engagée? Le Piémont entrait dans la vie constitutionnelle avec toute l'inexpérience des peuples à qui échoit le périlleux bienfait de grandes libertés dans les circonstances les plus critiques. Or quel usage faisait-on de ces libertés nouvelles qui venaient de naître? Les clubs se formaient et s'agitaient, les journaux se multipliaient et se remplissaient de déclamations oiseuses. Le 8 mai 1848 s'ouvrait à Turin le premier parlement; il reflétait assez curieusement l'état du pays. Gioberti avait été le héros et le candidat de tous les partis. L'élément constitutionnel conservateur était représenté par MM. Balbo, Lisio, Sclopis, Pinelli, Santa-Rosa, d'Azeglio, qui allait se faire blesser en défendant Vicence. L'élément démocratique comptait MM. Valerio, Sineo, Ravina, Ratazzi, — puis, à l'extrémité, M. Brofferio, imagination exubérante et chimérique, composait tout seul une *montagne*. La masse était indécise, accessible à toutes les influences et neuve aux affaires.

La chambre piémontaise avait deux écueils à éviter, — les questions futiles et les questions irritantes, les puérils combats de paroles et tout ce qui pouvait affaiblir l'armée dans son prestige ou dans ses opérations : elle allait chaque jour malheureusement donner contre ces deux écueils. — C'était un grand objet de discussion de savoir si le discours de la couronne avait pu dire que « la providence mûrit les temps de la liberté, » ou que « la confiance dans les princes est un élément de prospérité pour les peuples. » Plusieurs jours se passaient peu après en harangues sonores sur la suppression des jésuites et des dames du Sacré-Cœur, à tel point qu'un député finissait par s'écrier : « Si nous perdons le temps à supprimer quatre moines, nous ne supprimerons jamais les Allemands! » — La loi d'annexion de la Lombardie, en plaçant le parlement sarde en face du problème du moment, venait mettre à nu l'élément le plus grave de la situation, l'antagonisme de la Lombardie et du Piémont, de Milan et de Turin. Si Milan s'était laissé flatter de l'espoir de devenir la capitale du nouveau royaume, Turin se défendait de toute la force d'intérêts nombreux, de toute la puissance de considérations politiques qui plaçaient dans le Piémont la base, le noyau ferme et solide du nouvel état. C'étaient les constitutionnels conservateurs qui pensaient ainsi, le ministère d'abord sauf M. Pareto (1), puis bien d'autres membres du parlement, dont le principal était M. Pinelli. Les conservateurs ne voulaient pas de cette énigme d'une

(1) L'opposition de M. Pareto dans le conseil s'expliquait par son origine génoise et par le vieil esprit d'antagonisme de Gênes vis-à-vis de Turin.

assemblée constituante qui pouvait tout remettre en doute, se transformer même en convention, et où le Piémont se trouverait en minorité en face de la coalition des états nouvellement annexés; ils ne voulaient pas de l'existence d'une consulte lombarde indépendante jusqu'à la réunion de l'assemblée constituante, ce qui par le fait rendait illusoire l'union immédiate qu'on prétendait consacrer. Ce qu'ils voulaient en un mot, c'était l'annexion dans des conditions que l'auteur du *Rinnovamento*, Gioberti, tout en les taxant de *municipales*, est forcé de reconnaître plus régulières. Le parti démocratique acceptait tout, l'assemblée constituante et la consulte lombarde, il avait la complicité de toutes les opinions ardentes qui ne voyaient que la fusion, quel qu'en fût le prix, et en emportant le succès, il entraînait la première crise ministérielle dans le Piémont constitutionnel. Le cabinet Balbo disparaissait et était remplacé par un cabinet qu'on pourrait appeler le ministère du royaume de la Haute-Italie. MM. Casati et Durini y représentaient la Lombardie; M. Gioia, le duché de Plaisance; Gioberti allait y entrer; M. Pareto y restait, représentant Gênes.

Qu'on songe que ce ministère du nouveau royaume italien venait au monde au moment où les désastres commençaient pour l'armée. Ces désastres eux-mêmes, comme toutes les opérations militaires jusque-là, étaient l'aliment perpétuel des polémiques de la presse et des interpellations de tribune. L'opposition démocratique piémontaise venait fatalement en aide à l'agitation républicaine de Milan, non qu'elle eût la même pensée, — elle cédait à un triste besoin de détraction et de critique. On contestait à ce roi qui était en Lombardie le droit constitutionnel d'aller braver les balles à la tête de ses soldats. On opprimait l'armée sous d'injurieuses comparaisons avec les immortelles campagnes de Bonaparte dans ces mêmes contrées. On soufflait la haine entre les officiers et les soldats. On jetait aux généraux l'accusation vulgaire de trahison, si bien que l'un d'eux, en rentrant dans le Piémont, entendait murmurer autour de lui : « Voilà le plus grand traître ! » Le sentiment amer de ces injustices se fait jour dans un livre sur *la Guerre de l'Indépendance en* 1848, qui passe pour être l'œuvre de Charles-Albert.

Or quelle était cette armée ainsi poursuivie par les républicains de *la Jeune-Italie* et par les libéraux piémontais eux-mêmes? Chaque jour, elle renouvelait ses combats, souvent dans les conditions les plus défavorables, sous un ciel brûlant, ayant à supporter la faim dans les provinces les plus fertiles de l'Europe, dans la grasse Lombardie. Il arrivait parfois aux soldats sardes d'aller au feu n'ayant pas mangé depuis trente heures. Au début de la guerre, le Piémont restait chargé de la solde de son armée, le gouvernement provisoire

de Milan s'était engagé à la nourrir. Malheureusement les vivres n'étaient pas toujours là. Il venait même un jour où le commissaire lombard quittait le camp et se faisait devancer par les approvisionnemens. « Depuis trois mois, disait un officier de ses soldats, ils n'ont pas quitté leurs vêtemens et ont toujours dormi sur la terre, n'ayant pour toit que la voûte des cieux. » Caractère original que celui de cette armée piémontaise combattant pour une cause que toutes les passions s'acharnaient à ruiner! Elle avait les mâles qualités de l'esprit militaire et nulle jactance; il arrivait un jour à un officier de se prendre de querelle avec un Lombard, qui, racontant un petit fait d'armes à un paysan, le transformait en une bataille gigantesque suivie d'une victoire non moins gigantesque. Cette armée n'avait rien de révolutionnaire, elle avait porté dans les camps les mœurs simples et même religieuses des vallées piémontaises. Un pauvre soldat était tué, et que trouvait-on sur lui? Un livre de prières où étaient écrits ces mots à la première page : « Mon Dieu, veillez sur mes parens et protégez notre armée! » Un de ceux qui ont fait cette guerre, l'auteur d'un *Journal d'un officier de la brigade de Savoie*, raconte qu'étant un soir de garde à la Madonna del Monte, entre Sona et Somma-Campagna, il entra dans une église; cette église était remplie de soldats groupés autour d'une statue de la Vierge. « Ces braves, dit M. Ferrero, qui affrontaient l'ennemi avec tant de courage sur le champ de bataille, répétaient en chœur les litanies de la Vierge. Deux énormes bouquets cueillis dans les champs et quelques cierges allumés ornaient l'autel... Lorsque les prières furent terminées, un soldat que j'avais souvent remarqué pour sa bravoure me dit : *Mon lieutenant, je viens de prier pour ma famille, j'ai cinq enfans et une mère aveugle!...* » Dans le fond, cette armée se battait pour la grandeur de son pays et de son roi : voilà son crime aux yeux de M. Mazzini!

Je sais bien que les libéraux piémontais coloraient d'un prétexte particulier l'étrange système de dénigrement dont ils poursuivaient leur armée. C'est aux généraux qu'ils faisaient la guerre, à leur impéritie, à leur antipathie présumée pour la cause de l'indépendance italienne. La vérité, le général Franzini, ministre de la guerre, l'avouait avec une noble modestie : c'est que ni lui ni aucun de ses compagnons d'armes n'avaient jamais fait une grande guerre, et qu'on ne supplée point à l'expérience militaire en chantant des hymnes patriotiques et en criant : « Mort aux barbares! » Quelques mois plus tard, Charles-Albert, qui se plaisait à entendre tout le monde, faisait venir un jour M. Brofferio. Le héros de la *montagne* piémontaise ne manquait pas de développer ses plans démocratiques, et il y ajoutait une sortie contre les généraux rétrogrades et absolutistes. Charles-

Albert l'écoutait impassible, puis il disait ces simples mots, laconique et virile réhabilitation de ces généraux accusés : « Et pourtant ils se battaient bien (1) ! »

Enfin, dans la masse du peuple, la guerre de l'indépendance trouvait-elle un écho, un appui, quelque sympathie profonde propre à lui donner un caractère national ? C'est ici peut-être qu'était la déception la plus amère. Le prosélytisme des idées d'indépendance et de liberté avait gagné les villes et les classes cultivées : il n'avait pas pénétré dans les campagnes et dans les classes populaires, restées indifférentes à ce qu'on nommait leurs *droits politiques* et leur *existence nationale*. Les villes s'insurgeaient, les campagnes ne remuaient pas. Les Piémontais n'obtenaient aucun secours des paysans lombards; on cachait les vivres, on dissimulait les ressources à leur approche; ils étaient plus en pays étranger que les impériaux eux-mêmes, et ils ne trouvaient point d'espions pour les éclairer sur les mouvemens de l'ennemi, qui pouvait arriver jusqu'à leurs avant-postes sans qu'ils en fussent informés. Accoutumés à voir l'Autriche sortir triomphante des guerres qui lui étaient suscitées, les paysans des plaines lombardes craignaient les représailles d'une victoire nouvelle. Cette indifférence, beaucoup de bourgeois la partageaient, et elle ne laissait point de se manifester par plus d'un trait curieux, témoin ce riche habitant de Volta qui disait un jour à l'auteur du *Journal d'un officier de la brigade de Savoie*, M. Ferrero : « Mon Dieu, monsieur l'officier, à vous dire franchement la vérité, peu m'importe le roi Charles-Albert ou l'empereur; ce que je désire, c'est de vivre en paix et d'être maître chez moi ! » Le type le plus bizarre, à coup sûr, de cette indifférence, c'est ce *signor Fiorino*, dont M. Ferrero trace en passant la figure. Mélange de Brighella et de Pantalone, homme d'affaires, aubergiste, quelque peu usurier, le *signor Fiorino*, avec son habit cannelle et sa culotte courte, est d'une impartialité pleine de bonhomie entre les Piémontais et les Autrichiens. « Mes chers messieurs, dit-il aux officiers sardes, je suis enchanté de vous voir, vous aimez le *vino santo* et le bon café; vous avez de l'argent, vos soldats paient tout ce qu'ils prennent, — vive les Piémontais !... Il faut cependant rendre justice à tout le monde; l'Autriche nous laissait tranquilles (*non ci tribolava*), nous vendions assez bien notre soie... n'importe, *vive l'Italie ! nous sommes tous frères !* » A travers les précieuses bouffonneries du *signor Fiorino*, on peut voir une vérité triste : Piémontais et impériaux étaient au même rang pour les populations lombardes, demeurées étrangères au mouvement politique des villes.

(1) C'est M. Brofferio lui-même qui raconte ce fait dans son *Histoire du Piémont*, qui n'est guère qu'une amplification de rhétorique révolutionnaire.

Maintenant réunissez tous ces élémens divers : les divisions intérieures de l'Italie, les défiances des princes, le dissolvant des passions locales, le travail inexorable des sectes révolutionnaires, l'acharnement des partis à harceler des troupes sans autre soutien que leur courage, l'indifférence des populations : — qu'en pouvait-il résulter? — Trois choses également désastreuses, qui sont la moralité et le dénoûment de cette première période de la guerre de l'indépendance : la décomposition de l'armée, les scènes de Milan du 5 août et l'armistice conclu par le général Salasco au nom du Piémont.

C'est le 26 juillet que l'armée piémontaise essuyait la défaite de Custozza, et se trouvait précipitée dans une retraite désespérée qu'elle illustrait encore par trois jours de combats, et que Charles-Albert s'efforçait vainement de suspendre en tentant de négocier une suspension d'armes d'abord directement, puis par l'intermédiaire du ministre anglais, sir Ralph Abercromby. La direction même de la retraite indiquait la pensée d'aller couvrir Milan. C'était une faute stratégique : cette héroïque témérité, Charles-Albert la commettait pour ne point laisser sans défense, au moment du péril, une ville où il n'avait pas voulu, au commencement de la campagne, aller chercher de faciles triomphes. Le 3 août, il se trouvait sous les murs de Milan, suivi par les Autrichiens, et le 4 il livrait sa dernière bataille, soutenant une lutte de onze heures au milieu de la pluie et du tonnerre, animant ses soldats par sa présence, et voyant autour de lui ses officiers décimés par le feu. Qui dirait cependant que ces soldats étaient reçus froidement? *L'officier de la brigade de Savoie* raconte qu'il entendait murmurer : « Quels affreux soldats! quels haillons! » Défendre encore Milan après la journée du 4, c'était certes une pensée chevaleresque; il eût seulement fallu des moyens de défense. Or, quoi qu'on en ait dit, l'argent et les vivres manquaient pour soutenir un siége : il y avait des munitions pour un jour, et l'armée était séparée de son parc d'artillerie, tandis qu'à la Porte Romaine étaient les impériaux vainqueurs, irrités et disposant de formidables moyens. Prétendre renouveler les journées de mars et les barricades en présence d'une armée relevée par la victoire et forte de cinquante mille hommes décidés à toutes les extrémités de la destruction, c'était la plus insensée des tentatives. Une capitulation protectrice pour la ville et un armistice pour l'armée piémontaise devenaient les conditions fatales de la situation.

C'est alors que se passait une de ces scènes qu'il faudrait pouvoir arracher de l'histoire d'un peuple. Ce roi qui avait laissé ouverte la route du Piémont pour faire de ses forces le bouclier de Milan, qui venait d'échapper à un dernier combat, — ce roi était assailli dans le palais Greppi par une tourbe d'agitateurs qui la veille s'étaient

tenus prudemment dans leurs murs, et qui maintenant criaient à la trahison. On parlait de s'ensevelir sous les ruines de Milan. « Eh! que m'importe à moi, disait Charles-Albert en déchirant la capitulation déjà signée, que m'importe de mourir un jour ou l'autre? » L'impossibilité de toute résistance n'en demeurait pas moins le fait accablant; la masse de la population sensée, en s'en affligeant, le reconnaissait; l'archevêque, le podestat avec quelques-uns de ses assesseurs, allaient d'eux-mêmes demander au maréchal Radetzky le maintien de la capitulation avec la condition d'un délai de vingt-quatre heures accordé à ceux qui voudraient quitter Milan. A peine ce bruit s'était-il répandu, l'émeute rugissait de nouveau autour du palais Greppi, où Charles-Albert était sans défense, ayant laissé ses soldats hors de la ville pour n'accepter d'autre garde que celle de quelques miliciens. C'était toute la démagogie milanaise faisant le siége de la royauté. Quelques-uns de ces agitateurs pénétraient dans un jardin qui touchait à la chambre du roi, épiaient ses mouvemens, et préparaient une escalade générale. Des coups de feu étaient tirés contre les fenêtres du palais. Le duc de Gênes, accouru au secours de son père, avait à subir les outrages de cette populace. Les serviteurs du roi avaient de la peine à échapper au poignard; ses équipages étaient saccagés et pillés sous prétexte de barricades. Il y avait certes à côté des exemples de dévouement. Un sergent piémontais, blessé et malade à l'hôpital, se traînait jusqu'au palais Greppi, et, appuyé sur une colonne, il repoussait les assaillans, opposant à leurs cris de mort le cri de *viva Carlo-Alberto!* Les émeutiers avaient fini par faire arriver un baril de poudre pour forcer par l'explosion la porte du palais. Heureusement, la nuit venant, le général La Marmora parvenait à s'échapper furtivement, et il allait chercher une compagnie de *bersaglieri* et un bataillon de Piémont; l'éclair de la baïonnette de ces braves suffisait à disperser les démagogues milanais. A minuit, Charles-Albert quittait le palais Greppi et gagnait à pied les remparts, où ses troupes l'attendaient frémissant d'indignation et demandant à voir leur roi.

Dès lors l'armée piémontaise poursuivait sa retraite et regagnait le Tessin, d'où elle était partie il y avait plus de quatre mois, le 29 mars; mais quelle différence avec ces premières journées de la campagne! L'armée sarde revenait épuisée, démoralisée et à demi débandée. Dans certains corps de deux mille quatre cents hommes, il ne restait plus que six cents hommes, et ce reste d'armée ne voulait plus entendre parler de se battre pour la Lombardie. Les troupes se retiraient ulcérées des scènes de Milan; elles nourrissaient un ressentiment profond contre cette démagogie italienne qui, au moment où elles affrontaient le feu ennemi, avait imaginé un jour de dire que

les boulets des canons autrichiens de Peschiera n'étaient pas des boulets sérieux, — et leur ressentiment s'étendait à ceux qui leur avaient fait la même guerre dans le Piémont. Les ministres Casati et Gioberti pouvaient à leur arrivée au camp constater cette exaspération mêlée de découragement. L'un des coryphées de la démocratie piémontaise, M. Brofferio, en éprouvait les effets par la réception menaçante qu'il trouvait à Vigevano, où il était accouru pour porter à l'armée et au roi ce merveilleux cordial d'une adresse patriotique d'un club de Turin. Quant à Charles-Albert, après avoir été le premier de ses soldats dans la campagne, il cherchait à arrêter la désorganisation de son armée. Rentré sur le sol piémontais, il ne pouvait penser sans amertume à cette succession de désastres, à tous ces coups qui étaient venus lui rendre la victoire impossible. Il avait bien sans doute quelque raison de dire : « L'Italie n'a pas montré tout ce qu'elle pouvait. » Pourtant il ajoutait encore le 10 août à Vigevano, dans une dernière proclamation aux peuples de la Haute-Italie : « La cause de l'indépendance italienne n'est pas perdue! » La veille, le 9 août, le général Salasco avait signé un armistice de six semaines qui fixait les positions respectives des armées de l'Autriche et du Piémont sur les anciennes bases de possession politique. Les frontières des états sardes et de la Lombardie servaient de limite entre les deux armées. Les Piémontais devaient abandonner les duchés de Parme et de Modène, les places de Peschiera, Rocca d'Anfo, Osopo, le port et le territoire de Venise; l'escadre sarde, qui bloquait Trieste, devait quitter l'Adriatique.

L'armistice Salasco n'était point glorieux : de cette guerre ouverte au milieu de tant d'enthousiasme il ne restait plus rien, mais il avait le caractère évident de la nécessité. « Les insurrections sont faites par les peuples, dit l'auteur de *la Guerre de l'Indépendance en* 1848, les guerres se font avec des soldats, et ceci était une guerre. Puisque les peuples n'avaient pas bougé ni ne donnaient signe de mouvement et que les soldats étaient en désordre, il ne restait plus d'autre moyen de salut qu'une suspension d'armes. » Tel qu'il s'offrait, l'armistice Salasco pouvait être pour l'Italie un moyen de se recueillir, de chercher à reconstituer une force de résistance et d'action, et c'était son avantage pour le Piémont. Il pouvait aussi, en faisant cesser un moment la guerre, achever d'user cette exaltation italienne sans que les armes fussent de nouveau nécessaires, et c'était son avantage pour l'Autriche. Pour tous, c'était une trève de six semaines qui laissait le temps de se reconnaître, de se sonder, de recourir à des négociations de paix ou de se préparer à des luttes nouvelles.

III.

Le moment avait quelque chose de décisif pour l'Italie et le Piémont. Négocier sous le poids d'une défaite, dans les conditions issues de la fatale campagne qui venait de finir, ou rentrer dans la lutte avec une armée exténuée, dont la désertion vidait les cadres, dont le ressort moral était brisé, voilà l'alternative à laquelle on ne pouvait échapper. Il eût fallu, pour se mettre au-dessus de ces difficultés, l'effort surhumain d'un patriotisme universel, imposant silence à toutes les dissensions : ce fut l'explosion de tous les élémens dissolvans qui répondit à l'appel, et fit de cette période, — de l'armistice Salasco à Novare, — une halte tumultueuse entre deux catastrophes.

Si l'on songe que la guerre de 1848 avait été un acte d'entraînement héroïque accompli pour enlever à l'esprit révolutionnaire cette grande et généreuse question de l'indépendance, et pour maintenir l'ascendant du principe modéré dans l'ensemble du mouvement italien, on comprendra que la défaite de ce principe dut redoubler l'orgueil et la violence des passions extrêmes. Les revers des armes piémontaises n'avaient rien qui pût toucher ou éclairer l'esprit révolutionnaire; il en triomphait au contraire comme de la manifestation la plus éclatante de l'impuissance des forces régulières, de ce qu'il appelait la *guerre royale*, et il prêchait la *guerre du peuple*. Les républicains rejetés hors de la Lombardie créaient un comité d'action à Lugano. Une armée venait de fondre dans une campagne, et les sectaires de *la Jeune-Italie* avaient à opposer aux Croates cette toile d'araignée, — la république. M. Mazzini, qui avait prudemment quitté Milan à l'approche des Autrichiens, criait maintenant à la trahison contre Charles-Albert; il démontrait merveilleusement comment la guerre avait échoué, parce qu'on avait laissé debout tous les princes, parce qu'on s'était fié aux *modérés*, aux *sages*, aux *réformateurs pratiques*, aux *traîtres* en un mot. M. Mazzini soufflait la division et la révolte, en attendant son triomphe à Rome et à Florence.

Dans le Piémont même, les malheurs de la guerre mettaient aux prises tous les partis, et allumaient d'ardentes polémiques. Les opinions, un instant confondues dans la première ébullition de liberté, puis mises tout à coup en présence dans les discussions sur la fusion lombardo-piémontaise, commençaient à se dessiner sous les couleurs les plus tranchées. L'opinion constitutionnelle conservatrice, sous le coup des événemens, se repliait sur deux points de défense. Sans accepter comme irrévocable le résultat de la guerre, sans abandonner la pensée de l'indépendance, elle songeait avant tout à sauver le Pié-

mont du naufrage, s'il devait y avoir un naufrage; en se rangeant sous le drapeau constitutionnel, elle ne voulait pas livrer la monarchie aux passions républicaines qui fermentaient déjà. Elle se disciplinait sous une inspiration de résistance et de préservation. L'opinion conservatrice trouvait son expression dans un ministère formé au lendemain de la suspension d'armes, le 19 août 1848, à la place du cabinet Casati-Gioberti, qui n'avait vécu que quelques jours. Ce ministère réunissait quelques-uns des noms les plus éminens du libéralisme modéré : le marquis Alfieri-Sostegno, le comte de Revel, M. Pinelli, M. Boncompagni, le chevalier de Santa-Rosa, le général Dabormida, le général de Perron, vieux soldat émigré de 1821 qui avait servi en France et venait de rentrer dans son pays. La politique du nouveau cabinet pouvait se résumer en peu de mots : accepter l'armistice Salasco, négocier avec le concours de l'Angleterre et de la France, maintenir le plus possible l'annexion de la Lombardie sans y subordonner l'intérêt piémontais, réorganiser l'armée, et, à toute extrémité, choisir son heure pour combattre, si la lutte redevenait inévitable, tel était le système du ministère Revel-Pinelli.

Le parti démocratique, grossi de quelques conservateurs dissidens, dénonçait avec la plus extrême violence l'armistice Salasco. Dans toute pensée de paix, il voyait la négation de l'autonomie italienne et du *fait accompli* de l'union lombardo-piémontaise. Pour l'opinion démocratique, il était visible que les états sardes n'existaient plus qu'à titre de province du royaume de la Haute-Italie et qu'il n'y avait qu'à recommencer immédiatement la lutte, dût le Piémont s'abîmer et périr lui-même dans un nouveau désastre. A tout considérer, on pourrait dire qu'il y avait en présence, — au point de vue des questions de nationalité, un parti piémontais et un parti italien, — au point de vue de la politique intérieure, un parti monarchique constitutionnel et un parti qui poussait le libéralisme jusqu'à l'extrême frontière des idées républicaines. De cette opposition tranchée de principes et de tendances devaient naître les manières les plus différentes d'envisager la situation dans l'ensemble de ses élémens, de ses nécessités et de ses périls.

Un des premiers élémens de cette situation nouvelle, c'est l'intervention étrangère sous la forme d'une médiation de l'Angleterre et de la France. Quelle était l'origine et quelles étaient les bases de cette médiation, acceptée par le cabinet piémontais dès son entrée au pouvoir (1) ? Elle était la réponse à une demande de secours armé adressée à la France, elle prenait pour base une proposition faite le

(1) En fait, la médiation anglo-française était acceptée par le gouvernement sarde avant la constitution définitive du nouveau ministère, qui est du 19 août. L'acceptation résulte d'un acte signé le 15 août par M. de Revel à l'insu du cabinet Casati-Gioberti, qui existait encore et n'approuvait pas l'intervention sous cette forme. Cette anomalie s'ex-

24 mai 1848, au nom de l'Autriche, par M. Hummelauer, et communiquée en même temps à Milan et à Londres. Par la proposition de M. Hummelauer, l'Autriche renonçait à tout droit sur la Lombardie, sauf un partage équitable de la dette. Venise devait avoir une administration séparée, une armée distincte sous le gouvernement d'un archiduc. S'il y eut jamais une faute, c'est celle qui fut commise le jour où, sous l'empire d'une illusion inouie, les Lombards déclinèrent cette offre de transaction sans même consulter Charles-Albert. Ce qu'on refusait en définitive, c'était la Lombardie libre de la domination étrangère, la Vénétie transformée en une seconde Toscane et l'indépendance italienne assurée dans un avenir certain. On ne sut pas recevoir la fortune à l'heure où elle se présenta, parce qu'elle ne comblait pas tous les vœux, et le jour où l'intervention de l'Angleterre et de la France vint faire revivre ces bases Hummelauer, du 24 mai, comme un élément de transaction dans les circonstances nouvelles créées par l'armistice Salasco, il n'était plus temps; la médiation, il faut le dire, ne pouvait être qu'une tentative impuissante.

Qu'arrivait-il en effet? Si l'Autriche avait consenti à s'amoindrir au moment où elle était cernée et menacée de toutes parts, dans la période des succès de l'armée piémontaise, il est évident qu'elle ne devait point se résigner aux mêmes conditions après que son armée avait reconquis pas à pas la Lombardie et venait de rentrer victorieuse à Milan. Aussi l'Autriche ne se hâtait-elle pas d'accepter la médiation. Un instant encore, la révolution d'octobre à Vienne aurait pu favoriser une transaction; mais cette révolution sans durée ne faisait que fournir à l'Autriche une occasion nouvelle de se raffermir. Les généraux autrichiens allaient relever la fortune de l'empire sous les murs de Vienne et bientôt en Hongrie, comme la verte vieillesse de Radetzky l'avait déjà relevée dans les plaines lombardes. Le cabinet Schwarzenberg, qui sortait de cette phase nouvelle, déclinait désormais d'une manière absolue les bases Hummelauer. Il ramenait les puissances médiatrices aux stipulations des traités de Vienne, comme base unique de la paix entre l'Autriche et le Piémont. Le premier ministre impérial, le prince Schwarzenberg, n'avait pas seulement l'orgueil d'un gouvernement qui se relève, il avait le ressentiment et la fierté de cette armée d'Italie avec laquelle il avait combattu pour la suprématie autrichienne, au milieu de laquelle il avait été blessé à Goïto.

L'Angleterre et la France de leur côté étaient-elles disposées à appuyer par les armes l'œuvre de leur médiation? Au fond, elles ne garantissaient rien. L'Angleterre était guidée surtout par la pensée

plique par l'état de dislocation du cabinet Casati et par la nécessité de pourvoir d'urgence à la situation. M. de Revel, ministre des finances du cabinet qui se préparait, en prit la responsabilité et *risqua sa tête*, comme il l'a avoué depuis.

d'empêcher l'apparition d'une armée française au-delà des Alpes, qui eût provoqué une guerre générale en Europe. La France ne demandait pas mieux que de se délivrer ainsi d'une épineuse affaire. Politique étrange que celle de la France à l'égard de l'Italie en 1848! Cette question italienne se présentait en peu de mois à deux gouvernemens, — l'un, né immédiatement de la révolution de février et anarchique comme elle, l'autre, qui sortait du terrible combat de juin et imprimait à la république nouvelle la physionomie d'airain d'une puissance réactionnaire. Ces deux gouvernemens par le fait résolvaient la question de la même manière, si ce n'est que le premier prodiguait les paroles, les déclamations en faveur de la cause italienne, sans rien faire effectivement, et que le second ajoutait la retenue des paroles à la réserve des actes. La politique républicaine obéissait à deux mobiles qui n'étaient pas également sérieux et avouables. Il n'y aurait eu que de la sagesse à mesurer l'intérêt de la France au-delà des Alpes et à voir qu'une question d'influence ne valait pas qu'on mît le feu au monde; mais il s'y joignait un sentiment mesquin, c'est que tout ce qui se faisait en Italie devait tourner au profit de Charles-Albert, et que la France républicaine ne pouvait venir au secours d'un roi : telle était la grande raison! C'est ainsi que le cabinet de Paris à une demande d'intervention armée répondait par une médiation collective avec l'Angleterre, sans rien garantir, et, par une singularité bizarre, la France, sous la république, se trouvait ramenée à la politique qui avait prévalu sous la monarchie.

Je ne veux ajouter qu'un mot sur cette politique : sous la monarchie, elle était bonne pour la France, efficace pour l'Italie, qu'elle retenait sur la pente des tentatives aventureuses; sous la république, à travers le mélange de sentimens dont elle s'inspirait, elle n'était plus dans le fond qu'une faiblesse nécessaire, la rançon des périls intérieurs de la France, ou si l'on veut une inconséquence prudente. Toujours est-il que le cabinet de Vienne maintenant absolument l'intégrité de ses droits rajeunis par la victoire, et les deux puissances médiatrices n'étant nullement disposées à risquer une guerre pour l'indépendance de la Lombardie et pour le royaume de la Haute-Italie, il y avait au bout de toute négociation un nouveau choc inévitable entre l'Autriche et le Piémont, à moins que le Piémont ne subît la loi de la nécessité et ne restât dans ses frontières. Or c'est là que les partis à Turin se retrouvaient en présence. Nombre de conservateurs se fussent dès lors résignés peut-être à ajourner la question de l'indépendance. Le ministère lui-même n'eût point osé avouer une telle pensée. Sans trop se faire illusion, il laissait aller la médiation, gagnant du temps dans tous les cas pour recomposer l'armée et contenant l'incandescence des passions extrêmes.

Une seconde question d'une autre nature aurait pu avoir sans nul

doute la plus sérieuse influence sur les événemens, c'est l'organisation fédérative des divers états de l'Italie : par là une force collective se trouvait créée et pouvait exercer son action; mais c'est ici surtout qu'on peut observer à travers quel dédale de passions, d'intérêts, d'antagonismes secrets ou avoués, d'impossibilités ou d'incertitudes marchait la politique italienne.

L'organisation fédérative était une pensée de Pie IX : un légat du pape, on l'a vu, allait la proposer à Charles-Albert au début de la guerre. Le Piémont répondait que la question de l'indépendance dominait tout, et par le fait les propositions du gouvernement romain disparaissaient dans la guerre. Bientôt le cabinet Casati-Gioberti arrivait, et, en ses quelques jours de vie, inaugurant une politique nouvelle plus favorable à la fédération, il députait à Rome l'homme le mieux fait pour ramener Pie IX à cette pensée première, — l'abbé Rosmini qui allait être élevé au cardinalat. L'abbé Rosmini négociait en effet un projet de fédération d'après lequel les états de l'Italie, en commençant par les états de l'Église, la Sardaigne et la Toscane, se garantissaient leurs territoires. Le pape avait la présidence de la fédération; un pouvoir central, représenté par une diète siégeant à Rome, était investi du droit de faire la paix et la guerre, de fixer les contingens militaires de chaque état, de régler le système de douanes, de signer des traités de commerce, en un mot de veiller à tous les intérêts généraux de la confédération. L'abbé Rosmini n'avait nullement dépassé ses instructions; seulement le nouveau ministère de Turin, le cabinet Revel-Pinelli, n'accédait plus à une fédération ainsi constituée. Au projet négocié par l'abbé Rosmini il en opposait un autre qui en réalité n'était qu'un projet d'alliance offensive et défensive pour la guerre, et qui, en posant le principe d'une organisation fédérale, en ajournait l'application. De là les tiraillemens les plus pénibles et des luttes pleines d'amertume parfois entre les gouvernemens.

Les affaires à Rome se trouvaient être à cette époque aux mains de l'illustre Rossi, l'homme le mieux doué pour conduire la révolution italienne, si elle avait pu être conduite. Rossi, avec le feu d'un esprit supérieur, aussi clairvoyant à saisir les grandes questions qu'ardent à les réaliser, poursuivait le cabinet piémontais dans ses refus, dans ses lenteurs. Sentant l'impuissance de la diplomatie, il le harcelait par la presse, il intéressait l'opinion à cette œuvre de l'organisation fédérative dans laquelle il montrait la nécessité suprême de l'Italie; pour vaincre les derniers scrupules du Piémont, il modifiait le projet primitif. Le cabinet de Turin résista peut-être plus qu'il n'eût fallu en une telle circonstance, il craignit de lier les mains du Piémont. Il s'en faut cependant que la question fût aussi simple qu'elle le paraît. Le projet de *ligue italienne* ne disait rien de la

guerre et n'en pouvait rien dire; or la guerre restait évidemment le point essentiel pour la Sardaigne. Politiquement, je veux dire théoriquement, le royaume de la Haute-Italie n'avait pas cessé d'exister; le projet de fédération n'en parlait pas. Le Piémont en outre ne pouvait se dissimuler qu'il avait excité des rivalités nombreuses depuis que la perspective d'un agrandissement s'était ouverte pour lui. Rien ne peint mieux ce qu'il y avait de complexe dans cette situation que quelques lignes d'une vivacité acérée, écrites sans doute dans un moment d'impatience contre le cabinet de Turin et publiées par Rossi dans la gazette officielle de Rome.

« A quoi se réduit, disait-il, la proposition piémontaise? A ceci : Décrétons la ligue en principe, envoyez-nous des hommes, des armes, de l'argent, puis aussitôt qu'il sera possible, des plénipotentiaires se réuniront à Rome pour délibérer sur les lois organiques de la ligue. Or, avant tout, il faudrait dire clairement quel territoire le Piémont entend que Rome et la Toscane lui garantissent. Est-ce l'ancien ou le nouveau, celui qu'il possède ou celui qu'il espérait posséder? Si c'est l'ancien, il n'y a point d'objection. Si c'est le nouveau, qui ne voit que la Toscane et Rome, en garantissant seules de si magnifiques annexions, feraient sourire l'Europe? Qu'on ne dise pas que c'est là un pacte national, une condition de l'indépendance italienne. L'autonomie de l'Italie ne suppose pas nécessairement l'empire de la maison de Savoie du Tanaro aux Alpes. Si cet empire est une des formes que l'Italie indépendante pourrait prendre, elle n'est pas la seule. Il n'est pas nécessaire d'examiner si cette forme est préférable à toute autre, ni si en s'étendant au-delà de Plaisance et la Lombardie elle n'aurait pas quelque chose d'inopportun et d'excessif. Cette forme fût-elle la meilleure lorsqu'elle a été imaginée, aujourd'hui les conditions sont autres; il y a autant de différence qu'entre posséder et avoir à reconquérir. Quoi qu'il en soit, il est certain que l'agrandissement du Piémont et l'autonomie italienne ne sont point des choses identiques; l'une peut exister sans l'autre, et la garantie de territoires non possédés, mais désirés par le Piémont, n'est point une question à décider ainsi le pied levé (1)... »

Dans chaque mot de ce fragment, ce me semble, on peut lire le secret des susceptibilités piémontaises. La Toscane elle-même eût préféré au royaume de la Haute-Italie la création d'un état nouveau et séparé en Lombardie sous l'autorité d'un des fils de Charles-Albert (2). A tout prendre, le Piémont voyait remis en doute le but auquel il avait dévoué son armée, ses forces, ses finances. Voilà au milieu de quels embarras cheminait cette grande question de l'organisation fédérative de la péninsule.

Ce n'étaient là encore que les difficultés intérieures des gouverne-

(1) Voir le livre de M. Luigi Carlo Farini, *Lo Stato Romano dall' anno* 1815 *all' anno* 1850, t. II.

(2) C'est dans ce sens qu'étaient les instructions données au ministre toscan chargé d'aller à la conférence de Bruxelles, où devaient se traiter les affaires italiennes par la médiation anglo-française. Voyez le livre de M. Farini, *Lo Stato Romano*, t. III.

mens; ces difficultés elles-mêmes disparaissaient dans le travail de toutes les passions révolutionnaires, dans les agitations croissantes de l'Italie. Quand Rossi pressait le Piémont, en homme qui par une sorte de divination sentait le temps lui échapper, il n'avait plus devant lui que quelques jours d'existence; cette noble vie allait être tranchée par le poignard des sectaires. Pie IX, assiégé au Quirinal, n'avait plus dès lors qu'à quitter furtivement Rome et à prendre la route de Gaëte. Du meurtre de Rossi et de la fuite du pape il n'y avait qu'un pas à la république romaine et à la dictature de M. Mazzini. En Toscane, la république faisait son apparition avec MM. Guerrazzi et Montanelli, d'abord sous l'apparence d'un ministère démocratique imposé par une émeute de Livourne, puis sous son vrai nom, tandis que le grand-duc s'enfuyait aussi à Gaëte. La révolution se frayait un chemin à l'aide d'un de ces mots mystérieux et vagues qui font la fortune des agitateurs dans la confusion des passions : ce mot, c'était celui de *constituante*. Pour la première fois, on l'a vu, il avait été écrit dans l'acte d'annexion de la Lombardie; maintenant il courait partout et devenait le cri de ralliement de tous les révolutionnaires italiens, de Florence à Livourne, de Rome à Gênes. La constituante! Ce n'est pas qu'on s'entendît sur ce mot; M. Guerrazzi avait sa constituante; l'idéal de M. Mazzini, c'était toujours la république unitaire faisant son ascension au Capitole et promulguant ses décrets au nom de *Dieu* et du *peuple;* bien d'autres y attachaient un sens différent, sans compter ceux qui n'y comprenaient rien : n'importe, avec cette parole on battait en brèche ce qui restait de pouvoirs réguliers.

Le Piémont subissait naturellement le contre-coup de ces agitations de l'Italie centrale. Le ministère Revel-Pinelli résistait encore sans doute, mais il avait chaque jour à supporter de nouveaux assauts du parti démocratique, ameuté contre la médiation et la suspension des hostilités avec l'Autriche. A la nouvelle d'un succès parlementaire obtenu par le cabinet sur la question de la paix et de la guerre, une insurrection éclatait à Gênes. Les clubs de Turin délibéraient sur la constituante et marchaient d'intelligence avec les clubs de Florence et de Livourne. Ainsi se propageait partout une agitation périlleuse avec ces mots d'ordre : *la constituante et la guerre!* Ces puérils perturbateurs ne voyaient pas qu'ils créaient à leur pays un double danger : si l'Italie faisait une guerre de race, elle donnait à l'Autriche l'appui de toute l'Allemagne irritée dans son orgueil; si elle faisait une guerre révolutionnaire, elle jetait dans le camp de ses ennemis tous les hommes de l'Europe qui mettaient au-dessus de leurs sympathies pour l'Italie la sauvegarde de la société universelle ébranlée.

Il y avait à cette époque à Turin entre tous les partis un homme

dont le nom conservait encore un puissant prestige, l'auteur renommé du *Primato,* Vincenzo Gioberti. Par la supériorité de son esprit, Gioberti restait évidemment le premier des publicistes italiens. Il n'avait été ministre que quelques jours, mais il avait mieux que ce pouvoir officiel peut-être : il avait une sorte de ministère de l'opinion. Après avoir depuis longtemps, comme écrivain, montré la régénération possible de l'Italie par l'initiative d'un pape et par l'épée du chef de la maison de Savoie, n'avait-il pas vu les faits venir un moment justifier ses idées? Il s'était trouvé un jour où le *Primato* semblait mis en action. Revenu au-delà des Alpes après février, Gioberti avait fait en Italie un voyage triomphal, haranguant les peuples, l'armée, les députations des villes, les académies, et partout il s'était vu accueilli comme l'initiateur de la liberté et de l'indépendance italienne. La chambre des députés de Turin, à sa première réunion, avait eu hâte, par un vote unanime, de le nommer son président. On le considérait comme l'homme indispensable de toutes les situations, et rien ne lui eût été plus facile que de rester dans le nouveau ministère formé le 19 août. Par malheur, chez l'auteur du *Primato* le théoricien l'emportait sur l'homme d'état, la sûreté de l'action et du jugement n'égalait pas l'éloquence de l'esprit. Ambitieux, non du pouvoir en lui-même peut-être, mais de popularité et d'influence, Gioberti cherchait à tout concilier, et il ne réussissait qu'à fondre dans un mélange impossible toutes les politiques avec ce qu'elles avaient de défectueux et sans ce qu'elles avaient de net ou d'efficace. Soit entraînement d'imagination, soit ressentiment de n'avoir pu faire prévaloir ses idées dans le nouveau ministère qui s'était formé sans lui après avoir fait appel à son concours, il poursuivait le cabinet Revel-Pinelli d'une animosité implacable. Or en quoi consistait sa politique? Gioberti était trop éclairé pour ne pas voir qu'on ne rentre point en campagne avec une armée dissoute, et il ne continuait pas moins la plus étrange opposition contre l'armistice Salasco, seule condition possible d'une suspension d'armes. Il ne voulait pas de la médiation, dont il n'attendait rien; il repoussait l'intervention armée de la France, qui eût entraîné une guerre universelle, et il imaginait la plus singulière distinction entre l'intervention et un *secours* demandé à notre gouvernement. Puérile subtilité! comme si l'apparition d'une force française au-delà des Alpes eût changé de caractère aux yeux de l'Europe en prenant le nom de *secours* au lieu de celui d'*intervention*, comme si un pays tel que la France d'ailleurs paraît sur un théâtre autrement qu'en son nom et sous son drapeau, sauf à ne pas paraître du tout, s'il y voit un danger!

Gioberti combattait la *constituante,* nul n'avait fait une guerre plus vive, plus éloquente que lui à M. Mazzini et à *la Jeune-Italie*, et il choisissait ce moment pour réunir à Turin une sorte de congrès de

représentans de toutes les parties de l'Italie, il cédait aux avances des clubs piémontais, il se plaçait au centre de toutes les oppositions, en sorte que le jour où le cabinet Revel-Pinelli se vit décidément impuissant à gouverner, au mois de décembre 1848, Gioberti se trouva l'homme désigné au pouvoir par le parti démocratique, dont il avait assuré le succès sans partager au fond ses tendances. Il fut, sans le vouloir peut-être, le chef d'un ministère démocratique où entraient MM. Ratazzi, Sineo, Cadorna, Buffa, Tecchio, les hommes qui avaient fait la guerre la plus vive à la politique conservatrice.

Voilà donc Gioberti premier ministre, maître à son tour de décider de la direction des affaires italiennes et arrivant au pouvoir dans les conditions les plus critiques. Les circonstances sont pressantes, l'Italie centrale roule de plus en plus sur la pente d'une anarchie sanglante ou puérile; entre le pape retiré à Gaëte et la révolution qui reste à Rome, un meurtre a creusé un abîme. Entre le grand-duc de Toscane et les agitateurs de Florence, même incompatibilité, qui éclate bientôt par la fuite du prince. Le mouvement constitutionnel disparaît, c'est le principe républicain qui triomphe, partout règne la confusion! Que va faire Gioberti? Chef d'un ministère démocratique, il eut alors une idée, qui était celle d'un homme d'état, qui pouvait relever la fortune du Piémont, mais qui était certes la contradiction la plus éclatante du mouvement d'opinion par lequel il avait été porté au pouvoir, et que ses collègues représentaient bien plus que lui. Gioberti vit distinctement que le premier ennemi à vaincre n'était point l'Autriche, qu'il y avait l'anarchie à dompter, et qu'en tout état de cause une nouvelle guerre de l'indépendance pourrait s'ouvrir sous de meilleurs auspices, avec l'appui de l'Italie intérieurement pacifiée. Il conçut la pensée de faire du Piémont le soldat de l'ordre constitutionnel au-delà des Alpes, de rétablir les trônes, de briser cette faible république de Florence couvée par MM. Guerrazzi et Montanelli, et d'aller jusqu'à Rome étouffer dans le germe la dictature de M. Mazzini, en ramenant le pape au Quirinal. De là le premier premier projet d'une intervention en Toscane, projet auquel le grand-duc avait d'abord accédé. Il n'est point douteux d'ailleurs qu'à ce moment les soldats piémontais n'eussent trouvé qu'une faible résistance; la masse des populations les eût accueillis avec empressement. La pensée de Gioberti avait une vraie portée politique. Si elle se fût réalisée, l'Italie était rendue à elle-même, tout prétexte était enlevé à une intervention étrangère à Rome et à Florence; le Piémont regagnait un grand crédit moral dans la péninsule et en Europe; il dispersait les factions, établissait son droit d'influence au nom d'un intérêt conservateur, et refaisait pour ainsi dire un terrain où auraient pu se nouer de nouvelles alliances entre les gouvernemens italiens.

L'Autriche ne fut pas peut-être sans s'émouvoir de ces projets. Par malheur, ici comme partout, la faiblesse de Gioberti était dans la prétention de tout concilier. Il envoyait ministres sur ministres à Gaëte pour porter à Pie IX les témoignages d'une sympathie prête à agir, pour lui offrir un asile dans les états sardes, et en même temps il avait à Rome des représentans qui négociaient avec la révolution. Il en était de même en Toscane. L'idée du premier ministre de Turin semblait être de ramener la politique du Piémont, dût-elle avoir pour but une guerre nouvelle avec l'Autriche, à des conditions plus régulières, et cette politique allait s'engager dans des alliances offensives et défensives avec la Hongrie; elle interposait assez bizarrement sa médiation entre les Magyars et les races dissidentes (1); combattant M. Mazzini en Italie, elle traitait avec M. Kossuth, liait les deux causes et combinait les opérations futures des deux armées. A l'intérieur, que faisait Gioberti? Il trouvait un parlement où les opinions se balançaient, il en prononçait la dissolution, et il laissait le parti démocratique se servir de son nom pour faire sortir du scrutin une chambre où dominait l'élément exalté, satisfait pour son compte de se voir dix fois élu, — trois fois de plus que ne l'avait été M. Royer-Collard en France aux jours de sa popularité. C'est du mois de décembre 1848 au 20 février 1849 que cette situation se déroule avec toutes ses complications.

En concevant une idée juste et simple qui pouvait changer le cours des événemens, Gioberti n'avait pas vu que la force de cette idée devait s'énerver dans les détails d'une application incertaine ou contradictoire. Le résultat ne tarda pas à se manifester d'une manière cruelle. En peu de jours, au lieu de reconquérir sa position en Italie, le Piémont retombait plus que jamais dans un humiliant isolement. Le pape n'ajoutait qu'une foi médiocre à ce gouvernement qui se croyait tenu à des déférences à l'égard des autorités révolutionnaires de Rome, et il finissait par ne pas même parler du Piémont dans l'appel adressé aux puissances catholiques pour le rétablissement du trône pontifical. Le grand-duc de Toscane, qui avait accepté d'abord l'intervention, retirait son consentement, une fois arrivé à Gaëte. Le cercle se retrécissait de plus en plus autour du Piémont. S'il se retournait vers le parlement pour y chercher un appui, Gioberti n'avait rien à attendre qu'une hostilité violente contre l'expédition de Toscane. Dans le sein même du conseil, il rencontrait la plus vive opposition. Gioberti put reconnaître alors la faute qu'il avait commise en se mettant à la tête d'un ministère démocratique et en laissant élire,

(1) On peut voir à ce sujet, dans une traduction faite en Italie des *Mémoires* du général Klapka, une lettre du colonel Alessandro Monti, chef d'une légion italienne en Hongrie. Gioberti lui-même, dans son livre du *Rinnovamento*, parle de la mission donnée au colonel Monti.

à la faveur de la popularité de son nom, une chambre d'un libéralisme turbulent. Il n'y avait plus de choix qu'entre un coup d'état et la retraite du premier ministre : ce fut la retraite de Gioberti qui prévalut, et le Piémont resta avec son parlement agité et un ministère dont toute la politique se réduisait à la guerre immédiate avec l'Autriche. Gioberti avait été, sans s'en douter, le jouet du parti démocratique.

Arbitre de ces situations diverses et de ces crises que, comme roi constitutionnel, il dénouait périodiquement, Charles-Albert les voyait passer avec une singulière anxiété d'esprit. Plus que tout autre, il sentait quelle impuissance elles créaient au Piémont, et l'amertume de son cœur en redoublait. Quand les passions révolutionnaires étaient le plus effrénées autour de lui, il disait un jour à un de ses amis : « Que veulent-ils donc? S'ils veulent ma couronne, qu'ils la prennent, je n'y tiens pas beaucoup! » Les passions révolutionnaires dans un pays comme le Piémont ne demandaient pas précisément à Charles-Albert de se dépouiller de la couronne; elles lui demandaient quelque chose d'aussi insensé, — la guerre, une guerre immédiate avec l'Autriche, — allant ainsi remuer les plus secrets instincts de son âme, qui ne pouvait supporter le poids de la défaite. Par tous les conseils de sa raison, le roi eût incliné vers la paix. Il comprenait que dans la phase politique où entrait l'Europe, au milieu de l'ébranlement des sociétés, avec les odieuses diversions créées par la démagogie italienne, une guerre nouvelle n'offrait plus aucune chance sérieuse de succès. Il ne pouvait se dissimuler que tous les élémens à fois manquaient à une telle entreprise, et par là il sentait tout ce qu'il y avait de patriotique et de sage dans la politique moins belliqueuse des conservateurs les plus dévoués à son trône, au Piémont, aux idées constitutionnelles modérées. Par l'entraînement du cœur, il était ramené à la lutte. Plein de l'amer souvenir de Custozza et de Milan, il lui semblait qu'il ne pouvait se résigner à la cruelle nécessité de la paix sans livrer un dernier combat, dût-il y laisser la couronne et la vie. A ceux de ses amis qui lui montraient l'évidence du péril, il répondait que c'était une question d'honneur. Il avait pu se prêter d'abord à la politique de Gioberti, à ses projets d'intervention à Florence et à Rome, tant que ces projets gardaient un caractère simple et net; dès qu'ils ne faisaient que changer le terrain de la guerre en la compliquant, Charles-Albert aimait mieux aller droit au but. Puis il n'aimait pas Gioberti, qui semblait se considérer comme une façon de Richelieu auprès d'un autre Louis XIII. Un ministère démocratique n'était plus dès lors le libre choix de son esprit, c'était une fatalité. Le principe de la guerre immédiate accepté par Charles-Albert, l'armistice avec l'Autriche était dénoncé le 12 mars 1849.

Ainsi ce petit pays marchait de nouveau au combat avec un parle-

ment turbulent, un ministère aveuglément obstiné et l'héroïsme de son roi, — vainement averti, par l'Angleterre et par la France, qu'il resterait sans appui étranger, abandonné par tous les gouvernemens italiens, et flanqué de ces deux foyers d'agitation démagogique qui existaient à Florence et à Rome. La masse de l'opinion dans le Piémont répugnait à cette reprise d'hostilités. L'armée, à grand'peine recomposée, avait retrouvé l'habitude de l'obéissance et la discipline, non l'enthousiasme des premiers jours de la campagne de 1848, ni même la sympathie pour la cause à laquelle on la dévouait encore une fois. Le sentiment triste et résigné du devoir dominait dans ses rangs. Elle allait se battre courageusement, sans espoir, la haine dans le cœur contre les déclamateurs qui la poussaient à des luttes inutiles. Comme pour marquer la défiance de soi-même, et cédant aux criailleries des partis, on appelait un général étranger pour le mettre à la tête des troupes, le général Chrzanowski, homme de talent, mais singulièrement placé dans une guerre d'indépendance, et obligé d'agir à l'improviste avec des élémens qu'il ne connaissait pas, sur un théâtre qui ne lui était pas familier. Les chefs militaires piémontais, accoutumés à se ranger dans le péril autour de la maison de Savoie, pensaient tous ce que disait l'un d'eux quelques instans avant d'aller se faire tuer : « Étant en retraite, je pouvais me dispenser de servir. Vous savez que je n'approuve pas cette guerre;... mais je désire que tous les parleurs qui nous gouvernent fassent leur devoir comme je saurai remplir le mien. » Le roi lui-même, tout entraîné qu'il fût par son destin, ne se faisait point d'illusions, et peut-être ne cherchait-il qu'une mort héroïque. On racontait à Turin qu'avant de partir pour la campagne, il avait fait préparer une parure de deuil pour la reine, et, dans un dernier entretien avec un de ses amis, il lui disait d'une voix émue : « Adieu, mon cher ami, nous ne nous reverrons que là-haut! » Chefs et soldats avaient au fond du cœur le sentiment d'un sacrifice inutile en reparaissant sur le Tessin le 20 mars 1849, et en se retrouvant en face de l'armée autrichienne prête à combattre.

IV.

Je ne veux point raconter la campagne de Novare, cette campagne presque aussitôt finie que commencée, et qu'on pourrait justement appeler un drame en trois journées, — la Sforzesca, Mortara et Novare. La catastrophe n'est que le couronnement d'une situation impossible. Si Charles-Albert put se faire encore une suprême illusion, ce fut le 20 mars à midi, heure où expirait le délai fixé par l'armistice, — lorsque, par un soleil éclatant, il franchit le Tessin sur le pont de Buffalora en tête de ses *bersaglieri*, et salué de leurs dernières acclamations. Trois jours après, le 23, l'armée repliée trou-

vait sur le sol même du Piémont son Waterloo à Novare. Durant ces journées du 21, du 22, où des combats partiels précédaient et préparaient le dénoûment, Charles-Albert avait vu clairement l'extrémité de sa position. Sur son visage se peignaient les anxiétés de son âme. Quelquefois il allait seul à cheval en avant de son escorte, ayant l'air de méditer une grave résolution. Si quelqu'un de ses officiers essayait de le distraire de sa préoccupation, il répondait à peine. On l'entendit murmurer : « Il y aura une bataille avant d'arriver à Turin, puis on fera la paix; pour moi, tout est fini ! » Le jour de Novare, Charles-Albert ne quittait pas le champ de bataille depuis le matin, et se tenait au plus chaud de la mêlée avec une stoïque intrépidité. Un moment même, voyant ses bataillons déjà ébranlés et contraints de se replier, il s'arrêta près de l'église de la Bicocca, dans l'enfilade d'une batterie ennemie dont les projectiles pleuvaient autour de lui, et comme le général Durando le pressait de se mettre un peu de côté : « Tout est inutile, disait-il, laissez-moi mourir, ceci est mon dernier jour. » Cette bataille cependant, livrée presque sans espoir, elle était soutenue pendant huit heures. La position principale, occupée par le roi lui-même, avait été prise et perdue quatre fois, et les Autrichiens avaient trois mille hommes hors de combat.

Quand la défaite devint manifeste, Charles-Albert soutint le dernier la retraite sous les murs de Novare, comme il avait été le premier au combat, et il ne repassa la porte de la ville qu'après toute son armée. La première pensée devait être évidemment de demander un armistice au vainqueur. Le général Cossato fut envoyé au camp autrichien; le maréchal Radetzky faisait de dures conditions. Le roi, rassemblant aussitôt ses généraux, leur communiqua ces conditions : « Vous voyez, messieurs, dit-il, qu'on ne peut les accepter... Maintenant croyez-vous qu'on puisse reprendre les hostilités et combattre efficacement l'ennemi? » La réponse fut unanime, pas un des officiers présens ne pensa qu'il fût possible de prolonger la lutte. La situation n'avait point d'issue en présence de la loi inacceptable du vainqueur et d'une lutte impossible. C'est dans ce moment que Charles-Albert prononça ces paroles, qui étaient l'expression d'une résolution mûrie et arrêtée : « J'ai toujours fait depuis dix-huit ans, dit-il, tout ce qu'il m'était possible pour le bien de mes peuples; il m'est douloureux de voir mes espérances trompées, non pas tant pour moi que pour le pays. Je n'ai pas pu trouver la mort sur le champ de bataille, comme je l'aurais désiré. Peut-être ma personne est aujourd'hui le seul obstacle à un arrangement équitable avec l'ennemi; comme il ne reste plus de moyens de continuer les hostilités, j'abdique en ce moment la couronne en faveur de mon fils Victor, dans l'espoir que le nouveau roi pourra obtenir de meilleures conditions et procurer

au pays une paix avantageuse. » Puis il ajouta en montrant le duc de Savoie : « Voici maintenant votre roi. » Ainsi Charles-Albert dénouait de lui-même ce drame de son règne. Il était du reste depuis quelque temps préparé à cette abdication. Il sentait la nécessité de la paix, mais il ne se sentait pas le courage de signer l'abandon de ces espérances à la poursuite desquelles il avait usé une vie qui allait s'éteindre dans un exil volontaire. Son abdication était une sorte de testament militaire.

Charles-Albert se retirait à Oporto, dans le Portugal. Il avait à peine abdiqué, qu'il se hâtait de quitter Novare dans une petite voiture, qui, par une triste ironie de la fortune, portait encore la fière devise de la maison de Savoie : *J'attends mon astre!* Il n'en avait pas fini pourtant avec les Autrichiens; dans la nuit de son départ, il allait se heurter contre un poste d'impériaux, et peu s'en fallut qu'il ne reçût une volée de mitraille. Il se présenta au général autrichien de Thurn sous le nom de comte de Barge qu'il avait pris; peut-être ne dut-il sa liberté, pour le moment du moins, qu'au sang-froid d'un soldat piémontais qu'on interrogeait, et qui feignit de reconnaître en effet le comte de Barge, bien qu'il eût reconnu le roi. Ce dernier obstacle franchi, Charles-Albert ne s'arrêtait point dans sa course à travers la France et l'Espagne, jusqu'à Oporto. Il avait refusé l'offre de ses plus fidèles serviteurs, qui voulaient le suivre; la reine elle-même n'avait pu l'accompagner. « C'est un parti pris, répondait-il à toutes les instances; la vie que j'entends mener, je ne veux la faire partager à personne. » Et quelle était cette vie? Arrivé à Oporto, il louait pour huit cents francs par an une petite maison aux portes de la ville, avec un jardin, ayant vue sur le fleuve et sur la mer. Il manquait presque de tout d'ailleurs. « Je me suis acheté deux couverts d'argent, écrivait-il; vous voyez quel luxe! » Et il ajoutait dans une lettre au comte de Castagnetto : « En ce moment où l'état est accablé des plus cruelles et affreuses charges, je préférerais manger du pain noir tout le reste de mes jours plutôt que l'on pût dire, dans une époque aussi terrible, que je suis venu aggraver ou embarrasser encore, dans un intérêt personnel, les finances de l'état. » Charles-Albert passait son temps à lire des livres d'histoire, de guerre, de voyages. Des députations piémontaises ne tardèrent pas à accourir auprès de lui à Oporto, et il aimait à s'entretenir du passé. « Ma vie a été un roman, disait-il; je n'ai point été connu... Ah! l'Italie ne saura jamais tout ce qui a été fait pour elle. » Il se plaignait doucement parfois de tous les obstacles qui lui avaient été suscités. Accablé par l'infortune, il ne désavouait du reste aucune de ses pensées. « La nation, répondait-il avec une sorte d'animation généreuse aux délégués du sénat de Turin, la nation a pu avoir des princes meilleurs

que moi; elle n'en a point eu qui l'ait autant aimée. Pour la rendre libre, indépendante et grande, j'ai accompli avec joie tous les sacrifices; mais ces sacrifices ont une limite qui ne se peut franchir, c'est quand ils ne s'accordent plus avec l'honneur. J'ai vu arriver le moment où j'aurais dû accéder à des choses auxquelles mon esprit répugnait profondément; j'enviai le sort de Perrone et de Passalacqua (1), je cherchai la mort et ne la trouvai pas. Alors je connus qu'il n'y avait pas d'autre parti pour moi que de renoncer à la couronne. La Providence n'a pas permis que la régénération de l'Italie s'accomplisse aujourd'hui; j'espère qu'elle ne sera que différée, et qu'une adversité passagère avertira seulement les peuples italiens d'être une autre fois plus unis, afin d'être invincibles. »

Mais Charles-Albert portait en lui-même la secrète blessure des vaincus. Les anxiétés morales, le poids de la défaite, les fatigues de la guerre avaient redoublé un mal qui datait de loin et qui s'était rapidement aggravé. « Si je venais à mourir maintenant, disait-il, je serais heureux du moins; je mourrais en temps opportun. » Quand Charles-Albert parlait ainsi, il n'avait plus que quelques jours de vie : le 28 juillet 1849, il s'éteignait à Oporto, et peu après ses restes étaient ramenés à Turin, honorés comme les reliques d'un héros; le roi piémontais allait reposer dans la basilique de Superga. Tandis que Charles-Albert mourait ainsi à Oporto, quelles étaient pour le Piémont les conséquences de la bataille de Novare? Le parti démocratique s'agitait encore et criait une fois de plus à la trahison; Gènes s'insurgeait et ne cédait qu'au pouvoir des armes; le général La Marmora était obligé d'emporter d'assaut la seconde ville du royaume. La chambre des députés de Turin, cette triste chambre qui avait poussé à la guerre immédiate, refusait après la défaite au nouveau roi la possibilité de faire la paix, par ses déclamations et ses votes systématiques. Victor-Emmanuel était réduit à la dissoudre pour faire sanctionner par un autre parlement la paix définitive signée avec l'Autriche le 6 août 1849. — Charles-Albert enfermé à Superga, la paix signée entre l'Autriche et le Piémont, la république de M. Mazzini chassée de Rome au même instant par l'armée française, la guerre de l'indépendance et les révolutions italiennes n'étaient plus que de l'histoire.

Qu'on ressaisisse maintenant les traits les plus caractéristiques de cette histoire où sont si intimement mêlées les destinées d'un petit peuple et d'un homme, confondues elles-mêmes dans le puissant mouvement de toute une race. Quelle est la moralité de ces événe-

(1) Le général de Perron et le général Passalacqua, tués à Novare.

mens? quelle lumière s'en dégage pour le Piémont et pour l'Italie? sous quel jour définitif apparaît Charles-Albert? Charles-Albert reste assurément une des plus saisissantes figures de l'Italie contemporaine. Il n'a point cet éclat fascinateur des hommes heureux dans leurs desseins, qui portent leur pensée en quelque sorte sur le front et trouvent dans le succès la dernière auréole de leur vie. Ardeur concentrée et impassibilité extérieure, intrépidité du cœur et incertitude du conseil, lutte permanente du désir immortel et de toutes les difficultés, de tous les obstacles accumulés, tel est l'homme, tel il apparaît à chaque époque, à mesure qu'il semble approcher du but pour le voir s'évanouir tout à coup. De tous les Italiens de ce siècle, c'est celui dont l'âme battit le plus fortement et le plus exclusivement pour l'indépendance. Toute sa vie, il en nourrit la pensée; elle est le secret de sa politique et de ses actes; c'est pour elle et par elle qu'il est mort dans l'exil. Il n'était pas plus un puissant politique qu'un chef militaire supérieur; c'était un homme d'instinct et un soldat qui joignait au courage une sorte de foi mystérieuse. On a beaucoup parlé de *croisade* à l'occasion de la guerre de 1848; le roi piémontais fut peut-être le seul véritable *croisé* de cette époque. Sans doute l'idée de l'indépendance avait un caractère propre chez le souverain sarde; elle se confondait avec l'agrandissement du Piémont et la fortune de la maison de Savoie; elle se présentait à son esprit sous la forme nécessaire du royaume de la Haute-Italie : tout ce qu'on peut dire, c'est que, s'il y avait ambition, cette ambition tendait à la seule réalisation possible de l'indépendance italienne.

Par son caractère, Charles-Albert n'est point sans quelques traits de ressemblance avec un autre prince contemporain, le roi actuel de Prusse. Tous deux en effet n'ont-ils pas eu les mêmes velléités, les mêmes irrésolutions, les mêmes instincts des destinées de leur pays? Seulement, là où Frédéric-Guillaume hésita dans les dernières révolutions, au moment de se jeter dans la lutte pour se saisir de ce qu'on nomme l'*hégémonie* prussienne en Allemagne, Charles-Albert céda à l'irrésistible impulsion qui l'entraînait à la guerre pour conquérir l'*hégémonie* piémontaise en Italie. C'est certainement un des spectacles contemporains les plus frappans de voir l'Autriche, également servie par les irrésolutions du roi prussien et les entraînemens du souverain piémontais, sortir de cet orage plus forte et relevée dans sa fortune. Le raffermissement de la domination autrichienne au-delà des Alpes, voilà ce qu'ont produit les révolutions italiennes, et les révolutionnaires en ont rejeté la faute sur Charles-Albert après l'avoir environné de toutes les impossibilités, après l'avoir assiégé à Milan et abreuvé de toutes ces amertumes qui faisaient dire à un de

ses admirateurs, au poète Prati : « Celui qui te contriste, ô martyr, insulte l'Italie et Dieu; mais toi, ô mon roi, console-toi; la voix de l'ivresse ou de la folie ne peut flétrir la croix de Savoie! » Ambitieux et traître pour les uns, Charles-Albert reste encore pour les autres avec cette figure de martyr de la cause de l'indépendance italienne.

Mais comment l'Italie et le Piémont sont-ils sortis de cette formidable crise? Chose remarquable, après avoir été le plus engagé dans la lutte, après y avoir risqué son armée et sa fortune, le Piémont est de tous les états italiens celui qui en est sorti avec le moins d'atteintes. Il a eu, lui aussi, ses agitateurs, qui ne se contentaient pas de le pousser à la guerre, même quand elle était devenue impossible, qui voulaient encore le précipiter dans les révolutions démocratiques. Il a su se retenir sur cette pente de l'anarchie universelle, et à l'issue de la mêlée, il s'est retrouvé seul avec la constitution que Charles-Albert lui avait donnée, que son successeur a maintenue. L'explication de ce fait est peut-être tout entière dans cette vigueur primitive qui est dans la nature de ce petit pays, et qui lui a donné une consistance dont tant d'autres ont manqué. Les élémens préservateurs du Piémont ont été ses traditions, ses habitudes de discipline, ses mœurs plus sobres que brillantes, un esprit simple et pratique, difficile à éblouir et à entraîner. Au milieu de toutes les épreuves, il a reparu quelque chose de cette solidité qui fait l'originalité du caractère piémontais parmi toutes les populations italiennes, et qui est une garantie contre les surprises de l'esprit révolutionnaire, contre les brusques dissolutions. La permanence de ce vieux fonds national est encore aujourd'hui l'heureuse ressource du Piémont. Une autre de ses forces, c'est sa maison royale. Il n'est point de famille peut-être plus intimement identifiée à un pays. Ses ambitions elles-mêmes sont de celles qui popularisent une dynastie. Ce sont ces ambitions qui ont formé le Piémont et ont fait de la maison de Savoie le symbole vivant des destinées de cette petite nation. Ce n'est point seulement par là que la maison de Savoie a conservé sa popularité, c'est par une sorte de loyauté chevaleresque qui relève sa politique. Le roi actuel, Victor-Emmanuel, aurait pu sans nul doute supprimer la constitution; cela lui eût été même facile, je pense, au moment surtout où une chambre tristement inspirée lui disputait les moyens d'une paix nécessaire. Il l'aurait pu encore après le 2 décembre, à la faveur des disgrâces nouvelles du régime parlementaire. Ni les occasions, ni les conseils peut-être ne lui ont manqué. Victor-Emmanuel n'en a rien fait, et le Piémont est resté sans trouble sous l'empire d'institutions libres. Quand on y songe, — sous le coup d'une défaite qui mettait le royaume de Sar-

daigne à la merci de l'Autriche, n'était-ce pas la meilleure manière de manifester son indépendance?

La question qui s'agite aujourd'hui pour le Piémont, c'est de savoir, après les dernières commotions, ce que les hommes feront de ce régime constitutionnel, qui peut être à son tour un élément de force ou de faiblesse, un élément nouveau de puissance et d'influence, ou un élément de décomposition. Il y a des esprits qui dans la liberté politique ne voient qu'un moyen de continuer par la discussion la guerre contre l'Autriche, d'entretenir les surexcitations, de raviver sans cesse, par des déclamations passionnées, l'instinct national, pour le tenir prêt à toutes les entreprises. C'est là un piége pour le Piémont, comme il se cache toujours un piége dans la surexcitation permanente d'un sentiment qui ne peut se satisfaire. Il y a quatre siècles déjà que le pape Félix V, qui était de la maison de Savoie, écrivait à son fils le duc Louis : « C'est bien de s'agrandir et de s'étendre; mais, pour le faire il faut avoir des troupes instruites, de l'argent et *un bon titre.* » Un bon titre! là est la question. Quel est l'avenir réservé au Piémont au-delà des Alpes? quel est même l'avenir réservé à l'Italie tout entière? Nul ne saurait le dire. Ce qu'on peut affirmer, c'est que les peuples italiens, s'ils se laissaient tenter par le spectacle des complications européennes, n'aboutiraient sans doute qu'à renouveler l'histoire palpitante encore du peuple grec, et le gouvernement sarde est assez sage pour le sentir. L'ambition qu'il a bien le droit de nourrir ne peut être de celles qui se fraient un chemin à travers les embarras du monde.

Il y a dans la liberté politique pour le royaume sarde une autre faiblesse d'un caractère tout intérieur. Depuis plusieurs années, on le sait, d'irritans débats religieux s'agitent à Turin. Limitation du droit ecclésiastique, biens du clergé, organisation du mariage civil, toutes ces questions sont devenues l'aliment de la plus malheureuse guerre entre l'autorité religieuse et les pouvoirs politiques. Les relations de l'état et de l'église n'ont plus été qu'une série de conflits dont la responsabilité est au moins partagée. Qu'on y réfléchisse : là est le véritable danger du Piémont, et, je l'oserai dire, du régime constitutionnel établi à Turin. La gravité de ces luttes, en dehors même de l'ordre religieux, au point de vue national, est dans les déchiremens qu'elles entraînent, dans le trouble qu'elles jettent au sein de populations simples et droites, dans les atteintes qu'elles portent à l'unité morale du pays. Tout ce qui envenime ou entretient ces divisions, ces déchiremens, tourne nécessairement en cause de faiblesse pour la nation, en altérant cette cohésion vigoureuse, cette sève primitive qui fait sa force, — et tout ce qui altère cette cohésion diminue fatalement l'efficacité de la politique du Piémont. Appliquer

le régime constitutionnel dans un esprit conservateur et prévoyant, maintenir sans doute l'indépendance du pouvoir civil, mais sans se croire trop obligé par des entraînemens de logique à des réformes précipitées, prendre de la liberté ce qu'elle a de compatible avec les habitudes de discipline d'un peuple formé par l'action et pour l'action, telle est donc la juste et vraie politique du Piémont, autant qu'elle puisse résulter de son histoire, de ses besoins et de ses tendances. Il y a un terrain de réformes prudentes, mesurées, sagement conduites, où l'église et le gouvernement peuvent indubitablement se retrouver encore, dût cette alliance nouvelle avoir à vaincre la résistance des opinions extrêmes. C'est à ce prix que le royaume sarde peut rester la partie robuste de l'Italie, le noyau vigoureux de toutes les combinaisons de l'avenir.

Ce que le Piémont a eu en 1848 pour le préserver du naufrage, c'est justement ce qui a manqué au reste de l'Italie. Au moment où se dessinait avec le plus de puissance le dernier mouvement italien, la péninsule avait devant elle deux politiques bien claires, — l'une qui consistait à suivre l'impulsion de princes réformateurs et à rester dans les limites d'un progrès modéré, — l'autre qui se réduisait à tout sacrifier au fétichisme de quelques sinistres utopies. Elle s'est précipitée dans cette dernière voie, ou plutôt, par je ne sais quelle fatalité, elle s'est trouvée sans défense contre l'action dissolvante de l'esprit révolutionnaire. Ses espérances les plus légitimes, elle les a vues compromises dans une funeste solidarité avec tout ce qui était une menace pour les sociétés, pour la civilisation. Alors s'est relevé le terrible dilemme auquel reviennent toujours les sectaires : l'Italie républicaine ou absolue, c'est-à-dire l'anarchie ou le despotisme! Le problème a été résolu comme il l'est toujours. La péninsule a eu l'anarchie, qui a appelé la force pour la dompter, et ce mouvement éclatant de 1846 et 1847 a fini par la journée du 15 mai à Naples, par l'intervention française à Rome, par l'envoi d'une garnison autrichienne à Florence et par le retour des pouvoirs absolus dans toutes ces contrées. « L'incapacité et l'ignorance, dit Gioberti lui-même, ont coopéré à la ruine de la régénération italienne; mais l'immoralité des sectes et la corruption des individus l'ont enfantée. » Voilà l'histoire de ces dernières années! Elle reste écrite en traits éloquens dans les désastres de la papauté comme dans les défaites de Charles-Albert. Tous les élémens de destruction se sont soulevés à la fois, et l'Italie a laissé dans l'histoire un exemple de plus de ce que peut l'alliance du triste génie des rivalités locales et du génie plus malfaisant encore de toutes les passions révolutionnaires.

CH. DE MAZADE.

DE

LA POÉSIE ÉPIQUE

DANS LA SOCIÉTÉ FÉODALE

Histoire littéraire de la France, XXIIe volume.[1]

Chez nous, beaucoup savent le latin; quelques-uns, le grec; très peu, le vieux français. Dans la lecture ascendante vers les origines de notre langue et de notre littérature, on s'arrête généralement au XVIe siècle; Montaigne, Amyot, Rabelais, Marot, sont la limite qu'on ne franchit guère. Ce n'est qu'un petit nombre qui arrivent jusqu'à Froissard, les délices de Walter Scott, et le cercle se rétrécit encore quand il s'agit des histoires de Joinville et de Villehardouin, des poésies du roi de Navarre et du châtelain de Coucy, de l'œuvre remarquable où est raconté le martyre de saint Thomas de Cantorbery, des poèmes héroïques de Raoul de Cambrai et de Roncevaux, quand il s'agit enfin des innombrables productions rimées qui signalent l'époque climatérique du moyen âge, celle où le système féodal, pleinement établi, obéit à tous ses besoins, à tous ses intérêts. Et de fait, avant ces derniers temps, où l'imprimerie a commencé de les rendre à la lumière, elles étaient interdites au public qui lit; il n'y a que les érudits qui aillent secouer la poudre des manuscrits, et l'érudition ne s'était pas encore tournée de ce côté, — si bien que, pour la plupart, la littérature des XVIe et

(1) Cet ouvrage, commencé par des religieux bénédictins de la congrégation de Saint-Maur, a été continué par des membres de l'Institut (Académie des Inscriptions et belles-lettres). Il comprend aujourd'hui vingt-deux volumes in-4°; le vingt-deuxième volume a paru en 1853.

XVIIe siècles naissait directement de l'antiquité classique. Et cependant cette langue dont on se servait était autre que le latin, et provenait d'un fonds qui n'était ni si vieux que l'idiome romain, ni si jeune que celui de Montaigne et d'Amyot. Le vers même qu'on employait dans la nouvelle poésie n'était ni un hexamètre ni un pentamètre, et s'était formé pour de brillantes destinées dans cette même période, regardée comme incapable de création et d'initiative.

Au XVIIIe siècle, les bénédictins, qui avaient entrepris de grandes et précieuses collections, résolurent de publier une histoire littéraire de la France, œuvre bien considérable, bien longue, bien utile, et qui n'effraya pas l'ardeur patiente de cette savante congrégation; mais ils avaient trop peu tenu compte du milieu où ils étaient placés : quand onze volumes eurent paru, la froideur générale qui accueillait leur travail les gagna, et ils délaissèrent inachevé l'édifice qu'ils voulaient élever à la gloire de la France. Depuis longtemps ils avaient renoncé à le mener à terme, quand la révolution supprima les ordres monastiques. Dans le siècle suivant, l'Académie des Inscriptions reprit l'héritage abandonné; déjà aux onze volumes des bénédictins elle en a ajouté onze autres, immense recueil que viendront consulter tous ceux qui s'occupent de notre histoire. En ce long trajet, c'est elle surtout qui a rencontré cette liste innombrable de trouvères, cette masse énorme de poésies, et son vingt-deuxième volume est à peu près rempli de notices sur des poèmes la plupart inédits. A la vérité, celui qui en parle ici et qui compte y puiser les élémens de ce qu'il va dire a contribué, pour sa part, à le composer; mais, dans une œuvre collective si considérable, qui a été commencée il y a plus de cent ans et dont il ne verra pas la fin, on lui pardonnera une infraction où, ne perdant rien en impartialité, il gagne en connaissance de la matière.

Si l'on prend depuis le commencement cette volumineuse histoire, qui est maintenant parvenue à la fin du XIIIe siècle, on y verra d'abord figurer des Gaulois qui parlent le latin comme si c'était leur langue maternelle et qui comptent mieux dans la littérature romaine que dans la nôtre. Puis ce latin s'affaiblit et s'altère; les chroniqueurs le manient incorrectement; il est à peine meilleur parmi les ecclésiastiques et les philosophes, qui s'en servent pour traiter les nouveaux sujets de politique, de philosophie et de religion surgissant dans le monde. Enfin un autre idiome, qui n'est plus du latin, même incorrect, vient prendre dans la série une place qui s'agrandit journellement, et qui finit par occuper toute celle de la vieille langue savante. Ce n'est pas tout : au commencement, l'habitude d'écrire en vers se perpétuant (car, en ces temps de la décadence romaine, on ne peut guère y voir qu'une habitude), les auteurs versifient avec plus ou moins d'élégance; plus tard, cette versification devient sin-

gulièrement incorrecte et barbare, mais elle est toujours fondée sur la quantité des syllabes et emploie l'hexamètre, le pentamètre et les autres mesures de l'antiquité. Puis soudainement, à côté, se fait entendre une tout autre harmonie, une harmonie fondée sur un mètre différent, et le vers moderne de dix syllabes devient, dans l'Occident, l'expression de la poésie. Ce n'est pas tout encore : la langue étant faite, le vers étant trouvé, des flots de poésie débordent sur le monde nouveau; un besoin de produire égal au besoin d'écouter anime la société; des chants divers retentissent, au milieu desquels apparaissent avec un caractère dominant les *chansons de geste :* c'est le nom qu'ont porté les poèmes héroïques chez nos aïeux.

Cette formation de langues en un temps pleinement historique est un phénomène digne de toute l'attention de l'historien et du philosophe, et quand, dans nos *histoires* modernes, racontant longuement les batailles des princes mérovingiens ou les luttes des Carlovingiens, on ne donne aucun détail sur ce grand événement, il est clair que la vraie *histoire* n'a pas encore pénétré dans l'enseignement général. Le latin, l'allemand, le grec, sont des idiomes qui s'enfoncent dans la nuit des temps : nous ne les voyons nulle part commencer, tout au plus peut-on les suivre jusque sur le plateau de l'Asie, et là, dans la langue sanscrite, retrouver leur sœur, peut-être leur sœur aînée; mais là aussi, sur ce sol primitif d'où ils sont parvenus, leur mode de formation échappe aux investigations. A la vérité, une remarque se présente à l'esprit : c'est qu'il n'y a pas, à l'établissement de la société féodale, une vraie création de langues, et que ce sont des élémens préexistans qui se combinent pour donner un produit nouveau. Sans doute, mais c'est cela même qui nous manque dans l'histoire des langues antiques; il ne nous est pas donné d'atteindre, comme nous faisons pour les idiomes néo-latins, au moment où des élémens antérieurs, se combinant, enfantent le grec, le latin, l'allemand, le sanscrit. Rien autre chose que ces combinaisons ne nous est accessible, devant renoncer à pénétrer jamais jusqu'à l'origine même du langage et, pour tout dire, à l'origine de quoi que ce soit. L'histoire ne nous montrera jamais, en fait, comment les premiers hommes, d'où dérivent ceux qui parlèrent sanscrit ou grec, créèrent leurs mots avec les inflexions. Tout ce qu'on pourra gagner de plus en plus, c'est, — à mesure que l'on confrontera davantage, d'une part la faculté innée du langage, d'autre part les divers produits qu'elle a fournis sur le globe, — c'est, dis-je, de tracer avec une précision croissante le diagramme abstrait de la formation des langues; mais le fait concret lui-même nous sera toujours caché, les époques primitives n'ayant point, par cela même qu'elles sont primitives, de documens.

C'est donc seulement dans les temps historiques que l'on peut

observer les nouvelles formations de ce genre, et la plus importante est sans contredit celle qui se fit à la chute de l'empire romain. Il se développa alors quatre langues principales, dont l'une est déjà morte : l'italien, l'espagnol, le français et le provençal; c'est lui qui, après avoir jeté un grand éclat, s'éteignant à mesure que le français s'étendait, est devenu un simple idiome provincial. Des quatre, l'italien est le plus voisin de la langue mère, étant, à vrai dire, du latin moderne; *that soft bastard latin*, comme dit Byron, conserva les articulations primitives, et, sans dénaturer le corps des mots, il en dénatura les inflexions. Le français est le plus éloigné, non pas que l'élément fondamental ne soit aussi latin qu'en Italie même, l'immense majorité des mots a cette origine, mais ils ont tous été altérés d'une façon uniforme et caractéristique, à tel point qu'il est aisé de reconnaître aujourd'hui ceux qui y sont d'origine ou ceux qui y ont été plus tard introduits directement du latin. Ainsi, pour qui connaît le procédé instinctif qui présida à cette élaboration, *fidèle* est nouveau et refait sur *fidelis;* la forme ancienne est *féal,* qui est encore usité. Il en est ainsi partout : des consonnes intermédiaires tombent, des voyelles faibles disparaissent, et il en résulte un mot très contracté et désormais marqué au coin français. Il est généralement coupé sur la syllabe qui dans le latin avait l'accent; ainsi *dominus,* qui avait l'accent sur *do,* fait *dom,* qui est accentué; *domina* fait *dame* avec *da* accentué. Cette habitude se généralisant, il en est résulté que l'accent s'est trouvé toujours placé sur la dernière syllabe quand la terminaison est en rime masculine, et sur l'avant-dernière quand la terminaison est en rime féminine. Grande simplification pour la règle des accens, quand on la compare avec ce qu'elle est en italien, en anglais et en allemand, et qui compense quelques-unes des difficultés et des anomalies de notre idiome ! Vu l'uniformité de cette formation, on ne peut l'attribuer au hasard d'altérations grossières et inintelligentes; il faut y voir le résultat d'une disposition dans l'oreille et dans le gosier du peuple indigène, qui était un peuple celtique, et l'on peut dire que le français est, au fond, du latin prononcé par des Celtes. On arrive à confirmer ce point de vue quand on fait entrer dans la comparaison les caractères de quelques-uns des dialectes celtiques encore existans.

On a remarqué que, lorsque deux langues se rencontraient et se pénétraient, le produit qui résultait de cette combinaison était privé des principaux caractères grammaticaux appartenant aux idiomes qui s'étaient trouvés en contact. Ainsi les cas tombent et disparaissent, les personnes des verbes deviennent uniformes. On en a un exemple très frappant dans l'anglais; là, un dialecte germanique, que la conquête avait implanté dans la Grande-Bretagne, se heurta avec le français, qu'une nouvelle conquête amenait; le résultat fut une

langue où les désinences significatives n'existent presque plus. Il en est de même pour le persan moderne; l'invasion musulmane porta l'arabe dans le persan ancien, et cette langue, qui, comme tous les idiomes frères du sanscrit, avait abondance de flexions, a été réduite par ce mélange à un état de nudité. C'est ce qui est arrivé au latin, devenu, après la chute de l'empire romain, langue vulgaire. L'examinant soit dans l'italien, soit dans l'espagnol, soit dans le français, on reconnaît au premier coup d'œil l'effet du contact de la langue des envahisseurs sur la langue des envahis : la plupart des désinences ont été effacées. On a souvent dit que dans cet effacement était un perfectionnement qui donnait aux langues plus de précision et plus de capacité analytique. Cela peut être vrai jusqu'à un certain point; cependant, sans entrer dans cette question, on n'est point autorisé à considérer comme développement de la langue un phénomène qui est essentiellement produit par des causes fortuites, — conquêtes, immigrations, colonisations. Sans doute les langues éprouvent une évolution graduelle qui les rend de plus en plus aptes à exprimer avec plus de netteté des idées plus nombreuses, plus étendues, plus générales; mais au fond ce fait, qui tient au progrès de la civilisation totale, paraît moins dépendre des formes et des désinences que de l'élaboration qui précise le sens des mots et des locutions, les nuance et les approprie.

Une différence essentielle entre les langues antiques et les langues modernes est ce que j'appellerai la couleur, voulant exprimer par là la relation, à peu près conservée dans les premières, à peu près perdue dans les secondes, entre les idées intellectuelles, morales, philosophiques et les idées matérielles. Les langues primitives conservent, par cela même qu'elles sont primitives, des rapports bien plus directs avec leur origine; aussi tous les mots abstraits y ont, pour les moins clairvoyans, une affinité manifeste avec la forme concrète d'où ils proviennent; *spiritus*, en latin, ne pouvait pas avoir son sens abstrait d'*esprit* ou de *courage* sans avoir son sens concret de *souffle* et d'*haleine*, tandis qu'en français *esprit* n'a que la signification abstraite, et c'est seulement aux yeux de l'étymologie qu'apparaît l'idée matérielle qui est le fond. Ce résultat d'effacement est le plus complet quand une nouvelle langue, se formant d'une ancienne, n'est plus en communication directe avec les radicaux des termes employés. Les langues antiques ont de ce côté un charme que rien ne peut remplacer, et, quand elles sont maniées par un esprit heureusement doué pour la poésie, elles arrivent à des effets merveilleux. C'est ainsi qu'un sceau de beauté est mis sur le vieil Homère, type suprême de la poésie antique. Les mots sont par eux-mêmes lumineux et expressifs, ils portent en soi l'empreinte de leur origine, si bien que, sous l'inspiration du génie, se produisirent ces poèmes qui touchent si pro-

fondément même les hommes d'à présent par cette combinaison entre la pensée qui spiritualise et le mot qui a couleur et forme. Autre est la condition des langues modernes, surtout de celles pour qui les catastrophes politiques ont été une cause de formation. Là les mots, dépouillés de leur symbolisme primitif, ne sont plus en grande partie que des signes conventionnels, ne pouvant plus se prêter aux reflets et aux échos que la pensée antique trouvait dans le vocable antique. De ce côté sont supprimées des sources réelles d'art, de poésie et d'effet; mais il a bien fallu que le souffle inspirateur qui ne cessait de gonfler les poitrines humaines se fît jour. C'est ici qu'intervint le caractère de généralité plus élevée que la langue avait pris; la tendance qui résultait d'une plus haute conception du monde et emportait déjà les esprits se trouvant ainsi secondée, la poésie se fraya un chemin plein d'une sévère grandeur vers l'idéal et l'infini.

En même temps qu'à l'appel des besoins éternellement renaissans de l'esprit humain se constituait une langue nouvelle avec les débris de celle dont les événemens n'avaient plus fait qu'une ruine, des procédés de versification se créaient aussi, et ils se créaient non pas dans les écoles, car, s'ils en étaient provenus, ils auraient été marqués au coin de l'ancienne métrique; mais ils sortirent de l'atelier d'où la langue même sortait, et, à mesure que le balbutiement des peuples néo-latins devint plus distinct et plus articulé, le vers destiné à l'expression de leurs émotions poétiques apparut dans le monde à la place de l'hexamètre, consacré par de si glorieux monumens. Les érudits se réservaient le vers classique et l'employaient encore dans la vieille langue savante, que déjà le nouveau venu prenait possession de la langue vulgaire, pénétrant toutes les oreilles de sa mélodie inaccoutumée. Voilà derechef un phénomène historique bien digne d'attention. Le même travail spontané qui enfanta la langue enfanta aussi un rhythme; la voix, à peine débarrassée du filet, se cadença elle-même pour les chants de guerre et d'amour, qui commencèrent à retentir de toutes parts. On peut immédiatement faire l'application de cette production instinctive à des temps beaucoup plus reculés où l'histoire est en défaut. Nulle tradition ne nous apprend comment fut trouvé le vers qu'Homère a immortalisé dans l'Iliade; mais on doit affirmer qu'il naquit comme naquit celui des populations modernes, par le sentiment combiné d'une langue qui se forme, d'une âme qui aspire et d'une oreille qui s'exerce. Tandis que là-bas, sur les bords de la mer Égée, ce fut le jeu de la quantité des syllabes qui détermina le vers, ici, en France, en Italie, en Angleterre, le vers fut déterminé par le jeu des syllabes accentuées. Si présentement, le vers n'étant pas trouvé, on demandait à des grammairiens d'en inventer un, ils ne réussiraient pas, cela est sûr, à

imaginer rien qui satisfît aussi bien à l'expression et à l'harmonie. Sans effort, sans nom d'inventeur, le vers moderne vint prendre la place du vers métrique, qui ne fut plus qu'un exercice de classe. Le vers héroïque le plus usité et le fondement de tous les autres est le vers de dix syllabes, aussi bien en France qu'en Italie. En France, il a deux accens, l'un à la quatrième syllabe, l'autre à la dixième, comme dans ces vers du XIIe siècle :

Rois qui de France porte corone d'or
Preudoms doit estre et vaillans de son cors, etc.

Il y eut aussi dans le même temps un vers qui avait les accens à la sixième et à la dixième, par exemple :

Ainsi porte la teste en haut levée,
Com li cers que l'on chasse à la menée,
Quand li braque le suivent (1) à la ramée.

Dans le vers italien, c'est la sixième et la dixième syllabes qui sont accentuées, ou bien la quatrième, la huitième et la dixième. Tel est l'instrument à l'aide duquel la poésie moderne a produit ses chefs-d'œuvre. Qui, dans le siècle de Louis XIV, parmi ceux qui en usaient le mieux, songeait à en remercier les inventeurs? On était même venu à en méconnaître le mécanisme; on ignorait que le vers français dépendît de l'accent comme le vers italien, et il a fallu arriver jusqu'aux érudits de ce temps pour remettre en lumière un fait qui tient à la constitution même de notre langue, et dont les vieux trouvères avaient tiré si bon parti.

On ne se méprendra pas sur ma manière successive d'exposer les choses, comme si j'avais voulu dire que les hommes d'alors attendirent, pour donner essor à leurs chants, que le vers eût été trouvé. Non, le flot de poésie l'apporta avec lui.

Ce fut en effet un véritable flot qui s'épandit, une source abondante qui pendant deux siècles environ alimenta les imaginations. Il y a là de quoi réfléchir, s'étonner et rechercher. La domination romaine s'était abîmée; les dernières convulsions de la grande invasion barbare avaient cessé, les Normands s'étaient fixés. Sur les débris de l'empire de Charlemagne, qui n'avait pu se soutenir, s'était établie la forme nouvelle que devait prendre la société entre l'esclavage antique et la liberté moderne. Une noblesse guerrière avait planté ses pennons dans les châteaux féodaux; les langues modernes commençaient à être parlées. Tel est le moment précis où la Muse, s'éveillant de son sommeil, murmure des sons inconnus, et soudain, pour me servir du langage du poète, *soudain la terre entend*

(1) *Suivent* n'a qu'une syllabe, l'*e* muet à la césure ne comptant pas dans le vers ancien.

des voix nouvelles. Tous se trouvent préparés à la fois, les uns à produire, les autres à écouter. Les trouvères et les troubadours (c'est, comme on sait, le même mot, celui-ci sous la forme provençale, celui-là sous la forme française) pullulent; les barons et les chevaliers entrent dans la lice du gai savoir, et la poésie reçoit accueil parmi une population se plaisant à entendre dans le langage des vers l'écho de ses croyances, de ses passions, de ses sentimens. Que faut-il penser de tout ceci? Est-ce caprice de la société féodale? Et se pouvait-il que ce développement fût ou ne fût pas? En un mot, y a-t-il là une nécessité historique ou un simple cas fortuit? Devait-il, à supposer que les circonstances extérieures n'étouffassent rien, surgir une création poétique de toute pièce? Ou était-il loisible aux imaginations de chercher tout autre aliment, ou même de n'en pas chercher du tout?

D'ordinaire, ces questions ne sont pas posées, et en effet, pour les poser, il faut que l'histoire commence à être considérée comme un grand phénomène régi par des lois constantes, et où les perturbations, c'est-à-dire le hasard des conjonctures et les volontés individuelles, ont d'autant moins de part, qu'il s'agit de masses plus considérables. Or c'est une loi qu'arrivé à un certain point d'évolution, le génie des nations s'ouvre à l'inspiration poétique; c'est un fait du moins, car on n'a qu'à repasser en sa mémoire les annales des peuples qui se sont élevés au-dessus de la barbarie primitive, et particulièrement des peuples appartenant au tronc indo-européen et même au tronc sémitique, pour reconnaître qu'ainsi ont été les choses. Et ce fait devient une loi, c'est à-dire quelque chose qui n'est ni accidentel ni fortuit, quand on se rappelle que la faculté du beau est une des facultés primordiales de l'esprit humain.

Il y eut donc à l'entrée du moyen âge une situation analogue à la phase poétique de temps plus anciens, et qui appela l'effusion de l'esprit. Une nouvelle religion avait conquis le monde romain, une nouvelle société s'était organisée, une nouvelle langue se parlait, et tout cela récent, jeune pour mieux dire, encore loin d'aucune maturité, de manière que l'imagination seule pouvait trouver une occupation satisfaisante. Toute une noblesse est là, qui n'a d'autre goût et d'autre gloire que les armes; à côté d'elle, et, pour mieux dire, au-dessus d'elle, sont ses prêtres, qui, interprètes des commandemens divins, la gouvernent et la dirigent. Elle est pleine de foi, croit sans peine que l'intervention céleste est toujours prête à s'occuper des guerriers braves, des hommes pieux, des femmes saintes. Elle est vaillante, et se met sans effort au-dessus de la foule qui marche derrière elle au combat. Qui ne voit dans ce tableau ressortir les traits d'un second âge héroïque? Et en effet ce fut une seconde poésie héroïque qui apparut dans l'histoire.

Cette poésie est naturellement comparable à ses sœurs aînées, et en particulier à celle qui naquit dans la Grèce primitive, non pas, à la vérité, pour l'éclat immortel, mais du moins pour les conditions d'origine et de prospérité. Les Grecs, ou, pour me servir de l'expression antique, les fils de l'Achaïe, étaient à l'aurore de leur religion, car le polythéisme régulier et supérieur n'était arrivé que depuis peu parmi les populations pélasgiques; ils étaient à l'aurore de leur société, car ces petits rois qui gouvernaient n'avaient pas de longues généalogies, et tout aussitôt leur lignage était rattaché aux dieux maîtres du ciel et de la terre. Et quand les chefs grecs (j'allais dire les barons et les chevaliers) se réunirent pour la grande expédition de Troie, ils ne connaissaient pas d'autre gloire que celle des armes. Entre les siècles qui avaient ainsi fondé leur religion, leur société et leurs croyances, et les siècles où les lettres, la philosophie et les sciences allaient fleurir dans leur glorieuse patrie, était un vaste espace de temps libre pour la poésie, aussi disposé à la produire qu'à la recevoir. De même chez nous : entre les siècles qui fondèrent le christianisme et la féodalité, et les siècles qui virent, après la scolastique, l'ample développement des lettres et des sciences, on aperçoit un intervalle vide qui appelait les produits de l'imagination poétique. Voilà ce qui fait la similitude des époques malgré les différences, quoique l'une fût moitié royale, moitié patriarcale, et l'autre féodale; quoique l'une émanât de tribus barbares civilisées par le théocratique Orient, et l'autre du prodigieux empire fondé par Rome; quoique l'une eût devant elle la brillante période des Gréco-Romains et une révolution, et l'autre la non moins brillante période des modernes et une révolution qui n'est pas encore terminée.

Le sujet aussi est analogue, non pas que les trouvères se soient aucunement inspirés des souvenirs de la Grèce et de Troie. C'est tout près d'eux qu'ils sont allés prendre leurs inspirations. Charlemagne avait laissé une immense mémoire chez les peuples; la légende s'était vite emparée de son histoire, et, mêlant des faits plus anciens que lui et des faits postérieurs, elle avait fait de ce prince le défenseur de l'Occident contre l'invasion musulmane, le chef prédestiné qui avait soutenu l'étendard du christianisme contre le croissant. Le personnage légendaire, ayant ainsi pris la place du personnage historique, devint le thème éternel des trouvères, de même que la guerre de Troie, les mille vaisseaux, Achille et les héros furent le thème des trouvères grecs. L'antiquité en effet avait un nombre considérable de poèmes sur toutes les parties de cette grande légende; les poètes cycliques l'avaient traitée de mille façons, et l'on peut voir, par les fragmens qui nous en restent, combien la facture de tout cela a de ressemblance avec nos *chansons de geste*. Seul de cette nombreuse famille, Homère, chanté par les rhapsodes, conservé par l'admira-

tion de son peuple, sur le génie duquel son génie laissa une marque si profonde, est heureusement parvenu jusqu'à nous, afin que nous puissions sentir dans sa forme la plus splendide et la plus pénétrante ce qu'ont senti des âges primitifs.

Telle ne fut pas la destinée de la poésie héroïque du moyen âge. Nulle œuvre n'en est sortie qui, redite de siècle en siècle, ait son écho dans l'âme des générations successives. L'éclat en fut passager; il ne dépassa guère le temps qui la vit se produire, et depuis lors un oubli profond a enseveli ces vieux poètes que l'érudition seule a réveillés de leur poussière. Et de fait c'est justice qu'elle les réveille, car cet oubli a de beaucoup dépassé la mesure, et si certes ils n'ont pas été dignes des honneurs d'Homère, ils n'ont pas dû non plus être frappés d'une condamnation irrévocable. Quelques-uns de ces poèmes ont un vrai mérite. Je citerai surtout la *Chanson de Roland* et *Raoul de Cambrai*. Dans l'un, la légende du Charlemagne populaire est représentée avec une simplicité, une sévérité et parfois une grandeur qui captive, et dans l'autre toute l'âpreté sans merci, tout l'entrain belliqueux des mœurs féodales apparaissent comme aucun historien ne saurait le redire. Toutefois ces mérites, assez grands pour sauver les œuvres des trouvères d'un dédain mal fondé, ne le sont pas assez pour les mettre sur le piédestal à côté des chefs-d'œuvre des nations. Soit que la langue n'ait pas été encore suffisante, soit plutôt qu'il ne se soit trouvé parmi ces poètes innombrables aucun de ces génies à la fois contemplatifs et créateurs chez qui les paroles ont le pouvoir magique de faire descendre l'idéal, le fait est qu'aucun n'atteignit le but. Ce n'est pas pourtant que cette gloire suprême d'une suprême poésie ait été refusée au moyen âge; seulement cet honneur fut donné, non pas à une poésie guerrière et héroïque, mais à une poésie religieuse et catholique, non pas aux trouvères et aux troubadours, mais à un homme qui les connaissait, les aimait, les louait et les laissa tous bien loin derrière lui, au chantre inspiré de l'enfer, du purgatoire et du paradis.

Et cependant l'influence des trouvères et des troubadours fut grande; elle occupa les esprits d'autre chose que des soins vulgaires de la vie; elle leur présenta un idéal, elle les éleva au-dessus d'eux-mêmes, elle les adoucit par son charme. Qu'on se représente ce qu'aurait été l'existence des barons féodaux sans ce lien de chants, de vers et d'aspirations! Ils étaient là campés chacun dans son château, n'ayant d'autre souci que leurs terres et les armes. Quel bienfait n'était-ce pas que, cet isolement intellectuel cessant, ils pussent tous recevoir quelque ruisseau de la source féconde que les temps nouveaux avaient ouverte? Par une élaboration bien antérieure et à laquelle ils n'avaient eu aucune part, le sol était mis en culture, la

vie était assurée, une religion puissante et une société hiérarchique déterminaient leur direction morale; mais justement parce que tout cela était fondé et acquis, quiconque a l'habitude de considérer scientifiquement l'histoire aperçoit le vide qu'il fallait combler. Les imaginations, c'était leur tour, devaient avoir satisfaction, — et quelle meilleure satisfaction que la poésie racontant de mille façons les légendes nationales, célébrant les prouesses des vieux héros, et cultivant dans les âmes les heureuses semences du beau? Aussi eut-elle tout succès : accueillie, recherchée, elle pénétra dans les demeures, et l'esprit chevaleresque, cette grande louange du moyen âge, qui le distingue nettement de l'antiquité, a là une de ses sources.

Ce qui est digne de remarque, ce qui montre combien cette poésie était dans le goût du temps et propre à remplir son office, c'est que, tout en plaisant à ceux pour qui elle était destinée, elle plut aussi à des populations étrangères qui s'en montrèrent singulièrement avides. L'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre, s'emparèrent de ces compositions, qui eurent d'innombrables traductions. Ces œuvres, qui dorment maintenant manuscrites dans les bibliothèques, et auxquelles un zèle tout récent a donné une publicité interrompue pendant tant de siècles, ont jadis joui d'une faveur marquée bien au-delà des limites du sol natal. Ce ne fut pas un engouement local qui les favorisa; leur vogue fût universelle, et l'Europe féodale tout entière leur fit accueil. Aussi, dans les études qui en tout lieu ont pris une forte pente vers le moyen âge, les érudits rencontrent à chaque pas de vieilles versions témoignant du succès obtenu, et par là encore on comprend que non-seulement la religion et l'organisation sociale, mais aussi les plaisirs de l'imagination, le goût des fictions chantées et le charme des vers contribuaient à assurer la cohésion de ce grand corps politique, qui, fondé par les Romains et étendu par Charlemagne jusqu'aux dernières limites de la Germanie, est allé constamment s'agrandissant.

Je n'ai pas craint de m'appesantir sur la comparaison entre la poésie héroïque du moyen âge et la poésie héroïque des Grecs, entre les siècles héroïques des barons féodaux et les siècles héroïques des rois de l'Achaïe. C'est que, à mon jugement, il est d'un grand intérêt d'établir ces rapprochemens entre des époques qui les comportent, — non pas que la méthode comparative appartienne proprement à l'histoire : elle est spéciale à la science de la vie, où les organes et les fonctions, les tissus et les propriétés, se trouvant répétés dans une variété innombrable d'exemplaires, mais répétés avec des modifications profondes, suivant que l'exemplaire est homme, quadrupède, oiseau, poisson, crustacé, insecte, végétal même, s'offrent dans des conditions variées et pleines d'enseignement. La méthode propre

à l'histoire est celle qui, observant la filiation des choses sociales, fait voir comment les civilisations procèdent les unes des autres, et par quel enchaînement la force d'évolution qui est inhérente à la race humaine amène les phases successives, ou, pour mieux dire, les âges progressifs de cette vaste existence. Pourtant, cela dit et bien entendu, il est vrai également qu'un grand profit peut être, en histoire, tiré de la comparaison, en la réglant, comme on fait dans la science, sur les cas véritablement analogues et en considérant ce que les circonstances particulières apportent de différence dans le phénomène fondamental. Ainsi dans l'exemple qui nous occupe, des deux côtés, parmi les populations achéennes et parmi les populations féodales, religion fondée, société renouvelée, langue sortie du balbutiement, amour de la guerre, croyance au merveilleux, et pourtant vif besoin du beau, et des deux côtés aussi, poésie chantant les combats, les héros et une grande légende nationale!

L'oubli qui avait si complétement submergé les vieilles productions de nos trouvères commença de bonne heure. Dès la seconde moitié du XIVe siècle et surtout pendant le XVe, non-seulement la veine s'était tarie irrémédiablement, et aucune œuvre ne venait plus témoigner que l'imagination eût conservé quelque tendance épique, mais encore un discrédit croissant s'étendit sur ces compositions, qui cessèrent d'être lues, goûtées, comprises. C'est un phénomène curieux à se représenter que cet élan rapide et actif vers une poésie nouvelle, suivi d'une chute profonde : élan qui, dans les XIe et XIIe siècles, emplit les cours féodales de mille poèmes; chute qui, un peu plus tard, en laissa les auteurs sans mémoire et sans bruit. Tout fut sacrifié dans ce revirement, le bon et le mauvais, le regrettable et ce qui ne méritait aucun regret, — et comme s'il n'avait eu ni poètes, ni langue, ni vers, ni âge poétique, l'esprit d'alors se mit à chercher vainement quelque issue, à bégayer quelques essais, jusqu'à ce que la renaissance vînt d'un côté épaissir encore le linceul qui couvrait déjà tout ce passé, et d'un autre côté préparer avec un présent actif les germes d'un avenir brillant.

Ce ne fut pas la vieille poésie seule qui subit cette décadence; la vieille langue aussi éprouva des altérations profondes qui en changèrent le caractère, si bien qu'elle doit être tenue non pour la mère, mais pour l'aïeule du français moderne. Le français moderne est fils de celui du XVIe siècle; entre les deux, il n'y a que des remaniemens légers, et tout l'essentiel est commun de l'un à l'autre. Il n'en est pas de même par rapport au vieux français : celui-ci a des caractères spécifiques qui ne sont pas arrivés jusque dans le langage actuel. Ainsi il distingue, dans une foule de substantifs, le sujet du régime, fidèle en cela à la tradition du latin, dont il est issu directement : *li homs* et *l'homme*, *li homs* au sujet et *l'homme* au régime; *Dieu* (prononcez

comme nous faisons *dieux*) et *Dieu*, l'un au sujet et l'autre au régime. C'est de la sorte que le rapport indiqué en latin pour le génitif se marquait sans la préposition *de*, qui est actuellement nécessaire, et qu'on disait l'*Hôtel-Dieu*, c'est-à-dire l'*Hôtel de Dieu*. Dans les conjugaisons, on remarque l'absence de l'*s* aux premières personnes du singulier, archaïsme qui a été conservé dans la poésie à titre de licence. Une foule de sons étaient alors dissyllabes qui sont devenus monosyllabes. Ainsi on disait *reançon* pour *rançon*, *meür* pour *mûr*, *seür* pour *sûr*, etc. (1). Il y a donc eu, à une certaine époque, un remaniement de la langue; il la laissa moins régulière et moins analogique qu'elle n'était sortie de la fournaise qui avait fondu le latin en français. A ces mots *moins régulière, moins analogique,* beaucoup sans doute, qui se sont accoutumés à regarder la langue actuelle comme élaborée et purgée de toute incorrection et la langue ancienne comme pleine de barbarie et de rouille, s'étonneront que je qualifie ainsi le changement opéré. Sans doute la langue actuelle est bien autrement polie et cultivée, les siècles, de beaux génies, une société de plus en plus florissante, ayant apporté leur tribut à l'œuvre commune; mais toute polie et cultivée qu'elle est, pourtant elle n'égale pas en correction, en régularité, en analogie, celle dont elle est descendue, de sorte qu'il est regrettable que toutes les ressources de perfectionnement et de culture se soient appliquées à un instrument moins bon, la langue du XVIe siècle, et non à un instrument meilleur, la langue du XIIe et du XIIIe.

Nous sommes là devant une solution de continuité qui mérite d'être considérée un moment. Par sa descendance directe du latin, le français primitif reçut un caractère précieux qui en fit tout d'abord un idiome civilisé, grammatical, conséquent. Les traces de l'origine ne furent pas tellement effacées, qu'on ne reconnaisse l'une de ces langues pour mère, l'autre pour fille; ceci soit dit de la barbarie prétendue qu'on attribue vaguement à l'ancien langage. Si barbarie doit signifier l'altération subie par chaque mot (et évidemment, tel ne doit pas en être le sens, car la condition du français est cette altération même), les siècles suivans ont plus aggravé cette corruption primitive qu'ils n'y ont remédié. Si au contraire (ce qui est le vrai sens) il faut entendre par barbarie les anomalies irrationnelles, les exceptions sans fondement, les interruptions fréquentes de l'analogie, en ce cas un coup d'œil comparatif montre clairement que l'avantage est du côté qui a été si longtemps regardé comme

(1) Si l'on demande comment nous savons que nos aïeux résolvaient en effet ces syllabes en deux, il est aisé de s'en assurer par la mesure des vers. Les vers, étant fondamentalement les mêmes alors qu'aujourd'hui, possèdent la propriété d'indiquer quel était le nombre des syllabes dans un mot; aussi sont-ils d'un excellent secours pour déterminer la prononciation ancienne en ce cas aussi bien qu'en plusieurs autres.

barbare et grossier, et cela se conçoit. Supposons que la culture du français, qui avait été poussée aussi loin qu'elle pouvait l'être alors par la poésie, se soit interrompue, que l'activité de l'imagination productrice se soit ralentie, et que dans cet intervalle les élémens grammaticaux, n'étant plus contenus par un régime salutaire, soient tombés dans une sorte d'anarchie et de confusion : il est certain qu'au moment où finira cet interrègne, au moment où se reprendra le cours des pensées et des œuvres, on ne se retrouvera qu'avec des pertes et des désordres qui seront devenus irrémédiables.

Or c'est ce qui est arrivé. La poésie héroïque se tut complétement. Dans le fait, il devait en être ainsi; les conditions qui l'avaient créée s'éloignaient rapidement, la féodalité se transformait, la société changeait. C'était un intervalle indécis où cette tradition qui fait que quelque chose naît quand quelque chose meurt fut mal servie. Les circonstances de leur côté furent singulièrement défavorables. Alors éclatèrent les guerres avec les Anglais, qui durèrent un siècle; les revers les plus grands y furent continuels. La nation française, qui, en tant que nation féodale, avait tenu tête aux plus puissans en Europe, ne se trouva pas habile à se servir du nouvel élément de force qu'amenaient les mutations sociales, à savoir les communes et le parlement; au contraire les Anglais y excellèrent, et ils eurent les plus grands succès. La guerre étrangère, si longue et si malheureuse, se compliqua des entreprises de la commune de Paris pour fonder un ordre meilleur et de son insuccès, des révoltes formidables des paysans et de leur extermination, enfin du saccagement que portaient en tous lieux les grandes compagnies, les routiers, les écorcheurs. Tout cela se prolongea pendant une grande partie des XIVe et XVe siècles, et quand la tourmente s'apaisa, quand les Anglais eurent été définitivement chassés, quand les libertés communales se furent résignées à abdiquer dans l'omnipotence monarchique, quand enfin on se reconnut, la langue avait notablement changé; mais on comprend, sans que je l'ajoute, qu'elle n'avait pas changé en mieux. Rien dans ce qui s'était passé n'avait été propre à l'épurer et à l'enrichir; tout avait agi, au contraire, pour y rompre les traditions et y laisser pénétrer les anomalies et les irrégularités.

Telle est l'explication, suivant moi, de cette grande mutilation. Ce fut aussi à ce moment que les vieux poèmes commencèrent à entrer dans l'oubli; la langue en cessa d'être facilement intelligible, et, quand l'imprimerie parut, il n'y eut pas d'éditeur pour songer à des livres qui n'intéressaient pas et qui n'étaient plus que très imparfaitement compris. Le développement nouveau marchant, la mémoire s'en perdit chaque jour davantage, si bien que Boileau, en plein XVIIe siècle, put dire sans exciter aucune réclamation :

Durant les premiers ans du Parnasse françois,
Le caprice tout seul faisait toutes les lois;
La rime au bout des mots assemblés sans mesure
Tenait lieu d'ornemens, de nombre et de césure.
Villon sut le premier dans ces siècles grossiers
Débrouiller l'art confus de nos vieux romanciers.

On ne doit pas, j'en conviens, exiger d'un poète l'exactitude d'un érudit; mais, en vérité, est-il possible de mieux témoigner que, de son temps, on avait perdu toute idée *des premiers ans du Parnasse françois?* Bien loin que le caprice seul fît toutes les lois, jamais le caprice n'a été tant banni de la poésie française, car l'art des vers, étant né spontanément dans un milieu suffisamment développé, était trop près des inspirations qui l'avaient produit pour s'égarer. Bien loin que les mots fussent assemblés sans mesure, la mesure est observée avec une rigueur parfaite, et, en lisant tant de milliers de vers composés par tant d'hommes différens, on est singulièrement frappé de la sûreté d'oreille qui, alors prévalant, empêchait les écarts. Bien loin que la rime tînt lieu de césure, la césure est toujours fortement marquée, tellement que l'*e* muet n'a pas plus besoin d'y être élidé qu'à la fin du vers, et il est impossible de rencontrer aucune faute contre cette règle. Bien loin que Villon ait rien débrouillé, les formes de poésie qu'il a employées avaient été trouvées par d'autres que lui et longtemps avant lui; bien loin enfin qu'il n'y eût dans ces vers d'autre élément que la rime, le fait est que la rime y fait parfois défaut, dans les plus anciens poèmes du moins, où les trouvères se contentent souvent d'une simple assonance. Le caprice! Boileau s'imagine-t-il que le caprice ait rien à voir dans la création de tout un ensemble de poésie et de versification au sein du vaste pays qui s'étend de la mer Méditerranée jusqu'à l'Escaut et à la Meuse (car ici on ne sépare pas la langue d'*oc* de la langue d'*oïl*, le provençal du français)? Comment, si le caprice avait gouverné ces choses, les poètes et les auditeurs se seraient-ils trouvés d'accord, les uns pour chanter suivant un mode, les autres pour sentir et goûter ce mode? Et comment ne pas reconnaître que le nouveau vers eut pour origine la mélodie propre à la langue qui se formait? La mesure! Mais est-ce que ceux dont le sentiment musical fut assez vif pour créer le vers héroïque avec ses dix syllabes et avec sa combinaison d'accens, et plus tard le vers alexandrin, qui n'en est qu'une modification, étaient capables de faillir contre des règles qui ne leur étaient pas enseignées dans leurs classes, mais dont ils avaient l'intuition spontanée? La césure! Boileau aurait-il été en état de répondre, si on lui avait demandé pourquoi il y avait une césure dans ce vers dont il se servait par tradition, tandis que l'oreille antique, déterminée par

l'accentuation alors mieux perçue, avait établi la suspension là où reposait l'accent principal du vers? — Villon et l'art confus des vieux romanciers! dit encore Boileau; mais, quelque talent réel qu'eût Villon, on ne peut en aucune façon le placer pour la correction, l'élégance, la force, la poésie, à côté de Quesne de Béthune, du châtelain de Coucy, du roi de Navarre, trouvères du XIIe et du XIIIe siècle, dont les chansons méritent parfois d'être mises au même rang que les *canzoni* de Pétrarque.

Pendant qu'elle s'ensevelissait ainsi dans la poudre du sol national, la vieille poésie de France produisait un rejeton inattendu et merveilleux. L'Italie, comme bien d'autres pays, avait grandement goûté les compositions en langue d'oc et en langue d'oïl; ses hommes les plus illustres, Dante, Pétrarque, Boccace, en font foi. Les récits du cycle carlovingien reçurent finalement chez elle droit de bourgeoisie, ayant pris la forme d'une compilation en prose connue sous le nom de *I Reali di Francia*. Le même attrait qui avait conduit les imaginations italiennes à conserver et à relire nos légendes poétiques conduisit des poètes à s'en emparer. Le Boiard donna l'exemple; et finalement l'Arioste, suspendu entre le sérieux qui est empreint sur ces œuvres héroïques et la légère moquerie qu'elles provoquent chez un Italien du XVIe siècle, mit au jour ce poème si riche et si heureux qui a charmé et qui charme encore sa patrie et l'Europe. Alors de nouveau Charlemagne le héros légendaire, celui qui, éprouvant les grands revers et les grands succès, conquiert l'Espagne, l'Afrique et l'Orient avec ses preux Roland et Renaud, reparut sur la scène; alors de nouveau la félone famille de Mayence, cette race de traîtres qui fait périr les douze pairs à Roncevaux et sème d'embûches les pas du grand empereur, recommença sa lutte éternelle; alors de nouveau les guerriers sarrasins, avec leurs innombrables armées, inondèrent le sol du royaume. Ces noms oubliés retentirent dans le monde; ces héros poudreux revinrent à la lumière, tout prêts, dans la nouvelle existence qu'une baguette magique leur communique, à ébranler encore la terre au galop de leurs chevaux, mais tout prêts aussi à partager le sourire du lecteur. Toujours est-il que le poème de l'Arioste ne serait pas si nos vieux poèmes n'avaient pas été. Dans la transformation singulière des choses, ils furent les matériaux sans lesquels une œuvre qui ne périra pas n'aurait pu être ni conçue ni exécutée.

Ce n'est pas pourtant que la parodie railleuse ait attendu jusqu'au XVIe siècle et jusqu'à l'Arioste pour se jouer des grands coups de lance et des héros fabuleux. L'esprit satirique inspirateur de tant de fabliaux et de cette singulière composition de *Renard*, où toute la féodalité est représentée sous des noms d'animaux, n'a pas vu ce sujet si près de lui sans y faire quelque incursion. Il y a dans le cycle carlovingien un héros très célèbre, personnage réel de l'histoire, puis

devenu légendaire, Guillaume au Court Nez, ainsi nommé parce que le glaive d'un Sarrasin, rompant le nasal et le haume et tranchant la coiffe, lui avait, comme dit le trouvère, « accourci le nez. » Après sa blessure, Guillaume n'avait plus voulu porter d'autre nom que celui qui rappelait cette mutilation :

Desoremais qui moi aime et tient cher
M'appelleront, François et Berruier,
Comte Guillaume au court nez, le guerrier.

Le preux a été l'objet favori de mainte *geste*, et son héroïsme y est peint sous les plus vives couleurs qu'alors trouvât l'imagination amie du merveilleux. Cela n'a pas empêché qu'à côté de toutes ces *gestes* il ne se rencontre un poème d'un autre ton, qui raconte la vie de Guillaume devenu moine, ou, pour me servir du terme ancien, le *moniage Guillaume*. Le héros, las de gloire mondaine, de guerres et de hauts faits, prend le parti, à la fin de sa carrière, de se retirer dans un monastère. Il suspend ses armes à un autel et vient se présenter devant l'abbé d'Aniane. Il est peu versé dans les lettres; mais, dit l'abbé,

Sire Guillaume, prudoms estes et sire;
Si m'aïst Diex, nous t'apprendrons à lire
Nostre sautier, et à chanter matines,
Et tierce, et none, et vespres, et complies.

Malheureusement la bonne intelligence n'est pas de longue durée entre Guillaume et les moines. Le guerrier mangeait comme six, et, pour le vêtir, il fallait employer autant de drap que pour trois autres frères; enfin il aimait à boire, et, quand il avait un peu trop dîné, ce qui lui arrivait souvent, sa parole devenait rude et ses gestes redoutables. Malheur à qui lui parlait alors d'office et de prières! On a beau lui expliquer la règle. — J'aime mieux celle des chevaliers, dit Guillaume :

Assez vaut mieux l'ordre des chevaliers;
Il se combatent aus Turs moult volentiers,
Et souvent sont en leur sanc baptisié.
Mais ne voulez fors que boire et mangier,
Lire et dormir.....

C'est ainsi que la *geste* héroïque et sérieuse, pleine des ardeurs guerrières et féodales, est devenue un poème héroï-comique où le redoutable paladin, ayant désormais à combattre la bure, la règle et l'abstinence, est rarement vainqueur et se venge sur les moines de ses déconvenues perpétuelles.

L'intention n'est pas moins marquée dans le *Voyage de Charlemagne à Constantinople*, composition fort ancienne, probablement

du XIIe siècle, anonyme comme tant d'autres œuvres des trouvères et véritablement amusante et pleine de *gaberie*. Un jour Charlemagne était au moutier de Saint-Denis; il avait la couronne sur la tête et l'épée au côté; près de lui était la reine portant aussi couronne splendide au chef. Il la prend par le poing, et, la menant sous un arbre, lui demande si elle vit jamais homme sous le ciel à qui l'épée au côté et la couronne au chef fussent si bien séantes. La dame, au grand déplaisir de Charles, répond qu'elle en connaît un. « Nommez-le, dit l'empereur; nous porterons ensemble les couronnes sur la tête, et, si je la porte mieux que lui, vous paierez cher votre dire : je vous trancherai la tête avec mon épée d'acier. » La reine voudrait bien lors avoir retenu sa langue; mais enfin, pressée, elle nomme l'empereur de Constantinople, Hugues le Fort. Voilà Charlemagne avec ses douze pairs parti pour la ville du prince qui porte la couronne mieux que lui. Cette plaisante querelle se termine plaisamment. Arrivés à Constantinople et bien reçus, Charlemagne et les douze pairs boivent du vin le soir et *gabent* à qui mieux mieux, c'est-à-dire se vantent de parfaire des choses incroyables, par exemple de partager d'un coup d'épée un homme armé et son cheval bardé de fer, exploit qui, dans les chansons de geste, ne coûte rien à Roland, à Ogier, à Renaud. Cependant un espion aposté par Hugues rapporte tout au roi, et ils sont mis au défi. Ici la protection miraculeuse intervient; chacun, l'un après l'autre, accomplit son *gab*, si bien que Hugues demande merci. Les deux empereurs portent couronne l'un à côté de l'autre, et il est bien avéré que c'est Charlemagne qui la porte le mieux et le plus haut; il dépasse son rival, dit le trouvère,

..... d'un pied et de trois pouces.

Dans la grande poésie ou poésie de longue haleine, il y a plusieurs genres, distingués par le sujet et par le rhythme. Le plus ancien et le plus important est la *chanson de geste* ou la *geste*, consacrée à Charlemagne et aux barons carlovingiens. Celle-là est en vers le plus souvent de dix syllabes (quelquefois alexandrins) et en couplets monorimes plus ou moins longs. Je laisse de côté comme secondaires les poèmes peu nombreux qui ont pour matière des sujets tirés de l'antiquité, par exemple les exploits d'Alexandre, et qui, moins importans et moins originaux, suivent d'ailleurs le même rhythme.

Les légendes carlovingiennes forment le fonds national et indigène; mais cela n'empêcha pas des légendes étrangères, aussi anciennes du moins, de pénétrer dans la poésie du moyen âge et d'y former un second cycle : c'est celui d'Arthus et des chevaliers de la Table-Ronde. Il est considérable, mais non original; il faut en aller chercher la source dans les récits celtiques (car les Celtes aussi eurent leur poésie suivant le temps et la civilisation), et là les trouvères ne

furent qu'arrangeurs. Le rhythme est très différent de celui des chansons de geste; ce sont des vers de huit syllabes à rimes plates.

Les vers de huit syllabes à rimes plates sont consacrés aussi à un troisième genre de composition connu sous le nom de *chansons d'aventures*. Ce qui distingue celles-ci des poèmes de la Table-Ronde, c'est qu'on n'y rencontre plus ni Tristan, ni Gauvain, ni les autres compagnons d'Arthus, ni des personnages que le poète y veuille rattacher. Là, les héros sont de pure imagination, et on doit y voir de véritables romans en vers. On en possède un assez bon nombre, si bien qu'il est, grâce à eux, aisé de reconnaître ce qui plaisait à nos ancêtres dans ces compositions fictives qui ont pris depuis lors une part si grande dans la littérature des peuples modernes, ayant cela de précieux qu'elles indiquent avec une singulière exactitude quelques-unes des directions de l'esprit contemporain, quelques-uns des goûts, quelques-uns des plaisirs intellectuels et moraux qui dominent. Quelque libre que paraisse la fiction, elle est bornée dans un cercle restreint d'événemens, de descriptions et de sentimens; ici, dans nos chansons d'aventures, c'est, suivant l'expression d'alors, c'est *fine et loyal amour* qui est le thème favori. *Fine et loyal amour* (1), cela veut dire l'amour vouant un culte à la dame, l'amour exigeant les longs services, les hauts faits, les prouesses. Quelle que soit souvent la faiblesse des chansons d'aventures, elles portent néanmoins empreint ce caractère chevaleresque et élevé. Les influences nouvelles qui étaient nées du progrès civilisateur, prenant le dessus, mirent leur marque à ce qui se pensa, à ce qui s'écrivit, à ce qui se fit. Quiconque, familiarisé avec la lecture des anciens, comparera l'amour tel qu'il fut peint à leur époque avec l'amour tel qu'il le fut au moyen âge, sentira vite que de profonds changemens se sont opérés dans la vie sociale. Manifestement, une part d'empire plus grande dans les mœurs a été accordée au sexe faible et affectif, et, pour que la faiblesse et le sentiment aient ainsi gagné quelque chose et empiété sur la force (empiétement qui, avec celui de l'intelligence, est le résumé de toute civilisation), il a bien fallu que le monde n'eût pas infructueusement traversé la longue phase d'élaboration qui de la société gréco-romaine le menait à la société catholico-féodale. De la sorte, et par ce côté, nous rejetterons le préjugé de la renaissance, qui ne voulait pour mère que l'antiquité classique, nous disant, en toute vérité, fils du moyen âge et seulement petits-fils de la Grèce et de Rome. C'est là la solution historique, donnée par l'étude comparative des faits, dans le débat entre ceux qui, admirateurs de l'an-

(1) Amour est anciennement du féminin, comme les noms en *our* ou en *eur*, venant des noms latins en *or*, et *loyal* est au féminin par une règle dont il reste une trace dans la locution : *lettres royaux*.

tiquité, dédaignent les ténèbres féodales, et ceux qui, admirateurs du moyen âge, damnent l'idolâtrie païenne.

Le coup d'œil ainsi jeté sur la poésie épique des trouvères et des troubadours permet d'étendre le regard au-delà. Cette poésie n'eut qu'un succès éphémère et ne survécut pas aux générations qui la produisirent et l'aimèrent, ne s'étant pas personnifiée en un génie souverain. Pourtant, étudiée et comprise, elle jette une certaine lumière sur la poésie épique tout entière, sur celle qui traverse les âges, et qui vit, selon l'expression de Tacite, dans la mémoire des hommes, dans la renommée des choses.

Le premier qui se présente est Homère avec l'Iliade et l'Odyssée. Je ne parle pas ici des poèmes de l'Inde; d'abord ils ne paraissent pas de beaucoup supérieurs à nos chansons de geste; puis ils sont, selon toute probabilité, postérieurs à Homère, et dès lors ne peuvent pas être comptés dans le courant qui va de la Grèce primitive aux temps présens. Il faut en dire autant des poésies scandinaves, celtiques, et autres œuvres, qui, curieuses, remarquables, belles même à bien des titres, sont pourtant en dehors de la grande généalogie de la civilisation, ne s'y rattachant que plus tard et accessoirement. Donc Homère est la souche de l'immortelle lignée. Ce qui fait qu'il est pour nous après tant de siècles, comme il sera encore pour d'autres après des milliers d'années, une source inépuisable, c'est qu'il représente (nos vieilles chansons en font foi), avec l'idéal splendide de la poésie, tout un âge qui ne reviendra jamais. Nous nous retournons vers ces sacrés souvenirs par la même inclination qui nous ramène aux souvenirs de notre propre enfance, mais avec toute la différence en profondeur de sentiment et en grandeur de choses qui sépare la courte et humble histoire de l'individu de l'histoire infinie et rayonnante de l'humanité.

L'admiration a aussi consacré un poète qui, tout habile à manier la langue poétique, disait pourtant qu'il était plus facile d'enlever sa massue à Hercule qu'un vers à Homère. Rien n'est à contester dans la louange de ce pur et suave génie qu'inspire si bien la beauté profonde de la nature, soit qu'il étende au-dessus de l'insomnie de Didon le calme éternel de la nuit silencieuse, soit qu'il fasse arriver à notre âme la douceur pénétrante des campagnes bienheureuses et des bois élyséens; mais autre est la condition du poète, autre est la condition du poème. L'opinion hésita toujours à transporter sur l'Énéide l'admiration qu'inspirait l'auteur, et l'on était plus tenté d'y chercher d'admirables fragmens que d'y voir une épopée. Appliquons-y le critérium fourni par les chansons de geste, qui au moins nous enseignent la relation entre la poésie épique et les âges du monde. Or, à ce point de vue, qu'est-ce que l'Énéide? Une réminiscence des origines de Rome, une antique histoire du peuple-roi qu'un homme

comparativement moderne essaie vainement d'idéaliser, de l'érudition, en un mot, faite par un grand poète. Et il avait bien senti le vice incurable de son œuvre, ordonnant par son testament de brûler ce travail de douze ans. Je ne sais si une épopée était possible dans cette ruine de l'ancien monde qui coïncide avec l'avénement de l'empire romain, dans cette restauration passagère qui fut due à la politique d'Auguste: toujours est-il que ce n'est pas l'Énéide à qui revient cet honneur. Je ne sais si quelque chose d'épique pouvait naître alors : toujours est-il qu'au lieu de nous reparler des héros grecs et troyens, l'œuvre aurait transmis l'empreinte de cette décadence du passé qui renversait tout, et de ces aspirations vers l'avenir qui commençaient à tout relever.

La tradition des temps et de l'histoire nous conduit au moyen âge, où nous rencontrerions nos chansons de geste, si elles méritaient cette gloire insigne, mais où nous rencontrons Dante et son poème. Ce qu'est Homère pour l'âge héroïque, Dante l'est pour l'âge intermédiaire des croyances mystiques. On ne reverra jamais ces siècles où l'enfer et le paradis tenaient de si près au monde d'ici-bas, mais leur grande image dure éternellement. Chaque jour, Dante prend la main de quelqu'un de nous, comme Virgile prit la sienne, et l'introduit en ces demeures où éclatent la justice et la miséricorde divines. Toutes les pâles terreurs qui assaillirent son âme, toutes les splendeurs qui éblouirent ses yeux, nous les partageons avec lui, et quand on revient des profondeurs parcourues, on est tenté de croire qu'il a voulu appliquer au sentiment de réalité qu'on éprouve ces vers qu'il écrivit pour s'applaudir du sens mystérieux de son œuvre :

O voi ch' avete gl' intelletti sani,
Mirate la dottrina che s'asconde
Sotto 'l velame delli versi strani.

L'Italie a encore un poète qu'elle vante, mais à qui pourtant n'est dû qu'un rang inférieur. Le Tasse, au-dessous de Virgile pour le génie poétique, a comme lui composé une œuvre de réminiscence et d'érudition. Les croisades, la chevalerie, l'intervention des anges et des démons, tout cela n'avait plus vie au XVIe siècle. A vrai dire son poème est une chanson de geste, mais une chanson de geste faite par un homme contemporain de Léon X et de la réforme, et complétement étranger à l'inspiration des temps féodaux. C'est donc à juste titre que la critique l'exclura de ce cénacle de génies divins que Dante rencontre aux portes de son enfer et où il se range à côté d'Homère et de Virgile. Dans son acheminement éternel, l'histoire met surtout en relief les œuvres qui la reflètent avec le plus d'éclat, et elle dispose en même temps l'esprit des hommes successifs à les sentir plus profondément et à moins rechercher celles qui n'ont pas

cet ineffaçable caractère. Aussi Dante reste toujours lumineux malgré le lointain des siècles, tandis que le Tasse s'obscurcit et s'amoindrit.

Dans la chaîne de la poésie suprême, bien commun des nations civilisées, se rencontre le nom de Milton, ce poète émané des troubles civils et religieux, aveugle, mais qui, tout en se plaignant douloureusement de sa nuit éternelle, a si bien senti comment une lumière intérieure resplendissait devant son âme et teignait son langage de cette spiritualité infinie qui en fait le charme profond, *so spiritually bright*, pour citer un autre grand poète qui a dit des étoiles ce que je dis ici de Milton. C'est en effet une spiritualité sévère et brillante tout à la fois qui, naissant du protestantisme, s'est épandue en ses vers. Là est sa distinction essentielle d'avec Dante, quoique tous deux aient traité un sujet théologique et chrétien; là est la marque de la venue d'un nouvel esprit dans le monde. De Dante à Milton, tout s'est grandi immensément, et par conséquent tout s'est spiritualisé. Nous ne sommes plus, comme au moyen âge, à ce mélange intime de la terre et des régions extra-terrestres; on ne descend plus en s'égarant dans une forêt obscure au sein des infernales demeures; on ne sent plus cette foi incessante à un voisinage redoutable et surnaturel; Satan n'est plus un de ces informes démons qui peuplent les cercles souterrains. L'immensité s'est ouverte, et Milton est l'inimitable représentant de l'esprit qu'elle attire sans l'arracher encore aux chères et séculaires croyances.

Je ne m'arrêterai pas à Milton, et, pourvu du fil que je dois à nos vieilles chansons de geste, je me hasarderai en des temps plus voisins de nous, mais timidement sans doute, car ici rien ne peut tenir lieu du jugement d'une longue postérité. Byron a dit quelque part : « Si, dans le cours d'une vie aventureuse et contemplative, des hommes partageant toutes les passions qu'ils rencontrent acquièrent le profond et amer pouvoir d'en reproduire les images comme dans un miroir et avec les couleurs mêmes de la vie, vous pouvez faire très bien de leur en défendre l'exhibition, mais vous gâtez, je pense, quelque beau poème. » C'est manifestement lui que Byron désigne : cette vie aventureuse et contemplative, ces passions qu'il partage à mesure qu'il chemine, le danger qu'il peut y avoir à les lui laisser reproduire, et jusqu'au beau poème qu'on perdrait, tous ces traits sont les siens. Il ne s'est pas mépris sur la beauté de son œuvre: *Childe-Harold* et *Don Juan* étincellent, et une vive admiration les accueillit et les accompagne. Il ne s'est pas mépris non plus sur le danger : en effet ces poèmes sont pleins d'un trouble qu'ils répandent; mais ce trouble n'est rien d'individuel ni de capricieux, c'est la perturbation profonde de la société contemporaine qui vient se refléter dans son âme. Depuis de longues années, la révolution est installée en Europe, attendant pour en sortir que la réorganisation

qui marche à sa suite ait pris une généralité plus décisive. Sans doute l'état de négation et de critique est peu favorable au développement des hautes facultés poétiques. Pourtant quelque chose en notre âge vient compenser ce désavantage; jamais les profondeurs du temps et de l'espace ne se sont autant ouvertes à l'esprit humain. Toute la littérature est pénétrée de cette double influence d'une sublime inspiration et d'un doute dissolvant, et peut-être la postérité dira que nul n'a vibré plus que Byron au souffle orageux qui passe sur la société.

Ainsi, à le bien prendre, les grands poèmes épiques, ceux du moins qui sont dignes de ce nom, contiennent un sommaire de l'histoire de l'humanité, tandis que tous ceux qui ne sont pas dignes de ce nom, tous ceux où l'auteur trahi par ses forces a vainement essayé de parvenir si haut, toutes les pseudo-épopées en un mot ont pour caractère d'aller chercher par réminiscence et par érudition quelque fait historique, quelque souvenir du passé où rien ne peut plus ranimer la vie. Donc, en lisant et en s'appropriant les véritables épopées, on a non pas l'histoire abstraite ou philosophique dans ses lois et dans ses résultats généraux, non pas non plus l'histoire concrète dans ses événemens réels, mais l'histoire dans son idéal et dans sa poésie. C'est en effet l'idéalité historique qui fait le caractère et le charme de ces grandes compositions, l'idéalité par où elles nous élèvent au-dessus de nous-mêmes, l'histoire à qui elles empruntent une réalité sévère et dominante. A vrai dire même, toute idéalité est enfermée dans l'histoire et émane d'âge en âge à fur et mesure du développement; mais, dans l'épopée seule, l'idéalité et l'histoire apparaissent combinées. Nous avons de la sorte, grâce à nos chansons de geste, une idée positive et, quand on voudra, une définition de l'épopée.

C'est comme par la main qu'elles nous ont conduit à cette conclusion. Le dédaigneux oubli où elles sont longtemps demeurées rompait un chaînon de l'histoire et coïncidait avec cette tendance erronée qui voulait rattacher l'état des modernes, non à l'état du moyen âge, mais à l'état de l'antiquité. La restauration que l'érudition en a faite comble ainsi une vaste lacune. On est traditionnellement porté, quoique des vues plus saines prennent peu à peu le dessus, à attribuer toute importance aux événemens politiques et militaires qui se passent entre les empires. S'il est besoin de quelque exemple pour faire comprendre comment ces événemens peuvent être dénués d'intérêt réel, l'exemple de l'Orient suffit. Depuis une suite de siècles, il est le théâtre de guerres incessantes, de grandes batailles, de remaniemens de territoires, de chutes de dynasties; mais tout cela n'est qu'à la surface, et le fond reste immobile. Toujours au contraire l'évolution des arts et des sciences témoigne que l'esprit de l'histoire

traverse les sociétés et que le génie de l'humanité s'y incarne. Justement parce qu'alors les combats, les invasions et les conquêtes ne firent pas le seul mouvement, la vieille poésie est née, et elle a sa signification. La mettre dans le rang qu'elle tint effectivement, c'est donner à la poésie moderne des racines antiques que l'ignorance lui avait follement coupées; c'est montrer la puissance de création poétique que dans certains âge l'esprit possède à l'effet de s'adoucir et de s'épurer; c'est mettre en regard la période héroïque de l'antiquité et la période héroïque du moyen âge; c'est enfin signaler l'enchaînement des grandes compositions poétiques et les conditions qui y président.

De nos chansons de geste, de nos poèmes cycliques, beaucoup ont péri sans retour, mais beaucoup survivent encore et arrivent peu à peu à la publicité. Dans la comparaison de la vieille langue et de la nouvelle, comparaison intéressante à tous les points de vue, soit qu'on recherche l'étymologie, soit que l'on considère les mots et leur emploi, soit qu'on étudie les locutions, les tournures et les licences poétiques, les vers tiennent un rang considérable. Grâce à la mesure, à la césure, à la rime, on acquiert promptement des notions certaines sur la forme et l'articulation des anciens vocables qui, pour la plupart, sont devenus les nôtres. L'étude de la langue maternelle est une étude curieuse et utile, — curieuse pour tous, car tous sont initiés spontanément, — utile, car la langue est un instrument qui se détériore ou se perfectionne, et dont la culture importe notablement à la culture générale de l'esprit national. Ce sont deux choses connexes que l'esprit national et la langue nationale, influant perpétuellement l'une sur l'autre. Et à cet égard le service rendu par l'érudition n'est pas petit d'avoir exhumé nos vieux monumens, appelé sur eux l'attention, et prolongé ainsi de plusieurs siècles la tradition de notre idiome. Quiconque donnera quelque attention aux innombrables difficultés assaillant celui qui parle ou qui écrit en français remarquera que bien des choses qui paraissent fixées ne le sont pas, même dans l'orthographe et dans la prononciation, où de grandes incertitudes sont courantes. Quand on voudra remédier au désordre, retenir ce qui doit être retenu, rectifier ce qui est encore rectifiable, c'est à un système qu'il faudra recourir, système qui ne peut reposer que sur l'usage, la tradition, le raisonnement et les règles qui dérivent de ces trois sources.

La catastrophe qui a frappé la langue dans les XIVe et XVe siècles montre que le cours spontané des choses est capable d'amener des altérations profondes, et qu'une intervention correctrice est toujours nécessaire. De même que la main de l'homme protége incessamment contre l'invasion de l'herbe et de la forêt primitive les champs qu'elle

a défrichés, de même il est besoin de soigner ce champ du langage qui, lui aussi, a été défriché avec beaucoup de temps et de labeur. A la vérité, depuis le XVIIe siècle surtout, des grammairiens vigilans ont rendu beaucoup de services; mais l'ignorance générale où l'on était de la vieille langue a exercé son influence, et leurs travaux ont eu une direction exclusive. Ce fut un purisme abstrait qui intervint dans la décision des questions; n'ayant pas derrière lui l'appui solide de la tradition qu'il ignorait, qu'il dédaignait même, et tout disposé à traiter de barbare ce qui avait été auparavant, il prit le seul raisonnement pour son guide. De là le caractère étroit, souvent arbitraire, et par conséquent souvent incertain, qui affecte la grammaire française. Aujourd'hui que les défauts de ce régime s'accumulent, il est temps d'ajouter à l'autorité du raisonnement l'autorité de la tradition, qui s'offre féconde et abondante.

Les littératures, par le fait des langues, sont spéciales, servant à caractériser tout particulièrement les grands individus qu'on nomme peuples, à la différence des sciences, qui, elles, ne sont le bien propre d'aucun. Celles-ci ont l'universalité; il n'est ni mathématique, ni astronomie, ni chimie, anglaise, italienne ou française, et les nations, du moins celles qui tiennent le premier rang dans le monde intellectuel, concourent, chacune pour sa part, à édifier la science positive, œuvre de l'humanité où toutes les diversités nationales viennent se confondre. Mais l'individualité de la patrie est inscrite au front des littératures, et, pour connaître pleinement les peuples, il faut connaître non-seulement ce qu'ils ont fait, mais aussi ce qu'ils ont écrit.

L'érudition fournit les matériaux à l'histoire, qui, sans ce travail préparatoire, mais essentiel, chancellerait de tous côtés. C'est ne pas la comprendre que de la dédaigner comme chose de pure curiosité, car elle est aussi nécessaire à la science sociale que les observations, les expériences, les dissections, le sont à la chimie, à la physique, à l'astronomie, à la biologie. Je pourrais, si c'était le lieu, montrer combien de points de vue elle a ouverts en ces derniers temps, et combien d'études elle a renouvelées. Ce qu'on doit lui demander, c'est, faisant avec clairvoyance ce qu'elle n'a fait qu'à tâtons jusqu'à présent, de se diriger par la véritable théorie historique dont la fondation est récente. Grâce à l'objet qu'ils s'étaient proposé, et qui est l'*histoire littéraire de la France,* les bénédictins ne se sont pas écartés du droit chemin, et leur œuvre, poursuivie par l'Académie des Inscriptions, est une source inépuisable de recherches, de documens, de renseignemens.

É. LITTRÉ, de l'Institut.

LORD CASTLEREAGH

ET

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE L'ANGLETERRE DE 1812 A 1822.

IV.

LE SECOND MINISTÈRE DU DUC DE RICHELIEU, LA CRISE EUROPÉENNE DE 1821 ET LA POLITIQUE DE L'EMPEREUR ALEXANDRE, DU PRINCE DE METTERNICH ET DE LORD CASTLEREAGH. [1]

Correspondence, Despatches and other Papers of viscount Castlereagh, second marquess of Londonderry, etc. London 1853, John Murray.

I.

Le ministère qui prit, à la fin de l'année 1818, la direction des affaires de France avait été formé avec le concours et sous l'influence des hommes éminens qu'on appelait dès lors les *doctrinaires;* un de leurs chefs, l'éloquent M. de Serres, en faisait partie. L'avénement de ce cabinet fut signalé par l'abandon des derniers restes du régime répressif et exceptionnel de 1815, par le rappel de la plupart des exilés, par l'admission dans la chambre des pairs d'un nombre considérable de libéraux et d'anciens bonapartistes, et par l'établissement d'une complète liberté de la presse sous la garantie de la législation la plus généreuse que la France ait jamais possédée. Il fut signalé aussi par un redoublement d'hostilités de la part des ultra-royalistes, fortifiés cette fois de l'adhésion d'une fraction considérable de l'an-

(1) Voyez les livraisons du 15 mai, du 1er et du 15 juin.

cien parti modéré qui avait aidé naguère M. de Richelieu à contenir les exagérations de la droite, mais qui, croyant maintenant que le danger ne venait plus de ce côté, voyait avec défiance quelques-uns des nouveaux conseillers de la couronne, et s'inquiétait surtout de l'extension prématurée que l'on donnait aux libertés publiques.

Cette disposition, ces tendances, ces inquiétudes étaient aussi en général celles des gouvernemens étrangers. L'envoyé de Russie, M. Pozzo di Borgo, si intimement associé à la politique du duc de Richelieu, n'avait pu voir qu'avec un sentiment pénible le renversement de cette politique; il ne dissimulait en aucune façon le regret qu'il en éprouvait, le jugement sévère qu'il portait de celle qui l'avait remplacée, et ses rapports durent contribuer à modifier les appréciations de l'empereur Alexandre, jusqu'alors si favorable à tous les développemens du principe constitutionnel. Pour se faire une idée exacte de ce qui se passait à Paris, ce souverain ne tarda pas à y envoyer son secrétaire d'état, le comte Capodistrias, homme d'un esprit élevé, de sentimens libéraux, qui avait en ce moment sa principale confiance, et dont l'influence sur la politique extérieure de la Russie dépassait de beaucoup celle du comte de Nesselrode, chef titulaire du département des affaires étrangères. Rien ne donne lieu de supposer que les informations transmises par M. Capodistrias à l'empereur Alexandre aient contredit celles du général Pozzo.

Le cabinet britannique était trop profondément imbu des doctrines du torysme pour qu'il lui fût possible d'approuver la direction nouvelle imprimée aux affaires de France. Néanmoins son ambassadeur, sir Charles Stuart, vit avec quelque complaisance la chute d'un ministère qu'il accusait de subir trop exclusivement l'ascendant de l'envoyé de Russie. Peut-être avait-il espéré d'abord que M. de Talleyrand prendrait la place de M. de Richelieu; à son défaut, il ne tarda pas à former des rapports assez étroits avec M. Decazes. Il se vantait pourtant, dans sa correspondance avec lord Castlereagh, d'être resté complétement étranger à la crise ministérielle, bien qu'on lui eût fait entendre que la connaissance des souhaits du gouvernement britannique pourrait influer sur l'issue de cette crise, et d'avoir constamment répondu que ses instructions non-seulement lui interdisaient toute intervention semblable, mais lui recommandaient même d'éviter l'expression d'une opinion. « Peut-être, ajoutait-il, aurait-il été à désirer que tous mes collègues eussent observé la même réserve. » Ce dernier trait était dirigé contre le général Pozzo.

La France n'était pas le seul pays qui excitât en 1819 les inquiétudes des amis de l'ordre et de la paix. L'Allemagne semblait même bien plus immédiatement menacée d'une révolution. L'exaltation des

esprits, échauffés par les déclamations de certains professeurs et par les violentes provocations de la presse, était effrayante. Les universités surtout étaient en proie à un désordre moral qui se manifestait quelquefois par de grands scandales. — L'assassinat de Kotzebue, égorgé par un étudiant fanatique qui l'accusait de se faire auprès de l'empereur Alexandre le dénonciateur du libéralisme allemand, devint le signal d'une réaction énergique contre ces excès. Comme il arrive presque toujours, cet accident, symptôme dramatique d'un mal depuis longtemps évident aux yeux de tous les hommes sensés, fit plus pour éclairer le vulgaire que n'eussent pu faire les argumens les plus irréfragables, et les gouvernemens y trouvèrent la force de recourir enfin à des moyens de défense efficaces. Le cabinet de Berlin s'effrayait de plus en plus de la violence de l'orage qu'il avait contribué à déchaîner. Renonçant à ses rêves d'ambition pour ne plus songer qu'à conjurer les périls si imprudemment appelés, il se jeta en quelque sorte dans les bras du gouvernement autrichien, qui, n'ayant pas laissé affaiblir dans ses états le principe d'autorité, avait conservé une plus grande liberté d'action. M. de Metternich sut tirer parti, avec son habileté ordinaire, de ce revirement. Par ses soins, une sorte de congrès des représentans des princes allemands se réunit à Carlsbad, où des mesures de circonstance furent arrêtées d'un commun accord pour soumettre les universités et la presse à une discipline plus sévère. Des conférences s'ouvrirent ensuite à Vienne entre les envoyés de tous les états germaniques pour compléter l'organisation de la confédération, dont le pacte fédéral de 1815 avait posé les bases. Sous prétexte de les développer et de les éclaircir, M. de Metternich parvint en réalité à en modifier considérablement le caractère. En 1815, sous l'influence des idées et des préoccupations qui prévalaient alors, on avait surtout cherché à assurer le maintien de la paix entre les états fédérés; en 1820, tout fut dirigé vers la répression des troubles qui pourraient survenir dans l'intérieur de ces états, et on s'attacha presque exclusivement à la recherche des moyens de prêter main-forte aux gouvernemens contre les exigences des peuples ou des assemblées représentatives. Tel est l'objet principal des dispositions de l'acte final dans lequel on résuma les délibérations de la conférence, et qui attribua à la diète, c'est-à-dire aux deux grandes puissances allemandes dont l'accord devait nécessairement la dominer, une sorte de suprématie sur les souverainetés particulières. Cette suprématie eût été bien plus complète encore, si les plus puissans des états secondaires, la Bavière et le Wurtemberg, jaloux de leur indépendance, n'eussent opposé à M. de Metternich une résistance dont il fallut tenir compte jusqu'à un certain point. Le ministère autrichien dut aussi renoncer au projet qu'il avait formé d'obliger ces états à réviser les constitutions qu'ils s'étaient déjà données

pour en faire disparaître certaines stipulations trop libérales suivant lui et incompatibles, disait-il, avec le *principe monarchique* qui faisait l'essence de la confédération.

Cette résistance des états secondaires était encouragée par l'empereur de Russie, à qui les délibérations de Carlsbad et de Vienne causaient beaucoup d'ombrage. Il comprenait la nécessité de réprimer en Allemagne les progrès de l'esprit révolutionnaire : le meurtre de Kotzebue avait produit sur son imagination une impression très vive, et des mesures qui auraient eu pour unique objet la répression des désordres du journalisme et des universités eussent obtenu son approbation; mais son libéralisme, bien que déjà affaibli et un peu hésitant, s'effarouchait des tendances manifestes de la politique autrichienne contre le système constitutionnel. Habitué d'ailleurs à intervenir avec autorité dans toutes les grandes affaires de l'Europe, il ne pouvait prendre son parti d'être exclu cette fois des conseils où l'on débattait entre Allemands le sort de l'Allemagne, et qui, comme il le disait avec quelque raison, ne respectaient pas toujours l'œuvre du congrès de Vienne. Enfin l'ascendant que prenait l'Autriche le choquait d'autant plus qu'il était depuis longtemps, pour des motifs de nature très diverse, en mauvais rapports avec M. de Metternich. Il eût donc voulu contrarier son action, et le comte Capodistrias, après avoir visité Paris, fit un voyage à Londres pour engager lord Castlereagh à intervenir dans ce sens avec le cabinet de Saint-Pétersbourg; mais cette tentative devait nécessairement échouer. Le cabinet de Londres à cette époque prenait peu de souci des atteintes que pouvait recevoir sur le continent la cause de la liberté; il redoutait grandement l'esprit révolutionnaire, et l'union intime qui existait entre lui et l'Autriche ne pouvait que lui faire voir avec satisfaction la domination qu'elle commençait à exercer en Allemagne.

On trouve de curieux détails sur cette situation dans une lettre que le chancelier prussien, le prince de Hardenberg, écrivit à lord Castlereagh le 30 décembre 1819, après les conférences de Carlsbad, au moment où celles de Vienne allaient s'ouvrir. Après avoir félicité le ministre anglais de l'attitude noble, ferme et énergique prise par le cabinet de Londres en présence de *la contagion morale qui se manifestait presque partout,* disait-il, *et qui, sans des mesures sages et efficaces, ne pouvait manquer de précipiter les états civilisés dans un abîme de malheurs,* le prince de Hardenberg continuait ainsi (1) :

« Vous connaissez celles que nous avons cru devoir prendre de concert avec la cour de Vienne;... vous savez que les ministres des membres de la fédération sont maintenant assemblés à Vienne pour se concerter sur ce qui reste à faire, tant pour opposer une digue aux menées des révolutionnaires

(1) Cette lettre est en français dans l'original.

que pour s'arranger sur l'exécution des articles de l'acte de la fédération germanique... — M. de Capodistrias, dont nous connaissons tous les sophismes et qui nous a donné tant de fil à retordre à Aix-la-Chapelle, s'est mis dans la tête que nous ne visons à rien moins qu'à changer l'acte de fédération tel qu'il a été garanti par les puissances, que l'Autriche et la Prusse veulent empiéter sur la liberté et la souveraineté des petits ou moindres états de l'Allemagne; il craint la diminution de l'influence russe et se plaît, en puisant ses nouvelles et ses argumens dans les feuilles du parti révolutionnaire en France et dans les Pays-Bas, toutes remplies de mensonges, à tenir un langage d'improbation à l'égard des mesures prises à Carlsbad, à nourrir par-là le germe de mécontentement que l'ambition et les vues de la Bavière et du Wurtemberg n'ont cessé de conserver depuis le congrès de Vienne et à instruire les ministres de Russie à l'étranger dans un sens peu fait pour seconder les vues tout à fait pures et conformes aux traités et aux circonstances que nous partageons avec l'Autriche et la grande majorité des états allemands. Cette marche ne peut qu'opérer d'une manière très nuisible pour le bien général. — Dans la manière de voir du comte Capodistrias, il croit devoir consulter votre cour, milord, et, perdant de vue que les conférences de Vienne et de Carlsbad sont absolument dans la ligne de l'acte de la fédération et que nos alliés devraient nous exciter à prendre les mesures dont il est question si nous pouvions les négliger, il sonnerait la défiance et servirait le parti révolutionnaire, si le ministère anglais était moins bien informé, s'il n'était à même de se procurer les notions les plus exactes... Il faut que j'ajoute que l'empereur de Russie est lui-même dans de très bons principes, et que ce ne sont que les notions erronées et les opinions du comte Capodistrias qui l'entraînent à agir, en quelque façon, en opposition avec ses propres sentimens...»

Le prince de Hardenberg annonçait en même temps qu'il allait communiquer à l'envoyé d'Angleterre les rapports reçus de Vienne sur les délibérations préliminaires qui y étaient déjà engagées, et il exprimait l'espérance que l'esprit juste et conciliant de lord Castlereagh tirerait parti de ces communications confidentielles pour réfuter victorieusement les visions de M. Capodistrias.

Lord Castlereagh justifia la confiance que lui témoignait le chef du cabinet prussien. Le 14 janvier 1820, en réponse aux ouvertures du cabinet de Saint-Pétersbourg, il écrivit au comte de Lieven, ambassadeur de Russie à Londres, une très longue dépêche, rédigée avec beaucoup de ménagemens, mais qui avait pour but d'établir que, dans les conjonctures où l'on se trouvait, une intervention des puissances étrangères à l'Allemagne dans les affaires de la confédération ne serait pas justifiée. Dans une autre lettre qu'il adressa le même jour à son frère, lord Stewart, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, pour le charger de communiquer cette pièce à M. de Metternich, il lui recommanda de conseiller à ce ministre de ne pas prolonger la polémique engagée entre la Russie et l'Autriche sur cette délicate question, et qui ne pouvait avoir d'autre effet que d'aggra-

ver les dissentimens en aigrissant les amours-propres. Il envoya également au prince de Hardenberg une copie de sa réponse au comte de Lieven, en lui faisant remarquer que, sans blesser le gouvernement russe, elle était de nature à garantir les délibérations des gouvernemens germaniques contre une intervention inopportune. Enfin il le pria de s'interposer aussi auprès de M. de Metternich pour mettre fin à l'échange de notes assez vives qui continuait d'avoir lieu entre les deux cours impériales sur des questions de pure théorie : « Nos alliés, disait-il, doivent se rappeler que nous avons un parlement, et qu'ils ont eux-mêmes un grand intérêt à ne pas y provoquer sans utilité des discussions irritantes sur des matières de politique continentale. »

Cette ingérence du cabinet de Saint-Pétersbourg dans les affaires allemandes ne blessait pas seulement les cabinets de Vienne et de Berlin, dont elle contrariait les vues particulières. Le gouvernement bavarois, dont elle semblait appuyer la résistance à la suprématie des deux grandes cours, en éprouvait lui-même quelque impatience. Voici ce qu'écrivait le 4 janvier à lord Castlereagh l'envoyé anglais à Munich, sir Frédéric Lamb (1), un des agens les plus éclairés de la diplomatie anglaise :

« ... J'ai pris connaissance de la circulaire du gouvernement russe à ses ministres. Je ne puis y voir autre chose qu'un manifeste destiné à donner aux gouvernemens allemands l'assurance qu'ils seront soutenus dans leur opposition aux mesures de l'Autriche. La Russie attache peu d'importance à la réponse qu'elle pourra recevoir de l'Angleterre, et elle s'attend à ce que le but qu'elle a en vue soit atteint par le fait seul de la mise en circulation de ce document. Cette manière de voir a été confirmée dans mon esprit par une conversation de ce matin avec le ministre des affaires étrangères bavarois, M. de Rechberg, qui est allé jusqu'à me dire que l'objet de la Russie était de tout embrouiller, et qu'il n'était pas possible de compter sur la tranquillité de l'Europe tant que cette puissance aurait sur pied une armée aussi considérable, organisée en corps, et qu'une simple signature suffit pour mettre en mouvement. Il a reconnu que la phrase du mémoire russe relative au pouvoir dictatorial à donner à la diète était dictée par une intention si évidemment malveillante, que, suivant toute apparence, elle manquerait son effet; il m'a dit en même temps que l'empereur avait décidément approuvé les mesures prises au sujet des journaux et des universités. Je crois qu'on peut en induire une distinction fondée par rapport aux sentimens de l'empereur. Il veut que l'esprit révolutionnaire soit dompté, mais il est hostile à la confédération germanique, la regardant comme une arme qu'on pourrait tourner contre lui. Je ne puis m'empêcher de penser qu'il y a eu une singulière faiblesse à demander l'opinion de la Russie sur les mesures que l'on examinait à Vienne. — ... La nécessité d'établir un système uniforme de constitutions en Allemagne est un motif très fondé de modifier ce qui est

(1) Le dernier lord Melbourne, frère du premier ministre.

établi dans quelques-uns des états particuliers, et si on n'y pourvoit pas à présent, le mal ne manquera pas de se propager et de causer beaucoup d'embarras. Rechberg exprime l'espérance que l'on pourra faire quelque chose à Vienne dans ce sens; mais le meilleur symptôme d'un résultat aussi désirable, ce serait une disposition de la part de la Bavière elle-même à permettre la révision de la constitution insensée qu'elle s'est donnée. »

Cette lettre est, à mon avis, un curieux témoignage de ce qu'étaient alors les inclinations du gouvernement anglais et de ses agens en matière de politique extérieure : sauf quelques ménagemens de forme qu'ils laissaient de côté dans leur correspondance confidentielle, ces inclinations n'étaient pas plus libérales que celles de l'Autriche. La conférence de Vienne ne réalisa pas complétement toutefois les vœux exprimés par sir Frédéric Lamb : nous avons déjà dit que les constitutions établies dans le midi de l'Allemagne ne furent pas soumises à une révision, et l'action énergique de la diète suffit pour rendre la tranquillité à l'Allemagne, où le jacobinisme, renfermé encore dans le cercle des hommes de lettres et des étudians, n'avait pas jeté à cette époque des racines aussi profondes que beaucoup de personnes le supposaient.

II.

La France était restée étrangère à ces discussions. Son affranchissement était trop récent, trop peu consolidé encore pour qu'il n'y eût pas eu de sa part quelque imprudence à vouloir s'immiscer si promptement dans les affaires des autres états, dans celles d'un pays surtout où sa domination avait laissé des souvenirs si pénibles et si irritans. Sa situation intérieure s'était d'ailleurs assez aggravée dans le cours de l'année qui venait de finir pour que la pensée de ses hommes d'état ne pût guère se porter et leur action s'exercer au-delà de ses frontières.

Le ministère libéral dont j'ai rappelé les premiers actes n'avait pu réussir, malgré ses nombreuses concessions, à désarmer les ressentimens des implacables ennemis de la monarchie des Bourbons, ni même à satisfaire toutes les exigences, à calmer toutes les inquiétudes de certains amis de la liberté trop impatiens ou trop défians. Après l'avoir d'abord accueilli comme un libérateur, on les avait vus, à son premier refus d'accéder à leurs réclamations impérieuses, lui déclarer une guerre aussi vive que celle qu'ils avaient faite au précédent cabinet. La presse périodique, à peine délivrée de la censure, était devenue contre le nouveau ministère l'instrument des agressions les plus passionnées et les plus outrageantes. Les colléges électoraux, appelés chaque année à renouveler un cinquième de la chambre des députés, ne s'étaient pas bornés cette fois à repousser

les membres de l'ancienne droite, ceux des centres avaient aussi été exclus; la majorité des nouveaux élus appartenait à l'opposition hostile. Un d'entre eux, le fameux Grégoire, réputé régicide parce que, absent de la convention au moment de la condamnation de Louis XVI, il l'avait approuvée par une lettre publique, n'avait dû sa nomination qu'à la notoriété qui en rejaillissait sur son nom, et le ministère n'avait pu faire accepter un certain nombre de ses candidats qu'en les choisissant dans les nuances plus voisines de la gauche.

Le gouvernement du roi, effrayé d'un pareil mouvement, pensa, comme l'avait pensé dix mois auparavant le duc de Richelieu, qu'il était indispensable de changer la loi électorale avant que les élections nouvelles n'eussent rendu ce changement impraticable en donnant la majorité dans la chambre au parti ennemi qui en formait déjà près de la moitié. Quelques-uns des ministres, entre autres le général Dessolle, président du conseil, n'ayant pu se mettre d'accord avec leurs collègues sur la ligne politique qu'il convenait de suivre, donnèrent leur démission, et un nouveau cabinet s'organisa, le 19 novembre 1819, dans la pensée de proposer aux chambres un système électoral qui offrît plus de garanties à la monarchie légitime. Dans le ministère ainsi recomposé, M. Decazes, ministre de l'intérieur, remplaça le général Dessolle comme président du conseil, et M. Pasquier reçut le portefeuille des affaires étrangères.

La tâche de ce cabinet était bien difficile. Pour triompher de la formidable opposition qu'il avait à combattre, il fallait absolument qu'il ralliât à ses défenseurs naturels dans la chambre des députés les faibles débris du parti ultra-royaliste, et ce parti était animé contre le président du conseil d'implacables ressentimens que l'imminence même du danger commun ne suffisait pas à amortir. Il fallait, d'un autre côté, que le nouveau projet de législation électorale, pour avoir quelques chances de succès, fût établi sur des bases telles que la droite pût en être satisfaite, sans que les opinions plus modérées et même quelques fractions libérales restées encore fidèles au ministère en fussent trop effarouchées. Les combinaisons nécessaires pour éviter ces écueils, pour concilier ces exigences contradictoires, n'étaient rien moins que faciles à trouver. Malheureusesement deux des membres principaux du cabinet, M. Decazes et M. de Serres, tombèrent malades en ce moment. La session était ouverte depuis deux mois, déjà des débats de la plus extrême violence en avaient marqué les commencemens, et la proposition du gouvernement, annoncée de jour en jour, était sans cesse ajournée. Les esprits étaient livrés à la plus pénible anxiété; telle était l'exaspération des partis, telle était la violence des écrits et des propos, qu'on se croyait à la veille d'une grande et terrible crise révolutionnaire, semblable à celles dont le souvenir obsédait encore les imaginations.

Les gouvernemens étrangers partageaient ces pénibles préoccupations. Des communications furent échangées entre eux sur ce qu'ils pouvaient avoir à faire pour prévenir les bouleversemens dont on se croyait encore une fois menacé. L'empereur Alexandre, toujours enclin aux démonstrations éclatantes, eût voulu que les puissances manifestassent leurs inquiétudes par un acte solennel qui eût mis le gouvernement français en demeure de pourvoir à sa sûreté comme à celle de l'Europe. La santé chancelante de Louis XVIII faisait craindre le prochain avénement de son frère, que les cours alliées s'accordaient à considérer comme devant donner en quelque sorte le signal d'une révolution. Le prince de Metternich était d'avis que des instructions délibérées en commun fussent envoyées, pour cette hypothèse, aux représentans des quatre cours à Paris. On parlait enfin d'établir sur un point central une conférence où les cabinets se seraient fait part réciproquement de leurs informations et de leurs idées par rapport à l'état de la France. Lord Castlereagh combattit fortement ces propositions dans une lettre ostensible qu'il écrivit à lord Stewart le 14 janvier 1820. Il y écartait d'abord, comme n'offrant aucun avantage, le projet d'une conférence permanente relative aux affaires de France, et arrivant ensuite à l'idée d'arrêter dès ce moment des instructions pour le cas de la mort de Louis XVIII, il disait :

« Vous ferez connaître au prince de Metternich que la réflexion n'a servi qu'à confirmer le ministère du prince régent dans l'opinion que toute démarche officielle à ce sujet, et à l'époque actuelle surtout, ne pourrait être qu'imprudente et préjudiciable aux intérêts de l'héritier du trône de France. Le ministère de l'empereur d'Autriche ne peut ignorer que le gouvernement britannique, malgré la sincérité de ses vœux et de ses sentimens en faveur de ces intérêts, ne saurait cependant se permettre de contracter *à priori* l'engagement de suivre une ligne de conduite déterminée pour le cas déplorable où l'ordre de succession légitime viendrait à être renversé en France. D'ailleurs, en continuant à délibérer sur cette question pour le but insignifiant que peut faire atteindre l'envoi des instructions éventuelles, le ministère du prince régent s'expose à se voir forcé de donner des éclaircissemens qui, en fournissant des armes à la publicité, ne peuvent que compromettre la cause que nous sommes tous également désireux de favoriser. Le prince de Metternich saura, j'en suis convaincu, apprécier ces considérations;... nous avons donc lieu d'espérer que le retour de ce courrier nous apportera de votre part, milord, l'assurance de ne plus nous voir appelés à revenir sur une discussion dans laquelle, par suite de la nature même de notre gouvernement, nous n'avons pu nous plier aux vues de nos alliés... Il faut que, pour conserver intacts entre nos mains les moyens de délibérer et d'agir avec succès au moment de la crise, si elle venait malheureusement à éclater,... nos alliés nous laissent persister dans l'attitude que nous avons prise et qui nous permettra d'apprécier et de juger ces événemens avec pleine

liberté, non plus comme ayant trait uniquement à l'ordre de succession établi en France (dont nos traités ne parlent pas), mais comme un objet d'un intérêt général pour la politique européenne. Sous ce rapport, sa véritable importance ne saurait être sentie d'avance, car elle ne peut se déterminer que par les circonstances qui auront accompagné ces événemens funestes. »

Après avoir justifié de la sorte le refus du cabinet de Londres de se prêter au concert proposé par l'Autriche, lord Castlereagh repoussait les explications malveillantes que certaines personnes donnaient de ce refus. On reprochait généralement à l'ambassadeur d'Angleterre en France de se montrer trop favorable au ministère de M. Decazes et même au parti ultra-libéral. A la manière dont lord Castlereagh charge lord Stewart de le défendre auprès du cabinet autrichien, on voit qu'il avait lui-même quelques doutes sur la complète rectitude des procédés du représentant britannique à Paris.

« Votre excellence saisira... l'occasion de s'expliquer de nouveau sur ce sujet avec le prince de Metternich, et de l'assurer que le ministère du prince régent n'est jamais entré en relations exclusives et confidentielles avec le gouvernement français, et n'a même jamais eu avec lui d'autres rapports que ceux qui résultent naturellement de l'état d'amitié existant entre les deux pays, et des liens que les traités publics de paix et d'alliance ont fait contracter. — Nous n'avons jamais cherché, même momentanément, à exercer une influence suivie et systématique sur les conseils de la France, et notre ambassadeur ne s'est jamais, du moins à notre connaissance, entendu d'une manière isolée avec le ministère français sur aucun objet politique. En se séparant ainsi des conseils de ses collègues les ministres des puissances alliées, il aurait agi en opposition directe aux ordres précis et réitérés qu'il a reçus de notre gouvernement. Les ministres du prince régent ne se font pas illusion sur les fautes commises par les administrations qui se sont succédé en France, ni sur les dangers qui pourront tôt ou tard résulter pour l'Europe des dissensions intérieures de ce pays;... mais le cabinet anglais a toujours douté... qu'une intervention des alliés pût être utile pour prévenir ce péril... Cette question nous a toujours paru de nature à être résolue négativement. Si le roi de France ou les ministres qui composent son conseil... pouvaient à leur gré diriger la marche des affaires..., le cabinet de Londres aurait pensé avec celui de Saint-Pétersbourg qu'un énoncé grave et solennel des sérieuses alarmes que les cours alliées ont conçues serait de quelque utilité; mais il nous a toujours semblé que les obstacles qui s'opposent en France à l'établissement d'une administration sage et stable proviennent de tout autres causes que de l'absence de bonnes intentions ou des dispositions particulières des ministres du roi. Ces obstacles, le gouvernement britannique les voit plutôt dans les effets prolongés de la révolution, dans la composition actuelle de la législature, dans la nouveauté pour la France du système représentatif...; il les voit enfin en grande partie dans les résultats des lois sur les élections et le recrutement, concessions faites aux vœux de l'armée et du peuple, adoptées sans nul doute dans les intentions les plus pures,... mais qui n'ont cessé...

d'affaiblir visiblement l'autorité royale, et qu'il était malheureusement plus facile d'introduire qu'il ne l'est aujourd'hui de les rapporter ou de les modifier..... Si le gouvernement britannique s'est prononcé moins hautement que ses alliés contre quelques-uns des actes du ministère français, s'il s'est moins fréquemment permis d'exprimer le pressentiment de dangers auxquels peut conduire le système suivi en France, soyez convaincu qu'il n'en a pas moins observé avec la plus grande attention les événemens qui se sont succédé dans ce pays. Un certain degré de réserve est l'attitude la plus convenable de la part des cours alliées à l'égard du gouvernement français dans l'état indécis où se trouvent actuellement ses affaires; mais cette réserve doit, selon nous, avoir le caractère d'une sage déférence pour le sentiment national et les institutions existantes. Nous continuons à penser que toute démarche comminatoire et toute intrusion dans les querelles qui divisent le peuple français ne feraient qu'irriter au lieu de concilier. Nous sommes loin sans doute de nous flatter de l'espérance qu'une conduite quelconque de la part des alliés puisse les garantir d'une manière absolue contre toutes les chances désastreuses de l'avenir; nous croyons seulement... que la politique circonspecte dont nous avons développé et recommandé les principes est encore celle qui offre le plus d'avantages... — La forme de notre gouvernement doit nécessairement nous rendre plus circonspects que les autres états dans nos rapports avec les puissances étrangères, mais cette circonspection est surtout indispensable à l'égard de la France, nation longtemps rivale et ennemie de la Grande-Bretagne, par conséquent plus facile à s'irriter de ses procédés que de ceux de tout autre état. »

Cette lettre, pleine d'un si admirable bon sens, fut communiquée aussi aux cours de Saint-Pétersbourg et de Berlin. Dans une autre lettre, tout à fait confidentielle, que lord Castlereagh écrivait un mois plus tard à lord Stewart, il lui disait à l'occasion du projet qu'avait eu le prince de Metternich de faire un voyage en Angleterre :

« J'aurais éprouvé une satisfaction toute particulière à le voir en Angleterre, non-seulement pour être à même de lui rendre toutes les attentions personnelles que j'ai reçues de lui pendant mon séjour sur le continent, mais parce que je me serais promis le plus grand avantage des efforts que j'aurais faits pour lui expliquer *sur place* les nombreuses particularités dont il faut tenir compte en ce pays dans la conduite de certaines portions de la politique extérieure. J'ai la conviction qu'en peu de jours de rapports personnels sur ce terrain, nous en serions venus à nous comprendre si parfaitement l'un l'autre, que notre correspondance, pour quelque temps au moins, n'eût plus été qu'un bulletin de ce qui se serait passé. »

Le prince de Metternich répondit bientôt à la communication anglaise par une dépêche à laquelle était jointe, en guise de commentaire, une lettre particulière où l'on retrouve ces formes raides et pédantesques, ce goût d'argumentation théorique qui s'allient si singulièrement en lui à un grand sens politique et à une rare souplesse d'esprit :

« Ne croyez pas, milord (1), y disait-il, que nous voyions plus en noir que les circonstances ne l'exigent impérieusement, ne croyez surtout pas que nous admettions la possibilité qu'il pourrait exister un moyen matériel quelconque d'influence de la part de l'étranger sur la France qui ne serait pas condamné par nous comme positivement dangereux; mais il ne faut pas se cacher que le sort de ce pays est placé hors de la possibilité d'être positivement calculé, et c'est ce fait que nous regardons comme le pire de tous. Les maladies aiguës sont préférables, en politique comme pour les individus, aux maladies de langueur enracinées. Ce que je vous demande est ce qui, de tout temps, eût dû exister, l'uniformité la plus entière de la marche de nos représentans à Paris. Voulez-vous qu'ils parlent? Eh bien! que ce soit d'une manière uniforme. Voulez-vous qu'ils se taisent? Que tous se taisent. Il est peu de points sur lesquels il *est* plus facile de juger des dangers dont est menacée la dynastie royale en France que tout juste du point de Vienne. Le bonapartisme se couvre vis-à-vis de nous d'un voile infiniment plus léger que vis-à-vis de tout autre. Le fait est simple; mais plus il est tel, plus il est dans le cours des choses naturel que nous devons être les plus directement appelés à avertir nos amis... Croyez que nous connaissons assez les positions pour savoir que tout ce qui est désirable n'est pas toujours possible... »

Pendant que les alliés délibéraient, ou, pour mieux dire, dissertaient ainsi sur l'état de la France, un grand changement venait de s'y accomplir : le duc de Berri était tombé, le 13 février 1820, sous le poignard du fanatique Louvel. Les ultra-royalistes avaient mis à profit la douleur et l'indignation publiques pour soulever contre le principal ministre une véritable tempête. Louis XVIII s'était vu forcé de congédier son favori, dont la vie même était menacée, et le duc de Richelieu, faisant céder ses répugnances et sa lassitude à l'intérêt du pays, aux instances du roi, aux supplications de Monsieur lui-même, avait repris la présidence du conseil. Le résultat de cette modification du cabinet fut, non pas de terminer la lutte terrible dans laquelle les partis étaient engagés, mais de mieux établir leur position réciproque. Tandis que d'un côté, par suite de la retraite de M. Decazes et de la proposition aux chambres de mesures exceptionnelles dirigées contre la liberté individuelle et la liberté de la presse, toutes les nuances de l'opinion libérale se coalisaient en une formidable opposition, de l'autre l'ancien parti modéré s'unissait étroitement aux ultra-royalistes pour le vote immédiat de ces mesures, et pour assurer plus tard celui d'une nouvelle loi électorale, dans laquelle on voyait le seul moyen de salut pour le pays. Les ultra-royalistes, satisfaits pour le moment de la chute de M. Decazes et trop affaiblis d'ailleurs par les dernières élections pour être bien exigeans, promettaient un appui sans réserve au duc de Richelieu.

La correspondance de l'ambassadeur d'Angleterre à Paris contient,

(1) L'original de cette lettre est en français.

sur les circonstances de la formation du nouveau cabinet, un détail assez curieux, mais dont j'ai peine à admettre l'exactitude. A l'en croire, on avait hésité quelque temps entre le prince de Talleyrand et M. de Richelieu pour la présidence du conseil. Ce qui est d'ailleurs certain, c'est que M. de Talleyrand, dans son infatigable ambition, s'était encore flatté, en cette conjoncture, de l'espoir de reprendre une position où il avait peine à se persuader qu'on pût se passer de son expérience et de ses talens. Sir Charles Stuart cite un billet que le prince lui avait écrit pour lui reprocher d'avoir involontairement été l'obstacle contre lequel ses espérances étaient venues échouer. Suivant cette version, il aurait infailliblement été nommé, si le duc de Richelieu, désigné antérieurement pour aller complimenter le nouveau roi d'Angleterre George IV, se fût déjà trouvé à Londres au moment de la crise produite par la mort du duc de Berri, et la prolongation de son séjour à Paris était la conséquence d'un avis que lui avait donné l'ambassadeur sur la convenance d'attendre, pour passer la mer, le rétablissement de la santé du monarque anglais, assez gravement malade alors.

Sir Charles Stuart vit avec déplaisir le retour aux affaires du duc de Richelieu, par le double motif qu'il était lui-même en très bonnes relations avec M. Decazes, et que l'envoyé de Russie ne pouvait manquer de retrouver sous le nouveau ministère une partie de l'influence qu'il avait exercée jadis. Le mécontentement de sir Charles ne tarda pas à se manifester par des propos malveillans et des tracasseries multipliées. En cela, il n'était nullement l'interprète des sentimens du cabinet britannique; comme toutes les grandes puissances, ce cabinet témoigna une véritable satisfaction d'un événement qui présentait le gouvernement français comme se disposant à lutter avec plus de résolution et avec des chances plus favorables contre l'esprit révolutionnaire.

Cet état de choses est fort bien retracé dans un rapport que l'envoyé de Prusse à Paris, M. de Golz, envoya le 31 mars à son souverain (1). Pour en bien comprendre le sens, il est nécessaire de se rappeler que peu de semaines auparavant, une révolution militaire avait éclaté en Espagne, que l'absurde et cruel despotisme de Ferdinand VII avait fait place à un régime follement démocratique, fondé sur la constitution des cortès de 1812; que les gouvernemens européens, encore pleins du souvenir des excès de 1793, craignaient de les voir renouvelés et peut-être dépassés dans un pays peu renommé alors, soit pour la douceur de ses mœurs, soit pour sa civilisation; que la cour des Tuileries surtout se préoccupait vivement du sort d'un pays où régnait une des branches de la maison de France, et que des

(1) L'original de cette lettre est en français.

bruits plus ou moins fondés accusaient certains agens anglais, sinon d'avoir fomenté la révolution espagnole, au moins d'en favoriser le développement pour détruire dans la Péninsule l'influence française.

« Le gouvernement (disait l'envoyé prussien après avoir parlé de l'émotion qu'excitaient à Paris les événemens de Madrid) a pris une attitude plus forte; une majorité... s'est formée pour le soutenir. Les ministres sont unis et marchent dans le même sens. Le duc de Richelieu se livre avec zèle et sans faire paraître de l'inquiétude à ses importantes fonctions... Le baron Pasquier a dit ces jours derniers de lui qu'il ne le reconnaissait pas, qu'il n'était plus le même, qu'il remplissait ses devoirs avec autant de courage que d'activité, qu'il allait d'un de ses collègues chez l'autre pour s'entretenir avec eux de tout ce qui lui paraissait être de quelque importance, et qu'il s'occupait particulièrement avec le ministre de la guerre des moyens de donner un bon esprit à l'armée..... La loi sur les journaux sera adoptée selon toutes les apparences. Il n'y a guère que le vicomte de Chateaubriand et deux ou trois autres écrivains royalistes qui ont assez d'amour-propre pour croire que leurs écrits, quoiqu'ils aient fourni évidemment à leurs adversaires tant de prétextes et de motifs pour attribuer aux royalistes de mauvaises arrière-pensées, ont produit un bien infini..... L'auteur sus-nommé est tellement aveuglé sur ce point, qu'il a même cru devoir voter..... contre la nouvelle loi sur les journaux, tandis qu'un républicain, M. Gallatin, ministre des États-Unis d'Amérique, qui passe avec raison pour une des meilleures têtes politiques, n'hésite pas à dire qu'il croit l'établissement d'un gouvernement absolu ou représentatif, légitime ou illégitime, en France, incompatible avec la liberté illimitée de la presse..... J'ai cru devoir me rendre, peu de jours après l'arrivée du rescrit n° 9, chez le duc de Richelieu pour lui dire tout ce que ce rescrit renferme d'agréable pour lui. Il y a été extrêmement sensible, et, après m'avoir prié d'en témoigner sa profonde reconnaissance à votre majesté, il fit la remarque qu'il désirait que les cours étrangères voulussent cependant bien avoir, en considération des grandes difficultés qu'elles ne pouvaient méconnaître, quelque indulgence pour lui. Il m'a montré au reste de nouveau à cette occasion le courage d'esprit si nécessaire à un homme d'état dans les graves circonstances actuelles, en me disant entre autres choses que la lutte était établie entre le génie du bien et le génie du mal. Au sujet des plénipotentiaires des cours étrangères, il me dit encore que nous ne pourrions mieux aider le gouvernement français qu'en n'en ayant pas l'air, parce que, la nation française étant la plus vaniteuse du monde, tout prétexte trouvé pour faire croire à une influence étrangère ne pourrait que nuire à la marche du ministère. Je lui répondis que je n'avais eu que trop d'occasions de remarquer le mal que l'on a su faire en attribuant une grande importance personnelle à l'un ou l'autre des ministres étrangers, et que toute ma conduite... devait lui avoir montré combien je partageais son opinion sous ce rapport. Il répliqua bien vite que ce qu'il disait ne m'était aussi nullement applicable, et que personne ne savait mieux apprécier que lui la sagesse et la prudence avec lesquelles le baron de Vincent et moi nous nous étions constamment conduits. J'ai vu, dans cet en-

tretien,... que le duc de Richelieu, sans supposer que le duc Decazes puisse un jour rentrer dans le ministère, le regarde cependant toujours comme un obstacle à une marche plus assurée et à une attitude égale du gouvernement français, particulièrement vis-à-vis des autres cours alliées... Je me suis aperçu malheureusement aussi que j'ai eu trop bonne opinion des réflexions que sir Charles Stuart semblait avoir faites sur sa position relative aux circonstances présentes... Il se prononce de nouveau, ne fût-ce même quelquefois qu'en haussant les épaules, contre le ministère et le système qu'il a adopté, et me trouvant hier soir... chez le duc de Richelieu, ce ministre me prit par le bras, et, en s'éloignant avec moi de la société, il me dit : « Pouvez-vous vous faire une idée de l'inconcevable conduite de sir Charles Stuart? Il semble non-seulement apprendre avec un certain plaisir les plus malheureux événemens, mais il vient, de l'air le plus indifférent, me dire même tout à l'heure, à moi, ministre d'un roi de la famille des Bourbons, qu'il était déjà question à Madrid d'un changement de gouvernement, et que l'archiduc Charles devait être appelé au trône d'Espagne. » Le duc de Richelieu ajouta que la nouvelle était évidemment fausse... J'ai tâché de calmer le duc de Richelieu,... mais j'avoue que si j'ai toujours considéré la présence de sir Charles Stuart à Paris, depuis le changement de ministère de la fin de 1818, comme un très grand inconvénient, je la considère à présent comme un véritable malheur. Un ambassadeur qui tient plus ou moins à l'opposition en Angleterre et qui se jette encore, de quelque manière que ce soit, dans une opposition qui menace l'existence même du gouvernement auprès duquel il est accrédité, ne peut que nuire à ce gouvernement et à l'intérêt général. Le général Pozzo nous avait déjà parlé plusieurs fois dans ce sens, mais j'ai cru jusqu'ici qu'il exagérait un peu, et que d'ailleurs, pour pouvoir continuer d'être médiateur entre lui et sir Charles Stuart, il fallait ne pas donner trop d'importance à ce qu'il me disait. Je crois cependant les circonstances présentes trop graves pour ne pas soumettre respectueusement à votre majesté l'opinion que les liens de la quadruple alliance me paraissent un peu relâchés, que les sentimens sur lesquels elle a été fondée sont bien les mêmes encore, mais que la direction uniforme qui lui donnait tant de force a commencé à manquer déjà depuis 1818, et qu'il serait nécessaire d'employer tous les moyens pour revenir aux principes de cette alliance et surtout à celui de sacrifier toutes les convenances particulières à l'intérêt général. Pour ce qui concerne l'influence du général Pozzo di Borgo sur les affaires intérieures de ce pays, elle est différente de celle qu'il exerçait jusqu'à la fin de 1818. Ce n'est qu'une influence d'opinion sur le système et la marche du gouvernement en général, que nous avons tous jusqu'à un certain point, suivant notre position personnelle et le degré de confiance que nous avons inspiré. Or, comme il est bien avec les royalistes depuis l'époque précitée et qu'il tâche de contribuer à l'affermissement du trône légitime, cette influence, pourvu qu'il continue à la faire remarquer aussi peu que possible, ne pourra qu'être utile à la bonne cause..... »

Le prince de Hardenberg envoya à lord Castlereagh une copie du rapport de M. de Golz. Comme on peut bien le penser, cette communication confidentielle fut entourée de tous les ménagemens, de toutes les précautions oratoires qui pouvaient empêcher qu'elle ne blessât

les susceptibilités, si faciles à éveiller, de l'orgueil britannique. Le prince, dans la lettre d'envoi, se hasardait à dire qu'à Madrid on avait cru que l'ambassadeur d'Angleterre, sir Henry Wellesley, n'avait pas été étranger à la révolution, qu'on s'était même permis d'en accuser le cabinet de Londres, que ces bruits transmis à Paris y avaient excité de vives inquiétudes, et que sir Charles Stuart les avait fort augmentées par ses propos. Celui-ci, ajoutait-il, avait surtout grandement mécontenté le gouvernement français en se prononçant avec une singulière vivacité contre la mission d'un agent diplomatique que ce gouvernement se disposait à envoyer auprès du roi d'Espagne pour essayer de le diriger dans la position terrible où il se trouvait placé, et en faisant parvenir à Madrid, par courrier extraordinaire, des avis tellement alarmans sur l'objet de cette mission, qu'une fermentation violente s'était manifestée parmi les révolutionnaires espagnols, et que la cour des Tuileries avait dû, par prudence, renoncer à son projet.

Lord Castlereagh, qui sans doute avait reçu de plusieurs côtés des avertissemens semblables sur l'attitude de son ambassadeur, se décida à le rappeler. Un des sous-secrétaires d'état des affaires étrangères, M. Hamilton, se rendit à Paris pour lui faire connaître les intentions du cabinet, et aussi pour prendre des informations précises sur ce qui s'était passé. Voici ce qu'il écrivait le 20 avril 1820 à lord Castlereagh :

« Votre seigneurie verra, par la lettre de sir Charles Stuart, en date d'aujourd'hui, jusqu'à quel point je me suis conformé à vos instructions sur la communication que j'avais à lui faire par rapport aux relations dans lesquelles il se trouvait à l'égard de la cour et des puissances alliées, et à l'opinion que le cabinet s'était faite de la convenance de prendre, pour la conduite des affaires de sa majesté en France, des arrangemens plus conformes aux vues du parti qui gouverne ce pays. Je craignais qu'il ne fût pas possible de lui exposer le jugement porté sur sa conduite par le gouvernement de sa majesté sans le blesser trop vivement; j'ai vu avec une grande satisfaction qu'il recevait cette communication dans le même esprit que j'avais eu ordre de la lui faire; il s'est contenté de déplorer la situation si difficile où il s'était trouvé placé depuis le commencement, et spécialement depuis qu'il avait cessé d'agir sous la direction du duc de Wellington. Il savait, m'a-t-il dit, qu'il avait des ennemis; il n'ignorait pas avec quelle activité on fabrique ici des anecdotes mensongères ou exagérées sur tout le corps diplomatique en général et sur lui particulièrement... — Quant à mon appréciation de sa conduite et de son langage, d'après le peu que j'ai vu de lui, je suis porté à penser qu'en plusieurs occasions il a manqué de précaution et même de prudence, mais je crois qu'il y a dans son fait plus de négligence et de laisser-aller que de méconnaissance de ses devoirs et des intentions de son gouvernement... Je ne lui en ai pas moins déclaré en termes très formels que votre décision est positive et que son ambassade finira l'été prochain... »

Sir Charles Stuart n'avait nulle envie, pour employer ses expressions, d'*aller planter ses choux à quarante ans*. Dans deux lettres confidentielles qu'il écrivit à lord Castlereagh, il essaya de se justifier. Il parla de tous les efforts qu'il avait faits pour rester en harmonie avec les représentans des autres cours. Il s'attacha à établir que ses dissentimens avec le général Pozzo n'avaient jamais eu la gravité qu'on supposait, et que même, depuis l'année précédente, ils avaient presque cessé. Il atténua autant que possible l'intimité de sa liaison avec M. Decazes, donnant à entendre que ce ministre avait bien pu chercher à en exagérer l'apparence, pour se faire une arme contre ses nombreux adversaires de l'approbation et de l'appui du gouvernement anglais. Il protesta qu'il avait toujours considéré comme un de ses premiers devoirs celui de rester en dehors des partis qui divisaient la France, et d'appuyer également tous les ministres appelés par la confiance du roi. Il raconta enfin qu'au moment de la retraite de M. Decazes, il l'avait prié d'informer M. de Richelieu de son intention d'entretenir avec le nouveau cabinet les relations les plus cordiales, que malheureusement M. Decazes, malade ou distrait par d'autres préoccupations, avait négligé de s'acquitter de cette commission, que cet oubli n'avait pas peu contribué aux fâcheux malentendus qui avaient eu lieu, mais que maintenant tout était expliqué, et que M. de Richelieu se montrait pleinement satisfait. On voit que sir Charles Stuart tenait beaucoup à conserver sa position diplomatique, et que tous les argumens lui semblaient bons pour atteindre ce but. Ses efforts ne furent pas infructueux. Non-seulement il ne fut pas rappelé dans le courant de l'été suivant, mais il conserva son ambassade pendant dix ans encore, sauf une courte interruption, — et le gouvernement français n'eut pas toujours à s'en féliciter.

Ce qui m'a engagé à m'étendre sur cet incident, c'est que les procédés de sir Charles caractérisent assez bien l'attitude que prennent trop souvent les agens britanniques dans les pays que leur situation intérieure expose à subir l'intervention de l'étranger, c'est que l'action personnelle et passionnée qu'il s'arrogeait, quoi qu'il en pût dire, en dépit des intentions de son gouvernement, est un fait peu rare dans la diplomatie anglaise. A tort ou à raison, on a quelquefois reproché à d'autres gouvernemens de ne pas soutenir suffisamment leurs agens compromis dans des entreprises difficiles et délicates, on le leur a imputé à faiblesse. L'Angleterre a d'habitude un tort tout opposé, mais qui, à mon avis, n'est pas, à beaucoup près, une preuve d'énergie : elle ne sait pas désavouer ceux de ses envoyés qui, sans instructions et par la seule impulsion d'un zèle exagéré, se sont jetés dans des tentatives contraires à la politique

autant qu'à la justice, mais conformes, ne fût-ce qu'en apparence, aux intérêts et aux préjugés du pays.

Cependant le gouvernement français, appuyé par les vœux de tous les autres gouvernemens, poursuivait contre l'opposition libérale et l'opposition révolutionnaire, désormais coalisées, une lutte dont le résultat semblait encore fort douteux. De part et d'autre, l'attitude et le langage avaient atteint le dernier degré de violence. On se croyait arrivé à un de ces momens de crise qui décident du sort des sociétés. Le duc de Richelieu écrivait à lord Castlereagh : « Il s'agit de la cause la plus sainte, celle de l'ordre social et de l'humanité, et cette grande considération est bien faite pour donner du courage. Nous sommes tous plus ou moins sur la brèche, milord, et je ne vois plus pour les nations comme pour les gouvernemens qu'un grand intérêt qui leur est commun à tous, celui de s'opposer à l'invasion de l'anarchie, qui s'avance pour détruire la civilisation. Si, comme je l'espère, les grandes puissances restent étroitement unies, il y a encore des ressources, et j'espère que nous ne succomberons pas dans la lutte que nous soutenons. »

J'ai déjà dit que la réforme de la législation électorale était le champ de bataille sur lequel devait se livrer le combat décisif. L'Europe entière attendait avec anxiété l'issue de ce combat, qui occupa tout le mois de juin 1820. La chambre des députés était partagée en deux camps presque absolument égaux. Après de prodigieux efforts d'éloquence, après de nombreuses péripéties mêlées de ce qu'on aurait pu appeler des *émeutes parlementaires* auxquelles répondaient du dehors des émeutes d'étudians et d'ouvriers qu'il fallut réprimer par l'emploi de la force, une sorte de compromis termina enfin la *bataille des élections*, nom qu'on donna alors, non sans raison, à cette grande crise. Le ministère, qui une fois déjà avait changé son premier projet, consentit encore à abandonner celui qui rencontrait une si vive résistance, et les doctrinaires, se séparant de leurs dangereux alliés, assurèrent par leur concours l'adoption d'une loi qui, dans leur manière de voir, laissait des chances d'avenir à l'opinion libérale, bien qu'elle donnât de grands avantages au parti opposé et qu'elle lui ménageât pour le moment un triomphe à peu près certain. Les révolutionnaires, voyant ainsi échapper de leurs mains l'arme avec laquelle ils avaient cru pouvoir préparer *légalement* la chute du trône, recoururent à d'autres moyens. Une conspiration militaire, qui avait des ramifications dans la garde royale et qui comptait des adhérens dans les hauts rangs de l'armée, fut découverte au moment où elle allait éclater. Les accusés furent traduits devant la cour des pairs, qui, après une longue procédure, mit en liberté la plupart d'entre eux, et ne prononça contre les autres que

des peines assez peu graves. Le premier effet de ce complot n'en fut pas moins, comme à l'ordinaire, de discréditer le parti qui l'avait formé et de fortifier le pouvoir. Les élections qui eurent lieu peu de temps après, sous l'empire de la loi récemment votée, donnèrent à l'opinion monarchique une immense majorité, et dans cette majorité la proportion des ultra-royalistes était assez considérable pour que les ministres pussent prévoir qu'ils auraient bientôt à compter avec eux. Ils durent en effet, dès ce moment, admettre leurs deux chefs principaux, MM. de Villèle et Corbières, à faire partie du conseil, bien que sans portefeuille.

A la fin de cette année, que la mort du duc de Berri avait ouverte sous de si sombres auspices, le trône semblait donc affermi en France, et la cause de la monarchie n'y paraissait plus menacée que par les exagérations de ses défenseurs.

III.

Le gouvernement britannique, sans courir à beaucoup près d'aussi grands dangers, s'était vu aussi en butte aux attaques factieuses du radicalisme. L'Écosse et l'Irlande avaient été agitées par des troubles sérieux qui prenaient leur source dans des griefs particuliers et locaux, mais auxquels l'esprit de faction n'était nullement étranger. A Londres même, quelques misérables qui portèrent leur tête sur l'échafaud avaient projeté l'assassinat des ministres comme le premier acte d'un bouleversement général. La répression assez facile de ces désordres, de ces attentats, le dégoût qu'ils inspiraient à la nation presque entière, ne pouvaient manquer de tourner pour le moment à l'avantage du pouvoir. Sa majorité dans le parlement en devint plus ferme et plus compacte. Lord Castlereagh était plein d'espoir. « Les fonds du radicalisme sont à présent bien bas, écrivait-il au prince de Hardenberg; le parti loyalement dévoué à la monarchie a repris supériorité et confiance... Quoi qu'en puissent dire nos réformistes, la voix du parlement est encore en elle-même toute-puissante dans ce pays, lorsqu'elle se prononce d'une manière non équivoque. » Quelque temps après, il écrivait au prince de Metternich : « Votre altesse remarquera bien que nous avons fait d'immenses progrès contre le radicalisme; le monstre vit encore et se montre sous des formes nouvelles, mais nous ne désespérons pas de l'écraser avec le temps et à force de persévérance. »

Ce que lord Castlereagh ne prévoyait pas, c'est que les victoires mêmes que le gouvernement remportait sur les révolutionnaires hâteraient le moment où le pouvoir devait enfin sortir des mains des purs tories qui le détenaient depuis près de quinze ans. Leurs doctrines arriérées et anti-libérales n'étaient plus en rapport avec l'état

des esprits. La guerre étrangère, puis les menaces et les agressions radicales les avaient fait supporter, parce que dans ces grandes épreuves ils s'étaient montrés les champions toujours énergiques et dévoués, sinon toujours habiles, de la cause du pays et de celle de l'ordre. L'Angleterre, une fois sortie de ces terribles luttes, devait appeler bientôt à la direction de ses affaires des hommes plus éclairés, plus accessibles aux idées nouvelles, moins absolument, moins aveuglément attachés au maintien d'anciens abus désormais sans justification possible et même sans excuse.

Un événement qui causa en Angleterre et dans tout le monde civilisé le plus déplorable scandale ne contribua pas peu au discrédit qui commençait dès lors à s'attacher à une administration longtemps si puissante et encore environnée au dehors d'une si grande considération. Je veux parler du procès de la reine Caroline, que son mari, le nouveau roi George IV, traduisit devant la chambre des lords sous une accusation d'adultère. On sait comment échoua cette accusation, on sait avec quelle passion extravagante l'opposition et la grande majorité du peuple anglais prirent la défense d'une femme que l'on voulait croire innocente parce qu'elle était persécutée, parce que celui qui la dénonçait à la vindicte publique avait eu le premier envers elle des torts impardonnables. Personne n'ignore que les ministres avaient d'abord essayé de prévenir le honteux procès dont ils ne pouvaient méconnaître les inconvéniens. On voit, par une lettre confidentielle de lord Castlereagh à son frère, l'ambassadeur auprès de la cour de Vienne, que le roi fut sourd à toutes leurs remontrances. Il leur déclara par écrit que la persistance de leur refus de consentir à ce qu'il désirait n'aurait d'autre effet que de l'obliger à choisir de nouveaux conseillers, et que, s'il ne pouvait en trouver qui se prêtassent à ses vues, il se retirerait en Hanovre. Un moment le ministère se considéra comme dissous. Le roi se laissa pourtant persuader de consentir à des propositions qui, si la reine les eût acceptées, auraient empêché un éclat; mais cette malheureuse princesse n'ayant voulu entendre à aucune transaction, les ministres ne crurent pas pouvoir refuser plus longtemps au roi le concours qu'il leur demandait. L'opinion publique jugea sévèrement cet acte de condescendance, elle ne voulut y voir que la preuve d'un désir immodéré de garder le pouvoir, et peut-être ne tint-elle pas assez compte des difficultés très réelles de la situation. Les esprits, absorbés pendant plusieurs mois en Angleterre par ce triste conflit, semblèrent pour un moment perdre de vue les grands événemens qui se passaient dans le midi de l'Europe, et qui devaient apporter des modifications si considérables aux relations établies entre les puissances depuis 1815.

J'ai déjà parlé de la révolution d'Espagne. Un des résultats de

cette révolution, qui ne se produisit pas instantanément, mais qui de prime abord se laissa entrevoir, fut de faire passer dans l'ordre des faits ce que le congrès d'Aix-la-Chapelle avait posé en principe, — l'admission de la France au nombre des grands états appelés à délibérer sur tous les intérêts principaux de l'Europe. Il était évident en effet qu'à raison de la position topographique de l'Espagne, aucune mesure ne pourrait être prise à l'égard de ce pays sans la participation du gouvernement français.

Par un de ces pressentimens qui bien souvent devancent la réalité, que les politiques à vue courte repoussent avec dédain, mais que l'événement finit par justifier parce qu'ils sont fondés sur une appréciation instinctive de la nature des choses, le public comprit dès le premier moment que la France était destinée à devenir l'adversaire du nouveau régime établi à Madrid, et l'Angleterre à en être la protectrice. Rien pourtant dans les dispositions des deux cabinets ne semblait encore justifier cette prévision. Le ministère sincèrement constitutionnel qui gouvernait la France, loin de vouloir restaurer le despotisme qui venait de succomber au-delà des Pyrénées, n'aspirait qu'à voir la révolution se modérer, se réformer elle-même par des moyens pacifiques et réguliers, qui donnassent des garanties aux libertés publiques comme à la dignité royale. Tous ses conseils étaient dirigés dans ce sens; malheureusement ces conseils ne plaisaient ni à un roi uniquement désireux de recouvrer sa toute-puissance, ni à des partis passionnés et défians, et les constitutionnels exaltés les repoussaient comme une inspiration de l'absolutisme, tandis que les libéraux plus sages n'avaient pas le courage de les accepter. De son côté, le cabinet tory qui gouvernait l'Angleterre n'avait certes pas applaudi à la résurrection de la folle constitution de 1812, il s'étonnait des accusations qui le présentaient comme ayant contribué à la rétablir et de la créance qu'elles paraissaient trouver à Paris; mais en même temps qu'il s'indignait de cette injustice, sa jalousie naturelle de tout ce qui pouvait rendre quelque action à la France, surtout dans la Péninsule, le portait à accueillir lui-même les bruits répandus sur les prétendues manœuvres dirigées par la cour des Tuileries contre les libertés castillanes. Il devenait ainsi, presque sans s'en apercevoir, le confident, l'allié des révolutionnaires espagnols, de même que le gouvernement français, malgré ses protestations alors parfaitement sincères, commençait à apparaître aux absolutistes comme un auxiliaire et un libérateur. Ce n'étaient encore que des symptômes et des apparences; mais que la révolution victorieuse fît de nouveaux progrès dans la voie du jacobinisme, que la conduite des affaires étrangères de l'Angleterre passât dans les mains d'un homme d'état moins conservateur que lord Castlereagh, que les ministres français cédassent la place aux chefs du parti ultra-royaliste, qui se

déclarait hautement contre le libéralisme espagnol, il était facile de prévoir ce qui arriverait.

Les événemens de Madrid avaient produit une très forte impression sur l'empereur Alexandre. L'exemple d'une révolution militaire dictant la loi au souverain devait effrayer un prince qui, tout en proclamant sans cesse les vues d'une philanthropie libérale, n'avait jamais dissimulé qu'il comptait beaucoup, pour en assurer le succès, sur l'appui de ses huit cent mille baïonnettes. Il était alors possédé au plus haut degré de la manie de gouverner l'Europe au moyen d'une sorte de congrès permanent dans lequel il comptait bien jouer le premier rôle, et tout récemment il avait eu l'idée de transformer le traité de la sainte-alliance en un traité de garantie générale entre tous les états européens. En apprenant la révolution espagnole, non content de répondre à la notification officielle que lui en fit l'envoyé du cabinet de Madrid par l'expression d'un blâme formel, il proposa aux grandes cours d'établir une conférence où leurs plénipotentiaires se seraient concertés sur la ligne de conduite qu'il convenait de suivre à l'égard de cette révolution. Sa proposition ne fut pas acceptée : partout, à Londres et à Paris comme à Vienne et à Berlin, on la jugea inopportune et compromettante. Le cabinet de Londres surtout se prononça fortement contre cette tendance à exagérer le principe de l'alliance et à le généraliser au point d'en faire une source d'embarras pour un pays constitué comme l'Angleterre; il exprima l'opinion que les gouvernemens devaient chercher leurs moyens de sûreté contre les dangers d'une révolte militaire dans des précautions et des améliorations administratives et non pas dans de vaines délibérations sur des faits que l'éloignement mettait en quelque sorte hors de leur portée. On craignait d'ailleurs d'augmenter les dangers de la royauté espagnole en irritant les révolutionnaires par des démarches qui sembleraient présager une intervention. L'empereur Alexandre, repoussé ainsi de tous côtés, dut renoncer à son projet.

Les troubles intérieurs de l'Espagne ne pouvaient en réalité affecter que la France, le seul des grands états continentaux dont le territoire fût contigu à celui de la Péninsule, et ni la France ni l'Angleterre n'étant alors en disposition d'y intervenir matériellement, aucune des autres puissances ne pouvait y penser, aucune même n'y avait un véritable intérêt. Cette considération s'appliquait à plus forte raison au Portugal, où éclata bientôt un mouvement semblable. Dans ces deux royaumes, la révolution avait d'ailleurs des causes locales, elle alléguait des griefs qui permettaient de se faire illusion sur sa portée et sur les liens qui la rattachaient aux grandes questions européennes. La crise qu'on vit éclater à Naples au commencement du mois de juillet se présentait dans d'autres conditions. Là, comme le remarquait l'envoyé d'Angleterre, sir William

A'Court, homme de beaucoup d'esprit et de sagacité, bien que fort peu libéral, l'insurrection qui aboutit à la promulgation de la constitution espagnole, devenue le *palladium* de la démagogie, n'avait été nullement provoquée par les fautes et les excès du pouvoir.

« La proclamation des insurgés, disait-il, n'essaie pas même de jeter l'ombre d'un blâme sur le gouvernement existant. Une réduction à moitié de l'impôt du sel est le seul avantage qu'ils promettent au peuple. En fait, il serait difficile de trouver un sujet de blâme. Ce royaume n'avait jamais connu un gouvernement aussi paternel et aussi libéral. Plus de sévérité, moins de confiance, eussent amené un résultat différent... L'esprit de secte et la défection inouie d'une armée bien payée, bien vêtue, et qui ne manquait de rien, ont causé la ruine d'un gouvernement vraiment populaire... Un royaume qui avait atteint le plus haut degré de prospérité et de bonheur sous le plus doux des gouvernemens, et qui n'était nullement surchargé d'impôts, s'est écroulé devant une poignée d'insurgés qu'un demi-bataillon de bons soldats aurait écrasés en un moment!... Je crains que cela n'aboutisse à des scènes de meurtre et de confusion universelle. Il ne faut pas nous tromper, la constitution est le mot d'ordre dont on fait usage; mais ce qui est arrivé n'est rien moins que le triomphe du jacobinisme : c'est la guerre des pauvres contre la propriété. On a appris aux basses classes à connaître leurs forces... »

Le tableau que traçait sir William A'Court était un peu chargé; mais ce qu'on ne pouvait mettre en doute, c'est que la révolution de Naples n'était qu'un des chaînons d'un vaste complot formé par le *carbonarisme* pour accomplir ce qu'on appelait la délivrance de l'Italie, c'est-à-dire pour détruire l'influence du cabinet de Vienne dans cette péninsule et pour éloigner les forces autrichiennes du territoire lombardo-vénitien. Les démocrates et les libéraux étaient d'accord pour ce résultat; beaucoup d'hommes monarchiques y tendaient même avec eux. Une conspiration venait d'être découverte à Milan, et l'on savait qu'à Turin ces aspirations hardies à l'unité italienne trouvaient d'autant plus de faveur, surtout dans la jeune noblesse et dans l'armée, que bien des gens se flattaient de l'espoir de voir l'unité ainsi rêvée se réaliser au profit du gouvernement sarde.

Une révolution qui se présentait avec de tels caractères n'était évidemment pas un fait local. Elle menaçait incontestablement la paix de l'Europe, puisqu'on ne pouvait exiger que l'Autriche restât inactive en présence des projets formés contre sa puissance. Aussi faisait-elle déjà des préparatifs militaires qui ne laissaient aucun doute sur ses intentions. Les gouvernemens alliés comprirent donc que cette fois il y avait lieu à une délibération commune. Sur la demande de la Russie, et bien que l'Autriche et l'Angleterre eussent préféré s'en abstenir, il fut décidé qu'un congrès se réunirait à Troppau en Silésie. Comme à Aix-la-Chapelle, les deux empereurs et le roi de Prusse

durent s'y rendre en personne; mais la France et l'Angleterre, au lieu de s'y faire représenter par leurs ministres des affaires étrangères, se bornèrent à y accréditer des ambassadeurs. En attendant les résultats de ce congrès, les cabinets se refusèrent à reconnaître le nouveau gouvernement de Naples et à recevoir ses envoyés.

Tout le monde était d'accord sur un point : c'est que l'état de choses créé à Naples par la révolution ne pouvait subsister sans de grandes modifications; mais quant à l'étendue des changemens nécessaires et à la manière de les préparer, la divergence des vues était complète.

La France désirait que l'informe constitution adoptée par les révolutionnaires triomphans pût être ramenée aux proportions de notre charte; elle ne croyait pas impossible d'y arriver par la voie des négociations, en s'entendant sur les lieux avec le parti modéré, dont les vœux étaient évidemment dans ce sens, qui comptait dans son sein tous les hommes éclairés du pays, mais dont elle ne comprenait pas suffisamment la faiblesse. Elle espérait par là prévenir l'intervention armée de l'Autriche dans la Basse-Italie, soustraire ce beau pays à sa pesante domination, peut-être préparer le reste de la péninsule au degré d'indépendance et de liberté qu'il lui était permis d'atteindre sans troubler la paix européenne et sans violer les traités. Ces dispositions étaient aussi de tout point celles de l'empereur Alexandre, encore animé à cette époque de sentimens très hostiles à l'Autriche, et avec qui l'envoyé français à Saint-Pétersbourg, M. de La Ferronnays, entretenait des relations intimes qui inquiétaient les cabinets de Vienne et de Londres.

Le cabinet autrichien voulait à tout prix détruire le régime démocratique qui venait de surgir à Naples, et il désirait pouvoir le faire avec l'assentiment et l'appui moral des autres puissances; mais il ne se souciait en aucune façon de substituer à ce régime un système de liberté raisonnable qui, ayant plus de chances de durée et de succès, aurait été beaucoup plus menaçant pour son établissement et son ascendant en Italie, essentiellement fondés sur le maintien du pur absolutisme. Cinq ans auparavant, en replaçant les Bourbons sur leur trône après la chute de Murat, il leur avait interdit, par une stipulation secrète, de changer sans son consentement les institutions du pays. Il n'osait se prévaloir formellement d'une telle clause, dont la révélation eût produit un fâcheux effet; mais il comptait bien, d'une manière ou de l'autre, en conserver le bénéfice.

Je ne parle pas de la Prusse, condamnée alors, par les embarras de sa position intérieure, à suivre docilement, dans toutes les questions générales, les erremens de la politique autrichienne. Quant à celle du cabinet de Londres, je ne saurais mieux en donner l'idée

qu'en insérant ici la plus grande partie d'une lettre écrite par lord Castlereagh à son frère, lord Stewart, le 16 septembre 1820, et destinée à lui servir d'instructions confidentielles dans les conférences du congrès.

« ... Avec tout le respect et l'attachement que je porte au système de l'alliance tel qu'il a été réglé par les arrangemens d'Aix-la-Chapelle, je douterais de la prudence, ou, en réalité, de l'efficacité d'une application positive de ses formes et de ses prescriptions dans l'occasion actuelle. Si le danger existant provenait d'une violation évidente des stipulations de nos traités, une réunion extraordinaire des souverains et de leurs cabinets serait indubitablement une mesure de bonne politique; mais alors que le danger provient de convulsions intérieures d'états indépendans, la convenance de hasarder une telle démarche est beaucoup plus contestable, et quand nous nous rappelons à quels funestes malentendus, à quelle irritation populaire ont donné naissance, dans les premiers temps de la précédente guerre révolutionnaire, les conférences de Pilnitz et la déclaration du duc de Brunswick, nous sommes portés à en conclure que tout ce qu'on pourra faire pour la sûreté générale contre les mouvemens insurrectionnels de soldats conspirateurs et rebelles ne devra être entrepris qu'après une mûre délibération, de la manière la mieux calculée pour ne fournir aucun aliment aux calomnies et aux passions, comme aussi pour justifier aussi pleinement que possible les dispositions auxquelles on s'arrêtera par une nécessité locale et spécifique résultant du cas particulier. J'espère donc que l'empereur de Russie voudra bien renfermer la portée des entrevues de Troppau dans les limites prudentes que propose son allié l'empereur d'Autriche, et que tout ce qu'on pourra faire dans ce cas particulier sera fait sans hasarder de déclarations contenant des engagemens universels qu'il serait impossible de tenir... Des dissertations sur des principes abstraits ne serviraient de rien aujourd'hui, si on ne les soutenait pas... Autant que j'ai pu en juger par l'examen du mémoire que le ministre autrichien a soumis à nos réflexions, il me semble que ce mémoire touche à peine la question véritable. Il affirme en fait la captivité du roi de Naples, et il propose de fonder sur ce fait un engagement aveugle qu'aucun gouvernement responsable ne saurait contracter... La substance de ce document se trouve dans la série de propositions... par laquelle il se termine. En les joignant aux préparatifs... de l'Autriche, et à sa volonté bien connue d'envoyer une armée dans le royaume de Naples pour la délivrance du roi et la destruction de l'ordre de choses existant, il ne peut y avoir aucun doute que les propositions dont il s'agit, si on les acceptait, équivaudraient en substance à la formation d'une ligue hostile de la part des cinq puissances contre le gouvernement de fait de Naples. Si toutes sont engagées à ne le reconnaître que d'un commun consentement, si la force, dans le cas où elle serait nécessaire, doit être employée pour le renverser, toutes deviennent parties principales dans la guerre, non-seulement moralement, mais en droit, bien qu'il puisse arriver que toutes ne prennent pas les armes pour l'accomplissement de la résolution arrêtée en commun. Or c'est là un concert dans lequel le gouvernement britannique ne peut pas entrer : 1° parce qu'il se lierait par là à des

engagemens qu'il ne peut pas contracter sans mettre toute l'affaire devant le parlement; 2° parce qu'il résulterait de ce concert une ligue qui, à un moment quelconque, pourrait l'obliger à recourir à la force; 3° parce qu'une telle conduite ne pourrait se concilier avec les principes de la neutralité qu'il a cru devoir prescrire à sir William A'Court, en vue de la sûreté de la famille royale de Naples. »

Lord Castlereagh continuait, dans le cours de cette lettre, à exposer ses objections contre la proposition autrichienne; il faisait remarquer que si l'action de l'Autriche contre les révolutionnaires s'exerçait au nom d'une ligue qui par cela même en serait responsable, cette responsabilité aurait pour conséquence nécessaire d'obliger le commandant des forces impériales à n'agir que sous la direction d'un conseil de ministres de l'alliance résidant au quartier-général, chose cependant tout à fait impraticable. Une telle ligue, suivant lui, n'obtiendrait jamais l'approbation du parlement, dont le gouvernement autrichien deviendrait en quelque sorte justiciable pour tous les actes qu'il ferait en vertu de cette alliance. Ces objections, ajoutait-il, étaient insurmontables à raison de la nature du gouvernement anglais, mais on pourrait les éviter en suivant une autre marche dont il développait les principes et les détails. Bien que la révolution de Naples ne constituât pas précisément un de ces cas d'intervention prévus par les traités qui avaient fondé la grande alliance, on s'accordait à reconnaître qu'elle recelait de grands dangers pour l'Europe et qu'elle donnait aux peuples de détestables exemples, étant l'œuvre d'une révolte militaire et d'une secte qui tendait à bouleverser tous les états de l'Italie pour les réunir en un seul. Néanmoins ces dangers atteignaient d'une manière si inégale les puissances alliées, qu'ils n'exigeaient et ne justifiaient pas de leur part les mêmes mesures. L'Autriche, par exemple, pouvait se croire obligée à des mesures extrêmes et immédiates sans que l'Angleterre se sentît assez directement, assez immédiatement menacée pour qu'une intervention de sa part fût autorisée par les principes qui pouvaient être soutenus devant le parlement. Il n'était donc pas possible que les deux gouvernemens s'unissent pour assumer une responsabilité commune. L'Autriche pouvait agir pour son compte après avoir pris confidentiellement les avis de ses alliés pour s'assurer qu'ils ne la désapprouvaient et qu'ils ne la désavoueraient pas, mais elle ne pouvait agir que sous sa propre responsabilité et non pas en leur nom. Pour obtenir d'eux cet assentiment ou cette approbation, elle devait leur prouver qu'elle n'agissait pas dans des vues d'agrandissement, qu'elle ne recherchait pas en Italie une suprématie inconciliable avec les traités, qu'elle n'avait en vue que sa propre défense, et qu'elle ne demanderait à Naples d'autres sacrifices que l'entretien de l'armée destinée

à occuper le pays. « Nous désirons, disait encore lord Castlereagh, laisser à l'Autriche toute sa liberté d'action, mais nous réclamons aussi la nôtre. Il est dans l'intérêt de l'Autriche que nous gardions cette position : elle nous permet, dans le parlement, de considérer et par conséquent de respecter les mesures qu'elle prendra comme des actes d'un gouvernement indépendant, doctrine que nous ne pourrions soutenir, si nous participions à ces actes. »

L'étendue de cette lettre, dont je me suis borné à indiquer les points principaux, prouve combien les idées qui y sont développées préoccupaient lord Castlereagh. On peut la résumer ainsi : le cabinet de Londres ne voulait pas s'associer à des déclarations de principes ni entrer formellement dans des arrangemens qui eussent été difficiles à défendre devant les chambres anglaises, mais il approuvait les projets de l'Autriche, il en désirait le succès; il était même disposé, moyennant certaines précautions de forme, à y contribuer par son appui moral, et en faisant ainsi valoir la convenance de ménager une certaine liberté d'action au cabinet de Vienne, il donnait assez à comprendre qu'il n'entendait pas le chicaner sur la nature du régime qu'il établirait à Naples après y avoir renversé la constitution démocratique.

Nous avons vu que les intentions du gouvernement français étaient bien plus libérales; il eut un moment l'espérance de les faire prévaloir. D'une part, il se faisait quelque illusion sur les dispositions du cabinet de Londres, et ne pouvait le croire aussi enclin à abandonner d'une manière absolue la cause constitutionnelle; de l'autre, il comptait sur les sentimens qu'avait manifestés jusqu'alors l'empereur Alexandre, et dont, peu de jours avant l'ouverture du congrès de Troppau, ce prince renouvelait encore l'assurance à un agent français qu'on lui avait envoyé à Varsovie, où il était venu assister à la seconde session de la diète polonaise. Le comte Capodistrias, qui passait pour son ministre le plus confidentiel, s'exprimait en toute occasion dans le même sens, et le langage des envoyés russes qui recevaient de lui leurs inspirations semblait ne laisser aucun doute sur l'attitude qu'allait prendre le cabinet de Saint-Pétersbourg. Substituer à Naples à la constitution des cortès une charte à la fois libérale et monarchique, arriver à ce résultat par la médiation de la France et écarter ainsi l'intervention autrichienne, tel semblait être le but que la France et la Russie allaient poursuivre de concert dans le congrès qui s'ouvrait à la fin d'octobre 1820.

Malheureusement l'esprit de l'empereur Alexandre, déjà ébranlé par la révolution espagnole, par la conspiration militaire qu'on venait de découvrir à Paris, et par les craintes qu'elle lui fit concevoir sur la stabilité du gouvernement français, reçut en ce moment même un nouveau choc de deux incidens survenus dans ses propres états.

A Varsovie, la diète se jeta avec un emportement insensé dans une voie d'opposition systématique qui devait singulièrement blesser un prince aussi absolu dans ses volontés que libéral jusqu'alors dans ses doctrines. A Saint-Pétersbourg, des mécontentemens particuliers firent éclater dans un des régimens de la garde une sédition qui n'avait certes aucun rapport avec les révoltes de la soldatesque espagnole ou napolitaine, et qui fut bientôt réprimée, mais qui ne pouvait manquer d'humilier, d'irriter, d'effrayer même un souverain habitué à compter avant tout sur la force et le dévouement de ses armées.

C'est sous l'influence de ces impressions que l'empereur de Russie arriva à Troppau. M. de Metternich profita avec une merveilleuse habileté de la disposition nouvelle où elles l'avaient jeté. La tâche que le ministre autrichien se proposait n'était rien moins qu'aisée. Des griefs personnels existaient depuis longtemps entre l'empereur et lui; il fallait les effacer. Il fallait non-seulement changer les convictions déjà affaiblies qui avaient jusqu'alors dirigé la conduite d'Alexandre, mais lui en faciliter l'abandon en désintéressant son amour-propre, en lui ménageant la transition, en lui persuadant que, par des moyens nouveaux que rendaient nécessaires des circonstances nouvelles aussi, c'était toujours vers le même but qu'il marchait; il fallait l'éloigner peu à peu de la France, vers laquelle se reportaient sans cesse ses penchans et ses souvenirs, en la lui montrant toujours dominée ou menacée par l'esprit révolutionnaire et gouvernée par des hommes qui manquaient de la résolution ou tout au moins de la force indispensable pour le combattre franchement. Il fallait enfin, au moment où le puissant souverain du Nord commençait à se détacher du grand but auquel il avait jusqu'alors aspiré, celui de faire prévaloir partout les principes et les institutions du libéralisme, lui en présenter un autre non moins propre à occuper et à remplir son imagination comme à satisfaire son orgueil et sa conscience, — la société européenne et chrétienne à sauver des attaques du jacobinisme par le sacrifice de tous les intérêts, de toutes les préventions, de tous les dissentimens. M. de Metternich, je le répète, fit preuve en cette conjoncture d'une prodigieuse habileté. Pour mieux réussir à changer les idées de l'empereur, il feignit de renoncer aux siennes. Il affecta de reconnaître humblement qu'Alexandre seul avait bien compris la situation, lorsqu'il avait proposé à ses alliés de se concerter sur les affaires d'Espagne, et que le cabinet de Vienne, en s'y refusant, avait commis une grande erreur.

Ces artifices obtinrent un plein succès. Vainement l'envoyé français, M. de La Ferronnays, essaya-t-il de les déjouer en rappelant les assurances si récemment données à son gouvernement; M. de Metternich, puissamment aidé par M. de Nesselrode, qui commença

dès lors à prendre un ascendant décidé sur son brillant et aventureux rival Capodistrias, parvint très promptement à établir entre les cours de Russie, d'Autriche et de Prusse, un concert dont la France et l'Angleterre se trouvèrent exclues, parce qu'en réalité il n'eût pas été possible à des gouvernemens constitutionnels d'y prendre part. Le 19 novembre, les plénipotentiaires des trois cours signèrent un protocole préliminaire qui posait, en style mystique et doctrinal, le principe d'une sorte d'excommunication politique contre les états où une révolution viendrait à dominer, qui reconnaissait à l'alliance le droit d'intervenir même par la force pour la réprimer, et décrétait, au nom de cette alliance, l'occupation militaire du royaume de Naples.

Je ne raconterai pas en détail les nombreux incidens du congrès de Troppau et de celui de Laybach, qui en fut la continuation. On sait comment, sur l'invitation des souverains alliés, le vieux roi de Naples se rendit auprès d'eux à Laybach, comment, après avoir promis à ses sujets de défendre dans le congrès l'indépendance et la constitution du pays, il s'empressa, dès qu'il fut arrivé sur le sol étranger, de désavouer ses promesses et de donner une pleine adhésion aux volontés des puissances absolutistes, comment enfin, le gouvernement révolutionnaire de Naples ayant refusé de se soumettre à ces volontés que l'Autriche lui avait fait notifier dans des formes assez blessantes pour ne laisser aucune chance à la conciliation, une armée de quatre-vingt mille Autrichiens fut dirigée, au nom des cours de Vienne, de Saint-Pétersbourg et de Berlin, vers le territoire napolitain.

Les intentions modérées et généreuses du cabinet des Tuileries se trouvaient ainsi complétement paralysées. Tout avait tourné contre lui, — et la défection imprévue de l'empereur Alexandre, et le désaccord qui s'était manifesté entre les plénipotentiaires du roi au congrès, et, ce qui explique ce désaccord, les dissentimens qui existaient en France sur la grande question du moment, non-seulement entre le gouvernement et l'opposition libérale, qui eût voulu qu'on défendît les armes à la main la révolution napolitaine, mais entre ce même gouvernement et le parti ultra-royaliste, qui l'accusait de ne pas se joindre à l'Autriche pour la combattre. Ainsi contrarié et desservi de tous les côtés, n'ayant que le choix des périls et des obstacles, le ministère de Louis XVIII continua pourtant jusqu'au dernier moment à faire tout ce qui dépendait de lui pour modérer les résolutions extrêmes, pour maintenir, au moins en apparence, l'union des grandes cours que l'Autriche venait de rompre avec tant d'artifice et pour arrêter l'empereur Alexandre sur la pente où on le poussait. Les ménagemens, la circonspection que lui imposait une situa-

tion si délicate ne pouvaient manquer de le faire accuser d'indécision et de faiblesse. L'attitude de l'Angleterre paraissait plus nette, ce qui ne veut pas dire, à beaucoup près, qu'elle fût aussi franche et aussi bienveillante. Le cabinet de Londres, plus que résigné à la destruction de la liberté napolitaine et à l'établissement de la suprématie autrichienne en Italie, ne se préoccupait que d'une seule pensée, celle de mettre à couvert sa responsabilité parlementaire; représentant d'un gouvernement dont l'origine se rattachait à la révolution de 1688, il ne voulait pas qu'on pût lui reprocher d'avoir laissé énoncer sans contradiction des doctrines qui condamnaient et flétrissaient toutes les révolutions. Dans une communication adressée à l'Autriche immédiatement après le protocole du 19 novembre, lord Castlereagh n'avait pas craint de revendiquer pour les peuples le droit de modifier leurs institutions et même de déposer leurs rois, lorsqu'ils attaquaient les libertés publiques. Plus tard, les cabinets d'Autriche, de Prusse et de Russie ayant envoyé à leurs légations respectives une dépêche dans laquelle ils affectaient de ne pas douter du consentement des cours de Paris et de Londres aux mesures qu'ils venaient d'arrêter, lord Castlereagh s'empressa de protester, par une circulaire qui ne tarda pas à être rendue publique, non-seulement contre cette assertion, mais contre le principe même du droit d'intervention que s'arrogeaient les trois cours; il déclara que ce principe était contraire à l'indépendance des peuples, dès lors qu'on prétendait le faire dériver d'une théorie générale sur les révolutions, bien qu'il reconnût à chaque gouvernement en particulier *le droit d'intervenir là où sa sûreté immédiate ou ses intérêts seraient sérieusement compromis par les actes domestiques d'un autre état.*

On peut caractériser ainsi la politique de la France et de l'Angleterre dans cette grande occurrence. — La France, sans approuver les principes posés à Troppau, s'abstenait de les frapper d'une réprobation formelle pour ne pas s'aliéner complétement la Russie, son seul allié, et aussi pour ne pas abdiquer, en se plaçant tout à fait en dehors de l'action du congrès, le droit de s'interposer éventuellement soit en faveur de l'indépendance italienne, soit contre la réaction aveuglément absolutiste dont Naples était menacé. — Le gouvernement britannique, assez indifférent en sa qualité de tory et d'allié de l'Autriche à la liberté napolitaine et à l'indépendance de la péninsule, mais soigneux de ne pas fournir à ses adversaires dans le parlement un texte d'accusation qui eût pu devenir populaire, se bornait à protester contre une théorie compromettante, et dans sa protestation même il avait soin d'indiquer que ce qu'il ne pouvait sanctionner comme un principe général, il était disposé à l'admettre à titre d'exception justifiée par les circonstances. Telle est la force

des mots, que la grande masse du public, trompée par les déclamations de l'opposition française, qui s'abusait peut-être elle-même, se persuada alors que le ministère de M. de Richelieu et de M. Pasquier connivait à l'alliance absolutiste, et que lord Castlereagh défendait la cause libérale!

Il ne faudrait pas conclure de ce que je viens de dire, pour expliquer les sentimens du cabinet de Londres et la conduite qu'ils lui inspirèrent, que ce cabinet approuvait au fond tous les procédés de la cour de Vienne. Sans doute il faisait des vœux pour le prompt succès de l'entreprise où elle s'engageait, mais quelques-uns des moyens auxquels elle avait recours pour préparer ce succès lui paraissaient bien tortueux, bien peu honorables, et il ne pensait pas qu'il fût à propos de rétablir purement et simplement à Naples le pouvoir despotique. Voici ce qu'on lit dans une lettre écrite par lord Castlereagh à lord Stewart le 5 janvier 1821 :

« Après toutes les déclarations et les rétractations du roi de Naples, si j'étais à la place de Metternich, je ne voudrais pas mêler ma cause au tissu de duplicités et de mensonges dont se compose la vie de sa majesté. Je suis de l'avis d'A'Court sur la position de ce prince et sur le peu de convenance qu'il y aurait à retourner à l'ancien système après tout ce qui s'est passé. Je pense encore que Metternich a fort affaibli sa position en rendant cette question européenne, au lieu de la faire purement autrichienne. Il aurait obtenu le même appui de l'Europe en fondant son intervention sur un motif beaucoup plus facile à comprendre. Il aurait eu bien plus sûrement pour lui l'opinion publique, surtout en ce pays, s'il s'était borné à alléguer le caractère hostile et offensif d'un gouvernement *carbonaro* contre tout état existant, au lieu de *s'embarquer* lui-même sur l'océan illimité où il a mieux aimé s'aventurer. S'il eût donné hardiment à son action des bases tout autrichiennes, et il en avait de bien fortes à alléguer, la Russie et la Prusse auraient *infusé* l'intérêt européen dans leurs déclarations d'adhésion sans *délayer* la question principale, au point de l'étendre jusqu'à leurs intérêts éloignés. Mais notre ami Metternich, avec tout son mérite, préfère une négociation compliquée à un coup rapide et hardi. »

Il y a certainement beaucoup de sens dans ces considérations, énoncées avec une profusion de métaphores par trop hibernienne. On pourrait cependant se demander si lord Castlereagh tenait suffisamment compte au ministre autrichien de l'importance qu'il y avait pour lui à capter l'empereur Alexandre et de l'impossibilité d'y réussir sans flatter ses manies de théories et de principes généraux.

Les travaux du congrès étaient terminés, les souverains et les ministres n'étaient plus retenus à Laybach que par l'attente des résultats de la marche de l'armée autrichienne dirigée sur le royaume de Naples, lorsqu'une nouvelle effrayante vint troubler la confiance et

l'espoir auxquels ils se livraient. L'armée piémontaise avait, à son tour, proclamé le régime constitutionnel, et ce mouvement paraissait d'autant plus formidable, que, dirigé par la haute noblesse et par l'héritier de la couronne, moins encore dans une pensée de libéralisme que dans une préoccupation d'hostilité politique contre l'Autriche, il semblait se rattacher à une vaste conspiration italienne. On apprenait que, de tous les points de la Lombardie, les étudians, les affiliés des sociétés secrètes s'échappaient pour aller joindre les Piémontais. On ne doutait pas qu'un mouvement analogue ne se manifestât dans les autres parties de la péninsule, et déjà l'on croyait voir l'armée autrichienne, enveloppée de toutes parts, succomber sous les masses populaires appuyées par les armées sarde et napolitaine. A Milan, le vice-roi se préparait à une retraite qui pouvait devenir inévitable. En France, l'émotion ne fut guère moins grande, lorsqu'on apprit les événemens de Turin. Les passions politiques, excitées par les luttes violentes de la tribune, étaient arrivées au dernier degré d'exaspération. Les départemens de l'est s'agitaient. Des émissaires du carbonarisme les parcouraient dans tous les sens; les bruits les plus alarmans y étaient répandus avec affectation; on parlait d'une révolte victorieuse à Paris, de l'abdication du roi, de la régence du duc d'Orléans, du drapeau tricolore arboré, de la constitution de 1791 proclamée. Le parti révolutionnaire croyait toucher au moment de reconquérir par la force le terrain que les précédentes élections lui avaient enlevé, et la terreur dont ses adversaires donnaient des signes non équivoques semblait justifier sa présomption. Les ultra-royalistes, si confians naguère et qui ne cessaient de harceler le pouvoir pour l'entraîner aux plus imprudentes exagérations, étaient tombés dans un profond abattement; un de leurs chefs proposait de voter précipitamment le budget pour que les chambres pussent ensuite se séparer, laissant au gouvernement le soin de pourvoir au salut commun. Dans le conseil même, on délibérait sur la question de savoir s'il n'y avait pas lieu d'ajourner les chambres, et de recourir momentanément à des ressources extraordinaires. L'Allemagne n'était pas moins troublée; l'expédition autrichienne contre Naples y avait été vue généralement avec peu de faveur; tous ces gouvernemens germaniques, que la main puissante de l'Autriche protégeait seule contre les entreprises du libéralisme, tremblaient du sort qui les menaçait, si elle venait elle-même à succomber; la Prusse surtout, cet ardent foyer des sociétés secrètes, redoutait une insurrection de la landwehr, peut-être de l'armée, et le cabinet de Berlin ne dissimulait pas ses regrets de s'être laissé entraîner, par complaisance pour la cour de Vienne, à prendre aux délibérations de Troppau et de Laybach une part qui maintenant lui paraissait bien com-

promettante. On craignait aussi pour la Pologne, toujours remuante, et où le grand-duc Constantin semblait s'attacher à détruire, par ses caprices brutalement tyranniques, l'impression des bienfaits de son frère. L'empire ottoman lui-même n'échappait pas au mouvement qui semblait sur le point de tout emporter : le prince Ypsilanti venait de lever en Moldavie l'étendard de l'indépendance grecque, et à sa voix les populations se soulevaient dans l'Épire, dans le Péloponèse, dans les îles.

Au sein du congrès de Laybach régnait une stupéfaction profonde à laquelle on peut à peine comparer celle que produisit au congrès de Vienne la nouvelle du débarquement de Cannes. Dans les premiers instans, la consternation était telle qu'on osait à peine se regarder. Le cabinet autrichien, non content de diriger sur l'Italie cent mille nouveaux soldats tirés de l'Allemagne et de la Hongrie, se hâta de demander secours à l'empereur Alexandre, qui ordonna aussitôt l'envoi au-delà des Alpes d'un pareil nombre de soldats russes. Le prince de Metternich, naguère si confiant, semblait aussi implorer le concours de la France, qui avait constamment prédit la révolution piémontaise, qui s'en était fait un argument pour conseiller une politique circonspecte et modérée, et à qui les événemens paraissaient donner raison.

J'ai cru devoir raconter cette crise avec quelques détails, parce qu'elle fut si courte, que la génération même qui l'a traversée n'en a pas conservé la mémoire, parce que le souvenir s'en est perdu en quelque sorte dans l'immense réaction dont elle fut suivie, lorsqu'on apprit au bout de quelques jours que les révolutions de Naples et de Piémont étaient tombées, à peu près sans coup férir, à l'apparition des forces autrichiennes, et que le pouvoir absolu, un moment renversé aux deux extrémités de l'Italie, en avait repris possession.

On vit alors se reproduire une de ces illusions qui avaient déjà si souvent égaré les gouvernemens et les peuples de l'Europe, et dont on peut craindre qu'aucune expérience ne suffise jamais à les préserver. Des émeutes populaires, des révoltes militaires mal conçues, mal dirigées, et qui avaient éclaté dans des circonstances particulièrement défavorables, venaient de succomber, après un succès d'un moment, sous l'action d'une force bien organisée. On crut pouvoir en conclure que l'esprit de révolution et même l'esprit libéral, qu'on affectait de confondre l'un avec l'autre, n'avaient aucune puissance réelle, qu'il suffisait de leur tenir tête pour en venir à bout, et que si à d'autres époques ils avaient triomphé, c'était uniquement parce qu'on avait méconnu leur faiblesse, et qu'on leur avait fait des concessions aussi dangereuses qu'inutiles. On se promit donc de ne plus retomber dans une semblable erreur. A défaut du régime représen-

tatif, il avait d'abord été question de donner au royaume de Naples un régime consultatif entouré de garanties sérieuses. Ce projet, comme presque tous les projets de cette espèce, était une véritable chimère; mais M. de Metternich s'en était servi pour amadouer l'empereur Alexandre, pour l'amener à renoncer avec moins de regrets à ses rêves de constitution. Dans l'enivrement de la victoire, il fut définitivement mis de côté, ou du moins réduit à des proportions tellement insignifiantes, que les plus ardens défenseurs du despotisme auraient pu difficilement y trouver à redire. L'Autriche, pesant à la fois sur les Deux-Siciles et sur le Piémont au moyen d'une occupation militaire qu'elle se faisait chèrement payer, maintint dans ces deux royaumes l'intégrité du pouvoir absolu, et crut faire assez pour la prudence et pour l'humanité en empêchant qu'à Naples le rétablissement de l'autorité royale ne fût souillé par le renouvellement des cruautés abominables qui avaient déshonoré la restauration de 1799.

IV.

Désormais la politique anti-libérale de M. de Metternich ne rencontrait plus aucun obstacle dans la volonté de l'empereur Alexandre. Il était complétement subjugué. Les vives émotions de la dernière crise avaient achevé dans son âme ardente et faible la transformation contre laquelle il se débattait depuis deux ans. A partir de ce moment, les idées de liberté et de droits des peuples lui devinrent aussi odieuses qu'elles lui avaient été chères jusqu'alors; le mot de constitution sembla lui inspirer cette irritation, cette antipathie que l'on éprouve pour ce qui, en rappelant d'anciens égaremens, éveille au fond du cœur des remords ou des regrets trop amers. Le besoin d'activité continue dont il était possédé prit une direction nouvelle : poursuivre, anéantir partout la révolution, tel fut le but qu'il se proposa et qu'il résolut d'atteindre au prix des plus grands sacrifices. Dans son impatience, le ministère de M. de Richelieu ne se montrant nullement disposé à intervenir en Espagne, il parlait d'envoyer une armée russe renverser la constitution de 1812.

L'insurrection du peuple grec soulevé pour reconquérir son indépendance n'était à ses yeux qu'un des incidens de la grande conspiration révolutionnaire. Cette insurrection, promptement étouffée dans les principautés du Danube, où elle avait pris naissance, mais qui faisait chaque jour des progrès sur le continent et dans les îles de la Grèce proprement dite, l'irritait d'autant plus que des agens russes, s'abusant sur les intentions actuelles de leur maître, en avaient évidemment favorisé l'explosion, ce qui faisait planer sur sa

politique un soupçon de déloyauté. Son premier mouvement avait été de désavouer les insurgés de la manière la plus éclatante. Malheureusement pour la Porte, qui à cette époque conservait encore, dans son affaiblissement progressif, l'orgueilleuse et ignorante férocité du temps des Mahomet II et des Soliman, elle ne comprit pas combien il lui importait de ménager de telles dispositions, que d'ailleurs elle ne croyait pas sincères. S'associant aveuglément à l'exaspération d'un peuple barbare et fanatique, elle se livra, et contre les insurgés et contre tous ceux qu'elle soupçonnait de leur être favorables, à d'effroyables cruautés; elle ne craignit pas de fouler aux pieds les priviléges des populations chrétiennes, sans en excepter ceux que les traités avaient placés sous la garantie de la Russie. L'Europe, presque sans distinction d'opinions et de partis, se sentit saisie d'un sentiment d'indignation et de pitié auquel se mêla bientôt le plus vif enthousiasme pour l'héroïque résistance des Grecs. En Russie surtout, ce sentiment prit un caractère d'autant plus exalté, que la communauté de religion créait en faveur des victimes un nouveau lien de sympathie. L'empereur Alexandre, cédant à l'entraînement général, réclama énergiquement en faveur de l'humanité et des traités violés. Ses réclamations furent reçues de telle sorte qu'il crut devoir rappeler son envoyé; le 31 juillet 1821, M. de Strogonof quitta Constantinople avec toute sa légation.

La guerre semblait imminente. Toutes les grandes puissances s'interposèrent pour la prévenir. Leur attitude et leurs intentions n'étaient pourtant rien moins qu'identiques. Le gouvernement français, ami sincère de la Russie et partageant d'ailleurs la bienveillante pitié qu'excitaient dans toutes les âmes généreuses les souffrances du peuple grec, appelait sans doute de ses vœux un arrangement pacifique, mais un arrangement conforme à la dignité du cabinet de Saint-Pétersbourg et qui donnât satisfaction à ses légitimes griefs. Il s'efforçait de calmer le ressentiment d'Alexandre, de lui faire prendre patience, et lorsque ce prince, dans ses conversations avec M. de La Ferronnays, essayait de s'assurer éventuellement l'appui de la France en faisant luire à ses yeux des espérances d'agrandissement territorial, on laissait tomber ces offres, conçues, il est vrai, en termes bien vagues. Cependant il était évident pour tout le monde que si la guerre venait à éclater, la Russie ne compterait pas la France au nombre de ses adversaires. Il en était tout autrement de l'Angleterre et de l'Autriche. Pour elles, la grande, j'ai presque dit l'unique question, était d'empêcher la Russie, déjà si puissante en Orient, d'y faire de nouveaux progrès, d'y acquérir un surcroît d'influence. La cause des Grecs les touchait fort peu; tous leurs vœux tendaient à la prompte répression d'un mouvement insurrectionnel qui était venu déranger

l'ensemble de leurs combinaisons politiques, et, peu soucieuses de l'opinion publique indignée, elles faisaient même tout ce qui était en leur pouvoir pour hâter ce résultat. Le plus parfait accord régnait à ce sujet entre les deux cabinets. Le roi d'Angleterre étant allé, au mois d'octobre, visiter ses états continentaux, et lord Castlereagh (qui venait d'hériter de son père le titre et le nom de marquis de Londonderry) l'ayant accompagné dans ce voyage, M. de Metternich se rendit à Hanovre pour se concerter avec lui. Ils avaient espéré que l'empereur Alexandre, si enclin d'ordinaire aux délibérations communes et aux entrevues de princes et de ministres, voudrait prendre part à cette réunion, et ils comptaient beaucoup sur leur talent de persuasion pour le ramener à leur point de vue; mais cet espoir fut trompé : Alexandre ne vint pas, et la négociation dut se suivre avec lui par écrit.

Quelques mois auparavant, quinze jours avant la rupture des relations diplomatiques entre la Russie et la Porte, le marquis de Londonderry, qui comprenait la gravité de la situation, avait cru devoir recourir, pour en conjurer les dangers, à une démarche en dehors des voies ordinaires de la diplomatie; le 16 juillet 1821, il avait écrit à l'empereur de Russie une lettre ainsi conçue :

« Sire, lorsque je fus admis à prendre congé de votre majesté impériale avant votre départ d'Aix-la-Chapelle en 1818, votre majesté voulut bien me permettre de m'adresser directement à elle toutes les fois que les intérêts de l'alliance européenne pourraient justifier l'usage que je ferais de cette autorisation. — En ne me prévalant pas jusqu'à présent de la gracieuse permission de votre majesté, j'ai prouvé que je n'étais pas disposé à abuser de ce témoignage si particulier de sa bienveillante confiance... — Pour me conformer aux ordres du roi mon souverain, et sous l'impression du sentiment profond de l'importance de la crise actuelle, j'ose m'adresser à votre majesté au sujet des affaires de Turquie, et je le fais avec d'autant moins d'hésitation que j'ai la conviction intime que quelque embarras que puisse éprouver votre majesté par suite de considérations locales et des dispositions de son peuple, le jugement qu'elle porte de ces déplorables complications est d'accord avec celui qu'en porte le gouvernement britannique, et que je suis également persuadé que votre majesté impériale, triomphant de tous les obstacles, suivra en définitive une ligne politique de nature à fournir une preuve nouvelle, mais non pas inattendue, de sa détermination de maintenir inviolablement le système européen tel qu'il a été affermi par les derniers traités de paix. J'ai la confiance que les terribles événemens qui affligent aujourd'hui une partie de l'Europe ne sont pas considérés par votre majesté comme constituant, dans l'histoire du temps actuel, une question nouvelle et isolée. Ils ne proviennent pas exclusivement de la lutte des élémens inflammables dont se compose l'empire turc, mais ils forment une branche de cet esprit organisé d'insurrection qui se propage systématiquement à travers l'Europe,

et qui fait explosion toutes les fois que la main du pouvoir se trouve affaiblie par une cause quelconque. Si les symptômes en sont plus destructifs en Turquie, c'est parce que, dans ce malheureux pays, il rencontre toutes les passions, tous les préjugés, et par-dessus tout ces animosités religieuses qui donnent aux commotions civiles leur caractère le plus odieux et le plus affligeant. La position limitrophe des états de votre majesté impériale, la sympathie religieuse que la grande masse de ses sujets porte à la population grecque de la Turquie, les nombreuses relations commerciales et autres qui ont lieu réciproquement entre les populations des deux empires, et aussi les anciennes jalousies qui résultent nécessairement des souvenirs de l'histoire, placent votre majesté en première ligne sur ce théâtre de difficultés européennes.

« Il serait superflu de faire perdre le temps de votre majesté impériale en travaillant à lui prouver que la Turquie, malgré toute sa barbarie, constitue dans le système de l'Europe ce qu'on peut appeler un mal nécessaire. C'est une excroissance qu'on peut à peine regarder comme formant partie intégrante de son organisation dans l'état de santé, et cependant, pour cette raison même, toute tentative d'introduire l'ordre dans ses élémens hostiles par une intervention extérieure ou de l'assimiler à la masse peut exposer le corps entier de notre système général aux plus grands périls. La question véritable qu'il est urgent de prendre en considération est celle-ci : comment le danger sera-t-il éloigné des autres états, et comment les puissances voisines réussiront-elles le mieux à maintenir leurs relations pacifiques avec un pays livré à de telles convulsions? Cette question est surtout pressante en ce qui concerne les états de votre majeste impériale, et elle se subdivise en deux points : 1° les chances qui existent pour que la paix des provinces de votre majesté soit troublée par l'insurrection qui s'étend de ce côté; 2° les injures et les outrages auxquels ses serviteurs et ses sujets ont été et peuvent être exposés dans l'empire turc.

« Relativement au premier point, je crois qu'il n'y a rien ou du moins fort peu à craindre, et qu'avec la force imposante que votre majesté peut réunir sur les frontières, on est en droit de considérer comme impossible que la contagion pénètre dans les limites du territoire russe. Le second mal est plus pressant, et on ne peut que déplorer les épreuves auxquelles, d'après les dernières nouvelles de Constantinople, la longanimité de votre majesté peut être exposée sous ce rapport. Croire ou même désirer que votre majesté ne défende pas, au moment convenable, les justes droits de sa couronne et de son peuple, c'est ce qui ne peut entrer dans la politique du gouvernement anglais; mais moins on peut douter de la puissance de votre majesté, plus les événemens de la dernière guerre ont élevé sa position, plus aussi elle est en mesure de temporiser et de laisser l'ouragan s'épuiser de lui-même. L'empire turc, en ce moment, ne semble pas seulement infecté de tout le venin des principes modernes, mais agité jusqu'à la fureur par les anciennes animosités qui lui sont particulières. Le gouvernement aussi bien que la population a, pour l'instant, abdiqué ses facultés ordinaires de raison et de prudence, et s'est abandonné à une folie frénétique, à un esprit aveugle de guerre intérieure et exterminatrice. Ce n'est pas dans de telles conjonctures

qu'on peut s'enquérir des torts d'une manière satisfaisante et discuter les réparations. Votre majesté impériale, je me permets avec une humble confiance de lui soumettre cet avis, doit attendre le moment du réveil de la raison et de la réflexion, à moins, sire, que vous ne soyez préparé à assumer les périls et les charges d'une occupation militaire à effectuer, non pas au milieu d'un peuple chrétien et plus ou moins facile à manier, mais au milieu d'une race fanatique, vindicative et barbare. — Sans doute l'humanité frémit à l'aspect des scènes qui, à ce qu'il paraît, désolent la plus grande partie de la Turquie européenne, et il ne faudra rien moins que l'autorité imposante du grand nom et du caractère de votre majesté pour que la nation russe se résigne à voir les ministres de la religion qu'elle professe elle-même immolés avec tant de barbarie au ressentiment du gouvernement sous lequel ils ont le malheur de vivre; mais nous espérerions en vain pouvoir matériellement changer leur sort ou les délivrer de leurs souffrances et maintenir en même temps le système de l'Europe tel qu'il existe aujourd'hui. Le danger d'innover dans cette œuvre consacrée et la réflexion que, si nous ne pouvons refuser aux Grecs notre sympathie et notre compassion, ils ont pourtant été les agresseurs dans la circonstance actuelle, et qu'ils se sont laissé entraîner à la pratique périlleuse et corruptrice de l'époque, si fortement réprouvée par votre majesté impériale, peuvent bien l'engager, elle et ses alliés, à rester en observation plutôt qu'à intervenir dans l'inextricable confusion des affaires turques. — La flamme brûle en ce moment avec trop d'intensité pour que cela puisse durer longtemps; un temps doit arriver, et probablement avant peu, où la puissance turque, épuisée par ses propres convulsions, deviendra accessible à la raison, où la voix de votre majesté sera entendue et les griefs dont elle se plaint redressés, et peut-être la Providence, dans les nombreuses épreuves auxquelles elle vous a réservé dans le cours de votre vie, remplie de tant et de si glorieux événemens, ne vous a-t-elle jamais présenté l'occasion de donner au monde et à la postérité un plus éclatant témoignage de vos principes qu'en vous mettant à même de manifester envers un gouvernement fanatique et à demi barbare ce degré de modération et de magnanimité qu'un esprit religieux et enthousiaste pour le système que votre majesté a si puissamment contribué à élever en Europe peut seul inspirer, en présence de semblables provocations, à un prince armé d'une telle puissance.

« J'ose espérer que les sentimens que je me suis hasardé à exprimer ne blesseront pas votre majesté impériale et ne seront pas désavoués par elle. Quelle qu'ait pu être la divergence d'opinions dans les récentes discussions sur des théories abstraites de droit international, et à quelque point que la position du gouvernement britannique se soit écartée de celle des trois cours alliées par la ligne de neutralité que le roi a cru devoir adopter au sujet des affaires d'Italie, nous pouvons constater avec bonheur que, depuis l'heureuse époque qui a donné naissance à l'alliance actuelle, il s'est à peine présenté un exemple de dissentiment politique entre les conseils de votre majesté et ceux de mon auguste maître sur un point de quelque gravité pratique. Je suis certainement convaincu que chacun des états alliés, tout en avouant consciencieusement à la face du monde ses propres principes et en maintenant

ses habitudes particulières d'action, restera inaltérablement fidèle aux obligations fondamentales de l'alliance, et que le système actuel, conduit avec cette prudente modération, subsistera longtemps pour la sûreté et le repos de l'Europe..... »

Cette lettre est surtout remarquable, parce qu'elle nous révèle l'idée qu'un homme d'état aussi éclairé et aussi bien informé que lord Londonderry se faisait alors des dispositions de l'empereur Alexandre et de la nature des argumens par lesquels on avait le plus de chances d'agir sur son esprit. Je n'ai pas sous les yeux la réponse de l'empereur; il y affirmait que l'opinion unanime du peuple russe se prononçait énergiquement pour une guerre immédiate contre la Porte, et qu'il n'avait pu résister jusqu'à ce moment à un entraînement aussi universel sans compromettre sa popularité.

Quelques mois plus tard, le 14 décembre, lord Londonderry écrivit à sir Charles Bagot, ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg, une lettre destinée à être mise sous les yeux de l'autocrate, et qui reproduisait en termes plus pressans l'ordre d'idées développé dans celle que je viens de citer.

« En réfléchissant, disait-il, à l'état présent des affaires en Grèce dans leur liaison avec celles du reste de l'Europe, et on peut dire du monde, il est impossible que l'empereur de Russie ne soit pas frappé du caractère critique de la résolution qu'il a à prendre. Je veux essayer de vous exposer cette situation telle que je la conçois... C'est pourtant un sujet dans lequel je ne veux pas entrer officiellement. Je le traiterai brièvement dans une lettre particulière, et si votre excellence juge à propos d'en toucher quelque chose à l'empereur, je pense qu'il vaudra mieux ne le faire que de vive voix.

« Le premier point qui mérite d'appeler la considération attentive de sa majesté impériale, ce sont les progrès continuels du mouvement révolutionnaire sur le continent américain. Les événemens de ces derniers mois à Mexico, au Pérou, à Caracas et au Brésil ont presque décidé que les deux Amériques grossiraient la liste déjà prépondérante des états soumis à un système de gouvernement fondé sur une base républicaine ou démocratique. Un esprit analogue s'avance en Europe à pas de géant; l'Espagne et le Portugal sont lancés dans le tourbillon d'une convulsion semblable. La France vacille dans sa politique entre des vues et des intérêts extrêmes, les uns et les autres sérieusement et peut-être également menaçans dans leur nature même pour sa tranquillité intérieure. L'Italie, y compris les états du roi de Sardaigne, bien qu'arrachée pour un temps des mains des révolutionnaires, n'est contenue que par la présence de l'armée autrichienne d'occupation, et ne fait, on peut le craindre, que des progrès bien lents dans la reconstruction d'un système de gouvernement indigène propre à assurer contre ces mêmes révolutionnaires une existence indépendante. — Le même esprit s'est immiscé profondément dans les affaires de Grèce. L'insurrection dont la Turquie d'Europe est le théâtre ne peut, ni dans son organisation, ni dans les objets qu'elle a en vue, ni dans ses moyens d'action, ni dans ses relations extérieures, se dis-

tinguer des mouvemens antérieurs en Espagne, en Portugal et en Italie. La seule différence consiste dans le surcroît de complications et d'embarras résultant de ce qu'elle se trouve associée aux déplorables effets d'un autre système de gouvernement bien détestable aussi, sous la haine duquel elle cherche à cacher ses véritables projets pour exciter l'intérêt en sa faveur et atteindre ainsi son but final. — En un mot, il est impossible que l'empereur ne voie pas que la source de ce torrent révolutionnaire est en Grèce, que le flot déborde sur ses provinces méridionales par un courant presque continu et non interrompu depuis l'autre rive de l'Atlantique, et c'est sur ce principe, et non pas sur des vues de politique locale, que sa majesté, je n'en doute pas, règlera sa conduite en véritable homme d'état. — Je ne dirai pas ce que le gouvernement britannique ferait en pareil cas, parce que le principe d'après lequel nous devons toujours agir comme état est celui de la non-intervention poussée même à l'extrême, mais je suis bien sûr que si ce qui se passe maintenant en Grèce, notamment en Morée, sous la conduite d'aventuriers étrangers, était arrivé dans tout autre pays limitrophe de la Russie, l'empereur n'aurait pas attendu jusqu'à ce moment pour agir comme à Laybach, et aucune querelle particulière avec les Turcs ne l'aurait fait hésiter à s'opposer avec autorité, dès le premier moment, à l'ennemi commun et le plus formidable.

« Si je suis fondé à regarder le mouvement révolutionnaire en Grèce comme le véritable danger, si toutes les questions entre la Russie et la Turquie doivent en réalité être considérées, au moins pour le moment, comme secondaires et absorbées en quelque sorte dans l'importance de la question principale, quelle ligne de conduite l'empereur doit-il suivre dans sa sagesse? J'ai dit tout à l'heure qu'en tout autre cas l'empereur se serait décidé, et que, s'il eût été nécessaire, il aurait pris en main, contre les Grecs, la cause de l'autorité légitime du pays. — Dans le cas actuel, c'est plus qu'on ne peut attendre ou conseiller; une armée russe ne pourrait d'ailleurs pénétrer en Turquie pour y combattre la révolution sans s'y trouver engagée tout à la fois dans des hostilités contre les Turcs et contre les Grecs. Si donc l'empereur, dans ce cas spécial, ne peut réprimer le mal par ses propres moyens, c'est un motif de plus pour sa majesté de ne pas s'interposer à l'effet d'empêcher le gouvernement ottoman d'éteindre la révolte qui menace la tranquillité générale non moins que sa propre autorité comme gouvernement. — En considérant les tendances relatives des parties contendantes, quelles que puissent être les vues de la Turquie, elles sont au moins exemptes du danger révolutionnaire. La cause des Grecs en est profondément et inévitablement imprégnée, et il est impossible, au moins en ce moment, de l'en dégager. Je me permets donc de dire que l'empereur de Russie doit la désavouer comme étant devenue essentiellement révolutionnaire. Sa majesté impériale doit plutôt favoriser que contrarier les efforts du gouvernement ottoman pour étouffer l'insurrection, et elle doit regarder ses différends avec la Porte comme n'ayant qu'une importance secondaire au moins jusqu'à la destruction de cette révolte. Alors seulement l'empereur pourra sans danger entrer en compte avec la Turquie, parce qu'alors, sans encourager les principes révolutionnaires, il pourra obtenir le redressement de ses griefs et

étendre sa protection sur les Grecs, qui auront cessé d'être en état de résistance ouverte à leur souverain. »

Il règne dans ces deux lettres, dans la seconde surtout, une telle exagération, les idées et l'expression même en sont parfois si excessives, si bizarres; il y a tant d'étrangeté dans cette image du flot révolutionnaire partant du littoral américain de l'Atlantique pour aller battre le rivage méridional de l'empire russe après avoir inondé l'Espagne, l'Italie et la Grèce; tout cela enfin ressemble si peu au langage d'un homme d'état anglais, que si l'authenticité de ces documens n'était pas incontestable, on hésiterait à les prendre au sérieux. On serait tenté d'y voir une parodie plus ou moins piquante du genre d'argumentation que M. de Metternich s'était habitué, depuis le congrès de Troppau, à mettre en usage pour agir sur l'empereur Alexandre. Rien ne prouve mieux le parfait accord qui existait entre les cabinets de Londres et de Vienne.

C'est cependant à l'aide de ces raisonnemens sophistiques, c'est en exagérant outre mesure la force et les dangers de l'esprit révolutionnaire, avec lequel on affectait de confondre toute aspiration, soit à l'indépendance nationale, soit à la liberté même la plus modérée, que l'Angleterre et l'Autriche parvinrent à arrêter le monarque russe et à l'enlacer dans un dédale de négociations compliquées qui ne devaient aboutir à rien, mais qui retardèrent de sept années la lutte dont on semblait alors si près. Alexandre fut-il aussi complétement leur dupe qu'on l'a cru généralement? ou bien, comme quelques personnes l'ont conjecturé, était-il retenu aussi par une crainte secrète de compromettre dans une nouvelle guerre, dans une entreprise hasardeuse, la position si haute qu'il devait à d'heureux hasards bien plus qu'à ses talens, et faut-il penser qu'il se prêta sans trop de répugnance à dissimuler ses hésitations sous le voile spécieux d'un généreux sacrifice fait aux grands intérêts de l'Europe? Il est probable qu'en cette occasion, comme il arrive presque toujours, l'empereur fut déterminé par des motifs d'une nature complexe et dont il ne se rendait pas à lui-même un compte bien net.

La grande faute que commit alors M. de Metternich, enivré par le succès de ses artifices, ce fut de ne pas comprendre qu'il était prudent de ne point le pousser trop loin, que sans doute il était d'une bonne politique de mettre obstacle à de nouveaux agrandissemens de la puissance russe en Orient, mais que si l'on ne se hâtait de procurer à l'empereur une satisfaction honorable pour ses griefs fondés, si on ne pesait pas efficacement sur la Porte, tant pour l'amener à donner cette satisfaction que pour mettre fin aux effroyables cruautés commises sur les Grecs, toutes les habiletés diplomatiques finiraient tôt ou tard par échouer contre l'orgueil blessé

de la Russie, d'accord avec les vives sympathies qui s'attachaient, dans l'Europe presque entière, à la cause des Hellènes. M. de Metternich ne vit pas tout cela. Il parut quelquefois se livrer, avec la légèreté qui se mêle en lui à des facultés si éminentes, au plaisir de *mystifier* (si l'on peut ainsi parler) le cabinet de Saint-Pétersbourg, de lui faire concevoir des espérances qui ne devaient pas se réaliser, d'obtenir ainsi de lui des ajournemens, des concessions qui, par cela même qu'elles n'étaient pas payées de retour, devenaient des humiliations véritables. Sa partialité trop évidente pour la Porte eut le double résultat de l'encourager, de la rendre intraitable dans sa résistance et d'exciter à la longue dans le gouvernement russe de vifs et profonds ressentimens. Il est vraisemblable que l'esprit plus calme et plus circonspect du marquis de Londonderry, s'il lui eût été donné de diriger plus longtemps les affaires de son pays, n'eût pas persévéré jusqu'au bout dans cette politique imprudente; mais il n'était pas destiné à en voir le développement complet et le résultat définitif.

A l'époque où nous a conduits la suite de ce récit, les préoccupations principales des gouvernemens furent d'ailleurs détournées de l'Orient par les événemens qui survinrent dans l'Europe occidentale. Depuis quelque temps déjà, tout faisait pressentir en France un grand changement. Les ultra-royalistes, enhardis par la défaite des révolutionnaires italiens, étaient devenus plus exigeans. Le ministère du duc de Richelieu n'ayant pas consenti à augmenter la part qu'il leur avait faite dans la distribution des fonctions publiques, ils avaient rompu violemment avec lui, — et MM. de Villèle et Corbières, qui étaient entrés au conseil à la fin de l'année précédente, avaient donné leur démission. Les élections, auxquelles on avait procédé suivant l'usage annuel pour le renouvellement d'un cinquième de la chambre des députés, étaient venues grossir les rangs de ce parti, tandis que les libéraux, discrédités et découragés par leurs violences et par leurs échecs multipliés, s'étaient vus réduits à un petit nombre de nominations, et que le parti modéré, celui des défenseurs du pouvoir, avait lui-même échoué dans la plupart des colléges. Le ministère eût probablement réussi à prolonger son existence en acceptant le concours de la gauche, qui, dans leur défaite commune, le lui aurait volontiers accordé pour quelque temps à certaines conditions; mais M. de Richelieu et ses collègues pensèrent avec raison qu'après ce qui s'était passé depuis trois ans, et dans les conjonctures où l'on se trouvait, il ne convenait, sous aucun rapport, de tenter un nouveau 5 septembre. Ils se décidèrent donc, non pas encore à se retirer, mais à combattre tout à la fois les deux partis extrêmes. Il arriva alors ce qui arrive toujours en pareil cas. Les deux oppositions se

réunirent momentanément pour le renverser, et dès l'ouverture de la session elles commencèrent les hostilités par le vote d'une adresse qui, au moyen d'une équivoque difficile à justifier, donnait une expression commune à des griefs absolument contradictoires. Les ministres ne cédèrent pas encore, le roi annonça même l'intention de les soutenir avec énergie; mais la coalition irritée se livra à de tels emportemens, qu'on dut bientôt reconnaître qu'elle ne se dissoudrait pas avant d'avoir atteint son but, à quelque prix que ce fût. Louis XVIII vieillissait, sa santé affaiblie ne lui laissait plus la force nécessaire pour surmonter les obsessions dont l'entouraient les adversaires du cabinet. Une influence qui avait succédé auprès de lui à celle de M. Decazes s'employa efficacement à vaincre la répugnance qu'il avait jusqu'alors manifestée pour le parti ultra-royaliste, et le 14 décembre 1821 un nouveau ministère, où siégeaient, avec MM. de Villèle et Corbières, les représentans principaux de cette opinion, prit la direction des affaires.

On a dit que l'Angleterre et l'Autriche, inquiètes des bons rapports qui avaient longtemps existé entre l'administration du duc de Richelieu et le cabinet de Saint-Pétersbourg, et craignant que les affaires d'Orient n'eussent pour effet de resserrer cette alliance, un peu relâchée depuis les congrès de Troppau et de Laybach, avaient secrètement travaillé à préparer ce changement de ministère. Je n'ai à cet égard aucune donnée positive. Ce qu'on a publié de la correspondance de lord Castlereagh ne contient absolument rien qui soit de nature à nous faire présumer le jugement que les hommes d'état de l'Angleterre, et en particulier l'ambassadeur britannique à Paris, portèrent sur l'avénement du nouveau cabinet. On apprend seulement par une lettre de cet ambassadeur, antérieure de plus d'une année, qu'il avait vu avec satisfaction les commencemens de la faveur de la personne qui passa plus tard pour avoir contribué à frayer à M. de Villèle et à ses amis politiques l'accès du pouvoir. Voici ce qu'il écrivait à son gouvernement le 9 novembre 1820 :

« Le roi s'étant plaint à plusieurs reprises de la tristesse de la cour, et ayant fait entendre que l'absence de société depuis le renvoi du duc Decazes lui rendait son existence très pénible, il était depuis longtemps évident que sa majesté saisirait la première occasion de se créer des rapports confidentiels avec quelque personne dont les manières et la conversation pussent l'amuser dans ses momens de loisir. Il n'existe plus aucun doute sur celle qui est honorée de cette distinction. La vicomtesse du Cayla,... se trouvant engagée dans un procès avec son mari, a cru nécessaire, il y a quelques mois, de s'adresser directement à sa majesté pour lui demander sa protection. Sa conversation ayant plu au roi, il lui a exprimé le désir qu'elle renouvelât sa visite, et il en est résulté une si grande intimité, que non-seulement elle

passe une grande partie de son temps dans l'appartement de sa majesté, mais qu'une correspondance épistolaire occupe les heures où elle est absente des Tuileries. Pour être juste envers Mme du Cayla, je dois ajouter que sa majesté ne pouvait admettre dans sa société une personne plus éminemment distinguée par ses qualités intellectuelles et personnelles. »

Le parti ultra-royaliste, dont le nom seul, trois ans auparavant, était encore pour la France et même pour l'Europe un objet de terreur, était donc enfin maître du pays, et par l'effet des changemens que les faits accomplis dans cet intervalle avaient apportés à l'état des esprits, son triomphe, accueilli avec une satisfaction plus ou moins complète par plusieurs de ceux qui l'avaient jadis tant redouté, était accepté par beaucoup d'autres avec résignation. La majorité de la nation le voyait avec défiance, avec inquiétude; mais lasse de tant d'agitations, un peu désenchantée par le triste avortement des tentatives démocratiques, elle n'était pas disposée encore à seconder la vive opposition que le parti libéral commençait déjà à la tribune et dans les journaux contre un ministère dont il avait favorisé l'avénement, et bien moins encore à s'associer aux complots des sociétés secrètes organisées depuis quelque temps sur tous les points du royaume, à l'exemple des carbonari italiens. Ces complots, facilement réprimés, n'eurent d'autre résultat que le supplice de quelques malheureux presque tous fort obscurs, et leur condamnation, en frappant de terreur les ennemis de la royauté, sembla, comme à l'ordinaire, fortifier le pouvoir, en attendant qu'elle devînt contre lui un chef d'accusation, une cause d'impopularité. C'est pour la dernière fois que la France vit alors dresser l'échafaud politique.

Le ministère, appuyé dans les chambres par une imposante majorité, et en dehors de ces assemblées par une opinion ardente dont la bruyante exaltation, au milieu du découragement des autres partis, pouvait lui faire croire qu'il représentait véritablement le sentiment public, était donc en mesure de diriger la politique du gouvernement dans le sens du royalisme le plus prononcé. Déjà, tout en supprimant la censure préalable qui pesait temporairement sur les journaux depuis la mort du duc de Berri, il avait substitué aux lois si libérales votées trois ans auparavant pour régler le régime de la presse périodique une législation nouvelle dont le but évident était de la placer dans la dépendance du pouvoir. D'autres mesures, conçues dans le même esprit et réclamées par le parti victorieux, se préparaient; mais toutes les préoccupations intérieures ne tardèrent pas à s'effacer en quelque sorte devant une question extérieure qui tenait dans l'Europe entière tous les esprits en suspens : je veux parler de la situation de l'Espagne.

Les ultra-royalistes demandaient à grands cris qu'une armée fran-

çaise passât les Pyrénées pour aller délivrer Ferdinand VII, prisonnier de la révolution, et le rétablir dans l'exercice de ce qu'ils appelaient ses droits légitimes. Le cabinet était loin d'avoir à cet égard des idées aussi arrêtées. M. de Villèle, qui ne tarda pas à en devenir le chef, et qui dès lors en était le membre le plus considérable, éprouvait pour cette intervention, et en général pour tout ce qui pouvait aboutir à une guerre, une répugnance fondée, il faut le dire, moins sur un sentiment réel de modération ou sur une appréciation plus ou moins éclairée des grands intérêts de la France que sur la crainte de déranger l'équilibre financier et d'arrêter les progrès de la prospérité matérielle du pays, dont le développement était à ses yeux l'unique objet de la politique. Comme le ministère précédent, il eût voulu se borner à opérer en Espagne une transaction qui fît de Ferdinand VII un roi constitutionnel investi de pouvoirs suffisans pour assurer le maintien de l'ordre; mais une telle transaction n'eût satisfait, ni au-delà ni en-deçà des Pyrénées, le parti ultra-monarchique. Sur la pente où le nouveau cabinet se trouvait placé par les espérances même que son avénement avait fait concevoir à ce parti, il ne lui était pas possible de s'arrêter à ce terme moyen, bien difficile d'ailleurs à mettre en pratique. Les royalistes espagnols, se croyant désormais sûrs d'un appui, coururent aux armes. Les insurrections, la guerre civile éclatèrent de toutes parts. Les constitutionnels modérés qui composaient alors le ministère espagnol, compromis par les efforts même qu'ils avaient faits pour s'interposer entre les partis extrêmes, durent céder la place à de purs révolutionnaires, et l'on put dire, non sans quelque exagération, mais avec une certaine vraisemblance, que l'action d'une force étrangère était devenue indispensable pour préserver la Péninsule du renouvellement des horreurs qui avaient désolé la France en 1793.

M. de Villèle résistait pourtant encore, mais la position devenait difficile, d'autant plus que, dans le conseil même, l'intervention comptait des partisans, et que le ministre des affaires étrangères surtout, M. de Montmorency, inclinait fortement dans ce sens. Pour gagner du temps en donnant une satisfaction au moins apparente à ses adversaires, M. de Villèle consentit à ce que la question fût portée devant le congrès qui était sur le point de se réunir à Vérone pour délibérer, comme cela avait été convenu à Laybach, sur les affaires d'Italie et de Grèce. Il fut décidé que M. de Montmorency s'y rendrait, non pas pour proposer formellement l'intervention de la France comme déjà résolue par le gouvernement du roi, mais pour demander aux souverains alliés et à leurs ministres jusqu'à quel point ce gouvernement, s'il s'y décidait, pourrait compter sur leur approbation et sur leur concours.

Le parti de l'intervention était certain d'avance de l'appui de la Russie, mais il s'en fallait de beaucoup qu'il pût se tenir assuré de celui de l'Angleterre et de l'Autriche. Pour des motifs en partie différens, mais qui pouvaient tous être ramenés à une considération principale et dominante, la crainte de voir la France reprendre une action importante dans la politique européenne, ces deux puissances répugnaient également à ce qu'elle portât ses armes dans la Péninsule. Il y avait pourtant entre elles cette différence, que l'Autriche, gênée par le précédent de son intervention à Naples et par les argumens dont elle s'était servie pour obtenir en cette circonstance l'assentiment de l'empereur Alexandre, eût pu difficilement s'opposer d'une manière directe à la marche d'une armée française contre les révolutionnaires espagnols, et se trouvait réduite, pour y mettre obstacle, à la ressource des insinuations et des artifices, tandis que l'Angleterre trouvait dans les protestations formelles qu'elle avait faites contre les déclarations de Troppau un texte facile à concilier avec ses objections aux projets supposés de la France.

Dans ces graves conjonctures, le gouvernement britannique jugea que la présence du marquis de Londonderry était indispensable à Vérone, comme elle l'avait été aux congrès de Vienne et d'Aix-la-Chapelle. Il se disposait donc à partir pour le continent muni d'instructions qu'il avait rédigées lui-même, et qui lui prescrivaient de refuser son concours à toute intervention matérielle dans les affaires d'Espagne, lorsque le 12 avril 1822, dans un accès d'aliénation mentale dont ceux qui l'approchaient avaient déjà depuis quelques semaines reconnu les symptômes, il se donna la mort : il n'avait que cinquante-trois ans. Les fatigues excessives des négociations et des débats parlementaires auxquels il venait de prendre part contribuèrent sans doute à cette catastrophe; mais, autant qu'on peut en juger par des révélations encore incomplètes, on doit en chercher la cause déterminante et immédiate dans de misérables tracasseries de cour.

On sait que la mort du marquis de Londonderry fut le signal d'un grand changement dans la direction des relations extérieures de l'Angleterre. S'il eût vécu plus longtemps, il est permis de croire qu'il se serait vu bientôt obligé ou de quitter les affaires, ou de faire un pas de plus dans la voie où l'avaient déjà fait entrer ses protestations contre les doctrines proclamées à Troppau et à Laybach. Quelque attaché qu'il pût être, à raison de ses opinions personnelles et des souvenirs sur lesquels se fondaient son importance et sa renommée, à la grande alliance qui gouvernait l'Europe depuis 1814, il ne lui eût pas été possible, à lui ministre de la libre Angleterre, de continuer à en faire partie alors que cette alliance, pour

complaire aux nouvelles théories de l'empereur Alexandre, ne se contentait plus de combattre en fait la révolution, et promulguait hautement les principes du droit divin, absolu, indéfectible de la royauté. Le sentiment britannique ne pouvait s'accommoder à de telles doctrines, il ne le pouvait pas surtout dans une circonstance où elles devaient s'exprimer et se réaliser au moyen de l'occupation de l'Espagne par les forces de la France, dont l'influence sur ce pays est, depuis près de deux siècles, l'objet de la constante jalousie du peuple anglais. Ce que lord Londonderry aurait dû faire lui-même sous peine de perdre le pouvoir, mais ce qui lui eût été malaisé, engagé comme il l'était par ses antécédens, — son successeur Canning, porté au pouvoir par la force de l'opinion malgré l'aversion du roi et de la plupart des ministres, le fit sans difficulté, sans hésitation, avec l'ardeur et l'entraînement aventureux de son caractère : il rompit ouvertement avec la politique du continent, il brisa les liens de la grande alliance, et dès ce moment l'Angleterre, encore dirigée pendant quelques années dans son gouvernement intérieur par les conseils du vieux torysme, entra résolument dans cette carrière de diplomatie libérale, révolutionnaire même, où elle a marché depuis presque sans interruption.

Je viens de raconter l'ensemble des actes diplomatiques de lord Castlereagh. J'ai dit, en commençant mon récit, que ces actes, sérieusement étudiés, étaient de nature à modifier favorablement le jugement un peu sévère que l'on a souvent porté sur ce célèbre ministre. Il ne fut sans doute pas, même au point de vue restreint de la politique extérieure, un homme d'état de premier ordre. Les succès prodigieux auxquels il eut le bonheur d'attacher son nom furent, pour la plupart, le résultat d'événemens trop indépendans de son action personnelle pour qu'il en rejaillisse sur lui une gloire comparable à celle de lord Chatham faisant succéder, par la puissance de son indomptable énergie, les triomphes éclatans de la guerre de sept ans aux revers humilians qui en avaient marqué le début, ni même à celle du second Pitt soutenant seul, au milieu des revers, le drapeau de l'indépendance européenne contre l'ascendant alors tout-puissant de la France républicaine ou impériale. Lord Castlereagh n'appartenait pas à cette famille des politiques du premier rang. Il n'était pas de ceux qui maîtrisent les circonstances et qui changent les conditions dans lesquelles le hasard les a placés; mais il avait le mérite bien grand et bien rare de se rendre compte de ces conditions, de savoir apprécier ces circonstances et d'en tirer tout le parti possible. Il possédait à un haut degré le courage, la patience, la sagacité. Il est des temps et des pays où cela suffit pour faire de grandes choses.

L. DE VIEL-CASTEL.

CLIMATS DU NORD

Travels in Siberia, by S.-S. Hill, esq., London 1854. 2 vol. in-8°, Longman.

Pour désigner une conversation ennuyeuse, on dit souvent qu'il n'y a été question que *de la pluie et du beau temps.* En France, où l'instinct, le génie de la sociabilité a pris un si noble développement, d'où vient cette espèce d'anathème contre la météorologie, cette physique de la nature dont les lois régissent en définitive les productions du sol, la multiplication des animaux utiles, enfin dont les influences reconnues ou occultes apportent à l'homme ou la souffrance ou la santé, sans compter l'agrément ou la tristesse? C'est le climat de chaque contrée qui permet ou qui arrête le développement de la race humaine, qui, joint à l'industrie des populations, pose les limites à la force numérique des habitans de chaque district météorologique, et qui fait subsister quatre millions d'hommes dans la riche Belgique, dont le territoire n'est qu'une petite fraction du territoire de la France, tandis que la Sibérie peut à peine nourrir la moitié de ce nombre avec une étendue qui est vingt-six fois celle de notre pays. En suivant M. Hill dans sa traversée de Saint-Pétersbourg au Kamtchatka, nous ferons une étude de physique terrestre qui nous présentera le climat dominant l'homme et la géographie forcément liée à la météorologie.

Le domaine de ces deux sciences s'est prodigieusement étendu depuis quelques années, grâce à l'initiative prise par M. de Humboldt, qui a su voir et enseigner à voir. La lecture des voyages exé-

cutés par des observateurs compétens fournit un grand nombre de résultats que la théorie se propose ensuite d'expliquer, en sorte qu'on y étudie avec agrément les grandes lois de la nature dans leurs applications aux diverses contrées, en évitant l'aridité de la science abstraite. Je ne crains pas d'affirmer que de toutes les sciences descriptives la plus attrayante est la géographie, quand on y joint comme aujourd'hui des notions sur la population, l'industrie, la vie civile, les mœurs, les langues, les religions, les progrès ou le dépérissement des peuples. Il va sans dire que la climatologie de chaque contrée, — ainsi que sa constitution géologique, ses terrains, ses rivières, ses montagnes, — fait partie de sa description en y comprenant même les restes fossiles des animaux qui ont précédé l'ère actuelle. Si on joint à ces données les cartes géographiques, les voyages, la discussion des relations diverses, l'histoire des découvertes des Européens, qui n'ont point encore aujourd'hui exploré le globe entier, on trouvera un champ aussi vaste qu'attrayant pour cette science, que plusieurs personnes semblent regarder comme un jeu de mémoire pour les enfans, et qui embrasse au contraire dans leurs applications presque toutes les lois que le génie de l'homme a pu arracher au secret de la nature.

Tandis que dans les contrées équatoriales la vie *abonde* sous les feux d'un soleil sans ombre et avec les pluies périodiques, les climats du nord sont, suivant l'expression romaine, *privés du feu et de l'eau* par la faiblesse des rayons d'un soleil oblique et par la congélation presque constante du fluide qui est la sève de la nature. Cependant ces hivers presque permanens ne rendent point tout à fait désertes ces régions moins favorisées, et sans parler des phoques et des morses de la Mer-Glaciale qui entoure le pôle nord d'une étroite bande maritime, les deux grands océans, dans leur partie septentrionale, sont peuplés par la race gigantesque des baleines et des cachalots, dont la vie, suivant l'opinion de Buffon, doit être de dix siècles et au-delà, tandis que d'après l'image pittoresque de Lacépède, si l'on dressait une grande baleine à côté des tours de Notre-Dame de Paris, il faudrait hausser ces tours de cent pieds pour atteindre à l'extrémité supérieure de l'immense habitant des mers polaires.

Les nombreuses expéditions envoyées par le commerce à la pêche de la baleine et la découverte récente du passage au nord nous ont fait connaître assez bien toute la Mer-Glaciale. De toutes les terres arctiques, la Sibérie, — quoique soumise au gouvernement régulier d'une nation européenne, la Russie, — est celle que les voyageurs visitent le moins souvent et dont il nous arrive les relations les moins fréquentes. M. Hill est probablement le dernier des rares voyageurs

que l'instinct irrésistible de voir ce qu'on ne voit pas ordinairement a poussés au travers de tout le continent asiatique du nord, en partant de Saint-Pétersbourg et de Moscou pour arriver de l'autre côté, à Okhotsk et à Pétropaulosk, sur les rivages de l'Océan-Pacifique. En même temps qu'il a vu ce pays autrement que dans les hôtelleries, il a noté plusieurs circonstances importantes relatives aux espèces végétales et animales qui peuplent la Sibérie et aux influences des saisons, qui se réduisent à peu près à un dégel de quelques mois, même dans les parties qui, comparées à l'Europe et situées à pareille latitude, sembleraient nourrir de nombreuses populations. Le nord de la Sibérie est trop voisin du pôle, le sud est perdu dans des montagnes qui en excluent les vents du midi, tandis que les vents chauds de l'ouest sont arrêtés par la chaîne de l'Oural. Tout contribue ainsi à détériorer le climat de cette triste région, dont la plus grande partie n'admet que des hordes errantes, aussi misérables que clairsemées sur un si vaste territoire. A mesure qu'en Sibérie l'on marche vers le nord, les subsistances végétales deviennent plus rares, et avec elles les maigres troupeaux abandonnent l'homme; c'est le cheval qui les remplace, puis vient le renne; enfin il ne lui reste que le chien, devenu animal de trait, et qui partage avec l'homme les produits de la pêche et de la chasse, auxquelles il n'a pas l'instinct de participer.

Pour embrasser l'ensemble des climats du nord, énumérons les diverses contrées de l'ancien et du nouveau monde qui viennent aboutir vers le pôle arctique. Si, en quittant Paris ou Londres, on marche toujours directement au nord, on arrive bientôt aux rivages de la mer dite Mer du Nord, et de là jusqu'au pôle on ne retrouve plus aucune terre. Cette partie de l'Europe est la seule qui ait autant de mer au-dessus d'elle. Au nord et à droite s'étendent la Norvége, la Suède, la Laponie et l'extrême Russie d'Europe, limitée aujourd'hui à la chaîne des monts Ourals, anciennement monts Riphées, qui se dirigent du sud au nord de la Mer-Caspienne à la Mer-Glaciale. Sur cette même Mer-Glaciale, une immense région, la Sibérie ou Russie asiatique, verse par de vastes embouchures des fleuves nombreux qui vont prendre leur source à des latitudes moins élevées que celles de la Belgique. Une chaîne continue de montagnes, celle de l'Altaï et de ses prolongemens vers l'est, borne la Sibérie au sud et la sépare du territoire chinois; enfin cette terre atteint à l'orient le détroit et la mer de Behring en se repliant par la grande presqu'île du Kamtchatka. Pour terminer le contour du monde arctique, on suivra l'Amérique russe, qui a aussi la Mer-Glaciale au-dessus d'elle, le Canada anglais, situé de même, enfin le Groënland, séparé de l'Amérique par un large bras de mer, et que souvent on a com-

pris dans la liste des contrées européennes. On peut remarquer que l'empire russe occupe bien plus de la moitié du contour entier de la terre, et que, comme on l'avait dit autrefois de l'empire espagnol, le soleil ne se couche jamais pour lui. L'empire britannique peut prétendre aujourd'hui à la même distinction; mais ce qui est particulier à l'empire russe, c'est la continuité de son territoire,

> Où le milieu du jour arrive d'un côté,
> Tandis que minuit sonne à l'autre extrémité,

ainsi qu'on l'écrivait récemment. La Sibérie, à peu près aussi vaste que l'Europe entière, fait à elle seule au moins la moitié de la portion nord des continens de l'ancien monde et du nouveau, situés à la même latitude qu'elle; mais pour toutes ces régions également boréales, les influences météorologiques établissent des climats bien divers, et dont l'étude offre de curieuses particularités.

Remarquons d'abord que pour toutes les latitudes égales à celles de l'Europe et même un peu plus méridionales, le vent dominant est le vent d'ouest, qui apporte à l'Europe l'air chaud de l'Atlantique du nord. Tout le monde sait aujourd'hui que les courans des mers équatoriales, qui poussent incessamment les eaux chaudes des tropiques contre les rives du Mexique, occasionnent un contre-courant dirigé des États-Unis vers l'Europe, qui remplit d'eau tiède toute cette partie de l'Océan que traversent maintenant en peu de jours les puissans navires à vapeur de l'Union américaine, de l'Angleterre et de la France. L'air qui nous arrive constamment de l'ouest est donc exceptionnellement chaud, et il donne à notre Europe ce climat unique qui permet de cultiver l'orge et quelques céréales jusqu'au Cap-Nord, tandis que le Groënland, privé de ces haleines bienfaisantes, ne dégèle jamais, quoique il atteigne presque les latitudes du nord de l'Écosse. Veut-on un autre exemple? La belle, riche et savante ville de Boston, aux États-Unis, est à la même latitude où les oliviers sont cultivés en Espagne. Elle éprouve cependant des hivers qui, sur les étangs et les petits lacs d'alentour, font pénétrer la glace à un mètre de profondeur. Plus à l'ouest et presque dans le voisinage, les cinq grands lacs américains, véritables mers d'eau douce, gèlent profondément et portent l'hiver des chemins de fer improvisés, comme ils portent des vaisseaux pendant l'été. Quelle triste production que la glace auprès des vins et des huiles d'olive que le beau climat de Bordeaux et de l'Espagne fournit aux cultivateurs indolens! Eh bien! l'activité intelligente du citoyen des États-Unis a transformé cette glace même en une vraie récolte qui s'exporte dans l'Inde et dans les régions tropicales à un prix sans doute bien supérieur à ce que les Asturies retirent de leurs oliviers. Que

ne peut l'industrie américaine? Un homme d'état du temps de l'empire disait plaisamment des habitans de Genève : « Quand vous voyez un Genevois se jeter par la fenêtre, jetez-vous-y tout de suite après lui, il y a encore cent pour cent à gagner. » La république de trente millions d'âmes a-t-elle sous le rapport *utilitaire* beaucoup à envier à la république de trente mille âmes (défalcation faite des annexes catholiques)? Tout en admirant ces prodiges de navigation et de commerce, il va sans dire que je n'entends point comparer ces *articles d'exportation* empaquetés dans la sciure de bois, les feuilles de maïs et de canne à sucre, et des planches artistement jointes, avec ceux de nos vignobles, de nos mûriers, de nos arbres fruitiers et de nos marais salans, que le monde entier du pôle à l'équateur recherche et consomme, sans songer aux circonstances météorologiques auxquelles ils doivent leur existence. En faisant connaître aux lecteurs de la *Revue* mes cartes homalographiques, je mettrai sous leurs yeux le tableau des lignes d'égale chaleur et pour ainsi dire d'égal climat que M. de Humboldt a tracées sur le globe, en y joignant les limites des cultures qui en sont la suite. J'emprunte aux travaux de cet illustre savant cette remarque intéressante pour la France : c'est que vers le milieu de notre pays se trouve le point de plus beau climat du monde entier, en sorte que si vers l'orient du méridien de Paris, on choisit une localité déterminée, toute autre localité quelconque dans le monde entier, à pareille latitude, aura un climat moins favorable. La nature a donc fait beaucoup pour la France; il reste à la France à faire beaucoup pour elle-même! *Aide-toi, le ciel t'aidera.* Marchons sous les auspices encourageans de la science et de l'industrie, mais surtout sous les auspices de l'activité! Tout le monde connaît les anathèmes de Napoléon contre le *maladetto far niente.*

Le courant atlantique d'eau chaude qui revient de Terre-Neuve à l'Angleterre pour redescendre vers les côtes d'Afrique et reprendre ensuite le chemin des côtes du Mexique et revenir encore vers les côtes d'Europe (circuit qu'il accomplit environ en trois ans et demi), ce courant, disons-nous, envoie une branche dérivée qui longe la Norvége, et, dépassant le Cap-Nord, va se perdre dans la Mer-Glaciale. Ce courant que la carte de M. Duperrey, qui fait loi en cette matière, prolonge au-dessus de la Laponie, de la Russie d'Europe et de la Sibérie jusqu'au détroit de Behring, que devient-il plus loin? Continue-t-il son circuit par les mers glaciales au-dessus de l'Amérique russe, du Canada anglais, que depuis quelques mois nous savons être séparé de toute terre polaire (1), ou bien descend-il

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre 1853, article de M. Baude.

vers le sud par le détroit de Behring? C'est peut-être partiellement l'un et l'autre. Avant la découverte des Anglais sur la communication entre les eaux de la mer arctique américaine de l'est et les eaux de la même mer à l'ouest, j'avais prié M. Jacobi de Saint-Pétersbourg, l'inventeur de la galvanoplastie, et que l'Institut de France regrette de ne pas encore compter parmi ses membres, d'obtenir de son souverain que des tronçons d'arbres marqués convenablement fussent jetés à l'ouest de la communication cherchée pour être transportés à l'est au travers des glaces et même sous les glaces, et établir l'existence de cette communication, ce que ne peuvent faire les bouteilles flottantes ordinaires, beaucoup trop fragiles pour se frayer un chemin au travers des glaces ou au-dessous des champs de glaces polaires. L'essai reste à faire, et sans doute il sera mis en pratique maintenant par la marine anglaise ou par celle des États-Unis, devenues l'une et l'autre depuis quelques années *hautement scientifiques* (*highly scientific*). Nous dirons en passant que la Russie semblait désignée pour cette tâche par des antécédens que la France, ni l'Angleterre ne sauraient oublier, car il n'est pas un homme de science dans ces deux pays qui, tout en combattant *nationalement* de tout son pouvoir l'empereur Nicolas, ne regrette de voir un ennemi dans le fondateur de l'observatoire de Poulkova et dans le protecteur scientifique de Struve, de Kuppfer et de Jacobi!

Quant à ce qui regarde ce courant norvégien et son issue par le détroit de Behring ou par la baie de Baffin, *nous saurons un jour,* et sans doute ce jour n'est pas loin. Quoi qu'il en soit, le vent d'ouest, si favorable à l'Europe, vient expirer contre le mur infranchissable des monts Ourals, et, d'après plusieurs données, ce courant d'air semble tourner vers le sud, et aborder ensuite comme vent de nord les rives de la Mer-Caspienne et la Tartarie, par un effet semblable à ce qui se produit déjà à Constantinople et même un peu sur les côtes de l'Illyrie et à Marseille. La Sibérie, isolée ainsi à l'ouest par les monts Ourals, au sud par la chaîne de l'Altaï et des montagnes de la Daourie, qui la séparent météorologiquement des climats du sud, et à l'est par plusieurs rameaux de montagnes courant du sud au nord, comme la chaîne de l'Oural, offre donc un type unique, existant par lui-même sans rien emprunter ou fournir aux contrées voisines. Or cet isolement ne lui est guère favorable. Tandis que l'Europe compte par dizaines de millions les habitans des zones d'égale latitude, la Sibérie, d'après l'estime de M. Hill, n'en contient que quatre millions. Un autre géographe anglais, dont l'autorité est très grande, M. Wyld, auteur du grand *modèle de la terre,* que tant de Français ont admiré en 1851, dans Leicester-Square, à l'exposition de Londres, porte à près de cinq millions la population sibérienne; mais où trouver tant

de millions d'hommes dans les infertiles vallées de l'Obi, du Ienisséï et de la Léna? Entre les parties basses de ces vallées, qui sont noyées par les débordemens de l'été et dévastées par les froids de l'hiver, et les parties hautes, situées près des sources des mille affluens de ces immenses fleuves qui rivalisent avec le Mississipi, l'Amazone, l'Orénoque ou le Saint-Laurent, lesquelles parties hautes sont *stérilisées* par leur configuration montueuse et leur grande élévation, où se trouve la lisière fertile qui pourrait nourrir tant d'habitans? Je ne la vois ni chez les populations urbaines ni chez les minces peuplades de cultivateurs russes, tartares ou mongols. On ne peut guère compter la population des districts des mines, qui font la principale richesse de la Sibérie, et sans lesquelles on a dit que la Russie en abandonnerait bientôt la souveraineté. En réduisant donc à deux millions au plus la population de la Sibérie avec les géographes français, on sera encore, je pense, plutôt au-dessus qu'au-dessous de la réalité; encore faudra-t-il admettre, depuis l'exploration de Gmelin et de ses compagnons, un progrès que rien n'indique avoir eu lieu, surtout depuis la diminution des produits de la chasse aux fourrures, qui, comme au Canada, a coïncidé avec l'activité destructive des chasseurs modernes.

Il est donc bien établi que les vents d'ouest, qui sont les vents dominans pour toute l'Europe, apportent sur cette partie du monde la chaleur et l'humidité de l'Atlantique du nord. La chaleur nous donne le climat favorable dont nous venons de parler, et l'humidité, qui se dépose à chaque barrière élevée que franchit le vent, produit l'arrosement européen, l'un des plus avantageux du globe après celui du bassin du Mississipi et du Missouri, qu'on estime pouvoir nourrir aisément deux cents millions d'habitans. L'Europe en compte à peu près deux cent cinquante millions.

Le même contre-courant d'eau chaude qui remplit le bassin de l'Atlantique du nord se produit également dans le Pacifique septentrional, mais il remonte beaucoup moins haut, d'après la configuration des côtes d'Asie et d'Amérique. Cependant, à la faveur du vent d'ouest, il donne à l'Orégon et à la Californie un climat qui rivalise avec celui de l'Europe, et il entretient dans la Colombie une végétation forestière sans pareille dans le monde entier. Ce vent d'ouest verse sur l'Amérique anglaise ces prodigieuses masses d'eau qui alimentent les fleuves qui vont à la Mer-Glaciale et les lacs sans nombre et presque sans limites qui couvrent cette partie du globe. Ce courant d'air, passant au-dessous de l'Amérique et de la Sibérie orientale, laisse ces deux régions sous l'influence prédominante du vent de nord-est, qui est d'une froideur désastreuse, et, pendant le calme, sous l'influence non moins sévère du rayonnement vers les

espaces célestes. D'après une remarque de M. Hill, dans les froids intenses de 40 ou 50 degrés Réaumur, c'est le vent de la Mer-Glaciale qui tempère un peu cet épouvantable climat.

Au début du voyage de M. Hill, nous sommes à Nijney-Novogorod, entre Moscou et la frontière de Sibérie, sur le Volga, cette grande artère de la Russie, comme le Danube est celle de l'Europe au sud-est. Nous pouvons ainsi faire connaissance non-seulement avec les populations sibériennes qu'attire la foire de Nijney, mais avec la plupart des races de l'Europe et de l'Asie. Chaque année, au milieu d'août, Nijney devient un point de réunion pour trois cent mille étrangers, arrivant par des bateaux, par des bêtes de trait, par des caravanes de chameaux, — de l'ouest avec les produits manufacturiers de l'Europe, — du nord avec les produits des mines et des chasses de la Sibérie, — de l'est avec le thé et la soie de la Chine, — du sud avec les bestiaux, les chevaux et les produits de l'Asie centrale, comme aussi avec les riches étoffes et tapis de l'Arménie et de la Perse. Tous les peuples, hors les Chinois, qui ne sortent jamais du Céleste Empire, sont représentés à Nijney. Les vaisseaux persans de la Mer-Caspienne, les chameaux de la Tartarie, les chevaux turcomans, les voitures ou plutôt les charrettes sibériennes, avec leurs chevaux à poil polaire qui apportent les produits déposés l'hiver par les traîneaux dans les magasins des localités voisines, tout concourt à représenter un congrès de toutes les races européennes et asiatiques pour des transactions pacifiques dont le chiffre s'élève à 220 millions de francs. Dans toute cette foule de chrétiens de toutes les sectes, de musulmans, de bouddhistes, d'idolâtres chamanistes, c'est-à-dire ayant pour directeurs religieux des sorciers reconnus dans chaque localité, en était-il beaucoup qui se demandaient d'où vient le Volga?

Sans doute il vient de ses cent mille sources dans le vaste bassin récemment adjugé à l'Europe par les géographes modernes, tandis que les anciens limitaient l'Europe au Don ou Tanaïs,

Europam ex Asiâ Tanaïs disterminat amnis.

Mais ces sources elles-mêmes, qui les entretient? C'est le vent d'ouest apportant les exhalaisons de l'Atlantique pendant huit ou neuf mois de l'année. Le Dniéper, le Don, le Volga, l'Oural au sud, avec la Néva, la Dwina et la Petchora au nord, représentent à peu près tout ce que l'échange entre l'atmosphère de la mer et l'atmosphère de la terre fournit d'eau excédante à cette partie du continent. Dans les produits commerciaux que reçoit la navigation du Volga, nous avons oublié ceux de la Mer-Noire, qui passent par un petit trajet du Don au Volga. Aussi les Grecs et les Turcs sont à la foire de Novogorod en aussi grande quantité que les autres nations limitrophes de la Russie.

Je ferai grâce au lecteur de la petite pointe de satire que l'auteur se permet sur l'eau bénite de l'église russe et sur la bénédiction des eaux du Volga et de l'Oka. Le poisson des rivières bénies, le thé fait avec leurs eaux, le bol même de punch qui admettait l'eau sacrée, étaient, suivant cet *hérétique*, tout à fait sanctifiés. Suivant lui, les agriculteurs et les marchands russes comptent un peu trop sur les bénédictions cléricales pour remplir leur bourse. J'avoue que j'aime mieux les voir fonder leurs espérances sur ces bénédictions que sur le brigandage. La foire a lieu vers la fin d'août, évidemment pour laisser s'établir toutes les communications d'été des contrées septentrionales. Voici une autre remarque critique du voyageur qui pourra faire refléchir nos Européens, habitués sans contrôle à mépriser *au physique et au moral* tout ce qui n'est pas civilisé à notre manière :

« Ayant traversé le canal, nous arrivâmes à ce qu'on peut appeler un des faubourgs de la grande citadelle commerciale occupée momentanément par tant de milliers d'étrangers. Nous y trouvâmes des promenades et des *cafés* (l'auteur emploie le mot français), lesquels pouvaient presque rappeler les établissemens et les promenades du même genre des Champs-Élysées de Paris, et nous entrâmes dans un de ces cafés, où nous fûmes attirés par la musique. Nous trouvâmes au premier étage une immense salle élégamment approvisionnée de tout ce qui peut être attrayant pour un étranger. Contrairement à l'usage de pareils établissemens, où on voit un grand nombre de petites tables disposées autour de la pièce, il régnait ici tout autour une seule et même table étroite et longue avec des bancs des deux côtés. Il y avait de plus deux rangs de bancs en étages, contigus au mur, l'un plus élevé que l'autre. Sur le banc supérieur étaient assis plusieurs petits groupes de *belles* musiciennes (1). Ces groupes séparés jouaient de la harpe et d'autres instrumens à cordes; toutes ces artistes portaient le costume de leurs nombreuses contrées natales. Ainsi sous le même toit étaient réunis la beauté et le talent de la Grèce, de l'Italie, de l'Allemagne, de la Hollande, de la Russie méridionale et des autres parties de l'Europe (l'auteur évite de nommer la France et l'Angleterre), en un mot de toutes les contrées de la chrétienté, car le privilége dont jouissent les hommes de transformer leurs filles en mécaniques portatives destinées à amuser le monde entier est réservé exclusivement aux *seuls pays chrétiens*. Par suite, tous les étrangers qui étaient dans ce café étaient des hommes non-seulement d'Europe, mais en grand nombre de toutes les nations du monde, la Chine exceptée. »

Un peu plus haut, M. Hill mentionne un directeur français qui avait amené cinq cents *belles* artistes de l'Europe occidentale (probablement de France et d'Angleterre), habiles dans tous les arts qui servent à la récréation des hommes entre les heures des affaires et celles du sommeil.

(1) En anglais, le mot galant de *belles* (*fair*) ne désigne que le sexe féminin, sans préjudice pour ou contre la beauté.

Le thé, ce thé supérieur de Russie connu à Paris, où il est rare, sous le nom de *thé de caravane,* est un immense objet de commerce à Nijney-Novogorod, où il est apporté par les Tartares qui le prennent dans la Chine. M. Hill pense que ce n'est point l'air de la mer qui, comme on le croit communément, ôte au thé une partie de sa qualité, ainsi que cela a lieu pour le thé que les Anglais et les Américains vont chercher en Chine au moyen d'une immense navigation. C'est, selon M. Hill, à la qualité vraiment supérieure du thé des provinces du nord de la Chine, où les Tartares s'approvisionnent, qu'il faut attribuer l'excellence du thé russe. Au reste, le thé des caravanes est enveloppé avec un soin extrême dans des feuilles d'étain et recouvert de peaux de bœuf. Je ne trouve dans M. Hill aucune mention de l'opinion bien connue, et corroborée par le témoignage de l'expédition scientifique envoyée en Sibérie par le gouvernement russe dans le siècle dernier : à savoir que le thé fait avec l'eau provenant de la glace fondue jouit d'un arome supérieur. Si le fait est vrai, comme il n'est guère permis d'en douter, les gourmets de Paris, hommes et femmes, qui ont facilement de la glace en tout temps, peuvent se procurer ce précieux avantage, à moins que le thé anglais ne soit pas, comme le thé russe, susceptible de cette notable amélioration (1).

Le séjour à Nijney nous offre une bonne occasion pour énumérer les diverses races qui composent l'empire de Russie. M. Hill reproduit sur ces races quelques notions familières à tout le monde; nous préférons à ce que dit là-dessus M. Hill en 1854 ce qu'écrivait en 1851, c'est-à-dire en dehors de toute influence actuelle, un savant géographe anglais, M. Wyld : « La Russie (d'après M. Wyld) est un des deux empires du monde qui ont un peu plus de superficie que l'empire anglais; mais l'empire russe est beaucoup au-dessous de celui-ci et de l'empire chinois pour la population, comme pour la puissance il est bien inférieur à l'Angleterre. La Russie, dans le siècle dernier,

(1) Voici ce qu'on lit dans Gmelin, traduction de Kéralio : « La rivière de Léna passe à quelque distance de Iakoutsk, et les eaux du voisinage gèlent en hiver. Ainsi, lorsqu'on veut avoir de l'eau, il faut l'envoyer chercher très loin. Les officiers de la flotte (à Iakoutsk la Léna a douze kilomètres, c'est-à-dire la moitié de la largeur du Pas-de-Calais) qui firent usage d'eau commune et de glace fondue s'aperçurent que celle-ci communiquait au thé un goût et une couleur plus agréables : nous répétâmes leur expérience, et le résultat fut le même. Il faut observer de ne pas fondre la glace sur un feu qui fume; elle prend le goût de fumée plus facilement que l'eau commune (c'est parce qu'elle est privée d'air). On la préfère aussi pour faire du punch, et quelques-uns prétendent qu'elle cuit mieux les alimens » (Cette dernière particularité pourrait provenir de ce que l'eau, en se congelant, abandonne certains sels nuisibles à la cuisson des légumes et en général se purifie de plusieurs corps étrangers, comme on le remarque dans la cristallisation du salpêtre et de plusieurs sels en dissolution.)

s'est emparée de la plus grande partie de la Pologne et a enlevé à la Suède ses provinces orientales; dans ce siècle, elle est arrivée au démembrement de la Turquie et de la Perse, et dans la Circassie elle soutient contre le peuple une guerre nationale; de la Sibérie, elle s'est avancée en Amérique, et a occupé une vaste étendue de pays sur la côte nord-ouest, mais sans aucun pouvoir réel. Une circonstance arrête le développement de la puissance navale de la Russie, c'est qu'elle n'a de sortie que sur des mers sujettes à geler ou fermées par des terres, comme la Baltique et la Mer-Noire... C'est la Russie européenne qui fait la force de l'empire; là l'élément slave domine. La Grande-Russie comprend vingt-huit millions d'habitans, et la Russie-Blanche douze millions; les Polonais et les Lithuaniens forment quatre millions, sans compter la Finlande et quelques autres races. La race dominante, celle de la Grande-Russie, n'est guère aimée par les autres parties de la population, et notamment par les Polonais et les Lithuaniens... Plusieurs des rivières qui coulent au nord et au sud entrecroisent leurs sources et sont unies par des canaux; une vaste voie de communications intérieures est ainsi ouverte et rappelle la ligne commerciale des fleuves des États-Unis, mais avec la navigation à vapeur sur une bien moindre échelle. »

La force de l'empire russe résidant surtout, comme le remarque M. Hill, dans la Grande-Russie et dans la Russie-Blanche, il s'ensuit que les provinces moins favorisées, — la Sibérie par exemple, — ont dans cette infériorité même un titre particulier à la sollicitude du gouvernement impérial. Malheureusement ce grand empire ne paraît pas, comme les États-Unis, savoir coloniser à l'intérieur et conquérir par une augmentation utile de population, sans sortir de son territoire, plus de millions de sujets que n'en peuvent donner les empiétemens de territoire sur les contrées mal peuplées de l'Asie centrale. Quelques petites localités de la Sibérie ont été pourvues d'habitans à grands frais; mais passé la ville d'Irkoutsk, capitale de la Sibérie orientale avec une population de dix-huit mille âmes, et celle d'Iakoutsk, bien plus au nord, sur l'immense fleuve de la Léna, avec cinq mille âmes, les Russes sont à l'orient du continent asiatique à peu près aussi rares que les Anglais et les Français. Dix mille exilés environ, la plupart malfaiteurs et *malfaisans*, sont envoyés annuellement en Sibérie, mais ils n'ont encore peuplé que de rares villages dans un pays d'ailleurs très rebelle à la culture, et ils n'ont pas la permission d'exercer des métiers ou de faire le commerce. Les exilés politiques sont traités avec quelques égards. Les Samoïedes et les Koriacks sur la Mer-Glaciale, les Tongouses, les Iakoutes et les Tchoutchis, joints à quelques Tartares, composent des populations nomades vivant de quelques bestiaux, de chasse et de

pêche. Dans leurs croyances superstitieuses, soumis à leurs *chamans* ou sorciers, ils ne s'élevent pas même jusqu'à l'idolâtrie. Quelques-uns sont cependant chrétiens au moins nominalement, mais toutes les relations modernes s'accordent à confirmer les rapports de Gmelin, savoir que c'est par politique pure qu'ils se laissent associer à la religion de leurs maîtres : « tous ces gens-là, dit-il, n'ont pas les premiers principes de la religion chrétienne; ils pensent qu'elle consiste à porter une croix, à faire le signe de la croix, à ne pas manger de chair de cheval et à observer les jeûnes prescrits. Lorsque l'archevêque vint dans ce canton, il fit assembler les habitans. Quelques-uns vinrent à lui de bonne volonté, mais la plupart y répugnaient, et il fallut que les dragons qui accompagnaient l'archevêque les fissent sortir de leurs huttes. Ces Tartares habitent le long de la Tchoulima; le lieu était commode pour les baptiser. Ceux qui refusaient le baptême étaient jetés dans l'eau. Lorsqu'ils revenaient à bord, on leur attachait une croix au cou, et ils étaient chrétiens. » On sait que dans l'église grecque le baptême s'administre par immersion totale, ainsi rien ne manquait aux néophytes sibériens. Cependant on ne peut s'empêcher de penser avec le grave Gmelin que c'était un sacrement *conféré singulièrement*. Les guides iakoutes de M. Hill s'échappaient aussi parfois la nuit pour aller faire leurs offrandes au diable.

En fait de produits minéralogiques, la Sibérie a cependant tout ce qu'il faudrait pour attirer et retenir des populations plus nombreuses et moins misérables. L'or et le platine se trouvent, comme on sait, à l'état natif en Sibérie, le long de l'Oural et dans la partie la plus élevée des montagnes et des collines du midi, c'est-à-dire dans l'Altaï et la Daourie. En voyant les échantillons de ces minerais, M. de Humboldt déclara qu'on y devait trouver des diamans comme aux Indes et au Brésil. C'était donc une troisième localité diamantifère. La prophétie s'est fidèlement réalisée, quoique l'on n'ait pas encore découvert de gisement industriellement important de ce précieux minéral. On a aussi mis récemment en circulation quelques diamans provenant, disait-on, de l'Algérie; mais, pour moi du moins, l'existence de cette gemme dans nos possessions musulmanes n'est pas encore complétement hors de doute : c'est, comme on sait, une espèce de ciment naturel rougeâtre qui indique la présence du diamant, et je n'ai point encore vu de ce ciment, dit *cascalho*, provenant des provinces françaises de l'Afrique.

L'aspect de la Sibérie est parfaitement régulier : ce sont des terrains élevés et montagneux dans le sud, qui ont une pente uniforme vers le nord et versent d'abondantes eaux dans la Mer-Glaciale. Ces eaux y arrivent par l'air comme partout ailleurs, mais on ne sait pas

bien encore d'où viennent les courans d'air qui les amènent sous forme de neige et rarement de pluie, à moins que l'on ne soit dans la courte saison chaude de ce pays. Tout le monde s'accorde à exclure les vents du sud, venant de l'Asie centrale, les vents d'ouest, arrêtés par les contreforts de l'Oural, et enfin les vents d'est, qui seraient en opposition avec le courant général, qui dans ces latitudes marche en sens contraire, c'est-à-dire venant de l'ouest et allant vers l'est. En admettant le courant chaud de M. Duperrey, qui court dans la Mer-Glaciale tout le long et au nord de la Sibérie, ce seraient les vents polaires remontant vers le sud qui déposeraient l'eau de l'Obi, du Ienisseï, de la Léna, de la Kolyma. M. Hill établit très bien que presque toujours le vent du nord en Sibérie élève la température, que la pureté du ciel et son état de calme ordinaire font descendre à des degrés désastreux. Ce problème de l'approvisionnement d'eau des grandes rivières sibériennes m'a longtemps occupé sans succès. En voici, je pense, la solution : c'est le degré très faible d'évaporation que subit la neige, qui tombe pendant une saison froide de huit à neuf mois environ, le dégel n'arrivant pour la Léna, par exemple, que vers le commencement de mai. Toute l'eau qui tombe se conserve donc presque entièrement sans déperdition, tandis que dans nos climats presque toute l'eau tombée se réévapore et retourne dans l'atmosphère par un jeu continuel de précipitation et de réabsorption. De plus, cette eau tombée ne sert à entretenir les courans immenses des rivières de Sibérie que dans les premiers mois de la fonte des neiges, où le sol dégèle seulement à une médiocre profondeur. D'épouvantables inondations et la formation d'immenses fondrières signalent la saison de la fonte des neiges. A l'automne, plusieurs grands cours d'eau tarissent, et tous éprouvent une notable diminution. On peut dire qu'en Sibérie le régime torrentiel domine. C'est ce qu'ont bien constaté les rares navigateurs russes qui ont exploré par ordre de leur gouvernement la mer glaciale de Sibérie. La cause et l'effet sont donc ici parfaitement en rapport : — peu de perte par l'évaporation et emploi de presque toute la neige tombée pour entretenir, *seulement pendant quelques mois,* les grandes rivières, lesquelles, vu le peu de pente qu'elles ont en arrivant dans le voisinage de la mer, débitent ou dépensent très peu d'eau. Elles paraissent donc d'une étendue immense, comme le Rhin et la Meuse dans les Pays-Bas. Tout le monde sait que si on donnait à la Saône la vitesse du Rhône, elle se réduirait presque à un ruisseau, et la Seine entière à Paris ne suffirait pas à la dépense d'un jet d'eau de trois cents pieds de hauteur jaillissant par une ouverture d'un pied de diamètre, d'après les calculs infaillibles de Mariotte, si légèrement critiqués par Voltaire, qui s'extasie en plusieurs endroits sur la vanité de la science, qui *s'oc-*

cupe de savoir combien il passe d'eau sous un pont. Ces notions cependant sont celles qui servent de fondement à la théorie de l'arrosement naturel et de l'irrigation artificielle des diverses contrées. Partout on peut dire comme dans le midi de la France et dans l'Espagne : *Tant vaut l'eau, tant vaut la terre.* Heureuses les contrées que la nature arrose elle-même sans exiger le travail de l'homme! Sous ce rapport, l'admirable vallée du Mississipi et du Missouri, qui, du temps de nos pères, appartenait encore à la France, est celle qui présente sur le globe entier la plus universelle et la plus énergique fertilité, et cela est dû à l'eau qui passe *sous les ponts* (quand il y en a), en dépit de Voltaire et de toutes ses plaisanteries sur les gens qui semblent avoir pour mission de *calculer* cette eau, très peu poétique et encore moins dramatique.

Nous ne ferons qu'indiquer l'itinéraire de M. Hill; notre but est surtout de nous arrêter avec lui aux stations les plus favorablement situées pour étudier le climat de la Sibérie. Sauf un petit nombre d'accidens de traîneaux accrochés ou même retournés sens dessus dessous, d'officiers de police de mauvaise humeur ou ivres, le voyage de M. Hill a été très heureux. Ayant conçu le désir et l'espoir de traverser la Sibérie de l'ouest à l'est pour arriver à Okhotsk et à Pétropaulosk, sur l'Océan-Pacifique, l'auteur des *Travels in Siberia* obtint, non sans quelque peine, les passe-ports nécessaires. Une de ses stations fut à Irkoutsk, près du lac Baïkal, d'où il se rendit aux frontières de la Chine. Il suivit ensuite, de Irkoutsk à Iakoutsk, le cours de la Léna, et courut pour ainsi dire à travers champs de cette dernière ville à Okhotsk; mais alors des fondrières, des passages de rivières à gué, des abstinences forcées, enfin des rencontres d'ours, rendirent cette dernière partie du voyage très pénible et même dangereuse. Parvenu enfin sur l'Océan-Pacifique, M. Hill se trouva sur la grande route du monde entier, et revint en Europe, rapportant beaucoup d'observations sur la nature et sur les mœurs des races qui habitent la Sibérie.

Ce qui appelle d'abord l'attention, c'est le froid intense qui désole cette contrée immense, même dans les parties les plus méridionales. Un journal tenu à Irkoutsk, dans l'hiver de 1847 à 1848, a constaté un froid habituel de 15 à 16 degrés du thermomètre de Réaumur pour décembre, janvier, février et mars. En avril et au commencement de mai, le thermomètre fut rarement au-dessus de la glace fondante; plusieurs fois la température où le mercure gèle fut dépassée, et le thermomètre à mercure ne donnait plus d'indications. On sait d'ailleurs que l'esprit de vin ne gèle jamais, et par suite on fait usage du thermomètre à alcool en Sibérie. On se sert de certains calorifères

pour échauffer les appartemens des villes, mais dans la campagne les rares habitans dépriment le niveau de leurs habitations au-dessous du sol pour y trouver une température un peu moins basse, à peu près comme dans l'Inde anglaise on creuse aussi des demeures souterraines pour éviter l'excès de la chaleur. Virgile nous peint très exactement les peuplades du nord vivant sous terre à l'abri des sévérités du climat :

> Ipsi in defossis specubus secura sub altâ
> Otia agunt terrâ.

Mais ces *loisirs* n'ont rien de poétique. Le voyageur anglais, comme tous ses devanciers, nous peint les Tongouses, les Iakoutes, les Tartares sibériens, les Tchoutchis, comme étant d'une saleté repoussante et vivant, au fond de ces trous recouverts de planches et de branchages, dans une malpropreté pire que celle des plus immondes animaux domestiques. Le thé semble une boisson meilleure que l'eau-de-vie pour combattre les effets du froid. C'est aussi ce qui fut observé par le capitaine Ross dans son voyage près du pôle sud. Tout l'équipage se trouva très bien de la substitution du thé aux boissons alcooliques. Les voyageurs en Sibérie remarquent du reste que le thé les tient éveillés, ce qui est un grand avantage, car un profond sommeil où l'organisation ne réparerait pas par un travail continuel les pertes de chaleur que fait le corps dans une atmosphère froide à 30, à 40 degrés Réaumur, ce sommeil, disons-nous, pourrait devenir mortel. Une curieuse dissertation sur les avantages que procure la glace en s'accumulant comme un masque sur la figure, au moyen de l'eau fournie par la respiration, prouve la condition violente de l'homme respirant un air si froid. M. Hill pense aussi que le froid très intense amène le calme dans l'air. Il prend la cause pour l'effet. C'est le calme de l'air et sa transparence qui permettent le rayonnement de la chaleur dans l'espace, et produisent un froid intense qui n'est point mitigé par le contact réitéré de l'air avec les corps terrestres. L'auteur observe très bien qu'on souffre plus d'un froid de 20 degrés, quand il y a du vent, qu'on ne souffre d'un froid de 35 degrés dans le calme; en effet, dans le premier cas, le renouvellement continuel du contact de l'air avec le corps enlève bien plus de chaleur que ne le fait l'air en repos, même quand le froid est plus intense. C'est ce qu'on éprouve à Paris comme en Sibérie. Le calme de l'air pendant l'hiver qui vient de finir a singulièrement diminué les souffrances du froid. Le peuple dit, surtout hors des villes : *Pas de vent, pas de froid.*

Un chapitre spécial des *Travels in Siberia* est consacré à des spé-

culations relatives au climat de la Sibérie. L'auteur est à Iakoutsk, presque sous le cercle polaire. Pendant l'été, le thermomètre de Réaumur monte à 16 et 17 degrés. Il y règne une chaleur intense, due à la présence continuelle du soleil sur l'horizon. Même à cette époque de l'année, le sol ne peut, dans certaines parties, dégeler qu'à une petite profondeur. M. Hill a vu cependant un puits, profond de cinquante-cinq pieds anglais, dans lequel l'eau ne gelait jamais; mais le terrain d'Iakoutsk est tellement bas et tellement imbibé d'eau par sa propre nature et par les débordemens de la Léna, que le froid ne peut y pénétrer et s'y maintenir. Le voyageur anglais indique le froid de 50 degrés Réaumur comme un terme atteint à Iakoutsk, et c'est beaucoup plus que l'extrême froid qu'ont éprouvé les navigateurs qui ont hiverné dans les mers au nord de l'Amérique. Au lieu de chercher l'explication naturelle de ce fait dans la position non maritime d'Iakoutsk, position qui, comme on sait, exagère toujours le climat et tend à le rendre *excessif*, c'est-à-dire sujet à de plus grandes variations de chaud et de froid, M. Hill admet une théorie beaucoup plus savante, où il fait intervenir l'épaisseur de la croûte solide de la terre, qui, suivant lui, pourrait être moindre dans certaines localités. Il y a longtemps qu'il est prouvé que l'épaisseur des continens est telle qu'il ne peut passer annuellement au travers qu'une très petite fraction de degré de chaleur, tandis qu'ici il s'agit de rendre raison d'une anomalie de plusieurs degrés. Cette cause ne peut donc être invoquée.

Puisqu'il vient d'être question des terrains en perpétuelle congélation à une petite profondeur, je dirai que tout flanc de montagne abrité du soleil, où la neige peut s'accumuler l'hiver pour ne fondre que tard dans l'été ou l'automne, me semble réunir toutes les conditions pour être constamment gelé à quelques centimètres de la surface. En effet, la glace et la neige accumulées sur le terrain ne laisseront pénétrer la chaleur dans le sol qu'après la fusion totale de la couche solide, tandis qu'en hiver rien n'empêchera le froid de pénétrer au travers de la neige, dont la température peut s'abaisser indéfiniment. Des localités placées dans ces conditions ne doivent pas être rares dans les pays de montagnes, et je pense en avoir découvert une dans l'Auvergne, sur le chemin du Mont-Dore au lac Pavin, près d'un petit village appelé, je crois, Vassivière. La température très basse des sources indiquait qu'elles coulaient au travers d'un sable volcanique ou granitique en glissant sur un fond glacé. Je n'eus pas le temps de faire creuser dans le voisinage. Un explorateur muni d'un fleuret ou sonde de mineur ferait sans peine cette curieuse découverte. Il est du reste évident ici que toute la question repose sur le temps plus ou moins long où la neige ne couvrira pas le sol, car

tant que celle-ci existera, le sol qu'elle défend de la chaleur de l'air et du soleil restera gelé, et s'il ne s'écoule que peu de jours entre le moment où l'ancienne neige aura disparu et le moment où il en tombera de nouvelle, le sol, qui n'aura pas eu le temps de dégeler à une grande profondeur, sera nécessairement, à une profondeur un peu plus grande, dans un état de perpétuelle congélation. Pour imiter expérimentalement cet effet naturel, je plaçai un thermomètre habillé d'une épaisse couche de glace, pendant des temps égaux, tantôt dans une enceinte chaude, tantôt dans une enceinte froide, et je trouvai que la moyenne des températures du thermomètre était au-dessous de la moyenne des deux températures des enceintes qu'il avait occupées successivement, parce que, pendant son séjour dans l'enceinte chaude, la fusion de la glace empêchait la pénétration de la chaleur. Si cette moyenne eût été au-dessous de zéro, le thermomètre fût resté lui-même au-dessous du terme de la congélation. Dans la nature, la succession de l'hiver et de l'été représente l'effet des deux enceintes, l'une chaude, l'autre froide, de mon expérience.

Après Iakoutsk, il est un autre point de la Sibérie bien digne de fixer l'attention des voyageurs : c'est la région qui avoisine le lac Baïkal. M. Hill a trouvé ce lac gelé, et il l'a traversé sur une couche de glace si transparente, qu'il était impossible de ne pas croire que l'on glissait sur l'eau elle-même. Cette observation curieuse avait déjà été faite. La surface supérieure de la glace était en même temps d'un poli parfait, et avec des chaussures ordinaires il était impossible de s'y tenir debout. Cette belle pièce d'eau pure est située dans l'extrême sud de la Sibérie, à la latitude de l'Angleterre. Ce lac a 600 kilomètres de long et 90 dans sa plus grande largeur. Il est à 500 mètres au-dessus du niveau de la mer, et, suivant les naturels du pays, c'est une vraie mer qui communique avec l'océan par des conduits souterrains. On y trouve des phoques et une sorte d'esturgeon comme dans la Mer-Glaciale, et même des éponges. M. Hill parle aussi de coraux et d'autres productions marines que le Baïkal rejette sur ses rives pendant de violentes tempêtes. Ce lac, comme tous les lacs d'eau douce, est traversé par une ou plutôt par plusieurs rivières. Les deux principales sont l'Angara, qui conserve son nom à la sortie du lac, et la Selenga, beaucoup plus forte, qui arrive au travers des montagnes, et en franchissant une immense distance, de l'intérieur du territoire de la Chine. L'Angara, au sortir du Baïkal, est une rivière très rapide et qui ne gèle jamais. On prétend qu'on y pêchait autrefois des coquilles perlières. Comme beaucoup de personnes se demandent, en voyant d'énormes moules de rivière à une grande distance de la mer, comment ces coquillages ont pu y naître ou y être apportés, je vais indiquer comment la nature a fait, pour les éponges et

pour les phoques du Baïkal, ces curieuses acclimatations. La pisciculture ou l'acclimatation des poissons n'est-elle pas maintenant à l'ordre du jour?

Reportons-nous à la catastrophe qui, abîmant les anciens continens et relevant le fond des mers pour en faire de nouvelles terres, laissa le bassin du Baïkal rempli d'eau de mer avec ses phoques, ses éponges, ses moules marines. Peu à peu, ce lac, recevant cent soixante-dix rivières de six cents sources diverses et déversant son trop plein par l'Angara inférieure, commença à se dessaler. Peu à peu, les phoques marins s'habituèrent à ce changement de régime et devinrent phoques d'eau douce. Je n'ai pas besoin de dire que s'il y avait une communication souterraine des eaux du Baïkal avec la mer, ce canal, où l'eau coulerait avec une vitesse de 70 mètres par seconde, aurait bientôt vidé le lac, quelque mince que fût à l'origine le conduit que l'on supposerait. Les phoques pourraient bien *s'écouler* dans la mer; mais remonter un courant d'une vitesse triple de celle d'un cheval de course, c'est aussi impossible à un phoque qu'il l'est à un ballon de marcher contre le vent. Les baleines et les dauphins font de 10 à 11 mètres par seconde dans l'eau au repos; il y a loin de là à faire plus de 70 mètres en s'appuyant sur un courant rétrograde (1). On peut croire que c'est par dessalement progressif que sont restées dans les rivières, en s'acclimatant, plusieurs coquilles maritimes qui sont devenues peu à peu coquilles d'eau douce. Voici donc un nouveau système d'acclimatation avec changement de milieu. Mettez par exemple des huîtres au bord de la mer dans un parc susceptible de recevoir un filet d'eau douce, et voyez si peu à peu vous pouvez faire vivre ces mollusques dans de l'eau en partie dessalée, et enfin si eux ou leurs descendans pourront vivre dans l'eau pure. Alors on pêcherait des huîtres entre les ponts de Paris comme

(1) Au commencement du siècle dernier, l'existence des phoques dans le lac Baïkal faisait déjà l'étonnement d'Anderson, magistrat de Hambourg, savant illustre et homme d'état distingué : « Ceci me paraissant fort extraordinaire, je pris le parti, pour m'assurer de la vérité du fait, de m'adresser à M. Heidenreich... Il me confirma la vérité de la narration, en ajoutant qu'il avait vu ces animaux sur le lieu même, qu'ils ressemblaient en tout à ceux de la Baltique, sinon qu'ils étaient un peu plus petits; que le lac étant gelé, ils savaient adroitement conserver par-ci par-là des ouvertures dans la glace pour en sortir et pour y rentrer selon leurs besoins... J'ai souvent réfléchi comment il a été possible que ces animaux et les gros esturgeons qu'on y trouve aussi soient entrés dans ce lac. » Anderson imagine que les phoques et les autres animaux et poissons marins ont remonté le Ienisseï, la Tongouska, l'Angara, et sont venus, en changeant brusquement de milieu, vivre dans le plus pur de tous les lacs du monde. Au moins il n'admet pas ce qui est mécaniquement impossible. Cette impossibilité n'a pas frappé le sage M. Hill, auquel j'ai encore à reprocher une prétendue *raréfaction de l'air par le froid* (*rarefaction of the air by the cold*) qu'il donne comme la cause d'un effet de perspective aérienne observé sur le lac Baïkal.

à Cancale, à Marennes et à Ostende. Au train dont va le monde depuis un demi-siècle, peut-on prévoir ce que seront les sociétés humaines dans un ou deux siècles d'ici?

C'est encore dans les parages du lac Baïkal que se trouve la station de Kiachta ou Kiakhta, par laquelle la Russie communique avec la Chine. C'est la seule porte de communication officielle entre les deux grandes nations. Par là, la Russie reçoit le thé du Céleste Empire, en grains et en briques, le sucre chinois, le coton de Nankin, le tabac (1) et une sorte de soie épaisse. A la fête de la pleine lune de février, M. Hill eut le bonheur d'assister aux réjouissances chinoises avec le commandant russe de la frontière, mais il n'était pas moins curieux de faire connaissance avec la population mongole soumise à l'empire de la Russie et professant la religion de Bouddha, dont on sait que le Dalaï-Lama, résidant au Tibet, à Llassa, est le représentant immortel. C'est un des plus curieux épisodes du voyage de M. Hill que sa visite à un *khomba-lama* ou grand-prêtre bouddhiste, qui, sur le territoire russe, dans les environs du lac Baïkal, est le chef de la religion de deux cent mille *bouriats* de race mongole, sur lesquels les missionnaires protestans et les Bibles n'ont rien gagné du tout. Ce *khomba-lama* et les autres de même rang, quoique inférieurs au grand-lama du Tibet, jouissent comme leur supérieur du privilége de l'immortalité. A la vérité, on les voit mourir comme les autres hommes; mais c'est une complète illusion, une étrange erreur! Leur âme passe dans le corps d'un nouveau-né, et leur existence continue. Le seul embarras est de trouver l'enfant qui est pourvu de l'âme du défunt *lama*. C'est le collége des lamas qui procède à cette reconnaissance et qui, pendant la minorité du jeune enfant, administre la *lamaserie*. N'allez pas croire au moins que cet enfant possède une âme toute développée, comme il semblerait convenable de l'admettre : cette âme, en prenant un corps d'enfant, s'est rapetissée au niveau de sa nouvelle demeure. On jurerait, à voir le petit grand-lama, que c'est un enfant au moral comme au physique. Quelquefois aussi, quand il y a un lama puissant, on reconnaît que l'âme du *khomba-lama* a passé dans son corps, tandis que l'âme de ce lama devenu tout à coup grand-lama, délogée brusquement, est allée se caser dans le corps d'un enfant nouveau né quelconque dont on ne s'inquiète aucunement. Tout le monde du reste s'accorde à rendre justice à la pureté de mœurs, à la douceur des lamas; il n'y a dans leur religion aucune trace de férocité. Ceux de Russie, outre le service des temples, sont employés comme médecins. Ils réussissent

(1) Plusieurs autorités sibériennes semblent établir que l'usage du tabac en poudre, dit en France tabac à priser, est d'origine chinoise.

bien dans les soins qu'ils prennent des malades, et sans doute leur ascendant moral vient en aide aux médicamens.

Les missionnaires protestans ayant complétement échoué auprès des adorateurs de Bouddha, on craignit naturellement de voir surgir en M. Hill un nouvel apôtre. Le voyageur rassura tout le monde et prit congé de l'immortel, avec lequel il avait tant bien que mal échangé quelques phrases. L'opinion de M. Hill est que le bouddhisme est une religion en rapport avec les intelligences qui la pratiquent, et qui ne concevraient pas l'esprit des religions de l'Europe. Sans vouloir faire ici du prosélytisme, je ne puis adopter ni cette opinion, ni les chiffres qu'on cite à l'appui. Le bouddhisme, suivant Hassell, cité par M. Hill, est la religion qui compte le plus de croyans : il en porte le nombre à trois cent seize millions en comprenant toutes les sectes. Le même auteur admet deux cent cinquante-deux millions de chrétiens de toutes les communions, cent vingt millions de musulmans, cent onze millions de bramines avec quatre millions de juifs. Les autres hommes sont idolâtres ou sans religion régulière, au nombre de cent trente-quatre millions. J'ai sous les yeux les nombres peu concordans de Malte-Brun, de Pinkerton, de Balbi. Ce dernier admet deux cent soixante millions de chrétiens : c'est la plus forte évaluation; mais comment peut-on restreindre à ce nombre les chrétiens de toutes les sectes, puisque l'Europe seule donne deux cent cinquante millions d'âmes, dont bien peu professent une religion autre que le christianisme, et que de plus la race anglaise réunit vingt-huit millions d'âmes dans l'Amérique du Nord, et la race espagnole vingt-deux millions dans l'Amérique du Sud, lesquels sont presque tous chrétiens? Il y a encore près de deux millions de chrétiens en Sibérie. L'Australie fait de rapides progrès entre les mains de la race anglaise, et dans l'Arménie, l'Asie-Mineure, la Syrie, la Palestine et l'Abyssinie, que de millions encore de chrétiens! Voilà donc une croyance et une direction de civilisation qui ont réuni sous leur bannière un tiers de la race humaine. Il n'y a pas à rechercher si le christianisme est ou n'est pas en rapport avec le génie de l'humanité; il ne s'agit pas ici de théologie, il s'agit de la science des faits et d'une forte organisation pour les sociétés modernes : or l'expérience a prononcé en faveur du christianisme, soit catholique, soit grec, soit protestant.

Pour ne pas être injuste envers les musulmans, dont la Sibérie contient un assez grand nombre dans sa partie occidentale et méridionale, où elle confine à la Tartarie et au Turkestan, il faut convenir que l'abstinence des vins et des liqueurs fermentées et enivrantes donne aux peuplades musulmanes une grande supériorité sur toutes les autres races sibériennes, qui sont non moins adonnées à l'ivro-

gnerie que les sauvages de l'Amérique, et pour lesquelles l'abus des boissons alcooliques est une cause de dépeuplement tout aussi efficace. On se ferait difficilement une idée de toutes les substances dont les Sibériens retirent de l'alcool; le blé, les racines des plantes, le lait aigri, le pain fermenté dans l'eau, la bière, les fruits sauvages, tout se change pour eux en alcool et aboutit à une ivresse continue et abrutissante. Quand un Sibérien musulman veut se faire chrétien, ses coreligionnaires lui disent : C'est par servilité que tu apostasies ou par amour de l'ivrognerie. — La plupart du temps c'est pour ces deux motifs à la fois. Les progrès du christianisme en Sibérie s'expliquent moins d'ailleurs par les efforts des missionnaires que par le mélange de la race russe avec les indigènes. Les missions et les ukases n'ont rien produit sur les tribus errantes; les alliances ont tout fait. Il y a bien là de quoi faire réfléchir les hommes d'état, rois et philosophes, qui ont la prétention de conduire le genre humain : *Erudimini qui judicatis terram!*

Intéressante par son climat et ses populations, la Sibérie mérite aussi d'être étudiée à un autre point de vue qu'il nous suffira d'indiquer en finissant : nous voulons parler des ressources qu'elle pourrait offrir à l'industrie et au commerce. Si l'on en croit M. Hill, les deux ports russes de l'est de la Sibérie, Okhotsk et Pétropaulosk, n'ont aucune importance commerciale, et cependant la pêche de la baleine, celle des morses ou chevaux marins à dents d'ivoire pourraient enrichir plusieurs villes marchandes. Maintenant que les citoyens des États-Unis sont établis sur le Pacifique, il est probable qu'ils ne laisseront pas longtemps improductive cette branche d'industrie maritime. Tous les baleiniers que vit M. Hill étaient Américains ou Français. En général on peut dire que l'occupation de la Sibérie orientale, en y comprenant surtout le Kamtchatka, est purement nominale, d'une part à cause du petit nombre de Russes qui s'y trouvent disséminés, et de l'autre par le peu d'autorité que le gouvernement exerce sur les populations nomades, dont même plusieurs sont encore insoumises. Un petit monument envoyé de Saint-Pétersbourg a été érigé à Pétropaulosk en l'honneur de notre compatriote La Pérouse, le hardi et habile explorateur de ces côtes sauvages. L'érection de ce monument a eu lieu peu de temps après le passage de l'expédition de M. l'amiral Dupetit-Thouars. Les équipages des baleiniers sont parfois obligés de prolonger d'un an leur station dans ces lointains parages pour compléter leur chargement. Les baleiniers que vit M. Hill parlaient de ces retards d'une année, comme dans la baie de Baffin on parle d'un retard d'une semaine ou d'un mois. Tout le monde sait de quelle grande importance sont les navigations lointaines pour former de bons matelots; ainsi la pêche

de la baleine, dans les mers qui baignent à la fois l'Asie et l'Amérique, n'est pas sans importance pour la France, indépendamment de la question commerciale. Dans aucune mer, les baleines ne sont aussi nombreuses, et le bâtiment de l'état qui fait le service entre Okhostk et Pétropaulosk avait le continuel spectacle de ces grands souffleurs, qui lançaient des jets d'eau comme ceux des bassins de Versailles ou de nos places publiques.

Une des plus étonnantes branches de commerce du monde est celle de l'ivoire fossile de Sibérie, que nous avons omise jusqu'ici à dessein. Iakoutsk est le centre de ce commerce (1). Cette ville, située sur la Léna, non loin du cercle polaire, communique avec les côtes de la Mer-Glaciale. C'est là, comme dans les îles que forme la Léna à son embouchure et encore dans celles qui sont situées au nord-est, que se trouvent en abondance des restes d'animaux dont l'ivoire est aussi frais que celui des éléphans actuels de l'Inde. Nos billes de billard sont souvent faites avec les défenses d'animaux non contemporains de l'homme, et si, par les prestiges de Faust, on ranimait les objets, la bille d'ivoire des cercles et des clubs modernes reproduirait non un éléphant, mais bien un mammouth ou un mastodonte. « Longtemps avant notre arrivée à Iakoutsk, dit M. Hill, plusieurs gens, montés sur des canots, vinrent à bord pour nous offrir de nous vendre de grandes défenses de mammouth : c'étaient les premiers restes que nous rencontrions de ce puissant habitant de l'ancien monde. Si le squelette qui est à Saint-Pétersbourg venait à périr, et que tout l'ivoire eût été consommé à faire des étuis, des éventails et d'autres objets de fantaisie pour les dames, l'histoire de ces animaux paraîtrait fabuleuse, et serait mise au rang des fables créées par l'imagination la plus déréglée. » — « Nous apprîmes ici, dit encore M. Hill, cette circonstance peut-être déjà connue en Europe par les naturalistes, savoir, que toutes les dents et toutes les défenses de mammouth qu'on découvre sont dans la position de l'animal debout. Quelque idée que puisse nous donner ce fait de la cause qui a détruit ces animaux, il semble au moins indiquer qu'il y a eu un changement soudain dans la condition des substances matérielles au milieu desquelles leurs dépouilles se rencontrent. Quelques-uns des indigènes nous informèrent que la partie impérissable de leurs corps existe en telle abondance dans les îles de l'Océan-Arctique, au large de la côte de Sibérie, que le sol semble en être entièrement composé. »

(1) Ceux qui trouveraient peu harmonieux les noms des villes sibériennes devront reconnaître que je n'ai pas abusé des noms russes. J'aurais pu effrayer le lecteur avec Tchernoretschineschaya, Bolschekemtschougskaya, Mabokemtschougskaya et autres stations que M. Hill a scrupuleusement orthographiées.

Tous les renseignemens sont d'accord là-dessus. Déjà Pierre le Grand avait demandé qu'on réunît autant que possible les os d'un squelette entier de cet animal, et de temps en temps on avait entendu dire que des pêcheurs avaient trouvé dans les terrains d'alluvion gelés, non pas seulement des squelettes, mais des cadavres entiers de divers animaux, tels que des rhinocéros, des éléphans, des pachydermes, lorsqu'en 1805 un Anglais, M. Adams, apprenant qu'un pêcheur avait trouvé entier un de ces cadavres dont il avait vendu les défenses, courut vers l'embouchure de la Léna, et s'empara des restes mutilés de l'immense animal. Les gens du voisinage en avaient pris la chair pour nourrir leurs chiens. Les ours, les loups, les renards, en avaient dispersé les débris sanglans sur le sol glacé, et, suivant l'expression d'un géologue (M. Buckland), semblaient s'être régalés de cette friandise antédiluvienne. Ce mammouth avait une longue crinière; on n'a retrouvé ni la trompe ni la queue. Il avait neuf pieds quatre pouces anglais de hauteur et seize pieds quatre pouces de longueur, sans compter les défenses, qui, mesurées dans leur courbure, avaient une longueur de neuf pieds et demi. Ces deux défenses pesaient ensemble trois cent soixante livres anglaises, et la tête seule pesait plus de quatre cents livres; la peau faisait la charge de dix hommes, et on a ramassé trente-six livres de poil que les bêtes carnassières avaient dispersé en dévorant l'animal. Ces précieux restes sont maintenant au musée impérial de Saint-Pétersbourg.

Depuis cette époque, on a, dit-on, fait de nouvelles découvertes du même genre, et il est bien à regretter qu'à tout prix on n'ait pas sauvé ces objets uniques et que la nature ne peut reproduire. Je me souviens d'avoir entendu dire dans le salon de M. Cuvier que l'on avait quelques soupçons que certains blocs de glace contenaient de pareils animaux, et qu'ils étaient surveillés par les pêcheurs et les chasseurs iakoutes, tongouses et koriacks, qui fréquentent les bords de la Mer-Glaciale voisins des îles Liachov. Il y a quelque temps, M. Démidof, correspondant de l'Académie des Sciences, qui a déjà exécuté un si brillant voyage dans la Russie méridionale, avait annoncé l'intention de faire une excursion en Sibérie, où il possède de riches mines entre l'Oural et l'Obi. Il s'était même assuré pour collaborateurs plusieurs jeunes gens également recommandables par leur aptitude scientifique et leur activité. Cet utile projet paraît ajourné. En attendant, on ne peut trop recommander la conservation des débris antédiluviens, car chaque perte de ce genre, on ne saurait trop le redire, est irréparable. Si les autorités de la ville de Iakoutsk avaient en dépôt une somme destinée à celui qui découvrirait une de ces précieuses dépouilles mortelles d'animaux antédiluviens, cette récompense promise stimulerait le zèle pour la

recherche et pour la conservation de ces débris. Or aucune somme destinée à des prix académiques ne pourrait être mieux employée pour la science. L'organisation intérieure de ces animaux nous dévoilerait peut-être la nature de l'atmosphère où ils vivaient, de même que les plantes et les arbustes trouvés dans leur estomac ont appris quelque chose de la flore de ces temps reculés, fort différente du reste de ce qu'elle est maintenant dans ces contrées. Le voyage de M. Démidof nous eût sans doute appris tout cela, et son activité, son amour de la science nous permettent encore d'espérer qu'il réalisera en temps utile ses projets d'exploration en Sibérie. L'exemple de cette région lointaine nous a servi à prouver combien, malgré de récentes recherches, les climats du nord soulèvent encore de questions imparfaitement étudiées. C'est à résoudre ces questions, à les éclairer du moins, que l'activité des voyageurs scientifiques doit s'employer de plus en plus.

La conclusion générale à laquelle nous sommes conduit, c'est que l'échange continuel de chaleur qui se fait entre les régions équatoriales et les régions polaires améliore grandement les climats du nord. Cet échange est produit non-seulement par les courans chauds de la mer qui remontent vers le nord tant dans l'Océan-Atlantique que dans l'Océan-Pacifique, mais aussi par la direction des vents généraux, qui reportent sur les continens la chaleur et l'humidité provenant des régions plus favorisées. Le secret du climat de la Sibérie est tout entier dans ce fait : qu'elle ne participe pas aux échanges établis par la nature pour tempérer le froid du nord et la chaleur du midi. Entre la zone torride et la zone glaciale, il y a un véritable commerce bien autrement efficace que les marchés des peuples. Or, dans ce commerce de chaleur et de froid, d'arrosement et de fertilité, la Sibérie ne prend aucune part, et l'on peut en conclure que si toutes les régions du globe étaient isolées, comme l'est le nord de l'Asie, il y en aurait une grande partie incapable de nourrir les nombreuses populations modernes à cause des alternatives de chaleur excessive et de froid intolérable qui seraient la suite de cet isolement.

BABINET, de l'Institut.

LA SOCIÉTÉ

ET LES

GOUVERNEMENS DE L'HINDOUSTAN

AU XVIe ET AU XIXe SIÈCLE

II.

INSTITUTIONS ET GOUVERNEMENT D'AKBAR.

I. *Ayîn Akbery or the Institutes of the emperor Akber*, translated from the original Persian, by Francis Gladwin; 2 vol. in-8°, Londres, 1800. — II. *The History of India*, by the honourable Mountstuart Elphinstone; 2 vol. in-8°, Londres, 1841. — III. *The History of British India*, by James Mill, with notes and continuation, by H.-H. Wilson; 9 vol. in-8°, Londres, 1841-1849. — IV. *On the Aborigines of India*, by B. H. Hodgson, *Journal of the Asiatic Society of Bengal*, 1849. — V. *Some Conjectures on the progress of the Brahminical conquerors of India*, by H. Torrens, *Journal of the Asiatic Society of Bengal*, 1850. — VI. *Parliamentary Papers respecting India*, 1851-1853, etc.

I. — L'HINDOUSTAN ET SES INSTITUTIONS APRÈS LA CONQUÊTE MUSULMANE. — LES MÉMOIRES DE BABAR ET LES PREMIÈRES RÉFORMES D'AKBAR.

On connaît la vie d'Akbăr, on a vu quelles races se partageaient son empire, les intérêts divers ou hostiles qu'il avait à concilier (1). Notre attention doit se porter maintenant sur l'organisation politique qu'il eut à créer, et dont les traces subsistent encore. Avant tout, il faut se demander quel était le régime auquel obéissaient les populations de l'Hindoustan, lorsque Akbăr les dota de ses sages institutions.

Bâbăr trouva l'Hindoustan dans une condition politique qui exigeait de sérieuses réformes. L'Inde était encore, au moment de l'occupation victorieuse du chef moghol, ce qu'elle était avant les pre-

(1) Voyez la livraison du 1er décembre 1853.

mières invasions des Arabes. Ce beau pays était déchiré incessamment par les révoltes et par les luttes intestines des princes hindous. La forme du gouvernement y était essentiellement despotique, et les *instituts* de Mânou, qui approuvent et excitent si ouvertement chez les rois l'esprit de conquête, nous montrent sous un jour assez triste la situation générale des peuples de l'Inde.

En examinant avec attention dans quelles circonstances Bâbăr s'empara de l'Hindoustan, on arrive à cette conclusion, que le succès définitif de l'invasion du chef moghol est particulièrement dû à sa supériorité individuelle, comme aussi à la force que la race conquérante elle-même puisa dans son mélange avec les populations étrangères vaincues. — C'est ici le lieu de rappeler ce qui a été dit avant nous, mais qui trouve une application des plus frappantes dans la formation de l'empire moghol. De même que les familles qui se marient toujours entre elles ne tardent pas à dépérir, de même les nations qui se maintiennent trop longtemps dans l'isolement et repoussent le mélange des races étrangères s'énervent et s'affaiblissent. Le mélange des races au contraire, pourvu que leur organisation physique et leurs institutions ne diffèrent pas trop profondément, accroît leur force d'action et leur influence sur les autres peuples, de manière à rendre cette influence irrésistible, pour peu que les ressources de l'état ainsi constitué soient dirigées par la puissance d'un commandement unique et intelligent. De la sage combinaison des institutions diverses apportées par les races qui ont concouru à la formation de cet état, résulte également la force du gouvernement intérieur.

La conquête de Bâbăr, la résolution prise par lui de s'établir dans l'Hindoustan avec ses compatriotes (ce que n'avaient fait ni Mahmoud, ni Teimour), eurent pour résultat de mettre en contact durable les Tourks, les Moghols, les Pathâns et les Hindous. La fondation définitive de l'empire moghol par Akbăr présenta sur une échelle gigantesque la combinaison et l'emploi des forces vitales propres à ces races diverses. Là est le secret de la puissance d'Akbăr, là est son plus grand titre de gloire. Pour comprendre la difficulté de son entreprise, il faut lire dans les *Mémoires* de Bâbăr le curieux tableau que le conquérant moghol trace de la condition politique de l'Hindoustan au moment où il allait s'en rendre maître. On verra ainsi quelle grande tâche léguait Bâbăr à ses successeurs. Après avoir énuméré cinq princes musulmans et deux hindous, qu'il place en tête des nombreux souverains qui se partageaient l'Hindoustan central et la presqu'île, Bâbăr s'exprime ainsi :

« Le prince Nasseràtt-Shâh, roi du Bengale, avait succédé à son père, Sayed-Soultân Allah-oud-dîn. Cette transmission du pouvoir suprême par voie de succession héréditaire est rare au Bengale. Il y a un trône destiné au roi, il y a

également un siége ou une place assignée à chacun des *amirs*, *vazirs* et *mansabdars*. C'est ce trône, ce sont ces siéges ou ces places d'honneur qui sont l'unique objet du respect des peuples. A chacune de ces dignités est attaché un certain nombre d'officiers inférieurs, de personnes de la suite, de serviteurs. Quand il plaît au roi de nommer à un poste ou de remplacer la personne qui l'occupait, quiconque vient, par son ordre, s'asseoir à la place vacante est immédiatement entouré et obéi de tous ceux qui dépendent de cette place ou dignité, et cette règle s'observe, même en ce qui touche au trône royal. Quiconque tue le roi et parvient à s'asseoir sur son trône est immédiatement reconnu comme roi. Tous les *amirs*, *vazirs*, soldats, paysans, se soumettent aussitôt, et voient aussi bien leur souverain dans le nouvel occupant qu'ils le voyaient dans le prince qui siégeait avant lui (1). »

Bâbăr remarque qu'il y avait de son temps nombre de *raïs* ou *radjas* sur les frontières ou dans l'intérieur, dont la plupart, à cause des obstacles que présentait la distance ou des difficultés qu'on éprouvait à pénétrer dans leur pays, *n'avaient jamais été soumis par les musulmans.*

Au temps de ce prince, la fertilité de l'Hindoustan et la beauté de son climat étaient, comme aujourd'hui, proverbiales; mais ce qui tentait les hordes musulmanes, c'était moins la richesse du sol que les richesses minérales et les produits précieux de l'Inde; c'était moins la beauté du climat, célébrée par Abou'l-Fazl lui-même, que la soif et l'espoir du butin. Le fanatisme religieux, agissant comme prétexte et comme excitant à la fois, avait achevé de les entraîner à la conquête. Les premiers conquérans, et Bâbăr lui-même, n'avaient pas

(1) Quelque étrange que puisse paraître cette coutume, il est certain que jusque dans les temps modernes une coutume semblable s'observait à la côte de Malabar. Dans les états du *zamorin* (souverain de Calicut), il y avait un jubilé tous les douze ans : quiconque réussissait alors à pénétrer jusqu'à la personne du roi et à l'assassiner régnait à sa place. Une tentative de ce genre avait eu lieu en 1695; une autre se produisit il y a peine un demi-siècle, mais sans succès. Pendant des siècles, la possession du trône, du sceau royal ou impérial, ou la sanction donnée à l'usurpation par le *khoutbăh* (*), ont suffi pour commander le respect et la soumission, le *dévouement* peut-être des peuples de l'Hindoustan. Ces faits incontestables se rattachent évidemment aux dispositions particulières que nous avons signalées dans le caractère des Orientaux, et qui les portent à envisager l'exercice du pouvoir au point de vue de la fatalité. Un homme que nous nous honorons d'avoir compté parmi nos amis, l'illustre philosophe et moraliste hindou Ram-Mohun-Roy, qui avait étudié l'organisation sociale de l'Hindoustan avec tous les moyens d'investigation que lui donnaient sa position dans la société hindoue, son immense instruction et l'indépendance d'un esprit supérieur, nous disait que, dans sa conviction intime, les habitans des campagnes étaient encore, dans l'Hindoustan, ce qu'ils avaient été du temps de Bâbăr. Parfaitement indifférens à *la forme* du gouvernement sous lequel ils vivaient, ils n'attribuaient en général la protection dont ils pouvaient jouir, ou l'oppression dont ils étaient victimes, qu'à la conduite des fonctionnaires publics dont ils étaient les *administrés*. Il se passe bien quelque chose d'analogue chez nous autres Européens, au XIXe siècle!

(*) *Prière dans les mosquées;* c'est le *Domine salvum fac* des musulmans.

une haute idée des avantages que pouvait offrir un établissement durable dans ces contrées, et ce ne fut qu'une longue habitude qui put vaincre leurs répugnances.

La description, très remarquable et singulièrement exacte à beaucoup d'égards, que nous donne le chef moghol de l'Hindoustan se ressent d'ailleurs de ses habitudes occidentales et de ses préjugés. Il voit dans l'Hindoustan, et à juste titre, un monde nouveau. La neige qui siége éternellement sur les hautes montagnes du Tourân a disparu dans ce pays si différent des autres. Il manque à ses innombrables districts, *pargannâs*, états et tribus, cet arrosement plein de fraîcheur des sources et des ruisseaux des montagnes, qui répandent un charme si attrayant sur l'Irân, le Kaboulistân et le Tourkestân. De grands fleuves, il est vrai, enflés considérablement pendant la saison des pluies, débordent de leurs rives élevées et fertilisent les pays plats du *Gar'm-sar* (pays chaud), qui a en conséquence ses arbres, ses minéraux, ses animaux qui lui sont propres, ses tribus nomades, ses mœurs et ses coutumes; mais Bâbăr n'y remarque aucun canal pour l'irrigation artificielle. Il signale seulement dans le Păndjâb, le Sirhind, à Agra et dans quelques autres endroits, des roues à puits, çà et là des étangs et quelques réservoirs, peu d'eaux courantes. Il est frappé du grand nombre d'espaces couverts de broussailles et d'arbrisseaux épineux où les paysans des *pargannâs* trouvent un asile de difficile accès, lorsqu'ils veulent se refuser au paiement des contributions excessives exigées par les percepteurs : ce sont les lieux désignés en *hindwi* par les mots *djangall téri* ou *djangall tchettra*, et plus tard, dans les rôles des contributions du Bengale, par ceux de *djangall mahâls* (districts forestiers), d'où l'expression *djangall* (ou *djongle*), devenue d'un usage si général parmi les Anglais dans l'Inde. L'historien Férishta, cent ans plus tard, remarquait encore que ces touffes de bois qui s'étendent par toute l'Inde avaient favorisé plus d'une fois les révoltes des populations. Bâbăr trouve le pays uniforme, les villes mal construites, les villages misérables, les palais et les jardins indignes d'être comparés à son paradis du Kaboulistân. Les populations demi-nues de l'Hindoustan lui paraissent aussi peu recommandables que leur pays : les habitans sont surtout agriculteurs et pasteurs, mais ils ne sont pas beaux, « ne connaissent point les douceurs de l'intimité sociale » (ce qui, dans la pensée de Bâbăr, signifie qu'ils ne sont pas joyeux compagnons et francs buveurs). L'amitié, l'échange des sentimens libéraux, la vie de famille, leur sont, selon lui, étrangers. Il ne reconnaît aux Hindous aucun génie, aucune délicatesse dans l'esprit, aucun talent pour l'architecture, etc. Il énumère beaucoup de choses qui lui manquent dans l'Inde et qu'il possédait dans son pays. Il soupire après

ses bons raisins de Kaboul, ses melons musqués, ses fruits délicieux, l'eau fraîche de ses montagnes. On ne trouve pas de bons chevaux; la nourriture est inférieure; la viande et le pain sont loin de valoir ceux de Kaboul; on ne trouve ni bains, ni colléges; l'éclairage y est misérable et dégoûtant; on ne connaît pas même l'usage des chandeliers, etc.

Ce qui résulte de ces remarques un peu minutieuses, c'est qu'en effet, à cette époque (époque de décadence, à beaucoup d'égards, pour l'Hindoustan), les peuples du Tourân et de l'Irân étaient plus civilisés non-seulement que les Hindous, mais que la plupart des peuples européens. Toutefois Bâbăr rend justice à l'Hindoustan sous plusieurs rapports : c'est un grand pays, riche en or et en argent; le climat, pendant les pluies, y est délicieux; on n'y souffre pas des extrêmes du chaud et du froid comme à Balkh et à Kandahâr; l'industrie y a fait de grands progrès; les artisans de toutes professions y sont innombrables. Bâbăr remarque avec quelle facilité les populations hindoues changent de place dans un pays où la culture et l'irrigation demandent si peu d'industrie et d'efforts, comment des villes considérables sont complétement abandonnées du jour au lendemain, comment des hameaux deviennent promptement des villages, et les villages des villes.

Les imperfections que Bâbăr avait signalées dans la civilisation de l'Hindoustan disparurent en partie grâce aux efforts intelligens de ses successeurs. Il avait commencé lui-même cette œuvre de perfectionnement, et les jardins en particulier avaient pris, sous son règne, un aspect tout nouveau; mais l'impulsion donnée par le génie d'Akbăr amena des résultats d'une tout autre importance. Les défrichemens sur une vaste échelle, l'horticulture, l'architecture, etc., firent de rapides progrès. Abou'l-Fazl cite soigneusement les espèces d'arbres fruitiers ou d'arbrisseaux d'ornement dont l'empereur Akbăr introduisit ou améliora la culture. L'Inde prit une physionomie nouvelle : les bêtes fauves furent détruites, des chemins furent pratiqués dans toutes les directions, des terres vagues mises en culture, des peuplades errantes établies d'une manière permanente, des villes et des villages sans nombre fondés de toutes parts.

Le sultan Bâbăr, ainsi que d'autres grands capitaines, faisait mesurer exactement les étapes franchies par ses troupes dans le cours de ses expéditions : cet usage se maintint sous les empereurs suivans. Il donna aussi une attention particulière au service des postes. Les mesures itinéraires et agraires l'occupèrent également, et la principale mesure de longueur, *gaz Sicandery*, en usage depuis le sultan Sicănder Lôdî, fut remplacée par le *gaz Bâbery* (aune de Bâbăr), qui fut partiellement employé, même après la grande réforme d'Ak-

băr, jusque sous le règne de Djăhân-Gûir. L'usurpateur Shère-Shâh marcha résolument dans cette voie de progrès, et pendant un règne de peu de durée accomplit de grandes choses. Il éleva de nombreux édifices publics, organisa sur une plus grande échelle le service des postes, entretint des routes stratégiques et commerciales qui traversaient l'empire par des lignes de plusieurs centaines de lieues, construisit des caravansérails pour les voyageurs, et ordonna qu'ils y reçussent l'hospitalité aux frais de l'état, quelle que fût leur religion. Enfin, par la vigueur de son administration et la sagesse de ses mesures de police, Shère-Shâh améliora considérablement la condition générale de ses sujets. Aussi ce règne passager a-t-il, comme époque de transition, laissé des traces honorées par le souvenir des peuples, et Akbăr trouva, en arrivant au trône, une impulsion déjà donnée au développement des ressources naturelles du pays et du bien-être des populations.

Ces belles et riches contrées furent plus convenablement appréciées par Akbăr et par son digne ministre qu'elles n'avaient pu l'être par Bâbăr. La description qu'Abou'l-Fazl nous a laissée de l'Hindoustan, bien que montrant sous un jour trop favorable, à certains égards, les hommes et les choses, n'en est pas moins un travail de la plus haute portée, qui n'avait eu de modèle chez aucun peuple, et qui doit être considéré comme le résultat d'immenses recherches, mises en œuvre par un génie du premier ordre. Partout Abou'l-Fazl y ramène le présent vers la base historique du passé, honorant ce qui existait d'utile et de grand avant son siècle, ce qui est indigène, national. A la statistique de chacun des *soubâhs* (grands gouvernemens ou vice-royautés), il joint une table chronologique et généalogique des anciennes dynasties avant la conquête mahométane, et un précis de l'histoire du pays, dont il cite souvent les sources. Il décrit l'agriculture, l'industrie, le commerce, la population indigène, les productions, les mesures locales, les poids, les monnaies. Sa description des villes, de leurs monumens et des choses remarquables de chaque pays contient un enseignement des plus riches sur l'état des notions historiques à cette époque. On doit même vivement regretter que la philologie critique et la philosophie des sciences naturelles n'aient pas encore soumis à une étude sérieuse les indications nombreuses et importantes que fournissent les nomenclatures en langues sanscrite, hindwi, persane, arabe, renfermées dans l'*Ayin-Akbary*. Abou'l-Fazl s'élève souvent, dans le cours de cet ouvrage, à des considérations d'ensemble qui témoignent de son instruction profonde autant que variée, et de la supériorité de ses vues. Il fait grand cas des Hindous, et donne une analyse complète de leurs institutions, qu'il a évidemment étudiées avec le plus grand

soin et une entière absence de tout préjugé. Il apprécie les ressources naturelles du pays, et résume cette appréciation, au point de vue pratique, de la manière suivante :

« Considéré dans son ensemble, ce vaste empire est supérieur aux autres pays par l'excellence de ses eaux, la salubrité de l'air, la douceur du climat et le caractère tempéré des indigènes. Il est cultivé dans toute son étendue, et si peuplé, qu'on ne peut faire un *côss* (deux milles) sans rencontrer des villes, des villages et de bonne eau. Même au cœur de la saison froide, la terre est couverte de verdure, les arbres conservent leur riche feuillage, et pendant la saison des pluies, qui commence vers le mois de juin dans la plupart des provinces de l'Hindoustan et dure jusqu'en septembre, l'air est si délicieux, qu'il rend à la vieillesse la vigueur du jeune âge. Les Hindous, pris en général, sont religieux, polis envers les étrangers, d'un caractère affable et gai, avides de savoir, enclins aux austérités ascétiques et à la vie retirée, cependant éminemment propres aux affaires..... Ennemis redoutables, ils sont amis fidèles..... Soldats intrépides, ils sont toujours prêts à faire le sacrifice de leur vie quand on les pousse au désespoir, ou celui de leur fortune, de leur réputation et au besoin de leur existence à un ami, ou même à un étranger dans le malheur, quand il a réclamé leur protection (1). »

Tel était le pays, tels étaient les peuples sur lesquels Akbăr réussit le premier à établir une domination durable. Voyons maintenant à quelles conditions s'installa cette domination.

Dès le commencement de son règne, Akbăr donna une attention particulière à l'administration territoriale : ce ne fut cependant que vers la quinzième année de ce règne, qui dura un demi-siècle, qu'avec l'aide du radja Tăder-Mäll et de Mouzăffer-Khân, Akbăr étudia les bases antiques du revenu foncier dans l'Hindoustan, et y introduisit les modifications que les circonstances nouvelles dans lesquelles le pays était placé indiquaient à sa haute intelligence. Des divisions territoriales mentionnées par Mânou, celle qui embrassait cent *grâmas* ou communes était la seule qui se fût conservée à peu près dans les conditions primitives du système hindou de gouvernement. Elle était connue, et l'est encore, sous le nom de *parganneh*. Le premier chef, ou magistrat du *parganneh*, est toujours désigné dans le Dăkkhăn sous le nom de *desmak* ou *dessaï*, et dans l'Hindoustan sous celui de *tchaoderi*. L'officier comptable s'appelle *despandi*, et l'officier percepteur *kanoungo* (2).

(1) Ceci se rapporte particulièrement à la classe militaire et surtout aux Radjpouts, dont Abou'l-Fazl exalte en plus d'un endroit le noble et chevaleresque caractère.

(2) Nous trouvons dans les temps anciens les désignations suivantes appliquées aux autorités chargées de l'administration territoriale : *bhoumer-adhipati*, souverain seigneur de la terre ; — *désâdhipati*, gouverneur d'un district ; — *grâmâdhipati*, chef de village ou de commune. Ces mots se retrouvent encore aujourd'hui à Java avec les mêmes significations ou à peu près.

Au milieu des changemens que le temps et la conquête ont amenés dans l'état politique de l'Hindoustan, la *commune* est restée l'atôme indestructible, l'élément inaltérable dont s'est composé et se compose encore aujourd'hui un état ou principauté, un royaume, un empire dans l'Inde. Aussi, dans le tableau que nous allons tracer de l'organisation des communes dans l'Hindoustan sous Akbăr, c'est la situation actuelle de ces communes que l'on retrouvera.

La *commune hindoue* embrasse une certaine étendue de terrain occupée par une association de familles qui la possèdent et la cultivent, d'après des conditions déterminées par l'usage immémorial (*âdat*, *dastour*). Les limites du territoire de la commune sont fixées avec une précision toute cadastrale et soigneusement défendues contre tout empiétement. Les terres sont classées d'après les qualités du sol et réparties entre les familles, de manière à ce que chaque portion soit décrite et que les bornes en soient définies avec la même précision que le territoire communal. L'étendue de chaque pièce de terre, la nature du produit, le nom du propriétaire, etc., sont inscrits sur les registres de la commune. Chaque commune s'administre elle-même par l'intermédiaire d'un certain nombre d'officiers municipaux et d'agens inférieurs. Cette administration locale répartit et perçoit l'impôt dû au gouvernement, ainsi que le montant des impositions destinées à couvrir les dépenses locales, telles que les réparations des murs d'enceinte, des temples, les frais des sacrifices et autres cérémonies ou fêtes publiques, les aumônes, etc. Elle rend la justice en première instance, punit les moindres délits, pourvoit en général à tous les besoins de la communauté, en sorte que, bien que soumise au gouvernement de l'état dont elle fait partie, la commune hindoue est à beaucoup d'égards une petite république, complète dans son organisation. Son indépendance et ses priviléges, quoique souvent violés, ne sont jamais contestés, même par le pouvoir le plus tyrannique, et, dans l'intérieur de la commune au moins, les élémens de l'ordre existent et maintiennent une organisation forte de ses traditions séculaires et de sa simplicité, quand l'état lui-même est bouleversé par les révolutions. Un homme d'état familiarisé par un long séjour avec les mœurs et les habitudes de l'Hindoustan, capable de comprendre et de juger, avec toute l'indépendance d'un esprit élevé et toute l'autorité de l'expérience, cette question du rôle que joue la commune dans l'existence politique du peuple hindou, s'exprime ainsi (1) :

« Les populations des villages forment de petites républiques possédant dans leur sein à peu près tout ce qui peut les rendre indépendantes de toutes

(1) *Minute* de sir Charles Metcalfe dans le *Report of select committee of House of commons*, 1832; vol. III, appendix 84, p. 331.

relations étrangères; elles seules durent où rien ne semble durable. Les dynasties s'écroulent, les révolutions succèdent aux révolutions; Hindous, Pathâns, Mahrattes, Sikhs, Anglais, deviennent maîtres tour à tour, mais la commune reste la même. En temps de troubles, les villageois prennent les armes et fortifient leurs villages. Une armée ennemie traverse le pays, les troupeaux sont rentrés dans l'enceinte des murs, et on laisse passer les troupes sans les inquiéter. Si le pillage et la dévastation menacent la commune et que les forces dirigées contre elle soient irrésistibles, les habitans se réfugient dans des villages amis, et, une fois l'orage passé, ils retournent et reprennent leurs occupations. Si toute une province est pendant des années le théâtre de la guerre et ravagée par le pillage, le meurtre et l'incendie, en sorte que les villages demeurent abandonnés, les villageois dispersés se réuniront sur le territoire de la commune aussitôt que renaîtra l'espoir d'une possession tranquille. Une génération peut disparaître, mais la génération suivante viendra rallumer les foyers longtemps déserts. — Les fils reprendront la place de leurs pères; le village sera rebâti au même endroit, les maisons seront reconstruites dans les positions qu'elles occupaient, les mêmes terres cultivées par les descendans de ceux que la guerre avait bannis; souvent ce n'est pas chose aisée que de les chasser de leur commune, et, dans des temps de désordres et de convulsions intestines, il n'est pas rare qu'ils repoussent avec succès les attaques et parviennent à se soustraire à l'oppression. — Cette union des familles dans un danger commun, cette organisation qui fait de chaque commune une petite république, ont contribué plus qu'aucune cause à maintenir la nationalité hindoue intacte, pour ainsi dire, au milieu des révolutions et des changemens qui ont affecté la condition politique des divers états. Cette stabilité relative de la commune a garanti de tout temps à la masse de la nation un degré de liberté, d'indépendance et de bonheur beaucoup plus considérable qu'on ne l'aurait supposé dans un pays qui a été le théâtre de tant de dominations établies par la guerre ou par la violence des révolutions. »

Le chef du village (*grámádhipati* en sanscrit, *patél* dans le Dăkhän et l'Hindoustan central, *mandel* au Bengale) est à la fois l'agent de la commune et celui du gouvernement. Depuis des siècles, ses fonctions sont héréditaires. En considération de sa qualité de premier magistrat, le gouvernement lui alloue une certaine étendue de terrain et lui accorde un traitement annuel; mais la meilleure partie de son revenu consiste dans les redevances que le chef du village perçoit des chefs de famille. C'est lui qui arrête chaque année, avec le gouvernement, le montant de l'impôt territorial, et le répartit parmi les villageois suivant la nature et l'étendue de leurs terres. Il loue les terrains qui se trouvent sans cultivateurs, distribue les eaux pour l'irrigation, règle les différends, se saisit des malfaiteurs et les envoie à l'officier du district. Ces fonctions municipales sont exercées en public dans un lieu désigné à cet effet, et, sur tous les points qui affectent l'intérêt de la communauté, les villageois prennent libre-

ment part à la discussion. Le chef du village est assisté par divers officiers, dont les principaux sont : le comptable du village (connu généralement dans l'Hindoustan sous le nom de *patwari*) et le garde champêtre. Le changeur, qui est en même temps l'orfévre de la commune, le prêtre et l'astrologue (l'un de ces deux est ordinairement le maître d'école), le forgeron, le charpentier, le barbier, le potier, le corroyeur, quelquefois la danseuse et chanteuse publique, complètent assez généralement le personnel des employés communaux.

Ces détails suffisent pour donner une idée du gouvernement d'un village hindou sous un chef, seul intermédiaire entre l'état et les cultivateurs. Toutefois, dans un grand nombre de communes, il existe des propriétaires principaux avec lesquels le gouvernement a à traiter, soit collectivement, soit individuellement, et dans ces villages on distingue, au-dessous des grands propriétaires, des fermiers permanens, des fermiers temporaires, des laboureurs, enfin des artisans, qui se sont établis dans le village, parce qu'ils y trouvent un marché pour les produits de leur industrie. Ceux des cultivateurs qui prennent des terres à ferme, soit des propriétaires, soit du gouvernement, sont connus généralement dans l'Inde sous le nom de *rayat*, et les petits cultivateurs, plus particulièrement sous celui d'*assami*. Les véritables *rayats* ou fermiers permanens transmettent les champs qu'ils cultivent à leurs enfans. Le détail des droits que confère au cultivateur la culture *permanente* du sol et des obligations qu'elle lui impose, droits et obligations qui varient suivant les localités, nous entraînerait au-delà de notre but actuel. Il nous suffira de constater que l'administration de l'impôt territorial, dans toute l'étendue de l'Inde gangétique (et même dans tout l'extrême Orient), reposait, avant l'invasion mahométane, sur le principe que les lois de Mânou expriment de la manière suivante : « Les sages, qui connaissent les temps anciens, regardent toujours cette terre (*Prithivî*) comme l'épouse du roi *Prithou*, et ils ont décidé que le champ cultivé est la propriété de celui qui, le premier, en a coupé le bois pour le défricher (1). » Le complément de cette règle, au point de vue gouvernemental, est contenu dans un vieil adage des Radjpouts, que nous avons essayé de traduire par ces mots : « La terre à moi, la rente au roi (2) ! »

La notion du droit du souverain à la *propriété* du sol ne date dans l'Inde que de l'invasion mahométane. La loi mahométane, telle que la comprenait une grande autorité légale de l'école *hanifä*, Shams-oul-Aima (de Sarakhs), laissait seulement au malheureux cultivateur *de quoi nourrir lui et sa famille pendant une année et de quoi ensemencer*

(1) *Lois de Mânou* (trad. de Loiseleur Deslongchamps), liv. IX, sl. 44.
(2) Tod, *Rajast'han*, vol. Ier, p. 494.

ses terres; elle le soumettait en outre à la capitation. Les premiers souverains musulmans exercèrent impitoyablement ce droit prétendu, et Aurăngzèbe lui-même, l'arrière-petit-fils d'Akbăr, n'eut pas honte d'ordonner, par un firman qui nous a été conservé, de lever le *kharadj* (impôt territorial) *suivant la sainte loi et les commentaires d'Abou-Hanifa!* Autres étaient, nous venons de l'établir, les conditions fondamentales auxquelles devait satisfaire un gouvernement sage, et plus particulièrement un gouvernement imposé par la conquête, dans la répartition et la perception de l'impôt territorial, première source de ses revenus. Shère-Shâh fut le premier à comprendre et à mettre en pratique, dans l'Hindoustan, un système d'administration qui pût concilier les intérêts du fisc avec ceux des cultivateurs; mais la courte durée de son règne ne permit de donner à ce système qu'un commencement d'exécution. A l'empereur Akbăr était réservée la gloire d'asseoir l'administration territoriale sur des bases larges et durables. Voici comment il y procéda. Il se proposa : 1° d'obtenir un arpentage exact de la terre; 2° de déterminer le produit moyen de chaque *bigah* (1) de terre, et la proportion de ce produit que chaque cultivateur devrait payer au gouvernement; 3° de fixer un équivalent en argent pour cette proportion une fois déterminée.

Pour atteindre sûrement le premier but, Akbăr résolut et établit un nouveau système de mesures uniformes pour tout l'empire : idée simple et féconde, dont l'application devait nécessairement se ressentir de l'imperfection des connaissances mathématiques et des instrumens de cette époque, mais qui n'en eut pas moins pour résultat de simplifier et de régulariser les rapports des cultivateurs, soit avec le gouvernement, soit entre eux. La base du nouveau système métrique introduit par Akbăr à cet effet fut l'*ilâhy gaz,* de 41 doigts (2), qui servit à son tour à former l'*akbary bigah,* de 3,600 *gaz* carrés. Akbăr perfectionna d'ailleurs les instrumens d'arpentage, et des officiers intelligens furent députés dans tout l'empire pour présider aux opérations cadastrales.

(1) Mesure agraire qui varie beaucoup dans l'Inde, mais qu'on peut évaluer en moyenne à environ un quart d'hectare.

(2) On peut voir dans les *Useful Tables* de J. Prinsep (part Ire), publiées à Calcutta en 1834, le détail et le résultat de l'enquête instituée par le gouvernement suprême pour la détermination de la valeur du *găz ilâhi* en mesure anglaise. La moyenne des évaluations se trouvant être de 32,61 pouces anglais, le gouvernement se décida à adopter pour valeur définitive du *găz ilâhi,* en nombre ronds, 33 pouces. Le *bigah* des provinces septentrionales, de Patnà, Sagôr et du littoral de la Narbadda, etc., a été fixé, dans la même occasion, à 3,600 *găz* carrés, c'est-à-dire à la surface d'un carré ayant pour côtés (*djăr-rîb*) 60 *găz ilâhi.* C'est à ce *bigah* officiel de la présidence du Bengale que se rapporte particulièrement l'évaluation en mesure française mentionnée dans la note précédente, — un quart d'hectare.

La détermination relative de l'impôt était une opération plus délicate que l'arpentage, et qui demandait plus de précautions. Les terres furent divisées en trois classes, suivant leur degré de fertilité. On détermina le produit moyen du *bigah* pour chaque classe, et la moyenne de ces trois produits fut considérée comme représentant le produit du *bigah*. Un tiers de ce produit constitua le droit du gouvernement ou l'impôt territorial. Le principe une fois arrêté, le gouvernement n'en reconnut pas moins à chaque cultivateur qui se croyait trop imposé le droit de réclamer une nouvelle mesure de ses terres, avec le partage de la récolte qui en était la conséquence. En outre, afin de concilier les droits du fisc avec la justice due aux cultivateurs, il fut décidé que les terres qui n'avaient pas besoin de se reposer paieraient la totalité de l'impôt chaque année, — que les terres en jachère ne paieraient que lorsqu'elles seraient remises en culture, — que les terres envahies par l'inondation, ou qui auraient été trois années sans culture et exigeraient quelques dépenses pour les remettre en valeur, ne paieraient que les deux cinquièmes la première année, trois cinquièmes la seconde, quatre cinquièmes les deux années suivantes, et l'impôt total la cinquième année. Toute terre enfin qui aurait été improductive pendant plus de cinq ans obtiendrait des conditions plus favorables encore.

Ces points étant ainsi réglés, il restait à arrêter comment, dans la plupart des cas, le paiement de l'impôt en nature serait remplacé par un paiement en argent. Le gouvernement se fit donc remettre les prix courans des denrées, dans chaque commune, pour les dix-neuf années antérieures au mesurage des terres (1), et la valeur des récoltes fut estimée d'après la moyenne des prix fournis par ces documens. A l'expiration de dix années, l'assiette de l'impôt fut établie sur la moyenne des perceptions faites pendant ces dix années, et on dut le régler ainsi, pour l'avenir, de dix ans en dix ans. Ce système de cadastre et de perception de l'impôt est encore en usage aujourd'hui, même dans les parties de l'Hindoustan qu'Akbär n'avait pu ranger sous son autorité et où les avantages qui distinguent ce mode de perception l'ont fait adopter.

En même temps que cette grande mesure recevait son exécution, Akbär abolit un nombre infini d'impositions indirectes et d'honoraires exigés par les agens de l'administration, et qui pesaient de la manière la plus vexatoire sur les classes inférieures. Le résultat de ces divers changemens fut de réduire considérablement les demandes du fisc, c'est-à-dire le *revenu brut*, mais de diminuer, dans une pre-

(1) Voir sur la fixation de cette période le chapitre de l'*Ayin-Akbary* intitulé *Of the nineteen years Collections*, vol. Ier, p. 292.

portion plus grande encore, les frais de perception et les non-valeurs. Les *revenus réels* de l'état restèrent ainsi à peu près ce qu'ils avaient été dans l'hypothèse la plus favorable à la réalisation de ce produit sous l'ancien régime, et les peuples furent soulagés. Abou'l-Fazl remarque même à ce sujet que l'impôt était moins lourd par le fait sous Akbăr qu'il ne l'avait été sous l'usurpateur Shère-Shâh, quoique celui-ci prétendît n'exiger du cultivateur que le quart du produit de sa terre, tandis qu'Akbăr lui en demandait le tiers.

Les instructions d'Akbăr à ses gouverneurs et à ses receveurs généraux nous ont été conservées dans l'*Ayîn-Akbary*, et montrent toute sa sollicitude pour l'application juste et libérale de son système, comme, en général, pour la sécurité et le bien-être de ses sujets. Aucune branche des revenus publics ne fut affermée sous son règne; il enjoignit à ses receveurs généraux de traiter directement, autant que possible, avec les cultivateurs, et de ne pas s'en rapporter aveuglément au chef du village et au *patwarî*. Les instructions d'Akbăr, rédigées avec un soin particulier par Abou'l-Fazl (1), sont bien dignes d'être étudiées et méditées par quiconque veut se faire une idée exacte de la capacité administrative de cet habile ministre, digne interprète d'un monarque juste et bienfaisant.

Les convictions de l'empereur Akbăr en fait de gouvernement et les principes fondamentaux qu'il avait adoptés comme règles de sa conduite se déduisent de sa correspondance, du témoignage d'Abou'l-Fazl, et de celui des autres écrivains mahométans des XVIe et XVIIe siècles, du *Dabistân* en particulier. Pour Akbăr comme pour tous les princes de sa race, *un roi est l'ombre de Dieu sur la terre;* de plus un souverain ne peut bien gouverner qu'en s'aidant des conseils de sages ministres, en se montrant soigneux de l'honneur et de la dignité des *grandes familles*. « L'empereur Akbăr, dit le *Dabistán* (IIIe volume, p. 136 et 137), écrivit tout un livre d'*avis* au roi de Perse, et ce livre est écrit de la main du *shaikh* Abou'l-Fazl. Quelques préceptes de ce livre sont comme il suit : « Les grands parmi le peuple, qui sont dépositaires des divins secrets, doivent être considérés avec les yeux d'une admiration bienveillante et garder leur place dans nos cœurs. Le Créateur de l'univers leur a confié la direction du monde apparent, pour qu'ils veillent sur le bonheur des peuples sans négliger surtout l'honneur et la gloire des grandes familles. » Ce passage est remarquable. Soit qu'Akbăr eût été amené par ses propres réflexions à considérer le maintien des grandes familles et de leur influence comme un des principaux moyens de bon gouvernement, soit qu'il eût trouvé l'idée première de ce principe dans les anciennes institu-

(1) *Instructions for the officers.* — *Ayîn-Akbăry*, vol Ier, p. 294 à 312.

tions des Hindous, il en fit une application constante aux pays que la conquête rangea successivement sous sa domination. Les *omrahs* de la cour moghole représentent historiquement la pairie en Angleterre, avec cette différence toutefois qu'ils ne transmettaient à leurs descendans ni leurs titres ni leurs dignités. Cette circonstance est digne d'attention; elle nous montre en effet que dans la variété infinie des gouvernemens sous lesquels de grandes nations ont prospéré jusqu'à notre époque, le principe de l'égalité civile des familles a pu être maintenu avec avantage dans un état despotique, tandis que l'institution de la noblesse héréditaire et les priviléges de la naissance se sont combinés, sans inconvéniens sensibles, dans une monarchie républicaine avec une représentation nationale restrictive du pouvoir souverain et la liberté de la presse. Le fait est que l'organisatiou du vaste empire moghol telle que l'a conçue et réalisée le génie d'Akbăr différait essentiellement de tous les gouvernemens qui avaient précédé le sien. C'était une monarchie despotique tempérée par le protectorat, les priviléges des communes, et subsidiairement, dans un grand nombre de cas, par les droits de la féodalité héréditaire et le pouvoir seigneurial concédé pour un temps.

II. — L'AYIN-AKBARY ET LES THÉORIES GOUVERNEMENTALES D'AKBAR.

La source principale où il faut puiser non-seulement des données précises sur le gouvernement d'Akbăr, mais encore des renseignemens positifs sur l'esprit et les mœurs de son époque, est sans contredit l'*Ayîn-Akbary*. Les justes reproches qui ont été adressés à la rédaction de ce grand ouvrage, et qu'Elphinstone en particulier a fait valoir avec une sage critique et une grande impartialité, doivent nous mettre en garde contre les témoignages d'Abou'l-Fazl en tout ce qui touche au récit des faits qui peuvent affecter la réputation de prudence, de sagesse, d'impeccabilité relative qu'il revendique partout pour son héros; mais à l'égard des institutions gouvernementales, des règlemens administratifs, de la vie publique du souverain et des habitudes de sa vie privée, l'*Ayîn-Akbary*, appuyé, comme l'est son témoignage, par toutes les autorités contemporaines sans exception, doit être considéré comme le monument le plus précieux qui nous ait été transmis par le XVIe siècle sur l'état politique et social de l'extrême Orient. Nous sommes loin de penser cependant que la traduction de Gladwin fasse pleinement connaître cet admirable recueil. Cette *prétendue* traduction (comme le dit Duncan Forbes) (1), publiée il y a

(1) Voyez l'article *Akbăr* du *Biographical Dictionary of the Society for the diffusion of useful knowledge*, London 1842 à 1844, in-8°, ouvrage remarquable dont il n'a paru que les trois premiers volumes en six parties, et la première partie du quatrième volume.

soixante-neuf ans, n'est qu'une version maigre et incomplète à tous égards, plutôt un extrait qu'une traduction, et encore cet extrait fourmille-t-il d'omissions importantes, d'erreurs et de négligences palpables. Il faut convenir en même temps que la traduction d'un pareil ouvrage était une œuvre d'une extrême difficulté à l'époque où Gladwin l'a entreprise, même avec l'appui de Warren Hastings, qui en comprenait cependant toute l'importance. Ce grand homme d'état, dans la *minute* où en sa qualité de gouverneur général il recommande la publication de la traduction de Gladwin au patronage du conseil des Indes, s'exprime ainsi : « Cet ouvrage sera une acquisition d'autant plus précieuse pour la science européenne qu'il expose la constitution première de l'empire moghol, et que l'original a été écrit sous les yeux du *fondateur de cet empire.* Il aidera le jugement de la cour des directeurs sur plusieurs points importans pour les intérêts de la compagnie; il montrera en quoi l'administration actuelle se rapproche des principes de l'ancien gouvernement indigène, *principes qu'on trouvera peut-être supérieurs à ceux qu'on a fondés sur leurs ruines,* et certainement d'une application beaucoup plus aisée comme étant plus familiers aux esprits des peuples de l'Inde; il fera voir également les conséquences probables d'une déviation quelconque de ces principes. »

Dans cette même *minute,* Warren Hastings exprime une opinion très favorable sur le travail de Gladwin. Il n'est pas douteux qu'on doive tenir compte à Gladwin du zèle et du talent qu'il a montrés dans l'exécution de cette version, si imparfaite qu'elle ait été, ainsi que de la franchise avec laquelle il a fait allusion aux omissions et aux incertitudes qu'on pourrait lui reprocher. Les temps sont changés : l'étude des langues asiatiques et de l'Hindoustan tout entier a fait de tels progrès, qu'une traduction *complète* de l'*Akbar-Nâmeh* et de l'*Ayîn-Akbary* (qui ne forment, à proprement parler, qu'un seul ouvrage) pourrait être abordée aujourd'hui avec succès en consultant les annales indiennes (celles du Radjasthân en particulier) et les auteurs mahométans dont les travaux sont entrés dans le domaine de la science historique européenne depuis un quart de siècle. Exécutée dans les conditions philologiques que nous avons indiquées, avec le concours d'un certain nombre de savans et d'artistes, ce serait une entreprise digne d'une grande nation, car ce serait à la fois faire connaître une des époques les plus intéressantes de l'histoire orientale, constater pour ainsi dire ce qui s'est passé à l'une des principales étapes de l'humanité, et éclairer peut-être d'un jour tout nouveau l'ethnographie et l'histoire naturelle de l'Inde (1).

(1) Il n'a encore été publié aucune traduction de l'*Akbăr-Nâmeh.* Il en existe une ma-

Les extraits que nous avons déjà donnés de l'*Ayîn-Akbary*, principalement en ce qui touche à la réforme du culte et à l'administration des revenus territoriaux, suffisent pour montrer le mélange singulier d'enthousiasme religieux et d'esprit philosophique, de larges vues et de minutieuse ponctualité dans la pratique des affaires, qui distingue le caractère d'Akbăr et celui de son ministre. Quelques citations relatives à l'administration générale de l'empire, à l'organisation de la cour moghole, quelques détails sur les habitudes du grand empereur, compléteront l'ensemble des renseignemens qui nous paraissent indispensables à une appréciation générale du gouvernement d'Akbăr.

« Celui-là est noble entre tous, dit Abou'l-Fazl, qui sait commander à ses passions et se conduire avec une égale convenance envers les hommes de toutes les classes de la société... — Le plus noble exercice du pouvoir suprême, dit-il encore, consiste à améliorer les mœurs, à encourager et perfectionner l'agriculture, à régler convenablement les différentes branches de l'administration et à entretenir une armée bien disciplinée. Il est impossible d'atteindre ces résultats si désirables sans s'étudier à mériter l'affection des peuples par une sage administration des finances et la plus stricte économie dans les dépenses de l'état. Quand on ne perd pas de vue ces conditions indispensables, les différentes classes de la société jouissent d'une égale prospérité. » Cette théorie gouvernementale repose évidemment sur la notion d'un pouvoir absolu, mais paternel. La pratique y répondit pendant toute la durée du règne d'Akbăr; mais ce ne fut qu'à dater de la vingtième année de ce règne que l'assiette de l'impôt fut définitivement établie, et à dater de la quarantième, que le système entier du gouvernement reposa sur des règlemens et institutions régulièrement promulgués. C'est à cette dernière époque qu'il faut rapporter la division de l'empire en gouvernemens ou *soubahs*. Il n'y en eut que douze dans l'origine. Voici comment Abou'l-Fazl expose cette partie importante de l'œuvre gouvernementale d'Akbăr :

nuscrite, en anglais, par le lieutenant Chalmers, de l'armée de Bombay, qu'Elphinstone a pu consulter à la Société royale asiatique de Londres. Nous venons de dire ce que nous pensons de la traduction publiée de l'*Ayîn-Akbăry* : c'est donc un travail à reprendre. Outre cette grande histoire du règne d'Akbăr, on doit à Abou'l-Fazl l'*Ayar-Danish* (*Pierre de touche du savoir*), élégante version du poème attribué à Pilpay ou Bidpay, et connu sous le titre *pehlvy* de *Kalei-lah-Dămnah*; — *Dăstour-oul-'Aml*, ou *Règles d'administration*, développement de la partie de l'*Ayîn-Akbăry* qui traite des mœurs et des coutumes des peuples de l'Inde; — *Maktoubât* ou *Inshâ*, recueil de dépêches publié par le neveu d'Abou'l-Fazl, Abdou-Isamăd, etc. Ces deux derniers recueils devraient être mis à contribution, et fourniraient des pièces du plus grand intérêt pour l'histoire générale du règne.

« Dans la quarantième année du règne de sa majesté, ses états comprenaient cent quinze *sircars* (provinces), divisés en deux mille sept cent trente-sept *kasbas* (villes), dont le revenu, réglé pour dix ans, s'élevait à une rente (impôt territorial) annuelle de 3 *arribs* 62 *krores* 97 *laks* 55,245 *dams* (1).

« L'empire fut alors partagé en douze grandes divisions, et chacune de ces grandes divisions confiée au gouvernement d'un *soubadâr* ou vice-roi. *Le souverain du monde* (l'empereur) *fit distribuer à cette occasion* 12 *laks de bétels* (2). Les noms des *soubahs* ou vice-royautés étaient : Allahâbâd, Agrâ, Aoudh, Adjmîr, Ahmedabâd, Băhâr, Bengâl, Dehly, Kaboul, Lahore, Moultân, Malwa. Quand sa majesté conquit le Bérar, Khandeish et Ahmădnagăr, on en forma trois *soubahs*, ce qui porta le nombre des *soubahs* à quinze (3). »

Le vice-roi portait le titre de *sipâh sâlâr* (correspondant à celui de général en chef) (4). Il correspondait directement avec l'empereur et réunissait les pouvoirs civils et militaires. Le plus haut fonctionnaire militaire après lui était le *faodjdâr*, commandant en chef des milices et des troupes régulières dans chaque province, chargé du maintien de la police territoriale, c'est-à-dire d'assurer la rentrée des contributions foncières. La justice était rendue, au nom du souverain, par une cour composée du *mîr ad'l* (grand-juge) et du *quazy*, assistés au besoin par les ministres des différentes religions, suivant la croyance des parties, dans les cas litigieux. Le receveur des contributions, *amil gouzzar*, était le principal officier des revenus publics dans les provinces : il avait sous ses ordres les *tepaktchîs* ou percepteurs, et les trésoriers (dont Gladwin ne donne pas le titre en persan). Dans les grandes villes, la police était confiée à un fonctionnaire d'un rang élevé, connu encore aujourd'hui sous le nom de *katwàl* ou *koutwàl*. Les instructions très détaillées données à ce magistrat le placent, aussi exactement que possible, dans les conditions d'importance politique, d'utilité et d'influence locale, qui distinguent chez nous le préfet de police. Ces instructions sont en général irréprochables au point de vue de l'humanité et de la justice. Nous y avons remarqué la consécration d'un principe qui devait avoir été souvent méconnu avant le règne d'Akbăr, et qui l'est de nos jours encore dans bien des pays civilisés, — l'*inviolabilité du domicile*.

(1) Le *dam* était la quarantième partie de la roupie. Le *lak* vaut 100,000 roupies, le *krore* 100 *laks*, l'*arrib* 100 *krores*. On peut évaluer la roupie de cette époque à 2 fr. 50 cent. de notre monnaie.

(2) *Bétels* ou *pânn* (prononcez *pânes*), feuilles du *piper betel*, préparées avec des aromates et de la chaux, et qu'on mâche comme stomachiques. Le bétel laisse un goût agréable et un parfum particulier dans la bouche.

(3) Après la conquête de Bèdjapour et de Golconde, le nombre des *soubahs* fut porté à dix-huit ou vingt.

(4) C'est le titre indiqué dans l'*Ayîn-Akbăry*; la désignation de *soubadâr*, employée par Gladwin dans sa traduction, est postérieure à Akbăr, selon Elphinstone.

Cette disposition, si honorable pour Akbăr, est spécialement rappelée dans le *Dabistân*. A côté de plusieurs prescriptions d'un caractère également recommandable, on est affligé autant que surpris de trouver une injonction au *koutwâl* de faire couper la tête de quiconque aura bu dans la même coupe que le bourreau, — ou le doigt seulement s'il a mangé des alimens cuits pour cet exécuteur public! On ne peut expliquer cet écart tout à fait inattendu des principes de justice et des habitudes essentiellement *humaines* d'Akbăr que par l'horreur que lui inspiraient les professions liées de près ou de loin à la destruction des *créatures de Dieu*. Aussi, dans ces mêmes instructions au *koutwâl*, lui est-il expressément recommandé de veiller à ce que les bouchers, ceux qui lavent les corps morts ou se livrent à d'autres occupations *impures*, habitent dans des quartiers éloignés des demeures des autres hommes, *qui devaient*, ajoutent les instructions, *éviter la société de ces misérables à l'esprit borné et au cœur endurci*. — Bien que les vice-rois eussent le pouvoir de condamner à la peine capitale, il leur était enjoint de n'avoir recours à l'application de cette peine que dans les cas de flagrant délit, en cas de sédition par exemple; hors de ces circonstances exceptionnelles, ils ne devaient ordonner l'exécution du coupable qu'après confirmation de la sentence par l'empereur (1).

L'ensemble des instructions données aux principaux officiers du gouvernement dans les provinces est, nous le répétons, marqué au coin de la prévoyance, de la sagesse, de l'humanité et de la justice. Quelques habitudes de despotisme s'y montrent encore çà et là; quelques remarques frivoles ou vaniteuses, quelques préjugés puérils contrastent avec l'élévation ordinaire de la pensée et la solidité du jugement; mais le système gouvernemental dont elles sont l'expression garantissait évidemment à cette singulière agglomération de peuples placés par le droit divin ou la conquête sous le sceptre d'Akbăr les conditions de liberté, de bien-être et de progrès compatibles avec leurs croyances, leurs habitudes et le degré de civilisation générale auquel ils étaient parvenus.

III. — INSTITUTIONS RELIGIEUSES DONNÉES PAR AKBAR A L'HINDOUSTAN.

Au milieu des agitations prodigieuses dont l'Inde fut le théâtre sous l'empereur Akbăr, pendant ce règne d'un demi-siècle, on éprouve une vive satisfaction à démêler une pensée persévérante d'humanité, d'organisation et de paix. Il est consolant de reconnaître

(1) Plusieurs historiens et voyageurs assurent même qu'aucune exécution capitale ne devait avoir lieu avant *trois* injonctions positives de la part de l'empereur.

que les qualités qui assignent à Akbăr un rang élevé parmi les plus grands monarques sont de l'ordre civil, et qu'il a moins brillé par ses exploits militaires que par la sagesse de son gouvernement. Si une bravoure poussée jusqu'à la témérité, si la vive intelligence des choses de la guerre, si la rapidité du coup d'œil dans l'action, l'énergie entraînante dans l'attaque, la clémence après la victoire, sont les vertus du conquérant, Akbăr les a possédées sans doute à un haut degré; mais sa valeur réelle comme souverain d'un vaste empire créé par son ambition, organisé par son génie, se résume essentiellement dans les actes de son administration intérieure. Nous n'aurons pas été le seul à l'affirmer, mais nous aurons peut-être été le premier à faire reposer cette affirmation sur la discussion des faits que la critique historique a dégagés des annales louangeuses des contemporains ou des récits des voyageurs.

Akbăr était ambitieux : le penchant aux émotions de la bataille et aux jouissances de la conquête, s'il lui fut transmis par ses ancêtres, s'était développé naturellement dans une âme aussi ardente, dans une constitution aussi virile que la sienne. Des cinquante ans de son règne, il en passa trente-six dans l'Inde gangétique, et quatorze sans interruption dans le bassin de l'Indus ou dans l'Afghanistân. C'est là sans doute, indépendamment des hautes raisons politiques qui l'appelèrent et le retinrent longtemps dans ces contrées, qu'il se sentait involontairement attiré par les souvenirs de son jeune âge et le voisinage du berceau de Babăr, ce grand homme dont il avait continué la race et l'empire, dépassé la puissance et la gloire. Nous avons dit qu'après avoir affermi sa domination dans le nord, il avait reporté son attention sur le sud et résolu d'entreprendre la conquête du Dăkkhăn. On l'a beaucoup blâmé d'avoir voulu étendre sa puissance de ce côté; mais Elphinstone a fait observer, avec sa justesse accoutumée et sa connaissance des peuples et des mœurs de l'Orient, que les pays qu'Akbăr envahit avaient jadis été soumis à la couronne de Dehly, et qu'il eût encouru bien plutôt le blâme qu'il n'eût obtenu les louanges de ses contemporains, s'il eût négligé l'occasion de reculer les frontières de son empire au-delà de la Năr̆băda. Quoi qu'il en soit, il ne saurait être douteux, d'après l'ensemble de ses actes, qu'Akbăr plaçait sa véritable gloire dans la bonne administration de ses états, et qu'il voulait surtout confier à la reconnaissance des peuples l'immortalité de son nom.

Les sages règlemens qu'il mit en vigueur, et dont il surveillait lui-même l'exécution avec le zèle le plus infatigable et le plus minutieux, embrassaient toutes les branches du service public et le service de la maison impériale. Semblable en ce point à notre Charlemagne (qui a montré autant de génie avec moins de connaissance et

de respect de l'humanité, dans un siècle, il est vrai, plus voisin de la barbarie, mais chez un peuple plus compacte, plus homogène et plus fort), il ne dédaignait aucun détail et paraissait aussi soucieux de l'entretien de ses jardins, de la prospérité de ses écuries, de ses étables, de ses pigeonniers, du bon état de ses ateliers de menuiserie et d'armurerie, que de la bonne organisation de ses troupes, des triomphes de ses armes ou de sa politique, de la vigilance de sa police, de la tranquillité et du bien-être de ses sujets. L'*Ayîn-Akbary*, rédigé par son ordre et sous ses yeux, nous a transmis ces règlemens ou *institutions* avec leurs *exposés de motifs* tracés de main de maître. Bien que la rédaction de ce bel ouvrage se ressente des habitudes d'adulation qui s'unissaient dans l'esprit d'Abou'l-Fazl (comme dans celui de tous les seigneurs de ce temps) à une admiration sincère du grand empereur, il est impossible de le lire avec attention sans se convaincre qu'Akbăr était un homme d'une haute intelligence, d'une bonté et d'une magnanimité qui devaient lui gagner tous les cœurs, et de plus d'une piété exaltée. Sous ce dernier rapport, le caractère d'Akbăr mérite d'être étudié avec un soin particulier, parce que ce tour religieux de son esprit a exercé une très grande influence sur ses déterminations comme souverain, et ne nous semble avoir été suffisamment apprécié ni par les historiens indigènes ni par les historiens européens.

L'immense série des croyances religieuses qui règnent encore depuis la Perse et l'antique Bactriane jusqu'aux rives du Brahmapouttra offre un des sujets d'études les plus vastes et les plus curieux que le philosophe et le moraliste puissent embrasser. Ces croyances ont plusieurs points de contact, mais on y peut signaler aussi les divergences les plus singulières, en sorte que deux systèmes de croyances partis clairement de la même source aboutissent à des résultats opposés, ou que, se rencontrant, se confondant pour ainsi dire en un point capital, ils s'éloignent ou se contredisent de façon à dérouter toute recherche. On y est parfois choqué du mélange des dogmes ou de la perversion des principes : à côté d'une conception qui vous frappe par sa sublimité, viennent se placer les manifestations d'une crédulité dégradante; à côté de l'ascétisme le plus rigoureux, de la pureté et de la simplicité des mœurs, surgissent le matérialisme le plus hardi, la sensualité la plus effrénée. Les élémens les plus discordans y sont comme mêlés et confondus. Au milieu de ce chaos, une sorte de poésie superstitieuse plane sur toutes les existences, pénètre toutes les intelligences et les unit par un lien mystérieux. Un Indien vit et respire dans l'atmosphère du surnaturel : un dieu, un esprit, un ange, un diable, une fée ou une sorcière, l'épie et le surveille, pour ainsi dire, caché derrière chaque buisson ou chaque

quartier de rocher (1). Ce que nos intelligences occidentales considèrent comme d'absurdes légendes a ici un caractère divin : ce sont des *faits* non-seulement probables, mais certains, attestés par de sages *mounis*, et d'ailleurs en parfaite harmonie avec l'état du monde à l'époque où vivaient ces divins ascètes et avec ce que la nature conserve encore de cet état primitif. Le vieux *pandit* s'extasie sur les exploits amoureux de Krishna, qui, en Europe, l'enverraient aux galères. Les idées qui servent de base à nos jugemens et à notre approbation morale sont bouleversées par cette naïve et imperturbable admiration. Quelle opinion peut-on se former de la valeur intellectuelle de ces innocens enthousiastes! Et cependant, dans la pratique, ni la raison, ni la conscience de l'Hindou ne semblent affectées par l'admission de ces puérilités. Nous pouvons le prendre en pitié, rire de lui comme d'une espèce de don Quichotte spiritualiste; mais, dans les affaires ordinaires de la vie, nous trouvons qu'il ne manque ni de sens, ni de tact, et qu'il se montre en général aussi honnête, aussi *moral* que ses juges. De l'accomplissement de ses pèlerinages et des cérémonies qui sont liées à ses croyances, il retire une satisfaction intérieure et des droits toujours respectés à la considération publique, qui l'indemnisent largement de son ignorance philosophique. « En gravissant le Pounaguiri, dit un voyageur auquel nous empruntons une partie de ces remarques, je rencontrai une famille qui revenait après avoir visité un lieu de pèlerinage; la vieille mère s'avançait d'un pas mal assuré, et non sans émotion, le long des précipices, mais son œil brillait de la flamme de la foi la plus ardente, et témoignait de la conviction qu'elle venait d'assurer son bonheur éternel! N'eût-il pas été cruel de chercher à la détromper (2)? » Ne nous dissimulons pas que, pour ces pauvres Indiens, les légendes religieuses, les traditions empruntées au *Ramayana*, au *Mahabharata*, remplacent nos drames, notre opéra, nos romans, nos poèmes, nos journaux, et, à tout prendre, n'ont-elles pas un caractère de vérité et d'exactitude relatives aussi satisfaisant que les récits aventureux dont se contente l'Occident? Il est possible, sinon probable, que Ram et Krishna, tels que les Hindous se les représentent, n'aient jamais répondu à des types réels; mais

(1) Dans les montagnes de Kamaoun, toute maladie a une origine diabolique. L'une des conjurations les plus efficaces pour chasser l'esprit malin est d'enfouir une pièce en terre à la rencontre de quatre chemins, et d'enterrer certaines graines ou drogues à l'endroit même. Les corbeaux ne tardent pas à déterrer les provisions enfouies, et les montagnards voient dans la disparition de ces objets l'accomplissement prochain de leurs désirs. On peut consulter à ce sujet *Turace and outer Mountains of Kamaoon*, by major Madden, Bengal artillery. *Journal of the Asiatic Society of Bengal*, may et june 1848.

(2) Voyez le major Madden dans son mémoire sur les montagnes de Kamaoun.

qu'avons-nous le droit d'en conclure, nous autres Occidentaux? Si nous analysons nos propres sentimens, nous trouverons que don Juan, don Quichotte, Roland, Renaud, Falstaff, et tant d'autres créations de l'imagination humaine, vivent autant et plus dans notre esprit et nos discours que César, Alexandre, Napoléon. Cet ordre d'idées, cultivé de préférence par des imaginations avides du merveilleux, a peut-être été la principale cause, pour le dire en passant, de l'absence presque totale d'*historiens* dans l'Inde proprement dite. Les écrivains indiens ont négligé l'histoire véritable, rationnelle, *exacte* en un mot, pour s'adonner de préférence à la poésie épique et au roman.

Les mahométans établis depuis longtemps dans l'Inde gangétique ou dans le Dăkkhăn partagent les convictions des Hindous sur l'existence et l'intervention des esprits, des génies, sur l'efficacité des pèlerinages, sur la puissance surnaturelle que de saints personnages ont acquise par des actes de dévotion et de méditation, par la pénitence et par la prière. Les races auxquelles appartenaient les conquérans ou les usurpateurs qui ont exercé une influence si remarquable sur les destinées de l'Hindoustan avaient conservé les traditions de leurs ancêtres sur la nature mystérieuse des astres, sur le culte dû à ces sources éternelles de feu, de lumière, de vie. La conversion des Moghols et des Tourks à l'islamisme n'avait pu avoir pour résultat de détourner leur imagination de ces sublimes rêveries. Ils retrouvaient d'ailleurs dans l'Hindoustan des croyances semblables aux leurs sur les rapports intimes qui liaient la destinée de l'homme aux mouvemens et aux qualités occultes des planètes et des étoiles. « Les sages, dit le *Dabistán* (1), croient que chaque grand prophète était voué à un astre particulier : Moïse à *Saturne* par exemple, Jésus au *Soleil*, Mahomet à *Vénus*.—Tchenguiz-Khan (Gengiskan) adorait les astres, et plusieurs circonstances merveilleuses s'observaient dans sa personne. Il faut placer en première ligne la crise extatique connue sous le nom de *washt*, pendant laquelle *certains esprits des étoiles s'unissaient à lui.* » L'auteur du *Dabistán* dit encore de l'empereur Akbăr : « Il a vénéré méditativement l'image du *seigneur des feux ou lumières* (le soleil), jusqu'à ce qu'il ait poussé cet exercice de méditation si loin qu'il suffit qu'il couvre ses yeux pour que *le grand objet* lui soit présent. Alors, quel que soit celui des puissans et illustres personnages de Hind, Irân ou Grèce, ou de tout autre pays, qu'il désire voir, *cette personne se présente à sa vue, et il voit des lumières, explore des routes nouvelles sans nombre, et se rend maî-*

(1) *The Dabistán or School of Manners*, translated from the original persian, etc., by David Shea and Anthony Troyer. Paris, 3 vol. in-8°, 1843.

tre du temporel et de l'éternel. » Ce passage est curieux, quand on le rapproche du récit des faits plus ou moins constatés que le somnambulisme magnétique offre de nos jours à la curiosité du public. Plus loin, l'auteur du *Dabistân*, racontant la mort du philosophe Kamrân de Shiraz, qui avait été contemporain d'Akbăr, s'exprime ainsi : « Kamrân, voyant arriver sa dernière heure, dit à ses disciples qui l'entouraient : « Je crois à la divinité du souverain Créateur, à la prophétie de l'intelligence, à la sainteté (*imâmet*) de l'esprit, au ciel étoilé comme *kiblah* (temple, autel, le point vers lequel on doit se tourner dans l'acte de la prière) et à la délivrance finale par la philosophie, et je déteste les francs penseurs et toutes les autres religions. » Au moment de mourir, Kamrân prononça les noms de l'Être existant par lui-même, de l'intelligence, de l'esprit et des astres; les assistans répétèrent en chœur ses paroles jusqu'à ce qu'il eût quitté sa dépouille mortelle. Sa vie s'était étendue au-delà de cent ans, et il avait conservé jusqu'au dernier moment ses forces et ses facultés intactes. Il eût préféré être brûlé après sa mort; mais, prévoyant qu'on s'y opposerait, il recommanda à son ami Houshiar de l'enterrer en ayant soin de tourner ses pieds vers l'occident, *comme cela avait eu lieu pour Aristote et ses disciples.* Houshiar se conforma à sa volonté à cet égard. Suivant son désir, il alluma aussi une lampe qu'il laissa brûler à la tête de son cercueil pendant toute une semaine, « *en honneur de la planète* (*le seigneur Moushterry, Jupiter*) *qui gouvernait alors sa destinée, et distribua les alimens et les vêtemens appropriés à cet astre* parmi les brahmanes et les nécessiteux, qui tous prièrent pour que Jupiter se montrât propice, afin que l'âme de Hakîm Kamrân pût être réunie aux esprits purs. » La prospérité de la race de Gengiskan paraissait si intimement liée à ces croyances traditionnelles, que le même auteur déclare, dans un autre endroit, « qu'aussi longtemps que les sultans des Moghols ont professé le culte des astres, ils ont conquis les habitans du monde; mais aussitôt qu'ils ont abandonné ce culte, ils ont perdu beaucoup de pays, et ceux qu'ils ont conservés se sont trouvés être sans force et sans valeur. »

Si l'on se rappelle les pratiques superstitieuses de Houmayoûn, comment il *souffla* sur le front de son fils en lisant à haute voix, au coucher de la lune, quelques versets du Korân, etc., on comprendra qu'Akbăr, élevé au milieu de musulmans zélés et fanatiques, disposé d'ailleurs à se passionner pour une religion qu'il croyait révélée à Mahomet par Dieu lui-même, ait été sincèrement dévoué d'abord à la loi du Korân. Marié de très bonne heure, mais arrivé à l'âge de vingt-huit ans sans avoir d'enfans qui eussent vécu « au-delà d'une heure astronomique, » dit Djăhân-Guîr dans ses *Mémoires,* il alla au village de

Sikry, à dix *côss* environ d'Agra, pour visiter un saint derviche, Sheikh-Selim, et sollicita l'intervention de ses prières à l'effet d'obtenir du Tout-Puissant qu'il lui accordât au moins un héritier. En présence de ce saint personnage, il fit vœu, s'il avait un fils, de faire à pied le pélerinage d'Agra à la tombe de Khôdjah Moyin-ed-dîn, *dans la cité d'Adjmîr*. Une de ses *bégums* était fort avancée dans sa grossesse à cette époque; il l'envoya à la maison du sheikh, à Sikry, où elle accoucha d'un prince, *soultân* Selîm, et la même année (1569) Akbăr accomplit le pélerinage annoncé. Il visita plusieurs fois le tombeau du *pîr* (guide spirituel, saint) Moyin-ed-dîn et d'autres lieux sanctifiés par la résidence ou la mort de quelque éminent confesseur de la foi musulmane. Il paraîtrait même qu'il eut, dans la vingt et unième année de son règne, l'intention de faire le pélerinage de La Mecque; mais déjà sa tolérance marquée pour d'autres opinions religieuses, et son penchant à s'informer des particularités qui caractérisaient les diverses croyances adoptées par l'humanité, avaient alarmé le bigotisme musulman.

Vingt ans s'écoulèrent sans qu'Akbăr jugeât à propos d'exprimer publiquement ses doutes sur la légitimité des croyances islamiques. Son temps avait été tellement absorbé, dans cet intervalle, par la guerre et la politique, qu'il ne lui avait pas été possible de s'occuper de l'examen des questions religieuses, examen auquel le portait cependant le penchant naturel de son esprit. Il s'était montré depuis longtemps tolérant par principe et par caractère, et lorsqu'il introduisit dans les traités qu'il eut à conclure avec plusieurs *radjas* la clause qu'une de leurs filles entrerait dans le harem impérial, il laissa à ces princesses la liberté de pratiquer les cérémonies de leur religion. Le concours éclairé et énergique qu'il trouva d'ailleurs dans ses conseillers favoris, Sheikh-Abou'l-Fazl et son frère aîné, Sheikh-Feizy (1), hommes d'une grande libéralité de sentimens et d'une habileté reconnue, ne dut pas peu contribuer à détruire sa confiance première dans l'excellence de la doctrine du Korân et à lui faire pressentir les avantages qui pourraient résulter, pour l'affermissement de son empire, de l'adoption d'une croyance qui embrasserait, en les conciliant, les principaux dogmes du mahométisme et de la révélation brahmanique. Ni lui cependant ni ses conseillers ne pouvaient se dissimuler les difficultés que rencontrerait l'introduction d'un nouvel ordre d'idées et de pratiques religieuses. Ce ne fut donc qu'avec

(1) Duncan Forbes (art. *Akbăr* du *Dictionnaire biographique* de la Société pour la propagation des sciences utiles) fait entrer Abou'l-Fazl au conseil en 1572; Elphinstone dit qu'il ne fut présenté à l'empereur qu'en 1574, et par son frère Feizy, déjà depuis cinq ou six ans dans l'intimité de ce prince. D'autres prétendent au contraire que Feizy fut présenté à Akbăr par Abou'l-Fazl pendant la campagne de Tchitôre.

une extrême prudence, et en ménageant à l'antagonisme des diverses croyances des occasions de se manifester sur un terrain où la violence fanatique devait nécessairement faire place à une discussion rationnelle, c'est-à-dire en présence même du souverain, qu'Akbär et ses amis commencèrent à jeter les fondemens de la réforme projetée.

L'empereur saisit le premier prétexte favorable qui s'offrit d'appeler l'attention des seigneurs de sa cour sur l'insuffisance des prescriptions du Korân. Ce fut en 1575. Une controverse très vive s'était engagée entre les docteurs musulmans sur la grande question du mariage. Les uns soutenaient que le texte du Korân autorisait tout vrai croyant à avoir jusqu'à quatre femmes légitimes, mais non plus; les autres maintenaient au contraire que le texte autorisait jusqu'à *neuf* femmes légitimes, — et les uns aussi bien que les autres appuyaient leur conviction sur des citations empruntées aux docteurs les plus renommés. — Un autre point, non moins vivement controversé, était celui de la *légalité* du mariage *temporaire* appelé *moutâh*, et conséquemment de la légitimité des enfans issus d'un semblable mariage. Sur ce point également et sur d'autres encore relatifs au mariage, les opinions et les autorités variaient d'une manière trop frappante pour ne pas ébranler la foi la plus robuste dans l'infaillibilité de la loi musulmane. Akbär, à dater de cette époque, ne cacha pas son opinion sur l'incertitude dangereuse des textes et des doctrines du Korân; il multiplia ses entrevues et ses conférences avec les hommes instruits de toutes les sectes et de toutes les religions. Il parut obéir d'ailleurs, ou crut céder peut-être en effet à une inspiration secrète, en proclamant dès ce temps la mission qu'il se croyait appelé à remplir. Voici comment Abou'l-Fazl explique et justifie cette détermination :

« Quand l'heure arrive où, pour le bonheur de l'humanité, la vérité doit être manifestée, un homme apparaît tout à coup, doué de ce savoir surhumain et revêtu par Dieu de la robe impériale, afin qu'il ait autorité pour conduire les hommes dans le vrai chemin. Tel est de nos jours l'empereur Akbär. Dès l'heure de sa nativité, les astrologues avaient été instruits de ses hautes destinées, et s'étaient communiqué à voix basse cette grande et triomphante nouvelle. Sa majesté jugea longtemps à propos de cacher à tous les yeux cette vocation mystérieuse; mais comment éviter ce que le Seigneur tout-puissant a résolu dans sa sagesse? Encore enfant, Akbär faisait involontairement des choses qui surprenaient ceux qui en étaient témoins, et quand enfin ces actes merveilleux prirent malgré lui un caractère tellement évident, que les moins clairvoyans en étaient frappés, il reconnut que la volonté du Tout-Puissant l'avait destiné à guider les hommes dans la voie du salut, et commença à enseigner, à l'extrême satisfaction de ceux qui étaient avides de savoir, etc. »

L'*Akbar-Nameh* ne dit rien ou presque rien de la religion introduite dans l'Inde par l'empereur Akbăr, Abou'l-Fazl s'étant réservé de traiter ce sujet dans l'*Ayîn-Akbary* d'une manière générale, sauf à y revenir (comme il le dit lui-même) dans un écrit spécial que sa mort prématurée ne lui permit pas de mettre au jour. Nous n'avons même à cet égard, dans l'*Ayîn-Akbary*, que des notions fort incomplètes; mais le *Dabistán* et le *Muntakhab al Tawârikh* de Sheikh-Abdoul Kâdăr Badaouni, cités par Kennedy (1) dans sa notice sur les institutions religieuses d'Akbăr, nous permettent de porter un jugement assez exact sur les convictions particulières qui déterminèrent Akbăr à s'arrêter aux nouveaux principes de croyances qu'il proclama et aux formes d'adoration qu'il mit en usage. Parmi les conférences religieuses supposées que nous a transmises le *Dabistán*, il en est une assez étendue qui se passe entre un philosophe, un brahmane, un musulman, un parsi, un juif et un chrétien, conférence à laquelle Akbăr lui-même est censé prendre part. Le philosophe y résume la discussion par une exposition générale de la nouvelle doctrine et conclut en ces mots : « Ainsi, pour tout homme sage, il doit être évident que la seule voie de salut est celle que nous a tracée l'illustre Akbăr; celui qui veut la suivre doit s'abstenir de tout acte de luxure et de sensualité, de détruire tout ce qui a vie, d'attenter à la propriété d'autrui, de l'adultère, du mensonge, de la calomnie, de la violence, de l'injustice et de propos méprisans. Les moyens d'obtenir la félicité éternelle sont compris dans l'exercice des vertus suivantes : libéralité, indulgence et tolérance; chasteté, dévotion, tempérance, courage, douceur, politesse; ferme résolution de plaire à Dieu plutôt qu'aux hommes, et enfin résignation à la volonté du Créateur. »

Akbăr n'admettait l'authenticité des missions divines ni dans la personne d'un Dieu incarné, ni dans celle d'un homme inspiré: il est donc probable que l'auteur du *Dabistán*, en accordant à Akbăr les noms d'apôtre et de messager ou envoyé de Dieu, n'a voulu que se conformer au langage adopté à l'égard de Mahomet. Il est au moins certain qu'Akbăr ne prit aucun de ces titres; mais, comme il était nécessaire de distinguer la foi nouvelle et son fondateur par des désignations spéciales, il se fit appeler *Khalî-Oullah* ou vice-régent de Dieu, et voulut que la religion qu'il prétendait enseigner fût désignée par l'épithète *ilâhi* (divine), ou plus exactement « de Dieu. » Il est à remarquer que, comme preuve décisive ou *criterium* de sa croyance, Akbăr alléguait qu'elle était en tout d'accord avec la

(1) *Transactions of the Literary Society of Bombay*, vol. II, p. 242 et suiv. Londres, 1820, in-4°.

raison. Par la raison seule, elle pouvait et devait être comprise et affermie, comme il était de son essence d'être propagée par la seule persuasion et non par la force. En 1578, voulant donner une sanction éclatante aux réformes qu'il méditait, Akbăr fit publier une ordonnance revêtue des sceaux des principaux docteurs en théologie et des personnages les plus renommés pour leur savoir, déclarant que l'intérêt et la prospérité de la religion exigeaient que l'empereur fût considéré et reconnu comme seul directeur suprême de la foi. C'était imiter, sans le savoir, mais par de plus nobles motifs, la conduite de Henri VIII d'Angleterre. A dater de cette époque, la fameuse formule du *kalma* : « Il n'y a de Dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète, » fut remplacée par la formule suivante : « Il n'y a de Dieu que Dieu, et Akbăr est son *khalîf* (1). » C'était introduire le déisme pur et nier non-seulement la mission divine de Mahomet, mais toute interposition, toute médiation à titre de prophétie ou d'apostolat entre l'homme et Dieu. Aussi, dans les vingt-sept années qui s'écoulèrent entre la fameuse ordonnance de 1578 et la mort d'Akbăr, l'abolition graduelle de toutes les institutions particulières au mahométisme occupa presque exclusivement l'empereur. De là l'adoption d'une ère nouvelle, datant de l'avénement d'Akbăr au trône de l'Hindoustan, et les nombreuses modifications introduites dans la loi musulmane, jusqu'alors la seule applicable aux familles de cette croyance. Il est remarquable qu'Akbăr ne toucha point au culte hindou, malgré son aversion pour toutes les pratiques de l'idolâtrie. L'antiquité de ces pratiques et leur alliance intime et constante avec la vie publique et privée des Hindous ne permettaient pas, en effet, qu'un souverain humain et bon politique comme l'était Akbăr courût risque de s'aliéner la confiance et l'affection de la très majeure partie de ses sujets en essayant d'attaquer leurs croyances par le côté le plus inexpugnable, celui des habitudes invétérées.

La perfection de la religion nouvelle ne consistait pas d'ailleurs, selon Akbăr, dans certaines formules de prières et dans de vaines cérémonies, mais dans la pureté d'une vie sans tache, dans la pra-

(1) Sur la monnaie d'or nommée *schensch*, de forme ronde et de la valeur de 100 *lâl djelaly mohurs* (1,200 roupies, environ 3,000 fr.), selon Abou'l-Fazl, on lisait (dans l'origine) d'un côté cette inscription : « Le grand roi, le glorieux empereur, Dieu veuille perpétuer son royaume et son règne ! — Frappé à la capitale Agra, etc. » De l'autre le *kălma* et un verset du Khorân. On y ajouta depuis — d'un côté : « La meilleure des monnaies est celle qui est employée à secourir les nécessiteux et qui profite à ceux qui marchent de concert dans les voies du Seigneur; » de l'autre : « Le sublime monarque ! *le très haut khălif!* Dieu veuille perpétuer son royaume et son règne et augmenter sa justice et sa droiture. » Enfin on substitua à ces inscriptions deux *tetrastiques* du *prince des poètes* (Sheikh-Fézy), comme dit Abou'l-Fazl, qui les cite tout au long. (*Ayîn-Akbăry*, vol. Ier, p. 23-24.)

tique constante du bien, dans la subordination des attachemens mondains à l'amour de l'humanité, et surtout dans l'habitude de rapporter à Dieu chaque pensée, chaque détermination, chaque acte de la vie.

Nous manquons de détails sur la forme définitive donnée par Akbăr au culte *ilâhi*. Une religion aussi spirituelle et aussi abstraite n'admettait probablement pas, dans les convictions de ce grand homme, des formes liturgiques ou des démonstrations extérieures compliquées. Aussi Akbăr fut-il le seul pontife et le seul ministre du nouveau culte, et ce culte n'eut point de temples. Les efforts d'Akbăr et de ses amis tendirent constamment à discréditer le prophète arabe et ses doctrines, ainsi que les pratiques de l'islamisme; mais l'obligation par lui proclamée, de ne servir la cause de sa grande réforme que par la persuasion, s'opposait à ce qu'il gênât ouvertement les musulmans dans l'exercice de leur religion et à ce qu'il imitât les sectateurs du Koràn ou des Védas en élevant autel contre autel, en confiant à des ministres particuliers l'enseignement et la propagation de la foi nouvelle. Comprenant toutefois qu'il pouvait être indispensable au but qu'il se proposait de populariser sa doctrine par l'adoption de quelques cérémonies qui s'adresseraient à des objets extérieurs liés d'une manière évidente et intime à l'adoration du Créateur, il eut recours à certaines pratiques de l'*astrolâtrie* qui lui semblaient concilier ce que lui dictait sa conscience avec la nécessité de se prêter dans des limites raisonnables aux faiblesses et aux tendances matérielles de la multitude. Les savans pouvaient entretenir des opinions différentes au sujet de l'existence des esprits, de l'unité divine, de l'être existant par lui-même, quelques sectes pouvaient admettre la légitimité de ces notions, d'autres les nier; mais il n'y avait pas de négation possible au sujet de l'existence du *feu*, de la splendeur et de la bienfaisance du *soleil*. Raisonnant d'après ces prémisses, Abou'l-Fazl exprime dans les termes suivans l'importance du grand exemple qu'Akbăr voulut donner chaque jour à ses sujets :

« L'empereur ne se permet jamais de tourner en ridicule les opinions d'aucune secte ou religion; il ne songe qu'à faire un bon emploi de son temps et à ne négliger aucun de ses devoirs religieux, en sorte que, grâce à la pureté de ses intentions, chaque action de sa vie puisse être considérée comme un hommage à la Divinité. Plein de reconnaissance envers la Providence, il lui demande sans cesse de le guider dans l'examen de sa propre conduite; mais il implore plus particulièrement cette faveur à certaines heures de la journée. Ainsi, au point du jour, au moment où le soleil émet ses premiers rayons, à midi quand ce flambeau de l'univers resplendit de tout son éclat, et le soir quand il se dérobe aux regards des habitans de notre globe, à minuit enfin, lorsqu'il va recommencer sa marche ascendante,—ces grands mystères se cé-

lèbrent en l'honneur du Tout-Puissant, et il faut plaindre les intelligences obscurcies par l'ignorance au point de ne pas en comprendre la signification. Puisque c'est un devoir indispensable pour tous de proportionner la reconnaissance au bienfait, ne devons-nous pas des hommages sans fin à ce dispensateur des biens d'ici-bas, à cette fontaine éternelle de lumière? Et c'est surtout aux princes de la terre qu'il convient de s'incliner devant ce souverain des cieux, symbole de la divine influence qui les protége! Sa majesté professe une grande vénération pour le *feu* en général, et pour la lumière artificielle, qu'on doit regarder comme une émanation de la lumière naturelle (1). »

Conformément à ces principes, Akbăr se prosternait devant le soleil ou devant une image de cet astre, et recommandait à ses disciples la pratique constante de cette adoration mystérieuse.

La formule d'initiation au culte *ilâhi* nous a été conservée dans l'*Ayîn-Akbary*, et il ne sera pas sans intérêt de rapporter les termes exprès d'Abou'l-Fazl à ce sujet :

« L'empereur, dans sa sagesse, se prête difficilement au désir de ceux qui recherchent les bienfaits de l'initiation. — Comment pourrais-je enseigner, dit sa majesté, quand j'ai besoin moi-même d'être instruit? — Cependant, si le pétitionnaire donne des marques évidentes de sa sincérité, et s'il insiste avec importunité, il est admis un dimanche au moment où le soleil va passer au méridien. Le récipiendaire se prosterne devant l'empereur, la tête nue et le turban sur la paume de ses mains; il prononce alors la formule suivante : « Je rejette loin de moi la présomption et l'égoïsme, causes de tant « de maux, et viens ici en suppliant, faisant vœu de consacrer le reste de ma « vie dans ce monde à mériter l'immortalité. » — Sa majesté étend alors la main vers le récipiendaire, l'aide à se relever, replace le turban sur sa tête, et dit : « Mes prières sont adressées au ciel en votre faveur, afin que vos as- « pirations soient exaucées, et que vous obteniez la vie réelle après la vie « apparente d'ici-bas. » — Il lui donne ensuite le *shăst* (2), sur lequel on a gravé *l'un des grands noms de Dieu* et les mots *Allâh Akbar*, en sorte qu'il puisse comprendre le sens du vers suivant :

Le vrai *shăst* et l'œil pur ne manquent point le but.

(1) Abou'l-Fazl a consacré un chapitre de l'*Ayîn-Akbăry* à la description de l'*éclairage* du palais (vol. Ier, p. 51-53). En voici un extrait : « A midi, quand le soleil entre dans le 12e degré du Bélier, on expose aux rayons du soleil une pierre particulière (une espèce d'onyx (*) connue dans l'Hindoustan sous le nom de *souredj kerăntt;* on met en contact avec cette pierre du coton, qui ne tarde pas à prendre feu, et ce feu céleste est confié à la garde de certaines personnes. Il sert exclusivement à l'éclairage du palais et pour la cuisine impériale, etc., et quand l'année expire, on se procure de nouveau du feu céleste par les mêmes moyens. » Le *Dabistân* explique fort en détail comment « le sage *nawab* et *sheikh* Abou'l-Fazl reçut ce feu sacré pour la première fois (par ordre de l'empereur) des mains d'Ardeshir, disciple de Zoroastre, etc. » (vol. III, p. 95).

(2) Le mot *shăst* (prononcez *chăstt*) désigne l'étui en ivoire que l'archer porte au pouce, et signifie en même temps l'action de *viser* le but.

(*) Corindon, — *adamantinus corindum.*

L'initié recevait ensuite quelques instructions ou injonctions spéciales, qui sont mentionnées dans l'*Ayîn-Akbary*.

A toutes ces injonctions positives, Akbăr avait ajouté une recommandation expresse, à tous les vrais disciples, de ne point porter de barbe au menton. Nous ne saurions trouver d'autre explication à cette étrange répugnance d'Akbăr que le désir passionné qu'il éprouvait de contrarier en tout les prescriptions du Korân. Il paraîtrait même, d'après les relations des jésuites et d'autres témoignages, que l'antipathie d'Akbăr pour tous les signes extérieurs et pratiques de la religion musulmane le porta à encourager ses sujets musulmans à ne plus fréquenter les mosquées, qu'il n'hésita pas à souiller plusieurs de ces temples de l'islamisme en les convertissant en écuries, en magasins, qu'il fit abattre les minarets, etc. Cependant ces démonstrations intolérantes et passionnées nous semblent tellement opposées au caractère d'Akbâr, que nous doutons de l'exactitude de ces assertions.

Nous avons déjà eu occasion de remarquer qu'Akbăr respecta singulièrement les habitudes religieuses et les préjugés des Hindous. Le prince Sélim (depuis Djăhân-Guîr) ayant demandé à son père quel était le motif de ces ménagemens pour des idolâtres, Akbăr lui répondit : « Mon cher enfant, je suis un puissant monarque, l'ombre de Dieu sur la terre. Je vois que le Tout-Puissant accorde les bienfaits de sa gracieuse providence à toutes les créatures sans distinctions; je remplirais mal les devoirs du rang suprême, si je retirais ma compassion ou mon indulgence d'aucun de ceux qui sont confiés à ma charge. Je suis en paix avec la grande famille humaine, avec toutes les créatures de Dieu : pourquoi donc me permettrais-je, par quelque motif que ce fût, d'être la cause de molestations ou d'agressions envers qui que ce soit? D'ailleurs les cinq-sixièmes de l'humanité ne se composent-ils pas, soit d'Hindous, soit d'autres infidèles? et si je me laissais aller aux sentimens qu'indique la question que vous m'adressez, quelle autre alternative me resterait-il que de les exterminer tous? J'ai donc cru que le parti le plus sage était de les laisser tranquilles. — Il ne faut pas oublier d'ailleurs que la classe dont nous parlons, ainsi que les autres habitans d'Agra, est utilement occupée, soit de l'étude des sciences, soit de la pratique et du perfectionnement des arts utiles à l'humanité. Un grand nombre d'Hindous sont arrivés aux plus hautes distinctions dans l'état, et l'on rencontre, à vrai dire, dans cette capitale des hommes de toutes les races et de toutes les religions qui existent sur la surface du globe, et auxquels je dois une égale protection. »

On peut rapprocher cette admirable réponse, qui nous a été transmise par Djăhân-Guîr lui-même dans ses *Mémoires*, de la lettre au

roi de Portugal que nous reproduisons plus loin, et on se convaincra que l'esprit de tolérance qui distingua si éminemment Akbăr s'alliait chez lui au sentiment le plus net et le plus élevé de ses devoirs comme souverain. S'il fit intervenir son autorité pour modifier quelques-unes des institutions des Hindous, ou, pour mieux dire, de leurs coutumes superstitieuses, ce fut exclusivement dans un intérêt d'humanité. C'est ainsi qu'il ne voulut pas souffrir qu'une veuve fût brûlée, contre son gré, avec le corps de son mari (1), qu'il permit aux veuves de se remarier, qu'il défendit qu'on eût recours aux *jugemens de Dieu,* que les filles fussent mariées avant l'âge de puberté, qu'on égorgeât des animaux pour les sacrifices, etc. En même temps il se garda bien de chercher à discréditer, comme il l'avait fait pour le mahométisme, les doctrines fondamentales de la religion des Védas et les principales cérémonies ou les habitudes innocentes liées, dans le système hindou, à l'accomplissement des devoirs domestiques. Indépendamment des motifs politiques qui l'avaient déterminé à se montrer ainsi tolérant à l'égard des Hindous, il est à présumer qu'il avait été frappé de la vitalité inhérente à cette grande organisation sociale dont les profondes racines plongeaient dans l'antiquité la plus reculée. Et à ce sujet nous ne pouvons nous empêcher de remarquer le phénomène particulier que présente la société hindoue envisagée au point de vue de ses croyances et de ses habitudes religieuses. Des principales religions qui florissaient autrefois dans l'Asie occidentale, cinq ont disparu, ont cessé d'être dominantes, ou enfin n'existent plus qu'à l'état sporadique : ce sont le sabéisme, le culte hébraïque, le paganisme proprement dit, le culte de Zărdhăst (Zoroastre), et le christianisme. Ces différens systèmes de croyances religieuses ont été remplacés, comme *moyen de gouvernement,* par une religion, comparativement nouvelle : des côtes de la Méditerranée aux rives du Sirr (le *Iaxartès* des anciens), la seule foi nationale reconnue est celle de Mahomet. Or, aucun des pays compris dans cet immense espace ne repoussa énergiquement les premières invasions des musulmans et leurs tentatives de prosélytisme. L'Hindoustan seul, envahi par eux à son tour, a su conserver son ancienne religion. *Sept cents ans* de guerres ou de persécutions, ou de tentatives de conversions par l'appât des honneurs et des richesses, n'ont pu entamer la croyance hindoue, depuis la première invasion mahométane par Măhmoud, en 1001, jusqu'à la dernière par Ahmăd-Shâh en 1761. Un siècle d'essais tentés par la domination chrétienne avec les

(1) Ayant appris que le radja de Djodpour voulait obliger la veuve de son fils à se faire *satti,* c'est-à-dire à se sacrifier sur le bûcher où allait être consumé le corps de son mari, Akbăr s'élança à cheval, partit ventre à terre, et ne s'arrêta qu'au lieu même où l'on venait d'entraîner la victime, qu'il arracha à la mort.

merveilles de sa force matérielle, les séductions de son commerce, de son luxe, de ses arts, de ses sciences, de ses prédications patientes, n'a pas fait, à cet égard, la moindre impression. Akbăr, en refusant d'imiter ses prédécesseurs dans leur intolérance sanguinaire, avait donc montré sa supériorité sur l'esprit de son siècle, et donné à son arrière-petit-fils, Aurăngzèbe, un exemple dont ce musulman fanatique n'a pas su profiter, ce qui a amené la chute de l'empire moghol.

Ce grand fait politique et religieux suffit pour démontrer combien sont fausses les idées, si longtemps accréditées en Europe, de la faiblesse constitutionnelle des races hindoues. L'opinion qu'on s'était formée de l'infériorité intellectuelle et de la dégradation morale des Hindous ne repose pas sur de meilleurs fondemens. — Le témoignage des hommes les plus éminens et les plus dignes de confiance par leur expérience et la libéralité de leurs idées, Warren Hastings, sir John Malcolm, etc., ne laisse aucun doute à cet égard. En 1813 notamment, sir John Malcolm, qui depuis a commandé en chef dans l'Inde et a été gouverneur de Bombay, s'exprimait ainsi devant la chambre des communes :

« ..... Du moment que vous entrez dans le Băhâr ou plutôt dans le district de Bănarès, aussi bien que dans les territoires du năwâb d'Aoude, dans le Douâb et dans tous les pays soumis au pouvoir de la compagnie de ce côté, vous trouvez dans les Hindous une race d'hommes non moins distingués, généralement parlant, par la richesse de leur taille, plutôt supérieure qu'inférieure à celle des Européens, et la vigueur de leur constitution (développée chez presque tous par l'habitude des exercices gymnastiques) que par les plus nobles qualités de l'âme. Je parle plus particulièrement des Ràdjpouts (1), qui forment une portion considérable de la population. Ils sont braves,

(1) Un spirituel écrivain qui nous a fait l'honneur de consulter nos études sur l'Inde anglaise, en traçant le tableau qu'il a publié sur ce sujet pendant notre longue absence d'Europe, a méconnu complètement l'importance de l'élément ràdjpout dans l'armée anglo-hindoue. Les autorités dont nous nous sommes fait un devoir d'appuyer les résultats de nos propres recherches auraient triomphé sans doute de l'incrédulité de M. de Warren, auteur de *l'Inde anglaise en* 1843 *et* 1844. Il ne sera pas inutile d'insister plus particulièrement, puisque l'occasion s'en présente, sur le témoignage de sir John Malcolm. Cet officier-général, dans un ouvrage publié vingt ans après l'enquête parlementaire de 1813 (*Government of India*, London 1833, in-8°), a développé son opinion sur le soldat hindou, et sur les Ràdjpouts en particulier, dans des termes qui ne sauraient laisser aucun doute sur les éminentes qualités qui distinguent cette race, au point de vue militaire, même européen. On trouve dans les mémoires d'un autre officier général, dont le témoignage nous a été conservé par le journal militaire publié à Calcutta sous le titre de *East-Indian united service Journal*, etc. (numéro de juillet 1834), une appréciation tout à fait semblable du caractère militaire des Ràdjpouts, et nous y lisons que ce vétéran de l'armée du Bengale estimait à *plus d'un tiers*, *peut-être à moitié*, il y a quarante ans, la proportion des Ràdjpouts (ou des brahmanes *enrôlés comme Ràdjpouts*) dans l'infanterie de cette armée.

généreux et humains et ne se font pas moins remarquer par leur véracité que par leur courage. L'armée du Bengale se compose, en grande partie, de ces hommes, et c'est un fait digne d'observation, qu'on est rarement obligé d'avoir recours à des punitions corporelles dans cette armée, le moindre reproche ayant autant d'effet sur eux que les peines disciplinaires les plus sévères sur les troupes des autres nations. »

La classe militaire peut, il est vrai, être considérée dans l'Inde comme l'élite de la population, mais il est à remarquer que l'ensemble de la population hindoue a été jugé d'autant plus favorablement que le jugement porté a été le fruit d'une plus longue expérience.

Le colonel Munro (1) a exprimé aussi devant la chambre des communes la haute opinion qu'il s'était faite de la moralité des Hindous des deux sexes et de la civilisation hindoue en général. Ses conclusions sont dignes d'une attention particulière. « Les Hindous, dit-il, ne sont pas inférieurs aux nations de l'Europe, et si la civilisation pouvait devenir jamais un article de commerce entre les deux pays, je suis convaincu que la balance des importations serait en faveur de l'Hindoustan. » Tout en tenant compte d'une certaine exagération libérale qu'on serait peut-être en droit de reprocher aux dépositions que nous avons invoquées, on ne saurait se refuser à reconnaître que l'ensemble des témoignages, émanés comme ils le sont d'hommes éminens par leur intelligence, leur instruction et la part qu'ils ont prise au gouvernement du pays, décide péremptoirement la question de l'infériorité prétendue des races hindoues. Que ces races aient dégénéré sur certains points de l'Inde, que les classes privilégiées aient, depuis longtemps déjà, cessé de maintenir la pureté relative de leur sang et de leurs institutions, et que la civilisation hindoue en général semblât plutôt rétrograder que rester stationnaire dès le temps d'Akbär, — tout cela peut être plus ou moins susceptible de démonstration, mais les argumens que l'on pourrait tirer de ces faits pour soutenir la thèse étrange de l'infériorité *à priori* ne nous paraissent pas plus concluans que les argumens que l'on prétendrait fonder sur des faits analogues en ce qui touche certains peuples de l'Occident, si différens d'eux-mêmes à diverses époques de leur histoire.

Ce qui est certain, c'est que dans l'Hindoustan la caste sacerdotale et la caste guerrière se rattachent par leurs traditions, leurs croyances et leurs habitudes spéciales, aux grands rameaux caucasiques. Les secrètes sympathies d'une origine commune devaient révéler promptement à une haute intelligence comme celle d'Akbär le

(1) Depuis général et gouverneur de la présidence de Madras.

fort et le faible des peuples sur lesquels elle aspirait à dominer. Aussi voyons-nous ce prince, élevé dans la religion musulmane, entouré exclusivement de musulmans à son arrivée dans l'Hindoustan, affermi sur son trône par l'énergique Behrâm-Khan et par ses frères d'armes et de croyance, rechercher bientôt l'alliance des grandes familles hindoues, appeler les chefs hindous dans ses conseils et à la tête de ses troupes, et former des intrépides Râdjpouts sa cavalerie d'élite. Bien plus, comme s'il eût reconnu que le respect pour les femmes, la fidélité vigilante aux consignes les plus délicates, le dévouement le plus héroïque et le fanatisme du point d'honneur fussent les attributs distinctifs de cette race, c'était aux Râdjpouts qu'était confiée la garde de l'enceinte intérieure du *haram :* les *omrâhs* de service, les *adhiâns* (hommes d'armes) et autres corps de la garde impériale étaient campés en dehors des portes (1). S'il admirait la bravoure chevaleresque et l'intelligence militaire chez les Râdjpouts, il savait apprécier l'aptitude merveilleuse d'autres classes de la grande famille brahmanique aux détails de l'administration intérieure, aux combinaisons fiscales, leur intelligence des procédés de l'agriculture et de l'industrie. Avec les *pandits,* quelque déchus qu'ils fussent de l'érudition première de leur caste, il se plaisait à s'entretenir de la science et de la philosophie de leurs ancêtres. Il plaçait un *Mânn-Sing* ou un *Tadar Mall,* nobles hindous, à la tête de ses armées mahométanes ou de sa grande réforme administrative, et il chargeait de graves moullahs, des musulmans sanctifiés par le pèlerinage de la Mecque, un *sheikh* Feizy, un Abou'l Fazl, un *hadjy* Hibrahîm, etc., de traduire en persan les livres sacrés de l'Inde gangétique.

Ainsi Hindous et musulmans furent appelés à l'aider dans ses efforts pour créer l'unité gouvernementale. Ainsi ce grand homme trouva des élémens d'organisation, de force et de progrès dans cette diversité de races, d'habitudes et de croyances qui semblaient ne pouvoir constituer que des élémens de discorde, de désordre et de ruine. Il aurait voulu cimenter l'union politique et sociale qu'il était parvenu à établir parmi ses sujets immigrés et indigènes à l'aide d'une transaction religieuse, et nous avons vu que ce fut là le but de la réforme qu'il introduisit d'abord dans les classes supérieures de la société avec l'espoir qu'elle s'infiltrerait peu à peu dans les masses : méprise d'un cœur aimant et d'une haute pensée ! Ce fut au moment

(1) « L'intérieur du *harûm* est gardé par des femmes ; les principales sont stationnées près de la porte de l'appartement impérial. Immédiatement en dehors de cette porte veillent les eunuques, et à quelque distance de là les Râdjpouts, plus loin les portiers de l'enceinte du *haram,* et, en dehors de l'enceinte, les *omrâhs,* les *adhiâns* et autres troupes de la garde selon leur rang. » (*Ayîn-Akbûry,* vol. Ier, p. 47.)

même qu'il donnait à ce déisme pur, tempéré par le sabéisme, un caractère officiel que les clartés du christianisme brillèrent pour la première fois sur sa vaste intelligence et firent naître en lui l'espoir d'arriver par les révélations de l'Évangile à la découverte des vérités absolues qui peuvent seules guider les individus et les peuples dans la connaissance et l'accomplissement de leurs devoirs. C'est de cette époque, en un mot, que datent ses relations avec les jésuites.

IV. — RELATIONS D'AKBAR AVEC LES JÉSUITES. — SON CARACTÈRE COMME SOUVERAIN ET COMME HOMME PRIVÉ.

Nous avons consulté pour l'histoire des relations d'Akbăr avec les jésuites toutes les sources auxquelles il paraissait raisonnable de puiser, et nous avons eu principalement recours au recueil de Pierre Du Jarric, dont nous donnons le titre détaillé en note à cause de son importance (1). Cet ouvrage, malgré le manque absolu de critique historique qu'on y remarque, porte un caractère général d'exactitude et de bonne foi (souvent crédule, sans doute) qui n'exclut pas de temps à autre une certaine vivacité de narration et une appréciation assez juste des hommes et des choses. Ce qui nous touche surtout dans le récit de Du Jarric, c'est qu'il a été commencé peu de temps après la mort d'Akbăr, en 1608, et terminé dix ans après, en 1614; qu'il a été composé sur les lettres des missionnaires qui vivaient à la cour d'Akbăr, lettres recueillies de deux ans en deux ans par le père Ferdinand Guerreiro, Portugais, « homme d'un jugement net et solide, et bien versé dans ces histoires, » comme le dit Du Jarric; c'est enfin que les principaux faits mentionnés par Du Jarric sont confirmés par le témoignage des historiens indigènes. Il résulte clairement de l'examen critique que nous avons fait de ces diverses autorités que l'empereur, indépendamment des relations et conférences qu'il eut avec des missionnaires isolés, demanda et obtint à trois reprises différentes qu'il lui fût envoyé de Goa des missionnaires jésuites autorisés à résider un certain nombre d'années à sa cour. La première mission, composée des pères Rodolphe d'Aquaviva (sans doute le *padre Redef* mentionné dans l'*Akbar-Nameh*), Antoine de Monserrat et Henriquez, arriva à *Fattehpour Sikry* (résidence favorite d'Akbăr) en février 1580, et Rodolphe d'Aquaviva resta auprès de l'empereur jusqu'en 1583. La seconde mission, confiée aux pères Édouard Leiton, Christophe Véga et un autre qui n'avait pas encore

(1) « *Histoire des choses plus mémorables advenues tant ez Indes Orientales que autres pays de la découverte des Portugais*, etc., par le P. Pierre Du Jarric, Tolosain, de la même compagnie. A Bourdeaus, 1608, in-4°. » — Deuxième partie (ou deuxième vol.), portant le même titre que le précédent. Bordeaux, 1610. — Troisième partie, etc., depuis l'an 1600 jusqu'à 1610. Bordeaux, 1614.

reçu les ordres sacrés, arriva à la cour moghole en 1591; elle n'y séjourna qu'une année. La troisième enfin quitta Goa à la fin de l'année 1594 et rejoignit l'empereur le 5 mai 1595 à Lahore, où la cour était établie depuis plusieurs années.

Ce fut dans l'intervalle qui s'écoula entre la première et la seconde mission des jésuites qu'Akbăr, résolu d'approfondir les dogmes de la religion du Christ, écrivit au roi de Portugal une lettre qui nous a été conservée dans le recueil d'Abou'l-Fazl. Nous allons la faire connaître d'après la version de J. Fraser (1), celle de J. Hanway (2), et la traduction littérale que nous devons à l'obligeance du savant traducteur du Korân (3).

« Répandons le tribut de nos louanges au pied du trône du *vrai roi*, dont la puissance est à l'abri du choc de la décadence et dont l'empire est inaccessible à l'atteinte des révolutions (4).

« L'étendue de la terre et du ciel visible n'est qu'un petit recoin de sa création, et l'espace infini un échantillon de ses œuvres. — C'est lui qui *gouverne* et maintient par des règles immuables l'ordre de cet univers, et qui dirige la société humaine par l'organe de la haute raison des souverains dont la justice et la fermeté assurent l'exécution des lois. — C'est lui dont la volonté toute puissante a mis dans chaque individualité le besoin d'affection et d'amour qui unit l'immense variété des êtres par une inclination mutuelle et fait sortir de cette tendance commune l'harmonie et le lien de la création.

« Louange infinie soit aussi offerte aux âmes pures de toutes les catégories de prophètes et d'envoyés qui ont constamment marché dans les voies du Seigneur et ont guidé leurs semblables dans les sentiers de la vérité!

« Ceux d'entre les hommes clairvoyans qui empruntent leurs lumières aux flambeaux de la sainteté savent bien que, dans ce bas-monde où se réfléchit

(1) *The History of Nader Shâh, formerly called Thomas Kuli Khan, the present emperor of Persia. To which is prefixed a short History of the Moghol emperors*, etc., by James Fraser. The second edition, London 1742, in-8°, p. 12-18.

(2) *The Revolutions of Persia*, etc., by Jonas Hanway, Merchant. — Vol. IIe. (IVe vol. de l'ouvrage intitulé : *An Historical Account of the British trade over the Caspian sea*, etc.). London, 1753, in-4°, p. 217-219.

(3) Nous nous sommes également aidé des lumières de M. Alex. Chodzko, qui a bien voulu comparer, à notre demande, les textes de plusieurs manuscrits de la Bibliothèque nationale, à l'effet d'éclaircir surtout la question, plus d'une fois controversée, de savoir à quel personnage la lettre qui nous occupe a été réellement adressée. MM. Kazimirski et Chodzko sont convaincus, d'après un examen attentif du texte, qu'Akbăr s'adresse ici à un prince chrétien. Le titre de la lettre, *en rouge*, diffère selon les manuscrits. Celui que Fraser avait sous les yeux portait : *Firmân revai Farang* (souverain des Francs). Certaines expressions communes à tous les manuscrits ne laissent aucun doute sur la destination de cette lettre remarquable, attendu qu'elles ne peuvent s'appliquer qu'à un souverain.

(4) Les musulmans, non-seulement dans leurs lettres, mais dans la plupart de leurs écrits, consacrent les premières lignes à la louange de Dieu, puis à celle du prophète. Akbăr débute en effet par les louanges de l'Être suprême, mais il ne fait aucune mention de Mahomet ni au commencement de la lettre ni dans le paragraphe relatif aux *catégories* (comme il le dit) *des prophètes* et *des apôtres* ou *envoyés*.

le monde spirituel comme dans un miroir, rien n'est préférable à l'amour ou plus sacré que l'amitié. Aussi attribuent-ils l'économie et la disposition admirable de l'univers à l'affection et à l'harmonie. — Quand le soleil de l'amour éclaire nos cœurs, il dissipe jusqu'au fond de l'âme les ténèbres de la vie mortelle, et cela est surtout désirable pour les princes dont la bonne intelligence mutuelle est la garantie du bonheur des peuples. — C'est pourquoi tous les efforts d'une intelligence élevée tendent à favoriser, à entretenir ces sentimens d'union et d'amitié parmi les serviteurs de Dieu, et surtout parmi les rois que la faveur divine a placés à la tête de l'humanité. — Plus particulièrement devons-nous désirer resserrer les liens de fraternité qui nous unissent à un prince dont l'esprit éclairé et le zèle qui l'anime pour la propagation des ordonnances de Jésus sont au-dessus de toute description et de tout éloge. — Le voisinage de nos états (1) de ceux d'un prince aussi renommé rend cette alliance plus indispensable encore; mais attendu que plusieurs obstacles et raisons majeurs rendent une conférence personnelle impraticable, on ne peut y suppléer que par des ambassades et par la correspondance. Puisque c'est le seul moyen de remplacer les avantages d'une entrevue et d'une conversation intime, nous y avons recours, avec l'espoir que ces communications ne souffriront aucune interruption, et qu'ainsi s'établira une manifestation mutuelle de nos sentimens et de nos désirs en ce qui touche à nos intérêts réciproques. — Votre majesté n'ignore pas que les savans et les théologiens de tous les temps et de tous les pays, malgré la diversité de leurs opinions sur le monde extérieur et le monde intellectuel, s'accordent en ce point, que le monde extérieur n'est d'aucune importance par rapport à l'autre, et cependant les prétendus sages de toutes les nations et les grands de la terre se donnent un mal infini pour améliorer leur condition dans ce monde périssable, où tout n'est qu'apparences, et consacrent le meilleur de leurs vies et leur temps le plus précieux à l'acquisition des trompeuses délices, des vains plaisirs et des joies passagères qui les absorbent tout entiers. — Le Très-Haut, dans sa bonté infinie et par l'effet de sa grâce éternelle, a permis qu'au milieu de tant d'obstacles et du tourbillon des affaires, mon cœur le cherchât toujours; et bien qu'il ait soumis à ma puissance tant d'états considérables, que je m'efforce de gouverner de mon mieux et de manière à rendre tous mes sujets contens et heureux, cependant (et j'en bénis son saint nom!) sa volonté a été ma règle, et l'accomplissement de mes devoirs envers *lui*, le but constant de mes actions et de mes désirs. — Considérant en même temps que la plupart des hommes, enchaînés par la coutume de leurs habitudes héréditaires ou entraînés par l'exemple, suivent aveuglément la religion dans laquelle ils sont nés, sans se donner la peine de peser dans leur esprit la juste valeur des argumens ou des preuves qu'on invoque en faveur de leurs croyances, et sont ainsi privés de l'excellence de la *vérité*, dont la découverte est le but légitime de tout esprit raisonnable, je me plais à converser avec les hommes les plus instruits des diverses religions et profite des discours de chacun d'eux (2).

(1) Les provinces conquises par les Portugais dans l'Hindoustan et occupées par eux à cette époque les rendaient *voisins* de l'empereur moghol.

(2) Non content de s'entretenir avec les ministres des diverses religions, Akbăr encourageait des conférences sur ce sujet et prenait part lui-même aux discussions théolo-

« Comme la différence des langues est un obstacle entre nous, il serait à désirer que vous voulussiez bien m'envoyer une personne qui fût en état de me faire comprendre toutes les hautes questions, afin que je puisse les graver dans mon esprit. — J'ai entendu dire que les *livres divins*, tels que le Pentateuque, les Psaumes et les Évangiles, ont été traduits de l'*arabe en persan* : si l'on peut se procurer dans votre pays ces traductions ou celles de tous autres livres d'une utilité générale et parfaite, faites qu'ils me soient envoyés.

« Afin de cimenter notre amitié et de donner une base plus solide à l'affection qui doit nous unir, nous avons envoyé vers vous le refuge de la *sayadat* (descendance des prophètes), le personnage rempli de mérites qui nous a donné maintes preuves de fidélité et d'un entier dévouement, Săyed Măzăffer, qui est l'objet de notre faveur et de notre distinction particulières. — Il est chargé de vous communiquer quelques paroles de notre part. — Fiez-vous à ce qu'il vous dira. — Tenez toujours ouvertes les portes de la correspondance et des ambassades réciproques, et que la paix soit avec celui qui suit le divin guide!

« Écrite dans le mois de *rabby al avvăl* 990 (avril 1582). »

Cette belle lettre n'a pas besoin de commentaire; elle prouve clairement que, chez Akbăr, le désir de s'instruire dans la religion chrétienne était une *idée fixe* qui justifiait les tentatives faites à diverses reprises pour amener sa conversion. A un siècle et demi de là, un autre grand souverain, un conquérant dont le nom doit sa célébrité fatale aux instincts de destruction et de pillage qui lui firent envahir l'empire moghol et massacrer les habitans de Dehly, Nadăr-Shâh, prétendait s'instruire des dogmes de la religion chrétienne dans l'intention de substituer aux croyances de l'islamisme un culte mixte de son invention. Comme Akbăr, il fit traduire nos saintes Écritures, et quand ce grand travail fut terminé, il se le fit apporter à son camp (près de Therân) au mois de mai 1741 (1), par les principaux membres de la commission qu'il avait instituée à cet effet, et qui se composait de moullahs, de prêtres juifs, arméniens et chrétiens. Nadăr les reçut à peu près civilement et jeta un coup d'œil sur leur version. Il s'en fit lire ensuite certaines parties, ce qui amena de sa part quelques plaisanteries sur les mystères de la religion chrétienne. Il se moqua, par la même occasion, des Juifs, et tourna également en ridicule Mohammăd et Aly. Il remarqua que les évangélistes ne s'accordaient pas plus dans leurs récits que ne le faisaient les prêtres chrétiens et les docteurs musulmans; il en con-

giques. Nous avons vu qu'il avait donné une attention particulière à l'étude des croyances brahmaniques, et il existe des lettres d'Abdoullah-Khân, prince des Ouzbegs, à Akbăr, dans lesquelles ce khân lui reproche vivement sa froideur pour la religion mahométane et l'accueil favorable qu'il fait aux brahmanes.

(1) La traduction, commencée, selon le père Desvignes, au mois de mai 1740, selon Hanway à la fin de la même année, fut terminée en six mois. Les missionnaires ne purent obtenir une copie de leur travail

clut qu'il devait rester dans les mêmes doutes que par le passé, mais il ajouta que, des deux croyances, s'il plaisait à Dieu de lui donner la santé, il s'engageait à faire une religion beaucoup meilleure qu'aucune de celles qui avaient jusqu'à ce jour été pratiquées par l'humanité. Il congédia ensuite les théologiens traducteurs en leur faisant quelques présens dont la valeur ne suffisait pas pour défrayer les dépenses de leur voyage. Ce qui a frappé Hanway, auquel nous empruntons ce récit (confirmé dans tous les points essentiels par le père Desvignes, missionnaire jésuite, l'un des traducteurs employés par Nadăr-Shâh) (1), ce qui nous semble, en effet, bien digne de remarque, c'est le contraste que forme la conduite de Nadăr-Shâh, dans cette occasion, avec la modération, la dignité et la sincérité qu'Akbăr a constamment manifestées dans ses fréquentes relations avec les ministres du culte catholique. Les deux souverains semblent, il est vrai, avoir montré la même indépendance en matière de religion, et Nadăr-Shâh affectait la prétention de devenir, comme Akbăr, le fondateur d'une croyance nouvelle. Seulement le but de Nadăr lui était exclusivement indiqué par son ambition et sa politique personnelles; celui que se proposait Akbăr était, dans la pensée de ce grand homme, inséparable des scrupules de sa conscience et du bonheur de l'humanité.

Akbăr, à l'arrivée de la troisième mission partie de Goa pour sa cour et rendue à Lahore en 1595, reçut le père Jérôme-Xavier et ses compagnons avec de grandes démonstrations de joie; il leur montra les livres dont les missions précédentes lui avaient fait cadeau, et parmi lesquels nous citerons, indépendamment des saintes Écritures, les *Ordonnances de Portugal* et les *Constitutions de la Société de Jésus*. L'empereur fit plus d'honneurs à ses nouveaux hôtes qu'il n'en faisait à ses principaux *omrâhs*, et il paraîtrait même que, dans une réception solennelle (28 août 1595), il les accueillit avec plus d'égards encore que des princes souverains ses vassaux, qui venaient lui rendre foi et hommage. Il accorda aux missionnaires toutes les facilités qu'il pouvait leur donner sans engager directement son gouvernement et compromettre inutilement leur propre sûreté. Il s'entretint fréquemment lui-même avec eux, assista plusieurs fois aux cérémonies de leur culte avec les démonstrations d'une humilité et d'une vénération sincères et toutes les apparences d'une conversion prochaine; mais cette fois encore les espérances des chrétiens devaient être déçues. Cependant rien n'avait été négligé par les missionnaires pour assurer le triomphe de leurs armes spirituelles. Le plus profond respect témoigné en toutes circonstances à l'empereur

(1) Lettre du père Desvignes au père Royer, procureur des missions du Levant, datée de Julfa, en Perse, le 26 mai 1744. (*Lettres édifiantes.*)

et à sa famille ou aux grands personnages de sa cour, l'observance des formes de l'étiquette orientale poussée jusqu'à la *prostration* dans les occasions solennelles, l'empressement le plus gracieux à se prêter aux décisions ou aux caprices de la cour la plus brillante qui fût alors au monde, l'exemple des vertus chrétiennes, du zèle et du désintéressement de l'apostolat, l'enthousiasme ardent et calme à la fois d'une conviction sincère, les ressources de l'instruction européenne, tout fut mis en usage et apprécié sans aucun doute par l'intelligence et la bonté d'Akbăr. Néanmoins les mêmes objections radicales se présentaient toujours à l'esprit du philosophe et aux méditations du souverain.

Hâtons-nous d'arriver au terme de cette lutte morale, qui fut aussi le terme de la carrière de ce grand homme. Le père Jérôme-Xavier et son compagnon Benoist de Goës ne quittèrent plus l'empereur; ils étaient avec lui quand il partit pour sa grande expédition du Däkkhän (1599). Ce fut le 16 juillet de cette année qu'eut lieu l'entretien rapporté par Xavier, qui avait demandé à l'empereur la permission de lui soumettre les lettres qu'il venait de recevoir du père provincial, et où on lui prescrivait de hâter son retour à Goa dans le cas où l'empereur tarderait encore à se déclarer définitivement pour la religion catholique. Akbăr, respectueusement pressé par Xavier de faire enfin connaître ses intentions sur ce point important, répondit : « J'avoue que je vous ai appelés dans l'intention de connaître la vérité, afin de me déterminer plus tard à embrasser la croyance qui me semblerait la plus conforme à la raison. Je marche vers le Däkkhän et établirai mon quartier-général non loin de Goa. Je me débarrasserai des affaires pressantes, et au premier instant de loisir que j'aurai, je vous écouterai très volontiers. » Puis il ajouta : « Je vous ai fait appeler dans cette pensée sans doute, mais je me suis résolu à m'entretenir avec vous sans interprète, et j'ai prêté l'oreille à vos conseils. Vous semble-t-il donc que vous n'ayez rien gagné, quand vous pouvez librement et sans crainte confesser Jésus-Christ et prêcher sa doctrine dans un pays où les mahométans ont le pouvoir, et où, avant moi, quiconque eût voulu déclarer que Jésus-Christ est le vrai Dieu aurait été immédiatement mis à mort? » Xavier convint qu'il en était ainsi, et qu'à cet égard ils lui devaient des actions de grâces particulières; mais il le supplia, dans l'intérêt de son salut, de les entendre encore avec bonté. Akbăr le promit et congédia les pères avec de nouvelles assurances de sa protection. Ce fut la dernière conférence intime à ce sujet entre Akbăr et les missionnaires. On sait comment ils cherchèrent à le voir à son lit de mort, et ne purent pénétrer jusqu'à lui.

L'ensemble des faits et des opinions que nous venons d'exposer a

créé dans notre esprit des convictions que nous devons essayer de résumer. La plupart des jugemens qui ont été formulés sur Akbăr, comme fondateur de secte, portent l'empreinte des préjugés musulmans ou chrétiens, ou décèlent une ignorance plus ou moins complète des faits sur lesquels ces jugemens auraient dû reposer. Aucun reproche de cette nature n'est applicable à l'appréciation, si nette et si lumineuse en général, qu'Elphinstone nous a donnée de la réforme religieuse tentée par ce grand homme. Nous serions plutôt porté à croire qu'Elphinstone attribue à l'empereur moghol dans cette affaire une pureté d'intentions trop absolue, une absence trop entière de toute préoccupation vaniteuse, de toute prétention à des inspirations privilégiées. Une âme avide de tous les genres de gloire, comme l'était celle d'Akbăr, devait difficilement résister à la tentation d'imiter la Providence dans la direction spirituelle des peuples commis à sa garde, comme il s'efforçait de l'imiter dans la protection de leurs intérêts matériels. Elphinstone n'a pas tenu suffisamment compte de l'influence exercée sur les déterminations d'Akbăr par l'exaltation de ses idées, par le milieu superstitieux dans lequel il vivait, par l'habitude du pouvoir, enfin par l'admiration exagérée dont il était l'objet; il n'a pas non plus envisagé, comme il aurait pu le faire, le côté politique de la question. L'auteur anglais remarque bien, il est vrai, que « la religion d'Akbăr était trop spirituelle et trop abstraite pour réussir avec les masses, et qu'elle mécontenta beaucoup de gens; » il reconnaît qu'Akbăr s'était montré supérieur à tous les novateurs, ses devanciers, par sa conception de la nature divine, et que sa tolérance en matière de dogmes prouvait, dans un monarque absolu, une hauteur de pensée, une libéralité de vues bien extraordinaires pour l'époque et la race auxquelles il appartenait; mais il ne déduit pas de ces faits les conséquences que nous nous croyons en droit d'en faire ressortir. En les combinant avec les considérations d'une autre nature que nous avons indiquées il y a un instant, on arrive à se rendre complétement compte des motifs qui ont déterminé le réformateur et du peu de durée des nouvelles institutions religieuses qu'il avait recommandées plutôt qu'imposées à ceux dont il prétendait changer les croyances.

Ce qui nous frappe dans cette conception mystique d'Akbăr, c'est qu'elle a été le résultat de la lutte qui s'était établie en lui entre le sentiment et la raison, entre l'instinct religieux et l'esprit philosophique. Nous le voyons avant tout sincèrement pénétré de la perfection, de la toute-puissance et de la bonté infinie du Créateur, et non moins sincèrement convaincu que les souverains doivent se considérer comme les délégués de Dieu sur la terre. Nous remarquons qu'arrivé à la maturité de son jugement et en possession de toute la

vigueur de son intelligence, il condamne ouvertement la religion dans laquelle il avait été élevé comme entachée d'ignorance, du fanatisme le plus aveugle et du sensualisme le plus grossier. Nous constatons, d'après l'*Ayîn-Akbary*, le *Dabistân*, d'après le témoignage des voyageurs et des missionnaires, qu'une curiosité sérieuse et infatigable l'avait porté de bonne heure à étudier et à comparer les croyances religieuses des différens peuples, et qu'il avait été particulièrement ému de la pureté et de la grandeur des dogmes exposés dans les livres sacrés des Hindous et des adorateurs du feu. Entraîné ensuite vers le christianisme par la simplicité et l'élévation de ses doctrines, par le sentiment de charité et de fraternité universelle qui est son attribut distinctif et qui trouvait un écho dans sa belle âme, retenu cependant par les difficultés insurmontables que présentaient à son esprit le dogme absolu de la trinité et celui de l'incarnation, il hésita à se déclarer publiquement pour la religion de Jésus. Il était embarrassé d'ailleurs de concilier l'humilité, la douceur, le détachement de tout intérêt mondain qu'il admirait dans les missionnaires jésuites appelés à sa cour, avec les rigueurs de l'inquisition et son intervention redoutable dans la société chrétienne de cette époque. Persuadé enfin, par le peu de succès des prédications entreprises par les jésuites avec l'appui le plus loyal de sa protection et de son autorité, que l'introduction du christianisme dans ses états rencontrerait une opposition formidable et présentait conséquemment de graves inconvéniens au point de vue gouvernemental, il revint, non sans de nouvelles hésitations, au plan qu'il avait conçu en 1575. Il crut donner une base morale suffisante à la réalisation de l'unité politique et sociale qu'il voulait établir dans son vaste empire, en adoptant une profession de foi et quelques pratiques extérieures de dévotion qui pussent être accueillies à la longue par les deux grandes classes de ses sujets. Suivant les inspirations de son cœur essentiellement humain et les convictions de sa raison, il voulut ramener les hommes à des notions élevées de leurs droits et de leurs devoirs religieux sans perdre de vue les exigences de sa politique; il proclama le culte *iláhi*, culte sans temple, sans autel et sans ministre!

Ainsi, dominé par la bonté de sa nature, la pureté de ses intentions et son penchant au spiritualisme, Akbăr demandait à son siècle des sympathies et des vertus qu'il était impossible d'en obtenir. Il ne comprit pas aussi bien que l'avait fait Mahomet avec son inspiration pratique si merveilleuse que les peuples pouvaient être dirigés et contenus par le dogme, jamais par la morale. Chez lui, l'homme, essentiellement bon et sincèrement religieux, nuisit au souverain. C'est en effet à son abandon des formes et des pratiques de l'islamisme qu'il voulut remplacer par un déisme compliqué, comme nous l'avons

vu, d'*astrolâtrie*, qu'il faut attribuer en partie les difficultés contre lesquelles son gouvernement eut à lutter pendant les dernières années. C'est à cette cause qu'il faut en particulier faire remonter l'opposition qu'Akbăr rencontra dans son propre fils. De la part de ce prince, ce ne fut, il est vrai, qu'un prétexte, car en même temps qu'il faisait assassiner Abou'l-Fazl, parce que ce grand ministre avait, disait-il, corrompu l'esprit de son père en le détournant de la confiance aveugle et du respect qu'il devait à la religion de ses ancêtres, il accueillait lui-même les missionnaires chrétiens et se montrait disposé à embrasser personnellement leurs doctrines. Cependant ce prétexte avait une importance politique des plus réelles en assurant au prince Sélim les secrètes sympathies des *omhrâs* et des *moullahs*. Ce fut donc une faute grave que l'introduction du culte *iláhi*, et il fallut toute l'énergie d'Akbăr, tout le respect et l'admiration qu'il inspirait à ses sujets, pour contrebalancer le mauvais effet de cette innovation. Sa réforme devait mourir et mourut avec lui. — Voilà, si nous ne nous abusons pas, le véritable point de vue sous lequel il convient d'envisager cette grande question, tant en ce qui touche au caractère d'Akbăr qu'à l'influence que cette tentative inopportune de réforme religieuse devait avoir et a eue en effet sur sa politique. Les motifs en ont été honorables; les effets en ont été pernicieux. Toutes ses autres mesures gouvernementales, sans exception, nous paraissent au contraire marquées au coin du génie; elles révèlent un sentiment admirable du caractère et des besoins de son siècle et des conditions auxquelles son gouvernement devait satisfaire pour mériter l'approbation et le concours de ses contemporains comme l'admiration de la postérité.

On aime à étudier l'homme dans le souverain, quand ce souverain est un Alexandre, un Trajan, un Charlemagne ou un Akbăr. Les détails que nous donne l'*Ayîn-Akbary* sur les différens services du palais et sur la vie intérieure de l'empereur nous paraissent dignes d'un intérêt particulier : ils donnent une haute idée de la puissance et de la splendeur du monarque, de la noble simplicité, de l'activité infatigable, de la bonté de l'homme privé.

Akbăr donna des encouragemens extraordinaires aux manufactures d'étoffes de toutes sortes et à la fabrication des châles; il étudiait lui-même les divers procédés de fabrication. L'*Ayîn-Akbary* contient des détails précieux sur tous ces sujets. — Il fallait aux Hindoustanis un gouvernement fort et paternel, mais il leur fallait aussi (comme à plusieurs peuples de l'Occident, à nous-mêmes peut-être!) la pompe et la splendeur d'une centralisation puissante et respectée, d'où rayonnent les bienfaits du présent et les espérances de l'avenir. C'est ce que fut la cour moghole sous Akbăr; ce prince n'a pas montré

moins de grandeur, d'habileté et de sagesse dans l'administration de cette cour vraiment impériale et dans ses rapports avec ses sujets de toutes les classes que dans la direction des affaires politiques. L'ordre, l'économie, un tact intelligent et minutieux et cependant libéral, caractérisent les mesures adoptées par Akbăr et par son ministre dans les différentes branches du service intérieur comme dans celles du service public. Nous ne trouvons pas de détails précis sur toutes les sources qui venaient alimenter le trésor impérial, mais nous avons déjà vu que l'impôt territorial produisait, à lui seul, plus de 200 millions de notre monnaie (valeur de beaucoup supérieure à celle qu'exprimerait le même chiffre aujourd'hui). Les tributs et les *nazers* (présens) offerts à l'empereur, suivant l'usage de cette époque, s'élevaient annuellement à une somme bien plus considérable. On rencontre dans les *Mémoires* de Djăhân-Guîr des indications évidemment exagérées sur les immenses richesses de son père en or et en pierres précieuses, mais les indications plus sérieuses d'Abou'l-Fazl et de Ferishta ne sauraient laisser aucun doute sur l'accumulation vraiment extraordinaire d'or et d'argent monnayés et en lingots, de diamans, de rubis, de perles, etc., que ce long règne avait réalisée. Il est également certain qu'en même temps qu'Akbăr pouvait passer pour le souverain le plus riche qui fût alors au monde, il était aussi le plus libéral et le plus bienfaisant. Les traitemens assignés par lui aux *mansabdars*, et dont Abou'l-Fazl nous a transmis le détail, témoignent de sa munificence, en même temps que le chiffre des pensions, secours et aumônes, également mentionné par lui dans plusieurs chapitres de l'*Ayîn-Akbary*, donne l'idée la plus élevée de cette bienfaisance toujours active et prévoyante qui caractérisait particulièrement le fondateur de l'empire moghol. Ferishta confirme pleinement les assertions d'Abou'l-Fazl sur tous ces points : il nous représente Akbăr comme entretenant un établissement de cinq à six mille éléphans, de douze mille chevaux, de mille chameaux, de près de mille léopards, pour la chasse. Jamais aucune cour impériale ou royale n'avait déployé autant de grandeur et de magnificence. Le monde asiatique n'est plus dans des conditions où cette exubérance de représentation somptueuse puisse ou doive se reproduire, mais les peuples de l'Hindoustan, malgré la simplicité de plusieurs de leurs habitudes, seront longtemps encore amis du faste et du cérémonial le plus coûteux, — dans de certaines occasions pour eux-mêmes, en toute occasion pour leurs chefs.

Akbar était musicien, il avait inventé plus de deux cents modes musicaux *qui faisaient les délices de tous ceux qui les entendaient*, s'il faut en croire Abou'l-Fazl, qui nomme trois de ces *inventions* ou compositions de l'empereur. Il était fort avide d'instruction et

avait formé une des plus riches bibliothèques de son temps, la plus riche selon toute probabilité (1). Il faut lire dans l'*Ayîn-Akbary* tout le chapitre intitulé *Tasvire khâneh* (manuscrits et peintures), qui contient le détail des mesures adoptées pour la formation et l'accroissement de cette collection. On y trouve le passage suivant : « Une personne capable fait tous les jours la lecture à sa majesté, qui écoute tous les ouvrages (qu'elle a désignés) depuis le commencement jusqu'à la fin. On marque la place où elle s'arrête, avec la date du mois, et *le lecteur est payé suivant le nombre de pages qu'il a lues.* Il y a à peine un ouvrage d'histoire, de science ou de haute littérature qui n'ait pas été lu à sa majesté. Elle se les fait souvent relire et écoute toujours avec l'attention la plus soutenue. » Suit une liste des principaux ouvrages dont l'empereur faisait sa lecture favorite, puis l'énumération des ouvrages en langues étrangères traduits par son ordre.

Les lettres des missionnaires, qui ont résidé, comme nous l'avons vu, à la cour d'Akbăr, à trois époques différentes, complètent les renseignements que nous ont laissés les historiens musulmans sur le caractère et les habitudes de ce grand homme. Lorsque les jésuites virent Akbăr pour la première fois, il était dans sa quarantième année. Ils le représentent comme étant d'une constitution robuste et de moyenne stature, d'une physionomie noble et douce, l'œil vif et remarquablement intelligent. Du Jarric nous a conservé quelques détails curieux sur ce prince. Il décrit son habillement et mentionne qu'il portait une chaussure de forme particulière, *de son invention.* Il aimait à se vêtir de temps en temps à l'européenne, d'après la mode portugaise, en soie noire, mais il ne le faisait que dans son intérieur. Il avait toujours le sabre au côté ou à la portée de sa main. Ses gardes du corps étaient changés tous les jours, ainsi que les officiers et gens de service auprès de sa personne, de manière cependant à reprendre leurs fonctions tous les huit jours (2). Il était affable et gai dans le commerce habituel, sans jamais s'écarter de la décence et de la gravité royales. Il s'entourait d'hommes instruits qui traitaient devant lui de toutes sortes de questions et lui racontaient tout ce qui pouvait l'intéresser ou l'instruire : « Il espérait, disent les jésuites, suppléer par ces doctes exercices à son *manque de lettres* (3). » Il

(1) « Vingt-quatre mille manuscrits ou volumes écrits à la main, et si richement reliez, qu'on les a estimez six millions quatre cens soixante-trois mille et sept cent trente-un *ropias*, ou trois millions deux cens trente-un mille et huit cens soixante-cinq écus et demi. » (*Voyages du sieur Jean Albert de Mandelslo*, t. Ier, colonne 121.)

(2) L'armée était formée de douze divisions qui faisaient chacune une année de service à la capitale ou au quartier-général impérial; — elle était aussi divisée en douze corps qui étaient de service pour un mois donné. Enfin la *garde impériale* était composée de sept divisions qui faisaient le service un jour de chaque semaine.

(3) Ils ont même affirmé qu'Akbăr ne savait pas lire! Il est impossible d'admettre

était habile et expert non-seulement dans la guerre et la politique, mais dans tous les arts mécaniques. Il se plaisait surtout à la confection des machines de guerre, et il avait, dans l'enceinte même de son palais, des ateliers destinés à ce travail. Il était naturellement d'un caractère mélancolique et *sujet à la maladie épileptique*. Aussi lui fallait-il avoir recours, pour se distraire et se reposer l'esprit, à divers jeux et amusemens; de là le plaisir qu'il prenait à des combats d'éléphans, de chameaux, de buffles, de coqs, de béliers, etc. Une de ses distractions favorites était de voir *des éléphans et des chameaux dressés à se balancer en mesure*. Les combats des gladiateurs et les exercices de lutteurs (*pahelwâns*) étaient aussi de son goût; mais ce qui semblait digne d'admiration aux musulmans, c'est que, tout en prenant part à ces amusemens, il ne laissait pas d'expédier les affaires les plus sérieuses.

Avant de terminer cette esquisse d'une époque, d'un règne et d'un homme si remarquables à tous égards, il nous reste à rendre compte en peu de mots de l'impression que nous a laissée l'étude de cette existence exceptionnelle.

En nous reportant à l'époque où vivait Akbăr, en nous replaçant par la pensée sur la scène où sa mission s'est accomplie, et où nous avons humblement marché nous-même au milieu des grands souvenirs qu'il a laissés, nous sommes à la fois surpris et touché de la supériorité intellectuelle et morale qui caractérise ce mortel privilégié. Nous en sommes surpris, parce que la race à laquelle il appartenait avait pu lui léguer sans doute l'intelligence et le courage, avec l'instinct militaire et l'esprit de conquête, mais non le génie de l'organisation sur la plus vaste échelle et l'esprit conservateur. Dans l'histoire de ses prédécesseurs, il rencontrait les habitudes cruelles du despotisme et le fanatisme religieux, mais non la tolérance et l'humanité; le penchant aux voluptés grossières (1), mais non la frugalité et la pureté des mœurs. Et cependant Akbăr a fondé sur des bases durables l'empire le plus puissant qui fût alors en Asie, il a été tolérant, humain, tempérant, frugal. — Nous sommes touché, avons-nous dit, de sa supériorité intellectuelle, parce qu'au point où en étaient arrivées les affaires de l'Hindoustan à la mort de Houmayoûn, par suite des désordres qui menaçaient l'état d'une désorganisation com-

l'exactitude de cette assertion, quand on se rappelle qu'Akbăr était le petit-fils de Bâbăr, le fils de Houmayoûn (tous deux hommes lettrés), et qu'il avait eu pour précepteurs le moullah Pîr Mohammăd et le hâdjy Mohammăd-Khan-Systany. Ferishta dit en propres termes : « Akbăr n'était pas fort lettré; il écrivait cependant quelquefois des vers et était versé dans la lecture de l'histoire. » C'est là évidemment la vérité.

(1) Les Timourides étaient tous grands buveurs. Akbăr lui-même, dans sa jeunesse, était fort adonné, si nous en croyons le témoignage de son fils, aux plaisirs de la table.

plète, cet enfant de quatorze ans, né dans le désert, élevé dans un camp, sut se placer, par le génie des grandes choses et l'amour de l'humanité, à la hauteur de la grande tâche que lui donnait la Providence. — Rien n'est plus merveilleux, selon nous, que cette apparition à point nommé d'un prince doué de toutes les qualités qui avaient illustré ses ancêtres et de toutes les vertus qu'ils n'avaient pas. Nous voyons cet homme, intrépide par constitution, se plaisant au milieu des plus vives émotions de la guerre et de la chasse, et les recherchant parfois avec une ardeur plus digne d'un paladin que d'un roi, préférer toujours à la longue les émotions d'un ordre supérieur que lui procurent des actes de générosité et de bienfaisance, la sage direction des affaires publiques, les combinaisons politiques et le commerce des hommes les plus instruits de son temps. Il avait su se débarrasser en temps opportun, et avec une fermeté, une modération au-dessus de tout éloge, de l'orgueilleuse tutelle de Behrâm-Khan ; il sut également conserver la coopération intelligente de son vertueux ami et digne conseiller Abou'l-Fazl jusqu'à la mort tragique de ce savant illustre et de ce grand ministre, en 1602. D'un tempérament irascible et souvent provoqué par l'ingratitude, Akbăr ne put toujours réussir à dominer les élans de sa colère. Il faut déplorer cette faiblesse, toujours si dangereuse dans un souverain, mais il est impossible de ne pas reconnaître que sa bonté naturelle et la rectitude de son jugement le maintenaient en général dans une simplicité, une dignité d'attitude et de manières qui firent à juste titre l'admiration des grands de sa cour comme des plus humbles de ses sujets et des étrangers qu'il se plaisait à accueillir dans son palais ou sous sa tente.

En résumé, les talens militaires et les conquêtes d'Akbăr, son génie comme fondateur d'un vaste empire, la sagesse de son gouvernement et ses grandes qualités personnelles lui assurent une place éminente dans l'histoire; mais de tous les monumens qui ont marqué son passage sur la terre, le plus glorieux, celui qui défiera les ravages du temps, est l'*Ayîn-Akbary*. Ces admirables règlemens porteront témoignage devant les générations à venir de l'ardent amour de l'humanité et de la noble intelligence qui ont illustré ce règne d'un demi-siècle. Akbăr a dignement porté son nom, car il a été vraiment grand en toutes choses, et la reconnaissance des peuples lui a décerné la seule immortalité qu'un souverain puisse envier.

D. DE JANCIGNY.

LA LITTÉRATURE

ET

LE SERVAGE EN RUSSIE

Mémoires d'un Chasseur russe, par M. Ivan Tourguenief.

Tout le monde a pu remarquer que les voyageurs, causans et communicatifs dans une voiture publique tirée par des chevaux, deviennent silencieux et plus ou moins égoïstes lorsqu'ils se trouvent sur un chemin de fer. Sans chercher aujourd'hui une explication à ce phénomène, je me bornerai à faire remarquer une de ses conséquences. On a imaginé une littérature spécialement à l'usage des personnes qui, de même que Jocrisse, « n'aiment pas à faire connaissance avec les gens qu'elles ne connaissent pas. » Les *Mémoires d'un Seigneur russe* me semblent une heureuse addition à cette bibliothèque des chemins de fer; seulement il est fâcheux qu'un livre destiné à être lu parmi les *lacets*, malheureusement trop fréquens sur nos rails, ne soit pas imprimé avec des caractères plus gros et moins serrés. Qui nous rendra les belles éditions du XVIe et du XVIIe siècle, le papier solide et pas trop blanc, les lettres nettes et carrées? Mais la civilisation et le progrès ont sans doute leurs conditions mystérieuses, et il faut savoir se résigner à quelques inconvéniens pour beaucoup d'avantages. Au reste, quelque mal imprimés que soient les *Mémoires d'un Seigneur russe*, on les lira pourtant avec plaisir, non-seulement en diligence, mais dans les châteaux, où le désœuvrement va commencer; c'est un ouvrage amusant, instructif, sans prétention, qui en dit plus qu'il n'est gros.

Il est intitulé en russe *Mémoires d'un Chasseur*, titre modeste que le traducteur a cru devoir changer, je ne devine pas trop pourquoi, à moins que ce ne soit pour ne pas induire en erreur MM. les *sportsmen*, qui espéreraient y trouver des renseignemens sur les ours et les gélinottes. Selon toute apparence, l'auteur, M. Ivan Tourghenief, n'est point un Nemrod, et pour ma part je ne l'en estime pas moins. Pour lui, la chasse paraît être un prétexte à parler de toutes sortes de choses, peut-être même a-t-il jugé nécessaire de prendre une espèce de déguisement pour observer à son aise un pays où l'on ne tolère guère que les observateurs patentés du gouvernement. M. Tourghenief donc, costumé en chasseur, va de village en village à la poursuite d'un gibier dont il ne paraît pas se soucier beaucoup; mais chemin faisant il rencontre des gens de toutes les classes, de tous les caractères, qu'il aime à faire jaser; il décrit leurs façons, leurs gestes, attrape quelque chose de leur histoire, puis il poursuit sa chasse en laissant à son lecteur le soin de commenter et de conclure. Les vingt-deux chapitres de ce petit livre n'ont aucune liaison l'un avec l'autre; ils n'ont qu'un rapport de forme, qui, à vrai dire, manque un peu de variété. « J'étais à la chasse, dit l'auteur, en telle saison, en tel pays. » Vient une description bien faite d'un paysage russe qui ne manque pas d'originalité, mais où l'on sent un peu la pauvreté et la monotonie de la nature du nord; puis un personnage entre en scène, et l'intérêt commence. Ce sont vingt-deux petits tableaux de genre, encadrés à peu près uniformément, mais habilement variés de composition et de couleur, tous très finement travaillés, parfois avec un peu de minutie; leur ensemble, dit-on, donne une idée assez exacte de l'état social de la Russie.

Contre l'habitude de presque tous les voyageurs, qui n'aiment à parler que du beau monde, notre chasseur s'attache de préférence à étudier les mœurs du peuple, surtout celles des paysans, assez mal observées en tout pays, et plus mal peut-être en Russie que partout ailleurs. On se demandera si l'auteur, appartenant lui-même à la noblesse, s'est trouvé en mesure de voir les choses au point de vue le plus vrai. Après avoir lu le livre de M. Tourghenief, on répondra hardiment que ce n'est ni la curiosité ni la philanthropie qui lui font défaut. C'est un observateur honnête et consciencieux qui cherche et qui trouve. Il se complaît dans les détails; il sait surprendre les mouvemens du cœur humain et les décrit avec esprit et finesse, comme Sterne dans son *Voyage sentimental*, qu'il paraît avoir pris pour modèle, ou, ce qui est plus exact et plus juste, dont il s'est inspiré heureusement. Un patriotisme honorable ne l'empêche pas d'apercevoir les vices et les malheurs des institutions de son pays. Il ne cherche pas le mal, souffre même à le rencontrer, et c'est à regret

qu'il le dénonce; il le signale avec candeur cependant et avec courage. Parlant des paysans, il est obligé de parler de l'esclavage, et c'est un sujet qu'on ne peut aborder en Russie qu'avec une certaine réserve; aussi M. Tourghenief ne tire pas le voile, mais il le soulève discrètement, et d'ordinaire c'est au lecteur de deviner ce que l'auteur aurait eu quelque peine à lui dire.

Malgré ses réticences et les euphémismes dont il se sert quelquefois, on ne peut s'empêcher d'être frappé d'une certaine hardiesse d'honnête homme qui respire dans tout le livre. Il m'a fait éprouver une surprise analogue à celle qu'ont produite sur moi d'autres ouvrages de la littérature russe, où les institutions nationales sont traitées encore plus cavalièrement. Tel est le roman des *Ames mortes* de Gogol et sa comédie de *l'Inspecteur général*. En réfléchissant, on trouvera que les satiriques n'ont que l'apparence de la témérité, et qu'ils obéissent en effet à un mot d'ordre du maître. Il y a en Russie le gouvernement et la coutume qui ne sont pas d'accord sur bien des points. Par exemple, la coutume des employés, s'il en faut croire Gogol et le bruit public, est de voler très effrontément, et le gouvernement y trouve à redire. Ni les destitutions, ni le Caucase, ni la Sibérie, ne pouvant remédier à un mal invétéré, le gouvernement abandonne la coutume à la malice des gens de lettres et les prend comme des auxiliaires utiles; mais la coutume est, comme il semble, en état de résister à une double attaque.

Sur la question de l'esclavage, le gouvernement a des principes très libéraux et qui lui font honneur, même dans l'hypothèse où des intérêts matériels et politiques dicteraient sa conduite. Vraisemblablement l'émancipation des serfs ajouterait à sa force et à sa richesse; elle le délivrerait de certaines inquiétudes que la noblesse peut lui causer. A cela, la coutume répond que des inconvéniens graves naîtraient de cette mesure, et qu'il est difficile de s'arrêter lorsqu'on commence une réforme. Peut-être; mais cette réforme est commandée par la morale et la justice, et les embarras de l'avenir ne sont pas des motifs suffisans pour empêcher de l'entreprendre. Si, comme on l'assure, sa majesté l'empereur Nicolas s'est proposé pour but de détruire l'esclavage dans ses états, l'exécution d'un tel plan suffisait à sa gloire, et il est à regretter qu'il en ait cherché une autre beaucoup plus difficile et beaucoup moins honorable.

L'opposition que fait la coutume au gouvernement en matière d'esclavage est représentée par la classe des gentilshommes propriétaires, dont la fortune ne se calcule pas, comme dans l'Occident, par le nombre d'arpens de terre, mais par le nombre d'*âmes*, c'est-à-dire de paysans, qu'ils possèdent. Dans toutes les contrées de l'Europe, excepté en Russie et peut-être en Espagne, la caste noble est des-

cendue d'une race étrangère, autrefois conquérante, aujourd'hui plus ou moins intimement unie et amalgamée avec le peuple conquis. Les nobles russes au contraire ont la même origine que leurs paysans; ils sont Slaves comme eux. Quelques grandes familles, il est vrai, se disent issues des princes Varègues, qui donnèrent des souverains à la Moscovie vers le milieu du IXe siècle; mais les Varègues ne furent pas des conquérans. Appelés comme médiateurs entre un grand nombre de petits chefs qui se faisaient une guerre acharnée, ils s'établirent assez paisiblement au milieu d'une nation qui les adopta à peu près comme les princes étrangers qu'à différentes époques les diètes de Pologne élevèrent sur le trône. Autant qu'on peut le conjecturer d'après des annales très confuses et très obscures, les chefs russes ou les plus anciens nobles furent des espèces de patriarches exerçant une autorité toute paternelle sur leur famille ou sur leur tribu, assimilée par les mœurs à une famille naturelle. Dans les idées du peuple russe, toujours si attaché aux antiques traditions, un gentilhomme est encore un patriarche. L'autorité et l'âge ont été autrefois inséparables, et l'on en trouve la preuve dans le langage. Ainsi les magistrats municipaux portent les noms caractéristiques d'*anciens* ou de *vieillards*. Au XVIe siècle, les petits gentilshommes d'un rang inférieur aux boyards s'appelaient *fils de boyards*. Enfin aujourd'hui même un paysan sexagénaire, en parlant à son seigneur âgé de vingt ans, le traitera de *petit père*.

Dans l'antique société patriarcale de la Russie, le chef de famille possédait une certaine étendue de terre qui faisait vivre sa tribu. Les individus qui la composaient étaient cultivateurs, mais non propriétaires, et comme pour bien prouver qu'ils ne possédaient en propre aucune parcelle déterminée de cette terre, tous les ans, d'après un usage qui se perd dans la nuit des temps, elle était divisée par les soins du chef en un certain nombre de lots et partagée entre tous les membres de la tribu pour être exploitée jusqu'à la récolte. Cette antique institution, qui remonte à l'origine des sociétés, s'est perpétuée jusqu'à ce jour en Russie. Partout on y trouve ce partage annuel du territoire entre les individus d'une même communauté, soit que cette communauté soit libre, soit qu'elle soit esclave. Dans le premier cas, les produits appartiennent au cultivateur; dans le second, au seigneur terrien, qui en abandonne quelque chose à ses paysans.

Il était nécessaire d'entrer dans ces détails pour comprendre l'histoire de l'esclavage en Russie. Je ne me charge pas d'expliquer par quelle transition le fils d'un chef devint chef lui-même avant que l'âge eût consacré ses droits sur ses frères ou sur ses égaux. Il est certain qu'à une époque très reculée on trouve en Russie des nobles

et des paysans. Il semble que le principe d'une noblesse héréditaire fut reconnu plutôt dans le nord de la Russie que dans le sud, et il n'est pas improbable que ce fut une importation étrangère parmi les Slaves. Tandis qu'on voit d'antiques familles princières dans la Moscovie, l'histoire nous montre en même temps dans la Petite-Russie des communautés fondées sur le principe de l'élection. Tels furent les premiers Cosaques du Dnieper, et un peu plus tard ceux du Don et du Volga. Cependant dans la Grande-Russie même, où régnait le système de l'hérédité, le servage n'existait pas avant la fin du XVIe siècle. A la vérité, la loi nationale n'accordait qu'aux seuls nobles le droit de posséder des terres; mais les paysans étaient libres, et louaient leurs bras à leurs seigneurs selon une convention débattue de gré à gré. D'après un ancien usage, les engagemens, qui n'avaient lieu que pour une année, commençaient et finissaient le jour de la Saint-George, *Iourev Den*, encore célèbre dans les poésies populaires comme un souvenir de liberté.

Sous le règne d'Ivan IV, surnommé le Terrible, la Russie fit une conquête importante, celle du royaume de Kazan, enlevé aux Tartares et aux Tchérémisses idolâtres. Presque en même temps un capitaine de Cosaques, ancien bandit, Iermak, découvrait et subjuguait la Sibérie. La petite république des Zaporogues florissait dans les îlots du Dnieper. Sur les rives de ce fleuve, sur celles du Don, du Volga et de l'Iaïk, des colonies militaires à peu près indépendantes, qui prenaient le nom d'*armées* cosaques, possédaient des territoires fertiles et s'enrichissaient par la petite guerre contre leurs voisins musulmans. Aussi l'émigration fut-elle considérable en Russie vers ces grands fleuves où les Cosaques avaient formé leurs établissemens. Le goût de la vie nomade et des aventures est un des caractères du paysan russe. Il aime à changer de demeure aussi bien que de métier, pourvu toutefois qu'il ne quitte pas la *sainte Russie*, dont il ne franchit jamais les frontières sans un secret effroi. La vie des Cosaques avait de quoi le séduire : tantôt une culture facile et des pêches abondantes sur de grands fleuves poissonneux, tantôt de rapides expéditions sur terre ou sur mer, dont les privations étaient bien vite oubliées dans d'immenses orgies. Or ces communautés cosaques étaient des asiles, comme Rome autrefois, où tous les aventuriers étaient reçus à bras ouverts. Les paysans polonais s'enfuyaient chez les Zaporogues. Les laboureurs moscovites, au lieu de renouveler leur engagement de la Saint-George, abandonnaient leurs villages pour s'enrôler dans les camps du Don ou du Volga. On put craindre un moment la dépopulation complète du nord de l'empire, et de fait plusieurs localités importantes au commencement du règne d'Ivan IV étaient devenues des déserts, à la mort de ce prince, par l'émigration de tous leurs habitans.

Un homme énergique et peu scrupuleux, Boris Godounof, gouvernait alors la Russie au nom de Fëdor Ivanovitch, qui l'avait nommé régent de l'empire pour vaquer plus librement lui-même aux soins de son salut. Boris vit le danger, et y porta remède avec son inflexibilité ordinaire. Il fit rendre un ukase qui abolissait la coutume de la Saint-George, et défendait aux paysans de changer de demeure. Désormais ils durent vivre et mourir au lieu où ils étaient nés. C'est de cet ukase, rendu en 1593, que date l'esclavage en Russie.

Il y a grande apparence que ni Boris, ni la noblesse russe, ni les paysans ne comprirent bien nettement d'abord la portée et les conséquences de ce décret. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il fut réprouvé alors aussi bien par la classe des gentilshommes, qui acquéraient ainsi des serfs, que par celle des paysans, qui perdaient leur liberté. Les nobles qui avaient de grandes propriétés, mais éloignées des villages, se trouvaient ruinés faute de pouvoir se procurer des laboureurs; d'autres, ayant plus de paysans qu'ils n'en pouvaient employer à la culture de leurs terres, se plaignaient qu'on fît peser sur eux une charge intolérable; enfin les paysans, exaspérés, prirent souvent les armes pour recouvrer leur indépendance. L'histoire russe, au commencement du XVIIe siècle, est toute remplie par les désastreuses conséquences de l'abolition de la Saint-George. Presque partout les terres demeuraient incultes, au point que trois années de famine consécutives désolèrent le centre de l'empire. Les paysans, nouvellement attachés à la glèbe et encore impatiens du joug, accueillaient tout bandit audacieux comme un libérateur, et se mettaient à ses ordres dès qu'il leur promettait le pillage des villes et des châteaux et l'extermination de leurs oppresseurs. La facilité avec laquelle les différens imposteurs qui prirent le nom de Démétrius soulevèrent les populations, l'accroissement prodigieux des républiques cosaques, les armées immenses qu'à plusieurs reprises elles vomirent sur la Pologne, tout atteste l'ébranlement profond de la société en Russie dans les premières années du XVIIe siècle, et les efforts des paysans pour échapper à la servitude. Ils furent vaincus cependant, et par tous leurs excès ils méritèrent de l'être. Quelques écrivains russes, avec le talent particulier à leur nation pour défendre les mauvaises causes, ont essayé de justifier la mémoire de Boris; ils ont prétendu qu'il n'avait pas voulu que les paysans fussent esclaves, et qu'il s'était borné à leur interdire la vie nomade. Je le veux bien; mais quelle est la condition de travailleurs *libres* condamnés à rester sur le sol où ils ont pris naissance, et qu'ils ne peuvent posséder? Évidemment leur liberté, dont il leur est interdit de faire usage, et qui les condamne à mourir de faim ou bien à accepter le salaire qu'il plaît au propriétaire du sol de leur offrir, leur sera bientôt à charge, et la servitude leur paraîtra préférable à l'incertitude de leur position

Dans un pays neuf comme la Russie, une institution qui date de près de trois siècles a reçu sa consécration. Le *moujik* s'est habitué à son sort, et il pense à la Saint-George comme au paradis dont nos premiers pères furent chassés. Si l'on en juge par les récits de M. Tourghenief, le trait caractéristique du paysan russe, c'est la patience. C'est une vertu que le climat seul sous lequel il vit suffirait à développer. Les lois et les habitudes nationales contribuent merveilleusement à l'entretenir. Depuis son enfance jusqu'à sa mort, le serf obéit. Voilà pourquoi, je pense, le Russe est un excellent soldat, bien que ses instincts ne soient pas trop belliqueux. Peu touché de l'amour de la gloire, trop sensé pour avoir une ambition impossible, il va au feu sans enthousiasme, mais parce que c'est *l'ordre*. — *Prikaz*, ce mot répond à tout. Pénétré de respect pour ses chefs, qu'il sait d'une autre espèce que lui, il ne se mêle pas de penser, bien rarement de comprendre. On raconte que dans un engagement sur la Baltique entre les Suédois et les Russes, un vaisseau russe fut coulé bas. Le vaisseau le plus proche met ses embarcations à la mer, et le capitaine leur crie : « Sauvez les officiers de la garde ! » Les matelots, avant de tendre une gaffe aux têtes qu'ils voyaient surnager, leur demandaient : « Êtes-vous officiers de la garde? » Quelques-unes de ces têtes répondaient : Non, et disparaissaient sous les vagues.

On dit que lorsque l'excès du mal, la colère et l'eau-de-vie ont mis fin à cette merveilleuse patience, le serf devient une bête féroce; mais sa rage s'acharne contre un homme, et non contre l'institution qui a fait de cet homme un tyran. Chez les Slaves, on ne se passionne guère pour une idée. Un gentilhomme, ou, ce qui est le cas le plus fréquent, l'homme d'affaires, le régisseur d'un gentilhomme, à force de voleries, d'exactions, de violences, pousse à bout les paysans de son village : ils le saisissent, le massacrent, quelquefois avec des raffinemens de cruauté, et, dans le premier enivrement de la fureur, font main-basse sur toute personne de condition noble qui a le malheur de tomber entre leurs mains. Cependant le droit seigneurial n'en demeure pas moins intact. Vers le milieu du siècle dernier, un simple Cosaque nommé Pougatchef, assez mauvais sujet et déjà brouillé avec la justice, se rappela qu'on lui avait dit un jour qu'il ressemblait à Pierre III. Ce prince était mort depuis quelques années de l'accident qu'on sait. En Russie, c'est une espèce de tradition consacrée pour un chef de rebelles que de prendre le nom d'un prince miraculeusement échappé à des assassins. Pougatchef se fit passer pour Pierre III, rassembla une armée nombreuse composée de quelques bandits de son espèce et d'une multitude immense de niais. A leur tête, il ravagea le sud de la Russie, pilla de grandes villes et causa d'affreux ravages. Les paysans lui amenaient leurs seigneurs,

qui essayaient de les détromper, et les pendaient aussitôt sur l'ordre de l'imposteur; mais ils les pendaient comme rebelles à leur légitime souverain. Pougatchef ne faisait pas la guerre à l'esclavage; après avoir pendu un gentilhomme, il donnait ses terres et ses paysans à quelque coquin de sa bande.

La révolte et le meurtre sont heureusement de rares exceptions dans les mœurs du paysan russe, qui conserve plus de reconnaissance pour les bons traitemens que de rancune pour l'injustice dont il a souffert. Humble et résigné, il croit que son maître a raison, même quand il en est le plus maltraité. Tout au plus pense-t-il qu'ainsi le bon Dieu l'a voulu, et que ce lui serait un gros péché que d'aller contre l'ordre des choses. Malheureusement un des plus tristes effets de la servitude, c'est de corrompre tout ce qu'elle entoure, et trop souvent le plus généreux naturel se déprave aux leçons de valets toujours intéressés à deviner les faiblesses de leurs maîtres et à flatter leurs passions. Qui résisterait aux entraînemens d'un pouvoir sans limites? Demandez l'impossible à un moujik, et il essaiera d'obéir. Son maître s'est accoutumé à le regarder comme sa chose, dont il peut user et abuser, et l'homme étant de tous les animaux celui dont il y a le plus de parti à tirer, c'est celui dont on abuse le plus.

Bien que M. Tourghenief ait évité de nous montrer l'esclavage sous son aspect terrible et tragique, il y a dans son livre des scènes qui serrent le cœur : c'est par exemple le contraste, si fréquent en Russie, de la civilisation occidentale la plus raffinée avec les coutumes de l'antique barbarie. Je recommande au lecteur le chapitre intitulé *le Bourmistre :* c'est le nom qu'on donne aux magistrats qui gouvernent pour un seigneur un village de serfs. Je n'ai pas besoin de dire qu'ils n'ont rien de commun avec les respectables *bourguemestres* allemands, dont les Russes ont emprunté et défiguré le nom. Le seigneur de ce *bourmistre* est un jeune élégant qui passe l'été dans ses terres. Il a voyagé dans toute l'Europe, il en sait toutes les langues, il en a importé chez lui toutes les espèces de luxe. Sa maison de campagne, admirablement tenue, ferait honneur à un lord d'Angleterre. Sa table est excellente, sa livrée magnifique; mais dans toute cette maison il y a quelque chose de guindé, de contre nature qui attriste d'abord. Tout ce bel ordre est dû à certain mystère qu'on ne tarde pas à découvrir. Le jeune seigneur est à déjeuner, causant gaiement avec un ami. Il se verse un verre de vin de Bordeaux, et il arrive que ce vin est de quelques degrés au-dessous de la température qu'il a ordonnée d'après Brillat-Savarin. « Qu'est-ce que cela? » dit-il à son sommelier sans colère, sans élever la voix. Le domestique convaincu de négligence tord sa serviette et n'a pas la force de répondre. Le jeune gentilhomme presse un timbre; entre un grand

gaillard de mauvaise mine : c'est le fouetteur de cette jolie maison de campagne. « Va, » dit le maître au coupable, toujours froidement, négligemment. On emmène le pauvre diable, et on a soin de le fouetter assez loin pour que ses cris ne donnent aucune incommodité aux nobles hôtes du château. M. Tourghenief aurait pu ajouter qu'à la ville la bastonnade s'administre encore plus poliment. Une jeune dame donne à son domestique, dont elle est mécontente, un petit billet parfumé à porter chez le commissaire de police : « La princesse *** prie M. le commissaire de faire châtier le porteur. » Le nouveau Bellérophon remet la lettre fatale, à laquelle on ne manque pas de faire honneur. On donne au patient, non pas un reçu, mais un certificat qui le dispense de montrer son dos, et comme la justice en aucun pays n'instrumente gratis, le fouetté paie les verges. Voilà le mélange des institutions patriarcales et de la régularité administrative de l'Occident. J'avoue que j'aime mieux la vieille sauvagerie moscovite et le maître battant son serf, avec lequel il s'est enivré et s'enivrera bientôt. Il semble, du moins M. Tourghenief nous l'assure, que les paysans sont du même avis. « Qui aime bien châtie bien, » dit un de ces maîtres de la vieille roche qui vient de faire rosser un de ses gens que le traducteur appelle son *buvetier*. Une demi-heure après, l'auteur rencontre ledit buvetier qui marche comme si de rien n'était, tout en croquant des noisettes. « Qu'est-ce donc, frère? On t'a châtié aujourd'hui? Pourquoi ton maître t'a-t-il fait rosser? — Il y avait une raison, monsieur, certainement. Chez nous, on n'est pas rossé sans cause,... non, non. Chez nous, rien de pareil, non, non. Chez nous, le *bârine* (le seigneur) n'est pas comme ça. Chez nous, c'est un bârine... ho! ho! ho! un tel bârine! non, non, il n'a pas son second dans tout le gouvernement, allez. »

Rabelais appelle messer Gaster « le premier maître ès-arts du monde; » s'il fût allé en Russie, il eût sans doute donné ce titre à Martin Bâton. Moyennant ce dernier instructeur en « toute honnête discipline, » il n'est sorte de métier que le moujik n'apprenne et ne fasse *à peu près*. Il faut lire dans les *Mémoires d'un Chasseur russe* un joli chapitre intitulé *Lgof*. Ce mot, très difficile à prononcer pour un Français, est le nom d'un village où l'auteur, allant chasser aux canards, rencontre, au bord d'un étang *sans poissons*, un pêcheur. C'est le seigneur du lieu qui a trouvé comme il faut d'avoir un pêcheur, et qui en a donné les fonctions impossibles dans la localité à un pauvre diable nommé Kouzma Soutchok. Avant d'être pêcheur, il a fait plus d'un métier; il était cocher, mais il ne savait pas conduire; puis il a été veneur, bien qu'il ne sût pas monter à cheval. Rossé parce qu'il s'était laissé choir et que son cheval s'était estropié à la chasse, un de ses maîtres l'a fait cuisinier, mais *seulement pour la*

campagne. A la campagne même, ses sauces paraissant trop mauvaises, on l'envoie en apprentissage chez un cordonnier; bientôt son maître meurt, et l'héritier rappelle Soutchok au village, et lui donne un emploi qu'il n'a pas trop compris, et dont il ne sait pas même bien le nom; il appelle cela être *kofichenok* (probablement pour *konfektchik*, faiseur de confitures). — « Quel emploi est-ce là? lui demande-t-on. — Est-ce que je sais, moi! Seulement j'étais à l'office, et je devais me nommer Anton et non plus Kouzma; madame l'avait ordonné ainsi. » A chaque maître qui achète Soutchok ou qui en hérite, c'est un emploi nouveau; il en a rempli d'assez relevés. — « On m'a fait *akhter*, dit-il (il veut dire acteur); je jouais sur un *kéatre.* Oui, notre dame avait fait un *kéatre* dans une grande chambre. — Quel était ton emploi? — Plaît-il? — Qu'est-ce que tu faisais sur le théâtre? — Eh! vous ne savez donc pas? On me prenait, on m'habillait. Moi, je marchais comme cela, avec ces habits. Je m'arrêtais, je m'asseyais. On me disait : Parle, et dis ça et ça. Moi, qu'est-ce que cela me faisait? Je parlais tout de suite et je disais. Un jour, j'ai représenté un aveugle... comment donc ! oui, monsieur, un aveugle. »

La manière de M. Tourghenief offre une certaine analogie avec celle de Gogol. Comme l'auteur des *Ames mortes*, il excelle dans les petits détails, il s'arrête à tous les accessoires. S'il est question d'une chaumière, il en compte les bancs et ne fait pas grâce du moindre ustensile. Il décrit les habits de ses personnages et n'en oubliera pas un bouton; leur signalement est si précis, si minutieux, qu'après l'avoir lu, deux peintres, sans se concerter, pourraient, je pense, en faire des portraits qui seraient ressemblans entre eux. Ce goût, ce talent pour décrire est une qualité, ou, si l'on veut, un défaut commun à la plupart des écrivains russes. Je ne connais que Pouchkine dont la manière soit vraiment large et simple, et qui sache, avec une merveilleuse sûreté de goût, choisir entre mille traits celui qui doit vivement frapper son lecteur. Au début de son poème des *Bohémiens,* cinq ou six vers lui suffisent pour nous représenter le campement d'une bande de ces nomades groupés autour d'un feu, en compagnie d'un ours apprivoisé. Chaque mot de cette description si courte éveille une idée et laisse un souvenir ineffaçable. Il n'en est pas de même des tableaux si précieusement étudiés de M. Tourghenief, et en lisant un de ses chapitres, d'ailleurs fort intéressant, *Biejine-Loug,* qui commence par une scène de bivouac dans la steppe, je me suis rappelé involontairement le poème de Pouchkine, en regrettant que sa concision n'ait pas fait école. J'ai commencé par comparer M. Tourghenief à Gogol, et me voici le mettant en parallèle avec Pouckhine. C'est être trop exigeant, je m'en aperçois, et je reprends ma première comparaison. Sur Gogol, M. Tourghe-

nief a un avantage qui, à mon sentiment, est considérable. Il fuit le laid, que l'auteur des *Ames mortes* recherche avec tant de curiosité. On sent dans tout ce qu'il écrit un amour du bien et du beau, une sensibilité communicative. Rien de tout cela dans Gogol; toujours sarcastique et morose, il rit d'un rire faux, qui souvent est plus triste que les larmes. L'un et l'autre se sont appliqués à faire la satire des mœurs de leur temps. Gogol, qui était, à ce que j'ai ouï dire, le plus honnête homme du monde et de plus animé d'une piété sincère, s'est montré railleur impitoyable, et semble désespérer d'une société où il n'a vu que des brutes ou des coquins. M. Tourghenief raille aussi, mais plus doucement; il voit le bien à côté du mal, et jusque dans les figures grotesques et ridicules qu'il nous présente, il sait découvrir quelque trait noble et touchant. J'espère que M. Tourghenief, que je n'ai pas l'honneur de connaître, est un jeune homme, et que les *Mémoires d'un Chasseur russe* sont un prélude à un ouvrage plus sérieux et plus considérable.

Je ne dois point oublier son traducteur, M. Charrière. Il fallait une connaissance très approfondie non-seulement de l'idiome, mais encore de la société russe, pour faire passer dans notre langue un ouvrage tout rempli de nuances et de petits détails de mœurs. M. Charrière s'est bien tiré de cette tâche difficile. Des notes très courtes et substantielles expliquent tout ce qui n'a pas d'équivalent en français. On pourrait reprocher parfois au traducteur d'avoir introduit quelques expressions qui sans doute ont cours dans la société française de Pétersbourg ou de Moscou, mais qui n'ont pas encore acquis en France droit de naturalité. Pourquoi par exemple écrire, au lieu d'un grand seigneur, un *velmoje*, mot qui n'est pas même russe, car c'est *velmoja* qu'il faudrait dire? Notre langue autrefois n'admettait pas ces emprunts inutiles; aujourd'hui on est malheureusement plus facile. C'est ainsi qu'on lit dans un journal : Le colonel A... s'est mis à la tête du *maghzen;* il est entré dans un *douar* où on lui a demandé l'*aman* et donné une *diffa;* puis il est allé faire une *razzia*... — Ce qui est encore plus grave, c'est que M. Charrière, trop plein de son russe, traduit quelquefois mot pour mot sans s'apercevoir que chaque langue a ses métaphores particulières et ses idiotismes qu'on ne peut changer impunément. Qu'est-ce que la *corne d'un bois!* Cela est fort intelligible pour un Russe, qui ne comprendrait peut-être pas aussi bien le *coin* d'un bois. Je relève ces taches légères, parce qu'il est facile de les faire disparaître dans une nouvelle édition : elles n'empêcheront personne de lire avec plaisir les *Mémoires d'un Chasseur russe.*

PROSPER MÉRIMÉE.

PERSPECTIVES

SUR

LE TEMPS PRÉSENT

DE L'IDÉE DE MONARCHIE UNIVERSELLE.

Une des présomptions les plus amusantes et les plus curieuses de notre époque, c'est une certaine fatuité propre à nos contemporains qui consiste à leur faire penser que les lois qui ont régi jusqu'à présent l'humanité ont changé subitement depuis leur naissance, et qu'ils n'ont plus à redouter ce qui troubla la vie de leurs pères. Cette aveugle fatuité est tellement enracinée, que l'expérience elle-même ne peut les en corriger. — La veille de 1848, de fortes têtes politiques vous auraient affirmé que l'Europe n'avait pas à craindre de nouvelles révolutions, et le lendemain tous les peuples étaient soulevés, toutes les armées étaient sur pied, et deux années remplies d'émeutes, de siéges, de combats et de ruines suffirent à peine pour épuiser cet accès de fiévreuse agitation. — Lorsque la question d'Orient eut éclaté, il était clair pour tout esprit à peu près sensé que la guerre en sortirait infailliblement; cette désastreuse conséquence ressortait nécessairement de l'ensemble des faits, de la situation de la Turquie, des tendances avouées du gouvernement russe, du caractère bien connu du tsar. Cependant l'Europe entière a refusé de croire à la guerre! — Quoi! la guerre dans une époque de chemins de fer et de trois pour cent! la guerre lorsque nous avons tant de moellons à tailler, et tant de quintaux de coton à tisser! la guerre lorsque nos intérêts veulent absolument que la paix continue! — Ainsi raisonnait un chacun prenant ses désirs pour des réalités et ses intérêts

pour des lois invariables. Néanmoins la guerre a éclaté, une guerre confuse et difficile, engagée en faveur d'un empire qui ne se soutient qu'à force d'héroïsme contre un empire plein de ressources, dans des pays de races diverses, toutes ou à peu près tièdes pour leurs maîtres et sympathiques à l'agresseur ou sans mauvais vouloir envers lui. Elle a éclaté, cette guerre à laquelle personne ne voulait croire et dont personne ne voulait; en dépit de la prépondérance des intérêts matériels, elle a passé au travers des mailles subtiles des protocoles diplomatiques; elle a éclaté pour nous apprendre que définitivement nous sommes gouvernés par les mêmes lois que nos pères, et que nous devons nous résigner à vivre et à mourir en vertu des mêmes lois qui les ont fait vivre et mourir. La cause de cette guerre est également un mobile qu'on n'aurait pas cru de notre temps, l'esprit d'envahissement, mais qui existe et qui existera jusqu'à ce que l'Europe ait retrouvé son unité perdue, ou pour mieux dire jusqu'à ce qu'elle ait trouvé son unité nouvelle. C'est là un fait du plus haut intérêt et qui mérite bien quelques développemens.

I.

Qu'est-ce que cet esprit d'envahissement? — C'est l'aspiration à la domination universelle. — Ce désir, qui semble le rêve d'un fou, a été pourtant le mobile déterminant de tous les actes de quelques-uns des souverains les plus remarquables, les moins enthousiastes du monde moderne, le mobile du sagace Charles-Quint comme du fanatique Philippe II, du magnifique Louis XIV comme du pratique Pierre Ier. Que cet esprit soit bon ou mauvais en lui-même, il faut donc avouer que, puisqu'il a exercé une si forte influence sur les desseins et les actes de tant de grands personnages, il est autre chose encore qu'un esprit de convoitise ou qu'un rêve insensé. Pour trouver son origine, il faut remonter au XVIe siècle, à l'époque de la grande scission qui a divisé l'Europe en deux camps et rendu nécessaire l'existence d'un équilibre européen. A partir de cette époque, la passion de l'unité est devenue la passion dominante de tous les hommes zélés pour l'autorité. Le catholicisme, en se brisant contre la réforme, a enfanté une sorte de catholicisme politique qui a été la monarchie absolue, catholicisme qui jusqu'à présent n'a jamais trouvé son pape, mais qui l'a toujours obstinément cherché. Génération après génération, toute une série de grands hommes, Charles-Quint, Philippe II, Ferdinand II, Louis XIV, se passent l'un après l'autre, comme les coureurs de Lucrèce, cette idée désastreuse à notre sens. Pour savoir de quel système sort cette idée, il suffit de nommer les personnages qui ont voulu l'appliquer et les pays où ils ont régné,

pensé, gouverné, commandé des armées, — la France, l'Espagne, l'Autriche. C'est le catholicisme qui en est l'inspirateur, le défenseur et l'interprète, et il est remarquable, au point de vue historique, qu'aucun des grands princes protestans n'a jamais été possédé de ces désirs; vous ne les retrouverez ni chez Élisabeth, ni chez Gustave-Adolphe, ni chez Cromwell, ni chez les deux Guillaume d'Orange. Le plan de république européenne de notre semi-protestant Henri IV indique assez qu'il n'était converti que pour la forme, et qu'en embrassant le catholicisme, il n'avait pas embrassé ce qui en fait la vie et ce qui en est l'âme; car partout où vous trouverez un homme convaincu que la monarchie universelle est une impiété, que les nations ont le droit de se gouverner indépendamment les unes des autres, que les pays chrétiens doivent former une confédération, mais n'ont pas besoin d'être soumis à une unité temporelle et d'être absorbés par un seul membre tout puissant, vous avez trouvé un protestant. L'esprit du protestantisme est essentiellement opposé à cet esprit d'envahissement décoré chez nous des noms magnifiques d'unité et de monarchie européenne.

Et que l'on ne pense point que cette idée ait été tout simplement propre à quelques souverains ambitieux et orgueilleux, enivrés de leur puissance et saisis du vertige que donne l'autorité. L'existence d'un ordre célèbre, la société de Jésus, et l'histoire d'un fait immense, la révolution française, sont là pour prouver que ce désir de la domination universelle n'a pas saisi seulement les rois. Il s'est trouvé un groupe d'hommes obscurs, humbles, pieux, se succédant de génération en génération, n'ayant pour défense que les armes dangereuses et mortelles que donnent l'humilité et la patience, qui ont conçu le même projet que Charles-Quint et Louis XIV, et qui de siècle en siècle en ont essayé l'exécution. Ils ont été partout chassés, persécutés, poursuivis, condamnés: rien n'a pu les dompter. Ils présentent, quelque chose qu'on puisse penser d'eux, l'exemplaire le plus mémorable du dévouement à un idéal invisible et de la croyance à un absolu qui n'a pas de récompenses matérielles à donner à ses serviteurs et à ses fidèles. C'est là, dans cet esprit de désintéressement moral, plutôt que dans de misérables intrigues aussitôt découvertes que nouées, plutôt que dans des attentats aussitôt punis qu'exécutés, qu'il faut chercher le secret de la force de cette société célèbre. La passion de l'unité lui a tenu lieu de tout et l'a soutenue contre tous; elle lui a tenu lieu de richesses, de pouvoir, et même quelquefois de vertu et d'honneur; elle l'a soutenue contre le péril, la persécution, la calomnie et même contre la vertu et la vérité. Ces Charles-Quint obscurs et ces anonymes Philippe II ont eu exactement les mêmes projets que les rois dont ils étaient les con-

seillers, moins la soif d'élévation politique et de domination ostensiblement exercée; leur vie était dirigée par les mêmes principes et tendait au même but.

D'un autre côté, le peuple sous la révolution française a été pris de la même ambition. Il a cherché, lui aussi, à sa manière, la monarchie universelle et l'unité du monde, pour d'autres motifs sans doute que les souverains des XVIe et XVIIe siècles, mais avec autant d'ardeur, de violence et d'ambition. L'opinion de certains révolutionnaires modernes, qui ont voulu voir dans les jacobins d'excellens catholiques et dans les septembriseurs des missionnaires de la foi, tout odieuse qu'elle soit, n'est pas, au point de vue politique, entièrement dépourvue de justesse. Il est certain que les idées qui sont au fond du système catholique, l'idée de l'autorité et celle de l'unité, se retrouvent perverties et faussées sans doute, mais bien entières et très absolues, dans le système des conventionnels. La révolution française, qui n'eut d'abord d'autre ambition que celle de propager ses principes, en vint bientôt, lorsqu'elle eut été attaquée et combattue, à vouloir les imposer par la force à l'Europe entière. Le drapeau tricolore, qui devait faire le tour du monde comme emblème de la fraternité moderne des peuples, le fit en effet, mais comme étendard triomphant et signe de domination politique; et comme s'il eût voulu clairement montrer que cette idée de domination universelle par le peuple était au fond identique à l'idée de domination universelle par les rois, le destin suscita un homme qui, réunissant en lui-même les deux ambitions, celle du peuple dont il était issu et qui l'avait sacré, celle des rois dont il avait relevé la couronne et dont il héritait, poussa ce rêve plus loin qu'aucun de ses prédécesseurs, plus loin que Charles-Quint et que Louis XIV.

Nous savons maintenant d'où cette idée de monarchie universelle est sortie. C'est une idée essentiellement romaine et catholique, que les peuples protestans ont toujours repoussée avec autant de violence que les peuples catholiques en mettaient à vouloir l'imposer. L'histoire moderne tout entière n'est que le récit de la longue lutte engagée entre ces deux tendances. Les guerres religieuses du XVIe siècle, la guerre des Pays-Bas et la guerre de trente ans, les deux révolutions d'Angleterre, les luttes de la révolution et de l'empire elles-mêmes, n'eurent pas d'autre cause et ne contiennent pas d'autre enseignement.

II.

Cette idée de monarchie universelle, sous quelque belle apparence qu'elle se présente, a deux grands défauts cependant : c'est une im-

piété, et c'est en outre un non-sens politique. A quel propos et de quel droit voudrait-on imposer aux peuples une même domination? Sur quel droit peut-on s'appuyer pour démontrer que toutes les nations doivent se courber devant un même pouvoir, qui non-seulement n'est pas de leur choix, mais qui n'est pas de leur race et de leur croyance? Selon la religion chrétienne, il y a un maître pour tous les hommes, et il n'y en a qu'un : Dieu, — et c'est parce qu'elles reconnaissent toutes le même Dieu que les nations chrétiennes ne sont point étrangères les unes aux autres, ni instinctivement ennemies les unes des autres, qu'elles ont formé au moyen âge et qu'elles peuvent former encore une même grande confédération. C'est là, dans cette idée d'une confédération universelle des peuples, et non pas dans l'idée de la monarchie universelle, qu'est contenue la solution de cette grande question de l'unité du monde. Toutes les différences de gouvernement, de culte, de civilisation, peuvent être acceptées sans que pour cela l'unité morale soit en danger. Que sont en effet toutes ces différences, sinon de purs accidens de forme, résultat ici du développement original, et nous dirions volontiers de l'allure qu'a prise la civilisation dans tel ou tel pays, là d'une influence naturelle des objets physiques sur l'homme, ailleurs du tempérament de telle ou telle race, plus loin de souvenirs et de traditions contre lesquels est venue se briser la toute-puissance du temps? Pures choses de hasard, purs accidens que la mer de la vie a apportés avec son flux chez tel ou tel peuple, et qu'elle a oublié de remporter dans son reflux! Et cependant ce sont tous ces accidens extérieurs, ce sont toutes ces différences de forme qui donnent à la vie des peuples sa beauté et son charme, qui arrêtent l'œil du contemplateur, qui enflamment l'imagination du poète, qui enfantent les diverses littératures et les diverses écoles d'art; c'est grâce à elles que ce monde vaut la peine d'être habité et que l'existence a tout son prix.

Au fond d'ailleurs, en quoi ces différences détruisent-elles l'unité? L'unité est-elle une chose spirituelle, morale, intangible, infinie de son essence et inaccessible à l'analyse? ou bien est-elle une chose tangible qui se pèse et se mesure? Est-elle une des conditions nécessaires de l'humanité? ou bien n'est-elle que le produit d'un système et le résultat d'une volonté énergique? Si la première de ces deux hypothèses est la vraie, qu'est-ce donc que l'idée de la monarchie universelle, sinon une impiété religieuse et un non-sens politique? Pour que l'unité existe dans l'humanité, il n'est pas nécessaire que tous les hommes soient liés par les mêmes chaînes matérielles, qu'ils soient garrottés dans les mêmes formes extérieures; il suffit qu'ils s'accordent sur les quelques choses essentielles et sur les quelques faits éternels qui sont les bases inaccessibles à tout change-

ment de l'ordre du monde, des sociétés et de la vie individuelle. C'est là l'unité qui peut et qui doit arriver, et qui s'exprimera par une confédération des peuples; mais l'unité par la monarchie universelle, qu'est-ce autre chose que le triomphe des formes extérieures, que l'hypocrisie de l'apparence, que la tyrannie et la contrainte des âmes, et le règne artificiel d'un système ou d'une force mécanique substitué sur toute la surface du monde civilisé au libre développement de la vie et à l'expression spontanée des forces intimes de l'être? Je ne m'étonne pas que partout où cette idée a passé, elle ait empoisonné les sources de la vie, énervé les caractères, et qu'à un certain moment, les peuples qui y ont été soumis en soient arrivés à ne plus savoir reconnaître la vertu, la religion, le devoir en eux-mêmes et dans leur essence, et qu'ils aient pris pour ces saintes choses les dévotieuses images plus ou moins imparfaites qu'on leur avait représentées comme étant ces choses elles-mêmes.

Là où ce système n'a point passé, là où il a été repoussé, la vie a grandi et s'est multipliée dans des proportions extraordinaires. La Suède, la Hollande, l'Angleterre, ont montré qu'il n'était pas besoin d'ambitions démesurées et de visions asiatiques pour arriver à la grandeur. Ces pays ont montré que pour s'agrandir il suffisait du travail de l'homme, et que pour arriver à la vie morale il suffisait d'une vie temporelle pratique et patiente. Ils ont été récompensés de leur modération et de leur confiance en eux-mêmes par la possession de tous les biens temporels désirables, la richesse et le pouvoir, et par une manière de vivre saine, pratique, grâce à laquelle ils ont échappé aux folies qui nous tourmentent et nous minent. C'est là que s'est formée la vie moderne, c'est là que depuis la mort de Louis XIV ont habité la fortune et les bons génies de l'humanité, c'est là qu'a été formulée et déterminée la règle morale des peuples et des temps nouveaux. Ainsi partout où cette idée de la domination universelle a pris racine, l'orgueil et la superstition se sont unis pour dessécher et tarir toutes les sources non-seulement de la vie morale, mais même du bonheur terrestre et de la prospérité matérielle; et si la France, malgré tant de secousses et de malheurs, a échappé au sort commun des peuples qui ont été possédés de cette diabolique ambition, c'est beaucoup, je le crois, pour avoir hésité entre les deux tendances qui ont divisé le monde depuis trois cents ans. Ses hésitations ont engendré tous ses malheurs, mais elles ont été en même temps son moyen de salut. Si elle ne doit pas se convertir définitivement, puisse-t-elle hésiter longtemps!

III.

Ce système de la monarchie universelle, qui a été tenté si souvent, n'a jamais pu réussir à s'établir même un seul jour, et nous ne pouvons savoir en conséquence les résultats qu'il eût produits. Cependant nous pouvons logiquement imaginer les suites qu'aurait eues le succès de chacune de ces tentatives; elles eussent été presque toujours absurdes. Si Charles-Quint eût réussi complétement, nous aurions eu une contrefaçon de l'Europe du moyen âge : un pape et un empereur; mais dans cette résurrection impossible, le pape aurait été nécessairement inférieur à l'empereur. Le ministère de la parole divine eût été dominé par le ministère de la force temporelle. Ces deux puissances, qui s'étaient à peu près balancées au moyen âge, auraient été nécessairement inégales, et peut-être aurions-nous eu en Europe le système inauguré en Russie par Pierre le Grand, la prise de possession violente et arbitraire de l'administration spirituelle par l'administration laïque. Si l'Espagne à son tour avait triomphé sous Philippe II, nous aurions eu le règne de la théocratie; le pouvoir d'une caste ecclésiastique aurait dominé même la royauté; l'Europe eût été gouvernée par un concile permanent qui aurait étendu aux choses politiques l'infaillibilité qu'il se serait attribuée dans les choses spirituelles. Mais un tel système, qui eût dépassé le moyen âge, comment aurait-il pu prendre racine au XVIe siècle? Pour établir un tel système, il aurait fallu vaincre non-seulement la réforme, mais encore la renaissance. La science toujours croissante des laïques aurait suffi pour empêcher le succès d'un tel régime, comme la simple invention de l'artillerie aurait suffi pour empêcher le rétablissement des deux pouvoirs du moyen âge. En Allemagne et en Espagne, on tenta donc non-seulement des choses insensées, mais encore (les choses insensées réussissent parfois) des choses impossibles. Si la France à son tour, ayant Louis XIV à sa tête, avait réussi à établir sa domination sur l'Europe, que serait-il arrivé? N'ayons point de faux patriotisme et voyons les choses telles qu'elles sont. Nous aurions eu le règne de la superstition monarchique, une sorte de religion semi-espagnole, semi-française de l'autorité, le triomphe des formes et des convenances sociales et le despotisme de la vanité. Telles sont quelques-unes des conséquences que n'aurait pas manqué de produire le succès de chacune de ces tentatives.

Mais ces tentatives étaient condamnées d'avance. Un juste châtiment n'a jamais manqué d'atteindre ces accès d'orgueil. La prostration morale ou une démence furieuse s'est emparée des pays où régna cette idée et des peuples qui ont voulu l'imposer. Ils y ont perdu les

vertus qui leur avaient inspiré ces désirs, et ils n'en ont pas regagné d'autres. Comme j'exposais dernièrement à un des artistes les plus distingués de ce temps-ci, le mieux informé peut-être de toutes les choses de l'histoire et de la philosophie, les désastres auxquels la passion de la monarchie universelle avait poussé les peuples qui avaient été sa proie, il me répondit avec un optimisme qui n'est pas toujours dans sa nature : « Il ne faut pas se plaindre de ces tentatives, elles ont donné lieu à de belles choses que nous n'aurions pas connues sans elles. En soulevant toutes les passions d'un peuple, en surexcitant outre mesure toutes ses forces morales, en enivrant son esprit d'espérances impossibles, ces désirs ont forcé le génie national de ce peuple à donner de lui-même une expression plus complète et plus énergique que celle que nous aurions eue sans cela. » Peut-être; mais, même en admettant ce raisonnement, on peut dire que ce désir de domination a imposé encore sa tyrannie sur le génie de ce peuple, et en a souvent perverti l'expression. Regardez les Espagnols : de peuple plus virilement, plus énergiquement doué, il n'en exista jamais. Regardez ses héros et ses grands hommes, Fernand Cortez, Philippe II, le duc d'Albe, Alexandre Farnèse, Torquemada, Ignace de Loyola, et dites si votre conscience n'est pas effrayée de porter un jugement sur leur compte, et si l'admiration qu'ils vous inspirent ne vous cause pas un frisson d'épouvante. Deux siècles et demi nous séparent d'eux à peine, et déjà nous les comprenons moins que les hommes de temps bien plus reculés. Les héros de la Grèce fabuleuse, les sauvages enfans de la Rome primitive, les barbares des forêts germaines, sont plus faciles à comprendre, plus explicables pour l'homme moderne que les habitans de l'empire le plus puissant et le plus civilisé du XVIe siècle. Il faut un effort d'esprit remarquable pour saisir les mobiles qui firent agir tous ces personnages terribles, et pour reconnaître le genre de grandeur qui les caractérise. Il faut aussi un effort pour leur rendre justice; l'impartialité coûte à leur égard. Il faut oublier toutes les règles éternelles de morale auxquelles ont cru les hommes, et consentir à des explications que l'intelligence peut comprendre, mais que la conscience refuse d'accepter. Leur histoire est une histoire exceptionnelle, anormale, monstrueuse; leurs vertus, leur génie, leur héroïsme, qui sont très réels et de la trempe la plus solide, sont frappés de stérilité, et n'ont en eux aucun principe fécondant. Ils ne peuvent être imités, ils ne peuvent servir de modèles aux hommes, ils ne peuvent leur être proposés comme exemplaires de sagesse, de vertu et de courage. Ces héros, s'ils étaient imités, ne pourraient produire que des bandits; ces saints (quelques-uns le sont bien réellement) ne pourraient produire que des monstres. Un esprit satanique a perverti toutes ces vertus étonnantes, et a engendré ces

anomalies et ces énigmes historiques si difficiles à déchiffrer au bout de deux cents ans. Et la littérature de ce grand peuple, est-elle assez abondante, assez riche, assez passionnée! Et cependant qu'est-ce qu'on en accepte et qu'est-ce qu'on en veut accepter? Toutes ces œuvres singulièrement naïves et fortes, expression franche, sincère, ardente, de la foi et de la vie du peuple espagnol, sont, comme l'héroïsme de ses grands hommes et les vertus de ses saints, privées d'un principe fécondant. Ce sont des œuvres espagnoles et non humaines, catholiques (dans le sens contraire d'*universel* toutefois) et non chrétiennes. Un seul livre surnage dans toute cette littérature, le *Don Quichotte,* le seul livre *universel, humain,* que l'Espagne ait produit. — Et cela est bien heureux, me disait un jour tristement un Espagnol, car si nous n'avions pas ce livre, l'Espagne n'aurait aucune voix pour s'exprimer devant l'Europe, elle n'aurait aucun témoignage de son génie et de son ancienne grandeur.

Si après l'Espagne nous considérons la France du XVIIe siècle, nous verrons bien en effet que le génie français s'éleva à cette époque à son plus haut point de perfection; mais nous doutons que l'ambition de Louis XIV ait eu aucune influence sur le développement de ce génie. N'a-t-elle pas été punie d'ailleurs, cette ambition? Il est remarquable que le pays dans lequel la monarchie a été presque une religion politique soit devenu le pays régicide par excellence. Ce peuple ami de la royauté est devenu le peuple sans-culotte et jacobin que nous avons connu. Ainsi l'ambition de la royauté a tué la royauté elle-même, et les adulations dont nos pères l'enivrèrent se changèrent, avant même la mort du grand roi, en murmures, qui à leur tour ne tardèrent pas à se changer en menaces, en insultes et en défis. Je suis de ceux qui considèrent le XVIIIe siècle comme n'étant autre chose qu'une réaction fatale contre les superstitions sur lesquelles Louis XIV voulut trop appuyer son pouvoir. Malgré tous les revers du grand roi, l'Europe laissa la France intacte; et comme si la Providence eût voulu séparer la cause du peuple français de celle de son souverain, la France conserva les conquêtes de Louis XIV, mais se chargea de fournir des vengeurs à l'Europe : les encyclopédistes furent les hommes qui vengèrent les dangers que la monarchie française avait fait courir à l'équilibre des états et les terreurs qu'elle avait inspirées au continent.

IV.

Cependant cette pensée d'orgueil, toujours fatale aux peuples et toujours suivie d'un prompt châtiment, n'a pas disparu du monde. Deux nations colossales, faibles encore, mais faibles seulement parce

qu'elles n'ont pas eu le temps d'assembler et de concentrer leurs forces énormes, se sentent prises à leur tour de ce vertige de domination : l'Amérique et la Russie. De ces deux ambitions, une seule est jusqu'à présent redoutable, celle de la Russie. Jamais ambition démesurée ne s'est encore révélée sous des formes aussi dangereuses et aussi habiles. Tous les peuples qui ont aspiré à la domination universelle ont étalé leurs désirs en plein soleil, ils ont proclamé à haute voix leurs tendances. L'Allemand brutal et sincère a marché vers son but avoué à visage découvert; l'Espagnol, ivre d'orgueil et de pensées de destruction, a loyalement déclaré à la terre entière une guerre sans trève ni merci; le Français, vaillant, susceptible et toujours satisfait de lui-même, a ri au nez des peuples dont il méditait la conquête, et déclaré plaisamment qu'il ne ferait d'eux tous qu'une bouchée. Le premier peuple qui n'ait pas avoué son but est le peuple russe. Humble, discret, modeste, spirituel et poli, comment le redouterait-on? Cet homme qui causera avec vous pendant des mois entiers d'une manière si charmante de futilités qui sembleraient ne pouvoir fournir l'étoffe d'une conversation de dix minutes, et qui pendant des mois entiers aussi n'abordera jamais une question sérieuse, quel péril peut-il vous faire courir? Cette surface tout unie, toute brillante et gracieuse, vrai miroir aux alouettes, faite pour séduire des femmes et des dandies, quelle âme peut-elle recouvrir sinon une âme uniquement occupée de pensées de plaisir et de vanités mondaines? Regardez la physionomie du Russe : vous n'y découvrirez pas un trait, pas une ride qui dénote les tourmens de l'ambition, de l'orgueil et du mépris; aucune passion violente n'y a laissé des traces. Ces physionomies sont celles d'honnêtes bourgeois lorsqu'elles sont respectables, celles de spirituels vauriens lorsqu'elles ne le sont pas. Il n'est ni gênant, ni gêné; pour ne point vous choquer, il renoncera aisément à ses habitudes, si tant est qu'il en ait jamais eu; il se fera tour à tour Français, Anglais, Allemand avec une étonnante facilité d'assimilation. Il consentira à vous traiter de grand peuple, à accepter vos leçons, vos idées et vos goûts; il renoncera à tous ses préjugés russes, vous demandant seulement grâce pour son empereur, c'est-à-dire pour la seule chose qui au fond fasse la vie et soit l'âme de la Russie. Sauf cette unique et importante exception, il ne vous importunera nullement de son patriotisme. Et voilà précisément où réside la force du caractère national russe; le peuple russe est le plus circonspect et peut-être le moins sot des peuples. C'est là ce qui peut lui permettre d'en être facilement et avec le moins de dangers le plus agressif.

Le plus agressif et le plus difficile à abattre et à dompter! car ce peuple ne donne aucune prise à ses adversaires; il sacrifiera tout à

son but, mais en renonçant même aux moyens qui pourraient l'y mener le plus sûrement, si ces moyens, quoique avantageux dans le présent, peuvent être périlleux pour l'avenir, s'il y a la moindre chance qu'ils puissent un jour se retourner contre lui. Il n'apporte avec lui aucun de ces mobiles d'amour-propre qui rendent les peuples si dangereux à un moment donné, mais qui donnent si aisément prise sur eux, et qui les rendent si faciles à réduire après leur moment de triomphe passé : il n'a ni point d'honneur espagnol, ni vanité française, ni entêtement germanique, ni respectabilité anglaise. Peu importe aux Russes d'avoir raison, pourvu qu'ils gagnent; ils reculeront s'il le faut, en dépit du point d'honneur militaire; ils accepteront les quolibets et se laisseront volontiers traiter de Cosaques, pourvu qu'ils avancent d'un pouce de terrain. Nulle fausse honte, pas de respect humain, nul bruyant amour de la gloire. Voilà leur force; ils sont en ce sens le plus moderne des peuples; ils le sont même plus que les Anglais. Quelle est la manière moderne de comprendre la vie? Arriver à son but et y arriver en sacrifiant toutes les idoles auxquelles les peuples avaient élevé un culte, — la gloire, le courage militaire, l'enivrement du succès; y arriver modestement, à pied, en habit noir et de tous les jours; triompher, en un mot, sans le vain appareil des triomphateurs, sans les ovations, les fanfares et le cortége. C'est là, comme on sait, la méthode qui a rendu l'Angleterre si puissante et si grande, c'est cet héroïsme obscur, ce dévouement à un but, quelque restreint et modeste qu'il soit, ce sacrifice de l'amour-propre et de l'éclat. Faire tout simplement ce qu'on a à faire, quand on peut, comme on peut, avec les outils qu'on a sous la main, tel a été le moyen de succès de tous ses hommes d'état, de tous ses capitaines et de ses plus humbles enfans eux-mêmes. Lutter contre un sol rebelle ou affronter des glaces, défricher des forêts ou creuser des *railways*, se battre indifféremment, selon que l'occasion ou la nécessité l'exige, contre un alligator ou un Indien, pendre un rajah rebelle ou abattre la puissance de Napoléon, peu importe le but à atteindre et le genre d'entreprise à mener à fin : il s'agit de les atteindre tous également bien et de les mener toutes également à bonne fin. C'est dans la connaissance de cette vérité, — que toutes les vertus sont égales et en fin de compte rendent tous les buts de la vie égaux, quelque différens qu'ils soient en apparence, — c'est dans cet héroïsme obscur et modeste que l'Angleterre a trouvé sa force et sa grandeur. Mais il est une dernière idole à laquelle l'Angleterre ne renoncera jamais. Un Anglais peut consentir à bien des choses; il peut consentir à mourir bravement tout en laissant un nom ignoré, il peut consentir à se laisser railler pendant des années entières, s'il est persuadé de l'importance du projet qu'il a conçu; il peut consentir à tous les sacrifices

d'amour-propre : jamais il ne consentira à abdiquer sa dignité. L'Anglais est capable de cruautés, capable d'exactions, jamais d'une lâcheté ou d'un mensonge. En dépit de son Bentham, il n'a jamais su la valeur exacte d'un vice, l'utilité qu'il contient et le parti qu'on en peut tirer. Or le peuple russe semble (je dis *semble*) au contraire posséder à fond cette science tout à fait nouvelle, et sur laquelle jamais peuple n'a réfléchi d'une manière suivie et persistante. Qu'on tire de ce fait la conclusion générale qu'on voudra.

Ce n'est point par-là seulement que le peuple russe est profondément moderne. Il a une autre force très appréciée de notre temps, il a l'art des formes et des apparences, il sait présenter des surfaces. Le Russe peut avoir tous les vices, il n'a aucun défaut. Les défauts de l'esprit allemand, de l'esprit anglais, de l'esprit français, chacun les connaît; mais quel est le défaut de l'esprit russe? Les hommes nous blessent bien moins par leurs vices que par leurs défauts, cela est très vrai; mais en revanche ils sont bien plus dangereux par leurs vices, car quiconque a le malheur d'avoir un défaut trop visible est déjà à demi vaincu.

Redoutable par son caractère, le peuple russe trouve encore dans l'état de l'Europe des armes dangereuses. Pour résister efficacement à la Russie, il ne faudrait pas seulement résister à ses troupes, il faudrait aussi résister à son esprit et à ses idées, et, j'ai regret de le dire, je trouve cet esprit et ces idées répandus à doses diverses dans toutes les contrées de l'Europe. De fausses doctrines, des désirs immoraux, des libertés non réfrénées par la contrainte morale, l'envie démocratique, la passion de l'égalité, le dédain de tout ce qui n'est pas avantage terrestre immédiat, ont conduit l'Europe à un état où ce rêve de monarchie universelle est bien plus dangereux qu'au temps de Charles-Quint et de Philippe II,—époque où toutes les forces aristocratiques du continent, princes temporels, docteurs protestans, capitaines hérétiques, écrivains de la renaissance, luttaient ligués ensemble contre une théorie contraire à leurs principes et contre une servitude que leur nature refusait d'accepter. Aujourd'hui, grâce au progrès moderne, il n'y a plus d'aristocrates de naissance, et il y en a moins encore de cette catégorie bien plus noble et bien plus puissante qui jusqu'à présent a, sous un nom ou sous un autre, gouverné le monde : il n'y a plus d'aristocrates d'intelligence, de caractère et de vertu. Rien n'est fatal comme une fausse idée de l'égalité. Si cette idée, la plus enracinée dans le cœur de l'homme, sortant des justes limites dans lesquelles elle doit être renfermée, arrive à devenir une passion et prend un développement démesuré, elle étouffe l'idée de liberté, et avec l'idée de liberté disparaît le contre-poids qui sert à tenir la balance politique en équilibre. Alors le plateau dans lequel pèse l'idée d'autorité

l'emporte outre mesure, la tyrannie commence, et c'est ainsi qu'une démocratie trop absolue fraie les voies au despotisme. Ce système s'établit sans obstacle, car la résistance est impossible là où les individus ne sont plus rien et où le principe aristocratique a disparu. Alors il ne reste plus en présence que deux puissances, les masses populaires et le souverain. Un accord tacite s'établit entre ces deux puissances, car les masses populaires ne sont jamais fortes et ont toujours besoin d'un protecteur, et le souverain ne peut jouir de la plénitude de son pouvoir qu'autant que lui seul est élevé au-dessus de la masse de ses sujets et n'a pas à craindre de rivaux d'influence. Cet état est presque celui de l'Europe moderne. Quel beau moment pour rêver la monarchie universelle! Il n'y a plus maintenant de Calvin pour fonder des républiques et de Guillaume le Taciturne pour les maintenir. L'homme qui viendra au nom de l'égalité soulever les populations, qui, — en échange d'une liberté utile seulement au petit nombre d'hommes destinés à faire pour le genre humain exactement les mêmes choses que le despote, mais à les faire plus noblement, — étendra sur les sombres et muettes masses humaines la protection qui les assurera contre leurs propres excès et promettra de donner à tous une part égale dans une gamelle commune, — celui-là, si l'on n'y prend garde, réussira infailliblement. L'égalité par la force sinon autrement, la fraternité par le knout sinon autrement! Et maintenant ouvrez M. de Haxthausen et les rares voyageurs qui ont su voir et pénétrer le génie de la Russie, et dites si cette idée de l'égalité par le tsar et du nivellement par la souveraine puissance ne s'y trouve point. La Russie ne me paraît si dangereuse que parce que ses tendances politiques se trouvent juste au niveau des dispositions morales de l'Europe.

Enfin, troisième et suprême danger, la Russie est la main des peuples slaves. C'est elle qui en est l'armée et le moyen d'action. Toutes les qualités du génie latin, qui se traduisent sous des formes excessives et violentes en Espagne, passionnées et sensuelles en Italie, ont trouvé en France leur forme modérée et pratique. Toutes les qualités du génie germanique ont trouvé leur expression modérée et pratique en Angleterre. Il en est ainsi de la Russie vis-à-vis des peuples slaves; elle représente leur génie et leurs mœurs sous une forme étrange, mais modérée et pratique aussi : facilité de vivre, soif du bonheur, douceur de caractère, gouvernement patriarcal, vif sentiment de la fraternité humaine, tous les instincts des Slaves sont également ceux des Russes. La Russie représente en outre une pensée de vengeance. Il n'y a pas eu de peuples aussi malheureux que les peuples de l'Europe orientale, à quelque race qu'ils appartiennent. La Bohême, deux fois écrasée par l'Allemagne, a vu changer sa po-

pulation, disparaître sa noblesse et abolir sa religion; la Hongrie meurt tout entière à Mohacz en quelques heures, et passe sous la domination de l'Autriche pour échapper à celle du musulman; la Pologne se voit trois fois déchirée toute vivante et rayée du rang des nations. Les peuples chrétiens de l'empire grec passent sous le joug des Turcs. La Russie, subjuguée par les Tartares, voit ses boyards réduits à l'état de serfs et ses femmes nobles à la condition de servantes. A chaque instant, sur toute cette vaste région, qui est le théâtre naturel de la lutte entre l'Europe et l'Asie, lorsque l'Asie envahit l'Europe, passent les armées ennemies. Lorsque le Turc s'est retiré, l'Allemand arrive. Soumis ainsi à des oppressions et à des exactions sans nombre, les peuples slaves n'ont pu jouir des bienfaits de la civilisation moderne. Ils ont été arrêtés dans leur développement normal et forcés de croupir dans le moyen âge. Les nobles institutions du moyen âge, excellentes pour un temps, sont devenues chez eux semblables à un marais stagnant, plein d'exhalaisons impures. Leur vie en a été empoisonnée. Pour eux, il n'y a pas eu de monarchie moderne, pas de Henri IV, pas de Louis XIV; pour eux, il n'y a pas eu de renaissance et de culture intellectuelle générale, pas de réformation; ils n'ont eu que les échos de ces grands mouvemens. Ils n'ont pas eu d'industrie, et par conséquent aucune des transformations sociales que l'industrie a amenées dans le monde; ils n'ont pas eu de classes moyennes, et leur société, composée de nobles et de serfs, est restée scindée en deux par un abîme énorme. Ils se sont arrêtés sur le seuil du monde moderne, et n'ont jamais pu y entrer qu'individuellement. En masse et comme nation, ils en ont été exclus par la fatalité des circonstances, par la violence de la guerre, par la tyrannie des gouvernemens. Dans un de ses rêves, le poète anonyme de la Pologne met en scène le *Vengeur* des opprimés de l'ancien monde, et le décrit comme le fils d'un pirate grec de l'Archipel et d'une vierge barbare des bords de la Baltique. A son tour, voilà que le vengeur de ce monde oriental se lève, issu, lui aussi, d'un Grec et d'une barbare, et unissant en lui l'astuce du Byzantin à la sauvagerie du Cosaque. Oh! comme elle est vraie, cette loi de l'histoire et de la morale que nous appelons de noms divers, selon le système que nous avons adopté, rétribution, châtiment, expiation! Les injustices accumulées finissent par devenir un germe de mort pour les oppresseurs et pour les innocens à la fois. La violence subie trouve sa récompense, et un jour des débris amoncelés par les tyrannies barbares des Tartares et des Turcs, par la tyrannie savante des gouvernemens civilisés, par l'indifférence des peuples puissans et heureux, sort un empire redoutable, armé de pied en cap, qui vient troubler dans ses joies et dans ses plaisirs, dans ses affaires et sa poursuite de la richesse et du luxe, l'Europe heureuse et tranquille, et pousse un cri que tout

le monde a pu entendre : « A ton tour, Turquie, tu paieras l'impôt de la capitation, et tu achèteras le droit de vivre! A ton tour, Allemagne, tu subiras le sort de la Pologne! A ton tour, Europe, tu recevras d'étrangers et d'ennemis la tyrannie que tu n'as pas voulu accepter de tes princes nationaux, et l'Orient t'imposera le système que tes propres despotes n'ont pu faire triompher! »

V.

Je m'arrête à regret. Cette question de la monarchie universelle demanderait, pour être examinée dans tous ses détails, un de ces énormes traités politiques dont le XVIe siècle se montra si prodigue dans ses controverses; mais si la pensée de la domination est de toutes les époques, en revanche les *in-folios* ne sont guère de notre temps. J'ai voulu tout simplement faire l'historique de cette idée, en montrer tous les dangers, non-seulement pour les peuples qu'elle menace, mais pour les peuples qui l'adoptent et essaient de la faire triompher. J'ai voulu montrer la Russie reprenant à son tour cette idée fatale, et la reprenant dans les conditions les plus redoutables pour l'Europe. Dès la nouvelle apparition de cette chimère qui a fait couler tant de sang et qui a exténué tant de peuples, l'Europe s'est émue, et les nations se sont serrées l'une contre l'autre par un même sentiment de péril et un même mouvement de crainte. La Russie sera certainement repoussée, elle rentrera pour un temps dans ses steppes. Prudente et patiente comme elle l'est, elle reculera sans honte et consentira à reculer pour attendre en sûreté le moment de tomber de nouveau sur sa proie; mais que la Russie recule et consente à reculer, là n'est pas la question : il faut des garanties pour l'avenir, ainsi que disent les orateurs du parlement anglais; oui, des garanties non-seulement matérielles, mais morales.

Les précautions morales que l'on peut prendre contre la Russie sont nombreuses; nous en signalerons quelques-unes seulement, en laissant au lecteur le soin de suppléer à ce que nous ne dirons pas. Ce n'est pas la Russie qui a inventé la première cet esprit d'envahissement à outrance qui la caractérise, ni ce rêve de monarchie universelle qu'elle a repris à son tour, ni cette utopie de l'unité par le pouvoir politique qu'elle célèbre et préconise. Tout cela est parti d'ailleurs et de bien des points divers. Tous les peuples ont été coupables tour à tour de ces chimères impies qui ont engendré des réalités sanglantes, et est-il bien sûr que l'Europe en soit guérie ? Il ne manque pas de gens d'une orthodoxie trop ardente qui sont tout prêts à regretter l'insuccès de Philippe II, ou de gens d'un patriotisme trop opiniâtre qui sont tout disposés à regretter l'insuccès de Louis XIV. On pourrait trouver des prôneurs d'autorité à tout prix

faisant profession de croire, en leur âme et conscience, à l'infaillibilité des gouvernemens et des mécanismes politiques; les plus intelligens sont encore ceux qui croient à l'infaillibilité de la force, contre laquelle en effet il n'y a pas à résister. A leur tour, les philosophes cosmopolites vous répondront que le but de l'humanité est d'arriver à n'avoir qu'un seul costume pour tous les peuples, qu'une seule langue pour exprimer partout les mêmes sottises; puis les révolutionnaires avoueront que le monde ne sera sauvé que lorsqu'il aura passé tout entier sous les fourches caudines de leurs principes. Nous ne sommes donc pas si loin de croire, nous aussi, à la monarchie universelle. Si nous voulons résister efficacement à la Russie, ne croyons point aux mêmes principes qu'elle, car qu'importeraient les succès de la guerre, si son esprit devait triompher, et ses défaites matérielles, si la victoire morale devait en fin de compte lui rester?

Il faut donc résister à la Russie par les armes; mais, chose plus importante, il faut lui résister par les principes sur lesquels les sociétés se sont toujours appuyées jusqu'à une date très récente (la fin du dernier siècle, si l'on veut), et que les despotes les plus absolus ont toujours implicitement reconnus et n'ont jamais osé trop ouvertement violer. L'esprit russe, c'est la haine de l'individu et son absorption dans l'état au profit du pouvoir despotique. Ce système politique, qui est tout simplement une impiété, est nécessaire aujourd'hui à l'établissement de la monarchie universelle. C'est une justice à rendre à l'Allemagne, à l'Espagne et à la France, à Charles-Quint, à Philippe II et à Louis XIV, qu'ils n'ont jamais, pour arriver à leur but, fait appel aux passions démocratiques. La nature élevée de leur pouvoir, dont l'origine se perdait dans la nuit du moyen âge, l'organisation aristocratique de la société, le génie humain, qui, dans les siècles où ils vécurent, arriva à sa plus grande fécondité, s'opposaient également à cette introduction dans les affaires humaines d'une force aveugle, brutale et muette. Mais la Russie n'a pas dédaigné de faire parfois appel à ces passions, et, en y faisant appel, elle agit conformément à ses principes. Là où l'individu n'a aucune part au gouvernement et où son influence est nulle, le despotisme sera facile; car, ainsi que nous l'avons dit, les masses populaires ne lui résisteront pas, et même elles l'appelleront de tous leurs vœux. N'ayant plus auprès d'elles aucune protection locale, elles se retourneront naturellement vers le pouvoir central et feront entendre le cri des paysans russes : « Ah! si Dieu n'était pas si haut et l'empereur si loin! » Qu'un tel système puisse être appliqué dans des pays où l'aristocratie n'a jamais existé, ou bien dans des pays où l'influence aristocratique a été funeste et où l'individu a mal usé de son pouvoir, c'est là un fait malheureusement incontestable; mais ce fait ne prouve

rien, grâce à Dieu, contre un principe qui est absolument nécessaire aux états, soit qu'on veuille une société sensée et pratique, bien gouvernée et moralement conduite, soit qu'on rêve une société idéale et abstraitement ordonnée.

Le pouvoir de l'individu a toujours existé dans les sociétés humaines : on l'a quelquefois contesté, quelquefois combattu; jamais on ne l'a nié avant notre époque. Il est vrai de dire en revanche que l'individu réclamait sa part de légitime influence avec un acharnement et un courage qui devaient lasser les plus terribles despotes. Il s'avançait humblement, timidement; il réclamait, pétitionnait, suppliait, s'agenouillait, et lorsque tous ces moyens respectueux étaient épuisés en vain, lorsqu'il ne lui restait plus de ressources, il prenait bravement son parti et se redressait de toute sa hauteur. L'histoire du moyen âge et celle du XVIe siècle, époque où l'influence individuelle a été souvent combattue, sont pleines de ces revendications, humbles d'abord, hautaines et courageuses ensuite, des droits de la conscience humaine. Au XVIIe siècle, sous le monarque le plus fier qui se soit assis sur un trône, cette influence n'a jamais été contestée, et on peut dire qu'à cette époque chacun des hommes dont le nom est resté célèbre a obtenu la part de respect et de pouvoir qui lui était due. Ce n'est qu'à notre époque que l'individu a perdu ses droits. Que l'Europe moderne retourne aux principes qui ont toujours fait sa force, c'est pour elle le plus sûr moyen d'échapper à l'influence russe, car une civilisation ne vaut la peine d'être sauvée que lorsqu'elle diffère sur tous les points importans de la civilisation ennemie qui cherche à l'anéantir. Et ce qui compose précisément la civilisation traditionnelle de l'Europe, c'est que l'équilibre n'a jamais été rompu entre cette action *continue,* permanente de l'autorité établie, et l'action exceptionnelle, temporaire, *discontinue* de la liberté humaine et de l'influence individuelle.

Je voudrais résumer en deux lignes la pensée de cette esquisse, et je dirai donc : L'ambition de la monarchie universelle a toujours causé la mort des peuples, et elle ne l'a causée que parce qu'elle s'est brisée contre des obstacles impossibles à franchir; mais si l'on suppose que les dispositions morales des peuples menacés soient exactement les mêmes que celles du peuple qui menace, cette ambition, qui jusqu'à présent n'a été qu'une chimère, pourrait devenir réalisable. Cette ambition existe maintenant en Russie, et, si nous voulons la vaincre, non-seulement matériellement, mais en principe et en esprit, de manière à ce qu'il n'en reste plus trace, purifions-nous, dépouillons-nous de tout ce qui peut lui donner prise et action, non-seulement sur nos corps, mais sur nos âmes.

ÉMILE MONTÉGUT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 juin 1854.

L'Europe marche-t-elle en ce moment vers une pacification prochaine? La question d'Orient entre-t-elle plus simplement dans une phase nouvelle après avoir subi déjà tant de transformations et s'être montrée sous tant d'aspects divers? La Russie, en présence de l'Europe prête à combattre, se résout-elle tardivement aux concessions que réclament les plus légitimes intérêts de l'Occident, ou bien le rappel de ses troupes du Danube et des principautés n'est-il encore qu'une évolution politique ou stratégique masquant d'autres desseins? Voilà la question qui est venue se poser subitement ces derniers jours et éveiller toutes les conjectures, tous les commentaires. Le fait caractéristique du moment où nous sommes en effet, c'est le mouvement de retraite de la Russie. Annoncé, démenti, discuté partout et à tous les points de vue, ce mouvement est aujourd'hui avéré, et devient un des élémens de la situation actuelle; il la domine à vrai dire. Or il n'est point inutile peut-être d'observer en quelles conditions cet événement trouve les différentes puissances engagées dans la guerre ou à la veille de s'y engager, la Russie elle-même vis-à-vis de la Turquie, et toutes les questions nées des complications présentes.

D'abord, dans une affaire ainsi remise au sort de la guerre, n'est-il point juste de signaler l'honneur que s'est fait jusqu'au dernier moment, surtout au dernier moment, cette armée turque qui se bat avec intrépidité depuis sept mois pour l'indépendance de son pays sans doute, mais aussi dans l'intérêt de l'Europe, puisque l'Europe a placé une des bases de la sécurité du continent dans l'intégrité de l'empire ottoman? Qu'on se souvienne des craintes qu'excitait la simple pensée d'une rencontre entre les deux armées mises en présence! On s'exagérait même la supériorité et le prestige des forces du tsar; on ne doutait pas de leurs succès. Les deux armées se sont rencontrées pourtant, et non-seulement les Turcs ont eu de leur côté l'avantage moral du droit, ils ont eu de plus l'avantage matériel. Depuis le passage du Danube et l'occupation de la Dobrutscha par l'armée russe, toutes ses opérations

se sont bornées au siége mis devant Silistria, et là encore elle n'a pas été plus heureuse qu'à Oltenitza, à Citaté, à Kalafat; elle l'a été beaucoup moins même : toutes ses attaques ont été victorieusement repoussées, tous ses travaux de siége ont été détruits. Le commandant turc de Silistria, Mussa-Pacha, a été tué, il est vrai, mais les pertes de l'armée russe ont été autrement nombreuses; le maréchal Paskevitch lui-même a été atteint et s'est retiré à Iassy; le général Schilder, commandant des travaux du génie, vient de mourir à la suite d'une amputation nécessitée par une blessure. Le général Luders et le prince Gortchakof ont été également blessés et mis hors de combat. Les officiers les plus distingués et les plus braves ont payé avec honneur de leur sang l'erreur de la politique de leur maître. Le dernier assaut livré à Silistria date à peine de quelques jours; il n'a pas eu plus de succès que les précédentes attaques. Et qu'on le remarque, c'est par elle-même, sans nul secours, que l'armée ottomane a soutenu ces luttes, où les forces russes se sont épuisées, où sont tombés les meilleurs généraux du tsar. Tel était donc l'état de la guerre sur ce point.

La France et l'Angleterre marchaient de leur côté. Les deux puissances occidentales n'en sont plus depuis longtemps aux protocoles; elles sont engagées dans l'action, et si elles n'ont pu encore accomplir rien de décisif, elles sont du moins sur le terrain de la guerre : elles occupent la Mer-Noire et la Baltique par leurs flottes, et bloquent les ports russes; leurs forces de terre sont en mouvement en Turquie. Au nord, l'escadre française vient de rallier la flotte anglaise dans la Baltique, et l'amiral Napier peut disposer aujourd'hui de plus de cinquante bâtimens de guerre. En Orient, une portion considérable des armées alliées est déjà rassemblée à Varna, où elle se trouve à peu de distance de Schumla, quartier-général turc, de Silistria et du Danube. La Russie et les puissances occidentales se rapprochaient, on le voit, et il n'est point impossible certainement que la présence des troupes anglo-françaises à Varna ne soit aussi venue en aide aux assiégés de Silistria, et n'ait exercé quelque influence sur le mouvement de retraite de l'armée russe. Toujours est-il que dès ce moment l'Angleterre et la France sont en mesure de jeter dans la balance le poids de leur épée, et d'agir d'une manière prompte et décisive. Si elles ne trouvent pas la Russie sur le Danube, elles la trouveront sans doute ailleurs; les flottes combinées de la Mer-Noire peuvent favoriser tous les mouvemens de leurs armées.

Tandis que l'Angleterre et la France arrivaient ainsi sur le théâtre de la guerre, où en étaient cependant les puissances allemandes? Leur politique se dégageait de ses incertitudes et se dessinait chaque jour davantage. On n'a point oublié les divers actes intervenus entre l'Autriche et la Prusse pour régler leur action. On sait aussi les difficultés momentanées soulevées en Allemagne par les états secondaires réunis à Bamberg. La conférence de Bamberg émettait plusieurs prétentions étranges comme condition de son acquiescement à la convention austro-prussienne du 20 avril; mais la plus singulière, à coup sûr, était que la sommation adressée à la Russie pour l'évacuation des principautés eût pour pendant une sommation semblable adressée aux autres puissances belligérantes, et réclamant également leur retraite du théâtre de la guerre. Ces embarras intérieurs n'ont pas tardé à se dissiper devant la fermeté de l'Autriche et de la Prusse. C'est le 2 juin que

partait pour Saint-Pétersbourg la note du cabinet de Vienne, invitant le tsar à évacuer les principautés. Cette note a dû être appuyée par le cabinet de Berlin, et les deux souverains allemands, à la suite de l'entrevue de Tetschen, ont ajouté, dit-on, à cet acte officiel de leur diplomatie une démarche personnelle auprès de l'empereur Nicolas. L'Autriche ne s'arrêtait pas là; elle signait le 14 juin avec le divan une convention spéciale qui l'autorise éventuellement à entrer dans les provinces moldo-valaques. L'Autriche s'engage à poursuivre, fût-ce par la force, l'évacuation des principautés dans le cas d'un refus du tsar d'obtempérer à la sommation qui lui a été adressée. Du reste la base essentielle du traité est celle de l'intégrité de l'empire ottoman, qui a été consacrée par toutes les délibérations de la conférence de Vienne. L'Autriche réunissait en même temps ses forces dans la Transylvanie. La convention du 14 juin signée avec la Turquie, l'armée autrichienne mise en position d'agir, il ne restait plus qu'à attendre la réponse de Saint-Pétersbourg à la note du 2 juin. C'est dans ces conditions que survient l'évolution nouvelle de la politique du tsar. Le siége de Silistria est levé, les positions sur le Danube sont abandonnées, l'armée russe se replie de toutes parts vers la Moldavie, pour se retirer, assure-t-on, derrière le Pruth. Ainsi la situation semblerait se simplifier et se compliquer à la fois. Elle se simplifierait, parce qu'une des conditions de la paix se trouverait remplie; elle se compliquerait en remettant en question peut-être la politique de l'Allemagne, selon le sens réel de cette subite évacuation des principautés.

Quel est le caractère de ce mouvement de retraite de la Russie? Toute la question est là aujourd'hui. Le rappel de l'armée russe serait-il un acte suprême de déférence envers l'Autriche? Cache-t-il d'autres desseins au contraire? Est-ce une combinaison stratégique destinée à faire face par une puissante défensive à tous les périls à la fois? Il est certain que l'empereur Nicolas, ne fût-il mû que par la pensée de continuer la guerre, n'agirait point autrement, puisqu'il serait insensé à lui d'exposer son armée à être cernée par toutes les forces coalisées des puissances intervenantes. Par elle-même, l'évacuation des principautés n'est donc point absolument un signe de paix. Ce n'est point sans raison que nous résumions les élémens principaux de la situation actuelle en montrant l'Angleterre et la France présentes sur le terrain de la guerre, l'Autriche disposant son armée et décidée à faire prévaloir sa dernière sommation, la Turquie soutenant victorieusement la lutte, et la Russie s'obstinant vainement jusqu'ici dans un siége où elle ne réussit qu'à faire périr ses soldats, à perdre ses meilleurs officiers. La première impression qui en résulte, c'est qu'en se rendant à la nécessité de la paix dans de telles conditions, le gouvernement russe se résignerait sans coup férir à la plus grande défaite morale que puisse essuyer un état de premier ordre. Ce qu'il aurait pu faire il y a un an avec honneur, sans rien perdre de sa position dans le monde, le tsar le ferait aujourd'hui avec ses armes humiliées, sous le coup d'une sommation impérative de l'Europe! C'est là, il faut le dire, ce qui laisse quelque mystère sur le récent mouvement de l'armée russe, surtout quand on se souvient que le jour même où l'Autriche suppliait l'an dernier le cabinet de Saint-Pétersbourg de ne point envahir les principautés, l'empereur Nicolas donnait l'ordre à ses soldats de passer le Pruth. Si la retraite actuelle n'est qu'une opération straté-

gique de nature à garantir l'armée russe et à assurer l'efficacité de son action ultérieure, cela ne changerait pas essentiellement, il nous semble, les conditions des divers états qui ont pris un rôle dans cette triste affaire. La question qui a mis les armes dans les mains de l'Europe n'en resterait pas moins entière, de quelque côté du Pruth que fussent les troupes moscovites. Si, acceptant la force des choses, le cabinet de Saint-Pétersbourg, dans sa réponse à la note de Vienne du 2 juin, donnait à l'évacuation des principautés le sens d'un acte de considération envers les puissances allemandes, alors il est évident que la situation serait modifiée. Le premier résultat serait de poser la question de la paix. Quelque importance qu'eût un tel fait cependant, est-il vrai qu'il s'ensuivît un changement aussi profond qu'on le pense dans les rapports réciproques des quatre gouvernemens qui ont pris part aux travaux de la conférence de Vienne?

Le système de conduite de ces gouvernemens n'a point été le même, il est vrai, dans la pratique; la mesure de leur action a varié. L'Angleterre et la France sont en état flagrant d'hostilité avec la Russie, l'Autriche et la Prusse sont sur le bord seulement et ont réservé l'indépendance de leur politique; mais au fond, qu'il s'agisse de la paix ou de la guerre dans la question présente, les mêmes intérêts ne lient-ils pas les quatre puissances à un point de vue général? La communauté de leurs vues et de leurs pensées n'a-t-elle point trouvé son expression dans les actes itératifs de la conférence de Vienne? L'Autriche et la Prusse ne se sont-elles point associées à la politique de l'Angleterre et de la France jusqu'à la déclaration de guerre inclusivement, et n'ont-elles point reconnu la nécessité pour l'Europe de poursuivre une pacification qui assurât l'indépendance de l'Orient? Ce qui a pu inspirer quelques doutes, c'est un passage de la communication adressée par les cabinets de Vienne et de Berlin à leurs représentans près la diète de Francfort, passage où il est dit que l'intégrité territoriale actuelle de l'Europe, c'est-à-dire celle de la Russie comme celle de la Turquie, doit être maintenue : d'où on conclut que l'Autriche et la Prusse nourrissent encore la pensée de rétablir l'état des choses avant la guerre. La question n'est pas là; elle est dans les rapports qui devront exister désormais entre la Russie et la Turquie, dans le règlement de l'état de l'Orient, dans les conditions d'une paix protectrice et forte, de nature à garantir le continent contre une prépondérance qui l'a conduit à la crise où nous sommes. C'est là ce qui a jeté l'Europe dans la terrible extrémité du conflit actuel. Il est si peu dans la politique de l'Autriche de se borner au rétablissement de la situation antérieure, qu'indubitablement elle a songé à faire cesser le protectorat russe sur les principautés; elle a mis au nombre des conditions de la paix la liberté des bouches du Danube, la liberté de la Mer-Noire. C'est là un intérêt universel, on peut le dire, mais aussi avant tout autrichien. S'il y a d'autres intérêts à satisfaire, surtout en présence d'une guerre commencée et qui a eu déjà ses résultats, l'Autriche évidemment ne songe point à méconnaître leur puissance. La plus étrange de toutes les guerres serait celle où il n'y aurait aucun risque pour celui qui l'aurait provoquée, et la plus étrange de toutes les pacifications serait celle qui laisserait subsister des causes permanentes de crises nouvelles. Il y a une double pensée, dans tous les cas, qui doit rester la règle de toutes les puissances : celle de ne poursuivre aucun avantage trop exclusivement personnel et celle d'arri-

ver à une paix solide, environnée de toutes les garanties. Les récens mouvemens de la Russie eussent-ils le sens qu'on leur prête au surplus, l'Autriche pourrait peut-être se demander encore si ce ne serait pas simplement un moyen de la désarmer pour le moment, d'embarrasser l'Allemagne en lui jetant sur les bras cette terrible difficulté de la paix dans les circonstances actuelles, et de parvenir à dissoudre cette imposante coalition formée en Europe au nom du droit et de la sécurité universelle. L'Autriche est trop engagée désormais pour séparer sa cause de celle de l'Angleterre et de la France, et elle ne dissimule nullement, assure-t-on, sa résolution sur ce point.

Toutes ces questions, toutes ces éventualités à peine aperçues, étaient récemment l'objet d'une discussion des plus animées dans le parlement anglais sur une interpellation de lord Lyndhurst, qui se faisait l'organe de certaines craintes relativement à la politique de l'Allemagne. Lord Lyndhurst le disait avec raison : « Si vous voulez rétablir le *statu quo*, qui vous répondra de l'union des quatre puissances pour qu'il ne dégénère pas de nouveau en péril? » Seulement cette crainte n'était point justifiée sans doute à l'égard de l'Autriche. Un des incidens les plus remarquables de cette discussion, c'est que le ministre des affaires étragères, lord Clarendon, était beaucoup plus explicite sur la nature de la pacification à poursuivre que lord Aberdeen, si bien que le chef du ministère anglais s'est cru obligé, ces jours derniers, de saisir le prétexte du dépôt d'une dépêche écrite autrefois par lui au sujet du traité d'Andrinople pour amender ou interpréter son premier discours. Le traité d'Andrinople est sorti fort meurtri du débat; il est à croire que l'homogénéité du cabinet de Londres aura profité de l'immolation. N'est-ce point là un signe nouveau de cette double tendance qui s'est si souvent montrée dans le ministère anglais, et qui eût menacé son existence dans d'autres conditions? Quoi qu'il en soit, il y a souvent un moment dans les grandes affaires où une certaine confusion se produit tout à coup. Il suffit, pour rester dans le vrai, pour se diriger sûrement, de revenir aux élémens mêmes de la situation. Or quelle est aujourd'hui cette situation au point où en est venue la crise orientale? Pendant un an, l'Europe a multiplié les efforts pour le maintien de la paix, ne demandant à la Russie aucun sacrifice, aucune abdication; elle n'a rien obtenu, elle a été réduite à placer sa sécurité, ses plus essentiels intérêts sous la sauvegarde de ses armes; elle a engagé ses soldats, grevé ses finances, exposé son industrie aux inévitables perturbations de la guerre. Toute la question est maintenant de savoir si une puissance quelconque peut mettre une moitié de l'Europe en armes sans qu'il sorte de là une paix nouvelle qui soit un frein et une garantie. Ce n'est pas seulement l'affaire de l'Angleterre et de la France, c'est aussi bien l'affaire de l'Autriche et de la Prusse et de tout le continent.

Certes, s'il est une puissance désintéressée à un point de vue restreint, purement national, c'est la France. La France n'a point le même intérêt que l'Autriche, elle n'a point le même intérêt que l'Angleterre; elle n'a rien à gagner pour elle-même à une diminution d'influence de la Russie sur le Danube, non plus qu'à l'affaiblissement de la marine moscovite. Son but est la préservation du droit de l'Europe, de la civilisation de l'Occident; son mobile est dans cet instinct qui la pousse à embrasser et à soutenir les grandes causes, bien qu'il ne puisse être toujours vrai sans doute qu'elle

tienne absolument à payer sa gloire. La fortune a voulu que cette lutte lui échût dans des conditions intérieures entièrement renouvelées. Voici plus de deux ans déjà que s'est accompli ce changement dans l'état intérieur de la France. Il serait hors de propos, on le conçoit, d'en examiner tous les caractères, tous les résultats. On peut voir quelques-uns de ces résultats dans un rapport récent adressé à l'empereur par le ministre de l'intérieur, sorte de testament de M. de Persigny au moment de se retirer du ministère qu'il occupait depuis le 23 janvier 1852. M. de Persigny en effet vient de quitter le pouvoir, et il a quitté Paris en même temps que le pouvoir : c'est là le principal incident de ces derniers jours. L'ancien ministre est remplacé par le président du corps législatif, M. Billault. Ce n'est point évidemment, ainsi que le dit le ministre nouveau, un revirement politique. Quel est cependant le régime où les changemens ne s'expliquent pas par un motif, où les influences ne trouvent pas à s'exercer? Toujours est-il que M. de Persigny n'est plus ministre aujourd'hui. Il ne se donne point lui-même, selon ses expressions, comme un administrateur expérimenté; il se donne comme un homme dévoué à l'empereur et à sa pensée depuis de longues années. C'est à titre d'homme de confiance, selon ses paroles encore, qu'il était placé en 1852 au poste principal de l'administration intérieure, pour communiquer à tous les fonctionnaires le sentiment de la force de la cause qui avait triomphé le 2 décembre, et la foi dans son avenir. Le rapport que publiait M. de Persigny à la veille de sa retraite est le résumé de ce travail de deux années. État de la presse, élections, réformes accomplies dans l'organisation administrative de la France, situation financière des communes, cités ouvrières, services télégraphiques, le rapport passe en revue tous ces élémens, toutes ces questions, qui sont du ressort de l'administration intérieure, et, comme de raison, le ministre du 23 janvier 1852 n'a à constater que des résultats pleinement satisfaisans.

C'est au sujet de la presse particulièrement que M. de Persigny constate les meilleurs résultats du décret organique auquel elle est soumise. Comme il le dit, il n'y a plus de procès de presse, le régime disciplinaire suffit, en quoi il faut être de l'avis du rapport. Du reste le ministre se plaît à reconnaître la modération de la presse, la dignité du langage des écrivains, les sentimens patriotiques exprimés dans les circonstances actuelles. On pourrait ajouter qu'en toute autre situation l'appui prêté par la presse au gouvernement à l'occasion des affaires extérieures n'eût point été peut-être moins efficace. Dans la partie plus indépendante de la politique, on le sait, l'administration publique a été l'objet, depuis quelques années, de nombreux remaniemens que constate le rapport de M. de Persigny. C'est ainsi qu'a été réalisée la décentralisation administrative, qui au fond n'est qu'une extension des attributions des préfets. Une des réformes les plus utiles, relativement aux fonctionnaires administratifs, est celle qui permet au gouvernement d'élever ces fonctionnaires à un rang supérieur dans la hiérarchie sans les déplacer, en rendant en un mot l'avancement indépendant de la résidence. Pourquoi en effet l'administrateur habile qui s'est distingué par son zèle ne recevrait-il pas le prix de ses services là justement où il s'est rendu utile, et où sa connaissance de tous les intérêts locaux peut assurer son influence, l'efficacité de son action? Il n'est point certain qu'il y ait le même avantage dans une réforme récente qui a créé pour les fonctionnaires civils ce qu'on nomme un

cadre de disponibilité. La mesure peut être protectrice pour les hommes; pour l'état, pour le gouvernement, elle crée cette tentation toujours périlleuse de mettre en disponibilité un fonctionnaire qu'on n'aurait aucune raison de révoquer. Les changemens de direction, des circonstances exceptionnelles, le besoin d'avoir une place vacante, peuvent accroître singulièrement, ce nous semble, les cadres de la non-activité. Ce n'est point au début, c'est à la longue que ce danger se manifeste. Si l'on veut un exemple, on n'a qu'à observer l'Espagne, où ce système est appliqué sur une vaste échelle, il est vrai, et où ce qu'on nomme les classes passives, c'est-à-dire en grande partie les fonctionnaires disponibles, sont une des plus lourdes charges du budget de l'état. C'est là un objet digne de l'attention du nouveau ministre, M. Billault. Les changemens de ministère ne sont point toujours sans doute un revirement politique, ils ne l'ont même jamais été autant qu'on l'a dit, autant que l'eussent voulu les oppositions surtout; mais sous tous les régimes les mêmes principes peuvent recevoir une application plus ou moins intelligente, plus ou moins large, selon les hommes chargés de les interpréter. M. Billault a trop l'expérience de notre histoire politique pour ne point comprendre la diversité et la complexité des intérêts qui vivent toujours dans un pays comme la France.

Lorsque le cours singulier des choses a voulu que notre histoire d'il y a cinquante ans recommençât en quelque sorte, passant par les mêmes phases pour aboutir aux mêmes résultats, il s'est trouvé que parmi les hommes qui avaient eu leur part dans cette première histoire beaucoup avaient déjà disparu, les autres étaient en train de disparaître. Par une de ces coïncidences étranges, c'est vers le 2 décembre 1851 que mourait le maréchal Soult. L'heure semblait venue pour toutes ces révélations, pour tous ces témoignages directs qui, en éclairant les événemens passés, tirent des événemens plus récens eux-mêmes une force nouvelle. De là l'intérêt particulier de ces publications diverses qui se succèdent. Ce sont aujourd'hui les *Mémoires du maréchal Soult*, c'était hier la *Correspondance du roi Joseph*, arrivée maintenant à sa fin; c'est encore l'*Histoire de la Campagne de* 1800, écrite par M. le duc de Valmy avec les papiers recueillis dans la succession de son père, le général Kellermann. Tous ces ouvrages d'un caractère différent, politique ou militaire, racontent et remettent sous les yeux toute une époque; ils reproduisent la physionomie vivante des choses, expliquent les faits, comblent les lacunes des récits officiels, et marquent les jalons à travers toutes ces périodes républicaines et impériales. Avant d'être maréchal de l'empire en effet, le duc de Dalmatie n'était-il pas le soldat de royal-infanterie de 1791, l'officier de l'armée du Rhin, le général de l'armée de la Moselle et de l'armée d'Italie? C'est de ces premiers temps d'abord que parlent les *Mémoires* du maréchal Soult.

On a voulu bien des fois, avec raison, dissiper ces confusions à l'aide desquelles les sophistes ont essayé de jeter le lustre de la gloire sur les forfaits gigantesques de 1793, en faisant, pour ainsi dire, de l'énergie révolutionnaire du comité de salut public le ressort des victoires de nos armées. Le maréchal Soult, sans y songer peut-être, révèle dans ses *Mémoires* ce qui en est sur ce point. Au milieu des opérations les plus vigoureuses et les plus intelligentes, le comité de salut public brise l'épée victorieuse de Hoche.

Comment en 1794 la victoire de Fleurus devient-elle possible? C'est parce que Jourdan, au risque de sa tête, refuse obstinément de scinder son armée. S'il eût obéi à un ordre de Saint-Just, la victoire eût été sans doute une défaite. Voilà comment tous ces grands politiques révolutionnaires aidaient nos soldats à vaincre. La vérité est au contraire que les chefs de nos armées n'avaient pas seulement à marcher sur l'ennemi, ils avaient à se débattre contre la présomptueuse ignorance de quelques tribuns qui croyaient avoir tout fait quand ils avaient appuyé d'une menace de mort des ordres souvent contradictoires. C'est en tournant le dos aux factions, c'est en faisant de leurs camps le refuge du patriotisme français que nos armées ont trouvé le courage de la victoire. Les *Mémoires* du maréchal Soult n'offrent pas moins d'intérêt, quelque peu personnels qu'ils soient, quand ils arrivent à des temps moins sombres, à la seconde guerre d'Italie, à la défense de Gênes, et nul n'avait plus de titres pour raconter cet héroïque fait d'armes que l'intrépide lieutenant de Masséna à l'armée de Ligurie; mais ici les *Mémoires* du maréchal Soult se mêlent au récit de M. le duc de Valmy sur la campagne de Marengo, ils rejoignent la *Correspondance du roi Joseph*, avec laquelle ils auront sans doute à se retrouver sur un autre terrain, en Espagne par exemple. Le mérite de ces divers ouvrages, c'est de montrer dans l'époque consulaire et impériale l'origine éclatante, le début magnifique, avant la décadence que les lettres du frère de l'empereur viennent peindre en même temps aujourd'hui dans ce qu'elle a de plus tragique. Ainsi apparaissent à la fois les deux faces opposées de ce règne gigantesque.

Il n'est point de contraste plus saisissant, quand on se laisse aller à l'intérêt de cette *Correspondance* du roi Joseph, et quand on en ressaisit l'ensemble. Voyez à l'origine : la jeunesse semble jeter un lustre immortel sur ces commencemens d'une grande fortune. Tout est bonheur, tout réussit. Cette bataille même de Marengo, sur laquelle le récit de M. de Valmy jette des lumières nouvelles, qu'est-elle? A part la puissante conception du plan de campagne, la bataille elle-même n'est d'abord rien moins qu'un triomphe. Il faut qu'un des lieutenans de Bonaparte arrive à propos, et Desaix arrive pour rétablir le combat. Il faut un coup d'audace pour ressaisir la victoire, et Kellermann, agissant de lui-même, se précipite sur une colonne autrichienne qu'il coupe et qu'il disperse. Dès lors commence à se développer cette pensée immense de domination universelle qui pendant longtemps ne connaît point d'obstacle. Les armées impériales jusqu'en 1810 se répandent sur l'Europe, et vont de Dantzik à Séville. Tournez maintenant la feuille et arrivez aux derniers volumes de la *Correspondance* de Joseph : le mouvement de retraite a commencé; ces armées conquérantes se replient l'une après l'autre — du nord et du midi. Napoléon a certes toujours des lieutenans fidèles, mais il en est souvent à les gourmander et à réveiller leur activité. Dans les victoires même, il y a quelque chose de sombre, au lieu de cet éclat merveilleux de Marengo. Il n'y a pas moins de génie, il y a de moins la jeunesse, le bonheur, et il y a de plus l'impossible, qui est venu rendre inutiles tous ces prodiges. En 1809 et 1810, Napoléon dit : « Mes armées atteindront jusqu'aux colonnes d'Hercule, mon pouvoir ne trouvera point de limites en Espagne! » Il agite dans sa pensée le démembrement de la Péninsule. En 1813 et 1814, il écrit à son frère : « Vous n'êtes plus roi d'Espagne. Je ne veux pas l'Espagne

pour moi, ni n'en veux disposer. Je ne veux plus me mêler des affaires de ce pays que pour y vivre en paix et rendre mon armée disponible. » Cet homme qui est entré en victorieux dans toutes les capitales de l'Europe, on le voit, quelques années après, donnant précipitamment des ordres pour couvrir sa frontière, et réduit à se défendre sur le territoire même de la France envahie, comme un lion assailli et cerné de toutes parts.

Tel est le tableau dramatique des faits, éclairé par une multitude de détails saisissans. Et ici encore, dans cette dernière campagne de 1814, recommence ce drame intime, personnel, dont la correspondance entre l'empereur et son frère offre tant de traces. Seulement, sur ce nouveau terrain, ce n'est plus à Joseph désormais qu'appartient un certain avantage moral, comme lorsqu'il donnait des conseils de modération à l'empereur dans l'enivrement de sa puissance. Joseph en parle à son aise, quand, au milieu des héroïques extrémités de la campagne de France, il presse son frère, qui se prodigue sur les champs de bataille, de renoncer « à un caractère factice, à de grands efforts journaliers, » de faire succéder « le grand roi à l'homme extraordinaire, » quand il demande à Napoléon de faire la paix à tout prix. L'empereur lui répond à peu près : — Je n'ai que faire de vos sermons, je n'ai pas besoin d'être prêché, si la paix était possible. — Joseph semblait croire que le règne de Napoléon et de sa maison était compatible avec toutes les conditions de paix, et c'était là l'illusion. Que faut-il conclure de ces oppositions de caractères? C'est que Napoléon était une de ces natures extraordinaires destinées à tenter l'impossible, faites pour être à la hauteur de toutes les adversités, mais qui ne peuvent en aucun cas se plier à des conditions vulgaires. Joseph était au contraire une nature honnête, incapable de céder à l'enivrement de la puissance, et peu faite aussi pour se mesurer avec ces extrémités de la fortune contre lesquelles se débattait son frère. Tel il se révèle dans ses lettres.

Ce n'est pas seulement sous ce rapport historique que la *Correspondance du roi Joseph*, continuée jusqu'en 1840, offre un intérêt réel; on peut y voir en quelque sorte le moment où à la politique de Napoléon vient s'ajouter une interprétation toute démocratique. Joseph était de bonne foi sans doute quand il faisait sortir le libéralisme du système de son frère; Napoléon lui-même a pu se faire des illusions rétrospectives. C'est un point de vue cependant qu'il ne faudrait point exagérer, sous peine d'ajouter ses propres idées aux idées de l'empereur. Le système de Napoléon, il ressort de ses actes, de ses pratiques de gouvernement, de ses paroles même. Encore aux derniers momens de son règne, au milieu des effrayantes complications de 1814, qu'écrivait l'empereur à son frère au sujet de quelque tendance à rehausser la garde nationale de Paris? « La garde nationale de Paris fait partie du peuple de France, et tant que je vivrai, je serai le maître partout en France. Votre caractère et le mien sont opposés. Vous aimez à cajoler les gens et à obéir à leurs idées, moi j'aime qu'on me plaise et qu'on obéisse aux miennes. Aujourd'hui comme à Austerlitz, je suis le maître... Je suppose qu'on fait une différence du temps de Lafayette, où le peuple était souverain, avec celui-ci, où c'est moi qui le suis. » — La démocratie ! soit, pourrait-on dire en interprétant le système de Napoléon, mais à la condition qu'elle parle et qu'elle agisse par l'empereur, ce qui n'est peut-être pas aussi entièrement libéral que le pensait Joseph. Au fond, on peut croire que l'empereur, dans l'intimité de

son âme, songeait peu à ce rôle d'un prince libéral, même pour l'avenir; il était trop naturellement dominateur, trop conquérant, c'est sa grandeur et sa faiblesse. Faiblessse ou grandeur, c'est à ce titre qu'il est entré dans l'histoire, laissant après lui non un système à suivre, mais des exemples à méditer.

N'en est-il point ainsi de tous ces hommes extraordinaires qui ont vu le jour en des siècles différens et qui ont été tourmentés de cette idée de domination, de monarchie universelle? Tous y ont échoué, Napoléon de notre temps comme au XVIe siècle Charles-Quint, qui est en ce moment même l'objet d'une des plus remarquables études historiques de M. Mignet. Chose étrange, qui montre combien la lumière est lente à se faire sur certaines époques et sur certains hommes! ce n'est que depuis peu qu'on est parvenu à éclaircir complétement un des plus curieux épisodes de la vie de Charles-Quint, sa retraite dans le monastère de Yuste. De nouveaux et précieux documens publiés déjà ou encore inédits ont pu être interrogés. De ce nombre est un manuscrit de D. Tomas Gonzalez, qui est passé des archives de Simancas dans nos archives. Une autre relation manuscrite d'un moine hiéronymite a été découverte il y a quelques années seulement. M. Gachard, achiviste général de Belgique, publiait récemment une collection de dépêches de Charles-Quint et de pièces relatives à sa retraite et à sa mort au monastère de Yuste. Des correspondances du même prince ont été mises au jour à Leipzig, à Vienne, à Madrid. Ainsi de la poussière des documens se dégage la vérité sur cette grande figure du XVIe siècle, sur cet empereur qui nourrit l'ambition de la monarchie universelle pour aller mourir dans un cloître.

Portant dans ses veines le sang de quatre familles souveraines, celles d'Aragon, de Castille, d'Autriche et de Bourgogne, — roi héréditaire d'Espagne, empereur élu d'Allemagne, maître d'une portion de l'Italie et des Pays-Bas, ayant à lutter constamment contre la France ou à repousser les Turcs en Hongrie et presque toujours heureux dans ses entreprises, étendant sa domination jusqu'au Nouveau-Monde, qui venait d'être découvert, Charles-Quint pouvait certes passer pour le premier souverain de la chrétienté. C'est pourtant à ce moment que, dans la plénitude de la puissance, il se dépouillait successivement de toutes ses couronnes pour aller se retirer et mourir bientôt dans un petit monastère de l'Estramadure, à Yuste. C'est cette dernière période de la vie de Charles-Quint que raconte M. Mignet, non sans revenir naturellement sur les faits les plus saillans de cette grande existence. Le récit de M. Mignet, abondant et nourri, est instructif comme l'histoire, attachant comme toute étude qui sait reproduire toutes les particularités intimes d'une destinée exceptionnelle qui s'achève. L'auteur a réussi à tracer un portrait plein de force et de vie qui se détache sur le fond du XVIe siècle. Que faut-il conclure cependant de l'histoire de cet empereur qui allait mourir à Yuste? C'est que les grands hommes coûtent souvent cher à un pays. Charles-Quint est en réalité le premier auteur de la décadence de l'Espagne; il s'est servi de ce peuple héroïque comme d'un instrument pour l'accomplissement de ses desseins de domination. Le mouvement de la civilisation espagnole a été proprement faussé à cet instant. Charles-Quint a été l'inaugurateur de cette politique qui a fait dire ce mot singulier et juste : « La maison d'Autriche est une parenthèse dans l'histoire d'Espagne. » Seulement, si l'on nous permet de continuer la figure, la parenthèse a été un peu longue, et il

s'est trouvé au bout que l'Espagne avait perdu le fil de ses destinées. C'est là le résultat de la fausse impulsion donnée à un peuple par le génie lui-même. C'est la forte instruction de l'histoire que l'étude dégage, que la politique recueille, en présence de ces autres enseignemens de la vie contemporaine.

Au milieu du mouvement universel où s'agitent tant de questions, tant d'intérêts divers, voici deux pays voisins que leur situation même place à l'abri des grandes luttes actuelles, et dont la vie dans ses conditions normales n'en a pas moins ses épisodes. Ces deux pays sont la Belgique et la Hollande, qui viennent de passer en même temps, le même jour, par une épreuve électorale. C'est le 13 juin que les élections belges et hollandaises ont eu lieu. A Bruxelles comme à La Haye, le gouvernement s'est senti atteint par le résultat du scrutin, c'est-à-dire que dans son ensemble le vote n'a pas été absolument en rapport avec la situation actuelle des deux cabinets; mais si des deux côtés à ce point de vue le résultat a été le même, c'est par une raison inverse : à Bruxelles, c'est parce que le parti libéral a éprouvé un échec; à La Haye, c'est parce que les élections ont été trop favorables aux libéraux. L'animation excitée un moment par le travail électoral en Belgique n'a pas tardé à se dissiper; elle a disparu avec la cause qui l'avait provoquée. Au sortir de cette agitation passagère, qu'avait produit réellement le dernier scrutin? Le renouvellement partiel de la chambre des représentans entraînait la nomination de cinquante-quatre députés : quarante-quatre ont été réélus. A Bruxelles notamment, les animosités locales sont restées sans effet, et n'ont point empêché la réélection de M. Ch. de Brouckère et de quelques uns de ses collègues. Parmi les représentans qui ne rentrent point à la chambre, six appartenaient au parti libéral, quatre au parti catholique; parmi les députés nouveaux au contraire, chaque opinion en compte cinq. La différence est légère, on le voit, elle n'est que d'une voix, qui s'est déplacée au détriment du parti libéral et forme l'avantage des catholiques. Le ministère ne s'en est pas moins ému, plus encore sans doute à cause des tendances manifestées par le corps électoral qu'en raison du résultat réel. Il en a délibéré et il s'est mis à la disposition du roi. La suite de cette démarche a été ce qu'elle devait être : le ministère reste en fonctions, et l'époque ordinaire de la convocation des chambres ne sera point devancée. Il n'en pouvait être autrement. Le cabinet actuel de Bruxelles, en effet, bien qu'arrivé au pouvoir au nom de l'opinion libérale, exprimait cette opinion dans ce qu'elle avait de plus modéré, et avait pour mission de tempérer les irritations des partis par une politique de conciliation. Si c'était là sa raison d'être à son avénement, cette raison n'a point cessé d'exister en présence d'un résultat trop peu décisif, qui ne fait que neutraliser encore plus les opinions sans en changer l'équilibre essentiel.

A un certain point de vue cependant, le dernier scrutin n'est pas sans gravité, si l'on songe que depuis 1847 le parti libéral en Belgique avait constamment obtenu une majorité suffisante pour lui assurer la possession ininterrompue du pouvoir, et le fait est d'autant plus remarquable que l'exclusion a porté justement sur M. Ch. Rogier, le ministre de l'intérieur du dernier cabinet, l'un des hommes les plus éminens du libéralisme belge. M. Ch. Rogier a échoué à Anvers, où les électeurs de la ville lui sont restés fidèles, mais où il a eu contre lui la masse des électeurs des campagnes. M. Rogier expie

peut-être aujourd'hui les entraînemens d'une politique parfois trop exclusive, et ainsi interprété, le vote récent des électeurs belges ne ferait que venir à l'appui d'un système conciliant et mesuré. Il est seulement fâcheux qu'un des hommes les plus considérables de la Belgique se trouve momentanément exclu du parlement.

La Hollande se trouvait aussi le même jour, comme nous le disions, en travail d'élections, et ce mouvement électoral lui-même se produisait au lendemain de débats législatifs qui n'ont point été sans importance. Ici comme en Belgique, il s'agit de savoir quel parti prédominera. Sera-ce le parti libéral, que M. Thorbecke a déjà représenté au pouvoir? Sera-ce le parti anti-révolutionnaire ou protestant, dont l'un des chefs principaux est M. Groen van Prinsterer? Entre ces deux tendances tranchées et opposées, le cabinet actuel de La Haye exprime une sorte de juste-milieu. Ces différentes nuances se manifestent naturellement dans la discussion des questions que la seconde chambre des états-généraux a eu à résoudre avant d'être renouvelée par l'élection. L'une des plus graves de ces questions avait trait à l'assistance publique. C'est là un ordre de matières délicates qui a donné lieu déjà à bien des combinaisons et aux opinions les plus divergentes; mais en définitive toutes les divergences portent sur un seul point, qui est le principal, il est vrai : c'est le degré de surveillance de l'état sur les institutions de charité. Un premier projet, présenté par le ministère Thorbecke, avait soulevé la plus vive opposition de la part des communautés religieuses. Le cabinet actuel a cherché une sorte de terme moyen. Comme il arrive souvent, ce terme moyen a eu contre lui les opinions extrêmes dans les deux sens divers. Le parti anti-révolutionnaire reprochait au projet ministériel de n'être autre chose que l'immixtion organisée de l'état dans les œuvres de charité. Le parti libéral au contraire lui reprochait d'énerver le principe de la surveillance publique par des ménagemens inutiles. Ces deux opinions opposées étaient exprimées surtout par M. Groen van Prinsterer et M. Thorbecke. Une lutte des plus animées s'engageait sur l'article de la loi qui stipule la communication à l'état des règlemens organiques et administratifs des institutions de charité. Malgré tout cependant, la loi était votée par 37 voix contre 28, et elle vient récemment d'être adoptée également par la première chambre. La question de l'enseignement n'a pas soulevé des discussions moins vives.

Un incident d'une nature différente et assez singulier par lui-même est venu animer les dernières séances de la seconde chambre. Il s'agissait d'une interpellation de M. Thorbecke au sujet de l'apparition d'un bâtiment de guerre français, *la Favorite*, dans la rade d'Hellevoetsluis. M. Thorbecke demandait au ministère s'il était vrai que des bâtimens appartenant aux puissances aujourd'hui en guerre avec la Russie eussent pour instructions de faire la garde devant les ports de la Hollande, de visiter les navires néerlandais en pleine mer. En tout cela, il y avait évidemment une exagération singulière. Le sens de la réponse du ministre des affaires étrangères, M. van Hall, c'est que la Hollande reste dans une stricte neutralité, que le gouvernement n'a nullement l'intention d'empêcher l'entrée dans les ports néerlandais des vaisseaux de guerre étrangers, et qu'il n'y a rien de fondé dans les craintes inspirées par l'apparition du bâtiment français *la Favorite*.

M. van Hall, en reconnaissant le droit de visite des puissances belligérantes en pleine mer, exprimait du reste la conviction que le commerce hollandais ne s'exposerait pas à transporter des objets de contrebande de guerre. Peut-être au fond de cet incident y avait-il autre chose qu'on n'a point dit. Le gouvernement russe, à ce qu'il paraît, cherche à négocier un emprunt sur diverses places de l'Europe. Il s'est adressé particulièrement à Amstersdam. Or l'Angleterre et la France ne peuvent évidemment accepter que l'emprunt russe soit négocié à Amsterdam, par la raison très simple que la Hollande est un état neutre qui ne peut intervenir en rien pour fournir des ressources à une puissance belligérante. Il se peut que des représentations aient été adressées à ce sujet à La Haye. De là une certaine émotion qui a pu se manifester à l'occasion de la présence de *la Favorite*. Qu'en résulte-t-il, si ce n'est simplement la nécessité pour la Hollande de se borner à une stricte neutralité?

Le cabinet hollandais, en résumé, avait subi assez heureusement l'épreuve de ces derniers débats parlementaires, et semblait se trouver à l'abri de vicissitudes nouvelles, lorsque sont venues les élections du 13 juin. Le fait caractéristique de ces élections, c'est le succès marqué du parti libéral, qui s'est accru de cinq ou six voix. Ce succès, il est vrai, a été obtenu aux dépens du parti protestant; mais comme ce dernier parti votait souvent avec le ministère, le résultat électoral ne laisse point d'avoir son côté menaçant pour le cabinet, qui peut se trouver à la merci d'une coalition entre les diverses oppositions de la fraction catholique, des libéraux et même du parti anti-révolutionnaire ou protestant. Une autre particularité à signaler dans ces élections, c'est que le chef du parti anti-révolutionnaire, M. Groen van Prinsterer, a eu en Hollande le sort de M. Ch. Rogier en Belgique : il n'a point été réélu, et il a précisément échoué en concurrence avec M. van Zuylen van Nyevelt, ancien ministre des affaires étrangères du cabinet Thorbecke. Les élections qui viennent d'avoir lieu ont eu pour résultat, dans leur ensemble, la nomination de trente et un députés ministériels, de dix-huit libéraux avancés ou partisans de M. Thorbecke, de quatorze députés catholiques, et de cinq seulement du parti anti-révolutionnaire. Pour le moment, la situation politique de la Hollande et du cabinet de La Haye n'en est point changée sans doute; c'est dans la session prochaine, au mois de septembre, que les partis se dessineront en mesurant leurs forces, et que le ministère, à son tour, pourra se rendre un compte exact de la situation nouvelle qui vient de lui être faite par les élections.

Si l'on veut observer sur le vif un exemple d'anarchie politique et sociale, c'est en Amérique qu'il faut aller, dans ces malheureuses républiques, autrefois espagnoles. On n'a qu'à choisir entre les divers pays : partout il y a un levain de révolution ou de guerre civile; mais la Nouvelle-Grenade offre certainement à un degré spécial le spectacle de cette anarchie, qui vient encore une fois d'éclater de la manière la plus bizarre à Bogota. La république grenadine, peut-être s'en souvient-on, est depuis quelques années livrée à la domination du parti démocratique. C'est ce parti qui a porté au pouvoir le président actuel, le général Obando; c'est à lui que la Nouvelle-Grenade doit une constitution ultra-libérale, qui établit le suffrage universel, met au scrutin toutes les fonctions publiques, et dépouille à peu près de toute autorité le

pouvoir exécutif. Or il est résulté de cette situation deux choses que ne prévoyaient pas les auteurs de la constitution.

D'un côté, le suffrage universel a singulièrement favorisé les conservateurs, qui ont été élus en assez grand nombre gouverneurs des provinces, sénateurs, députés; de l'autre, le général Obando, dès qu'il a été nommé président, n'a pu se soumettre qu'avec impatience à une constitution qui lui liait les mains et le dépouillait de tout pouvoir. A mesure que cette situation s'est développée, le parti démocratique s'est scindé; une fraction s'est de plus en plus enfoncée dans la démagogie, dans le socialisme; l'autre s'est groupée autour du président et a favorisé chez lui des idées de dictature. Ces détails sont nécessaires pour comprendre la tentative de révolution qui vient d'avoir lieu à Bogota. Qu'est-il arrivé en effet? Dans le désordre d'idées et d'institutions qui règne dans la Nouvelle-Grenade, le malaise n'a fait que s'accroître, les partis n'ont fait que s'irriter. Il y a peu de temps le congrès discutait une loi qui tendait à réduire l'armée à huit cents hommes. Les conservateurs faisaient pourtant élever le chiffre à douze cents; mais les partisans du président n'en étaient pas moins violemment exaspérés de ce coup porté à l'armée. C'est cette occasion qu'ils choisissaient pour agir, dans l'espoir de tourner à leur profit le mécontentement de l'armée. Le 17 avril, le général José-Maria Melo prenait à Bogota l'initiative d'un mouvement révolutionnaire qui proclamait la dictature du général Obando. Ce dernier cependant ne tardait pas à voir que le mouvement révolutionnaire restait sans écho dans la masse de la population, et alors il le désavouait. Le général Melo, ne voulant point sans doute avoir fait une révolution pour rien, retint le général Obando prisonnier, et prit lui-même la direction du mouvement en se déclarant chef du *suprême gouvernement provisoire*. Le général Melo s'est mis immédiatement à l'œuvre. Il a supprimé la constitution démocratique, et il a rétabli dans ses dispositions principales celle de 1843, s'appliquant à donner à ses actes un certain caractère conservateur. Le général Melo était resté maître de Bogota, lorsque la résistance est venue bientôt s'organiser dans les provinces. Un des vice-présidens de la république, le général Herrera, retiré dans la province de Carthagène, a pris en main le pouvoir exécutif. Sur un autre point, un ancien président, le général Mosquera, qui vivait depuis quelques années aux États-Unis et qui se trouvait par hasard en ce moment dans la Nouvelle-Grenade, a adressé une proclamation au pays. Le drapeau qu'il lève, c'est tout simplement celui du rétablissement constitutionnel du général Obando. Rien n'est donc moins certain que le succès de la tentative accomplie par le général Melo à Bogota; mais quelle sera la situation du général Obando, pris en quelque sorte en flagrant délit de complicité avec la révolution du 17 avril et rétabli par ses adversaires? Peut-être après tout n'est-il point impossible que de cette confusion il ne finisse par sortir une amélioration pour la Nouvelle-Grenade.

CH. DE MAZADE.

V. DE MARS.

FILS ET SUCCESSEURS

D'ATTILA

On a souvent comparé l'empire d'Attila à ces violentes pluies d'orage qui bouleversent la superficie du sol, mais s'écoulent et disparaissent aussitôt par les sillons qu'elles ont creusés, ne laissant rien d'elles que des ruines. Cette comparaison repose sur une grave erreur historique. Les bandes d'Attila n'ont pas fait que ravager l'Europe orientale : elles s'y sont implantées, elles y ont pris racine, et leur postérité, tantôt confondue avec d'autres races, tantôt sans autre mélange que des alluvions du même sang, possède encore aujourd'hui une partie des conquêtes de ses pères. Chrétienne et civilisée, elle est entrée dans la société européenne, où sa branche principale, la nation magyare, tient noblement sa place. Par une succession non interrompue de dominations, dont quelques-unes comparables en étendue à l'empire d'Attila, les Huns du Danube peuvent remonter historiquement jusqu'au temps du redoutable conquérant qu'ils comptent avec orgueil parmi leurs rois.

Cette question de la permanence d'un élément hunnique dans les contrées orientales et au cœur même de l'Europe n'est peut-être pas seulement une question spéculative dans les circonstances présentes. Les vallées du Volga et du Don, les versans de l'Oural, les steppes de la Mer-Caspienne et de la Mer-Noire, contiennent encore les races qui vinrent au IVe siècle avec Balamber, au Ve avec Attila, au VIe avec les Avars, au IXe avec les Hongrois, occuper le centre de l'Europe et menacer surtout la Grèce. Il y a aujourd'hui quinze siècles que ce cri, *à la ville des Césars!* s'est fait entendre pour la pre-

mière fois dans ces contrées sauvages, et depuis lors il n'a pas cessé d'y retentir. Les nations que les Finno-Huns ont déposées en Europe, et qui se sont assimilées à nous par la culture des mœurs et par la religion, resteront-elles toujours étrangères au mouvement qui travaille leurs frères? C'est ce que l'avenir nous apprendra.

L'histoire des Huns est d'ailleurs plus intimement liée qu'on ne le croit généralement à l'histoire de France. Ces essaims destructeurs, à qui rien ne résistait, sont venus par deux fois se briser contre nos armées. La même épée qui, dans la main d'Aëtius, fit reculer Attila sous les murs de Châlons et fixa le terme de ses victoires, l'épée gallo-franke, reprise par Charlemagne, détruisit sur les bords de la Theïss le second empire hunnique, l'empire des Avars, un moment aussi redoutable que le premier. Ce lien des deux histoires, glorieux pour la nôtre, — la coïncidence des questions qui agitent l'Europe de nos jours et intéressent la civilisation moderne avec celles qui l'agitaient il y a mille ou quinze cents ans et mirent en péril la civilisation romaine, — enfin le besoin scientifique d'éclaircir, si je le pouvais, un fait ethnographique important et mal connu, toutes ces raisons m'ont engagé à compléter par ces recherches le travail que j'ai publié sur Attila (1).

I.

La terrible volonté qui, du vivant d'Attila, n'avait jamais connu d'obstacle, et qui pendant un quart de siècle avait fait la loi du monde, ne fut pas obéie un seul jour dès que le conquérant eut cessé de régner. La révolte commença par sa famille. Dans un esprit de sage prévoyance, et afin de préserver l'unité d'un empire qu'il avait fondé au prix de tant de fatigues et de crimes, Attila avait ordonné que son fils aîné Ellac lui succéderait seul avec la plénitude de sa puissance; mais il avait compté sans ce *peuple* (2) de fils qu'il laissait après lui : peuple médiocre, ambitieux et jaloux. Refusant de reconnaître la suprématie de leur frère aîné, ils exigèrent le partage de l'empire entre eux tous, à parts égales. Il fallut tout diviser, tout morceler, territoire, populations, troupeaux. On fit des lots de nations, et « d'illustres rois, dit l'historien goth Jornandès avec l'accent de l'indignation, des rois pleins de bravoure et de gloire furent tirés au sort avec leurs sujets (3). » Les Asiatiques, pour qui de pareils pro-

(1) Voyez la *Revue des Deux Mondes* du 1er et du 15 février, du 1er mars, du 1er avril, du 15 novembre et du 1er décembre 1852.

(2) « Quorum numerus pæne *populus* fuit. » (Jornand. *R. Get.*)

(3) « Ut ad instar familiæ bellicosi reges, cum populis, mitterentur in sortem. » (*R. Get.* 16.)

cédés n'étaient pas nouveaux, les subirent sans se plaindre; mais la colère monta au cœur des fiers Germains. Ils ne purent supporter l'idée d'être traités comme un vil bétail, et le roi des Gépides, Ardaric, courut le premier aux armes. Ardaric avait été pendant longtemps le conseiller le plus intime et le vassal le plus honoré d'Attila. Valémir, qui avait tenu la seconde place dans la confiance du maître, et qui partageait avec ses deux frères, Théodémir et Vidémir, le gouvernement des Ostrogoths, suivit l'exemple d'Ardaric. La plupart des vassaux germains se rangèrent autour des deux plus grands de leurs rois, et l'armée d'Attila se trouva scindée en un double camp : les Germains d'un côté, de l'autre les Huns, les Alains, les Sarmates et quelques peuplades germaines restées fidèles à la mémoire du conquérant.

Les deux partis, après s'être observés quelque temps et recrutés chez les nations voisines, se préparèrent à une lutte suprême dont le résultat devait être la servitude éternelle ou l'affranchissement de la Germanie. Ils choisirent pour se mesurer la grande plaine de Pannonie, située au midi du Danube et à l'ouest de la Drave, et dans cette plaine le terrain que traversait une petite rivière appelée Nétad, dont le nom actuel est inconnu. Il fallait un interprète barbare tel que le Goth Jornandès pour sentir lui-même et faire passer dans les pages d'un livre les passions de ces ravageurs du monde devenus ennemis, et rendre la grandeur de cette lutte à mort qui venait s'étaler aux yeux des Romains et sur le territoire romain comme un combat de gladiateurs. « Qu'on se figure, dit-il, un corps dont la tête a été tranchée, et dont les membres, n'obéissant plus à une direction commune, se livrent ensemble une folle guerre : ainsi vit-on s'entre-déchirer de valeureuses nations qui ne rencontrèrent jamais leurs égales que lorsqu'elles se tournèrent les unes contre les autres. » Puis, animé d'un enthousiasme presque aussi sauvage que le tableau qu'il va nous peindre, il s'écrie : « Certes ce fut un admirable spectacle de voir le Goth furieux combattant l'épée au poing, le Gépide brisant dans ses blessures les traits qui l'ont percé, le Suève luttant à pied, le Hun décochant ses flèches, l'Alain rangeant en bataille ses masses pesamment armées, l'Hérule lançant sa légère infanterie... (1). » Il y eut plusieurs combats, tous plus acharnés les uns que les autres, et la fortune semblait favoriser les Huns, quand, changeant de front tout à coup, elle se déclara pour les Gépides. Les Asiatiques laissèrent sur la place quarante mille morts, au nombre

(1) « Nam ibi admirandum reor fuisse spectaculum, ubi cernere erat cunctis, pugnantem Gothum ense furentem, Gepidam in vulnere suorum cuncta tela frangentem, Suevum pede, Hunnum sagitta præsumere, Alanum gravi, Herulum levi armatura aciem instruere. » (*Ubi supr.*)

desquels fut Ellac, qui ne tomba qu'après avoir jonché la terre de cadavres ennemis. « Ellac périt si virilement, dit encore Jornandès dans son style âpre, mais énergique, qu'Attila vivant aurait envié une fin si glorieuse (1). » Ses frères alors, prenant la fuite, repassèrent le Danube, et, serrés de près par les Gépides, gagnèrent les bouches du fleuve et les plaines pontiques, où ils se retranchèrent. Ainsi fut brisé l'empire des Huns, auquel on put croire un instant que l'univers obéirait. Ardaric, s'emparant des plaines de la Theïss, alla planter sa tente au cœur de la Hunnie, dans la résidence d'Attila. Le roi des Gépides avait en effet plus de titres que les autres aux dépouilles opimes de ses anciens maîtres : il avait commencé la guerre et décidé la victoire.

Le Danube, dans son cours de près de cinq cents lieues, se partage en plusieurs bassins formés par les étranglemens de son lit, à travers lequel les Alpes Noriques et Juliennes, les monts Sudètes, les Carpathes et l'Hémus projettent successivement leurs rameaux. Ces bassins, différens de niveau, sont comme autant de gradins par lesquels les eaux de la vallée descendent pour se verser dans la Mer-Noire. Chacun d'eux, empreint d'une physionomie propre, a sa ceinture de montagnes, ses limites tracées par des rivières rapides ou profondes, souvent même sa population particulière, en un mot ce qui constitue une contrée distincte. C'est dans la région des deux derniers bassins que vont se dérouler les événemens principaux de cette histoire. Au sortir des gorges de Gran, produites par le rapprochement des Carpathes orientales et des Alpes Styriennes, le fleuve, parvenu à la moitié de son cours, semble s'arrêter, revenir sur lui-même, et laisser reposer ses eaux, avant de les précipiter en cataractes dans le dernier de ses défilés. Il coule alors entre deux plaines que l'on signale parmi les plus importantes de l'Europe : à droite, celle de Pannonie, allongée de l'est à l'ouest et bornée par les Alpes Noriques, Juliennes et un rameau des Alpes Dinariques; à gauche, celle de Dacie, que la chaîne demi-circulaire des Carpathes enveloppe jusqu'à ses bords. La Pannonie, maîtresse de la Drave et de la Save, menace l'Italie et la Grèce septentrionale, tandis que la Dacie, flanquée de deux grands massifs de montagnes, qui se dressent comme deux citadelles à ses extrémités, domine au nord et à l'est les vastes espaces qu'occupait alors et qu'occupe encore aujourd'hui la race slave, dont ils semblent être le patrimoine. Quand le fleuve a franchi ses cataractes, où il quittait chez les Grecs le nom de *Danube* pour prendre celui d'*Ister*, il se répand à gauche dans des

(1) « Nam post multas hostium cædes, sic viriliter eum constat peremptum, ut tam gloriosum superstes pater optasset interitum. » (*Ubi supr.*)

plaines basses et marécageuses. A quelques milles seulement du Pont-Euxin, il se détourne brusquement dans la direction du sud au nord, puis il reprend vers son embouchure son cours primitif d'occident en orient, laissant une étroite presqu'île entre son lit et la mer. La chaîne de l'Hémus, qui ferme la vallée au midi, est coupée par sept passages dont la plupart communiquent au Danube par de petites vallées perpendiculaires, et le plus occidental par le cours large et développé de l'Isker. A partir des sommets de l'Hémus, le pays descend graduellement jusqu'au grand fleuve qui en baigne les dernières terrasses. Par-delà ce fleuve et le long de la Mer-Noire s'étendent tantôt des plaines fertiles et tantôt des steppes qui se succèdent par intervalles pour ne s'arrêter qu'au pied des chaînes de l'Oural et du Caucase.

Ce pays fut peuplé primitivement par des nations de race illyrienne ou thrace auxquelles vinrent se superposer des essaims nombreux émigrés de la Gaule. Les nations gauloises habitèrent à l'ouest les deux rives du Danube et les versans des Alpes Noriques et Pannoniennes. Les dénominations de Bohême et de Bavière (1) conservent encore aujourd'hui la trace d'une ancienne occupation de ces deux contrées par des Celtes-Boïens, et les Carnes, qui donnèrent leur nom au groupe des Alpes Carniques, les Taurisques et les Scordisques, établis plus à l'est autour du mont Scordus, se rendirent fameux dans l'histoire grecque et romaine par cet esprit d'aventures qui distingua toujours la race celtique. Ce furent ces Gaulois danubiens qui, réunis aux Tectosages de Toulouse, pillèrent le temple de Delphes, conquirent l'Asie-Mineure et fondèrent en Phrygie le royaume fameux des Gallo-Grecs; ce furent eux aussi qui répondirent un jour à Alexandre qu'ils ne craignaient rien que la chute du ciel. Les Pannoniens, les Dardaniens et les Mésiens, nations plus sauvages encore que les Gaulois, peuplaient seuls la partie orientale entre le Danube et l'Hémus. Le progrès des Germains à l'ouest et les conquêtes de Rome au midi resserrèrent peu à peu les domaines de ces races, qui finirent par disparaître dans l'unité romaine. Vers la fin du premier siècle de notre ère, un empire barbare fondé dans la grande plaine des Carpathes, l'empire des Daces, voulut disputer à celui des Romains la possession du Danube; il tomba sous les armes de Trajan, et la Dacie fut réduite en province. On vit alors accourir de tous les coins du monde romain, de l'Italie surtout, un peuple de colons industrieux et entreprenans qui, l'épée d'une main et la pioche de l'autre, défrichèrent et soumirent, outre la Dacie, les immenses plaines situées entre les Carpathes et la Mer-Noire, et servirent d'avant-poste contre les in-

(1) *Bohême, Boïohœmum,* demeure des Boïes; *Bavarois, Baïobarii.*

cursions des nations asiatiques et plus tard contre celles des Goths. Quand les nécessités de la défense obligèrent l'empereur Aurélien de ramener la frontière romaine au Danube, il ouvrit aux colons daco-romains un asile sur la rive droite du fleuve dans une subdivision provinciale séparée de la Mésie, et à laquelle, par un sentiment de regret, il attacha le nom de Dacie; mais un grand nombre de ces colons transdanubiens refusèrent d'abandonner leur pays. Ils résistèrent comme ils purent aux nations gothiques qui, des rives du Dniester, s'avançaient vers le Danube. Quand les Goths furent maîtres des Carpathes, les colons romains se résignèrent à vivre sous une domination qui ménageait en eux les arts qu'elle ignorait et le travail des champs qu'elle dédaignait. Plus tard ils passèrent avec la Dacie des mains des Goths dans celles des Huns vainqueurs des Goths et furent sujets d'Attila. Après Attila, d'autres dominations barbares les possédèrent, et épargnèrent toujours en eux une population industrieuse dont le travail leur profitait. C'est ainsi qu'ils ont traversé dix-sept cents ans, laissant le temps emporter leurs maîtres, et perpétuant au milieu de barbares de toutes races les restes d'une vieille civilisation, une langue fille de la langue latine et une physionomie souvent noble et belle qui rappelle le type des races italiques. Les Slaves leurs voisins les ont désignés sous le nom de Vlakhes ou Valaques, c'est-à-dire *pasteurs,* à cause de leur principale industrie, qui fut de tout temps l'éducation des troupeaux; mais eux ne reconnaissent et n'ont jamais reconnu d'autre appellation nationale que celle de *Roumans,* c'est-à-dire Romains.

La Pannonie et la Mésie romaines, provinces toutes militaires, furent à l'orient de l'Europe ce que la Gaule était à l'occident, le boulevard de l'empire. Elles couvraient une des entrées de l'Italie et la Grèce tout entière sur ses deux lignes de défense, le Danube et la chaîne de l'Hémus, et leur importance ne fit que s'accroître lorsque Rome se fut donné une sœur sur le Bosphore, et qu'elles eurent deux empereurs à protéger. Malgré les relations fréquentes avec la Grèce et le voisinage de Constantinople, leur civilisation, éclose au foyer des camps, garda toujours quelque chose de la rudesse, mais aussi de l'honnêteté des mœurs militaires. Elles furent aux IIIe et IVe siècles la pépinière des légions, et par les légions celle des Césars. Il est peu de grands empereurs de cette époque qui n'aient été Illyriens. Claude le Gothique naquit au pied de l'Hémus, Probus à Sirmium, Aurélien dans les campagnes qui avoisinaient cette ville; Dioclétien était Dalmate, et son collègue Maximien Hercule — Pannonien. Galérius avait porté le bâton des pâtres dans les montagnes de la Mésie avant de tenir l'épée de Jules-César. Naïsse, aujourd'hui Nissa, se glorifiait d'avoir vu naître Constantin, et Valentinien Ier, ce fier Ro-

main qui étouffa de colère en entendant les ambassadeurs des Quades parler insolemment de l'empire, avait eu pour berceau la ville de Sabaria, sur la Save. Au temps où se passent les événemens de cette histoire, la Pannonie n'était pas tellement épuisée, qu'elle ne fournît encore des hommes d'élite, soit empereurs, soit généraux; elle venait de donner au trône impérial Marcien et son successeur Léon, et devait lui donner bientôt Justinien. Aëtius, le vainqueur d'Attila, était originaire de Durostorum, la ville actuelle de Silistrie, tandis qu'Alaric, le vainqueur de Rome, avait vu le jour à l'embouchure du Danube, parmi les Goths de l'île de Peucé; Attila lui-même, suivant toute probabilité, prit naissance sur la rive gauche du fleuve. Les grands ennemis et les grands défenseurs de Rome sortaient donc alors de ce pays, où le Romain et le barbare se coudoyaient et labouraient souvent le même sillon. C'était toujours la terre des batailles, celle où la mythologie antique avait placé le berceau du dieu Mars.

De grandes cités, dignes de l'importance de ces provinces, bordaient le Danube et s'échelonnaient entre le fleuve et les chaînes de montagnes qui ferment la vallée au midi. Presque toutes étaient fortifiées, et des camps retranchés, des châteaux, de simples tours, des remparts ou fossés garnis de palissades, distribués selon le besoin des lieux, se reliaient à chacune d'elles comme à un centre d'opération. Parmi ces ouvrages, beaucoup portaient le nom de Trajan, non moins populaire dans la vallée du Danube que celui de Jules-César dans les Gaules. Ingénieurs aussi habiles que grands généraux, les Romains savaient si bien choisir l'assiette de leurs places, que, malgré la révolution introduite dans l'art de la guerre par les découvertes modernes, ici le système général de défense a dû rester le même. Sirmium, la principale forteresse et la capitale de la Pannonie, a disparu, il est vrai, du lit de la Save qui en baignait le pourtour; mais Belgrade s'élève sur le même terrain que Singidon, station des flottes romaines du moyen Danube, et Semlin remplace Taurunum à l'opposite de Singidon. Sémendrie, au confluent de la Morava, succède à la ville de Margus, le grand marché de ces contrées au temps des Romains, et l'ancienne Bononia, de création gauloise comme son nom l'indique, est représentée aujourd'hui par Widdin. C'était principalement sur le bas Danube, exposé aux attaques des Asiatiques, que les Romains avaient accumulé leurs moyens de protection. L'Hémus, qui court parallèlement au Danube, étant coupé, comme je l'ai dit, par sept défilés qui servaient de passage entre la Mésie et le nord de la Grèce, les Romains construisirent sur la rive gauche du fleuve, depuis Bononia jusqu'à Durostorum, sept grandes places correspondantes aux sept défilés, de telle sorte que chaque passage de

l'Hémus fût pour ainsi dire fermé au nord par une forteresse sur le Danube. Transmarica (Tourtoukai), Sexaginta-Prista (Roustchouk), Noves (Sistova), Nicopolis, Ratiaria, qui renfermait une division de la flotte danubienne et une fabrique d'armes, et d'autres villes encore durent leur origine aux combinaisons de ce système de défense. La presqu'île comprise entre le Danube et la Mer-Noire, appelée alors province de Petite-Scythie et actuellement Dobrutcha, était garnie à son pourtour de forteresses nombreuses, et coupée au midi par un rempart qui subsiste encore et porte le nom de Trajan. Telles avaient été les provinces danubiennes avant l'irruption des Goths en 375, et celle des Huns, qui se prolongea presque sans interruption pendant tout le règne d'Attila. Attila fut le grand destructeur de ces contrées, où son nom, tristement populaire, fut longtemps attaché à toutes les ruines, comme celui de Trajan à toutes les fondations. Justinien mit sa gloire à réparer les désastres d'un pays qui était le sien; mais au moment où commencent nos récits, les villes de l'intérieur n'étaient pour la plupart que des monceaux de décombres, et les places du Danube, presque toutes démantelées, n'opposaient qu'une barrière impuissante au passage des barbares.

Après la sanglante bataille du Nétad, les vainqueurs se trouvèrent presque aussi embarrassés que les vaincus : ils ne surent plus que devenir. Les femmes, les enfans, les vieillards, les troupeaux avaient suivi les guerriers germains en Pannonie; c'étaient des nations entières qui attendaient dans leurs enceintes de chariots le dernier mot de la fortune. Elles n'avaient plus de patrie : iraient-elles, à grand surcroît de fatigues et de dangers, reprendre les terres qu'elles avaient quittées et que d'autres peut-être occupaient maintenant? Il leur parut plus sage de rester où elles étaient. Les Gépides avaient jeté leur dévolu sur la grande plaine des Carpathes, l'ancienne Dacie de Trajan et la Hunnie d'Attila, et personne ne s'avisa de leur disputer un droit de préférence qu'ils méritaient si bien. Les Ostrogoths, trouvant la Pannonie à leur convenance, s'en emparèrent depuis Sirmium jusqu'à Vienne, et donnèrent pour limites à leurs possessions la Mésie supérieure, la Dalmatie et le Norique. Comme ils formaient trois groupes de tribus sous trois rois, ils divisèrent le pays en trois parts : Théodémir s'établit le plus à l'ouest, au-dessous de Vienne et dans les environs du lac Pelsod (1), aujourd'hui Neusiedel; Valémir reçut la partie orientale délimitée par la Save, que les Goths, à cause de sa profondeur et de la teinte foncée de son lit, avaient surnom-

(1) Les géographes ne s'accordent pas sur la position du lac Pelsod; les uns le confondent avec le lac Balaton, les autres le retrouvent dans le lac actuel de Neusiedel. J'ai suivi cette dernière opinion, qui concorde mieux avec le texte de Jornandès.

mée la Rivière-Noire (1), et Vidémir plaça son cantonnement entre les deux autres. Dans ce partage, Valémir, le plus puissant des trois rois et le représentant de la nation, fut chargé de garder la frontière orientale, qui touchait à l'empire romain. L'histoire nous dit que les Ostrogoths demandèrent la concession de ces territoires à l'empereur Marcien, qui l'accorda bénévolement; il est beaucoup plus probable que le consentement de l'empereur ne fit que suivre la prise de possession. Quoi qu'il en soit, ils reçurent du gouvernement impérial le titre d'hôtes et de fédérés, se soumettant de leur côté à toutes les obligations que ce titre imposait : par exemple, celles de fournir des contingens militaires à l'empire, de ne faire ni la paix ni la guerre sans son agrément, de n'avoir d'amis que ses amis, d'ennemis que ses ennemis, de respecter son territoire et ses villes situées dans l'intérieur des cantonnemens, car les conventions de cette nature réservaient toujours les villes, surtout les places fortes qui restaient au pouvoir des garnisons romaines. Le peuple barbare, ainsi admis sur les domaines de l'empire, y demeurait à titre précaire et par droit d'hospitalité, comme s'exprimait la formule; c'était un prêt que lui faisait le gouvernement romain et nullement un abandon. Tandis que les Ostrogoths s'établissaient en Pannonie, les autres nations germaniques qui, ayant aussi pris part à la guerre, se trouvaient pareillement déplacées, les Hérules, les Ruges, les Suèves, remontèrent le Danube et se répandirent à droite du fleuve, dans les Alpes Noriques et Juliennes, jusqu'aux frontières de l'Italie. A l'aspect de ces mouvemens, les Lombards quittèrent le pays qu'ils occupaient au nord de l'Elbe, et entrèrent dans la Bohême, menaçant de là la vallée du Danube, comme les autres menaçaient celle de l'Adige. Ainsi les futurs conquérans de l'Italie venaient s'échelonner en face des Alpes, les Ruges formant l'avant-garde et les Lombards l'arrière-garde.

Pendant que la Germanie faisait un pas vers le midi de l'Europe, les hordes dispersées des Huns se ralliaient dans les plaines qui bordent le Danube au nord et la Mer-Noire à l'ouest. Ces plaines, ainsi que les steppes du Dnieper et du Don, étaient considérées par les autres nations comme le domicile naturel, le patrimoine des Huns, depuis près d'un siècle que leurs ancêtres en avaient chassé les Goths. Eux-mêmes le prétendaient bien ainsi, et donnaient au cours inférieur du Danube le nom d'*Hunnivar* (2), c'est-à-dire *rempart* ou

(1) « Valamir contra Scarniungam et Aquam Nigram fluvios manebat. » (Jornand., *R. Get.*)

(2) *Var* signifie encore en hongrois citadelle, *propugnaculum : Temesvar*, citadelle sur le Temes; *Hungvar*, fort qui défend la rivière de Hung, etc. Ce mot, que nous trouvons dans Jornandès, est le seul qui nous soit resté de la langue des Huns. « Quos tamen ille, quamvis cum paucis, excepit; diùque fatigatos ita prostravit, ut vix pars

défense des Huns (1). Loin de se montrer découragés de leur défaite, les fils d'Attila semblaient pleins de confiance. Écoutant les leçons de la mauvaise fortune, ils mettaient de côté leurs dissentimens, et travaillaient en commun aux préparatifs d'une nouvelle campagne qui devait ramener leurs vassaux sous le joug et relever l'empire de leur père : telle était du moins leur espérance. A l'ambition se joignait chez eux un désir ardent de vengeance contre tous les Germains, mais surtout contre les Ostrogoths, quoique ceux-ci n'eussent eu que le second rang parmi les provocateurs de la révolte. C'était donc par les Ostrogoths qu'ils se proposaient de commencer : leurs forces étaient d'ailleurs considérables, attendu que les tribus hunniques de la Mer-Caspienne et du Volga leur avaient gardé fidélité malgré leurs revers.

L'histoire est très sobre de renseignememens personnels touchant les fils d'Attila, qu'elle ne mentionne le plus souvent qu'en termes collectifs et généraux. On peut néanmoins, à l'aide de détails disséminés et en quelque sorte perdus dans les écrivains contemporains, rassembler les traits de certaines figures, et saisir quelques physionomies qui se dessinent au premier plan. Nous y voyons d'abord Denghizikh, le plus semblable à son père après Ellac, ou, pour mieux dire, le moins dissemblable. Ce n'est pas que Denghizikh ne possédât beaucoup des qualités d'un conquérant barbare : l'esprit d'entreprise, l'audace et l'activité poussée jusqu'à l'impuissance du repos; mais on eût cherché vainement en lui cette lumière du génie qui faisait d'Attila, suivant l'occasion, un homme hardi ou patient, un soldat impitoyable ou un politique rusé, ourdissant avec une prévoyance qui ne se trompait jamais la trame que son épée devait couper, — enfin le maître de lui-même plus encore que des autres. Près de Denghizikh et comme pour contraster avec lui, nous apercevons le jeune Hernakh, son rival en influence dans les conseils de la famille, esprit doux et pacifique, en tout l'opposé de son frère. Ceux qui ont lu l'histoire d'Attila connaissent déjà ce jeune homme, le dernier des fils du conquérant et l'objet de ses préférences. L'historien Priscus, dans le curieux tableau qu'il nous a laissé d'un banquet donné par le roi des Huns à l'ambassade romaine dont il faisait partie, nous montre Hernakh encore enfant assis près de son père, qui ne se déride qu'en le regardant, et s'amuse à lui tirer doucement les joues (2). Un des convives décou-

aliqua hostium remaneret, quæ in fugam versa, eas partes Scythiæ peteret, quas Danubii amnis fluenta prætermeant, quæ lingua sua Hunnivar appellant. » (*De Reb. Get.*, 17.)

(1) Les Romains, dans une acception analogue, disaient du même fleuve qu'il était leur *borne* et leur *limite*, — *limes romanus, limes imperii.*

(2) « Juniorem ex filiis introeuntem et adventantem, nomine Hernach, placidis et lætis oculis est intuitus, et eum gena traxit. » (Prisc., *Hist. ap. script.*, *Hist. Byz.*

vrit à Priscus une des causes de cette prédilection : les devins avaient prophétisé au roi que ce jeune homme perpétuerait sa postérité, tandis qu'elle s'éteindrait dans ses autres enfans, et Attila aimait en lui plus qu'un fils : il aimait le seul espoir de sa race (1). Devenu homme, Hernakh se distingua effectivement par des penchans qui pouvaient promettre une vie tranquille et une longue lignée, mais qu'Attila peut-être n'aurait pas vus sans déplaisir. Il était prévoyant, réservé, ennemi de toute résolution violente. Deux de ses frères, fils de la même mère que lui, semblent l'avoir tendrement aimé, et s'être attachés à sa fortune : ils se nommaient Emnedzar et Uzendour.

Nous voyons paraître encore parmi les Huns de sang royal un demi-Germain nommé Gheism, qu'Attila avait eu de la sœur d'Ardaric, roi des Gépides, à l'époque où les plus puissans monarques de la Germanie tenaient à honneur de peupler son lit d'épouses légitimes ou de concubines. Des circonstances que nous exposerons plus bas ayant ramené Gheism en Gépidie près de son oncle, dont il se fit vassal, il en est résulté quelque confusion sur son origine, et il passe près des écrivains byzantins tantôt pour Hun et tantôt pour Gépide. Voilà ceux des fils d'Attila que l'histoire nous fait connaître personnellement. La tradition magyare en ajoute deux autres : Aldarius, né de la Germaine Crimhild, fille d'un duc de Bavière, et Khaba, issu du mariage du roi des Huns avec la princesse Honoria, petite-fille du grand Théodose. Ni l'un ni l'autre ne saurait être avoué par l'histoire. Ainsi qu'on le devine au premier coup d'œil, Aldarius, fils de Crimhild (2), est un emprunt fait par les Hongrois du moyen âge aux épopées germaines sur Attila, et peut-être même ce nom d'Aldarius n'est-il qu'une altération de celui d'Ardaric, qu'on aurait confondu avec son neveu. Quant à Khaba, qui joue un rôle très important dans les traditions magyares, il appartient, selon toute apparence, à une épopée orientale dont ces traditions semblent renfermer des fragmens. L'imagination des Orientaux n'a point voulu que l'amour d'une fille d'empereur romain pour un roi des Huns restât sans dénoûment; elle les a mariés et leur a donné une postérité en dépit des verrous sous lesquels Honoria avait été confinée par sa mère, en dépit de l'indifférence d'Attila, qui ne la réclama jamais pour sa femme que lorsqu'il était sûr de ne pas l'obtenir, et de l'histoire enfin, qui nous atteste que les deux amans ne se virent jamais (3).

(1) « Ego vero cùm admirarer, Attilam reliquos suos liberos parvifacere, ad hunc solum animam adjicere, unus ex barbaris qui prope me sedebat et latinæ linguæ usum habebat, fide priùs accepta, me nihil eorum, quæ dicerentur, evulgatarum, dixit, vates Attilæ vaticinatos esse, ejus genus quod alioquin interiturum erat, ab hoc puero restauratum iri. »

(2) Voir dans les *Légendes d'Attila* ce qui est dit de Crimhild, personnage principal des *Nibelungen*. — *Revue des Deux Mondes*, livraison du 1er décembre 1852.

(3) *Revue des Deux Mondes*, livraison du 15 novembre 1852.

Les préparatifs de la nouvelle campagne remplirent probablement l'année 455 tout entière. Au printemps suivant, les Huns arrivèrent sur le Danube avec l'impétuosité et le fracas d'une tempête. Ils dirent au commandant des postes romains de ne point s'inquiéter, attendu qu'ils n'en voulaient point à l'empire, « que leur seul but était de rattraper des esclaves fugitifs et des déserteurs de leur nation. » Ils désignaient ainsi les Ostrogoths. Les postes romains, qui voulaient rester étrangers à ces querelles de barbares, ne firent point obstacle à leur passage. Les hordes ayant pris terre sur la rive droite, probablement vers le pont de Trajan, tournèrent à l'ouest, gagnèrent la Save, et fondirent sur les cantonnemens de Valémir. L'attaque fut si brusque, que le roi ostrogoth n'eut pas le temps de prévenir ses frères et dut soutenir le choc avec les seules forces de sa tribu : toutefois il s'en tira bien. Après avoir traîné à sa suite la cavalerie des Huns et l'avoir fatiguée par des marches à travers les marais de la Save, il l'attaqua à son tour et lui fit essuyer une défaite complète. On put reconnaître alors combien l'infanterie des Goths, exercée à combattre de pied ferme et comparable aux vieilles légions romaines, dont elle semblait suivre instinctivement les pratiques, l'emportait sur cette cavalerie asiatique sans organisation et sans discipline. Culbutées les unes sur les autres, les hordes se débandèrent et ne s'arrêtèrent dans leur fuite que lorsqu'elles eurent mis l'*Hunnivar* entre elles et leurs ennemis. Valémir put envoyer alors à ses frères la double nouvelle de son péril et de sa délivrance. Les historiens racontent qu'au moment où le messager goth atteignit la demeure de Théodémir sur les bords du lac Pelsod, le pays était en joie, et le palais, paré comme pour une fête, retentissait du bruit des instrumens de musique. Un fils était né la nuit même à Théodémir de sa concubine chérie Ereliéva, et comme les deux frères s'aimaient tendrement, ils confondirent leur bonheur. L'enfant qui venait d'entrer dans la vie n'était autre que le grand Théodoric.

La confiance des fils d'Attila ne résista pas à ce second échec. Forcés de reconnaître que la puissance de leur père, qu'ils avaient si mal su garder, leur était échappée pour toujours et que c'en était fait de l'empire d'Attila, ils renoncèrent à toute entreprise qui aurait pour objet de le relever. Ils convinrent même de se séparer ou du moins de donner à chacun la liberté de choisir un parti. Le plus grand nombre opina pour le maintien des vieilles habitudes et la continuation de la vie nomade dans les plaines situées au nord du Danube et le long de la Mer-Noire; ceux-là se rattachèrent à Denghizikh, le plus énergique d'entre eux. Il y en eut, en moindre nombre, à qui il plut d'essayer de la vie sédentaire et de quitter le campement des nomades; ils eurent de plus l'idée, assez étrange pour des fils d'At-

tila, de faire soumission au gouvernement romain, afin d'obtenir de lui un territoire à cultiver. Hernakh nous apparaît ici comme l'auteur de cette résolution ou du moins comme le plus important de ceux qui l'exécutèrent. Le gouvernement romain reçut ces ouvertures mieux peut-être que les Huns ne s'y étaient attendus. Hernakh fut autorisé à se fixer dans la province de Petite-Scythie; on lui traça son cantonnement à l'extrémité septentrionale, autour des bouches du Danube, dans ces bas-fonds marécageux que la guerre avait dépeuplés. Après avoir juré de remplir toutes les obligations attachées au titre d'hôte et de fédéré de l'empire, il établit sa tribu sous le jet des balistes romaines, autour des places démantelées autrefois par son père, et qu'il s'engageait maintenant à défendre, fût-ce même contre sa race.

L'établissement d'Hernakh entraîna celui du roi alain Candax et de son petit peuple, qui paraissent avoir été dans la clientèle du jeune fils d'Attila; ils furent admis aux mêmes conditions que lui et cantonnés en partie sur le plateau méridional de la Petite-Scythie, près du rempart de Trajan, en partie dans la Mésie inférieure, près du Danube, autour des forteresses de *Carsus* (Hirsova) et de *Durostorum* (Silistrie). Des bandes de Germains de la nation des Scyres et des Huns satagares se joignirent à Candax et furent probablement colonisées dans l'intérieur, sur la frontière septentrionale des Mœsogoths. Bientôt on vit arriver une émigration plus considérable, conduite par les frères consanguins d'Hernakh, Emnedzar et Uzendour, qui dans cette dispersion de la famille ne voulurent pas se séparer de leur jeune frère. Entrés dans la Dacie riveraine, ils occupèrent les bords de l'Uto et de l'Osma vers leurs confluens avec le Danube, et devinrent voisins de Noves (Sistova) et de Nicopolis. Si le gouvernement romain n'autorisa pas d'avance cette prise de possession, il la légitima par son consentement ultérieur.

La brèche une fois ouverte, d'autres chefs, d'autres tribus s'y précipitèrent à l'envi; ce fut une invasion, dit Jornandès, invasion pacifique que l'empire ne désavoua point. C'est ainsi que des Sarmates, des Cémandres et des Huns allèrent se fixer dans de vastes campagnes autour d'un château alors fameux, appelé château ou champ de Mars, et construit dans une forte position sur la rive de Mésie. D'autres émigrans, probablement les plus déterminés, furent distribués par groupes dans la Mésie supérieure et la Pannonie, le long des frontières des Ostrogoths et jusqu'au pied des Alpes Noriques. Le but évident de cette dernière colonisation était de surveiller les Goths, ces prétendus amis de l'empire qui n'avaient pas tardé à l'inquiéter; la haine que se portaient les deux races mises ainsi en présence semblait aux Romains une garantie de la bonne conduite et de la fidélité des Huns. En provoquant ou facilitant ces établissemens

sur son territoire, l'empire suivait sa politique séculaire. Constantinople avait hérité des principes de Rome : opposer les barbares aux barbares, soutenir le faible contre le fort pour les détruire l'un par l'autre, et se servir de l'ennemi qu'on ne redoutait plus, en guise de barrière, pour arrêter celui qui commençait à se faire craindre.

La scission des enfans d'Attila et de leurs tribus en deux parts ne brisa tout d'abord ni le lien de fraternité entre les princes, ni celui de race entre les tribus. Les hordes de l'Hunnivar et du Dniéper, qui continuèrent la vie nomade, furent réputées le corps de la nation, et Denghizikh, qui les gouvernait, se trouva investi d'un droit, sinon de souveraineté, du moins de tutelle et de suprématie à l'égard des bandes séparées. L'histoire mentionne deux circonstances dans lesquelles ce protectorat des tribus sédentaires par les tribus nomades fut exercé avec éclat. Dans l'année 462, les Ostrogoths, mécontens des surveillans que l'empire leur avait donnés en Pannonie, se jetèrent à l'improviste sur le territoire des Huns satagares, pillèrent tout, enlevèrent les récoltes, les troupeaux, et menacèrent d'égorger les hôtes du peuple romain jusqu'au dernier. Informé de ces désastres, Denghizikh accourut en toute hâte porter secours à ses compatriotes; quatre tribus nomades l'accompagnaient : les Angiscyres, les Bitugores, les Bardores et les Ulzingoures. Ils franchirent le Danube sans opposition, et, pénétrant sur le territoire ostrogoth, ils assiégèrent la ville de Bassiana, aujourd'hui Sabacz, place romaine dont les Ostrogoths s'étaient emparés contre les traités, et qui formait un des boulevards de leur frontière. La ville résista aisément à un ennemi qui ne connaissait pas l'art des siéges, et sa résistance donna aux Goths le temps d'arriver. Valémir en effet, à la première nouvelle de l'irruption de Denghizikh, avait laissé là les Satagares pour marcher contre lui. Une grande bataille eut lieu sous les murs de Bassiana; la place fut dégagée, et les Huns, qu'un mauvais sort semblait poursuivre chaque fois qu'ils s'adressaient aux Ostrogoths, furent pour la troisième fois vaincus et rejetés en désordre sur la rive gauche du Danube.

Quatre ans après, en 466, c'est aux Romains que les Huns ont affaire pour une raison à peu près pareille. Il était arrivé qu'une des peuplades sarmates admises en Mésie comme fédérées, à la suite des fils d'Attila, se dégoûtant de sa nouvelle condition et regrettant la liberté des déserts, avait quitté ses cantonnemens et repris le chemin du Danube; mais les officiers romains, qualifiant ce fait de désertion, l'avaient retenue par la force. Les Huns nomades crurent leur honneur engagé à soutenir la liberté d'un peuple qui n'avait pas, disaient-ils, cessé d'être leur vassal, et ils sommèrent le commandant romain de laisser partir les Sarmates. Cette sommation étant restée sans résultat, on vit bientôt une armée hunnique dé-

boucher sur l'Hunnivar : elle n'était pas dirigée par Denghizikh, mais par Hormidac, chef important des Huns et peut-être même fils d'Attila. On était alors en plein hiver, et la rigueur du froid avait été si grande, que le Danube, gelé jusqu'au fond de son lit, offrait un passage solide aux plus lourdes voitures. Hormidac y lança sa cavalerie et tout le train de bagages qui accompagnait une armée nomade en campagne. Comme une nuée de sauterelles dévorantes, les barbares vont s'abattre sur la Dacie riveraine, pillant tout et entassant le butin dans leurs chariots. L'empereur Léon, qui au milieu de ce chaos de peuples divers, amis ou ennemis, et barbares à tous les degrés, savait faire intervenir habilement et tour à tour la politique et les armes, Léon envoya pour balayer ces brigands un homme prudent comme lui, le consul Anthémius, qui devint plus tard empereur d'Occident. Anthémius, par une manœuvre savante, attire Hormidac, des plaines qu'il occupait, dans la contrée montagneuse de Sardique, où sa cavalerie devenait en grande partie inutile. Il prend alors l'offensive et pousse l'épée dans les reins l'armée ennemie, qui n'a plus d'autre ressource que de se jeter dans Sardique même, qu'elle enlève par un coup de main, et où les Romains ont bientôt mis le siége.

La ville, autrefois démantelée par Attila et récemment réparée, était assez forte pour tenir longtemps avec une telle garnison, si les vivres n'avaient pas manqué; mais cette garnison de Huns amenait la famine avec elle, et bientôt Hormidac se vit réduit au plus extrême besoin. Ses chariots, au lieu de vivres et de fourrages qui lui eussent été si précieux, contenaient de grandes, mais inutiles richesses, des vases ciselés, des étoffes rares et beaucoup d'or, dépouilles des malheureux provinciaux. Hormidac eut l'idée de faire servir du moins ces superfluités à son salut, et il ne craignit pas de s'adresser au général qui commandait la cavalerie d'Anthémius. Cet homme était-il un barbare au service de l'empire comme tant d'autres généraux romains, pour qu'un ennemi eût conçu si aisément l'espoir de l'acheter? S'offrit-il de lui-même à la séduction, et ces richesses accumulées dans les chariots des Huns avaient-elles tenté sa cupidité avant qu'Hormidac ne l'eût tentée lui-même? On l'ignore; mais on sait qu'un honteux marché se conclut entre le chef des Huns et le général romain. Il fut convenu qu'à un jour donné les Huns sortiraient de la ville et présenteraient la bataille au consul, que le maître de la cavalerie laisserait l'affaire s'engager, puis déserterait son poste, et passerait avec ses soldats du côté de l'ennemi. La cavalerie des Huns envelopperait alors les légions, dont le flanc serait sans défense, et qu'une charge aurait bientôt enfoncées.

Si la trahison, comme on le voit, était habilement combinée par le général, l'honnêteté des soldats la fit échouer. Au moment où les

deux armées, rangées en ligne, commençaient à se mêler, la cavalerie, qui formait une des ailes romaines, s'ébranla effectivement au signal de son chef, croyant exécuter une manœuvre; mais, quand elle vit celui-ci se diriger vers la ville et qu'elle soupçonna une désertion, elle tourna bride aussitôt et vint reprendre son poste sur le flanc des légions. Il était temps, car la cavalerie hunnique opérait déjà son mouvement, et les légions commençaient à se débander. Le combat recommençant alors avec une nouvelle vigueur, Hormidac fut rejeté rudement dans la ville. Le lendemain il demandait à capituler. « Le prix de la paix, répondit le consul, c'est la tête du traître. » Cette tête lui fut livrée sans hésitation. « Ce fut, dit le narrateur contemporain, comme l'arrêt d'un juge romain exécuté par des barbares (1). » En capitulant avec les Huns, Anthémius sauvait Sardique d'une destruction complète. Hormidac et ses compagnons, en bien petit nombre, regagnèrent le Danube sans bagage, sans chevaux et presque sans vie.

Le récit de cette courte, mais curieuse guerre ne nous vient pas d'un historien; nous la tenons d'un poète, et d'un poète gaulois, le célèbre Sidoine Apollinaire, auteur d'un *panégyrique* d'Anthémius devenu empereur d'Occident. Suivant l'usage des poètes, Sidoine ayant à mettre en scène la nation des Huns n'a point manqué l'occasion d'en tracer le portrait, et il l'a fait avec toutes les recherches, toute l'exagération de ce faux bel-esprit qui flattait le goût de ses contemporains, et qui fut, il faut bien le dire, pour une grande part dans sa renommée. Toutefois Apollinaire, homme de lettres mêlé aux affaires publiques, gendre de l'empereur Avitus et plus tard évêque de Clermont, vivait au milieu de gens qui avaient combattu ces barbares dans les armées romaines, lui-même les avait vus sans aucun doute pendant l'invasion d'Attila en Gaule; nous pouvons donc considérer la peinture qu'il nous en donne comme présentant un fond de réalité sous les couleurs forcées qui la déparent. Cela admis, il est curieux de comparer le tableau de Sidoine Apollinaire, tracé en 468, avec celui qu'esquissait Ammien Marcellin vers l'année 375, sous la première impression de l'arrivée des Huns en Occident. Si la férocité du caractère a pu s'adoucir chez ce peuple par un séjour de près de cent années au cœur de l'Europe et par son contact avec des races plus civilisées, on reconnaît du moins, en rapprochant ces deux portraits faits à un siècle de distance, que son type physique et ses mœurs n'avaient pas notablement changé.

« Cette nation funeste est cruelle, avide, sauvage au-delà de toute idée, et

(1) Nam qui te fugit mandata morte peremtus,
Non tam victoris periit quam judicis ore.
(Sid. Apoll., *Paneg. Anth.*, v. 305.)

barbare pour les barbares eux-mêmes. Son âme et son corps respirent la menace. Le visage des enfans, ordinairement si doux, est empreint chez elle d'un cachet d'horreur. Une masse ronde qui se termine en pointe, deux cavernes creusées sous le front et où l'on chercherait vainement des yeux, puis entre les joues une excroissance informe et plate, voilà la tête du Hun (1). La lumière n'arrive qu'avec peine dans les chambres étroites où l'œil semble la fuir, et cependant il s'en échappe des regards perçans qui embrassent les plus lointains espaces. On dirait que ces points ardens placés au fond de deux puits compensent leur éloignement par une possession plus énergique de la lumière. L'aplatissement des narines est dû aux bandelettes dont on serre la face des nouveau-nés, afin que le casque, n'ayant plus l'obstacle du nez, s'adapte plus exactement au visage. Ainsi l'amour maternel déforme l'enfant et le façonne pour la guerre (2)... Le reste du corps est beau : une poitrine large, des épaules carrées, peu de ventre, une taille au-dessous de la moyenne quand le Hun est à pied, et grande quand il est à cheval... Sitôt que l'enfant peut se passer de sa mère, on le place sur un cheval, afin que ses membres délicats se plient de bonne heure à des exercices qui rempliront sa vie. Il est des nations qui voyagent et se transportent sur le dos des coursiers, celle-ci y demeure (3)... Armé d'un arc énorme et de longues flèches,

(1) Gens animis membrisque minax : ita vultibus ipsis
Infantum suus horror inest. Consurgit in arctum
Massa rotunda caput : geminis sub fronte cavernis
Visus adest oculis absentibus : arcta cerebri
In cameram vix ad refugos lux pervenit orbes,
Non tamen et clausos. Nam fornice non spatioso,
Magna vident spatia, et majoris luminis usum
Perspicua in puteis compensant puncta profundis.
(Sid. Apollin., *Carm.* 2, v. 245-251.)

(2) Tum ne per malas excrescat fistula duplex,
Obtundit teneras circumdata fascia nares,
Ut galeis cedant. Sic propter prœlia natos
Maternus deformat amor, quia tensa genarum
Non interjecto fit latior area naso.
(Sid. Apoll., *Paneg. Anth.* — *Carm.* 2, v. 253-257.)

On voit par ce qui précède que les Huns exerçaient sur la tête de leurs enfans nouveau-nés deux espèces particulières de déformations. La première regardait la face. Au moyen de linges fortement serrés, ils obtenaient l'aplatissement du nez et la dilatation des pommettes des joues. La seconde s'appliquait au crâne, que l'on pétrissait en quelque sorte de manière à l'allonger en pain de sucre. *Consurgit in arctum massa rotunda caput.* Un savant naturaliste étranger, qui a pris pour objet de ses recherches anthropologiques les races du nord-est de l'Europe, avait été frappé du grand nombre de crânes déformés que présentent les anciennes sépultures dans les localités occupées autrefois par les nations finno-hunniques. Il me fit l'honneur de me consulter à ce sujet. Je suis heureux de pouvoir fournir un texte précis qui réponde au besoin des sciences naturelles, et non moins heureux que celles-ci viennent appuyer d'une démonstration sans réplique les probabilités de l'histoire.

(3) ..... Cornipedum tergo gens altera fertur,
Hæc habitat. (*Paneg. Anthem.*, v. 265.)

le Hun ne manque jamais son but : malheur à celui qu'il a visé, car ses flèches portent la mort ! »

Les barbares, prompts et mobiles comme des enfans, oublient aisément le mal qu'ils ont fait, et se flattent non moins aisément que l'offensé en a perdu le souvenir, sitôt qu'un intérêt nouveau ou quelques nouvelles préoccupations leur rendent cet oubli désirable : c'est ce que nous voyons arriver chez les fils d'Attila. L'année 467 nous les montre réunis en une sorte de congrès de famille et délibérant sur une faveur qu'ils veulent obtenir du gouvernement romain, comme si l'année précédente ils n'avaient pas ravagé impitoyablement ses provinces : ce qu'ils sollicitent maintenant, c'est le droit de commercer librement avec l'empire, la détermination de certains marchés dans les villes romaines de la frontière, où les Huns puissent apporter et vendre leurs marchandises et se procurer en retour des marchandises romaines. Ils décident qu'une ambassade solennelle sera en leur nom collectif envoyée à Constantinople, afin de porter leur demande à la connaissance de l'empereur. La législation romaine faisait du droit de trafic entre l'étranger et le Romain, *jus commercii*, un privilége qui ne s'octroyait qu'à bon escient en faveur de voisins dont l'amitié semblait éprouvée, car il n'était pas rare que les barbares cherchassent à abuser de ce droit. Tantôt, à la veille d'une guerre qu'ils méditaient contre l'empire, ils venaient s'approvisionner de vivres et d'armes dans les marchés romains; tantôt, se donnant rendez-vous en grand nombre dans les places de commerce, qui étaient ordinairement aussi des places de guerre, ils faisaient main-basse sur les habitans, saccageaient la ville ou s'en emparaient par trahison. Attila avait accompli ou tenté plusieurs coups de ce genre qui avaient rendu avec juste raison le gouvernement romain défiant et difficile, et l'humeur batailleuse de quelques-uns de ses fils, ainsi que l'agitation qu'ils entretenaient dans leurs tribus, n'était guère propre à faire lever l'interdiction; aussi l'ambassade ne rapporta-elle de Constantinople qu'un refus exprimé en termes très nets.

Ce refus mit les princes huns hors d'eux-mêmes. Ils se réunirent de nouveau pour exhaler leur colère, et dans ce conseil, qui paraît avoir été fort tumultueux, les résolutions les plus violentes furent agitées. Il y eut un parti de la guerre qui prétendait qu'une pareille injure ne pouvait être lavée que par des flots de sang dans les murs même de Constantinople, et Denghizikh se trouva naturellement l'organe obstiné de ce parti; mais il rencontra en face de lui Hernakh, qui se fit avec non moins d'obstination l'avocat des résolutions pacifiques. Entre autres argumens en faveur de la paix, il fit valoir celui-ci, « que les Acatzires, les Saragoures et les autres tribus hunniques

voisines du Caucase et de la Mer-Caspienne étaient en ce moment même engagés dans une expédition au cœur de la Perse. — N'y aurait-il pas folie, disait-il, à nous engager dans une autre guerre contre l'empire, et à nous jeter ainsi de gaieté de cœur deux pareils ennemis sur les bras? » Le raisonnement d'Hernakh nous prouve clairement que les nations hunniques continuaient à se regarder comme les membres d'un même corps dans toute l'étendue de leur ancienne confédération, depuis la Mer-Caspienne et le Caucase jusqu'au Danube, et maintenant même jusqu'au pied de l'Hémus. L'influence du jeune fils d'Attila et ses argumens de bon sens entraînèrent la minorité de ses frères, tous ceux probablement qui, habitant comme lui au midi du Danube, se trouvaient directement sous la main de l'empereur; mais Denghizikh tint bon : il déclara que, si on l'abandonnait, il ferait la guerre à lui seul et saurait la mener à bonne fin. Il mêlait au ressentiment de son injure on ne sait quelle idée de conquête dans les provinces de Mésie ou de Thrace, et même l'espérance de se rendre l'empire romain tributaire. Sa résolution une fois arrêtée, il fit appel aux hordes du Borysthène et du Dniéper; tout fut bientôt en mouvement dans les plaines de la Mer-Noire, et l'avant-garde d'une puissante armée ne tarda pas à se montrer sur l'Hunnivar.

Le préfet de la rive romaine, commandant général des forces préposées à la défense du bas Danube, était un Goth romanisé nommé Anagaste, dont le père avait été tué au service de l'empire, dans une des guerres contre Attila. Il nourrissait, par suite de cette circonstance, contre la mémoire du roi des Huns et contre toute sa race, une haine qu'il ne dissimulait pas. Inquiet des mouvemens qu'il voyait s'opérer dans l'Hunnivar, il avait fait demander à Denghizikh ce que cela signifiait, s'il avait à se plaindre du gouvernement romain, et en quoi. — Denghizikh ayant dédaigné de répondre, il le somma de déclarer catégoriquement s'il voulait la guerre ou non. Le fils d'Attila, sans se soucier des sommations d'Anagaste, fit partir des ambassadeurs pour Constantinople, afin, disait-il, de s'expliquer directement avec l'empereur. Introduite devant le prince, l'ambassade exposa les griefs du roi des Huns : il ne se contentait plus du droit de commerce avec les Romains; il lui fallait des terres à sa convenance pour lui et son peuple, sans compter un tribut annuel pour payer son armée. Celui à qui s'adressaient ces réclamations insolentes était l'empereur Léon, dont l'histoire vante le caractère à la fois ferme et équitable. Il répondit froidement aux barbares « qu'il n'accordait de pareilles demandes qu'à ses amis; que si les Huns se soumettaient à son autorité, il verrait ce qu'il aurait à faire; qu'il serait charmé, en tout cas, s'ils passaient du rôle d'ennemis à celui d'amis et d'alliés. » Denghizikh n'attendait guère une autre réponse de Léon, et son ambassade n'était qu'une feinte pour endormir les commandans

romains de la frontière. Tandis qu'il opposait à leurs soupçons cette preuve de ses intentions pacifiques, il trouvait le moyen de passer le Danube sur divers points, et bientôt son innombrable cavalerie fut réunie tout entière sur la rive droite.

La Basse-Mésie et les deux Dacies devinrent le théâtre de ses ravages. La région voisine de l'Hémus servait alors de repaire à des bandes de brigands qui, des vallées où ils étaient retranchés, fondaient sur le plat pays pour le mettre à contribution. C'étaient des Goths qui avaient secoué l'obéissance de leurs rois pour vivre en pleine indépendance aux dépens de tout le monde : bien aguerris d'ailleurs et bien armés, ils avaient plus d'une fois tenu tête aux troupes envoyées pour les réduire. Denghizikh les appela à lui, et sitôt qu'ils eurent réuni leur solide infanterie à la cavalerie des Huns, la guerre prit des proportions inquiétantes pour les Romains. Trois armées furent mises en campagne sous la conduite de plusieurs généraux de renom, parmi lesquels on comptait Anagaste et le célèbre Goth Aspar, à qui Léon devait le trône impérial. Leurs instructions étaient d'éviter tout engagement en rase campagne, de harasser l'ennemi par des marches et des contre-marches, surtout de l'attirer dans des cantons montueux où sa nombreuse cavalerie lui deviendrait plus nuisible qu'utile. C'était le système employé par Anthémius contre les bandes d'Hormidac l'année précédente, et le meilleur pour anéantir ces multitudes braves, mais imprévoyantes, qui ne savaient ni assurer leurs subsistances, ni se retirer avec ordre après une défaite. Amené de proche en proche au débouché d'un vallon abrupt et sans issue, Denghizikh, qui ne connaissait point le pays, alla s'y enfermer comme dans un piége, ne laissant plus aux Romains que la peine de l'y retenir prisonnier. Les légions, campées sans péril à l'entrée du défilé, regardaient les Huns s'agiter inutilement et se consumer sous leurs yeux, car tout leur manquait, vivres et fourrages, et l'escarpement des roches qui les entouraient leur enlevait toute chance de sortir jamais de ce tombeau. Denghizikh se sentit perdu, et son obstination superbe l'abandonna. Il envoya au camp romain des députés porteurs de ces humbles paroles : « que les Huns se soumettaient à tout ce qu'on exigerait d'eux, pourvu qu'on leur accordât des terres. » Les généraux romains ayant répondu qu'ils en référeraient à l'empereur, les députés se récrièrent (1) : « Nous ne pouvons pas attendre, dirent-ils avec l'accent du désespoir; il faut que nous mangions, ou que nous vous vendions cher nos vies tandis qu'il nous reste un peu de sang. » Les généraux tinrent conseil, et à l'issue de la délibération on promit aux Huns de leur fournir des vivres jusqu'à

(1) « Romani responderunt se ad imperatorem eorum postulata delaturos. At Scythæ, propter famem quæ eos premebat, transigere velle dixerunt, neque longiores moras ferre posse. » (Prisc., *Hist.* 20.)

ce que l'empereur eût fait savoir sa volonté; mais attendu que le camp romain n'était pas lui-même approvisionné très abondamment, les généraux se réservèrent le droit de régler chaque jour les distributions qui pourraient être faites aux barbares, et de surveiller ces distributions au moyen des officiers romains chargés du service des vivres dans les légions. On recommanda en conséquence aux Huns de se fractionner par petits corps à l'instar des troupes romaines, afin que les officiers romains pussent procéder chez eux à la prestation des vivres sans changer l'ordre du service. Il y aurait à ce mode, assurait-on, avantage de régularité et d'économie. — Ces raisons en déguisaient d'autres plus sérieuses que la suite dévoila.

Parmi les officiers supérieurs de l'armée romaine se trouvait un barbare, Hun de naissance, mais sincèrement attaché au drapeau sous lequel il avait gagné ses grades et sa fortune : il se nommait Khelkhal. On le désigna comme un des agens chargés d'aller dans le camp de Denghizikh présider à la distribution des vivres. Quoique Hun, Kelkhal entendait et parlait couramment la langue gothique. A son arrivée dans le camp, il trouva moyen de se faire attacher à une division de l'armée barbare qui renfermait un grand nombre de Goths et très peu de Huns. Son premier soin fut de réunir en cercle autour de lui les divers chefs de ce corps, et il leur adressa ce discours qu'il avait médité d'avance : « Je puis en toute sûreté vous garantir que l'empereur vous accordera des terres suivant votre désir; mais je me demande quel profit vous en retirerez : aucun, sans contredit, car tout l'avantage en reviendra aux Huns. Les Huns, vous le savez, méprisent le travail, surtout celui des champs; c'est donc vous qui labourerez, qui récolterez pour eux, qui les ferez vivre; vous serez leurs serfs, et en retour ils vous pilleront. Vous aurez réalisé l'association du loup et de l'agneau (1). Il y eut un temps où vos ancêtres, repoussant tout contact, toute alliance avec ce peuple, lièrent par un serment redoutable leur postérité à cette résolution et ordonnèrent à leurs enfans de fuir à jamais la société des Huns, et voici que vous, non-seulement vous vous exposez de gaieté de cœur à vous faire opprimer et piller par eux, mais, ce qui est bien pis, vous abjurez les engagemens sacrés de vos pères (2). Je suis né parmi les Huns et je m'en fais gloire, mais la justice est plus respectable

(1) « Terram quidem imperatorem ad inhabitandum daturum, quæ non illis fructui et commodo futura esset, sed cujus utilitas ad solos Hunnos redundaret. Hos enim terræ cultum negligere, et luporum more bona Gothorum invadentes diripere, qui ipsi servorum conditione habiti, ad victum illis comparandum laborare coacti forent. » (Prisc., *Hist.* 20.)

(2) « Quam visnullum nusquam fœdus inter utramque gentem sancitum sit, et majores jurejurando eos obstrinxerint ut Hunnorum societatem fugerent. Quare non tantum suis eos privari, sed etiam patria sacramenta negligere. » (Prisc., *Hist.* 20.)

à mes yeux que les liens du sang; c'est elle qui m'oblige à vous tenir ce langage. Réfléchissez (1). »

A mesure que Khelkhal parlait, le regret, la colère, la haine, s'allumaient dans le cœur des Goths, dont l'agitation se contenait à peine. A son départ, elle éclate avec fureur, les épées sortent du fourreau, on fait main-basse sur les Huns; tous ceux qui se trouvaient dans les rangs des Goths sont massacrés. Des scènes pareilles ou en sens contraire se passaient sur d'autres points, et bientôt le camp de Denghizikh, inondé de sang, présenta l'aspect d'une vaste boucherie. C'est ce moment que les généraux romains attendaient. Ils donnent le signal à leurs troupes, qui marchent en bon ordre sur le défilé, et criblent les barbares de coups de flèches et de javelots. Ceux-ci, reconnaissant leur faute, essaient en vain de se rallier; l'épée des légionnaires les achève. Un petit nombre seulement, se faisant jour à travers l'armée des Romains, parvinrent à s'échapper et atteignirent la rive du Danube : Denghizikh était avec eux.

Au printemps suivant, l'infatigable batailleur rentrait en campagne avec une nouvelle armée, mais cette fois les généraux romains étaient sur leurs gardes. Anagaste, que la haine rendait ingénieux, tendit un second piége où Denghizikh vint se jeter. On le prit, on le tua, et sa tête détachée du tronc fut envoyée à Constantinople, tandis que les hordes hunniques, battues, dispersées, regagnaient, comme elles pouvaient, l'Hunnivar. Le soldat porteur du message d'Anagaste arriva dans la ville impériale pendant qu'on célébrait de grandes courses de chars au cirque de bois. Le chef du roi des Huns, défiguré par la mort et par les outrages, fut promené au bout d'une pique à travers les rues et les places, pour aller ensuite figurer dans l'arène au haut d'un poteau, comme une des curiosités du spectacle (2). La Rome d'Orient ne dissimulait pas la joie que cette mort lui causa : Denghizikh assurément n'était pas Attila, mais c'était son fils et l'ombre de ce nom, qui inspirait encore l'épouvante. On inscrivit donc avec orgueil dans les chroniques cette mention que nous y pouvons lire encore : « La onzième année de Léon empereur, Zénon et Martianus étant consuls, fut apportée à Constantinople la tête de Denghizikh, fils d'Attila (3). »

La mort du représentant le plus élevé de la famille d'Attila rompit peut-être le dernier lien qui rattachait entre eux les membres de cette famille, et jeta les tribus de l'Hunnivar dans des discordes où elles

(1) « Se quidem genere Hunnum, quo maxime glorietur, sed æquitate motum hæc illis dicere ut quæ facienda essent viderent. » (Prisc., *Hist.* 20.)

(2) « Cujus caput allatum est Constantinopolim dum circenses agerentur, et per mediam urbis plateam traductum, et ad xylocircum delatum, paloque infixum est. (*Chron. Pasch.*)

(3) ..... His Coss. caput Denzicis Hunnorum regis, Attilæ filii, Constantinopolim allatum est. (*Chron. Marcel. comit.*)

faillirent s'abîmer; mais elle consolida l'alliance des Huns fédérés avec le gouvernement romain. Elle eut aussi pour conséquence d'élargir la barrière que le changement de vie ou de condition politique avait mise entre les tribus sédentaires et les tribus nomades, et de rendre ces deux fractions de la même race de plus en plus étrangères l'une à l'autre. C'est en effet de ce moment que les colonies hunniques de Pannonie et de Mésie, libres de tout empêchement extérieur, marchent d'une allure plus franche vers la civilisation ou du moins vers cette imitation des habitudes romaines qui constituait le premier degré de la *romanité*. Le progrès peut se suivre de loin en loin dans l'histoire à des indices assurés. Cependant elles ne perdent que lentement leur individualité de race, et au bout d'un siècle on les reconnaissait parfaitement pour des populations hunniques au costume, au langage, à certaines institutions maintenues soigneusement. Elles étaient gouvernées par des chefs nationaux qui prenaient le nom de rois chez les tribus les plus importantes, et ces rois, subordonnés aux magistrats romains dans les choses générales de la politique et de la guerre, étaient ordinairement agréés, quelquefois imposés par l'empereur. Quoique les tribus eussent généralement conservé leurs noms indigènes, quelques groupes portaient des dénominations latines qui leur venaient soit de leur destination spéciale, soit des circonstances topographiques de leurs cantonnemens. De ce nombre étaient les *Fossaticii*, préposés, comme l'indiquait leur nom, à la garde d'une partie du *fossatum*, fossé ou rempart de défense, et les *Sacromonticii*, campés suivant toute apparence sur une hauteur appelée Mont-Sacré; telle était encore la colonie du Château de Mars, qui cultivait les environs de cette forteresse. C'est à Jornandès que nous devons la plupart de ces détails; ce qui veut dire que sous un certain point de vue leur autorité n'est pas contestable. Jornandès était né en Mésie, chez le petit peuple des Mésogoths. Son aïeul, Péria, avait été notaire ou secrétaire du roi alain Candax, le vassal et le compagnon d'Hernakh, et son père, Alanowamuthis, exerçait probablement la même profession, qui consistait à rédiger dans les divers idiomes parlés sur le Danube la correspondance des rois barbares; lui-même aussi, *bien qu'illettré* (c'est lui qui nous le dit), suivit la carrière de son aïeul avant d'entrer dans les ordres sacrés (1). De telles fonctions donnaient une connaissance parfaite de toutes les affaires intérieures et extérieures de ces petits rois. Quand donc Jornandès nous entretient des Huns pannoniens et mésiens, c'est plus qu'un historien contemporain, plus qu'un témoin

(1) « Cujus Candacis Alanovamuthis patris mei genitor Peria, id est meus avus, notarius quousque Candax ipse viveret, fuit.... Ego item, quamvis agrammatus, Jornandes, ante conversionem meam notarius fui. » (Jornand., *Reb. Get.*, 17.

oculaire, c'est presque un acteur des événemens qui nous en parle par sa bouche.

On compterait difficilement tous les Huns sortis des colonies danubiennes qu'éleva le hasard ou le mérite à de hauts grades dans la milice romaine; il nous suffira de citer Acum, maître des milices d'Illyrie, — Mundo, petit-fils d'Attila et lieutenant de Bélisaire, — le patrice Bessa, dont les services furent obscurcis par la cupidité, — et deux frères, Froïlas et Blivilas, celui-là maître des milices, celui-ci duc de la Pentapole : tous deux ainsi que Bessa venaient de la colonie du Château de Mars. La faveur qui environnait les Huns fédérés à la cour de Constantinople pendant la première moitié du VIe siècle ne peut se comparer qu'à celle dont jouirent les Goths un siècle auparavant, sous les règnes d'Arcadius et de Théodose II. On leur prodiguait les dignités et les commandemens, on singeait leurs manières, on s'engoua même de leur costume. Les jeunes Byzantins à la mode, les élégans factieux du parti des *verts*, se faisaient couper les cheveux très ras sur le front, à la façon des Huns, et portaient la tunique et le large pantalon en usage chez ce peuple (1). Justinien lui-même affectionnait ce vêtement, qui figura avec honneur sous les tentes de Bélisaire et de Narsès. S'il arrivait qu'un de ces petits rois huns, cédant aux amorces de la cour de Byzance, consentît à recevoir le baptême, c'était une bonne fortune pour la politique romaine autant au moins que pour le christianisme. La ville, tout l'empire même, se mettaient en fête; l'empereur était ordinairement parrain, l'impératrice marraine, et le monde chrétien assistait au spectacle assurément fort curieux d'un successeur de Constantin tenant sur les fonts du baptême quelque petit-fils d'Attila.

On aimerait à suivre dans l'histoire, très confuse et très incomplète de ce temps, les vestiges du pacifique Hernakh, sur qui Attila fondait l'espoir d'une longue postérité. La prédiction s'est-elle accomplie, et sommes-nous tenus de croire comme les Huns à l'infaillibilité de leurs *chamans?* Que devinrent Uzendour et Emnedzar, doublement frères d'Hernakh et fidèles compagnons de sa fortune? lui restèrent-ils toujours unis? Le temps a jeté sur toutes ces destinées un voile qui ne se lèvera plus. Nous sommes un peu moins ignorans sur le compte de Gheism, qu'Attila avait eu de la sœur d'Ardaric, roi des Gépides. L'histoire nous le montre d'abord retiré en Gépidie près de son oncle, où il vit tranquillement avec son petit peuple dans la condition de vassal. Son fils Mundo ou Mundio, dont le nom rappelle Mundiuk (2), père d'Attila, lui succède dans le gouvernement de sa tribu et dans la faveur des rois gépides. Cette faveur ne se démentit

(1) Procop., *Hist. Art.* 7.

(2) Le nom du père d'Attila est écrit *Mundiukh* par Priscus, et *Mundzuc* par Jornandès. — C'est Jornandès qui nous donne pour le fils de Gheism les deux formes *Mundo* et *Mundio*.

point jusqu'au moment où Thraséric monta sur le trône; mais alors elle fit place à une haine déclarée. Mundo, fier et passionné, ne supporta pas longtemps les persécutions dont il était l'objet. Un jour il brisa son lien de vasselage, passa le Danube avec quelques braves compagnons, et alla chercher asile sur les terres romaines. Pour vivre il se fit voleur, enlevant les troupeaux qui pâturaient dans les vallées de l'Hémus, pillant les villages et détroussant les voyageurs sur les chemins. Ce métier-là, il faut le dire, n'avait rien d'extraordinaire ni presque de honteux dans ce pays et ce temps misérables, où l'incertitude de la vie avait atteint sa dernière limite, et où le dépouillé du jour devenait malgré lui, par une conséquence fatale de sa ruine, le spoliateur du lendemain. Mundo ne se trouva donc pas seul à le pratiquer. Outre ces Goths dont j'ai parlé plus haut et qui infestaient surtout la Mésie supérieure, il y avait tout le long des Alpes Pannoniennes et Noriques des bandes organisées pour le pillage et composées de gens de toute race, provinciaux et barbares, Goths, Gépides et Romains; c'étaient la misère, l'oisiveté et le désordre qui les recrutaient. Assez nombreuses pour former comme un petit peuple, elles portaient vulgairement la dénomination de *Scamari,* d'un mot illyrien qui paraît avoir signifié brigands (1). Les Scamares, émerveillés de la hardiesse des expéditions de Mundo, lui proposèrent de se mettre à leur tête, et le brigandage prit dès lors les proportions d'une véritable guerre.

Un coup de main heureux les ayant rendus maîtres de la tour d'Herta, forteresse qui dominait le haut Danube, leur ambition n'eut plus de bornes; ils élevèrent Mundo sur le pavois et le proclamèrent roi des Scamares. Toute la contrée s'émut à cet excès d'impudence. L'empire romain et le royaume des Gépides, également intéressés à la répression des désordres, envoyèrent des troupes chacun de leur côté : les Gépides, plus voisins, arrivèrent les premiers, et mirent le siége devant Herta. Serré de près par les armes et bientôt par la famine, Mundo désespérait presque de lui-même et songeait à se rendre, quand un incident le sauva. Les Ostrogoths étaient alors en querelle avec les Gépides pour la possession de leurs anciens cantonnemens du Danube, qu'ils avaient laissés vacans lors de leur départ pour l'Italie, et dont ceux-ci s'étaient emparés. Après avoir réclamé vainement ce qu'il appelait le patrimoine des Goths, Théodoric venait d'envoyer sur la Save une armée chargée de rejeter les usurpateurs au-delà du Danube. Informé de cette circonstance, Mundo en tire

(1) « Nam hic Mundo... Gepidarum gentem fugiens ultra Danubium in incultis locis sine ullis terræ cultoribus debacchatur : plerisque abactoribus, Scamarisque et latronibus undècumque collectis... » (Jornand., *R. Get.* 19.) Ce même mot de *Scamar* se trouve dans la *Vie de saint Séverin* pour désigner les mêmes bandes de brigands qui infestaient le Norique. « Latrones quos vulgus Scamaros appellabat. » (Cap. 7.)

un parti merveilleux; il se déclare le vassal de Théodoric et se place sous la protection des Goths, qui, trouvant un grand intérêt à la coopération des Scamares, dégagent Herta, et mettent Mundo en liberté. Le fils d'Attila prend aussitôt le chemin des Alpes, et va prêter son serment de vassal entre les mains de Théodoric.

Le roi d'Italie l'attacha à sa personne, et Mundo servit brillamment sous ce grand capitaine; mais Théodoric étant mort et le royaume des Ostrogoths devant passer aux mains de sa fille Amalasunthe, Mundo dédaigna de porter les armes sous une femme. C'était le temps où Justinien, à peine monté sur le trône impérial, attirait déjà les regards du monde entier, qui semblait entrevoir son génie. Curieux de le connaître et de tenter fortune près de lui, Mundo se rendit à Constantinople avec une troupe d'Hérules qui demandèrent à le suivre. Un fils d'Attila vassal et déserteur des Goths, un roi des Scamares dont les aventures couraient toutes les bouches ne pouvait manquer de réussir à la cour de Justinien, rendez-vous de tant d'aventuriers. Il plut à cet empereur, qui lui donna du service, et entra en relation avec Bélisaire, déjà plein de gloire et pourtant disgracié. Mundo se trouvait à Constantinople en 532, lorsqu'éclata cette fameuse insurrection du cirque qui faillit emporter Justinien et bouleverser l'empire. Les séditieux, munis d'armes pillées dans les arsenaux, étaient maîtres de la ville; les troupes chancelaient, et déjà la populace, retranchée derrière les murs du cirque comme dans une forteresse, proclamait un autre empereur. Tout semblait perdu, et Justinien, s'abandonnant lui-même, parlait de quitter la ville, quand Bélisaire, sorti de sa retraite, se chargea d'étouffer la rébellion. Il lui fallait des hommes déterminés; il prit Mundo, qu'en sa qualité de Hun il mit probablement à la tête des escadrons de cavalerie restés fidèles. Sa confiance ne fut point trompée. Tandis que lui-même forçait avec ses cohortes d'infanterie la porte du cirque la plus voisine du palais, le petit-fils d'Attila, suivi de sa troupe, s'élançait par la porte opposée, l'épée en avant, au grand galop de son cheval : on sait le reste. Justinien paya ce service du poste de commandant général de l'Illyrie. Rien ne se passait dans la vie de Mundo comme dans celle du vulgaire des hommes. En se rendant à son poste, il rencontre une armée bulgare qui venait de franchir le Danube et marchait vers la Thrace; cette armée ne le fait pas reculer. Avec une poignée d'hommes qui composaient son escorte, il la traverse d'un bout à l'autre en se battant, et arrive sain et sauf dans sa résidence.

Parvenu à une si haute fortune, le descendant d'Attila voulut être complétement Romain. Il enrichit son nom asiatique d'une terminaison latine sonore, qui en fit *Mundus*, c'est-à-dire le monde, nom passablement ambitieux, et son fils, baptisé selon toute apparence, reçut

celui de Maurice. Le nouveau Romain commanda ces provinces, toutes pleines des ruines que son aïeul avait faites, et les commanda bravement. Quand la guerre eut éclaté en Italie entre Justinien et les Goths, Bélisaire le réclama pour un de ses lieutenans. En face des Ostrogoths, dont il avait été le vassal, Mundus se fit reconnaître par son audace : il battit une de leurs armées, dégagea la Dalmatie, et enleva la place de Salone, tout cela en quelques semaines; mais là fut le terme de ses aventures. Pour couronner dignement sa vie, il ne lui manquait plus qu'une mort romanesque, et le sort ne la lui refusa pas. Après la perte de Salone, les Goths n'avaient pas tardé à revenir en force pour reconquérir une position si importante, et le bruit courait qu'ils approchaient de la ville, quand Mundo envoya son fils avec quelques troupes pour les observer. Ce jeune homme, qui sentait dans ses veines les ardeurs de sa race, ne s'en tint pas aux ordres de son père : il osa attaquer l'ennemi, et fit une percée dans ses rangs; mais enveloppé bientôt par des forces supérieures, il périt avec tous les siens. Mundo, à cette nouvelle, devint comme fou : rassembler tout ce qu'il avait de soldats sous la main et courir où son fils avait péri, ce fut pour lui l'affaire d'un moment. Il arrive, se précipite sur les plus épais bataillons, y jette le trouble, et leur fait rebrousser chemin. Déjà la victoire des Romains n'était plus douteuse quand un Goth, qui passait près de lui en fuyant, s'arrête, le reconnaît, et lui plonge son épée dans le cœur.

Ainsi finit le dernier des *Attiliens* (*ex Attilanis*, dit Jornandès) (1) dont on puisse reconstruire la biographie à l'aide des indications de l'histoire. Les Romains, qui aimaient à jouer sur les mots, trouvèrent dans la mort de Mundus une occasion de plaisanterie. On avait découvert dans les oracles sibyllins un vers obscur qui disait que lorsque l'Afrique serait prise, le monde périrait avec sa postérité : *Africâ captâ, Mundus cum nato peribit* (2). L'Afrique avait été recouvrée par Bélisaire; Mundus et Maurice venaient de périr; l'oracle n'était-il pas accompli? Quelques superstitieux voulurent bien le croire, la foule n'y vit qu'un jeu de mots qui l'amusa, et ce fut l'oraison funèbre du petit-fils d'Attila devenu Romain.

AMÉDÉE THIERRY, de l'Institut.

(*La seconde partie à un prochain numéro.*)

(1) « Attilanis origine descendens. » (Jornand., *R. Get.* 17.)

(2) « Tunc Romani in memoriam revocarunt sibyllinum oraculum, quod anteà decantatum prodigii loco habebant. Sic enim illud accipiebant, ut dicerent, post captam Africam, orbem cum sua progenie ad interitum redactum iri. Non erat hæc sententia vaticinii : sed prænuntiatio Africæ redditæ in ditionem romanam; id sequebatur, tunc Mundum cum filio periturum. Etenim his verbis constabat : *Africâ captâ, Mundus cum nato peribit*. Et quoniam Mundus latine orbem universum significat, ad orbem oraculum referebant. » (Procop., *De Bell. Goth.*, lib. I, cap. 7.)

LITTÉRATURE INDIENNE

LE RIG-VÉDA ET LES LIVRES SACRÉS DES HINDOUS.

I. *Rig-Veda-Sanhita*, together with the Commentary of Sayanacharya, edited by Dr Max Müller, Oxford 1849-1854. — II. *Rig-Veda*, traduit en anglais par M. H.-A. Wilson, vol. Ier, Oxford 1850. III. — *Le Rig-Véda ou Livre des Hymnes*, traduit en français par M. Langlois, de l'Institut, 4 v. in-8o, Paris 1848-1851. — IV. *Des Védas*, par M. Barthélemy Saint-Hilaire, de l'Institut, 1 vol., Paris 1854.

Il y a plus de trois mille ans, un petit peuple pasteur et guerrier, parti selon toute apparence des plaines situées entre la Mer-Caspienne et le lac Aral, descendait des froides régions de la Haute-Asie, en s'avançant vers les belles contrées arrosées par l'Indus, le Gange et la Djamounâ. Ce petit peuple, c'étaient les Aryens. Poussés par l'instinct de la migration, ils marchaient résolument à la recherche d'une terre promise, d'une nouvelle patrie, dans laquelle les premiers historiens grecs, antérieurs d'un et deux siècles à l'expédition d'Alexandre, nous les montrent établis sous le nom d'*Indiens;* mais ces Indiens, qui se nommaient eux-mêmes les hommes vénérables, *âryas,* ne formaient que l'un des trois rameaux de la grande famille asiatique, iranienne ou aryenne, dont les plaines de la Chaldée avaient été le berceau. Des deux autres branches, l'une demeura sur le sol natal : ce fut le peuple zend, d'où sortirent les Mèdes et les Perses; l'autre donna naissance aux nations qui, s'écoulant par le Caucase et suivant les deux rives de la Mer-Noire, occupèrent l'Asie-Mineure et se répandirent dans toute l'Europe : ce furent les Grecs, les Romains, les Celtes, les Germains, les Slaves, etc. Voilà en deux mots l'histoire de la race japhétique, de ces descendans du second fils de Noé dont la Bible a dit en termes si précis : « C'est d'eux que sont issus les peuples les plus éloignés, qui se sont répandus dans leurs

pays divers, chacun avec son langage et ses familles, et qui formèrent des nations (1). » Ces paroles du livre saint, encore plus vraies pour l'avenir que pour le passé, la philologie les a pleinement confirmées. N'a-t-elle pas mis en parfaite lumière le lien qui unit entre eux tous les idiomes anciens et modernes parlés par les peuples des trois rameaux de la race aryenne?

Ces affinités n'existent pas seulement dans le langage. Quand on commença à étudier la littérature sanscrite, on retrouva entre le génie de ces nations asiatiques et celui des peuples de l'Occident des rapports non moins frappans. Chez les Aryens de l'Inde, on remarqua cette tendance à réfléchir et à rêver qui produit la philosophie et la poésie, cette vivacité d'imagination qui est propre aux peuples japhétiques. Comme les plus célèbres nations de l'ancien monde, ils avaient eu l'honneur d'implanter une civilisation au milieu de tribus barbares, d'imposer leur langue aux vaincus. Autant que les Grecs, ils eurent le sentiment de leur supériorité intellectuelle; fiers de leur race, comme les Romains, ils étendirent leur domination jusqu'aux limites du monde qu'ils connaissaient. Par malheur, aucun élément nouveau, aucune idée régénératrice ne vint retremper les Hindous séparés des grandes nations qui accomplissaient à leur tour de brillantes destinées. Énervés par un long séjour dans des climats trop favorisés du ciel et mêlés par la suite des temps aux races indigènes, ils ne surent point résister aux attaques fougueuses de l'islamisme. Il y a huit siècles déjà que l'ère de la décadence a commencé pour eux, mais ils ont conservé avec un soin jaloux leurs traditions religieuses. Au moment où, sous l'influence d'une conquête de plus en plus complète et sous l'empire des idées nouvelles qui pénètrent à leur insu les plus vieilles nations de l'ancien monde, ces traditions couraient le risque de se perdre, l'Europe elle-même, représentée par quelques savans anglais dont les noms ne périront pas, — William Jones, Colebrooke, Wilkins et d'autres, — prit sous sa protection les monumens les plus vénérés de la littérature sanscrite, et les brahmanes, dépositaires des textes anciens, consentirent à initier aux secrets de leur idiome sacré ces Européens dont le caractère honorable et l'ardeur pour l'étude leur inspiraient une entière confiance.

L'effet que produisirent sur ces esprits d'élite les premiers pas qu'ils firent dans le vaste domaine des études indiennes est surtout visible dans les brillans discours de sir William Jones et les profondes recherches de Colebrooke sur la philosophie des Indiens. Ces deux hommes éminens eurent le pressentiment des grandes décou-

(1) Genèse, chap. 10, verset 5, traduct. de MM. Glaire et Franck.

vertes réservées à ceux qui suivraient leurs traces. Ils furent les véritables conquérans de l'Inde ancienne, et on leur doit en grande partie ce qui s'est fait depuis eux, car ils ont retrouvé un monde oublié. On ne peut donc s'empêcher de se retourner vers eux et de les saluer d'un souvenir reconnaissant à la vue des publications magnifiques dont l'Angleterre a doté l'Europe savante depuis cinquante ans. Le texte des lois de Manou, imprimé deux fois à Calcutta avec un commentaire et traduit par W. Jones, avait fait connaître l'organisation de la société aryenne, divisée par castes dix siècles avant notre ère, à l'époque où le brahmanisme brillait du plus vif éclat, dominant la royauté de toute la hauteur qui élève le pouvoir spirituel au-dessus de la puissance temporelle. Les grandes épopées, le *Mahâbhârata* et le *Râmâyana*, l'Iliade et l'Odyssée de ces peuples adorateurs des héros (1), publiées en entier, la première à Calcutta par les soins du comité d'éducation, la seconde à Paris par M. G. Gorresio de Turin, donnèrent la mesure du génie poétique des Indiens. Dans les deux *pourânas* récemment traduits par MM. E. Burnouf et H. Wilson (2), on eut deux spécimens fort curieux de ces recueils immenses, un peu informes, pareils aux dépôts d'alluvion, dans lesquels se sont accumulés tous les récits mythologiques, toutes les légendes qui ont cours dans le monde des Hindous, compositions bizarres où le dogme et la poésie se prêtent un mutuel secours pour donner une âme aux objets sensibles et revêtir d'un corps les abstractions de la métaphysique.

La philosophie spéculative et la philosophie dogmatique, le drame, l'apologue cher aux Orientaux, la chronique merveilleuse ont eu aussi depuis longtemps leur place parmi les publications auxquelles l'Angleterre, la France et l'Allemagne prennent part avec une si noble émulation. Cependant il y avait encore une conquête à faire dans le domaine des études indiennes. Tant que les quatre *Védas* ou livres sacrés restaient à l'état de manuscrit entre les mains des brahmanes ou dans les bibliothèques de l'Inde et de l'Europe, il était difficile, pour ne pas dire impossible, de se faire une idée du premier âge des peuples hindous. On avait beau rechercher leurs origines dans les poèmes et dans les recueils de lois; le passé reculait toujours, et la

(1) Voyez sur le *Râmâyana* la *Revue des Deux Mondes* du 15 septembre 1847.

(2) Le *Bhâgavata-Pourâna* a été publié, texte et traduction, jusqu'à la fin du neuvième livre. La mort, qui a surpris l'auteur au milieu de ses travaux, l'a empêché de terminer ce grand et bel ouvrage. La préface, placée en tête du premier volume, est un de ces morceaux pleins d'érudition et de vues nouvelles, écrits dans un style large, clair, d'une haute élégance, comme M. E. Burnouf savait les composer. M. le professeur Wilson a accompagné sa traduction du *Vichnou-Pourâna* d'une foule de notes savantes qui en sont le commentaire perpétuel. — On peut voir sur le *Bhâgavata-Pourâna* la *Revue* du 15 novembre 1850.

vérité historique, enveloppée dans des mythes nuageux, s'évanouissait comme les illusions causées par le mirage. Désormais les *Védas* ont été publiés et traduits presque en entier; on a remonté jusqu'à sa source ce fleuve majestueux et profond de la littérature sanscrite. C'est donc de ces importans travaux que nous voudrions parler, de manière à être compris de tout le monde, et en insistant particulièrement sur le *Rig-Véda*, qui est le sujet de cette étude.

I.

Lorsque les Aryens arrivèrent sur le sol de l'Inde, leur religion était une espèce de sabéisme; ils rendaient un culte à la nature divinisée. Telle fut aussi la religion des Chaldéens, des Perses et de la plupart des peuples anciens. Après avoir adoré Dieu dans ses plus éclatantes manifestations, l'homme oublia bientôt le Créateur suprême que ses yeux cherchaient vainement à travers le ciel. Il adressa ses prières aux élémens, qui sont des puissances en comparaison de sa faiblesse; il invoqua les corps célestes, qui règlent les saisons et marquent le temps. Cet obscurcissement de l'intelligence humaine, cette substitution du culte des puissances naturelles à l'adoration d'un Dieu unique, fut comme le premier pas que faisaient les nations primitives vers le polythéisme après la dispersion des enfans de Noé. Partagés en familles ou tribus qui devaient bientôt devenir des peuples, les Aryens, à l'époque reculée où nous nous plaçons, n'avaient point encore rempli leur olympe d'une myriade de divinités étranges et bizarres. La Terre, qui produit et alimente les objets propres aux sacrifices, fleurs et fruits, troupeaux et céréales; l'Eau, qui rend la Terre féconde; les Vents, qui règlent les saisons en exerçant leur influence sur la température; le Feu, emblème de la force, qui dévore l'offrande et nourrit les dieux; les Crépuscules du soir et du matin (les *Açvins*, jumeaux), qui servent à marquer l'heure de la prière; la Lune, que les poètes remercient de ce qu'elle éclaire sans chaleur; l'Aurore, symbole du réveil de la nature; enfin les mânes des ancêtres (*pitris*) qui réclament leur part du sacrifice, — tels furent les premiers objets de la vénération de ces tribus émigrantes. Le culte qu'elles rendaient à ces divinités consistait en sacrifices, en prières et en hymnes chantés durant les cérémonies. L'ensemble de ces cérémonies fut réglé par les *Védas*, qui se partagent en quatre parties: le *Rig-Véda* ou livre des hymnes, le *Yadjour-Véda* (Blanc et Noir), que l'on peut appeler un rituel, et qui contient les formules propres à être récitées pendant la célébration des sacrifices; le *Sáma-Véda*, recueil d'hymnes et d'invocations empruntées au *Rig* et au *Yadjour;* enfin l'*Atharva-Véda*, plus récent que les trois autres, renfer-

mant les formules d'incantations, d'exorcismes et d'imprécations.

Sur les quatre *Védas*, il en est un qu'il convient de laisser de côté, le quatrième et dernier, parce qu'il est le produit, non de l'inspiration religieuse des Aryens, mais de la colère, de l'esprit de vengeance et de la superstition des brahmanes. Le troisième disparaît devant les deux premiers, dont il est sorti. Le second est d'une grande importance; il paraîtrait même que jadis son nom (*Yadjous*, du radical *yadj*, sacrifice) s'appliquait à l'ensemble des quatre *Védas* réunis en un seul ouvrage qui comprenait les préceptes, les prières, les formules et les hymnes (1). Lorsque la division actuelle eut été établie, chacun des quatre *Védas* fut représenté dans les sacrifices par un prêtre particulier. Au directeur du sacrifice (*adhvaryou*) il appartint de réciter les prières du *Yadjous;* l'officiant (*hotri*, celui qui présente l'offrande) chanta les hymnes du *Rig* en répandant sur le feu les libations; le chantre (*oud-gâtri*) répéta à haute voix et sur un ton modulé les chants du *Sâma*, et un brahmane choisi dans l'assemblée prononça des incantations empruntées à l'*Atharvan*.

Si l'esprit même de la religion des temps védiques se trouve caché dans les chants du rituel ou *Yadjour-Véda*, — et pour qu'on puisse le savoir, il faut attendre que M. le docteur Albrecht Weber, de Berlin, en ait achevé la publication et traduit le texte, — le sentiment religieux et guerrier des peuples aryens éclate tout entier dans les hymnes du *Rig-Véda*. La première divinité qu'ils invoquent, c'est *Agni*, le Feu.

« Je chante Agni, le dieu prêtre et pontife, le magnifique, — Agni héraut du sacrifice. — Qu'Agni, digne d'être chanté par les *richis* (sages) anciens et nouveaux, rassemble ici les dieux. — Que par Agni l'homme obtienne une fortune sans cesse croissante, glorieuse, et soutenue par une nombreuse lignée. — Agni, l'offrande pure que tu enveloppes de toutes parts s'élève jusqu'aux dieux... (2). »

Dans ces simples paroles qui commencent le premier des mille et quelques hymnes du *Rig-Véda*, il y a plus d'idées que de mots. Agni — *Ignis* — est prêtre et pontife, puisque c'est lui, le feu, qui reçoit l'offrande et la présente aux dieux. Par l'éclat de sa flamme, il proclame le sacrifice; il est comme le phare, le signal étincelant vers lequel s'empressent d'accourir, pareilles à des oiseaux affamés, ces pauvres divinités avides de manger les oblations. Quand l'homme a su se rendre propice celui qui est le *pontife*, — les prêtres le nomment plus énergiquement la *bouche des dieux*, — n'est-il pas assuré de voir arriver entre ses mains tous les dons de la fortune? Sa gloire bril-

(1) *Vichnou-Pourâna*, de M. le professeur Wilson, p. 276, nº 5.

(2) Toutes nos citations du *Rig-Véda* sont empruntées à la traduction de M. Langlois.

lera sur la terre; il aura des enfans qui à leur tour offriront des sacrifices à ses mânes. Enfin ne semble-t-il pas que l'officiant, après avoir jeté dans les flammes le beurre clarifié, le regarde avec une confiante admiration s'élever vers le ciel, enveloppé dans ce même feu qui monte dans l'air au milieu de la fumée, comme le soleil avec son cortége de nuages dorés? Puis voyez comme cette flamme, qui brillait d'abord sur l'autel sous une forme restreinte, s'élève, s'agrandit, et prend tout à coup des proportions gigantesques. « De larges rayons, brillans comme des éclairs, enveloppent Agni, centre des clartés; le centre où il repose est comme la caverne (du lion), et ses flammes y puisent d'immortels alimens, de même qu'au sein d'un volcan profond. » Dans ces deux exemples, il y a une grande différence de ton; Agni, présenté d'abord comme l'esprit divin absorbant l'offrande, apparaît ici comme le symbole abstrait du feu, redoutable, puisant sa force en lui-même. C'est ainsi que dans la poésie indienne les images se succèdent, se pressent, se croisent comme des éclairs à travers le ciel. Chaque phrase renferme un sens allégorique; chaque allégorie se transforme bientôt en légende. De ce que le Feu est honoré le premier dans les hymnes du *Rig*, les commentateurs vont conclure qu'il est le premier et le dernier, l'*alpha* et l'*omega* du bataillon divin; il est l'Olympe tout entier, il conduit les divinités en qualité de chef, que dis-je? de général d'armée (*sénapati*), et le voilà doté d'un char! « Agni, sur ton char bienheureux, amène les dieux! » Puis le chantre inspiré, après avoir lancé ces accens énergiques qui expriment si bien une ardente prière, s'adresse à ceux qui pratiquent la cérémonie sous sa direction :

« Mortels éclairés, étendez le gazon sacré; qu'il soit arrosé de beurre à l'endroit où les dieux vont venir prendre leur ambroisie. — Qu'elles s'ouvrent, les portes divines (de l'enceinte sacrée) que le sacrifice sanctifie, qu'elles s'ouvrent aujourd'hui pour la pieuse cérémonie. — J'appelle à ce sacrifice la belle Nuit et la belle Aurore. Qu'elles viennent toutes deux prendre place sur cette herbe *couçâ* (1)... Que les trois déesses qui apportent la joie, Ilâ, Sarasvati et Mahî, daignent sans crainte s'asseoir sur ce *couçâ*. — J'appelle ici le grand *Tvachtri*, qui sait revêtir toutes les formes; qu'il soit notre ami... »

Quelle douce piété, quelle foi sincère dans ces invocations! On croit voir les dieux arriver sans bruit avec leurs grandes ailes, et prendre place au banquet. Il n'y a pas de temples ni de pagodes; l'autel est un tertre de gazon environné d'une enceinte autour de laquelle siégent les officians et la famille qui, par leurs mains, présente les libations aux divinités. Les trois déesses nommées ensemble

(1) Espèce de graminée, *poa cynosuroïdes*. — Les mots entre parenthèses sont ceux que le traducteur ajoute d'après l'indication des commentaires.

par le poète sont trois sœurs, trois muses, comme diraient les Grecs, les personnifications de l'hymne, de la parole et de la récitation. Certes il avait le sentiment de la beauté de son langage, le peuple qui divinisait tout d'abord la poésie sous la triple forme du vers, du sens des mots et de l'harmonie de la diction. Quant à *Tvachtri,* nommé *Viçvakarmâ* (celui dont les œuvres sont variées), charpentier divin, artiste du monde des dieux, il fait le pendant du Vulcain de la fable. Plus habile encore que le forgeron boiteux, fils de Junon, il a fabriqué non-seulement la foudre, mais aussi les chars invisibles qui transportent les habitans des cieux au gré de leurs désirs, et aussi vite que la parole. C'est lui encore qui soutient, en la réparant à propos, la charpente de ce pauvre monde éprouvé par tant de cataclysmes. Qu'on ôte à ce dieu ses marteaux et son enclume, qu'on lui enlève sa physionomie humaine, et il sera l'une des formes du feu, celle qui met en fusion les métaux, la chaleur répandue dans l'air et cachée dans les entrailles de notre globe.

Agni, le feu, qui est le plus impalpable, le plus mystérieux et le plus puissant des élémens, devait occuper la première place parmi les dieux des Aryens. Après lui vient Indra, divinité multiple aussi, tantôt armé de la foudre comme Jupiter, tantôt décochant à travers l'espace ses traits vainqueurs, comme Apollon. A quelle occasion Indra saisit en main le tonnerre pour la première fois, une antique légende, rapportée dans le *Mahâbhârata,* le raconte dans un style grandiose. Il est nécessaire de connaître ce mythe pour comprendre le rôle d'Indra, et nous essaierons d'en donner une esquisse, en réduisant aux proportions d'un récit abrégé ce long épisode de la première guerre des dieux contre les titans.

Dans le premier des quatre âges du monde vivaient les *Dânavas* ou Titans, bien difficiles à vaincre par les armes; on nommait aussi *Kâléyas* (les noirs, fils de Kali, l'âge de fer) ces troupes d'êtres grandement redoutables. Or, s'étant mis sous la conduite de leur chef Vritra, et tenant en main des armes de toutes sortes, ils se ruèrent tous ensemble contre les dieux, qui avaient Indra à leur tête. Plusieurs fois déjà les dieux avaient fait des efforts pour vaincre ce démon, et ne pouvant y réussir, ils allèrent, précédés d'Indra, trouver le dieu suprême et créateur, Brahma. Le dieu qui se tient au plus haut des cieux, les voyant tous inclinés devant lui, leur dit : « Je connais parfaitement, ô Dévas, l'œuvre que vous désirez accomplir. Allez trouver un sage austère nommé Dadhitchi, plein de générosité, et dites-lui : Donne-nous tes propres os pour le bien des trois mondes! » Les Dévas arrivent près de l'ermitage du saint, qui vivait en solitaire au milieu des oiseaux au doux chant et au brillant plumage, parmi les gazelles et les bêtes fauves habituées à rester en paix

sous l'œil du sage. A la demande que lui firent les dieux, celui-ci répondit : « Je vais faire ce qui vous est utile à l'instant même. » Et il abandonna son propre corps. Alors les immortels prirent les os du sage expirant, et, le visage joyeux, ils les donnèrent à Tvachtri en disant : « Polis cela! » L'artisan divin se mit à l'œuvre; avec les os du sage il fabriqua la foudre, puis la remit à Indra en disant à son tour : « Avec cette foudre, ô Indra! réduis en cendres aujourd'hui même ce terrible ennemi des dieux !... »

N'y a-t-il pas autant de grandeur que de simplicité dans ce début? Les Grecs, qui prêtaient à leurs dieux toutes les faiblesses de l'humanité, afin de se les mieux pardonner à eux-mêmes, les Grecs voluptueux, amis du beau, du bien-être, de tout ce qui flatte l'esprit et les sens, n'auraient jamais inventé le vieux solitaire sacrifiant sa vie pour le salut des dieux et des hommes. Le sage Dadhitchi est plus qu'un stoïcien; il y a en lui quelque chose qui va presque jusqu'à l'abnégation chrétienne. La mythologie ainsi entendue s'élève jusqu'à la philosophie la plus haute. Le génie indien n'a-t-il pas compris, et la légende ne dit-elle pas clairement qu'il y a dans les saints une vertu qui peut seule dompter les démons? L'homme déchu, quand il est purifié de ses fautes, quand il a renié la corruption, sort volontiers et sans regret de son enveloppe mortelle et s'envole vers Dieu. La suite de l'épisode présente des beautés d'un autre ordre, et nous la donnons en entier.

« Donc, armé de la foudre, bien soutenu par les déités puissantes, il (Indra) attaqua Vritra qui se tenait dans le ciel en l'enveloppant, Vritra que les fils de Kali, avec leurs grands corps, protégeaient de toutes parts avec leurs armes levées et pareilles à des montagnes aux pics aigus. — Alors les Dévas soutinrent contre les Dânavas (Titans), pendant quelque temps, un combat immense et qui épouvantait le monde. — Les glaives que les bras des héros tenaient levés et qui s'entrechoquaient faisaient un grand bruit, et aussi résonnaient en tombant avec force sur les corps, — et les têtes qui tombaient du haut du ciel jonchaient le sol de la terre, qui semblait couverte de feuilles de palmier arrachées à leurs tiges! — Avec leurs armures d'or, ces fils de Kali, tenant en main des massues, se répandaient en torrens sur les Dévas, comme les arbres d'une forêt en feu. — De ces Titans qui couraient si rapidement, les dieux ne purent supporter le choc, plus impétueux qu'on ne saurait l'imaginer, et mis en déroute, ils s'enfuyaient d'épouvante.

« Or, les voyant fuir effrayés par centaines de mille, et comme Vritra grandissait toujours, Indra fut pris d'une grande faiblesse; — la peur du noir démon lui causait tant de frayeur, qu'il tremblait, le dieu Indra, et il alla au plus vite vers le seigneur Nârâyana (1), son refuge; — et, ayant vu Indra pris de faiblesse, Vichnou, qui est impérissable, le pénétra de sa propre splendeur, augmentant ainsi la force du Déva. — Quand ils virent qu'Indra était

(1) Vichnou, considéré comme le dieu existant avant toute chose.

ainsi revêtu de la puissance par Vichnou, les dieux des diverses classes réfléchirent tous sur cet éclat, qui brillait en lui... — Quand il reconnut que le chef des Dévas était plein de force, Vritra poussa un très grand cri dont le bruit traversa la terre, les points de l'horizon, l'espace lumineux et le firmament de toutes parts. — De son côté, le grand Indra fut saisi de fièvre en entendant ce cri grand et terrible. Tout en proie à la terreur, il lâcha cette foudre formidable destinée à tuer l'ennemi, — et, frappé par la foudre d'Indra, il tomba, le grand démon qui portait la guirlande d'or... — Ce chef des Titans étant tué, Indra, tout craintif, courut dans l'eau pour s'y cacher. Il ne se figurait pas que la foudre fût partie de ses mains; il avait eu si peur, qu'il ne supposait pas que Vritra fût tué. — Tous les Dévas, dans leur joie,... célébrèrent Indra, tandis que les autres immortels réunis tuaient sans relâche tous les démons dévorés de chagrin par suite de la mort de Vritra. »

Arrêtons-nous ici. Ce qui reste de démons se précipite au fond de la mer, comme après l'orage les grosses nuées qui avaient de toutes parts escaladé le ciel tombent en pluie et retournent par les fleuves à l'océan, quand la foudre les a brisées et vaincues. Telle est l'image réelle qu'il faut chercher dans cette légende, soit qu'il s'agisse des ténèbres passagères produites par un orage de la mousson, ou des ténèbres primitives que l'esprit de Dieu dissipa en prononçant le *fiat lux*. Indra, ainsi pénétré de la puissance de Vichnou, devient tout simplement l'air saturé de l'électricité répandue dans tous les corps. Quand il tremble au fracas de cette foudre échappée de ses mains et dont il ignore les effets, le chef des Dévas, le glorieux Indra disparaît; on ne voit plus que la personnification du firmament, le ciel ébranlé et comme frappé de terreur par les éclats du tonnerre qui ébranle les voûtes célestes, le Jupiter atmosphérique dont parle Ennius :

Aspice hoc sublime candens quem invocant omnes.

Mais tout aussitôt le poète lui remet au front la divine auréole, et le place de nouveau à la tête des autres dieux qui célèbrent sa victoire. C'est sous cette dernière forme aussi que l'adoraient déjà les Aryens. Ils le regardaient comme leur dieu protecteur par excellence et invoquaient son appui par des hymnes du ton de celui-ci :

« O Indra, viens à notre secours! donne-nous de l'or; l'or procure l'opulence, la victoire, la force constante et durable. — Avec l'or et protégés par toi, nous pouvons repousser nos ennemis et à pied et à cheval. — Protégés par toi, ô Indra, nous prenons nos armes, auxquelles tu donnes la force de la foudre, et nos ennemis sont vaincus dans le combat. »

L'or fascine déjà le regard des Aryens; ils voient dans ce métal étincelant le symbole de la force autant que celui de la richesse. Ce qu'ils demandent surtout, c'est la faveur propice du dieu qui règne

sur le firmament, qui déroule les nuées à son gré et rend aux horizons leur sérénité troublée par les orages :

« Avec l'empressement qui pousse le coursier vers la cavale, qu'Indra vienne prendre les copieuses libations que le père de famille a versées dans les coupes. Que le grand dieu avide de nos offrandes arrête ici son char magnifique, tout resplendissant d'or et attelé de deux chevaux azurés..... — Il est rapide, il est grand! Dans les œuvres visibles, sa valeur brille d'un éclat irréprochable... Terrible, couvert d'une cuirasse de fer, enivré de nos libations, il va au milieu de ses sujets, dans le lieu où sont enchaînés les nuages, se jouer du magicien *Çouchna* (1)..... — Lorsque tu veux faire retirer les ondes et dans chaque partie du ciel restituer à l'air toute sa pureté, alors, ô puissant Indra, dans ton ivresse qui répand sur nous le bonheur, tu frappes Vritra avec courage et tu nous ouvres l'océan des pluies ! »

Voilà Indra sous sa forme complète de dieu de l'éther : *Jupiter et quandoque pluit, quandoque serenus;* telle était à peu près l'idée que se faisaient les philosophes et les poètes grecs et romains de l'éther, le premier des dieux, âme universelle tout ignée, pleine de feu, se répandant du ciel sur la terre pour animer la nature, et aussi d'un Jupiter poussant à travers l'espace son char ailé, maître des dieux et vainqueur des élémens. Dans les stances que nous ont léguées les chantres du *Rig-Véda*, on sent comme un flux et un reflux de l'esprit poétique qui monte vers le dieu, le contemple face à face, le dépeint sous des traits nettement définis, puis tout à coup redescend sur la terre, laisse échapper comme une ombre l'image poursuivie et ne saisit plus que les attributs de sa divinité. Le mythe n'est pas encore tout à fait recouvert par la légende, comme dans le *Mahâbhârata*. L'image cependant commence à prendre un corps, les puissances de la nature revêtent des formes humaines et héroïques. Cet autre hymne adressé à Indra fera mieux comprendre notre pensée :

« J'apporte mon hommage au dieu magnifique, grand, vrai et fort. Telle que le cours de ces torrens qui descendent de la montagne, sa puissance est irrésistible; il ouvre à tous les êtres le trésor de sa force et de son opulence. — Ah! sans doute le monde entier se dévoue à ton culte; ces libations coulent en ton honneur non moins abondantes que des rivières, quand on voit ta foudre d'or, menaçante, meurtrière, s'attacher sans relâche au corps de Vritra, semblable à une montagne. — Pour ce terrible, pour cet adorable Indra, viens, brillante Aurore, préparer les offrandes du sacrifice; ce dieu fort, puissant, lumineux, il n'est Indra que pour nous soutenir, comme le cheval n'est fait que pour nous porter. — O Indra, trésor d'abondance et de louanges, nous sommes à toi, en toi nous mettons notre confiance. Les hymnes montent vers toi, et nul autre n'en est plus digne. A toi sont nos

(1) *Çouchna* est l'opposé de Vritra : c'est le démon qui dessèche, la longue sécheresse qui brûle l'herbe des pâturages.

chants, de même que tous les êtres sont à la terre. — Indra, ta force est grande, et nous sommes tes serviteurs. Accomplis le vœu de celui qui te chante; ta force est aussi étendue que le ciel, et cette terre se courbe de frayeur devant ta puissance. — O dieu armé de la foudre, tu déchires avec ton arme les flancs de Vritra, de cette large montagne qui remplit les airs, et les ondes qu'elle retenait par toi ont retrouvé leurs cours. Oui, tu possèdes la souveraine puissance ! »

On peut juger par le ton général des hymnes à Indra que ce dieu était véritablement le Jupiter des Aryens. Pasteurs et guerriers, ces peuples invoquaient avec confiance la divinité bienfaisante qui verse les pluies pour féconder la terre et le dieu héroïque armé de la foudre. Il ne faut pas oublier que les aïeux des Hindous, descendus des plateaux de la Haute-Asie, avaient à lutter sans relâche contre des hordes plus ou moins sauvages qui occupaient déjà les rives des grands fleuves de l'Inde. A chaque page, il est fait allusion, dans les hymnes du *Rig-Véda,* aux races impies qui mettent obstacle à la célébration des sacrifices. Plusieurs de ces chants inspirés sont presque des chants de guerre, ou tout au moins des prières adressées aux dieux pour la destruction des ennemis partout présens que ces tribus émigrantes méprisent et redoutent à la fois; mais à la différence des peuples qui s'avanceront plus tard vers l'Occident comme un fléau, les Aryens marchent avec l'enthousiasme et le recueillement d'une nation choisie, décidée à protéger contre la barbarie qui l'entoure le dépôt de ses traditions, son culte, sa civilisation naissante. » O dieux! s'écrient-ils, puissions-nous avec votre secours et dans un jour favorable attaquer les armées des impies! » c'est-à-dire de ceux qui ne font pas de libations. S'adressant aux *Marouts* (dieux des vents) éternellement jeunes, ils diront encore : « O Marouts! accordez-nous une force qui soit stable; que nos gens soient pleins de force, qu'ils soutiennent les attaques de nos ennemis! » Ils supplient le Soleil nourricier (*Pouchan*) d'éloigner d'eux « ceux qui s'approchent pour les frapper. » C'est surtout Indra, comme nous l'avons vu, c'est aussi Agni, le feu sous sa forme meurtrière, qu'ils invoquent dans ces stances animées où l'on croit entendre les Aryens pousser un cri de détresse : « O Agni jeune et resplendissant, sauve-nous du *rakchasa* (1); sauve-nous du méchant étranger à toute générosité; sauve-nous de l'ennemi cruel et de celui qui veut notre mort! — Comme le guerrier armé d'une massue, écrase de tous côtés nos vils adversaires, ô toi qui es entouré de rayons brillans ! — Ne souffre pas que nous ayons pour maître celui qui nous hait, le mortel qui aiguise ses traits contre nous! » — Et ailleurs, reprenant les images

(1) Géant, génie malfaisant; ici le mot s'applique aux barbares, aux indigènes qui menacent les Aryens.

d'une poésie plus douce : « O Agni, pour que notre maison traverse heureusement ce monde, tu peux nous donner un vaisseau dont les rames marchent sans jamais s'arrêter, qui transporte à l'abri du naufrage nos guerriers, nos princes, notre peuple ! »

A travers le lyrisme de ces odes, la fibre humaine résonne toujours. Si l'âme a le premier rôle, si c'est elle qui parle et s'exhale en accens inspirés, le cœur fait entendre sa plainte. Le ciel doit être le partage des Aryens après leur mort; ils iront dans un monde invisible retrouver leurs ancêtres, qui sont presque des divinités à leurs yeux, et cependant ils ne demandent point aux dieux protecteurs cet éternel bonheur de l'autre vie, tant ils sont assurés de l'obtenir (1).

Voilà bien un peuple de croyans qui se fraie la route l'épée à la main parmi les infidèles. Il est sous la colonne de feu, sous la nuée lumineuse. Dans les stances qu'il récite, on sent frémir l'enthousiasme religieux, plus puissant encore que l'instinct guerrier; s'il a peur quelquefois, il croit et espère toujours. Quand l'ennemi le serre de trop près, il crie vers ses divinités; les dieux ne sont-ils pas intéressés au triomphe des Aryens qui leur offrent d'abondans sacrifices, qui les nourrissent par de grasses libations, comme le disent les poètes en leur naïf langage? *Exsurgat Deus!*... Les nations de bonne race et prédestinées à un avenir glorieux ont seules de ces instincts irrésistibles auxquels obéit le dernier pasteur aussi bien que le chef des guerriers. Quand on lit les hymnes du *Rig-Véda*, on croit voir les familles aryennes marcher en phalange serrée, les yeux au ciel, l'arc en main, tantôt combattant sous la protection d'Agni, d'Indra, des Marouts, qui sont comme leurs dieux pénates, tantôt chantant après la victoire les stances qui accompagnent le sacrifice. Chose étrange, c'est la conquête de l'Inde qui s'accomplit durant les intermèdes de ces cérémonies religieuses, et cependant les prêtres élèvent la voix bien moins pour célébrer les actions guerrières des chefs de tribus ou le triomphe de leur race que pour invoquer les dieux amis et tutélaires. De cette conquête elle-même, il n'est rien dit dans les *Védas*. Les noms des chantres inspirés, prêtres ou princes, qui composèrent les hymnes du *Rig* et du *Sâma* ont tous été conservés; à peine si vous rencontrez çà et là la mention de quelques-uns des rois qui contribuèrent par leur valeur à fonder la nationalité aryenne. On dirait au milieu du désert un autel sur lequel fume le feu du sacrifice; le prêtre parle et chante, et autour de l'enceinte se tiennent le roi et le peuple, qui répondent à sa voix.

(1) Il est vrai que dans les hymnes du *Rig-Véda* on ne voit pas le lien qui unit l'homme à Dieu, et on pourrait en conclure que les Aryens ne croyaient pas à l'immortalité de l'âme, ou au moins à une autre vie. Cependant la huitième section de l'ouvrage renferme plusieurs morceaux où cette grande question est discutée.

Quels sont les ennemis qui essaient de barrer le passage aux émigrans et sur lesquels le *Véda* appelle la colère d'en haut? Des barbares errans, des sauvages hideux aux cheveux hérissés, à la peau noire, qui se précipitaient sur les tribus aryennes pendant leurs longues marches, ou les attaquaient à l'improviste dès qu'elles cherchaient à s'établir sur quelque point. Épouvantés et exaspérés par ces actes incessans d'agression, les poètes anciens appellent leurs ennemis du nom de *dasyous*, voleurs, qui signifiait aussi dans leur idée des hommes sans lois, sans rite religieux, plongés dans les ténèbres de l'ignorance, n'offrant aux dieux ni holocaustes, ni libations, des brigands impies. Ils les nommaient encore *rakchasas*, ogres ou géans (1), et longtemps après la conquête ces êtres difformes et cruels, associés aux vampires (*piçâtchas*), aux gnomes (*yakchas*), aux dragons et aux grands serpens, apparaîtront dans les épopées et les drames pour tomber sous les coups des demi-dieux et des héros. A mesure que la superstition créera des dieux nouveaux, à mesure que le ciel se peuplera de *Dévas* parcourant l'espace sur leurs chars divins en compagnie des déesses, la légende inventera des monstres ennemis des hommes, et la terre de l'Inde aura sa *chimère*, son hydre, sa *tarrasque*. Alors naîtront les guerriers, les fils de rois, incarnations des dieux, Râma, les cinq Pândavas, Krichna, Balarâma, etc., qui délivreront le monde de ces génies redoutables, à la manière des paladins et des *caballeros andantes* dont nos aïeux aimaient à redire les exploits merveilleux.

Les Aryens marchent si bien en pays inconnu, suivant le cours des fleuves qui descendent de l'Himalaya, qu'ils ignorent jusqu'au nom des peuples qu'ils traversent comme un vaisseau sillonne les vagues d'un océan nouveau. La confiance qu'ils ont dans la protection de leurs dieux n'exclut point toutefois en eux le sentiment de la crainte. Habitués à vivre dans les plaines, en qualité de pasteurs, ils regardent avec une inquiétude superstitieuse les forêts sombres, impénétrables, d'où les agresseurs sauvages, embusqués comme des bêtes fauves, se précipitent à tout instant pour enlever à la tribu surprise ses bœufs, ses chevaux, ses chars, simples richesses, précieux trésors des peuples primitifs. Ils ne voient point arriver sans une secrète terreur l'obscurité, la nuit protectrice des êtres pervers et des animaux malfaisans. Les ténèbres leur donnent en quelque sorte le frisson, parce qu'ils croient que la nuit les dépouille eux-mêmes de leur force pour augmenter celle de leurs ennemis. Dès que le soleil a disparu, ils deviennent pusillanimes et

(1) Ces barbares enlevaient les femmes des Aryens; ils étaient cannibales selon toute apparence, car toutes les légendes les représentent comme affamés de chair humaine autant que les ogres de nos contes de fées.

pareils à des guerriers désarmés. Comme ils prêtent une oreille attentive aux hurlemens des loups, aux rugissemens des lions et des tigres, aux cris des oiseaux nocturnes, associant dans leur imagination ces voix terribles à des êtres revêtus de corps étranges et gigantesques! C'est Indra qu'ils appellent en ces momens de trouble, et ils lui disent : « Donne la mort à ces mauvais esprits qui prennent la forme de chouette, de chat-huant, de chien, de loup, d'oiseau, de vautour... Éloigne ces êtres malfaisans qui, cruels et vagabonds, ont des figures d'hommes ou de femmes. — Tue cet être mâle ou femelle qui emploie une magie pernicieuse. » Le poète qui parle ainsi, c'est Vacichtha, le plus austère, le plus sérieux des anciens sages. Les Aryens éprouvent donc ces étreintes de la peur qui donnent le cauchemar; aussi célèbrent-ils le retour de l'aurore avec allégresse. « Ramenant la parole et la prière, s'écrient-ils, l'aurore reprend ses teintes brillantes; elle ouvre pour nous les portes du jour. Elle illumine le monde,... elle visite tous les êtres... »

La déesse aux doigts de rose, l'Aurore classique, reste bien loin derrière cette Aurore indienne, qui ramène *la parole et la prière.* Parler et prier, penser et connaître Dieu, ne sont-ce pas là les deux plus beaux attributs de la créature intelligente? Elle est comme la tendre mère des Aryens, cette divinité vigilante qui vient à son réveil *visiter tous les êtres* et leur rendre la vie après le sommeil, qui est l'emblème de la mort. C'est pourquoi ils lui adressent encore cette touchante invocation : « Fille du ciel, Aurore, lève-toi, apporte-nous tes richesses et ton abondance... L'Aurore, comme une bonne mère de famille, vient pour protéger le monde; elle arrive, arrêtant le vol du génie de la nuit... »

N'est-il pas consolant pour l'humanité de songer qu'il y a trente siècles des poètes savaient tirer de leur cœur et de leur âme de pareils accens? Avant d'avoir fait la moindre découverte dans le domaine des arts et des sciences, l'homme possède l'entier développement de ses facultés intellectuelles, et c'est le sentiment religieux qui le soutient à cette hauteur. A l'époque des *Védas,* la nation aryenne n'en était encore qu'aux élémens de la civilisation, et cependant voyez comme ses chants sont colorés de vives images! C'est que ces émigrans conservaient le souvenir de leur simplicité primitive, tout en marchant à la conquête d'une terre inconnue; la vue d'horizons nouveaux, l'impression qu'ils ressentaient à l'aspect des phénomènes particuliers aux climats méridionaux, leur causaient cette surprise naïve que les peuples jeunes encore savent exprimer dans un langage tout empreint de fraîcheur et de véritable poésie.

Il ressort des hymnes du *Rig-Véda* que les Aryens, pareils en cela aux Européens établis dans le Nouveau-Monde aux premiers temps

de la découverte, marchaient, pour ainsi dire, en trois corps. Il y avait les colons établis à poste fixe dans des *grâmas :* ce mot a pris depuis la signification plus restreinte de village; il désignait une ville non fortifiée, située au milieu des champs, et dans laquelle résidaient les gens de la caste servile, gardiens des troupeaux, ainsi que les agriculteurs. Le *grâma* était sous la protection d'Agni, dieu du feu, parce que là on offrait le sacrifice, là vivait la nation réunie autour de ses prêtres et de ses chefs. La forêt se défrichait à la ronde, et les Aryens prenaient possession du sol, comme l'indique le mot *kchitaya* (association d'hommes qui habitent et possèdent) (1). A mesure que ces villages prenaient de la consistance, les pasteurs reculaient plus loin leurs demeures temporaires; puis autour d'eux se fixaient des laboureurs qui ouvraient avec le fer de la charrue de nouvelles places désertes, et une autre portion de la tribu partait en avant-garde, allant porter ailleurs les premiers germes de la civilisation.

Les Aryens savaient travailler le fer, et ils l'employaient à se fabriquer des armes, comme aussi à façonner des instrumens aratoires. L'or, nous l'avons remarqué déjà, leur était bien connu : ils en appréciaient la valeur et semblaient attacher un grand prix à la possession de ce métal éblouissant, dont ils voient l'image dans les rayons du soleil; mais leur véritable richesse, celle qu'ils protégeaient de leur mieux contre les assauts des barbares, c'étaient les bœufs, les vaches et les chevaux; les bœufs servaient au labourage, les vaches nourrissaient la tribu par leur lait, les chevaux servaient à conduire les chars des combattans. Ces deux genres de troupeaux représentaient pour eux la paix et la guerre, l'abondance heureuse ou l'impétueuse mêlée. « Héros, bienfaiteur des mortels, disent-ils à Indra, donne-nous la jouissance d'un pâturage plein de vaches! — Dieu sage et prudent, tu es entouré de tes *lueurs* comme un roi de ses femmes;... fais le bonheur et la fortune de tes serviteurs en nous donnant la beauté du corps, des vaches et des chevaux. » Dans ce mot, la *beauté du corps,* se trahit la fierté d'une race qui tient à se conserver pure au milieu des barbares. La vache, qui deviendra plus tard le symbole du brahmanisme, de la terre, un animal sacré et inviolable (dont aujourd'hui encore les pieux Hindous reçoivent l'*ambroisie* dans leurs mains pour s'en frotter la face); la vache, première richesse des Aryens, est assimilée par les poètes aux rayons du jour naissant, aux lueurs du crépuscule, à tout ce qui a une teinte fauve dans le ciel. Elle est

(1) Voir les trois premiers chapitres de *l'Essai sur le Mythe des Ribhavas*, par M. Nève, professeur à l'université de Louvain. Ce mot est formé lui-même du radical *kchi,* qui veut dire à la fois détruire et gouverner à son gré, dans le sens que les Romains donnaient au droit de propriété, qui est celui d'*user* et d'*abuser* : *utendi et abutendi;* peut-être y doit-on voir aussi l'idée de détruire la forêt, de la défricher.

le nuage, elle verse sur le feu du sacrifice le suc nourricier de ses mamelles; quel autre animal est doué comme elle de fécondité, généreux dans ses dons, prêt à livrer à la main qui le trait les trésors de son lait? Le cheval a toutefois un rôle plus brillant; n'est-ce pas lui qui précipite le combattant au milieu de la mêlée? Les dieux des Aryens, comme ceux des Grecs, possèdent des chevaux infatigables aux belles couleurs. Indra arrive au sacrifice, traîné par deux coursiers azurés; quelquefois ce noble animal est pris pour le char et même pour le dieu du soleil, à cause de sa marche rapide et de sa flottante crinière. Plus tard, il sera le symbole de la royauté suprême; le prince victorieux de ses ennemis lancera à travers le monde un coursier que personne n'osera arrêter dans son élan impétueux. De retour près de son maître, ce coursier sera offert en sacrifice au milieu de cérémonies qui prendront le nom d'*açvamédha* (sacrifice du cheval).

II.

Le soleil *Soûrya*, celui qui marche à travers les cieux, nommé aussi *Savitri*, celui qui lance ses rayons, et *Pouchan*, le nourricier, est honoré par les Aryens à l'égal d'Agni et d'Indra. Ces trois dieux représentent le feu, l'éther et le soleil, illuminant à la fois le monde visible et l'intelligence des mortels : « C'est toi, Savitri, dit le poète, qui as créé, toi qui animes tous ces êtres bipèdes ou quadrupèdes. — O Savitri, couvre aujourd'hui notre maison de ta douce et invincible protection..... O soleil, donne-nous aujourd'hui le bonheur, demain le bonheur, chaque jour le bonheur ! » Ce brillant soleil de l'Inde « tend ses bras d'or vers le sacrifice; » il a « des mains d'or » et aussi « une langue d'or. » Dès qu'il paraît, le ciel revêt la couleur du précieux métal. « Le divin Savitri se lève, et développe la forme d'or qu'il a revêtue. » — Et ailleurs : « Que le divin et opulent Savitri arrive, remplissant les airs et traîné par ses chevaux, ayant dans ses mains tous les biens des mortels et donnant la vie aux êtres ! — Que ses bras d'or, longs, étendus, atteignent les frontières du ciel! La grandeur de Savitri éclate dans le soleil, et elle est l'objet de nos louanges..... — Que le puissant et divin Savitri, maître de la richesse, nous accorde l'opulence sous cette forme lumineuse qui apparaît dans l'espace; qu'il nous dispense les biens qui conviennent aux mortels !... »

Il y a dans les hymnes adressés au soleil une solennité particulière, un mouvement calme analogue à la marche régulière de l'astre qui poursuit son cours d'un pas égal. On sent la profondeur des horizons et le silence du matin dans ce réveil du dieu qui *tend ses bras*

d'or et atteint les frontières du ciel. Les pâtres assis dans les grandes herbes de la plaine se lèvent à sa vue et reçoivent sur leurs visages la douce chaleur de ses premiers rayons; les chiens cessent leurs aboiemens, et les troupeaux que l'aurore avait surpris broutant le gazon tout imprégné de rosée se couchent pour dormir. L'homme a reconnu dans l'astre divin l'œil de la nature, le témoin de ses actions, qui semble lui dire : Lève-toi et travaille ! « Le Soleil, qui jette son regard sur les hommes, se place au milieu des airs, remplissant le ciel, la terre, l'atmosphère... — Savitri, aux cheveux brillans, couronné des rayons du soleil, a élevé à l'orient sa lumière immortelle... » Le poète hindou dépeint ainsi d'un trait rapide l'*intonsus Apollo* des Latins, et à propos de ces ressemblances avec les images employées par les Grecs ou les Romains, il y a lieu de faire une remarque importante : c'est que si les Aryens parlent aux dieux avec une certaine familiarité, leur piété est plus vive et plus ardente que ne le sera celle d'Homère et de Virgile. Ils sont plus préoccupés de la puissance de leurs divinités, ils en attendent plus de bienfaits; on dirait qu'ils espèrent capter leur bienveillance en les flattant. Les chantres des hymnes choisissent leurs expressions moins par goût de poésie et pour frapper en passant un vers immortel que pour rendre un hommage sincère au dieu objet de leur culte. Les Aryens ont dans leurs chants religieux la gravité sereine d'un peuple croyant et convaincu; l'idée ne leur est pas venue encore de forger sur les immortels des légendes grotesques, parce que les dieux qu'ils invoquent ont à peine revêtu une forme complétement humaine. En poésie comme en art, ils ne trouveront jamais la pureté de diction et de trait qui distingue les Grecs. La forme chez eux demeurera toujours un peu flottante comme les lignes de ces immenses horizons que les feux du soleil baignent partout d'une lumière éblouissante. Cependant la vérité du sentiment ne perd pas autant qu'on le croirait à cette diffusion de la pensée. Un véritable amour de l'humanité et de la nature n'éclate-t-il pas dans ces stances au Soleil : « Que le divin Savitri..... conserve notre vue ! — Conserve la clarté de notre vue; qu'elle dirige notre corps ! que nous puissions jouir du spectacle de ce monde ! — Que nous puissions te voir, ô admirable Soûrya ! que nous puissions contempler nos semblables ! » Le divin Homère eût-il mieux dit quand ses yeux défaillans commençaient à se troubler et qu'il sentait avec un vague effroi la vue de son esprit s'agrandir à mesure que se resserrait l'horizon de son regard ?

On peut remarquer encore dans les chants du *Rig-Véda* l'esprit de sociabilité qui distingue le peuple aryen. Par la voix du prêtre, c'est la nation entière qui prie; l'idée religieuse n'est-elle pas le lien le plus puissant entre les enfans d'un même pays? Le respect des

aïeux, l'une des vertus des nations primitives, n'y fait pas faute non plus. Il y a çà et là des invocations aux ancêtres divins (*pitris*) qualifiés d'ancêtres des dieux, et dans lesquels on peut voir les patriarches qui donnèrent le jour aux tribus aryennes longtemps avant leur établissement dans l'Inde. A l'appui de cette hypothèse, nous citerons ce passage d'un hymne au *Soma* (breuvage sacré) : « Les *pitris*, gardiens des hommes, l'ont reçu comme un nourrisson et ont développé la merveilleuse magie dont il est l'auteur. » Dans un autre hymne consacré à ces personnages vénérés, le poète évoque des noms mystérieux qui rappellent d'anciens sages, d'anciens prêtres dont les familles se sont perpétuées, et qui apparaissent dans les ténèbres de l'histoire comme les instituteurs des rites religieux. Où vivaient-ils? quelles furent leurs actions? La tradition n'en dit rien; seulement leurs enseignemens ont survécu, et ce jeune peuple, trop simple pour être oublieux ou ingrat, se reporte vers eux par la pensée. En attendant qu'il naisse des héros, tout le respect des Aryens se porte sur ces saints des âges passés que la légende placera un jour dans le ciel comme fils de Brahma et seigneurs des créatures.

L'hymne au *Soma* nous montre les *pitris* recevant cette liqueur *comme un nourrisson*. On appelait *Soma* le jus de l'asclépiade que l'on avait mêlé et fait fermenter avec du lait, de l'orge et d'autres grains. Ce breuvage réjouissait les dieux et leur causait même une douce ivresse; à plus forte raison devait-il produire ce double effet sur les hommes, auxquels il donnait, s'il faut en croire les poètes, la vie par excellence, la santé, la force pour résister à l'ennemi, et enfin l'immortalité ou plutôt le paradis après leur mort. Le *Soma* est donc d'abord une liqueur fermentée, un breuvage tonique et enivrant auquel les bardes antiques adressent des hymnes par centaines. Plus tard, il devient une divinité; il est identifié avec *Indou*, la lune, le dieu tutélaire des Aryens. Le sage Gotama invoque le *Soma* par des stances magnifiques, dont voici quelques lignes :

« Tu nous conduis dans la meilleure des voies; sous ta direction, ô dieu appelé *Indou*, nos pères pieux et sages ont obtenu la faveur des dieux. — O *Soma*, saint dans les choses saintes, fort dans les choses fortes, généreux dans les choses généreuses, abondant dans les choses abondantes, tu es opulent, tu es grand, tu es le précepteur des hommes!... »

Toujours le souvenir des aïeux, le respect de la tradition apportée d'un autre pays; toujours la pensée que les dieux conduisent les Aryens, peuple choisi, nation d'élite, à la conquête d'une patrie nouvelle! Ce sentiment d'une mission providentielle confiée aux tribus émigrantes est l'un des traits les plus frappans de la poésie védique. Il semble que cette conviction toujours présente à l'esprit des Aryens se réveille plus vive encore quand ils chantent le *Soma*, comme si ce

breuvage vivifiant exaltait leur imagination jusqu'à une ivresse réelle. Dans leurs longues et pénibles marches à travers les hordes ennemies, les guerriers l'invoquent encore avec enthousiasme comme une manne céleste.

« O *Soma*, au bruit de nos louanges, coule en faveur d'Indra; que la maladie, que le *rakchasa* (l'ogre) soit loin de nous! Que les hommes à double voie (1) ne s'enivrent point de ton breuvage! Que ta liqueur soit pour nous une source de biens! — O dieu pur, donne-nous ta force dans les combats. Tu es la boisson chérie des dieux. Envoie la mort aux ennemis qui s'approchent. O Indra, bois ce *Soma* et envoie la mort à nos ennemis. — Invincible *Indou*, tu coules pour le bonheur d'Indra dont tu es le breuvage le plus doux. La foule des sages vient vers toi; ils saluent le roi du monde. — ..... Tu résonnes dans le vase des purifications où tu te mêles au lait de la vache; tu passes par le feutre de laine. Ainsi purifié, ô *Soma*, tel qu'un coursier chargé de biens, coule dans les entrailles d'Indra. — Coule pour le plaisir de la race divine..... Les dix doigts te purifient dans le vase sacré. Les prières et les hymnes des sages précipitent ta course rapide..... O dieu pur, nous attendons de toi une mâle famille, de larges pâturages, une maison grande et vaste..... »

C'est ainsi que le jus d'une plante mêlé au lait de la vache et au suc des grains, tamisé dans un feutre et agité dans le vase des sacrifices par les dix doigts du prêtre, se transforme par une série d'images en une puissance divine capable de réjouir les immortels eux-mêmes. Il y a dans cette personnification du *Soma* l'indice d'un état social fort peu avancé; ce mythe doit être des plus anciens et antérieur à la dispersion des tribus aryennes. Les peuples qui rendent un pareil hommage à une simple boisson péniblement obtenue ignorent encore les délicatesses de la vie. Dans leur naïve piété, ils convient les dieux à ce banquet du sacrifice, comme on invite un hôte respecté à partager la liqueur ambrée qui fermente dans la coupe. C'est que, malgré l'élévation de leurs pensées, ils ne peuvent se figurer les habitans du ciel autrement que comme des êtres affamés et altérés, qu'il faut se rendre propices par de grasses offrandes. Aussi s'écrient-ils par la bouche de leurs poètes :

« O puissant Indra, ami du *Soma*, cette ivresse qui t'a fait donner la mort au vorace (démon), nous t'invitons à t'y plonger..... — Cette ivresse qui t'a fait lancer, telles que des chars rapides, les grandes eaux des rivières, nous t'invitons à t'y plonger... »

« Généreux Indra, associé avec les *Marouts* (les vents), bois ce *Soma*;... enivre-toi et combats. Verse dans ta poitrine ces flots de miel savoureux. — Accompagné des *Marouts*, bois joyeusement avec eux notre *Soma*, sage

(1) Cette expression désigne probablement des tribus qui auraient abandonné les rites védiques pour emprunter aux barbares quelques-unes de leurs croyances et de leurs pratiques religieuses.

héros, vainqueur de Vritra (le démon des ténèbres). Frappe nos ennemis, éloigne les méchans, fais que nous soyons partout redoutés... »

On peut remarquer une légère dissonance dans ce vers, où le dieu qui boit joyeusement est qualifié de sage; mais ne s'agit-il pas de la sainte ivresse, de l'exaltation guerrière et religieuse qui conduit les Aryens à la victoire? Et puis, qui pourrait se flatter de saisir sous son vrai jour la pensée des chantres du *Rig-Véda*, rapide et fugitive comme l'éclair, pareille au nuage d'été qui revêt successivement mille formes diverses? Dans un hymne au *Soma*, remarquable par son étendue et par la vigueur du style, la précieuse liqueur n'est d'abord que la personnification du sacrifice : « Soma est l'étendard du sacrifice et l'ornement de nos cérémonies;... il s'échappe par mille torrens, et sa liqueur généreuse va remplir en frémissant et les mortiers et les vases des libations. » Et quelques stances plus loin, dans le feu de son improvisation, le même poète dira : « L'adorable Soma revêt une cuirasse dont les reflets touchent le ciel... » Voilà le dieu sous les traits d'un héros; sa physionomie se détache nettement et en traits lumineux à travers les nuages qui occupent le fond du tableau. En y regardant de près, on trouverait dans ces brillantes divagations de la poésie indienne la preuve des efforts que font constamment de nobles esprits pour créer des êtres immortels auxquels ils puissent rendre un culte. Dès que l'une des puissances de la nature leur apparaît sous un aspect particulier, ils la détachent de l'ensemble et cherchent à en préciser le caractère; mais les attributs de ces divinités se confondent presque aussitôt, elles flottent dans le vague avec leurs armes d'or, leurs chars et leur rayonnement qui éblouit, se pressant les unes les autres dans une succession rapide. A mesure que le poète les voit passer dans les rêves de son imagination, il leur jette une invocation, il leur adresse un hymne de louanges. Suivant qu'il est sous l'influence de la peur, de l'espérance, du découragement ou de la joie, il accorde à ses invisibles protecteurs la force, la puissance, la bonté, dont il demande quelque preuve éclatante en retour de sa piété. C'est ainsi que naissent autour des trois grands dieux, le Feu, l'Éther et le Soleil, des divinités secondaires objets de l'adoration fervente des Aryens : l'Aurore, Soma, les *Viçvadévas, dii minores*, au nombre de dix, les *Açvins*, crépuscules du matin et du soir, et une foule d'autres parmi lesquels il faut distinguer les *Marouts*.

Les Marouts s'offrent à nous comme la personnification des vents, non pas de ces zéphyrs légers qui rafraîchissent l'atmosphère, mais bien de ces vents impétueux, chargés de pluie, qui se précipitent du haut des montagnes, brisent la cime des arbres les plus vigoureux, et semblent marcher en troupes comme une nuée d'oiseaux.

« Rapides et animés d'un même esprit, venez avec bonté, ne vous éloignez pas, vous qui faites courber les êtres les plus forts. — O grands Marouts,... venez aujourd'hui à notre sacrifice sur vos chars brillans aux roues solides... — Nous connaissons la force terrible de ces fils de Roudra, de ces puissans Marouts qui lancent l'onde rapide et pénétrante. — Ils se précipitent sur les mondes, d'autant plus tourmentés qu'ils sont plus solides; ils confondent le ciel et la terre. Les airs frémissent quand vous venez, brillans et couverts de vos armures éclatantes. — Sur votre route, les montagnes, les arbres, les corps les plus fermes gémissent; la terre tremble sous vos pas. »

Ces brises triomphantes feraient bien vite éclater les outres d'Éole et se riraient du *quos ego!* Dans les hymnes védiques, les Marouts sont une puissance de premier ordre. Montés sur des chars traînés par des daims, vainqueurs irrésistibles, héros armés du glaive exterminateur, ils ont pour père et pour chef *Roudra* (le Terrible), symbole de l'ouragan, de ces trombes dévastatrices qui parcourent comme un fléau les régions tropicales. Vienne la légende qui s'inspire de ces personnifications produites par le lyrisme des anciens poètes, et ce même Roudra sera adoré avec terreur comme l'une des formes de Civa, le dieu destructeur, la troisième divinité de la triade indienne. Puis à côté de cette croyance, qui rentre dans le domaine de la fable, se placera l'explication donnée par la philosophie, dont le rôle est de chercher à se rendre compte des rapports de l'homme avec la nature : le Vent, dépouillé de ses attributs divins, ne sera plus que l'élément tangible, lequel correspond au toucher dans la série des cinq sens.

III.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur le caractère particulier de chacun des dieux invoqués dans les hymnes du *Rig-Véda*, il faudrait multiplier à l'infini les citations d'un ouvrage que tout le monde peut consulter; mais il nous semble nécessaire d'insister sur quelques hymnes d'un ordre et d'un genre différent, placés dans la dernière section, et qui tranchent assez fortement sur l'ensemble de ces chants sacrés. Nous voulons parler de ceux qui ont trait à des actes civils et politiques, comme aussi de ceux où l'idée philosophique et une certaine fantaisie poétique se mêlent au sentiment religieux. Évidemment les odes dans lesquelles la question de l'âme universelle et la nature de cette âme se trouve dogmatiquement traitée ne sont pas de la première époque védique; elles appartiennent plutôt à celle où furent écrits les *Oupanichads,* qui forment l'appendice théologique et philosophique des *Védas.* La piété naïve qui a dicté les invocations à Agni et à Indra fait place à la réflexion; la philosophie va naître. Ces dieux dont on implorait à genoux l'assistance et la protection, on va s'assurer s'ils existent bien réellement sous les formes

que leur prête le peuple. On les laissera trôner dans l'Olympe, mais on prendra en main leurs attributs pour les examiner d'un œil curieux, comme on décroche l'armure rouillée d'un héros couché dans la tombe. Il se rencontre aussi des prières adressées à des personnages mal définis, dieux nouvellement consacrés par l'apothéose, dont les commentateurs hésitent à fixer le caractère véritable. L'idée religieuse ne fait point encore défaut, seulement elle s'éparpille sur une foule d'objets, et le poète y associe d'autres pensées purement humaines. Ainsi, dans l'hymne à la Parole (la parole sainte), il est dit :

« Comme l'orge se purifie dans le crible, la Parole se forme dans l'âme des sages. C'est là l'épreuve des vrais amis, car toute leur valeur est dans la sainte Parole... »

S'agit-il de la parole révélée ou de la sincérité humaine? Rien ne l'indique dans les onze stances de cet hymne travaillé avec un soin particulier, et qui continue sur le même ton d'ambiguité. Le fonds de la pensée, c'est que la Parole a une origine divine, que l'homme ne doit jamais la profaner par le mensonge. Malheureusement ici l'idée abstraite disparaît trop brusquement devant un détail de la vie réelle. En s'adressant aux plantes, un autre poète dira :

« O mères! capables de cent œuvres, vous comptez cent espèces, vous comptez mille tiges, préservez-moi de la maladie! — Réjouissez-vous, ô plantes couvertes de fleurs et de fruits; telles que les cavales victorieuses, emportez-nous loin des maladies! »

Celui qui parle ainsi doit être un médecin lyrique; à peine a-t-il cueilli une plante, qu'il s'agenouille devant elle; dans son enthousiasme, il va jusqu'à la placer au-dessus de *Pouroucha* (l'âme universelle); puis il en fait un roi victorieux entouré de son armée qui pénètre le corps humain pour livrer bataille à la maladie et remporter la victoire. Son imagination l'entraîne; il veut revêtir de tous les attributs divins et de toute la gloire terrestre l'objet de son culte. Quoi! les plantes ont plus de puissance que la vie qui nous vient d'en haut! Cette croyance est moins de la foi que du fétichisme, et le goût, on en conviendra, souffre tout le premier de cet affaiblissement de la pensée. Ailleurs ce sont des espèces d'épithalames en l'honneur des dieux; Agni, qui est qualifié de pontife, épouse la Coupe du sacrifice que la Libation (Soma) lui amène par la main. Voilà la fable qui entre de plain-pied dans le domaine de cette religion primitive, où les forces de la nature gardaient encore la grandeur qui sied aux manifestations de la puissance divine. Enfin les vertus, telles que la Libéralité et la Bienfaisance, inspirent aux chantres du *Véda* des odes pleines de douces images où le cœur parle un langage presque aussi beau que celui des psaumes :

« ... L'opulence de l'homme bienfaisant ne périra point; le méchant ne trouve point d'ami. — Je le dis en vérité, le mauvais riche possède une abondance stérile; cette abondance est sa mort... C'est un pécheur invétéré qui mange tout (sans rien réserver pour l'avenir). »

Ce sont là des préceptes de morale et de religion; le poète rappelle aux hommes qu'il existe une autre vie pour laquelle il doit amasser des trésors. La société aryenne s'est développée, et déjà se montre la richesse égoïste et dure au pauvre. On le voit, l'hymne ne sera plus exclusivement un chant sacré, une invocation qui accompagne le sacrifice, mais la forme sous laquelle se produiront les inspirations de tout genre, la trompette que chaque poète embouchera pour faire entendre à un peuple intelligent de nobles pensées enfermées dans de belles stances (1). Il faut donc reconnaître que les mille et quelques hymnes réunis sous le titre de *Rig-Véda,* bien qu'ils soient écrits dans un style antique, dans une langue plus concise, moins souple que celle employée par les compilateurs des épopées, appartiennent à une même période, mais représentée par plusieurs siècles.

(1) Nous ne pouvons nous empêcher de citer, au moins en note, quelques passages de l'hymne au *Dieu du Jeu,* l'un des plus curieux morceaux qui aient été écrits en aucune langue.

« J'aime avec ivresse ces enfans du grand Vibhaka (*), ces Dés qui s'agitent, tombent dans l'air et roulent sur le sol; mon ivresse est pareille à celle que cause le sommeil... Que Vibhaka toujours éveillé me protége. — J'ai une épouse qui n'a contre moi ni colère, ni mauvaise parole. Elle est bonne pour mes amis comme pour son époux. Et voilà la femme dévouée que je laisse pour aller tenter la fortune. — Cependant ma belle-mère me hait, mon épouse me repousse. Le secours que me demande le pauvre est refusé, car le sort d'un joueur est celui d'un vieux cheval de louage. — D'autres consolent l'épouse de celui qui aime les coups d'un Dé triomphant. Son père, sa mère, ses frères lui disent : Nous ne le connaissons pas, emmenez-le enchaîné. — Quand je réfléchis, je ne veux plus être malheureux par ces Dés; mais en passant les amis me poussent. Les Dés noirs en tombant ont fait entendre leurs voix, et je vais à l'endroit où ils sont, comme une femme perdue d'amour. — Le joueur arrive à la réunion; il se dit le corps tout échauffé : Je gagnerai! Les Dés s'emparent de l'âme du joueur qui leur livre tout son avoir. — Les Dés sont comme le conducteur de l'éléphant, armé d'un croc avec lequel il presse. Ils brûlent le joueur de désirs et de regrets, remportent des victoires, distribuent le butin, pour le bonheur et le désespoir des jeunes gens, et pour les séduire ils se couvrent de miel..... O joueur, ne touche pas aux Dés; travaille plutôt à la terre et jouis d'une fortune qui soit le prix de ta sagesse. Je reste avec mes vaches, avec mon épouse... — O Dés, soyez bons pour nous et traitez-nous en amis. Ne venez pas avec un cœur impitoyable. Réservez votre colère pour nos ennemis. Qu'un autre que nous soit dans les chaînes de ces noirs combattans. »

Le joueur qui parle de la sorte n'est qu'à moitié converti. Le démon du jeu, qui s'est emparé de lui trop souvent, reviendra à la charge, et c'est précisément là ce qui fait l'intérêt dramatique de cette pièce singulière. Comme ce pauvre homme a peur des Dés! Il a reconnu en eux cette divinité, cette passion irrésistible qui dominera les rois eux-mêmes et leur fera perdre un royaume d'un seul coup, comme cela arriva au prince Nala.

(*) Celui qui distribue le bonheur.

Comment admettre que ces innombrables strophes aient jailli comme des sources d'eau vive, toutes à la fois, dans l'espace de quelques années? On ne doit pas être surpris de rencontrer dans la période védique des traces du changement qui s'opère dans l'état social et dans les idées du peuple aryen.

Au temps où les premiers hymnes du *Rig-Véda* furent composés, ce peuple formait une famille assez nombreuse d'émigrans, inconnue comme nation, mais civilisée déjà, puisqu'elle avait un culte, des chants sacrés, un rituel, une langue capable d'exprimer les idées métaphysiques et abstraites, enfin l'ensemble des croyances et des lois qui constituent une société. Il y a en lui la vitalité propre aux races japhétiques, une force d'expansion et d'assimilation qui lui permettra de détruire, de refouler ou d'absorber les tribus étrangères qu'il rencontre dans sa migration vers le sud. Devant les Aryens disparaîtront un jour, anéantis ou dispersés, les aborigènes au teint noir, — Chamites selon toute apparence, — qui peuplaient la partie méridionale de l'Asie comprise entre l'Himalaya, l'Irawati, l'Indus, les plateaux de la Tartarie et des deux mers qui baignent la presqu'île. Pour accomplir cette conquête, il faudra que la nation aryenne s'accroisse et se transforme. A côté des prêtres officians qui se mêlent encore aux guerriers, s'élèvera bientôt la classe militaire et royale, uniquement vouée au rude métier des armes, destinée à devenir puissante et à dominer les sacrificateurs eux-mêmes. Il y a plus : les sages, auteurs des hymnes chantés durant les cérémonies du culte, n'hésitent point à célébrer la générosité des princes qui les paient de leurs services en leur faisant de riches présens. Ainsi Bharadvadja, dont les descendans furent des prêtres de famille des rois régnant à Hastinapoura (l'ancienne Dehli), et qui passe pour avoir été l'un des patriarches qui transmirent au monde l'ensemble du *Véda*, dit très clairement :

« Le fils de Tchayamana, le riche prince Abhyavarttin m'a donné, ô Agni! vingt couples de bœufs appareillés et attelés à un char; c'est un présent que les autres princes peuvent difficilement égaler. »

Et ailleurs :

« Écoute-nous, ô Indra! nous t'invoquons, nous faisons des libations en ton honneur pour obtenir l'abondance. Le jour où les peuples s'assemblent pour combattre, viens nous prêter ton redoutable secours... Que le fils de Pratardana (1), Kchatasri, devienne le vainqueur de ses ennemis et le possesseur des plus riches trésors! »

(1) Ce roi régnait dans une petite ville qui fut détruite et sur l'emplacement de laquelle s'élève la Benarès des temps modernes. Ce lieu, vénéré des Hindous, aurait donc été possédé par leurs ancêtres il y a près de trois mille ans.

Dans ces vers, hommage est rendu à la puissance temporelle. Le prince pour qui on invoque les dieux et dont on vante la richesse doit être présent à la cérémonie, le glaive en main, tout près de son char attelé de brillans coursiers, le diadème ou tout au moins le bandeau royal au front. Ces stances font songer à un état analogue à celui des Grecs au temps de la guerre de Troie. Kchatasri ressemble assez à un Agamemnon indien, dépassant de la tête la foule des guerriers assemblés. Nous trouvons plus loin une louange plus directe adressée par un autre poète à un autre roi qui serait l'Ulysse de ces petits peuples émigrans :

« O Agni! un roi pieux, prudent et généreux... m'a rendu riche; il m'a donné deux cents bœufs attelés à un char, avec dix mille vaches. Qu'il te souvienne de lui. — Ce roi m'a donné cent vingt vaches et deux chevaux de trait traînant une précieuse charge... »

Cette soumission du prêtre officiant et cette richesse du roi indiquent une époque où l'influence morale des sacrificateurs commençait à s'incliner devant l'astre plus brillant de la royauté (1). Les princes possèdent des troupeaux bien abondans, puisqu'ils peuvent faire des présens aussi généreux; ils ont des armes d'or ou au moins dorées, des cuirasses étincelantes, des chars richement ornés; enfin ils habitent des villes : la tribu est devenue nation. Allons plus loin; nous trouverons à la fin du *Rig-Véda*, parmi les chants particuliers dont nous parlions tout à l'heure, un hymne intitulé : *Vœux en faveur d'un roi*, et un autre plus significatif encore qui a pour titre : *Sacre d'un roi* (2). Dans le premier, qui est fort court et certainement ancien de ton et de mouvement, les prêtres font approcher le roi de l'autel du sacrifice; on dirait qu'ils veulent le tremper comme une arme au contact du feu sacré. Le principal rôle leur appartient dans la cérémonie; ce sont eux qui commencent, et ils disent :

« Par la vertu de l'holocauste qui fait qu'Indra se tourne vers nous, ô Agni, fais aussi que nous nous tournions du côté du trône. — O toi qui règnes sur nous, tourne-toi contre les ennemis qui nous attaquent, tiens-toi ferme devant les combattans. — Que le divin Savitri (le soleil), que Soma, te soutiennent dans ta marche; que tous les êtres se tournent vers toi à ton approche. »

Et le roi répond :

« O Dévas, j'offrirai l'holocauste qui a fait la puissance et la grandeur d'Indra. Que je devienne sans rival! — Que je sois sans rival! que je triomphe

(1) Je veux dire que la classe sacerdotale, non encore organisée en caste, exalte par ses chants le pouvoir des rois, contre lequel elle luttera plus tard, et qu'elle abaissera définitivement au second rang.

(2) *Rig-Véda*, section VIII, lecture 8.

de mes ennemis, que je règne sans restriction, que je brille parmi tous les êtres et parmi tout mon peuple! »

N'est-ce pas là à peu près la formule de consécration d'un roi électif, choisi par les sages pour mettre un terme à l'anarchie qui vient d'éclater dans la tribu ? Pour faire cesser les contestations qui se sont élevées parmi les chefs, il faut que l'un d'eux soit solennellement, et à la face des dieux représentés par le sacrifice, reconnu pour *seul* maître. Évidemment il s'agit de rétablir la paix dans la nation troublée, et la possession d'un territoire conquis a mis la discorde dans le camp des Aryens. On n'en est donc plus tout à fait à l'âge d'or, malgré le calme imposant de ce dialogue entre les prêtres et le roi. Les stances du *Sacre* se distinguent par la même simplicité unie à la même dignité de style :

« Je t'ai amené au milieu (de l'enceinte). Sois ferme; soutiens-toi sans trembler. Tout le peuple te désire; que ta royauté ne chancelle pas! — Crois en grandeur, ne tombe point; sois comme une montagne, inébranlable; tiens-toi aussi ferme qu'Indra. Affermis ta royauté..... — Le ciel est ferme, la terre est ferme; ces montagnes sont fermes; tout ce monde est ferme. Que le roi des nations soit aussi ferme..... — A un ferme holocauste nous joignons la ferme libation du *Soma*. Qu'Indra rende tout peuple fidèle à payer l'impôt. »

Il faudrait avoir un commentaire pour savoir en quoi consistait cet impôt, et par suite quelles étaient, à cette époque reculée, les ressources du peuple aryen. Voilà un roi sacré en bonne règle et en des termes concis, brefs, qui ressemblent à des formules de rituel. La nation aryenne se compose déjà des trois classes qui constituent une société organisée : les prêtres, les rois, le peuple; mais les castes n'existent point encore. Comment donc s'introduisit dans l'Inde ce régime exceptionnel que l'on y trouve tout établi dès le XIIe siècle avant notre ère (1), et si bien accepté qu'il ne sera jamais directement combattu par les sectes dissidentes? On n'en sait rien, parce que les Hindous n'ont eu nul souci de leur histoire, et si cette histoire existait, elle ne le dirait sans doute pas en toute franchise. Interrogez là-dessus un brahmane, il vous répondra qu'il est le premier-né de la création, parce qu'il est sorti de la bouche de Brahma, le créateur suprême. Quand il s'agit de la formation des castes, on en est donc réduit à des suppositions, et voici comment nous essaierons d'expliquer ce grand fait social.

Une fois arrivés sur le sol de l'Inde, les Aryens prennent goût à la

(1) En adoptant comme vraie l'hypothèse admise par les savans les plus respectables, qui assignent cette date à la compilation des lois de Manou. Les *Védas* auraient été composés quatre ou cinq siècles auparavant.

vie sédentaire. Ils ont rencontré la vraie patrie qu'ils cherchaient; la beauté du pays, la douceur du climat, la fertilité des plaines et des vallées les ont captivés. Les habitations temporaires se changent en demeures fixes, les campemens en villages. Les familles s'accroissent, les travaux se multiplient, les professions plus tranchées deviennent naturellement héréditaires. Le père lègue à ses fils les ustensiles propres au sacrifice, ses armes, les outils du labourage, son champ, ses troupeaux. La propriété, qui est déjà un droit, semble constituer vis-à-vis de chacun le devoir de continuer les travaux dont il a reçu les premières notions dans son enfance. Le régime patriarcal, qui est celui de la famille, s'efface peu à à peu devant une organisation moins simple, mais qui répond mieux aux besoins d'une société plus développée. Placés au premier rang par la connaissance du rituel et de la tradition religieuse qui se perpétuait parmi eux, les descendans des anciens chefs de tribus avaient gouverné les Aryens émigrans, tout en offrant les sacrifices aux dieux en leur qualité de prêtres. Il arrive un moment où ces conducteurs de peuples, pareils aux juges qui régissaient les Hébreux, doivent céder une partie de leur pouvoir à des hommes vaillans, investis du droit de commander; la royauté est établie. Telle paraît avoir été la situation des Aryens à l'époque védique. Tous les hommes en état de porter les armes prennent part à la défense commune, comme aussi tous les enfans de la tribu se livrent encore à l'agriculture et exercent la profession de pasteurs aux heures de trève; mais il existe déjà des classes dans cette société naissante, seulement la loi n'a point élevé entre elles ces barrières infranchissables qui en feront des castes.

Trois choses constituent la nationalité des Aryens et leur supériorité incontestable sur les peuples qui occupaient l'Inde avant eux : la tradition religieuse, la langue et le culte védiques. A qui est confié le dépôt de cette triple connaissance? Aux prêtres, qui forment un corps officiant et enseignant. Ce corps ne peut se recruter ailleurs que dans son propre sein, sous peine de déchoir; par l'effet de l'isolement, il devient une caste, celle des brahmanes ou fils aînés de Brahma, identifiés avec la parole divine et inaltérable. L'unité de vues et d'intérêts les tient étroitement liés et augmente rapidement leur autorité. D'autre part, la défense des villes qui se bâtissent sur divers points, la protection des terres que l'on défriche à l'entour et qui se partagent en royaumes ou principautés, la sécurité des relations qui s'établissent d'une province à l'autre, le besoin de repousser les attaques des barbares, obligent les rois et leurs familles à se vouer exclusivement au métier des armes. La possession des fiefs et l'exercice d'un pouvoir à peu près sans contrôle deviennent les priviléges et comme la récompense de ces guerriers prêts à verser leur

sang pour le salut de tous, et qui se groupent autour du roi comme la noblesse au temps de la féodalité. Les *kchattryas* ou guerriers, appelés aussi fils de roi et *râdjas*, apparaissent donc comme le bras de la nation jeune et puissante dont le brahmane est la tête. Aussi utiles à la société que les *kchattryas*, mais appliqués à des professions qui exigent moins de dévouement, moins d'élévation d'esprit et de caractère par conséquent, occupés de travaux dont ils recueillent eux-mêmes l'avantage et le profit, les *vaïcyas*, marchands et agriculteurs, doivent obéir aux deux premières castes, c'est-à-dire reconnaître pour maîtres le brahmane qui enseigne les lois divines et humaines et le roi qui les fait exécuter. Enfin tout au bas de l'échelle se placent les serviteurs, ceux qui n'ont à remplir que des rôles subalternes dans lesquels il n'y a point d'énergie particulière à déployer. Il arrive ainsi que, dans cette nation de pasteurs dont les tendances se sont modifiées, la garde des troupeaux reste confiée en définitive à la caste servile des *çoûdras*, lesquels ne forment plus qu'un appendice insignifiant de la société indienne, une classe méprisée, soumise à tous les devoirs et privée de tous les droits.

Pour s'expliquer l'état d'infériorité du *vaïcya* et l'abaissement du *çoûdra*, il faut tenir compte de la conquête, de l'occupation à main armée de pays habités déjà par des peuples moins civilisés et moins intelligens. Les Aryens que nous voyons dans le *Rig-Véda* invoquer les dieux contre des ennemis pervers, les Aryens qui s'avancent d'abord avec circonspection, avec timidité, dans des régions inconnues, ont fini par triompher. Il s'agit pour eux de régler leurs rapports avec les peuples conquis, d'empêcher la pure race des conquérans de se fondre dans la masse des étrangers qui les entourent, de s'absorber dans l'élément indigène. De là le classement par castes d'individus de races diverses réunies en une nation considérable. L'autorité religieuse et militaire, le pouvoir spirituel et la puissance temporelle se partagent entre les deux premières castes, qui sont sœurs et représentent dans le principe l'élément aryen. La troisième caste, celle des *vaïcyas*, admet dans ses rangs des familles de race aryenne déjà mêlées aux aborigènes et ceux de ces aborigènes eux-mêmes qui ont adopté les croyances védiques : c'est donc une classe mixte, comme celle des métis et des mulâtres dans certains pays du Nouveau-Monde. Admis à jouir des droits civils, puisqu'ils reçoivent à leur naissance le cordon d'investiture, les *vaïcyas* forment dans l'organisation brahmanique une espèce de tiers-état qui n'est rien ou qui est tout, selon le point de vue sous lequel on l'envisage. Quant aux *çoûdras*, ils sont à vrai dire des serfs, des *manans* dans le sens latin du mot, des vaincus réduits à la dure nécessité de servir les vainqueurs. Leur condition peut se comparer à celle des Indiens de

l'Amérique dans les premiers siècles qui suivirent la conquête. Enfans déshérités de la famille indienne, qui leur impose de rudes travaux, ils ne reçoivent point le sacrement d'initiation qui confère aux autres castes la seconde naissance dans l'ordre religieux et le droit de bourgeoisie dans l'ordre politique. Les ilotes étaient les *çoûdras* de la république de Sparte. N'oublions pas que le mot *varna* (caste), en sanscrit, signifie couleur. Or le brahmane et le guerrier sont en général plus blancs que le *vaïcya*, lequel à son tour est d'ordinaire moins noir que le *çoûdra*. Les castes, que l'on peut rigoureusement réduire à trois, représentent donc la race conquérante, les métis et les indigènes.

Au temps des *Védas*, nous l'avons dit, le régime des castes n'était point établi. Dans un hymne (que l'on peut considérer à la vérité comme moins ancien que les autres), on lit ce vers à propos de *Pouroucha*, l'âme universelle, le premier être revêtu d'une forme : « Le brahmane a été sa bouche, le roi ses bras, le *vaïcya* ses cuisses, le *çoûdra* est né de ses pieds (1). » Il se peut bien que ce vers ait été intercalé après coup dans un chant védique, car nulle part ailleurs il n'est fait mention du *vaïcya* et du *çoûdra*. Au reste, la division des castes serait encore présentée ici sous le voile de l'allégorie. La pensée et la parole sont au-dessus de la force et de la puissance matérielle; le courage et le dévouement méritent d'être estimés plus que l'industrie et le commerce, la richesse produite par le travail intelligent l'emporte sur l'action vulgaire et machinale. Plus tard, dans le code des lois de Manou, ce mythe sera exprimé sous une forme sentencieuse et dogmatique. Afin que chacune des castes se distingue plus nettement et à première vue, le législateur lui ordonnera même d'inscrire jusque dans son nom le signe qui fait sa gloire ou sa honte. « Que le nom du *brahmane* (par le premier des deux mots dont ils se compose) exprime la ferveur propice; celui d'un *kchattrya*, la puissance; celui d'un *vaïcya*, la richesse; celui d'un *çoûdra*, l'abjection. » C'est ainsi que s'exprimera la caste sacerdotale par la bouche du législateur, quand elle aura ressaisi le pouvoir que les rois tentèrent plus d'une fois de lui enlever.

Le brahmanisme s'est fait la part du lion dans le partage qu'il établit entre les classes de la société indienne; mais qui donc, si ce n'est lui, sut donner à cette société la prospérité dont elle a joui durant tant de siècles? Gardiens jaloux de la loi védique dont ils se sont constitués les interprètes, les brahmanes n'ont cessé de recueillir avec une pieuse sollicitude ces monumens vénérés de leur littérature, qui sont leurs véritables titres de noblesse. Lorsque les an-

(1) Section VIII, lecture 4, hymne 5.

ciens rois, emportés par la passion de la chasse, se plongeaient au plus profond des forêts, oubliant les affaires du royaume pour vivre de la vie sauvage, les brahmanes les déposaient aussitôt, et par là ils faisaient rentrer la nation tout entière dans la voie de la civilisation. Quand des princes violens et orgueilleux poussaient l'audace jusqu'à vouloir se faire adorer, ou négligeaient par impiété le culte des dieux, les brahmanes s'insurgeaient contre eux, et la barbarie, qui menaçait d'envahir la nouvelle patrie des Hindous, était vaincue une fois encore. C'est au brahmanisme que l'on doit tant de pagodes, de temples souterrains, de palais magnifiques qui étonnent encore aujourd'hui les regards du voyageur, et ces immenses compositions littéraires qui seront un jour, nous l'espérons, aussi connues de l'Europe que les œuvres des poètes de l'antiquité classique. C'est à lui que l'on doit la conservation de ces hymnes védiques qui nous montrent le peuple aryen plein de feu, de jeunesse, d'enthousiasme, prenant son essor vers le midi, à la manière des grands fleuves dont il suivit les bords, plus larges, plus profonds, plus imposans, mais aussi plus troublés dans leurs ondes à mesure qu'ils s'éloignent de leurs sources. La source par excellence pour tout ce qui concerne l'Inde, c'est le *Véda*, livre multiple dans lequel se reflètent, comme dans un vivant miroir, les croyances, la vie publique et les sentimens intimes des Aryens. L'antiquité ne nous a légué aucun ouvrage, — la Bible exceptée, — qui fasse naître plus d'idées dans l'esprit de quiconque le lit avec un peu d'attention. On n'y trouve pas un mot d'histoire, a-t-on dit : cela est vrai; mais si les faits sont absens, ne sent-on pas battre le cœur d'une nation pleine de sève qui obéit à une impulsion irrésistible, et vole avec ardeur au-devant des destinées qui l'attendent? Sous ce sabéisme rêveur, ne voit-on pas poindre le panthéisme qui entraînera comme dans un tourbillon les générations futures? Ne saisit-on pas dans son germe la légende qui va croître et étendre au loin ses rameaux chargés de fleurs aux parfums enivrans? N'assiste-t-on pas en quelque sorte à la formation d'une société théocratique plus préoccupée de ses dieux que de ses intérêts matériels, plus avide d'offrir des sacrifices que de célébrer la pompe des gloires humaines? Non, nous ne connaissons pas la marche exacte des Aryens depuis leur sortie des plateaux de l'Asie; nous ignorons par quelle suite de combats et de luttes acharnées ils se sont établis dans toute la région qui a pris le nom d'Hindostan; mais nous savons ce qu'ils demandaient aux dieux, quels ennemis ils redoutaient, quelles étaient leurs armes, leurs instrumens aratoires, leurs habitudes domestiques. A défaut d'histoire, c'est un tableau complet de cette époque lointaine que nous offre ce beau livre des hymnes.

L'esprit védique n'a point disparu des lieux où il s'est développé. Les brahmanes se vantent d'être les descendans des poètes et des sages qui ont composé les chants du *Rig-Véda,* et ils montrent avec orgueil de longues listes généalogiques. On n'est point obligé de croire à l'authenticité de ces papiers de famille; les brahmanes d'ailleurs ont d'autres titres à la considération, — la connaissance et l'intelligence de cette langue sacrée, vieille de trente siècles. Cependant il n'y a aucune témérité à avancer que les savans indianistes qui ont choisi les *Védas* pour objet de leurs études les entendent mieux que les pandits les plus habiles de Bénarès. En ces matières, la critique européenne équivaut à la seconde vue. Quand on jette les yeux sur les deux gros volumes du *Rig-Véda* publiés par M. Max Müller sous les auspices de la compagnie des Indes, on est effrayé de la grandeur de la tâche qu'il s'est imposée (1), et émerveillé de la prodigieuse érudition qu'il y déploie. S'il y a un mérite réel à donner une édition correcte des ouvrages classiques déjà imprimés, s'il y a la preuve d'un talent consommé dans la copie exacte et précise d'une charte du moyen âge, que doit-on penser d'un travail de si longue haleine, où il s'agit de déchiffrer des manuscrits orientaux, et dont la première condition est d'entendre avec une égale supériorité la langue archaïque des *Védas* et le style souvent obscur des commentateurs? La direction de l'ouvrage a été confiée à M. H. Wilson, le doyen des indianistes anglais, qui le traduit à mesure que le texte voit le jour. Tandis que le professeur d'Oxford interprétait ainsi le *Rig-Véda,* en y joignant des notes savantes et nombreuses, M. Langlois, de l'Institut, s'étant mis résolument à l'œuvre, achevait et faisait paraître une traduction française des huit sections qui composent la totalité du recueil des hymnes védiques. Il y avait bien quelque péril à venir le premier, à terminer sa tâche juste au moment où le texte, imprimé avec un long commentaire, allait la rendre moins ardue. Quoi qu'il en soit, la difficulté de l'entreprise semble avoir séduit plutôt qu'effrayé M. Langlois. Sa traduction lui a valu des éloges auxquels les nôtres n'ajouteraient rien. La lecture en est aussi douce qu'attrayante, car l'élégante clarté du style ne laisse pas même soupçonner la peine que ce grand travail a dû coûter à l'auteur. Nous pouvons donc aujourd'hui étudier sans effort dans notre langue les hymnes du *Rig-Véda,* dont personne encore n'avait entièrement dévoilé le mystère.

TH. PAVIE.

(1) L'ouvrage complet ne formera pas moins de huit volumes in-4°, de 900 à 1000 pages chacun, texte et commentaire.

DE

LA PHILOSOPHIE

DE L'ORATOIRE

I. — *Philosophie. — De la Connaissance de Dieu*, par A. Gratry, prêtre de l'Oratoire de l'Immaculée Conception; 2 vol. Paris 1853.

II. — *La Théodicée Chrétienne d'après les Pères de l'Église, ou Essai philosophique sur le Traité De Deo du père Thomassin*, par Louis Lescœur; 1 vol. Paris 1852.

On éprouve un peu d'embarras à traiter dans un recueil les sujets religieux. Le respect craint de ne pas en parler dignement, et n'ose insister, de peur de les compromettre en causant de l'ennui. Nos lecteurs les plus sérieux ne nous demandent pas sans doute ce qu'ils doivent croire sur ce qu'il y a de plus important et de plus auguste, et ils pourraient bien trouver une solennité hors de place dans les travaux qui trancheraient du sermon. Il règne de plus aujourd'hui une certaine timidité d'esprit qui souffre, qui s'inquiète de voir aborder, même à bonne intention, des questions qu'elle aime mieux supposer résolues que résoudre, et beaucoup se croient sages de pratiquer en matière grave la philosophie du silence. Aussi ne le romprions-nous point pour notre part, si nous n'y étions excité et comme forcé par de plus autorisés et de plus habiles, auxquels il nous tarde de rendre hommage et justice. L'ouvrage qui sera le principal sujet de cette étude n'est point de ceux qu'on peut laisser passer négligemment. Il n'arrive pas assez souvent qu'il paraisse des écrits où, comme dans celui-ci, l'esprit parle éloquemment au cœur, pour que la critique puisse s'en taire et ne pas ajouter en quelque sorte à la

publicité d'un livre utile, en l'appréciant avec une liberté qui pour l'auteur assurément n'est pas redoutable.

D'ailleurs il y a, quoi qu'on fasse, une littérature sacrée. Il y a même une théologie philosophique à l'usage de tout le monde, et qu'on ne saurait dédaigner, avec la meilleure volonté possible de ne penser à rien. Il faut bien se résoudre à entendre quelquefois parler de Dieu. On a beau dire, l'existence et la nature de Dieu (car ce mot de *nature,* singulier à cette place, est cependant admis) ne sont pas des sujets qui, pour être trop vieux ou trop sublimes, puissent être abandonnés. Les plus grands esprits de tous les siècles s'en sont occupés, ils n'ont pas cru avoir perdu leur peine parce qu'ils ont laissé devant eux encore bien de l'inconnu et constaté seulement certains mystères où le génie jette la sonde, mais sans en toucher jamais le fond. Cette sorte d'ignorance sur l'infini n'est pas plus facile à acquérir qu'humiliante à reconnaître. Ce qui est aisé et honteux, c'est de se complaire à ne pas même savoir qu'on ne sait pas; c'est de se détourner de toute réflexion sur le premier intérêt de l'humanité. Ceux mêmes qui estiment qu'une croyance d'instinct ou de tradition les dispense de tout effort d'esprit (et l'inattention de ceux-là est assurément la plus excusable) ne peuvent ignorer que le monde entier ne partage pas leur sécurité ou leur indifférence. Il est impossible de se dissimuler qu'en dehors des croyances communes à toutes les nations, et même à toutes les sectes chrétiennes, un effort agressif a été tenté dans ces vingt dernières années contre les principes fondamentaux et philosophiques de ces croyances. Un mouvement assez étendu s'est manifesté sur divers points, sous diverses formes, en faveur de ce qu'il faut bien appeler brutalement du nom d'athéisme. Un travail intellectuel s'est fait particulièrement en Allemagne, dont l'analogue, ce nous semble, ne se rencontrerait dans les mêmes proportions à aucune époque de l'histoire, et il a eu pour but, souvent pour effet, de renverser les données de toute religion, en intervertissant celles mêmes de l'esprit humain. Le matérialisme pratique, auquel du reste toutes les opinions ont concouru dans ce siècle, et pour lequel les plus conservatrices ont autant fait que les plus révolutionnaires, s'est peu à peu transformé en une doctrine tour à tour sociale ou cosmologique, qui sanctifie la passion du bien-être en profanant le sentiment du droit et rabaisse l'homme en effaçant Dieu. Parce que ces doctrines sont en même temps révolutionnaires, des écrivains ont cru qu'elles tomberaient devant une réaction politique, et qu'il suffirait, pour les anéantir, de la force et du silence. C'est en effet un assez sûr moyen d'oublier qu'elles existent; mais ce pourrait bien être aussi le moyen de les fomenter et de les propager, en donnant à leurs adhérens des griefs, des prétextes et quelquefois des raisons. On ne peut s'empêcher de trouver plus prévoyans peut-

être, et certainement plus généreux, ceux qui croient que la meilleure arme contre l'erreur est la vérité, que la raison est l'adversaire naturel de la déraison, qu'un système qui en remplace un autre ne le réfute pas, et que persuader les esprits vaut mieux que les comprimer. Les écoles ne manquent pas où la thèse contraire se prêche sous le nom menteur du principe d'autorité; honneur aux écoles qui s'ouvrent pour restaurer le principe de la raison!

C'est par cette pensée que commence l'ouvrage de M. Gratry, et nous croyons qu'elle anime l'institution à laquelle il appartient. Parmi les écoles, en effet, qui n'ont pas juré une guerre mortelle à l'esprit humain, il s'en est rouvert une dont le nom n'est pas sans honneur, et nous annoncerons peut-être une chose nouvelle à une partie du public en disant que l'Oratoire est rétabli dans le diocèse de Paris. L'Oratoire était, comme on sait, un institut religieux fondé parmi nous, non dans les ténèbres du moyen âge, mais dans la lumière du XVIIe siècle. Il avait cet avantage, que des vœux perpétuels n'enchaînaient point ses membres. Soumis à la juridiction épiscopale, le supérieur résidait en France, et son autorité était subordonnée à celle de l'assemblée générale; c'était donc une communauté séculière et une institution toute nationale. Les congrégations autrement constituées sont sans patrie. Aussi faut-il bien avouer que celle de l'Oratoire n'échappa pas aux atteintes du génie de notre France. Elle ne fut pas exempte de penser comme Descartes, et le père Malebranche est là pour en témoigner. Elle eut sur l'église quelques-unes de ces idées que Bossuet aurait bien voulu soutenir jusqu'au bout, et fut gallicane au risque d'entendre dire qu'elle était janséniste. Enfin, cédant à l'esprit de prudence du temps, nous nous abstiendrons de rappeler ce qu'il y a quelque soixante ans on pensa, dans le sein de l'Oratoire, d'un certain événement dont le monde n'a peut-être pas perdu le souvenir.

L'Oratoire renaît aujourd'hui. On sait comme toutes choses sont changées; la moins changée de toutes les choses, du moins en France, n'est pas l'église. Tout ce qui rappelle ou atteste certains souvenirs nationaux n'y est pas en honneur. Non-seulement sur les questions d'organisation, de discipline, mais sur les questions éternelles de la pure spiritualité, un nouvel esprit d'absolutisme ecclésiastique a, sous prétexte d'unité, renversé nos vieilles traditions. L'autorité, et j'entends l'autorité visible, est devenue pour un assez grand nombre le seul argument et le premier dogme. Au milieu de cette uniformité extérieure qu'on s'efforce d'imposer, le rétablissement d'une institution spéciale, locale, qui a des antécédens propres, n'était pas une chose qui allât de soi. La tentative avait ses difficultés; de grands ménagemens étaient nécessaires. On les a pris tous. Des déclarations rassurantes ont été faites. L'*Oratoire de Jésus* a humblement changé

son nom contre celui d'*Oratoire de l'immaculée Conception*, ce qui a dû désarmer les jésuites et les délivrer de tout soupçon de quelque entente avec les dominicains, eux-mêmes en bonne voie de s'amender. Enfin, toutes les précautions prises, il s'est trouvé qu'une maison était ouverte où pouvaient se réunir, dans la foi et dans l'étude, des prêtres qui ne demandent que la permission de ne pas faire une variante à ces mots de l'Écriture : « Pratiquez la vérité dans la charité, » en les lisant ainsi : « Pratiquez la vérité dans l'autorité. »

Ab Jove principium. La première question, et la dernière sans doute, c'est Dieu même. Dieu est-il, et qu'est-il? L'homme le plus assuré de la divine existence aime à se reposer incessamment cette question suprême, à la méditer de nouveau, à la résoudre encore, tout comme s'il avait la moindre incertitude. Ce sont ceux qui ont des doutes qui souvent y pensent le moins. La foi, pas plus que la philosophie, ne se lasse de remonter au principe de toute foi et de toute philosophie, et là est une vérité toujours nouvelle dont les misères du temps rehaussent encore le prix et rajeunissent en quelque façon l'éternité.

Cette science qu'Aristote et Platon ont appelée la théologie, les modernes, pour éviter toute confusion, la nomment, depuis Leibnitz, théodicée. On sait que Leibnitz, ayant entrepris de répondre à Bayle sur les relations de l'existence du mal avec la justice de Dieu, écrivit ce mot au titre de son ouvrage. Comme il est impossible de séparer absolument la justice de Dieu de ses autres attributs, la théodicée les embrasse tous. Le mot est beau et mérite d'être conservé. Quoiqu'on puisse recueillir dans nos premiers écrivains plus d'une éloquente page sur la Divinité, quoique les cours publiés à l'usage des écoles ecclésiastiques et laïques contiennent de saines notions sur la nature divine, notre littérature n'abonde pas en livres de théodicée. Nous ne pouvons guère dans le passé citer qu'une partie du traité *de la Connaissance de Dieu et de soi-même* de Bossuet, le traité *de l'Existence de Dieu* de Fénelon, et le quatrième livre de l'*Émile* de Rousseau; mais Bossuet, selon son usage, s'est borné au simple et à l'excellent supérieurement dit, sans se jeter dans les profondeurs où la science pénètre en hésitant. Rousseau a présenté avec une force émouvante tout ce que l'on peut rendre populaire d'une question sublime en lui conservant sa sublimité. Je n'hésite pas à regarder l'ouvrage de Fénelon comme le meilleur qui existe dans notre langue sur ce grand sujet : on y trouve sans doute la douceur et le charme qui embellissent tous ses écrits; mais l'élévation des pensées, la justesse du langage, même cette subtilité et cette hardiesse métaphysiques sans lesquelles rien n'est pénétré à fond, un habile et libre emploi de toutes les idées que les inventeurs en philosophie avaient mises sous sa main, enfin une clarté si pure qu'on ne se croit pas,

en le lisant, enfoncé si avant dans l'abstraction, — tels sont les principaux mérites d'un ouvrage rarement loué pourtant comme il en est digne, peut-être même un peu oublié avant ces vingt-cinq dernières années où l'Université l'a remis en honneur dans ses écoles.

Il n'est pas absolument nécessaire de savoir la mécanique pour employer la force, ni même la géométrie pour mesurer l'étendue. De même, la théodicée comme science n'est pas indispensable pour la conduite de la vie morale. Cependant il ne faut pas exagérer cette distinction entre la théorie et la pratique; on risquerait de nier ou de méconnaître l'importance de l'instruction élémentaire et de la religion positive. Toute religion est au fond une théodicée destinée à devenir populaire, et pour ne parler que de la nôtre, le catéchisme contient, sous une forme qu'on s'efforce de rendre très simple, les mêmes vérités que les écrits de saint Augustin ou de saint Thomas. Or nul ne peut nier que dès là qu'il est enseigné, il est désirable qu'il soit universellement compris. Le paysan qui l'a compris suffisamment n'est déjà pas sans quelque philosophie. Une éducation plus développée comporte une initiation plus complète à la religion et à la philosophie, et c'est pour cela qu'encore que l'espèce humaine n'ait pas besoin d'avoir lu Leibnitz ou Fénelon pour croire en Dieu, la science d'un Leibnitz ou d'un Fénelon est nécessaire à l'espèce humaine, et une grande reconnaissance est due à ceux qui rangent sous forme méthodique les croyances un peu confuses de la multitude, et ajoutent à leur empire naturel sur notre âme l'autorité de la démonstration.

Le mot démonstration s'applique en effet à l'existence de Dieu et à celle d'une partie au moins de ses attributs. Socrate mourant en parle dans le *Phédon* avec une certitude qu'il n'ose attribuer au même degré à l'attente d'une autre vie : il donne à Dieu la foi, et à l'avenir l'espérance. Depuis que le christianisme a permis à tous, même aux petits enfans, les convictions consolantes qu'un long travail révélait aux sages de l'antiquité, ses plus grands docteurs n'ont pourtant pas trouvé superflu de remonter didactiquement aux fondemens de toute croyance religieuse; ils ont jugé qu'une certitude scientifique n'était pas une base inutile à des dogmes sacrés qui supposent des vérités primitives accessibles à la pure raison; ils n'ont pas cru que, même pour un chrétien, il y eût à regretter le temps consacré à l'établissement de cette courte proposition : Dieu est.

Quelles sont les preuves dont se compose cette démonstration? Ce serait une œuvre intéressante que de les recueillir toutes, que d'en déterminer la valeur, que d'en chercher l'origine, que d'en raconter l'histoire. Ce dernier point a été traité d'une manière remarquable dans un ouvrage de M. Bouchitté, et cet écrivain a marqué notamment avec sagacité la différence qui existe entre la preuve savante et

la preuve populaire, la preuve des époques primitives et celle des temps modernes. Sans prétendre revenir sur ce qu'il a dit, nous réduirons ici à cinq principales les preuves usitées de l'existence de Dieu. La première se tire du spectacle du monde, la seconde du consentement universel des peuples, qui tous ont eu une certaine religion, la troisième de l'existence du mouvement, la quatrième de la nécessité d'un être nécessaire, la cinquième de la présence de l'idée d'une perfection infinie dans l'esprit humain. J'ai sous les yeux une fort bonne dissertation sur l'existence de Dieu par le cardinal de La Luzerne. Il s'appuie sur la première, la seconde et la quatrième preuves. Assurément elles ne sont pas sans valeur, et on s'en est souvent tenu là dans l'enseignement. Cependant la dernière a peut-être plus qu'aucune autre les caractères qu'un géomètre ou un logicien appellerait *démonstratifs*. Ces caractères, la troisième aussi les présente à la première vue, et on le croira aisément si j'ajoute que c'est la preuve donnée par Aristote. Toutefois je suis forcé de dire, avec tout le respect dû au père de la logique, qu'elle ne me semble pas la plus satisfaisante du monde. Elle part de cette proposition : « Tout ce qui est en mouvement est mû par autre chose, » d'où elle infère la nécessité d'un moteur immobile, et ce moteur immobile est Dieu; mais la première proposition est une observation d'expérience qui n'a pas l'évidence d'un axiome, et l'homme entre autres porte en lui-même un principe de mouvement qui n'atteste pas actuellement un moteur étranger. C'est de l'idée de cause et de la nécessité d'une cause des causes qu'aurait pu se déduire une démonstration véritable, et l'idée de cause, malheureusement transformée en l'idée d'un moteur, perd de sa force et de son universalité. La quatrième preuve, qui de l'existence des êtres contingens tire celle d'un être nécessaire, a été surtout mise en lumière par le docteur Clarke, et il est impossible de ne pas la tenir pour valable. Cependant elle me paraît emprunter sa force, soit de l'idée d'une première cause, soit des idées de contingent et de nécessaire, soit de toutes ces idées à la fois. Elle n'est donc qu'une traduction plus ou moins heureuse de certaines lois de l'esprit humain, et cela, suivant moi, permettrait de la rattacher à la cinquième preuve, qui devrait être la première de toutes. Ce n'est pas que j'aie la moindre envie de traiter avec dédain ce bon et vieil argument qui de l'ordre du monde conclut un ordonnateur, de l'existence du monde un créateur. Quoique cette preuve ait aussi pour fondement logique le principe de causalité, elle n'en a pas moins un pouvoir spécial et un pouvoir légitime sur l'esprit humain, et je ne doute pas qu'elle ne soit l'origine de celle, par exemple, que j'ai nommée la seconde. Le consentement universel ou la généralité d'une croyance religieuse dans l'humanité est en fait l'expression naturelle, souvent confuse, souvent figurée, de la con-

ception d'un auteur nécessaire de l'ordre des choses. Le spectacle de l'univers a dû parler le même langage à tous les hommes, et quoique sous cette forme la croyance en Dieu ait pu facilement être altérée par l'imagination et se mélanger d'inventions superstitieuses, on sait que cet argument suffisait pour convaincre Voltaire, qui dans ses bons momens l'a heureusement développé.

Il paraît donc que toutes ces preuves peuvent se ramener à deux, celles que j'ai nommées la première et la cinquième. On peut pour abréger les exprimer ainsi : « L'ordre du monde prouve une cause intelligente. L'idée de Dieu dans l'esprit humain prouve son objet. » Nous n'examinerons pas avec les logiciens si l'un et l'autre de ces théorèmes philosophiques ne supposent pas la validité de l'idée de cause. Nos lecteurs ne sont pas des sceptiques qui aient besoin d'être rassurés sur le compte des idées nécessaires, et nous exposons ici plutôt que nous ne discutons. Telles qu'elles sont, ces deux preuves ont été désignées par les noms d'école de *preuve physico-théologique* et de *preuve métaphysique* ou *ontologique*. On n'ignore pas communément aujourd'hui qu'elles ont été attaquées par la critique de Kant. Cette critique divisait les connaissances humaines en notions expérimentales et en conceptions nécessaires, les unes fort utiles, les autres irrésistibles, mais les unes et les autres dépendantes de notre nature physique et intellectuelle, et ne prouvant qu'une chose : c'est que nous sommes faits pour sentir et pour penser d'une certaine façon. Comme cette objection irait à prouver qu'il n'est pas sûr que les planètes gravitent dans l'espace ni que les rayons du cercle soient égaux, on peut la négliger ou du moins n'en tenir compte que pour déterminer avec une précision plus rigoureuse l'origine et la portée de tous les élémens de nos connaissances. C'est, pour le dire en passant, le plus grand service à tirer de la philosophie de Kant : elle est une pierre de touche philosophique.

Mais l'existence même de cette grande critique est un fait nouveau qui oblige à revoir la théodicée avec toute la philosophie. Ce seul fait rendrait nécessaire de reprendre de nos jours les preuves de l'existence de Dieu. Il ne les anéantit pas, mais il les met en question. Dans les opinions les plus chères à l'esprit humain, une sorte de révision périodique est indispensable, qu'on pourrait comparer familièrement à une vérification des poids et mesures. Ainsi Fénelon n'a pas pressenti les objections de Kant; M. de La Luzerne, qui écrivait il y a cinquante ans, ne s'attendait guère au panthéisme contemporain. On n'évite en écrivant que les objections déjà faites, on ne se prémunit que contre les conséquences prévues. Il n'y aurait que ce motif pour refaire des traités de théodicée que l'esprit et le talent ne pourraient être mieux employés.

Des deux preuves que nous tenons pour fondamentales, la première se recommande et s'explique d'elle-même : c'est une preuve de sens commun; aussi a-t-elle été souvent développée, et elle est susceptible de développemens inépuisables comme la science de la nature. Un livre de l'ouvrage de Fénelon est consacré à l'exposer, comme on pouvait le faire de son temps, et c'est aussi l'idée principale de la célèbre *Théologie naturelle* de William Paley, si estimée des Anglais et à laquelle lord Brougham a fait de précieuses additions. L'Angleterre, qui aime tout ce qui s'appuie sur des faits d'expérience palpable, a cultivé de préférence cet art de forcer la nature à confesser son auteur. Le comte de Bridgewater a légué en 1829 à la Société royale de Londres une somme à distribuer aux écrivains qu'elle chargerait de démontrer la Providence par les découvertes même de la science. D'excellentes publications (*Bridgewater Treatises*) ont répondu à cet appel, grâce à Thomas Chalmers et à MM. Whewell, Buckland, Maculoch, Babbage, etc. Le travail géologique de M. Buckland est, je crois, le seul connu en France. Parmi nous, Bernardin de Saint-Pierre a peut-être poussé jusqu'à l'abus le même genre d'argumentation dans ses *Études* et dans ses *Harmonies de la Nature*. Dernièrement encore, sous le titre de *Théologie de la Nature*, M. Strauss-Durckheim a publié trois volumes où il y a du savoir et de la sincérité. Enfin l'idée d'une Providence suprême, qui ressort ainsi de la contemplation du monde, a été reprise et exposée avec beaucoup d'élévation et de solidité dans un essai très remarquable de M. Bersot.

Cette démonstration, appuyée sur la physique, est donc trop pratiquée et trop connue pour qu'il soit nécessaire de nous y arrêter longtemps. On soutient d'ailleurs qu'elle suppose l'idée même de Dieu, sur laquelle s'appuie la preuve appelée métaphysique. Celle-ci est dite *à priori*, en ce sens qu'indépendamment de toute expérience extérieure, elle se trouve dans l'esprit humain; mais, quoique si voisine de nous, elle ne se laisse pas saisir au premier coup d'œil de l'intelligence, et comme nous serons obligé de la supposer connue en parlant des nouvelles théodicées oratoriennes, il faut essayer d'en donner quelque notion, en évitant tout appareil scolastique.

Demander d'où vient l'idée de Dieu, si elle ne vient de Dieu même, ce serait déjà en avoir dit quelque chose. Nul besoin en effet d'être métaphysicien pour admettre qu'il est singulier que notre esprit conçoive si facilement, si communément, la notion d'un être suprême, qui n'est comparable à rien de ce que nous connaissons, dont l'intelligence et la puissance dépassent tout ce que nous avons vu, dont enfin nous comprenons immédiatement que la nature est pour nous incompréhensible, si notre esprit n'a pas été fait pour cette concep-

tion, si elle ne lui est point, je ne veux pas dire innée, mais naturelle, si elle n'est pas dans un rapport primordial avec notre constitution intellectuelle. Or qui nous a faits ainsi? Est-ce la matière, est-ce le hasard, est-ce la série éternelle et infinie des chances possibles, qui a préparé en nous cette production régulière et universelle de la notion d'une cause suprême intelligente? Cette notion elle-même peut-elle venir d'une autre source que d'une cause intelligente? Et si cette notion est fausse, qui nous a trompés ainsi? Si celui qui nous a trompés ainsi est soi-même sans idée ni rien qui y ressemble, d'où vient l'idée? Et s'il est idée, s'il a des idées, c'est une intelligence, et alors il ne nous a pas trompés. Je présente sous cette forme élémentaire, familière, ce que la science retrouve et démontre avec bien plus d'élévation et de rigueur. Ainsi nous avons en toutes choses l'idée de la perfection, l'idée d'un type souverain auquel nous rapportons, sans le parfaitement connaître, toutes les choses dont nous jugeons sur la terre. Quand nous les trouvons bonnes, justes, belles, que signifient ces mots, s'ils ne veulent dire qu'elles sont plus ou moins conformes au bien, à la justice, à la beauté, plus ou moins semblables aux types du bon, du juste et du beau? Or entendons-nous par là qu'elles soient plus ou moins conformes ou semblables à rien? Est-ce néant que le bien, la justice et la beauté? Alors notre langage est vain, et notre raison n'a aucun sens. Si encore nous les trouvions en nous parfaitement réalisées ou parfaitement connues, ces idées modèles du juste, du beau et du bon, nous pourrions, dans notre orgueil, nous croire la mesure universelle des choses : — resterait à savoir comment nous le serions devenus; — mais l'illusion est impossible, cette perfection en toute chose dont nous parlons si confidemment, que nous affirmons si résolument, nous ne la connaissons pas, quoique nous en fassions la supposition nécessaire. Encore une fois, il faut tenir pour un jeu puéril l'intelligence humaine, ou il faut admettre que ses conceptions nécessaires attestent leur objet, ainsi que nos connaissances géométriques supposent comme absolues les vérités de la géométrie.

Maintenant comment tout cela aurait-il pénétré dans l'esprit humain, c'est-à-dire comment l'absolu serait-il dans le relatif, le nécessaire dans le contingent, le parfait dans l'imparfait, l'infini dans le fini, si l'absolu, le nécessaire, le parfait, l'infini, n'existaient pas, ou n'étaient au moins quelque part réalisés idéalement, c'est-à-dire parfaitement connus? Or dans l'une comme dans l'autre hypothèse, à moins d'en faire autant d'idées qui existent chacune pour leur compte et de leur vie propre, ainsi qu'on l'a dit quelquefois des idées de Platon, il faut bien reconnaître que tous ces types se réunissent et s'identifient dans un type unique et général qui est lui-même la perfection suprême, ou bien qu'ils sont conçus idéalement par une

intelligence parfaite elle-même, puisqu'elle est égale à ce qu'elle conçoit. Type ou intelligence, ou plutôt type et intelligence, sous ce nom ou sous un autre, le parfait existe donc, et nous en avons la certitude absolue en même temps que la connaissance imparfaite. La perfection existe à la fois comme idée et comme attribut dans un être qui nous est infiniment supérieur, et avec lequel cependant nous avons quelque ressemblance. C'est cet être qui est Dieu; les idées que nous pouvons appeler éternelles sont lui-même, et nous avons été rendus capables de les concevoir en un certain degré et de les reproduire en quelque manière. Qui nous a faits tels ou qui se communique ainsi, si ce n'est le même être? Ce qui est dans l'intelligence divine se rend intelligible à nous. Il y a en nous des intelligibles divins. De là cette participation, cette communion, cette société de l'homme avec Dieu dont parlaient les philosophes de l'antiquité. De là cette création de l'homme à l'image de Dieu dont parle la Genèse. De là ce Verbe, cette vraie lumière qui illumine tout homme venant en ce monde, dont parle l'Évangile.

Le procédé d'analyse par lequel l'esprit retourne ainsi à l'universel et au divin appartient à une méthode supérieure, connue sous le nom de dialectique platonicienne; c'est Platon qui a le premier découvert ou pratiqué philosophiquement cette méthode, et rendu possible la démonstration dite métaphysique de l'existence de Dieu. On comprend sans peine combien, ainsi considérées, les idées du vrai, du bon et du beau s'élèvent, s'épurent en se divinisant, et que sous ce rapport on pourrait considérer comme un admirable traité de théodicée le dernier volume de M. Cousin, *Du vrai, du beau et du bien*.

La dialectique platonicienne n'est pas à l'usage de tout le monde, et il y a des écoles philosophiques et théologiques qui l'ont ignorée ou rejetée; mais quelques-unes des vérités auxquelles elle conduit sont posées comme des dogmes par la religion. Ce sont des idées parfaitement chrétiennes que celles-ci : Dieu est le souverain bien; Dieu est la vérité suprême. La religion, qui a d'autres moyens de persuasion que la philosophie, peut souvent s'épargner les frais de la démonstration, et c'est même un de ses avantages que de n'être pas obligée d'aborder la nature humaine par un seul côté. Il serait donc peu exact de dire que tous les docteurs de l'église ont raisonné en platoniciens et suivi la voie qui vient d'être indiquée, quoiqu'ils puissent être arrivés au point où elle conduit; mais il n'en résulte pas qu'ils auraient eu tort de la suivre. Si la méthode est bonne et ses fruits excellens, en quoi, profitable à la philosophie, serait-elle préjudiciable à la théologie? Loin de là; il y a des esprits qu'elle seule peut persuader, des difficultés qu'elle seule peut résoudre, des titres à la confiance de la raison qu'elle seule peut réunir. Ce ne

sont pas les moindres des écrivains ecclésiastiques qui l'ont de préférence employée; ce sont ceux dont l'autorité est le plus universellement invoquée; ce sont ceux qui ont, de la main la plus puissante et la plus sûre, élevé l'édifice de la théodicée chrétienne.

Ces deux derniers mots sont le titre d'un volume publié par M. Lescœur, et ce que nous venons d'écrire en fait connaître le sujet. M. Lescœur, qui étudie pour devenir prêtre de l'Oratoire, a choisi pour thèse de doctorat, je crois, le traité *de Deo*, de Thomassin. Le père Thomassin, oratorien du XVIIe siècle, a publié plusieurs ouvrages d'érudition et de critique sacrée, et entre autres trois volumes in-folio en latin, intitulés *Dogmes théologiques*. Un de ces volumes traite de la Divinité, et c'est celui dont M. Lescœur a tiré le sien ou son *Essai philosophique*. Par la méthode de Thomassin, qui expose les dogmes d'après la tradition des grands esprits, et qui cherche les grands esprits hors de l'église et dans l'église, il s'attache à établir la perpétuité d'une théodicée philosophique orthodoxe, quoiqu'il l'arrête à la limite où commence le dogme révélé. Cette analyse d'un ouvrage peu connu et peu lisible est intéressante; elle est faite avec clarté, elle est écrite avec élégance; elle sera utile à qui veut se former une idée générale des points de concordance de la philosophie antique avec la foi chrétienne. Thomassin, qui, pas plus que M. Lescœur, ne cherche le divorce entre la science rationnelle et la science religieuse, qui ne pense pas qu'aucune des deux puisse exclure ni même remplacer l'autre, admet que les premiers génies de la Grèce, éclairés par cet instinct des choses divines qui est une de nos facultés naturelles, peut-être aussi par quelque influence lointaine de la parole révélée, ont préparé, par la découverte des vérités fondamentales, le monde au christianisme. Dans l'Oratoire, où ses études s'étaient faites, il avait trouvé instituée la philosophie de Descartes. Or il faut savoir que Descartes a remis en crédit, après l'avoir refrappée à son empreinte, la preuve métaphysique de l'existence de Dieu, et Thomassin, la retrouvant à son tour dans le platonisme et dans quelques-uns des pères, se sentit confirmé et enhardi dans sa croyance à l'accord des principes de la raison et de la foi.

Suivant lui, après avoir été préparé par la philosophie, le christianisme, représenté par des pères élevés dans les écoles platoniciennes, retourna vers la philosophie pour lui emprunter toutes les méthodes, tous les argumens, toutes les expressions compatibles avec ses dogmes. Il se servit de ces secours humains pour faire de la foi une doctrine, pour lui donner cette forme systématique qui n'est pas celle de l'enseignement des apôtres, destiné aux peuples plutôt qu'aux écoles. L'église, prenant ainsi de toutes mains, a pratiqué dans tous les temps *un large et infatigable éclectisme*, ce n'est pas moi qui me sers du mot. Cet éclectisme, le père Thomassin le

pratique à son tour avec tant de bienveillance, que partout où il aperçoit quelques analogies de pensée et de langage, il aime à reconnaître le christianisme, ou du moins sa théodicée. Par des citations bien choisies, des traductions habiles, il la montre non-seulement dans Platon, mais jusque dans les philosophes d'Alexandrie; et comme ces derniers prétendaient concilier Platon et Aristote, Thomassin, qui ne doute pas assez de leur pur platonisme, admet encore, sur leur parole, Aristote parmi les siens. Leurs idées sur la vision divine sont facilement présentées dans un sens orthodoxe. Une certaine trinité, personne ne l'ignore, se rencontre dans Platon, ou du moins dans ses œuvres; la triade joue plus certainement encore un grand rôle dans la philosophie alexandrine : cette analogie a frappé des pères de l'église et méritait d'être remarquée; elle est presque acceptée comme une identité par le père Thomassin. Plotin et Proclus sont amenés ainsi à rendre témoignage en faveur de Platon et de saint Jean. M. Lescœur ne pousse pas aussi loin la complaisance de son éclectisme, mais il se borne à quelques restrictions un peu vagues. Il semble craindre, en serrant de plus près les questions, d'affaiblir la vérité générale du système qu'il reproduit, et, en applaudissant à son impartialité, nous trouvons presque qu'il l'exagère, car voici, selon nous, la mesure du vrai : la philosophie n'est pas la religion; mais la religion et la philosophie professent sur Dieu et sur l'âme des vérités communes que l'une révèle, que l'autre déduit, et ainsi dans le cercle de ces vérités elles ne se combattent ni ne se suppléent l'une l'autre, mais elles peuvent se concilier et même s'appuyer l'une l'autre, la philosophie pouvant convaincre les esprits que la foi ne persuade pas, et la religion persuader ceux que la philosophie ne saurait convaincre.

Nous ne connaissons l'ouvrage du père Thomassin que par celui de son habile interprète, et la traduction analytique que nous lui devons nous donne de ce père l'idée d'un écrivain qui ne manque ni de sagacité ni d'élévation, qui dispose avec ordre, expose avec clarté les grandes pensées des plus grands esprits; mais il nous paraît posséder plutôt une intelligence générale des questions qu'une véritable pénétration philosophique, et son érudition n'est pas guidée par une critique assez sévère. Son éclectisme, pour parler un langage d'école, tombe dans le syncrétisme, c'est-à-dire qu'il prend quelquefois de simples analogies pour une parfaite uniformité.

Ce n'est pas d'hier que l'on a tenté d'identifier le platonisme avec la doctrine chrétienne. La comparaison en était naturelle; elle montrait de réelles ressemblances et permettait de spécieux rapprochemens. Certains pères, nommés pour cette raison *platonisans*, séduits par la beauté de ce qu'ils appelaient eux-mêmes les dogmes de la philosophie, *dogmata Platonis*, l'ont faite orthodoxe pour l'admirer

avec moins de scrupule. Épris pour elle d'un vif et chaste amour, ils ont dit comme Polyeucte :

Elle a trop de vertu pour n'être pas chrétienne.

Saint Augustin lui-même, quoiqu'on doute qu'il eût puisé à sa source l'intelligence du platonisme, a contribué dans plus d'un passage à favoriser cette opinion. Rien de plus légitime, si l'on entend dire que Platon s'est élevé sur la nature divine aux idées les plus voisines de celles qu'abstraction faite de tout dogme révélé professe la théologie, si l'on veut dire encore que sa méthode est la plus propre à ces sortes de recherches, et que tout chrétien qui veut trouver la philosophie, *cette part de liberté,* dit M. Lescœur, *qui est laissée à l'homme dans la recherche du monde invisible,* doit la demander à Platon chez les anciens, comme chez les modernes à Leibnitz et à Descartes; mais s'il existe dans le christianisme une portion exclusivement spirituelle à laquelle la philosophie de Platon peut conduire, il y a dans les dogmes spéciaux un sens positif et littéral auquel ne peut atteindre par elle-même aucune philosophie. Ni la trinité dans Platon, ni celle des alexandrins n'est proprement la trinité chrétienne, cette trinité substantielle que la foi doit embrasser et qui échappe à la science. « Il est de foi, dit Abelly, que le mystère de la trinité ne peut être prouvé. » S'il pouvait l'être, ainsi que tous les dogmes particuliers à la révélation, la distinction entre la philosophie et la religion, entre la foi et la raison, entre la nature et la grâce, serait abolie. Il ne faut pas faire les philosophes plus chrétiens qu'ils n'ont été, sous peine de réduire les dogmes à des symboles d'idées philosophiques, et de même que la philosophie alexandrine n'est pas le platonisme, le platonisme n'est pas l'Évangile. Saint Augustin lui-même s'est par momens élevé contre cette adoration de la sagesse humaine à laquelle il confesse s'être trop abandonné. Son langage descend quelquefois jusqu'à l'injure envers ceux qu'ailleurs il semble accepter pour maîtres, et je ne sais si parmi les passages de ses œuvres dont on se prévaut, il ne s'en trouve pas de ceux qu'il a formellement rétractés.

Mais comme on ne doit pas faire les philosophes trop chrétiens, on doit éviter de faire les chrétiens plus philosophes qu'ils ne l'ont été réellement. Quelques pères assurément méritent ce nom. Cependant la philosophie n'est point partout où se rencontrent des maximes ou des idées qu'elle professe. Bien des pères disent des choses très philosophiques, uniquement parce qu'elles sont chrétiennes, et rien ne prouve qu'ils soient initiés aux procédés méthodiques, aux recherches de psychologie qui servent à les établir didactiquement. On peut savoir que Dieu est parfait, sans avoir lu l'argument de Descartes, et la religion a ce pouvoir d'implanter dans les esprits de hautes vérités, sans exiger d'eux les facultés et les travaux qui font

passer ces vérités de la croyance dans la science. Le curé du dernier hameau des Pyrénées peut affirmer les mêmes choses que Bossuet, quoiqu'il n'y voie pas tout ce qu'y voit Bossuet. Ainsi, dans la littérature sacrée, on ne doit pas, trompé par l'identité des expressions, supposer à tous les pères les mêmes lumières parce qu'on leur reconnaît la même foi.

Je crains que ces deux observations n'aient pas été faites par le père Thomassin, et M. Lescœur, pour qui assurément elles ne sont pas nouvelles, n'en a peut-être pas tenu lui-même assez de compte. Notre sincérité doit répondre à sa bienveillance pour la philosophie; nous ne voulons pas qu'elle reçoive de lui plus qu'il ne lui doit.

M. Lescœur a dédié son livre à M. Gratry, dont l'ouvrage, publié après le sien, semble cependant l'avoir inspiré. Ici se montre à nous la pensée originale, destinée à former une école. On peut, si l'on veut, la faire remonter au père Thomassin; la modestie de nos deux auteurs ne réclamerait pas, mais nous réclamerions pour eux. Ils ne nous ont pas convaincu que Thomassin sût rien de plus qu'exposer à merveille les idées d'autrui. Il dit comment les autres ont philosophé, il ne philosophe pas pour son compte. Certes on ne peut dire cela de M. Gratry. Son livre n'est pas un simple examen critique. Quoiqu'il y ait de la science et du talent, il n'appartient ni à l'érudition ni à la littérature; c'est un véritable ouvrage de philosophie religieuse.

Avec lui, nous ne sommes plus dans le domaine de l'histoire ou de l'abstraction. Si nous ne nous trompons, l'auteur écrit, pour ainsi parler, avec tout lui-même. Ce n'est pas une pure intelligence qui s'adresse sèchement à de simples intelligences. Il ne saurait pas, il ne voudrait pas se diviser ainsi. L'homme et le prêtre respirent dans son œuvre, — un homme d'une vive imagination, un prêtre d'une ferveur inquiète, qui s'émeut en méditant, que le spectacle de la terre trouble et passionne, que la contemplation céleste émeut et ravit; un composé ardent de réflexion et de sensibilité, de science et d'enthousiasme, de géométrie et de mysticisme, capable de se laisser agiter, prévenir, entraîner tantôt par des sévérités, tantôt par des tendresses sans mesure, ayant des intolérances d'esprit dédaigneuses, véhémentes, emporté par elles, et cependant retenu ou ramené par une volonté bienveillante, par une chaleur de sympathie, par un besoin tout spirituel de maintenir son âme dans la sphère où la méditation même est amour et prière. Il nous excusera de parler de lui. Pourquoi s'est-il mis tout entier dans son ouvrage, et semble-t-il qu'on le connaît quand on l'a lu?

Il n'écrit pas pour tous les temps. C'est à son temps qu'il parle. Il ne combat pas l'erreur en général, et ne cherche pas à guérir des maux imaginaires. Il voudrait guérir le mal dont la vue blesse ses

yeux, et dissiper les erreurs dont la rencontre journalière le désole. Il lui paraît que la raison humaine est en péril. Ce n'est pas l'indifférence religieuse, ce n'est pas l'endurcissement sensuel, ce n'est pas la passion, le doute, l'incrédulité, la chute des traditions, l'esprit d'examen, l'arrogance du savoir, l'ardeur des intérêts, la légèreté des esprits, qui l'alarment aujourd'hui et vont jusqu'à l'indigner : c'est que la raison soit systématiquement attaquée dans le monde. Le tableau qu'il trace des causes et des effets de ce mal, pour lui le plus grave de tous, est saisissant. C'est l'introduction de son livre. Elle est écrite avec la verve d'une indignation douloureuse. Elle est très sévère, même un peu méprisante; la vérité me condamne à n'y pas trouver partout grande exagération. Sans doute j'appellerais de certaines rigueurs et j'en pourrais bien réclamer d'autres, mais tout cela se compenserait, et l'on n'en peut dire à ce temps-ci plus qu'il n'a mérité.

Les lettres, les sciences, la politique, rien ne contente M. Gratry. Pour achever, on a comblé l'absurde. La dernière philosophie qui s'est élevée en Europe a pris pour principe l'affirmation du contradictoire et la confusion de l'être et du néant. Il y a de cela en effet dans toutes les sortes d'hégélianisme. M. Gratry ne s'y peut résigner. Il détourne la tête avec dégoût, et cherchant la vérité, la voulant belle, sereine, mesurée, ne pouvant séparer la foi religieuse, le mouvement philosophique, le progrès des sciences, le talent littéraire, il croit voir tout réuni dans le XVIIe siècle, et il s'enflamme pour lui d'un excessif amour. Il n'est pas de ceux qui ne savent combattre un extrême que par un autre, et qui demandent aux siècles à demi barbares de les venger de leur temps. Ces violences des esprits faibles ne sont pas du tout son fait : il voudrait, s'il était possible, sentir avec Fénelon, penser avec Descartes, inventer avec Leibnitz, écrire avec Bossuet. Rien n'est trop grand, rien n'est trop beau, trop brillant, trop spirituel pour la vérité; jamais on n'a pour elle trop de raison, d'esprit et de talent. C'est tout cela qu'il faut; c'est à tout cela qu'il faut revenir, sous la forme achevée, dans la liberté tranquille où nous le montre un grand siècle, et non aux discordes oppressives, non à la confusion ténébreuse et sanglante qu'on appelle aujourd'hui l'unité du moyen âge. Nous concevons et à certains égards nous partageons ces vœux, ces retours vers un passé qu'on embellit de tout ce qui manque au présent, et d'ailleurs ce n'est pas à la philosophie de craindre, quand on la veut ramener à l'âge glorieux de sa renaissance.

Nous avons au commencement de cette étude essayé de faire connaître un certain principe de théodicée, une certaine origine de la notion de Dieu. M. Gratry pense avec raison que là est à la fois la plus haute idée de l'esprit humain et le meilleur modèle de la mé-

thode philosophique. De ce point élevé, on voit selon lui toutes les routes ouvertes devant soi, celle de la religion, celle de la science, celle de la vertu. Méditant une philosophie, c'est de là qu'il la commence. Il ne la donne pas pour nouvelle, la vérité n'est pas d'hier, et il y a longtemps que Dieu a fait le monde. L'esprit de l'homme marche vers elle quand il le veut, et la révélation l'y rappelle quand il l'oublie; mais comme il se détourne de sa voie et que l'appel de la religion ne se fait pas toujours entendre, l'antique vérité doit être sans cesse redite, sans cesse accommodée aux nouveaux besoins, aux infirmités nouvelles de l'humanité, sans cesse retournée sous toutes ses faces, repourvue de toutes ses armes, justifiée par les nouvelles expériences, par les nouvelles découvertes. C'est ainsi qu'on peut refaire une philosophie, récrire une théodicée, quoiqu'elles ne soient en substance que la philosophie et la théodicée du XVIIe siècle, qui étaient elles-mêmes la philosophie et la théodicée de tous les temps.

A la démonstration de cette idée par le raisonnement, l'histoire et la critique, M. Gratry consacre la plus grande partie de son livre. La preuve de Dieu par l'idée de Dieu, fondement tout à la fois de toute religion et de toute raison, principe de foi et de science dont nous ne le voulons pas accuser d'outrer l'importance, il la trouve dans Platon, et assurément il n'a pas de peine à l'y montrer, surtout après l'excellent ouvrage de M. Janet (1); mais il la montre d'une manière attachante et claire. Puis il s'efforce avec des succès divers de la suivre, de la faire apparaître fidèlement conservée ou reproduite dans Aristote, saint Augustin, saint Thomas d'Aquin, Descartes, Pascal, Malebranche, Fénelon, le père Pétau, le père Thomassin, Bossuet, Leibnitz; nous les citons tous et dans leur ordre. Cette revue des maîtres de l'esprit humain à la lumière d'une seule idée est pleine d'intérêt et d'enseignement, et cette idée est celle de la permanence d'une vraie philosophie, distincte de la vraie religion, mais rendue par la vraie religion plus complète, plus stable, plus lumineuse et plus puissante. Nous n'avons rien à redire à cela; mais nous pourrions n'être pas également satisfait de toutes les preuves de détail par lesquelles la thèse est établie. Ainsi M. Gratry ne nous paraît pas échapper entièrement à la critique que nous soumettions à M. Lescœur. Il tient tant à rallier tous les grands esprits à une même doctrine, qu'il conclut trop facilement de ce qu'un philosophe est un grand esprit que cette doctrine est la sienne, et de ce qu'un écrivain est dans la vérité, qu'il y est arrivé par la voie des grands esprits. Pour faire rendre un témoignage uniforme à des autorités diverses, il efface leurs différences, et croit ensuite à l'unanimité qu'il a faite.

Ne lui reprochons pas de grandir Platon. Ne disons pas qu'en

(1) *Essai sur la Dialectique de Platon*, par M. Paul Janet, 1848.

choisissant les passages, en les traduisant dans son sens, il augmente un peu la part de quasi-christianisme qu'il voudrait lui trouver : laissons cette critique à une ombrageuse orthodoxie; mais comment consentir à classer Aristote dans les mêmes rangs que Platon? Aristote a poursuivi de ses objections la théorie des idées qu'il s'est obstiné à ne pas comprendre, et sans laquelle pourtant la dialectique de Platon n'a plus de base. Il a professé une méthode toute différente, et je ne saurais prendre ce qu'il dit de l'induction, considérée par lui en général comme un raisonnement imparfait, pour un retour à la méthode de son maître. Sans doute en quelques endroits il paraît, en dépit de ses principes, remonter par l'induction même aux choses universelles et nécessaires. Il le faut bien; comment l'éviter? Il se rencontre dans Aristote, pour ainsi parler, des inconséquences de génie : ainsi sur Dieu il a des traits sublimes que M. Gratry a grande raison d'admirer; mais enfin son dieu n'est pas le nôtre, ce n'est pas un dieu libre et vivant, à ce dieu-là le monde est inconnu. Enfermé dans l'absolu, il est privé de plusieurs des attributs nécessaires à une providence, et il ne vaut guère plus pour l'humanité que les dieux oisifs d'Épicure. Saint Augustin, qui vient après Aristote, me paraît mieux caractérisé. Il platonise, et même sans le vouloir, et quoiqu'il fût difficile de lui assigner une méthode déterminée, il est bien du côté philosophique où M. Gratry l'a placé. Cependant je ne sais : quand saint Augustin parle de philosophie, il me rappelle Cicéron qu'il admirait, et semble manquer d'une entière originalité. Son rare esprit, ses saintes croyances, les controverses auxquelles il a pris part, lui suggèrent sans doute des idées heureuses, brillantes, profondes, que Cicéron n'aurait pas eues; mais ce serait un travail curieux et intéressant que de déterminer dans ses doctrines quelle est sa part personnelle et caractéristique, et quelle est celle qu'il doit à la lecture des auteurs, à la tradition de l'église et de l'école.

Entre saint Augustin et saint Thomas, on nous pardonnera notre regret de ne pas voir une place marquée à saint Anselme. Chacun prêche pour son saint, je le sais; mais la pensée métaphysique dont on faisait l'histoire n'appartient-elle pas en propre à saint Anselme? Il a lui-même raconté, avec une admirable ingénuité, comment elle lui était venue, et aucun doute ne peut s'élever sur l'authenticité de ce fait important dans les annales de l'esprit humain. Il avait, de son propre aveu, la parfaite conscience d'avoir découvert la voie de la vérité première, et rien n'est plus singulier que de voir ce flambeau s'allumer pour ainsi dire de lui-même dans la nuit du moyen âge. A saint Anselme, Platon n'avait rien appris; c'est ce qui fait sa grandeur. On ne peut suivre la filiation des philosophes de la foi sans nommer et vanter saint Thomas; mais sur le point dont il s'agit, j'ose dire que saint Thomas lui-même est au-dessous de saint Anselme.

Non-seulement il ne rend pas justice à sa méthode, mais il en professe une opposée; il ne connaît qu'Aristote et ne comprend Platon qu'à travers la polémique d'Aristote et le témoignage de saint Augustin. Dans la *Somme* du moins, je n'ai pas su trouver la preuve qu'un seul dialogue de Platon ait passé par ses mains, quoiqu'il nomme le *Menon*. Je sais qu'il prend un essor plus hardi dans les *Opuscules* : lui aussi, il est très honorablement inconséquent; mais enfin il a soutenu que rien n'était *à priori* dans la théologie rationnelle; il passe pour avoir réfuté l'argument de saint Anselme, et son autorité a été certainement opposée à l'argument de Descartes. Il y a, ce semble, excès de bienveillance à le ranger sans explication, sans restriction, sur la ligne des philosophes qu'il a combattus. Si M. Gratry daigne jeter les yeux sur la préface de la dernière édition de la *Summa contra Gentiles*, il verra quel parti des théologiens contemporains tirent de saint Thomas contre Descartes, et qu'on a pu, comme l'avait déjà fait le père Ventura, s'appuyer du premier pour instruire le procès de la philosophie du XVIIe siècle.

Il y a plus d'un membre du clergé qui ne juge pas cette époque comme M. Gratry, et qui n'entend nullement à sa manière la philosophie ni la religion. Il le sait aussi bien que nous, et plus d'une fois en écrivant, il a dû se préoccuper du soin de ne pas heurter ceux qu'il surpasse. Nous expliquons par là quelques passages de son livre que nous aimerions mieux n'y point voir. Tels ne sont pas en général ses jugemens sur le XVIIe siècle; il ne nous en coûte pas d'y souscrire. Toutefois le lecteur aura vu avec surprise le haut rang accordé aux noms de Pétau et de Thomassin. Je répète que je ne connais pas Thomassin, mais le père Pétau serait-il donc là pour éviter que les jésuites ne paraissent sacrifiés aux oratoriens? Ses *Dogmes théologiques* sont certainement un ouvrage excellent à consulter, mais j'aurais de la peine à y voir rien de plus qu'une compilation intelligente et méthodique. Sa présence sur la liste nous sert peut-être aussi à y excuser le nom de celui *qui a calomnié les plus purs des hommes*. Eh bien! je me serais passé d'y trouver Pascal. Ici pourtant ce n'est plus le génie qui fait défaut. Si Pascal doit être inscrit au tableau, parce qu'il faut que tout écrivain sublime y soit, je n'ai rien à dire. Autrement il paraîtrait difficile d'enrôler parmi ceux qui ont découvert dans l'homme, et jusque dans l'homme de la nature, le sens du divin, le superbe contempteur de la raison humaine, l'infortuné génie qui n'a su édifier le christianisme que sur la double base du scepticisme et du désespoir. M. Gratry me permettra une observation, que je suis surpris d'avoir à faire, c'est qu'il ne songe pas assez combien la foi peut quelquefois corriger ou racheter l'erreur philosophique. De ce que, dans les temps modernes, des esprits d'ailleurs éminens ont proclamé des vérités chrétiennes, mais acces-

sibles à la raison, il ne suit pas qu'ils y soient arrivés par la voie méthodique de la raison. Aussi leurs erreurs de doctrine n'ont-elles pas besoin d'être niées ni palliées. On peut très bien trouver dans saint Thomas du sensualisme, dans Pascal du scepticisme, dans Malebranche du panthéisme, sans entendre le moins du monde que leur profession de foi fût celle de Hobbes, de Hume ou de Spinoza. On veut dire seulement que cela aurait bien pu arriver, s'ils n'eussent été chrétiens, et que leurs principes spéculatifs les auraient pu logiquement mener à de mauvaises conséquences. Leur foi triomphait de leur système; la religion inclinait ensemble ces illustres dissidens devant le même autel et mettait sur leurs lèvres les leçons du même catéchisme.

On pense bien qu'après s'être placé sous la protection de ces grandes autorités, M. Gratry déduit à son tour les principes de la connaissance de Dieu. Il s'attache à rendre encore plus claire et plus forte la démonstration de la présence de l'être divin dans l'universalité des choses par la présence du sens divin dans la raison humaine. L'argumentation et le sentiment s'unissent pour animer les belles pages que cette grande vérité lui inspire. Nous ne pouvons ici que souscrire et approuver. Notons cependant une idée particulière à M. Gratry, et sur laquelle il revient souvent parce qu'elle est nouvelle : c'est que le calcul infinitésimal est à la fois une application de la méthode philosophique qu'il recommande, un exemple de la certitude et de l'excellence de cette méthode, et même une preuve directe et comme une forme particulière des vérités de théodicée auxquelles elle conduit. Leibnitz a dit sans doute : « Il y a de la géométrie partout, » et l'on conçoit malaisément au premier abord qu'il existe deux manières différentes de spéculer sur l'infini. Cependant l'idée de M. Gratry n'a point, il le sait, satisfait tous les esprits, et s'il y tient, nous pensons qu'il doit la développer davantage. Il promet de le faire dans sa *Logique*. Jusqu'ici, en identifiant presque le calcul infinitésimal et la méthode philosophique, il n'a fait, ce nous semble, qu'un rapprochement ingénieux. L'infini mathématique, tel du moins qu'il le présente, n'est encore qu'un infini logique, et non l'infini réel et vivant qu'il faut à la théodicée. Nous n'espérons pas beaucoup de nouvelles recherches à cet égard. Nous remarquerons cependant qu'elles ont tenté des esprits distingués. M. Bordas-Demoulin a déjà tiré un certain parti du calcul différentiel en traitant des questions semblables à celles qui nous occupent, et ce calcul est appliqué d'une manière originale et même profonde dans un ouvrage moins connu qu'il n'est digne de l'être, la *Philosophie de la Révélation*, par M. Grandet; mais attendons la *Logique* de M. Gratry.

Elle est bien nécessaire pour compléter son ouvrage, où l'on chercherait vainement une exposition suffisante des attributs de l'être

infini. Il se borne à quelques notions générales dont il s'abstient de discuter les difficultés. En réduisant la théodicée à la preuve métaphysique, il s'est exposé à ne prouver que le Dieu de la métaphysique. Le Dieu de la morale, je n'en doute pas, remplit son cœur; mais il n'apparaît pas suffisamment dans son ouvrage. En tout, il faut combiner l'idée de cause avec l'idée de perfection pour se former de la Divinité une notion qui ne soit pas trop inférieure à son objet. C'est faute de cette combinaison faite à propos que M. Gratry s'est abstenu de réfuter directement le panthéisme. Il n'ignore pas cependant que la preuve de Dieu par l'idée de Dieu était un des principes dont s'armait Spinoza et que Hegel invoque à son tour. Il n'y a pas de liaison nécessaire entre ce principe et leurs doctrines, je le sais, et j'ai essayé moi-même de le montrer (1); mais enfin on eût aimé à recevoir cette certitude d'une autorité plus grande et plus habile. L'adversaire vaut la peine d'être combattu. Il faut se rappeler que, par une infirmité de notre raison, nos spéculations sur l'infini et notre manière d'en parler prêtent assez facilement au panthéisme. Il y a une véritable difficulté logique à concilier l'infini et la détermination. M. Gratry lui-même adopte cette proposition qui, pour être dans Malebranche et même dans Fénelon, ne m'en paraît pas moins inexacte, savoir, que *l'infini est nécessairement infini en tout sens*. Il répète que l'être de Dieu est tout ce qu'il y a de *réalité véritable, tout ce qu'il y a de réel et de positif dans les esprits et dans les corps*, qu'*il est tout ce qui est possible*. Ces expressions, bien que consacrées par de grands exemples, sont des hyperboles qui ne veulent pas être employées sans précaution, et la meilleure des précautions, c'est une bonne et solide défense des attributs moraux de la Divinité. M. Gratry était éminemment propre à l'écrire, et l'on s'étonnera que lui, qui s'est montré en d'autres temps plus qu'ombrageux à l'endroit du panthéisme, lui qui présente l'aversion des doctrines hégéliennes comme un des motifs de son ouvrage, ait négligé cette occasion de briser une bonne fois dans les mains de ses adversaires leurs armes les plus redoutables. Enfin, s'il faut tout dire, M. Gratry a du penchant au mysticisme. Il insinue que Fénelon, dans sa querelle avec Bossuet, en savait plus que son adversaire, et il réduit ses torts à des erreurs de langage. Or le mysticisme a toujours quelque tendance à devenir un panthéisme sentimental. Il se définit lui-même l'*anéantissement du moi en Dieu*. Il conseille au moins *de sortir de soi pour entrer dans l'infini de Dieu*. Pour éviter toute mauvaise interprétation, pour être mystique en sûreté, *in tuto*, comme parle Bossuet, il était donc prudent de démontrer en rigueur la distinction de l'être infini d'avec tout ce qui n'est pas lui.

(1) *Saint Anselme*, liv. II, ch. 5, p. 561.

On devine au reste pourquoi M. Gratry ne croit pas en avoir besoin. Son caractère sacré le protége contre des soupçons qu'on n'épargnerait pas à un philosophe. Il y a des choses qu'il peut dire impunément; sa foi répond pour lui, et c'est le moment de parler de la seconde partie de son livre. On a dû remarquer que la première est essentiellement philosophique : c'est la part de la raison dans son ouvrage, et un pur rationaliste en pourrait signer la métaphysique. Ce n'est pas cependant que M. Gratry s'y arrête au rationalisme; tout au contraire il le prend en très mauvaise part, et dit souvent que le spiritualiste qui veut s'y tenir retombe tôt ou tard jusque dans des erreurs plus graves que les erreurs de l'esprit. La bonne philosophie n'est pour lui que le commencement de la vérité; elle donne des ombres divines sans doute, mais des ombres; elle nous fait voir par reflet ce que nos yeux peuvent contempler directement. La raison est une révélation divine et naturelle, mais elle réclame une révélation surnaturelle. Même pour accepter et comprendre la première, il soutient, parlant en théologien, qu'une certaine grâce (on entend par ce mot un don miraculeux) est nécessaire, et il met du prix à prouver contre les jansénistes, qu'il semble chercher pour adversaires, que même avant la chute, l'homme avait besoin d'un secours surnaturel pour participer à la nature divine, ainsi qu'en mathématiques l'intervention de l'infini est indispensable pour élever à l'unité la somme des termes fractionnaires d'une série convergente. Cette nécessité n'a donc pas cessé de peser sur la race d'Adam, ou plutôt la déchéance primitive n'a pas eu pour effet de la dépouiller de ce glorieux privilége d'une communication nécessaire avec la source éternelle de toute vérité; mais ici, comme on le voit, de l'ordre de la nature nous entrons dans l'ordre de la grâce, car la théologie ne tient pas la création pour surnaturelle.

En commençant la seconde partie de son ouvrage, M. Gratry passe donc de la philosophie à la religion. Désormais, on le conçoit, la méthode n'est plus la même, quoique le talent soit égal. Il ne s'agit plus de déduire par voie scientifique, mais d'affirmer, en s'adressant tout ensemble à l'expérience, à la conscience, au sentiment et à l'imagination. Aux lumières incomplètes et réfléchies de la raison, la foi, qui est elle-même une grâce, acquise et préparée par la purification de l'âme et de la vie, fait succéder un commencement de vision directe de Dieu, de cette vision qui sera dans sa plénitude la vision des élus. Cette doctrine, qui, par les précautions que l'auteur multiplie en l'exposant, paraît souffrir quelques difficultés théologiques, n'est pas l'objet d'une démonstration proprement dite. Il se contente d'établir que le développement spirituel qu'il promet est possible ou parfaitement conciliable avec les vérités philosophiques, qu'il est désirable et comme réclamé par les inquiétudes de l'âme tant qu'elle en est

privée, qu'il est annoncé, décrit et révélé par les livres saints et par l'enseignement catholique, enfin qu'il apporte à l'âme humaine d'inappréciables complémens de lumière et de force, tant sous le rapport de la connaissance que de la morale. Tel est en effet le seul genre de démonstration qui, selon saint Thomas d'Aquin, convienne à la théologie positive. M. Gratry développe ce texte avec beaucoup de chaleur et d'abondance. Il diversifie à l'infini les expressions, les images, les mouvemens, et quoiqu'il touche à la redondance, la sincérité et la vivacité du sentiment qui l'anime soutiennent son talent jusqu'à la dernière page. C'est ici qu'il se montre un peu mystique, et que par la manière et les idées il se rapproche le plus de Fénelon, le maître qu'il préfère parmi tous les maîtres du XVIIe siècle; mais le rapprochement ne lui fait pas tort, et toute cette partie de l'ouvrage est digne de l'ensemble. Nous ne voudrions pas prétendre qu'on ne saurait la lire sans être convaincu; nous affirmons qu'on ne la lira pas sans être touché. En tout, nous regardons ce livre comme une excellente introduction à la foi chrétienne.

On demandera peut-être si nous n'aurions pas quelques difficultés à élever sur le fond même de la doctrine, et l'on s'étonnera que nous laissions passer certaines vivacités ou certaines concessions de langage que la critique pourrait signaler. — Cette tâche nous tente peu quand il s'agit d'un ouvrage où, sans compter des mérites réels, respire l'esprit que nous souhaitons au clergé. Dans cette vieille controverse de la raison et de la foi, que les passions contemporaines s'efforcent de rabaisser à leur niveau, nous distinguons aujourd'hui deux méthodes, deux opinions, osons le dire, deux partis. L'un nous paraît aussi digne d'aversion que l'autre de bienveillance. Le premier commence par attaquer, par exagérer la faiblesse de la nature humaine, surtout l'incertitude et l'obscurité de ses connaissances, au point de l'avilir en quelque sorte. Ses sciences, ses lumières, ses idées, ses efforts, on outrage tout sans discernement ni mesure, et, dégradant la raison, on la déclare propre à ne concevoir légitimement que les excès du sensualisme ou du scepticisme. Il semble que la création n'ait pas été aussi une révélation primitive, et malgré la Bible, malgré saint Jean, malgré saint Paul, on ne consent à voir rien de divin dans l'âme de l'homme, telle qu'elle sort, comme on dit, des mains de la nature, oubliant apparemment que la nature est de Dieu. Alors dans cette misère, dans ces ténèbres, dans ce néant de l'intelligence et de la raison, on fait tout d'un coup apparaître, non la vérité, non la religion même, mais l'autorité de l'église, qui, au nom de sa force, au nom de sa durée, exploitant le découragement et la peur, impose la vérité et la religion. On oublie que cette argumentation antérieure, qui retire tout élément divin de la nature humaine, la rend en quelque sorte incapable de Dieu. Si l'homme

n'est que ce qu'elle en fait, il n'a point d'yeux pour la lumière, et il est bien superflu de la lui montrer. Aussi la doctrine arrive-t-elle bientôt à cette idée extrême, que tout gît dans l'autorité, et ce triste supplément de la vérité en devient le principe et le tout. C'est en toute chose une doctrine d'absolutisme. Son idéal est, dans le spirituel comme dans le reste, la pure tyrannie.

Sans le crier sur les toits, M. Gratry ne cache pas que son livre est une protestation contre cette ignoble doctrine. Comme M. Affre, comme M. l'abbé Maret, comme M. l'évêque de Troyes, il conçoit autrement les droits de la raison. Par la méthode qu'il préfère, la raison de l'homme est relevée en elle-même. Fait pour la vérité, puisqu'il en vient, son esprit en est l'œil et le miroir, il en voit la fidèle image, quand il rentre en lui-même. Aidé par ses plus nobles instincts, il remonte laborieusement vers la source de tout bien, et réfléchit dans ses conceptions, quoique avec des ombres et des lacunes, la lumière du bon, du juste et du vrai. La part de Dieu est déjà grande dans la nature, et c'est par là, comme par des degrés divinement préparés, que celle-ci devient digne et capable du bienfait de la révélation. La difficulté de cette démonstration est, je le sais, dans ce passage de l'ordre naturel à l'ordre surnaturel : il y a là comme un pont à jeter sur l'abîme, et il n'est pas donné à tous de le franchir; mais c'est pour cela que la foi est dite une grâce, et après tout ce passage du divin à un autre degré du divin satisfait tout autrement l'esprit que cette conversion magique du profane au sacré par l'intervention de l'autorité. Les systèmes absolus d'autorité sont de véritables dragonnades dans l'ordre spirituel. La doctrine que nous aimons à leur opposer, et pour laquelle Augustin et Fénelon ne dédaignent pas l'alliance de Platon et de Descartes, a, entre autres mérites, celui de ne conduire à aucune de ces conséquences excessives, exclusives, si chéries des esprits bas et violens. Elle ne prête appui à aucune théorie absolutiste, et par là se recommande à nos préférences. Le monde aujourd'hui, dans l'ordre de l'esprit comme dans l'ordre des faits, n'a rien tant à craindre que les idées absolues, et dans l'effroi qu'elles nous inspirent, nous sommes sympathiquement disposé en faveur de tout système qui concilie la raison avec la foi, comme, en toute autre matière, la liberté et l'ordre, l'imagination et le goût. Nous ne rendons les armes qu'à la modération, celle qui vient de l'élévation, non de la faiblesse, et c'est pour cela que nous aimons à payer un juste tribut d'hommage à ceux qui, tels que M. Gratry, figurent avec éclat de ce bon côté de l'humanité. C'est pour cela que nous applaudissons au rétablissement de l'Oratoire.

CHARLES DE RÉMUSAT.

QUESTIONS SUR LE BEAU

En présence d'un objet véritablement beau, un instinct secret nous avertit de sa valeur et nous force à l'admirer en dépit de nos préjugés ou de nos antipathies. Cet accord des personnes de bonne foi prouve que si tous les hommes sentent l'amour, la haine et toutes les passions de la même manière, s'ils sont enivrés des mêmes plaisirs ou déchirés par les mêmes douleurs, ils sont émus également en présence de la beauté, comme aussi ils se sentent blessés par la vue du laid, c'est-à-dire de l'imperfection.

Et cependant il arrive que, quand ils ont eu le temps de se reconnaître et de revenir de la première émotion, en discourant ou la plume à la main, ces admirateurs si unanimes un moment ne s'entendent plus, même sur les points principaux de leur admiration; les habitudes d'école, les préjugés d'éducation ou de patrie reprennent le dessus dans leur esprit, et il semble alors que plus les juges sont compétens, plus ils se montrent disposés à la contradiction; car, pour les gens sans prétention, ou ils sont faiblement émus, ou ils s'en tiennent à leur admiration première. Nous ne comptons point dans ces diverses catégories la cohorte des envieux que le beau désespère toujours.

Le sentiment du beau est-il celui qui nous saisit à la vue d'un tableau de Raphaël ou de Rembrandt indifféremment, d'une scène de Shakspeare ou de Corneille quand nous disons : Que c'est beau ! ou se borne-t-il à l'admiration de certains types en dehors desquels il ne soit point de beauté? En un mot, l'*Antinoüs*, la *Vénus*, le *Gladiateur*, et en général les purs modèles que nous ont transmis les an-

ciens, sont-ils la règle invariable, le *canon* dont il ne faut point s'écarter sous peine de tomber dans la monstruosité, ces modèles impliquant nécessairement avec l'idée de la grâce, de la vie même, celle de la régularité?

L'antique ne nous a pas exclusivement transmis de semblables types. Le *Silène* est beau, le *Faune* est beau, le *Socrate* même est beau : cette tête est pleine d'une certaine beauté malgré son petit nez épaté, sa bouche lippue et ses petits yeux. Elle ne brille pas, il est vrai, par la symétrie et la belle proportion des traits, mais elle est animée par le reflet de la pensée et d'une élévation intérieure. Encore le *Silène*, le *Faune* et tant d'autres figures de caractère sont-elles de la pierre dans l'antique. On concevra facilement que la pierre, le bronze et le marbre demandent dans l'expression des traits une certaine sobriété qui est de la raideur et de la sécheresse quand on l'imite en peinture. Ce dernier art, qui a la couleur, l'effet, qui se rapproche davantage de l'imitation immédiate, admet des détails plus palpitans, moins conventionnels, et qui s'écarteraient encore davantage de la forme sévère.

Les écoles modernes ont proscrit tout ce qui s'écarte de l'antique régulier; en embellissant même le *Faune* et le *Silène*, en ôtant des rides à la vieillesse, en supprimant les disgrâces inévitables et souvent caractéristiques qu'entraînent dans la représentation de la forme humaine les accidens naturels et le travail, elles ont donné naïvement la preuve que le beau pour elles ne consistait que dans une suite de recettes. Elles ont pu enseigner le beau comme on enseigne l'algèbre, et non-seulement l'enseigner, mais en donner de faciles exemples. Quoi de plus simple en effet, à ce qu'il semble? Rapprocher tous les caractères d'un modèle unique, atténuer, effacer les différences profondes qui séparent dans la nature les tempéramens et les âges divers de l'homme, éviter les expressions compliquées ou les mouvemens violens capables de déranger l'harmonie des traits ou des membres, tels sont en abrégé les principes à l'aide desquels on tient le beau comme dans sa main! Il est facile alors de le faire pratiquer à des élèves, et de le transmettre de génération en génération comme un dépôt.

Mais la vue des beaux ouvrages de tous les temps prouve que le beau ne se rencontre pas à de semblables conditions; il ne se transmet ni ne se concède comme l'héritage d'une ferme; il est le fruit d'une inspiration persévérante qui n'est qu'une suite de labeurs opiniâtres; il sort des entrailles avec des douleurs et des déchiremens, comme tout ce qui est destiné à vivre; il fait le charme et la consolation des hommes, et ne peut être le fruit d'une application passagère ou d'une banale tradition. Des palmes vulgaires peuvent

couronner de vulgaires efforts; un assentiment passager peut accompagner, pendant la durée de leur succès, des ouvrages enfantés par le caprice du moment; mais la poursuite de la gloire commande d'autres tentatives : il faut une lutte obstinée pour arracher un de ses sourires; ce serait peu encore : il faut, pour l'obtenir, la réunion de mille dons et la faveur du destin.

La simple tradition ne saurait produire un ouvrage qui fasse qu'on s'écrie : « Que c'est beau! » Un génie sorti de terre, un homme inconnu et privilégié va renverser cet échafaudage de doctrines à l'usage de tout le monde et qui ne produisent rien. Un Holbein avec son imitation scrupuleuse des rides de ses modèles et qui compte pour ainsi dire leurs cheveux, un Rembrandt avec ses types vulgaires remplis d'une expression si profonde, ces Allemands et ces Italiens des écoles primitives avec leurs figures maigres et contournées et leur ignorance complète de l'art des anciens, étincellent de beautés et de cet idéal que les écoles vont chercher la toise à la main. Guidés par une naïve inspiration, puisant, dans la nature qui les entoure et dans un sentiment profond, l'inspiration que l'érudition ne saurait contrefaire, ils passionnent autour d'eux le peuple et les hommes cultivés, ils expriment des sentimens qui étaient dans toutes les âmes : ils ont trouvé naturellement ce joyau sans prix qu'une inutile science demande en vain à l'expérience et à des préceptes.

Rubens a vu l'Italie et les anciens; mais, dominé par un instinct supérieur à tous les exemples, il revient des contrées où s'engendre la beauté et demeure Flamand. Il trouve la beauté du peuple et des apôtres, hommes simples, dans cette *Pêche miraculeuse* où il nous peint le Christ disant à Simon : « Laisse là tes filets et suis-moi; je te ferai pêcheur d'hommes. » Je défie que l'Homme-Dieu eût dit cela à ces disciples si bien peignés auxquels il donne l'institution chez Raphaël. Sans l'admirable composition, sans cette disposition savante qui place le Christ tout seul d'un côté, les apôtres rangés ensemble en face de lui, saint Pierre à genoux recevant les clés, nous serions peut-être choqués d'un certain apprêt dans les poses et dans les ajustemens. Rubens, par contre, présente des lignes brisées et décousues, des draperies sans élégance et jetées comme au hasard, qui déparent ses sublimes et simples caractères : il n'est plus beau par ce côté.

Si l'on compare la *Dispute du Saint-Sacrement* de Raphaël au tableau des *Noces de Cana* de Paul Véronèse, on trouvera chez le premier une harmonie de lignes, une grâce d'invention qui est un plaisir pour les yeux comme pour l'esprit. Cependant les mouvemens contrastés des figures et la grande recherche des formes en général introduisent dans cette composition une sorte de froideur; ces saints

et ces docteurs ont l'air de ne point se connaître, et chacun d'eux semble poser là pour l'éternité. Dans le festin de Paul Véronèse, je vois des hommes comme je les rencontre autour de moi, de figures et de tempéramens variés, qui conversent et échangent des idées, le sanguin près du bilieux, la coquette près de la femme indifférente ou distraite, enfin la vie et le mouvement. Je ne parle pas de l'air, de la lumière, ni des effets de la couleur, qui sont incomparables.

Le beau est-il également dans ces deux ouvrages? Oui sans doute, mais dans des sens différens : il n'y a pas de degrés dans le beau; la manière seule d'exciter le sentiment du beau diffère. Le style est aussi fort chez les deux peintres, parce qu'il consiste dans une originalité puissante. On imitera certains procédés pour ajuster des draperies et balancer les lignes d'une composition, on cherchera les types les plus purs de la forme, sans atteindre en aucune façon le charme et la noblesse d'idées de Raphaël; on copiera des modèles avec leurs détails de nature ou des recherches d'effet propres à produire l'illusion, sans rencontrer cette vie, cette chaleur présente partout qui forme le lien de ce magique tableau des *Noces de Cana.*

Quand David témoignait l'admiration la plus vive pour *le Christ en croix* de Rubens et en général pour les peintures les plus fougueuses de ce maître, était-ce à cause de la ressemblance de ces tableaux avec l'antique, qu'il idolâtrait?

D'où vient le charme des paysages flamands? La vigueur et l'imprévu de ceux de l'Anglais Constable, le père de notre école de paysage, si remarquable d'ailleurs, qu'ont-ils de commun avec ceux du Poussin? La recherche du style dans certains arbres de convention des premiers plans ne dépare-t-elle pas un peu ceux de Claude Lorrain?

On se rappelle ce que dit Diderot à ce peintre qui lui apporte le portrait de son père, et qui, au lieu de le représenter tout simplement dans ses habits de travail (il était coutelier), l'avait paré de ses plus beaux habits : « Tu m'as fait mon père des dimanches, et je voulais avoir mon père de tous les jours. » Le peintre de Diderot avait fait comme presque tous les peintres, qui semblent croire que la nature s'est trompée en faisant les hommes comme ils sont; ils fardent, ils *endimanchent* leurs figures : loin d'être des hommes de tous les jours, ce ne sont pas même des hommes : il n'y a rien sous leurs perruques frisées, sous leurs draperies arrangées : ce sont des masques sans esprit et sans corps.

Si le style antique a posé la borne, si l'on ne trouve que dans la régularité absolue le dernier terme de l'art, à quel rang placerez-vous donc ce Michel-Ange, dont les conceptions sont bizarres, la forme tourmentée, les plans outrés ou complétement faux et très superfi-

ciellement imités sur le naturel? Vous serez forcé de dire qu'il est sublime, pour vous dispenser de lui accorder la beauté.

Michel-Ange avait vu les statues antiques comme nous; l'histoire nous parle du culte qu'il professait pour ces restes merveilleux, et son admiration valait bien la nôtre; cependant la vue et l'estime de ces morceaux n'a rien changé à sa vocation et à sa nature; il n'a pas cessé d'être lui, et ses inventions peuvent être admirées à côté de celles de l'antique.

On remarquera que parmi les productions d'un même maître, ce ne sont pas toujours les plus régulières qui ont le plus approché de la perfection. Je citerai Beethoven comme un exemple de cette particularité. Dans son œuvre entière, qui semble n'être qu'un long cri de douleur, on remarque trois phases distinctes. Dans la première, son inspiration se modèle sans effort sur la tradition la plus pure : à côté de l'imitation de Mozart, qui parle la langue des dieux, on sent déjà respirer, il est vrai, cette mélancolie, ces élans passionnés qui parfois trahissent un feu intérieur, comme certains mugissemens qui s'exhalent des volcans alors même qu'ils ne jettent point de flammes; mais à mesure que l'abondance de ses idées le force en quelque sorte à créer des formes inconnues, il néglige la correction et les proportions rigoureuses : en même temps sa sphère s'agrandit, et il arrive à la plus grande force de son talent. Je sais bien que dans la dernière partie de son œuvre les savans et les connaisseurs refusent de le suivre : en présence de ces productions grandioses et singulières, obscures encore ou destinées peut-être à le demeurer toujours, les artistes, les hommes de métier hésitent dans le jugement qu'il en faut porter; mais si l'on se rappelle que les ouvrages de sa seconde époque, trouvés indéchiffrables d'abord, ont conquis l'assentiment général et sont regardés comme ses chefs-d'œuvre, je lui donnerai raison contre mon sentiment même, et je croirai, cette fois comme beaucoup d'autres, qu'il faut toujours parier pour le génie.

Les critiques ne se sont pas toujours accordés sur les qualités essentielles qui établissent la perfection. Ceux qui seraient tentés de condamner aujourd'hui Beethoven ou Michel-Ange au nom de la régularité et de la pureté les auraient absous et portés aux nues dans d'autres temps, où triomphaient d'autres principes. Ainsi les écoles ont placé ces principes tantôt dans le dessin, tantôt dans la couleur, tantôt dans l'expression, tantôt, — qui le croirait? — dans l'absence de toute couleur et de toute expression. Les peintres anglais du dernier siècle et du commencement de celui-ci, école éminente et peu appréciée dans notre pays, les voyaient surtout dans les effets de l'ombre et de la lumière, comme on ne veut les voir aujourd'hui que dans le contour, c'est-à-dire dans l'absence complète de l'effet.

Il est permis de penser que les grands artistes de tous les temps ne se sont point arrêtés à toutes ces distinctions. La couleur et le dessin étant les élémens nécessaires dont ils avaient à se servir, ils ne se sont point appliqués à faire prédominer l'un ou l'autre. C'est leur propre penchant qui les a conduits à leur insu à mettre en relief certains mérites particuliers. Est-il raisonnable de penser qu'il peut se rencontrer en peinture un chef-d'œuvre qui ne présente dans une certaine mesure la réunion des qualités essentielles de cet art? Chacun des grands peintres s'est servi de la couleur ou du dessin qui allait à son esprit, qui surtout donnait à son ouvrage cette qualité suprême dont les écoles ne parlent pas, et qu'elles ne peuvent enseigner, la poésie de la forme et celle de la couleur. C'est sur ce terrain qu'ils se sont tous rencontrés et à travers toutes les écoles.

Devant un paysage matinal, baigné de rosée, animé par le chant des oiseaux, embelli de tous les charmes naturels qui touchent le cœur, le savant et l'homme du peuple ne penseront ni à la ligne ni au clair-obscur : ils seront émus de même, leurs sens seront pénétrés d'un bonheur secret, de cette *délectation* dont Poussin faisait l'objet unique de la peinture.

De Piles expose gravement dans sa fameuse *Balance des Peintres* les différentes doses de couleur, de clair-obscur et de dessin qui entrent dans le talent de chacun des artistes célèbres. Il ne trouve la perfection dans aucun d'eux, mais le chiffre 20 étant regardé comme le point le plus élevé, il ne donne à Raphaël, par exemple, que 18 parties de dessin, tandis qu'il en accorde 19 à Michel-Ange. En revanche, les Titien et les Rubens, auxquels il dispense libéralement la couleur, présentent une lacune considérable sous le rapport du dessin : il donne en quelque sorte l'actif et le passif des talens.

La plaisante chimie qui analyse ainsi les grands hommes! La précieuse découverte que celle qui permettrait également de les recomposer au gré du critique, d'ôter par exemple à Michel-Ange une partie de ce dessin qui l'étouffe par sa surabondance, pour en doter cet infortuné Rubens qui se noie dans l'excès de sa couleur! Quel chagrin pour le philosophe de voir le contour du Corrège périr dans ce clair-obscur dont il s'enveloppe et où il est maître, tandis que le Poussin, qui crève de science du côté de la composition et qui pourrait en donner à dix peintres, effraie par la pénurie de son clair-obscur! Le bon De Piles paraît convaincu qu'avec de la bonne volonté et quelques efforts, chacun de ces hommes remarquables eût rétabli l'équilibre entre des qualités qu'il estime et serait arrivé selon lui beaucoup plus près de la véritable beauté.

La nature a donné à chaque talent un talisman particulier à chacun, que je comparerais à ces métaux inestimables formés de l'alliage

de mille métaux précieux, et qui rendent des sons ou charmans ou terribles, suivant les proportions diverses des élémens dont ils sont formés. Il est des talens délicats qui ne peuvent facilement se satisfaire; attentifs à captiver l'esprit, ils s'adressent à lui par tous les moyens dont l'art dispose : ils refont cent fois un morceau, ils sacrifient la touche, l'exécution savante, qui fait ressortir plus ou moins les détails, à l'unité et à la profondeur de l'impression. Tel est Léonard de Vinci, tel est Titien. Il est d'autres talens, comme Tintoret, mieux encore comme Rubens, et je préfère ce dernier parce qu'il va plus avant dans l'expression, qui sont entraînés par une sorte de verve qui est dans le sang et dans la main. La force de certaines touches, sur lesquelles on ne revient point, donne aux ouvrages de ces maîtres une animation et une vigueur auxquelles ne parvient pas toujours une exécution plus circonspecte. Il faut en comparer les effets à ces saillies singulières des orateurs qui, entraînés par leur sujet, par le moment, par l'auditoire, s'élèvent à une hauteur qui les surprend eux-mêmes quand ils sont de sang-froid. On est convenu de donner le nom d'improvisation à ces élans particuliers qui ravissent l'auditeur et l'orateur lui-même. On concevra facilement que dans la peinture, pas plus que dans l'art oratoire, ce genre d'improvisation, si l'on veut l'appeler ainsi, ne produirait que des effets vulgaires, si ces effets n'étaient préparés et couvés, pour ainsi dire à l'avance, par un travail persévérant, soit sur l'art en général, soit sur la matière même qui est l'objet de l'orateur ou du peintre. On prétend assez généralement que les effets de cette espèce ne supportent pas l'examen comme ceux que produisent les ouvrages plus châtiés dans la forme. Les discours de Mirabeau par exemple ne répondent pas, quand on les lit, à l'idée que nous donnent ses contemporains de leur prodigieux éclat à la tribune : en ont-ils moins satisfait à la condition du beau quand il les a prononcés, quand il a ému, entraîné, non pas seulement une assemblée, mais une nation tout entière? N'est-il pas arrivé au contraire que tel discours très étudié, très senti même dans le silence du cabinet, n'ait rencontré au forum et devant des milliers d'auditeurs qu'une froide approbation? Tel tableau irréprochable dans l'atelier a-t-il toujours rempli, au grand jour d'une exposition ou placé à la hauteur nécessaire et encadré dans une place spéciale, l'attente de ses admirateurs et du public?

Il faut voir le beau où l'artiste a voulu le mettre. Ne demandez pas aux vierges de Murillo l'onction chaste, la timide pudeur des vierges de Raphaël : louez dans les traits de leur visage et dans leur attitude l'extase divine, le trouble vainqueur d'une créature mortelle élevée vers des splendeurs inconnues. Si l'un et l'autre de ces

peintres introduit dans ces tableaux, où ils nous montrent la Vierge dans sa gloire, quelques-unes de ces figures de pieux donataires ou de saints personnages de la légende, nous sommes charmés chez Raphaël de leur noble simplicité et de la grâce de leurs mouvemens; chez Murillo, nous admirons avant tout l'expression dont ils sont pénétrés. Ces moines, ces anachorètes qu'il nous montre au désert ou dans leurs cellules, prosternés devant le crucifix et tout meurtris de pieuses macérations, nous remplissent à notre tour d'un sentiment d'abnégation et de croyance.

Le beau serait-il absent de compositions si pénétrantes, qui nous enlèvent dans des régions si différentes de ce qui nous entoure, qui nous font concevoir, au milieu de notre vie sceptique et adonnée à de puériles distractions, la mortification des sens, la puissance du sacrifice et de la contemplation? Et si réellement le beau respire à un certain degré dans ces ouvrages, gagneraient-ils ce qui leur manque par une plus grande ressemblance avec l'antique?

On a demandé comment ont fait les anciens, qui n'avaient pas d'antiques. Rembrandt, qui était presque dans le même cas, puisqu'il n'était jamais sorti des marais de la Hollande, montrait ses broyeurs de couleurs et disait : Voilà mes antiques.

On a raison de trouver que l'imitation de l'antique est excellente, mais c'est parce qu'on y trouve observées les lois qui régissent éternellement tous les arts, c'est-à-dire l'expression dans la juste mesure, le naturel et l'élévation tout ensemble; que de plus, les moyens pratiques de l'exécution sont les plus sensés, les plus propres à produire l'effet. Ces moyens peuvent être employés à autre chose qu'à reproduire sans cesse les dieux de l'Olympe, qui ne sont plus les nôtres, et les héros de l'antiquité. Rembrandt, en faisant le portrait d'un mendiant en haillons, obéissait aux mêmes lois du goût que Phidias sculptant son Jupiter ou sa Pallas. Les grands et nécessaires principes de l'unité et de la variété, de la proportion et de l'expression, n'éclataient pas moins chez l'un et chez l'autre; seulement les qualités s'y rencontraient à des degrés différens d'excellence ou d'infériorité à raison de l'objet représenté, du tempérament particulier de l'artiste et du goût dominant de son époque.

On a reproché à Racine que ses héros n'étaient pas des héros grecs et romains : je serais tenté de l'en féliciter, et assurément il ne s'en est pas préoccupé. Shakspeare lui-même ressemble beaucoup plus à l'antiquité, quoi qu'en puissent dire les classiques. Ses caractères sont calqués sur ceux de Plutarque : son Coriolan, son Antoine, sa Cléopâtre, son Brutus et tant d'autres, sont ceux de l'histoire, mais ce serait un faible mérite s'ils n'étaient vrais; ce sont des

hommes qu'il a voulu peindre, et ce sont des hommes que Racine et lui ont peints. Que m'importe que Burrhus, que Néron, qu'Agrippine soient pris dans Tacite? C'est au théâtre, et devant un auditoire qui ne s'inquiète ni de Tacite ni de Plutarque, que je veux les voir avec tous les mouvemens de leurs passions, et mêlés à une action intéressante et poétique qui m'occupe plus que leur histoire réelle.

On a vu au théâtre à plusieurs reprises de bizarres imitations, où on avait suivi pas à pas les grands tragiques; on s'y inspirait d'une certaine couleur de simplicité primitive qui n'est plus dans nos mœurs et qui nous laissait froids. Des tragédies faites pour des sauvages de l'Amérique ne nous auraient pas surpris davantage. Quand un auteur de mérite a voulu mettre récemment sur la scène des actions tirées de l'Odyssée, il a nui, à mon sens, à des tableaux très intéressans, présentés en beaux vers, par la recherche insolite de mœurs dont nous n'avons pas l'idée. Les porchers du divin Laërte m'ont étonné plus qu'intéressé; j'en dirai autant des imprécations d'Ulysse et de Télémaque adressées aux suivantes de Pénélope, et de mille détails de mœurs qui peuvent piquer la curiosité dans une narration originale, mais qui au théâtre détruisent toute action.

Les anciens introduisaient dans leurs pièces des chœurs qui n'étaient autre chose qu'une personnification du peuple venant raisonner sur l'action qu'on représentait. Dans nos idées, c'est le spectateur qui tire lui-même la moralité de ce qu'il voit : il n'a que faire de réflexions qu'il a dû faire lui-même, mais rapidement et sans que ces réflexions soient de nature à le détourner de l'attention qu'il est obligé de donner aux divers événemens de la pièce et aux développemens des caractères. Les Grecs avaient pris l'habitude de ce moyen, qui servait comme de transition et qui faisait pressentir la suite des événemens. En revanche, ils se dispensaient très souvent d'une grande recherche des effets qu'on peut tirer de la contexture même de la pièce et de l'enchaînement logique des scènes, mérite dans lequel les modernes ont excellé.

La mode, qui ballotte les talens à son gré, et qui décide de tout pour un peu de temps, a toujours beaucoup agité cette question du beau; sa frivole influence croit s'étendre jusqu'à ce qui est immuable. Les images du beau sont dans l'esprit de tous les hommes, et ceux qui naîtront dans des siècles le reconnaîtront aux mêmes signes. Ces signes, la mode ni les livres ne les indiquent point : une belle action, un bel ouvrage répondent à l'instant à une faculté de l'âme, sans doute à la plus noble. Un certain degré de culture peut donner au plaisir causé par le beau quelque chose de plus délicat, peut dé-

voiler quelques beautés confuses pour des yeux peu exercés; mais cette culture, souvent indiscrète, peut aussi bien fausser le jugement et dérouter le sentiment naturel.

Quoi! le beau, ce besoin et cette pure satisfaction de notre nature, ne fleurirait que dans des contrées privilégiées, et il nous serait interdit de le chercher autour de nous! la beauté grecque serait la seule beauté! Ceux qui ont accrédité ce blasphème sont les hommes qui ne doivent sentir la beauté sous aucune latitude, et qui ne portent point en eux cet écho intérieur qui tressaille en présence du beau et du grand. Je ne croirai point que Dieu ait réservé aux Grecs seuls de produire ce que nous, hommes du nord, nous devons préférer; tant pis pour les yeux et les oreilles qui se ferment et pour ces connaisseurs qui ne veulent ni connaître ni par conséquent admirer! Cette impossibilité d'admirer est en proportion de l'impossibilité de s'élever. C'est aux intelligences d'élite qu'il est donné de réunir dans leur prédilection ces types différens de la perfection entre lesquels les savans ne voient que des abîmes. Devant un sénat qui ne serait composé que de grands hommes, les disputes de ce genre ne seraient pas longues. Je suppose réunies ces vives lumières de l'art, ces modèles de la grâce ou de la force, ces Raphaël, ces Titien, ces Michel-Ange, ces Rubens et leurs émules, je les suppose réunis pour classer les talens et distribuer la gloire, non pas seulement à ceux qui ont suivi dignement leurs traces, mais pour se rendre entre eux la justice que l'assentiment des siècles ne leur a pas refusée : ils se reconnaîtraient bien vite à une marque commune, à cette puissance d'exprimer le beau, mais d'y atteindre chacun par des routes différentes.

EUGÈNE DELACROIX,
de l'Académie d'Amsterdam.

LE

ROMAN CONTEMPORAIN

EN RUSSIE

M. ALEXANDRE HERTZEN.

I. *Dilettantism ve naouké* (*le Dilettantisme dans la science*), Saint-Pétersbourg 1842. — II. *Pisma ob izoutchénii prirody* (*Lettres sur l'Étude de la Nature*), Saint-Pétersbourg 1845-46. — III. *Kto Vinovat* (*A qui la faute?*), Saint-Pétersbourg 1847. — IV. *Prervannyé razkazy* (*Récits interrompus*), Londres 1854. — V. *Écrits politiques*, Londres et Paris 1852-54.

Un des traits caractéristiques de la littérature contemporaine en Russie, c'est la double tendance d'imitation et d'émancipation qui la place tour à tour sous l'influence des écrivains étrangers et sous l'empire des traditions nationales. C'est dans le roman surtout que cette double tendance se manifeste, et nul ne représente mieux peut-être ce combat entre deux élans contradictoires que l'homme dont nous voudrions aujourd'hui apprécier les travaux. Tout en marchant avec résolution dans la voie d'études nationales ouverte par Gogol, M. Alexandre Hertzen est toujours resté singulièrement accessible à l'action des littératures occidentales, de la littérature allemande surtout. Il a préludé à ses récits par des essais sur la philosophie hégélienne, et leur a donné depuis pour corollaires des pamphlets politiques. C'est du conteur que nous avons surtout à nous occuper ici; mais, pour comprendre pleinement cette bizarre physionomie, il faut bien suivre le penseur et le publiciste dans leurs écarts, avant de faire connaître les créations du romancier. Telle est la marche que nous adopterons, et la vie de l'écrivain devra précéder l'appréciation de ses œuvres.

I.

Le contraste du génie rêveur de l'Allemagne et du génie russe, tel est le côté original des écrits de M. Alexandre Hertzen. Quoique Russe de naissance, il est fils d'une Allemande, et ainsi s'explique un fonds de mélancolie qui persiste chez lui malgré l'humeur satirique du romancier, malgré l'exaltation du publiciste. Les écrivains français du dernier siècle ont eu aussi, concurremment avec Hegel, leur part d'action sur cette mobile intelligence, et c'est à son commerce avec les philosophes ou les romanciers précurseurs de la révolution française que M. Hertzen doit en grande partie la précision, la vivacité militante qui caractérisent son style. Qu'on se figure tous ces élémens disparates, — philosophie allemande, littérature française, esprit russe, — venant se disputer la pensée d'un jeune élève à l'université de Moscou, et l'on aura l'idée des études laborieuses et inquiètes au milieu desquelles se forma M. Hertzen.

Imprudemment initié à un monde si différent de celui où il était appelé à vivre, le jeune admirateur de Hegel et des encyclopédistes contracta bien vite les habitudes d'opposition dont ses écrits ont gardé l'empreinte. Avant d'avoir terminé entièrement ses études à l'université de Moscou, dont il fut un des plus brillans élèves, Alexandre Hertzen ne craignit pas de se poser en adversaire déclaré des principes politiques et des usages traditionnels de son pays. Les propos qu'il tenait furent signalés au gouvernement, et l'étudiant fut arrêté avec quelques-uns de ses condisciples. Après un emprisonnement assez long, les inculpés furent condamnés à l'exil en Sibérie. On les amène entourés de gardes devant le gouverneur militaire de la ville, et la rigoureuse sentence leur est signifiée. Ils l'écoutent et restent silencieux. Tout à coup l'un d'entre eux, jeune homme au regard intelligent et fier, sort des rangs; il s'avance la tête haute et d'un pas assuré. Que veut-il? Ce n'est point, vous le croirez sans peine, l'indulgence du gouverneur qu'il va solliciter; non, il lui déclare que, n'ayant rien à se reprocher, il serait heureux de connaître les motifs du châtiment qu'on juge à propos de lui infliger. Ce jeune homme, on l'a deviné, c'est Hertzen. — Heureusement cette audacieuse sortie n'aggrava nullement ses torts aux yeux du gouvernement russe, comme on serait tenté de le supposer. Bien mieux, la peine qu'il avait encourue fut abaissée d'un degré, et au lieu d'être transporté au milieu des neiges éternelles de la Sibérie, M. Hertzen fut relégué dans l'une des villes occidentales de l'empire, à Perme, et autorisé à y entrer au service civil. Plus tard, nous le voyons, à Novgorod et à Pétersbourg même, occupant divers postes administratifs et judiciaires.

Cette vie, commencée à l'université sous l'influence des principes philosophiques du XVIIIe siècle, se continuait ainsi au milieu d'une des classes de la société russe qui prête le plus à la critique d'un esprit formé à pareille école. Nous voulons parler de la classe administrative, que M. Hertzen observa dès lors avec assez d'attention pénétrante pour nous en laisser plus tard des portraits fort ressemblans. A propos des fonctions administratives remplies par M. Hertzen, il est un fait que nous devons aussi noter comme caractérisant la société russe : quoique employé du gouvernement, quoique chargé souvent, en cette qualité, de fonctions assez importantes, M. Hertzen n'en demeurait pas moins sous la surveillance de la police, et il persistait à ne point se montrer indigne de cette distinction onéreuse. Une position aussi étrange s'explique par ce mélange de tolérance et de sévérité qui se remarque chez tous les peuples slaves : elle ne pouvait que fortifier les dispositions ironiques qui s'unissaient chez M. Hertzen à l'instinct du récit et de l'observation.

La pénible initiation que le gouvernement russe imposait à ce caractère si peu disciplinable touchait enfin à son terme. Un jour, et à son grand étonnement sans doute, M. Hertzen apprit qu'il était autorisé à quitter l'administration. La nouvelle situation où M. Hertzen se trouva brusquement placé servit du moins à lui révéler la société russe sous un nouvel aspect. Dans tous les autres états despotiques, il peut arriver sans doute qu'une personne dont les opinions sont suspectes au pouvoir inspire beaucoup d'intérêt en raison de ses qualités personnelles, mais chacun s'en éloigne prudemment et craint surtout de lui donner publiquement une preuve de sympathie. Telle est du moins la disposition qu'on observe chez les personnes les plus rapprochées du pouvoir par leur fortune ou leurs emplois. Les hommes des classes inférieures en Russie sont beaucoup moins prudens, et M. Hertzen eut occasion de s'en convaincre au moment où il se disposait à quitter le poste administratif qui n'exigeait plus sa présence à Novgorod pour se rendre à Moscou auprès de ses amis. Contre l'habitude des employés du gouvernement, M. Hertzen ne s'était pas enrichi au service, et il reconnut, à son grand désespoir, que les frais du voyage qu'il voulait entreprendre dépassaient de beaucoup les ressources dont il disposait. On l'apprit dans la ville; le lendemain, un inconnu, un obscur bourgeois du lieu, vint le trouver de la part de ses confrères, et lui offrit généreusement une somme assez considérable dont il refusa même d'accepter un reçu. Heureusement ce secours lui fut inutile : M. Hertzen put se rendre à Moscou sans recourir à ce moyen extrême, et il y passa quelque temps, exclusivement occupé de travaux littéraires; puis il obtint sans trop de difficulté la permission d'aller courir l'Europe en pleine liberté.

A partir de cette époque, M. Hertzen a vécu tour à tour en France

et en Angleterre. Après avoir suivi avec intérêt dans notre pays les émouvantes péripéties de l'année 1848, il a parcouru l'Europe méridionale. Enfin nous le retrouvons depuis quelques années établi à Londres, montant une imprimerie destinée à lancer sur la Russie toute espèce d'écrits incendiaires; mais les espérances politiques qu'il avait nourries durant tant d'années sont déçues, et les ennuis de l'exil commencent à se faire sentir. On le reconnaît aux sarcasmes qui débordent de sa plume et à la violence des appels révolutionnaires qu'il adresse à ses compatriotes (1). Hâtons-nous de le dire, M. Hertzen, quoiqu'il fasse maintenant cause commune avec les ennemis les plus acharnés de son pays, ne saurait être placé sur le même rang que la plupart des écrivains politiques qui s'attachent depuis peu à dénigrer la Russie. Il n'obéit qu'à ses convictions, et ceux mêmes qui le jugent à cet égard avec le plus de sévérité n'hésitent point à lui accorder leur estime, car l'intérêt personnel ou le désir d'égarer l'opinion publique n'entre pour rien dans les actes qu'on lui reproche. Ce n'est point sans un profond regret, nous sommes autorisé à le soupçonner, qu'il se croit obligé, pour rester fidèle à ses principes politiques, de se poser en agitateur vis-à-vis d'un pays où il est né, vers lequel le reporte sans cesse le souvenir des plus belles années de sa vie, et où il compte encore un grand nombre d'amis sincères et dévoués.

Ainsi des études universitaires accomplies surtout sous l'action des doctrines du XVIIIe siècle combinées avec celles de Hegel, plus tard des fonctions administratives qui placent un jeune penseur épris de l'idéal en présence des plus tristes réalités de la vie russe, enfin des années d'exil passées au milieu des agitations révolutionnaires de l'Europe, voilà jusqu'à présent les trois périodes qu'on peut noter dans la vie de M. Hertzen. Comment a pu se former le romancier au milieu de tant de troubles et d'influences contraires? Nous ne nous bornerons pas à répondre à cette question par l'analyse même des principaux récits de M. Hertzen : nous achèverons le portrait de l'homme en interrogeant les écrits philosophiques et politiques qui portent mieux encore que ses romans l'empreinte des agitations de sa vie.

Les premiers écrits de M. Hertzen remontent à 1842. Il débuta par une série de lettres insérées dans un recueil russe et intitulées : *Dilettantism ve naouké* (*le dilettantisme dans la science*). L'auteur

(1) Une sorte d'apaisement semble néanmoins s'être fait depuis peu chez l'écrivain russe. C'est ce que constate un ouvrage de M. Hertzen publié au moment même où nous terminons cette étude, et que nous espérons faire connaître ici même mieux que par une simple analyse. Dans cet ouvrage, M. Hertzen raconte avec une modération digne d'éloges ses années de prison et d'exil. C'est un récit dégagé de toute amertume, et où s'encadrent plusieurs esquisses curieuses de la vie contemporaine en Russie.

les signa du nom d'*Iskander* (1), pseudonyme qu'il a conservé en Russie pour toutes ses autres productions. La question que traite M. Hertzen n'est point sans intérêt de nos jours. Partisan déclaré du système philosophique de Hegel, il se place hardiment au point de vue de ce penseur célèbre, et apprécie les adversaires de la science moderne. « Considérée dans son ensemble, nous dit-il, la science moderne s'est imposé pour tâche de concilier les esprits; mais parmi ceux qui l'envisagent ainsi, les uns la rejettent sans la comprendre, les autres l'acceptent littéralement et d'une façon superficielle; le nombre de ceux qui s'attachent à l'approfondir comme elle le mérite est des moins considérables. » Après avoir défini avec soin ces différentes catégories d'esprits, soit ennemis déclarés, soit amis plus ou moins sérieux de la science, M. Hertzen les passe successivement en revue. On le voit apporter dans la discussion de tant de doctrines contraires un fonds de connaissances littéraires et scientifiques qui, en Russie surtout, n'est point chose commune, relevé par une tournure d'esprit vive et railleuse. L'auteur apprécie très judicieusement le caractère de ses compatriotes. Rien de plus vrai, par exemple, que les remarques suivantes :

« Un des traits particuliers aux Russes, nous dit-il, c'est l'extrême facilité avec laquelle ils s'approprient les travaux des savans étrangers. Le mot *facilité* est même beaucoup trop faible; ils font preuve à cet égard d'une habileté, d'une souplesse d'esprit qui n'est pas un des côtés les moins curieux de leur caractère national. Malheureusement ce mérite ne saurait compenser une imperfection des plus graves; ils profitent rarement des études auxquelles ils se livrent ainsi. Que d'autres retirent les charbons ardens du foyer; il leur semble fort naturel que l'Europe consacre son sang et ses sueurs à la recherche de la vérité. A elle les souffrances d'une longue gestation, d'un enfantement douloureux, d'un long allaitement; quant à eux, ils en recueilleront volontiers le fruit. Pourquoi pas? Ils ne se doutent point que ce fruit ne saurait jamais être qu'un enfant d'adoption sans aucun rapport de parenté avec eux... Une foule de connaissances sérieuses se sont à la vérité répandues très promptement en Russie, mais elles y demeurent stériles, tant pour chaque individu en particulier que pour tout le pays. On s'imagine parmi nous qu'il est possible de saisir l'érudition au vol comme une mouche; puis, une fois la main ouverte, les uns reconnaissent à leur grand étonnement qu'elle est vide, d'autres pensent de bonne foi qu'ils tiennent l'absolu! »

Ailleurs M. Hertzen revient encore sur ces réflexions, et il les présente d'une façon moins abstraite :

« Nous sommes *omnivores*, et cela non-seulement au physique, mais au moral. Comme derniers venus, nous acceptons, à titre d'héritage, tout ce que les autres peuples veulent bien nous léguer; mais nous le recevons comme si c'était un bien étranger. Il ne nous paraît nullement indispensable, et nous

(1) Mot persan, synonyme d'Alexandre.

ne pensons pas en tirer grand profit; mais nous l'acceptons néanmoins pour constater nos droits et ne point rester en arrière des autres peuples. C'est ainsi qu'autrefois nous allions aux *assemblées* (1), non point pour nous divertir, mais par devoir. »

Les observations sur les mœurs russes, venant ainsi se mêler aux considérations philosophiques, firent la fortune des lettres sur *le Dilettantisme dans la science*. Encouragé par ce premier succès, le jeune écrivain ne tarda pas à faire paraître, sous le titre de *Pisma ob izoutchénii prirody* (*Lettres sur l'étude de la nature*), une nouvelle série d'essais qui furent également publiés dans un recueil pendant le cours de l'année 1845-46. Reprenant l'histoire du mouvement scientifique depuis le monde grec jusqu'à nos jours, M. Hertzen essaie de démontrer que l'antagonisme de la science et de la philosophie s'efface de plus en plus. Quelques pages sur le contraste du christianisme naissant et les derniers efforts du paganisme peuvent être comptées sans contredit parmi les meilleurs fragmens historiques qu'ait inspirés ce grand sujet. Il est trop aisé malheureusement de reconnaître dans ces études l'esprit de l'école philosophique que l'on a désignée pendant longtemps sous le nom de *gauche hégélienne*. La nature et l'homme y jouent un rôle important; le système du docte professeur de l'université de Berlin est interprété dans le sens des disciples qui prétendent non pas seulement continuer, mais réformer l'œuvre du maître. Lorsque, arrivant à Bacon et à Descartes, M. Hertzen rappelle les paroles suivantes de Hegel : « Nous pouvons enfin dire que nous sommes chez nous et crier terre ! » il ajoute : « Nous aussi, nous répéterons ces paroles, mais en leur prêtant un tout autre sens. Pour Hegel, cette époque philosophique est comme une sorte de plage à laquelle la pensée aborde, et où il va commencer à régner. Ce n'est point ainsi que nous consi-

(1) Avant Pierre le Grand, les Russes des classes élevées ne se réunissaient guère que pour les fêtes de famille. Ce prince, ayant cru nécessaire de réformer cet usage, les contraignit de se rendre dans des réunions publiques auxquelles on donna le nom d'*assemblées*. Il rédigea même à cet effet un règlement dont voici quelques passages. Avant tout, il était bon de définir le terme que l'on venait d'introduire dans la langue. « Ce mot, dit le règlement, ne peut être rendu en russe. Il signifie un certain nombre de personnes qui se réunissent pour parler de leurs affaires ou s'amuser. » Puis viennent les règles à suivre, et celles-ci entre autres : « L'assemblée ne doit pas commencer avant quatre ou cinq heures, ni se prolonger au-delà de dix. On y vient à l'heure que l'on veut; il suffit d'y paraître. Le maître de la maison n'est pas obligé d'aller au-devant de ses hôtes ni de les reconduire; il doit seulement faire en sorte qu'ils soient pourvus de chaises, de chandelles et de tout ce qu'il faut pour jouer, qu'ils aient à boire, etc. Chacun peut s'asseoir, se promener, jouer, suivant qu'il lui plaira. Personne ne doit le gêner ni s'offenser de ce qu'il fait, sous peine de vider le *grand-aigle* (grand gobelet plein de vin ou d'eau-de-vie). Les gentilshommes, officiers, négocians, constructeurs de vaisseaux, employés impériaux, ont le droit d'assister avec leurs femmes et leurs enfans aux *assemblées*. »

dérons la philosophie moderne; nous y avons pris terre, il est vrai, mais nous sommes portés à la repousser du pied et à voguer vers d'autres rivages au premier souffle favorable, en lui jetant un adieu pour prix des instans de repos que nous y avons goûtés. » Comme Feuerbach et presque dans les mêmes termes, M. Hertzen, qui a très sincèrement embrassé, on le voit, le nouveau schisme philosophique, reproche à son ancien maître de n'avoir point oublié qu'il portait le costume des professeurs de l'université royale de Berlin, et d'être souvent en contradiction flagrante avec lui-même. Moins brillantes que les essais sur le *Dilettantisme scientifique*, les *Lettres sur l'étude de la nature* contribuèrent cependant beaucoup à répandre en Russie les idées de Hegel et de ses disciples. Un regret toutefois pouvait saisir le lecteur : pourquoi le spirituel écrivain ne consacrait-il point toute sa vigueur d'esprit à une œuvre de pure imagination? La littérature russe aurait compté un beau roman de plus, et ce n'était point là un résultat à dédaigner.

M. Hertzen sembla comprendre ce que le public attendait de lui : des romans, des nouvelles se succédèrent bientôt, montrant sous les aspects les plus variés le talent qu'on n'avait vu se produire encore que sur le terrain des discussions abstraites. Nous l'avons dit, nous ne voulons aborder chez M. Hertzen l'appréciation du romancier qu'après avoir pleinement indiqué la valeur du publiciste. Nous nous bornons pour le moment à nommer *A qui la faute? le Docteur Kroupof*, romans qui fondèrent la popularité de M. Hertzen, et qui remplirent, avec diverses nouvelles, l'époque de sa vie comprise depuis son départ de Russie jusqu'à son installation définitive à Londres. A partir du séjour à Londres et même un peu avant déjà, c'est l'écrivain politique qui prévaut sur le romancier, comme après le départ de l'université le disciple de Hegel s'était un moment seul révélé. Les écrits politiques de M. Hertzen, rapprochés de ses écrits philosophiques, nous aideront à préciser en quelque sorte le singulier milieu dans lequel s'est produite l'œuvre du conteur.

Les écrits politiques publiés en russe à Londres par M. Hertzen méritent surtout d'être interrogés comme offrant les libres jugemens d'un esprit inquiet, mais généreux et sincère, sur un pays qui souffre peu de telles révélations. M. Hertzen explique lui-même, dans une note accompagnant une de ses nouvelles qu'il n'a point terminée (*le Devoir avant tout*), les motifs qui l'ont décidé à écrire hors de son pays.

« J'envoyai, dit-il, la première partie de cette nouvelle à Pétersbourg au commencement de l'année 1848. Quoiqu'elle eût déjà été annoncée à plusieurs reprises dans une *revue*, on en défendit la publication; mais il y avait alors à Pétersbourg un redoublement de sévérité en fait de censure. In-

dépendamment du comité de censure ordinaire, le gouvernement venait encore de créer un bureau de censure militaire qui comptait dans son sein des généraux aides de camp de l'empereur, des lieutenans-généraux, des intendans généraux, des ingénieurs, des artilleurs, des officiers d'état-major et de la suite impériale, des officiers de place, deux moines et un prince tatare, le tout sous la présidence immédiate du ministre de la marine. Ce comité supérieur était chargé d'examiner les livres, les auteurs et même les censeurs ordinaires; il avait pour guide les règlemens militaires de Pierre Ier et le *Monocanon* grec. Conformément à l'esprit de ses codes, cette *censure de siége* fit défense expresse de publier quoi que ce puisse être de ma façon, quand même je traiterais des avantages de la police secrète et de l'absolutisme, ou de l'utilité que présentent le servage, les châtimens corporels et le recrutement. Cet arrêt du haut comité me fit comprendre qu'il n'y avait plus possibilité de tenir la plume en Russie, et que les auteurs n'avaient d'autre parti à prendre que d'écrire hors du pays. »

Les *Souvenirs de voyages*, que M. Hertzen écrivit à Paris en 1847, sont d'agréables récits qui se rapprochent de ses romans plutôt que de ses essais politiques. Deux petits volumes allemands, dont l'un est intitulé *de l'Autre Bord*, et le second *Lettres de France et d'Italie* (1), se détachent au contraire du groupe des œuvres d'imagination, et ils nous placent sur le terrain des luttes contemporaines. Le premier se compose d'une série de fragmens dont les titres sont des plus poétiques; c'est *avant l'orage* que l'auteur s'adresse à nous, ou bien c'est une *consolation* qu'il nous promet, mais rien de plus trompeur. Au lieu de nous décrire dans ces pages quelques scènes romanesques, M. Hertzen ne songe qu'à faire briller la vigueur, la souplesse de son esprit, et c'est à grand renfort de syllogismes qu'il prétend calmer les mystérieuses inquiétudes qui préoccupaient alors tous les penseurs. Ces causeries philosophiques devaient plaire en Allemagne; elles y furent en effet très bien accueillies. Dans ses *Lettres de France et d'Italie*, M. Hertzen s'abandonne beaucoup moins à la dialectique; il ne quitte presque point terre et nous donne le récit émouvant des troubles révolutionnaires qui agitaient alors la France, l'Italie et quelques autres pays. L'exilé russe avait fondé de grandes espérances sur ces événemens, et il déplora avec amertume la triste direction qui leur fut bientôt imprimée.

Des écrits exclusivement politiques suivirent ces études, où le penseur apparaissait encore à côté du tribun. Parmi les écrits de cet ordre que M. Hertzen publia en français, on distingua surtout une lettre fort spirituelle adressée à M. Michelet, en réponse à des assertions erronées émises sur la Russie par le célèbre historien, et un volume qui a pour titre : *du Développement des Idées révolution-*

(1) Ces deux ouvrages, qui ont été traduits d'un manuscrit russe inédit, parurent en 1850.

naires en Russie. Dans ce dernier ouvrage, l'auteur s'efforce de prouver que la Russie est sur un volcan; mais on peut lui récuser le droit de l'affirmer, comme il le fait, pour deux motifs : c'est d'abord qu'il n'habite point le pays, et ensuite qu'en Russie, comme dans tous les états despotiques, il est absolument impossible de connaître l'opinion publique. Qu'il y ait aujourd'hui en Russie des fermens révolutionnaires, cela n'est point douteux. Depuis que le monde existe, il n'y a point de pays au sein duquel des élémens de cet ordre n'aient sourdement couvé en tout temps, et il en sera toujours ainsi; mais personne, nous le répétons, et l'auteur moins que tout autre, ne saurait de nos jours avancer rien de précis à cet égard, relativement à la Russie. M. Hertzen n'a pas su se tenir suffisamment en garde contre certaines exagérations propagées par la malveillance ou la crédulité. Est-il bien certain, par exemple, que le nombre des seigneurs russes assassinés annuellement par leurs serfs soit, comme il le rapporte, de soixante à soixante-dix en moyenne? Nous avons eu l'occasion de vérifier ce chiffre, il y a quelques années, en Russie même, et nous avons pu nous assurer que la moyenne en question était de seize par an. M. Hertzen l'a donc plus que triplée. Ce n'est pas à dire pour cela, bien entendu, que cet essai sur les *Idées révolutionnaires en Russie* n'ait aucune valeur. Comme dans toutes les autres productions de M. Hertzen, les aperçus profonds et surtout les saillies heureuses ne manquent pas. Ajoutons que le caractère de la race slave et le rôle que la Russie a rempli dans le passé sont également appréciés avec une remarquable justesse; mais on trouvera sans doute que M. Hertzen est moins digne d'éloge lorsqu'il dépose la plume de l'historien pour prendre la parole en prophète, comme il le fait plus d'une fois. Citons, entre autres prédictions de ce genre, un curieux passage de la dernière édition de ce livre où l'auteur traite, d'une façon qui paraîtra passablement cavalière, la question qui tient aujourd'hui tous les esprits en suspens.

« L'empereur Nicolas peut, exécuteur des hautes œuvres dont le sens lui échappe, humilier à volonté l'arrogance stérile de la France et la majestueuse prudence de l'Angleterre; il peut déclarer la Porte russe et l'Allemagne moscovite. Nous n'avons pas la moindre pitié pour tous ces invalides; mais ce qu'il ne peut pas, c'est empêcher qu'une autre ligue ne se forme derrière lui; ce qu'il ne peut pas empêcher, c'est que l'intervention russe ne soit le coup de grâce pour tous les monarques du continent, pour toute la réaction, le commencement de la lutte sociale, armée, terrible, décisive.

« Le pouvoir impérial du tsar ne survivra pas à cette lutte. Vainqueur ou vaincu, il appartient au passé; il n'est pas russe, il est profondément allemand, *allemand byzantinisé :* il a donc deux titres à la mort.

« Et nous avons, nous, deux titres à la vie, — l'élément *socialiste* et la *jeunesse.*

« Les jeunes gens meurent aussi quelquefois, me disait à Londres un homme très distingué avec lequel nous parlions de la question slave. — C'est certain, lui répondis-je; mais ce qui est beaucoup plus certain, c'est que les vieillards meurent toujours. »

Parmi les divers écrits politiques publiés dernièrement en russe par M. Hertzen figure encore un chaleureux appel à ses compatriotes en faveur de l'émancipation de la Pologne; il a pour titre : *Les Polonais nous pardonnent.* M. Hertzen, diront les Russes, aurait pu choisir un titre plus heureux, et en effet il n'est point nécessaire de remonter bien haut dans l'histoire de Russie pour savoir que les Polonais ont été pour le moins aussi impitoyables que leurs voisins chaque fois que le sort les a favorisés dans la lutte qui depuis tant de siècles divise les deux pays. Nous préférons de beaucoup, parmi ces petits essais, celui que M. Hertzen a intitulé *la Propriété baptisée.* C'est, on le comprend de reste, le servage que l'auteur prend à partie, et il le combat sans ménagement. Néanmoins le publiciste russe nous permettra d'observer à ce propos que dans toutes ses dernières compositions il nous paraît avoir dépassé les bornes que l'on assigne ordinairement à la critique. Le bon droit et la dignité du langage peuvent fort bien se concilier, même en matière politique.

Nous croyons en avoir dit assez pour caractériser un côté qui est après tout secondaire dans le talent de M. Hertzen; voyons-le sous un aspect plus favorable. — C'est au romancier de nous faire oublier les exagérations de l'écrivain politique.

II.

Avant M. Hertzen, Nicolas Gogol avait dévoilé avec une singulière hardiesse quelques-unes des plaies de la société russe. C'étaient les rangs inférieurs de la noblesse provinciale qu'il avait surtout étudiés. Le principal roman de M. Hertzen, — *A qui la faute?* — est aussi un tableau de la vie de province en Russie, mais c'est dans l'intérieur d'un propriétaire russe de haut parage que M. Hertzen nous introduit. Suivons le romancier. Qu'on ne s'attende point à être surpris par des incidens imprévus. L'action est simple, mais la plupart des figures qu'il fait passer sous nos yeux sont d'une vérité frappante. Les détails de mœurs sont retracés avec une précision extrême. Quant à certaines attaques contre le mariage qu'on peut remarquer avec surprise, il faut, pour les comprendre, se reporter à l'époque où paraissait le roman. Déjà l'écrivain russe avait pu lire d'autres romans français où l'institution du mariage était assez vivement attaquée. Il faut se rappeler aussi que M. Hertzen est un *jeune hégélien.* Ces observations faites, il ne reste qu'à entrer dans le récit.

Les premières scènes du roman se passent dans la résidence seigneuriale d'un riche propriétaire, Alexis Abramovitch Négrof, général en retraite, vivant au fond de ses terres avec sa femme et ses enfans. Un jeune instituteur russe, que le général a fait venir de Moscou, vient d'arriver. Il s'appelle Dmitri Vladimirovitch Kroutsiferski. Le général fait à l'instituteur une réception assez peu courtoise. Quelle est cependant l'histoire de ces deux personnages? — Le romancier a soin de nous la faire connaître aussitôt après nous les avoir présentés.

Dmitri a longtemps vécu au sein de sa famille. Fils d'un médecin de province et d'une honnête Allemande, il était alors un enfant timide, doux et d'une constitution délicate. Plus tard, à l'université, il fut soutenu par un seigneur russe qui l'avait pris en amitié, et il s'y distingua par son application. Quatre ans après, quand il en sortit, jeune homme élancé, aux yeux bleus, au maintien modeste, il offrait le type de ces laborieux instituteurs d'Allemagne qui semblent nés pour l'existence calme et obscure qu'on mène dans les villes universitaires de ce pays. Cependant son sort devait être bien différent. Quelque honorable que soit le titre de *candidat* qu'il a obtenu en quittant l'université, Dmitri se trouve bientôt dans le plus complet dénûment. Pour surcroît de malheur, il reçoit une lettre de son père qui lui demande des secours. Comment faire? — Dmitri s'est vainement adressé à un professeur qui le protége, et dont il n'a reçu que des conseils : il se jette en pleurant sur son lit. En ce moment paraît devant lui un personnage fort singulier. C'est évidemment un provincial. L'énorme visière de sa casquette ombrage une figure enluminée, mais qui exprime la bonté et une tranquillité d'âme parfaite. Il porte une redingote marron avec un collet à l'ancienne mode, et tient à la main une canne en bambou.

« — C'est vous qui êtes M. Kroutsiferski, candidat de l'université? dit-il en s'avançant.

« — Oui, répondit Dmitri, à votre service.

« — Voici ce qui m'amène, monsieur Kroutsiferski; mais je vous demanderai la permission de m'asseoir; je suis venu à pied, et d'ailleurs mon âge me donne le droit de ne pas me gêner avec vous. Je suis le docteur en médecine Kroupof, inspecteur des institutions médicales de l'arrondissement de ***, continua-t-il avec une lenteur désespérante. Je viens vous faire une proposition. » Mais ici le vieux docteur, qui était un homme méthodique, tira de sa poche une énorme tabatière qu'il posa sur la table, un mouchoir rouge qu'il plaça près de la tabatière, et enfin un mouchoir blanc avec lequel il s'essuya le front; il aspira ensuite une prise de tabac et reprit en ces termes : « Je me rendis hier chez le professeur Antone Ferdinanedovitch, nous sommes de la même promotion; non, je crois qu'il est sorti un an avant moi. Oui, c'est cela; mais n'importe, nous étions camarades et amis. Je lui ai demandé de m'indiquer un bon précepteur pour les enfans du général Négrof, propriétaire de mon district. Il m'a donné votre adresse ; êtes-vous disposé à accepter cette place? »

L'épais docteur Kroupof (1) paraît à Dmitri un ange descendu du haut des cieux; l'étudiant lui expose la triste situation dans laquelle il se trouve, et le docteur, tirant une lettre de son volumineux portefeuille, lit ce qui suit : « Proposez 2,000 roubles par an et ne dépassez pas 2,500, parce qu'un de mes voisins a un Français de Genève qu'il paie 3,000. On aura une chambre à part, du thé le matin, le service et le blanchissage suivant l'habitude; repas à la table des maîtres. »

Dmitri demande quelles sont les connaissances exigées, parle en rougissant de la somme que l'on propose, et avoue au docteur que l'idée de vivre dans une maison étrangère l'effraie. Le docteur le rassure. « Il s'agit de donner des leçons à un enfant; quant aux parens, vous ne les verrez qu'à table. Le général ne vous fera point tort d'un kopek, je vous le garantis. Sa femme dort perpétuellement; c'est donc en songe seulement qu'elle pourrait vous causer quelque chose de désagréable. Enfin la maison de Négrof est sur le pied ordinaire : elle n'est ni pire ni meilleure que toutes les autres maisons de propriétaires de campagne. » Ces observations décident Dmitri, et le docteur ayant de son plein gré porté les appointemens au maximum, l'affaire est conclue.

« C'est après avoir appris à ses dépens, nous dit M. Hertzen, que les plus beaux projets et les plus belles paroles du monde ne sont jamais rien de plus, que le docteur Kroupof s'était établi à *** pour le reste de ses jours, et qu'il avait pris peu à peu l'habitude de parler d'un ton doctoral, de porter une tabatière et deux mouchoirs, l'un blanc et l'autre rouge; mais la vie de province ne l'avait pas entièrement changé : il y avait encore chez lui un reste d'humanité, et l'on voyait même parfois briller sur le bord de ses paupières quelques petits points étincelans. Le jeune homme timide et honnête qu'il venait de rencontrer lui rappela le temps où il projetait avec le professeur Antone Ferdinanedovitch de faire une révolution dans l'art médical, et de se rendre pédestrement à l'université de Goettingue. Un sourire mélancolique contracta ses lèvres, et il se demanda s'il faisait bien de pousser ce jeune homme à accepter la triste condition de précepteur au milieu des steppes de l'Ukraine. L'idée de lui offrir quelque argent pour rester à Moscou traversa même son esprit. Il l'aurait fait assurément, il y a une quinzaine d'années, mais à son âge on a une peine extrême à délier les cordons d'une bourse. « C'est proba- « blement sa destinée, » se dit-il, et cette réflexion philosophique calma sa conscience. Napoléon prétendait que le mot de fatalité n'avait point de sens; c'est sans doute pour cela qu'il est si consolant...

« — Ainsi, reprit le docteur en se levant, l'affaire est entendue. Partons ensemble; je vous donnerai avec plaisir une place dans ma voiture. »

Nous avons fait connaissance avec l'instituteur Dmitri. Donnons maintenant un regard au général Négrof. Comme la plupart des mi-

(1) Le docteur Kroupof est le héros d'un autre roman de M. Hertzen. Ici il n'intervient que comme personnage épisodique.

litaires russes, Alexis Abramovitch Négrof a quitté le service de bonne heure et s'est retiré dans ses terres. C'est un homme d'une forte corpulence, haut en couleur et qui depuis l'âge de dentition n'a jamais été malade. Il donne à cet égard un démenti formel au livre de Hufeland sur *les moyens de prolonger la vie humaine,* car il a constamment suivi un régime contraire aux préceptes que recommande le célèbre médecin. La seule maxime hygiénique dont il ne se soit jamais écarté, c'est qu'il ne faut point contrarier les fonctions digestives par des efforts d'intelligence; s'il lui avait été donné de violer impunément toutes les autres prescriptions de l'hygiène, il le devait sans doute à cette louable coutume. Le noble général est irascible, souvent même impitoyable, non seulement dans ses paroles, mais de fait. Il n'est pourtant point cruel; en étudiant attentivement l'expression de ses yeux clairs surmontés d'épais sourcils noirs, on reconnaît qu'il a pu être sensible dans sa jeunesse.

Le général Négrof a longtemps vécu à la campagne dans un isolement complet, passant des soins de l'agronomie à la chasse à courre ou au fusil. Les principes qu'il a adoptés en fait d'administration sont du reste fort simples : chaque matin, après avoir pris le thé, il lave la tête d'importance à son intendant. Ces séances solennelles se passent invariablement de la manière suivante : pendant que le général fume en marchant dans la salle, l'intendant paraît à la porte, son rapport à la main. Le général n'y fait aucune attention; il continue à se promener d'un air grave. Quelquefois il s'approche d'une fenêtre et y reste longtemps, le front soucieux, le regard fixe; il lui arrive même de pousser de profonds soupirs. On pourrait croire qu'il repasse dans son esprit de grands projets, de pénibles souvenirs, et cependant il ne songe absolument à rien. Lorsqu'il a achevé de fumer sa pipe, il s'approche de l'intendant, lui prend le rapport et commence à le traiter de *coquin.* — « C'est fini, lui dit-il, ma patience est à bout, je vais te mettre à la basse-cour et faire ton fils soldat. — Vous êtes tout puissant, excellence, » répond l'intendant sans s'émouvoir. Il lui paraît aussi naturel d'être traité ainsi que de voler du blé, du foin ou de la paille; cela constitue un des devoirs de sa charge. Le général en use de même à l'égard du *starosta* (maire); mais ces deux fonctionnaires n'en sont pas moins très satisfaits du maître. Quant aux paysans, il serait plus difficile de préciser la nature du sentiment qu'ils lui portent. Ce qu'exige d'eux le général avant tout, c'est une soumission absolue, une subordination militaire. Lorsqu'il visite ses champs, il ne manque pas de relever une foule de petites infractions; mais les vols les plus scandaleux se commettent sous ses yeux, sans qu'il s'en doute, la plupart du temps, et lorsqu'il lui arrive d'en découvrir, il s'y prend si mal pour convaincre le coupable, que celui-ci en sort ordinairement blanc comme neige.

La femme du général, Glafira Ivanovna, est une riche héritière qui l'a épousé malgré la différence des âges (le général avait au moment de son mariage plus de quarante ans) à cause de sa fortune et de son titre. La jeune femme paraît avoir été fort au courant de ses peccadilles de jeunesse : elle sait qu'une fille est née d'un commerce amoureux entre Négrof et une pauvre paysanne que le général, en rompant avec la vie de garçon, a mariée à un de ses valets de chambre. « Je sais tout, dit-elle à son mari quelques jours après le mariage. Alexis, promets-moi de m'accorder la demande que je vais te faire. » En homme prudent, le général se garde bien d'engager sa parole à la légère. La jeune femme continue en ces termes :

« — Je sais tout, — et s'arrêtant, elle appuya son front rougissant contre le sein de son mari, puis, s'étant remise, elle reprit sur le même ton : — Je sais que tu as une fille, fruit d'un amour illégitime. Ah! je t'excuse; l'inexpérience, l'entraînement de la jeunesse... Après tout c'est ta fille, ton sang coule dans ses veines; elle te ressemble... Oh! je t'aime; je veux qu'elle soit ma fille : permets-moi de l'adopter, de l'élever à mes côtés... — Mais ici elle s'arrêta; les larmes lui avaient coupé la parole.

« Le général ne s'attendait guère à pareille apostrophe, et il en parut d'abord un peu décontenancé, mais il finit par céder aux instances de Glafira Ivanovna, et la fille de la paysanne fut installée sous le toit seigneurial. La générale courut elle-même lui acheter une robe; elle l'habilla comme une poupée, et, la pressant contre son sein, elle s'écria les larmes aux yeux : « Pauvre orpheline, tu n'as point de papa, de maman, c'est moi qui t'en tiendrai lieu; ton papa est là-haut! — Papa a des ailes? » répondit la pauvre petite. A ces, mots les larmes de la sensible Glafira redoublèrent. « Ah! l'innocente créature! » s'écria-t-elle en sanglotant. La réplique était pourtant fort naturelle : le plafond représentait, suivant l'ancienne mode, un ciel orné de quelques nuages au milieu desquels planait, à l'endroit où pendait le lustre, un petit Cupidon aux jambes ouvertes et aux yeux bandés. On baptisa cette enfant de l'amour du nom sentimental de *Lioubineka* (1). Quant à sa mère, le jour où on lui enleva sa fille fut assurément le plus beau de sa vie; elle courut tous les monastères de la ville pour y faire brûler des cierges en l'honneur de la maîtresse. »

Un séjour à Moscou de quelques années a suivi le mariage du général Négrof et de Glafira Ivanovna; puis, l'existence de la ville leur étant devenue importune, ils sont venus se retirer à la campagne, où ils veillent à l'éducation d'un fils et d'une fille.

A côté de ces deux personnages principaux, le général Négrof et l'instituteur Dmitri, l'auteur a placé quelques figures secondaires dont il faut aussi dire un mot, car elles complètent ce tableau de l'intérieur d'une maison russe en province. Nous remarquons d'abord une vieille gouvernante française, la *madame* de la maison, comme

(1) Diminutif de *Lioubove* (amour).

disent en Russie les provinciaux. Les renseignemens que l'auteur nous fournit sur le compte de cette intéressante personne sont trop curieux pour que nous les passions sous silence. Arrivée en Russie dans les dernières années du règne de Catherine, Élisa Avgoustovna y exerça d'abord les modestes fonctions d'habilleuse attachée à la troupe des comédiens français de Saint-Pétersbourg. Son mari tenait l'emploi de second amoureux; mais ayant été surpris un soir dans la chambre à coucher d'une actrice chez laquelle il se rendait parfois en secret, comme il convient à un homme marié, il fut jeté par la fenêtre à la suite d'une discussion qu'il eut avec un homme demeuré inconnu, et mourut des suites de cette aventure. Élisa Avgoustovna est donc restée veuve, et cela à l'âge où les femmes tiennent le plus à être mariées, c'est-à-dire vers trente ans. Quelque temps après cette catastrophe, elle est entrée comme dame de compagnie chez un paralytique, puis elle s'est placée en qualité de gouvernante dans la maison d'un homme veuf qu'elle a quitté bientôt pour une princesse, etc. On n'en finirait pas s'il fallait donner la liste de toutes les éducations qu'elle a faites; celle des connaissances qu'elle possède est beaucoup moins considérable. La savante préceptrice n'enseigne que la grammaire française, et encore elle est loin d'en connaître à fond tous les mystères, car longtemps après qu'elle eut débuté dans cette carrière épineuse et lorsque déjà ses beaux cheveux noirs avaient complétement blanchi, il lui arrivait encore de faire des fautes d'orthographe assez grossières. Elle n'en raconte pas moins à qui veut l'entendre qu'elle a préparé pour l'université les fils d'un grand seigneur russe dont personne n'a entendu parler. C'est surtout par des mérites d'un tout autre genre qu'Élisa Avgoustovna a su mériter la confiance et l'estime des parens de ses élèves : elle se soumet par exemple, avec une rare humilité, à leurs moindres caprices, et fait preuve d'une incomparable habileté lorsqu'ils la chargent de quelque négociation officielle ou secrète. En somme, la profession ingrate qu'elle exerce ne lui est nullement pénible; toujours souriante et tricotant, elle mène de front l'instruction de ses élèves et les petites intrigues dont on lui confie la direction, et qui, disons-le en passant, se dénouent ordinairement dans quelque chambre à coucher.

Les devoirs qu'elle remplit dans la famille Négrof sont du reste plus assujettissans que pénibles. Chaque matin elle conduit ses enfans dans la grande salle de la maison, où le général, en robe de chambre et la pipe à la bouche, accable d'injures l'intendant ou le *starosta,* qui, comme nous l'avons dit, bravent ces orages quotidiens avec un calme et une impassibilité imperturbables. Pendant que les enfans baisent respectueusement la main de leur père, la vieille gouvernante, qui est de petite taille et extrêmement fluette, se reploie encore sur elle-même de manière à devenir presque imperceptible,

et fait une profonde révérence à la Pompadour. Cette présentation accomplie, Élisa Avgoustovna n'a plus à s'occuper de ses pupilles pendant tout le reste de la matinée. La nature de ses fonctions change; elle se transforme en dame de compagnie et suit Glafira Ivanovna à la promenade; celle-ci sort rarement à pied, même pour aller dans la forêt voisine chercher des champignons, occupation qui est un de ses passe-temps favoris. Cette pénible excursion dure souvent une heure entière, et la générale rentre à la maison accablée de fatigue. Avant le dîner, Élisa Avgoustovna reprend ses fonctions de gouvernante : elle donne une leçon à ses élèves, mais la séance est levée à la voix du maître d'hôtel, et pendant tout le reste de la journée la vieille institutrice n'a plus d'autre tâche que de récréer ses nobles hôtes. La soirée est le moment où elle développe tout son savoir-faire; elle a la tête pleine de petites histoires qu'elle débite avec une volubilité extrême et que le général écoute en faisant la *grande patience* à côté de sa femme étendue sur un divan.

Les détails que donne M. Hertzen sur la condition de Lioubineka dans la famille Négrof méritent aussi d'être recueillis; ils caractérisent encore mieux peut-être que l'histoire d'Élisa Avgoustovna l'état moral d'une grande partie de la noblesse russe. La position de cette jeune fille, que les Négrof élèvent *par charité* sous leur toit, est des plus tristes. Ce n'est point que le général ni sa femme la maltraitent avec intention, mais ils l'humilient involontairement par suite de leurs préjugés et de ce défaut de délicatesse qui est le propre des natures incultes. Le général lui rappelle souvent que sans sa femme elle ne serait point *demoiselle,* mais femme de chambre, et ajoute, pour compléter cette petite leçon de morale, que si elle est élevée avec ses enfans, il n'y a pas moins entre elle et eux une très grande différence. La générale la traite, il est vrai, avec plus de ménagemens, elle lui témoigne même une sorte de tendresse, et a pour elle une foule de petites attentions; mais lorsqu'une personne étrangère vient dans la maison, Glafira Ivanovna ne manque pas de lui dire en montrant la jeune fille : « C'est une orpheline que nous élevons avec nos enfans, » et cette déclaration faite, elle chuchote mystérieusement quelques mots à l'oreille du visiteur. Aussitôt que Lioubineka s'en aperçoit, elle rougit et baisse les yeux d'un air confus.

Ce personnage de la jeune orpheline et celui de l'instituteur vont dominer, on le devine, le récit de M. Hertzen. Vladimir Dmitri ne peut vivre longtemps dans l'intérieur du général Négrof sans remarquer la position qu'y tient la pauvre Lioubineka et sans éprouver pour elle un sentiment de tendre affection. La pauvre abandonnée devine bientôt de son côté les dispositions de Vladimir à son égard. Le malheur l'a mûrie depuis longtemps. Quoique parfaitement insensible en apparence aux humiliations dont on l'abreuve, elle agite en

silence une foule d'idées dont le cercle n'est pas fort étendu, il est vrai, mais qui par cela même sont fort arrêtées. Que pourrait-elle faire? Tout le monde la repousse. Elle accueille donc avec transport l'espoir d'être délivrée un jour par Vladimir de l'oppression dans laquelle on la retient. Cependant ni l'un ni l'autre n'osent se déclarer les sentimens qui les animent et dont personne ne se doute dans la maison. L'auteur indique très finement les rapports secrets qui s'établissent ainsi peu à peu entre deux êtres que le malheur rapproche. Il est probable toutefois que cette situation embarrassante se serait encore prolongée fort longtemps sans un incident imprévu qui vient fort à propos en précipiter le dénoûment.

« Un soir, Élisa Avgoustovna fit inopinément au jeune précepteur la question suivante : — Je gage que vous êtes amoureux? — A ces mots, le novice rougit jusqu'aux oreilles. — Voyez, reprit la petite vieille, comme je suis perspicace; voulez-vous maintenant que je vous tire les cartes? — Le pauvre jeune homme se trouvait exactement dans la position d'un malfaiteur qui, amené devant un juge d'instruction et ignorant jusqu'à quel point la justice est éclairée sur le crime qu'il a commis, craint de se trahir par ses réponses. — Eh bien! y consentez-vous? — Avec plaisir, répondit le patient d'une voix tremblante. — La vieille gouvernante ne se le fit pas répéter, elle commença aussitôt le jeu, et son sourire avait quelque chose de diabolique. — Ah! voilà la dame de vos pensées, elle repose sur votre cœur... Bien, je vous félicite! Le valet de trèfle,... elle vous paie de retour... Mais qu'est-ce que je vois là?... Elle n'ose pas vous l'avouer,... ni vous non plus! Oh! vous êtes par trop cruel! Pourquoi la laisser languir dans le doute? qu'attendez-vous?... — La maudite vieille continua pendant longtemps encore sur ce ton, en jetant de temps à autre sur sa victime un regard pétillant de malignité. Vladimir était au supplice, il ne savait quelle contenance garder, et ne pouvant plus y tenir, il se leva et regagna sa chambre en toute hâte. Rentré chez lui, il se prit à réfléchir aux propos de la vieille gouvernante. Comment avait-elle pu découvrir ce secret qu'il cachait avec tant de soin? Lioubineka seule pouvait l'en avoir instruite; mais alors elle l'avait deviné? elle partageait l'attachement qu'il lui portait? O bonheur inattendu! Transporté de joie par cette idée, il prit une feuille de papier et se mit en devoir d'exprimer les sentimens qui débordaient de son cœur. Il écrivit un hymne, tout un poème; il pleurait de joie, et pendant qu'il tenait la plume, les émotions qui l'agitaient étaient comparables aux délices du paradis. Oh! oui, il n'est point accordé à l'homme de plus grandes jouissances sur la terre, et il ne sait pas les apprécier. Au lieu de les savourer longuement, il s'y arrête à peine, les yeux fixés sur l'avenir. »

Dmitri est victime d'un triste quiproquo : ce n'est pas avec Lioubineka, c'est avec la femme du général que la vieille gouvernante cherche à lui ménager un rendez-vous. On devine la surprise du jeune instituteur, on devine les suites de cette triste intrigue. La réception que le général informé de cette affaire fait à Dmitri est un

des meilleurs morceaux du roman. Le noble personnage nous révèle un des côtés les plus remarquables du caractère russe. Le général n'est assurément pas un homme intelligent, mais il est doué au plus haut point de cet esprit positif qui est si répandu en Russie, surtout parmi le peuple. Il y avait longtemps que le digne homme voulait se débarrasser de Lioubineka. L'idée d'obliger Dmitri à l'épouser s'était donc déjà présentée à son esprit. Il saisit avec empressement l'occasion qui s'offre de réaliser ce plan. Le mariage de Dmitri et de Lioubineka ne tarde pas à être célébré, et le bon docteur Kroupof, qui a cherché à détourner Dmitri de l'union qu'on lui impose, n'en fait pas moins son possible pour décider Négrof à doter convenablement Lioubineka. Le général ne peut se résoudre à lui donner plus de dix mille roubles, mais il se charge de l'installation du jeune ménage à ***, où Vladimir a obtenu, par son entremise, une place de maître dans le gymnase impérial. Lorsque celui-ci vient prendre congé du général avec sa femme, Négrof fait appeler un de ses domestiques, Nikolachka, jeune homme de vingt-cinq ans, mais poitrinaire, et Palachka, femme de chambre, presque défigurée par la petite vérole. Ces deux serviteurs s'étant présentés, le général prend un air grave et même sévère. « Prosternez-vous, leur dit-il, et baisez la main de Lioubove Alexandrovna et de Dmitri Vladimirovitch. Ce sont vos nouveaux seigneurs. » Et il prononce ces derniers mots d'une voix forte et avec l'inflexion qui convient à la circonstance. « Servez-les bien, et vous en serez récompensés. »

« — Et vous, ajouta-t-il en s'adressant aux nouveaux époux, traitez-les avec indulgence, s'ils se conduisent bien, et dans le cas contraire, envoyez-les-moi; j'ai à l'usage des mauvaises têtes une gymnastique de ma façon, qui est très salutaire. Je vous les rendrai souples comme de la soie. Il ne faut pas gâter son monde, non. Voilà mon cadeau de noces. Mais comment allez-vous faire avec des domestiques libres? Croyez-m'en : un domestique libre est un animal de la même espèce qu'un serf. Comme il n'a rien à craindre, il prend son passe-port et se met à courir les antichambres jusqu'à ce qu'il ait trouvé une place. Allons! vous autres, dit-il éloquemment à Nikolachka et à sa compagne, saluez vos maîtres et allez-vous-en. — Les domestiques se jetèrent une dernière fois aux pieds des jeunes mariés et s'éloignèrent pour se disposer à suivre ceux-ci dans leur nouveau domicile. Quelques jours après, le général, fidèle à la promesse qu'il avait faite de veiller à l'installation de Dmitri et de sa femme, leur envoya tous les meubles hors d'usage qu'il avait dans ses greniers, une calèche qu'il avait achetée à Moscou, à l'époque de son mariage, et un vieux cheval; mais celui-ci, ayant probablement perdu l'habitude du grand air, creva en route, et le malheureux paysan qui était chargé de le conduire en fut tellement terrifié, qu'il erra plus d'un mois dans les environs avant d'oser reparaître devant son maître. »

Avec le mariage de Dmitri, la première partie du roman est ter-

minée. Dans la seconde, nous sommes transportés à ***, et le romancier nous décrit l'existence paisible dont y jouit le jeune ménage pendant quatre ans. L'honnête professeur a un enfant qu'il adore; rien ne trouble la paix qui règne dans cet intérieur. Les convictions anti-matrimoniales du docteur Kroupof, commensal ordinaire de la maison, sont fortement ébranlées; mais patience, elles vont recevoir une pleine justification. L'époque des élections de la noblesse est arrivée; tous les propriétaires des environs accourent dans le chef-lieu du district, et nous assistons à un tableau assez curieux de la vie publique en Russie. La petite ville de ***, si calme ordinairement, devient un foyer d'intrigues dont l'auteur nous dévoile les mystères sans ménagement aucun. Ces rues boueuses, bordées de petites maisons de bois à la porte desquelles on ne rencontrait, il y a quelques jours, que des vieilles femmes se chauffant au soleil, changent complétement d'aspect, et l'on y voit maintenant passer de grotesques équipages escortés d'énormes laquais et traînés par quatre haridelles. Cependant un nouvel arrivé fixe bientôt l'attention générale. C'est un jeune noble, Voldemar Beltsof, qui revient des pays étrangers et dont la mère habite dans les environs. L'extérieur de ce jeune homme est distingué, ses traits sont beaux; mais un sourire ironique erre perpétuellement sur ses lèvres, et son regard trahit la tristesse et l'ennui. La nuée de fonctionnaires et de seigneurs qui encombrent la ville se presse autour de lui avec une curiosité maligne, ou épie ses moindres actions; toutes les démarches qu'il fait pour obtenir de ses concitoyens quelque poste de confiance dans l'administration du district sont commentées de mille manières. Il échoue complétement; les élections sont finies, chacun se retire, et la ville reprend son aspect accoutumé. Seul, Beltsof est obligé de rester; il a un procès qui exige sa présence au chef-lieu.

Ce Beltsof est le type d'une classe de gentilshommes assez commune en Russie. Après des études tour à tour dirigées vers la littérature, les beaux arts et la science, il s'est jeté dans la vie dissipée de Saint-Pétersbourg, puis dans ces voyages à travers l'Europe qui sont une des distractions favorites de la noblesse russe. Il est revenu dans son pays; il voudrait trouver dans la vie active une sorte de refuge contre le scepticisme qu'il a rapporté de ses voyages et qui pèse prématurément sur sa vie. Ses démarches pour obtenir un emploi ont par malheur échoué, et il reste à ***, livré à toutes les tristes inspirations du désœuvrement. Tel est l'homme que le docteur Kroupof a la fatale pensée d'introduire dans le paisible intérieur de ses jeunes amis, un jour qu'il le rencontre plus triste et plus ennuyé que de coutume dans le jardin de la ville.

Cet intérieur modeste et le calme que Beltsof y respire sont nou-

veaux pour un homme dont la vie s'est passée dans les salons et les boudoirs; mais à cette première impression succède bientôt un sentiment moins excusable, et c'est la beauté de Lioubineka qui le fait naître. Comment Beltsof réussit à gagner son cœur en frappant l'intelligence naïve et curieuse de la jeune femme, c'est ce que le romancier nous apprend en faisant parler Lioubineka elle-même, qui retrace chaque soir ses sentimens de la journée. Un accord secret d'idées et de sentimens s'établit entre Lioubineka et Beltsof, comme entre elle et Dmitri dans la maison du général; mais cette fois ce n'est point Lioubineka qui domine : elle est au contraire subjuguée par la supériorité de Beltsof, elle se sent attirée vers lui par une irrésistible puissance. Beltsof est un dialecticien habile, et en exposant ses théories sur l'amour, il réussit à jeter dans l'âme de Lioubineka un trouble dont il saura profiter. Toute la dernière partie du roman nous montre, d'un côté Beltsof et Lioubineka engagés dans une sorte de lutte où la passion est sans cesse au moment de triompher du devoir, de l'autre Dmitri atteint par la jalousie, et le docteur Kroupof assistant avec une émotion contenue à cette démonstration trop éloquente de ses doctrines contre le mariage. Enfin Beltsof se rend aux exhortations du docteur et se décide à s'éloigner : un adieu éternel est prononcé entre le gentilhomme et la femme du professeur; mais cet héroïque sacrifice est accompli trop tard. Le calme a cessé de régner au sein de cette famille, si unie avant l'arrivée du séduisant gentilhomme. La santé de Lioubineka n'a pu résister à la crise violente qu'elle vient de traverser, et tandis qu'elle s'éteint sous l'action lente et cruelle d'une maladie de langueur, Dmitri cherche hors de sa maison l'oubli de sa douleur dans de tristes orgies. Ainsi les prédictions du docteur Kroupof se sont vérifiées; l'épreuve du mariage s'est terminée fatalement pour Dmitri comme pour Lioubineka.

Tel est le roman qui a marqué la place de M. Hertzen, sinon parmi les conteurs les plus habiles de son pays, du moins parmi les peintres les plus exacts et les plus pénétrans de la société russe actuelle. Nous n'avons pu qu'indiquer les traits essentiels de ce récit. Ce n'est point par l'action, ce n'est point non plus par l'originalité de l'idée première, que le roman de M. Hertzen excite l'intérêt; mais qu'on observe ces personnages, qu'on les suive dans les mille détails où le romancier s'est complu, on reconnaîtra une singulière finesse d'analyse, souvent même une remarquable verve comique, et quiconque a vécu de la vie russe rendra justice à la vérité du tableau qu'en trace M. Hertzen. Ce soin du détail, cette prédominance de l'analyse sur l'invention, ne sont pas d'ailleurs un caractère particulier à M. Hertzen, et c'est là ce qu'il importe de faire remarquer. La tendance commune des écrivains russes les porte à décrire

plutôt qu'à raconter. Il se produit de nos jours en Russie une sorte de réaction contre les compositions un peu théâtrales que l'influence byronienne y avait mises à la mode pendant quelques années. Le public russe accueille aujourd'hui avec un empressement significatif des récits naturels, empruntés aux mœurs domestiques du pays, et souvent exacts jusqu'à la minutie. Ne nous en plaignons pas : on n'a commencé en France à bien connaître la Russie que depuis l'époque où la littérature russe est entrée dans cette nouvelle voie.

C'est aussi à cette tendance vers l'étude scrupuleuse de la réalité que nous devons quelques-uns des meilleurs portraits tracés dans le roman de M. Hertzen. Le personnage de Beltsof représente par exemple avec une fidélité parfaite un seigneur russe de la nouvelle génération. D'autres écrivains, Pouchkine, Lermontof, avaient déjà mis en scène de pareils héros de scepticisme et d'ironie élégante; mais ils avaient marqué leur création d'un cachet individuel qui en altérait la vérité générale. Le Beltsof de M. Hertzen n'est point jeté dans ce moule, et il n'en est que plus vrai, plus vivant : le caractère du séducteur de Lioubineka soulève cependant une question. En opposant Beltsof au général Négrof, M. Hertzen aurait-il voulu mettre en présence la nouvelle et l'ancienne génération des nobles russes, et aurait-il songé à exalter la première aux dépens de la seconde? — S'il en est ainsi, son intention n'a été qu'imparfaitement rendue. Sans doute Négrof est un triste exemple de sensualité brutale, mais l'élégant Beltsof est-il donc un modèle à suivre? Vous nous le montrez, il est vrai, accomplissant un douloureux sacrifice; mais lorsqu'il s'y décide, esprit orgueilleux et incertain, il a déjà pleinement assouvi la passion qui le domine, et le renoncement que vous lui attribuez ne saurait avoir un grand mérite. Croyez-nous, votre héros n'est qu'un raisonneur, dont l'esprit, nourri de brillans paradoxes, a étouffé la conscience. Si la vie de Négrof s'achève dans une oisiveté grossière, elle compte au moins quelques années utilement remplies. Négrof a aimé son pays et l'a servi selon ses moyens. Qu'a fait Beltsof? Épuisé par le désœuvrement, étranger à ses compatriotes, il les fuit, il passe son temps à les décrier dans toutes les capitales européennes, et quand il revient dans son pays, la force lui manque pour aborder résolument la vie active, pour donner à ses facultés brillantes une direction utile. Si Pierre le Grand revenait au monde, à coup sûr il verrait avec chagrin ce qu'est devenue la noblesse russe. Elle n'a point su, à son exemple, tirer des civilisations occidentales ce qu'elles contiennent d'élémens salutaires; elle n'a mordu au fruit de l'arbre de science que pour en savourer le poison, et si elle a dépouillé les mœurs grossières de ses ancêtres, c'est pour copier les sociétés étrangères dans ce qu'elles ont à la fois de plus superficiel et de plus corrompu.

Si donc M. Hertzen a voulu sacrifier l'ancienne noblesse à la nouvelle, son livre même va contre cette intention, et le romancier n'a réussi qu'à nous rendre également haïssables l'égoïsme grossier dans l'une, le scepticisme et la corruption dans l'autre.

Ce que nous avons dit suffit pour montrer que M. Hertzen possède la veine du roman satirique. Ce serait cependant mal comprendre son talent que de ne l'envisager que sous cet aspect. Il y a en lui, avons-nous dit, un fonds de mélancolie allemande qui se mêle à l'esprit russe. Un autre roman, *le Docteur Kroupof*, nous montre surtout ce côté gracieux et original de son talent. Les conversations du vieux docteur, ses souvenirs, ses observations, tel est le cadre choisi par le romancier pour mettre en scène quelques épisodes comiques ou touchans, et la conclusion de cette revue humoristique, c'est que la folie existe à l'état latent chez la plupart des hommes. C'est à cet ensemble de tableaux, empreints à la fois d'ironie et de sensibilité, que nous empruntons quelques pages qui montrent assez bien son double caractère de penseur et d'écrivain. C'est le docteur qui raconte un souvenir de sa jeunesse, et qui, en traçant le portrait d'un pauvre idiot, explique les raisons qui l'ont entraîné vers l'étude de la médecine, comme vers le meilleur moyen de pénétrer le secret des infirmités humaines.

« Je suis né dans un village seigneurial situé sur les bords de l'Oka. Mon père était diacre. A côté de la petite maison que nous habitions vivait le sacristain, homme pauvre, malingre et chargé d'une nombreuse famille. Dans le nombre des huit enfans dont le ciel l'avait gratifié, il y en avait un qui était du même âge que moi. Nous grandissions ensemble, et je jouais tous les jours avec lui devant la maison, dans le verger ou dans le cimetière. J'étais extrêmement attaché à mon petit camarade; je partageais avec lui toutes les friandises qu'on me donnait, et je volais même à son intention des morceaux de gâteau servis par ma mère, du *kacha* (1), et je lui passais tout cela par-dessus la haie. On avait surnommé mon ami — Lévka, *le Louche*, et en effet il louchait un peu. Plus j'y pense, et plus il me paraît évident que le fils du sacristain était un enfant extraordinaire. A six ans, il nageait comme un poisson, il grimpait aux arbres les plus élevés, allait souvent seul à plusieurs verstes de la maison, et traversait les bois les plus épais aussi tranquillement que la cour de la maison. Il n'avait peur de rien, et les moindres sentiers du pays lui étaient connus; mais avec tout cela il était d'une distraction extrême et même tout à fait borné... A huit ans, on nous mit à la grammaire, et quelques mois après, je lisais couramment les psaumes; mais Lévka ne savait pas encore épeler. La grammaire bouleversa complétement son existence. Tous les moyens auxquels le sacristain eut recours pour rompre cette intelligence rebelle demeurèrent sans succès. Il avait beau priver Lévka de nourriture, quelquefois un jour entier, le fouetter avec

(1) Bouillie de gruau.

tant de force qu'on voyait encore les traces de ces flagellations quinze jours après, l'enfermer pendant vingt-quatre heures dans un cabinet obscur : rien n'y pouvait; Lévka ne devenait pas plus savant. Seulement ces mauvais traitemens firent une profonde impression sur lui; il les subissait avec un sentiment de haine concentrée.

« Depuis ce moment il commença à maigrir, et sa physionomie, qui jusqu'alors avait exprimé une innocente gaieté et l'insouciance de son âge, devint sombre comme celle d'un animal sauvage effarouché. La présence de son père lui inspirait un mouvement de crainte mêlé d'aversion. Après l'avoir tenu à ce régime pendant quelques années, le sacristain finit par le considérer comme un idiot et lui donna pleine liberté.

« Le pauvre Lévka en profita. Il disparaissait souvent des journées entières, et lorsqu'il rentrait à la maison pour se chauffer ou se mettre à l'abri du mauvais temps, il s'asseyait dans un coin et n'ouvrait pas la bouche. Quelquefois cependant il lui arrivait de prononcer des mots inarticulés dont personne ne comprenait le sens. Il n'aimait que deux êtres au monde, moi et un petit chien dont la propriété lui était acquise de bon droit. Pendant qu'il était un jour couché sur le sable au bord de la rivière, il vit un jeune paysan jeter quelque chose dans l'eau; c'était le petit chien en question auquel on avait attaché une pierre au cou. Prompt comme l'éclair, Lévka plongea dans l'endroit où le pauvre animal venait de disparaître et le rapporta sain et sauf sur le rivage. Depuis ce jour, ils ne s'étaient plus quittés.

« A l'âge de douze ans, on m'envoya au séminaire, et je ne revins à la maison que trois ans après, pour les vacances. Le lendemain de mon arrivée, je mis mon habit neuf et me disposai à aller revoir les lieux que j'avais si souvent parcourus jadis. A peine étais-je hors de la cour, que j'aperçus Lévka; il se tenait près de la haie, à l'endroit même où j'avais l'habitude de lui donner des gâteaux. Il courut à moi avec une telle précipitation que mes yeux se remplirent de larmes. — Séneka, me dit-il, j'ai attendu Séneka toute la nuit; c'est Groucha qui m'a dit hier au soir que Séneka était arrivé. — Et tout en parlant ainsi, il me caressait comme une petite bête fauve avec une sorte de câlinerie sauvage; puis il me regarda fixement, et me demanda : — Tu n'es pas fâché contre moi? Tout le monde en veut à Lévka; ne me gronde pas, Séneka, je me mettrais à pleurer, ne me gronde pas, je t'ai attrapé un écureuil.

« Je serrai l'idiot dans mes bras; ce mouvement d'intérêt le surprit tellement qu'il se mit à sangloter, et saisissant une de mes mains, il la couvrit de baisers, mais avec une telle ardeur, qu'il m'était impossible de la retirer.

« — Allons dans le bois, lui dis-je.

« — Oui, allons bien loin, me répondit-il, derrière le ravin, il fait bon là.

« Nous partîmes; il me conduisit à trois verstes de là, au travers des bois. Après avoir marché longtemps, nous débouchâmes enfin au sommet d'une colline, devant une plaine arrosée par l'Oka, et qui embrassait plus de vingt verstes d'étendue; c'était un des plus beaux sites que j'aie jamais vus.

« — On est bien ici, me dit-il, très-bien.

« — Pourquoi cela? lui demandai-je avec curiosité.

« Il me regarda d'un air indécis, ses traits prirent une expression de souffrance, puis branlant la tête : — Lévka ne sait pas, me répondit-il, il fait bon ici; c'est tout.

« Depuis ce jour, Lévka m'accompagna dans toutes mes promenades; il avait pour moi un attachement dont il est impossible de se faire une idée; mais ce sentiment était bien naturel : j'étais le seul qui lui témoignât de l'intérêt dans le village. Ses parens en étaient honteux; tous les petits paysans le tourmentaient sans cesse, et même les hommes d'un âge mûr ne se faisaient pas faute de le taquiner et de l'humilier, tout en disant, bien entendu: On ne doit point faire de peine aux idiots; ce sont les enfans de Dieu.—Aussi évitait-il ordinairement de traverser le village. Lorsqu'il lui arrivait de passer dans la rue, les chiens seuls le traitaient humainement; dès qu'ils l'apercevaient, ils couraient à lui en remuant la queue, sautaient à son cou, léchaient sa figure, et ces marques d'amitié touchaient à un tel point Lévka qu'il s'accroupissait au milieu de la rue et se consacrait entièrement à ses joyeux amis jusqu'au moment où quelque enfant lançait une pierre dans le groupe au hasard; qu'elle atteignît Lévka ou un des chiens, peu lui importait. A ce signal, le pauvre idiot se levait et s'enfuyait dans le bois.

« A l'époque de la fête du village, mon père, ayant remarqué que Lévka était tout déguenillé, dit à ma mère de lui faire coudre une chemise par mes sœurs. L'intendant ne voulut point rester en arrière; il donna du gros drap pour un *kafetane* (1). Il y avait dans la maison du seigneur un vieux laquais dont l'ivrognerie était la seule occupation, mais qui était à la fois barbier et tailleur. Ce fut lui que l'on chargea de confectionner le vêtement en question; mais jamais il ne lui était arrivé encore de faire un habit destiné à un idiot, et son embarras fut grand. Il se décida enfin à y coudre un collet rouge, débris de quelque vieille livrée. Lévka ne se sentit point d'aise lorsqu'il se vit une chemise neuve, un kafetane et un collet rouge. On lui avait pourtant fait un triste cadeau. Les petits paysans l'avaient encore un peu ménagé jusque-là; mais dès qu'il eut endossé cette grande tenue d'idiot, les plaisanteries et les persécutions redoublèrent. Les femmes et les filles du village prenaient seules le parti de Lévka; elles lui donnaient des galettes, du *krass* (2) et du *bragui* (3), en lui parlant avec douceur; écrasées comme elles le sont par l'autorité patriarcale de leurs pères ou de leurs maris, il était fort naturel qu'elles témoignassent de l'intérêt à un pauvre enfant opprimé. Je plaignais Lévka de tout mon cœur, mais il m'était impossible de lui être d'aucun secours. Ses persécuteurs croyaient se grandir en le vouant au mépris public. Personne ne lui parlait d'un ton raisonnable; mon père lui-même, qui était cependant humain, quoique peu indulgent et rempli de préjugés, n'adressait jamais la parole à Lévka que d'un ton d'autorité blessant...

« Je finissais alors ma rhétorique, et on ne sera pas étonné d'apprendre qu'il me vint à l'esprit de composer un traité sur les mauvais procédés que les hommes ont à l'égard des idiots. Afin de méditer ce sujet difficile et d'en coordonner toutes les parties suivant les règles, je résolus d'aller faire un

(1) Tunique.

(2) Boisson populaire faite de farine fermentée.

(3) Boisson faite d'orge et de miel.

tour de promenade, et, tout en marchant, je finis par me trouver dans le bois. Comme j'y étais entré sans m'en douter, je m'y égarai complétement; mais ayant entendu à peu de distance les aboiemens de Charik, le chien de Lévka, je me dirigeai de ce côté, et j'aperçus bientôt Lévka endormi sous un arbre. Je m'approchai doucement de lui et m'arrêtai; il reposait paisiblement. Au premier abord, il paraissait laid : il avait la tête singulièrement conformée, ses cheveux longs et d'un jaune clair tombaient disgracieusement sur ses tempes, son teint était d'une pâleur maladive, et ses yeux louches étaient bordés de cils blanchâtres; mais, lorsqu'on les examinait attentivement, ses traits n'étaient point sans charmes, et en ce moment surtout que ses joues étaient colorées par le sommeil et qu'il avait les yeux fermés, sa physionomie exprimait un si grand calme, une telle innocence, que j'en fus vivement frappé.

« C'est alors, en présence de cet idiot sommeillant, que je conçus une pensée qui ne m'a point quitté depuis.

« — Pourquoi, me demandai-je, les hommes au milieu desquels vit Lévka s'imaginent-ils qu'ils valent mieux que lui? Pourquoi se croient-ils le droit de mépriser, de persécuter ce pauvre enfant qui n'a jamais fait de mal à personne? Une voix secrète me répondit que s'ils en agissaient ainsi à son égard, c'est qu'ils étaient tout aussi pauvres d'esprit que lui, mais à leur manière; ils le maltraitaient par suite d'un mouvement de jalousie; c'est ainsi que les joueurs et les ivrognes détestent ordinairement les hommes qui n'aiment point les cartes et qui sont sobres. Cette pensée étrange me fit perdre le fil de mes réflexions; je m'éloignai de Lévka, et m'engageai au hasard dans le bois en méditant ce nouveau sujet. — Pourquoi, me demandai-je encore, Lévka aurait-il moins de valeur que la plupart des hommes? Serait-ce parce qu'il n'est d'aucune utilité en ce monde? Mais toutes les générations qui ont passé sur cette terre sans avoir d'autre souci que de pourvoir à la nourriture quotidienne de leurs enfans, et comme si elles s'étaient donné le mot pour cacher le motif et le but de leur existence, quelle a été leur utilité en ce monde? Tous ces millions d'êtres humains ont joui de la vie, me direz-vous? — Non vraiment, ou du moins beaucoup moins que ce pauvre idiot. Ils ont procréé des enfans; Lévka pourrait fort bien en avoir aussi, vous en conviendrez. Mais Lévka ne travaille pas? — Le beau malheur! il ne demande rien à personne et se contente de peu. Le travail ne procure point de jouissance; celui qui peut rester inactif en profite; la plupart des hommes travaillent sans en retirer aucun bien; ils s'épuisent pour gagner un morceau de pain grossier à la sueur de leur front, et ils ne le mangent que pour avoir la force de recommencer leurs travaux le lendemain, dans la ferme persuasion qu'ils ne jouiront jamais du fruit de leurs efforts. Le seigneur du village, Fédor Grégorievitch, est le seul ici qui ne travaille pas, et les jouissances dont il dispose l'emportent de beaucoup néanmoins sur celles de tous les autres habitans du pays; mais il n'y est pour rien, elles lui viennent tout naturellement. Il vit, à ce que l'on prétend, dans une oisiveté beaucoup plus complète que Lévka; seulement celui-ci supporte très patiemment les privations, tandis que Fédor Grégorievitch est d'une exigence extrême.

« Je ne sais vraiment pas de quoi Lévka se nourrit; mais tout idiot qu'il

est, lorsqu'il a cueilli des fraises ou des champignons, ne croyez point que vous parviendriez facilement à lui faire comprendre qu'il ferait bien de ne manger que les fraises vertes et les champignons communs, et de laisser à d'autres, au père Vassili par exemple, les fraises mûres et les champignons les plus délicats. Lévka n'a point, il est vrai, de domicile, et il ne remplit aucun des devoirs que la société impose à chacun de nous comme citoyen et comme membre d'une famille; mais tous les hommes qui habitent sous un toit sont-ils irréprochables à cet égard? Le sacristain a sept autres enfans des deux sexes, et ils vivent dans un état de guerre perpétuelle entre eux et avec leur père. — Tout cela est bien, me direz-vous; mais, au demeurant, Lévka mène une bien triste existence? — C'est une question; il s'est rapproché de la nature; il en comprend toutes les beautés à sa façon, tandis que, pour la plupart des hommes, la vie n'est qu'une suite de formalités, de devoirs fatigans et qui n'amènent aucun résultat.

« Cependant, le temps des vacances étant passé, il fallut retourner dans le couvent. Lorsque mon père eut attelé notre cheval pie au *téléga*, pour me reconduire, Lévka vint se poster près de la haie; il s'y tenait à l'écart, appuyé contre un poteau, et essuyait de temps en temps ses yeux avec la manche sale de sa chemise. Je le quittais avec regret, et lui donnai plusieurs objets de peu de valeur; il les regardait d'un air triste. Tout étant prêt, il fallut monter en téléga; Lévka s'approcha de moi et me dit, avec une expression de douceur et de chagrin qui m'émut profondément : — Adieu, Séneka; — puis il se baissa, prit Charik dans ses bras et me le tendit en ajoutant : — Séneka, emmène Charik avec toi. — Ce chien était ce qu'il avait de plus cher au monde, et il me le donnait. J'eus beaucoup de peine à le lui faire reprendre; je lui dis que j'acceptais Charik, mais que ne pouvant le garder auprès de moi, je le priais d'en avoir soin; c'est à cette condition seulement qu'il consentit à ne point s'en séparer. Nous partîmes; Lévka se jeta dans le bois et gagna un monticule au pied duquel passait la route. L'ayant aperçu de loin, je lui fis des signes avec mon mouchoir; il resta immobile, appuyé sur son bâton.

« Le souvenir de Lévka ne me quittait pas, et je réfléchissais souvent aux causes qui avaient pu déterminer l'état étrange de son esprit. Cette question me préoccupa bientôt à un tel point que j'en vins à négliger les graves considérations que l'on nous exposait au séminaire pour des sujets d'études purement terrestres, quoique je reconnusse, comme tous mes condisciples, la misère de notre condition et le néant des choses humaines. L'idée d'étudier la médecine s'étant présentée à mon esprit, j'osai en parler à mon père. A cette insinuation il entra dans une colère épouvantable. — Ah ! misérable que tu es, s'écria-t-il, je vais te prendre par le toupet, et quand je t'aurai bien secoué, tu m'en diras des nouvelles. Nos ancêtres, qui te valaient bien, n'ont jamais eu l'idée d'embrasser une autre condition, et toi tu oses y songer! Quelle honte pour moi! Voilà donc les consolations que ce fruit de mon amour réservait à ma vieillesse! Le sacristain n'aura plus rien à m'envier; voilà ce l'on gagne à fréquenter un imbécile; on finit par se mettre à son niveau. Et c'est toi, esprit simple, ajouta-t-il en s'adressant à ma mère, qui l'as perverti à ce point. — Il me fut impossible de comprendre ce que la tendresse de ma

mère pour moi pouvait avoir de commun avec mon désir d'étudier la médecine. — Seigneur Dieu ! pensai-je, suis-je donc vraiment si coupable ? A entendre mon père, on dirait que je lui demande la permission d'aller détrousser les passans sur la grande route. »

A partir de ce moment, et malgré le désir de ses parens, la vocation du jeune étudiant est fixée. Il sera médecin, et toute sa vie sera consacrée à l'étude de ces maladies morales dont il a déjà observé quelques traits dans son village. Quant à l'idiot Lévka, l'obscurcissement de ses facultés augmente avec l'âge, et l'auteur le montre condamné à l'isolement, à la misère, mais heureux encore dans sa sauvage indépendance. Ces premières pages du roman intitulé *le Docteur Kroupof* nous ont paru dessiner avec une simplicité touchante l'idée de ce livre, espèce de tableau des souffrances et des folies humaines, où l'humeur satirique propre au génie russe est tempérée par la sensibilité germanique.

C'est dans ce contraste de l'esprit russe et de l'esprit allemand que réside surtout, nous le répétons, le charme des compositions dont nous avons cherché à donner une idée en unissant la citation à l'analyse. Tandis que la vie russe est décrite de plus en plus par des romanciers préoccupés de rester fidèles au génie national, M. Hertzen aborde la même tâche en conciliant cette préoccupation un peu exclusive avec des sentimens et des souvenirs puisés à une autre source. Comme cet instituteur Dmitri placé en présence du général Négrof, il apporte au milieu d'une société façonnée à l'obéissance et au culte de la tradition les habitudes rêveuses et les inquiètes aspirations des universités allemandes. Aussi, tout en marchant dans la voie tracée par Gogol, se distingue-t-il des écrivains contemporains de la Russie par une sorte d'exaltation fébrile qui leur est étrangère. A côté des calmes et minutieux tableaux où ils se complaisent, et où domine l'instinct satirique, les récits de M. Hertzen gardent un cachet d'émotion et de mélancolie qui leur est propre. Un esprit si heureusement doué, si bien préparé pour fixer quelques-uns des plus curieux aspects de la société russe, abandonnera-t-il une tâche qu'il a commencée avec tant de succès ? Le pamphlétaire prendra-t-il décidément chez M. Hertzen le pas sur le romancier ? Le caractère même de ses derniers écrits politiques nous autorise à en douter, et s'il veut rentrer dans une voie où de brillans récits marquent dignement sa trace, la Russie pourra compter une de ses gloires littéraires dans celui qui a déjà pris place parmi les plus habiles continuateurs de Gogol.

H. Delaveau.

LE

PALAIS DE CRISTAL

DE SYDENHAM

A MONSIEUR LE DIRECTEUR DE LA REVUE DES DEUX MONDES.

Paris, 28 juin 1854.

Je viens de visiter le palais de cristal de Sydenham, mon cher monsieur, et je voudrais vous donner quelques détails sur ce monument extraordinaire si digne de fixer l'attention publique. Je n'ai pas la prétention de décrire tout ce que renferme cette immense exposition, bien plus grande que l'exposition de Hyde-Park en 1851. Douze ou quinze volumes ont à peine suffi pour les catalogues des diverses spécialités que renferme le palais. Vous comprendrez que je ne cherche point ici à résumer ces catalogues. J'ai un autre but, moins ambitieux, mais plus utile peut-être; il m'a semblé qu'un aperçu sur l'ensemble de l'entreprise suffirait pour donner à beaucoup de mes compatriotes le désir de voir ce que je renonce à raconter; il m'a semblé aussi que l'idée qui a donné naissance à la magnifique exposition de Sydenham méritait bien d'être mise en lumière et appréciée dans notre pays.

Pourquoi aimons-nous si peu à voyager, nous autres Français? Est-ce indolence, paresse, orgueil qui nous persuade que le bien n'est que chez nous, et que nous n'avons rien à apprendre ailleurs? Qu'y a-t-il d'étonnant au reste que cette terre de France, si attrayante pour toutes les nations, n'ait pas de moindres charmes pour ses habitans, et qu'un Français ait autant de peine à sortir de France qu'un étranger a de plaisir à y venir? Au reste, je suis le premier à

m'accuser d'une pareille répugnance, et mon plus grand bonheur quand j'ai quitté la France, c'est d'y rentrer. Mais si ce n'est guère un plaisir, ne serait-ce pas parfois un devoir pour nous d'aller de temps à autre prendre hors de notre pays, pour les y rapporter, les y propager, quelques-unes de ces idées nouvelles qui peuvent naître chez des races autres que la nôtre, ou quelqu'une de ces institutions récentes qui ont pour but d'adoucir le sort de nos semblables et de nous faire aimer d'eux en les rendant meilleurs et plus instruits? Je crois qu'on voyagerait davantage, si, moins égoïstes, plus désireux d'accroître le bien-être dans tous les rangs de la société, nous réfléchissions et nous nous intéressions davantage aux nombreuses et généreuses expériences que provoque aujourd'hui dans tant de pays autour de nous le désir d'améliorer la condition de l'humanité. De ces belles et louables tentatives, il s'en fait en France, grâce à Dieu; mais il s'en fait aussi beaucoup hors de France, sous l'influence de mœurs et d'institutions différentes des nôtres. Je crois que nous ne nous en préoccupons pas autant que nous le devrions; il faudrait aller les examiner de près, en observer l'influence sur le bonheur et les progrès des peuples, et en rapporter en France ce qui serait applicable à notre société.

Je faisais dernièrement ces réflexions en lisant la belle phrase prononcée il y a quelques jours dans une réunion publique par M. Laing, membre du parlement, président du comité de la société du palais de cristal de Sydenham : « Il est évident que pour atteindre le but qu'elle a en vue, la société doit associer à sa conception la pensée du développement de l'éducation et des progrès de l'instruction dans le peuple anglais. » C'est en effet là un des buts les plus intéressans que s'est proposé cette association appelée la *Compagnie du palais de Sydenham,* qui en deux ans vient de dépenser 25 ou 30 millions pour fonder cet immense établissement, qui profitera à l'instruction tout autant qu'à l'agrément du peuple anglais. Puisque nous n'avons rien de pareil chez nous, allons voir de près cette curieuse expérience; de semblables efforts valent bien la peine que les hommes sérieux et qui aiment leur pays s'en préoccupent; c'est là, ce me semble, un véritable devoir, et d'autant plus facile à accomplir, qu'à côté du devoir se trouvent dans ce voyage, vous pouvez m'en croire, un intérêt et un plaisir extrêmes.

La première idée du palais de cristal de Sydenham a été conçue au sein du comité de la Société des arts, des manufactures et du commerce, qui, ces jours derniers, a célébré le centième anniversaire de sa fondation dans un banquet donné au palais même. C'était aussi cette société qui la première avait émis l'idée de l'exposition universelle de 1851. Si on jette en arrière un regard attentif, on verra que presque toutes les grandes choses de ce siècle ont été conçues et

exécutées par des sociétés ou associations particulières, et rien n'est plus naturel, car la force intellectuelle comme la puissance matérielle réside au suprême degré dans l'association, cette forme vivante de l'amour de l'homme pour son prochain. Les associations industrielles elles-mêmes, qui semblent d'abord n'avoir que l'intérêt pour but, ont toujours eu quelque résultat profitable à l'humanité.

Le palais de cristal de Sydenham, qu'on peut à juste titre appeler la huitième merveille du monde, dépasse en grandeur les sept autres autant que notre civilisation dépasse celles des Assyriens, des Égyptiens et des Grecs. Tandis que les pyramides, les jardins suspendus de Babylone, ces monumens de l'orgueil des rois, coûtèrent la vie à bien des milliers de pauvres gens, sans atteindre aucun but d'une utilité reconnue, — on se réjouit en songeant que la construction du palais de cristal de Sydenham, loin de compromettre la vie de personne, a fait vivre bien des ouvriers, que de plus elle enrichira très probablement ses actionnaires, et que, quoi qu'il arrive, ce monument sera pour toutes les classes de la société anglaise et pour les visiteurs étrangers une source d'instruction constante, un admirable enseignement vivant du passé et du présent, une source d'amélioration pour l'avenir. Que ceux qui soutiennent que le monde ne marche pas de progrès en progrès, que ceux qui voudraient faire rétrograder la société, sous prétexte que notre XIXe siècle ne vaut ni l'antiquité ni le moyen âge, qu'ils viennent tous visiter le palais de cristal, cet immense résumé de notre civilisation; qu'ils réfléchissent à l'idée élevée, charitable, vraiment généreuse, qui a inspiré cette grande œuvre; qu'ils voient avec quelle rapidité inconcevable, avec quelle puissance de moyens cette idée a été mise à exécution, — et s'ils sont consciencieux, ils rendront justice à la supériorité morale, scientifique et industrielle de notre âge.

Je me souviens que l'an dernier, par une chaude soirée du mois d'août, je me promenais sur une de ces collines du canton de Vaud d'où la vue embrasse tout le lac de Genève, les montagnes de la Savoie et une immense étendue de pays; je causais de sujets religieux avec un des meilleurs et plus aimables pasteurs que je connaisse, et j'ajouterai un des plus instruits, qui m'a souvent rappelé par la finesse de son esprit et son goût pour la science les portraits qu'on nous fait de l'excellent Lavater. Nous parlions de l'amour de l'humanité qui va sans cesse se propageant dans les institutions et dans les mœurs, des élans d'affection qu'on se sent parfois dans le cœur pour tous les hommes, du grand besoin d'aimer et de faire du bien que développent en nous ces magnifiques scènes de la nature; nous repassions dans nos souvenirs le nom des grands génies qui ont le plus contribué à l'affranchissement physique, moral et intellectuel des hommes, aux progrès de toutes les classes de la société, et

particulièrement des classes les plus pauvres et les plus nombreuses. Lorsque je sortis, il y a quelques jours, du palais de cristal, le souvenir de cette conversation m'est revenu à l'esprit, et je me suis dit que parmi les bienfaiteurs de notre race, il faudrait placer le nom de l'homme qui conçut l'idée de cette populaire entreprise et qui l'exécuta. Cet homme, dont le nom doit être honoré et béni, quel est-il? Il s'appelle *légion*, car cette grande et généreuse pensée n'est pas celle d'un homme seul; elle est l'expression du progrès d'un peuple entier, d'une nation forte qui depuis quelques années marche avec persévérance dans cette voie large et loyale où les puissans aident les faibles, les savans instruisent les ignorans, les bons améliorent les mauvais, où en un mot l'amour s'étend de plus en plus entre toutes les classes de la société et les relie entre elles pour le bien, le bonheur et l'avantage de toutes.

C'est en effet un des traits caractéristiques de la vie de la nation anglaise pendant ces dernières années, que ce travail constant des individus comme du gouvernement en faveur du peuple. Morale, science, industrie, tout a été mis à la portée des classes nombreuses, pauvres et ignorantes. On n'a pas oublié la grande réforme douanière et industrielle de sir Robert Peel, qui avait pour but direct et qui a eu pour résultat immédiat l'amélioration de la condition physique du peuple. Si l'on se place à un autre point de vue, n'est-elle pas innombrable, la quantité publiée dernièrement en Angleterre de ces petits écrits populaires à très bon marché, guides pour la conduite de la vie, directions pour le choix d'un état, de traités scientifiques à la portée des esprits les moins cultivés, et d'une utilité pratique précieuse pour les plus simples ouvriers? Bien plus, des savans de premier ordre, des économistes distingués, des hommes politiques, comprenant que le temps est venu pour les classes supérieures d'entrer en rapport direct avec le peuple, ont ouvert des cours publics dans les grands centres d'industrie, et ils y professent eux-mêmes gratuitement. Quelle belle et sainte communion que celle de l'éducation et de l'instruction, trésors qui ne doivent pas plus que l'or et l'argent rester l'apanage exclusif de la naissance, et qui, répandus avec libéralité par les plus riches sur les plus humbles, créent et cimentent des liens de fraternité et d'égalité bien autrement réels et puissans que ceux résultant d'institutions sociales ou de lois politiques toujours fragiles et transitoires?

Si le sentiment qui a inspiré l'idée du palais de Sydenham est des plus généreux, il faut reconnaître que l'exécution a été digne de la conception. C'est un immense bâtiment avec une charpente en fer et des murs en plaques de verre; sa forme est celle d'une nef coupée au milieu par un transept beaucoup plus élevé et aux deux extrémités par deux autres transepts un peu moins hauts; les toits sont

arrondis en dôme. L'aspect général est léger et très gai : léger, car l'œil ne rencontre aucune masse de bois ou de pierre lourde et impénétrable, puisque tous les murs sont en verre enchâssé dans du fer; gai, car le fer peint en bleu et le verre blanc et brillant offrent aux regards une masse de couleur très douce et presque trop éclatante. Ce diamant étincelant se détache sur un admirable paysage de verts très variés, depuis le ton un peu cru des prairies jusqu'à celui du feuillage jaunâtre des arbres et des blés commençant à mûrir. On a construit le monument sur le haut d'une colline peu élevée, mais dominant une assez grande étendue de pays, de sorte que de très loin à la ronde on voit briller cette masse de cristal, et que de la terrasse même du palais les visiteurs jouissent d'un charmant coup d'œil sur une ravissante contrée. En admirant avec quelle rapidité cet édifice immense a été terminé en moins de deux ans, je me demandais pourquoi on ne fait pas plus souvent usage d'un mode de construction aussi facile et aussi économique : l'invention, qui appartient à M. Paxton, quoique récente, puisqu'elle ne remonte pas au-delà du palais de Hyde-Park construit pour l'exposition universelle de 1851, a bien fait ses preuves. Une application sur une aussi grande échelle et couronnée d'un si grand succès aurait dû, ce me semble, propager plus rapidement ce mode de construction, particulièrement convenable pour des lieux de réunion publique ou de grands établissemens industriels (1).

On peut venir au palais de Sydenham par un petit embranchement du chemin de fer de Londres à Douvres et Brighton. Les étrangers arrivant à Londres l'aperçoivent à l'horizon, sur leur gauche, une demi-heure avant la station de London-Bridge; mais ceux qui n'ont pas vu l'exposition universelle de 1851 ne doivent rien comprendre à ce gigantesque globe de cristal placé sur une hauteur et dominant tout le pays environnant. En revenant en France, il m'apparut sous un aspect vraiment magique; c'était le soir, vers huit heures; le soleil se couchait derrière la colline qui sert de piédestal au palais, et ses derniers rayons étincelaient à l'horizon à travers les parois de verre du bâtiment; on aurait cru voir la réalisation vivante d'un de ces palais féeriques des contes des *Mille et Une Nuits*. Je

(1) M. Paxton, qui a été créé baronnet après l'exposition universelle de 1851, vient de recevoir du duc de Devonshire, chez qui il a longtemps été employé en qualité de jardinier en chef, une coupe en or, en souvenir de l'ouverture du palais de Sydenham. Cette coupe est ornée de l'inscription suivante, aussi honorable pour le donateur lui-même que pour sir Joseph Paxton : « Dans ce jour heureux que célèbrent la présence de la reine et ses félicitations, ce 10 juin 1854, cette coupe a été offerte à sir Joseph Paxton par son affectionné et dévoué ami Devonshire; chacun peut comme moi aujourd'hui apprécier son talent, son habileté et la simplicité de ses combinaisons, mais personne autant que moi ne connaît l'excellence de son cœur et de son caractère, et les qualités chrétiennes et affectueuses qui le distinguent. »

n'oublierai jamais l'effet bizarre de ce dôme bleuâtre se détachant sur le fond jaune du ciel doré par les derniers rayons du soleil couchant, et noyant sa base dans les ombres vertes foncées et presque noires des prairies déjà plongées dans l'obscurité. J'aurais voulu voir aussi la lune se lever derrière ces murailles de verre, j'aurais eu sans doute un spectacle un peu analogue à celui dont je fus témoin une fois dans la vallée de Chamouny, lorsque j'aperçus les rayons de la lune, glissant le long de la cime du Mont-Blanc, venir éclairer de leur pâle lumière les bleuâtres pyramides du glacier des Bossons.

En arrivant à Sydenham, on se trouve au bas d'un beau parc qui remonte par des pentes assez douces jusqu'au pied des terrasses sur lesquelles s'élève le palais. Du débarcadère, une immense galerie vitrée conduit à couvert à l'aile du sud; mais il est beaucoup plus agréable de traverser le parc coupé de belles pièces d'eau et accidenté par des mouvemens de terrain disposés avec goût. Au fond d'une petite vallée, sur le bord d'un lac factice, on aperçoit des représentations fort curieuses de ces monstres antédiluviens qui de l'état fossile ont été en quelque sorte ressuscités par le génie des Cuvier et des Geoffroy Saint-Hilaire.

La façade du palais est bordée de terrasses et d'escaliers aussi majestueux et aussi imposans que ceux de Versailles; des statues en grand nombre les décorent; à droite et à gauche de l'entrée du transept central règnent de larges galeries ouvertes sur le devant, d'où l'on peut jouir à l'aise, en s'asseyant, de la vue du parc qui se déploie à vos pieds, et au-delà de l'aspect riant des vertes campagnes du comté de Kent. Il est impossible, je crois, de rendre la vive émotion d'admiration et de surprise qu'on éprouve lorsque, se plaçant au centre de cet édifice immense, à la croisée du transept central et de la nef, on promène ses regards tout autour ou au-dessus de soi. Les mesures exactes de chacune des parties du bâtiment ne donneraient de cet effet d'ensemble qu'une idée imparfaite, car les chiffres parlent peu à l'imagination. Je ferai donc grâce des chiffres, et je dirai seulement que les tours de Notre-Dame pourraient s'abriter sous le dôme du transept central, et que le boulet d'une pièce de campagne tiré d'une extrémité de la nef n'atteindrait pas l'extrémité opposée. On peut encore se faire une idée de l'immensité de l'édifice par ce fait, que de l'un des balcons situés aux deux bouts il est presque impossible de distinguer si les personnes assises à l'autre bout sont des hommes ou des femmes.

Comme deux idées différentes ont présidé à l'établissement du palais de cristal, l'une d'instruction populaire, l'autre purement industrielle, on doit trouver deux divisions dans l'exposition. L'une, artistique et scientifique, est représentée par les collections d'animaux, d'arbres et de plantes, par les reproductions de monumens

des différens âges et des chefs-d'œuvre de l'art plastique; l'autre division est le bazar, l'exposition de l'industrie contemporaine montrant ses produits et les vendant. Parlons d'abord de la première partie; aussi bien c'est celle qui attire le plus la curiosité.

Aucun peuple n'aime autant à voyager que le peuple anglais, aucun n'est à pareil degré dévoré de ce besoin de locomotion qui pousse l'Anglais hors de chez lui avec femme et enfans dès qu'il a mis de côté les fonds nécessaires au voyage; mais comme la plus petite excursion sur le continent coûte de l'argent et du temps, les classes les plus nombreuses, tous les ouvriers, les artisans en général, peuvent rarement se donner cette satisfaction. Les constructeurs du palais de cristal se sont dit : — Puisque le peuple n'a ni le temps, ni l'argent nécessaire pour aller visiter le monde, amenons le monde ici, en Angleterre, devant le peuple anglais, et procurons à nos concitoyens les moyens de plaisir et d'instruction dont ils ont été jusqu'ici privés. — Et cette pensée aussi généreuse que hardie a été mise à exécution avec une rapidité et un bonheur inoui. C'est donc le spectacle de la terre entière qui se déroule à vos yeux, non pas en peinture comme dans un panorama, mais en chair et en os, si je puis m'exprimer ainsi. Ici vous voyez, au milieu des arbres les plus rares et des fleurs les plus précieuses, originaires de chaque pays, les animaux qui vivent dans ces mêmes climats; toutes les variétés différentes de la race humaine, depuis le Lapon jusqu'au nègre, depuis le Chinois et le Malais jusqu'à l'Indien d'Amérique, sont représentées par des figures faites avec la plus parfaite exactitude d'après le type ethnologique de chaque espèce. Pour ajouter à l'illusion, on a arrangé des groupes de manière à former des scènes animées, telles que chasses, réunions de tribus, intérieurs de famille; vous pouvez, par exemple, assister au spectacle d'une chasse au tigre à dos d'éléphant dans l'Inde; au milieu d'épais mâquis, l'éléphant, surmonté de sa tour garnie de chasseurs, repousse un tigre qui se jette sur lui; du haut de l'éléphant des Indiens se battent contre le tigre à coups de fusil et de lances, d'autres chasseurs à pied lui jettent de loin des flèches. Ailleurs vous assistez à une de ces scènes de désolation des régions arctiques si bien dépeintes dans l'intéressant voyage du lieutenant Bellot : au milieu d'une nature rachitique, entourée de glace et de neige, une famille de Lapons fait la cuisine, tandis qu'à quelque distance des phoques et des ours blancs s'observent mutuellement.

Des fontaines entourées des plus belles fleurs du monde, de gais parterres de plantes rares entretenues avec soin, sont placés de distance en distance dans la longueur de la nef. Cette vue réjouissante repose les yeux et l'esprit, et sert comme de transition et de séparation entre les diverses scènes qui devraient se passer à des mil-

liers de lieues l'une de l'autre. J'ai été surpris de la quantité vraiment incroyable de plantes et de fleurs qu'on a déjà pu rassembler, et qui doit être bien considérable, si l'on songe aux proportions gigantesques de ce jardin d'hiver. J'ai remarqué particulièrement de magnifiques palmiers dans la partie égyptienne, et ailleurs des rhododendrons des plus rares et des plus grands.

Après ce cours d'ethnologie et d'histoire naturelle, si l'on veut suivre un cours complet d'archéologie, étudier l'art sous toutes ses formes et à toutes ses époques, depuis l'antiquité la plus reculée jusqu'à nos jours, le palais de cristal offre un assemblage de ressources vraiment merveilleux. Au prix des plus grands sacrifices d'argent, secondée par d'habiles archéologues et des artistes pleins de goût et de savoir, l'administration a reconstruit et restauré des spécimens fort exacts et des modèles de l'art depuis ses origines et à travers toutes les civilisations. On peut ainsi se promener à son choix dans les salles d'un palais de Ninive, dans l'intérieur d'un temple égyptien, dans la cour des Lions ou les appartemens de l'Alhambra; ensuite on s'assoira sous un palmier devant les colosses d'Ibsamboul, de cent pieds de hauteur, au milieu d'une avenue de sphinx; après, on visitera soit une pagode chinoise, soit les sculptures du Parthénon, ou on parcourra la maison de Diomède à Pompéia, restaurée avec une si parfaite exactitude, que l'illusion serait complète, si l'on n'était entouré d'hommes en redingotes et en habits. Ainsi en bien peu de temps on aura une idée assez vraie, non pas seulement de l'art, mais aussi des mœurs et de la vie même des principaux peuples de l'antiquité. Ce qui ajoute beaucoup de prix à ces utiles collections, c'est le scrupule consciencieux avec lequel ces restaurations ont été conduites; les documens les plus récens et les plus authentiques, ou même les indications fournies par des voyageurs, ont dirigé les artistes qui ont entrepris ces travaux d'un genre si délicat.

Mais si ces souvenirs des anciennes civilisations ne se présentent à nous qu'à travers des restaurations qui, quoique consciencieusement exécutées, offrent néanmoins matière à contestation, il n'en est pas de même pour l'art byzantin, pour l'art du moyen âge et pour l'art moderne. Aussi éprouve-t-on, sinon une plus grande curiosité, au moins une plus complète satisfaction, en parcourant les nombreuses salles où l'on a exposé les monumens de ces différentes époques de l'art. D'abord l'art religieux apparaît presque seul, art grossier à l'origine dans l'exécution, mais naïf et plein de foi dans l'expression. Les productions de cette époque sont exclusivement religieuses, tombeaux, statues mortuaires, bas-reliefs d'églises, baptistères, vases sacrés, etc.; puis on passe à l'art gothique, qui, par ses formes allongées, semble s'élancer à travers les nuages jusqu'au ciel, comme l'imagination allemande qui l'a engendré; ensuite on

arrive aux œuvres de la renaissance, qui rappelle le paganisme, où elle s'est parfois trop inspirée : art savant, habile, gracieux, mais sans conviction, à l'exception du génie si original, si triste et si puissant de Michel-Ange. On doit très particulièrement des remercîmens à l'administration pour avoir reproduit et exposé toutes les belles statues de ce grand artiste, entre autres celles de la chapelle des Médicis à Florence.

Ce qui complète cette exposition si curieuse et si instructive de l'archéologie et de l'art à travers tous les âges et toutes les civilisations, c'est une collection de plâtres moulés qui permet de passer en revue les chefs-d'œuvre de la statuaire à chaque époque et chez tous les peuples. Pour former une réunion aussi nombreuse, il a fallu mettre à contribution tous les musées publics et beaucoup de galeries particulières dans le monde entier. Il paraît que partout, sauf dans deux ou trois circonstances, les artistes envoyés par l'administration du palais de cristal ont été accueillis avec empressement, et qu'on leur a donné toute facilité pour exécuter les moules des statues. Si l'on songe combien de centaines d'épreuves ont été rapportées de tous les coins du monde pour former ce musée, on s'étonnera de la persévérance et de l'activité qu'on a dû déployer pour obtenir pareil résultat, et on se félicitera que par ce résultat ainsi atteint on ait créé et développé des liens nouveaux entre l'Angleterre et toutes les nations qui ont l'une après l'autre apporté leur tribut à cet immense *pandæmonium* de l'art humain.

Lors de ma visite au palais de Sydenham, un grand nombre d'ouvriers travaillaient à terminer plusieurs des salles encore inachevées. J'entendais parler autour de moi plusieurs langues, et la physionomie de ces ouvriers aussi bien que leur langage me démontra qu'ils appartenaient à différens pays. Je reconnus dans ce fait un service de plus qu'on doit à l'entreprise du palais de cristal : elle a réuni pour une même œuvre les efforts et les travaux d'artistes et d'ouvriers qui ne se connaissaient sans doute pas jusqu'alors, et qui, dans ce travail commun, ont appris à s'apprécier mutuellement et à s'estimer. Pour moi, je verrai toujours avec joie et reconnaissance tout progrès vers l'établissement de cette grande confraternité qui embrassera un jour l'humanité entière sans distinction de peuples ni de races. Lorsqu'à l'heure des repas les portes du palais vomissent ces flots d'ouvriers de différens pays, français, anglais, allemands, italiens, hongrois, etc., rien n'est curieux comme d'entendre bourdonner aux oreilles tous ces dialectes différens comme une musique discordante. On croirait assister à la dispersion des nations lors de la chute de la tour de Babel ; mais les ouvriers de la tour de Babel furent frappés et dispersés par la colère de Dieu parce que, dans leur pensée impie, ils voulurent lutter contre sa puissance : leur œuvre était

mauvaise. L'œuvre des ouvriers de Sydenham, au contraire, sera bénie, car elle tend à instruire, à élever, à unir les hommes entre eux, et par là elle avance le règne de Dieu sur la terre.

La partie du palais de cristal destinée à l'exposition de l'industrie contemporaine offre jusqu'à présent beaucoup moins d'intérêt que la partie artistique; mais cela tient principalement à ce qu'un très petit nombre de boutiques et de dépôts y sont encore établis. Malgré l'opinion contraire de personnes graves et compétentes, j'ai la conviction que le succès de cette partie de l'œuvre est assuré. D'ici à deux ans, il n'y aura pas un fabricant, pas un industriel important dans le monde entier, qui n'établisse un dépôt au palais de cristal de Sydenham. Il me semble en effet impossible que les industriels anglais et étrangers méconnaissent longtemps l'immense avantage d'être constamment représentés dans ce bazar toujours ouvert, et sans cesse parcouru non-seulement par les habitans de l'Angleterre, mais par ces milliers de voyageurs qui traversent la Grande-Bretagne. Combien de marchands, de boutiquiers, dépensent chaque année des milliers de francs en annonces dans les journaux, en affiches, en prospectus, dont un bien petit nombre atteint et frappe le public? Ne leur sera-t-il pas beaucoup plus économique et profitable d'avoir un dépôt et un magasin de vente à Sydenham, et, tout en exposant et débitant leurs produits, de se servir ainsi d'affiches et de prospectus à eux-mêmes? Un raisonnement aussi simple ne peut manquer de frapper l'esprit dans un pays qui a poussé si loin le système de la publicité industrielle. Quant aux fabricans étrangers, ils seraient bien peu intelligens, s'ils ne saisissaient cette merveilleuse occasion de faire connaître leurs produits, non-seulement au peuple le plus riche et le plus grand consommateur de l'univers, mais en même temps aux voyageurs qui de toutes les parties du monde affluent en Angleterre.

Voilà donc de nouveaux liens établis pour l'industrie et par l'industrie entre tous les peuples qui enverront leurs produits à ce bazar universel. Réunis dans ce grand centre commun, les marchands, les producteurs du monde entier se verront, se connaîtront, échangeront leurs idées, apprendront même à perfectionner leur fabrication en examinant celle de leurs rivaux. Quels progrès résulteront pour l'industrie de cette concentration! et par suite, quels avantages en découleront pour le consommateur et dans le bon marché et dans le perfectionnement de la marchandise! Quant au public, il sentira vite combien il lui sera commode et économique de s'approvisionner dans ce bazar, où se trouveront réunies dans un espace restreint les marchandises de toute espèce qu'autrement il lui faudrait aller chercher dans bien des villes et dans bien des pays.

J'ai entendu quelques personnes habiles et expertes en ces ma-

tières discuter et mettre en doute le succès financier de la société qui a entrepris le palais de cristal. Suivant elles, l'entreprise ne réussira que si on obtient l'autorisation d'ouvrir le palais pendant le dimanche, ce qui est contraire à la législation actuelle de l'Angleterre. Pour moi, quelle que soit l'utilité de cette mesure pour les classes ouvrières en particulier, je ne subordonne pas à cette question le succès financier de la société. D'ailleurs j'espère, j'ai même la conviction que très prochainement cette question sera résolue affirmativement. Le bon sens élevé et pratique du peuple anglais, des hommes qui le gouvernent, et, il faut le dire à sa gloire, du clergé anglican, triomphera des préjugés qui s'y opposent. En Angleterre, les préjugés défendent plus ou moins longtemps leur terrain, mais ils finissent toujours par céder, non pas à la violence et à la passion de quelques esprits, mais à la puissance de l'opinion publique de la majorité. On comprendra bientôt généralement qu'après avoir célébré le dimanche dans les églises et par des prières, on peut encore célébrer cette journée dans tous les lieux où le cœur et l'esprit s'élèvent vers Dieu et par tous les actes qui mettent l'homme en communion avec son créateur. Par conséquent c'est sanctifier et non profaner le jour du Seigneur que d'en employer une partie à admirer au palais de cristal les œuvres de la création ou les produits du génie humain. S'instruire, c'est s'améliorer; s'améliorer, c'est se rapprocher de Dieu et l'honorer. Quoi qu'il en soit sur cette question particulière, et quoique je n'aie pas sous les yeux les documens précis nécessaires pour établir exactement le bilan de cette œuvre immense, qui a coûté, dit-on, de 25 à 30 millions; quoiqu'il soit impossible aujourd'hui de calculer quelles seront les recettes, quelle somme exigera l'entretien d'une pareille construction, la surveillance et l'administration d'un édifice aussi gigantesque avec un parc immense, des bassins et des conduites d'eau comme à Versailles; malgré tout cet inconnu, j'affirme dès ce moment avec assurance que cette œuvre doit réussir. Elle ne périra pas, j'en ai la plus profonde conviction, car il y a dans le monde une Providence qui veille sur les grandes idées dont la réalisation importe à tous les peuples; elle veut que les sociétés marchent sans cesse par les progrès de l'éducation et de l'instruction vers une confraternité universelle, et elle soutient de sa main toute-puissante les œuvres humaines qui, comme le palais de Sydenham, cette encyclopédie vivante et progressive du XIXe siècle, sont à la fois un centre d'union, un gage de paix et un moyen de perfectionnement pour toute l'humanité.

BENJAMIN DELESSERT.

LE RETOUR

POÉSIES DE JEUNESSE.

On a déjà lu ici plusieurs des poésies qui ont rendu populaire en Allemagne le nom de M. Henri Heine (1). Le cycle de *Lieder* que nous publions aujourd'hui, et que M. Heine a intitulé *le Retour* (*Heimkehr*), est un de ceux où se dessine le plus nettement l'originalité du poète. Si une traduction pouvait rendre tout ce que l'auteur a mis de grâce et de finesse, de passion et d'ironie sous une forme admirablement simple, les strophes de ce poème seraient un curieux spécimen de l'espèce de révolution accomplie par M. Henri Heine dans la littérature lyrique de son pays. On sait avec quelle persistance souvent heureuse l'école appelée romantique s'est longtemps efforcée en Allemagne d'opposer les naïves inspirations du moyen âge aux procédés de la poésie savante. Malheureusement les romantiques ne faisaient que reproduire sans art la rusticité de ces vieilles chansons, ou bien, par une réaction en sens contraire, ils allaient se perdre dans des subtilités prétentieuses. L'auteur du *Retour* a emprunté aux poésies du peuple ce qu'il fallait y chercher en effet, la simplicité, la clarté candide, l'expression fraîche et sincère. Il a fait disparaître l'appareil lyrique déployé par les maîtres, et l'émotion a parlé toute seule. Point d'exclamations, point d'apostrophes, point de ces procédés un peu solennels, comme il y en a chez Klopstock, chez Schiller et jusque dans les strophes harmonieuses d'Uhland. M. Henri Heine voulait que le sentiment sortît du cœur comme la source sort du rocher. Cette simplicité toutefois n'excluait pas le mouvement varié de la passion. La joie et la douleur, les tendresses les plus suaves et l'ironie la plus sanglante, toute la gamme des sentimens qui peuvent inspirer le poète lyrique se déroule à l'aise dans cette langue si ingénieusement familière, et les strophes allemandes du *Heimkehr*

(1) Voyez les livraisons du 15 juillet et du 15 septembre 1848.

sont un exemple de ce mélange habile qui a fait la fortune du *Livre des Chants*.

Indépendamment de l'intérêt littéraire qui s'attache en Allemagne à l'ensemble de pièces intitulé *le Retour*, ce groupe de chansons tendres ou railleuses a encore pour la France un intérêt particulier. Le même cycle lyrique qui a été pour le public allemand une hardie protestation contre les subtilités du romantisme devient pour nous un chapitre curieux de l'histoire intime du poète. Au moment où l'auteur de *l'Allemagne* se retourne vers son passé pour l'expliquer et le raconter, au moment où il termine ces *Confessions* qui nous initieront aux premières phases de sa vie littéraire, — il y a quelques aspects de cette vie que l'on connaîtrait mal, si on ne pouvait, à côté des troubles de l'esprit, interroger les émotions du cœur, si on ne parvenait à lire dans l'âme de l'homme comme dans celle de l'écrivain. Que de pages de l'humoriste dont il faut chercher le secret dans les chants du poète! C'est quelques-unes de ces révélations que nous donnent les strophes du *Retour*. L'influence de la nature du Nord sur l'âme de celui qui analysera plus tard avec une si rare finesse les origines de l'art germanique est accusée très vivement dans la plupart de ces charmans *Lieder*. Le lien qui unit le doute dans l'amour au doute intellectuel, la plainte du cœur aux révoltes de l'esprit, n'est-il pas aussi singulièrement visible pour quiconque les lit avec attention? — *Le Retour*, qui est pour l'Allemagne une tentative lyrique des plus curieuses, prend ainsi un intérêt plus général et peut être interrogé comme un recueil d'aveux sincères sur le mystérieux rôle que jouent parfois les souffrances intimes dans une destinée poétique.

Le premier amour, les souvenirs gracieux et amers qu'il a laissés, — tel est le seul lien de ces chants, tel est le vrai sujet du poème. Il n'y a ici que deux personnages, l'amant qui se souvient et la femme qui a oublié. Évoqués par le *Lied*, les tableaux du passé reparaissent dans un étrange désordre; les paysages aimés dessinent de nouveau leurs perspectives charmantes. Tout ce monde où les suprêmes joies et les suprêmes douleurs se sont révélées renaît à la lumière et déroule devant nos yeux ses splendeurs matinales. Suivons un moment le rêveur dans son voyage au pays où il a vécu, où il a passé de douces heures et des heures empoisonnées. Obéissant à son caprice, M. Heine intitule un de ses plus ravissans poèmes : *Songe d'une Nuit d'été*. C'est encore d'un songe qu'il s'agit ici, ou, si l'on veut, d'un pendant printanier à ce bizarre tableau de l'Allemagne intitulé *Conte d'hiver*, où M. Heine a raconté aussi les impressions d'un voyage au pays natal, mais en railleur inexorable cette fois, décidé à n'écouter que son ironie. Dans le *Conte d'hiver*, la satire domine; la réalité se dessine en traits d'une netteté saisissante. Dans *le Retour*, c'est la passion qui règne, et les larmes sont toujours près du rire; la réalité se confond avec le songe, ou plutôt s'efface devant lui. Mais d'abord quels sont ces fantômes? que signifie cette suite de visions? quel en est l'enchaînement? — Ce sont là des questions que le lecteur français pourra se faire, et auxquelles il faut peut-être essayer de répondre.

Les premières pièces du cycle intitulé *le Retour* traduisent les impressions de tristesse poignante dont ne peut se défendre le poète ramené dans le pays où s'est passée une partie de sa jeunesse. Il y va le cœur gonflé de larmes et

sachant bien qu'il n'y trouvera pas du baume pour sa plaie; mais il semble qu'une force mystérieuse le pousse à savourer sa souffrance. Pour chasser son angoisse, il chante, il évoque certains aspects préférés, et chacune de ces visions, éclairée d'abord par le plus doux soleil, s'achève dans la tempête ou dans les ténèbres. Le souvenir du passé vient jeter son voile funèbre sur les plus frais tableaux. Aux bords du Rhin, il a beau saluer d'un regard ami le beau fleuve éclairé par le soleil couchant; ce qui l'attire, ce qui l'absorbe bientôt, c'est la pensée de Loreley, de la vierge perfide dont les chants magiques égarent et perdent les mariniers. Sur l'esplanade d'une petite ville allemande, au milieu du calme d'une radieuse matinée de printemps, son attention ne s'arrête ni sur la foule joyeuse, ni sur les tilleuls reverdis, ni sur la campagne souriante. Il voit un soldat jouer avec son fusil, et un vœu sinistre éclate au milieu des parfums et des clartés de mai. La forêt n'a pour lui que des voix plaintives; la cabane du forestier ne lui offre que des scènes lugubres.

Peu à peu cependant à ces premières impressions du *Retour* succèdent des images plus nettes du passé. Les premiers *Lieder*, si mornes et si désolés, sont suivis de quelques chants qu'anime l'extase amoureuse des anciens jours. Le poète nous transporte sur les grèves de la Mer du Nord. Nous allons parcourir avec lui tous les lieux consacrés par le souvenir de la femme aimée. Il la voit tantôt au milieu des brouillards et de la tempête, tantôt dans les dernières splendeurs du crépuscule devant la maison du pêcheur, que fouettent les vagues furieuses, moins agitées que son cœur. Le poétique voyage se continue, et nous pénétrons dans la vieille cité que la bien-aimée n'habite plus. On suit les chemins d'autrefois; on s'arrête devant la maison bien connue. Une nouvelle suite de visions se déroule, qui a pour cadre cette fois, — au lieu des bords du Rhin et des grèves de la mer, — l'enceinte de la petite ville avec ses rues paisibles et ses intérieurs bourgeois. Sous l'impression de ces calmes aspects, le poète est ramené jusqu'aux rêves de son enfance; mais tout à coup les premières émotions de l'amour se réveillent, et avec elles ses premières douleurs. Toute la crise du désespoir et de la séparation est racontée avec une sauvage colère, au milieu de laquelle intervient parfois l'ironie, mêlant aux amères paroles des éclats de rire et des accens bouffons. C'est un curieux spectacle que celui de l'horizon du poète s'élargissant en quelque sorte peu à peu sous l'action d'une puissante fantaisie qui prend insensiblement la place de la passion. Ici c'est le rêveur allemand qui se transforme en étudiant espagnol, raillant et chantant tour à tour les belles dames de Salamanque; là c'est l'étudiant allemand qui reparaît, et qui étale en pleine université de Halle son pétulant scepticisme. A ce moment, le rêve touche à sa fin. On sent que le poète a pris la place de l'amant. Les flammes magiques qui embrasaient son cœur se sont éteintes, comme il le dit lui-même, et ses strophes sont l'urne où vont reposer les cendres de sa passion.

On connaît maintenant le lien de ces chansons réunies sous le titre commun de *Retour*. Les bords du Rhin, les grèves de la Mer du Nord, les rues solitaires d'une petite ville, tel est en quelque sorte le cadre matériel du poème. C'est un voyage qui se commence dans les larmes et se termine avec

le sourire, après nous avoir fait passer par les plus poignantes émotions d'un amour de jeunesse. Nous avons indiqué la pensée de l'œuvre; laissons parler le poète.

I.

Dans ma vie, hélas! si ténébreuse a brillé jadis une douce image; maintenant la douce image s'est évanouie, et je suis enveloppé de ténèbres.

Lorsque les enfans sont dans l'obscurité, ils sont inquiets, ils ont peur, et, pour chasser leur angoisse, ils se mettent à chanter à haute voix.

Moi aussi, fol enfant, je chante aujourd'hui dans les ténèbres; si mon chant ne résonne pas d'une façon harmonieuse, il m'a délivré cependant des angoisses de mon cœur.

II.

Je ne sais ce que veut dire cette tristesse qui m'accable; il y a un conte des anciens temps dont le souvenir m'obsède sans cesse.

L'air est frais, la nuit tombe, et le Rhin coule en silence; le sommet de la montagne brille des dernières clartés du couchant.

La plus belle vierge est assise là-haut comme une apparition merveilleuse; sa parure d'or étincelle; elle peigne ses cheveux d'or.

Elle peigne ses cheveux d'or avec un peigne d'or, et elle chante une chanson, une chanson dont la mélodie est prestigieuse et terrible!

Le marinier, dans sa petite barque, se sent tout pénétré d'une folle douleur; il ne voit pas les gouffres et les rochers; il ne voit que la belle vierge assise sur la montagne.

Je crois que les vagues à la fin engloutissent et le marinier et la barque; c'est Loreley qui a fait cela avec son chant.

III.

Mon cœur, mon cœur est triste; le mois de mai cependant brille de son joyeux éclat. Appuyé contre un tilleul, je suis là sur la vieille esplanade.

En bas coule, bleue, paisible et silencieuse, la rivière de la ville; un enfant y glisse sur sa barque et sifflote une chanson.

Au-delà du courant s'élèvent et se mêlent, dans une confusion pittoresque, villas, jardins, et les hommes et les bœufs, et les prairies et la forêt.

De jeunes servantes étendent du linge et courent sur le gazon. Le moulin à eau fait danser dans un rayon de soleil sa poussière de diamans; son lointain murmure vient jusqu'à moi.

Sur une vieille tour grise est une guérite; un jeune gars en habit rouge va et vient sur le rempart.

Il joue avec son fusil, qui étincelle au soleil; il présente l'arme, il couche en joue... Je voudrais que d'un coup de feu il m'étendît raide mort.

IV.

Je vais dans la forêt et je pleure. La grive est perchée sur les hautes branches; elle sautille et chante doucement : Pourquoi es-tu si triste?

« Les hirondelles, tes sœurs, te le diront, ma mie; elles ont habité de gracieux petits nids, là où sont les fenêtres de ma bien-aimée. »

V.

La nuit est humide et orageuse, le ciel est sans étoiles. Au fond de la forêt, sous les arbres dont le feuillage retentit, je vais errant en silence.

De loin, une petite lumière brille à la solitaire maison du forestier; mais la lumière ne m'attirera pas de ce côté : il fait trop triste là-bas.

La grand'mère aveugle est assise dans son fauteuil de cuir, sinistre, immobile, comme une image de pierre, et ne dit pas un seul mot.

Le fils du forestier, garçon aux cheveux roux, va et vient par la maison; il accroche son fusil à la muraille, et jette avec colère un insolent éclat de rire.

La belle fileuse pleure et mouille le chanvre avec ses larmes; à ses pieds, en gémissant, se blottit le chien de son père.

VI.

Lorsqu'en voyage je rencontrais par hasard la famille de ma bien-aimée, sa petite sœur, son père, sa mère, — ils me reconnaissaient avec joie.

Ils me demandaient de mes nouvelles, et me disaient eux-mêmes aussitôt que je n'avais pas du tout changé, que mon visage seulement était pâle.

Je m'informais des tantes, des cousines, et de maint ennuyeux compagnon, et du petit chien qui aboyait d'une manière si douce.

Je m'informais aussi de ma bien-aimée, mariée depuis, et l'on me répondait amicalement qu'elle était en couches.

Et amicalement je leur adressais mes félicitations, et j'ajoutais, avec un sourire aimable, qu'on voulût bien la saluer cordialement mille et mille fois de ma part.

La petite sœur s'écriait tout à coup : Le petit chien si doux, si gentil, il a grandi et il est devenu enragé; on l'a noyé dans le Rhin.

La petite ressemble à ma bien-aimée, surtout quand elle rit; elle a les mêmes yeux qui m'ont rendu si misérable.

VII.

Nous étions assis dans la maison du pêcheur et nous regardions la mer. Les brouillards du soir s'élevaient et montaient vers les cieux.

Peu à peu on alluma les lumières du phare; dans le lointain on découvrit encore un navire.

Nous parlions de tempêtes, de naufrages; nous parlions des marins et de leur vie ballottée entre le ciel et l'eau, de leur vie que se partagent l'inquiétude et la joie.

Nous parlions des côtes lointaines, du sud et du nord, et des hommes bizarres qui habitent ces contrées, et des bizarres mœurs qui y règnent.

Aux bords du Gange, ce ne sont que parfums et clartés; des arbres gigantesques y fleurissent, et de beaux hommes s'y agenouillent en silence devant la fleur du lotus.

En Laponie, ce sont des gens sales, petits, avec des têtes écrasées et des bouches énormes. Ils se chauffent autour du feu, ils font cuire du poisson, ils se battent et crient.

Les jeunes filles nous écoutaient gravement, et à la fin personne ne parla plus. On ne voyait plus le navire. La nuit était profondément noire.

VIII.

Belle fille du pêcheur, amène ta barque à terre. Viens près de moi, assieds-toi ici, et causons la main dans la main.

Place ta tête chérie sur mon cœur, et ne crains rien, toi qui chaque jour te confies sans inquiétude à la mer sauvage.

Mon cœur est tout semblable à la mer. Il a des vagues, et des récifs, et des tempêtes, et mainte perle précieuse dort dans ses profondeurs.

IX.

La lune s'est levée, et elle illumine les flots. Je tiens ma bien-aimée dans mes bras, et nos cœurs battent ensemble.

Dans les bras de l'aimable enfant, je repose seul sur le rivage. « Que crois-tu entendre dans le mugissement du vent? Pourquoi tremble ta blanche main?

— Ce que j'entends, ce n'est pas le mugissement du vent, c'est le chant des vierges de la mer, le chant des vierges, mes sœurs, que l'Océan naguère a englouties. »

X.

Le vent souffle dans sa trompe; la trombe d'eau fouette les vagues à coups redoublés, et les vagues hurlent, les vagues mugissent et tonnent.

Du haut des nuées sombres coulent des torrens, des torrens de pluie; on dirait que la vieille Nuit veut engloutir le vieil Océan.

La mouette vient se blottir sur le mât et pousse de petits cris, des gémissemens plaintifs. Elle ressent de profondes angoisses et s'apprête à prophétiser un malheur.

XI.

La tempête se met à jouer le branle; elle siffle, elle hurle, elle gronde. Heisa! comme le petit navire danse! La nuit est joyeuse et terrible.

La mer furieuse forme une vivante montagne d'eau. Ici bâille un ténébreux abîme; là, les flots se dressent comme une tour blanche.

Du fond de la cajute, on entend des cris, des malédictions et des prières. Je me tiens solidement attaché au mât et je me dis : Je serais pourtant mieux chez moi.

XII.

La nuit vient; le brouillard couvre la mer. Les flots bruissent mystérieusement. Alors, au loin, une forme se dresse du sein des ondes.

C'est la fée de la mer qui sort des flots; elle s'assied près de moi sur la plage. Ses blanches épaules sortent de ses voiles entr'ouverts.

Elle m'enlace de ses bras, elle me presse, au point de me faire mal : — Tu me presses trop fort, ô belle fée de la mer!

« Oui, je t'enlace de mes bras, je te presse avec ardeur; je veux me réchauffer auprès de toi; la soirée est si froide! »

La lune apparaît pâlissante au sommet des nuées orageuses. — Ton regard devient plus trouble et plus humide, ô belle fée de la mer!

« Il ne devient pas plus trouble et plus humide; il est humide et trouble parce qu'en sortant des eaux, une goutte m'est restée dans les yeux! »

Les mouettes poussent des cris plaintifs; la mer se brise en grondant sur les falaises. — Ton cœur est agité de battemens sauvages, ô belle fée de la mer!

« Mon cœur est agité de battemens sauvages, de battemens sauvages mon cœur est agité, parce que je t'aime plus que je ne puis le dire, toi mon bel amoureux de la race d'Adam. »

XIII.

Lorsque je passe le matin devant ta maison, je suis joyeux, chère petite, quand je te vois à ta fenêtre.

Avec tes yeux d'un brun noir, tu me regardes comme pour sonder mon cœur : Qui es-tu, et que te manque-t-il, étranger au visage souffrant ?

« Je suis un poète allemand connu dans les contrées allemandes. Quand on cite les noms les plus glorieux, on cite aussi mon nom.

« Et ce qui me manque, chère petite, manque à plus d'un dans les contrées allemandes. Quand on parle des plus dures souffrances, c'est aussi de ma souffrance qu'on parle. »

XIV.

La mer brillait au loin dans le dernier rayon du couchant; nous étions assis devant la solitaire maison du pêcheur, nous étions assis muets et seuls.

Le brouillard s'élevait, la vague enflait son sein, la mouette volait de côté et d'autre, et de tes yeux coulaient des larmes, des larmes d'amour.

Je les vis couler sur ta main, et je me jetai à genoux; sur ta blanche main je pressais mes lèvres et je buvais tes larmes.

Depuis cette heure, mon corps est consumé et mon âme meurt de désir; — la malheureuse femme m'a empoisonné avec ses larmes.

XV.

Là haut, sur la montagne, s'élève un élégant château. Trois belles demoiselles y demeurent, dont j'ai goûté l'amour.

Jetta m'a embrassé le samedi; dimanche, ce fut le tour de Julia; et Cunégonde, le lundi, m'a presque étouffé sous ses caresses.

Cependant le mardi il y a eu fête au château chez mes trois demoiselles; les messieurs et les dames du voisinage y sont venus à cheval et en calèche.

Quant à moi, je n'ai pas été invité, — et en vérité vous avez agi sottement! Tantes et cousines, chuchotant entre elles, l'ont remarqué et en ont ri.

XVI.

Au fond de l'horizon, comme ces formes vagues que dessine le brouillard, apparaît la ville avec ses tours, enveloppée dans le crépuscule du soir.

Un vent frais et léger ride la grise surface du fleuve; le marin assis dans ma barque agite ses rames d'un mouvement monotone.

Le soleil dégage encore une fois ses rayons du sein de l'ombre et me montre la place où jadis j'ai perdu ce que j'aimais le mieux.

XVII.

Je te salue, grande et mystérieuse cité qui enfermais naguère ma bien-aimée dans ton sein.

Parlez, tours et portes; ma bien-aimée, où est-elle? je vous l'ai confiée; vous deviez me répondre d'elle.

Les tours ne sont pas coupables; elles ne pouvaient pas bouger, quand ma bien-aimée, avec ses coffres et ses cartons, a subitement quitté la ville.

Ce sont les portes de la ville qui l'ont laissée partir sans dire mot; elles restèrent béantes d'étonnement en voyant sortir la belle folle.

XVIII.

Je vais de nouveau par mon chemin d'autrefois, par les rues que je connais si bien; je viens de la maison de ma bien-aimée, si triste et si abandonnée aujourd'hui.

Ah! que les rues sont étroites! que le pavé est dur! Il semble que ces maisons vont m'écraser. Je me hâte et m'enfuis au plus vite.

XIX.

Je suis entré dans la salle où elle avait juré de m'être fidèle. A l'endroit où coulèrent jadis ses larmes, j'ai vu ramper des serpens.

XX.

La nuit est silencieuse, les rues sont calmes; c'est dans cette maison que demeurait ma bien-aimée; il y a longtemps qu'elle a quitté la ville, mais la maison est toujours à la même place.

C'est étrange! il y a là un homme debout, les regards fixés au ciel, et qui se tord les mains dans les transports de sa douleur. Je frémis en le voyant... A la clarté de la lune, j'ai reconnu que c'était moi.

O toi, pâle et somnambule compagnon! pourquoi imites-tu ainsi ces souffrances d'amour qui, à cette même place, m'ont torturé jadis pendant tant de nuits?

XXI.

Comment peux-tu reposer tranquille, sachant que je vis encore? Ma vieille colère se réveille, et je vais briser mon joug.

Connais-tu la vieille chanson? Il y avait un jour un jeune homme mort; il vint à minuit chercher sa bien-aimée et l'entraîna dans le tombeau.

Crois-moi, ô belle enfant, belle enfant merveilleusement belle, je vis et je suis plus fort que tous les trépassés ensemble.

XXII.

La jeune fille dort dans sa chambre; la lune y regarde en tremblant. Au dehors, des voix et des instrumens chantent des airs de valse.

Je veux voir par la fenêtre qui peut ainsi troubler mon repos. — Un squelette est là, qui joue du violon et qui danse.

— Tu m'as promis naguère de danser avec moi et tu as manqué à ta parole. Aujourd'hui il y a bal au cimetière; viens, nous y danserons ensemble.

Un désir effroyable saisit la jeune fille et l'entraîne hors de la maison. Elle suit le squelette qui marche devant elle, chantant et jouant du violon.

Il joue du violon, le squelette, il danse, et sautille, et fait cliqueter ses os, et de çà, de là, avec son crâne, fait maintes révérences sinistres au clair de lune.

XXIII.

J'étais plongé dans de sombres rêveries et je contemplais fixément son portrait, et l'image bien-aimée commença de se mouvoir et de vivre.

Sur ses lèvres se déploya un merveilleux sourire, et des larmes de douleur brillèrent dans ses yeux.

Moi aussi, mes larmes coulèrent le long de mes joues. — O mon Dieu! je ne puis croire que je t'aie perdue.

XXIV.

O malheureux Atlas que je suis! il faut que je porte un monde, tout un monde de douleurs. Je porte ce qui ne peut se porter, et mon cœur est toujours près de se briser dans ma poitrine.

O cœur rempli d'orgueil, c'est toi qui l'as voulu! Tu voulais être heureux, tu voulais être infiniment heureux ou infiniment malheureux, ô cœur rempli d'orgueil! et maintenant tu es la misère même.

XXV.

Je rêvais, la lune jetait sur la terre un triste regard, et tristes semblaient les étoiles. Mon rêve me porta vers la ville où demeure ma bien-aimée, à bien des centaines de milles.

Il me porta vers sa maison; je baisai les pierres de l'escalier, ces pierres qu'a touchées souvent son petit pied et le bord de sa robe.

La nuit était longue, la nuit était froide, les pierres étaient bien froides aussi; à la fenêtre je vis luire le pâle visage de ma bien-aimée éclairé par les rayons de la lune.

XXVI.

Que me veut cette larme solitaire? elle me trouble la vue. C'est une larme des anciens jours demeurée là dans mes yeux.

Elle avait bien des sœurs brillantes qui toutes se sont évanouies, évanouies dans la nuit et le vent avec mes souffrances et mes joies.

Hélas! mon amour lui-même, il s'est dissipé depuis comme un vain souffle. Vieille larme solitaire, évanouis-toi donc aussi à ton tour.

XXVII.

La pâle lune d'automne sort du milieu des nuages; solitaire et paisible, à côté du cimetière, s'élève la maison du pasteur.

La mère lit la Bible; le fils a les yeux fixés sur la lampe; à moitié engourdie de sommeil, la sœur aînée s'étend sur sa chaise; la plus jeune dit :

— Dieu! comme on s'ennuie ici! Il faut qu'on enterre quelqu'un pour que nous ayons quelque chose à voir.

La mère répond tout en lisant : — Tu te trompes, il n'est mort que quatre personnes depuis qu'on a enterré ton père, là, près de la porte du cimetière.

La fille aînée bâille. — Je ne veux pas, dit-elle, mourir de faim chez vous; j'irai demain chez le comte, il est amoureux et riche.

Le fils pousse un éclat de rire. — Il y a trois chasseurs qui vont souvent boire à l'auberge; ils savent faire de l'or, et ils m'apprendront leur secret.

La mère lui jette sa Bible à la tête, et le livre va frapper son maigre visage. — Tu veux donc, damné, devenir un voleur de grand chemin?

Ils entendent frapper à la fenêtre et voient une main blanche qui leur fait des signes : c'est le père trépassé qui se tient là dehors dans sa noire robe de prédicateur.

XXVIII.

Il fait un temps affreux; il pleut, il vente, il neige; je suis assis à la fenêtre et je regarde dans l'obscurité.

Je vois briller une petite lumière solitaire qui marche lentement; c'est une vieille femme avec sa petite lanterne qui traverse la rue.

Elle vient, je le soupçonne, d'acheter de la farine, des œufs et du beurre; elle veut pétrir un gâteau pour sa jeune fille chérie.

La jeune fille chérie est à la maison, bien à son aise, dans un grand fauteuil; à moitié endormie, elle regarde d'un œil clignotant la lueur de la lampe, et les boucles d'or de sa chevelure flottent sur son doux et beau visage.

XXIX.

On croit que je m'afflige beaucoup et que je meurs d'amour; moi-même, à la fin, je commence à le croire comme les autres.

O toi, chère petite aux grands yeux, je te l'ai toujours dit que je t'aime plus que je ne puis l'exprimer, que l'amour me consume le cœur.

Mais ce n'est que dans ma chambre solitaire que j'ai parlé de la sorte; en ta présence, hélas! je me suis toujours tu.

Il y avait là de mauvais anges qui me fermaient la bouche. C'est par la faute des beaux et mauvais anges, hélas! que je suis si malheureux aujourd'hui.

XXX.

Tes blancs doigts de lis, je voudrais les baiser encore une fois et les presser sur mon cœur, et mourir en versant des larmes silencieuses.

Tes grands yeux de violette, je les vois briller devant moi jour et nuit; c'est là ce qui fait mon tourment. Que signifient ces énigmes douces et bleues?

XXXI.

Ils s'aimaient tous les deux, mais aucun ne voulut l'avouer à l'autre. Ils se regardaient comme feraient deux ennemis et ils étaient près de mourir d'amour.

Ils se séparèrent enfin et ne se virent plus qu'en songe de loin en loin; ils étaient morts depuis longtemps, et c'est à peine s'ils le savaient eux-mêmes.

XXXII.

Mes amis, lorsque je me suis plaint à vous des souffrances que mon cœur endure, vous avez bâillé et vous ne m'avez rien dit; mais quand avec mes douleurs j'ai fait des vers gracieusement tournés, vous m'avez prodigué de grands éloges.

XXXIII.

J'appelai le diable, et le diable vint; à sa vue, je fus saisi d'étonnement. Il n'est pas laid, il ne boite pas : c'est un aimable et charmant homme, un homme à la fleur de l'âge, obligeant, poli, et qui

sait son monde; c'est un diplomate consommé, il parle fort bien sur l'église et l'état. Il est un peu pâle, mais ce n'est pas chose surprenante, il s'est mis à étudier Hegel et le sanscrit. Son poète favori est toujours Klopstock. Il ne veut plus se mêler de critique, il a laissé pour toujours cette besogne à sa chère grand'mère Hécate. Il m'a loué des efforts que je consacre à l'étude du droit; lui-même s'en est occupé dans sa jeunesse. Il m'assura que mon amitié n'aurait jamais trop de prix pour lui, et, me disant cela, il s'inclina poliment; puis il me demanda si nous ne nous étions pas déjà rencontrés chez l'ambassadeur d'Espagne? En effet, quand je vis de plus près son visage, je reconnus en lui une ancienne connaissance.

XXXIV.

Homme, ne te moque pas du diable. La vie est courte, et la damnation éternelle n'est pas une vaine imagination populaire.

Homme, compte tes dettes; la vie est longue, et plus d'une fois encore tu prendras à crédit comme tu l'as déjà fait si souvent.

XXXV.

Les trois rois mages de l'Orient demandaient à chaque bourgade : « Eh! garçons et jeunes filles, où est le chemin de Bethléem? »

Jeunes ou vieux, personne ne le savait. Les rois continuaient leur route; ils suivaient une étoile d'or à la lueur douce et sereine.

L'étoile s'arrêta sur la maison de Joseph. Ils y entrèrent. Le veau bêlait, l'enfant criait, les rois mages chantaient.

XXXVI.

Mon enfant, nous étions enfans, deux enfans petits et joyeux; nous nous glissions dans le poulailler et nous nous cachions sous la paille.

Nous chantions — Kikereküh, — et lorsque des gens venaient à passer, ils croyaient que c'était le cri du coq.

Il y avait des caisses dans la cour, nous les couvrions de tapisseries, et nous nous installions là-dedans, nous y faisions une grande maison, et nous recevions.

La vieille chatte du voisin venait souvent nous faire visite; nous lui faisions toute sorte de courbettes et de complimens.

Nous lui demandions de ses nouvelles avec une sollicitude affectueuse; depuis, dans le monde, nous avons fait de même avec plus d'une vieille chatte.

Puis nous nous asseyions, nous parlions raisonnablement comme des gens graves, nous nous plaignions : combien tout allait mieux de notre temps!

L'amour, la loyauté, la foi, comme tout cela a disparu de la terre! et que le café est cher! et que l'argent est rare!

Les jeux de l'enfance sont passés, et tout roule et s'en va, l'argent, le monde, le temps, et la foi, et la loyauté, et l'amour.

XXXVII.

Mon cœur est oppressé, et je songe aux jours d'autrefois avec des regrets ardens. Le monde alors était une demeure si commode! la vie était si paisible!

Aujourd'hui quel désordre! quelle cohue! quelle misère! Le Seigneur Dieu est trépassé là-haut; là-bas aussi, le diable est mort.

Et tout a un air triste et morose; tout est embrouillé, tout est flasque et froid. Sans le brin d'amour qui nous reste, il n'y aurait rien où le cœur pourrait se reposer.

XXXVIII.

Comme la lune sort brillante de son noir crêpe de nuages! Ainsi du fond ténébreux de mes souvenirs s'élève à mes yeux une image lumineuse.

Nous étions assis sur le pont du navire, nous descendions fièrement le Rhin, et les rives du fleuve parées de la verdure de l'été étincelaient des feux du couchant.

J'étais assis pensif aux pieds d'une dame belle et charmante; sur son doux et pâle visage se jouait un rouge rayon, un rayon rouge du soleil.

Des luths résonnaient, des jeunes gens chantaient. O merveilleuse allégresse! Et le ciel devint plus bleu, et mon âme s'agrandit.

Devant nous, comme des apparitions fabuleuses, passaient les montagnes et les châteaux, les forêts et les prairies, et comme dans un miroir je voyais briller et se refléter tout cela dans les yeux de ma belle compagne.

XXXIX.

Je vis en songe ma bien-aimée : c'était une pauvre femme accablée de tristesse, et son beau corps, si richement épanoui naguère, s'inclinait tout flétri.

Elle portait un enfant sur son bras, elle en conduisait un autre par la main; sa démarche, son regard, ses vêtemens, tout trahissait la misère et l'angoisse.

Elle allait chancelant par la place du marché; là, elle me rencontre, elle me regarde, et moi, d'une voix calme et attristée, je lui dis :

Viens dans mon logis; tu es pâle et malade; par mon zèle, par mon travail, je te procurerai de quoi manger et te vêtir.

Je veux aussi soigner et veiller les enfans qui t'accompagnent, mais toi d'abord, toi la première, ô pauvre et malheureuse enfant!

Je ne te raconterai jamais que je t'ai aimée, et quand tu seras morte, j'irai pleurer sur ton tombeau.

XL.

Cher ami, à quoi bon chanter toujours la même chanson? Veux-tu donc éternellement demeurer là accroupi, couvant les vieux œufs de ton amour?

Ah! c'est une besogne qui ne finira jamais. Les petits poussins brisent leurs coques, ils piaulent, ils sautillent, et toi tu les mets en cage dans ton petit livre.

XLI.

Ne soyez pas trop impatient, si parfois les accens de mes douleurs d'autrefois résonnent dans mes nouvelles chansons.

Attendez! il se dissipera, cet écho de mes douleurs, et un nouveau printemps de poésie jaillira de mon cœur convalescent.

XLII.

L'heure est venue enfin de renoncer sagement à ma folie; il y a si longtemps que, pareil à un histrion, je joue la comédie avec moi-même!

Les décorations magnifiques étaient peintes dans le haut style du romantisme; j'avais un manteau de chevalier étincelant d'or, et j'étais parfumé des sentimens les plus délicats.

Hélas! à présent que je suis redevenu sage et que j'ai renoncé à cette folle sentimentalité, je me sens toujours malheureux comme si je jouais encore la comédie.

O mon Dieu! c'est qu'en plaisantant et sans en avoir conscience, j'ai exprimé ce que j'éprouvais réellement, et j'avais la mort dans la poitrine quand je jouais le rôle du gladiateur mourant.

XLIII.

Le roi Wiswamitra supporte toutes les tortures sans relâche; à force de luttes et de pénitences, il veut gagner la vache du prêtre Wasischta.

O roi Wiswamitra, quel animal es-tu donc? Quoi! tant de luttes, tant de pénitences! et tout cela pour une vache!

XLIV.

Mon cœur, ô mon cœur, ne sois plus triste! Supporte ta destinée; un nouveau printemps te rendra ce que t'a enlevé l'hiver.

Et que de biens te sont restés encore! Le monde est si beau! Et puis, mon cœur, tout, tout ce qui te plaira, tu peux l'aimer.

XLV.

Tu es comme une fleur, si gracieuse, si belle, si pure! je te contemple, et une douce tristesse se glisse dans mon cœur.

Il me semble que je devrais poser mes mains sur ta tête et prier Dieu de te conserver toujours si gracieuse, si belle, si pure.

XLVI.

Enfant, ce serait ta perte, et moi-même je fais tous mes efforts pour que ton cœur bien-aimé ne brûle jamais d'amour pour moi.

Cependant je suis presque désolé d'avoir un jeu si facile, et je me dis maintes fois : Ah! malgré tout, puisses-tu m'aimer!

LXVII.

Lorsque la nuit je suis couché sur mon lit, enveloppé de ténèbres, je vois flotter devant mes yeux une douce, une gracieuse et chère image.

A peine un paisible sommeil a-t-il clos mes paupières, que la chère image se glisse légèrement dans mon rêve.

Mais elle ne s'évanouit pas avec mes rêves le matin; tout le jour, je l'emporte avec moi dans mon cœur.

XLVIII.

Que la neige au dehors s'amoncèle comme une tour, qu'il grêle, qu'il vente, et que l'ouragan fouette mes vitres, je ne me plaindrai pas, car je porte dans ma poitrine l'image de ma bien-aimée et la joie du printemps.

XLIX.

Mon pâle visage ne t'a-t-il pas révélé assez mes souffrances d'amour? Veux-tu que ma bouche orgueilleuse en fasse l'aveu avec l'humilité d'un mendiant?

Oh! elle est trop fière, cette bouche; elle ne sait que baiser et railler. Elle lancerait peut-être quelque sarcasme au moment où mon cœur se briserait de douleur.

L.

Je voulais rester près de toi, je voulais me reposer à tes côtés; mais toi, tu étais pressée de partir, tu avais maintes choses à faire.

Je te dis alors que mon âme t'était toute dévouée; tu te mis à éclater de rire, en faisant un signe moqueur.

Tu t'es appliquée encore à aigrir mon dépit, et même, au dernier instant, tu m'as refusé le baiser d'adieu.

Ne crois pas que j'aille me brûler la cervelle, si triste que puisse être mon destin! Tout cela, ma douce belle, m'est arrivé déjà une fois.

LI.

Tes yeux sont des saphirs, tes doux yeux, tes yeux chéris. O trois fois heureux l'homme qu'ils saluent avec amour!

Ton cœur est un diamant d'où jaillissent de nobles éclairs. O trois fois heureux l'homme pour qui il brûlera d'amour!

Tes lèvres sont des rubis; on n'en peut voir de plus belles. O trois fois heureux l'homme à qui elles feront l'aveu d'amour!

Oh! si je le connaissais, cet heureux homme; — oh! si je le trouvais seul, là, bien seul au fond de la verte forêt, son bonheur ne durerait pas longtemps.

LII.

Avec mes discours amoureux, j'ai voulu surprendre ton cœur, et pris dans mes propres filets, je sens que la plaisanterie devient pour moi chose sérieuse.

Si maintenant, comme c'est ton droit, tu t'éloignes en te moquant, toutes les puissances de l'enfer s'approcheront de moi, et, sérieusement cette fois, je pourrais me faire sauter la cervelle.

LIII.

Le monde et la vie ne sont que des fragmens décousus; je veux aller trouver un professeur allemand qui coordonnera tout cela, et en fera un système raisonnable. Avec sa robe de chambre et son bonnet de nuit, il bouchera les fentes de l'édifice.

LIV.

Vous avez ce soir une réunion brillante; la maison est pleine de lumières. Là-haut, à cette fenêtre éclairée, je vois se mouvoir une ombre.

Tu ne me vois pas : je suis seul ici dans l'ombre au-dessous de toi. Encore moins pourrais-tu plonger tes regards au fond de mon sombre cœur.

Mon sombre cœur t'aime, il t'aime et il se brise; il se brise et palpite et saigne... Mais tu ne le vois pas.

LV.

Je voudrais que toutes mes douleurs pussent se répandre dans un

seul mot; je le livrerais aux vents joyeux qui joyeusement l'emporteraient.

Ils le portent vers toi, ma bien-aimée, ce mot chargé de douleurs; tu l'entends retentir à toute heure, tu l'entends retentir en tout lieu;

Et à peine le sommeil de la nuit aura-t-il fermé tes yeux, que ce mot douloureux ira te poursuivre jusque dans le plus profond de tes rêves.

LVI.

Tu as des diamans et des perles, tu as tout ce qui excite les désirs des femmes; tu as aussi les plus beaux yeux du monde. — Ma bien-aimée, que veux-tu de plus?

Sur tes beaux yeux, j'ai rimé des milliers de chansons qui ne périront pas. Ma bien-aimée, que veux-tu de plus?

Avec tes beaux yeux, tu m'as torturé, torturé! et tu me fais mourir... Ma bien-aimée, que veux-tu de plus?

LVII.

Celui qui aime pour la première fois, lors même qu'on ne l'aime pas, celui-là est un dieu! Mais celui qui aime pour la seconde fois sans être payé de retour, ce n'est qu'un sot.

Moi, je suis un sot de cette espèce, et j'aime encore sans être aimé. Le soleil, la lune et les étoiles en éclatent de rire; moi, je ris avec eux, et je meurs.

LVIII.

Ils m'ont donné de bons conseils, de bons avis, et m'ont comblé de marques d'estime; je n'avais qu'à prendre patience, disaient-ils; ils voulaient me protéger.

Mais avec toute leur protection, j'aurais très bien pu mourir de faim, s'il n'était pas venu un brave homme qui vaillamment se chargea de moi.

Brave homme! c'est à lui que je dois de n'avoir pas succombé. Jamais je n'oublierai les services qu'il m'a rendus. C'est dommage que je ne puisse pas l'embrasser, car ce brave homme, c'est moi-même.

LIX.

Je rêve; je suis le bon Dieu, je trône là-haut dans le ciel, et autour de moi sont assis des anges qui chantent mes vers.

Je mange des gâteaux et des sucreries pour plus d'un florin; je bois du malaga, et je n'ai pas de dettes.

Cependant l'ennui me tourmente singulièrement. Je voudrais être sur la terre; si je n'étais pas le bon Dieu, je me donnerais au diable.

Toi, Gabriel, ange aux longues jambes, va, mets-toi en route, va me chercher mon digne ami.

Ne le cherche pas aux cours de l'université, cherche-le dans une taverne de buveurs; ne le cherche pas à l'église Sainte-Edwige, cherche-le chez mademoiselle Meyer.

L'ange ouvre ses deux ailes et s'envole; il le prend et l'amène, mon digne ami, mon cher Bengel!

Oui, jeune homme, je suis le bon Dieu et je gouverne la terre! Je te l'avais bien dit que je saurais faire mon chemin.

Chaque jour, je fais des miracles dont tu vas être ravi. Pour te divertir aujourd'hui, je m'occuperai du bonheur de la ville de Berlin.

Je veux que les pavés de la rue s'entr'ouvrent, et que chaque pierre contienne une huître claire et fraîche.

Je veux qu'il pleuve une rosée de jus de citron, et que le meilleur vin du Rhin coule des fontaines de la ville.

Comme les Berlinois vont se réjouir! Les voilà déjà qui sortent pour se régaler. Ces messieurs du tribunal aulique vont avaler tous les ruisseaux.

Que les poètes aussi vont être heureux de cette farce divine! Les lieutenans et les enseignes lècheront le pavé de la rue.

Les lieutenans et les enseignes sont les plus avisés des hommes; ils savent qu'on ne voit pas tous les jours de miracle comme celui-ci.

LX.

Je vous ai quittée aux plus beaux jours de juillet et je vous retrouve en janvier. Vous aviez bien chaud alors; aujourd'hui vous avez frais, et vous me montrez même de la froideur.

Bientôt je vous quitterai encore, puis je reviendrai de nouveau; alors vous n'aurez ni chaud ni froid. Je foulerai la pierre de votre tombe, et moi, mon cœur sera vieux et appauvri.

LXI.

Me voici arraché aux belles lèvres, me voici arraché aux beaux bras qui me tenaient amoureusement enlacé. J'y serais bien resté un jour encore, mais le postillon arrivait avec ses chevaux.

Voilà la vie, enfant, une continuelle plainte, un continuel adieu, une séparation continuelle. Ton cœur ne pouvait-il donc s'attacher au mien avec plus de force? Tes yeux mêmes ne pouvaient-ils pas me retenir?

LXII.

Toute la nuit nous sommes restés en voiture, seuls et dans l'ombre. Nous avons reposé sur le cœur l'un de l'autre; nous avons ri et plaisanté.

Puis, quand l'aube matinale parut, enfant, quelle ne fut pas notre surprise! Entre nous était assis Amour, le voyageur aveugle.

XLIII.

Dieu sait où la folle fille s'est logée. A travers la pluie battante, et la malédiction à la bouche, me voilà courant toute la ville.

Je suis allé pourtant d'hôtel en hôtel, et je me suis informé auprès de tous ces rustres de garçons.

Tout à coup je l'aperçois à une fenêtre; elle me fait des signes en éclatant de rire. Pouvais-je deviner, ma belle, que tu habitais dans ce splendide palais?

LXIV.

Comme des rêves ténébreux, les maisons s'étendent en longues files. Enfoncé dans mon manteau, je passe devant elles en silence.

La tour de la cathédrale sonne minuit; c'est l'heure où ma bien-aimée m'attend avec ses charmes et ses baisers.

La lune est mon guide; elle luit amicalement sur mon chemin. Me voici devant le seuil de ma maîtresse, et je m'écrie avec joie :

Je te remercie, ô lune, ma vieille amie, d'avoir si bien éclairé ma route. Maintenant je te donne congé; luis maintenant pour le reste du monde.

Et si tu trouves un amoureux qui se plaint en silence des tourmens de son cœur, console-le comme tu m'as consolé moi-même aux tristes heures d'autrefois.

LXV.

Et aussitôt que tu seras ma femme, ton sort fera vraiment envie : rien que des passe-temps, rien que plaisirs et joies.

Gronde si tu veux, gronde et tempête, je le supporterai avec patience; mais si tu ne loues pas mes vers, je te quitte.

LXVI.

Sur ton sein blanc comme neige j'ai incliné ma tête, et je puis surprendre secrètement ce qui fait battre ton cœur.

Les hussards bleus jouent de la trompette et font leur joyeuse entrée par la porte de la ville. Ma bien-aimée, la bien-aimée de mon âme veut m'abandonner demain.

Tu veux m'abandonner demain; mais aujourd'hui encore tu es à moi, et dans tes beaux bras je veux être doublement heureux.

LXVII.

Les hussards bleus jouent de la trompette et chevauchent joyeux vers la porte de la ville. J'arrive, ma bien-aimée, et je t'apporte un bouquet de roses.

C'était un terrible vacarme. Quelle foule! quel cliquetis d'armes! Dans ton petit cœur aussi il y avait plus d'un logement militaire.

LXVIII.

M'es-tu réellement si hostile? Réellement es-tu donc toute changée? Je vais me plaindre à l'univers entier de ce que tu me traites si mal.

O lèvres ingrates, dites, comment pouvez-vous dire du mal de l'homme qui, dans les beaux jours, si amoureusement vous baisa?

LXIX.

Ah! voici encore les yeux qui naguère me saluaient si amicalement, et voici encore les lèvres qui remplissaient ma vie de douceur.

C'est aussi la voix que j'entendais si volontiers jadis. Moi seulement, je ne suis plus le même; je suis revenu tout transformé.

Enlacé dans ses beaux bras blancs qui s'attachent à moi avec amour, je suis là sur son cœur, je suis là morne et ennuyé.

LXX.

Rarement, mes amis, vous m'avez compris; rarement aussi j'ai pu vous comprendre. Le jour seulement où nous nous sommes rencontrés dans la boue, ce jour-là nous nous sommes compris sans peine.

LXXI.

Les castrats se sont plaints quand j'ai élevé la voix; ils se sont plaints, disant que mon chant était trop grossier.

Et gracieusement ils firent entendre tous à la fois leurs petites voix flûtées et leurs petites roulades cristallines. Leur chant était si fin et si pur!

Ils chantaient les désirs d'amour, ils chantaient l'amour et ses jouissances, et les dames fondaient en larmes, toutes pâmées devant ces merveilles de l'art.

LXXII.

Sur les boulevards de Salamanque, les airs sont doux et caressans; c'est là que je me promène les soirs d'été avec ma gracieuse donna.

J'ai arrondi mon bras autour du souple corps de la belle, et mes doigts bienheureux sentent le fier mouvement de son sein.

Mais un murmure inquiétant se glisse à travers le feuillage des tilleuls, et un sombre moulin à eau grommelle méchamment de tristes présages.

Ah! señora, voici ce que me dit ce pressentiment : Un jour je serai chassé par arrêt académique, et sur les boulevards de Salamanque nous n'irons plus nous promener ensemble.

LXXIII.

Auprès de moi demeure don Henriquez, qu'on nomme aussi le beau cavalier. Nos chambres sont voisines, une simple muraille nous sépare.

Les dames de Salamanque ont le feu dans le cœur quand il s'en va par les rues, faisant sonner ses éperons, retroussant sa moustache et conduisant sa meute de chiens.

Pourtant, aux heures silencieuses du soir, il est assis solitaire, sa guitare dans sa main et de doux rêves dans l'âme.

Il pince les cordes en tremblant et s'abandonne à sa fantaisie.... Ah! les ronflemens de ses accords me donnent la nausée.

LXXIV.

A peine nous nous étions vus, et déjà à tes yeux, à ta voix, je comprenais que tu m'étais dévouée. Si ta mère ne s'était trouvée là, ta maudite mère, je crois que nous nous serions embrassés à l'instant.

Et demain, voilà que je quitte encore la ville et que je reprends ma course. Ma blonde jeune fille sera là, me guettant à la fenêtre, et moi je lui enverrai des saluts affectueux.

LXXV.

Le soleil monte déjà au-dessus des montagnes; on entend résonner au loin les clochettes du troupeau de moutons. O ma bien-aimée, mon agneau, mon soleil, mon amour, que j'aimerais à te voir une fois encore!

Je lève les yeux, je regarde, dans une attente inquiète... — Adieu, mon enfant, je m'en vais de ce pays! — Vain espoir! je ne vois se soulever aucun rideau. Elle repose encore, elle dort... Elle rêve de moi probablement.

LXXVI.

A Halle, sur la place du marché, se dressent deux grands lions. Hélas! fiers lions de Halle, comme on vous a muselés!

A Halle, sur la place du marché, se dresse un grand géant. Il porte une épée, mais il ne sait se mouvoir, la peur l'a pétrifié.

A Halle, sur la place du marché, s'élève une grande église. La *Burschenschaft* et la *Landmannschaft* y ont de la place pour faire leurs dévotions.

LXXVII.

Le crépuscule des soirs d'été s'étend sur la forêt et les vertes prairies. La lune d'or, du haut du ciel bleu, inonde de sa clarté une atmosphère embaumée de parfums.

Le grillon chante au bord de la source; quelque chose frémit au sein de l'eau; le voyageur entend un murmure et comme une respiration dans le silence de la nuit.

Là-bas, seule, dans les eaux de la fontaine se baigne la belle ondine; ses bras, ses épaules blanches et gracieuses, étincellent aux rayons de la lune.

LXXVIII.

La nuit s'étend sur ces chemins inconnus; mon cœur est malade, mes membres sont las. Ah! du moins, comme une bénédiction silencieuse, ô douce lune, tu répands sur moi ta lumière.

Douce lune, avec tes rayons tu chasses l'horreur de la nuit. Je sens toutes mes douleurs qui se dissipent et mes joues qui se couvrent de rosée.

LXIX.

La mort, c'est la froide nuit; la vie, c'est le jour accablant. L'ombre descend, j'ai sommeil; le jour m'a épuisé de fatigue.

Sur mon lit s'élève un arbre, le jeune rossignol y chante; il ne chante que l'amour, et je l'entends jusque dans mes rêves.

LXXX.

Dis, où est cette belle bien-aimée que tu chantais si bien naguère, lorsque les flammes magiques embrasaient ton cœur?

— Ces flammes sont éteintes; mon cœur est froid et triste, et ce petit livre est l'urne où reposent les cendres de mon amour.

HENRI HEINE.

LE ROI OTHON

ET LA GRÈCE

DANS LA QUESTION D'ORIENT

Correspondence respecting the Relations between Greece and Turkey, presented to both Houses of Parliament by command of Her Majesty. 1854.

Le plus triste épisode de la déplorable campagne où se traîne depuis un an la politique russe est l'aventure dans laquelle elle vient de compromettre la Grèce. Qu'est-ce que la Grèce? Une petite nationalité à peine renaissante, un état faible qui n'a pu se former par sa propre spontanéité, et ne peut vivre sans protection étrangère. Qu'est-elle pour la civilisation européenne? Une création généreuse de l'opinion libérale, un monument de notre culte littéraire pour l'antiquité, une espérance fondée sur un souvenir. Qu'est-elle pour la politique des peuples occidentaux? Une expérience qui permette à l'élément hellène de développer sa sève et sa force, un point de repère autour duquel, si jamais les éventualités de l'avenir l'exigeaient, se puissent rallier les populations chrétiennes de l'empire ottoman, le noyau d'un état qui, si sa bonne conduite le place à la hauteur de sa destinée, puisse faire entrer un jour l'Orient dans le cercle des intérêts et des idées progressives de l'Occident. Eh bien! sous l'influence des mauvais exemples et des instigations de la Russie, la Grèce vient de manquer à son intérêt, à son devoir, à son avenir. Elle s'est aveuglée sur sa faiblesse, elle est restée sourde aux conseils de ceux

qu'elle trahissait en cherchant à les tromper, elle a voulu prendre parti pour l'ennemi de l'Occident, et elle a contraint ses protecteurs les plus désintéressés à lui infliger une sévère humiliation. Il est douloureux pour ceux qui aiment la Grèce de suivre le fil des misérables intrigues qui ont mené là ce malheureux pays. Nous reculerions devant cette tâche, si elle n'avait pour but que d'étaler les fautes des Grecs et d'exciter l'animadversion contre eux; mais, à nos yeux, les Grecs sont à peine responsables de leur ingrate folie. Ils sont les victimes de la politique russe, qui a fait d'eux ses instrumens, et c'est une des œuvres les plus regrettables de cette politique que nous voulons exposer en racontant les agressions tentées par le gouvernement grec contre l'empire ottoman. Les Hellènes ont d'ailleurs d'autres amis qui ne leur ont guère été moins dangereux que les Russes. Il y a un philhellénisme funeste qui s'étudie à pallier les fautes et les vices des Grecs, qui enivre leur amour-propre, qui exalte par ses aveugles complaisances leurs plus chimériques ambitions, et qui les pousse aux extravagances et aux cruelles déceptions dont nous sommes témoins. La meilleure, la plus sûre façon de témoigner sa sympathie au jeune établissement hellénique et de servir son avenir, c'est au contraire de dire la vérité sur la Grèce et de dire la vérité aux Grecs. Tel est, suivant nous, le seul moyen de faire encore tourner au profit de la Grèce sa dernière mésaventure.

La prétention de la Grèce, celle qui vient de lui faire jouer un si fâcheux rôle, a été de s'étendre, de s'agrandir, d'absorber dès aujourd'hui non seulement l'élément hellène, mais toutes les populations chrétiennes de l'empire ottoman. Avant d'examiner dans quelles circonstances et sous quelle forme cette prétention s'est produite, il faut la confronter pour ainsi dire avec la situation du royaume hellénique. Il est clair que par elle-même la Grèce n'est pas capable de rien conquérir : elle ne peut attendre d'agrandissemens que de la décision des gouvernemens européens. Or a-t-elle mérité jusqu'à présent l'estime, la confiance de ces gouvernemens? s'est-elle montrée bien digne de l'autonomie dont elle leur est redevable? Quel usage a-t-elle fait de son indépendance? Quels germes de vie a-t-elle développés dans les limites qu'elle veut déjà franchir? Quelles aptitudes politiques a-t-elle manifestées? Quels sont ses titres à un accroissement de territoire et de puissance? L'histoire du royaume hellénique, qui a pourtant vingt-deux années d'existence, est loin d'apporter à ces questions des réponses favorables. C'est une histoire pleine de confusion où se heurtent et se mêlent toutes sortes de mesquines intrigues, de désordres publics et de luttes personnelles, qui choquent, fatiguent et rebutent l'esprit le plus bienveillant. Il résulte de cette expérience de vingt-deux ans que, si le peuple grec

a bien donné sur quelques points des signes incontestables de vitalité, il a tristement trompé, en matière de gouvernement, d'administration et de police intérieure, les espérances des gouvernemens qui ont concouru à son indépendance. Un rapide coup d'œil jeté sur la situation de la Grèce, sur l'esprit des Hellènes, sur leurs progrès matériels, leurs institutions, leurs mœurs publiques, suffira pour justifier cette conclusion.

Commençons d'abord par les faits qui annoncent ce qu'il y a de vivace dans la race grecque. On n'a que des applaudissemens à donner aux Hellènes lorsque l'on voit l'impulsion qu'ils ont imprimée à l'instruction publique, et les progrès matériels qu'ils ont accomplis par leurs seules forces. Dans le développement de l'instruction publique, peuple et gouvernement ont fait leur devoir : M. J.-J. Ampère a déjà rendu justice dans cette *Revue* au zèle que les Grecs ont déployé pour fonder leur système d'instruction publique, et il a constaté le prompt et brillant succès qui a couronné ces nobles efforts. Dans la sphère des intérêts matériels, les progrès de la marine commerciale n'ont pas été moins remarquables : dès 1850, la marine grecque comptait 5,000 navires, dont plus de 1,200 de 300 tonneaux et au-dessus. Manquant de bras, de capitaux et de voies de communication, les Grecs se sont appliqués à l'agriculture avec la même industrie, sinon avec le même bonheur, et l'on s'étonne, en parcourant les vallées de la Messénie, de l'Arcadie et de la Laconie, qu'ils aient pu si bien faire avec des ressources si insuffisantes. Ici l'action du gouvernement a été nulle, tout est venu de l'initiative des particuliers : le gouvernement n'a entrepris aucun des travaux publics que réclamait l'état du pays; les localités les plus voisines sont restées pour ainsi dire sans relations suivies les unes avec les autres; on voyage à cheval pendant plusieurs jours dans le Péloponèse sans rencontrer l'apparence d'une route. Il est permis de dire qu'ainsi réduite à elle-même, la nation hellène a réalisé tous les progrès matériels qui étaient en son pouvoir; son activité n'a été bornée que par le chiffre de sa population, qui est d'un million d'âmes sur un sol qui en nourrirait aisément le double, par la rareté de l'argent et par la négligence du gouvernement. Voilà les côtés qui prouvent la vitalité de la Grèce et qui la recommandent à l'intérêt de l'Europe : comment désespérer d'un peuple si avide d'instruction, si intelligent et si industrieux?

Mais voici une première ombre au tableau : la Grèce tout entière n'a point accompli les mêmes progrès. Trois provinces n'ont point participé à ce mouvement : ce sont l'Acarnanie et la Phtiothide, qui au nord bordent la frontière ottomane, et le Magne, à l'extrémité méridionale du Péloponèse. Les habitudes féodales se sont conservées

presque intactes dans ces provinces avec le goût des armes, l'esprit de clan et les rivalités des familles. L'Acarnanie surtout est restée le centre du palikarisme et du brigandage. Dans ce pays de montagnes et parmi cette population frontière qui fait penser aux *borderers* du moyen âge anglais et aux héros de Walter Scott, le brigandage est une maladie qui tient à la configuration des lieux, à des mœurs séculaires, à de vieilles habitudes contractées sous la domination turque, favorisées et pour ainsi dire ennoblies par la lutte de l'indépendance. En Grèce et dans plusieurs parties de la Turquie d'Europe, un chef de brigands conserve aux yeux du peuple le prestige d'un klephte. Quand il rentre dans son village après ses expéditions, on s'empresse, on l'entoure pour écouter le récit de ses aventures. Si un jour on le retrouve devant une cour d'assises accusé de vol, de meurtre et d'incendie, tout le monde le plaint; on l'excuse, personne ne se présente pour témoigner contre lui : le plus souvent il est acquitté faute de preuves. Le brigandage a disparu du Péloponèse, où les habitans eux-mêmes s'organisèrent en gardes nationales pour l'extirper. Dans la Roumélie au contraire, on a reculé au lieu d'avancer. De 1837 à 1843, le brigandage y avait presque disparu, ce qui prouve que le gouvernement peut le détruire. Depuis lors, les rivalités politiques l'ont ranimé. Dans les luttes électorales, les concurrens l'ont enrôlé à leur service; on a vu les principaux hommes politiques patroner les bandits, se servir de cette clientèle comme d'un moyen d'influence dans les provinces, et même à Athènes s'entourer d'une garde personnelle de brigands.

Quelles sont donc la nature et l'action du gouvernement dans ce pays, qui a tant à demander encore à l'initiative du pouvoir pour établir sa police et sa sécurité intérieure, et pour développer les élémens de vie et de richesse qu'il possède? C'est ici qu'il faut toucher aux plaies vives de la Grèce.

On sait que le gouvernement grec est depuis la révolution de septembre 1843 une monarchie représentative, ayant à sa tête un roi, un sénat, une chambre des députés nommée par le suffrage universel. Il serait sans intérêt de revenir aujourd'hui sur les causes et les circonstances de cette révolution, qui a mis fin au régime antérieur du pouvoir royal sans contrôle, et qui a associé la nation au gouvernement. Le roi et la nation ont accepté comme définitive la constitution libérale sortie de la révolution de 1843. Les Hellènes ont depuis lors le gouvernement qui paraît être le mieux adapté à leur génie, à leurs traditions, à leurs coutumes, et cependant ils semblent avoir tout fait pour fausser le mécanisme de ce gouvernement et pour le rendre stérile. Étrange contradiction d'un peuple qui corrompt par son caractère les institutions qui sont le produit naturel de son esprit

national! Hélas! elle n'est point rare dans l'histoire, et même sur ce petit théâtre de la Grèce elle est curieuse autant que triste à étudier.

La liberté et l'égalité sont deux conditions de nature chez la race hellénique. La domination turque ne s'est fait sentir à la Grèce que par cette suprématie de race qui blesse la fierté d'un peuple sans attaquer son existence, et quelques abus accidentels de la force; mais elle n'a jamais été un de ces despotismes systématiques et absorbans qui brisent les ressorts d'une nationalité. Les Grecs, du temps des Turcs, ont toujours vécu de leur vie propre, s'administrant eux-mêmes dans leurs communes. Cette pratique séculaire du système municipal garantissait chaque portion du territoire contre les empiétemens du pouvoir central. Elle a fait passer la liberté dans le sang des Grecs. Il en est de même de l'égalité : les intérêts et les mœurs l'ont enracinée chez les Hellènes. Parmi eux, la propriété a toujours été très divisée et accessible à tout le monde. La diversité des conditions, les différences de fortune, la supériorité des fonctions, n'ont jamais entamé en Grèce le sentiment de l'égalité. Le simple paysan appelle αδελφε, frère, non-seulement son camarade, mais l'homme riche ou le haut fonctionnaire, lequel lui rend le même titre. Les Grecs étaient donc façonnés, par leur esprit d'égalité et leurs vieilles institutions municipales, à l'organisme des constitutions libres, à la délégation du pouvoir, à la forme représentative. Chez eux, les fonctions et mêmes certaines dignités ecclésiastiques se conféraient à l'élection, et dérivaient la plupart du suffrage universel. Un pareil esprit, de pareilles traditions, déterminent le tempérament d'un peuple, et le disposent à des formes politiques qu'aucune loi artificielle ne peut changer. Aussi chercherait-on vainement dans toute la Grèce l'ombre d'un parti absolutiste, et le pouvoir royal sans contrôle, impatiemment subi comme transition provisoire, a-t-il échoué sans retour contre mille impossibilités. La constitution de 1843 n'a donc fait, on le voit, que s'appliquer à des habitudes anciennes qu'elle semblait devoir régulariser et féconder pour la prospérité de la Grèce; mais elle a malheureusement trompé jusqu'à ce jour les prévisions du petit nombre de Grecs, élevés dans les écoles de l'Occident, qui l'avaient le plus chaudement appelée de leurs vœux, et à qui elle avait inspiré les plus brillantes espérances.

Les principales causes de cet avortement sont l'absence presque complète de probité politique chez les Grecs, leur esprit de division, et les tendances aveugles et routinières du suffrage universel. Les Grecs ne se sont point préoccupés de la moralité du gouvernement représentatif, ils ne lui ont pas demandé des garanties pour les intérêts généraux de leur pays; ils en ont fait ce qu'ils font de toute chose, chacun n'y a vu que les avantages particuliers qu'il lui était possible

d'en retirer. Or la Grèce est un pays pauvre, et les Hellènes, à de rares exceptions près, sont dans la situation morale de gens qui veulent faire fortune à tout prix. Ils n'ont pas d'esprit public; ils ne s'élèvent pas à ces considérations d'intérêt général et à ces vues d'avenir qui rendent si noble et si utile l'émulation des partis dans les pays libres; il leur est si peu possible de classer leurs opinions d'après des doctrines générales et des intérêts nationaux, que pour colorer leurs divisions ils ont emprunté aux états qui les protégent les dénominations étrangères de parti français, parti anglais et parti russe, et même ces divisions arbitraires s'effacent toujours dès que les intérêts particuliers sont en présence. Les affaires de la commune, les intrigues et les influences locales, la rivalité d'un primat contre tel autre primat, voilà le fond de la politique dans les provinces de la Grèce. Aussi le suffrage universel a-t-il consacré dans les élections la prédominance des influences locales. Il a rendu aux familles anciennes, aux propriétaires, aux derniers soldats de la lutte de l'indépendance, une force contre laquelle devaient échouer les lumières et les aspirations intelligentes des hommes qui se sont initiés à la civilisation occidentale. Les sympathies et les votes populaires se sont plus volontiers dirigés sur les autochthones que sur les hétérochthones, sur les Grecs en fustanelle que sur les Grecs en habit, sur ceux qui offraient de servir les intérêts particuliers de leurs électeurs que sur les hommes qui auraient eu la prétention de s'occuper des intérêts généraux du pays. Livrées à de pareils appétits, les élections ont perdu toute sincérité et toute dignité : votes multipliés, urnes à double fond, bulletins falsifiés, les compétiteurs n'ont reculé devant aucune fraude; quand la fraude était insuffisante, on a recouru à la force, et plus d'un scrutin a été emporté à coups de fusil.

Au lieu de lutter contre cette déplorable corruption du régime représentatif, le gouvernement s'y est associé pour l'exploiter à son profit. Du moment où il intervenait dans les élections, l'influence du gouvernement, n'ayant en face d'elle que des cupidités particulières, devait devenir prépondérante, et aggraver le mal au lieu de le guérir. Le pouvoir parlementaire se divise en deux chambres, le sénat et la chambre des députés. Le sénat, composé de membres à vie nommés par le roi, a été peuplé d'hommes qui ont occupé des emplois ou ont acquis une illustration quelconque dans la guerre de l'indépendance, c'est-à-dire d'hommes qui sont la continuation et la représentation vivante des influences irrégulières et des divisions de cette époque de crise. Ce n'est pas tout. Les chefs de parti qui sont passés tour à tour au pouvoir ont rempli le sénat de leurs adhérens, et en ont fait par conséquent pour tous les ministères un embarras que l'on ne peut tourner qu'au moyen de compromis particuliers. Le gouverne-

ment, exposé à rencontrer sans cesse des difficultés dans le sénat, a cherché, comme contre-poids, à tenir dans sa main la chambre des députés. Il ne lui a été que trop facile d'y réussir en traitant avec les intérêts et en employant les moyens propres aux mœurs électorales de la Grèce, la fraude et la violence. La nomination de la chambre des députés est tombée ainsi à la discrétion du gouvernement et du roi, et les élections n'ont plus été qu'une moquerie.

On va voir comment les choses se passent par quelques épisodes des élections générales qui ont eu lieu au mois de novembre de l'année dernière. Au commencement d'octobre, le conseil des ministres discuta la question des élections. La délibération du conseil porta sur quatre points : 1° les élections seraient-elles libres, le gouvernement s'abstiendrait-il de présenter ses candidats? 2° si le gouvernement portait ses candidats, les trois partis (russe, anglais et français) seraient-ils également représentés? 3° le personnel de la chambre dont les pouvoirs finiraient serait-il modifié ou non, remplacé en totalité ou en partie? 4° élirait-on comme par le passé les fonctionnaires en activité? — Les deux premières questions, celles de la liberté des élections et de la répartition égale des candidatures gouvernementales entre les trois partis, furent écartées; il resta convenu que le gouvernement ferait les élections et désignerait les candidats à sa convenance sans se préoccuper de la balance des partis. Quant à la troisième question, on décida que le personnel de l'ancienne chambre serait renouvelé dans la proportion d'un tiers. Sur la quatrième question, la réélection des fonctionnaires, des divisions éclatèrent dans le cabinet. Il ne faut pas croire que la difficulté portât sur ces considérations de puritanisme constitutionnel qui, du temps du régime représentatif, s'élevaient chez nous contre l'incompatibilité entre les fonctions publiques et le mandat électif; en Grèce, les députés reçoivent un traitement : la pensée d'exclure les fonctionnaires de la chambre n'avait d'autre portée que d'élargir le patronage et la clientèle du gouvernement en lui permettant d'augmenter le nombre de ses salariés. Le principe de l'exclusion des fonctionnaires l'emporta; mais le général Spiro Milio, qui était alors ministre de la guerre, ayant fait prévaloir une exception en faveur des officiers de l'armée, M. Christidès, ministre des finances, donna sa démission. Le général Spiro Milio était un des promoteurs les plus ardens de la politique agressive contre la Turquie, et on l'a vu plus tard prendre part au mouvement de l'Épire; M. Christidès était au contraire le seul membre du cabinet qui se prononçât pour la neutralité de la Grèce dans la guerre turco-russe et qui défendît la politique des puissances occidentales. La retraite de M. Christidès rompit l'équilibre du cabinet et entraîna celle du général Spiro Milio. Cette crise à propos des élec-

tions eut pour premier effet de mettre entièrement le ministère à la dévotion du roi. Le trait suivant, se détachant sur le fond des mœurs électorales de la Grèce, donnera une idée du peu d'indépendance du ministère. Le président du conseil était l'amiral Criésis, un vétéran de la guerre de l'indépendance. L'amiral Criésis portait à Hydra, son pays, deux candidats, dont l'un était un ancien président de la chambre des députés, et l'autre un ancien ministre de la justice. Un rival des candidats de l'amiral les accuse auprès du roi de malversations et attaque l'amiral lui-même comme leur complice. Le roi donne raison à l'accusateur de l'amiral Criésis et de ses protégés. Ceux-ci sont rayés de la liste du gouvernement, et cependant l'amiral Criésis n'est pas destitué, il ne donne pas sa démission : il reste, après une telle injure, président du conseil. La conséquence inévitable de l'action ouverte du gouvernement dans les élections, c'est la léthargie des électeurs, convaincus d'avance de l'impuissance de toute opposition indépendante. Les dernières élections se firent donc en Grèce au milieu de l'indifférence haineuse des populations. A Athènes, par exemple, aucune personne un peu respectable n'alla voter. Les gendarmes placés à la porte de l'église où était disposée l'urne électorale arrêtaient les passans et en faisaient par force des électeurs; les étudians imitèrent les gendarmes et se mirent à recruter aussi, en charge, des électeurs improvisés. Le résultat des élections fut ce que l'on avait prévu. A très peu d'exceptions près, les candidats du gouvernement furent nommés. Mais l'action du gouvernement ne s'arrête pas au scrutin. Elle répare dans la vérification des pouvoirs les rares échecs qu'elle a pu éprouver devant les colléges électoraux. La chambre des députés, ministérielle en masse, casse sans scrupule comme illégales les élections qui déplaisent au pouvoir. C'est ce qui est arrivé à la fin de l'année dernière. Lorsqu'il reçut la nouvelle chambre des députés, le roi ne voulut pas admettre ceux qui avaient été élus en dehors de la liste gouvernementale; la reine consentit à les recevoir, mais ne leur donna pas sa main à baiser : c'était l'avant-coureur du sort qui les attendait. Le roi décida bientôt que leurs élections seraient cassées, et elles furent cassées. Dans la discussion, un député ministériel, étalant avec cynisme cette dérision du régime constitutionnel, s'écria : « Nous avons invalidé les élections de MM. ..... *comme entachées de légalité.* »

Ainsi se trouve paralysé et discrédité en Grèce le premier ressort du régime représentatif, la chambre élective. Elle a elle-même le sentiment du vice de son origine. « Qui de nous, disait il y a quelques années un député en pleine tribune, qui de nous est assis sur ces bancs en vertu d'un titre régulier? » Son opinion, son contrôle sont comptés pour rien par les ministres, qui ne tirent leur pouvoir

que du palais. Coletti, envers qui la chambre des députés essayait un jour de se montrer récalcitrante, répondait en se riant à ses adversaires : « Je n'ai pas la confiance de la chambre, c'est vrai; mais la chambre a ma confiance, donc je reste au pouvoir. » Cette chambre ne joue par conséquent aucun rôle politique. Les députés ne s'occupent guère que de questions personnelles, de leurs affaires et de celles de leurs partisans, de nominations d'employés, de concessions de terres, etc. Quant aux affaires sérieuses du pays, elles sont traitées avec une scandaleuse négligence. Jamais depuis 1843 le budget grec n'a été discuté en temps utile. Les chambres, depuis qu'elles existent, n'ont pas vérifié une seule loi des comptes. Leur unique souci est de prolonger les sessions et d'abréger le plus possible la prorogation, c'est-à-dire l'intervalle de temps pendant lequel le traitement des députés cesse de courir. Aussi est-il très rare que les vacances parlementaires durent plus d'un mois. La permanence du parlement engourdit les ressorts de l'administration. L'application exclusive de ses membres à leurs intérêts particuliers encourage les prévarications des fonctionnaires. Le désordre est partout; on le retrouve si uniformément dans toutes les classes et à tous les degrés de l'administration, les habitudes de gaspillage et de malversation sont si générales, que personne ne songe plus à s'en étonner. L'improbité est devenue une chose toute naturelle; l'honnêteté seule a droit de surprendre comme une exception singulière, comme une sorte d'originalité excentrique.

On voit par ce tableau, malheureusement trop vrai, que la révolution de 1843 n'a fait que mettre plus en relief les vices du caractère grec, et qu'elle a laissé toute la réalité du pouvoir entre les mains de la royauté. Il serait cependant injuste d'attribuer au roi Othon la responsabilité de ces déplorables résultats. L'opinion a été trop sévère pour ce prince : malgré les erreurs récentes de sa politique, nous ne voulons point méconnaître ses sérieuses qualités. Le roi Othon est supérieur à la réputation qu'on lui a faite. Il n'a point, il est vrai, l'esprit étendu et brillant, mais il a les mérites solides qui manquent trop souvent aux natures plus riches et plus séduisantes. Il est scrupuleux, prudent et loyal. Il connaît bien son pays et son peuple. Il aime le travail, et il est plus expert dans beaucoup de questions que la plupart de ses ministres. La ténacité de son caractère ne l'empêche point de rechercher la discussion et de se laisser convaincre par de bonnes raisons. Il n'a pas cette vivacité d'esprit qui est une des plus attrayantes distinctions de la reine Amélie; mais il a le jugement plus sûr. Sans doute le roi Othon aurait pu lutter avec plus d'énergie contre les mauvaises tendances de son peuple; on doit pourtant avouer que ce n'est pas lui qui a fait les

Grecs ce qu'ils sont, qu'il ne pouvait employer d'autres instrumens que ceux qu'il avait sous la main, et que sa situation de roi constitutionnel l'a souvent obligé de pactiser avec les défauts des hommes qu'il avait à gouverner. En voyant l'état de décomposition morale de ce pays, où vingt-deux ans d'indépendance reconnue n'ont rien fondé de solide, où le gouvernement est mal assis, où les hommes politiques n'ont aucun principe, où les masses ne se sont pas encore élevées au-dessus des *rayas* de l'empire ottoman, où la partie intelligente de la nation consacre toutes ses facultés à la satisfaction de ses appétits personnels, ce n'est donc pas au roi Othon qu'il faut imputer tout le mal. Le blâme devrait remonter plus haut encore; on aurait le droit d'adresser des reproches fondés à la négligence des puissances protectrices et surtout à la fausse politique qui a si longtemps porté la France et l'Angleterre à faire de la Grèce le théâtre de rivalités sans prévoyance, sans profit et sans gloire.

L'on doit reconnaître en effet que, parmi les obstacles qui ont le plus contribué à empêcher les progrès de la Grèce, l'action diplomatiques mal engagée de la France et de l'Angleterre a été un des plus graves. Ce n'eût pas été trop de l'union et de la coopération cordiale des deux puissances occidentales pour aider le gouvernement grec à triompher de ses difficultés intérieures, et pour contrebalancer l'influence de la Russie sur les Hellènes. Certes il n'y avait dans les choses ni dans les hommes politiques de la Grèce rien d'assez considérable ni d'assez élevé pour que deux grandes puissances telles que la France et l'Angleterre pussent regarder leur amour-propre ou leurs intérêts comme liés aux petits reviremens de la politique athénienne. L'honneur des puissances occidentales n'était engagé qu'à une chose en Grèce, au succès d'une combinaison politique et d'une régénération de race qui était leur œuvre; quant à leur intérêt, il était le même. Dans la prévision des éventualités de la question d'Orient, il fallait préparer une Grèce étroitement unie à la civilisation occidentale et capable de résister un jour aux empiétemens de la Russie. La France et l'Angleterre, oubliant ces vues d'avenir, aimèrent mieux servir les ressentimens, les rivalités, les intérêts particuliers des anciens chefs hellènes, encourager et perpétuer les divisions, épouser chacune un tiers de la nation pour répudier les deux autres. La conduite de la Russie fut bien plus habile. Quoique la Russie ait eu, elle aussi, des préférences personnelles, elle ne les a jamais affichées aussi ouvertement que l'Angleterre et que la France. Par la communauté de la foi religieuse, elle avait une popularité parmi les masses qu'elle a ménagée avec art. Les trois partis étaient loin d'avoir en elle la même confiance, mais aucun d'eux ne la regardait comme lui étant directement hostile et ne rompait avec

elle. La Russie trouvait dans les affaires religieuses l'occasion fréquente d'entretenir au sein du peuple son influence et ne la négligeait jamais. C'est ainsi qu'en 1850, lorsque fut réglée par l'habile intervention de la politique russe une des affaires que les Grecs avaient le plus à cœur, la reconnaissance par le patriarche de Constantinople de l'indépendance de l'église hellène, la gratitude pour la Russie fut universelle. De tous les points de la Grèce, des prêtres, des hommes connus pour leur dévouement aux idées orthodoxes accouraient chaque jour à Athènes pour porter au ministre russe l'expression de leur reconnaissance envers l'empereur Nicolas. On peut donc caractériser d'un mot l'action diplomatique de chacune des trois puissances protectrices vis-à-vis de la Grèce : l'Angleterre humiliait la Grèce, la France la gâtait, la Russie se conciliait ses sentimens les plus intimes. Par ses tracasseries malveillantes, l'Angleterre aggravait, au lieu de les corriger, les désordres et les vices du gouvernement grec; par son indulgence systématique, la France les encourageait; par sa circonspection et son apparente impartialité, la Russie s'apprêtait à les exploiter un jour à son profit.

Il existait cependant depuis longtemps en Grèce un mouvement qui aurait dû avertir l'Angleterre et la France qu'elles faisaient fausse route. La seule idée générale qui ait occupé l'imagination et excité les espérances passionnées du peuple hellène depuis l'indépendance est la pensée de reculer les frontières de la Grèce actuelle, d'annexer au nouveau royaume les provinces voisines de l'empire turc, de relever la croix, au profit de la Grèce, sur les minarets de Sainte-Sophie, de reconstituer le panhellénisme et l'empire de Byzance. La religion était naturellement le premier mobile et la consécration de ces rêves ambitieux. Pour les Grecs comme pour les Russes, la religion orthodoxe est plutôt un lien national que l'expression d'une foi bien vive. Respectée comme forme, obéie jusqu'à la minutie dans toutes ses prescriptions extérieures, aimée comme la cause principale de la perpétuité de la race hellénique sous la domination ottomane, elle est encore pour les Grecs l'espérance et l'instrument de leur agrandissement futur. Cette aspiration où la politique et la religion viennent se confondre est ce que les Grecs nomment *la grande idée*. Sans approuver les manifestations intempestives de cette tendance, on peut bien reconnaître qu'elle était naturelle chez un peuple ébloui des gloires que rappelle son nom, mécontent et humilié de sa condition présente, uni par le sang et la religion à des populations encore soumises à la domination étrangère qu'il a lui-même secouée. Au dehors et au dedans, les Grecs sont entraînés vers *la grande idée*, au dehors par leurs coreligionnaires, qui soupirent après l'indépendance, au dedans par ces hétérochthones mêlés aux

luttes de la révolution, et qui ont laissé derrière eux dans les provinces turques, en Épire, en Thessalie, en Candie, leurs familles et leurs biens pour venir se faire citoyens indépendans de la Grèce. Aussi *la grande idée* n'est-elle pas restée une aspiration vague et flottante dans l'imagination des Grecs; on en a préparé la réalisation par une organisation et une propagande qui ne la laissent point s'endormir dans l'esprit populaire. Les hétairies, ces anciennes associations qui ont préludé à l'insurrection de 1821, se sont reconstituées depuis plusieurs années au service de *la grande idée;* elles ont recruté des affiliés, recueilli de l'argent, répandu des émissaires. Comme toutes les œuvres de propagande appuyées sur une organisation secrète, *la grande idée* a été pour quelques hommes une spéculation pécuniaire, et pour d'autres un moyen de popularité. M. Métaxa en était dès l'origine l'homme d'état, et le général Tzavellas l'homme d'épée. Le travail des hétairies restait secret dans les temps ordinaires; mais dès qu'une difficulté extérieure venait assaillir la Turquie, *la grande idée* faisait explosion. On le vit bien en 1849, lorsque la Russie menaça la Turquie d'une rupture en demandant l'extradition des réfugiés hongrois. Les hétairies fermentèrent. On colportait en Grèce des lettres de Constantinople toutes brûlantes de l'espoir d'un prochain triomphe, on faisait courir dans la foule des billets avec ces mots : « Une expédition ou la démocratie! » Les Grecs ne s'inquiétaient point du prétexte qu'ils allaient choisir pour attaquer la Turquie. Eux qui accueillaient et fêtaient les révolutionnaires étrangers, ils oubliaient que c'était pour maintenir le droit d'asile en faveur des réfugiés hongrois que la Turquie bravait noblement la guerre. Pour l'immense majorité des Grecs, le droit n'est rien, le fait est tout. Or le fait, c'était alors une rupture imminente entre la Russie et la Porte, c'était peut-être la guerre entre ces deux puissances, et cette guerre, c'était la réalisation de tous les rêves des partisans de *la grande idée,* c'était l'invasion de la Thessalie et de l'Épire pendant que les armées turques seraient occupées sur le Danube. Il était donc évident, dès ce temps-là, que ces dispositions de la race hellénique pourraient devenir, à un moment donné, une cause d'embarras sérieux pour la politique des cabinets de l'Occident. La France et l'Angleterre, les yeux ouverts sur cette perspective, auraient dû prévoir que l'union de leurs représentans à Athènes était surtout indispensable pour empêcher la Grèce de céder au fanatisme de *la grande idée,* et d'être un instrument de diversion dans les mains de la Russie le jour où elle voudrait accomplir ses desseins sur l'empire ottoman.

Si la France et l'Angleterre eussent depuis longtemps concerté leur action à Athènes, nous sommes convaincu que la dernière crise

eût été épargnée à la Grèce. C'est un point que l'équité nous oblige de constater avant de commencer le récit de cette crise. Nous avons montré en effet que, malgré la forme représentative, le roi avait conservé toute la puissance dans ses mains. Le roi seul pouvait donc s'opposer aux entraînemens de *la grande idée*. Or, si la France et l'Angleterre eussent marché d'accord à Athènes depuis plusieurs années, il est probable que le roi Othon n'eût jamais séparé sa politique extérieure de celle des puissances occidentales et eût comprimé dans la guerre actuelle le mouvement des hétairies. Les anciennes dispositions connues du roi Othon confirment cette appréciation. Dans l'origine, le roi Othon s'était montré inquiet et défiant à l'endroit de *la grande idée*. La composition et le but des hétairies lui inspiraient d'égales appréhensions. Les sociétés secrètes étaient surtout recrutées dans le parti napiste, celui qui s'était toujours montré hostile au roi et favorable à la Russie. Le roi Othon voyait donc d'un côté une intrigue ourdie contre son trône dans les sociétés formées en apparence pour délivrer l'Épire et la Thessalie; de l'autre, il craignait, en favorisant *la grande idée*, de ne travailler qu'au profit des intérêts russes. Lui-même, pénétré de ces idées, dont les faits ont dû lui démontrer si cruellement la sagesse, il répétait en 1849 ce mot de Capodistrias : « Il vaut mieux pour la Grèce un turban à Constantinople qu'un chapeau à plumes. » — « Si une puissance européenne se substituait aux Turcs, ajoutait le roi Othon, non-seulement la Grèce perdrait toutes ses chances d'avenir, mais encore son indépendance elle-même serait compromise. » Le roi Othon disait aussi à cette époque que, si le cabinet de Londres modifiait son attitude à son égard, il n'hésiterait pas à imprimer à sa politique extérieure une direction plus conforme aux vues de la France et de l'Angleterre qu'à celles de la Russie. En rappelant ces dispositions du roi Othon, auxquelles pour sa part la France se fût prêtée avec empressement, nous n'entendons point raviver contre l'ancienne politique de l'Angleterre à Athènes des récriminations stériles : nous voulons signaler par un exemple saisissant les désastreuses conséquences des divisions de la France et de l'Angleterre, les maux que leur union peut prévenir et le bien qu'elle peut faire. Nous tenons aussi à montrer que le roi Othon a quelque titre à l'indulgence des esprits impartiaux, et que si l'on juge sévèrement ses fautes récentes, il ne faut point oublier cependant les difficultés de sa situation.

Le court aperçu que nous venons de tracer de l'état de la Grèce était nécessaire pour faire comprendre le caractère et la portée du mouvement auquel la France et l'Angleterre ont été obligées de résister. On devine l'impression que durent produire sur de pareils élémens la mission du prince Menchikof et les premiers symptômes

d'une prochaine rupture entre la Russie et la Porte. Athènes ne reçut pas seulement le contre-coup moral de la mission du prince Menchikof. Ce qui prouve la préméditation des projets de la Russie et le rôle qu'elle réservait d'avance dans ses plans à la Grèce, c'est que le prince Menchikof, à peine arrivé à Constantinople, envoya à Athènes l'amiral Kornilof, qui l'avait accompagné dans son ambassade. La présence d'un amiral russe dans la capitale de la Grèce exalta naturellement les espérances des partisans de *la grande idée*. Que se passa-t-il dans les entrevues de l'amiral Kornilof avec le roi et avec les ministres? quelles perspectives furent montrées d'un côté, quels engagemens furent contractés de l'autre? Nous l'ignorons; mais peu de temps après la visite du délégué du prince Menchikof, le gouvernement prit une mesure où il n'était guère possible de ne pas reconnaître l'influence de la Russie. Dans les premiers jours d'avril 1853, un corps de douze cents hommes avec quatre pièces d'artillerie fut dirigé d'Athènes à Lamia sur la frontière de la Turquie. Ce mouvement de troupes fut ordonné sans que les ministres de France et d'Angleterre en eussent été informés. Le gouvernement grec essaya de présenter cet envoi de troupes comme destiné à la répression du brigandage et à protéger deux villages de la frontière que les Turcs réclamaient comme appartenant à leur territoire. L'opinion ne prit pas le change sur cette explication. Dans les circonstances actuelles, les partisans de *la grande idée* y virent le commencement d'une autre guerre de l'indépendance qui devait se terminer par l'établissement d'un empire hellénique d'Orient. Le gouvernement eut l'air de regretter officiellement cette interprétation extravagante de sa mesure; mais le parti russe s'inquiéta peu des démentis apparens. Il comptait dans le ministère plusieurs de ses membres les plus importans : M. Païcos, le ministre des affaires étrangères; M. Vlachos, le ministre de l'instruction publique; M. Spiro Milio, le ministre de la guerre. La rumeur publique signalait la cour comme inclinant vers lui. L'organe du parti russe dans la presse, *le Siècle*, se livrait aux déclamations les plus véhémentes. Il dénonçait les puissances chrétiennes, qui seules, disait-il, perpétuaient la tyrannie monstrueuse de la Turquie. Il les sommait d'en finir d'un coup avec cette iniquité décrépite. Il annonçait l'empire hellénique qui devait inévitablement remplacer la domination des sultans, sous l'invincible protection de la Russie. Déjà, avec un singulier oubli de la dynastie bavaroise, il désignait comme appelé à présider aux destinées de la nouvelle Byzance le prince russe qu'a nourri le lait d'une Grecque. A ces violentes manifestations de la presse se joignirent les démonstrations du clergé : les prêtres, les évêques venaient haranguer et bénir les troupes à leur passage, comme si elles partaient

pour la guerre sainte. Tel fut le premier acte inconsidéré du gouvernement grec; il fut accompli immédiatement après le départ d'Athènes de l'amiral Kornilof (1).

Le corps d'armée rassemblé sur la frontière turque fut bientôt porté à plus de deux mille hommes, sous le commandement du colonel Scarlato Soutzo. Pour défendre les deux villages réclamés par les Turcs, cette force était évidemment insuffisante; contre les brigands, elle était exorbitante : jamais le gouvernement grec n'avait employé deux mille hommes pour la répression du brigandage, et d'ailleurs ce n'était pas sur la frontière seule que les bandits commettaient leurs excès. Dans ce moment même, des bandes infestaient impunément les replis du Parnasse : vers le milieu d'avril, le village de Dernitza avait été attaqué et pillé en plein jour par une troupe de quinze hommes que l'on ne songea point à poursuivre; quelques jours après, une autre bande passait de Lamia dans l'Eubée, et là, dans le petit village de Limni, assassinait un ancien démarque et blessait plusieurs personnes. Des observations furent présentées dans ce sens, mais inutilement, par les ministres de France et d'Angleterre, MM. Forth-Rouen et Wyse, au gouvernement grec. Cependant l'effervescence ne s'étendit pas alors au-delà du parti russe et des sectaires de *la grande idée*. *Le Siècle* était encore isolé dans la presse. Ce parti conservait, il est vrai, une vivante influence dans les masses incapables d'apprécier la situation délicate de la Grèce, et qui n'étaient accessibles à d'autres sentimens que la passion religieuse et la haine des Turcs; mais les hommes éclairés, les vrais patriotes grecs, ceux qui se rattachaient aux légations de la France et de l'Angleterre, combattaient encore avec succès les prédications du parti russe. Ils comprenaient que les progrès de la Russie ne pouvaient qu'être funestes à l'indépendance de la Grèce. A l'intérêt religieux ils opposaient l'intérêt de l'autonomie grecque. Ils soutenaient que le triomphe de la Russie entraînerait l'absorption de leur nationalité et de leurs institutions dans l'absolutisme panslaviste, et serait la ruine de la liberté et de la civilisation helléniques. Telles étaient à Athènes les opinions dominantes dans les cercles lettrés et commerçans, et ces opinions gagnaient chaque jour du terrain. Le gouvernement grec eût donc trouvé là, s'il l'eût voulu, un point d'appui sérieux contre les entraînemens du parti russe (2).

Après la première fermentation excitée par l'ambassade Menchikof et par cette démonstration militaire, la Grèce resta dans l'attente. La guerre n'avait point éclaté; l'Europe avait pris à Vienne l'arbi-

(1) M. Wyse to the earl of Clarendon. *Corresp.*, nos 1, 5, 9.
(2) M. Wyse to the earl of Clarendon. *Corresp.*, nos 19, 21.

trage du différend turco-russe; la paix était encore possible. Le gouvernement grec garda une réserve apparente. Durant cet intervalle, où l'issue demeurait incertaine, trois opinions se dessinaient en Grèce parmi les hommes politiques. La première, que nous venons de signaler, voulait que, quel que fût l'événement, la Grèce ne sortît point de la neutralité, qu'elle demeurât fidèle aux puissances occidentales, et qu'elle attendît uniquement de ces puissances, pour prix de sa fidélité, l'accomplissement de ses espérances et de ses vœux d'agrandissement. C'était la manière de voir des hommes les plus intelligens, les plus honnêtes et les plus considérables par leur fortune. La seconde opinion tranchée, celle qui arborait franchement le drapeau russe et qui appelait de tous ses vœux le triomphe de l'empereur Nicolas, n'a pas besoin d'être définie davantage. C'était l'opinion de l'hétairie et des sectateurs de « la grande idée. » Elle s'appuyait, comme nous l'avons dit, sur le fanatisme religieux; elle avait son armée impatiente et toute prête parmi les fanariotes et les hétérochthones; les hommes de cette opinion ne cachèrent point leurs regrets et leur dépit tant que les négociations de Vienne rendirent possible le maintien de la paix. Mais entre les deux opinions tranchées, il s'en forma une troisième qui avait la prétention de concilier le but poursuivi par la seconde avec la prudence conseillée par la première : opinion mixte, subtile, tortueuse, qui était au fond aussi dépourvue de véritable habileté que de franchise. Il faut que la Grèce profite de la guerre engagée entre la Turquie et la Russie, sans cependant se brouiller avec l'Occident : tel était le problème. La solution que l'on rêvait était celle-ci : on insurgerait l'Epire, la Thessalie et la Macédoine; on aiderait les insurrections par tous les moyens secrets; des volontaires grecs iraient les exciter, les grossir et les commander. Néanmoins le gouvernement ne se compromettrait pas ostensiblement dans cette tentative; il prendrait des mesures apparentes de neutralité, pour couvrir sa responsabilité vis-à-vis des puissances occidentales; il aurait l'air d'être débordé par un mouvement national irrésistible; contre les plaintes de la France et de l'Angleterre, il plaiderait son impuissance. De la sorte la Grèce, à la faveur du conflit oriental, prendrait ses gages; puis, la guerre terminée, au moment où l'Europe négocierait une pacification générale, la Grèce se présenterait au congrès final avec des faits accomplis. Pour prouver que l'on pouvait compter sur le concours ou au moins sur l'indulgence de l'Europe, les partisans de cette opinion rappelaient les diverses phases de la lutte de l'indépendance, d'abord condamnée par tous les cabinets et à la fin secondée non-seulement par l'opinion des peuples, mais par les gouvernemens de l'Occident. La suite n'a pas tardé à montrer que ces vues dangereuses, si étran-

gement mêlées de pusillanimité et de témérité, ont inspiré toute la politique du gouvernement grec et du roi Othon. Quelques fonctionnaires n'attendirent même pas que la guerre fût déclarée pour mettre en œuvre cette politique, à laquelle la Russie s'empressa de s'associer.

Par exemple, dès le commencement du mois de juin 1853, le consul grec à Trieste ouvrit parmi les résidens grecs de cette ville une souscription dans la pensée de fournir de l'argent, des armes et des munitions à leurs coreligionnaires de Turquie (1). On dit que la reine Amélie, qui à cette époque passa par Trieste pour se rendre en Allemagne, ne fut point étrangère à la pensée de cette souscription. Dans tous les cas, le gouvernement ne dissimula point son approbation, et nomma le consul commandeur de l'ordre du Sauveur. Le ministre grec à Saint-Pétersbourg, M. Zographos, écrivait à Athènes, au mois de septembre, que, si la Russie faisait la guerre à la Turquie, l'empereur Nicolas verrait sans regret la Grèce y prendre part et lui assurerait à la paix les territoires dont elle aurait pu s'emparer. L'ancien consul grec à Bucharest, auquel la Porte avait été obligée de retirer l'*exequatur* à cause de ses menées, et qui était resté en Valachie, avait des conférences avec le général Gortchakof, dont il rendait compte à son gouvernement, et promettait de la part du général russe des plans militaires quand le moment d'agir serait venu. L'empereur de Russie faisait distribuer dans les églises grecques un grand nombre d'ornemens sacerdotaux. Le chapelain de la légation russe, qui venait d'être sacré archimandrite par des évêques grecs, parcourait le Péloponèse (2). Un agent russe, M. Mano, Grec de Valachie, ancien compagnon du malheureux Ypsilanti, qu'il avait abandonné, arrivait à Athènes; il confirmait les promesses faites à M. Zographos, et assistait à de nombreux conciliabules auxquels prenaient part des officiers de l'armée, des fonctionnaires, et où l'on voyait, parmi les meneurs les plus exaltés, le préfet de police, M. Tissaminos.

Toutes ces menées éclatèrent au grand jour, quand on apprit, au commencement d'octobre, l'échec des propositions d'Olmütz et la déclaration de guerre de la Porte à la Russie. Ce fut le moment que le gouvernement grec choisit pour élever le général Tzavellas, considéré comme le chef de la secte de *la grande idée*, au grade de général de division. Les comités organisés à Athènes travaillèrent ouvertement à préparer l'insurrection. Ils avaient à leur tête le préfet d'Athènes, M. Lapani, le préfet de police, M. Tissaminos, le général

(1) M. Wyse to the earl of Clarendon. *Corresp.*, nos 22, 24.
(2) M. Wyse to the earl of Clarendon. *Corresp.*, no 31.

Hadgi Petro, le professeur Pilarinos, connu pour ses relations confidentielles avec M. Metaxa, qui était alors ministre de Grèce à Constantinople. Le plan de campagne fut convenu entre ces meneurs. On agirait avec le consentement et la participation du gouvernement, mais de manière à ne pas compromettre le roi, qui, aux yeux des puissances protectrices, aurait l'air d'avoir la main forcée. Les affiliés d'Épire et de Thessalie avaient nettement déclaré aux émissaires de *la grande idée* qu'ils ne se lèveraient qu'autant qu'ils seraient assurés de recevoir des secours sérieux et réguliers; on résolut en conséquence de travailler l'armée et de provoquer soldats et officiers à la désertion. On savait déjà que plusieurs officiers, autorisés par le gouvernement, étaient décidés à quitter leur drapeau et à entrer dans le mouvement. L'envoyé de Russie, M. Persiani, affectait de se tenir à l'écart de ces manœuvres; mais le consul russe, M. Paparigopoulo, les encourageait hautement. « Attendez, disait-il, que le premier coup de canon soit tiré, et rendez-nous le service d'opérer une diversion du côté de la Roumélie. A la paix, l'empereur n'oubliera pas la Grèce. »

Ce fut alors que les écrivains du *Siècle* jetèrent avec un délire d'énergumènes le cri de l'insurrection. Pour donner une idée de la violence incendiaire et de la ridicule emphase de ces provocations avec lesquelles on allait agiter les masses, il faut citer un des articles du poète Panaghioti Soutzo. Voici les termes dans lesquels ce furibond rédacteur du *Siècle* proférait l'appel aux armes :

« Hellènes!

« On a levé, on a levé comme enseigne la tunique odieuse et déchirée du faux prophète, et on marche enivré contre nos frères les Russes!

« Levons, nous aussi, ô Hellènes, le labarum du grand Constantin, et accourons où notre héritage nous attend, et où nous appellent nos coreligionnaires enfans de Vladimir et d'Olga!

« Gagnons les montagnes et marchons, nous aussi, vers Constantinople, qui seule vaut plus que dix royaumes de Grèce, et qui seule offre un revenu annuel de 300 millions de drachmes. Faisons-nous les gardiens de l'Europe et de l'Asie, et tenons les clés de la Mer-Noire et de l'Archipel.

« Comme un mortier de bronze échauffé vomit des boulets petits et grands, des clés, des chaînes et des matières combustibles, qui coupent les rangs ennemis et consument tout ce qu'elles touchent, montre-toi aussi, ô Grèce, un grand mortier vomissant sur la Thessalie, sur l'Épire et sur la Macédoine des soldats, des généraux, des combattans, des marins, des hommes éloquens et politiques, et partout où un Grec se montre, qu'il fasse un carnage dans l'armée turque; partout où un Grec se jette, qu'il fasse un incendie!

« Prenez de nouveau vos armes, ô Grecs, au premier son du canon des armées orthodoxes du grand Nicolas. Prenez ces armes avec lesquelles vous

avez pris Monemvasie, Tripolitza, Corinthe, Athènes, Nauplie, et avez massacré 50,000 Ottomans du Péloponèse, 30,000 de Dramali, 20,000 de Bryone, 20,000 autres de Bairam, et 100,000 d'Ibrahim et Kioutagni.

« Prenez les armes! je vous adjure par les 80,000 enfans, femmes et vieillards inoffensifs tués par les barbares à la prise de Salonique, par les 100,000 vieillards, femmes et enfans tués à la prise de Constantinople, par les 60,000 Grecs inoffensifs tués après la prise du Péloponèse, par les 200,000 Grecs inoffensifs égorgés en même temps en Péloponèse, en Thessalie et en Épire, par les 100,000 Grecs inoffensifs tués en Péloponèse en 1769, et par les 300,000 Grecs inoffensifs massacrés en 1821 à Scio, en Crète, à Smyrne, à Constantinople, à Andrinople et ailleurs.

« Saisissez vos armes au nom du crucifié, dont ils ont pris les temples magnifiques au nombre de trois cents, en gravant au-dessus en lettres d'or : « O Osman, ô Mahomet, ô Ali, ô Abouker, » et du sommet desquels ils crient : « Dieu est un, le Dieu des Ottomans, et Mahomet est seul son prophète. »

« D'où partirons-nous? d'où partirez-vous? Partez, vous, de la Grèce orientale, des lieux où Karaiscos a massacré les Ottomans à Distomos et à Arachova, où Androutzo Odyssea massacra à Graira les armées de Bryone; traversez les Vassilica, où Jean Gouras moissonna les armées de Bairam; franchissez les Thermopyles, où Athanasios Diacos épouvanta et chassa les armées de Kiosse-Mehmet.

« D'où partirons-nous? d'où partirez-vous? Partez, vous, de la Grèce occidentale, de Missolonghi, où Alexandre Mavrocordato, Marco Botzari, Canello Delyanni, Andrea Zaimi, Petro Mavromichali, Macris, Theodoros Grivas et d'autres massacrèrent les armées de Bryone. Franchissez Clissoir, où Kitzo Tzavellas, accompagné de cent héros, fit noyer 4,000 Albanais et 2,000 Arabes. Franchissez Achelon, où se sont noyés 8,000 Ottomans. Montez enfin le Soulion, où Lambros et Moschos chassèrent encore les 20,000 hommes d'Ali-Pacha.

« Malheureux, remuez-vous! De Thèbes à Missolonghi et de Tenare à Tymphriston, la terre s'agite et tremble! Et pourquoi s'ébranle-t-elle? parce que nos ancêtres la secouent par-dessous, et nous crient : Réveillez-vous! réveillez-vous! Ici, les 10,000 hommes de Miltiade, ces vainqueurs de Darius et des 100,000 Perses, font mouvoir Marathon. Là, les 50,000 hommes d'Aristide, vainqueurs de Mardonius et de ses 300,000 hommes, s'agitent au-dessous de Platée.

« O jeunes hommes, vous n'avez rien fait de grand! Mais voici une seconde lutte qui se présente, lutte pour la foi et la patrie, lutte pour l'affranchissement de toute la nation. Accourez, accourez! Ce fut pendant le même printemps que vos pères et nous nous marchâmes à Scouléné en Moldavie, à Dragasane de Valachie, au Liban de la Syrie, à Cydonie de l'Asie, à Souli d'Épire, au Mont-Athos de la Macédoine, à l'Olympe de Thessalie et à Macrinoros d'Acarnanie, aux huit forteresses du Péloponèse, à Scio, à Mitylène. A l'époque du même printemps, nous faisions la guerre aux armées de Babylone et de Memphis, à la flotte de Carthage et de Byzance, et nous chantions, pendant que l'on nous tuait : *Allons, enfans de la patrie*, et pendant

qu'on nous crucifiait en nous soumettant à des tortures, nous n'avons jamais traité, nous n'avons jamais tourné le dos.

« Montrez-vous donc nos enfans légitimes, et si vous n'attendiez que le cri de guerre, que ce cri devienne le son de la trompette de l'archange pour ressusciter les morts! que ce cri fasse une tempête qui secoue et ébranle tous les pays par où elle passe!

« PANAGHIOTI SOUTZO. »

En même temps que M. Panaghioti Soutzo se faisait le Tyrtée de l'insurrection projetée, le professeur de philosophie de l'université d'Athènes, M. Bambas, publiait dans *le Siècle* un appel aux armes non moins incendiaire. L'envoyé turc à Athènes, Nechet-Bey, qui avait été insulté quelque temps avant par un officier grec, ne put laisser passer sans protestation de pareils excès. Le danger des articles du *Siècle* n'était pas seulement dans l'effet qu'ils pouvaient produire sur l'esprit du peuple grec : s'ils étaient traduits et répandus en Turquie, ils pouvaient exciter parmi les Turcs des sentimens de défiance et de haine dont les rayas auraient été les premières victimes. Nechet-Bey demanda que le gouvernement grec désavouât et blâmât formellement les diatribes du *Siècle* dans ses organes officiels. M. Païcos ne donna qu'une satisfaction dérisoire à une demande si juste et si modérée. Les journaux du gouvernement ne blâmèrent dans les violences du *Siècle* que leur inopportunité; le journal de *la grande idée* put continuer ses ardentes provocations à la guerre, et quand arriva le manifeste de l'empereur Nicolas, il le fit imprimer en lettres d'or pour l'envoyer dans les provinces.

Malgré les réponses évasives et subtiles de M. Païcos aux représentations des ministres de France et d'Angleterre, la politique oblique du gouvernement se trahissait de jour en jour davantage. A la fin d'octobre, au terme de la session de la chambre dont les pouvoirs allaient expirer, le gouvernement fit voter un emprunt de 5 millions de drachmes. Le prétexte apparent de cet emprunt était de venir au secours des provinces qui souffraient de la disette; mais les indiscrétions des amis du gouvernement, du commissaire de la banque entre autres, n'en laissaient pas ignorer le but réel. Il s'agissait de parer aux éventualités de la guerre. Cet emprunt était hypothéqué sur une des branches les plus assurées du revenu, au mépris des conditions stipulées en 1832 au profit de l'emprunt de 60 millions, garanti et jusqu'à ce jour servi par les puissances protectrices. La France et l'Angleterre auraient dû au moins être averties de cette mesure financière, qui avait pour conséquence de transférer un de leurs gages à de nouveaux créanciers; elles avaient le droit de s'opposer à cet emprunt, dont la destination n'était point claire : sur la protestation du gouvernement grec, elles se désistèrent pourtant

de leur opposition, à condition que la Grèce ne ferait point un mauvais usage de l'argent qu'elle cherchait à se procurer. Mais dans les pourparlers qui eurent lieu à ce sujet entre les envoyés anglais et français et le ministre grec, M. Païcos, dans un moment d'abandon, laissa échapper un aveu significatif : « Nous ne devons pas tromper plus longtemps, dit-il, les puissances protectrices et leur laisser croire que la Grèce sera jamais en état de payer les intérêts de sa dette. En limitant la Grèce, ainsi qu'elles l'ont limitée, les puissances n'ont produit qu'un avortement. Nous ne pouvons pas vivre tels qu'on nous a faits. Vous ne nous avez pas laissé d'avenir, et mieux vaudrait faire de nous une annexe à la Turquie ou aux Iles Ioniennes. » La nécessité de l'annexion de l'Épire et de la Thessalie était le sous-entendu de cette insinuation. Peu de temps après, à Munich, dans le lieu où les pensées du gouvernement grec devaient être le mieux connues, le ministre du roi de Bavière, M. Von der Pfordten, exprimait plus clairement à l'envoyé anglais, sir John Milbanke, le même désir à travers les mêmes doléances : « La translation de l'Épire et de la Thessalie à la couronne de Grèce, disait le ministre bavarois, ajouterait à sa force et seconderait le développement des ressources du royaume. » Sans cet accroissement de territoire, la Grèce, suivant M. Von der Pfordten, ne serait jamais en état de faire face à ses engagemens (1). Gagner l'Épire et la Thessalie dans l'ébranlement que la Russie allait imprimer à l'empire turc, telle était la préoccupation manifeste du gouvernement grec, l'espérance à laquelle il allait tout rapporter. La reine Amélie, dont la vive imagination exerce sur le roi Othon et les personnes qui l'entourent une influence à laquelle il est si difficile de résister, avouait avec une imprudente franchise les rêves qui l'entraînaient vers ce mirage. « Qu'a donc voulu l'Europe en créant la Grèce? disait-elle à un diplomate allemand, lorsque l'on connut le protocole de la conférence de Vienne du 5 décembre; je supposais que nous étions destinés à voir se grouper autour de nous, pour les raviver, une partie des membres chrétiens de cet immense cadavre. Mais l'Europe est vieille, continuait-elle avec un mélange de dépit et d'enthousiasme. Elle n'a pas compris sa mission et tout ce qu'elle aurait gagné à ne pas laisser la Russie se prononcer seule en faveur des chrétiens. Quant à nous, qui sommes plus jeunes que vous, nous sentons comme on sentait au temps des croisades, et vous ne pouvez nous comprendre. »

Certes l'ambition colorée de sentimens généreux qui faisait briller de telles visions dans l'imagination impatiente d'une reine spirituelle

(1) Sir John Milbanke to the earl of Clarendon. *Corresp.*, nº 44.

et romanesque se comprend facilement; mais en ce moment c'était la Grèce qui avait surtout besoin d'intelligence. Elle aurait dû comprendre sa situation d'abord et ensuite comment la question était posée par la Russie à l'Europe. La situation de la Grèce, indépendamment des complications européennes, ne justifiait point, nous l'avons montré, ses ambitieuses prétentions. Ce qui manquait à la Grèce, ce n'était point le territoire, c'était le bon gouvernement. Elle avait bien plus à gagner au développement de ses ressources intérieures qu'à une extension de limites géographiques. La corruption envahissant toutes les branches de l'administration, les emplois les plus élevés aux mains des hommes les moins compétens; point de respect pour les lois, pas de sécurité pour les propriétés et les personnes, le gouvernement constitutionnel devenu un nom dérisoire; le pays, malgré son indépendance, demeuré dans l'état de stagnation où l'avait laissé la domination musulmane, voilà le triste tableau que présentait la Grèce. Quelle ressource et quel accroissement de force réelle lui aurait apportés dans un tel état l'annexion de deux provinces montagneuses et d'une population à demi barbare et turbulente de trois ou quatre cent mille âmes? Quel intérêt pouvait avoir l'Europe à doter de deux nouvelles provinces un pays qui s'était montré jusqu'à ce jour à peu près incapable de se gouverner lui-même? Quel moment d'ailleurs la Grèce choisissait-elle pour demander un démembrement de l'empire turc à son profit? Justement celui où l'Europe allait défendre par les armes le principe de l'intégrité de l'empire ottoman contre la Russie! Comment le roi Othon et la reine Amélie, comment la cour de Bavière pouvaient-ils sérieusement penser que l'Europe commencerait cette lutte en se donnant un démenti à elle-même, en défaisant d'une main ce qu'elle allait faire de l'autre? Il n'y avait plus en présence que deux politiques, celle de l'intégrité de l'empire ottoman, la politique occidentale, celle — du démembrement moral ou matériel de la Turquie, la politique russe. Le roi Othon et la Grèce avaient à choisir entre l'Occident et la Russie. L'alliance avec l'Occident leur commandait une stricte neutralité vis-à-vis de la Turquie; toute tentative sourde ou avouée sur des provinces turques n'était qu'une diversion favorable à la Russie et les faisait passer dans le camp russe. Mais en se rangeant avec l'Occident, la Grèce sacrifiait-elle cet avenir que M. Païcos reprochait à l'Europe de lui avoir enlevé? D'abord elle s'assurait le présent. La guerre même allait lui ouvrir des sources de prospérité nouvelle, en donnant à sa marine le commerce du Levant et une part certaine dans le transport de nos troupes et des approvisionnemens de nos armées. Quant à l'avenir, les peuples et les gouvernemens l'obtiennent toujours à la condition de le mériter. Si la Grèce accomplissait

la première conquête à laquelle elle ait à songer, celle d'une bonne administration; si elle gagnait par les services qu'elle nous aurait rendus la confiance de la France et de l'Angleterre, n'avait-elle pas le droit de compter sur notre reconnaissance? Il n'y a dans tous les cas qu'une puissance en Europe qui ait frappé l'avenir de la Grèce d'une interdiction péremptoire, et la Grèce a pu le voir depuis par la déclaration de l'empereur Nicolas à sir Hamilton Seymour : cette puissance, c'est la Russie.

Les conseils et les avertissemens de la France et de l'Angleterre ne manquèrent point au gouvernement grec, pour l'éclairer sur ses véritables intérêts dans la lutte qui allait s'engager. Malheureusement le roi Othon avait pris son parti. Les envoyés français et anglais ne cessaient de recommander à ses ministres de contenir et de réprimer les manifestations des partisans de *la grande idée*. M. Païcos et ses collègues admettaient dans leurs entretiens la sagesse de ces conseils, mais restaient dans une inertie absolue, lorsqu'il s'agissait de les suivre. Au contraire, toute leur conduite montrait clairement leurs véritables tendances. Ainsi M. Vlachos, le ministre de l'instruction publique, laissait *le Siècle* continuer ses prédications fanatiques sans leur opposer un mot de blâme dans les journaux officiels. M. Païcos permettait aux consuls grecs de patroner les souscriptions en faveur de *la grande idée*. Le colonel Scarlato Soutzo, qui avait succédé au général Spiro Milio au ministère de la guerre, remplaçait les commandans des forteresses par de jeunes officiers notoirement dévoués à la Russie. Il était impossible de ne pas reconnaître dans les actes des ministres la politique du roi, puisqu'en Grèce les ministères ne comptent pas avec les chambres, composées des créatures de la couronne, et ne tiennent leur existence que de la volonté royale. Ce système produisit ses résultats naturels. L'agitation populaire, ne rencontrant pas d'obstacles, ne fit que s'accroître. Le 19 décembre 1853, jour de la fête de l'empereur Nicolas, le portrait du tsar, entouré de lauriers, fut exposé dans les cafés et les boutiques; les prêtres prièrent dans les églises pour l'empereur orthodoxe; des démonstrations publiques célébrèrent l'événement de Sinope. Le jour de l'an, les Grecs s'abordaient en se donnant rendez-vous pour l'année prochaine à pareil jour à Constantinople. La grande faute du gouvernement, en favorisant ce mouvement d'opinion, fut de tromper la nation sur les dispositions réelles de la France et de l'Angleterre : les Grecs ne supposaient pas que leur gouvernement agît dans cette affaire contrairement aux volontés des alliés naturels de la Grèce. « Vous ne pouvez croire, disait un jour M. Scarlato Soutzo à un ministre étranger, combien nous sommes tourmentés de l'idée que notre sagesse, si nous restons sages, ne soit prise en Europe pour de l'impuissance et

de la lâcheté. » Ce sentiment fut exploité auprès d'un grand nombre de Grecs, qui pensaient, au lieu d'aller contre la volonté de l'Europe, acquérir des titres à son estime en s'associant au mouvement. Bientôt la fermentation générale se communiqua aux esprits les plus intelligens et les plus clairvoyans, aux partisans habituels de la France et de l'Angleterre. Ceux-là demeuraient hostiles aux usurpations et aux prétentions de la Russie; mais ils espéraient toujours pouvoir y résister dans l'avenir avec leurs propres forces et avec l'appui inévitable des nations occidentales. Ils ne se laissaient pas prendre à l'illusion d'un empire byzantin, mais ils espéraient pouvoir agrandir au moins de deux provinces le territoire de la Grèce. Les journaux du parti constitutionnel, *l'Espérance*, le *Panhellenium*, le *Spectateur de l'Orient*, rédigés par les écrivains les plus intelligens et les plus honnêtes du pays, dirigèrent dans ce sens leur polémique, et toute la presse finit par prendre la même couleur. C'est ainsi que, par sa politique d'encouragemens secrets et d'inertie officielle, le gouvernement laissa se former ou plutôt prépara lui-même le courant national par lequel il voulait avoir l'air d'être débordé et emporté (1).

L'insurrection préparée de si longue main éclata enfin en Épire dans les derniers jours de janvier 1854. Ses premiers combattans furent des brigands. Les provinces turques voisines de la Grèce étaient dégarnies de soldats réguliers, l'armée d'Omer-Pacha ayant absorbé toutes les forces organisées de l'empire. Il n'y restait d'autre troupe à la disposition des autorités turques que des irréguliers albanais. Depuis longtemps, la défense des frontières contre le brigandage était établie dans ces provinces sur un système des plus vicieux. Les pachas turcs affermaient le service de l'ordre public à des chefs arnautes, lesquels, moyennant une somme débattue, se chargeaient de recruter leurs soldats et de maintenir l'ordre : cette singulière milice était désignée sous le nom de *dervend*. Les chefs du *dervend* ne se contentaient pas d'enrôler des hommes parmi les Albanais musulmans; ils prenaient quelquefois à leur service les brigands qu'ils étaient chargés de traquer et d'exterminer. Du reste, le plus clair profit de cette ferme de la force publique résultait pour les *dervend-agas* de la différence qui existait entre le chiffre nominal des troupes qu'ils étaient tenus d'entretenir d'après les traités et le chiffre réel des hommes qu'ils gardaient à leur solde; naturellement les momens de troubles étaient la période la plus prospère pour ce commerce barbare. Le *dervend-aga* d'Arta avait eu à son service un célèbre brigand de la frontière, Demetrachi Scalzogiani : il le renvoya pour

(1) M. Wyse to the earl of Clarendon. *Corresp.*, nº 56.

obtenir du gouvernement une augmentation de subsides. Le brigand Scalzogiani et sa bande licenciée se mirent à parcourir, sans être inquiétés, le district de Radovitsi ; ils furent rejoints par d'autres brigands et par des habitans des villages voisins, poussés au désespoir par les contributions extraordinaires levées au nom du gouvernement turc pour subvenir à la guerre. La bande ainsi grossie chassa les collecteurs de taxes, repoussa un détachement du *dervend*, et à la fin de janvier elle s'était établie dans la forte position de Peta, d'où elle menaçait la ville d'Arta. Ce fut le noyau de l'insurrection. Les premiers Grecs qui se réunirent à la petite armée du brigand Scalzogiani furent Karaiskakis et le fils du général Théodore Grivas, Demetrio Grivas. Karaiskakis, jeune officier de l'armée grecque, n'avait aucune importance par lui-même; mais il portait un des plus beaux noms de la Grèce. Il était le fils du général Karaiskakis, mort sur le champ de bataille dans les plaines d'Athènes, après avoir organisé la meilleure armée que la Grèce ait eue pendant la guerre de l'indépendance et avoir remporté de nombreux avantages sur les Turcs. Ce nom, qui n'avait pas été mêlé aux intrigues qui ont suivi la révolution, avait conservé tout son prestige. Spiridion Karaiskakis donna sa démission, entraîna avec lui une centaine de soldats, emporta 8,000 drachmes à la caisse militaire de son corps, alla rejoindre les bandes réunies devant Arta, et imprima à l'insurrection un caractère politique. On répandit en même temps une proclamation des insurgés, rédigée évidemment à Athènes et adressée bien plus à l'opinion européenne qu'à l'opinion grecque. Cette pièce anonyme faisait appel à tous les enfans du christianisme et à tous les amis de la liberté; elle provoquait les Turcs eux-mêmes à la révolte : « Nous ne combattons pas, leur disait-elle, pour venger les oppressions que nos ancêtres ont subies de la part de vos pères; nous combattons pour la liberté et l'égalité. Unissez-vous à nous, si vous ne voulez pas être privés de tout ce que vos frères ont perdu dans la Grèce libre. Unissez-vous à nous, et votre foi sera respectée, vos vies seront assurées, vos propriétés seront sauves. Unissez-vous à nous (1). »

Le signal était donné, l'explosion à Athènes fut immédiate et universelle. Le travail des sectaires de *la grande idée* y éclata en démonstrations publiques qui parurent encouragées par le roi et par la reine. Le dimanche 5 février, on donnait au théâtre *I Lombardi;* c'était l'anniversaire de l'arrivée du roi en Grèce, le théâtre était illuminé à cette occasion. Le roi et la reine assistaient à la représentation. La salle était comble. Les acteurs, au lieu de la croix rouge des croisés, parurent avec la croix bleue des Grecs, et cette substitution

(1) Consul Saunders to the earl of Clarendon. *Corresp.*, n° 60.

fut saluée par les applaudissemens frénétiques des spectateurs. A la fin de la pièce, un acteur portant le costume de Bélisaire s'avança sur le devant de la scène, et déposa sur le chiffre du roi une couronne impériale byzantine, aux acclamations de la salle et principalement des militaires. Les officiers de la garnison et les élèves de l'école militaire du Pirée avaient été invités à assister à cette inauguration symbolique, dont l'organisateur était le préfet de police, M. Tissaminos, membre en même temps de la commission théâtrale. D'autres démonstrations publiques eurent lieu presque tous les jours. Quand les troupes revenaient de l'exercice, la musique, en passant devant la légation turque, jouait, au milieu des cris et des gestes hostiles de la foule, les airs populaires qui rappelaient les souvenirs de la guerre contre les Turcs. Sous les fenêtres du roi, la musique jouait l'hymne célèbre de Riga, le Δευτε παιδες, la *Marseillaise* de la révolution grecque, et les étudians de l'université se rassemblaient en poussant des vivats et des clameurs patriotiques. Ce n'étaient là que les manifestations extérieures. Des actes plus sérieux signalaient ce mouvement. Les fauteurs de l'insurrection travaillaient sous les yeux du gouvernement à recueillir de l'argent et à recruter des soldats contre un état avec lequel la Grèce était en paix. Déjà la souscription de Trieste avait produit 300,000 drachmes; le procureur du roi d'Athènes, M. Typaldo, qui avait été envoyé quelques mois avant à Londres, pour demander des secours aux riches maisons grecques de l'Angleterre, n'avait pas été aussi heureux. Quoiqu'il fût autorisé à exciter et à récompenser la générosité des maisons grecques de Londres par des promesses de décorations, il ne put pas réunir plus de 80,000 drachmes. Quatre comités s'organisèrent pour grossir ces subsides, déjà déposés à la banque d'Athènes. Leurs agens allaient quêter les souscriptions de maison en maison. Les mêmes comités, dont l'un s'était installé en face de la maison de l'envoyé ottoman, préparaient les enrôlemens. On voyait reparaître de tous côtés les vieux fusils, les vieilles armes de la guerre de l'indépendance. La nuit, des étendards étaient bénis par les prêtres. Les étudians de l'université faisaient fabriquer des croix d'argent semblables à celles qui surmontent les drapeaux de l'armée grecque. Chaque jour, on apprenait le nom d'un nouveau général, d'un nouvel officier qui allait rejoindre l'insurrection. Théodore Grivas, Tzavellas, Hadgi Petro, Sautiri Strato, Rango, Papacosta, partaient successivement : Grivas avec 100,000 drachmes, Tzavellas avec 60,000, Hadgi Petro avec 30,000, Strato avec 20,000, Papacosta avec 10,000, et c'étaient les caisses de la banque qui fournissaient cet argent. Les troupes rassemblées sur la frontière sous prétexte d'y maintenir l'ordre, au lieu d'arrêter cette émigration déloyale, se

joignaient aux envahisseurs; les soldats désertaient avec la connivence et probablement à l'instigation de l'autorité. A Chalcis, en Eubée, un officier ouvrait la porte de la prison et en laissait sortir deux cent cinquante condamnés, lesquels, augmentés de cent trente soldats, marchaient à la frontière. Comment le public n'aurait-il pas cru que la cour s'associait du fond du cœur à ce mouvement? Jamais le gouvernement ne l'avait découragé, non-seulement par un acte de répression, mais par une marque d'improbation. Le préfet de police, M. Tissaminos, avait été destitué, il est vrai, mais seulement après les représentations énergiques des ministres étrangers, et depuis il était parti pour la frontière pour tenter d'organiser avec le procureur du roi, Typaldo, et un avocat distingué d'Athènes, M. Vellos, un gouvernement provisoire en Épire. M. Costi, premier médecin de la reine et directeur de l'université, avait cherché à modérer les rassemblemens d'étudians qui venaient chanter des chants patriotiques devant le palais; mais il faisait partie d'un des comités d'organisation de la guerre, et il assistait à la bénediction des drapeaux des insurgés. La cour, sur les remontrances du corps diplomatique, envoyait un officier pour engager le clergé de l'église de Saint-George à différer la célébration d'un service en l'honneur des insurgés morts à Radovitsi et où M. Panaghioti Soutzo devait prononcer une oraison funèbre; mais après avoir rempli sa commission, le même officier allait recueillir ouvertement des souscriptions pour les insurgés. Enfin, tandis que M. Païcos essayait d'amuser MM. Forth-Rouen et Wyse par de vagues et stériles assurances, le ministre de l'intérieur, M. Ambrosiades, dans un bal de la cour, disait hautement : « Le gant est jeté, la Grèce ne saurait reculer, et il faut que chacun fasse son devoir. » Puis il demandait aux députés, aux préfets auxquels il adressait ces paroles, sur combien d'hommes chacun d'eux pouvait compter.

Une duplicité pareille ne pouvait être tolérée. On ne pouvait se fier à des ministres qui se souciaient si peu de mettre leurs actes d'accord avec leurs déclarations officielles, et auprès desquels tous les avis étaient impuissans. Il fallait tenter de dire la vérité au roi et de lui ouvrir les yeux sur les périls où il allait précipiter la Grèce et son trône. MM. Forth-Rouen et Wyse demandèrent donc une audience au roi Othon. M. Païcos différa pendant trois jours de transmettre au roi la demande des ministres de France et d'Angleterre. Son mauvais vouloir se trahissait dans les pitoyables prétextes par lesquels il cherchait à détourner cette entrevue : la démarche était inconstitutionnelle; si les ministres voyaient le roi séparément, elle aurait un caractère moins insolite; s'ils voulaient s'adresser au roi au nom des puissances protectrices, ils devaient s'adjoindre l'envoyé

russe, M. Persiani! A bout de mauvaises raisons, M. Païcos dut céder. L'audience fut accordée. Le 27 février 1854, le roi reçut donc MM. Forth-Rouen et Wyse dans son cabinet, mais il les prévint que l'entrevue était privée et ne pouvait avoir de conséquences officielles. Cette réserve faite, il se montra disposé à les écouter avec courtoisie.

M. Wyse prit le premier la parole. Ses observations furent l'exposé le plus complet des conseils et des considérations amicales que la France et l'Angleterre, dans la situation actuelle de la Grèce, avaient le droit de présenter au roi Othon.

« Le royaume de Grèce, dit-il, a été créé par les traités. C'est par des traités qu'il a été admis dans la famille européenne. En y entrant, la Grèce a acquis des droits et en même temps elle a contracté des obligations. Pour que ces obligations soient justes, il faut qu'elles soient réciproques; pour qu'elles soient efficaces, il faut qu'elles soient observées non-seulement à la lettre, mais dans leur esprit. Si, sans provocation, la Turquie, par son peuple ou par son gouvernement, se rendait coupable d'agressions contre le territoire grec, nul doute que le gouvernement grec ne réclamât sur-le-champ, avec raison et avec toute certitude de succès, notre médiation, ou, s'il le fallait, notre intervention. Nous ne pouvons comprendre une justice qui ne s'appliquerait qu'à une partie, ou une obligation qui serait imposée à une partie et que l'autre pourrait rejeter à plaisir. Une insurrection locale vient d'éclater dans une province turque contiguë à la Grèce. Je n'en veux discuter ni les causes, ni la justification, ni les chances. Cette province a pu prendre part à la première et grande lutte de l'indépendance; elle est unie à la Grèce, non-seulement par des souvenirs, mais par les liens du sang et de la race. Il y a là sans doute des circonstances particulières et des difficultés dont il faut tenir compte; mais nous ne pouvons admettre un seul instant que ces considérations doivent l'emporter sur les devoirs solennels et la responsabilité du gouvernement grec, les seules choses que le roi et ses ministres doivent avoir en vue. Si les sympathies de sang, de race et de religion devaient régler la politique des états de l'Europe, c'en serait fait de tout droit international; il n'y aurait plus de sécurité pour les états et pour les souverains. La France pourrait tenter d'insurger la Belgique, le Piémont, la Lombardie, chaque état les pays qui seraient à sa convenance. Il y a heureusement un meilleur principe et une meilleure garantie de la bonne foi internationale : c'est le respect des traités. C'est ce principe, et non la mobilité des prédilections ou des passions, qui maintient la cohésion des différens membres de la grande famille européenne, et c'est pour le défendre que les gouvernemens sont forcés parfois de s'unir.

« Il est regrettable, ajouta M. Wyse, que ces principes aient été méconnus dans les derniers actes du peuple, et je dois ajouter du gouvernement grec. » Puis il récapitula les divers faits que nous venons d'énumérer, et par lesquels, sans aucune provocation de l'empire ottoman, le peuple grec, sous les yeux du gouvernement, et sans aucun effort de sa part pour les prévenir, plaçait la Grèce dans un état d'hostilité flagrante vis-à-vis de la Turquie. « Chacun

de ces faits, continua-t-il, mériterait l'attention sérieuse d'un gouvernement voisin et ami; mais considérés dans leur ensemble, la portée en est irrésistible. L'issue n'en saurait être mise en question. Nous sommes à la veille d'une grande guerre en Orient et peut-être en Occident. La Russie est d'un côté, la Turquie avec les deux grandes puissances maritimes de l'autre. L'Angleterre et la France ne peuvent avoir une politique pour la capitale et une autre pour les provinces, — une politique pour la tête et une autre pour les membres de l'empire turc. Elles se sont déclarées, elles ont donné leur parole; elles feront franchement et efficacement ce qu'elles ont à faire. C'est assez dire qu'elles ne peuvent voir d'un œil indifférent les mouvemens actuels de la Grèce.

« Quant à la Turquie, il est impossible qu'elle ne comprenne pas que le défaut d'énergie et de promptitude dans la répression de ces mouvemens étendrait le danger à d'autres parties plus vitales de l'empire. Déjà elle a réuni des moyens puissans. Des corps de troupes régulières s'approchent de la frontière, et elle a en réserve 60,000 irréguliers. En Épire, les insurgés, confinés dans le voisinage d'Arta, n'ont pu prendre cette ville. Souli et les districts qui environnent Janina sont au pouvoir des autorités turques. Un corps d'Arnautes et un demi-bataillon de *rédifs* sont en marche pour grossir une garnison déjà suffisante. Tous ces faits laissent peu d'espoir de succès aux insurgés; mais qu'ils réussissent ou qu'ils échouent, le résultat ne peut d'aucune façon être avantageux pour votre majesté. A la première apparence de succès, il est à craindre que, si un grand nombre de vos soldats a déjà déserté, des corps considérables n'abandonnent leurs lignes sur la frontière, et que peut-être toute l'armée grecque ne soit en campagne contre une puissance voisine avec laquelle la Grèce est en paix. Il n'est pas nécessaire d'insister sur la gravité d'un tel résultat. Si au contraire les insurgés sont battus, si la rébellion est étouffée, que deviennent leurs alliés hellènes? Ils ne peuvent rester sur le territoire turc, — ils sont forcés de retomber sur la Grèce. Alors quels périls se présentent! Ils peuvent être poursuivis au-delà de la frontière, et alors c'est la guerre ouverte avec la Turquie, ou bien, ce qui n'est pas un moindre mal, ils se diviseront en petites bandes de brigands, et voilà la sécurité des propriétés et des personnes compromise pendant des années; ou bien, ce qui est plus probable, ils descendront en masse. Quatre ou cinq mille hommes marchant sur Athènes, avec un chef aussi peu scrupuleux que le général Théodore Grivas, pourront dicter des conditions humiliantes à votre majesté. Il y a deux moyens de repousser une telle perspective, l'armée et les alliés de votre majesté. L'armée, un ministre de votre majesté m'a dit que dans de telles circonstances on ne pouvait compter sur elle. Les alliés de votre majesté, dans une pareille crise, ne seraient pas infidèles à leur mandat; mais si jamais votre majesté se trouvait placée dans une situation si difficile, il serait à désirer qu'elle pût se présenter à ses alliés avec la conscience d'avoir tout fait pour la prévenir. C'est pour ce motif qu'aujourd'hui, où les paroles peuvent encore être utiles, nous avons pris la liberté de nous adresser à votre majesté avec le désir sincère de nous interposer entre le trône de Grèce et les dangers qui le menacent (1). »

(1) M. Wyse to the earl of Clarendon. *Corresp.*, n° 84.

La logique de ces considérations parut produire quelque impression sur l'esprit du roi. « Je suis prince occidental, dit-il, et prince chrétien, et comme tel je comprends l'obligation de respecter les traités qui nous lient à l'Europe. D'un autre côté, je ne puis oublier que je suis roi de Grèce, et que je ne saurais rester étranger aux sympathies comme aux opinions de la nation grecque. Vous savez comment les sympathies de religion et de langue se sont produites dans la guerre de l'indépendance, et combien il est naturel qu'elles aient reparu aujourd'hui. Je ne cherche pas à les justifier, je les rappelle seulement comme des faits. » Le roi Othon sembla surtout sensible à la perspective du danger que son trône pourrait courir de la part des bandes rentrant en Grèce après avoir été vaincues par les Turcs; c'était principalement sur cette partie des observations de son collègue que M. Rouen était revenu avec force. Malheureusement le roi de Grèce croyait avoir rempli toutes les obligations que lui imposaient les traités, par les quelques mesures apparentes qui avaient séparé le gouvernement du mouvement d'insurrection, telles que les destitutions tardives des officiers qui étaient entrés dans les provinces turques. L'exaltation de la reine était d'ailleurs bien faite pour entretenir le roi dans cette illusion. « Moi seule, disait cette princesse, connais les efforts du roi pour conjurer l'orage et se maintenir en paix avec la Turquie. En femme soumise, je n'ai rien dit; mais moi, je n'aurais pas poussé si loin le sacrifice de ma popularité. Aujourd'hui nous sommes débordés; continuer à résister, c'est s'exposer à être brisés. » Puis, s'animant davantage : « Si vous nous poussez à bout, s'écriait-elle, je quitterai Athènes. J'irai faire la guerre dans la montagne. Je braverai le péril et la fatigue. Je me souviendrai de mes ancêtres. Je proclamerai la croisade. La pensée de perdre cette couronne ne m'effraie point. Je me jetterai sans peur dans les aventures, si vous nous y forcez. » D'autres fois, la pensée obstinée de la reine s'échappait en traits ironiques contre les cours qui blâmaient les entraînemens de la Grèce. Un soir, interpellant le ministre d'Autriche dans son salon : « Est-on encore chrétien à Vienne? » lui dit-elle.

Cependant aux représentations des ministres se joignirent bientôt les conseils, les exhortations, les avertissemens de tous les gouvernemens. M. Drouyn de Lhuys et lord Clarendon montrèrent sérieusement, au bout de leurs avis, les mesures sérieuses que les deux gouvernemens n'hésiteraient pas à prendre, si le gouvernement grec ne mettait point un terme aux agressions de ses sujets contre la Turquie. M. de Buol, M. de Manteuffel chargèrent leurs ministres à Athènes d'appuyer énergiquement les conseils de la France et de l'Angleterre. La cour de Bavière elle-même ouvrit les yeux sur la marche

fatale de la Grèce, et conjura le roi Othon de s'arrêter. Au langage officiel de leurs ministres, quelques souverains ajoutèrent des lettres autographes adressées au roi Othon. L'empereur des Français lui écrivit des premiers sur le ton le plus amical et le plus persuasif. La lettre de l'empereur fut remise au roi le 9 mars, quelques jours après l'entretien que nous avons rapporté. L'audience de M. Rouen commença à neuf heures du soir : il était deux heures quand notre ministre sortit du palais. La reine était présente. Le roi Othon n'ouvrit point devant M. Rouen la lettre de l'empereur; mais dans cet entretien de cinq heures, le roi et la reine s'efforcèrent de justifier leur politique, et ne laissèrent que trop voir combien leur esprit et leur cœur étaient éloignés de la neutralité que leur demandait l'Europe, et qu'ils prétendaient n'avoir point violée. Nous ne croyons pas qu'il y ait pour la diplomatie un plus douloureux devoir et une plus cruelle épreuve que d'avoir à opposer ainsi le langage froid et positif de la raison aux sentimens passionnés des personnes royales. La fierté d'un souverain aigrie par le sentiment de sa faiblesse, un roi ému qui se trompe consciencieusement dans l'appréciation de son rôle, qui se raidit contre d'irrésistibles nécessités sous l'impulsion d'une erreur qu'il croit généreuse, et plaide lui-même sa cause avec une irritation inaccoutumée; une reine belle, éloquente, passionnée, qui intervient dans une pareille controverse et encourage son auguste époux par des applaudissemens enthousiastes et par les plus touchans témoignages de son affection; un diplomate obligé de vaincre en lui-même la sympathie et de dominer le respect pour opposer à des illusions obstinées de sévères et inévitables perpectives : on devine les mouvemens d'une pareille scène, et l'on en comprend l'émouvante mélancolie.

Le roi avait pris son parti. Sa mission, disait-il, était de défendre par tous les moyens la race grecque contre l'oppression musulmane. Il connaissait sa faiblesse, mais Dieu était avec lui et ne l'abandonnerait pas dans une cause juste. Il y eut un moment où M. Rouen mit en doute le caractère national du mouvement et en attribua l'origine ou l'extension à la cour; le roi et la reine se levèrent les larmes aux yeux. « Quoi! s'écria le roi, ce n'est pas un mouvement national! Ce langage ne prouve qu'une chose, c'est que vous ne nous comprenez pas et que vous ne comprenez pas la Grèce. » En quittant le palais après ces longues heures orageuses, M. Rouen, bien que le roi eût promis « de réfléchir mûrement » aux conseils de la France, ne pouvait plus espérer de voir la cour d'Athènes s'arrêter sur cette fatale pente (1).

Tous les avis en effet restèrent inutiles. Il serait fastidieux d'énumérer les faits qui vinrent démontrer chaque jour davantage la con-

(1) M. Wyse to the earl of Clarendon. *Corresp.*, nos 107, 122.

nivence du gouvernement avec le mouvement d'invasion. On ne garda bientôt plus aucun ménagement. Toutes les nuits, des détachemens de soldats commandés par des chefs connus quittaient Athènes sans que le gouvernement cherchât à empêcher la désertion, même par une simple proclamation publique. Les jeunes gens qui se disposaient à partir comme volontaires étaient instruits à Athènes par des sous-officiers de l'armée. Les évadés de Chalcis entraient en Thessalie sans qu'aucun fonctionnaire eût cherché, malgré les ordres illusoires du ministre de l'intérieur, à les arrêter dans leur marche. D'autres prisons s'ouvraient aux condamnés. Les officiers partis pour les provinces turques conservèrent leurs traitemens, quoiqu'ils eussent donné ostensiblement leurs démissions, ce qui réduisait ces prétendues démissions à des congés illimités. Plus tard même, les Grecs engagés dans l'insurrection furent menacés, s'ils rentraient en Grèce, d'être traités comme déserteurs et poursuivis devant les tribunaux. A la suite d'un combat près de la frontière, entre des Albanais et des insurgés, ceux-ci ayant eu le dessous, le colonel Skolodimos, qui commandait un corps de troupes royales près de là, entra sur le territoire turc, pour venir au secours des insurgés, commandés par son parent, Karaiskakis. M. Païcos eut l'audace d'attribuer cet acte d'agression aux Turcs, et de les accuser, dans des notes adressées à ce sujet au ministre ottoman et aux puissances, d'avoir violé le territoire grec. Les faits furent vérifiés, et il fut prouvé que l'assertion de M. Païcos était justement le contraire de la vérité. Enfin quand la Porte, poussée à bout, demanda au gouvernement grec de rappeler les officiers émigrés, de punir les officiers qui avaient laissé échapper les condamnés pour en faire les auxiliaires de l'insurrection, de destituer les professeurs qui excitaient les étudians à s'enrôler contre les Turcs, de blâmer le langage agressif et outrageant des journaux contre la Turquie, de dissoudre les comités des hétairies, — le gouvernement grec se joua de ces justes réclamations par les assertions les plus notoirement mensongères, et refusa de donner une seule satisfaction. Ce refus mit la Turquie dans la nécessité de rompre ses relations diplomatiques avec la Grèce.

Quant au sort des entreprises fomentées et conduites par la Grèce dans l'Épire, la Thessalie et la Macédoine, il est connu, et cette guerre déloyale n'a présenté aucun incident digne d'intéresser la curiosité et de laisser un souvenir dans l'histoire. Les seuls résultats de la lutte ont été la dévastation et la désolation des districts insurgés, l'échec honteux des meneurs de l'agression, l'anarchie un moment déchaînée sur la Grèce, et qui n'a pu être comprimée que par l'intervention militaire de la France et de l'Angleterre.

Les habitans des provinces où les Grecs sont venus apporter l'in-

surrection ont eu à subir les ravages de leurs prétendus amis, et, avant que Fuad-Effendi eût pu réunir des forces régulières suffisantes, les terribles représailles des Albanais. Quelquefois même, comme à Mezzovo, où Théodore Grivas fut traqué et mis en fuite par les Turcs, les deux fléaux se sont abattus simultanément sur eux. L'aventure de Mezzovo est en raccourci toute l'histoire de l'insurrection. Cette ville avait été poussée à se soulever par les intrigues du consul grec de Janina, M. Rosetti. Grivas, poursuivi par Abdi-Pacha, s'y réfugia. Il commença par extorquer des habitans une énorme contribution. Quand il apprit que les Turcs approchaient, il rassembla toutes les femmes et tous les enfans dans une église, où il les enferma sous prétexte de les protéger, puis il envoya ses palikares dans les maisons désertes pour y aller prendre les bijoux et tous les objets de quelque valeur. Le butin ramassé, il mit le feu au quartier de la ville où il s'était retranché, et s'enfuit. Les Albanais, en arrivant, s'emparèrent de ce que les palikares n'avaient pu emporter. Aussi les habitans de ces malheureuses provinces se hâtaient-ils de faire leur soumission aux autorités musulmanes sous le patronage des agens consulaires d'Angleterre et de France; on en vit même marcher avec les troupes ottomanes contre l'insurrection. Quant aux chefs grecs, également incapables de commander et d'obéir, divisés par d'irréconciliables rivalités, ils n'ont pu tenir contre les Turcs, et les rodomontades des sectaires de *la grande idée* et de MM. Panaghioti Soutzo et Bambas ont abouti à ces lettres de Grivas et de Tzavellas, qui révélaient d'une façon si flagrante la complicité du gouvernement, en demandant des secours, de l'argent, un chef, et en proclamant l'impuissance radicale de l'insurrection. Quand ces demandes, que tout le monde a lues, arrivèrent à Athènes avec la nouvelle des désastres des insurgés, de nombreux conseils furent réunis au palais sous la présidence du roi. Tous les instigateurs importans du mouvement y assistaient. M. Metaxa y siégeait à la gauche du roi Othon. Dans cette situation désespérée, on agita la question de la coopération directe du roi et de son entrée en campagne à la tête de l'armée; le général Spiro Milio, aide de camp du roi, et le ministre de la guerre, Scarlato Soutzo, conseillèrent de prendre ce parti. Plus politique, M. Metaxa combattit cette résolution extrême. Il conseillait d'éparpiller les forces insurgées en bandes de guérillas, et, laissant la frontière et les places fortes en arrière, de les répandre dans le nord de la Thessalie et de la Macédoine. Le prince Jean Soutzo, secrétaire de la légation grecque à Saint-Pétersbourg, et qui venait d'arriver à Athènes, appuyait ce plan, approuvé, disait-il, par l'empereur Nicolas. Il affirmait que l'insurrection ainsi conduite pourrait tenir pendant deux ans, se communiquer à tout l'intérieur de la Turquie

d'Europe, et défier les mesures coërcitives des puissances alliées de la Porte. Cette idée eût certainement prévalu, si l'intervention de la France et de l'Angleterre n'eût pas déjoué à temps ces coupables menées (1).

Mais ce n'était pas au-delà des frontières que le mouvement avait produit ses plus dangereuses conséquences. Il avait livré l'intérieur de la Grèce à une véritable anarchie. Le brigandage avait reparu plus redoutable que jamais. Des bandes qui parcouraient le pays sous prétexte d'aller combattre les Turcs levaient sur leur passage des contributions forcées et menaçaient les villes du pillage. Le parti russe, comme toutes les causes violentes quand elles se voient perdues, en vint enfin à organiser à Athènes, contre les Grecs qui commençaient à blâmer hautement la politique insensée du gouvernement, un système de terreur. Des listes de proscription étaient, disait-on, dressées en secret. Plusieurs partisans de la France et de l'Angleterre, l'avocat de la légation française entre autres, des étrangers furent insultés et battus dans les rues sous les yeux de la police, qui laissait faire. Les fanatiques n'employaient encore contre leurs adversaires que le bâton; mais des brutalités au meurtre il n'y avait qu'un pas. Dans l'Archipel, les mêmes causes qui avaient ravivé le brigandage sur le continent réveillèrent la piraterie. La population des îles, qui compte les matelots par milliers, était réduite à la misère par la rupture qui avait arrêté tout commerce entre la Turquie et la Grèce. La faim y recrutait des pirates. Devant un état de choses si grave, la patience n'était plus permise aux gouvernemens de France et d'Angleterre. Ils ne pouvaient pas plus longtemps laisser le peuple grec dans l'erreur où l'entretenait déloyalement son gouvernement en les représentant comme favorables au travail insurrectionnel. Il ne s'agissait plus seulement pour eux de venir au secours de la Turquie et de la délivrer d'un ennemi qui occupait une portion de ses forces, dont la présence était si nécessaire ailleurs; c'était la vie de leurs sujets qu'il fallait protéger, la sécurité de la mer qu'il fallait rétablir, la Grèce et le trône même du roi Othon qu'il fallait sauver d'une anarchie dont rien n'eût arrêté les excès. M. Drouyn de Lhuys appela, le 1er mai, l'attention du gouvernement anglais sur cette situation et sur les remèdes qu'elle réclamait. Il proposa de faire occuper Athènes et le Pirée par un petit corps expéditionnaire. On mettrait ainsi à l'épreuve la sincérité du roi Othon et de sa cour. Si en effet le roi n'avait pas d'intentions hostiles contre la Turquie, s'il n'était que débordé par un mouvement national et religieux, il trouverait dans les troupes françaises une force de résistance contre la pression qui

(1) M. Wyse to the earl of Clarendon. *Corresp.*, nº 229.

pesait sur lui. Si, au contraire, le roi Othon quittait Athènes, l'Europe occidentale saurait qu'elle avait en lui un ennemi. M. Drouyn de Lhuys attendait aussi un autre effet salutaire de l'apparition des troupes françaises dans la capitale de la Grèce. Ceux des Hellènes qui, comme la population maritime d'Hydra, désapprouvaient la marche actuelle du gouvernement pourraient manifester leur mécontentement, et tous les hommes intelligens, tous les amis de l'ordre et du développement pacifique de la Grèce auraient alors un point de ralliement et feraient compter leur opinion. Ces considérations prévoyantes et modérées furent approuvées par le gouvernement anglais. Une brigade de la division Forey fut débarquée au Pirée. On sait le reste (1).

C'est ainsi que la sollicitude et la fermeté de la France et de l'Angleterre ont enfin sauvé la Grèce, l'ont arrachée à l'influence des intrigues russes et l'ont réunie encore à l'Occident. Le roi Othon a été délivré des conséquences d'une politique qui n'allait à rien moins qu'à la dissolution de la Grèce et au renversement de son trône. Un ministère composé des hommes les plus éclairés et les plus énergiques, ayant à sa tête la plus grande illustration survivante du pays, va faire rentrer la Grèce dans la sincérité de ses institutions, dans la voie d'ordre, de probité, de bonne administration qui peut seule justifier ses espérances et la conduire à l'avenir auquel elle a raisonnablement le droit d'aspirer. Pour la première fois depuis l'indépendance, les deux influences de la France et de l'Angleterre vont se trouver rapprochées pour guider et maintenir la Grèce dans une politique honnête, libérale, prévoyante et féconde. Que la Grèce répare donc promptement les maux que vient de lui infliger une année de désordres et oublie les blessures qui ont pu être faites à son amour-propre égaré par des chimères. Les services que peut lui rendre l'alliance anglo-française à Athènes la dédommageront richement de quelques souffrances passagères. Les Grecs, avec leur perspicacité naturelle, doivent avoir déjà compris tout ce qu'ils gagneront à un ordre de choses si heureux et si nouveau, et ils doivent bien savoir qu'il n'y a eu de vaincu, le jour où nos soldats sont débarqués au Pirée, que la Russie.

EUGÈNE FORCADE.

(1) Lord Cowley to the earl of Clarendon. *Corresp.*, nº 231.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 juillet 1854.

La question d'Orient touche au point extrême et décisif où elle ne peut plus tarder à prendre ses vraies proportions, et où il faut que la lumière se fasse sur toutes les politiques. Entre la guerre relativement restreinte qui se poursuit en ce moment et la guerre plus générale où tout semble conduire l'Europe, que reste-t-il désormais? Il reste ce nuage qui planait il y a quinze jours sur les derniers incidens des affaires actuelles, et qui n'est encore qu'à demi dissipé. Ces incidens, on le sait, étaient les opérations récentes de l'armée russe du Danube et les dernières délibérations de l'Allemagne. Le nuage n'est dissipé qu'en ce qui concerne le véritable caractère du mouvement opéré par les troupes de la Russie dans les principautés. Ce mouvement se présentait au premier abord comme une évacuation des provinces danubiennes; il n'en était rien cependant, et on n'a pas tardé à le voir : l'armée du tsar ne faisait simplement qu'exécuter un ordre antérieurement donné de se concentrer dans la Moldavie. Sur ce point donc le doute n'existe plus : si les forces russes ont levé le siége de Silistria et si elles quittent la Valachie, c'est par suite d'un changement dans leur plan d'opérations et pour occuper la ligne du Sereth en Moldavie, où elles paraissent devoir se masser aujourd'hui. Dans tous les cas, les Turcs, par leur intrépide et heureuse résistance de Silistria, n'ont pas laissé à l'armée russe la satisfaction d'une retraite partielle illustrée par la victoire.

Ce mouvement ainsi expliqué et ramené à ses proportions réelles, toutes les incertitudes se concentrent sur les dernières résolutions des cabinets de Vienne et de Berlin, mis en demeure de se prononcer par la réponse que vient de faire l'empereur Nicolas aux récentes notes de l'Autriche et de la Prusse : c'est là le nuage qu'il reste à dissiper. Il n'est point douteux d'ailleurs qu'un tel état ne peut plus durer longtemps. Comment se prolongerait-il sans compromettre tous les intérêts et ce quelque chose qui est au-dessus

des intérêts, la netteté des situations? L'Allemagne est dans l'expectative armée la plus onéreuse, sans qu'il en résulte rien ni pour la paix, ni pour la guerre; l'Angleterre et la France ont sans nul doute le droit de connaître ce qu'elles doivent attendre. La Russie est la seule puissance intéressée à ces atermoiemens successifs et prolongés; elle en tire un double avantage, en ce qu'elle peut se flatter d'en profiter pour refroidir les alliances, pour créer des élémens de discorde en Europe par des propositions insidieuses, et surtout parce qu'elle gagne du temps en immobilisant une partie des forces occidentales, en ajournant des opérations plus sérieuses combinées pour la resserrer victorieusement dans ses limites; voilà pourquoi ce qui est peut-être dans les désirs secrets de la Russie ne saurait être dans les désirs de l'Europe, voilà pourquoi tout se réunit pour imposer à l'Allemagne le devoir d'une résolution prompte et nette. L'Autriche et la Prusse ont sans doute une grave responsabilité à prendre, comme il arrive toujours lorsqu'on rompt la paix; mais les lenteurs et les ajournemens à l'instant le plus décisif impliqueraient aussi une responsabilité qu'elles prendraient vis-à-vis du continent, vis-à-vis de cette politique de préservation européenne à laquelle elles ont adhéré dès le premier jour.

Le fait qui a donné lieu à ces incertitudes prolongées sur les véritables dispositions de l'Allemagne, on le connaît déjà : c'est la réponse de l'empereur Nicolas aux dernières notes de l'Autriche et de la Prusse. Il faut se souvenir de la position prise depuis quelques mois par les puissances allemandes à côté des puissances maritimes dans la question d'Orient. La France et l'Angleterre ont vu dès l'origine ce qu'elles avaient à faire, et ce qu'elles avaient à faire, elles l'ont fait résolument, elles le font encore. L'Autriche et la Prusse ont attendu davantage; elles ont tenu par-dessus tout à conserver l'indépendance de leur politique en poursuivant le même but. Elles se sont liées entre elles par la convention particulière du 20 avril, qu'un protocole de la conférence de Vienne rattachait à la convention anglo-française. Sûre désormais de l'alliance de la Prusse, l'Autriche ne se bornait pas là : elle négociait avec la Turquie un traité qui l'autorisait à occuper éventuellement les principautés, et elle faisait avancer son armée vers les frontières de la Valachie. Tandis que ces actes s'accomplissaient, les deux puissances allemandes, en vertu de leur convention du 20 avril, adressaient simultanément une note au cabinet de Saint-Pétersbourg, en l'accompagnant d'une communication personnelle des deux souverains à l'empereur Nicolas. Or quel était le sens de cette note, aussi bien que des communications qui l'accompagnaient? Ce n'était point certainement une intimation hautaine. Le cabinet de Vienne cependant réclamait nettement de la Russie l'évacuation des principautés du Danube; il demandait que le cabinet de Saint-Pétersbourg ne fît point dépendre cette retraite de conditions étrangères à l'Autriche et qu'il ne serait pas en son pouvoir de remplir. C'était dire que le gouvernement autrichien repoussait d'avance toute objection fondée sur la présence des armées de l'Angleterre et de la France en Orient. L'évacuation des principautés une fois accomplie purement et simplement par la Russie, les puissances allemandes se seraient interposées pour que toutes les questions qui se rattachent aux affaires d'Orient fussent remises à la décision d'un congrès européen. Jusque-là donc, on le voit, si les deux gouvernemens de l'Allemagne marchaient d'un pas plus lent

que l'Angleterre et la France, ils arrivaient au même point, puisque l'Autriche était munie d'une autorisation d'entrer dans les principautés et de les faire évacuer au besoin par la force, puisque son armée était réunie sur la frontière de la Valachie, puisqu'enfin la note partie de Vienne et de Berlin le 2 juin demandait au tsar justement la même chose que lui avaient demandée la France et l'Angleterre avant d'ouvrir les hostilités. Certainement les communications personnelles des deux souverains allemands devaient adoucir dans la forme le caractère péremptoire des dépêches officielles de leurs chancelleries; elles devaient surtout invoquer bien d'autres motifs intimes et particuliers auprès de l'empereur Nicolas. Dans le fond, il ne restait pas moins une demande précise, appuyée d'une menace implicite d'agir par la force, s'il était nécessaire. Au bout de la note du 2 juin, il y avait évidemment la guerre. Telles sont les circonstances dans lesquelles la réponse du tsar est parvenue, après un mois, aux deux cours allemandes. C'est le colonel de Manteuffel, envoyé du roi de Prusse à Saint-Pétersbourg, qui a été chargé de la porter à Berlin. Le prince Gortchakof, frère du commandant en chef de l'armée du Danube, a été chargé d'aller la remettre à Vienne. La réponse du cabinet russe est arrivée aux deux gouvernemens le même jour, le 5 juillet.

Chose étrange, quand on décompose cette réponse telle qu'elle résulte des versions les plus accréditées, on n'y retrouve en définitive que les prétentions émises dès l'origine par la Russie, et toujours maintenues par elle depuis sous la forme des propositions diverses qui se sont succédé! Elle peut être évasive en ce sens qu'elle ne répond point directement à la demande qui était adressée au cabinet de Saint-Pétersbourg, et qu'elle semble accepter le principe de négociations nouvelles. Par le fait, rien ne ressemble moins à une politique visant sincèrement à la paix. La Russie accepte le principe de la protection commune des chrétiens d'Orient tel qu'il a été établi dans les protocoles de la conférence de Vienne, mais à la condition, ajoute-t-on, que cela ne préjudicie en rien à son droit spécial de protectorat religieux sur les populations grecques de la Turquie. S'il en était ainsi, à quoi servirait le protectorat commun de l'Europe? Il en résulterait que le continent n'aurait pris les armes que pour donner, par l'autorité de son intervention, une force nouvelle au droit que revendique le tsar. — La Russie, d'après sa réponse, ne consentirait pas à se retirer du territoire ottoman, et la raison qu'elle en donne est que les principautés sont le seul point où elle puisse agir avec avantage, tandis que ses flottes sont bloquées dans ses ports et que les armées anglo-françaises sont elles-mêmes sur le Danube. Elle continuerait donc à occuper la Moldavie pour des motifs stratégiques. Le cabinet de Saint-Pétersbourg enfin se montre prêt à entrer en négociations pour le rétablissement de la paix, pourvu qu'il lui soit garanti que rien ne sera tenté contre la Russie pendant ces négociations. En d'autres termes, ce que demanderait le cabinet russe, ce serait un armistice qui le garantirait contre toute entreprise sur mer aussi bien que sur terre. S'il est vrai, comme on le dit, que tel soit le sens de la réponse russe à la note austro-prussienne du 2 juin, on peut l'interpréter comme on voudra, on arrivera toujours à cette conclusion : la Russie maintient les priviléges religieux qu'elle a toujours revendiqués avec le plus de ténacité; elle reste dans ses positions menaçantes vis-à-vis de la Turquie. Elle veut d'ailleurs être garantie contre toute attaque par un armistice, et

maintenant sur ces bases on peut négocier la paix! — Voilà le résumé de la situation telle que la ferait la note russe, si les versions qu'on en donne étaient exactes.

La vérité est qu'à Vienne la première impression paraît avoir été peu favorable. La réponse du tsar n'a point été jugée satisfaisante. Comment se fait-il que l'impression ne semble point avoir été la même à Berlin? Cela s'expliquerait peut-être par une certaine différence calculée dont on a parlé dans la rédaction des documens adressés aux deux cours. Toujours est-il que le cabinet de Berlin a reçu plus favorablement la réponse de l'empereur Nicolas, et on dit même qu'il a cherché à faire partager son sentiment au cabinet de Vienne. Une telle démarche est sans doute destinée à avoir peu de succès. On peut certes mieux augurer de la fermeté du gouvernement autrichien. Après tout, de quoi s'agit-il en ce moment pour l'Allemagne? Il s'agit de savoir si elle restera fidèle à la politique qu'elle a sanctionnée et consacrée elle-même, ou si elle se laissera aller à cette politique chimérique et flottante que semble caresser par instans l'esprit du roi Frédéric-Guillaume, et qui consiste, après avoir mis le droit tout entier d'un côté, à se tenir en équilibre entre les puissances occidentales et la Russie. Les affaires d'Orient ont pris un cours qu'il n'est donné à aucune puissance de détourner aujourd'hui.

Quoi qu'il arrive, c'est la question des rapports de l'Orient et de l'Occident. Il doit en sortir des garanties nouvelles et plus efficaces pour la paix et la sécurité de l'Europe. Lorsque la conférence de Vienne faisait de cette pensée le principe de ses protocoles, lorsque récemment encore en Allemagne on mettait au nombre des conditions de la paix l'affranchissement des bouches du Danube, la liberté de la Mer-Noire, que faisait-on autre chose que prendre des mesures contre la Russie et entrer dans cette voie du renouvellement de l'état de l'Orient, qui est désormais le but de l'Angleterre et de la France? Telle est en effet la question, et le roi Frédéric-Guillaume semble la juger moins en elle-même que d'après ses goûts de paix universelle et peut-être ses craintes de voir une armée russe à Berlin. L'inconvénient de ce système, c'est de ne satisfaire personne, pas même la Russie, qui ne se sert des irrésolutions du souverain de Potsdam que parce qu'elles lui sont utiles, parce qu'elle espère, par ces irrésolutions, arriver à dissoudre l'alliance des deux principales puissances de l'Allemagne. Si, ce qu'on ne peut croire, la dernière réponse russe avait ce résultat, elle aurait atteint probablement le seul succès auquel elle vise. Le président du conseil, M. de Manteuffel lui-même, doit voir qu'il ne suffit pas de certaines complaisances. Les journaux partisans de la Russie ne le traitaient-ils pas récemment de « bourgeois homme d'état? » Que le cabinet de Berlin ait pu fonder au premier abord quelque espérance de paix sur les dernières communications venues de Saint-Pétersbourg, cela se peut; dans le fond, il ne tardera pas à reconnaître que la paix a besoin aujourd'hui d'autres conditions, et les résolutions de l'Allemagne se révéleront telles qu'elles doivent être, unanimes et décisives en faveur du droit de l'Europe et de la civilisation occidentale. L'Autriche et la Prusse entreront à leur tour dans cette coalition généreuse où la France et l'Angleterre les attendent.

Déjà, si nous ne nous trompons, on n'en est plus à de simples conjectures. Le cabinet de Vienne n'aurait point tardé à faire connaître à Saint-Pétersbourg qu'il insistait de nouveau pour l'évacuation immédiate et sans condition des principautés. En même temps, bien loin de suspendre ses mouvemens de troupes vers la Valachie, l'Autriche est prête au contraire à franchir la frontière; son armée n'attend qu'un dernier ordre, et elle n'est pas éloignée de donner cet ordre même immédiatement. L'Autriche seulement poursuit une autre pensée, qui serait celle de provoquer une nouvelle réunion de la conférence de Vienne, afin de lui soumettre la dernière réponse de la Russie, et de donner ainsi un caractère collectif à la décision qui sera prise. La Prusse serait de cette façon mise en demeure de se prononcer. Ou elle refuserait d'adhérer à l'acte qui sortira de la nouvelle conférence, et alors elle se trouverait rejetée dans un isolement qui serait le désaveu humiliant de tous les actes auxquels elle a pris part, ou bien elle adhérerait au nouveau protocole, et l'Autriche serait libre d'agir avec décision. Pour l'instant, le cabinet de Vienne a communiqué, assure-t-on, à l'Angleterre et à la France cette pensée d'une réunion nouvelle de la conférence, qui aurait pour résultat d'ajouter un acte de plus à la série de protocoles qui se sont succédé, et de manifester l'opinion commune sur la situation actuelle. Si la France et l'Angleterre accèdent à cette proposition, nous touchons évidemment à un dénoûment prochain, et ce dénoûment ne peut qu'être conforme à la politique suivie jusqu'ici.

Tandis que l'Allemagne passe par cette épreuve des plus sérieuses délibérations, la guerre se poursuit d'ailleurs et prend chaque jour des proportions nouvelles : non qu'il y ait eu précisément encore des opérations capitales, mais partout le déploiement des forces s'étend et les préparatifs se multiplient. En ce moment même, un corps d'armée français s'embarque à Calais pour la Baltique, et, par une nouveauté singulière, c'est sur des vaisseaux anglais que nos soldats vont être transportés : frappant symbole de l'alliance des deux peuples! Une proclamation de l'empereur est venue marquer le caractère du départ de cette armée de la Baltique. — En Orient, d'autres événemens se préparent peut-être où les forces européennes auront leur rôle. Jusque-là c'est l'armée ottomane agissant sur son double théâtre qui soutient la lutte avec des chances inégales, battue en Asie, victorieuse encore une fois sur le Danube, à Giurgevo, où elle a passé le fleuve à la suite des Russes.

Ainsi se déroule sous ses aspects divers la situation actuelle. Par combien de phases n'a-t-elle point déjà passé pour en venir au point où elle est aujourd'hui? Par combien de phases n'aura-t-elle pas à passer encore avant de toucher au but promis aux efforts de l'Europe? Par malheur, la paix fût-elle dès ce moment possible comme elle est désirable, de longtemps ne s'effaceront les traces de cette grande perturbation. On n'a qu'à jeter les yeux sur un point de l'Orient, sur ce petit royaume de Grèce, bouleversé par les instigations russes. Peu à peu toute cette ébullition passagère se calme sans doute; des rapports se renouent entre le royaume hellénique et le gouvernement ottoman. Les chefs des insurrections désarment l'un après l'autre; des commissaires français et anglais se sont rendus dans les provinces turques limitrophes pour aider à la pacification. Le cabinet nouveau d'Athènes multiplie

les efforts pour ramener son pays à des conditions plus normales. Cependant il n'est point aisé d'effacer les traces de tant de violences et de faire prévaloir subitement une politique plus juste. Sur bien des points, les insurrections ont tourné en brigandages; la piraterie s'est développée. Ce n'est pas tout encore : les faits les plus tristes auraient été découverts, des faits de concussion où se trouverait mêlé l'ancien ministre de la guerre, aide de camp du roi. Tout ce mouvement grec, qu'a-t-il donc amené? L'occupation étrangère, dernière garantie peut-être de la paix de ces contrées. Quant à ces provinces turques de l'Épire et de la Thessalie, le résultat est la dévastation qui a passé sur elles, œuvre des prétendus libérateurs au moins autant que des Turcs. Tout un pays ravagé, des populations massacrées, la Grèce occupée militairement, la guerre en Europe et en Asie, l'Occident en armes sans l'avoir voulu, tous les intérêts suspendus et éprouvés par ces crises, voilà ce qui rend témoignage dès ce moment contre la Russie. Si l'on remonte à la cause unique des événemens actuels, elle n'est point autre en effet que l'excès d'une ambition menaçante, l'invasion sans droit, sans déclaration de guerre même, du territoire ottoman par la Russie. Ce n'est point certes le spectacle le moins surprenant qu'au milieu du XIXe siècle, au milieu des garanties nouvelles et des intérêts développés par la civilisation, il puisse être donné à une politique inexorable de troubler tout à coup cette paix que l'Europe croyait avoir achetée assez cher et assurée!

Tel est donc encore aujourd'hui l'état de cette crise générale où chaque peuple a son rôle. La politique extérieure de la France est là tout entière. Quant à la situation intérieure de notre pays, elle se manifeste moins peut-être par des événemens que par le cours uniforme des choses et par cet ensemble de faits journaliers où se peuvent lire les symptômes d'un temps. Voici bien des mois déjà que de toutes parts il se discute une question où il n'est point difficile de voir un des signes du travail qui s'accomplit. Il s'agit de l'observation du dimanche. Certes une telle question ne peut offrir aucun doute pour un esprit religieux. Il y a plus même : en dehors de toute considération religieuse, le simple bon sens la résout, et l'étrange expérience faite autrefois par nos réformateurs révolutionnaires est le plus éclatant témoignage en faveur de l'observation du dimanche, qui religieusement est le jour de la prière et humainement le jour du repos nécessaire; mais il en est de cette question comme de beaucoup d'autres que la pratique résout aisément, et qui se compliquent en passant dans une certaine sphère. Par exemple, la loi garantira-t-elle l'observation du dimanche? C'est à ce sujet que le gouvernement a cru devoir manifester sa pensée par une note officielle où il déclare que l'état donnera l'exemple de la suspension du travail le dimanche, mais qu'il n'a point à intervenir par la loi. Cette solution est assurément la meilleure au point de vue religieux aussi bien qu'au point de vue du rôle de l'état. Outre ce qu'il y a toujours de difficile dans l'exécution d'une loi de ce genre, il en résulte souvent que l'esprit d'opposition, prompt à saisir toutes les armes, tourne une contrainte légale contre la religion elle-même. On se fait à peu de frais le héros de la liberté de conscience violée. A tout prendre, les mœurs ont une autre puissance que la loi en semblable matière. C'est sur les mœurs qu'il faut agir, c'est à la liberté individuelle

qu'il faut demander le respect d'une règle de la conscience confondu ici avec l'observation d'un repos utile aux forces de l'homme. Il y a malheureusement au fond de bien des esprits une tendance qui ne date point d'aujourd'hui, et qui consiste à faire partout intervenir l'état, à lui remettre le soin des œuvres difficiles, à le constituer l'arbitre, le régulateur universel. Il en résulte que dans notre pays tout tend incessamment à converger vers l'état, intérêts, affaires de conscience, plaisirs même : l'état semble être le gérant responsable de notre vie et de nos actions, et comme tout se coordonne à cette pensée de l'omnipotence du pouvoir public, on finit par arriver à un point où rien n'est possible sans lui.

On l'a vu récemment par la transformation nouvelle que vient de subir le crédit foncier. Depuis sa naissance, la banque foncière a marché pas à pas vers cette transformation, devenue définitive en ce moment. Déjà l'an dernier, lorsque la société de crédit foncier de Paris étendit ses opérations à la France presque entière, il était visible qu'une telle entreprise, embrassant tout le pays, serait inévitablement conduite à la place qu'elle vient de prendre parmi les établissemens soumis à la direction de l'état. Tel est en effet le sens des décrets qui viennent d'être rendus. C'est l'état qui nomme le gouverneur, les sous-gouverneurs, les agens de la banque du crédit foncier; c'est lui qui surveille directement toutes les opérations. L'avantage de la mesure récente est de faire disparaître un certain nombre de formalités que le gouvernement avait cru devoir imposer à la société comme garantie d'ordre public en quelque sorte; elle supprime par exemple le *maximum* du taux d'intérêt, elle facilite les prêts à courte échéance. Comme le dit l'exposé des motifs du ministre des finances, la société gagne en liberté d'action ce qu'elle perd en indépendance. Ainsi donc les institutions de crédit foncier entrent dans une période nouvelle. L'intervention active et permanente de l'état leur assurera sans nul doute des avantages. Ces avantages ne seront-ils pas compensés par des inconvéniens? C'est l'expérience qui le dira. Ce que nous y voyons pour le moment, c'est la confirmation de cette tendance qui ramène tout à l'état, et semble laisser si complétement impuissans les efforts dus à l'initiative individuelle. Ne serait-il point préférable de voir cette initiative intervenir plus fréquemment, manifester son action et se suffire à elle-même? La vie individuelle, la vie locale, voilà malheureusement ce que bien des causes ont affaibli par degrés dans notre pays depuis longtemps. L'état d'ailleurs gagne-t-il beaucoup à ces tendances? S'il a plus de pouvoir, il a plus de responsabilité, il est le point de mire de plus de haines et est exposé à plus de révolutions.

Quoi qu'il en soit, c'est une des conditions de notre pays, et ce qui se vérifie dans le domaine des intérêts, on peut le voir partout dans le domaine de l'esprit et des arts. C'est ainsi que l'Opéra vient d'être rattaché à la liste civile et d'être placé dans la dépendance du ministre d'état. C'est le premier président de la cour de cassation, M. Troplong, qui a eu la mission d'exposer les motifs de cette transformation de l'Académie impériale de Musique. Ce n'est pas la première fois que l'Opéra se trouve dans ces conditions, et il y a en effet dans les institutions de ce genre quelque chose qui semble naturellement appeler une protection spéciale. On ne saurait cependant s'y

tromper : l'état, sous quelque forme qu'il intervienne, peut encourager les arts et les artistes, il peut leur assurer des dotations somptueuses, il peut subvenir à l'éclat de scènes sans rivales; mais il n'est point en son pouvoir de suppléer à cette inspiration individuelle qui fait la vie des arts, ou de la développer par des excitations artificielles.

En tous les temps, surtout aux époques de grands troubles humains, il y a un travail qu'il est donné à la pensée seule d'accomplir sur elle-même. On peut lui venir en aide, faciliter ses retours, la délivrer de ce poids oppressif des perturbations matérielles : il n'existe pas en vérité de moyen factice, de direction extérieure qui supplée à son initiative. C'est par son propre élan, c'est par une sorte de recueillement intime et fécond qu'elle se relève, et que, cédant au stimulant d'une inspiration nouvelle, elle se remet à parcourir tous ces domaines de la science, de l'observation, de l'histoire, de la poésie elle-même. Les événemens l'instruisent, les déceptions la ramènent à un sentiment plus vrai des choses, l'impuissance de tous les sophismes l'éclaire et la pousse à la recherche de notions plus saines, le désordre des imaginations finit par réveiller l'instinct de la simplicité et du bon sens : c'est-à-dire que l'action libre, spontanée et indépendante de l'esprit est toujours la première complice à invoquer en toute œuvre d'épuration ou de rajeunissement moral et intellectuel. Ce n'est pas en un jour que cette œuvre s'accomplit, quand on vit dans un siècle où toutes les tendances, toutes les idées, toutes les interprétations se sont confondues, où une certaine subtilité ardente est parvenue à affaiblir la vérité à force de la décomposer, et à populariser l'erreur à force de la présenter sous un aspect spécieux et séduisant. Suivons donc la pensée contemporaine dans ses tentatives et dans ses retours; observons l'intelligence luttant avec elle-même pour se retrouver dans la confusion et démêler ces notions simples qui donnent à la fois la certitude et la force. On ne peut assurément s'étonner que beaucoup d'esprits absorbés dans leur méditation solitaire en soient toujours à rechercher les lois les plus mystérieuses du monde moral, le secret de toutes ces révolutions par lesquelles passent les sociétés contemporaines. Si l'on trouvait ce secret, il dispenserait de beaucoup d'autres, et c'est justement pour cela sans doute qu'on en est encore à le chercher, bien qu'une foule d'écrivains partant des points les plus opposés aient affirmé l'avoir découvert. On n'a qu'à compter toutes les philosophies, toutes les doctrines qui se sont produites depuis un demi-siècle, et qui n'avaient pas même toujours l'avantage d'être nouvelles.

Un ecclésiastique dont le talent n'est point vulgaire, M. l'abbé Mitraud, agite une fois de plus aujourd'hui tous ces problèmes dans un livre sur *la Nature des sociétés humaines;* le titre seul indique ce que l'œuvre a de général. Ce n'est rien moins que le principe des sociétés que l'auteur travaille à mettre en lumière dans ces pages, écrites souvent avec chaleur, toujours avec conviction et avec une sincérité qui n'a qu'un malheur, — celui de ne pas rendre fort clair pour tout le monde ce qui semble l'être si complétement pour l'auteur. « L'homme est né pour la liberté, la paix et le bonheur, dit M. l'abbé Mitraud, et partout il est esclave, en lutte et malheureux. » — A quoi tient cette contradiction? C'est que partout le droit créé par l'homme triomphe là où le droit divin devrait être la règle universelle, partout la raison de

l'homme se pose en souveraine et en arbitre là où il n'existe d'autre souveraineté que celle de Dieu. Rétablir l'empire du droit divin, tel est le but, en sorte que, prenant au point de départ la liberté, la paix et le bonheur comme destination de l'homme, M. l'abbé Mitraud arrive à la théocratie comme au seul moyen d'y atteindre. Le chemin peut sembler singulier; mais la théocratie de M. l'abbé Mitraud ne ressemble pas aux théocraties ordinaires : ce n'est point la domination du clergé; elle n'a d'autre mission que de conduire l'homme à Dieu. Si l'auteur veut dire que les sociétés modernes doivent se pénétrer de plus en plus du principe chrétien, et que le sacerdoce a pour mission spéciale de rappeler sans cesse aux hommes l'infaillible puissance de ce principe, cela est juste sans doute, bien que cela n'ait rien de nouveau et ne puisse devenir l'élément d'un système. Si la théocratie est investie d'un pouvoir coërcitif, en quoi se distingue-t-elle de toutes les théocraties? Quand M. l'abbé Mitraud parle de la raison humaine pour nier sa souveraineté, quel est le philosophe assez troublé pour donner à ce mot un sens indéfini? Ce qu'on veut dire, c'est qu'il est des vérités que la raison humaine peut d'elle-même découvrir et saluer dans sa liberté, c'est que s'il est des principes que le christianisme a donnés au monde comme des dogmes immuables, l'homme seul évidemment peut en régler l'application, et il ne peut le faire qu'avec les lumières de sa raison. C'est ainsi que M. l'abbé Mitraud nous semble parfois jeter plus de confusion que de clarté dans ces délicates et difficiles questions. Le but de tous les esprits élevés ne consiste point aujourd'hui à embarrasser de toute sorte de complications les problèmes qui pèsent sur les hommes de notre temps; il consiste plutôt à rétablir les notions altérées, les vérités obscurcies, toutes ces lois simples et justes qui semblent avoir disparu dans la fantasmagorie des systèmes, en laissant les sociétés sans défense contre les excès les plus opposés.

Non sans doute, l'homme ne crée point les lois générales qui président au développement des sociétés, pas plus qu'il ne crée ces règles permanentes qui gouvernent les mondes, ou ces forces qui sont partout au sein de la nature; mais ces lois, ces règles, ces forces, il les étudie, il les observe, il les fait tourner à son usage, et c'est le plus éminent témoignage de ce que peut encore son génie dans les limites qui lui sont tracées. Non-seulement le domaine de toutes ces sciences physiques et naturelles s'est agrandi singulièrement dans notre siècle par l'importance et la nouveauté des découvertes, mais il y a eu un fait plus caractéristique. De toutes parts, on s'est mis à rechercher les applications pratiques que pouvaient recevoir ces découvertes, et on est parvenu à asservir les élémens, à discipliner en quelque sorte les forces de la nature jusqu'ici indomptées. De toutes parts aussi, il s'est élevé des talens pour populariser les sciences, pour divulguer leurs principes, leurs rapports, leurs applications infinies. — A quoi bon? disait-on autrefois des sciences, comme le remarque un des plus ingénieux de ces talens. On ne le dira plus aujourd'hui après avoir vu les mathématiques, la chimie, la physique, la géologie, la minéralogie se mettre au service de l'homme, et traduire leurs théories en faits pratiques de tout genre. Qu'en résulte-t-il? C'est que les sciences se mêlent partout à notre vie. Elles ont sans doute une existence propre; mais, par un certain côté, elles ont un caractère tout usuel.

L'électricité sert à nos correspondances; demain peut-être l'air, employé comme moteur dans nos machines, remplacera la vapeur; déjà la zoologie a trouvé le moyen d'empoissonner nos lacs et nos rivières par des fécondations artificielles.

De toutes ces sciences appliquées et popularisées de nos jours, certes l'histoire naturelle, la zoologie en particulier, n'est pas la moins curieuse, la moins remplie d'attrait; c'est celle peut-être qui agrandit le plus l'esprit de l'homme par la contemplation de tous les êtres vivans, et qui dans tous les cas vient poser devant lui les plus sérieux problèmes. De là l'intérêt d'un livre comme les *Souvenirs d'un Naturaliste*, de M. de Quatrefages. On n'a point oublié ces études attrayantes, qui ont paru déjà dans ce recueil, et auxquelles l'auteur aurait pu donner, comme il le dit, le titre d'*Essais de Zoologie et de Physiologie générales*. Ce que M. de Humboldt a fait dans ses *Tableaux de la Nature*, M. Arago dans ses *Notices*, M. de Quatrefages, en suivant ces exemples, le fait dans ses *Souvenirs*. Il intéresse à la science, il dissimule les aspérités de l'étude et des détails techniques dans l'enchaînement d'un récit substantiel et varié. Dans les *Souvenirs d'un Naturaliste*, il y a le touriste, l'observateur et le savant. Étudier les mœurs des termites semblerait peut-être un travail quelque peu rebutant pour celui qui ne serait point initié; M. de Quatrefages en fait le tableau le plus curieux entre la description des côtes de Saintonge et le récit du siége de La Rochelle. Les plus sérieuses questions d'embryogénie se mêlent aux détails pittoresques des mœurs du pays basque, à la peinture de ces simples et vigoureuses populations du nord de l'Espagne, et même aux discussions de linguistique sur l'idiome basque. Une excursion à Favignana, sur les côtes de Sicile, amène une étude sur la circulation chez les mollusques et les autres animaux. Ainsi va l'auteur, de l'archipel de Chausey en Sicile, de Favignana à Saint-Sébastien, sur les côtes d'Espagne, voyageant, observant et décrivant. Il en résulte un ensemble où la science est en quelque sorte replacée dans son cadre naturel : elle se mêle aux choses vivantes et animées, à la description et à l'histoire, au lieu de rester une analyse sèche et abstraite des phénomènes de la nature. Il y a sans doute des savans qui n'acceptent point, pour toute sorte de motifs peut-être, cette intervention de l'art de l'écrivain dans les études scientifiques; ils n'admettent pas que d'autres rendent la science intéressante et amusante. Pourquoi n'en serait-il donc pas ainsi, pourvu que l'art de l'écrivain et la description du voyageur ne coûtent rien à la sûreté des notions scientifiques?

C'est là au surplus une observation applicable à tous les arts qui se rattachent à l'intelligence. On peut le dire de la philosophie comme de l'histoire, on peut le dire de la littérature elle-même : instruire et amuser sans manquer aux conditions de l'art, là est le difficile. Le malheur est qu'il ne semble plus rien rester du sens élevé et juste inhérent à ce simple mot : amusant. Toutes les conditions qui trouvent dans ce mot leur expression, on croit les avoir remplies en irritant les curiosités, en flattant des goûts grossiers, en offrant un aliment malsain à toutes les corruptions des esprits qu'enflamment les aventures romanesques. Voilà comment tant d'œuvres qui se croyaient sûres du succès, qui l'ont eu pour un jour en effet, ont fini par ne plus compter dans la littérature et par ne plus exciter même cette ardente

et frivole curiosité qui fut un moment la complice de leur triomphe éphémère. Voilà comment cette inspiration superbe s'est rapidement épuisée; elle était corruptrice et irritante, elle n'était nullement amusante, et c'est ainsi que l'art fait expier leur succès à ceux qui le cherchent en dehors de ses pures et sévères conditions. Maintenant le roman, tel qu'on l'a vu il y a dix ans, n'existe plus : s'il est quelqu'un de ces récits interminables qui se poursuive dans un lieu quelconque, nul ne s'en occupe, on le lit encore moins. C'est le conte qui règne, c'est l'histoire rapide contenue en quelques pages, resserrant le récit, l'observation, la peinture du caractère et des mœurs. Seulement il est des esprits qui imaginent peut-être qu'il est plus facile d'écrire un conte qu'un roman, en quoi ils tombent dans une erreur singulière. Les conditions sont au fond les mêmes.

Ce n'est point le nombre des pages qui décide de la finesse de l'observation, de la justesse des peintures, de la vérité des caractères, de l'originalité de l'inspiration, et c'est tout cela qui peut donner un relief saisissant au conte le plus rapide aussi bien qu'à un roman : le titre seul change, l'art est le même. Quel est le principal caractère de la plupart de ces contes qui se succèdent aujourd'hui? Il y a le plus souvent une réelle facilité de récit, parfois un esprit brillant, une apparence de distinction. Malheureusement l'invention manque, l'observation est remplacée par une analyse subtile et sans profondeur, le style est quelquefois plus prétentieux qu'original. M. Alexandre Dumas fils est un des héros du conte actuel, ou plutôt de ce roman diminué qui règne aujourd'hui. A ses histoires précédentes il vient de joindre, sous le titre d'*Antonine*, l'histoire d'une jeune fille qui se prend d'amour, un peu au hasard, pour un jeune homme phthisique, — qui l'épouse, qui le sauve à force de soins, et finit par en être délaissée. On ne saurait disconvenir qu'il n'y ait une certaine originalité dans le monde que peint habituellement M. Alexandre Dumas fils. N'y a-t-il point encore dans *Antonine* une mère, — une mère même d'un certain rang social, — qui est toute prête à servir les amours de son fils et qui s'inquiète de ses maîtresses? C'est là certes une facilité tout aristocratique et qui s'accorde merveilleusement avec la tendresse maternelle! Nous ne savons seulement ce que l'art peut avoir à faire avec toutes ces peintures.

Au milieu de ses hasards et de ses diversions cependant, cette vie littéraire, qui voit grandir si peu d'intelligences généreuses et bien inspirées, vient de perdre un homme de probité et de talent, un conteur sérieux : c'est M. Émile Souvestre, mort jeune encore. L'auteur des *Derniers Bretons* suivait honnêtement et laborieusement la route qu'il s'était tracée; écrivain convaincu, il n'aimait pas le bruit et ne cherchait point les vaines complaisances. Combien est-il donc de ces esprits qui se tiennent à l'écart et se font honneur à eux-mêmes par leurs œuvres? Récemment encore M. Émile Souvestre était appelé en Suisse, dans un pays où ses romans jouissent d'une grande popularité, où ils sont lus le soir en famille. Il allait faire un cours sur la littérature. Les résultats de ce cours, il les a réunis dans un recueil qui a pour titre : *Causeries littéraires et historiques;* ce sont des leçons sur Homère, sur Dante, sur Shakspeare, sur toutes les poésies. Ce n'est point là sans doute une critique profonde, ouvrant des aperçus puissans et neufs; c'est une suite de cau-

series intelligentes sur les plus grands noms et les plus grandes choses de la pensée. C'est ainsi que l'auteur des *Derniers Bretons* est arrivé au bout comme un ouvrier laborieux qui finit sa tâche, et qui n'a jamais eu à rougir de l'usage qu'il a fait de son esprit, de son imagination. Il a donné plus d'une preuve ici même de ce talent distingué, de cette imagination toujours fidèle à la vérité morale. M. Souvestre était de ceux chez qui l'homme égale l'écrivain et dont l'absence fait mieux encore sentir toutes les qualités. C'est le meilleur éloge qu'on puisse faire de lui, comme aussi c'est le titre au nom duquel il a son rang distinct dans la confusion de la littérature contemporaine.

De ces spectacles littéraires, qu'on revienne maintenant aux spectacles politiques. Au milieu des préoccupations des affaires d'Orient, qui semblent faire à tous les pays une même histoire, il y a un peuple qui a le privilége par momens de se faire une histoire à part, qui, depuis quelque temps, depuis quelques années même, s'agite dans une crise des plus périlleuses : c'est le peuple espagnol. Une insurrection militaire, dont plusieurs généraux ont donné le signal à Madrid, et qui n'est point terminée, vient de rappeler l'attention sur cette crise et de la montrer dans sa gravité. Quelle était la véritable situation de l'Espagne au moment où a éclaté le soulèvement du 28 juin? Cette situation, par son principe, remonte à quelques mois déjà. La vérité est que, depuis son avénement au pouvoir, le cabinet présidé par le comte de San-Luis a rencontré la plus implacable hostilité. Le président du conseil avait espéré désarmer cette opposition en réunissant les cortès à la fin de l'année dernière; il n'aboutit qu'à lui fournir une occasion de se manifester plus vivement dans une session de quelques jours, et il finissait par suspendre les chambres. Cependant la situation n'avait fait que s'aggraver. La Péninsule se trouvait dès lors par malheur placée entre un gouvernement obligé de recourir, pour vivre, à tous les moyens d'une autorité dictatoriale et une opposition ulcérée qui cherchait à tout prix à renverser le cabinet. En réalité, l'état de l'Espagne depuis six mois est celui-ci : l'opposition conspire évidemment; il s'est opéré par degrés un travail sourd de coalition entre tous les mécontens. De son côté, le gouvernement menacé a multiplié les sévérités de la compression; comme on s'en souvient, il internait, il y a quelques mois, un certain nombre de généraux. Des journalistes, d'anciens ministres même, étaient récemment encore envoyés aux Canaries. Comment, dans une telle situation, les chocs n'éclateraient-ils pas? C'est ainsi qu'au mois de février la première insurrection militaire se produisait à Saragosse; mais ce premier mouvement presque aussitôt comprimé manquait de chefs, ou, s'il en avait, la promptitude de la répression ne leur avait pas laissé le temps de se montrer. L'insurrection récente de Madrid s'est présentée dans des conditions plus graves; elle avait ses chefs, elle a eu immédiatement des moyens puissans, presque une armée à son service. Le gouvernement soupçonnait quelque complot. Ce qu'il ne soupçonnait pas, c'est qu'un des principaux instrumens de ce complot était un de ses fonctionnaires les plus élevés, le général Dulce, directeur du service de la cavalerie. C'est le 28 juin au matin que le général Dulce, sous prétexte d'une revue, a conduit une partie de la garnison hors de Madrid. Là s'est présenté le véri-

table chef de l'insurrection, le général Léopold O'Donnell, qui avait réussi à se tenir caché depuis quelque temps. Les troupes se sont immédiatement rangées sous ses ordres, et le *pronunciamiento* a été accompli. Ce qu'il y avait de plus grave, c'est que la reine était absente; elle se trouvait à la résidence royale de la Granja; plusieurs ministres étaient également absens. Ce n'est que le soir que la reine rentrait à Madrid avec ses ministres. En présence d'un fait aussi déplorable qu'une insurrection militaire, il n'y avait point évidemment d'autre conduite à tenir que de se préparer à la vaincre. Seulement le gouvernement ne savait plus s'il pouvait compter sur la garnison de Madrid, moralement ébranlée et matériellement diminuée des forces passées aux insurgés. De là une certaine tergiversation au premier moment. Ce n'est que le 30 juin qu'un combat a eu lieu entre les troupes restées fidèles et les insurgés à Vicalvaro, presque aux portes de Madrid. La reine Isabelle, dit-on, voulait monter à cheval pour aller se présenter aux insurgés, et les ministres ont eu quelque peine à l'empêcher de réaliser son projet. Le combat de Vicalvaro, par une circonstance étrange, a été soutenu de part et d'autre avec une incroyable énergie. Était-ce un succès pour les troupes fidèles? Il paraît que ce succès a été douteux; mais le gouvernement avait obtenu un grand résultat : il était sûr des troupes et désormais il pouvait agir, tandis que les insurgés restaient isolés. Depuis le combat de Vicalvaro, il n'y a point eu du reste d'autre engagement; mais en ce moment les insurgés, commandés par O'Donnell, se retirent vers l'Andalousie, et ils sont poursuivis par une colonne expéditionnaire aux ordres du ministre de la guerre lui-même, le général Blaser. L'insurrection ne semble pas avoir recruté de nouveaux adhérens dans l'armée, si ce n'est que le général Serrano, retiré en Andalousie, s'est joint à O'Donnell. Elle n'a point non plus trouvé d'écho dans le pays; l'Espagne est restée complétement tranquille. Madrid s'est vue même presque un jour entier sans garnison pendant que les troupes étaient à Vicalvaro, et aucune scène d'agitation n'a eu lieu, pas un cri hostile n'a été poussé. Jusqu'ici il n'y a eu qu'une bande qui a paru dans la *huerta* de Valence. Cette attitude de l'Espagne est assurément remarquable. Il faut en conclure que l'insurrection sera probablement dispersée, d'autant plus que de toutes parts les troupes royales sont mises en mouvement; mais l'insurrection une fois vaincue, cela veut-il dire que la situation du ministère restera bien assurée? Le malheur du cabinet du comte de San-Luis dans les circonstances critiques où se trouve l'Espagne, c'est de manquer d'autorité. Il aura réprimé le mouvement; mais les séditions de ce genre ne se succéderont-elles pas? Là est le danger pour la Péninsule. Nous savons bien que depuis longtemps les partis espagnols sont dans un état singulier de décomposition, et qu'ils ne peuvent guère offrir un point d'appui solide. Il y a cependant à considérer s'il peut être utile pour la reine Isabelle de tenir éloignés de son trône les hommes qui l'ont défendue avec le plus d'énergie et de talent, et qui ont une fois arraché l'Espagne à l'anarchie. Ce qui est certain, c'est que la division et l'animosité qui existent aujourd'hui ne peuvent que préparer des catastrophes nouvelles.

CH. DE MAZADE.

V. DE MARS.

JEAN-JACQUES ROUSSEAU

SA VIE ET SES OUVRAGES.

IX.

ROUSSEAU ET LE THÉATRE.

LA LETTRE SUR LES SPECTACLES. — LE THÉATRE A GENÈVE. — LA QUESTION DU THÉATRE AVANT ROUSSEAU. — DISCUSSION ENTRE ROUSSEAU ET D'ALEMBERT. — DE LA PURGATION DES PASSIONS AU THÉATRE SELON ARISTOTE ET CORNEILLE. — INFLUENCE DU THÉATRE SUR LA CONDITION DES FEMMES.

Rousseau avait quitté l'Ermitage et tous ses anciens amis (1). Il était allé s'établir, au commencement de 1758, dans une petite maison qui avait un belvédère ouvert sur la vallée de Montmorency et le lac Saint-Gratien ou d'Enghien, et c'est là qu'il écrivit sa *Lettre sur les spectacles*. Il nous apprend lui-même dans ses *Confessions* quelle était sa disposition d'esprit en composant cette lettre : « Jusqu'alors, dit-il, l'indignation de la vertu m'avait tenu lieu d'Apollon; la tendresse et la douceur d'âme m'en tinrent lieu cette fois. Les injustices dont je n'avais été que spectateur m'avaient irrité : celles dont j'étais devenu l'objet m'attristèrent, et cette tristesse sans fiel n'était que celle d'un cœur trop aimant, trop tendre, qui, trompé par ceux qu'il avait crus de sa trempe, était forcé de se retirer au dedans de lui... A tout cela se mêlait un certain attendrissement sur moi-même, qui me sentais mourant et qui croyais faire au public mes derniers

(1) Voyez la livraison du 1er décembre 1853 et antérieurement les divers chapitres de cette série dans la *Revue* du 1er janvier, du 15 février, du 1er mai, du 1er août, du 15 novembre 1852, du 15 juin et du 15 septembre 1853.

adieux. Voilà les secrètes causes du ton singulier qui règne dans cet ouvrage, et qui contraste si prodigieusement avec celui du précédent (1). »

La *Lettre sur les spectacles* n'a pas, selon moi, le ton mélancolique et doux que Rousseau croit y avoir mis. Si le style est plus souple et plus facile que celui du discours *sur l'Inégalité des conditions*, s'il est moins tendu et moins raide, s'il a enfin les grandes qualités de l'auteur, sans en avoir les défauts, cela tient à ce que Rousseau alors avait déjà composé la moitié de *la Nouvelle Héloïse*, et qu'il avait acquis plus d'aisance et plus de liberté qu'au commencement de sa carrière; mais Rousseau, toujours dupe de son imagination, croyait que, s'il écrivait plus facilement, cela tenait à l'état de son âme et à la liberté qu'il avait recouvrée par sa rupture avec ses amis : nouveau et curieux témoignage de ce penchant à je ne sais quelle indépendance sauvage qui fait le fond du caractère de Rousseau.

Quant à nous, sans chercher à retrouver dans la *Lettre sur les spectacles* les mystères que Rousseau croit y avoir mis, sans y chercher Grimm, Mme d'Épinay, Mme d'Houdetot, Saint-Lambert et Rousseau lui-même, quoiqu'il prétende y avoir représenté tous ces personnages, abordons ce nouvel écrit de Rousseau et examinons la question qu'il y débat : les spectacles sont-ils bons ou mauvais? servent-ils à corriger les mœurs ou à les corrompre?

I.

Disons d'abord à quelle occasion Rousseau fit sa *lettre contre les spectacles*. Il n'y avait point de théâtre à Genève. En 1714, le conseil d'état y avait autorisé des marionnettes; mais bientôt le consistoire fit interdire les marionnettes, parce que des acteurs s'étaient peu à peu mêlés ou substitués aux marionnettes et jouaient des pièces de Molière. En 1738, Genève ayant été agitée par des troubles qui allèrent jusqu'à la guerre civile, la France, Zurich et Berne intervinrent et envoyèrent des médiateurs. Ces médiateurs, surtout le comte de Lautrec, médiateur français, demandèrent qu'il fût permis à une troupe de comédiens de donner quelques représentations. En vain le consistoire s'y opposa; ses plaintes ne furent pas écoutées. Cependant ces représentations théâtrales ne durèrent guère, et nous trouvons dans les extraits des registres du conseil d'état de Genève que le 16 décembre 1738 « le consistoire remontra que la comédie causait une perte de temps considérable, surtout aux étudians et aux apprentis, qu'elle enracinait dans les cœurs l'esprit de mondanité, nourrissait

(1) Le discours *sur l'Inégalité des conditions*.

l'amour du luxe et le goût de la parure, détournait des assemblées religieuses et causait une dépense considérable, puisque les comédiens avaient retiré l'année dernière neuf ou dix mille livres, qu'en un mot il serait à désirer qu'on l'interdît à perpétuité. On résolut après cela, disent les registres, de ne point prolonger au directeur la permission qui lui avait été accordée pour trente-deux représentations. » Cet extrait des registres du conseil d'état nous montre comment la comédie essayait sans cesse de s'introduire à Genève, et comment les vieilles mœurs genevoises et le consistoire, gardien naturel de ces vieilles mœurs, résistaient à cette introduction.

En 1755, Voltaire s'était établi à Ferney. Il y avait bâti un théâtre dans son château, il y faisait jouer et il y jouait lui-même ses tragédies. Les Genevois qu'il invitait venaient assister à ces représentations, et le goût du théâtre se répandait peu à peu dans Genève. Voltaire aurait voulu que Genève eût un théâtre public, afin sans doute d'avoir le plaisir d'y faire jouer ses pièces devant un vrai parterre et non plus, comme chez lui, devant un parterre de salon. D'Alembert, dans l'article de *Genève* de l'Encyclopédie, conseilla aux Genevois d'avoir un théâtre. Rousseau lut cet article, et fit sa *Lettre sur les spectacles*, par dépit, dit-on, et par jalousie contre Voltaire et contre les philosophes : non! Rousseau ne fit en cela que suivre la pensée qui l'avait déjà inspiré dans ses autres ouvrages. La *Lettre sur les spectacles* fait partie de la croisade que Rousseau entreprit contre la civilisation du XVIIIe siècle ou plutôt contre la civilisation moderne. Il proscrit le théâtre comme il proscrit les arts, la littérature et même le commerce et l'industrie (1). Rousseau a peur d'une bonne moitié au moins des mouvemens du cœur et de l'esprit humain. Il supprime une partie de l'homme afin de gouverner l'autre plus aisément. Il n'y a pas, disons-le hardiment, il n'y a pas un des reproches faits à l'ascétisme chrétien qui ne s'applique justement à la morale et à la politique de Rousseau. J'ajoute qu'au moins l'ascétisme chrétien, en fermant à l'homme la carrière du côté du monde, lui en ouvre une immense du côté du ciel.

Je sais bien qu'il faut ici tenir compte de l'observation que fait Rousseau, quand il se défend du reproche d'être ennemi des lettres et des arts : il écrit, dit-il, pour les petits états et non pour les grands, pour les petites républiques et non pour les empires. « Dans une grande ville pleine de gens intrigans, désœuvrés, sans religion, sans principes, dont l'imagination dépravée par l'oisiveté, la fainéantise, par l'amour du plaisir et par de grands besoins, n'engendre que des monstres et n'inspire que des forfaits, la police ne saurait trop mul-

(1) Voyez ce que j'ai cité de son discours *sur l'Économie politique*.

tiplier les plaisirs permis ni trop s'appliquer à les rendre agréables pour ôter aux particuliers la tentation d'en chercher de plus dangereux;... mais dans les petites villes, dans les lieux moins peuplés où les particuliers, toujours sous les yeux du public, sont censeurs nés les uns des autres, il faut suivre des maximes toutes contraires (1). »

Quel que soit le soin qu'ait Rousseau de restreindre lui-même la portée de ses réflexions et d'en modérer l'application pour en excuser la rigueur, cependant il condamne absolument le théâtre. Il ne dit pas en effet, prenez-y bien garde, que les spectacles sont un bien partout, excepté pour les petits états; il dit au contraire que les spectacles sont un mal partout, excepté pour les grands états, et cela parce que les grands états sont eux-mêmes un mal, parce que dans les grandes villes civilisées et corrompues il faut des amusemens pour empêcher les crimes, il faut une pâture réglée aux mauvaises passions, de peur qu'elles ne deviennent furieuses. Nous devons donc traiter la question générale des bons et des mauvais effets du théâtre, puisque c'est cette question générale que Rousseau traite dans sa lettre à d'Alembert.

II.

Cette question est depuis longtemps controversée, et il est curieux de jeter un coup d'œil rapide sur l'histoire de ce débat, ne fût-ce que pour se convaincre du petit nombre d'argumens qui sont à la disposition de l'esprit humain pour défrayer les discussions de ce monde. L'homme ici-bas joue toujours la même pièce avec des gestes différens.

Depuis Platon, qui, n'osant pas attaquer ouvertement la mythologie, se mit à attaquer Homère, les philosophes de l'antiquité sont peu favorables au théâtre. Cicéron, dans les *Tusculanes,* se moque de la prétention que la comédie avait déjà de son temps d'être une école de mœurs et d'enseigner l'art de réprimer les passions. La comédie en effet, par cette prétention maladroite, a souvent donné prise sur elle. Comme elle sentait bien qu'elle pouvait quelquefois passer pour frivole et licencieuse, elle a voulu déconcerter les accusateurs par sa hardiesse, et elle a déclaré qu'elle était l'institutrice des mœurs. C'est là-dessus que Cicéron la reprend : « O l'admirable réformatrice des mœurs que la poésie, qui met au nombre des dieux l'amour, l'auteur des vices et de la licence! Je parle ici de la poésie comique, qui n'existerait pas sans ces vices qu'aiment les hommes et qui font le sujet principal des comédies (2). » Sénèque prétend

(1) *Lettre à M. d'Alembert*, p. 139, édition Furne.
(2) *Tusculanes,* livre 4.

qu'il n'y a rien de si pernicieux que le théâtre : « c'est là que le plaisir introduit aisément le vice dans l'âme des hommes; on en sort toujours plus cupide, plus ambitieux, plus porté au luxe et au plaisir (1). » Le père Lebrun, qui dans son *Discours sur la Comédie* cite ce passage de Sénèque contre le théâtre, aurait dû remarquer qu'il s'agit surtout dans cette lettre des jeux du cirque et des combats de gladiateurs. Il y a plus, Sénèque ne conseille pas seulement à Lucilius de fuir les spectacles, il lui conseille d'éviter le monde : « Tu me demandes ce que tu dois surtout éviter; évite le monde. Quant à moi, j'avoue ma faiblesse : jamais je n'y vais sans revenir moins bon... Les sociétés nombreuses sont mauvaises (2). » Sénèque parle ici du monde comme en pourrait parler un docteur de l'église. En effet, si nous voulons fuir ce qui excite les passions, il faut fuir le monde aussi bien que le théâtre : l'un ne vaut pas mieux que l'autre pour le chrétien ou pour le philosophe.

Le père Lebrun, dans son *Discours sur la comédie,* est tellement empressé de recueillir des témoignages contre le théâtre, qu'il en prend même dans Ovide, et j'avoue qu'il serait piquant de voir l'auteur de *l'Art d'aimer* témoigner contre la comédie et contre la licence des mœurs. Ce témoignage aurait l'air d'une confession. « Ovide, dit le père Lebrun, avoue que les jeux sont une semence de corruption, et il exhorte Auguste à supprimer les théâtres. » Je suis tout embarrassé d'avoir à reprendre un contre-sens dans le grave auteur; Ovide se plaint qu'Auguste l'ait condamné comme un docteur de libertinage. « Les vers d'amour, dit-il, ne corrompent que ceux qui sont déjà prêts à la corruption. Il n'y a pas de livres innocens pour ceux qui les lisent sans innocence. Tous les livres peuvent nuire; supprimerez-vous les livres? Les spectacles peuvent corrompre; détruirez-vous les théâtres (3) ? » Il n'y a certes là aucune exhortation sérieuse à détruire les théâtres.

Auguste d'ailleurs, quand même Ovide ou quelque autre poète plus accrédité qu'Ovide lui aurait conseillé de supprimer les spectacles, n'en aurait rien fait. Le pain et les spectacles étaient les deux grands moyens de gouvernement des empereurs sur le peuple de Rome. Tous ceux qui avant Auguste avaient visé au souverain pouvoir avaient offert des spectacles au peuple. Pompée fit bâtir un cirque en pierre, et les vieux sénateurs l'avaient accusé de corrompre par là les

(1) Sénèque, lettre 7.

(2) « Quod tibi vitandum præcipue existimes, quæris? Turbam. Ego certe confiteor imbecillitatem meam : nunquam mores quos intuli, refero... Inimica est multorum conversatio. »

(3) ..... Ludi quoque semina præbent nequitiæ : tolli tota theatra jube. — *Tristes,* liv. II, épit. 1re, v. 280.

mœurs publiques. Jusque-là en effet, dit Tacite dans ses *Annales* (1), il n'y avait que des cirques en bois qu'on construisait pour la circonstance et qu'on détruisait ensuite. « Avec un cirque permanent, le goût du plaisir et de la licence allaient s'introduire à Rome; » mais comme la licence et l'oisiveté sont les plaisirs ou les consolations de la servitude, il fallait que les empereurs nourrissent et amusassent le peuple. Auguste fit donc aussi bâtir un cirque, et même il assistait aux jeux qui s'y donnaient, *quia civile rebatur misceri voluptatibus vulgi,* parce qu'il était de sa politique de se mêler aux plaisirs du peuple. Il n'y a que les bons empereurs qui osassent contenir ou contrarier le goût que le peuple avait pour les spectacles. Marc-Aurèle ne permit les jeux du cirque que le soir, de peur d'interrompre le travail et le commerce; mais le peuple murmura et dit que l'empereur voulait rendre tout le monde philosophe. Jusque dans les derniers temps, le théâtre et le cirque furent un des principaux soucis du gouvernement impérial, et Théodoric lui-même, maître de l'Italie, continua avec soin cette tradition des empereurs. Il assigna des appointemens aux comédiens et répara le cirque et le théâtre à Rome (2). Les malheurs de la guerre et de l'invasion n'interrompaient point les spectacles. Il y eut des villes prises par les barbares pendant que le peuple était au théâtre. A Antioche, sous Gallien, le peuple assistait, dans le cirque, aux bouffonneries d'un mime, quand tout à coup la femme du mime qui jouait avec lui s'écria : Si je ne rêve, voilà les Perses! En effet, c'étaient les Perses qui pillaient et brûlaient la ville, et qui commencèrent à massacrer les spectateurs. A Carthage, ce fut aussi pendant une représentation du cirque que la ville fut prise par les Vandales, si bien que les cris de ceux qu'on massacrait se mêlaient, dit Salvien, aux cris de ceux qui applaudissaient dans le cirque; *confundebatur vox morientium voxque bacchantium, ac vix discerni poterat plebis ejulatio quæ cadebat in bello et sonus populi qui clamabat in circo* (3). Trèves enfin ayant été plusieurs fois saccagée par les barbares, les habitans qui survivaient à ces désastres demandaient aux empereurs des jeux du cirque en dédommagement et en consolation de leurs malheurs, *qui excidio superfuerant quasi pro summo deletæ urbis remedio circenses ab imperatoribus postulabant* (4). La fureur du plaisir est la dernière énergie dont soient capables les vieilles sociétés.

Les pères de l'église sont plus sévères encore contre le théâtre que les philosophes anciens. Je n'en suis pas étonné : ils sont plus

(1) *Annal.*, liv. XIV, ch. 20.
(2) Voyez les lettres de Cassiodore, livre III.
(3) Salvien, *de Gubernatione Dei*, liv. VI.
(4) *Ibid.*

sévères gardiens des mœurs, et en outre le théâtre se rattachait à la mythologie par tant de liens, qu'en attaquant le théâtre, les pères de l'église attaquaient l'idolâtrie; mais je ne veux pas résumer leurs argumens, qui se retrouvent dans la controverse du XVIIe et du XVIIIe siècle. Le débat en effet s'est engagé dans ces deux siècles, prenant dans chaque siècle la forme du temps : au XVIIe siècle, il est entre les théologiens; au XVIIIe, entre les philosophes.

Un des confidens, et je dirais volontiers un des employés littéraires du cardinal de Richelieu, l'abbé d'Aubignac, auteur de la *Pratique du théâtre*, fit par l'ordre de Richelieu un projet de réforme du théâtre. Dans ce projet, il traite des mauvais effets des spectacles et propose les moyens d'y remédier : ces moyens sont curieux à connaître. On y sent le génie impérieux et despotique de Richelieu, qui voulait tout diriger et tout organiser. En fondant l'Académie française, il voulait administrer les lettres; en faisant faire un plan de réforme pour le théâtre, il voulait administrer les spectacles. L'esprit des lettres est si naturellement libéral, que l'Académie française, que Richelieu avait faite pour l'autorité, a vécu et vit par la liberté. Quant au théâtre, Richelieu mourut avant d'en avoir fait la réforme; mais l'abbé d'Aubignac nous en a conservé le plan. Richelieu, dans ce projet, commence, soit comme cardinal, soit comme ministre, par relever le théâtre et les acteurs de la censure qui les frappait. « Une déclaration du roi, dit-il, portera d'une part que, les jeux du théâtre n'étant plus un acte de fausse religion et d'idolâtrie comme autrefois, mais seulement un divertissement public, et d'un autre côté, les représentations étant ramenées à l'honnêteté et les comédiens ne vivant plus dans la débauche et avec scandale, sa majesté lève la note d'infamie décernée contre eux par les ordonnances et arrêts (1). » Cependant, pour que les comédiens méritent la réhabilitation qui leur est accordée, l'abbé d'Aubignac propose plusieurs mesures : « 1° qu'il soit interdit aux filles de monter sur le théâtre, si elles n'ont leur père ou leur mère dans la compagnie; 2° que les veuves soient obligées de se remarier six mois après l'accomplissement de leur année de deuil, et qu'elles ne jouent pas pendant leur année de deuil; 3° sa majesté établira une personne de probité et de capacité comme directeur, intendant ou grand-maître des théâtres et des jeux publics en France, qui aura soin que le théâtre se maintienne en l'honnêteté, qui veillera sur les actions des comédiens et qui en rendra compte au roi pour y donner l'ordre nécessaire. »

Ce grand-maître des théâtres (et je ne voudrais pas répondre que

(1) *Projet du théâtre*, à la suite de la *Pratique*, par l'abbé d'Aubignac, t. Ier, p. 354.

le bon abbé d'Aubignac n'attachât pas à la création de la grande-maîtrise des théâtres quelque espérance personnelle; c'est l'ordinaire des faiseurs de plans de s'y ménager toujours quelque place, comme les anciens peintres se mettaient volontiers eux-mêmes dans un coin de leurs tableaux), ce grand-maître des théâtres a toute sorte d'attributions importantes et diverses : il choisit les acteurs « et les oblige d'étudier la représentation des spectacles aussi bien que les récits et les expressions des sentimens, afin qu'on n'y voie rien que d'achevé; » il lit les pièces des poètes déjà accrédités et « en examine l'honnêteté et la bienséance, le reste y demeurant au péril de leur réputation. Pour les nouveaux poètes, leurs pièces sont examinées par le grand-maître et réformées selon ses ordres (1). » — Le grand-maître est également chargé « de trouver un lieu commode et spacieux pour dresser un théâtre selon les modèles qui seront donnés à l'exemple des anciens... Autour de ce théâtre seront bâties des maisons pour loger gratuitement les deux troupes de comédiens nécessaires à la ville de Paris. »

Je ne veux faire aucune comparaison malséante; mais quand je vois ce projet de théâtre et même de phalanstère dramatique, si je puis ainsi dire, proposé par un abbé à un cardinal, il m'est impossible de ne pas penser qu'à cette époque, où la vie religieuse refleurissait dans les couvens par les réformes de quelques grands chefs d'ordre, l'idée d'imiter les institutions monastiques s'étendait à tout, même au théâtre, et que le bon abbé d'Aubignac se faisait en quelque sorte prieur d'une congrégation dramatique qu'il s'agissait de réformer.

Le goût public épura le théâtre mieux que ne l'aurait fait le grand-maître (2). Cependant l'église continua à être sévère contre le théâtre. Nicole et Bossuet interdisent sans hésiter les spectacles et les déclarent dangereux pour les mœurs. La controverse soutenue sur ce sujet en 1666 par Nicole et en 1694 par Bossuet mérite une attention particulière.

En 1665, Desmarets de Saint-Sorlin, auteur des *Visionnaires* et du poème de *Clovis*, s'étant fait dévot, avait attaqué et calomnié les jansénistes. Cette manière de faire pénitence de ses péchés sur le dos des jansénistes donna aussitôt pour alliés à Desmarets tous les ennemis de Port-Royal; mais comme les docteurs de Port-Royal étaient

(1) *Projet du théâtre*, à la suite de la *Pratique*, p. 355.

(2) Un de nos jeunes professeurs, M. Boissière, a montré tout récemment (*Athenæum français* du 24 juin) comment sous l'inspiration du goût public Corneille, dans les éditions successives de son théâtre, avait épuré son style. Cette collation des éditions de Corneille de 1633 à 1682, quoique faite seulement sur *Mélite*, est une excellente leçon de critique.

de grands controversistes, et « qu'ils se servaient volontiers de la colère pour défendre la justice (1), » ils prirent fort vivement à partie ce poète comique et ce romancier qui s'érigeait en théologien; ils ne se bornèrent pas à attaquer le poète, ils attaquèrent aussi la comédie, et cette attaque attira Racine dans la lice, de telle sorte que le débat s'engagea entre Port-Royal et Racine, c'est-à-dire entre les maîtres et l'élève, car Racine était élève de Port-Royal; mais il était poète dramatique et ne pouvait souffrir que « les faiseurs de romans et les poètes de théâtre fussent traités d'empoisonneurs publics, non des corps, mais des âmes. » C'était de ce nom que les austères controversistes de Port-Royal appelaient les auteurs dramatiques, et même, comme s'ils avaient songé à leur ancien élève, ils avaient dit que « plus le poète a eu soin de couvrir d'un voile d'honnêteté les passions criminelles qu'il décrit, plus il les a rendues dangereuses et capables de surprendre et de corrompre les âmes simples et innocentes (2). »

Racine avait à Port-Royal une tante qui ne lui épargnait pas les réprimandes sur son goût pour le théâtre; il paraît même qu'il n'était plus reçu à Port-Royal : il s'imagina que l'auteur des *Visionnaires* l'avait eu en vue en parlant des poètes qui couvraient d'un voile d'honnêteté les passions criminelles. « Mon père prit cela pour lui, dit Louis Racine dans ses notes sur la vie de son père; il écouta un peu trop sa vivacité naturelle; il prit la plume, et sans rien dire à personne, il fit et répandit dans le public une lettre sans nom d'auteur, où il turlupinait ces messieurs de la manière du monde la plus sanglante et la plus amère. La lettre fit grand bruit: les molinistes y battirent des mains et furent charmés d'avoir enfin trouvé ce qu'ils cherchaient depuis si longtemps et si inutilement, c'est-à-dire un homme dont ils pussent opposer la plume à celle de Pascal, bien fâchés cependant de ne pas connaître l'auteur de la lettre (3)...»

Il y a ici plusieurs traits à marquer pour l'histoire littéraire : la sévérité de Port-Royal contre la comédie et son attachement à la vieille tradition de l'église; la vivacité de Racine encore jeune et dans son temps *d'égaremens et de misères,* comme il le dit lui-même plus tard dans une lettre à Mme de Maintenon (4), croyant défendre sa cause et même sa personne en défendant le théâtre, n'hésitant pas

(1) Trait excellent du portrait d'Arnauld sous le nom de Timante dans la *Clélie,* t. VI, p. 1142.

(2) *Les Visionnaires,* lettre 1re. — *Les Visionnaires,* qui sont la suite des *Imaginaires,* sont des lettres faites par Nicole pour défendre Port-Royal contre Desmarets. Depuis les *Provinciales,* tous les débats se traitaient en lettres. La mode y était; mais les imitateurs restaient loin du modèle.

(3) Racine, t. VI, édit. de La Harpe, 1807, p. 6.

(4) *Ibid.*, t. VII, p. 517.

à rompre en visière à ses anciens maîtres et à se faire l'allié d'un mauvais poète; les molinistes enfin ou les jésuites acceptant l'alliance avec le théâtre ou avec ses défenseurs : voilà ce qui dans la question appartient à l'histoire du temps. Mais à côté de cela il y a les argumens qui appartiennent au sujet même du débat, les argumens pour le théâtre dans la lettre de Racine, les argumens contre dans Nicole.

En homme habile et qui devine tout l'art de la polémique, dès qu'il s'en mêle, Racine attaque l'austérité de Port-Royal bien plus qu'il ne défend le relâchement du théâtre, et même il ne commence point par justifier le théâtre, mais la poésie en général. « Nous connaissons, dit-il aux docteurs de Port-Royal, l'austérité de votre morale; nous ne trouvons point étrange que vous damniez les poètes, vous en damnez bien d'autres qu'eux. Ce qui nous surprend, c'est de voir que vous voulez empêcher les hommes de les honorer. Eh! messieurs, contentez-vous de donner les rangs dans l'autre monde; ne réglez point les récompenses de celui-ci. Vous l'avez quitté il y a longtemps. Laissez-le juge des choses qui lui appartiennent. Plaignez-le, si vous voulez, d'aimer des bagatelles et d'estimer ceux qui les font; mais ne leur enviez point de misérables honneurs auxquels vous avez renoncé. » Deux amis de Port-Royal, Dubois, le traducteur des *Lettres de saint Augustin*, et Barbier d'Aucourt, répondirent à Racine, et celui-ci, se piquant au jeu, fit une seconde lettre plus vive et plus mordante encore que la première, où, prenant les *Provinciales* pour des scènes de comédie (et il avait bien raison de les prendre ainsi) : « Dites-moi, messieurs, qu'est-ce qui se passe dans les comédies? On y joue un valet fourbe, un bourgeois avare, un marquis extravagant, et tout ce qu'il y a dans le monde de plus digne de risée. J'avoue que le provincial a mieux choisi ses personnages; il les a cherchés dans les couvens et dans la Sorbonne; il introduit sur la scène tantôt des jacobins, tantôt des docteurs et toujours des jésuites. Combien de rôles leur fait-il jouer! Tantôt il amène un jésuite bonhomme, tantôt un jésuite méchant, et toujours un jésuite ridicule. Le monde en a ri pendant quelque temps, et le plus austère janséniste aurait cru trahir la vérité que de n'en pas rire. » Cette seconde lettre faite, Racine, avant de l'imprimer, alla la lire à Boileau. Celui-ci écouta de grand sang-froid, loua extrêmement le tour et l'esprit de l'ouvrage et finit en disant : « Cela est fort joliment écrit; mais vous ne songez pas que vous écrivez contre les plus honnêtes gens du monde. » « Cette parole, dit Louis Racine, fit aussitôt rentrer mon père en lui-même, et comme c'était l'homme du monde le plus éloigné de toute ingratitude et le plus pénétré des devoirs de l'honnête homme, les obligations qu'il avait à ces messieurs lui revinrent toutes à l'esprit :

il supprima sa seconde lettre et sa préface et retira le plus qu'il put des exemplaires de la première lettre... Si jamais faute a pu être réparée par un repentir sincère, ç'a été certainement celle-là. J'ai été témoin du regret qu'il en a eu toute sa vie; il n'en parlait qu'avec une humilité et une confusion capables seules de l'effacer. » Le monument du repentir de Racine est son admirable *Histoire de Port-Royal;* mais je n'ai pu résister au plaisir de citer cette anecdote, qui honore Boileau et Racine, et qui fait que nous pouvons avoir avec eux le plaisir exquis pour l'âme d'estimer ce que nous admirons.

Les deux lettres de Racine, que nous n'avons en quelque sorte que malgré lui et contre le vœu de son repentir, ne font guère pour justifier les spectacles. La question est bien mieux traitée dans une lettre de Boileau en 1707. Il y avait eu entre Boileau, Massillon et M. de Montchesnay (1), une conversation sur les bons ou les mauvais effets du théâtre. Massillon, fidèle à la tradition de l'église, proscrivait absolument la comédie (2); M. de Montchesnay était de l'avis de Massillon. Boileau défendait le théâtre, mais d'abord il commençait par distinguer soigneusement la comédie des comédiens. « Du reste, vous avancez une maxime qui n'est pas, ce me semble, soutenable, disait-il à ses interlocuteurs (car sa lettre n'est évidemment que le résumé de sa conversation): c'est à savoir qu'une chose qui peut produire quelquefois de mauvais effets dans des esprits vicieux, quoique non vicieuse d'elle-même, doit être absolument défendue, quoiqu'elle puisse d'ailleurs servir au délassement et à l'instruction des hommes. Si cela est, il ne sera plus permis de peindre dans les églises des vierges Marie, ni des Suzannes, ni des Madeleines agréables de visage, puisqu'il peut fort bien arriver que leur aspect excite la concupiscence d'un esprit corrompu. La vertu convertit tout en bien et le vice tout en mal. Si votre maxime est reçue, il ne faudra plus non-seulement voir représenter ni comédie ni tragédie, mais il n'en faudra plus lire aucune; il ne faudra plus lire ni Virgile, ni Théocrite, ni Térence, ni Sophocle, ni Homère... Croyez-moi, attaquez nos tragédies et nos comédies, puisqu'elles sont ordinairement fort vicieuses, mais n'attaquez point la tragédie et la comédie en général, puisqu'elles sont

(1) Auteur d'un *Bolœana* publié en 1743.

(2) « Les spectacles sont-ils des œuvres de Satan ou des œuvres de Jésus-Christ?... Quoi! les spectacles tels que nous les voyons aujourd'hui, plus criminels encore par la débauche publique des créatures infortunées qui montent sur le théâtre que par les scènes impures ou passionnées qu'elles débitent, les spectacles seraient les œuvres de Jésus-Christ! Jésus-Christ animerait une bouche d'où sortent des airs profanes et lascifs! Jésus-Christ formerait lui-même les sons d'une voix qui corrompt les cœurs! Jésus-Christ paraîtrait sur les théâtres en la personne d'un acteur ou d'une actrice effrontée, gens infâmes selon les lois des hommes!... Non! ce sont là des œuvres de Satan! » (Sermon *sur le petit nombre des élus.*)

d'elles-mêmes indifférentes... Oui, je soutiens, quoi qu'en dise le père Massillon, que le poème dramatique est une poésie indifférente de soi-même, et qui n'est mauvaise que par le mauvais usage qu'on en fait (1). » Voilà la question bien posée, et voilà les argumens qu'on peut employer pour défendre la cause du théâtre. La comédie n'est point une école, le drame n'est point une leçon, comme le soutiennent ses maladroits apologistes; la poésie dramatique, comme tous les autres genres de littérature et comme l'esprit humain lui-même, peut servir au bien comme au mal. Tout dépend de l'usage qu'on en fait.

Nous venons de voir les argumens que Racine en 1666 et Boileau en 1707 faisaient valoir pour la comédie. Voyons maintenant comment les défenseurs de la tradition de l'église proscrivaient nettement le théâtre et la comédie. Nous ne voulons pas examiner les argumens qu'ils employaient : nous les retrouverons dans la controverse de Rousseau; nous cherchons seulement en ce moment si les docteurs qui ont proscrit la comédie ont bien compris la cause du plaisir qu'ils proscrivaient. Ils ont fort bien compris, selon nous, la cause du plaisir que nous prenons au théâtre, et leurs censures du théâtre expliquent de la manière du monde la plus ingénieuse la nature de l'émotion dramatique. Il y a toute une poétique dans leur excommunication.

Les deux principaux censeurs du théâtre en 1666 sont le prince de Conti et Nicole.

Le prince de Conti avait beaucoup aimé le théâtre, et il avait protégé Molière. Plus tard, il se fit dévot fort sincèrement, devint janséniste, et s'efforça, par une sorte de zèle expiatoire, de détruire le plaisir qu'il avait aimé. Il rassembla avec soin les passages des pères qui condamnaient les spectacles, et les publia en les faisant précéder d'un *Traité sur la Comédie*, qui est un des meilleurs écrits de notre langue au XVIIe siècle; je ne puis pas en faire un plus grand éloge. Dans ce traité, le prince de Conti est fort sévère contre le théâtre; mais, jusque dans la sévérité du censeur, on retrouve l'expérience de l'homme qui a beaucoup connu et beaucoup aimé le théâtre, et c'est là ce qui fait le mérite, je dirais presque l'agrément de cet ouvrage, fait dans un esprit de pénitence.

« Ce qu'il y a de plus déplorable dans la comédie, dit le prince de Conti, c'est que les poètes sont maîtres des passions qu'ils traitent, mais ils ne le sont pas de celles qu'ils ont ainsi émues. Ils sont assurés de faire finir celles de leur héros et de leur héroïne avec le cinquième acte, et que les comédiens ne diront que ce qui est dans

(1) Lettres de Boileau, édit. de Berryat Saint-Prix, t. III, p. 128.

leur rôle, parce qu'il n'y a que leur mémoire qui s'en mêle; mais le cœur, ému par cette représentation, n'a pas les mêmes bornes : il n'agit pas par mesure. Dès qu'il se trouve attiré par son objet, il s'y abandonne selon toute l'étendue de son inclination, et souvent, après avoir résolu de ne pousser pas les passions plus avant que les héros de la comédie, il s'est trouvé bien loin de son compte. L'esprit, accoutumé à se nourrir de toutes les manières de traiter la galanterie, n'étant plein que d'aventures agréables et surprenantes, de vers tendres, délicats et passionnés, fait que le cœur dévoué à tous ces sentimens n'est plus capable de retenue (1). » En vain les défenseurs de la comédie prétendaient que le théâtre finit toujours par montrer le vice puni et la vertu récompensée. Le prince de Conti a trop l'expérience du cœur humain pour se payer de cette raison. « Le poète, après avoir répandu son venin dans tout un ouvrage d'une manière agréable, délicate et conforme à la nature et au tempérament, croit en être quitte pour faire faire quelque discours moral par un vieux roi représenté pour l'ordinaire par un fort méchant comédien, dont le rôle est désagréable, dont les vers sont secs et languissans, quelquefois même mauvais, parce que c'est dans ces endroits que le poète se délasse des efforts d'esprit qu'il vient de faire en traitant les passions (2); » et, pour achever sa réponse, le prince de Conti cite quelques vers de Godeau, un ancien mondain aussi devenu évêque. « Je sais bien, dit Godeau dans un sonnet sur la comédie,

Qu'on y voit à la fin couronner l'innocence.
. . . . . .
Mais en cette leçon si pompeuse et si vaine,
Le profit est douteux et la perte certaine;
Le remède y plaît moins que ne fait le poison;
Elle peut réformer un esprit idolâtre,
Mais pour changer leurs mœurs et régler leur raison,
Les chrétiens ont l'église et non pas le théâtre (3).

Dans ces vers, judicieux plutôt qu'élégans, Godeau fait une distinction juste que ne fait pas le prince de Conti : la comédie peut servir à la morale du monde; elle est inutile et dangereuse pour la morale chrétienne. Elle peut être un remède dans le mal, elle est un

(1) *Traité sur la Comédie*, par le prince de Conti, 1666, p. 26-27.

(2) *Ibid.*, p. 35. — Je ne puis pas ne point citer ici le jugement singulier que le prince de Conti fait de *Cinna* : « Y a-t-il personne qui ne songe plutôt à se récrier, en voyant jouer *Cinna*, sur toutes les choses tendres et passionnées qu'il dit à Émilie, et sur toutes celles qu'elle lui répond, que sur la clémence d'Auguste, à laquelle on pense peu, et dont aucun des spectateurs n'a jamais pensé à faire l'éloge en sortant de la comédie? » Aujourd'hui au contraire, si je ne me trompe, c'est la clémence d'Auguste qui nous touche et nous émeut. Les amours de Cinna et d'Émilie nous intéressent peu.

(3) *Poésies chrétiennes et morales de Godeau*, 1662, p. 446.

péril dans le bien. La sévérité de Port-Royal n'admettait pas ces tempéramens équitables. Ce qui heurte le plus Nicole, et ce qu'il combat avec le plus de colère, « c'est, dit-il, qu'on ait entrepris dans ce siècle-ci de justifier la comédie et de la faire passer pour un divertissement qui se pouvait allier avec la dévotion. Les autres siècles étaient plus simples dans le bien et dans le mal. Ceux qui faisaient profession de piété témoignaient par leurs actions et par leurs paroles l'horreur qu'ils avaient de ces spectacles profanes. Ceux qui étaient possédés de la passion du théâtre reconnaissaient au moins qu'ils ne suivaient pas en cela les règles de la religion chrétienne; mais il s'est trouvé des gens dans celui-ci qui ont prétendu pouvoir allier sur ce point la piété et l'esprit du monde. On ne se contente pas de suivre le vice, on veut encore qu'il soit honoré, et qu'il ne soit pas flétri par le nom honteux de vice, qui trouble toujours un peu le plaisir qu'on y prend par l'horreur qui l'accompagne. On a donc tâché de faire en sorte que la conscience s'accommodât avec la passion, et ne la vînt point inquiéter par ses importuns remords (1). » A Dieu ne plaise que je veuille affaiblir l'autorité de ces graves et honnêtes paroles. Les pires corrupteurs sont, dans tous les temps, ceux qui changent le mal en bien ou le bien en mal, qui disent que la propriété est le vol, que le mariage est la servitude et que l'adultère est la liberté, ou bien encore que la comédie est une école de vertu et d'honnêteté. « Malheur à vous, dit Isaïe (2), qui appelez bon ce qui est mauvais et mauvais ce qui est bon, qui donnez le nom de lumière aux ténèbres et le nom de ténèbres à la lumière, qui dites que ce qui est amer est doux et que ce qui est doux est amer! » Changer le nom des choses, c'est pour les esprits faibles confondre les idées; il y a tant d'âmes frivoles, tant de consciences incertaines ou insouciantes, qui ne connaissent leurs devoirs que par l'étiquette qu'on y met! Changez les étiquettes, ils ne s'y reconnaissent plus.

J'approuve donc les paroles sévères de Nicole; je me demande seulement si entre ceux qui prétendent faire acte de chrétien en allant au théâtre et ceux qui se décident à être tout à fait impies en assistant à la comédie, il n'y a pas ceux qui y vont sans croire faire ni si bien ni si mal, les mondains honnêtes en un mot, qui ne sont ni des hypocrites ni des impies. Or, si je ne me trompe, ce sont ces mondains honnêtes que les casuistes ne voulaient pas damner absolument.

Le casuitisme n'est pas la morale, cela peut se dire à la décharge comme à la charge du casuitisme. La morale établit les règles de conduite, et elle ne saurait les mettre trop haut. Il faut en morale

(1) Nicole, *Essais de morale*, t. III, p. 237, *Traité sur la Comédie*.
(2) Chap. v, vers. 20.

demander plus pour avoir assez; il faut viser à la vertu pour rester dans l'honnêteté. Les règles qui se font commodes, complaisantes, et qui tâchent de rattraper l'homme dans ses égaremens en l'y suivant de plus ou moins loin, ces règles-là ne ramènent point l'homme au bien, et c'est l'homme, au contraire, qui, de complaisance en complaisance, les entraîne au mal. Il sied donc à la morale d'être sévère; mais le casuitisme, qui, au lieu de prescrire les règles, est tenu d'examiner les divers cas de la conduite humaine, le casuitisme peut être plus indulgent, de même que le juré est naturellement plus indulgent que le législateur. Le législateur précise et définit le mal qu'il veut punir, et il est à son aise pour faire cette définition, puisqu'il la fait sur des cas qu'il prévoit; le juré n'a pas à faire à ces définitions précises et rigoureuses, mais aux actions humaines, dans lesquelles le plus et le moins entrent nécessairement. Tous les vols sont également coupables, tous les voleurs ne le sont pas également, parce que les degrés du mal, comme ceux du bien, sont infinis dans l'âme humaine. Les casuistes sont des jurés; ils pèsent et examinent, d'un côté la règle, de l'autre l'action qui s'en écarte, celle-ci de fort loin, celle-ci de moins loin. La règle chrétienne et ecclésiastique est de ne point aller au théâtre; mais si je vais au théâtre voir *Athalie* ou *Polyeucte*, suis-je aussi coupable que si je vais voir un vaudeville frivole ou licencieux? Il y a donc dans la faute que les spectateurs font en allant au théâtre des différences incontestables qui dépendent du genre de pièces qu'ils vont voir. La règle morale peut dédaigner ces différences, elle le doit même; mais le casuitisme ou le confessionnal doit en tenir compte. Quand Nicole dit avec colère qu'il s'est trouvé de son temps *des gens qui ont prétendu pouvoir allier sur ce point la piété et l'esprit du monde*, il a raison de blâmer les moralistes relâchés et complaisans qui mettent le vice à la portée de la conscience; il a tort, s'il blâme les directeurs avisés et prudens qui distinguent au théâtre, comme dans le monde, le genre de plaisir qu'on y va chercher. Il y a toujours eu dans l'église, à côté de ceux qui s'attachaient à la règle morale, et qui proscrivaient les spectacles comme absolument mauvais, ceux qui n'enveloppaient pas dans la même condamnation tous les auteurs et tous les spectateurs du théâtre. Les jésuites ont été de cette dernière école : accordant beaucoup à la liberté de l'homme et à ses œuvres, ils ne voulaient condamner les œuvres qu'après les avoir examinées. Quoi de plus juste? Cette doctrine avait en même temps pour eux l'avantage de donner à la direction un pouvoir presque supérieur à la règle.

Ne voulant pas entrer dans cet examen du genre de plaisir que le monde va chercher au théâtre et aimant mieux condamner absolu-

ment tous les spectacles, Nicole ne se contente pas de censurer ceux qui justifient le théâtre, il recherche avec une sagacité admirable, dans ses *pensées sur les spectacles* (1), quelle est la nature de l'émotion dramatique, et plus il y pénètre, plus il la condamne.

1° La comédie répond au goût que nous avons pour les émotions. Le cœur aime à se sentir vivre, et ce qu'il craint le plus, c'est le calme et le repos, car il lui semble alors qu'il est en train de mourir. « Il est triste s'il n'est blessé; il est satisfait si ses plaies descendent bien avant. » Avant Nicole, saint Augustin remarque dans ses *Confessions* (2) qu'il aimait surtout les spectacles qui le faisaient pleurer, et les bourgeois de nos jours aiment d'autant plus une pièce qu'ils y pleurent davantage. Nous aimons donc tous l'émotion. Est-ce seulement au théâtre que nous l'aimons? Non, nous l'aimons et nous la recherchons partout, dans le monde et aux tribunaux. Pourquoi les belles dames courent-elles aux séances des cours d'assises? Pour être émues. Les raffinés aiment l'émotion, les grossiers aussi. Qu'un domestique fasse le récit de quelque aventure tragique, il exagère, il veut être ému et émouvoir. Nous sommes tous capables de pitié, mais beaucoup en sont avides; chez ceux-là, la pitié s'arrête à l'émotion, c'est-à-dire au sentiment égoïste qui nous fait sentir le mal d'autrui sans aller jusqu'au sentiment charitable qui nous le fait soulager. Ce qui fait que les gens sensibles paraissent bons, et même qu'ils croient l'être, c'est qu'on suppose qu'ils iront de l'émotion à la charité, et qu'ils accompliront leur pitié, si je puis ainsi parler, et ce qui fait qu'ils ne sont pas bons, c'est qu'ils se contentent de goûter le plaisir de la pitié, et qu'ils n'en remplissent pas les devoirs. Le théâtre excelle à satisfaire ce goût de se sentir ému sans avoir rien à souffrir et rien à prendre sur soi. « Je n'eusse pas aimé à souffrir les choses que j'aimais à regarder, » dit saint Augustin.

2° Ce n'est pas seulement par le spectacle du malheur que le théâtre nous émeut si complaisamment, c'est surtout par la représentation de nos passions. Les passions sont la vie de l'âme; elles font souvent sa souffrance, mais c'est un mal dont nous ne voulons pas guérir, et dont même nous voulons jouir. « N'est-ce pas là vraiment, dit Nicole, une véritable frénésie? Mais les spectacles sont cette frénésie réduite en art. Ils convertissent nos maladies en plaisirs. » Quel est l'inévitable effet de la représentation des passions ainsi embellies et rendues aimables, dépouillées des inquiétudes et des soucis qui les accompagnent quand elles sont réelles, et ne donnant que l'émotion douce que cause leur image? Le cœur, s'il n'est pas

(1) *Essais de morale*, t. V, p. 366

(2) Livre III.

blessé, est au moins amolli. « L'âme est attirée du dedans au dehors, où elle avait déjà tant d'inclination à se répandre..., et on apprend ainsi deux choses également funestes : l'une à s'ennuyer de tout ce qui est sérieux, et par conséquent de tous ses devoirs; l'autre à trouver cet ennui insupportable, et à en chercher le remède dans la dissipation. Le premier de ces désordres est un obstacle à toutes les vertus, et le second est une entrée à tous les vices (1). »

Nous venons de voir dans les *Pensées* de Nicole tous les argumens que l'on peut employer contre le théâtre. Ces argumens n'ont plus besoin que d'être animés par l'éloquence de Bossuet et de Rousseau. C'est en 1694 que Bossuet écrivit sa *lettre au père Caffaro*, et ses *maximes et réflexions sur la comédie*. Le père Caffaro n'était pas un moraliste relâché ou un mauvais prêtre; c'était un casuiste, et qui avait sur les degrés du péché qu'on fait en allant au spectacle les principes de l'école des casuistes. Habitués en effet à poser des cas et des espèces pour toutes les fautes de la conscience humaine, les casuistes imaginaient une comédie qui ne serait ni immorale ni corruptrice, au besoin même des pièces saintes, et, se demandant si c'était un péché d'assister à de pareiles représentations, ils répondaient que non. Comme directeurs des consciences et tenus de prendre en considération les intentions de l'homme, ils avaient raison; comme apôtres et comme ministres de la règle évangélique, ils avaient tort, parce qu'ils affaiblissaient la loi et paraissaient l'accommoder aux faiblesses du cœur humain. Bossuet écrivit donc au père Caffaro, et exigea de lui une rétractation de la dissertation qu'il avait publiée sur la comédie. Celui-ci s'empressa de la donner, et la doctrine générale de l'église contre le théâtre ne fut affaiblie par aucune mollesse et aucune condescendance. Cependant l'école des casuistes continua à maintenir la distinction qui lui était chère entre les bons et les mauvais spectacles, entre les bonnes et les mauvaises pièces. Cette distinction entre le bon et le mauvais usage du théâtre fait le fond du discours du père Porée en 1733. Le père Porée avait le droit d'aimer et de défendre le théâtre; il a fait des tragédies que Voltaire, son élève, a imitées, et des comédies pleines de franche gaieté et de bonne morale. Aussi, dans son discours prononcé au collége Louis le Grand devant les cardinaux de Polignac et de Bissy et devant le nonce du pape, il n'hésita pas à poser hardiment la question : le théâtre peut-il être une école capable de former les mœurs? « Par sa nature, répond-il, il peut l'être; par notre faute, il ne l'est pas. » Le père Porée, on le voit, est déjà plus hardi dans la défense du théâtre que ne l'était Boileau, puisque Boileau pré-

(1) *Essais de morale*, t. V, p. 376.

tendait seulement que la poésie dramatique est indifférente par elle-même, et que le père Porée croit que le théâtre peut être une école de mœurs. « Je traiterai cette matière, continue Porée, non comme théologien, je n'en prends point ici le caractère; non comme censeur, je n'ai point cette autorité; non pas même comme philosophe, les subtilités philosophiques conviennent peu à un discours sur le théâtre; je parlerai toutefois en homme qui cherche le vrai, pour lequel j'avoue ma passion, en citoyen, puisqu'on doit toujours l'être, et en chrétien, puisqu'on ne doit jamais en oublier les devoirs (1). »

Dans la première partie de son discours, le père Porée prouve que le théâtre peut et doit être une école de bonnes mœurs, et il place la poésie dramatique au-dessus de la philosophie et au-dessus de l'histoire. Il allègue, en faveur du théâtre épuré qu'il conçoit et qu'il justifie, saint Charles Borromée, qui revoyait lui-même les pièces de théâtre qu'on représentait à Milan de son temps; Richelieu, « qui donnait à la réforme et à la perfection de la scène des jours qu'il dérobait aux affaires de la guerre, de l'église et de l'état; » *Esther* et *Athalie*, que Racine faisait pour l'éducation des demoiselles de Saint-Cyr; les pièces enfin que les jésuites faisaient jouer à leurs élèves et que venaient entendre les plus grands personnages de l'église et de l'état (2). Dans son zèle pour le théâtre, le père Porée justifie même l'opéra, « l'opéra, il est vrai, avec un poème vertueux, des vers coulans, mais pleins de pensées, une musique mâle et agréable, des danses à la fois aisées et sévères, légères et modestes; l'opéra enfin réunissant l'utile à l'agréable pour insinuer dans les cœurs le pur amour de la vertu. » Ce programme d'un opéra pur et vertueux, tel que le propose le père Porée, mérite d'être pris en considération par la commission qui vient d'être chargée de surveiller l'administration de l'Opéra.

Le père Porée s'attend à une objection, et il se la fait d'avance : si le théâtre peut être une si bonne école de mœurs, d'où vient que tant d'hommes pieux et savans condamnent absolument le théâtre? Ils condamnent le théâtre tel qu'il est, et non le théâtre tel qu'il pourrait être. « Il y a des choses indifférentes de leur nature que l'on peut rendre bonnes ou mauvaises, et que notre perversité rend presque toujours vicieuses. » Alors Porée examine notre théâtre, et il le juge sévèrement; il reproche à la tragédie française de s'être jetée dans la galanterie, manquant en cela aux règles de la morale comme

(1) Je me sers de la traduction que le père Brumoy fit du discours du père Porée. En traduisant ce discours, le père Brumoy donnait une nouvelle preuve de la persévérance des jésuites dans la doctrine des casuistes sur le théâtre.

(2) Monseigneur l'archevêque de Paris vient de faire jouer une pièce de Plaute par les élèves de son petit séminaire, qui, dit-on même, l'ont très bien jouée.

aux règles de l'art (1). Il est aussi sévère que Rousseau contre Molière, à qui il reproche d'avoir joué la vertu dans *le Misanthrope* et le mariage dans *George Dandin*. Il s'en prend enfin des vices du théâtre, et il a raison, aux spectateurs, au public, qui devrait imposer au théâtre le respect de l'honneur et de la vertu, et qui rit quand il voit le mal triompher du bien, pourvu qu'il triomphe gaiement.

Je me suis arrêté un instant sur le discours du père Porée (2), parce que ce discours, prononcé dans un collége et devant des cardinaux, montre bien mieux que la dissertation du père Caffaro, promptement rétractée par l'auteur, quelle était l'opinion d'une partie de l'église sur la question du théâtre. La compagnie de Jésus semble être restée fidèle jusqu'à un certain point à la doctrine du père Porée. De nos jours encore, le père Boone, dans une instruction contre le théâtre plus sévère que le discours du père Porée, se demande « s'il faut condamner absolument les personnes qui, par les devoirs de leur état, ne doivent pas abandonner la personne auguste de leur souverain, et qui par conséquent sont obligées de l'accompagner aux spectacles publics ? » Le père Boone permet aux aides de camp et aux dames d'honneur d'accompagner les princes au théâtre, à condition que les aides de camp et les dames d'honneur « se diront, en voyant paraître les acteurs sur la scène : Voilà des gens qui se damnent pour moi, et qu'ils gémiront du plus profond du cœur (3). » Cette direction d'intentions peut faire sourire; mais elle rentre dans les principes de la casuistique, c'est-à-dire dans cette équitable appréciation des circonstances d'une action, appréciation qui est le devoir de quiconque juge les hommes, soit dans un tribunal, soit dans un confessionnal. Le tort des casuistes n'est donc pas d'avoir trouvé les excuses légitimes du mal, parce que les excuses sont le droit inaliénable de la conscience humaine, mais d'avoir rédigé ces excuses et d'en avoir fait un manuel qu'on a pris pour un code complaisant offert aux pécheurs, tandis que c'était seulement une instruction adressée aux confesseurs.

III.

J'ai voulu faire l'histoire de la question du théâtre depuis les temps anciens jusqu'à Rousseau, et j'ai voulu aussi indiquer, d'après Ni-

(1) « Istud amatorium tragædiæ genus... »

(2) Voir l'excellente notice biographique et littéraire que vient de publier M. Alleaume sur le père Porée et sur son frère l'abbé Porée. Les deux frères méritaient un historien, et ils ne pouvaient pas en avoir un plus savant et un plus spirituel que M. Alleaume.

(3) J'emprunte cette curieuse citation à un article judicieux et piquant écrit dans la *Revue de l'Instruction publique* (mars 1853) par M. Rigaud, que je me félicite d'avoir pour collaborateur aux *Débats*.

cole, les principaux argumens des adversaires du théâtre; je dois maintenant examiner comment Rousseau a développé ces argumens, et montrer en même temps par quelques rapprochemens comment Bossuet les avait développés soixante ans avant lui (1). Je comparerai ainsi entre elles l'éloquence du grand évêque et l'éloquence du philosophe, et je ferai mieux comprendre par cette comparaison la différence des temps et surtout des idées morales.

Le premier reproche que fait Nicole au théâtre, c'est qu'il favorise trop le goût que nous avons de l'émotion. Nous cherchons l'émotion pour éviter l'ennui. Or d'où vient l'ennui? L'ennui, selon Rousseau, vient de la civilisation. Il n'y a que les peuples civilisés qui s'ennuient. « L'homme qui réfléchit peu s'ennuie peu. Le sauvage ne s'ennuie pas; il n'a pas assez d'esprit pour cela. C'est le mécontentement de soi-même, c'est l'oubli des goûts simples et naturels qui rendent nécessaire un amusement étranger (2). » Ici déjà Rousseau, sans le savoir peut-être, parle comme Bossuet. « L'homme, dit Bossuet dans sa lettre sur les spectacles, cherche à s'étourdir et à s'oublier lui-même pour calmer la persécution de cet inexorable ennui qui fait le fond de la vie humaine depuis que l'homme a perdu le goût de Dieu. » Ainsi, selon Rousseau et selon Bossuet, l'ennui pousse les hommes au théâtre; mais l'ennui, selon Rousseau, vient de la civilisation, de l'abus de la réflexion, de l'oisiveté que donne la fortune; selon Bossuet, de la perte du goût de Dieu : mots différens, même pensée, car ce que Rousseau appelle la civilisation et ce qu'il maudit s'appelle le monde dans le langage des docteurs de l'église, qui le maudissent aussi, parce qu'on y perd le goût de Dieu.

Est-ce à dire que, pour échapper à l'ennui que les spectacles trompent un instant, mais qu'ils ne détruisent pas, il faut que l'homme retourne dans les forêts des sauvages, loin de la civilisation, ou qu'il aille s'ensevelir dans une Thébaïde, loin du monde? Non; l'homme a contre l'ennui un meilleur refuge que la forêt ou la cellule, c'est le chez-soi, c'est la famille. « Un père, un fils, un mari, dit Rousseau, ont des devoirs si chers à remplir, qu'ils ne leur laissent rien à dérober à l'ennui. » Bonne et douce pensée que Rousseau empruntait, sans le savoir, à saint Chrysostôme. « Eh quoi! dit saint Chrysostôme (3), vous avez une femme et des enfans, vous avez une maison et des amis; qu'y a-t-il de plus agréable que le chez-soi animé par l'entretien de ses amis? Y a-t-il rien qui soit plus aimable et plus charmant que les caresses d'un enfant et l'affection d'une femme, quand on aime l'honnêteté? J'ai entendu

(1) Bossuet 1694, Rousseau 1758.
(2) Rousseau, tome III, page 119.
(3) Saint Chrysostôme, édition Gaume, tome VII, page 477.

raconter une parole des Goths qui est pleine de philosophie, car, entendant parler des folies du théâtre et des honteux divertissemens qu'on y va chercher : « Est-ce que les Romains, disaient-ils, n'ont ni femme ni enfans pour avoir inventé de pareils plaisirs? » voulant montrer par là qu'il n'y a point de plaisir plus doux à un homme sage et réglé que celui qu'il reçoit de la société d'une honnête femme et de celle de ses enfans. Que l'homme n'aille donc pas chercher bien loin ses plaisirs et sa joie; il les a chez lui, dans sa maison, en lui-même. Dieu, qui connaît l'âme humaine qu'il a formée, a bien voulu, pour la soutenir, mettre le plaisir où il mettait le devoir et attacher l'un à l'autre dans l'institution de la famille, le plaisir au devoir pour en tempérer la sévérité, le devoir au plaisir pour aider à l'insuffisance naturelle du plaisir. C'est sur l'alliance de ces deux grandes et douces choses, le plaisir qui produit le devoir et le devoir qui produit le plaisir, qu'est fondée et bâtie la famille humaine.

Rousseau n'avait point tort de reprocher aux mondains de son temps d'avoir perdu le goût des plaisirs qui naissent des affections simples et des devoirs naturels. Voyez en effet comment d'Alembert, dans sa réponse à Rousseau, parle des devoirs et des joies de la famille. Le passage est curieux. « Sans doute, dit-il, tous nos divertissemens forcés et factices, inventés et mis en usage par l'oisiveté, sont bien au-dessous des plaisirs si purs et si simples que devraient nous offrir les devoirs de citoyen, d'ami, d'époux, de fils et de père; mais rendez-nous donc, si vous le pouvez, ces devoirs moins pénibles et moins tristes, ou souffrez qu'après les avoir remplis de notre mieux, nous nous consolions de notre mieux aussi des chagrins qui les accompagnent (1). » Que veut dire d'Alembert et à qui demande-t-il le secret de rendre moins pénibles et moins tristes les devoirs de la famille? Ce secret-là ne se peut demander qu'à nous-mêmes; c'est nous qui l'avons dans notre âme, si nous avons su garder aussi dans notre âme cet autre secret que Dieu y a mis, le secret d'aimer. Aimez votre femme et vos enfans, et le devoir d'époux et de père ne sera plus triste et pénible. D'Alembert n'a pas besoin, pour égayer les devoirs de la famille, de consulter les philosophes : il n'a qu'à prendre conseil du premier bourgeois ou du premier ouvrier venu; qu'il entre dans la plus modeste maison ou dans la plus simple chambre, et qu'il voie après le travail de la journée le bourgeois ou l'ouvrier assis à la table du soir couronnée de petits enfans et leur distribuant le pain bis ou blanc qu'il a gagné pour eux, il saura alors ce qu'est la joie du devoir : entendons-nous bien cependant, non pas

(1) Édition de Rousseau de 1791. *Réponse de d'Alembert*, tome XVI, page 342.

le devoir *rempli de notre mieux,* c'est-à-dire par acquit de conscience ou par obéissance à la loi, mais le devoir rempli de tout cœur, avec un dévouement qui s'ignore et qui par conséquent se renouvelle tous les jours. Il y a plus : à ce bon et honnête bourgeois qui est si heureux d'être père, et à ces enfans qui embrassent si gaiement leur père, je permets, en dépit de Rousseau, d'aller un jour au Théâtre-Français voir jouer *Monsieur de Pourceaugnac* ou *le Malade imaginaire,* non pour qu'ils se *consolent de leur mieux* des tracas de la famille, mais pour qu'ils rient ensemble (la joie des enfans sous les yeux du père et de la mère est bonne à l'âme), pour qu'ils continuent au théâtre les rires de la table domestique, et surtout pour qu'ils montrent que partout où va la famille, elle y transporte sa joie pure et saine, ses plaisirs honnêtes et naturels. Je suis disposé à croire aux dangers du théâtre; mais j'y crois surtout pour ceux qui y vont seuls. Je ne crains pas beaucoup la loge du père de famille; je crains la stalle de balcon.

Les amusemens du théâtre ne sont pas seulement, selon d'Alembert, des remèdes contre l'ennui de nos devoirs; ce sont aussi, selon ce philosophe, des leçons déguisées. L'homme va au théâtre, croyant s'amuser des défauts du prochain; il s'y corrige des siens. Telle était la prétention des philosophes du XVIIIe siècle, et le père Porée lui-même a quelque chose de cette doctrine. Comme on ne savait plus amuser le public, on prétendait l'instruire et on attribuait à la comédie un mérite qu'elle ne doit pas avoir, afin de remplacer le mérite qu'elle n'avait plus. Rousseau raille et réfute fort spirituellement cette prétention. « Nos auteurs modernes, guidés par de bonnes intentions, font des pièces plus épurées; aussi qu'arrive-t-il? Qu'elles n'ont plus de vrai comique et ne produisent aucun effet. Elles instruisent beaucoup si l'on veut, mais elles ennuient encore davantage. Autant vaudrait aller au sermon (1). » Rousseau croit que les comédies du XVIIIe siècle ennuyaient, parce qu'elles défendaient la morale au lieu de l'attaquer; je crois qu'il y a d'autres raisons, mais il a grande raison de dire que ce qui ennuie n'instruit pas : l'ennui ne sert qu'au mal, il corrompt par les pensées qu'il suggère, au lieu d'édifier par le calme qu'il apporte.

Le second reproche que Nicole fait au théâtre, c'est d'exciter les passions en les représentant. Le spectacle des passions humaines luttant les unes contre les autres ou remplacées par une passion dominante qui ne rencontre d'obstacles que ce qu'il en faut pour l'animer à la victoire, ce spectacle excite les passions plus qu'il ne

(1) Tome III, page 133.

les réprime. Elles apprennent à user de toutes leurs forces pour triompher à leur aise plutôt qu'à se contraindre et à se régler, elles s'instruisent au combat plutôt qu'à la discipline. « Consultez, dit Rousseau, l'état de votre cœur à la fin d'une tragédie : l'émotion, le trouble et l'attendrissement qu'on sent en soi-même et qui se prolongent après la pièce annoncent-ils une disposition bien prochaine à surmonter nos passions? Les impressions vives et touchantes dont nous prenons l'habitude, et qui reviennent si souvent, sont-elles bien propres à modérer nos sentimens? Ne sait-on pas que toutes les passions sont sœurs, qu'une seule suffit pour en exciter mille, et que les combattre l'une par l'autre n'est qu'un moyen de rendre le cœur plus sensible à toutes (1)? » Plus loin, revenant encore sur l'état du cœur après le plaisir du théâtre, il ajoute : « Le mal qu'on reproche au théâtre n'est pas précisément d'inspirer des passions criminelles, mais de disposer l'âme à des sentimens trop tendres qu'on satisfait ensuite aux dépens de la vertu. Les douces émotions qu'on y ressent n'ont pas par elles-mêmes un objet déterminé, mais elles en font naître le besoin; elles ne donnent pas précisément de l'amour, mais elles préparent à en sentir; elles ne choisissent pas la personne qu'on doit aimer, mais elles nous forcent à faire ce choix. »

Il y a beaucoup de finesse et de mérite dans cette peinture de l'état de l'âme après le plaisir du théâtre, et j'ajouterais volontiers après la lecture des romans; mais, avant Rousseau, Bossuet avait peint cet état de l'âme avec une pénétration de pensée et une force d'expression admirables. « Le spectacle de la lutte des passions humaines n'a d'autre effet, dit-il, que de remuer en nous un certain fonds de joie sensuelle et je ne sais quelle disposition inquiète et vague aux plaisirs des sens, qui ne tend à rien et qui tend à tout, et qui est la source secrète des plus grands péchés. »

« Je sais bien, continue Rousseau, que le théâtre a la prétention de purger les passions; mais j'ai bien de la peine à concevoir cette règle. » Il est tout naturel que Rousseau ne comprenne pas cette règle, qui ne s'applique pas à la morale, mais à l'art. L'art ne prétend point purger les passions pour les rendre vertueuses, mais pour les rendre belles; il vise à la beauté, non à la vertu. Chercherons-nous maintenant quel est le rapport qui lie la beauté à la vertu, le beau au bon, et comment dans l'art dramatique, tel que l'entendaient les anciens, les caractères, s'ils sont formés d'après les règles de l'art, doivent tous avoir une certaine bonté et une certaine beauté? C'est là une question d'art qui s'écarte en apparence de la question

(1) Page 121.

de morale que traite Rousseau. J'en dirai cependant un mot, parce que, selon moi, cette purification des caractères et des passions dramatiques et l'effet qu'ils produisent sur les spectateurs est la meilleure justification du théâtre et même de la littérature en général.

IV.

Corneille, dans son premier discours *sur l'Art dramatique,* cherchant ce que veut dire Aristote quand il exige que dans la tragédie les mœurs du héros soient bonnes, cite un passage de la *Poétique* ainsi conçu : « La poésie est une imitation de gens meilleurs qu'ils n'ont été, et comme les peintres font souvent des portraits flattés, qui sont plus beaux que l'original et conservent toutefois la ressemblance, ainsi les poètes, représentant des hommes colères ou débonnaires, doivent tirer une haute idée de ces qualités, en sorte qu'il s'y trouve un bel exemplaire d'équité et de douceur ou de fermeté; et c'est ainsi qu'Homère a fait Achille bon. Ce dernier mot est à remarquer, continue Corneille, pour faire voir qu'Homère a donné aux emportemens de la colère d'Achille cette bonté nécessaire aux mœurs que je fais consister en l'élévation du caractère, et dont Robortel parle ainsi (1) : *Unumquodque genus per se supremos quosdam habet decoris gradus et absolutissimam recipit formam, non tamen degenerans a suâ naturâ et effigie pristinâ.* » Ces paroles du vieux commentateur italien cité par Corneille sont excellentes; mais Corneille les a traduites et expliquées d'un mot, quand il parle de cette *élévation* qui est propre à chaque qualité humaine, et qu'il faut que le poète découvre et exprime. De même que chaque visage humain, si laid qu'il soit au premier coup d'œil, a son expression qui fait sa beauté, *quemdam decoris gradum,* et que les grands peintres seuls savent découvrir cette expression et la représenter de manière à faire un portrait qui soit en même temps ressemblant et beau, quoique le modèle soit laid, de même aussi les poètes épiques et dramatiques doivent chercher dans la qualité principale des héros qu'ils mettent en scène ce que cette qualité à de grand et d'élevé. C'est ainsi que les mœurs seront bonnes, comme le veut Aristote. Chaque qualité de l'âme humaine est entre un vice et une vertu. Si vous la poussez du côté du vice, vous faites de l'homme un démon ou une bête brute; si vous la poussez du côté de la vertu, vous faites de l'homme un héros ou un ange. Cherchons un exemple de cette transformation d'un défaut en vertu qui est une des plus admirables res-

(1) Robortello, commentateur italien de la *Poétique* d'Aristote au XVIe siècle.

sources de la nature humaine, et qui doit être aussi un des arts de la poésie. Je prends dans l'histoire de France le roi le plus malheureux à la fois et le plus honnête, Louis XVI : le fond de son caractère est assurément la débonnaireté, pour parler comme Corneille; voyez comme en face du péril inévitable cette débonnaireté devient une admirable patience, et en face de l'échafaud un sublime dévouement. Quelle débonnaireté, j'allais dire quelle faiblesse dans le roi! quelle grandeur dans le martyr! Voilà comment la nature humaine agrandie et fortifiée par la religion se transforme et se transfigure, faisant de sa faiblesse une force et de son défaut une vertu. Ce que la nature humaine fait dans l'histoire pour l'honneur de l'humanité, c'est à la poésie de le faire dans ses créations pour l'honneur aussi et pour l'enseignement de l'humanité.

La grandeur et l'élévation des caractères, voilà donc, selon Corneille, le point principal dans toutes les créations dramatiques. Cette recherche de la grandeur et de l'élévation ne nuit pas à la morale, et les héros qui sont grands peuvent en même temps être bons et honnêtes, car c'est ici que revient l'observation profonde et juste de Robortel sur l'idéal qui réside au fond de chaque qualité humaine, et qu'il appartient à la poésie de mettre en relief et en honneur. Je résume même la pensée de Robortel en cet axiome : tout ce qui est grand atteint au bon, et tout ce qui est bon atteint au grand. Oui, Achille est violent, emporté, orgueilleux, cruel dans sa colère; mais il y a dans son âme un fonds de générosité, et quand Priam suppliant vient lui demander le corps d'Hector, Achille pleure et pardonne. Oui, César est ambitieux et fier, il a poursuivi et vaincu Pompée avec joie; mais il pleure sur le cadavre de Pompée assassiné. Le grand va au bon, et, soyez-en sûrs, cette bonté de l'âme qui se trouve à certains momens dans tous les grands hommes, dans Achille, dans César, dans Alexandre, est le signe caractéristique de leur grandeur, car c'est par là qu'ils témoignent qu'ils sont hommes : sans cela, ils seraient grands comme des colosses de bronze ou de fer. La grandeur, c'est d'être grand avec toutes les émotions humaines: c'est d'être plus que l'homme, sans être autre que l'homme.

La bonté atteint aisément aussi à la grandeur. Aisément? j'ai tort. Pour atteindre à la grandeur, la bonté doit passer par la persévérance. Vous êtes bon, Vincent de Paul, puisque dès vos premières années vous venez en aide aux pauvres et aux malades; mais vous devenez grand, ô saint Vincent de Paul, puisque vous vouez votre vie tout entière à la charité, et que votre nom en devient un touchant symbole. C'est ainsi que, par un perpétuel rapprochement qui est la loi de Dieu, le grand va au bon par la générosité, le bon va

au grand par la persévérance; c'est ainsi que nos qualités humaines se confondent à mesure qu'elles s'élèvent et que le saint rencontre le héros dans l'imagination du grand poète comme dans le sein de Dieu.

L'élévation et la grandeur des caractères, telle que l'art la demande, a-t-elle un avantage moral? qui peut le nier? Ce qu'il faut chercher dans la bonne littérature, dans celle qui est conforme aux véritables règles de l'art, c'est cette admiration salutaire que donne la vue du grand et du bon. Toute la question est là. La littérature n'est pas chargée d'instruire ou d'édifier les esprits; elle est chargée seulement de les émouvoir par la peinture de l'humanité; mais cette peinture doit viser au beau, afin d'élever les esprits; elle doit éviter les grimaces et les convulsions, fuir le laid en un mot, afin de ne pas abaisser et de ne pas corrompre l'âme par de grossières impressions. Ne demandez pas de leçons à la littérature et au théâtre. Quand ils veulent en donner, ils manquent à leur vocation. Ne leur demandez que ce qu'ils peuvent faire, c'est-à-dire d'exercer une influence et de l'exercer en bien. Or c'est en *purgeant les passions*, selon la règle de la poétique ancienne, c'est-à-dire en leur donnant la bonté et l'élévation dont elles sont capables, chacune en son genre, que le théâtre et la littérature peuvent aider à l'éducation morale des esprits.

Quand donc Rousseau rejetait dédaigneusement cette règle comme incompréhensible, il évitait le meilleur argument dont puisse s'autoriser le théâtre devant les moralistes. Je sais bien que ses adversaires ne le lui opposaient pas, qu'ils ne parlaient que des bons enseignemens du théâtre, et qu'ils prétendaient hardiment que la comédie est une école de mœurs. Rousseau réfute aisément cette prétention, mais il aurait été digne de lui d'examiner aussi ce que signifiait la vieille règle de la purgation des passions, telle qu'Aristote et Corneille la défendent, et de chercher ce que cette règle de l'art antique a de conforme à la morale.

Un ancien apologiste du théâtre, Scudéry, qui, en défendant la tragédie et la comédie, croyait défendre sa cause, ne manque pas de se servir de la règle de la poétique sur la purgation des passions comme du meilleur argument en faveur du théâtre. « Aristote, dit-il, était trop sage, trop grave, trop occupé pour s'amuser à dresser les préceptes d'un art qui ne servirait que d'un vain amusement (1). » Non-seulement Scudéry cite la règle d'Aristote pour défendre le théâtre, mais il commente cette règle de manière à montrer qu'il en comprend bien l'importance, soit pour l'art, soit pour la morale :

(1) *Apologie du Théâtre*, préface, 1639.

« Les Toscans, dit Scudéry, châtiaient leurs esclaves au son du hautbois, » afin de modérer leur colère et de laisser seulement agir la justice. La poésie doit faire la même chose en représentant les passions humaines : elle doit aussi les modérer par l'art, c'est-à-dire par cette recherche de l'idéal de chaque qualité qui est le vrai principe de l'art. Scudéry était un mauvais poète, mais il avait le goût des arts, et c'est par là qu'il comprenait la règle de la poétique ancienne.

Il y a trois manières de traiter les passions. On peut tâcher de les anéantir, comme fait Rousseau, qui les impute à la civilisation, et qui à cause de cela veut détruire la civilisation et les arts de la civilisation. On peut tâcher de les régler et de les contenir par la loi chrétienne; mais que de degrés infinis dans l'application de la loi chrétienne! Nicole et Bossuet croient que le meilleur moyen de contenir les passions, c'est la fuite du monde et surtout l'interdiction du théâtre. L'école des casuistes et le père Porée sont moins sévères : ils pensent que la loi chrétienne n'exclut pas le commerce du monde ni même la fréquentation du théâtre, qu'elle peut s'appliquer à la comédie et à la tragédie comme à tous les arts, et en faire un bon usage. L'art enfin, ou Aristote, le plus grand interprète de l'art, prétend que la poésie, quand elle représente les passions, doit les faire meilleures et plus belles qu'elles ne le sont, et, selon nous, c'est par là que l'art s'allie à la morale.

D'où viennent ces différens sentimens sur la manière de traiter les passions? Ne nous y trompons pas : ils ne procèdent pas seulement de la diversité des idées; ils procèdent de la différence même des dogmes et des doctrines religieuses. Le déiste qui ne croit pas au péché originel et qui prétend que l'homme est naturellement bon, le janséniste qui croit au contraire que la nature humaine est vicieuse et que l'homme livré à sa liberté ne peut que faire le mal, le jésuite qui croit au libre arbitre, au mérite des œuvres et à la nécessité de la direction; toutes ces oppositions de doctrines se manifestent dans une simple question d'art, parce que dans l'homme tout se tient et que ses idées relèvent de ses croyances.

L'homme, aux yeux de Rousseau, est un être naturellement bon et qui a en lui tout ce qu'il faut pour être vertueux, sans recourir au dogme de la rédemption ou de la grâce divine. D'où vient donc que le cœur humain donne entrée au vice? C'est que l'homme vit en société, c'est qu'il n'a pas voulu rester solitaire et pur. Pourquoi cette volonté est-elle venue à l'homme? Question que Rousseau se garde bien de se faire et de traiter, parce qu'elle ruinerait tout son système. Il lui suffit qu'il ait trouvé la cause du mal dans la société. Alors tout ce qui tient à la société, tout ce qui en est la suite et le

développement, les institutions, la littérature, les arts, les sciences, le théâtre, tout est mauvais, tout aide à la corruption de l'homme, et chaque fois qu'on pourra détruire une de ces conséquences, soit les arts, soit la littérature, soit le théâtre, ce sera un retour vers l'innocence primitive. Dans cette idée, les petits états sont meilleurs que les grands; la tribu est meilleure que les petits états, la famille sauvage vaut mieux que la famille civilisée, et l'homme qui ne réfléchit pas vaut mieux que l'homme qui réfléchit, lequel est sur la pente de la civilisation, c'est-à-dire du mal.

La doctrine chrétienne croit que l'homme est disposé au mal par sa nature, qu'a viciée le péché originel, et elle croit aussi qu'il n'y a que le recours à Dieu et à sa loi qui puisse préserver l'homme des effets de sa corruption naturelle; mais ce recours à Dieu a plusieurs voies. Les docteurs les plus sévères pensent que la meilleure manière de revenir à Dieu, c'est de fuir le monde, c'est d'éviter les occasions du plaisir ou du péché. Des docteurs plus hardis ou plus indulgens croient qu'on peut être chrétien dans le monde, y porter la loi de Dieu et l'y garder; ils croient que les arts peuvent être chrétiens, que le théâtre même peut l'être, et qu'il n'y a pas une incompatibilité absolue entre la morale et la comédie. Cette doctrine est généreuse et charitable, mais elle n'est pas relâchée, quoi qu'on en dise, car elle impose au monde beaucoup d'obligations en retour de beaucoup de liberté. Elle ne craint aucun de ces développemens de la sociabilité humaine qui effraient Rousseau, et que Nicole et Bossuet conseillent d'éviter. Que de freins en effet elle a pour arrêter l'essor de l'âme humaine vers le mal! Que de remèdes contre le mal! que de secours dans le danger! Une règle sévère et minutieuse, une direction attentive, une surveillance scrupuleuse, une confession souvent renouvelée, que sais-je? Dans cette doctrine, l'homme peut aller partout, parce que la loi le suit partout; plus il peut, plus il doit. La règle chrétienne ainsi entendue a le privilége de s'étendre avec le cœur de l'homme et de le suivre dans tous ses mouvemens, si bien que la civilisation a beau s'avancer, emportant avec elle en avant le cœur et l'esprit de l'homme : la religion l'accompagne toujours, et le cercle de nos devoirs s'agrandit en même temps que le cercle de nos sentimens et de nos idées.

Cette doctrine me plaît, encore un coup, et je ne la crois ni relâchée ni impraticable. Ce sont là pourtant, je l'avoue, ses deux écueils. Ou elle permet tout en absolvant tout, ce qui amène le relâchement, ou elle prescrit et dirige tout, ce qui amène la raideur. J'entends bien avec le bon père Porée que le théâtre peut servir à enseigner l'honnêteté et la vertu; je crains cependant que de ce côté nous ne

tombions dans le théâtre d'éducation et dans les pièces de collége. Or les pièces de collége ont l'inconvénient, outre qu'elles sont ennuyeuses, de laisser croire qu'elles ne le sont que parce qu'elles veulent être vertueuses, et, comme les jeux innocens, elles font penser à ce qu'il y faudrait de mal pour qu'elles devinssent amusantes.

De toutes ces règles que l'homme peut s'imposer, quelle est donc la plus sûre et la meilleure pour l'art? La règle de Rousseau le détruit, celle de Nicole et de Bossuet le fait abdiquer; celle du père Porée le rend raide et monotone, quand elle est exagérée. Il n'a donc de règle qui lui soit bonne que celle qui lui est propre et qui tient à sa nature même, c'est-à-dire la règle d'Aristote, qui prescrit la recherche du beau, et qui par là fait trouver le bon, sinon toujours, du moins souvent, qui enfin pousse l'homme du bon côté au lieu de le pousser du mauvais.

V.

Il y a une question sur laquelle je veux dire un mot avant de finir. Rousseau reproche au théâtre qu'étant voué à l'amour, il aide singulièrement à l'ascendant des femmes dans la société, et ce n'est pas, selon Rousseau, un des moindres inconvéniens du théâtre. « Pensez-vous, monsieur, dit-il à d'Alembert, qu'en augmentant avec tant de soin l'ascendant des femmes, les hommes en seront mieux gouvernés ? » Prenez les ouvrages de Rousseau, il a dit beaucoup de mal des femmes, de leur frivolité, de leur vanité, de leur faiblesse, et ce sont les femmes pourtant qui ont fait le succès de Jean-Jacques Rousseau : elles ont eu raison. Je ne veux pas dire que comme la Martine de Molière elles aiment à être battues, mais elles se soucient peu qu'on les batte, pourvu qu'on les aime. Or elles ont compris que Rousseau les aimait, et que s'il censurait amèrement les femmes du monde, c'est qu'il avait dans le cœur l'image de la femme plus belle, plus pure et plus gracieuse mille fois que celles qu'il voyait. Elles lui ont su gré de cette image idéale que chacune à pu prendre pour son portrait. Peu importe donc que Rousseau, dans sa *Lettre sur les spectacles*, dise « que chez nous la femme la plus estimée est celle qui fait le plus de bruit, de qui l'on parle le plus, qu'on voit le plus dans le monde. » Les femmes voient bien que le même homme qui se plaint qu'au théâtre « ce soit toujours la femme qui sait tout, qui apprend tout aux hommes, » dans son roman fait de Julie la directrice suprême de Saint-Preux, et cette inconséquence du philosophe leur plaît comme un aveu de leur supériorité : non pas qu'elles tiennent à être supérieures par l'esprit et par la raison; elles sont supérieures parce qu'elles sont aimées, et cette supériorité-là vaut

pour elles toutes les autres. Quiconque la leur accorde, et surtout quiconque semble la leur accorder malgré lui-même, est de leur église, eût-il cent défauts insupportables, de même que quiconque la leur refuse, eût-il cent bonnes qualités, est à l'instant même excommunié. Les hommes que les femmes détestent le plus ne sont pas ceux qui les battent, mais ceux qui les jugent; non pas ceux qui les censurent, mais ceux qui même les admirent sans les aimer. Pour elles, la foi sans l'amour est un péché mortel. Elles ont raison.

La meilleure partie de la *Lettre sur les spectacles* et la plus forte assurément est le tableau que fait Rousseau de l'homme et de la femme du monde et les réflexions qu'il attache à ce tableau : « Les deux sexes, dit-il avec beaucoup de sagacité et de gravité, doivent se rassembler quelquefois et vivre ordinairement séparés. Je l'ai dit tantôt par rapport aux femmes; je le dis maintenant par rapport aux hommes... Ne voulant plus souffrir de séparation, faute de pouvoir se rendre hommes, les femmes nous rendent femmes... Lâchement dévoués aux volontés du sexe que nous devrions protéger et non servir, nous avons appris à le mépriser en lui obéissant, à l'outrager par nos soins railleurs, et chaque femme de Paris rassemble dans son appartement un sérail d'hommes plus femmes qu'elle, qui savent rendre à la beauté toutes sortes d'hommages, hors celui du cœur dont elle est digne... Au lieu de gagner à ces usages, les femmes y perdent. On les flatte sans les aimer, on les sert sans les honorer : elles sont entourées d'agréables, mais elles n'ont plus d'amans... Il faudrait avoir d'étranges idées de l'amour pour en croire capables ces complimenteurs de boudoir, et rien n'est plus éloigné de son ton que celui de la galanterie. De la manière que je conçois cette passion terrible, son trouble, ses égaremens, ses palpitations, ses transports, ses brûlantes expressions, son silence plus énergique, ses inexprimables regards, que leur timidité rend téméraires et qui montrent les désirs par la crainte, il me semble qu'après un langage aussi véhément, si l'amant venait à dire une fois : *Je vous aime,* l'amante indignée lui dirait : Vous ne m'aimez plus, et ne le reverrait de la vie. »

Quelle sévérité contre les mœurs et les habitudes du temps! mais surtout comme l'amour est opposé à la galanterie! et c'est là ce qui charmait les femmes, parce que plus Rousseau ôtait à la galanterie, plus il rendait à l'amour; plus il détruisait le cérémonial du faux monde amoureux, plus il refaisait le véritable culte des femmes. Les femmes ne se trompaient donc pas en trouvant leur apothéose dans les censures du moraliste; elles comprenaient et aimaient sa colère, puisque Rousseau ne s'irritait que parce que la femme, de dieu qu'elle était, s'était laissée faire idole.

Ainsi dans cette *Lettre sur les spectacles*, Rousseau ne traite pas

seulement la question du théâtre; il traite aussi de la condition des femmes et du rang que le monde leur a fait, rang qui peut plaire à la vanité, mais qui est petit et frivole et qui ne vaut ni celui que leur fait l'amour, ni surtout celui que leur fait la famille. Avant Rousseau, Bossuet avait aussi touché à cette question. Il s'était plaint aussi du ton de galanterie de notre théâtre et de l'empire que cet usage de la galanterie donnait aux femmes dans le monde. « Cette tyrannie qu'on expose au théâtre, disait-il, sous les plus belles couleurs, flatte la vanité d'un sexe, dégrade la dignité de l'autre et asservit l'un et l'autre au règne des sens (1). » Toutes les réflexions de Rousseau sur la condition des femmes dans le monde se trouvent dans cette phrase de Bossuet; mais le théâtre, par les maximes amoureuses qu'il préconise, fait plus que de donner aux femmes dans le monde une idée dangereuse de leur pouvoir : il y a des femmes auxquelles il est encore plus funeste, ce sont celles qu'il fait paraître sur la scène, ce sont les comédiennes que Bossuet plaint et maudit à la fois. Les comédiennes, qui pour Rousseau ne servent que de témoins à la corruption qu'il reproche au théâtre, pour Bossuet sont des chrétiennes qui s'égarent et qui égarent les autres. Avant de perdre l'âme des autres, elles ont perdu la leur, et Bossuet dans sa charité chrétienne ne leur reproche pas moins la première faute que la seconde. « Quelle mère, s'écrie-t-il, je ne dis pas chrétienne, mais tant soit peu honnête, n'aimerait pas mieux voir sa fille dans le tombeau que sur le théâtre? L'ai-je élevée si tendrement et avec tant de précaution pour cet opprobre? L'ai-je tenue nuit et jour, pour ainsi parler, sous mes ailes, avec tant de soin pour la livrer au public? Qui ne regarde pas ces malheureuses chrétiennes, si elles le sont encore dans une profession si contraire aux vœux de leur baptême, qui, dis-je, ne les regarde pas comme des esclaves exposées, en qui la pudeur est éteinte, quand ce ne serait que par tant de regards qu'elles attirent et par tous ceux qu'elles jettent, elles que leur sexe avait consacrées à la modestie et dont l'infirmité naturelle demandait la sûre retraite d'une maison bien réglée? »

Quelle admirable éloquence! quelle charité même dans la colère et dans la malédiction! et surtout, comme dans Rousseau, quelle intelligence du véritable rang et de la véritable dignité des femmes! Quand Rousseau attaque la galanterie du théâtre, il l'attaque au nom de la famille et au nom de l'amour; il montre aux femmes combien elles perdent, en bien comme en mal, à être courtisées au lieu d'être aimées, ou bien à être des poupées de salon au lieu d'être des mères de famille. Bossuet ne défend pas l'amour contre la galanterie, car

(1) Bossuet, édition Lefèvre 1836, tome XI, page 151.

entre l'amour et la galanterie il n'y a que la différence de la passion; mais il défend la famille et la condition à la fois grande et douce que la famille fait aux femmes. Dans l'évêque comme dans le philosophe, même dédain ou même colère contre la vie artificielle des femmes dans le monde, contre les plaisirs de la vanité substitués aux plaisirs et aux devoirs du foyer domestique, contre l'abaissement des hommes qui perdent leur dignité à faire perdre aux femmes leur honneur. Dans Rousseau, les femmes sentent un censeur qui les aime, et voilà pourquoi elles lui ont tant pardonné; dans Bossuet, elles sentent un chrétien qui les plaint, dès qu'il les voit moins honorées qu'il ne les imagine, et cet attendrissement, qui est la seule émotion que puisse comporter la sévérité chrétienne, vaut pour elles l'amour qu'elles trouvent dans Rousseau. Partout où Bossuet parle de la femme, il en parle avec ce sentiment à la fois tendre et sévère, avec cette grâce majestueuse qui touche et qui épure les cœurs, et s'il maudit l'abus que la femme fait du pouvoir qu'elle a sur le cœur de l'homme, c'est qu'il s'indigne que, Dieu l'ayant faite si grande, le monde la fasse si petite, et qu'il lui fasse prendre son humiliation pour son triomphe.

Auprès de la gravité affectueuse qu'a Bossuet, auprès du respect passionné qu'a Rousseau en parlant des femmes et de leur condition dans la société, les réflexions et les sentimens de d'Alembert paraissent frivoles et mesquins. Il y a à propos des femmes deux points principaux dans le *Traité* de Bossuet et dans la *Lettre* de Rousseau : le rang des femmes dans le monde, qui est un des effets du règne de l'amour sur le théâtre, et la condition des comédiennes. Voyons d'abord ce que d'Alembert dit des comédiennes. Bossuet en parle avec une pitié généreuse, Rousseau avec une indifférence dédaigneuse; d'Alembert met dans l'apologie qu'il fait des comédiennes une pédanterie philosophique qui rend ses clientes ridicules. « La chasteté des comédiennes, j'en conviens avec vous, dit d'Alembert, est plus exposée que celle des femmes du monde; mais aussi la gloire de vaincre en sera plus grande : il n'est pas rare d'en voir qui résistent longtemps, et il serait plus commun d'en trouver qui résistassent toujours, si elles n'étaient découragées de la continence par le peu de considération qu'elles en retirent... Qu'on accorde des distinctions aux comédiennes sages, et ce sera, j'ose le prédire, l'ordre de l'état le plus sévère dans ses mœurs. » Ne vous étonnez pas de ce plaidoyer pour les comédiennes; tout se tient dans l'erreur, et le même homme qui prétendait que le théâtre est une école de mœurs devait prétendre que les comédiennes pouvaient faire dans l'état un ordre chargé de représenter la pudeur. Étrange paradoxe, mais qui est conforme au mauvais esprit philosophique du XVIIIe siècle, lequel substitue par-

tout l'ordre artificiel à l'ordre naturel et les systèmes humains à la volonté divine! Restons dans le bon sens et dans le bon goût, tâchons d'épurer le théâtre sans prétendre en faire une école de morale, plaignons les comédiennes et estimons celles qui se conduisent bien sans vouloir en faire des héroïnes ou des patronnes de l'honneur féminin.

D'Alembert ne se fait pas une idée plus juste du rang que les femmes doivent avoir dans le monde que de la condition des comédiennes. Si les femmes ne sont pas à la fois aimables et vertueuses, cela tient à ce qu'elles ne sont pas libres. L'esclavage des femmes est la cause de leurs faiblesses et de leurs torts : émancipez-les, donnez-leur une éducation *plus solide et plus mâle*. « Le grand défaut de ce siècle philosophe est de ne l'être pas encore assez. Il ne l'est pas envers les femmes; mais quand la lumière sera plus libre de se répandre, plus étendue et plus égale, nous en sentirons alors les effets bienfaisans; nous cesserons de tenir les femmes sous le joug et dans l'ignorance, et les femmes cesseront de séduire, de tromper et de gouverner leurs maîtres. » Quel est donc ce monde dont parle d'Alembert où les femmes séduisent, trompent et gouvernent leurs maîtres? Est-ce le monde tel que nous le connaissons et tel que Dieu l'a fait, celui où la femme grandit sous l'aile de sa mère, entre ensuite dans la maison conjugale qu'elle remplit de tendresse et de joie, et bientôt mère de famille, ayant fait sa destinée de celle de son mari et de ses enfans, achève ses jours entourée du respect et de la reconnaissance de sa famille? Ou bien est-ce le monde qui se fait et se défait chaque soir dans les salons, au hasard des visites, dont le lien est la vanité, dont l'occupation est la frivolité ou la médisance, où les femmes ne songent qu'à paraître et les hommes qu'à causer? Si c'est là le monde où les femmes séduisent, trompent et gouvernent leurs maîtres, j'avoue que je m'intéresse aussi peu aux esclaves qui trompent qu'aux maîtres qui sont trompés. Ce ne sont là, à vraiment parler, ni des hommes ni des femmes, ce sont des dames et des messieurs; c'est ce qui, selon les temps, s'appelle la société, la compagnie, le cercle, la ruelle, la cabale, de mille noms divers enfin; ce n'est point là le monde humain, puisque l'humanité n'y met pas en commun ses devoirs, mais ses plaisirs, ses goûts, ses ridicules et ses défauts. Si c'est dans ce monde-là que d'Alembert veut mettre la femme libre qu'il espère, j'y consens de grand cœur; mais qu'il ne la mette pas ailleurs, qu'il ne la mette pas dans la famille. Là, quiconque veut que la femme soit libre l'outrage et la dégrade; là, il sied à la femme de choisir son maître et de l'honorer en s'honorant elle-même par sa fidélité. Affranchir la femme, c'est l'isoler, c'est en faire une vieille fille sans affections ou une vieille courtisane sans honneur. L'homme n'est pas fait pour vivre seul, et c'est

pourquoi Dieu lui a donné une compagne, pour laquelle il quitte tout; mais la femme, qui n'existait d'abord que dans le corps et dans la chair de l'homme primitif (1), est encore moins faite pour vivre seule. Elle n'a été séparée que pour être réunie; la liberté que vous lui donnez n'est que la solitude ou la honte. Pour elle, n'appartenir à personne ou appartenir à tout le monde est un égal démenti de la destinée que Dieu lui a faite. La femme a été créée pour appartenir à un maître qu'elle possède.

VI.

J'ai voulu opposer les uns aux autres les argumens pour et contre le théâtre, sans dissimuler mon penchant vers les argumens qui justifient le drame, sinon tel qu'il est, du moins tel qu'il pourrait être, plus disposé à partager le sentiment du père Porée que celui de Nicole. Je m'aperçois cependant, en relisant ce trop long travail, que j'ai oublié un argument du prince de Conti contre le théâtre. Comme cet argument est celui qui m'a le plus ébranlé, je ne dois pas le laisser de côté : « Eh bien! oui, dit le prince de Conti, j'avoue que les héroïnes de Corneille sont tout à fait honnêtes, puisqu'il a plu ainsi au poète; mais en vérité y a-t-il personne de tous ceux qui sont les plus zélés défenseurs d'une si mauvaise cause qui voulût que sa femme ou sa fille fût honnête comme Chimène et comme toutes les plus vertueuses princesses du théâtre? » Le prince de Conti a raison : j'aime et j'admire Chimène, j'aime et je respecte Pauline. Pourquoi donc ne voudrais-je pas que Chimène fût ma fille, ou que Pauline fût ma femme? Pourquoi! sinon parce qu'il y a un abîme entre le théâtre et la famille, parce que la morale du théâtre n'a rien qui soit assez simple et assez sûr pour les scrupules d'un père ou d'un mari. C'est là, je ne le cache pas, le plus grand argument contre le théâtre, argument qui ne conclut pas à proscrire le drame, mais à faire en sorte que l'imitation n'en pénètre jamais dans la vie privée et dans la famille.

SAINT-MARC-GIRARDIN.

(1) Bossuet, *Élévation sur les mystères*, page 37.

JEAN-DENIS

LE VIGNERON

HISTOIRE JURASSIENNE.

Un jour qu'au bord du bois je venais de cueillir quelques daphnés précoces, un homme déboucha devant moi d'un hallier : — Oh! oh! dit-il en apercevant mes fleurs; déjà du *bois-gentil!* Défiez-vous-en; il vous portera malheur.

Je levai les yeux vers celui qui me parlait ainsi : c'était un homme d'une soixantaine d'années, petit, maigre, à l'œil encore vif, à la physionomie franche et cordiale. Il avait la veste et le pantalon de *bage* (1), et tenait une serpette à la main.

— Comment cela? lui dis-je. Ce bois-gentil me portera malheur?

— Oui, oui, me répondit-il, si vous voulez me croire, vous le jetterez; autrement les yeux vous cuiront.

Je le priai encore de s'expliquer. Au lieu de me répondre, il alla à un autre hallier et se mit à y donner de droite et de gauche de grands coups de serpette. Je vis alors qu'il échenillait. — Holà, brave homme, lui criai-je, auriez-vous par hasard entrepris d'écheniller tout le bois? Vous auriez vraiment fort à faire. — Mais déjà il avait disparu dans le buisson et ne m'entendait plus.

De retour à la ville, je m'informai s'il y avait contre le bois-gentil quelque superstition locale; mais je ne pus rien découvrir. — Et qui

(1) La *bage* et le *droguet* sont des étoffes grossières dont s'habillent les vignerons du Jura.

vous a dit cela? me demanda une des personnes à qui je m'étais adressé. — Je fis aussi exactement que possible le signalement de mon homme à la veste de *bage*. — Et vous l'avez rencontré dans le bois? ajouta-t-on. — Dans le bois même; il échenillait. — Alors ce ne peut être que le père Jean-Denis; c'est sa manie d'écheniller. — Le père Jean-Denis! me dis-je. Je l'ai connu étant enfant. Oui, je me le rappelle; nous l'appelions l'*homme des bois;* il avait toujours des noisettes ou quelque autre chose à nous donner. J'ai bien regret de ne l'avoir pas reconnu plus tôt.

A quelques mois de là, le bruit se répandit un jour dans Salins qu'un habile prédicateur devait se faire entendre à je ne sais plus quelle neuvaine. C'était un prêtre du pays, mais qui occupait une cure dans un diocèse lointain; il n'était pas venu dans sa ville natale depuis fort longtemps. J'allai à la neuvaine; l'église était remplie à ne pas y loger en plus un enfant sur les genoux de sa mère. Dès les premières paroles du prédicateur, j'entendis un cri à quelques pas de moi, et au même moment une lourde masse tomba sur la dalle. C'était un homme qui venait de s'évanouir; on l'emporta. Le premier trouble passé, le prédicateur continua son sermon: je n'ai pas souvenir d'en avoir entendu qui m'ait plus vivement ému.

Au sortir de l'église, on ne s'entretenait de tous côtés que de l'accident survenu. — Ce pauvre Jean-Denis! disait un homme à cheveux déjà blancs. Ce sont ses idées qui le reprennent, je le parierais. — Jamais malade n'excita un intérêt plus vif. Quelqu'un prit la parole : — Tranquillisez-vous, ce n'est rien; je viens de chez lui, il n'a fallu qu'un peu d'éther. Il ira demain à la vigne. — Ah! tant mieux! répondit la foule tout d'une voix. — Jean-Denis, me dis-je, toujours Jean-Denis. Il y a une histoire là-dessous; il faut que je la sache et dès demain.

Le lendemain j'allai aux informations, mais sans beaucoup de succès. Les jeunes ne savaient rien, les vieux avaient oublié. Tout ce que je pus apprendre, c'est que Jean-Denis avait éprouvé dans sa jeunesse une étrange et terrible passion, ce qui, au lieu de satisfaire ma curiosité, ne put que l'irriter davantage. J'avais encore une autre raison de désirer faire la connaissance de Jean-Denis. Je savais qu'il parlait cette bonne vieille langue d'autrefois dont quelque précieux dicton disparaît tous les jours avec quelque bonne vieille coutume, sans qu'on puisse dire qui y perd le plus, de l'art ou des mœurs. Pas un vigneron ne citait un de ces naïfs adages populaires que nous aimons tant à entendre sans ajouter « comme dit le père Jean-Denis. » *Comme dit le père Jean-Denis* était le passeport obligé et comme la béquille de tout vieux mot qui, malgré son grand âge, prétendait à circuler encore.

Je continuais à rencontrer Jean-Denis de temps en temps dans le bois; mais dès que je voulais le questionner sur sa vie, il faisait la moue et me tournait le dos. Un jour enfin je fis avec quelques amis une partie de chasse dans le bois. Je flânais, le fusil sur l'épaule, en attendant le dîner, quand tout à coup j'entendis, à quelques pas de moi, deux voix qu'il me sembla reconnaître. Je me dirigeai de ce côté, et j'aperçus le père Jean-Denis en discussion vive avec le garde Grappinet. Jean-Denis, qui était passionné oiseleur, avait *tendu* une source, et Grappinet, le plus farouche de tous les forestiers, menaçait de déclarer procès-verbal au pauvre oiseleur. J'arrivai à temps pour décider le garde, que je connaissais depuis longtemps, à fermer les yeux sur ce mince délit. Jean-Denis me serra chaleureusement la main. — Bon, me dis-je, il n'a plus rien à me refuser; pour le coup je tiens mon histoire. — Par malheur en ce moment même je fus rejoint par mes compagnons de chasse, et mon histoire me glissa encore entre les doigts.

Vinrent les vendanges. Un soir, comme j'étais à la vigne, une averse soudaine dispersa tous les vendangeurs sans qu'on eût même le temps d'achever l'*ordon* (1); je me réfugiai dans une de ces cabanes de pierre qui servent d'abri aux vignerons pendant les orages d'été. A peine étais-je là depuis quelques minutes, et le temps commençait à me paraître singulièrement long, quand arriva tout mouillé, tout essoufflé, le père Jean-Denis. Je ne l'avais pas revu depuis son aventure du bois. Il me remercia dans les termes les plus expressifs, et finit par me dire que s'il pouvait m'être de quelque utilité, il était à moi, bras, cœur et tête.

— Parbleu, lui dis-je, père Jean-Denis, racontez-moi votre histoire; c'est moi qui vous devrai du retour.

Le bon vigneron fit sa moue habituelle. Il était facile de deviner qu'il eût mieux aimé me voir lui demander toute autre chose, fût-ce deux ou trois douzaines de ces beaux églantiers dont il avait le privilége de doter nos jardins.

— Voilà bien comme vous êtes, vous autres, vieilles gens! lui dis-je en affectant un air fâché. Que diriez-vous de l'homme qui, ayant manqué de tomber dans un précipice, ne crierait pas à ceux qui viendraient derrière lui : Prenez garde! il y a là un précipice? Que c'est un égoïste, un homme sans cœur, n'est-ce pas? Et vous, que faites-vous donc? Les mêmes erreurs ne se recommenceront-elles pas éter-

(1) L'*ordon* est la portion d'une vigne que *coupent* les vendangeurs en allant droit devant eux d'une des *rives* de la propriété à la *rive* opposée, à laquelle arrivés, ils se retournent et recommencent un autre *ordon*. Ce mot vient évidemment d'*ordo:* il signifiait primitivement la ligne des vendangeurs.

nellement, si les anciens gardent pour eux leur expérience et tiennent la lumière sous le boisseau?

J'avais touché le bon endroit. Jean-Denis ne m'opposa plus qu'une insignifiante résistance. — Au moins, me dit-il, ce que je vous raconterai, vous me promettez de ne le répéter à personne au monde?

Je promis, ce qui me coûta peu, et, chose moins facile, j'ai tenu ma parole. Aujourd'hui je suis délié de mon engagement; Jean-Denis est mort il y a quelques mois. Malgré le beau temps et la presse du travail, pas un vigneron ne manqua à son enterrement; mais on y comptait au moins autant d'habits noirs que de vestes. Toutes les classes de la population avaient voulu rendre un dernier hommage à cette vie si pure et si strictement honnête. C'est que Jean-Denis était le dernier représentant de cette vieille race de vignerons d'autrefois, braves et dignes gens qu'on trouvait au confessionnal plus souvent qu'au cabaret, qui savaient plus de psaumes que de chansons à boire, et dont telle était la simplicité que l'habit de noces du grand-père servait encore au petit-fils.

On connaît maintenant Jean-Denis. Il me reste à raconter son histoire, et c'est lui que je laisse parler.

— Je venais d'avoir dix-sept ans, me dit le vigneron; je travaillais depuis longtemps à la vigne. Il arriva un jour que ma mère rêva de raisin blanc; une heure après, mon père cassa le seul miroir qu'il y eût chez nous. C'était bien mauvais signe; nous fûmes inquiets pendant quelques jours, puis on n'y pensa plus. Voilà qu'un soir ma mère ne mange rien à souper. — Qu'as-tu, femme? lui dit mon père, tu ne manges pas? — Oh! répondit-elle, si tous ceux à qui on porte le bon Dieu n'avaient pas plus de mal que moi, la Jeannette Coulon ne gagnerait pas grand'chose avec ses cierges d'enterrement.

Le jour suivant, elle alla *essarmenter* (1); le soir, elle ne mangea encore rien, elle était jaune comme un muscat. — Mais, femme, lui dit encore mon père, tu es malade, tu devrais te coucher. — J'aurai eu chaud et froid en lavant l'autre jour la lessive chez Mme de Grailly; ce ne sera rien. — Elle se décida cependant à aller se coucher. Le lendemain, elle voulut se lever encore pour aller en journée; mais plus de jambes, de la fièvre, un point de côté. Huit jours après, la croix entrait chez nous : c'était un vendredi. — Le cimetière a encore faim, me dis-je; pourvu que le malheur tombe cette fois-ci sur moi, et que mon père soit épargné!

(1) Ramasser le bois qui a été abattu lors de la taille de la vigne; cette opération est presque toujours faite par des femmes.

Un an après, mon père tomba à son tour malade, et je le perdis également. Je restai un grand mois tout foudroyé; on m'aurait enterré avec eux que je n'aurais pas été plus mort.

De toute ma famille, il ne me restait qu'une vieille tante. La pauvre femme fit tout ce qu'elle put pour venir à mon aide; mais elle avait cinq enfans, dont deux pas plus grands que cet échalas, et les aînées étaient des filles, une blanchisseuse, une couturière, et une qui était encore en apprentissage. On ne mangeait pas chez eux du pain blanc tous les jours. J'avais des bras et du cœur à la besogne. — Allons, me dis-je, mon garçon, que ferais-tu si tu étais seul au monde? Te laisserais-tu mourir de faim? Non. Eh bien! fais comme si tu étais tout seul et gagne ta vie. — J'annonçai à mes voisins que j'avais l'intention de continuer les vignes que faisait mon père, — cinquante *ouvrées* (1), ni plus ni moins. — On crut que je plaisantais. — Il ne pourra pas, dirent-ils, il est trop chétif. — Moi, je sentais que je pourrais. — Je me lèverai plus matin, je me coucherai moins tôt. J'allai trouver mon maître et je m'arrangeai avec lui. Je fus un peu en retard pour *fossurer;* pour le *second coup* (2), je finis un des premiers. La récolte fut passable : je fis près de soixante *quaris* (3), et je vendis tout *à la cuve* (4).

L'hiver qui suivit fut rude; il tomba des montagnes de neige. J'avais vendu ma vendange, je n'eus point d'eau-de-vie à faire. Mes échalas faits, les *entonnaisons* (5) de mon maître finies, les bras me tombèrent tout de leur long. Allez donc *porter terre* (6) par un pied de neige! La soirée se passait encore assez bien. J'allais à la veillée chez ma tante; les femmes filaient ou cousaient; ma tante racontait les histoires des anciens. Quelquefois je faisais la lecture, ou bien c'était une de mes cousines. Nous étions souvent jusqu'à douze ou quinze. Parmi les amies de mes cousines, il y en avait une qu'on appelait Suzette Guyot. C'était une bonne grosse réjouie toujours en train de rire; on ne s'ennuyait pas avec elle. Les soirées passaient donc assez vite; mais les matinées! mais les après-midi! qu'elles étaient longues, mon Dieu! Des douze heures de suite à regarder la neige tomber! Mes camarades me proposaient d'aller au café avec eux : je refusais net, mon père n'y était jamais entré. Et puis aller boire

(1) L'*ouvrée* vaut trois ares.

(2) Le mot *fossurer* désigne le premier labour donné à la vigne. *Le second coup,* c'est ce que les vignerons français appellent la *seconde façon*.

(3) Le *quari* vaut soixante-quinze litres.

(4) *Vendre à la cuve,* c'est-à-dire vendre à la vigne au moment de la récolte.

(5) *Entonnaison,* décuvage.

(6) *Porter terre,* porter de la terre nouvelle au pied des ceps. L'endroit d'où cette terre a été extraite se nomme *fosse*. C'est là que l'on repique les provins.

de la bière, moi vigneron! Le vin, ça nous connaît, c'est notre ami, presque notre enfant. C'est chaud, c'est riant, c'est du soleil, et nous lui ferions infidélité pour cette mauvaise bière, fade et maussade comme l'eau de réglisse des enfans! Moi, j'aimerais mieux ne boire que de la piquette toute ma vie. Je restais donc à la maison plutôt que d'aller courir les cafés; mais souvent le noir m'y gagnait l'âme : je pensais à mes pauvres parens morts, au vide dans lequel ils m'avaient laissé, et des larmes me venaient aux yeux. Je passais alors ma veste, et j'allais causer avec les anciens.

Enfin les alouettes revinrent, on reprit la hotte. La première fois que je retournai à la vigne, je ne me sentais plus de joie le long du chemin. Les bons coups de *bigot* (1) que je donnai ce jour-là! La terre était douce comme beurre, l'outil y entrait jusqu'au manche. Ma tristesse disparut bien vite. La fleur de la vigne fut encore belle cette année-là. Je suis venu au monde vigneron et je mourrai vigneron; l'aurais-je pu quand j'étais plus jeune, jamais je n'aurais quitté la veste de *bage* pour la blouse du fermier. Les rats dans leur trou et les lézards sur les murs! Et cependant le cultivateur a des jouissances bien plus variées que les nôtres : ses prés, ses bois, ses brebis qui bêlent, ses vaches qui meuglent. Le vigneron, lui, n'a que sa vigne; mais quand les pêchers fleurissent, ou bien que la vigne ouvre ses petites fleurs de réséda, cela vaut tous les prés, tous les troupeaux du monde. Une chaude senteur vous enivre; on compte les petits raisins, on les caresse de l'œil, on tremble pour eux à cause de la grêle, on leur parle comme à ses enfans. Il faut être vigneron pour sentir cela; encore en connais-je qui, dans la fleur du raisin, ne voient que tant de *vin clair,* tant de *pressurage,* tant d'eau-de-vie. Ceux-là, je les plains; ils ne méritent pas de cultiver la vigne; ce ne sont que des outils, comme leurs *fossous* et leurs pressoirs.

Mon père aimait beaucoup le bois. A peine commençais-je à marcher qu'il m'y menait le dimanche. J'en pris de bonne heure le goût. Le bois, voyez-vous, ce n'est que là qu'on respire. Je ne suis plus jeune; eh bien! quand je peux m'échapper un instant pour y aller, je rajeunis de trente ans, je pèse cinquante livres de moins, mes pieds ne touchent pas la terre. Il me semble que je grimperais encore sur les arbres comme autrefois, quand je dénichais les oiseaux. Après la mort de mon père, je ne laissais jamais passer un dimanche ou un jour de fête sans y aller. Je partais après la première messe basse ou bien de grand matin. Dans ce dernier cas, j'allais entendre l'office dans quelque village. Suivant la saison, je récoltais de l'écorce de houx pour en faire de la glu, je *chassais à la fontaine,* je pêchais des écre-

(1) *Bigot* et *fossou,* pioche à deux dents et sorte de houe.

visses, je cueillais des noisettes pour mes cousines; je trouvais toujours quelque chose pour m'occuper. Les oiseaux avaient-ils fini leurs chansons de la nuit tombante, je rentrais chez moi plus gai qu'un jour de bonne vendange. Mes camarades me reprochaient ma sauvagerie, et d'abord cela me chagrina; mais j'en pris bien vite mon parti, et je finis par n'y plus faire attention.

Ma vie s'écoulait ainsi fort tranquillement. Mon maître était content de moi. Dans le cas où je viendrais à le quitter, plusieurs propriétaires m'avaient offert leurs vignes. Je les avais remerciés; pour ma part, j'étais fort attaché à mon maître : il avait été celui de mon père et de mon grand-père, et puis c'était un brave monsieur qui mettait les gens à leur aise, et pas de ces renfrognés comme j'en connais. Jamais de difficultés pour les partages ni pour régler les travaux d'hiver. Ma tante ne cessait aussi de me soutenir de ses conseils. — Du courage, me disait-elle, du courage, Jean-Denis! Ton affaire ira bien. Sais-tu ce que disaient les anciens? Qui travaille file de l'or. Ta quenouille est bien emmanchée, ne t'endors pas sur la bobine. Quand tu vas à la vigne, pars avant jour et ne reviens qu'aux réverbères. Il faudra bientôt te marier, tu es trop seul. Tu as besoin de quelqu'un pour te raccommoder ton linge et te porter la soupe. Et puis, vois-tu, Jean-Denis, ceux qui ne se marient pas finissent toujours par faire pleurer leur ange gardien; mais tu es bien jeune encore : il te faut d'abord tirer au sort, et puis nous verrons. En attendant, fais que chacun dise que tu es un bon sujet.

Ces sages conseils me faisaient un bien extrême, il me semblait entendre ma mère; ma tante avait sa voix, son accent, toutes ses manières de parler. Je ne sortais jamais de près d'elle sans me sentir plus de force à l'âme; mais il arriva une chose qui ne m'écœura que trop et fit pousser bien de l'herbe dans mes vignes.

Un soir que j'étais chez ma tante, on causait des nouvelles de la ville. — A propos, me dit ma cousine Pierrette, qui revenait de journée, tu ne nous disais pas que tu vas avoir des voisines? — Des voisines? fis-je. Et qui donc? — Il paraît, me dit-elle, que tu es comme la poule, qui est la seule à ne pas savoir ce qu'il y a dans son œuf. Eh bien! oui, l'étage au-dessous de ta chambre vient d'être loué par une vieille dame : c'est Fanchette Rigaud qui me l'a dit; ainsi la chose est certaine. — Et sait-on le nom de cette dame? demandai-je. — Elle s'appelle... attends... Mme Roset. — Hortense Roset! s'écria ma tante; est-ce bien possible? Nous avons fait notre première communion ensemble; que de fois ne sommes-nous pas allées nous promener ensemble le dimanche après vêpres! C'était une bonne personne; je ne l'ai pas revue depuis qu'elle a épousé son contrôleur... — Qui vient de mourir, ajouta Pierrette. Cette dame a une pension

du gouvernement. Sa fille est avec elle; on dit qu'elle est jolie. — Jean-Denis va devenir amoureux, fit observer malignement Suzette Guyot. — Amoureux! répondis-je. Il viendra plutôt des poires sur les pommiers. — Je parlais sincèrement : de l'amour, je ne connaissais que ce que j'avais lu dans quelques vieux livres de mon père, et je pensais qu'il n'était, comme les gants et les chaînes d'or, qu'à l'usage des messieurs. Je n'ai que trop appris, hélas! qu'il mord aussi bien sous le *droguet* que sous le drap fin...

Jean-Denis s'arrêta. D'amers souvenirs jetèrent un brouillard pénible sur sa figure. Cela fut court; au bout d'un instant, il secoua ces chagrines réminiscences; son œil reprit sa vivacité juvénile, et il continua :

Je ne suis pas venu au monde curieux. Je n'ai jamais compris ceux dont l'œil furète toujours chez les voisins. — Quand arrive-t-il? Quand se marie-t-elle? Connaît-on son testament? — Eh! mêlez-vous de vos affaires; vous avez assez de chenilles sur vos arbres. — J'avais donc entièrement oublié mes futures voisines. Un jour, le temps se mit à l'orage; je fus forcé de revenir de la vigne avant le soir. Une voiture chargée de meubles était arrêtée devant la maison où je demeurais; une dame déjà âgée surveillait l'emménagement. Ce ne pouvait être que Mme Roset. J'ôte ma casquette, et je passe. Dans l'escalier, je rencontre une vieille servante, qui monte un guéridon; la pauvre femme était tout essoufflée. — Attendez, ma brave femme, lui dis-je; quand le *fossou* et la pioche s'entendent, le creux est bientôt fait. — Je prends le guéridon d'un côté; il fut vite au second étage. Dans l'appartement se trouvait une demoiselle de dix-huit à dix-neuf ans, habillée d'une robe d'indienne lilas, la tête nue avec de beaux bandeaux châtains. Sa figure était pleine d'amabilité; moi, qui ne connaissais que Suzette Guyot et mes cousines, il me sembla que c'était la première femme que je voyais. Elle me salua à peine; elle crut sans doute que je ne les aidais que pour un salaire. Je fis encore cinq ou six voyages; la demoiselle arrangeait les meubles à mesure que nous les apportions. Tous ses mouvemens étaient pleins de grâce; je ne pouvais me lasser de la regarder. Le mobilier n'était pas des plus riches, mais tenu avec beaucoup de soin; je n'avais encore rien vu d'aussi propre. L'emménagement fini, Mme Roset (c'était bien elle) m'offrit de quoi me rafraîchir; je refusai. La dame me remercia; la demoiselle me salua avec affabilité. C'était sou pour liard; j'étais trop payé de mes peines.

Les jours suivans, j'eus encore occasion de rendre à la famille quelques petits services. J'appris alors que Mlle Roset se nommait Élisa. Au bout de quelques jours, je ne pensais pas plus à elle qu'à Nanette, sa vieille bonne. — Halte-là, mon garçon, m'étais-je dit, les

gélinottes comme celle-là ne sont pas pour toi; il n'y a pas assez d'eau à tes bassins et pas assez de glu à tes *broches* (1). — Mais voilà qu'un soir, comme je descendais l'escalier, j'entendis deux personnes qui montaient. Je me rangeai sur le palier pour les laisser passer. Il faisait noir, comme disait Jean le sacristain, à se crever l'œil en voulant faire le signe de la croix. — Sais-tu, Nanette, dit une voix que je reconnus pour celle de Mlle Roset, sais-tu que notre voisin est bien complaisant? Je le trouve très aimable. — Tout mon sang me monta à la tête; je crus que les jambes allaient me manquer; je parvins cependant à ne faire aucun bruit. Elles disparues, je descendis l'escalier comme un fou, et je m'élançai dans le premier chemin de vignes qui s'offrit à moi, en me répétant mille fois ce que je venais d'entendre. J'avais besoin de me convaincre que je ne rêvais pas.

Paroles trop douces, c'est de vous qu'est venu tout mon mal! Si je ne vous avais entendues de cette bouche si aimable, Jean-Denis avait trop de bon sens, il aurait continué à travailler honnêtement ses vignes sans prétendre à faire venir du muscat sur de l'*enfariné* (2). Mais ce qui est fait est fait; j'ai cru ne me couper que le pain et je me suis mis le doigt tout en sang. Quand je me lamenterais encore, cela me guérirait-il?

De toute la nuit je ne pus fermer l'œil. Le lendemain et les jours suivans, plus d'une fois étant à la vigne, mon outil resta en l'air, pendant que je pensais à Mlle Élisa. Sans cesse ses paroles me résonnaient dans les oreilles comme un bourdonnement de ces belles mouches du soir, et mon cœur en était tout chatouillé. Je dormais peu la nuit, j'allais à la vigne plus tard que d'habitude, j'en revenais plus tôt, dans l'espoir de la rencontrer. J'avais beau me dire qu'elle n'était pas de ma condition, qu'il faut laisser aux écureuils le dessus des arbres : tout cela n'y faisait rien.

Un jour cependant je crus en avoir fini avec tous ces combats; je me promis non-seulement de ne plus chercher à la voir, mais d'en éviter même les occasions. En revenant de la vigne ce soir-là, je marchais d'un pas tout fier; je me sentais grandi d'un pied. C'était la première fois que je me trouvais aux prises avec mon cœur, et j'avais vaincu. J'arrive; d'ordinaire la porte de Mme Roset restait entr'ouverte à cause de la chaleur, elle était ce soir-là entièrement fermée. Cela me frôla le cœur. Au bout d'un instant, je redescendis pour voir s'il en serait encore de même; je remontai et redescendis encore : toujours porte close, personne dans l'escalier. De dépit je

(1) *Broches*, gluaux.

(2) *Enfariné* : plant grossier qui rapporte beaucoup.

vais chez ma tante; il faut que j'y aie eu l'air bien maussade, car une de mes cousines me demanda si j'étais souffrant. — Oh! dit Suzette Guyot, ce sont les poires qui poussent sur le pommier. — Je devins tout rouge. — En tout cas, répondis-je avec humeur, ce ne sera pas à toi que ces poires-là gâteront les dents.

Pendant bien des jours encore, je demeurai en suspens entre le désir et la crainte de voir Mlle Roset. Un matin, bien avant l'*Angelus*, je me mis en sentinelle sur la porte de la maison. Il faisait un soleil de Fête-Dieu; l'ouvrage pressait : je restai cependant. Quelque vigneron venait-il à passer, la hotte au dos, je me cachais dans l'allée, tout honteux de ma fainéantise. La messe sonne. — Bon, me dis-je, elle va venir. Tiens-toi bien, Jean-Denis. — J'avais la figure tournée vers la rue; à tout instant je croyais entendre crier derrière moi ses petits souliers, mais je n'osais détourner la tête. Déjà on sortait de la messe, que j'attendais encore dans cette position. — Au moins, me dis-je alors, ira-t-elle au marché; ne quitte pas ton poste, mon garçon. — Chut! quelqu'un descend l'escalier; mon cœur tinte à m'assourdir. Le pas est bien lent, bien lourd; ce n'est que Nanette : je remonte plein de dépit dans ma chambre, prends ma hotte et vais à la vigne. J'y bêchai avec tant de rage, que je cassai mon *bigot* contre un caillou : c'était celui que mon père aimait le mieux; il me sembla qu'il désapprouvait ma conduite, que cet outil cassé était un signe qu'il me retirait son amitié. Le chagrin me prit; je m'assis au fond d'une *fosse* et me laissai aller à pleurer comme un enfant.

— Ainsi donc, me dis-je, voilà ton sort, mon pauvre Jean-Denis! A dix-huit ans, sans père ni mère. Aujourd'hui, demain, à midi, le matin, le soir, par la pluie, au soleil, toujours bêcher la terre, rentrer harassé dans ta chambre et n'y trouver que le froid et le vide! Personne pour te tenir compagnie que les moucherons, qui viennent se brûler à ta lampe pendant que tu soupes! Et qu'es-tu, toi, Jean-Denis? Tu devrais bien avoir pitié de ces pauvres petites créatures. Toi aussi, tu as voulu t'approcher de trop près d'une lumière qui n'était pas pour toi, et toi aussi tu t'y es brûlé. Non, non, pas d'illusion; quand même elle t'aimerait, elle ne peut pas se laisser mener par toi à l'église. Ses petits doigts d'enfant feraient vraiment bon effet dans tes grosses mains crevassées! Et qui te dit encore qu'elle puisse jamais avoir de l'amitié pour toi, grossier comme tu es, sans éducation, ne sachant parler que de tes vignes? Tu es bien fou, Jean-Denis, si tu oses rêver cela. Ne vaudrait-il pas mieux, dis-moi, que tu sois couché tout de ton long dans ce creux et que la *doucette* (1)

(1) *Doucette* ou *mâche;* le vignoble de Salins en est couvert au commencement du printemps.

te pousse dessus? Ah! si cela était permis, si le bon Dieu aimait ceux qui vont à lui avant qu'il les appelle, je n'aurais pas besoin de faire emplète d'un *bigot* pour remplacer celui de mon pauvre père!

Je restai longtemps comme anéanti. Quand je revins à moi, il faisait nuit noire. J'avais épanché les larmes qui me cuisaient en dedans; le frais du soir acheva de me *rencœurer*. En revenant à la ville, j'étais un tout autre homme. Le noir ne me paraissait plus que gris, je n'étais même pas sans un peu d'espérance. Pendant que je soupais, l'idée de revoir Mlle Élisa me reprit de plus belle. Je me décidai à descendre chez Mme Roset; mais sous quel prétexte? Après avoir bien cherché et recherché, il me sembla que le meilleur encore était d'aller demander du feu pour ma lampe, comme cela se fait entre voisins. Deux fois j'arrivai à la porte, et deux fois le cœur me manqua. Enfin je frappe. — Entrez, me dit la gentille voix de Mlle Élisa. — J'entre; on m'invite à m'asseoir; ma chaise est en face de celle de Mlle Roset, la mère entre nous deux. Mlle Élisa me regarde avec bonté; ses yeux fixés sur moi, la conscience de ma fraude, le peu d'usage que j'ai du monde, tout se réunit pour me troubler. Le sang me monte à la tête; des moucherons me bourdonnent dans les oreilles; je n'entends plus mot de ce qu'on me dit. — Mlle Élisa me parle de mes cousines; Mme Roset, de mes vignes et de mes espérances de récolte. — Quel âge ont vos cousines? me demande la demoiselle. — Oh! madame, lui dis-je, elles ont déjà passé la fleur. — Mlle Élisa s'efforce de ne pas rire; je m'en aperçois, mon trouble augmente encore. — On dit que la plus jeune sera jolie, reprend la demoiselle. — S'il ne vient point de grêle, répondis-je. — La mère et la fille se regardent; je saisis leur regard au passage. Tout confus, je me lève pour partir; en voulant allumer ma lampe, j'en répands toute l'huile sur la table. Ces dames m'excusent avec bonté; Mlle Élisa raconte, pour me mettre à mon aise, que la veille même elle a fait pareille maladresse. Je sors enfin tout humilié, tout honteux et bien en colère contre moi-même. Oh! que nos anciens avaient raison, quand ils disaient : Ne te fais pas boulanger, si tu as la tête de beurre!

Je partis pour la vigne bien avant jour; je n'en revins qu'à la nuit, tant je craignais de rencontrer quelqu'un en route. J'avais tout le monde en horreur, parce que je me détestais moi-même; je ne pensais plus à Mlle Élisa qu'avec déplaisir. Il me semblait qu'elle devait se moquer de moi, que si elle m'avait excusé, moi présent, c'était pour mieux s'en moquer après. Encore une fois je crus avoir écrasé le serpent; mais il allait relever la tête et me mordre de plus belle. Un soir la vieille Nanette vint me dire que Mme Roset désirait me parler. Adieu la rancune : je me fais propre et je descends chez la bonne dame. On me demande la permission de déposer dans

ma cave un petit tonneau. Ma cave était à moitié vide; la place y eût-elle manqué, j'aurais tout jeté à la rue pour en faire. Jugez si je me fis demander ce service deux fois. On parla ensuite d'autre chose. — Que devenez-vous donc, voisin? me dit Mme Roset; on ne vous voit plus. — C'est vrai, ajouta de sa douce voix Mlle Élisa, vous êtes tout à fait rare. S'il ne vous ennuie pas trop de causer avec des femmes, venez donc de temps en temps nous tenir compagnie le soir. — Moi, admis chez Mlle Élisa! invité par elle, par elle-même, à y aller! Je ne me souviens pas d'avoir éprouvé de ma vie autant de bonheur, sinon peut-être le jour où je vendis à *la cuve* toute ma vendange à treize francs; encore n'était-ce là qu'une joie d'argent, et comme disait mon grand-père, *joie d'argent, rien qu'avant*, pour exprimer combien elle passe vite!

Le lendemain je passai la soirée chez Mme Roset; j'y allai encore le surlendemain. Le troisième jour je me dis : Trois jours de suite, ce serait trop; Jean-Denis, tu resteras demain chez toi. — Le soir venu, je me rappelai fort à propos que Mme Roset m'avait demandé des renseignemens sur un achat d'outils de cave qu'elle avait à faire, et j'allai encore, et ainsi les jours d'après. Jusqu'à mon souper, j'étais parfaitement résolu à ne pas descendre les quinze marches d'escalier qui nous séparaient, mais toujours il se trouvait quelque chose pour me faire changer d'avis : c'était un renseignement qu'on m'avait demandé, ou bien il tonnait, et ces dames étaient si peureuses, ou bien encore autre chose. Les heureux instans que je passais alors! Tant que parlait Mlle Élisa, j'étais comme fasciné; un tison m'aurait sauté sur la jambe, que je ne m'en serais pas aperçu. Sa voix était caressante à chatouiller le cœur d'un mort. Quant à sa figure, je la trouvais belle à ravir : aujourd'hui encore parle-t-on devant moi d'une gracieuse personne, c'est toujours elle que je vois; mais bien des gens, je ne sais pourquoi, ne l'idolâtraient pas autant. Suzette Guyot, qui était plaquée de rouge tout au travers comme une *sorbe*, la trouvait pâle et ne faisait que me dire malicieusement de l'engager à ne pas tant jeûner. Mais que de grâce! que de gentillesse! J'étais heureux quand tombait quelque chose rien que pour le plaisir de la voir si élégante à le ramasser.

Je m'étais remis à travailler avec ardeur. Les jours précédens, je ne faisais que fainéantiser et je rentrais chez moi plus las, comme on dit, que l'âne à Pierrin quand il revenait de la foire, et que son maître n'avait rien vendu et lui rien mangé. Maintenant je travaillais comme quatre, et je ne me sentais pas plus fatigué que si je venais seulement d'endosser ma hotte au point du jour. Aux pauses du matin et de l'après-midi, à mes repas, Mlle Élisa ne quittait plus ma pensée. Je causais avec elle, je me répétais ce qu'elle m'avait dit le soir précé-

dent; je lui répondais, mais de bien meilleures choses que quand elle était réellement devant moi. — Allons ! me disais-je, nous voilà mari et femme. Que feras-tu, Jean-Denis, pour lui faire plaisir? — Et je me voyais lui louant un petit jardin, la menant au bois tous les dimanches, lui offrant les premiers raisins ou les premières cerises. La nuit seule, en me rafraîchissant le cerveau, m'arrachait à ces folies, mais elle n'avait pas le pouvoir de me les rendre moins chères. Tous les soirs après mon souper, j'allais en faire nouvelle provision près de Mlle Élisa, et j'en revenais toujours abondamment pourvu. Il y avait bien des momens où je ne parvenais pas à me cacher qu'un jour il me faudrait les voir s'envoler, et que cela ne se ferait pas sans souffrance; mais, me disais-je, tu es vigneron, Jean-Denis! Parce qu'il y aura de la grêle tout à l'heure, est-ce qu'en attendant la vigne ne profite pas du chaud ! Jouis toujours, Jean-Denis; aujourd'hui est aujourd'hui; demain, s'il le faut, tu achèteras des mouchoirs pour pleurer.

Plusieurs mois s'écoulèrent dans ce contentement de cœur. Autant l'hiver précédent m'avait paru mortellement long, autant celui-ci passa vite. J'étais si heureux dans ces soirées charmantes, que la belle saison ne pouvait que venir abréger. Pendant le jour, n'allant pas chez Mlle Élisa, je restais chez moi à me parler d'elle ou à lire. Avant de la connaître, je n'avais que peu le goût des livres; j'aimais mieux causer avec les vieilles gens. Le désir de me rendre plus digne d'elle me fit rechercher la lecture. Mon maître me prêta quelques ouvrages; j'en trouvai d'autres chez Mme Roset et chez mes cousines. M'arrivait-il de tomber sur un livre où des amans de condition inégale finissaient par se marier, je pleurais d'attendrissement; je relisais la même page autant que le pouvaient mes yeux tout embrouillés de larmes; je donnais aux deux amoureux le nom d'Élisa et de Jean-Denis; je me croyais sincèrement l'un d'eux. Plus d'une fois, le miaulement d'un chat dans le grenier ou un éclat de voix de la vieille Nanette m'ayant tiré de mon rêve, je me réveillai transi de froid et les membres tout engourdis. Mon poële de fonte était éteint depuis deux ou trois heures, et l'eau de mon aiguière était prise à glace tout à côté.

Mlle Élisa devenait de plus en plus cordiale pour moi; elle me traitait en parent qui n'a que le tort d'avoir reçu une éducation moindre. Moi, j'étais toujours aussi respectueux pour elle. Son bon cœur m'eût aisément pardonné, j'en suis sûr, un peu de familiarité; mais je me l'interdisais à cause de ma position. Un jour cependant, je m'enhardis jusqu'à lui offrir un bouquet de fleurs du bois. Il est vrai qu'elle m'avait dit la veille : — Que vous êtes heureux, voisin, de pouvoir aller au bois ! On dit qu'il y a déjà bien des fleurs. — On était

au commencement de mars; la neige se voyait encore sur les monts et çà et là à mi-côte, par plaques blanchâtres; mais dans les *fonds* le soleil piquait déjà, et il commençait à faire bon se décoquiller à midi dans un creux de vigne ou derrière un mur. J'allai au taillis et j'en rapportai une grosse touffe de bois-gentil. Mlle Élisa le soigna si bien, que le dimanche suivant, quand j'en apportai d'autre, il était encore tout en fraîcheur. Depuis ce jour-là, pas une fleur ne fleurit dans le bois, sans qu'il en parût sur sa cheminée. J'aurais voulu avoir la puissance du bon Dieu pour en faire sortir de terre de nouvelles encore. Les narcisses étaient de toutes celles qu'elle préférait: vous pouvez croire que je ne m'épargnai pas à lui en apporter. Une fois disparus de nos champs, j'allai en chercher plus haut dans la montagne et jusque dans les *prés-bois* de la forêt de sapins; mais j'avais beau les rafraîchir à toutes les sources que je rencontrais, ils étaient toujours fanés, quand j'arrivais à la ville. Je les jetais alors; elle le sut et me gronda. — Si je les aime, me dit-elle, ce n'est pas tant pour leur beauté que parce qu'ils vivent peu. Elle était, contre son habitude, triste en me disant cela. Je la regardai; elle me parut plus pâle qu'à l'ordinaire, ou plutôt je m'aperçus de sa pâleur pour la première fois. Son regard rencontra le mien : elle baissa les yeux, nous ne dîmes plus rien; mais sa mère étant venue à entrer, elle reprit à l'instant sa gaieté habituelle.

La position de fortune de Mme Roset était loin d'être heureuse: trois cents francs de pension, un tout petit *rentaire* (1), une vigne de huit à neuf *ouvrées*, pour trois personnes, convenez que ce n'était pas trop; mais, comme on dit, elles battaient monnaie avec leurs dents. J'ai bien des fois assisté à leur souper; elles mangeaient plus de pommes de terre que de bécasses, et quant au vin, vous pouvez bien le croire, ce n'étaient pas elles qui vidaient les caves. Un *chauveau* (2) leur faisait deux repas. Avaient-elles quelqu'un à dîner, c'était autre chose; la table était servie aussi bien que chez mon maître. Au lieu du petit vin de sacristain qu'elles buvaient d'ordinaire, on ne versait que du vrai vin de curé. Il fallait voir Mlle Élisa faire les honneurs, et les choses gracieuses qu'elle disait. J'en étais ravi et contrarié tout à la fois; cela creusait encore le fossé entre elle et moi, et il n'était déjà que trop profond!

Le grand souci de Mme Roset était de savoir ce que deviendrait sa fille, elle morte et la pension supprimée. Mlle Elisa excellait à l'aiguille et dans la broderie; mais travailler pour le monde, elle qui portait chapeau, la fille d'un contrôleur! Elle s'y serait prêtée volon-

(1) On appelle de ce nom le revenu d'une propriété, qui est payé en nature.

(2) Le *chauveau* est d'environ 62 centilitres.

tiers pour soulager sa mère; Mme Roset ne voulait pas en entendre parler. — Pas de mon vivant, lui dit-elle un jour devant moi; après, tu feras tout ce que tu voudras. — Et elle ajouta en riant : — Patience, Élisa. As-tu déjà oublié ce que t'ont dit les cartes quand je te les ai tournées? Un beau jour arrivera un épouseur, un brave garçon, un employé du gouvernement; il t'aimera comme pain bénit et te réclamera comme l'aumône. Je vous donnerai ma bénédiction, et nous mangerons du poulet du premier de l'an à la Saint-Sylvestre. — Mais je n'ai pas de fée pour marraine, moi, dit Mlle Élisa. — Et le bon Dieu, répondit Mme Roset d'un ton plus sérieux, n'est-il pas bien aussi puissant qu'une fée? Il a ressuscité des morts; il peut bien marier des vivans. J'ai épousé un contrôleur, et je n'étais pas plus riche que toi et bien moins jolie. — Mlle Élisa rougit à ce dernier mot, et son trouble fit qu'elle ne s'aperçut pas de mon dépit; Mme Roset, tout occupée de sa fille, n'y donna pas non plus attention.

Mon amour cependant commençait à n'être plus un mystère dans le quartier. Partout, dans les veillées des vignerons, on racontait que j'allais me marier avec Mlle Élisa, et les moqueries, vous pouvez bien le croire, ne m'étaient pas épargnées. — Est-il vrai, disait l'un, qu'il mettra toute sa vendange en confitures pour sa femme? — Il me tarde, ajoutait un autre, de la voir *essarmenter;* on dit qu'elle y ira en petits souliers de satin. — Êtes-vous bêtes! répondait un troisième; il la portera dans sa hotte. — Et cent autres railleries qui me peinèrent beaucoup; je tremblais qu'elle ne vînt à les apprendre. Et puis, ce qui me chagrina au moins tout autant, il m'arrivait souvent de ne plus rencontrer le soir Mlle Élisa chez elle : c'était trois ou quatre fois par semaine que sa chaise restait vide le soir. Où pouvait-elle être? J'aurais donné pour le savoir jusqu'à la petite croix de ma mère; mais je n'osais le demander, et quant à l'épier dans ses sorties, cela me répugnait. Suzette Guyot ne me laissa pas longtemps dans le doute. — Eh bien! me dit-elle un jour que je la rencontrai dans la rue, apprêtes-tu tes escarpins, Jean-Denis? — Mes escarpins? lui dis-je; est-ce que tu te maries, Suzette? — Pas moi, me répondit-elle, mais Élisa Roset. Elle épouse Émile Dupuis; elle y va déjà tous les soirs. — Un éblouissement me prit; je manquai de tomber à la renverse. Suzette vit bien le mal qu'elle m'avait fait. Au fond, elle n'était pas méchante, mais seulement un peu jalouse, comme toutes les femmes. Elle me demanda franchement pardon de m'avoir annoncé la chose si brusquement; mais elle ne croyait pas me faire tant de peine. Elle s'excusait encore, que j'étais déjà bien loin.

Je courus d'abord chez moi pour m'y enfermer. Arrivé au pied de l'escalier, je craignis d'y rencontrer Mlle Élisa, et je ne montai pas. D'ailleurs, dans ma chambre, je me serais trouvé encore trop près

d'elle. Je sors de la ville, je me précipite vers les vignes, je cours comme un fou de chemins en chemins sans savoir où je vais. Je l'appelle perfide, comme si elle m'avait fait des promesses. — Émile Dupuis! criai-je sans m'inquiéter de savoir si on pouvait m'entendre, elle va se marier avec Émile Dupuis! Allons, réjouis-toi donc, Jean-Denis; tu vas être de noces : comme tu vas t'y amuser! Il faudra te faire faire un habit de drap fin, afin qu'elle te trouve bien aimable. Oui, moque-toi de moi, va, fille sans cœur. Jean-Denis n'est qu'un pauvre diable de vigneron, mais il n'a jamais trompé personne, lui. Ah! si ce n'était le bon Dieu!...

C'est ainsi que j'accusais Mlle Élisa. De sang-froid, j'aurais eu bien honte de toutes ces folies. Je l'appelais perfide; m'avait-elle promis son amitié? savait-elle elle-même si je l'aimais? J'aurais dû me dire aussi que Mme Dupuis était amie d'enfance avec Mme Roset, qu'elle avait une fille de même âge à peu près que Mlle Élisa, ce qui expliquait suffisamment les visites de celle-ci; que sais-je? qu'Émile Dupuis, à peine hors des écoles et encore sans place, n'était pas en position de se marier. J'aimai mieux mettre mon cœur sous la meule et l'y broyer à plaisir. Suzette Guyot n'avait cependant pas inventé ce mariage, le bruit en avait réellement couru; mais dans une petite ville il suffit qu'un garçon aille deux fois dans une maison où il y a de gentils minois pour qu'on vous marie à l'un d'eux, et si c'est la demoiselle qui fait la démarche, encore bien pis. Moi, pauvre vigneron, qui ne demandais qu'à vivre en paix avec tout le monde, qui n'ai fait à qui que ce soit une piqûre de fourmi, on ne m'a pas même laissé tranquille; il a fallu que je fusse vilipendé, déchiré comme les autres. Ah! langues maudites, si par momens je vous avais tenues sous ma serpette! Il m'est arrivé de rester à l'affût des heures entières pour tuer une vipère; m'aurait-elle mordu, comme vous, sans que je lui marche dessus?

Je maigrissais à vue d'œil; mon sang était tout en feu. Je ne dormais plus; un peu de sommeil descendait-il par momens sur mes yeux, d'affreux rêves me faisaient bientôt regretter mes insomnies. Le jour, je ne travaillais presque pas; je commençais un ouvrage que je quittais bientôt pour un autre que je n'achevais pas davantage. La moitié de mes journées se passait à courir d'une de mes vignes à une autre. Je n'allais plus chez Mmes Roset; elles durent me croire malade, mais elles ne s'en informèrent pas, ce qui acheva de me froisser.

Un soir que j'avais souffert peut-être plus encore que les autres jours, je vins à passer près de l'église. Où allais-je? Je n'en savais rien. Le grand air me valait mieux que de rester enfermé; je me promenais pour me rafraîchir le sang. C'était le temps du *mois de*

Marie; je vis l'église éclairée, j'entendis les litanies de la sainte Vierge. Machinalement j'allai jusqu'à la porte; je ne me proposais pas d'entrer, mais quelque chose de plus fort que moi me tira en dedans. J'entrai et m'agenouillai dans le coin des hommes derrière un pilier. J'y étais depuis quelques instans à peine, que déjà je me sentais beaucoup mieux. La moiteur embaumée de l'air, la sainteté du lieu, les souvenirs qu'il me rappelait depuis ma première communion jusqu'à ces temps encore si peu éloignés où, à genoux à cette même place, je priais avec tant de ferveur, la douceur des cantiques chantés par les jeunes filles, tout cela dissipa peu à peu le brouillard qui m'oppressait. Il me sembla qu'on m'ôtait comme un poids de dessus la poitrine. Le prédicateur monta en chaire; de ma place je ne pouvais pas le voir, mais sa voix m'arrivait pleine et distincte. Elle avait une douceur et une onction que je n'ai jamais retrouvées chez aucun autre. Il parla sur la nécessité d'offrir au bon Dieu ses peines. L'an dernier, après je ne sais combien d'années, étant à la neuvaine...

— Ah! dis-je en interrompant le vigneron, je m'en souviens. Ma chaise était à deux pas de la vôtre. Vous vous êtes trouvé mal, n'est-ce pas?

— Précisément. Je venais de reconnaître le prédicateur. Mille souvenirs me prirent à la gorge, et je m'évanouis. C'est que jamais sermon ne m'avait remué comme celui-là. Les sanglots m'étouffaient; j'étais sur le point d'éclater : je sortis à la hâte.

La nuit fut bonne pour moi, reprit Jean-Denis après un moment de silence : j'eus moins de fièvre et je dormis presque. Dès le lendemain, ce retour au bon Dieu me porta bonheur. Comme j'allais à la vigne, je rencontrai le vigneron de Mme Dupuis : c'était alors le père Renaudot; vous avez dû le connaître. Il n'y aura que deux ans à la Chandeleur qu'il est mort. — Jean-Denis, me dis-je, voilà une belle occasion de te renseigner sur ce maudit mariage. Tu n'as encore osé questionner personne; te gêneras-tu aussi avec le père Renaudot? Tâche de l'amener adroitement sur le chapitre. — Je hâte le pas, j'aborde le brave homme; on se souhaite le bonjour. Le père Renaudot était dans ses jours de médisance. Je le laissai d'abord commérer à son aise, quoique cela me peinât, n'ayant jamais aimé les mauvais propos sur le prochain. A la fin cependant il me fallut bien aborder la question. Nous n'avions plus que quelques pas à faire ensemble, et le père Renaudot n'avait pas l'air de vouloir tarir de sitôt. — A propos, lui dis-je brusquement comme si la chose me revenait à l'esprit, vous ne me disiez pas, père Renaudot, que vous allez être de noce.

— De noce? me répondit-il d'un air étonné. Et de qui donc, s'il vous plaît?

Je crus qu'on voulait tenir la chose secrète et qu'il me la cachait; mais j'étais décidé à coller le vin jusqu'à l'avoir clair. — Eh! mais, dis-je, d'Émile Dupuis. Allez-vous faire l'ignorant?

— Émile Dupuis, dit-il, Émile Dupuis se marie! Qu'est-ce que vous nous chantez là? Il y a vingt-cinq ans que je suis vigneron des Dupuis; c'est moi qui soigne leur cave, moi qui vends leur vin, et je me flatte qu'ils n'ont jamais trouvé à redire aux prix. Leurs poules ne font pas un œuf sans que je le sache. Eh bien! hier encore, sans aller plus loin, j'ai vu Mme Dupuis, et elle ne m'a pas soufflé mot de ce mariage : vous voyez donc bien qu'il n'en est pas question. Mais encore ceux qui ont fait courir ce bruit-là lui ont-ils au moins trouvé un bon parti? Avec qui dit-on qu'il se marie?

Je répondis que c'était avec Élisa Roset.

— Ha! ha! ha! dit le père Renaudot en riant aux éclats; la bonne farce! Émile Dupuis avec Élisa Roset! Une belle petite mijaurée, votre Élisa Roset! Ça n'a pas seulement de quoi jouer à pair ou non avec des pièces blanches. Savez-vous que Mme Dupuis a cent ouvrées de vigne, sans compter sa ferme en montagne, et rien que deux enfans? Elle n'est pas gênée, cette petite Roset! Avec ça qu'on dit qu'elle est prise à la poitrine et qu'un de ces quatre matins elle ira *porter terre* sans panier ni *fossou*. Mon pauvre Jean-Denis, ceux qui vous ont raconté cela se sont joliment moqués de vous!

Autant les premières paroles du père Renaudot m'avaient fait plaisir, autant ce qu'il me dit de Mlle Élisa me causa de peine. J'étais révolté de l'entendre parler d'elle avec si peu de respect. Si j'avais eu un chemin un peu long à faire avec lui, je le quittais net; mais le sentier de ma vigne n'était plus qu'à quelques pas, je patientai. Arrivé en face, je m'aperçus bien que le père Renaudot avait envie de causer encore; je lui souhaitai brusquement le bonjour, et j'enfilai le sentier. Je ne savais si je devais pleurer ou rire, ou plutôt je pleurais et je riais tout à la fois. Ce n'est pas mon ouvrage de ce jour-là qui a fait pousser bien des raisins. Le soir, me sentant assez calme, j'allai chez ma tante avant souper. Il y avait bien longtemps que je n'y avais paru. Je la trouvai seule; mes cousines n'étaient pas encore revenues de journée, et leurs deux frères étaient au *mois de Marie*. Ma tante me reçut avec une froideur extrême : — Assieds-toi, Jean-Denis, me dit-elle; je désirais te voir, j'ai à te parler.

Je fis comme elle me commandait. J'aurais voulu pour tout au monde n'être pas venu.

— Écoute-moi, Jean-Denis, reprit-elle d'un ton sévère, bonne bois-

son de vieux vin et bons conseils de vieilles gens ! Depuis longtemps tu paresses; tu vas tard au travail; il y a dans tes vignes de l'herbe à nourrir des nichées de lapins. Toi-même, tu es maigre comme un buis; tes yeux sont enfoncés comme des *larmiers* (1) de cave. A l'église, tu regardes plus souvent à la voûte que sur ton livre, et on dit que tu pousses de gros soupirs. Jean-Denis, que deviens-tu?

Je répondis, en balbutiant, que j'étais malade, que j'avais de la fièvre.

— Oui, oui, me dit-elle, tu es malade, plus malade même que tu ne crois; mais ne t'en prends qu'à toi seul. Tu es amoureux, Jean-Denis...

J'essayai de répondre que non, mais je n'osais lever les yeux vers ma tante, et je ne faisais que balbutier.

— Tu mens, Jean-Denis, me dit-elle, tu mens. On a été amoureuse dans son temps comme une autre; ce n'est pas à moi que tu en imposeras là-dessus.

Ce souvenir de jeunesse fut loin de m'être contraire. La figure de ma tante s'éclaircit un peu; son langage devint moins sévère.

— Tu aimes Élisa Roset, continua-t-elle d'un ton presque amical; est-ce vrai, oui ou non?

— Eh bien! oui, ma tante, me hasardai-je à dire, je l'aime; mais puisque vous aussi vous avez aimé, pourquoi trouver mauvais que j'en fasse autant?

— Halte-là, me répondit-elle, halte-là, Jean-Denis. On a été amoureuse, c'est vrai, mais dans sa condition. J'ai aimé le père de mes enfans et n'ai jamais prétendu épouser le soleil, et toi, sans vouloir dire que ton Élisa est assez pâle pour en avoir la mine, il te faudrait la lune en personne. Mais parlons raison; supposons qu'elle t'aime, comme on dit...

— Elle m'aime! ma tante, m'écriai-je, vous dites qu'elle m'aime! Oh! répétez ce mot-là, je vous en prie.

Je m'élançai de ma chaise pour l'embrasser, mais elle me repoussa durement et d'un geste me recloua à ma place.

— Je n'ai pas dit qu'elle t'aime, reprit-elle du même ton glacial qu'en commençant, mais seulement que cela se disait dans le quartier, ce qui n'est pas du tout la même chose. Et toi, du premier coup, tu vas t'imaginer que tout le monde est amoureux de toi! Et quand elle t'aimerait, je veux encore bien l'admettre, l'épouseras-tu? En feras-tu une femme de vigneron? Est ce elle qui te portera la soupe à la vigne? t'aidera-t-elle à *fossurer*, quand tu seras en retard?

(1) *Larmier*, soupirail.

— Oh! ma tante, dis-je vivement, comment pouvez-vous croire que je permettrais cela? Elle, Mlle Élisa, travailler à la vigne!

— Alors, reprit-elle, elle ira donc en journée, ou bien travaillera-t-elle pour le monde? Est-ce là ce que tu entends? Voyons, parle. Tu me dis que non; tu as donc trouvé un trésor? Tu aurais bien dû le découvrir plus tôt : ta pauvre mère n'aurait pas attrapé sa fluxion de poitrine à laver la lessive chez Mme de Grailly; mais, va, il vaut mieux qu'elle soit morte, elle aurait trop de chagrin de voir son Jean-Denis faire ce qu'il fait. Oui, oui, le bon Dieu l'a prise à temps, la pauvre femme; il t'a épargné la peine de la faire mourir de chagrin. Tu baisses la tête, tu ne réponds pas. Peut-être trouves-tu que je te parle trop dur. Voyons, regarde-moi, c'est ta tante qui te parle; tu n'as pas de honte à avoir. Tu sais ce que ta mère m'a dit après avoir reçu le bon Dieu : — « Denise, tu as déjà cinq enfans, mon Jean-Denis sera ton sixième; si tu ne me promettais pas de lui servir de mère, j'aurais trop de peine à mourir. » — Je n'ai pas besoin de te dire ce que je lui ai répondu, tu étais présent. Eh bien! Jean-Denis, écoute bien ceci; écoute-le, comme si c'était ta vraie mère qui te le dise. Ce mariage ne se peut pas; entends-tu bien, il ne se peut pas! Rappelle-toi ce que disaient les anciens : La soie ne vaut rien pour doublure du *droguet*. Renonce donc à cet amour qui te perdra, et reviens à la raison.

Je répondis avec embarras que cela ne dépendait plus de moi, que j'avais assez lutté, qu'il était trop tard.

— Non, non, Jean-Denis, fit-elle, il n'est jamais trop tard pour s'amender. Râclée en avril, râclée en juillet, la mauvaise herbe vaut toujours mieux morte que vivante. Laisse-moi achever ce que j'ai à te dire. Je voulais encore attendre un an ou deux avant de te marier, mais je crois que nous ferons bien d'avancer la chose. Tu vas te cabrer; laisse-moi dire, tu répondras. Tu connais Suzette Guyot; tu sais quelle bonne fille c'est, travailleuse, économe, n'ayant pas peur de se baisser pour ramasser un grain de raisin; elle ne dit pas de beaux mots, comme la petite Roset, mais pour porter la soupe à la vigne, il n'est pas besoin d'être si déliée. Voilà la femme qu'il te faut; qu'en dis-tu, Jean-Denis?

Je secouai la tête et ne répondis pas.

— Sais-tu, continua ma tante, sais-tu que Suzette aura à la mort de son père, qui n'est plus de la première jeunesse, quarante ouvrées de vigne? Quarante ouvrées, c'est une belle motte de terre! Plus de partages à faire, les deux *quaris* font le muids, et le petit écu vaut six livres. Travailler pour un maître, c'est avoir une jambe de bois. C'est ton grand-père qui le disait, tu dois te le rappeler. Le chagrin de toute sa vie, à ce pauvre cher homme, a été de ne

pouvoir pas avoir une vigne à lui, mais il avait une nichée d'enfans; la même miche ne paraissait pas chez eux deux fois sur la table. Et puis les mauvaises années sont venues, si bien qu'il n'a jamais pu mettre assez d'argent de côté. Toi, au lieu d'une vigne, t'en voilà du coup cinq ou six, et pour cela rien qu'un mot à dire... Tu ne réponds rien, tu es là comme un saint de bois dans sa niche. Est-ce que tu achèterais tes paroles au marché, que tu as si peur d'en dire une?

— Eh bien! fis-je, ma tante, puisque vous voulez absolument que je parle, demandez-moi toute autre chose, je suis prêt à obéir; mais jamais je ne cesserai d'aimer Élisa Roset, jamais je n'aimerai votre Suzette Guyot, jamais elle ne sera ma femme, jamais, entendez-vous bien, ma tante!

— Mon Dieu! dit-elle, le pauvre garçon! il est fou!

Ce mot de fou me mit tout hors de moi-même. Je me levai brusquement et me promenai à grands pas dans la chambre en renversant chaises et tabourets.

— Oui, oui, criai-je de toutes mes forces, oui, je suis fou, et puis après? Vous croyez avoir tout dit en disant que je suis fou! Il n'y avait pas encore eu de fou dans la famille; ça en fera un. Ah! je suis fou! Savez-vous ce qu'on fait avec les fous? On les laisse tranquilles et on ne prend pas plaisir à les tourmenter. Vous dites que vous remplacez ma mère; j'ai donc bien perdu au change : ce n'est pas elle, la pauvre femme, qui se serait amusée à me torturer, comme vous le faites depuis une heure. Ah! je suis fou!...

Oui, monsieur, j'ai dit tout cela à ma tante. J'étais comme un chien en rage, qui ne connaît plus personne. Pauvre tante! elle qui avait eu tant de soins de moi après la mort de mes parens, qui de leur vivant même me traitait déjà comme un de ses enfans! voilà comme je l'ai récompensée! Avec quelle bonté elle m'a pardonné! Trois ans après, comme j'étais près d'elle durant sa dernière maladie : — Jean-Denis, me dit-elle, je sens que je m'en vais. J'aurais voulu voir mes enfans établis avant de mourir, mais à la volonté de Dieu! Je n'ai pas pu faire pour toi tout ce que j'aurais voulu; le désir y était, il n'y a que les moyens qui ont manqué...

— Oh! ma tante, m'écriai-je en fondant en larmes, au moins pardonnez-moi les choses indignes que je vous ai dites, vous savez, ce soir...

Elle ne me laissa pas achever.

— Voilà cent fois, me dit-elle, que tu reviens sur le même chapitre. C'est chose oubliée depuis longtemps. Je n'ai d'ailleurs pas eu à me plaindre de toi, mais d'un autre Jean-Denis qui ne te ressemblait que de figure; encore avait-il un air que je ne t'ai jamais vu...

Elle voulait continuer, mais sa toux la prit. Pauvre chère tante! Que de contentement n'aurait-elle pas eu de voir ses garçons se conduire aussi bien qu'ils l'ont fait! Antoine, l'aîné, était un éveillé qui rien qu'au pas connaissait la bête, et savait bien par quel bout empoigner son *bigot;* bon cœur, du jugement, de la religion, enfin tout. Le cadet était un peu plus mou, mais tout aussi brave garçon, et puis vigoureux comme pas un dans le quartier...

Jean-Denis paraissait oublier son histoire pour celle de ses cousins, ce qui était peu mon affaire : je lui en fis l'observation.

— C'est juste, me dit-il; où en étais-je? Ah! m'y voici. Je débitais mes mauvais propos contre ma tante en marchant à pas furieux dans la chambre. — Continue, me dit-elle avec le plus grand sang-froid, continue, Jean-Denis; je vais prier pour toi. — Elle tomba en effet à genoux contre une chaise et se mit à prier. Je m'arrêtai tout court; je tenais ma casquette à la main; je la frôlai si fort que je la mis en pièces. Enfin, voyant que ma tante paraissait ne pas vouloir m'écouter, je sortis brusquement en tirant la porte de manière à ébranler toute la maison.

J'allai d'abord chez moi, et je m'y enfermai à double tour. Comme le serpent blessé, j'avais besoin de mon trou; mais je n'y demeurai pas longtemps : tout mon sang bouillonnait de colère; je ne pouvais rester en place. Je finis cependant par ne plus penser qu'à ce que m'avait dit ma tante, qu'Élisa m'aimait ou du moins que le bruit en courait dans le quartier. Je m'en voulais de ne lui avoir pas demandé de détails. Après ce qui venait de se passer entre elle et moi, il était trop tard; elle ne me répondrait plus. — Élisa t'aimerait! me répétais-je sans cesse. Voyons, ne rêves-tu pas? es-tu bien éveillé? Qu'est-ce qui peut te le faire croire? Elle t'a toujours reçu avec bonté; mais de la bonté, ce n'est pas de l'amour. Et cependant on dit dans le quartier qu'elle t'aime; pas de plumes sans oiseau déplumé. Si elle avait confié son secret à une de ses amies qui en ait causé! Oh! Jean-Denis, si cela était vrai, de tous ceux qui portent la hotte, y en aurait-il un seul aussi heureux que toi?

Toute la soirée, mon cœur fut partagé entre ces sentimens. Les mêmes idées navrantes me revenaient sans cesse, et je ne pouvais plus m'en délivrer aussi aisément que par le passé. Les chassais-je de midi, elles rentraient de bise. Je fus longtemps sans pouvoir m'endormir, enfin j'en vins à bout; mais quel sommeil, grand Dieu! Je la voyais devant moi, vêtue de sa robe d'indienne du premier jour, me dire avec son sourire : Viens donc, Jean-Denis; laisse-les dire; ne vois-tu pas que je t'aime? — Je voulais m'élancer vers elle, mais alors la terre s'ouvrait sous ses pieds, et elle disparaissait, et cela recommençait toujours.

Quand je m'éveillai, le soleil frappait en plein sur ma vitre. J'entendis une cloche, je prêtai l'oreille; c'était l'*Angelus*, l'*Angelus* de midi. Je fus tout honteux de moi-même; je n'osais aller à la vigne à pareille heure. Il me semblait que chacun rirait de moi, qu'on lirait sur ma figure tout ce qui m'était arrivé. Je me décidai enfin à descendre, mais sans hotte et sans outils. Au tournant de l'escalier, Dieu! elle-même, Mlle Élisa! Elle baisse les yeux, rougit, et passe sans rien me dire. Les genoux me manquent; je tombe. Un instant la maison dansa autour de moi, puis je ne sentis plus rien. Combien de temps restai-je dans cet état? Je ne sais. La porte de Mme Roset étant venue à s'ouvrir, je me réveillai et me mis à fuir, comme un voleur surpris à crocheter une serrure. J'étais désespéré, anéanti. Après avoir longtemps rôdé autour de la ville, je pris, afin d'être plus seul, le chemin du bois. Toute la journée, je courus de sentiers en sentiers, marchant toujours droit devant moi; mais dès que j'approchais du bord du bois ou de quelque baraque de coupeurs, je tournais bride et me renfonçais à corps perdu dans le *fourré*. J'avais la tête, la poitrine tout en feu; la mort serait venue à moi sous sa forme la plus effrayante, que je n'aurais pas fait un pas pour l'éviter. Oh! monsieur, vous êtes encore jeune; croyez-moi, ne devenez pas amoureux. Que le feu prenne à votre maison, si vous en avez une, que vos blés soient hachés par la grêle, que la gelée vendange vos vignes, tout cela n'est rien. On rebâtit une maison; faute de vin, on boit de la piquette; on va casser les pierres sur la route pour gagner son pain. Mais si votre cœur se prend, oh! c'est alors que vous pouvez pleurer : vous êtes un homme perdu!

Les jours, les semaines, s'écoulèrent dans ces angoisses mortelles. Je rencontrais Mlle Élisa dans la rue plus souvent que par le passé. Malgré ma répugnance, je finis par me décider à la suivre; elle allait à l'église. Il me sembla qu'elle devenait plus pâle de jour en jour. En passant à côté de moi, elle ne manquait jamais de baisser les yeux et de faire semblant de ne pas me voir. Une fois cependant, l'ayant rencontrée dans l'escalier, elle me sourit et sembla vouloir me parler. Déjà je croyais à un retour de son amitié, mais elle rougit presque aussitôt, baissa les yeux comme d'habitude et disparut dans l'escalier. De son côté, Mme Roset me saluait si froidement, que j'en étais parfois à me demander si véritablement je l'avais jamais connue. Quant à Nanette, c'était encore pis : elle ne me rencontrait jamais sans marmotter quelque chose entre ses dents, et le peu que j'en entendais me disait assez que ce n'étaient pas des bénédictions.

Il m'arriva une fois de rester plus de quinze jours sans rencontrer Mlle Élisa. Expliquez cela comme vous voudrez, la voir me peinait, et je ne pouvais me passer de la voir. Une nuit, ne pouvant dormir,

je quittai mon lit et me mis en route avec ma hotte. L'après-midi, passant par hasard devant la vigne de Mme Roset, j'avais remarqué qu'on ne lui avait pas encore donné le second coup; j'y allai, et me mis à la *rebiner*. Il faisait un clair de lune à voir piétiner une fourmi. De ma vie je n'ai, je crois, bêché avec autant d'ardeur; il me semblait que cela me rapprochait de Mlle Élisa que de travailler pour elle, je lui étais quelque chose. Plus d'une fois cependant je jetai mon outil et me laissai aller à mes idées noires. La vigne n'était pas grande, j'en fis un bon *coin* cette nuit-là. Le lendemain et le surlendemain, j'y retournai encore; en trois ou quatre nuits, elle fut achevée. Au bout de ce temps, Mme Roset ne s'avise-t-elle pas d'y envoyer des ouvriers? Ils ne font que le voyage, et reviennent annoncer qu'ils ont trouvé la vigne *rebinée*. Mme Roset d'affirmer que personne n'y est allé de sa part, eux de soutenir que la terre en est encore toute fraîche! La chose se sut bientôt dans le public, et Dieu sait si on en causa. Jérôme Simonet, qui est mort l'an dernier, prétendit que c'était le diable en personne qui avait fait la besogne, et qu'il l'avait vu de ses yeux. Il ne manqua pas de bonnes âmes pour croire à son récit, ce qui me divertit assez; mais le malheur fut que d'autres y virent plus clair, et publièrent partout qu'il n'y avait dans tout cela de diable que moi, qui n'étais, disaient-ils, qu'un assez pauvre diable plus fou que méchant. Là-dessus, langues de se remettre en branle, et de me carillonner aux oreilles mille choses désagréables. Chacun eut sur moi son histoire à raconter, et je devins de plus belle la risée de tout le quartier.

Pendant que je travaillais ainsi les vignes de Mme Roset, les miennes, dans quel état n'étaient-elle pas, grand Dieu! L'herbe y montait aussi haut que les ceps. Pas un vigneron ne passait à côté, quand j'y étais, sans me lancer quelque mot fâcheux. — Ah! ça, me disait l'un, quand faucheras-tu ton pré, Jean-Denis? De l'herbe magnifique! Comment t'y prends-tu pour l'avoir aussi belle? — Un autre me demandait si j'élevais des chèvres ou des lapins; un troisième, si j'avais entrepris les fourrages du gouvernement.

Un soir, comme j'allais me mettre à souper, mon maître me fit dire de passer chez lui. Cela lui arrivait assez souvent, tantôt pour me parler de ses vignes ou de sa cave, tantôt pour autre chose. Il ne manquait jamais de m'offrir le *mac-vin* (1), et nous causions tout en le buvant. C'était un brave maître que celui-là; il faisait bon vivre autour de lui. Encore un que je n'ai payé que d'ingratitude! D'ordinaire, quand il me faisait appeler, j'avais bientôt fait de passer une veste propre; mais ce soir-là je n'allai chez lui qu'à contre-cœur,

(1) *Mac-vin*, mélange de vin cuit et d'eau-de-vie.

sachant bien que je ne devais pas m'attendre à des complimens. Il me dit, d'un air sévère que je ne lui avais jamais vu, qu'il était allé visiter ses vignes, qu'il les avait trouvées dans un état déplorable, que c'était une récolte perdue; puis il ajouta qu'en considération de mon père et de mon grand-père, qui l'avaient toujours bien servi, lui et les siens, il voulait bien ne pas me retirer encore ses vignes, mais que si dans un mois elles n'étaient pas remises en état, j'en pouvais chercher d'autres, et me le tenir pour dit dès le moment même. Que pouvais-je répondre? Je baissai la tête et ne soufflai mot, mais c'était plus que je n'en pouvais supporter. Rentré chez moi, une idée affreuse me prit; je me dis que le bon Dieu m'abandonnait, qu'il ne me restait plus qu'à mourir. Longtemps je demeurai devant ma cheminée, immobile, anéanti, l'œil collé sur un des chenets, me demandant comment j'exécuterais ma résolution de mourir. A la fin, je me décidai à me jeter du haut de quelque roche, comme Tiennot Mauvas, et je mis la chose au lendemain, à la pointe du jour. J'espérais que Dieu aurait pitié de mon état de folie, et qu'il me pardonnerait. Quant aux hommes, je m'en inquiétais peu; ne m'avaient-ils pas tous abandonné?

Je ne voulus pas mourir sans faire connaître à Mlle Élisa le motif de ma résolution. J'allai à mon armoire pour y prendre de l'encre et du papier. Pendant que j'y furetais, ma main tomba sur une petite boîte qui renfermait divers objets ayant appartenu à ma pauvre mère: ses bagues, son chapelet, sa croix d'argent, sa pièce bénite, d'autres choses encore. Je restai un instant à les tenir entre mes doigts; je voulais m'en séparer, je ne le pouvais pas. A la fin, sentant que mon cœur commençait à se gonfler, je rejetai brusquement la boîte, et je m'assis pour écrire. Dès les premières lignes, de grosses larmes m'emplirent les yeux; j'eus peine à les refouler. A la muraille en face de moi pendait un grand crucifix en bois noir contre lequel, du vivant de mes parens, se tournait toute la famille pour faire la prière du soir. J'ai entendu dire à mon grand-père que ses parens à lui faisaient déjà de même; le crucifix était donc bien ancien. Ma mère en avait tant de soin, qu'on l'aurait cru tout neuf; moi, je l'avais laissé se couvrir de poussière et de toiles d'araignées. Dois-je ne l'attribuer qu'aux larmes qui me troublaient la vue? Je ne sais, mais tout à coup le Christ me sembla prendre les traits de mon pauvre père. Il avait la même figure triste que dans un rêve où il m'était apparu, deux fois même je crus le voir remuer la tête d'un air de reproche. La plume me tomba des mains; je mis ma lettre en mille pièces. — Non, non, m'écriai-je, non, mon père, je ne le ferai pas; je ne vous causerai pas ce chagrin!

J'étais tombé à genoux; je voulus prier, mais je ne pus que pleurer

à chaudes larmes. Je sanglotais si fort, que ces dames m'entendirent de l'étage au-dessous, comme plus tard Nanette me l'a reproché. J'ai bien des souvenirs qui me pèsent, mais pas un qui me fasse autant d'horreur. Sans mon pauvre père, sans son avertissement, qu'allais-je faire? Je n'y pense jamais sans avoir honte de moi-même. Au moins maintenant mourrai-je le front huilé, et me portera-t-on en terre bénite.

Le lendemain, avant le jour, j'étais sur la route du chef-lieu. Décidé à quitter ma ville natale, n'ayant d'état que celui de vigneron, que pouvais-je être que soldat? J'allai pour m'engager. Dès la première demi-lieue, je rencontrai un compagnon de route, un gros *mange-profit* riant toujours et ne pensant qu'à vider chopine. Il me raconta qu'il était allé dans son village pour se marier, qu'il avait trouvé sa payse enjôlée par un autre, mais que son rival était un brave garçon qui lui avait copieusement payé à boire, qu'une pinte de plus vaut bien une femme de moins, et cent autres mauvais propos qui me déplurent fort; mais une fausse honte m'empêcha de le lui dire. — Et vous, camarade, me dit-il quand il eut fini, ne me conterez-vous pas aussi votre histoire? Vous savez ce qu'on dit :

Histoire racontée
Adoucit la montée.

Je me tirai d'embarras en lui disant que j'étais un pauvre vigneron qui allait voir des parens au chef-lieu. Il fallut s'arrêter à tous les bouchons; mais cela ne me contraria que peu, car j'étais très-fatigué. Vers le soir, mon compagnon me quitta et prit les devans; il trouvait que je n'allais pas assez vite. Je n'arrivai à la ville qu'à la noire nuit. A cinq ou six bouchons où je frappai, on me laissa dans la rue. Enfin je trouvai un lit; j'étais si harassé, que j'allai me coucher tout de suite. C'est à peine si je pus dormir une heure ou deux à cause de mes idées noires, et vous pouvez penser encore que je n'eus pas des rêves bien gais.

Dans la matinée du jour qui suivit, j'allai au bureau du recrutement. L'officier me toisa des pieds à la tête en me demandant ce qui m'amenait. Je le lui dis. — Ah çà, vous moquez-vous de moi? me répondit-il tout en colère; un beau soldat! Allez vous faire soigner ailleurs! — Je restai en place comme anéanti, ne sachant si je devais sortir ou non; mais il me poussa vers la porte et me mit dehors. J'eus de la peine à retrouver mon auberge, et la nuit fut affreuse pour moi : — du cauchemar, du délire, de la fièvre chaude. Quand la servante vint faire ma chambre le lendemain, elle me trouva au beau milieu. Tout épouvantée, elle appela sa maîtresse; celle-ci, par un miracle

du ciel, se trouva justement être du pays et même une ancienne amie de ma tante. Comme j'étais hors d'état de répondre à ce qu'elle me demandait, elle chercha dans mes papiers et apprit ainsi mon nom et mon lieu de naissance. Je restai bien des jours entre la vie et la mort. Tout ce que je me rappelle, c'est qu'un soir il me sembla entendre bourdonner autour de mon lit des voix connues. Je fis un effort pour ouvrir les yeux, et je parvins à reconnaître ma tante et ma cousine Pierrette. La dame de l'auberge avait écrit dès le premier jour à ma tante, qui n'avait pas perdu de temps. — C'est nous, Jean-Denis, me dit-elle, ne nous reconnais-tu pas? — Je lui serrai la main, mais sans pouvoir parler. Ce ne fut qu'après bien des jours que la connaissance me revint entièrement. En cherchant autour de moi, je ne trouvai plus ma tante. Je demandai à Pierrette où elle était; elle me répondit qu'il lui avait fallu retourner vers ses autres enfans et qu'elle était partie depuis un jour ou deux. — Et Mlle Élisa, lui dis-je, que fait-elle? comment se porte-t-elle? — Ma cousine n'avait pas prévu la question : elle se troubla, balbutia; cela me donna des soupçons. Pierrette eut beau me dire qu'elle l'avait laissée en bonne santé et qu'elle n'en avait rien appris depuis; je persistai à croire qu'elle me cachait quelque chose.

— Sûr qu'elle est malade! m'écriai-je, ou bien peut-être s'est-elle mariée? Aie pitié de ton pauvre cousin, Pierrette; voyons, parle, qu'y a-t-il?

Comme elle ne me répondait pas tout de suite : — Pourquoi ne m'avoir pas laissé mourir? dis-je avec découragement. Je serais maintenant délivré de tous mes maux!

Ma cousine se mit alors à me parler du bon Dieu en m'engageant à lui offrir mes peines. Cela me rafraîchit de l'entendre; tout en restant de plus en plus persuadé que je devais m'attendre encore à quelque malheur, je me sentis plus de courage que je n'en avais eu depuis bien longtemps.

Au bout de douze ou quinze jours, je me trouvai en état de supporter le voyage pour revenir au pays. Il commençait à faire nuit quand notre voiture arriva à la ville; les vignerons revenaient du travail. On s'attroupa autour de nous; les femmes sortirent sur les portes; les enfans me regardèrent sous le nez; j'aurais voulu avoir cent pieds de terre sur le corps. Comme je montais mon escalier, appuyé sur le bras de ma cousine, je rencontrai le médecin qui descendait. — Je te le disais bien, m'écriai-je, elle est malade, j'en suis sûr! — Pierrette m'assura que le médecin était venu pour Nanette; je fis semblant de le croire, je cherchais à me faire encore illusion. Ma tante passa la soirée avec moi; je n'osai pas la questionner sur la santé de Mlle Élisa.

Le lendemain matin, comme je me trouvais seul un instant, j'entendis une voix qui chantait dans l'escalier. J'ouvre ma porte, je regarde avec précaution. C'est Nanette, elle est sur le palier du second étage à éplucher des légumes. Ce n'est donc pas elle qui est malade; Pierrette m'a donc trompé! Nanette chantait la *Chanson de Renaud* (1); vous n'êtes pas sans la connaître; c'est une des plus vieilles chansons de notre pays. Vous savez aussi combien l'air en est triste; il y a de quoi pleurer de l'entendre. L'accent qu'y mettait Nanette me le faisait paraître plus triste encore.

Renaud de la guerre s'en vint,
Tenant ses tripes dans ses mains;
Sa mère, qui était aux chambres en haut,
Vit venir son fils Renaud.

— Renaud, il y a gran' joie ici :
Ta femme vient d'accoucher d'un fils.
— Ni de ma femme ni de mon fils
Je ne saurais me réjouir.

Qu'on me prépare un blanc lit;
Qu'il soit bien éloigné d'ici,
Pour que ma femme en son accouchée
Ne sache point mon arrivée.

Voilà qu'au milieu de la nuit,
Pauvre Renaud rendit l'esprit.
Les valets se mirent à pleurer,
Et les servantes à soupirer.

A mesure que chantait Nanette, sa voix devenait de plus en plus triste; je vis bien qu'elle ne pensait qu'à Mlle Élisa. Arrivée à ce couplet, elle s'arrêta tout à coup, et il me sembla qu'elle faisait un mouvement pour essuyer une larme. Au risque de rencontrer Mme Roset, j'allais descendre l'escalier pour m'informer auprès de Nanette de cette pauvre demoiselle, quand la vieille servante reprit sa chanson.

Ah! dites donc, mère, m'amie,
Qu'entends-je donc pleurer ici?
— Ma fille, c'est un de nos blancs chevaux
Qui à l'écurie se trouve maû.

— Ah! dites donc, mère, m'amie,
Qu'entends-je donc taper ici?
— Ma fille, c'est le charpentier
Qui raccommode l'escalier.

(1) La *Chanson de Renaud* est encore connue aujourd'hui dans beaucoup de provinces. Je la donne telle que je l'ai entendu chanter dans le Jura, et sans me permettre la moindre altération.

— Ah! dites donc, mère, m'amie,
Qu'entends-je donc chanter ici?
— Ma fille, c'est la procession
Qui fait le tour de la maison.

— Ah! dites donc, mère, m'amie,
Quand sortirai-je de ce lit?
— Ni aujourd'hui ni demain;
Vous en sortirez après-demain.

— Ah! dites donc, mère, m'amie,
Quelle robe mettrai-je aujourd'hui?
— Le blanc et le rose vous quitterez,
Le noir et le violet vous mettrez.

Quand elle fut dans son carrosse montée,
Trois pasteurs l'ont rencontrée :
— N'est-ce pas la femme du seigneur
Qu'on a enterré hier à cinq heures?

— Ah! dites donc, mère, m'amie,
Qu'est-ce que ces pasteurs ont dit?
— Ma fille, c'est une chanson
Que chacun dit à sa façon.

— Ah! dites donc, mère, m'amie,
Le beau tombeau que voici!
— Ma fille, il peut bien être beau :
C'est celui de mon fils Renaud.

— Qu'on ôte ma bague et mes anneaux :
Je veux mourir avec Renaud!

Je m'étais avancé sans bruit tout près de la vieille fille. — Nanette, lui dis-je d'une voix tout émue, au nom du ciel, comment se porte... Elle tourna la tête et se leva brusquement en me jetant des regards furieux. — Ah! le voilà revenu, s'écria-t-elle, ce mauvais sujet, ce brigand! Le voilà, cet enjôleur qui a vendu son âme au diable!

Je crus qu'elle était folle. — Qu'avez-vous? fis-je; serait-il arrivé quelque chose dans la maison?

— Oui, oui, me répondit-elle avec encore plus de colère; fais l'hypocrite, va, on te connaît maintenant. Qu'avais-tu à faire chez nous? Qui t'avait prié d'y venir? Ne pouvais-tu pas laisser les chrétiens tranquilles? Voyez la *sainte n'y touche*; tu n'as peut-être pas vendu ton âme au diable? Oseras-tu dire que non? Ne t'a-t-on pas entendu causer toute une nuit avec lui dans ta chambre? Sûr qu'il te réclamait ton âme, et que toi tu ne voulais pas encore la lui donner. Ne l'a-t-on pas vu travailler à notre vigne? Diras-tu que ce n'est pas toi qui l'y as envoyé? Nous feras-tu croire que cette pauvre demoiselle aurait aimé un *brûleur de buis* (1), un *mangeur de gaudes* comme

(1) Les pauvres gens se chauffent à Salins au moyen de buis qu'ils vont couper dans

toi, si le diable ne s'en était pas mêlé? Pouah! il sent le soufre ici.

Voyant que je ne pourrais pas apaiser la colère de la vieille fille, j'avais pris le parti de remonter l'escalier, mais elle me suivit et entra avec moi dans ma chambre. — Pitié, Nanette! lui dis-je. Ayez pitié d'un pauvre malade.

— Pitié, me répondit-elle, pitié pour toi! Mais as-tu eu pitié de nous? Ne t'es-tu pas glissé chez nous comme un voleur? Comment l'as-tu trompée, dis, cette pauvre chère enfant? Tu ne sais donc pas que je l'ai vue venir au monde; c'est moi qui l'ai portée baptiser, moi qui l'ai menée faire sa première communion! C'est à moi qu'elle a ri la première étant toute petite; elle pleurait quand sa mère voulait me la prendre des bras. Comment donc l'as-tu ensorcelée? C'est avec ces fleurs, n'est-ce pas? Je l'ai toujours dit. Elle paraissait si contente quand tu lui en apportais, et un instant après elle se mettait à pleurer. Non, non, ce n'étaient pas des fleurs de chrétiens; on n'en a jamais vu de pareilles. Moi qui me disais quand tu es parti : Bon, le voilà qui s'en va, elle va reprendre ses couleurs, ses joues se rempliront; mais n'a-t-il pas fallu que de là-bas tu lui jettes encore un sort! Diras-tu que ce n'est pas de ce moment-là qu'elle va plus mal et qu'elle s'est mise au lit? Et tu demandes de la pitié!...

Une ridicule colère me prit; j'allais me jeter sur Nanette, mais j'étais trop faible, je retombai sur ma chaise.

— Oh! me dit-elle, on ne te craint pas. J'ai de l'eau bénite; tiens, regarde cette fiole. J'en ai pris sur moi quand j'ai su que tu étais revenu. Le diable et toi, vous croyez déjà tenir cette pauvre enfant, vous ne l'aurez pas. Elle vient d'être administrée.

— Administrée! dis-je faiblement, et je tombai sans connaissance.

Quand je revins à moi, j'aperçus Mme Roset, qui, tout en me donnant ses soins, cherchait à apaiser Nanette toujours furieuse. — Laissez-le donc crever, ce chien, disait la vieille fille; je vous dis qu'il n'est pas chrétien. Tout à coup elle vit mon crucifix. — Un crucifix, cria-t-elle, un crucifix dans cette maison du diable! Le bon Dieu a déjà bien assez souffert. Une chaise! une chaise! — Déjà elle était montée sur une chaise et allait saisir le crucifix; Mme Roset s'efforçait en vain de l'en empêcher. Heureusement ma tante arriva : à elles deux, elles parvinrent à emmener Nanette; mais avant de sortir, elle s'arrêta encore sur la porte pour m'accabler de malédictions.

Ce que je souffris tout ce jour-là, il m'est impossible de le dire. Moi qui aurais donné mille fois ma vie pour Mlle Élisa, j'étais son bourreau! Cette idée me déchirait le cœur. Dans l'après-midi du jour sui-

les communaux de la ville. *Brûleur de buis* et *mangeur de gaudes* (bouillie de maïs) sont des termes de mépris.

vant, ma tante entra chez moi; un de mes petits cousins était là, elle lui fit signe de sortir. Je ne savais ce qu'elle pouvait avoir à me dire. — Écoute, Jean-Denis, fit-elle une fois seule; Mme Roset attend de toi un service, veux-tu le lui rendre? — Parlez, parlez, ma tante, c'est la mère de Mlle Élisa, je n'ai rien à lui refuser. — Eh bien! reprit-elle, tu n'ignores plus que Mlle Élisa t'aime; ce que tu ne sais pas encore, c'est qu'elle a parlé plusieurs fois de toi. Ne va pas t'en avantager, elle est dans la fièvre. Mme Roset désire que tu la voies, elle croit que cela lui fera du bien. Moi, je ne pense pas; mais cette pauvre dame y tient, et le médecin a dit que, pourvu que la chose se fasse avec prudence, il ne s'y opposait pas. Ainsi point d'éclat, reste maître de toi, songe qu'il y va de la vie de cette pauvre demoiselle. Tu me promets d'être calme, c'est bien; maintenant passe ta veste, nous allons descendre. Nanette est sortie; crainte d'une nouvelle esclandre, on l'a envoyée faire une commission.

Ma tante me prêta son bras, et je descendis. Mlle Élisa paraissait dormir. La fièvre colorait sa figure si douce. Point de fatigue, point de *traits tirés*. Jamais je ne l'avais vue aussi belle. J'approchai doucement du lit. Elle murmurait quelque chose; je n'osai d'abord pas lui parler. — Du bois-gentil! disait-elle en agitant les mains comme si elle tenait des fleurs. Chut! n'allez pas lui dire que je l'aime! — — Elle riait en disant cela; c'était à fendre l'âme. Je lui demandai si elle ne me reconnaissait pas. Elle tourna la tête du côté d'où était partie ma voix, ouvrit lentement ses grands yeux qu'elle promena sur les personnes qui étaient autour du lit : elle ne parut pas me reconnaître. Sur un signe de Mme Roset, je recommençai ma question; mais elle était retombée dans son assoupissement. Je n'y tenais plus. Ma tante, me voyant au moment d'éclater, me prit vivement par le bras et m'entraîna hors de la chambre. Il était temps : à peine dehors, je me mis à sangloter avec tant de force, que ma tante m'a dit plus tard en avoir été tout épouvantée.

Cette scène avait épuisé le reste de mes forces; il me fallut garder le lit. A peine venais-je de m'éveiller le surlendemain, après une nuit de rêves affreux, quand j'entendis tinter une cloche. Je prêtai l'oreille : on sonnait un enterrement. Un frisson me courut de la tête aux pieds. Ma tante me dit que c'était le vieux Mathias Morizet qu'on allait enterrer, et elle se mit à me raconter diverses particularités de sa maladie. Au bout d'un instant, de grands bruits de pas résonnèrent dans l'escalier; j'entendis des femmes qui pleuraient. — C'est elle, dis-je avec un cri effroyable: elle est morte! — Je sautai en bas de mon lit et me précipitai vers l'escalier. Toutes mes forces semblaient m'être revenues. Ma tante voulut m'arrêter : je la repoussai ainsi que mes petits cousins qui se trouvaient avec elle, et je m'élan-

çai dehors : — Ils ne l'emporteront pas! criais-je avec fureur; il faut que je la voie! Seraient-ils deux cents, ils ne l'emporteront pas! — Déjà je descendais l'escalier, mais tout à coup les forces me manquèrent, je tombai. Un instant encore j'entendis le *Libera me* et le bruit des cloches, puis toutes mes idées se brouillèrent, et je restai absolument sans connaissance.

Voilà donc où m'avait conduit mon fol amour! Méprisé de tout le monde, brouillé avec mon maître, ingrat jusqu'à la folie envers ma tante, odieux à moi-même, séparé du bon Dieu, sans ami, sans gagne-pain, le corps ruiné par la maladie, étendu sur la pierre sans connaissance! Encore si c'eût été là tout le mal, je me serais dit : Tu l'as voulu, Jean-Denis; au lieu d'y mettre de la bonne paille de maïs, tu as fait ton lit avec des orties; de quoi te plains-tu si le corps te cuit? — Mais les scandales que j'ai donnés, voilà ce qui a bien longtemps empêché le pain de me profiter. Oh! oui, de tous les malheurs, le plus grand, c'est une mauvaise conscience; auprès de celui-là tout le reste n'est que piqûre de fourmi.

Trois jours après, quand je revins à moi, je me trouvai chez ma tante. Mes cousines Marthe et Pierrette étaient assises près de mon lit. Je ne sus d'abord pas où j'étais; je me croyais encore à l'auberge du chef-lieu. Ma première parole fut pour demander des nouvelles de Mlle Élisa; mes cousines baissèrent les yeux sans me répondre; je me rappelai alors tout ce qui s'était passé. Ce qui les surprit beaucoup, c'est que je ne donnai aucune marque de chagrin. Devant moi, toute rayonnante de grâce et de beauté, je venais d'apercevoir cette pauvre demoiselle flottant en l'air, comme on représente la sainte Vierge montant au ciel. Sur sa tête était une couronne de roses blanches et de ces beaux narcisses qu'elle aimait tant; sa robe était blanche aussi, comme elle la portait aux processions. Mes cousines m'ont dit que je me mis à joindre les mains et à la prier comme une sainte.

Ce n'est pas seulement cette fois-là que je l'ai vue ainsi, mais pendant des jours et des semaines. Je causais avec elle des heures entières; je la suppliais de demander au bon Dieu qu'il me réunît bientôt à elle. Ma tante et mes cousines me crurent tout à fait fou. J'ai su d'elles plus tard que mon état leur avait donné bien de l'inquiétude. Comment ne suis-je pas mort cent fois? Mais sans doute c'est le chagrin qui tue, et moi, persuadé, comme je l'étais, que je ne pouvais manquer de retrouver bientôt cette pauvre demoiselle, j'étais presque heureux.

Depuis ce temps-là je suis allé bien des fois, le jour de la mort de Mlle Élisa, chercher au bois des fleurs que, la nuit venue, je porte sur sa tombe; je prie aussi sur celle de Mme Roset. Après la mort de

sa fille, cette brave dame m'a toujours traité comme son enfant. Que de fois, en hiver ou les jours de mauvais temps, ne sommes-nous pas restés des journées presque entières à causer de cette pauvre demoiselle! Mais Nanette, elle, ne m'a jamais pardonné. Un ou deux jours avant sa mort, elle m'a encore accablé de malédictions : je n'y pense jamais sans un peu de trouble dans la conscience.

Que vous dirai-je encore? Touché de mon repentir, mon maître m'avait rendu ses vignes; j'ose dire que je les ai travaillées fidèlement. On m'appelle sauvage. Le fait est que j'ai toujours peu recherché les gens, et surtout depuis mes chagrins : j'aime mieux être seul pour pouvoir penser à mon aise à cette bonne demoiselle; mais je n'ai jamais eu d'inimitié contre personne. De bons partis m'ont été proposés, si je voulais m'établir; j'ai refusé net : ne suis-je pas fiancé à Mlle Élisa? Dieu merci, je n'ai plus longtemps à être sans elle. Il y a quelques nuits, je l'ai vue en rêve. — Tiens-toi prêt, Jean-Denis, m'a-t-elle dit; il ne nous reste plus que peu de jours à être séparés. — Ainsi à la volonté de Dieu! Je n'ose pas dire que je ne crains pas la mort; mais notre bon curé m'a dit bien des fois que j'avais réparé suffisamment mes scandales, et que le bon Dieu aurait égard à mon repentir. Puisse-t-il en être ainsi et Mlle Élisa m'être bientôt rendue!

Jean-Denis avait cessé de parler. Il ne pleuvait plus depuis longtemps; la nuit commençait à venir : nous ne nous en étions aperçus ni l'un ni l'autre. — Oh! oh! dit le bon vigneron en mettant la tête hors de la baraque de pierre, déjà la nuit! Il paraît que mon histoire n'a pas été courte; tant pis pour vous. Vous avez été curieux : vous avez fait en même temps le péché et la pénitence. — Je lui assurai que je ne regrettais en aucune façon le temps employé à l'entendre, et nous reprîmes le chemin de la ville.

Depuis ce jour-là, ayant dû m'absenter, je n'ai retrouvé Jean-Denis qu'une fois : il avait le drap noir sur le corps.

CHARLES TOUBIN.

LA NOBLESSE

AU DÉSERT

« Prends un buisson épineux, me disait un jour l'émir Abd-el-Kader, et pendant une année arrose-le avec de l'eau de rose, il ne donnera que des épines; prends un dattier, laisse-le sans eau, sans culture, et il produira toujours des dattes. » Suivant les Arabes, la noblesse est ce dattier, et la plèbe est ce buisson d'épines.

En Orient, on croit aux puissances du sang, à la vertu des races; on regarde l'aristocratie non-seulement comme une nécessité sociale, mais comme une loi même de la nature. Personne ne songe, comme chez les peuples de l'Occident, à se mettre en révolte contre cette vérité qu'on accepte au contraire avec une placide résignation. « La tête est la tête, la queue est la queue, » vous dit le dernier des bergers arabes. Si le peuple chez qui règne cet axiome a, lui aussi, des chimères dont il est tourmenté, il y a du moins des ambitions dont il ne souffre pas: on ne voit pas comme chez nous des milliers de cervelles s'agiter dans un perpétuel délire pour trouver le moyen de transformer la queue en tête et la tête en queue.

Outre cette noblesse d'origine lointaine et sacrée qui se compose des descendans du prophète (les *chérifs*), il y a chez les Arabes deux noblesses bien distinctes; l'une est la noblesse de religion, l'autre est la noblesse d'épée. Les *marabouts* et les *djouads*, — ainsi s'appellent ces deux races d'hommes qui tirant leur éclat, les uns de la piété, les autres du courage, ceux-ci du combat, ceux-là de la prière, — se poursuivent d'une haine implacable. Les *djouads* font

aux marabouts les reproches qu'on adresse volontiers en tous pays aux ordres religieux qui prétendent à la direction des affaires humaines; ils les accusent d'ambition, d'intrigues, de ténébreuses menées, d'une convoitise perpétuelle pour les biens de la terre qui se cache sous un amour imposteur de Dieu et du ciel. Un de leurs proverbes dit : « De la *zaouïa* (1) il sort toujours un serpent. » Les marabouts, de leur côté, accusent les *djouads* de violence, de rapine, d'impiété. Cette dernière accusation peut mettre entre leurs mains une arme terrible; ils sont vis-à-vis de leurs rivaux ce qu'était le clergé du moyen âge vis-à-vis de cette noblesse laïque qu'un anathème pouvait atteindre derrière le formidable appareil de sa force guerrière. Si les *djouads* peuvent entraîner le peuple par les souvenirs des périls affrontés, du sang répandu, par le prestige militaire, les marabouts sont armés de la toute-puissance des croyances religieuses sur l'imagination populaire. Plus d'une fois un marabout aimé ou craint par le peuple a mis en péril la domination et la vie même d'un *djied* (2). C'est le *djied* toutefois que nous nous proposons de peindre aujourd'hui, parce que nous voulons conduire au désert les esprits qui aiment à suivre nos excursions, et que la vie du désert est la vie guerrière par excellence. Pour montrer sur-le-champ à nos lecteurs ce qu'est un noble du Sahara dans tout l'éclat, tout le bruit, toute l'animation de son existence, il faudrait peindre ce qui se passe sous une grande tente au moment où la journée commence, de huit heures à midi.

La poésie antique a décrit souvent cette foule de cliens qui, à Rome, inondait les portiques d'un palais patricien. Une grande tente au désert est aujourd'hui ce qu'étaient les fastueuses demeures peintes par Horace et Juvénal. Gravement assis sur un tapis avec cette dignité d'attitude qui est le secret des Orientaux, le chef de la tribu accueille tour à tour tous ceux qui viennent invoquer son autorité. Celui-ci se plaint d'un voisin qui a tenté de séduire sa femme, celui-là accuse un homme plus riche que lui qui refuse de s'acquitter d'une dette; l'un veut retrouver des bestiaux qui lui ont été enlevés, l'autre demande protection pour sa fille qu'un époux brutal accable de mauvais traitemens. Quelquefois une femme vient se plaindre elle-même de son mari qui ne l'habille pas, la nourrit mal, et lui refuse ce que les Arabes, dans l'énergique originalité de leur langage, appellent *la part de Dieu*. Ce dernier cas se présente fréquemment. Ce ne sont jamais, il est vrai, des femmes appartenant aux classes élevées

(1) *Zaouïa*, établissemens religieux qui renferment ordinairement une mosquée, une école et les tombeaux de leurs fondateurs.

(2) *Djied*, singulier de *djouad*.

qui viennent produire au grand jour les secrètes misères de l'intérieur conjugal; mais la femme du peuple, lorsqu'elle réclame les conséquences du mariage, est persuadée qu'elle est armée d'un droit, qu'elle obéit à un devoir, et se présente avec l'intrépidité que lui donne la conscience d'être sous la double protection de la religion et de la loi.

La première vertu d'un chef, c'est la patience. Celui que viennent assaillir ces réclamations diverses prête à chacun une oreille attentive. Il s'étudie à guérir les plaies de toute nature qu'on lui découvre. « L'homme qui est au pouvoir, dit une sentence orientale, doit imiter le médecin, qui n'applique pas à tous les mêmes remèdes. » Dans ces lits de justice, qui rappellent la manière primitive dont nos anciens rois traitaient les intérêts privés de leurs sujets, le chef arabe emploie tout ce que Dieu a mis de sagesse dans son intelligence et de force dans sa volonté. Aux uns il donne des ordres, aux autres des conseils. Il n'est personne à qui il refuse ou ses lumières ou son appui.

Le chef arabe n'a pas seulement besoin de la qualité que Salomon demandait au Seigneur; il faut qu'à la sagesse il réunisse la générosité et la bravoure. Le plus grand éloge qu'on puisse faire de lui, c'est de dire qu'il a « le sabre toujours tiré, la main toujours ouverte. » Cette charité un peu fastueuse, mais d'un caractère noble et touchant toutefois, dont la loi musulmane fait une obligation à tous les croyans, il faut qu'il la pratique sans cesse. Sa tente doit être le refuge des malheureux, nul ne doit mourir de faim auprès de lui, car le prophète a dit :

« Dieu n'accordera sa miséricorde qu'aux miséricordieux. Croyans, faites l'aumône, ne fût-ce que de la moitié d'une datte. Qui fait l'aumône aujourd'hui sera rassasié demain. »

Si le guerrier a perdu le cheval qui faisait sa force,si une famille s'est vu enlever les troupeaux qui la faisaient vivre, c'est au chef, toujours au chef, qu'on s'adresse. Le désir du gain ne doit jamais être une préoccupation de son esprit. Le noble arabe, qui, sous tant de rapports, rappelle le seigneur du moyen âge, diffère essentiellement de nos chevaliers par son aversion pour le jeu. Jamais les dés ni les cartes ne charment les loisirs de la tente. Un chef arabe ne peut ni jouer ni faire des prêts usuraires. La seule manière dont il fasse valoir quelquefois son argent, c'est une participation indirecte à une entreprise commerciale. Il donne à un marchand une somme, le marchand trafique, puis, au bout de quelques années, partage avec son prêteur les bénéfices qu'il a recueillis.

Il ne faut pas croire toutefois que la richesse soit en mépris chez

les Orientaux. Là, comme partout, elle est au contraire une des conditions indispensables du pouvoir. Qui tombe dans la pauvreté tombe aussi bien vite dans l'obscurité, et qui arrive à la fortune entre dans la voie des honneurs; mais pour suivre la carrière de l'ambition, c'est par le bras plutôt que par l'industrie qu'il faut s'enrichir. Quand un guerrier a fait nombre de *razzias* qui lui ont conquis en même temps de l'argent et de la gloire, on l'appelle *Ben Deraou* (le fils de son bras), et il peut aspirer aux premières dignités de sa tribu. Ceci nous ramène à cette qualité qui doit être le fond même de l'âme chez un noble, à la bravoure.

« Rien, disait Abd-el-Kader, ne rehausse mieux que le sang l'éclatante blancheur d'un bernous. » Le chef arabe doit, comme nos capitaines d'autrefois, être le plus vaillant de ses hommes d'armes. Il faut qu'aux fêtes de la guerre on le distingue comme aux *fantasias*. Son influence serait à tout jamais perdue si on pouvait soupçonner son cœur d'une faiblesse, et c'est la réalité, non l'apparence, que les Arabes savent apprécier. Ils admirent une âme fortement trempée, non un extérieur de géant ou d'athlète. C'est ici le cas de combattre le préjugé répandu généralement, qu'une haute stature et la force corporelle produisent sur eux une vive impression. Il n'en est pas ainsi : ils veulent qu'on soit robuste, insensible à la soif, à la faim, apte à supporter les plus rudes fatigues; mais ils ne font pas grand cas d'une taille élevée, d'une force musculaire semblable à celle de nos hercules de foire ou de nos portefaix. Ce qu'ils estiment, c'est l'agilité, l'adresse et la bravoure; peu leur importe qu'on soit grand ou petit, et souvent même, en regardant quelque colosse que l'on vante devant eux, on les entend répéter cette exclamation sentencieuse : « Que nous fait la taille et que nous fait la force? Voyons le cœur : ce n'est peut-être là qu'une peau de lion sur le dos d'une vache! »

Malgré cette admiration pour le courage, le point d'honneur n'existe pas cependant chez les Arabes comme parmi nous. Pour eux il n'y a aucune lâcheté à se retirer devant le nombre, même à fuir devant un ennemi plus faible que soi, quand on n'a point d'intérêt à vaincre. Les Arabes rient souvent entre eux de nos scrupules chevaleresques. Tout en aimant les courses effrénées des chevaux et le bruyant langage de la poudre, ils veulent que leurs combats aient le plus possible un but de pratique utilité. Pleins d'ardeur quand la fortune les guide, ils se dispersent et disparaissent aussitôt qu'elle les trahit. Aussi, dans leurs jugemens sur la bravoure, maintes différences essentielles existent entre eux et nous. Leur estime pour le courage ne les pousse pas à des excès de sévérité envers ceux à qui manque cette vertu. Jamais un lâche n'obtiendra des dignités dans

sa tribu, mais il n'y sera pas un objet de mépris. On dira de lui tout simplement avec cette absence de colère que le fatalisme produit souvent : « Dieu n'a pas voulu qu'il fût brave, il faut le plaindre et non le blâmer. » On exige cependant que l'homme faible de cœur rachète ses défaillances par la prudence de ses conseils et surtout par une constante générosité.

La forfanterie est traitée avec plus de mépris que la crainte. « Si tu dis que le lion est un âne, va lui mettre un licol; » ainsi s'exprime un proverbe oriental qui trouve une fréquente application. Malgré les ardeurs de leur sang et les hyperboles de leur langue, les Arabes veulent au courage cette dignité du silence dont ils font tant de cas. Ils n'ont rien sous ce rapport des nations qu'ils ont combattues au temps du Cid, ils n'en ont rien non plus sous le rapport des luttes individuelles. Chez eux, les combats particuliers sont inconnus. Une tradition, qui peut-être remonte aux croisades, dit bien pourtant qu'autrefois des chefs illustres se sont battus en combat singulier; mais les plus anciens dans les tribus n'ont sur de pareils faits aucuns souvenirs personnels. Quand un homme vous a offensé, on se venge comme au XVIe siècle, par l'assassinat. On trouve des gens de large conscience et de complaisante humeur qui, à des prix très modérés, vous débarrassent de votre ennemi. Toutefois, quand on est plus avare de son or que de sa vie, quand on a la main prompte à frapper et la bourse lente à s'ouvrir, on épie une occasion de tomber soi-même sur celui dont on a reçu une injure. On le tue ou on est tué; si on succombe, on lègue souvent à un autre la dette du sang, car, pour ne pas être sous la sauvegarde du duel, la vengeance n'en est pas moins debout et florissante chez les Arabes. Elle passe souvent de génération en génération. Là on retrouve ces querelles de races qui ont rougi autrefois le pavé des villes italiennes et ensanglantent encore aujourd'hui le sol d'une île française.

Les causes les plus générales de la vendetta arabe sont les discussions pour les eaux, les pâturages, les limites, — le rapt d'un jeune femme ou d'une jeune fille, — le meurtre d'un mari jaloux, d'un rival préféré, d'une femme qui n'aura pas dit oui, — les rivalités quelconques entre les chefs, dont les parens d'abord, les amis et les cliens ensuite, la tribu tout entière et les tribus alliées enfin épousent la querelle. Par cela même que le duel est inconnu chez les Arabes, il arrive que les querelles individuelles s'y vident par l'assassinat, et que de proche en proche incessamment alimentées, les haines s'éternisent. Par contre, il est remarquable que la vendetta tend à s'effacer des mœurs d'un peuple, comme en Corse et en Italie, à mesure que le duel y est accepté. Le duel aurait en cela rendu un immense service à la société, puisqu'il aurait substitué le combat

loyal face à face au meurtre par surprise. S'il met du reste en deuil quelques familles, il ne leur lègue pas du moins, comme la vendetta, le point d'honneur douteux des éternelles représailles.

La vendetta est donc individuelle ou générale, selon que les intérêts lésés sont eux-mêmes individuels ou généraux. Si, pour une cause quelconque, il y a eu mort d'homme dans une tribu du fait d'un chef ou même d'un subalterne d'une tribu voisine, le meurtrier peut, en payant la *dia* (le prix du sang) aux héritiers de la victime, éteindre légalement l'affaire. La *dia*, c'est le *Wehrgeld* des Germains, avec cette différence qu'en outre de son caractère de légalité elle a pris chez les Arabes, dès son origine même, un caractère religieux.

Au dire des *tolbas*, elle remonterait à l'aïeul de Mohamed, Abd-el-Mettaleb, et serait la cause indirecte de la naissance du prophète. Abd-el-Mettaleb, chef de la tribu des Koréischites, n'avait pas d'enfant, et dans son désespoir il fit cette prière à son Dieu : « Seigneur, si vous me donnez dix garçons, je jure de vous en immoler un en action de grâces. » Dieu l'entendit et le fit père dix fois. Abd-el-Mettaleb, fidèle à son vœu, remit au sort à décider quelle serait la victime, et le sort choisit Abd-Allah; mais la tribu s'élevant contre ce sacrifice, il fut décidé par les chefs qu'au lieu d'Abd-Allah, dix chameaux seraient mis pour enjeu, que le sort serait de nouveau consulté jusqu'à ce qu'il se prononçât pour l'enfant, et qu'autant de fois qu'il se prononcerait contre lui, dix chameaux seraient ajoutés aux premiers. Abd-Allah ne fut racheté qu'à la onzième épreuve, et cent chameaux furent immolés à sa place. Quelque temps après, Dieu manifesta qu'il avait accueilli favorablement cet échange, car d'Abd-Allah il fit naître Mohamed, son prophète, et depuis cette époque la *dia*, le prix du sang d'un Arabe, fut fixée à cent chameaux. On conçoit cependant que ce prix élevé subit des modifications selon les circonstances.

Il est presque sans exemple qu'un meurtrier qui a payé la *dia* soit autrement poursuivi, et que les parens du mort, ses enfans même, n'acceptent pas franchement cette satisfaction; mais s'il est trop pauvre pour la payer, ou si le gouvernement a jugé à propos de se saisir de l'affaire, il est condamné à la peine du talion : œil pour œil, dent pour dent, vie pour vie. Quand j'étais consul de France à Mascara, auprès de l'émir Abd-el-Kader, en 1837, j'ai eu la trise occasion que voici, de voir appliquer la peine du talion dans toute sa rigueur.

Deux enfans s'étant pris de querelle dans la rue, leurs pères intervinrent, et d'injures en menaces, s'animant peu à peu, l'un d'eux dégaîna son couteau et en frappa son adversaire, qui tomba mort. Il

avait cinq blessures, l'une au sein droit, l'autre au sein gauche, deux dans le ventre et la cinquième dans le dos. J'insiste à dessein sur ces détails.

La foule était accourue et avec elle des *chaouchs* qui se saisirent du meurtrier et le conduisirent chez le *hakem* de la ville. Les *aoulamas* s'assemblèrent aussitôt et se constituèrent en tribunal. En moins d'une demi-heure les témoins furent entendus, et le coupable fut condamné à subir la peine du talion de la main du frère de sa victime. Sur un signe du cadi, deux *chaouchs* lui garrotèrent les poignets avec une corde en *alfa,* se placèrent l'un à sa droite, l'autre à sa gauche, et, précédés de l'exécuteur, le conduisirent sur la place du marché, encombrée ce jour-là de deux ou trois mille Arabes. Quelque horrible que dût être le drame étrange qui allait s'accomplir, il était pour moi l'occasion d'une étude curieuse à faire, et je parvins à surmonter l'instinctive répugnance que j'avais eue de prime-abord à y assister.

Quand j'arrivai, les *chaouchs*, jouant du bâton au milieu de la foule, l'avaient rejetée sur les limites d'un grand cercle autour duquel elle se pressait, et dont le centre était occupé par l'exécuteur et le condamné, l'un son couteau à la main, l'autre calme et comme indifférent à ce qui allait se passer.

Aux termes du jugement, le meurtrier devait mourir d'autant de coups qu'il en avait donnés, et les recevoir dans le même ordre et dans les mêmes parties du corps que les avait reçus sa victime. Quand tout fut prêt, et les préparatifs s'étaient bornés à la simple mise en scène que je viens de décrire, un *chaouch* leva son bâton : c'était le signal. L'homme au couteau fondit aussitôt sur le patient et le frappa d'abord au sein droit, puis au sein gauche, mais sans atteindre le cœur sans doute, car le malheureux lui criait : « Frappe! frappe! mais ne crois pas que ce soit toi qui me tues; il n'y a que Dieu qui tue ! »

Cependant le supplice continuait avec acharnement, et le supplicié, dont les entrailles s'échappaient avec des flots de sang de deux nouvelles blessures qu'il venait de recevoir dans le ventre, continuait d'injurier son bourreau.

Restait un dernier coup à frapper : le blessé se retourna de lui-même, et la lame du couteau disparut tout entière dans ses reins. Il chancela, mais ne tomba point. « C'est assez! c'est assez! cria la foule. Il n'a donné que cinq coups de couteau, et il ne doit pas en recevoir davantage. » L'exécution était en effet terminée, et le malheureux qui venait de la subir eut encore assez de force pour regagner à pied sa maison. Le médecin du consulat, M. Varnier, y arriva presque au même instant, et pendant qu'il rapprochait par la suture

les lèvres béantes des deux plaies que le malade avait au ventre : « Oh ! je t'en prie, lui disait celui-ci, guéris-moi ! On dit que tu es un grand médecin; prouve-le : guéris-moi; que je puisse tuer ce chien ! » Mais tout fut inutile; le malheureux mourut dans la nuit.

Si le meurtrier est au contraire un homme de grande tente, assez puissant pour que sa tribu ait des ménagemens à garder avec lui, et qu'il refuse le prix du sang, il paiera ce refus tôt ou tard de sa vie, qu'à défaut de la justice la vendetta saura bien atteindre; mais de sa mort naîtra la guerre, ainsi que je l'ai dit. Les exemples de vendetta que je pourrais citer sont nombreux, et celui qui va suivre, par cela même qu'il est emprunté aux mœurs d'une tribu saharienne, les Chamba, et d'une population du grand désert, les Touareg, séparées l'une de l'autre par un espace de deux cents lieues, donnera une idée plus juste de ces entêtemens de la haine, de cette soif de la vengeance, qui toujours se traduisent par les mêmes actes de violence.

Un parti de Chamba, commandé par Ben-Mansour, chef d'Ouergla, surprit, près du Djebel-Baten, quelques Touareg abreuvant leurs chameaux dans l'Oued-Mia, sous la conduite de Kheddache, chef du Djebel-Hoggar. Une haine implacable et dont la cause première est inconnue, tant elle est ancienne, divise les Chamba et les Touareg; ces derniers sont d'ailleurs en état perpétuel de vendetta avec les Sahariens, soit parce qu'ils sont Berbères et non pas Arabes, soit parce qu'ils prélèvent un droit de passage sur les caravanes du Soudan.

Un combat acharné s'engagea donc sans préliminaire, et les Touareg furent mis en fuite, laissant morts dix des leurs, au nombre desquels était leur chef, dont ils trouvèrent quelques jours après le corps décapité. Ben-Mansour en avait emporté la tête et l'avait exposée, comme un trophée de sa victoire, sur l'une des portes d'Ouergla. A cette nouvelle, il y eut deuil dans le Djebel-Hoggar, et l'on y jura ce serment : « Que ma tente soit détruite, si Kheddache n'est pas vengé ! »

Kheddache laissait une veuve d'une grande beauté, nommée Fetoum, et un jeune enfant. Selon la coutume, Fetoum devait commander avec l'aide du conseil des grands, en attendant que son fils eût l'âge du pouvoir. Or un jour que les grands étaient rassemblés dans sa tente : « Mes frères, leur dit-elle, celui de vous qui me rapportera la tête de Ben-Mansour m'aura pour femme, » et le soir même toute la jeunesse de la montagne, armée en guerre, venait lui dire : « Demain nous partirons avec nos serviteurs pour aller chercher ton présent de noce. » A la pointe du jour en effet, trois cents Touareg, commandés par Ould-Biska, cousin de Kheddache, se mi-

rent en marche vers le nord; mais à peine avaient-ils pris position à la première halte, qu'ils virent accourir sur leurs derrières une dizaine de chameaux montés, entre lesquels on en distinguait un plus agile et plus richement harnaché que les autres. On le reconnut à l'instant pour celui de Fetoum, et c'était Fetoum en effet, qui venait se joindre à la petite armée. On la salua par des acclamations, car, et peut-être l'avait-elle fait à dessein, elle semblait venir là tout exprès pour tenir plus promptement sa promesse.

On était au mois de mai, tous les ravins avaient de l'eau, tous les sables des herbes; la saison était favorable; à la halte du huitième jour, des éclaireurs vinrent annoncer qu'une forte fraction des Chamba, commandée par Ben-Mansour, dirigeait ses troupeaux vers les pâturages de l'Oued-Nessa. Cependant les Chamba, avertis eux-mêmes de l'approche des Touareg, avaient tourné brusquement vers le nord et gagné l'Oued-Mezab; mais ce mouvement de retraite fut bientôt signalé, et par une marche forcée d'un jour et d'une nuit les Touareg vinrent s'embusquer dans les ravins et les broussailles, à quelques lieues seulement de leurs ennemis, cette fois sans défiance. Ils s'y reposèrent toute la journée, et la nuit venue ils reprirent la plaine au trot allongé de leurs chameaux. A minuit enfin, les aboiemens de leurs chiens trahirent le douar qu'ils cherchaient. Un instant après, au signal donné par Ould-Biska, tous les cavaliers s'élancent en criant le cri de la guerre. De tous les Chamba, cinq ou six seulement s'échappèrent, encore l'un d'eux fut-il atteint par Ould-Biska, qui, d'un coup de sa longue lance, le frappa dans les reins. Emporté par sa jument, le malheureux cavalier, trébuchant, chancelant, accroché à sa selle, fit encore quelques pas; mais il s'affaissa bientôt sur lui-même et roula sur le sable, entraînant dans sa chute un enfant de sept ou huit ans qu'il avait jusque-là caché sous son bernous.

— Ben-Mansour! Ben-Mansour! connais-tu Ben-Mansour? demanda Ould-Biska.

— C'était mon père, et le voici! lui répondit l'enfant calme et debout auprès de son cadavre.

Fetoum arrivait au même instant, suivie, entourée, pressée d'un groupe de Touareg.

— C'est moi qui l'ai tué! lui cria Ould-Biska.

— Et il sera fait selon ma parole, lui répondit Fetoum; mais prends ton poignard, finis d'ouvrir le corps du maudit, arraches-en le cœur et jette-le aux chiens.

Pendant qu'Ould-Biska, les genoux à terre, courbé sur le cadavre, procédait à l'exécution de cet ordre, Fetoum, les lèvres contractées, tremblantes d'un tremblement nerveux, se repaissait avidement de

ce spectacle horrible. Et quand enfin les *slougui* eurent achevé leur affreux repas, Fetoum, dont la vengeance était satisfaite, sans tenir compte du butin que ses serviteurs entassaient et des troupeaux épars qu'ils cherchaient à rassembler, remonta sur son mahari et donna le signal de la retraite. Quant au fils de Ben-Mansour, il fut épargné; mais on l'abandonna sur place. Il y resta deux jours à pleurer avec la faim, la soif et le soleil, et le troisième il fut trouvé par des bergers et ramené à Ouergla, où il était encore en 1845. Ainsi les chiens des Touareg ont mangé le cœur du chef des Chamba, et l'on conçoit qu'entre eux ce soit à jamais le sujet d'une guerre sans trève ni merci.

Je n'insisterai pas davantage sur ces mœurs d'une si sauvage énergie. Comme contraste, j'aime mieux aborder quelques tableaux de famille, à commencer par le respect dont l'autorité paternelle est entourée chez les Arabes. Tant que l'enfant est en bas-âge, la tente lui appartient, son père est en quelque sorte le premier de ses esclaves, ses jeux sont les délices de la famille, ses caprices sont la vie et la gaieté du foyer; mais aussitôt qu'il est devenu nubile, on lui enseigne la déférence, il ne peut plus parler devant son père ni assister aux mêmes réunions que lui. Ce respect absolu auquel il est tenu vis-à-vis du chef de sa famille, il le doit également à son frère aîné. Cependant, malgré leur sévérité aristocratique, les mœurs arabes n'atteignent pas à la sombre rigueur qu'avaient à Rome les mœurs patriciennes. Ainsi un père ne condamnerait son fils à mort que s'il avait déshonoré sa couche, dans tout autre cas il se bornerait à l'exclure de sa présence.

Nous avons esquissé rapidement et en larges traits le caractère de la noblesse arabe, essayons maintenant de reproduire dans quelques-uns de ses momens les plus solennels la vie même d'un noble.

Le jour où un enfant naît dans une grande tente, c'est une immense joie. Chacun vient trouver le père du nouveau-né, et lui dire : « Que ton fils soit heureux. » Tandis que les hommes se pressent autour du père, la mère aussi reçoit des visites. Les femmes de la tribu se rendent auprès d'elle. Hommes et femmes ont les mains pleines de présens. Les dons sont proportionnés aux fortunes. Depuis les chameaux, les moutons et les vêtemens précieux jusqu'aux grains et aux dattes, tous les trésors du désert abondent sous la tente que Dieu vient de bénir. Celui qui reçoit tous ces témoignages d'affection et de respect est obligé d'exercer une large hospitalité. Quelquefois pendant vingt jours il nourrit et festoie tous ses visiteurs. Les fêtes ont dans le désert le caractère de grandeur inhérent à tout ce qui se passe sur ce solennel théâtre de la vie primitive. Aussitôt que l'enfant commence à se développer, on lui apprend à lire et à

écrire, ce qui est une innovation chez les *djouads*. Autrefois le marabout seul pratiquait la culture des lettres. L'homme d'épée, comme nos barons du moyen âge, avait tout savoir en mépris : il lui semblait qu'en cultivant son esprit, on portait une atteinte à l'énergie de son cœur; mais depuis qu'ils ont vu chez les derniers de nos soldats des connaissances qui laissent intacte la bravoure, les Arabes ont changé de pensée; puis ceux qui ont pris le parti de nous servir se sont aperçus que l'instruction était un titre à nos faveurs. Nombre d'entre eux enfin se sont dit avec une résignation mélancolique ces paroles que j'ai recueillies un jour : « Autrefois nous pouvions vivre avec l'ignorance, car le calme et le bonheur étaient parmi nous; mais dans ces temps de perturbation que nous sommes obligés de traverser, il faut que la science nous vienne en aide. » Ainsi notre influence accomplit lentement jusqu'au sein du désert cette œuvre civilisatrice dont on parle parmi nous quelquefois avec trop de découragement, quelquefois avec trop de légèreté.

La culture des lettres ne fait point négliger dans l'éducation arabe l'exercice du cheval ni le maniement des armes. Aussitôt qu'un enfant peut se tenir sur un coursier, on lui fait monter des poulains d'abord, puis des chevaux. Quand il commence à se former, on le mène à la chasse, on le fait tirer à la cible, on lui apprend à enfoncer la lance dans les flancs du sanglier. Lorsqu'il atteint seize ou dix-huit ans, lorsqu'il connaît le Coran et peut pratiquer le jeûne, on le marie. Le prophète a dit : « Mariez-vous jeunes; le mariage dompte le regard de l'homme et règle la conduite de la femme. »

Jusqu'à cette époque, la tendresse paternelle a veillé sur la pureté de ses mœurs avec une vigilance de tous les instans. On ne l'a jamais laissé seul; un précepteur ou des domestiques ont toujours accompagné ses pas. On a écarté de lui les hommes d'une vie dissolue et les femmes d'une conduite abandonnée. Il doit apporter à celle qu'on lui donne pour compagne un corps robuste et une âme où la souillure ne soit jamais entrée. On lui choisit une jeune fille d'une naissance égale à la sienne, d'une réputation intacte, et, s'il se peut, d'une grande beauté. Ce sont les femmes de sa famille qui s'assurent de ce point. On leur permet un examen dans les tentes où résident les filles à marier. On le fiance d'abord, et puis les noces ont lieu.

Le premier jour de ces fêtes, qui, semblables à celles de la naissance, ont une longue durée, est le jour de l'enlèvement (*nhar refonde*). Quatre ou cinq cents cavaliers magnifiquement vêtus, montés sur leurs plus beaux chevaux, munis de leurs armes les plus précieuses et conduits par les parens de l'épouse, se rendent à la tente de l'épousée. Des femmes voilées montées sur des chameaux et sur des

mules les accompagnent. On choisit pour cette heureuse mission les plus jeunes et les plus jolies filles de la tribu. La route, qui dure quelquefois trois journées, est une *fantasia* continuelle. Les chevaux galopent, la poudre résonne, et les femmes jettent au vent ce long cri d'amour et de joie qui remplit d'un attendrissement indicible l'âme des enfans du désert.

Quand ce cortége triomphal arrive, le père de la fiancée se présente : « Soyez les bienvenus, dit-il, ô les invités de Dieu ! » Et ce sont des repas, des réjouissances jusqu'au lendemain, où l'on se met en marche de nouveau. Cette fois la mariée est dans la troupe, montée sur une mule ou sur une chamelle richement caparaçonnée. Elle n'a pas dit adieu à son père. Un sentiment un peu raffiné de pudeur lui interdit de paraître devant lui au moment où sa condition va changer. Il lui a été également défendu de voir ses frères aînés. Sa vie de jeune fille est finie; désormais c'est à une autre famille qu'elle appartient. Au moment du départ, sa mère l'embrasse tendrement et lui dit :

« Vous allez quitter ceux dont vous êtes sortie, vous allez vous éloigner du nid qui vous a si longtemps abritée, d'où vous vous êtes élancée pour apprendre à marcher, et cela pour vous rendre chez un homme que vous ne connaissez pas, à la société duquel vous n'êtes pas habituée. — Je vous conseille d'être pour lui une esclave, si vous voulez qu'il soit pour vous un serviteur. — Contentez-vous de peu. Veillez constamment sur ce que ses yeux pourraient voir, et que ses yeux ne voient jamais d'actions mauvaises. — Veillez à sa nourriture, veillez à son sommeil; la faim cause l'emportement, l'insomnie donne la mauvaise humeur. — Ayez soin de ses biens, traitez avec bonté ses parens et ses esclaves. Soyez muette pour ses secrets. — Lorsqu'il sera joyeux, ne vous montrez pas chagrine. — Lorsqu'il sera chagrin, ne vous montrez pas joyeuse.

« Dieu vous bénira ! »

Pendant que s'accomplit ce voyage nuptial, le fiancé a préparé une tente richement ornée qu'il a placée sous la surveillance de quelques amis. C'est là qu'entre la mariée avec sa mère et ses parentes. On lui offre un repas recherché, et autour d'elle se célèbre une fête où depuis la poudre jusqu'à la musique on a réuni tout ce qui entretient la joie au désert. A dix heures du soir, le mari se glisse dans la tente, devenue déserte et silencieuse. Le lendemain matin, la mère de la mariée reçoit des mains de l'époux la chemise de sa fille. Elle étale aux yeux de tous ce trophée et dit à l'épouse fière et honteuse à la fois : « Que Dieu te donne la force et la santé! Tu n'as pas trompé nos espérances, tu es une brave fille, tu n'as jamais jauni notre figure. »

Les fêtes d'un mariage se prolongent souvent pendant trois jours

et trois nuits. Elles recommencent toutes les fois que le mari prend une nouvelle femme. La loi permet à un chef arabe d'avoir quatre femmes à la fois; mais ce nombre ne suffit pas à contenter les désirs de ces natures mobiles et voluptueuses. C'est en vain que, par une coutume qui rappelle les mœurs bibliques, l'époux musulman peut associer des concubines à ses femmes légitimes : cette tolérance est insuffisante encore. Il faut que le divorce vienne au secours d'insatiables et incessans appétits. On cite tel chef arabe qui a eu douze ou quinze femmes légitimes. La paix, comme on peut se l'imaginer, est loin de régner dans des intérieurs où la loi souffre de pareils élémens de désordre. Quelquefois la tente est divisée en deux parties. Une chambre est exclusivement réservée pour les femmes, une autre appartient au mari; celle-là reçoit à son tour chacune des femmes qu'il choisit pour la compagne de ses nuits. Cependant cette disposition est rare; l'amour polygame, enfermé dans une seule pièce, est d'habitude obligé de se passer et du mystère et de la pudeur. Aussi arrive-t-il sans cesse que des jalousies terribles naissent secrètement, grandissent peu à peu et finissent par éclater. Souvent une femme aimée entre toutes ses compagnes est atteinte d'un mal mystérieux; elle se flétrit, elle languit et meurt; un poison préparé par la main d'une rivale est entré dans ses veines. C'est le côté sinistre des mœurs orientales. Le crime s'y accouple à la volupté.

Un fait prouve le rôle immense que jouent les femmes dans l'existence des musulmans. Dites à un Arabe qu'il est un lâche, il supportera cette injure. S'il est lâche, c'est que Dieu l'a voulu. Traitez-le de voleur, il sourira; le vol à ses yeux est quelquefois une action méritoire. Appelez-le *tahan*, mot que le langage de Molière pourrait seul traduire avec une concise énergie, et vous allumerez dans son âme une colère qui ne pourra s'éteindre que dans le sang. Le seul homme auquel un Arabe ne doit jamais pardonner, c'est celui qui a donné le droit de lui jeter un jour au visage cette épithète malencontreuse.

Aussitôt qu'il est marié, le noble du désert entre dans une vie nouvelle, dans une sphère d'action personnelle. Il est émancipé, non point absolument toutefois s'il n'est pas chef de tente, s'il n'est pas maître de son bien, si son père vit encore. Cependant, même dans ces conditions, il comptera dorénavant dans sa tribu comme homme de bras et de conseil, et il achèvera par expérimentation cette éducation de grand seigneur, jusqu'alors ébauchée par l'habitude des bons exemples et des bons avis. Il a déjà ses cliens, ses chevaux, ses *slougui* (lévriers), ses faucons (oiseaux de race), tout son équipage de guerre et de chasse.

Ses cliens sont les jeunes gens de son âge, les courtisans de son

avenir; — ses chevaux ont été choisis parmi ceux qui portent bonheur (*mesaoudin*) et de la généalogie la plus vraie; — ses *slougui*, il les a nourris de dattes écrasées dans du lait, du kouskoussou de ses repas: il les a dressés lui-même, et tandis que les chiens roturiers de la tribu aboient la nuit aux hyènes et aux chacals, les *slougui* couchent à ses pieds sous la tente et jusque sur son lit; — ses faucons ont été élevés sous ses yeux par son fauconnier (*biaz*), et lui-même a eu soin de les habituer à son cri de lancer et de rappel.

Dans ses équipages de guerre et de chasse se pressent les fusils de Tunis ou d'Alger, damasquinés, montés en argent, et dont le bois est incrusté de nacre ou de corail, les sabres de *fass* aux fourreaux d'argent ciselés, les selles brodées or et soie sur velours ou sur maroquin. Pour compléter l'équipement, nommons encore la sabretache (*djibira*) ornée de peau de panthère, les éperons (*chabir*) argentés, incrustés de corail; le *medol*, haut et large chapeau de paille, empanaché de plumes d'autruche; la cartouchière (*mahazema*) en maroquin piqué de soie, d'or et d'argent.

Un jour, quand son père aura payé *la contribution que Dieu frappe sur toutes les têtes*, cette vaste tente (*kheima*) sera sienne, avec tous ses meubles de luxe, tapis, coussins de repos, sacs à bijoux, tasses en argent, provisions de chasse, de guerre et de bouche pour toute la famille, au nombre de vingt-cinq ou trente, maître et serviteurs. A lui seront encore cet étalon et ces jumens entravés en vue de la tente, ces huit ou dix nègres et négresses, ces dépôts de blé, d'orge, de dattes, de miel, prudemment placés à l'abri d'un coup de main dans un *kueseur* (village), ces huit ou dix mille moutons, ces cinq ou six cents chameaux dispersés au loin dans les pâturages sous la garde de bergers errant avec eux. Sa fortune alors pourra être évaluée à 25 ou 26,000 douros (125 ou 130,000 francs).

A l'âge où nous l'avons laissé, dix-neuf ou vingt ans, il n'a point encore à se préoccuper de la gestion de cette fortune. C'est un homme de plaisir aujourd'hui. En temps de paix, à cheval, suivi de ses amis et de quelques serviteurs, montés sur des chameaux, qui tiennent en laisse ses lévriers ou même les portent devant eux, quand il se rendra aux pâturages éloignés pour visiter les troupeaux, ce sera l'occasion d'une chasse à l'autruche, à la gazelle, au *begueur el ouhache*, selon le terrain et la saison. Ses éclaireurs, lancés à la découverte, ont-ils signalé des autruches, les chasseurs, gagnant l'espace, les enlaceront dans un cercle d'abord immense, et qui se resserrera peu à peu jusqu'à ce que, les ayant en vue, on se lance sur elles à fond de train en jetant le cri de chasse. Chacun choisit sa victime, la suit dans les mille tours et détours de sa course désordonnée, l'atteint

alors que, battant des ailes pour aider à ses jambes, elle est forcée, et l'achève d'un coup de bâton sur la tête, car une balle ensanglanterait et souillerait le plumage.

Si ce sont des gazelles, qui souvent, tant elles sont nombreuses, semblent de loin le troupeau d'une tribu, les cavaliers se dirigent vers elles pendant que les serviteurs qui les suivent serrent la gueule aux chiens pour les empêcher de crier. A un quart de lieue de distance, on les lâche en les excitant de la voix : « Mon frère! mon ami! elles sont là! les vois-tu? » Derrière viennent les chasseurs au petit galop; mais les gazelles ont pris la fuite, et ce n'est qu'après une course éperdue de deux ou trois lieues que les lévriers entrent dans le troupeau, dont les cavaliers, cette fois lancés à toute bride et dispersés en demi-cercle, font refluer la masse sur les chiens. Chaque *slougui* a fait choix d'un des plus beaux mâles. Celui-ci bondit, s'élance, revient sur son ennemi, le combat de ses cornes, le franchit d'un saut; mais bientôt il brame plaintivement et sent ses jambes se raidir. C'est son cri de mort : d'un coup de dent sur la nuque, l'impitoyable lévrier lui brise les vertèbres, et le chasseur arrive, qui le saigne *au nom de Dieu!* (*bessem Allah!*)

Mais la chasse aristocratique et seigneuriale par excellence est la chasse au faucon. Le faucon élevé sous la tente, sur un perchoir auquel il est attaché par une élégante lanière de maroquin, est soigneusement nourri par le chef même et dressé par lui. Son capuchon et son harnachement sont historiés de soie, d'or, de filali, de petites plumes d'autruche. Ses entraves sont brodées et ornées de petits grelots d'argent. Aussitôt son éducation achevée par des chasses au leurre, son maître invite ses amis au premier lancer. Tous sont fidèles au rendez-vous, bien montés. Le chef marche en avant un oiseau sur l'épaule, un autre sur le poing garni d'un long gant de peau. « Après un *goum* partant pour la guerre, rien n'est beau, disait Abd-el-Kader, comme le départ pour une chasse au faucon. » Les chevaux hennissent et partent en bondissant, les cavaliers se dispersent dans les broussailles, battent les touffes d'*alfa;* un lièvre part, le faucon est aussitôt décapuchonné, et son maître lui crie : *Ha ou! ha ou!* (le voici!) L'intelligent oiseau pique une pointe à perte de vue, on croirait qu'il veut trahir (s'échapper); mais tout à coup il fond sur sa proie avec la rapidité de l'éclair, il l'étreint dans ses serres et l'étourdit ou même la tue, et lorsque son maître arrive au galop, il le trouve lui dévorant les yeux. Si c'est une *houbara* (outarde) que les chasseurs ont levée, le faucon la suit dans son vol : elle monte, il monte avec elle; tous les deux se perdent un moment dans l'espace hors de la vue des chasseurs attentifs, puis tout à coup on les voit retomber

en tournoyant : l'outarde a les ailes brisées. Son vainqueur la tient sous lui pour que seule, disent les Arabes, elle subisse le choc de cette effroyable chute et l'en préserve.

Ces jeux violens façonnent la noblesse aux travaux de la guerre et de la razzia. Une caravane a-t-elle été pillée, les femmes de la tribu ont-elles été insultées, lui conteste-t-on l'eau et les pâturages; les chefs se réunissent, la guerre est décidée. On écrit à tous les chefs des tribus alliées, et tous arrivent au jour indiqué avec leurs *goums* et leurs fantassins. On se jure solennellement, au nom d'un marabout vénéré, de se prêter mutuelle assistance et de ne faire qu'un seul et même fusil. Le lendemain, sans plus tarder, tout s'ébranle et se met en mouvement, y compris les femmes, montées sur les chameaux, dans des palanquins qui ne sont pas toujours assez discrètement fermés. C'est un pêle-mêle pittoresque de chevaux, de guerriers, de fantassins faisant bande à part. Sur les flancs de la colonne, les jeunes gens les plus ardens s'éparpillent en éclaireurs ou plutôt en chasseurs, car part-il une gazelle, une antilope, une autruche ou même un lièvre, les voici s'élançant à la suite de leurs lévriers, et plus d'un audacieux saura, profitant du désordre, se glisser auprès d'un palanquin où il est attendu, y monter avec l'aide d'un serviteur bien payé, pour n'en redescendre qu'à la nuit, à la première halte.

De son côté, la tribu ennemie fait ses préparatifs; après quatre ou cinq jours de marche, les partis sont en présence. Les éclaireurs se rencontrent les premiers et commencent les hostilités par des injures comme les héros d'Homère; peu à peu le combat s'engage par petites bandes de quinze ou vingt, et bientôt tout s'anime et s'ébranle. La mêlée devient générale : tous les fusils partent à la fois, toutes les bouches se provoquent par des cris et des imprécations, et l'on s'attaque enfin corps à corps à coups de sabre.

L'heure est venue cependant où celle des deux tribus qui a perdu le plus d'hommes, de chefs surtout et de chevaux, est obligée de plier et de se rabattre sur son camp. C'est un sauve-qui-peut désordonné où les plus braves font encore de temps en temps volte-face pour tirer à l'ennemi quelques balles perdues. Il n'est pas rare alors que le chef s'élance en désespéré, le sabre au poing, dans la mêlée, et tombe glorieusement frappé. Après la victoire le pillage : l'un dépouille un fantassin, l'autre un cavalier renversé; celui-ci dispute à celui-là un cheval, à cet autre un nègre, un beau fusil, un yatagan de prix, et grâce à ce désordre, plus d'un vaincu pourra sauver ses femmes, ses chevaux, ses objets les plus précieux.

A la rentrée sur son territoire, la tribu est accueillie par une fête

où l'allégresse se traduit par des festins et des offrandes aux marabouts dont il importe de se ménager les influences. La plus large hospitalité est donnée aux alliés, à qui l'on paie également le prix de leurs services (*zebeur*). On les reconduit ensuite à trois ou quatre heures de marche dans la direction de leur territoire, et l'on se quitte enfin en se renouvelant le serment « de venir au secours les uns des autres le matin, si l'on est demandé le matin, la nuit, si l'on est demandé la nuit. »

A mesure qu'il avance en âge, l'Arabe acquiert plus de gravité; chaque poil blanc de sa barbe le ramène à des idées plus sérieuses; il fréquente plus volontiers les gens de Dieu et se montre envers eux plus généreux; il est plus religieux, on le voit moins souvent à la chasse, aux noces, aux *fantasias*. Ses occupations de chef lui laissent d'ailleurs moins de temps libre : il lui faut rendre la justice, accroître son bien, élever ses enfans, se ménager des alliances. Néanmoins l'esprit chevaleresque de sa jeunesse ne fait que sommeiller en lui : que la poudre parle pour une insulte faite à sa tribu, il ne restera point sous la tente. — Trop heureux, dira-t-il, de mourir en homme au combat, et non pas comme une vieille femme. Certaines grandes familles se vantent hautement de n'avoir point souvenir qu'un seul de leurs ancêtres soit mort dans son lit.

S'il échappe pourtant à cette fin désirée, dès qu'il se sent sous la main de la mort, il fait venir ses amis, car l'amitié chez les Orientaux est conviée à tous les grands actes de l'existence humaine. « Mes frères, leur dit-il, quand il lui est possible de parler, je ne vous reverrai plus en ce monde; mais je n'étais que de passage sur cette terre, et je meurs dans la crainte de Dieu. » Puis il récite la *chehada*, c'est-à-dire l'acte symbolique de la foi musulmane : « Il n'y a qu'un seul Dieu, et Mohamed est l'envoyé de Dieu. » Si sa bouche se refuse à prononcer ces paroles sacrées, un des assistans lui prend la main droite et soulève son index; ce signe, auquel le mourant adhère avec toute l'énergie qui réside encore dans son enveloppe terrestre, est un témoignage rendu à l'unité de Dieu. Quand il a accompli la *chehada*, il peut mourir en paix.

Les pompes humaines ne font point défaut au chef arabe, surtout au guerrier mort en combattant pour sa tribu. On l'enveloppe dans un linceul blanc, et on l'expose sur un tapis dont on a relevé les bords. Les *neddabat*, c'est-à-dire les femmes qui remplacent en Orient les pleureuses antiques, se tiennent autour du mort les joues noircies avec du noir de fumée et les épaules drapées avec des étoffes à tentes ou des sacs en poil de chameau. A quelques pas d'elles, un esclave tient par la bride la jument de guerre ou de *fantasia*, la

favorite du défunt; au *kerbous* de la selle pendent un long fusil, un yatagan, des pistolets, des éperons. Un peu plus loin, les cavaliers jeunes et vieux, muets de douleur, sont assis en cercle sur le sable, leurs *haïks* relevés jusqu'au-dessous des yeux, leurs capuchons et bernous rabattus sur le front.

Les *neddabat* chantent sur un rhythme lugubre les lamentations suivantes :

Où est-il?
Son cheval est venu, lui n'est pas venu;
Son sabre est venu, lui n'est pas venu;
Ses éperons sont là, lui n'est pas là :
Où est-il?

On dit qu'il est mort dans son jour frappé droit au cœur.
C'était une mer de *kouskuessou*,
C'était une mer de poudre;
Le seigneur des hommes,
Le seigneur des cavaliers,
Le défenseur des chameaux,
Le protecteur des étrangers,
On dit qu'il est mort dans son jour.

LA FEMME DU DÉFUNT.

Ma tente est vide,
Je suis refroidie;
Où est mon lion?
Où trouver son pareil?
Il ne frappait qu'avec le sabre,
C'était un homme des jours noirs :
La peur est dans le *goum* (1).

LES NEDDABAT.

Il n'est pas mort, il n'est pas mort!
Il t'a laissé ses frères,
Il t'a laissé ses enfans :
Ils seront les remparts de tes épaules.
Il n'est pas mort, son âme est chez Dieu;
Nous le reverrons un jour.

Après ces lamentations funèbres, les *adjaaïze* (vieilles femmes) s'emparent du cadavre, le lavent soigneusement, lui mettent du camphre et du coton dans toutes les ouvertures naturelles, et l'enveloppent dans un blanc linceul arrosé avec de l'eau du puits de *zem-zem* et parfumé de benjoin. Quatre parens du mort soulèvent alors par les quatre coins le tapis sur lequel il est étendu, et prennent le chemin du cimetière, précédés par l'iman, les marabouts, les *tol-*

(1) *Goum*, réunion de cavaliers.

bas, et suivis par les assistans. Les premiers chantent d'une voix grave : « Il n'y a qu'un seul Dieu! » Les derniers répondent ensemble : « Et notre seigneur Mohamed est l'envoyé de Dieu! »

La résignation calme pour un moment tous les désespoirs, et pas un cri, pas un sanglot ne trouble ces prières communes, ces professions de la foi du défunt, que répète pour lui la pieuse assemblée. Arrivés au cimetière, les porteurs déposent leur fardeau sacré sur le bord de la fosse, et l'iman, après s'être placé à côté du mort, entouré par les marabouts, crie d'une voix forte et sonore le *salat el djenaza* (la prière de l'enterrement) :

« Louange à Dieu qui fait mourir et qui fait vivre!

« Louange à celui qui ressuscite les morts!

« C'est à lui que revient tout honneur, toute grandeur; c'est à lui seul qu'appartiennent le commandement et la puissance. Il est au-dessus de tout!

« Que la prière soit aussi sur le prophète Mohamed, sur ses parens, sur ses amis! O mon Dieu, veillez sur eux et accordez-leur votre miséricorde comme vous l'avez accordée à Ibrahim et aux siens, car c'est à vous qu'appartiennent la gloire et les louanges!

« O mon Dieu, N... était votre adorateur, le fils de votre esclave, c'est vous qui l'aviez créé, qui lui aviez accordé les biens dont il a joui; c'est vous qui l'avez fait mourir, c'est vous qui devez le ressusciter.

« Vous êtes le mieux instruit de ses secrets et de ses dispositions antérieures.

« Nous venons ici intercéder pour lui, ô mon Dieu! délivrez-le des désagrémens de la tombe et des feux de l'enfer; pardonnez-lui, accordez-lui votre miséricorde; faites que la place qu'il doit occuper soit honorable et spacieuse; lavez-le avec de l'eau, de la neige et de la grêle, et purifiez-le de ses péchés comme on purifie une robe blanche des impuretés qui ont pu la souiller. Donnez-lui une habitation meilleure que la sienne, des parens meilleurs que les siens et une épouse plus parfaite que la sienne. S'il était bon, rendez-le meilleur; s'il était méchant, pardonnez-lui ses méchancetés; ô mon Dieu, il s'est réfugié chez vous, et vous êtes le meilleur des refuges! C'est un pauvre qui a été trouver votre munificence, et vous êtes trop riche pour le châtier et le faire souffrir.

« O mon Dieu, fortifiez la voix du défunt au moment où il vous rendra compte de ses actions, et ne lui infligez pas de peine au-dessus de ses forces. Nous vous le demandons par l'intercession de votre prophète, de tous vos anges et de tous vos saints.

« *Amin!* »

Amin! disent les assistans en faisant la génuflexion.

« O mon Dieu, reprend l'iman, pardonnez à nos morts, à nos vivans, à ceux de nous qui sont présens, à ceux de nous qui sont absens, à nos petits, à nos grands; pardonnez à nos pères, à tous nos devanciers, ainsi qu'à tous les musulmans.

« Ceux que vous faites revivre, faites-les revivre dans la foi, et que ceux d'entre nous que vous faites mourir meurent vrais croyans!

« Préparez-nous à une bonne mort; que cette mort nous donne le repos et la faveur de vous voir!

« *Amin!* »

Cette prière terminée, pendant que les *tolbas* disent le *salat el moktaïat*, on descend le cadavre dans la fosse, la figure tournée du côté de La Mecque; on l'y enchâsse avec de larges pierres, et chaque assistant se fait honneur de lui jeter un peu de terre. Les fossoyeurs nivèlent enfin la tombe, et, pour la protéger contre les hyènes et les chacals, la recouvrent de buissons épineux.

C'est le moment du retour, et tout le monde reprend le chemin de la tribu, moins quelques femmes, amies ou parentes du défunt, qui, pleines de douleur, inclinées sur sa tombe, lui parlent, le questionnent, et lui font des adieux comme s'il pouvait les entendre. Mais les *tolbas* et les marabouts s'écrient :

« Allons, les femmes, retirez-vous avec la confiance en Dieu, et laissez le mort s'arranger tranquillement avec Azraïl (1). Cessez vos pleurs et vos lamentations; la mort est une contribution frappée sur nos têtes. Nous devons tous l'acquitter. Il n'y a pas de choix, il n'y a pas d'injustice dans cet événement. Dieu seul est éternel. Quoi! nous accepterions la volonté de Dieu quand elle nous apporte la joie, et nous la refuserions quand elle nous apporte le chagrin! Allons, vos cris sont une impiété. »

Elles comprennent ces paroles, et, les mains sur les yeux, sortent du cimetière, mais en se retournant à chaque pas pour crier leurs derniers adieux à celui qu'elles ne reverront qu'au jour du jugement.

Cette oraison funèbre est celle qui se prononce au désert sur toutes les tombes. La monotonie d'habitude est compagne de la grandeur. Si les mœurs arabes n'ont point de variété, elles sont imposantes et solennelles.

Général E. Daumas.

(1) Azraïl est l'ange de la mort. Aussitôt qu'un homme a rendu le dernier soupir, Azraïl est envoyé par Dieu pour établir la balance des bonnes et des mauvaises actions du défunt.

LA SOCIÉTÉ

ET LES

GOUVERNEMENS DE L'HINDOUSTAN

AU XVIe ET AU XIXe SIÈCLE

III.

L'INDE ANGLAISE EN 1854 ET LA NOUVELLE CHARTE DE LA COMPAGNIE.

I. *Ayîn Akbery or the Institutes of the emperor Akber*, translated from the original Persian, by Francis Gladwin; 2 vol. in-8°, Londres, 1800. — II. *The History of India*, by the honourable Mountstuart Elphinstone; 2 vol. in-8°, Londres, 1841. — III. *The History of British India*, by James Mill, with notes and continuation, by H.-H. Wilson; 9 vol. in-8°, Londres, 1841-1849. — IV. *On the Aborigines of India*, by B. H. Hodgson, *Journal of the Asiatic Society of Bengal*, 1849. — V. *Some Conjectures on the progress of the Brahminical conquerors of India*, by H. Torrens, *Journal of the Asiatic Society of Bengal*, 1850. — VI. *The Administration of the East India Company*, by J.-W. Kaye; 1 vol. in-8°, Londres, 1853. — VII. *Cases illustrative of Oriental Life and the application of English law to India*, etc., by sir Erskine Perry late chief justice (Bombay); 1 vol in-8°, Londres, 1853. — VIII. *Parliamentary Papers respecting India*, 1851-1854, etc.

Ce qu'avait fait le génie d'un homme au XVIe siècle pour les peuples de l'Hindoustan, une grande nation a pour mission de l'accomplir au XIXe siècle. Jamais un dessein providentiel ne s'est peut-être manifesté plus clairement que dans l'enchaînement merveilleux des faits qui, après tant d'oscillations, ont placé la balance des destinées de l'immense famille indienne entre les mains du parlement britannique.

Nous avons décrit ici même la scène où ont figuré tour à tour tant de races diverses et d'hommes éminens; nous avons montré, — l'histoire du XVIIIe siècle à la main, — comment une poignée de soldats au service d'une compagnie de marchands européens avait, sans le savoir et sans le vouloir, décidé au profit de l'Angleterre la plus haute

question politique et commerciale qui eût été débattue depuis Alexandre. Le tableau que nous tracions, il y a plusieurs années déjà (1), de l'étendue, de la population et des ressources de l'empire hindo-britannique ne représente fidèlement aujourd'hui que les traits les plus saillans, les qualités et les défauts (si l'on peut s'exprimer ainsi) les moins incontestables de cette immense combinaison politique dont le parlement et le ministère anglais avaient en quelque sorte abandonné l'avenir à une association unique à ce point de vue dans les annales du monde, — la compagnie des Indes orientales. L'expiration du dernier contrat passé entre le gouvernement anglais et la compagnie (2) laissait à la couronne l'un de ces deux partis à prendre : provoquer le maintien du *statu quo,* ou modifier par un nouveau bill la constitution de l'empire hindo-britannique. C'est à ce dernier parti que les ministres de la reine ont cru devoir s'arrêter, en se bornant toutefois à introduire dans la constitution de l'Inde des modifications d'un caractère évidemment transitoire, et destinées à préparer un nouveau régime qui placerait la société hindoue sous l'administration directe du gouvernement de la reine. Quelques-unes des conséquences que nous avions prévues et indiquées en 1840, comme fatalement liées à la domination de l'Angleterre dans l'Inde, se sont ainsi développées à la suite d'événemens dont l'importance a plutôt dépassé que contredit nos appréhensions. — Quelle est aujourd'hui la situation de l'empire hindo-britannique? Quel est le rôle imposé à l'Angleterre en vertu de l'acte récent qui est venu modifier le gouvernement de l'Inde? L'étude que nous avons faite des institutions d'Akbăr (3) nous permettra d'aborder ces deux questions avec une intelligence plus complète des ressources et des vrais intérêts de la société hindoue.

Sous le rapport du territoire et de la population, l'empire hindo-britannique s'est accru, non par suite d'un vain désir de conquête, il est juste de le reconnaître, mais par la force irrésistible des circonstances, qui semblent condamner ce corps gigantesque à grandir irrégulièrement sans relâche, pour s'affaisser un jour peut-être, si ce n'est se briser sous son propre poids.

L'histoire récente de la domination militaire des Anglais dans l'Inde nous la montre entraînée à se développer sans cesse. Les Anglais ont manqué sans doute le but principal que leur politique s'était proposé dans la grande expédition d'Afghanistân; mais nous sommes convaincu qu'on a beaucoup exagéré en Europe l'étendue et les

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai 1840.

(2) La charte de 1834 a expiré le 30 avril 1854.

(3) Voyez sur le *règne* et les *institutions* d'Akbăr les livraisons du 1er décembre 1853 et du 1er juillet 1854.

conséquences du désastre. Les causes de ce naufrage partiel sont aujourd'hui bien connues et témoignent non pas d'un défaut de prévoyance et de sagesse dans le plan, mais d'une imprévoyance et d'une inhabileté déplorables dans l'exécution, à dater de la restauration passagère de Shâh-Shoudjah. Quel a été le résultat après tout? Forcée d'abandonner Kaboul et ses dépendances immédiates, l'Angleterre ne devait pas et n'a pas voulu renoncer à la domination du bassin de l'Indus. Restée maîtresse du Sindh et de la riche province de Peschavăr, elle a été entraînée à l'annexion définitive du Moultân et du Păndjâb aux domaines immédiats de la compagnie, et cette annexion, accomplie après deux luttes sanglantes, laisse la puissance anglaise souveraine au nord du Sătledje et maîtresse absolue du cours de l'Indus et de ses affluens depuis huit ans. L'intention du gouvernement suprême paraît être d'ériger le Păndjâb et les provinces voisines en une présidence nouvelle sous le nom de présidence de l'Indus. Ce serait, dans ce cas, la quatrième présidence, celle d'Agra ayant été réduite et maintenue jusqu'à ce jour au rang de « gouvernement des provinces du nord-ouest, » avec un lieutenant-gouverneur. Lahore acquiert en effet une importance immédiate depuis que le Păndjâb et le Moultân, ainsi que la province de Peshavăr, sont passés sous la domination directe de la compagnie. Là encore il y aurait, au point de vue politique, une analogie frappante entre les mesures adoptées par les Anglais et celles dont l'application exigea de si longs et de si persévérans efforts de la part d'Akbăr.

A l'autre extrémité de cette immense diagonale que les conquêtes anglaises ont tracée du 70e au 96e degré de longitude est, — entre les 15e et 35e degrés de latitude nord, — l'annexion du Pegu, également prévue comme conséquence inévitable des provocations insensées des Birmans, rend, depuis un an, l'Angleterre maîtresse du cours de l'Irrawady, ce fleuve rival, par son importance, du Barrhampoutter, du Gange et de l'Indus. Il faudra donc nécessairement que l'Hindo-Chine tout entière subisse, dans un avenir prochain, la domination plus ou moins directe que subit l'Hindoustan depuis le siècle dernier. Cela rappelle et semble justifier, dans une certaine mesure, ces paroles de Jacquemont : « La domination anglaise dans l'Inde est un état de choses forcé, critique, qui ne peut rester longtemps stationnaire. Il faut qu'il avance, ou qu'il recule jusqu'à ce qu'il tombe (1).» La question toutefois ne nous paraît pas devoir être posée dans des termes aussi absolus à beaucoup près, quand on considère qu'il s'agit ici d'une « domination chrétienne » dans l'acception la plus libérale de ce mot.

(1) *Voyage* de Jacquemont, sixième partie, p. 363.

En constatant la domination que le christianisme exerce et qu'il est appelé à étendre dans l'Inde, il ne faut pas donner aujourd'hui à ce terme une signification pratique qu'il ne saurait avoir en des contrées où l'immense majorité des consciences est et sera longtemps encore sous le charme des superstitions brahmaniques et mahométanes, des légendes poétiques de l'islamisme et des *Pouranâs*. Le christianisme n'a apporté de fait dans l'Inde, au moins jusqu'à présent, que l'influence de la civilisation qu'il avait fondée en Europe et la science administrative des états occidentaux, dont la force des choses l'a rendu le principal propagateur. La supériorité morale du christianisme sur les religions de l'Orient ne s'est révélée qu'à quelques intelligences d'élite parmi ces peuples qui se laissent encore entraîner par une imagination rêveuse plutôt que guider par la raison. Ils ne reconnaissent, pour la plupart, aux chrétiens qu'une aptitude redoutable à la domination et des facultés puissantes dont ils ont souvent abusé depuis que la Providence a permis qu'ils prissent une part quelconque au gouvernement de l'Hindoustan. Les chrétiens sont pour eux des maîtres, mais non des frères au point de vue religieux, et les analogies qui rapprochent, à de certains égards, nos croyances des leurs ont à leurs yeux le caractère d'un emprunt, en sorte qu'ils ne peuvent y reconnaître un nouveau point de départ des destinées morales de l'humanité. Cela posé, il ne s'agit pour l'historien politique que de comparer les grands principes de l'administration hindoue-musulmane, tels qu'ils ont été proclamés et mis en pratique par Akbăr, avec l'ancien et nouveau système d'administration appliqué au vaste empire indien par l'un des premiers peuples de la chrétienté (1).

(1) Parmi les successeurs d'Akbăr, le seul qui ait marché franchement dans sa voie est Shâh-Djăhân, son petit-fils. — Khafi-Khan va même jusqu'à mettre Shâh-Djăhân au-dessus d'Akbăr et de tous les souverains moghols comme *administrateur*; il place Akbăr *au-dessus de tous* comme *conquérant* et comme *législateur*. Ce fut sous Shâh-Djăhân que l'empire moghol atteignit son plus haut degré de prospérité. Secondé par un ministre dévoué, Saad-Oullah-Khân, administrateur du premier ordre, Shâh-Djăhân améliora la condition des classes agricoles et industrielles. Les travaux d'utilité publique reçurent de son gouvernement un développement des plus remarquables, attesté par d'innombrables monumens. Le *Tadj*, cette merveille de l'architecture mahométane, ce tombeau, unique dans le monde, où Shâh-Djăhân repose auprès de sa sultane favorite, a été également construit sous son règne. La magnificence de la cour moghole devint proverbiale à dater surtout de cette époque, et l'idée qu'on se faisait en Europe, au XVIIe siècle, du *grand-moghol* (comme on désignait alors le souverain de l'Hindoustan) ne dut pas paraître exagérée jusqu'au commencement du XIXe. Un seul parmi les gouverneurs généraux anglais, lord Wellesley, que sir John Mackintosh appelait « a *sultanised* governer general » (un gouverneur général *sultanisé*), essaya de maintenir sa maison dans des conditions de représentation et de splendeur qui offrissent quelque analogie avec les pompes impériales; mais lord Wellesley lui-même ne devait paraître, après tout, aux yeux des Hindoustanys, qu'un bien *petit* grand-moghol!

I. — COMPARAISON DES SYSTÈMES DE GOUVERNEMENT MOGHOL ET ANGLAIS DANS LE PASSÉ.

Le gouvernement fondé par Akbăr devait porter l'empreinte des mœurs et des habitudes de son temps et de sa race, habitudes essentiellement militaires, mœurs égalitaires, douces, simples et polies en théorie, aristocratiques, vaniteuses et sensuelles dans la pratique. Le caractère d'Akbăr n'était pas exempt des défauts que l'histoire impartiale reproche à son père et à son grand-père; mais il se distinguait éminemment de l'un et de l'autre par le sentiment profond qu'il avait des droits de l'humanité aussi bien que par la tournure philosophique de son esprit. Convaincu de l'origine divine du pouvoir et porté par les tendances ambitieuses de son génie à l'absolutisme, au maintien des priviléges et aux exigences d'une étiquette exagérée, son respect pour la raison, son admiration instinctive pour les œuvres de l'intelligence, la rectitude et l'élévation de son jugement et son amour pour ses semblables, l'entraînaient au contraire à reconnaître et à proclamer le dogme de l'égalité devant Dieu, devant la loi, devant la société. Ses actes et ceux de son ministre se sont ressentis de cette double tendance. L'empire moghol, dans la pensée d'Akbăr, devait avoir une constitution militaire, un gouvernement de représentation et surtout une administration paternelle. Tous les efforts du législateur, toutes les prescriptions de l'administrateur, furent dirigés vers ce but à dater du jour où le cœur et le génie d'Akbăr trouvèrent un écho dans le cœur et le génie d'Abou'l-Fazl. C'est là ce qui ressort pour nous de l'étude de l'*Ayîn Akbari* et de celle de l'histoire de l'Hindoustan depuis le règne d'Akbăr. Telle était en effet l'importance des principes de libéralité, de tolérance et de justice qui présidèrent à l'administration de ce souverain, qu'on peut affirmer que non-seulement de l'abandon de ces principes salutaires a daté la décadence de l'empire moghol, mais que la domination nouvelle élevée par les Anglais sur les ruines de ce vaste empire n'a pu se consolider et s'étendre au point où nous l'admirons aujourd'hui (sans l'envier toutefois) que par un sage retour aux nobles idées et aux pratiques gouvernementales de l'empereur Akbăr.

Les progrès réalisés dans l'intervalle par la civilisation européenne ont puissamment aidé d'ailleurs à la reconstruction de l'édifice politique, et ont amené le développement gigantesque de cette structure merveilleuse dont Akbăr avait jeté les bases. C'est ici le lieu d'invoquer l'opinion de Warren Hastings. Ce grand homme regardait les instituts d'Akbăr comme admirablement adaptés au génie des peuples de l'Hindoustan; il recommandait aux directeurs de la compa-

gnie de s'en rapprocher autant que possible dans les principes et la pratique de leur gouvernement. Dans la lettre que le conseil suprême écrivit à la demande d'Hastings afin d'obtenir que la cour des directeurs souscrivît pour 150 exemplaires de la traduction de Gladwin, l'*Ayîn Akbary* est désigné comme « un ouvrage qui peut être de la plus grande utilité pour la compagnie, attendu qu'il contient les instituts généraux du sultan Akbär, *le fondateur de l'empire mogho!*. » Voilà ce que pensaient et ce qu'écrivaient en 1783 le gouverneur général et les membres du conseil suprême des Indes.

Quel changement merveilleux s'était opéré dès cette époque dans l'opinion des Européens sur la valeur morale des peuples de l'Hindoustan et sur le but auquel le gouvernement issu de la conquête devait tendre désormais! C'est en effet une étude pleine d'enseignemens que celle des modifications qu'ont dû fatalement subir les relations des Anglais avec les Hindoustanys, modifications comparativement rapides, puisque la domination anglaise dans l'Inde ne date pas, à proprement parler, de plus d'un siècle. Ce n'est d'ailleurs que tout récemment que l'élément moral s'est introduit de fait dans cette domination, et les plus chauds partisans du gouvernement de la compagnie ont été forcés de reconnaître que les Anglais employés par elle ne s'étaient accoutumés que par degrés à regarder les *Hindoustanys* comme des *hommes*. L'auteur de travaux intéressans sur l'Inde anglaise, M. Kaye, a résumé avec une entière bonne foi les témoignages les plus décisifs à cet égard.

Que résulte-t-il pour tout observateur impartial de l'ensemble des faits? Nous répondrons avec M. Kaye que les Anglais n'ont regardé les Indiens, pendant de longues années, que comme un peuple de *noirs* (sinon de *nègres*) avec lequel il était avantageux de trafiquer; puis ils en sont venus à penser que ce peuple devait être *subjugué*; puis, après avoir subjugué les Hindoustanys, ils les ont traités avant tout comme *contribuables*. Après un autre laps de temps, on est arrivé à les envisager comme un peuple qu'il fallait *gouverner*, et on a créé pour eux, ou, pour parler plus exactement, *contre eux*, tout un arsenal de lois; mais, chose étrange, ce n'est qu'après avoir élaboré ce gouvernement, ces lois, ces règlemens destinés à assurer l'avenir de la domination anglaise, qu'on a jugé utile d'étudier les hommes que ces institutions nouvelles devaient régir.

Ce n'est pas ainsi qu'avait procédé Akbär. Sous son gouvernement, l'étude des livres de l'Inde n'avait pas devancé, comme elle l'a fait sous le gouvernement anglais, celle des hommes. Ces deux études avaient marché de front pour ainsi dire, et les actes les plus importans de son règne témoignent de sa haute appréciation des uns et des autres. Enfin l'héritière de l'empire d'Akbär, la reine d'An-

gleterre, du consentement et avec le concours de son parlement, vient d'entrer résolument dans la noble voie tracée par ce puissant génie, et désormais il est permis d'espérer que le sort des populations de l'Hindoustan s'améliorera graduellement sous l'influence d'institutions analogues en principe à celles d'Akbär, mais sagement adaptées aux conditions nouvelles où se trouve le monde civilisé.

Aussi l'administration des Indes anglaises nous semble-t-elle dès ce moment présenter un résultat plus rassurant, à beaucoup d'égards, que ne l'auraient fait supposer les attaques dirigées tout récemment encore, en Angleterre même, contre le *board of control* et la compagnie, ou ce qu'on appelle le *double gouvernement*. De grands abus ont cessé, de grandes améliorations ont été introduites dans les rapports du gouvernement européen avec les indigènes; les priviléges de race n'élèvent plus de barrières complétement infranchissables pour le mérite hindou ou musulman, et il est facile de prévoir que la réforme ne s'arrêtera pas là. Les progrès de la civilisation, l'infiltration lente, mais inévitable, des idées occidentales, le mélange également lent, mais également inévitable, des races et de leurs aptitudes diverses, donneront à la société anglo-indienne un caractère spécial qu'il faut prévoir, et dont le gouvernement anglais ne saurait impunément méconnaître la portée politique. Que de prudence, que d'habileté exige l'application de cette tolérance nécessaire en principe, mais redoutable à la longue dans ses effets, que le pouvoir européen est forcé (comme condition de son existence) d'étendre non-seulement aux croyances religieuses, mais aux différences sociales, aux préjugés qui le séparent des populations asiatiques, dont il a voulu embrasser les intérêts dans la plus large synthèse que jamais un pouvoir ait tentée!

Les Anglais ne se dissimulent pas sans doute les inconvéniens et les dangers inséparables d'une domination d'une nature aussi exceptionnelle. Le fardeau actuel, quelque magnifique qu'il puisse être, est lourd à porter, même pour la Grande-Bretagne : que sera-ce de l'avenir? Le nœud de la difficulté n'est pas un de ces nœuds gordiens que puisse trancher l'épée d'un nouvel Alexandre. Ce qui a manqué jusqu'à présent à la puissance anglaise dans l'Inde, ce n'est pas l'admiration ou même l'estime de ses administrés, c'est leur affection. C'est à conquérir cette affection si nécessaire, si désirable, que devraient tendre désormais tous ses efforts; c'est là qu'est le secret de la domination à venir; c'est celui dont Akbär avait fait usage, et que ses successeurs n'ont pas impunément dédaigné. Peut-être n'est-il pas trop tard pour atteindre à ce but moral, si digne de la plus haute, de la plus noble ambition qui puisse animer un grand peuple; mais la complication des intérêts à ménager, des droits à satisfaire, des

ambitions rivales à concilier, s'augmente de jour en jour avec l'espace que chaque jour aussi la fatalité de la conquête ajoute à l'empire hindo-britannique.

La solution définitive de ce problème apparaît parfois comme redoutable à l'Angleterre elle-même. Serait-elle en effet exposée à trouver, sans qu'elle eût le droit de s'en plaindre, une cause de ruine dans le triomphe de ses armes, de son intelligence et de son industrie, à trois mille lieues du centre naturel de sa force et de sa nationalité? Les tendances actuelles du monde civilisé semblent indiquer, ou du moins rendent possible, et jusqu'à un certain point probable, une solution moins affligeante pour l'orgueil britannique. Cette solution, désirée ou même prévue par plusieurs esprits éminens dans l'Inde et dans l'Europe occidentale, a été indiquée par le ministère anglais, dans les deux dernières sessions du parlement, comme le but vers lequel devaient tendre désormais tous les efforts du gouvernement hindo-britannique. Elle se résume en cette formule : « Élever de plus en plus la condition sociale des peuples de l'Hindoustan, et les mettre en état de s'administrer eux-mêmes un jour à l'aide des principes et des lois dont l'Angleterre leur aura fait comprendre l'utilité et soigneusement enseigné l'application bienfaisante. »

En effet, la Providence, qui a confié momentanément à l'Angleterre les destinées de l'Hindoustan, permettra peut-être que, par un miracle de sagesse et de prudence humaines, les Anglais se ménagent la possibilité de renoncer un jour avec dignité, sans collision violente (soit avec l'invasion étrangère, soit dans l'intérieur de l'empire), sans précipitation en un mot et sans secousse, à la domination gigantesque qu'ils exercent. La lutte est engagée en Orient entre le génie de la domination européenne et la résistance rationnelle ou instinctive des peuples asiatiques. Quelle que soit, au point de vue des intérêts anglais, français ou russes, l'issue de cette lutte, nous avons tout droit d'espérer que la cause de l'humanité se dégagera puissante et progressive du choc des événemens qui peuvent encore ébranler le monde.

En ce qui touche à l'Hindoustan, la question, si vaste et si complexe qu'elle puisse paraître encore, repose sur des bases connues et précises. Quand on cherche à apprécier l'action et la réaction des peuples que la Providence a successivement amenés des extrémités du monde pour changer la face de cet empire, on arrive à ce résultat : — parmi les races occidentales qui ont été admises à essayer leurs forces dans cette immense arène, les Portugais, les Hollandais, les Français eux-mêmes, n'ont réussi à organiser rien de grand et de durable; les Anglais seuls ont senti toute l'importance du rôle qui leur était dévolu par la retraite de la France; seuls ils ont

montré l'habileté et la persévérance qui justifient les grands succès de l'ambition; ils ont pu déployer en outre les ressources militaires et financières dont devait s'entourer tout pouvoir prétendant à recueillir l'héritage d'Akbăr. Avec la grandeur des résultats obtenus a dû s'accroître sans doute la confiance dans l'avenir; mais ce qui caractérise particulièrement l'époque actuelle du gouvernement de l'Inde par l'Angleterre, et ce qu'il importe de faire ressortir, c'est que l'ambition britannique, sans s'arrêter dans sa marche, entrevoit qu'elle peut être entraînée désormais vers un but plus désintéressé, plus honorable et conséquemment plus grand en réalité que celui auquel elle aspirait depuis un siècle. Osons donc espérer que l'Angleterre, inspirée par la grandeur même de la situation, aidée de l'expérience et du temps, saura reconnaître et saisir l'instant où il pourra convenir aux intérêts du monde qu'elle remette aux peuples de l'Inde le soin de leurs destinées.

Dès à présent, et bien que le concours moral du parlement ait manqué au gouvernement de la compagnie, il ne semble plus permis d'accuser ce gouvernement d'imprévoyance et d'inhumanité; on ne saurait même se refuser à reconnaître (1) qu'il a tendu de plus en plus, sous le régime de la dernière charte, à exercer une influence salutaire sur la condition sociale et l'avenir des peuples de l'Hindoustan. Nous maintiendrons donc une opinion déjà exprimée en 1840 : « Oui, ces peuples jouissent aujourd'hui de plus d'indépendance relative, de repos, d'aisance et de bonheur qu'ils n'en avaient eu en partage pendant dix siècles; » mais nous ajouterons comme alors, à un mot près : « Le gouvernement sur qui pèse la responsabilité de leur avenir n'a cependant pas fait pour eux tout ce qu'il aurait pu, tout ce qu'il aurait dû faire; il comprendra que le temps est venu de substituer à une exploitation égoïste une administration prévoyante et paternelle. »

Il faut n'avoir pas étudié sérieusement l'histoire de l'Inde et des invasions musulmanes en particulier, ou méconnaître de parti pris les vices inhérens à toute administration native depuis des siècles et les bienfaits inséparables de l'administration européenne dans l'état actuel de la civilisation, pour ne pas avouer que le gouvernement anglais des Indes orientales a servi, par la seule force des choses et dans son propre intérêt au moins, la cause de l'humanité (2). Quand

(1) D'après un examen attentif des documens officiels qui se rapportent aux quinze dernières années.

(2) Un observateur éminent, esprit impartial *d'intention*, quoique trop souvent passionné et précipité dans ses jugemens, Jacquemont, a très bien su dégager ce *fait* capital de l'ensemble de ses observations de détail. (Voir son *Voyage*, sixième partie, pag. 362 et 383.)

il accomplira sa mission, comme il se prépare évidemment à le faire, dans des conditions plus larges, plus libérales et cependant plus prudentes, il sera permis de désirer que les Hindoustanys prennent une part de plus en plus considérable à l'administration de leurs affaires, et finissent enfin par se gouverner eux-mêmes; mais dans cette phase de transition où se trouvent et se trouveront encore pendant un grand nombre d'années tant d'intérêts divers liés à une domination aussi exceptionnelle, aussi nécessaire en même temps au salut de tous que l'est la domination anglaise, il vaut mille fois mieux pour les peuples de l'Inde être gouvernés par l'élite des intelligences de l'extrême Occident européen que de retomber sous le joug d'une aristocratie indigène ignorante, superstitieuse, vaniteuse et égoïste comme par le passé, ou de subir les dangereux essais, les prétentions ambitieuses, les tâtonnemens puérils d'une génération de princes rendus prématurément à l'exercice du pouvoir.

Reconnaissons d'ailleurs que le gouvernement européen, déjà supérieur en principe et dans son ensemble aux gouvernemens indigènes, s'est considérablement amélioré dans les détails de l'administration depuis vingt ans. On en trouve la preuve incontestable dans les mesures que la compagnie a successivement mises en vigueur dans les derniers temps, avec la pensée évidente cette fois d'améliorer la condition matérielle et morale des peuples. Tolérance religieuse, respect des usages et coutumes qui ne blessent pas l'humanité, admission des indigènes, quelle que soit leur croyance, à un grand nombre d'emplois publics, encouragemens et protection active donnés à toute fondation nouvelle ayant pour but la propagation de connaissances utiles, — les perfectionnemens de la culture, de l'industrie, le soulagement de la misère, — tels sont les caractères distinctifs qui donnent à l'époque administrative actuelle une supériorité manifeste sur les époques antérieures. L'administration territoriale proprement dite laisse encore beaucoup à désirer : cependant de grands abus ont été réformés (1); mais avant d'examiner

(1) La perception de l'impôt, basée désormais sur une appréciation impartiale des ressources du sol et des moyens d'exploitation, commence enfin à redevenir dans la pratique ce qu'elle a été sous Akbăr et sous Shâh-Djăhân, utile et honorable pour le gouvernement sans être oppressive pour le cultivateur (*). Impôt territorial réglé d'après

(*) Sir G.-R. Clerk, ancien gouverneur de Bombay, interrogé à la chambre des lords, le 25 mai 1852, sur tous les points relatifs à la protection et au développement des ressources agricoles, rendait un éclatant témoignage à la supériorité de l'administration musulmane dans ce qui touche à la perception et à l'accroissement du revenu territorial. — Il n'hésite pas à dire que le gouvernement impérial s'entendait infiniment mieux à protéger les cultivateurs que ne l'a fait jusqu'à présent le gouvernement de la compagnie, qu'il tirait un bien plus grand parti du sol cultivable, et que dans la question vitale de l'irrigation les gouvernemens indigènes ont en général fait plus que l'administration anglaise. — Nous renvoyons le lecteur à l'interrogatoire extrêmement intéressant de sir G.-R. Clerk (pag. 160, 161, 162 et 163), *Report from the select committee of the house of lords*. Londres, 1852, in-folio.

spécialement la nouvelle phase dans laquelle entre en ce moment le gouvernement des Indes orientales anglaises, constatons quels sont aujourd'hui les principaux élémens de cette domination vraiment exceptionnelle à tous égards. Ce sera le point de départ de toutes recherches, de toutes spéculations sérieuses en vue de l'avenir.

II. — ÉTAT ACTUEL DE L'EMPIRE HINDO-BRITANNIQUE

L'Inde continentale anglaise s'étend aujourd'hui du 7e au 34e parallèle nord, et du 69e au 92e degré de longitude orientale. Ses frontières se développent sur une ligne égale à la moitié de la circonférence du globe. Elle couvre une superficie de 1,400,000 milles carrés, c'est-à-dire dix ou douze fois plus considérable que celle de la France, et que peuplent aujourd'hui de 150 à 180 millions d'hommes. Les climats y varient de celui de la zone torride à celui des régions polaires. On y trouve toutes les élévations au-dessus du niveau de la mer, depuis la plage que les flots submergent dans les hautes marées jusqu'aux sommets de l'Himalaya, les plus hauts du monde entier. De l'embouchure de l'Indus aux frontières du Pändjâb, dans l'ouest, s'étendent des régions où il est rare qu'il pleuve une fois en cinq ans, tandis que dans l'est, et sous les mêmes parallèles, il tombe annuellement, pendant les trois mois d'été, de 300 à 400 pouces cubes de pluie, — et souvent en vingt-quatre heures, ce qui suffirait en

des opérations cadastrales exécutées (avec une précision inconnue du temps d'Akbär) pour le plan géométrique des villages par des officiers européens, pour la mesure et l'enregistrement de chaque champ par des arpenteurs indigènes sous la surveillance des officiers européens; — contestations de limites décidées par le *pantchaët* (jury indigène); — contributions foncières fixées, non plus d'après les tables des produits ou récoltes diverses et de leur prix moyen, nécessairement flottant, mais par comparaison avec les fixations précédentes ou les fixations relatives à des villages ou districts de même étendue et dans les mêmes conditions de culture, en tenant soigneusement compte des circonstances locales et prenant en sérieuse considération les représentations des personnes intéressées, etc.; — rôle des contributions territoriales arrêté dans un grand nombre de cas *pour trente ans* (dans une partie de la présidence du Bengale, avec moins de prudence, pour toujours), etc.; — encouragemens donnés au développement de certaines cultures, parmi lesquelles néanmoins il nous en coûte d'avoir à signaler celle du pavot, dont l'administration financière des Indes anglaises n'a pu parvenir encore à secouer le joug honteux; — perfectionnement et extension des voies de communication et des travaux publics en général : — tel est l'ensemble des mesures dont l'adoption et l'application plus ou moins judicieuse ont signalé dans ces derniers temps l'administration de la compagnie. Cependant les sages intentions de cette administration ont été fréquemment contrariées et le sont encore en ce moment par les nécessités politiques qui entraînent les gouvernemens les plus circonspects à la guerre et par conséquent à des dépenses improductives, car le temps des conquêtes profitables, déjà passé pour l'Europe, nous paraît bien près de l'être pour l'Asie, et à coup sûr toute conquête nouvelle serait désormais un pas rétrograde, un danger sérieux, si ce n'était un échec irréparable pour la prospérité et la durée de l'empire hindo-britannique.

France pour toute l'année. — Ce que les grands fleuves de l'Inde entraînent de matières solides à l'océan pendant la saison des pluies formerait une masse territoriale égale à l'un de nos départemens.

Les races principales dont se compose la population sont aussi diverses que les aspects sous lesquels se présentent les grandes formes de la nature, les climats, les productions du sol. Les tribus distinctes par le langage, par les habitudes, par les croyances, par leur organisation sociale, sont innombrables (1). Aussi M. Mill (l'un des employés supérieurs de la compagnie), dans sa déposition devant le comité de la chambre des lords (juin 1852), disait-il (2): « L'Inde est un pays à part; l'état de la société et de la civilisation, le caractère et les habitudes des populations, les droits généraux et spéciaux établis parmi elles, diffèrent totalement de ce qui est connu ou admis parmi nous. En fait, *l'étude de l'Inde devrait être une profession distincte, comme celle de médecin ou d'homme de loi.* »

Les tableaux statistiques, — *Statistical Papers* (*India*), — publiés par ordre de la chambre des communes en avril 1853, contiennent un résumé de toutes les données officielles relatives à la superficie territoriale, à la population, au revenu foncier, aux travaux publics, aux cultures, à l'éducation des indigènes, etc.; mais ces documens ne sont complets que pour certaines portions de l'empire, et en particulier pour les provinces du nord-ouest. Nous avons dû déduire les résultats généraux applicables aux quatre grands gouvernemens de la discussion des renseignemens fournis aux comités d'enquête, ou qui se sont produits dans le cours des débats parlementaires. Nous rappellerons, avant tout, que l'empire hindo-britannique affecte officiellement le caractère d'une confédération à la tête de laquelle est placée, comme protectrice et pouvoir dirigeant au nom de la Grande-Bretagne, la compagnie des Indes. L'ensemble des possessions territoriales se divise naturellement en deux grandes sections ou portions : le territoire appartenant en propre à la compagnie, le territoire possédé par divers princes indigènes. Cela posé, les états indigènes, aujourd'hui placés sous la protection de la compagnie, occupent une superficie de 717,126 milles anglais carrés, et comptent une population totale de 53,401,892 habitans. Les provinces anglaises couvrent une superficie d'à peu près 677,752 milles carrés, avec une population d'environ 100 millions d'habitans. En tout, en nom-

(1) Les *Statistical Papers* (p. 40 et 41, texte et carte) énumèrent vingt et une langues ou dialectes principaux parlés dans l'Hindoustan. La langue hindoustany (dans ses formes *hindi* et *ourdou*, séparées ou combinées) est la plus universellement parlée ou comprise dans tout l'Hindoustan. Voyez sur l'importance toujours croissante, soit politique, soit littéraire de cette langue, le remarquable discours prononcé par M. Garcin de Tassy à l'ouverture de son cours à la Bibliothèque impériale le 29 novembre 1853.

(2) *Minutes of Evidence before select committee of the house of lords* (2 décembre 1852). Londres, in-f°, page 313.

bres ronds, sans tenir compte des acquisitions plus ou moins récentes en Hindo-Chine (et indépendamment de Ceylan), on peut attribuer à l'empire hindo-britannique 1,400,000 milles carrés et 153 millions d'âmes.

Deux souverains indigènes seulement, dont les états sont enclavés dans cet empire, peuvent être considérés comme étant en droit indépendans de la compagnie, — le radja de Dholpôre et celui de Tipperah.

Les états indigènes avec lesquels le gouvernement de la compagnie a conclu des traités d'alliance subsidiaires sont au nombre de dix, savoir : Cochin, Cätch, Goudjerât, Gwalior, Hyderabâd, Indore, Mysore, Nagpôre ou Bérar, Aoudh, Travancore. Les états indigènes protégés en vertu de traités spéciaux ou d'autres conventions se comptent par centaines; deux cents environ sont de quelque importance. Les ressources militaires des états indigènes (1) (troupes en

(1) Les forces que l'on suppose être entretenues par les états indigènes se répartissent entre les différentes armes dans les proportions suivantes :

Infanterie	317,653 hommes.
Cavalerie	68,303
Artillerie	12,962
Total	398,918 hommes.

L'armée régulière anglo-indienne se compose, d'après les avis officiels les plus récens comme il suit (*) :

Troupes de la reine, Européens	29,480 hommes.
— de la compagnie, —	19,429
— — indigènes	240,121
A quoi il convient d'ajouter pour les contingens indigènes commandés par des officiers européens	32,311
Total de l'armée régulière	321,840 hommes.

L'armée régulière équipée aux frais du gouvernement et s'élevant, d'après les chiffres ci-dessus, à 289,529 hommes, compte pour les différentes armes :

Infanterie	229,406 hommes.
Cavalerie	34,984
Artillerie et génie	19,009
Corps médical	1,763
Officiers d'administration, d'artillerie, etc.	243
Vétérans (indigènes)	4,124
Total égal	289,529 hommes.

Le budget de la guerre pour 1851 accuse une dépense totale de 10,180,615 livres sterling, soit 254,515,375 francs (y compris le casernement et autres dépenses), c'est-à-dire

(*) Le nombre des régimens de toutes armes de l'armée régulière dépasse aujourd'hui le chiffre que nous avons indiqué en 1840 (*Revue des Deux Mondes* du 15 mai), et qui comprenait 30 régimens européens et 173 regimens indigènes, sans compter l'artillerie, le génie, etc. Les documens parlementaires que nous avons été à même de consulter ne donnent point la liste des corps appartenant aux différentes armes en 1851-52.

général peu disciplinées) sont évaluées à 398,918 hommes, non compris les contingens de troupes régulières fournis au gouvernement de la compagnie et commandés en partie par des officiers européens. Les revenus de ces divers états sont évalués à 106,980,681 roupies, ou (en attribuant à la roupie une valeur moyenne de 2 fr. 40 cent.) environ 257 millions de francs, dont 10,654,891 roupies ou près de 26 millions de francs constituent le total des subsides ou tributs de diverses natures perçus par la compagnie.

Le président du bureau de l'Inde, dans l'exposé qu'il a soumis à la chambre des communes en juin 1853, a passé légèrement sur la question du budget : il n'était évidemment pas en mesure d'aborder la discussion du système financier de l'Inde. Il s'est engagé néanmoins à soumettre chaque année au parlement le budget de l'année précédente, et de plus il avait annoncé (séance de la chambre des communes du 10 avril) : 1° qu'il rendrait compte de la situation financière de l'empire hindo-britannique dans les premiers jours de juin; 2° qu'à la même époque la conversion de la dette de l'Inde (5 pour 100 en 4 pour 100) serait terminée, et que le résultat de cette grande opération permettrait de juger beaucoup plus exactement du véritable état des choses; 3° que le gouvernement était, dès ce jour, occupé de la discussion d'un nouveau plan de comptabilité applicable aux recettes et dépenses de la compagnie, tant dans l'Inde qu'en Europe, et qui aurait pour résultat de mettre la comptabilité des diverses présidences en harmonie avec celle de l'administration centrale. Nous n'avons pas la prétention d'en savoir plus que sir Charles Wood sur l'état actuel des finances de l'Inde et sur leur avenir probable; mais nous sommes fermement convaincu, après un bien long et très minutieux examen des documens officiels les plus récens, qu'au point de vue fiscal, comme au point de vue de la condition sociale, politique et matérielle des Hindoustanys, le gouvernement de la compagnie n'a, depuis vingt ans, mérité

Ni cet excès d'honneur, ni cette indignité

dont ses partisans ou ses détracteurs l'ont accablé tour à tour. Nous irons même plus loin, et nous avouerons que si l'action gouvernementale de la compagnie est encore un mal relatif, ce mal nous paraît absolument nécessaire dans la situation actuelle des intérêts

que, dans l'état actuel des choses, les dépenses improductives absorbent la moitié d'un revenu net qui ne nous paraît pas dépasser de beaucoup 500 millions (*).

Nous devons renvoyer, pour les détails sur lesquels nous basons cette appréciation, à l'*Annuaire des Deux Mondes* de 1851, pages 444 et 445, et à celui de 1852 pour l'évaluation des recettes et dépenses de l'exercice 1851-52.

(*) Les revenus de l'Inde sous les empereurs moghols, d'Akbar à Aurengzèbe, ont varié de 20 à 26 millions sterling, ou environ 500 à 650 millions de francs suivant les meilleures autorités, ce qui accuserait une grande prospérité financière comparativement à ce que nous constatons aujourd'hui.

anglo-indiens. Le ministère anglais est hors d'état, pour longtemps encore, de se passer de l'assistance de la compagnie; il connaît de longue date ses qualités et ses défauts, et s'il l'a parfois traitée avec dureté, avec dédain, il a cependant su apprécier ce qu'elle avait de bon, de beau, d'utile surtout; il a dû aussi la remercier intérieurement plus d'une fois d'avoir écarté de ses lèvres la coupe amère de la responsabilité.

Revenant à l'examen général de la condition de ce vaste empire au moment où le nouveau bill qui doit le régir va être mis en vigueur, constatons qu'en dépit d'un budget en déficit, de guerres coûteuses, de l'imprévoyance inséparable des jugemens humains en fait de gouvernement plus que dans tout le reste, en dépit enfin des menaces de l'avenir (1), les vingt dernières années de l'administration de la compagnie ont été à la période antérieure ce qu'est à une longue nuit d'orage l'aurore d'un beau jour. Et d'abord, pour en finir avec ce qu'il nous est permis de dire ici des ressources financières de l'Inde, rappelons que les véritables ressources de l'Hindoustan, celles qui résident dans la fertilité naturelle de son sol et en général dans sa puissance productive, n'ont été que très imparfaitement exploitées jusqu'à ce jour et commencent à l'être dès ce moment de manière à augmenter rapidement le bien-être des populations et les revenus de l'état. Remarquons en outre que la valeur de l'argent est, relativement aux besoins des masses, beaucoup plus considérable dans l'Inde qu'elle ne l'est en Europe. Dès à présent on peut citer un fait qui semble de nature à convaincre sur ce point les plus incrédules. Si l'on prend pour point de comparaison, entre la valeur de l'argent dans l'Inde anglaise et sa valeur en Angleterre, le prix de la main-d'œuvre dans l'un et l'autre pays, on arrive à ce résultat que la valeur de l'argent est sept fois plus considérable dans l'Inde qu'elle ne l'est en Angleterre (2).

(1) Au nombre de ces menaces de l'avenir, bien des gens rangeraient volontiers une invasion russe. C'est une question que nous avons déjà traitée dans cette *Revue* (voyez *l'Hindoustan, Affaires de Chine*, livraison du 15 mai 1840), et sur laquelle nos opinions n'ont pas varié jusqu'à l'année dernière. La Russie, par son importance géographique, ses ressources et ses tendances naturelles au point de vue ethnographique, est destinée à exercer une influence considérable sur l'Asie centrale et sur l'extrême Orient; mais, bien qu'elle ait en ce moment, par suite de la fausse position dans laquelle elle s'est volontairement et si témérairement placée, intérêt à menacer les possessions anglaises dans l'Inde, elle nous paraît être dans l'impossibilité de rien tenter de sérieux de ce côté. L'empereur de Russie s'est obstiné à faire de la mauvaise politique, et il y a complétement réussi. Désormais la question de l'Inde a pris un aspect fatalement hostile à ses vues, et l'alliance intime de la France et de l'Angleterre est une garantie de premier ordre pour la durée de l'empire hindo-britannique. C'est une belle thèse à développer; nous nous bornons à ces indications générales.

(2) Un indigène employé comme terrassier sur la grande route de poste entre Calcutta et Bombay (ligne de 1,170 milles, ou environ 400 lieues) reçoit en moyenne

Ayons encore recours à l'éloquence des chiffres pour arriver promptement à nous faire une idée exacte de l'accroissement de la prospérité commerciale dans l'Inde.

En 1834-35, les importations s'étaient élevées à une valeur de.		61,541,298 roupies.
En 1849-50, elles avaient atteint le chiffre de.		136,966,960
Augmentation en 15 ans.		75,425,662
ou environ.	188,564,155 fr.	
En 1834-35, les exportations avaient été de la valeur de.		81,881,610
En 1849-50, elles ont été évaluées à.		182,835,434
Augmentation en 15 ans.		100,953,824 roupies.
Soit, environ.	252,334,560 fr.	

L'augmentation sur les importations et les exportations réunies, en quinze ans, a été de 176,379,486 roupies, soit en fr. : 440,948,715; c'est un accroissement moyen de 29 à 30 millions par an, et à ce taux les résultats du mouvement commercial ont été plus que doublés en quatorze ans.

L'inspection de ces chiffres prouve d'ailleurs que la consommation des produits européens dans l'Inde augmente chaque année dans une proportion tellement considérable, qu'elle implique une augmentation correspondante dans l'aisance générale. Nous pouvons mentionner à ce propos un fait très significatif : il s'était importé pour 17,500,000 fr. de cotonnades anglaises en 1833-34; la valeur de cette branche d'importation s'est élevée en 1850-51 à 73,750,000 fr. : elle avait donc plus que quadruplé en dix-sept ans.

Les véritables moyens d'augmenter le bien-être des populations d'une manière durable et progressive se trouvent, avant tout, dans les mesures dont l'application encourage l'agriculture et favorise son développement par un grand système d'irrigation et par l'amélioration du système des communications intérieures (1). A ce double point

3 roupies par mois ou 6 shillings (soit 7 fr. 50 cent. argent de France par mois ou 90 fr. par an); la moyenne de la main-d'œuvre en Angleterre étant estimée à 10 shillings par semaine, ou à peu près 26 livres sterling (650 fr.) par an, la proportion est donc en effet celle de 7 : 1.

(1) L'opinion de sir Erskine Perry sur la sollicitude que les gouvernemens indigènes ont témoignée à toutes les époques de l'histoire de l'Inde *pour les voyageurs* mérite d'être citée. « Rien ne m'a plus frappé, dit sir Erskine Perry (introduction aux mémoires imprimés à Bombay en 1852 : « *Two Hindus on English education.* »), pendant mes excursions dans l'Inde, que les monumens de la sympathie manifestée, depuis les temps les plus reculés et depuis l'Himalaya jusqu'au cap Comorin, pour les besoins et l'agrement des pauvres voyageurs. Il est probable que la civilisation précoce de l'Inde est due en grande partie à la facilité avec laquelle on a pu pénétrer dans ses vastes

de vue, le gouvernement de l'Inde est en progrès, et les résultats déjà obtenus, ou que l'importance des fonds attribués à ces améliorations capitales rend infaillibles, ressortent positivement des détails que nous avons recueillis.

Les sommes consacrées aux travaux publics pendant l'exercice 1851-52 ont atteint le chiffre de 6,935,290 roupies ou environ 17,338,225 fr., ce qui dépasse d'à peu près 9,600,000 francs la moyenne des cinq années précédentes.

Les grandes voies de communication par terre, désignées dans les *Statistical Papers* sous le nom de *Trunk-Roads* ou *routes de tronc* (grandes routes de première classe), sont au nombre de trois. Celle de Calcultta à Peshawăr passe par Delhi, Karnoul, Lodianah, Ferozepore, Lahore (1). Celle de Calcutta à Bombay (*route de poste*, c'est-à-dire destinée surtout au transport des dépêches) passe par Sumbelpôre, Raépôre, Nagpôre, Ouramwätty, Aurungabâd, Ahmädnaggăr et Kalian (2). Celle de Bombay à Agra, reliant l'ouest et le centre de l'Hindoustan propre à la grande route militaire de Calcutta à Peshawăr, passe par Maloedj Ghât, Nanăk, Sindwah, Akbärpôre, Indore, Oudjaïn, Gwaliăr (3). Les embranchemens du grand tronc macadamisé et les grandes routes de deuxième classe sont déjà nombreux et se multiplient ou se complètent par des efforts annuels sagement combinés, dont nous ne pouvons donner ici le détail. Il en est de même des chemins vicinaux.

Les grands travaux de canalisation (4) se continuent avec une ardeur et une habileté dignes de tous éloges. On a calculé que les rivières qui prennent leur source dans l'Himalaya pouvaient fournir à l'irrigation 24,000 pieds cubes par seconde, pendant la saison sèche, dont :

Le Gange.....	6,750 —	La Djämna.....	2,870 —	Le Râvy....	3,000
Le Tchénâb....	5,000 —	Le Sätledje (à Roupär).	2,500 —	Le Djélôm..	4,000

plaines et les parcourir dans toutes les directions pendant neuf mois de l'année, grâce aux routes et à l'hospitalité gratuite offerte par les souverains indigènes et les riches de toute caste à ceux que des motifs religieux ou d'autres intérêts appellent d'un point de l'Hindoustan à un autre. »

(1) La longueur totale de cette voie macadamisée sera de 1,423 milles, dont 965 milles sont complétement achevés (jusqu'à Karnoul). La portion de la route de Calcutta à Delhi (887 milles) a coûté, la construction des ponts comprise, 8,194,184 roupies, ou environ 20,485,260 fr. L'entretien de la ligne totale, lorsqu'elle sera terminée, coûtera annuellement au moins 1,250,000 fr.

(2) D'une longueur totale de 1,170 milles. Elle est à peu près terminée et coûtera de 12 à 13 millions de francs. L'entretien annuel est estimé à 875,000 francs.

(3) Cette voie a une longueur totale de 234 milles. Elle a été commencée en 1840. Elle est macadamisée dans quelques parties de son parcours seulement, et a coûté 6,091,900 fr. Les frais d'entretien s'élèvent à environ 125,000 fr. par an.

(4) Voir pour ces travaux l'*Annuaire* de 1851-52, pages 445 et 446.

Chaque pied cube d'eau par seconde suffit à l'irrigation de 218 acres (1); mais, attendu qu'un tiers seulement des terres en culture a besoin d'être arrosé, cette eau suffirait à l'irrigation de 654 acres, ou à peu près un mille anglais carré, d'où il est facile de conclure que le tribut obtenu des rivières de l'Himalaya arrosera et fertilisera au besoin 24,000 milles carrés. Si l'on applique des calculs analogues aux autres systèmes fluviaux, on est amené à reconnaître que plus de quatorze millions d'acres seront ou mieux cultivés ou rendus propres à la culture par l'exécution des travaux de canalisation déjà entrepris. Des lignes de chemins de fer sont en voie d'exécution dans les trois présidences. La communication par télégraphe électrique est établie sur plusieurs points et embrassera dans peu de temps un développement de 3,150 milles. Les importans travaux trigonométriques qui laisseront pour monument scientifique à jamais célèbre le grand *Atlas* de l'Inde seront aussi terminés dans trois ou quatre ans.

On le voit, les travaux de l'administration anglaise dans la voie des intérêts matériels sont considérables. Suivons-la maintenant sur le terrain de l'enseignement et des intérêts moraux.

III. — DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'INFLUENCE EUROPÉENNE CHEZ LES HINDOUS.

Le niveau de l'instruction parmi les indigènes tend à s'élever de plus en plus, grâce aux encouragemens et aux facilités que présente l'admission des enfans (en certains cas des deux sexes) dans les écoles fondées ou soutenues en partie par le gouvernement. Les progrès paraissent être surtout remarquables dans les provinces du nord-ouest et à Bombay, où (indépendamment de treize mille jeunes gens ou garçons répartis dans les diverses écoles de la présidence) l'on ne compte pas moins de cinq cents jeunes filles, hindoues et parsis, qui reçoivent une éducation élémentaire presque européenne.

Les rapports officiels du bureau ou conseil d'éducation (*board of education*) de Bombay pour les années 1849, 1850 et 1851 ont fait connaître les améliorations déjà introduites ou proposées dans la pensée d'étendre aux différentes classes de la population indigène les bienfaits d'une éducation solide et morale. Ces rapports contiennent des détails d'un haut intérêt sur les diverses branches de l'enseignement dans cette partie de l'Inde. Le conseil d'éducation était placé à cette époque sous la présidence d'un magistrat très éclairé, sir Erskine Perry, juge suprême à la cour de Bombay. L'institution Elphinstone, à Bombay, comptait au 30 avril 1851 neuf cent soixante-

(1) L'acre vaut à peu près deux cinquièmes d'hectare.

six élèves. Les résultats déjà obtenus par cet établissement, dont la fondation est due (ainsi que son nom l'indique) à l'illustre orientaliste, voyageur, historien et homme d'état Elphinstone, nous ont paru des plus dignes d'attention. Nous ne croyons pas pouvoir en donner des preuves plus convaincantes que les divers essais publiés dans les rapports officiels et rédigés en anglais par des élèves hindous ou parsis. Deux de ces essais, qui ont obtenu chacun une médaille d'or décernée par le conseil à la séance publique annuelle de l'institution Elphinstone, ont été publiés à part, en 1852, par les soins de sir Erskine Perry, président du conseil d'éducation, sous ce titre : *Two Hindus on English education*, etc. (1) (*Deux Hindous sur l'éducation anglaise*, etc.). — Narayan-Bhaï, de la caste des Kasars, est l'auteur du premier essai sur l'éducation des indigènes et sur les avantages comparés du système d'éducation à l'aide de la langue du pays ou à l'aide de la langue anglaise et de la langue maternelle combinées dans le même enseignement. L'auteur conclut à l'emploi simultané et à l'étude combinée des deux langues.

Dans ce premier essai, nous avons remarqué le passage suivant, qui montre de la manière la plus frappante ce qu'on doit attendre des tentatives obstinées du prosélytisme chrétien dans l'Hindoustan :

« L'esprit des indigènes est encore fortement prévenu contre tout ce qui contrarie leurs propres idées, particulièrement en matière de religion. Ils ont horreur de toute innovation dans leurs doctrines religieuses. Comment admettraient-ils une altération des textes sacrés que leurs ancêtres ont reçus de Dieu même? Ils ont cruellement souffert de l'intolérance de leurs derniers maîtres, les souverains musulmans, et bien que le gouvernement actuel évite autant que possible d'éveiller le moindre soupçon d'un esprit de prosélytisme, les missionnaires font tout ce qu'ils peuvent par leurs machinations pour tromper les jeunes Hindous et les persuader qu'ils n'ont de salut à espérer que dans la Bible. Le but des missionnaires n'est pas d'éclairer le monde, mais de le christianiser; ils considèrent comme le premier pas à faire dans l'œuvre de la civilisation des Indiens leur conversion au christianisme, et ne s'aperçoivent pas qu'en agissant surtout d'après ce principe, ils retardent, au lieu d'avancer, la cause de la civilisation. Le peuple en effet regarde toute éducation anglaise comme tendant à corrompre l'esprit de la jeunesse, et il ne faut pas s'étonner s'il hésite à envoyer ses enfans aux écoles. Les Hindous aiment mieux, pour la plupart, que leurs fils restent ignorans que de les exposer à devenir chrétiens, et pour eux tout instituteur anglais est un *padri* qui désire convertir leurs enfans. Dans les villes ou les stations, les rapports constans avec les Anglais et la tentation d'apprendre l'anglais, comme moyen de se créer un état, ont adouci les préjugés nationaux, mais au fond des cœurs ces préjugés existent tout entiers. M. Fink, surintendant des écoles indigènes (où les leçons se donnent dans la langue du pays, sous

(1) Bombay, 1852, in-8°.

la direction de quelques Européens) des provinces du nord-ouest, dit, dans son rapport sur l'état de l'enseignement dans ces provinces, que les gens du pays le prenaient pour un missionnaire. Et pourquoi? dit-il lui-même. Parce que je parle en public comme eux; comme eux, je distribue des livres; comme eux, j'emploie des agens indigènes : mon but doit être, comme celui des missionnaires, de persuader à mes auditeurs d'abandonner leur religion et d'embrasser le christianisme! — Il regarde en conséquence l'intervention des missionnaires comme un grand obstacle même en ce qui touche à l'éducation indigène; — que doit-ce donc être qu'une éducation tout anglaise, où les parens ne sauraient avoir (au moins l'immense majorité) la moindre notion de ce qu'on fait étudier à leurs enfans? Ceci montre assez combien on doit redouter en général dans les familles indiennes l'éducation anglaise. On pourra remédier en grande partie à ce mal en instruisant les enfans à l'aide du langage indigène. Quoique la volonté du gouvernement soit de respecter les préjugés nationaux, néanmoins le mot seul *anglais* a quelque chose d'impur en lui-même, qui offense l'oreille de l'Hindou qui n'a pas reçu une éducation européenne! »

Que dites-vous d'une pareille déclaration faite par un Hindou élevé dans un collége anglais, déclaration écrite par cet Hindou en anglais et publiée par le comité anglais d'éducation à Bombay, qui décerne à l'auteur une médaille d'or?

Bhâskar-Dâmodar, *brahman* de la caste *chitpawan*, est l'auteur du second essai couronné par l'institution Elphinstone : *On the advantages that would*, etc. (sur les avantages que l'Inde retirerait de l'établissement d'un *saraï* ou *bangalow public* à Londres, avec enceinte, jardin, puits, etc., destiné à recevoir les voyageurs indigènes ou *hindoustanys*).

« Londres (dit l'auteur) a maintenant plus d'attractions pour les habitans de notre pays qu'aucune autre capitale! Londres! le centre des sciences, des arts, de la richesse, de la magnificence, du pouvoir! Londres! d'où seulement peut venir le bien-être de l'Inde, politiquement, socialement et de toutes manières... L'Angleterre a une supériorité actuelle sur presque tous (si ce n'est sur tous) les autres pays dans les sciences, les arts, le commerce. »

Dans un autre passage du même écrit, nous trouvons une appréciation remarquable des immenses difficultés que rencontre l'influence européenne, quand elle cherche à triompher, à l'aide de la science, des préjugés enracinés des Hindous. Le *brahman* Bhâskar-Dâmodar, parlant de ce grand fait cosmologique, — *la rondeur de la terre*, — remarque que ce fait est nié obstinément par les Hindous d'aujourd'hui, parce que ceux-ci maintiennent qu'il n'en est pas fait mention dans les traités d'astronomie hindous, etc. On leur prouve, par la lecture de divers passages du *Gholadhyaya* de Bhâskârachârya (l'auteur le plus renommé des temps comparativement modernes), qu'ils sont dans l'erreur sur ce point : ils ne veulent pas admettre l'autorité de

Bhâskârachârya, parce que ce qu'il avance et démontre, disent-ils, est contraire aux notions admises dès la plus haute antiquité, etc. Or le *Siddhant-Shiromani* de Bhâskârachârya a été écrit vers 1150. Cette rectification des idées erronées sur le système du monde introduites parmi les Hindous date de plus de sept siècles ! La conversion des Hindous, si elle doit résulter de la rectification de leurs idées sur tous les points scientifiques, ne pourrait donc s'espérer que dans des milliers d'années.

Les essais dont nous venons de parler suffisent pour démontrer dans l'esprit des indigènes, au moins de ceux qui habitent l'ouest de l'empire hindo-britannique, une tendance à généraliser les idées et à secouer le joug des notions superstitieuses qui entravent la marche de l'intelligence. D'autres essais de même origine, sur des questions de détail, soit scientifiques, soit littéraires, témoignent de l'aptitude remarquable des indigènes à comprendre et à traiter ces questions. Les résultats obtenus dans les autres présidences confirment à tous égards cette tendance et cette aptitude des Hindoustanys à s'assimiler au point de vue intellectuel le savoir européen; ils mettent de plus en évidence le vif désir que manifestent les indigènes, même parmi les classes les plus élevées, d'être admis au service du gouvernement anglais (1). C'est ainsi que l'un des princes du Mysore se soumettait, en 1850, aux examens prescrits par le règlement du 7 mars 1835, qui régit aujourd'hui la matière, et se présentait comme candidat à un emploi public.

Les progrès réalisés depuis 1833 dans l'administration de l'instruction publique nous semblent particulièrement dignes d'attention, et il ne sera pas inutile de les résumer en quelques lignes. En 1813, le parlement avait ordonné qu'une somme de 10,000 livres st. (250,000 francs) fût annuellement prélevée sur l'excédant des revenus de l'Inde, et appliquée à faire revivre et à encourager l'étude de la littérature indigène; mais ce ne fut qu'en 1823 que le gouvernement du Bengale nomma un comité d'instruction publique, et mit à la disposition du comité les fonds accordés par le parlement à dater de 1821. Les seuls établissemens fondés par le gouvernement anglais avant 1823, pour l'éducation des indigènes, avaient été le collége mahométan de Calcutta et le collége sanscrit à Benarès. De

(1) Indépendamment de 400 à 500 Anglo-Indiens (*East-Indians*) employés dans différentes branches du service, on comptait en 1852 environ 2,400 indigènes revêtus d'emplois plus ou moins importans, surtout dans l'administration de la justice et dans les finances, dont les traitemens variaient de 600 fr. à 39,000 fr. par an, et dont les services étaient appréciés à une haute valeur par le gouvernement. — Voyez, pour de plus amples et très curieux détails, les *Statistical Papers* déjà cités, p. 35 et suiv.; on peut consulter aussi l'*Annuaire des Deux Mondes* 1851-52, p. 447.

1823 à 1835, le nombre des établissemens de cette nature avait atteint le chiffre de quatorze; on en compte maintenant, au Bengale et dans les provinces du nord-ouest, plus de quarante.

Le principe dominant ou l'esprit des institutions fondées ou protégées par le gouvernement jusqu'en 1835 avait été de développer l'intelligence et l'instruction des masses à l'aide d'ouvrages anglais traduits en arabe et en sanscrit, ces deux langues classiques de l'Orient, en sorte que, dans ce système, il était indispensable que les indigènes, avant d'être initiés à la littérature et au savoir européen, devinssent des orientalistes. Les sources auxquelles il fallait, dans cet ordre d'idées, aller puiser les notions premières, fondamentales, étaient placées dans des régions que la science moderne a dû abandonner. Un temps précieux était inévitablement perdu dans des études stériles, souvent nuisibles; la coopération utile et progressive des Hindoustanys à l'administration intérieure du pays ne pouvait se réaliser que dans des conditions plus simples, plus directes, plus pratiques. Il fallut donc renoncer à atteindre le but par l'enseignement préalable des langues indigènes, et ce fut, comme nous l'avons indiqué, le 7 mars 1835 que le gouvernement de l'Inde publia une ordonnance substituant l'éducation directe par l'intermédiaire de la langue anglaise à l'éducation par l'enseignement préalable des langues orientales. Les grands établissemens destinés à soutenir et encourager l'étude scientifique de ces langues ont cependant été maintenus, mais ils ont été modifiés par l'addition de diverses classes anglaises.

Ce nouveau plan paraît avoir complétement réussi dans son ensemble, et les connaissances exactes et utiles se répandent avec une facilité remarquable dans les régions moyennes et supérieures de la société hindoustany, mais elles rencontrent de très grands obstacles dans les masses. Ces obstacles sont plus difficiles à vaincre au Bengale qu'ailleurs, et cela par une cause qui relève essentiellement de l'économie politique et qu'il est intéressant de signaler. Le pauvre cultivateur est placé au Bengale dans une condition relativement inférieure, par suite du *perpetual settlement* qui garantit aux grands propriétaires l'exercice du despotisme territorial à l'égard de leurs humbles dépendans, et les laisse jouir seuls à tout jamais, au moins en principe, de l'augmentation de revenu qui résulte ou pourra résulter de l'amélioration des cultures. Il en est advenu que la classe inférieure au Bengale, ayant perdu tout droit, pour ainsi dire, à la petite propriété et aux espérances qu'entretient et avive dans l'homme la possession du moindre coin de terre, est retombée dans l'apathie qui forme un des traits distinctifs du caractère bengali. A quoi pourraient lui servir quelques notions précises d'arithmétique, de géométrie, des institutions anglaises dans l'Inde, et conséquemment

de la langue anglaise et de l'écriture européenne, à lui qui n'a ni ambition ni espoir d'améliorer notablement sa condition actuelle ou celle de ses enfans? Il lui fallait l'aiguillon d'un intérêt immédiat ou au moins prochain, la perspective d'indépendance, d'affranchissement du servage, qui précisément lui manquent.

Il n'en a pas été de même dans les provinces du nord-ouest, où le gouvernement, ne s'étant pas lié les mains d'avance et profitant de l'expérience acquise dans l'application de diverses théories sur l'assiette de l'impôt territorial, a garanti par de sages mesures les droits du cultivateur, et l'a encouragé à augmenter, dans son propre intérêt, la valeur du sol. Les opérations du cadastre, dirigées vers ce double but, ont été enregistrées et les registres ouverts au public; mais ceux-là seulement qui peuvent lire, écrire, calculer et se rendre compte de la mesure exacte des terres, se voient admis à profiter des importantes données qui sont offertes aux espérances de leur légitime ambition. Ce motif a suffi pour déterminer les indigènes à acquérir les notions fondamentales d'une éducation européenne. Des écoles ont été ouvertes par le gouvernement ou ont surgi de toutes parts; de bons livres élémentaires ont été imprimés et recherchés; l'impulsion donnée se suit avec ardeur, et la condition intellectuelle et matérielle des populations s'améliore à vue d'œil (1). Un système analogue, adapté aux circonstances locales, se développe dès à présent dans les présidences de Madras (2) et de Bombay.

(1) On peut juger de l'importance de ces résultats par le chiffre de la population des provinces nord-ouest, qui s'élevait en 1852 à 23,199,688 habitans (répartis sur une surface de 46,070,658 acres ou 18 millions et demi d'hectares environ). Sur ces 23 millions, on compte 15 millions d'agriculteurs. La proportion des Hindous aux musulmans dans ces provinces est à peu près celle de 19 : 4. Le gouvernement de Madras comptait à peu près 23 millions d'habitans en 1850-51. Le gouvernement de Bombay est peuplé d'environ 10 millions. Voilà donc un total de 56 millions d'hommes dont la condition sociale est en pleine voie d'amélioration.

(2) Au point de vue de la prospérité agricole, la présidence de Madras paraît être la plus arriérée. Une discussion du plus vif intérêt s'est élevée à ce sujet, dans la chambre des communes, le 11 du mois de juillet 1854, sur la motion de M. Blackett, tendant à l'envoi d'une commission spéciale qui instituerait dans cette présidence une enquête sur l'assiette et la perception de l'impôt territorial. Des 123 membres présens, 59 ont voté *pour* la proposition, 64 *contre*. La motion n'a donc été rejetée qu'à la majorité de 5 voix. La discussion avait mis en évidence ce fait déplorable, savoir : que la perception de la redevance territoriale avait, dans l'état actuel des choses, le caractère d'une véritable exaction, ruineuse pour l'agriculture et fatale au développement de l'agriculture dans la présidence de Madras. Le président du bureau de l'Inde a reconnu la nécessité de remédier promptement au mal et solennellement promis d'adopter les mesures nécessaires dans le plus bref délai possible.

IV. — DE LA RÉFORME ACTUELLE ET DES RÉFORMES NÉCESSAIRES DANS LE GOUVERNEMENT DE L'INDE.

On croirait difficilement que les conditions dans lesquelles se trouve, depuis 1833, le gouvernement des Indes orientales fussent aussi imparfaitement connues en France qu'elles le sont encore aujourd'hui. Ainsi, et pour en donner un exemple frappant, l'Inde anglaise a été, dans l'organe officiel du gouvernement français, l'objet d'une série d'articles où, parmi des faits recueillis et comparés avec soin, des détails importans, des réflexions judicieuses, on trouve des assertions inexactes ou étranges, qui décèlent une étude bien incomplète du sujet (1). L'insuffisance des notions recueilllies en France sur la situation du gouvernement anglais dans l'empire hindo-britannique nous décide à analyser avec quelque détail l'acte important qui la domine et la règle aujourd'hui.

Avant de nous rendre compte des principales dispositions du nouvel acte destiné à pourvoir au gouvernement de l'Inde, et pour en bien faire comprendre la signification et la portée actuelle, nous rappellerons que la cour des directeurs de la compagnie, émanée de la cour des propriétaires (2), se composait, sous la dernière charte, de

(1) Un de ces articles, celui du 8 février dernier, après avoir annoncé que l'auteur a consulté les documens officiels « publiés avec la profusion ordinaire de l'autre côté du détroit, » contient les assertions suivantes : « On sait que le bill de 1833 avait supprimé le *monopole commercial* de la compagnie. Le nouveau bill a été inspiré et conçu dans une excellente pensée : affermir l'autorité du gouvernement central du royaume-uni, fractionner dans une certaine mesure le gouvernement général de l'Inde, en le localisant davantage, et laisser l'administration ainsi que la gestion *commerciale* à la compagnie. » Or le nouveau bill a non-seulement enlevé à la compagnie le droit exclusif (dont elle était investie) de commercer avec la Chine, mais lui a imposé l'obligation, par elle acceptée, d'abandonner tout commerce, et de se défaire, dans le plus bref délai possible, de toutes les valeurs commerciales en sa possession et de toutes propriétés mobilières et immobilières qu'il ne paraîtrait pas utile de conserver dans l'intérêt du gouvernement de l'Inde (articles 3 et 4). L'analyse du nouveau bill, donnée aussi dans *le Moniteur* du 15 février, contient de nombreuses inexactitudes. On y cite un passage des *Souvenirs du Gouvernement de l'Inde* (*), de M. Tucker, où cet ancien directeur exprime sa conviction qu'avec le temps mis à profit par un bon système d'éducation et une prudente propagande, la lumière évangélique doit finir par dissiper sans perturbations les nuages superstitieux dont le sentiment religieux s'enveloppe encore dans l'Inde. On ajoute : « En effet, que le christianisme, fidèle à sa loi et à sa marche, s'attaque par la persuasion à l'homme intérieur, l'homme extérieur sera aussitôt transformé, comme il le fut en Occident. » N'est-ce pas trahir une connaissance très incomplète du caractère des Hindous? n'est-ce pas même apprécier bien imparfaitement l'autorité des habitudes en général que d'admettre et d'affirmer ainsi la conversion prochaine des peuples de l'Hindoustan?

(2) Voir, sur la constitution et les pouvoirs de la compagnie en 1833, la *Revue des Deux Mondes* du 15 mai 1840.

(*) *Memorials of Indian government.... from the papers of G. S. George Tucker, late director of the E. I. Company, edited by J. W. Kaye.* London, 1853, in-8°.

trente membres, dont vingt-quatre seulement étaient en activité, six sortant, à tour de rôle, tous les ans de la direction, et n'étant rééligibles qu'à l'expiration de l'année. La cour s'assemblait une fois par semaine. Il fallait que treize membres au moins fussent présens pour constituer la cour; la prérogative la plus importante de ce corps était la nomination à peu près exclusive aux grades ou emplois par lesquels se recrutent les différentes branches du service dans l'Inde. Enfin, depuis 1784, l'Inde était de fait gouvernée par le bureau de contrôle et immédiatement par la compagnie, forme de double gouvernement qui avait donné lieu à des tiraillemens fâcheux et à d'amères critiques de la part d'hommes considérables de tous les partis.

Le nouveau bill de l'Inde est intitulé : *un Acte pour pourvoir au gouvernement de l'Inde* (20 *août* 1853). — Un préambule rappelle l'acte passé dans la session du parlement tenue sous les années 3 et 4 du roi Guillaume IV (chap. 85) « pour le meilleur gouvernement des territoires *de sa majesté dans l'Inde, jusqu'au* 30e *jour d'avril* 1854, etc. » Il déclare que la reine, avec l'avis et du consentement des lords et communes assemblés en parlement, et par l'autorité dudit parlement, a arrêté les dispositions qui suivent. Voici maintenant le résumé du bill, dont nous citons textuellement l'article 1er :

« *Jusqu'à ce que le parlement en ait autrement décidé,* tous les territoires en la possession et sous le gouvernement de la compagnie des Indes orientales continueront à être soumis audit gouvernement aux mêmes conditions que par le passé, c'est-à-dire que toutes les dispositions en vigueur à l'égard de ladite compagnie et desdits gouvernemens et territoires respectivement continueront (*en tant qu'elles ne sont pas modifiées par le présent acte ou ne seraient pas en contradiction avec la teneur dudit acte*) à avoir leur plein et entier effet après le 30e jour d'avril 1854, comme si ledit terme ne fût pas expiré (1). »

L'art. 2 introduit immédiatement une modification des plus importantes, en déclarant qu'à dater du second mercredi du mois d'avril 1854, et après ce même jour, il y aura dix-huit directeurs de la compagnie, *et non plus,* etc. (2). La reine est autorisée par l'art. 3 à nommer, avant le deuxième mercredi d'avril 1854, trois directeurs, l'un pour deux ans, un autre pour quatre ans, et un troisième pour six ans. Chaque directeur ainsi nommé, et tout autre di-

(1) Le nouvel acte constitutionnel a été inauguré à Calcutta le 4 mai 1854.

(2) Pour toutes les dépêches et documens émanant de la cour des directeurs, les signatures du président et du vice-président et du plus ancien membre de la cour, *ou de deux quelconques d'entre eux,* avec le contre-seing du secrétaire de la compagnie, suffiront à l'avenir au lieu des signatures de la majorité des directeurs. Dix directeurs suffisent pour constituer une cour.

recteur qui pourra être nommé par sa majesté, en vertu des dispositions du présent acte, devra avoir été employé *dix ans au moins dans l'Inde* au service de la couronne ou au service de la compagnie. — Les directeurs en exercice le deuxième mercredi d'avril 1854 et les personnes ou survivans des personnes qui, ayant été directeurs de la compagnie, auraient cessé de l'être par l'expiration du terme pour lequel ils étaient élus, sont autorisés, par l'art. 4, à choisir parmi eux quinze noms qui désigneront, — avec les trois noms choisis par sa majesté, — *les premiers directeurs de ladite compagnie sous le présent acte* (1), et de ces quinze personnes, cinq sont nommées pour deux ans, cinq pour quatre ans, cinq pour six ans, etc.

Enfin, dans la pensée de porter à *six* le nombre des directeurs nommés par la reine et de réduire à *douze* celui des autres directeurs, la reine, en vertu de l'art. 5, nomme aux *trois* premiers emplois de directeurs vacans pour toute autre cause que l'expiration du temps pour lequel un directeur aura été nommé ou élu. Il sera d'ailleurs pourvu à toute vacance qui surviendra à l'avenir parmi les directeurs nommés par la couronne, une fois le nombre de six atteint, par ordonnance de sa majesté (art. 6), et les emplois vacans parmi les autres directeurs seront remplis par voie d'élection comme par le passé. Il faut remarquer ici que des douze emplois de directeurs qui restent, d'après le nouveau bill, soumis au régime de l'élection, *six* ne sauraient être accordés qu'à des personnes *ayant résidé au moins dix ans dans l'Inde*, et ce nombre de *six* doit être soigneusement maintenu, en sorte que, sur une cour des directeurs composée de *dix-huit* membres, *douze* auront résidé dix ans au moins dans l'Inde, et six de ces douze y auront exercé des fonctions publiques. La durée ordinaire des fonctions d'un directeur, nommé soit par la couronne, soit par la cour générale, est de six années (art. 7). Les directeurs sont rééligibles. Il suffit pour être apte à occuper le poste de directeur, indépendamment des autres conditions mentionnées, de posséder au moins 1,000 livres sterling (25,000 fr.) dans les fonds de la compagnie (*stock*), au lieu de 2,000 livres sterling exigées autrefois. Le directeur élu doit, avant d'entrer en fonctions, faire une déclaration solennelle à cet effet.

L'art. 13 dispose que *toute personne qui sera à l'avenir nommée directeur de la compagnie* devra, avant d'entrer en fonctions, prêter le serment dont suit la formule, et dont la rédaction (bien que le sens ne puisse en être douteux) nous paraît manquer à la fois de préci-

(1) Cette élection des quinze nouveaux membres de la cour des directeurs par les trente anciens a été vivement critiquée et particulièrement par lord Ellenborough (séance de la chambre des lords du 5 août 1853).

sion et de dignité. Voici la reproduction littérale de cette formule de serment : « Je jure que je serai fidèle *à sa majesté la reine Victoria,* et que je remplirai *de mon mieux* le service qui m'est assigné comme l'un des directeurs de la compagnie des Indes orientales dans l'administration du gouvernement de l'Inde en dépôt pour la couronne. Ainsi Dieu me soit en aide (1) ! » Quelle que soit au reste la valeur logique et grammaticale de la rédaction, il n'en est pas moins évident qu'à dater de l'emploi de cette formule, les relations de la compagnie des Indes avec le souverain de la Grande-Bretagne et son gouvernement entrent dans une phase nouvelle, et que la compagnie a perdu du terrain, comme pouvoir politique, en Angleterre et même dans l'Inde, plutôt qu'elle n'en a gagné. Remarquons aussi toutefois dès à présent que, pour se former une idée nette de la situation actuelle des directeurs, il faut reconnaître, dans les dispositions de l'acte récemment promulgué et mis en vigueur, une tendance marquée à placer ces délégués de la couronne dans une dépendance de plus en plus étroite du bureau des commissaires pour les affaires de l'Inde.

Les dispositions les plus saillantes, après celles qui établissent la nouvelle constitution de la cour des directeurs, sont celles qui ont trait au gouvernement immédiat de l'Inde, à l'administration de la justice dans ce vaste empire, et aux moyens de *recruter* d'une manière plus efficace et plus satisfaisante que par le passé le personnel des différentes branches du service. Ces dispositions indiquent l'intention du gouvernement d'établir *au moins* une nouvelle cour de justice dont le siége et les attributions ont été l'objet de diverses allusions dans la discussion du bill de l'Inde. Comme résultat lié à l'exercice des pouvoirs judiciaires dans l'Inde, il convient de faire observer que, par l'article 27, « les amendes et confiscations de toute espèce appartiennent à la compagnie, *pour le produit en être appliqué aux dépenses de l'Inde.* Après avoir rappelé qu'à diverses époques il a été établi *dans l'Inde* des commissaires pour l'examen des lois anciennes et la rédaction de lois nouvelles (*Indian Law commissioners*), le bill consacre encore la disposition suivante :

« Art. 28. — La reine pourra nommer des commissaires, *en Angleterre,* pour examiner les propositions faites par lesdits *law-commissioners*, et faire leur rapport sur les travaux desdits commissaires employés dans l'Inde à

(1) L'article 11 autorise ceux des directeurs qui sont nommés par la reine, et qui pourraient être élus membres de la chambre des communes, à siéger et voter comme tels dans le parlement. Il stipule en outre que ces directeurs membres de la chambre des communes ne pourront être révoqués par la cour générale de la compagnie, et que la reine se réserve de remplacer celui ou ceux d'entre eux dont l'incapacité ou la conduite pourraient donner lieu à l'adoption de cette mesure.

diverses époques à cet effet, et les commissaires de la reine pourront être autorisés à appeler en Angleterre tels témoins qu'ils jugeraient convenable d'examiner, ou se faire présenter tels documens des archives du bureau de contrôle ou de la compagnie qu'ils croiront utile de consulter (1).

Le gouvernement se montre déterminé d'ailleurs à augmenter les ressources militaires de la compagnie d'une manière durable. Le bureau des commissaires pour les affaires de l'Inde pourra donner ou approuver les ordres nécessaires pour la levée et l'entretien de 20,000 hommes de troupes européennes (officiers, sous-officiers et soldats compris) qui seront employées par la compagnie et payées sur les revenus de l'Inde, au lieu de 12,200. Le dépôt, en Europe, comprendra 4,000 hommes (officiers, sous-officiers et soldats), au lieu de 2,000, que la compagnie avait été autorisée à lever et entretenir par les actes de George III, etc.

Des articles relatifs à l'importance politique du bureau de l'Inde, au traitement du président de la cour des directeurs, du général en chef des forces employées dans l'Inde (2), à la nomination des aspirans au service civil, etc., complètent l'ensemble des grandes dispositions arrêtées par cet acte, qui aura une influence considérable sur l'avenir des Indes anglaises.

Nous sommes tenté de dire avec lord Ellenboroug (séance de la chambre des lords du 5 août 1853) : « Ce que ce bill a de mauvais n'est pas nouveau, et ce qu'il a de nouveau n'est pas mauvais ! » Il donne prise dans son ensemble aux reproches suivans. Il ne contient pas des déclarations assez précises sur la ferme volonté du parlement anglais de veiller à ce que l'Inde soit sagement, justement et paternellement gouvernée à l'avenir. Il laisse encore en suspens plusieurs questions d'une extrême importance, telles que celles de la création d'une nouvelle présidence, de l'établissement définitif de la présidence d'Agra, etc. Il montre à la fois (et ce n'est pas son moindre défaut) le désir et l'intention de se passer de la compagnie et la né-

(1) Ces dispositions ont été généralement blâmées dans l'Inde, où le nouveau *conseil législatif* a dû s'assembler pour la première fois le 20 mai. Tout faisait supposer que l'un des premiers actes du conseil serait d'exprimer la conviction que le code de l'Inde doit être rédigé et discuté dans l'Inde, et de proposer en conséquence la nomination d'une commission chargée de « la révision et de la codification des lois destinées à régir les Indes anglaises. » Ce serait se mettre dès le début en opposition avec la commission législative nommée en Angleterre.

(2) Et non du *général en chef des forces navales*, comme l'aurait voulu *le Moniteur* du 15 février 1854. Nous regrettons de ne pouvoir donner une idée nette et précise de l'état actuel de la marine anglo-indienne. Les renseignemens officiels manquent à cet égard, et tout ce que nous pouvons ajouter au tableau que nous tracions des ressources navales de l'Inde anglaise en 1841, c'est qu'en 1849-50, la présidence du Bengale comptait 10 *steamers* armés, de 200 à 700 tonneaux.

cessité où se trouve le gouvernement de la reine d'avoir indéfiniment recours au gouvernement de la compagnie par procuration. — Il faut cependant reconnaître que le bill, envisagé à son véritable point de vue, c'est-à-dire comme mesure de transition, a pourvu autant que possible à certaines exigences de la situation, et donné satisfaction dès à présent à des intérêts depuis longtemps en souffrance. Les difficultés prévues et à prévoir sont d'un ordre si élevé, que l'on comprend l'hésitation, au moins dans de certaines limites, avec laquelle on les aborde.

En 1833, lors de la discussion du fameux *Paper of Hints* (suggestions ou insinuations relatives à la charte de la compagnie) (1), envoyé à la cour des directeurs le 17 décembre 1832 par le président du bureau de contrôle (Charles Grant, depuis lord Glenelg), Saint-George Tucker, l'un des membres les plus distingués de la cour des directeurs (2), s'était exprimé sur les difficultés de toute nature que présente l'administration de l'empire hindo-britannique dans les termes suivans : « Notre territoire est déjà beaucoup plus étendu qu'il ne devrait l'être pour nous permettre de le gouverner convenablement. Nous avons plus de sujets que nous n'en pouvons protéger de manière à assurer leur bien-être et à améliorer leur condition sociale. Enfin les devoirs que nous avons à remplir, les intérêts divers que nous avons à concilier sont tellement compliqués, qu'ils dépassent de beaucoup la portée ordinaire de l'intelligence humaine. »

Ce qui était vrai alors l'est encore aujourd'hui, le deviendra chaque jour davantage. De là résulte la nécessité absolue de n'appeler à prendre une part importante au gouvernement de l'Inde que des intelligences d'élite. Il est devenu non moins indispensable de n'admettre aux emplois civils et militaires que des jeunes gens soumis dans un libre concours à des examens préalables, et dont l'éducation solide et spéciale aura été démontrée par ces examens. Le nouveau bill satisfait à ces importantes conditions, et l'application des mesures qui seront adoptées en conséquence aura des résultats heureux pour le gouvernement de l'Inde; mais il faut avant tout que l'Hindoustan soit mieux connu des Anglais eux-mêmes, il faut que la valeur relative de ses diverses populations, de la population hindoue en particulier, soit plus loyalement, plus sagement, plus rationnellement appréciée. Plusieurs publicistes anglais, hommes

(1) Singulier titre pour une communication de cette importance! Le *Paper of Hints* avait été lu le 10 décembre aux président et vice-président de la cour des directeurs, en présence de lord Grey (alors ministre), et envoyé une première fois sous enveloppe, mais sans lettre d'envoi, le 11 décembre. Ce même document fut transmis en duplicata le 17 avec une lettre de M. Grant.

(2) *Preliminary Papers respecting the E. I. Company's charter* (1833, in-4°, p. 141).

éminens par l'intelligence ou d'une compétence incontestable par l'expérience qu'ils ont acquise au service du gouvernement de l'Inde, partagent nos convictions à ce sujet. Il ne nous semble pas pourtant qu'aucun d'eux ait dans ces derniers temps étudié spécialement le rôle que la société hindoue avait été appelée à remplir dans le monde oriental et l'influence qu'elle y exerce encore aujourd'hui.

Nous avons passé bon nombre d'années au milieu de cette population mélangée et cependant homogène à beaucoup d'égards, de cette société *hindoustany*, qui semble marquée au sceau du brahmanisme et de l'islamisme; nous avons même été adopté par elle, pour ainsi dire, pendant une portion notable de notre vie, et nous avons eu de fréquentes occasions d'étudier de près les mœurs du pays. Eh bien! nous avons pu constater de bonne heure que l'influence des institutions et des usages hindous était dominante parmi toutes les populations d'origine étrangère. Ce n'est pas sans quelque surprise et sans une vive satisfaction que nous avons trouvé dans un ouvrage récent publié par l'éminent magistrat anglais ancien président de la cour suprême de Bombay, sir Erskine Perry, le passage suivant, qui confirme d'une manière frappante la justesse de cette remarque :

« Telle est l'influence des usages et des opinions des Hindous sur les hommes de toutes castes ou couleurs qui sont en relations habituelles avec eux, que graduellement tous prennent une *teinte hindoue* (si l'on peut s'exprimer ainsi) qu'il est impossible de méconnaître. Parsis, Moghols, Afghans, Israélites et chrétiens qui sont établis depuis longtemps dans l'Inde ont subi cette influence et échangé une bonne partie de leur ancien patrimoine d'idées contre les notions, la manière de voir, le ton habituel de la société hindoue. En observant ce phénomène, j'ai souvent été conduit à le comparer au phénomène géologique que présente, selon les savans, le sol noir du Dhäkkhän, qui a la propriété de s'assimiler toute substance étrangère introduite dans son sein (1). »

Un fait social d'une aussi grande portée attirait invinciblement nos réflexions et nos études; nous avons donc voulu remonter à la source de l'influence exercée par les Hindous sur les immigrans qui se sont établis au milieu d'eux, de gré ou de force, sans se mêler à leur antique race. Or, chez un peuple où la vie extérieure et la vie intérieure sont depuis un temps immémorial dans la dépendance obligatoire, permanente, intime, d'une seule et même formule réglementaire, l'observance de la loi divine, — les mœurs sont avant tout le résultat des institutions. Il fallait donc chercher à apprécier le véritable caractère de ces institutions émanées de Dieu même, selon les Hindous, et révélées par les *Védas* à l'origine des siècles. Ce qu'il

(1) *Cases illustrative of Oriental life*, etc., p. 112.

y a de grandeur et de force dans ces institutions primordiales nous a profondément impressionné dès le début de nos recherches : le temps n'a fait qu'accroître cette impression. — La rigoureuse observance des lois de Manou, à aucune époque, a-t-elle jamais été constatée? A-t-elle pu même être inférée des témoignages ou conclue des traditions les plus respectables? Un vaste empire s'est-il formé et s'est-il maintenu pendant des siècles sous l'influence exclusive de ces lois? Il est permis d'en douter; mais ce qui n'est pas douteux, c'est que des millions d'hommes ont foi dans cette législation, c'est que, dans leur ensemble et comme système social complet, les lois de Manou n'ont pas cessé, depuis des milliers d'années, de gouverner la société hindoue et d'exercer une influence marquée sur les races que les décrets de la Providence ont introduites comme élémens nouveaux dans la grande famille hindoustany. Ainsi le rôle assigné à ce vaste système social a occupé et occupe encore une place des plus importantes dans l'histoire de l'humanité. Là où se trouvaient la grandeur et la force devait se trouver la durée, et l'histoire des trois derniers siècles prouve qu'aujourd'hui encore l'antique organisation dont nous admirons les proportions gigantesques doit être respectée, et que sur cette base la domination européenne doit faire reposer l'avenir de l'Hindoustan.

Où ont abouti les autres civilisations antiques? La Babylonie, l'Assyrie, l'Égypte, ne vivent plus que par leurs monumens en ruines et leurs inscriptions mutilées : leurs peuples ont disparu. Le peuple juif a cessé d'exister comme corps de nation; il est réduit, par une dispersion fatale, à ne plus peser dans la balance du monde. Les civilisations grecque et romaine ont laissé sur le globe leurs traces lumineuses; mais il n'y a plus de Grecs ni de Romains. L'empire chinois enfin, le plus vaste et le plus peuplé qui se soit formé parmi les hommes, a pu se maintenir pendant des milliers d'années, il est vrai, avec ses rites et ses pratiques superstitieuses, grâce au principe absolu de l'autorité paternelle personnifiée dans ses souverains, grâce surtout à la politique de l'isolement; mais il est aujourd'hui en pleine décadence : la moralité, l'existence même d'un pouvoir souverain ne s'y manifestent plus que par de vaines proclamations. La pratique gouvernementale a perdu son unité, ses moyens d'action. L'organisation, qui fait la force des nations, croule de toutes parts, et la nationalité chinoise est menacée par des révolutions qui démembreront l'empire, en même temps que le caractère chinois, étranger à toute conviction, à toute habitude vraiment religieuse, se montre de plus en plus disposé à subir les influences occidentales qui sont destinées à le transformer dans un avenir prochain.

La civilisation hindoue au contraire, bâtie sur le roc de la révé-

lation, appuyée sur des institutions d'une aptitude et d'une prévoyance merveilleuses, a résisté au poids des siècles, soutenu vaillamment le choc des révolutions et des conquêtes, repoussé constamment la flétrissure des croyances ou des pratiques étrangères. Les autres peuples sont venus puiser aux sources divines de sa poésie et de sa science philosophique; elle ne leur a rien demandé. Chargée de maintenir la pratique invariable des règles qui gouvernent, depuis les temps anté-historiques, la vie privée et les habitudes religieuses de ses enfans, elle a suffi à sa tâche. Elle est restée forte contre les persécutions, tolérante malgré les exemples de fanatisme, calme dans la bonne fortune, résignée dans le malheur, debout enfin sur les ruines des autres civilisations, et le regard tourné sans cesse vers l'avenir que sa foi lui promet. Voilà ce qui nous a semblé résulter invinciblement de l'ensemble des témoignages historiques et de la discussion impartiale des faits.

Il fallait cependant, tout en reconnaissant la grandeur du rôle que la société hindoue a joué de tout temps et joue encore dans l'extrême Orient, ne pas négliger l'étude des autres élémens sociaux introduits dans l'Hindoustan par l'immigration ou la conquête, et en particulier de l'élément mahométan, le plus important de tous. C'est à quoi nous nous sommes attaché. Nous avons été ainsi conduit à examiner quel usage la domination musulmane avait fait du pouvoir que les événemens avaient placé entre ses mains, et nous sommes arrivé à cette conclusion, qu'un seul parmi les souverains musulmans de l'Inde gangétique, Akbăr, avait compris pleinement sa mission et consacré toute sa volonté, toutes les ressources de sa puissante intelligence, à l'œuvre si glorieuse de la fusion politique des deux grandes races qui se partageaient les forces vives de son empire. Les historiens musulmans ont bien plutôt raconté d'un point de vue exclusif les événemens qui ont signalé le règne de ce prince et ceux de ses successeurs, qu'ils n'ont songé à peindre une époque. Le ministre favori et le panégyriste d'Akbăr, bien que doué du coup d'œil du philosophe et de celui de l'homme d'état, a lui-même cédé (et nous l'avons déjà reconnu) à l'admiration excessive que lui inspirait son héros, et ses récits sont entachés d'exagération ou n'embrassent qu'un certain ordre de faits souvent incomplétement rapportés. Tous manquent de cette première qualité de l'historien, l'indépendance. Les historiens anglais, un seul excepté (l'illustre Elphinstone), ont étudié dans Akbăr le conquérant, le monarque absolu, plutôt que l'homme religieux, le législateur prévoyant et humain par caractère et par principes, le pasteur des peuples éminemment doué du sentiment des choses grandes et durablement utiles. Elphinstone lui-même nous semble n'avoir pas suffisamment apprécié ce qu'il y a eu de mer-

veilleux dans l'organisation et l'administration d'un si vaste empire par une intelligence du premier ordre, atteignant le but qu'elle s'était proposé après un demi-siècle d'efforts, et léguant à la postérité l'exemple, *unique en Orient,* de sa bienfaisante grandeur. Il y avait donc là, au moins dans notre conviction, quelque chose à faire qui n'avait pas été fait encore, et c'est ce que nous avons tenté. Dans l'intérêt des populations de l'Hindoustan, dans l'intérêt des Anglais, aujourd'hui *maîtres après Dieu* dans l'Hindoustan, comme l'est un capitaine à bord de son navire, dans l'intérêt enfin du monde civilisé, nous avons essayé de rendre pleine et entière justice au caractère du grand homme dont nous avons retracé la vie si glorieuse, et surtout à la solidité des principes qui l'ont guidé dans le gouvernement de l'Inde.

Cette double étude du caractère et des institutions des Hindous, du caractère et des institutions d'Akbăr, se liait inévitablement à l'examen du système de gouvernement que la conquête anglaise a graduellement introduit dans les contrées situées entre l'Indus et l'Irrawady, l'Himalaya et le cap Comorin. Nous avons abordé cette partie de notre travail avec la ferme volonté de discuter la valeur des témoignages qui se rapportent à cette grave question aussi impartialement que nous avions exposé la nature essentielle et la portée politique des deux autres. Nous la terminons avec la conviction profonde que la domination de la Grande-Bretagne dans l'Inde, l'un des plus grands *faits accomplis* que l'histoire ait jamais eu à enregistrer, est la seule qui puisse, dans l'état actuel du monde, et pour bien des années encore, satisfaire aux conditions du problème compliqué que présente l'administration d'une population mixte aussi considérable et aussi intelligente que l'est celle de l'Hindoustan. Notre conviction cependant repose, avant tout, sur la haute opinion que nous avons conçue de la sagesse du parlement anglais. Il aura compris dans ces derniers temps la nécessité absolue de gouverner les Hindoustanys par la tolérance et l'exemple des vertus chrétiennes plus encore que par l'énergie, par l'ordre, le sentiment de l'organisation et la science administrative et militaire qui caractérisent si particulièrement l'Europe moderne. Que les Anglais dans l'Inde demeurent chrétiens, mais que leur influence intellectuelle et morale s'exerce à l'avenir par des bienfaits. Si la conversion des Hindous doit s'opérer un jour, ce sera par cette voie. Le devoir d'un gouvernement sage sera non-seulement de respecter le caractère et les habitudes des Hindous, mais de les faire servir à la régénération des masses, en faisant comprendre aux peuples de l'Inde que les bases de leurs institutions, que le sens primitif et réel de leurs dogmes religieux, aujourd'hui ignoré ou incompris par la plupart d'entre eux, sont en

harmonie avec les croyances fondamentales qui gouvernent les grandes nations de l'Occident. Au lieu de les engager à renoncer à la pratique de leur religion, on s'attachera à les convaincre qu'il est en leur pouvoir de participer, sans compromettre leur salut, aux avantages que les progrès de la civilisation ont créés parmi nous. On fera germer dans leurs cœurs les notions de la fraternité humaine et de l'égalité devant Dieu et devant la loi, en pratiquant à leur égard les devoirs que ces saintes formules prescrivent aux gouvernemens issus du XIXe siècle. On n'en fera probablement pas des chrétiens, mais on en fera des amis des chrétiens, et des amis dévoués.

Ces espérances se réaliseront par degrés, nous en avons la conviction, maintenant que le parlement a commencé à prendre au sérieux l'administration des Indes anglaises. Un jour viendra où l'Inde émancipée verra surgir de son sein des intelligences capables de comparer sans préjugés le présent au passé, d'apprécier les bienfaits relatifs de la civilisation occidentale et la grandeur, si longtemps méconnue (par les Hindous eux-mêmes), du système social fondé par le brahmanisme. On comprendra comment ce système a suffi pour maintenir pendant plus de trente siècles l'unité morale et religieuse d'une race qui a seule survécu à toutes les races antiques. La civilisation soumettra à son niveau magique des populations innombrables qui se tendront la main des rives de l'Indus et du Gange à celles de la Tamise. Les préjugés de couleur et de caste iront s'affaiblissant chaque jour. Issus de la même souche aux premiers âges du monde, les peuples qui ont accompli leur mission dans l'extrême Orient et dans l'Occident européen se retrouveront, se mêleront de plus en plus à leur berceau commun, et l'Angleterre verra des millions de frères là où elle ne compte aujourd'hui que des millions de sujets.

A. D.-B. DE JANCIGNY.

HISTOIRES D'ARMORIQUE

I.

LES MOISSONNEURS.

Lorsqu'un nuage épais, vers le temps des moissons,
Vient recouvrir la ville et fond sur les maisons,
Quand la grêle bondit sur les toits, quand la rue
Roule une onde fangeuse incessamment accrue,
Observant à l'abri l'orage et ses dangers,
Aux tristes campagnards, citadins, vous songez.
Leur malheur est le vôtre. Oui, vous cherchez d'avance
Comment le métayer paîra sa redevance;
Le pauvre avec frayeur prévoit l'hiver prochain,
Et l'on parle déjà de la cherté du pain. —

Hommes mûrs et vieillards, jeunes gens, jeunes filles,
Tous ils étaient venus, armés de leurs faucilles,
Dès la pointe du jour, un jour limpide et bleu,
Et que l'ardent soleil bientôt rougit de feu.
Jusqu'à midi sonnant leurs bras forts et superbes
Ont abattu les blés vite formés en gerbes;
Mais les rires, les mots joyeux et les chansons
Animaient au travail et filles et garçons;
En fauchant les épis, en liant les javelles,
Les défis s'échangeaient et les tendres querelles :
— Renouez vos cheveux, ô Lilèz, et chantez!
— Héléna, tous mes chants sont à vous; écoutez!

LILÈZ.

« Ma barbe est blonde encor, je ne suis qu'un jeune homme;
Parmi les moissonneurs pourtant on me renomme :

Quand je vais près de vous, Léna, coupant le blé,
Mon ardeur, je le sens, et ma force ont doublé.

« Avec vous dans les bois que ne suis-je fauvette!
On vivrait, belle enfant, sans peur de la disette.
Bienheureux les oiseaux! ils ne travaillent pas
Et trouvent en chantant leurs faciles repas.

« Moi, j'ai les yeux tournés vers certaine chaumière :
Sortirez-vous enfin, madame la fermière?
Vous si charmante à voir quand vous venez à nous
Avec les plats fumans, le cidre frais et doux! »

A peine il achevait ces plaintes émouvantes,
Que parut la fermière avec ses deux servantes;
Soudain, trève aux chansons! mais, pour quelques instans,
N'en remuaient pas moins les langues et les dents.
A l'ombre ils savouraient, couchés sur l'herbe épaisse,
La succulente odeur de la soupe de graisse,
Le lard sur le pain noir fondant et la liqueur
Qui rafraîchit la bouche et ravive le cœur.
Ensuite un bon sommeil. Puis, d'un nouveau courage,
Sur les épis sonnans recommença l'ouvrage.
Les dos étaient courbés, mais un lointain brouillard
Par momens soulevait l'œil de plus d'un vieillard :
— « A l'œuvre, mes enfans, à l'œuvre! » — Et sans relâche,
Le front tout en sueur, chacun pressait sa tâche.

L'orage cependant, et plus sombre et plus lourd,
Comme un dôme pesait sur l'église du bourg,
De ses flancs s'échappaient de longs éclairs bleuâtres
Qui faisaient fuir au loin les troupeaux et les pâtres;
De larges gouttes d'eau tombaient; les moissonneurs
N'ayant plus qu'un recours, le Seigneur des Seigneurs,
Par le sable volant leurs figures souillées,
Se mirent à genoux sur les gerbes mouillées;
Leurs faucilles gisaient éparses devant eux;
Les mains jointes, ainsi parlaient ces malheureux.

LA FERMIÈRE.

Oh! perdre en un moment le travail d'une année!
Voir languir dans la faim toute la maisonnée!
Pauvres petits enfans, avec quoi vous nourrir?
O mes chers innocens, nous n'avons qu'à mourir.

LE FERMIER.

Oui, mourir! le courage ici manque au plus ferme.
Vienne l'automne, hélas! comment payer ma ferme?
Ah! dans ce champ maudit, quand mes mains l'ont bêché,
Sans doute j'arrivais chargé d'un grand péché.

L'AIEUL.

Non, vivez, ô mon fils, Dieu même vous l'ordonne.
Il rend ce qu'il a pris, il châtie et pardonne.
Dans ce malheur commun, seul, je vois bien ma part :
C'est à moi de mourir, inutile vieillard.

Le vieillard désolé se tut, car sur sa tête
Dans toute son horreur mugissait la tempête :
Le tonnerre éclata!... Mais aussitôt dans l'air
Par trois fois l'*Angelus* tinta paisible et clair;
Un de ces rayons d'or qui précèdent les anges
Illumina le ciel; puis, changemens étranges!
Comme il était venu, le nuage pesant
Du côté de la mer et vers l'ouest s'avançant,
On vit, nouveau déluge, on vit ses eaux troublées
Tomber, tomber à seaux dans les ondes salées;
Tous les monstres marins hors des flots bondissaient,
Et sur les blonds épis les moissonneurs dansaient.

LILÈZ.

« Il faut chanter le blé! Jeunes gens, jeunes filles,
Élevez sur vos fronts et frappez les faucilles?
Le blé fait vivre l'homme : amis, en son honneur
Entonnons devant Dieu le chant du moissonneur.

« C'est un présent divin. Durant les mois de neige,
Dans ses flancs maternels la terre le protège;
Puis, quand brillent les fleurs, elle montre au grand jour
Celui qu'elle nourrit neuf mois avec amour.

« Un mendiant m'apprit jadis un grand mystère :
Le grain est fils du ciel, cet époux de la terre;
Pour le faire grandir tous deux n'épargnent rien;
Votre enfant le plus cher n'est pas soigné si bien.

« Si la tige au printemps languit frêle, épuisée,
Comme un lait bienfaisant s'épanche la rosée,
Et des souffles légers comme les papillons
La bercent mollement dans le creux des sillons.

« Pour apaiser sa soif ardente, les nuages
S'assemblent : quels flots d'or nous versent ces orages!
Puis le ciel, appelant d'un beau nom le soleil,
Dit : — Séchez le froment, ô mon astre vermeil!

« Ainsi mûrit le blé, divine nourriture,
Ce frère du raisin, boisson joyeuse et pure;
Dieu même a consacré le céleste présent :
— Mangez, voici ma chair; buvez, voici mon sang. »

LES MOISSONNEURS.

« Honneur, honneur au blé! Trois fois, garçons et filles,
Faisons reluire en l'air et sonner les faucilles! »
Et tous, jusqu'aux vieillards un moment rajeunis,
Chantaient, et sous leurs pieds bruissaient les épis.
Le dimanche suivant, une gerbe votée
A l'église du bourg en pompe était portée,
Et le prêtre disait, la posant sur l'autel :
« Gloire et remercîment à l'ange Gabriel! »

II.

LE BARDE RI-WALL.

IIIe SIÈCLE.

Des temps qui ne sont plus écoutez une histoire.
Les méchans ont parfois leur châtiment notoire :
Tel le barde Rî-Wall. Depuis quinze cents ans,
Sa mort fait chaque hiver rire nos paysans,
Lorsque le vent du soir au dehors se déchaîne
Et qu'au fond du foyer brille un grand feu de chêne.

*

Quand Rî-Wall le rimeur disparut tout à coup
Dans la fosse où déjà s'était pris un vieux loup,
Devant ces blanches dents, devant ces yeux de braise,
Le barde au pied boiteux n'était guère à son aise.

Lui qui raillait toujours, certe il ne raillait plus;
Et dans son coin, le loup, tout piteux et confus,
Ses poils bruns hérissés et sa langue bavante,
Épouvanté, tâchait d'inspirer l'épouvante.

Tous deux se regardaient : « Hélas! pensait Rî-Wall,
Avec ce compagnon il doit m'arriver mal!

Et ce mal, juste ciel, vient sur moi par votre ordre :
Oui, je serai mordu, moi toujours prêt à mordre !

« Que j'échappe, et je prends la douceur des ramiers !
Sur les galans balcons, sur les nobles cimiers,
Je roucoule ! et mes chants, lais, virelais, ballades,
Plus que tes vers mielleux, ô Roz-Venn, seront fades. »

Même ici son humeur maligne le poussait.
Mais le loup lentement, lentement avançait,
Rî-Wall sentait déjà son haleine de flamme :
Et point d'arme, grands dieux ! un bâton, une lame !...

Une arme qu'un nœud d'or suspendait à son cou,
Le barde l'entendit résonner tout à coup :
La harpe dont la voix peut adoucir les bêtes,
Éteindre l'incendie et calmer les tempêtes !

« Toi qui dans son palais fis trembler plus d'un roi,
O harpe redoutable, ô mère de l'effroi,
Ici fais sans aigreur sonner la triple corde :
Harpe, sois aujourd'hui mère de la concorde ! »

Et du son le plus clair d'un doigt léger tiré,
La harpe obéissante a doucement vibré,
Et toujours murmuraient les notes argentines
Comme au matin la brise entre des églantines.

Et la bête, soumise au charme caressant,
Recule, puis se couche et clôt ses yeux de sang;
Mais qu'un instant la harpe elle-même sommeille,
La bête menaçante en sursaut se réveille.

Alors le malheureux jette un peu de son pain
Au monstre dont les dents s'allongent par la faim;
Puis il reprend son arme, et l'instrument sonore
Sous les savantes mains de s'animer encore.

Ainsi durant trois jours, ainsi durant trois nuits.
Des pâtres, attirés par ces étranges bruits,
Et les serfs, les seigneurs, des clercs, plus d'une dame
Que le malin rimeur avait blessés dans l'âme,

Sur la fosse penchés, disaient : « Salut, Rî-Wall !
Lequel sera mangé, le barde ou l'animal? »
Et la troupe partait en riant, et leur rire
Du sombre patient aigrissait le martyre.

Seul, Roz-Venn le chanteur vit d'un œil de pitié
Celui dont il sentit souvent l'inimitié :
« Prenez, lui cria-t-il, le bout de mon écharpe! »
Mais le barde expirait tout sanglant sur sa harpe.

La fosse fut comblée et, la main dans la main,
Dames, clercs et seigneurs chantaient le lendemain :
« Rî-Wall est chez les morts, que l'enfer lui pardonne!
Rî-Wall chez les vivans ne mordra plus personne. »

*

Assis dans son foyer, les pieds sur le tison,
Voilà ce que contait un vieux chef de maison.
Il reprit : « Fuyez donc, mes enfans, la satire;
Mais aimez la gaîté sans fiel, aimez le rire,
Tel qu'il brille à cette heure, Héléna, dans vos yeux :
La gaîté d'un bon cœur rend tous les cœurs joyeux. »

III.

LES ÉCOLIERS DE VANNES.

SECONDE ÉPOQUE. — 1835. [1]

I.

Tes usages pieux, restes des anciens jours,
Bretagne, ô cher pays, tu les gardes toujours,
Et j'ai redit les mœurs et les travaux rustiques :
Oh! si j'avais vécu dans tes âges antiques,
Lorsque, le fer en main, durant plus de mille ans,
Tu repoussais l'assaut des Saxons et des Franks,
Te levant chaque fois plus fière et plus hardie,
Toute rouge de sang et rouge d'incendie,
O grand Noménoé, Morvan, rivaux d'Arthur,
Maniant près de vous la claymore d'azur,
Quels chants j'aurais jetés dans l'ardente mêlée!
Toute gloire serait par la nôtre égalée.
J'ai la corde d'argent et la corde d'airain :
Mais il est pour le barde un maître souverain,

(1) La première partie de ce poème sur l'insurrection royaliste et les combats du collége de Vannes en 1815 a déjà été publiée (voyez la *Revue* du 1er mai 1842); le temps seul pouvait révéler la conclusion toute morale et religieuse de cette histoire, conclusion non moins poétique que le début.

Le Temps, qui fait la lyre ou paisible ou guerrière,
Et l'orne de lauriers ou de simple bruyère.
Je suis fils de la Paix. Pour de récens combats
Si cependant mon âme a trouvé des éclats,
Comme nos vétérans, après ces jours de fièvres,
Chanteur, je n'aurai plus que douceur sur les lèvres.

II.

Vingt ans se sont passés : un de ces écoliers
Que Vannes vit paraître armés sous les halliers
Pour combattre, eux enfans, mais aux cœurs déjà graves,
Celui qui revenait suivi de ses vieux braves;
Un de ces écoliers, sage prêtre aujourd'hui,
Vit aux bords de la Seine en son pieux réduit.
Le riant presbytère avoisine l'église ;
Un jardin potager à peine les divise;
Là, regardant un fruit, aspirant une fleur,
Il va, sans être vu, de sa maison au chœur;
Pour chaque office il passe et repasse sans cesse;
Là, dans ce doux enclos, il attend la vieillesse.

Mais pourquoi ce matin, aux heures du sommeil,
Dans les bois d'alentour devancer le soleil?
L'oiseau n'a pas encor gazouillé sous la feuille,
Et lui, tout en marchant, il prie et se recueille;
Faible et comme entraîné par quelque noir souci,
A ce vingt et un juin il va toujours ainsi...
C'est qu'il voit dans Auray courir sa bande armée,
Les bleus viennent, l'on tire!... A travers la fumée
Un jeune homme, un enfant, au bout de son fusil
Tombe!... Hélas! de sa main cet enfant périt-il? —
Le premier jour d'été, quand le monde est en joie,
Voilà de son enclos quel penser le renvoie,
Et comment il revient, tout poigné de remords,
Dire, pour sa victime, une messe des morts.

III.

Dès l'aube, il errait donc ainsi sous la feuillée,
Lorsqu'avec des albums, parmi l'herbe mouillée,
Un peintre voyageur perdu dans son chemin
Arrive, et faisant signe au prêtre de la main,
Demande s'il connaît sous le bois un passage
Vers certaine vallée amour du paysage.

Puis, tous deux échangeant quelques saluts courtois,
Le pasteur, à son tour, demande si parfois
Les vallons de Bretagne ont vu passer l'artiste :
« Ce pays plaît au cœur comme une chose triste.
Qui dira les aspects changeans de sa beauté?
Des forêts à la mer, tout est variété :
Taillis, hameaux épars, landes, sombres rivages!
Partout l'âme y respire un parfum des vieux âges.
— Vous aimez la Bretagne, et moi je l'aime aussi.
Ce lointain souvenir ne s'est point obscurci.
Dans un âge pourtant cher à celui qui tombe,
Sous les remparts d'Auray j'ai vu de près ma tombe.
— Dans Auray, dites-vous? Auray! Vous me troublez.
Je vis aussi ma tombe au lieu dont vous parlez!
— C'était dans les cent jours, j'étudiais à Rennes.
Ces temps vous sont connus, leurs discordes, leurs haines.
Le pays se soulève, on s'arme, nous partons.
Face à face bientôt nous voilà : tous Bretons.
Dans ce faubourg d'Auray je vois, je vois encore,
Moi, fédéré, portant le ruban tricolore,
Un chef des écoliers de Vanne, un ruban blanc :
Mon coup part, et soudain son coup me perce au flanc!
Plus que ma balle à moi cette balle était sûre.
Dieu sait combien de temps j'ai senti sa morsure! »

Et le prêtre : « O Seigneur! ô Vierge, il n'est pas mort!
Je dépose à la fin le fardeau du remord!
Je n'ai plus à marquer un sombre anniversaire!
Ma messe d'aujourd'hui n'est donc plus mortuaire!
Mutuels meurtriers, l'un l'autre embrassons-nous,
Et, tous les deux sauvés, fléchissons les genoux...
Puis venez à l'autel : devant le divin Maître
Arrivons en amis, et l'artiste et le prêtre. »

IV.

Ensemble ils sont partis; mais au bruit de leurs pas
Les bruits de leurs discours ne se mêleront pas,
Tant l'heureux dénoûment de ces terribles drames
D'émouvans souvenirs occupe encor leurs âmes.
L'autel, à leur entrée, était vêtu de deuil,
Dans la nef, un tréteau figurait un cercueil :
Tout ce deuil disparut; mais les lis du parterre,
Les roses tapissant les murs du presbytère,

Les feuillages légers, les plus riantes fleurs,
Dans les vases dorés unirent leurs couleurs.
Vêtu d'un ornement aussi blanc que la neige,
Le prêtre et son ami qui lui faisait cortége
Rentrèrent dans le chœur : un joyeux *Gloria,*
Sur lequel le pasteur avec force appuya,
Témoignait que la paix si longtemps attendue,
La paix à son esprit était enfin rendue,
Que de sombres pensers ne troublaient plus ses sens,
Et que son cœur brûlait comme un vase d'encens;
Même des assistans, à voir ces airs de fêtes,
Souriaient, et la joie illuminait leurs têtes.

La messe terminée, entre les deux amis
Les longs épanchemens enfin furent permis :
Une table dressée à l'ombre de la treille,
Où la fraise embaumait, où brillait la groseille,
Où le lait écumant étalait sa blancheur,
Les reçut; tout était joie et calme et fraîcheur;
Les prières aussi revinrent, les prières
Sont filles du bonheur autant que des misères;
Heureux ou malheureux, l'homme s'adresse au ciel
Pour bénir le miel pur, pour écarter le fiel.

V.

Toi que ces vétérans de nos guerres civiles
Invoquaient, pour jamais habites-tu nos villes,
Belle vierge au front d'or paré de blonds épis?
Les vents qui t'éloignaient se sont-ils assoupis?
A peine tu parais, ô divine Concorde,
Le rival, pardonnant à son rival, l'aborde;
La main serre la main, le rire est dans les yeux;
Viennent les amitiés et les amours joyeux;
Le féroce armurier ne frappe plus l'enclume,
Pour le soc bienfaisant la forge se rallume;
Au lieu des cris d'alarme et des tambours guerriers,
La place retentit du chant des ouvriers;
La plus humble maison d'aisance s'environne,
Et l'Art tresse au pays une noble couronne.

A. Brizeux.

LES

LATINISTES FRANÇAIS

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

LA LITTÉRATURE LATINE DEPUIS LA RENAISSANCE JUSQU'A NOS JOURS. — PHILOLOGIE ET LEXICOGRAPHIE. — MÉTHODES D'ENSEIGNEMENT. — TRADUCTIONS EN VERS ET EN PROSE. — BIBLIOTHÈQUES CLASSIQUES. — ÉLOQUENCE LATINE. — POÉSIES ET RECUEILS PÉRIODIQUES.

On a dit avec raison que les langues, comme les peuples, ont leur âge d'or, leur âge d'argent, leur âge d'airain et leur âge de fer : il y a un idiome qui plus qu'aucun autre justifie cette remarque, c'est la langue latine. Elle règne d'abord avec les Romains sur le monde antique; elle reste durant de longs siècles, dans la barbarie même du moyen âge, la langue officielle du gouvernement, de la religion, de la science, de la poésie; elle unit, comme un lien fraternel, les nations chrétiennes : c'est là son âge d'argent. Puis cet idiome se retire peu à peu devant les langues nouvelles, dont quelques-unes sont tout à la fois ses rivales et ses filles. Au moment même où la renaissance semble vouloir le ramener à sa pureté primitive, les réformés le bannissent de leurs temples, les gouvernemens de leur diplomatie et de leurs lois. C'est l'âge de fer qui commence pour la langue latine. La science elle-même, en se vulgarisant, la chasse de ses livres, la poésie remplace par la rime ses dactyles et ses spondées, et seul le catholicisme, dans son immobilité surhumaine, lui garde toujours au fond du sanctuaire un inviolable asile.

Nous ne discuterons point ici la thèse, tant de fois débattue, de la nécessité ou de l'inutilité des études latines. Nous voulons seulement indiquer l'état de ces études dans la France du XIXe siècle, et chercher ce qui survit chez nous d'une littérature qui, après avoir dominé d'une manière exclusive, a fini peut-être par tomber dans un discrédit exagéré. Il y a là pour l'histoire intellectuelle de notre temps un chapitre qui n'a point encore été

traité, qui embrasse des sujets très divers et se rapporte à plusieurs catégories d'écrivains, car ce que nous appelons dans notre temps même la littérature latine comprend les livres destinés à enseigner la langue de Virgile et de Cicéron,— les éditions, les commentaires et les traductions en prose et en vers, — les écrits modernes des orateurs ou des savans, — les poésies, les recueils périodiques et les journaux; mais avant d'arriver à l'époque contemporaine nous croyons devoir jeter un coup d'œil rapide sur les XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles pour faire juger, par la comparaison, du progrès ou de la décadence.

I.

La date officielle de la renaissance des études classiques en France doit être fixée, nous le pensons, à l'année 1530, c'est-à-dire au moment où François Ier institua dans l'université de Paris des professeurs royaux pour enseigner les langues mortes, particulièrement la langue latine. En vertu des ordonnances de ce prince, l'usage de cette langue fut seul permis dans les colléges : la philologie fut comptée au nombre des grands intérêts de l'état, et sous l'influence d'une éducation toute spéciale on vit s'épanouir sur le sol de la vieille Gaule toutes les fleurs de la culture romaine. Les trop rares débris de la littérature antique que le temps avait épargnés reparurent au grand jour; dans les bibliothèques des couvens, Scot et saint Thomas se serrèrent sur leurs vieilles tablettes de chêne pour faire place à Virgile et à Tacite; les imprimeurs eux-mêmes s'associèrent au labeur sans repos des érudits, et l'infatigable famille des Estienne publia seule pour sa part plus de sept cents éditions grecques ou latines. Les traductions françaises, surtout les traductions des poètes, se multiplièrent dans la même proportion, et souvent les mêmes hommes, après avoir vêtu de la robe française la muse d'Horace et de Lucain, habillèrent leur propre muse de la toge romaine. A côté de la pléiade française, on vit briller dans l'olympe rajeuni une pléiade latine dont les œuvres furent aussi connues de leur temps et peut-être plus admirées que celles des versificateurs qui se servaient de l'idiome national. « Nous avons abondance de bons artisans de ce mestier-là, » dit Montaigne, et à l'appui de cette remarque il suffit de rappeler les noms de Nicolas Rapin, d'Étienne Dolet, de Joachim Du Bellay, d'Édouard Du Monin, de Gabriel de Lerm, de Scévole de Sainte-Marthe, de Muret, de Valerand de Lavarane, de Théodore de Bèze. Il y a là une génération forte, ardente au travail, avide de science, génération d'hommes sévères et désintéressés, un peu bizarres parfois, qui vivent pour lire et pour écrire. Les latinistes traitent la fortune avec la même insouciance que le Limousin Daurat, à qui les vers français, grecs et latins firent au XVIe siècle une grande réputation, et qui, satisfait de sa gloire littéraire et peu soucieux du reste, épousa à la deuxième entrevue une femme qui lui apporta pour toute dot un pâté de pigeons.

L'inspiration de ces versificateurs intrépides s'exerçait sur les sujets les plus variés : De Lerm et Du Monin traduisaient Du Bartas en vers hexamètres; Passerat chantait *la Cigale;* Étienne Dolet, *François Ier;* Scévole de Sainte-Marthe, *la Pédotrophie ou l'art d'élever les enfans à la mamelle.* Ce

dernier poème, malgré la spécialité du sujet, n'obtint pas moins de dix éditions du vivant de l'auteur. Dans cette renaissance universelle du dactyle et du spondée, le vers latin et même le vers grec circulaient comme une monnaie courante : ils figuraient dans toutes les grandes solennités; on les plaçait sur les portraits de famille; on les alignait en sentences morales, comme les quatrains de M. de Pibrac, pour en faire l'antidote de la sottise et de la méchanceté, quelquefois même ils servaient d'armes défensives aux hommes que poursuivaient injustement la haine et la calomnie. C'est ainsi que De Thou, violemment attaqué au sujet de son *Histoire universelle*, composa pour se justifier un *Poème à la Postérité* dans lequel il trace éloquemment les devoirs et défend de même les droits de l'historien. Ce morceau, d'une portée supérieure, est une grande inspiration de la conscience d'un honnête homme. Il en est de même des deux pièces dans lesquelles Michel de L'Hôpital a traité des devoirs des rois et des devoirs des peuples; l'une de ces pièces fut composée à l'occasion du sacre de François II, et ce prince l'apprit par cœur pour en avoir toujours les maximes présentes à la mémoire.

Les prosateurs latins ne furent pas moins nombreux que les poètes dans la France du XVIe siècle. La réforme, il est vrai, en adoptant pour se populariser la langue nationale, avait forcé les théologiens catholiques à se servir du même instrument, ce qui francisa la polémique religieuse; mais la plupart des livres historiques, les traités d'érudition, de science, de médecine, n'en restèrent pas moins exclusivement latins. Tout ce qui date de cette époque porte dans le style une empreinte romaine fortement marquée. Les Grouchy, les Guérente, les Estienne, les Muret, les De Thou, les Buchanan, parlent comme les citoyens du vieux Latium. Le néologisme trahit rarement en eux leur origine nationale, allemande, écossaise ou française, et cette pureté de diction est d'autant plus remarquable, qu'à cette date les livres élémentaires, tout imprégnés de la barbarie scolastique, fourmillaient d'erreurs et de barbarismes, et que les méthodes étaient extrêmement défectueuses.

Si grandes qu'aient été les difficultés, l'instruction n'en était pas moins solide, car tout l'effort de l'intelligence se tournait de ce côté, le latin étant regardé comme la base de l'éducation. Aussi le père de Montaigne, gentilhomme accompli, eut-il soin de l'apprendre à son fils avant même de lui apprendre le français. Il lui donna, en même temps qu'une nourrice, un précepteur allemand qui n'adressait la parole à son élève que dans la langue de Cicéron. A l'âge de six ans, le futur auteur des *Essais* en était arrivé, « sans fouet et sans larmes, » à parler aussi bien que son maître, et à l'âge de sept ans, il « enfilait tout d'un trait Virgile et l'Énéide, et puis Térence, et puis Plaute. » Combien peu de personnes aujourd'hui, fussent-elles même de l'Académie des Inscriptions, pourraient faire comme le jeune Montaigne!

Les querelles religieuses du XVIe siècle, et, pour nous servir d'un mot du temps, le remuement des guerres civiles, portèrent dans la seconde moitié de ce siècle un coup fatal aux études classiques; mais Henri IV rétablit l'ordre dans la philologie, comme il l'avait rétabli dans l'état. Il accorda au latin des lettres de sauvegarde, et, pour mettre fin à l'anarchie du barbarisme, il promulgua en 1598 un programme qui défendait aux écoliers et aux maîtres d'employer dans les colléges une autre langue que la langue de Cicéron, et

qui proscrivait en même temps tous les livres du moyen âge. Grâce à cette réforme, la philologie classique prit un nouvel essor, et elle atteignit dans le siècle suivant à un degré de perfection jusqu'alors inconnu. Les jésuites, les oratoriens, fondés en 1611 par le cardinal de Bérulle, les bénédictins et Port-Royal, contribuèrent surtout au mouvement classique, et les écrivains romains, même les écrivains grecs du règne de Louis XIV peuvent figurer honorablement dans le cortége littéraire du grand roi. Caussin et Porée font jouer des pièces latines au collége Louis le Grand. Petau traduit en vers grecs l'Ecclésiaste et les psaumes. Du Cerceau, Lebrun, Vavasseur, le père Mambrun, mettent en dactyles et en spondées divers livres de l'Écriture sainte et même l'Apocalypse. La muse romaine abjure le paganisme pour chanter sur le mode épique *Constantin ou l'Idolâtrie vaincue* (*Idolatria debellata*), et *le Christ souffrant* (*Christus patiens*). Le père Rapin mérite, par son poème des *Jardins* et ses *Églogues*, le nom de *second Théocrite*. Le père de La Rue consacre aux victoires de Louis XIV et au passage du Rhin un chant héroïque que le grand Corneille reproduit en alexandrins magnifiques, et l'auteur de *Polyeucte* lui-même célèbre en pentamètres élégans le roi et le cardinal. Voiture fait soupirer l'élégie antique en l'honneur de Mlle de Scudéry, tandis que Santeuil, véritable poète lyrique dans la plus stricte acception du mot, semble retrouver dans ses *Hymnes* l'inspiration des premiers âges chrétiens. Charles du Perrier, Gilles Ménage, Commire, Étienne Bachot, rivalisent d'atticisme et d'élégance avec les écrivains que nous venons de citer, et, suivant Goujet, le père Brumoy, dans son *Poème sur les Passions* et ses *Épîtres des Morts*, approche souvent de la mâle vigueur de Lucrèce. Les prosateurs ne sont pas moins remarquables que les poètes. Les préfaces du *Glossaire* de Du Cange et des *Actes des saints de l'ordre de saint Benoît*, la *Correspondance* de Mabillon, les écrits de Rollin, ceux de Huet, évêque d'Avranches, les *traités* de Bossuet, font véritablement du XVIIe siècle un second siècle d'Auguste, et il est hors de doute que la connaissance parfaite de l'antiquité a contribué puissamment à former ce grand style dont le secret semble perdu sans retour.

Les traducteurs de la même époque sont inférieurs, et de beaucoup, aux poètes et aux prosateurs. Tandis que les écrivains originaux excellent à faire passer dans notre langue, par d'admirables imitations, les beautés de la littérature antique, les traducteurs au contraire semblent les défigurer à plaisir. Ils n'ont plus, comme au siècle précédent, ces mots pittoresques qui reflètent souvent avec une vivacité singulière les grandes images de l'idiome romain. A part le *Quinte-Curce* de Vaugelas, il n'existe guère au temps de Pascal et de Racine que des traductions défectueuses, qu'on a singulièrement flattées en les appelant de *belles infidèles*. La plupart sont ridicules par la manie qu'avaient les auteurs d'effacer complétement l'empreinte latine, et de donner à toutes choses une tournure exclusivement française. Les héros de l'histoire romaine, comme les Romains du théâtre, portent l'habit à grandes basques et la perruque à marteaux. Perrot d'Ablancourt fait figurer dans Tacite des *mestres de camp* et des *colonels*. Guyot, de Port-Royal, appelle Trebatius *M. de Trébace*, et Pomponius *M. de Pomponne*. Il introduit dans la correspondance de Cicéron toutes les formules de la politesse moderne,

comme dans cette phrase : « Monsieur, j'ai reçu votre lettre le 29 d'avril lorsque j'étais au Cumin. Après l'avoir lue, madame votre femme m'ayant fait l'honneur de venir me voir avec monsieur votre fils, ils ont jugé à propos que vous prissiez la peine de venir ici, et m'ont obligé de vous en écrire (1). »

Pendant la première moitié du XVIIIe siècle, la tradition latine se continua par les poètes avec un certain éclat. Le père Vanière, dans le *Prædium Rusticum*, s'est approché de Virgile autant qu'il est possible à un moderne d'en approcher; ses descriptions de la vie champêtre et de la nature, quoique tombant souvent dans de minutieux détails, sont empreintes d'un grand sentiment et se font lire avec intérêt. Les *Fables* de Desbillons sont peut-être l'imitation la plus heureuse qu'on ait faite de celles de La Fontaine. *L'Enfant prodigue* du père Du Cerceau mérita d'être traduit en vers français, et obtint au théâtre un succès de larmes. Enfin *l'Anti-Lucrèce* du cardinal de Polignac, publié en 1747, peut être considéré comme l'un des manifestes les plus brillans et les plus sérieux dirigés par l'esprit chrétien contre le scepticisme philosophique.

L'usage d'écrire en latin les ouvrages de science, de philosophie et d'érudition, si fréquent encore sous le règne de Louis XIV, ne tarda point à se perdre sous le règne de Voltaire, car la langue française, en se propageant dans toute l'Europe, rendit de moins en moins nécessaire l'usage de l'idiome qui dans le moyen âge avait tenu lieu de la langue universelle. Les encyclopédistes d'ailleurs voulaient parler à la foule, et pour s'en faire comprendre ils devaient nécessairement s'exprimer comme elle. La thèse soutenue par Boileau, « qu'on ne saurait bien écrire dans une langue morte, » fut reprise avec un grand appareil de raisonnement par d'Alembert, qui attaqua très vivement les études et les méthodes des colléges et des ordres religieux. Voltaire fut du même avis, et le latin, proscrit par les philosophes, se réfugia chez les jésuites. En même temps que l'on bannissait le thème, on recommandait la version; les auteurs classiques jouirent d'une faveur nouvelle, non parce qu'ils étaient classiques, mais parce qu'ils étaient païens, et les traducteurs se multiplièrent. De ce côté, le progrès au XVIIIe siècle est très notable. Les textes sont mieux compris, plus fidèlement rendus; la phrase est claire, simple et nette, sans reproduire cependant d'une manière exacte ce qu'on pourrait appeler le sens intime et philologique des textes. Rousseau, d'Alembert eux-mêmes s'essaient dans ce genre de composition; on imprime pour la première fois de grandes collections des classiques, et l'Académie des Inscriptions et belles-lettres devient un centre actif de fortes et savantes études. En parcourant l'ancienne série des *Mémoires* de cette académie, on est vraiment étonné, d'une part, de la supériorité sur la série contemporaine, et de l'autre des trésors d'érudition qui s'y trouvent comme ensevelis, et qui sont oubliés de tout le monde, excepté de ceux qui vont y puiser discrètement leur science toute faite. Des hommes dont le nom est à peine connu aujourd'hui, Burigny, l'abbé Couture, Boivin, l'abbé Fragnier, Souchay, Gédoyn, l'abbé Du Resnel, ont donné dans ce recueil une foule d'excellentes

(1) Voici la phrase de Cicéron : « Postquam litteras tuas legi, Postumia tua me convenit et Servius noster. His placuit ut tu in Cumanum venires : quod etiam, ut ad te scriberem, egerunt. »

dissertations sur la littérature antique, qui témoignent combien cette littérature était alors familière aux esprits cultivés; Bonamy, Fréret, de La Bletterie, Le Beau, y ont consigné également des études ingénieuses et savantes, qui sont comme le point de départ des recherches critiques des érudits et des philologues modernes, et dans lesquelles on retrouve le germe de bien des théories qui se sont fait accepter comme des découvertes. Malheureusement c'est là la destinée de l'érudition. Les œuvres littéraires gardent à travers les âges leur fraîcheur et leur jeunesse; les autres au contraire vieillissent à chaque nouveau progrès de la science. Quand une vérité historique ou philologique est une fois établie, elle passe, comme une monnaie courante, dans la circulation; personne ne songe à ceux qui ont extrait l'or de la mine, et l'indifférence est d'autant plus grande pour les initiateurs que ceux qui profitent de leurs travaux s'appliquent presque toujours à les faire oublier, ou n'en parlent que pour en médire.

La révolution porta un coup terrible aux études classiques. Jamais cependant à aucune autre époque de notre histoire Rome ne fut plus à la mode; c'était faire acte de patriotisme que de se draper à la romaine. Le citoyen Brutus et le citoyen Scévola péroraient dans tous les clubs; mais Brutus et Scévola ne savaient point le latin, et en proscrivant, par civisme, les membres les plus distingués du corps enseignant, parce qu'ils appartenaient au clergé et aux ordres religieux, on établit dans la philologie antique un long interrègne. La connaissance des langues mortes devint le privilége exclusif de quelques rares savans et des hommes dont les études dataient de l'ancienne monarchie. De 1792 à 1808, il y eut comme un temps d'arrêt dans l'instruction publique; des professeurs improvisés enseignaient ce qu'ils ne savaient point eux-mêmes. Fort heureusement Napoléon fit cesser cette anarchie : le décret du 17 mars 1808, en reconstituant l'Université, imposa aux professeurs l'obligation de s'instruire avant d'instruire les autres; un excellent programme d'études classiques fut dressé pour les maîtres et pour les élèves. Seulement, comme la guerre enlevait aux classes les jeunes générations, le progrès ne répondit point immédiatement à ce qu'on pouvait attendre de la forte organisation de l'Université; les jeunes gens formés pour le professorat sous l'empire ne devinrent que sous la restauration d'excellens maîtres. Leur influence fut considérable alors, et vers 1818 on put se croire un instant reporté à ces jours déjà si loin de nous où, pour faire l'éloge d'un homme à l'esprit cultivé, aimable et sérieux, on disait de lui : *c'est un bon humaniste*. Il y eut à cette époque une véritable croisade en faveur des lettres romaines. On vit paraître un journal latin, l'*Hermes Romanus*, qui trouva pendant quelques années des abonnés nombreux et des collaborateurs empressés. Un directeur de l'enregistrement et des domaines, M. de Belloc, publia un manifeste pour démontrer qu'il était urgent de décorer d'inscriptions latines les monumens publics, compromis par l'usage de la langue nationale appliquée au style lapidaire. On alla même jusqu'à proposer l'établissement d'une ville néo-romaine, qui aurait servi tout à la fois de colonie modèle et de collége (1). Vers le même temps, M. l'abbé Mangin, attendri

(1) Olmo. *De Lingua latina colenda et civitate latina fundanda, liber singularis.* 1 vol. in-12.

sur les chagrins que Tricot et Lhomond causaient à l'enfance, publia une brochure pour demander que la méthode pratique suivie par le père de Montaigne fût appliquée à tous les Français âgés de moins de sept ans, au moyen d'une *maison de sevrage latin*, desservie par des professeurs et des bonnes d'enfans qui ne parleraient exclusivement que la langue de Cicéron (1). Les nombreuses éditions classiques qui furent faites à la même époque, entre autres la grande collection Lemaire, témoignent, mieux encore que les utopies philologiques dont nous venons de parler, de la faveur dont la littérature romaine a joui dans les premières années de la restauration.

Cependant, vers 1825, on entendit gronder sourdement l'émeute romantique. Horace et Virgile furent sacrifiés sans pitié à Dante, à Shakspeare, à Lope de Vega. Cette attaque contre les traditions les plus respectées de l'orthodoxie littéraire provoqua une réaction très vive parmi ceux qui restaient fidèles au passé. Les vieux classiques s'attachèrent à leurs *auteurs* avec une tendresse nouvelle, et pendant la querelle des deux écoles, les traductions, les commentaires, les éditions annotées des poètes romains se multiplièrent dans une proportion très remarquable. Vers les dernières années du règne de Louis-Philippe, les vieux illustres de l'antiquité grecque et latine avaient reconquis leur autorité souveraine, et c'est alors qu'on vit le public applaudir au théâtre, un peu par esprit de pénitence, la *Lucrèce* de M. Ponsard à côté d'autres essais, plus ou moins heureux, de tragédie classique.

Aujourd'hui, personne ne conteste plus la valeur littéraire des écrivains de l'antiquité; le clergé lui-même, qui depuis longtemps s'était renfermé dans la théologie, s'est rallié aux études classiques. L'établissement des Carmes, dirigé avec un grand succès par M. l'abbé Cruice, a présenté aux examens de la Sorbonne des licenciés et des docteurs qui ont été reçus avec des éloges mérités, et quoi qu'en ait dit M. l'abbé Gaume, les auteurs grecs et latins figurent aujourd'hui dans le programme des colléges ecclésiastiques comme aux beaux jours des oratoriens et des jésuites. La question soulevée par M. Gaume, qui veut proscrire Virgile, Cicéron, Tite-Live et Tacite de l'enseignement, sous prétexte qu'ils dépravent la jeunesse, et qu'ils tendent à nous ramener au temps de Julien l'Apostat, cette question, par son exagération même, semblait condamnée d'avance à ne trouver que des contradicteurs, et, chose remarquable, c'est parmi les membres du clergé que ces contradicteurs ont été le plus nombreux. Il y eut à cette occasion un curieux débat auquel prirent part MM. Landriot, Charles Martin, de Valroger, Arsène Cahour et Charles Daniel. Le livre de M. Daniel, intitulé *Des Études classiques dans la Société chrétienne*, nous a surtout paru remarquable par l'étendue des recherches, une mise en œuvre très méthodique et une grande justesse d'idées. L'auteur dit avec raison que rayer les classiques du programme des écoles ecclésiastiques, c'est mettre en cause la discipline de l'église, qui les a toujours admis, les corporations célèbres qui en ont propagé l'étude, et les pères qui s'en sont inspirés; il montre par des preuves irrécusables que ce n'est point la lecture des auteurs païens, mais l'examen et l'interprétation téméraire de l'Ecriture

(1) *Éducation de Montaigne, ou l'Art d'enseigner le latin, à l'usage des mères latines.* 1818, in-8°.

sainte qui a conduit le XVIe siècle à l'hérésie. L'éducation chrétienne et l'enseignement classique, l'étude simultanée des grands écrivains de l'antiquité gréco-romaine et de l'antiquité ecclésiastique, tel est le programme de M. l'abbé Daniel. L'épiscopat français s'est prononcé dans le même sens, et le saint-siége, dans l'encyclique du 21 mars 1853, a consacré le même principe. La philologie antique, ainsi soutenue par l'élite du clergé, n'a pas cessé de trouver dans l'Université un point d'appui solide. Espérons que le nouveau code universitaire, en simplifiant, en spécialisant les études, en ouvrant à des vocations distinctes des voies plus larges, sera favorable aux études classiques, et qu'un nouveau progrès couronnera dans l'avenir la réforme qui vient de s'accomplir dans nos lycées, ainsi que le mouvement qui s'est manifesté au sein du clergé.

II.

On voit quelles ont été chez nous, depuis la renaissance, les vicissitudes de la langue latine : il faut maintenant, avant de passer à la littérature proprement dite, examiner quelques-uns des livres qui servent à l'enseigner aujourd'hui. Ces modestes travaux ont un but bien important, puisqu'ils forment à la vie intellectuelle les générations qui nous suivent, et qui bientôt nous crieront de leur faire place.

En comparant les ouvrages élémentaires adoptés de notre temps avec ceux dont on se servait sous l'ancienne monarchie, on reconnaît tout d'abord que ces modestes écrits se sont notablement améliorés. Jusqu'au milieu du XVIIe siècle en effet, tous les traités destinés à l'enseignement, y compris les *syllabaires français*, étaient rédigés en latin, et la *Civilité puérile et honnête* avait à peu près seule, à cette date, le libre usage de l'idiome national. Les pédans avaient méconnu ce principe, que les règles des langues, ainsi que celles des sciences, doivent être simples et naturelles, et que ce n'est point, comme le dit Pascal, *barbara* et *baralipton* qui forment le raisonnement. Ils s'étaient appliqués avant tout à obscurcir et à embrouiller; ils suivaient pour enseigner la grammaire la même méthode que le maître de langues de M. Jourdain : en se servant d'un latin tout hérissé de barbarismes, ils avaient trouvé le secret d'être encore moins démonstratifs. On conçoit au prix de quels efforts de malheureux enfans acquéraient l'instruction, quand il leur fallait, comme l'a dit justement M. Sainte-Beuve, partir de l'inintelligible pour arriver à l'inconnu.

Port-Royal commença la réforme; il substitua dans les livres élémentaires le français au latin, proscrivit le thème, et, inaugurant la méthode que l'on suit encore aujourd'hui en Angleterre, en Hollande et en Allemagne, il réduisit l'enseignement élémentaire, d'une part à une étude approfondie de la grammaire, et de l'autre à l'interprétation des textes, en ajoutant à cette interprétation quelques dialogues latins soutenus de vive voix et improvisés entre le maître et l'élève. En un mot, Port-Royal traita la langue morte comme une langue vivante. Non content de professer dans ses classes, il propagea ses théories et sa pratique par une foule de petits ouvrages, tels que grammaires, éditions annotées ou expurgées, *jardins des racines*, qui obtinrent le plus grand succès auprès des maîtres, auxquels ils épargnaient de pénibles efforts,

et des enfans, auxquels ils épargnaient les coups de fouet, qui furent longtemps, on peut le dire, l'unique base de l'enseignement national. Stimulés par les progrès que messieurs de Port-Royal avaient fait faire aux méthodes d'instruction, les jésuites s'empressèrent de les imiter, et l'université, effrayée de la concurrence, après s'être obstinée quelque temps dans les vieilles routines, finit par céder.

Au XVIIIe siècle, la philologie et les hautes études grammaticales recurent un grand développement; mais on ne tenta rien de nouveau pour les classes. Les livres de Port-Royal d'un côté, ceux des jésuites de l'autre, restèrent longtemps en possession d'instruire et de faire pleurer l'enfance, et ce ne fut guère que quelques années après l'organisation de l'Université impériale, qu'on essaya d'améliorer les ouvrages élémentaires. Grâce à cette organisation et aux études de l'école normale, d'habiles professeurs se formèrent; la composition d'ouvrages classiques devint pour un grand nombre d'entre eux une utile spécialité, et aujourd'hui il ne faut à ceux qui veulent savoir le latin que la ferme volonté de l'apprendre, car ce ne sont pas les livres qui manquent.

En commençant par les dictionnaires et les grammaires, qui sont véritablement les livres initiateurs de la philologie, nous avons compté, — de 1843 à 1851, — deux cent cinquante-neuf publications, ouvrages nouveaux et réimpressions, et comme ces livres se tirent à grand nombre, ils forment, au simple point de vue commercial, l'une des branches les plus importantes de la librairie française, de la librairie parisienne surtout. Sous le rapport de l'exécution matérielle, ils sont de beaucoup supérieurs à ce qu'ils étaient autrefois, et il en est de même sous le rapport littéraire. Les travaux des Allemands sur l'origine et l'étude comparée des langues européennes ont réagi sur les grammaires mêmes, et là du moins le progrès est incontestable.

La lexicographie, qui s'était tenue avec les Étienne et Du Cange sur les hauteurs les plus élevées de la science, la lexicographie, tout en restant savante, est devenue plus accessible et plus pratique, et c'est un point qu'il est bon de noter, car en général on attache trop peu de prix au talent d'écrire un dictionnaire. S'agit-il d'un dictionnaire français: on est arrêté à chaque pas par les définitions, et pour s'en convaincre il suffit de parcourir les ingénieuses remarques de Nodier, qui s'était fait le censeur impitoyable de tous les dictionnaires, y compris celui de l'Académie avant qu'il fût lui-même chargé d'y travailler. La difficulté des définitions n'existe pas pour les dictionnaires latins, mais celle des nuances et des équivalens dans les deux langues n'est pas moins grande, et quand on pénètre dans le génie même de l'idiome latin, si riche en mots qui sont tout à la fois une pensée et une image, on reconnaît combien la rédaction d'un lexique demande de science et de soins. Le *Dictionnaire latin-français* de MM. Daveluy et Quicherat, dont la première édition a paru en 1844 (1), nous semble un des meilleurs livres qui aient été publiés dans ce genre. En étendant leur travail, d'une part aux origines, de l'autre à la décadence de la littérature romaine, en commençant aux chants saliens pour finir à Fortunat, les auteurs de ce

(1) Paris, Hachette, grand in-8°

dictionnaire ont enrichi la nomenclature de quinze cents mots nouveaux. Ils ont noté les archaïsmes, signalé les exceptions et les défectuosités, distingué les termes usuels de ceux qui le sont moins, et de la sorte ils ont établi nettement ce qu'on pourrait appeler la *personnalité de chaque mot*. Tout ce qui se rattache aux lois, aux mœurs, à l'art militaire, à l'administration politique, a été de leur part l'objet d'une égale attention, et sous ce rapport leur travail offre une incontestable supériorité, car il est tout à la fois philologique et archéologique (1).

Le *Dictionnaire latin-français* (2), rédigé par M. Theil, d'après les meilleurs travaux allemands et surtout d'après le grand ouvrage de Freund (3), doit être également compté parmi les bons livres classiques qui ont paru dans ces dernières années. Il en est de même du *Dictionnaire des Synonymes de la langue latine*, de M. Barrault, ouvrage qui a valu à l'auteur, en 1853, le grand prix de linguistique décerné par l'Académie française (4). Tout ce que l'antiquité nous a légué sur cette partie si importante de la philologie se borne, on le sait, à une vingtaine de pages de Fronton. Complétement oubliée par le moyen âge et négligée par la renaissance, la synonymie latine fit pour la première fois son apparition en France en 1777 avec le livre de Gardin-Dumesnil. L'Allemagne, à partir de cette époque, s'en occupa très activement, et de 1826 à 1838 M. Ludwig Dœderlein fit paraître un grand traité dans lequel il résuma, en les complétant, les travaux de ses devanciers. M. Barrault, tout en restant toujours exact, a trouvé des choses neuves encore, même après le savant allemand, et son livre formera désormais le complément indispensable des dictionnaires. La préface, dans laquelle il retrace l'histoire des études synonymiques en Europe, est un curieux morceau de critique littéraire : on y voit entre autres que les synonymes ont été de mode en France tout aussi bien que les dissertations sur le pays de Tendre, les chansons, les sonnets, les charades, et qu'ils ont fait dans le salon de Mlle de Lespinasse les délices de Beauzée, de d'Alembert et de Diderot.

Les études grammaticales sur la langue latine ont suivi de nos jours, comme

(1) Il suffira de citer un seul exemple pour montrer combien l'archéologie et la parfaite connaissance des usages et des lois de l'antiquité sont nécessaires aux lexicographes. *Reducere uxorem*, dans la plupart des dictionnaires, est traduit par *se marier une seconde fois*, tandis que le véritable sens est *reprendre la femme dont on s'était séparé*, ce qui est tout différent, puisqu'il n'est question que d'une seule et même épouse. L'exactitude ici est d'autant plus importante, qu'il s'agit d'un trait caractéristique des mœurs romaines, où le mariage n'était pour ainsi dire qu'un bail sur papier libre qu'on pouvait résilier à son gré, en se réservant le droit de passer plus tard un nouveau contrat.

(2) Paris, Didot; 1852, grand in-8°.

(3) La lexicographie latine, suivant Freund, se compose de sept élémens, à savoir : l'élément grammatical, étymologique, exégétique, synonymique, chronologique, rhétorique et statistique. D'après cette méthode, l'auteur allemand indique les divers genres de mots et leurs irrégularités, les racines de tous ceux qui ne sont point primitifs, la signification propre et figurée, les nuances des mots entre eux, les diverses époques auxquelles ils appartiennent, l'ordre d'idées ou d'institutions sociales auxquelles ils se rapportent, leur emploi plus ou moins usuel, leur nationalité, etc.

(4) Paris, Hachette; 1853, grand in-8°.

la lexicographie, une marche ascensionnelle; elles ont rejeté toutes les scories de la décadence romaine et de la barbarie du moyen âge : en remontant directement aux sources antiques, elles ont ramené la science à son exactitude et à sa pureté primitive. C'est surtout dans la renaissance latine des premières années de la restauration que ce progrès se montre et se développe. Le point de départ de la révolution qui s'est accomplie de notre temps même dans la grammaire latine est marqué par la *méthode prénotionelle* de M. Le Mare, que Nodier appelait avec raison l'un de nos plus éminens grammairiens. Par malheur pour le succès de son livre, M. Le Mare n'appartenait point à l'Université; il avait d'ailleurs inventé un fourneau économique, et le conseil de l'instruction publique crut déroger en autorisant pour les classes, quelque savans qu'ils fussent, les travaux d'un homme qui fabriquait des appareils de ménage. On voulait en outre garder aux professeurs la spécialité des ouvrages classiques, et la gloire de détrôner Tricot et Lhomond fut réservée à M. Burnouf, dont la grammaire latine laisse peu à désirer sous le rapport de l'érudition positive.

Nous n'entrerons point ici dans l'examen détaillé des livres qui figurent sur les pupitres des écoliers de nos colléges (1). Nous constaterons seulement que de ce côté, comme dans la philologie proprement dite, le progrès est de jour en jour plus sensible. Quelques-uns de ces livres modestes sont d'excellens morceaux d'érudition ou de critique littéraire : nous citerons entre autres l'*Histoire de la littérature romaine*, de M. Pierron, et le *Traité de versification latine*, de M. Quicherat; mais notre intention n'est pas de

(1) Tous les vieux livres écrits par des latinistes modernes, le *De Diis* et le *De Viris*, ont disparu aujourd'hui pour faire place aux écrivains antiques. Les collections publiées par M. Hachette, à qui l'on doit de si importantes améliorations, ses *Auteurs latins expliqués par une méthode nouvelle*, ses *Choix gradués de Versions*, forment une bibliothèque très considérable, dont les livres, eu égard à la modicité de leur prix, peuvent être regardés comme des livres de luxe, savamment annotés et très purs de texte. La même remarque s'applique à la *Nouvelle Bibliothèque du Baccalauréat* de M. Pierron, qui unit aux avantages pratiques d'un excellent ouvage élémentaire une érudition littéraire très sûre et très étendue. Si les entrepreneurs de manuels et les entrepreneurs de bacheliers ès-lettres ont jeté parfois sur les travaux destinés aux classes une sorte de défaveur en cherchant avant tout des bénéfices faciles dans une production accélérée, il est juste néanmoins de faire une réserve en faveur des hommes savans et modestes qui, fidèles aux traditions de l'ancienne Université et des corporations savantes, oratoriens, jésuites ou solitaires de Port-Royal, se sont occupés, sans grand profit pour leur réputation ou leur fortune, des livres destinés à l'enseignement classique. Quand un si grand nombre de productions futiles et souvent même dangereuses sont chaque jour acclamées par la critique, n'est-il point vraiment regrettable que cette même critique ait laissé passer depuis vingt ans, sans leur prêter attention et surtout sans leur rendre la justice qu'ils méritent, les travaux classiques de MM. Gibon, Duruy, Stiévenart, Martin, Egger, Havet, Desportes, Sommer, Jourdain, Fix, Dübner, Gérusez, etc.? L'Université d'ailleurs a été dans ces dernières années l'objet de si injustes attaques, qu'il est bon, quand l'occasion se présente, d'examiner ses œuvres. Dans la longue et ardente querelle de la liberté de l'enseignement, quelques ouvrages — plus en vue par leur caractère exclusivement littéraire et philosophique — ont été seuls l'objet de la discussion, et c'est pour cela que nous avons tenu à constater en passant le mérite de ceux dont personne n'a parlé, peut-être par cela même qu'on n'en pouvait dire que du bien.

nous arrêter sur ces publications spéciales. Ce que nous avons dit suffit pour montrer comment se forment nos traducteurs et nos latinistes : il faut les voir à l'œuvre.

III.

En retraçant l'histoire de l'enseignement du latin en France, nous avons eu occasion de montrer, par quelques exemples pris au hasard, combien étaient défectueuses les traductions du XVIIe siècle; nous avons en même temps constaté que de ce côté du moins le siècle suivant avait été en progrès notable. En arrivant à notre temps même, nous pouvons constater encore un progrès nouveau.

Les traducteurs peuvent se diviser en deux classes distinctes : d'une part ceux qui étudient l'antiquité par amour pour ses œuvres, pour apprendre tout à la fois à bien penser et à bien dire, en un mot les traducteurs qui ont la passion du latin, ceux qu'on pourrait appeler les volontaires de la philologie; — de l'autre ceux qui travaillent à la demande des libraires, ceux qui font, qu'on nous passe le mot, les raccommodages de la traduction, et qui se chargent de la fourniture de texte français pour les *bibliothèques* et les *collections* des classiques. Nous nous occuperons d'abord de ceux qui travaillent exclusivement par zèle pour l'art et la philologie antique, et dans cette catégorie nous donnerons la première place à ceux qui traduisent en vers les poètes romains. Ce genre d'exercice a toujours été très populaire chez nous, et c'est principalement Horace et Virgile qui ont obtenu les honneurs de la version rimée.

Dès la fin du XVIe siècle, Horace avait été déjà *translaté* plus de trente fois en *rimes françoises*, et aujourd'hui on peut porter jusqu'à deux cents le nombre des versions en vers qui ont été faites chez nous des œuvres complètes ou partielles du protégé de Mécène. Le sentiment exquis et profond des choses de la vie qui distingue ce grand poète, ses vers de *chair et d'os*, comme les appelle Montaigne, *qui signifient plus qu'ils ne disent*, sa sensibilité vive, mais toujours contenue, lui ont acquis la sympathie de tous les âges. Les gouvernemens, les mœurs, les goûts littéraires ont beau changer, le public ne change jamais pour Horace; de 1832 à 1849, les odes ont été traduites quatorze fois; les satires, trois fois depuis 1828 à 1848; les épîtres, cinq fois de 1831 à 1846; *l'Art poétique*, neuf fois de 1836 à 1844. Les biographes n'ont pas été moins empressés que les traducteurs pour le poète de Tibur. M. Walckenaër a écrit sa vie avec le soin minutieux qu'on apporte aux choses contemporaines; M. Janin, qu'on peut ranger parmi nos *bons latinistes*, lui a consacré une charmante étude (1), et M. Patin l'a fait revivre à la Sorbonne dans un cours toujours applaudi.

Les traductions en vers de Virgile, œuvres complètes ou partielles, ne sont pas moins nombreuses que celles d'Horace. L'une des plus anciennes qui soient arrivées jusqu'à nous est celle qui a pour titre : *le livre des Esneides, conpilé par Virgile;* elle date de 1483. L'auteur, dont le nom n'est point connu, débute en disant qu'il a translaté son livre « à l'honneur de Dieu tout-

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier 1842.

puissant, de la glorieuse Vierge, et à l'utilité et proufit de toute police mondaine, afin que tous les valeureux princes et autres nobles puissent y voir moult valeureux faits d'armes, et aussi tous habitans en villes et chasteaux; car ils verront comme jadis Troye la grant et plusieurs autres places fortes et inexpugnables ont été assiégées et assaillies, et aussi courageusement et vaillamment défendues. » Ce passage est curieux à noter, parce qu'il montre qu'à l'époque de la renaissance on n'étudiait point seulement les anciens au point de vue littéraire, mais encore, et avant tout peut-être, pour y trouver des exemples et des leçons. Le respect que l'on portait aux écrivains grecs ou romains était même si grand, que l'un des traducteurs de l'Énéide, le cardinal du Perron, travailla pendant un an à rendre les huit premiers vers du premier livre. Nous n'indiquerons point ici les nombreuses versions du XVIe et du XVIIe siècle, car nous ne ferions que répéter Gouget, qui en a dressé le catalogue exact. Il suffira de dire, pour montrer combien l'admiration est restée vive et en quelque sorte infatigable, que de 1701 jusqu'en 1838 les *Églogues* ont été traduites cinquante-trois fois, *les Géorgiques* seize fois de 1708 à 1839, les œuvres complètes trente-six fois de 1700 à 1839, les petits poèmes six fois de 1817 à 1839. Les traductions les plus récentes qui méritent d'être mentionnées sont celles de MM. Barthélemy et Duchemin. Le travail de M. Duchemin est élégamment versifié, et l'auteur a eu le bon goût de ne point médire de ses devanciers; c'est un mérite dont il faut lui tenir compte. Il n'en est pas de même de M. Barthélemy. Dans une préface qui rappelle un peu trop celle où M. de Marcassus défie ses successeurs de *faire mieux que lui*, l'auteur de la *Némésis* développe une nouvelle théorie de l'art de traduire, et dans cette préface ainsi que dans ses notes, il ne ménage point les critiques à ses prédécesseurs. Les a-t-il surpassés? Nous ne le pensons pas. Sans doute sa traduction offre çà et là quelques vers éclatans; mais à force de chercher la concision, de s'étudier à reproduire le texte en mot à mot rhythmique, il a greffé souvent des néologismes français sur des idiotismes latins. Suivant M. Barthélemy, il n'y a dans Delille que *fadeur, mauvais goût, escamotage de style*, et, comme preuve, il cite entre autres ces deux vers :

> ... Juno... mentem lætata retorsit :
> Præterea excedit cœlo, nubemque reliquit.

qui sont ainsi traduits par l'auteur des *Jardins :*

> Junon se laisse vaincre à ce flatteur langage,
> Et quitte son courroux, les airs et le nuage.

Sans doute cette version est défectueuse, mais celle de M. Barthélemy est-elle meilleure?

> La déesse à ces mots abjure toute haine,
> Et passe de la nue à la voûte sereine.

Le *lento luctantur marmore tonsæ* fournit encore à M. Barthélemy une critique contre Racine, qui en a fait une heureuse imitation :

> Il fallut s'arrêter, et la rame inutile
> Fatigua vainement une mer immobile.

Le traducteur préfère sa version :

> Tout à coup le vent tombe, et la rame lassée
> Lutte péniblement contre l'onde affaissée.

Ces deux citations suffisent pour faire juger le procédé de M. Barthélemy: en cherchant à exprimer l'image latine, il la dénature presque toujours; sa concision tourne à la sécheresse; l'exagération même de la richesse de ses rimes fatigue par la monotonie des assonances, et souvent rien n'est plus éloigné du texte que cette version tendue où l'effort se trahit sans cesse, ce qui n'empêche pas M. Barthélemy de dire dans une note : « Si Virgile prenait ma traduction française, tout informe qu'elle est, et la voulait mettre en vers latins, son œuvre, comparée à la mienne, serait d'une incontestable infériorité. » M. de Marcassus se contentait de dire : *Fasse mieux qui pourra!*

Après Horace et Virgile, Ovide et Martial ont toujours occupé le second rang dans la faveur publique; mais Martial, même au XVIe siècle, a été plutôt imité que traduit. Il n'en est pas ainsi d'Ovide, car dans une période d'environ cent quarante ans, nous avons compté trente traductions des *Métamorphoses*, seize de l'*Art d'aimer*, et vingt-huit des *Épîtres*. En 1801, la version en vers de Saint-Ange obtint un succès presque égal à celui des *Géorgiques*, et de notre temps même les morceaux choisis publiés par M. de Pongerville sous le titre d'*Amours mythologiques* ont été accueillis avec l'intérêt qui s'attache aux poèmes originaux. Quant aux poètes érotiques, ils ont été plus populaires au siècle dernier que de nos jours, et ils ont surtout exercé sur la littérature des boudoirs une très grande influence. L'auteur de l'*Art d'aimer* et le chantre de Lesbie, musqués, poudrés et surtout affadis, ont reparu en manchettes et en jabots dans Gentil Bernard et dans Dorat. La traduction de certains détails a effrayé les poètes de notre siècle, et la plupart de leurs interprètes se sont bornés à les traduire en prose, en voilant par des périphrases les nudités antiques. On n'a point eu pour Juvénal les mêmes scrupules. Sa qualité de moraliste a fait accepter ses hardiesses, et comme Thomas s'était chargé de prouver dans la tirade sur Messaline qu'on peut tout dire en français quand on dérobe la crudité du fond sous la pudeur des mots, il semble que son exemple ait excité le zèle des traducteurs. De 1770 à notre temps, les *satires* de Juvénal ont été reproduites en vers une quinzaine de fois, et, malgré les difficultés sans nombre que présente le texte, ces diverses interprétations ont été assez heureuses. Du reste, quel que soit le mérite des traductions en vers, elles n'arrivent pas comme les *nouveautés* jusqu'à la masse du public, et il faut se reporter à la publication du *Lucrèce*, de M. de Pongerville, c'est-à-dire en 1823, pour trouver dans ce genre ce qu'on appelle un succès littéraire. On était alors au plus fort de la guerre du romantisme, les classiques étaient proscrits par les novateurs, et M. de Pongerville eut l'heureuse témérité de faire revivre Lucrèce dans la langue classique. L'auteur présenta son œuvre au roi Louis XVIII, qui en accepta la dédicace. Ce prince cita de mémoire un passage assez long, en ajoutant : « J'ai toujours aimé le poète dans ce grand génie. — Sire, répondit M. de Pongerville, j'ose dire à votre majesté qu'elle ne doit pas non plus haïr le philosophe. — Non certes, reprit le prince; mais chut!... le roi nous entend. » Lucrèce

a été de notre temps le seul poète antique qui ait eu l'honneur d'une réception royale, et le seul aussi qui ait ouvert d'emblée à son traducteur les portes de l'Académie.

Les traductions des prosateurs latins sont aujourd'hui beaucoup moins nombreuses que les versions en vers des poètes; à de rares exceptions près, celles qui ont été faites dans ces dernières années ont paru dans les grandes collections. Au nombre de ces exceptions, et parmi les plus recommandables, nous mentionnerons le *Salluste* de M. Gomont, que l'auteur a enrichi de notes savantes, et qui offre le résumé des travaux critiques les plus importans dont l'historien romain a été le sujet. Ce résumé, en ce qui touche Catilina et la guerre de Numidie, a souvent une telle *actualité*, que M. Gomont prend soin de déclarer qu'il ne veut faire aucune allusion aux événemens contemporains. Aussi Salluste est-il resté avec César le plus populaire peut-être des historiens romains, car tandis que le vainqueur des Gaules nous donne dans ses *Commentaires* le secret de nos origines, Salluste, en écrivant *Catilina*, nous donne à son tour le secret de ces agitations révolutionnaires que des meneurs audacieux ont trop souvent déjà déchaînées sur notre pays, en promettant à la foule, comme l'amant d'Orestilla, la liberté, les richesses, les honneurs, la gloire : *en illa, illa, quam sæpe optastis, libertas : præterea divitiæ, decus, gloria in oculis sita sunt*. De plus, au point de vue militaire, Salluste a pour nous, conquérans modernes de la Numidie, un attrait tout particulier, et la *Guerre de Jugurtha*, traduite par M. Dureau de La Malle, figure à côté des ordonnances de campagne dans le *Manuel de l'Officier en Afrique*. Quant à César, il a été commenté par l'empereur Napoléon au point de vue de la stratégie : ce travail du grand capitaine suffirait seul à prouver que les écrits des anciens n'attirent pas seulement l'attention des érudits et des professeurs, et qu'on peut y trouver autre chose encore que de simples études de style.

Les divers travaux que nous venons de mentionner, traductions en vers ou traductions en prose, sont de patientes et consciencieuses études, et il est à regretter qu'au lieu de s'en tenir toujours ainsi à des œuvres isolées et individuelles, au lieu de concentrer sur un seul et même auteur tout l'effort de leur science, quelques-uns de nos latinistes les plus éminens se soient dispersés dans des publications collectives où l'intérêt de la philologie est trop subordonné à l'intérêt mercantile. Nous voulons parler des grandes collections qui ont été entreprises dans ces dernières années. Ces collections présentent les mêmes inconvéniens que les encyclopédies et les dictionnaires, rédigés, comme le disent les prospectus, par des sociétés de *gens de lettres*, de *savans*, de *membres de l'Institut* et d'*hommes du monde*, ce qui semblerait indiquer que les membres de l'Institut ne sont pas toujours des savans, et que les gens de lettres ne sont pas des hommes du monde. Prenons pour exemple la *Bibliothèque latine*, de M. Panckoucke, et les *Classiques*, de M. Dubochet. On trouve dans ces deux publications des parties excellentes, et il suffit de citer celles qui sont signées entre autres de MM. Burnouf, Baudement, Durozoir, Hauréau, Héron de Villefosse, Nisard, Littré, Damas-Hinard, Ch. de Rémusat, Plougoulm, Taranne, Lorquet, Charpentier et Naudet; mais à côté de morceaux remarquables, on trouve un grand nombre de traductions qui

accusent chez ceux qui les ont faites une ignorance vraiment inexcusable de l'archéologie antique (1). Le soin d'interpréter un seul et même auteur ayant été souvent confié à plusieurs personnes, il en est résulté une véritable marqueterie sous laquelle ont complétement disparu l'unité et la physionomie de l'écrivain original. Jamais le mot de Martial : *sunt bona, sunt mala*, n'a reçu une plus juste application. Les textes donnent lieu aux mêmes remarques; pour quelques-uns, on a profité des travaux de la critique moderne; pour la plupart, on s'est contenté de reproduire d'anciennes éditions, souvent très fautives, quelquefois même sans prendre la peine de les faire concorder avec la version française. Il en est de même des notes, qui sont presque toujours insuffisantes; on reconnaît aisément que dans le nombre il en est qui n'ont point été rédigées par les traducteurs, et il en résulte qu'elles contredisent parfois l'interprétation.

Quoi qu'il en soit de ces critiques, les collections du genre de celles dont nous venons de parler ont cependant produit quelques résultats satisfaisans: elles ont popularisé dans leur ensemble les monumens de l'antiquité latine, et elles ont rendu accessibles à tous des auteurs qui jusqu'alors étaient restés comme perdus dans des éditions rares et fort coûteuses. De plus, dans les anciennes collections de textes, on s'était contenté pendant longtemps de reproduire les écrivains de la grande époque littéraire, et dans la décadence on s'arrêtait généralement à Claudien. Aujourd'hui on y comprend tous ceux qui ont vécu depuis Adrien jusqu'à Grégoire de Tours, et les *bibliothèques*

(1) Nous citerons comme exemple, dans la *Bibliothèque* de M. Panckoucke, le traité de Sextus Rufus, *De Regionibus urbis Romæ*. L'opuscule de Rufus, véritable guide du voyageur dans la ville éternelle pendant la domination des empereurs, a été traduit par M. Dubois, qui s'est fait connaître par diverses éditions classiques et par la publication des *Annales du grand concours*. Quelques citations prises au hasard suffiront à faire apprécier sa manière de traduire. Souvent M. Dubois se contente de répéter le mot latin en l'accolant à un article ou à un mot français. S'agit-il par exemple d'un arc de triomphe présentant une double façade ornée de bas-reliefs ou d'inscriptions, *arcus bifrons*, M. Dubois traduit par arc *bifront*. Le pied-à-terre de César, *mutatorium Cesaris*, c'est-à-dire la petite maison où il venait passer quelques instans pour se distraire en changeant de lieu, reste dans le français le *mutatorium de César*. Tantôt le traducteur, en se tenant au plus strict mot à mot, trouve encore moyen de défigurer le sens, comme dans cette phrase : *Forum transitorium cum templo divi Nervæ*, qu'il traduit par *Forum transitoire avec un temple du divin Nerva*, ce qui veut dire tout simplement le marché des étrangers, des marchands forains, de ceux qui ne sont point domiciliés dans Rome. Mais ce n'est point tout encore. On sait que dans Rome la police de sûreté était faite pendant la nuit par des soldats appelés *vigiles*, que ces soldats formaient sept cohortes, et que chaque cohorte avait à desservir deux arrondissemens de Rome; or, comme ces arrondissemens étaient au nombre de quatorze, il se trouvait dans chacun d'eux une caserne ou un poste de gardes de nuit. Faute de s'être rappelé ces détails, M. Dubois a suivi un texte entièrement fautif, et par suite de cette première erreur, il a, comme on dirait de nos jours, réorganisé les cohortes des gardes de nuit sur un pied entièrement nouveau, et il en a plus que doublé l'effectif En effet, au lieu de : *statio cohortis* VII *vigilum, poste de la cohorte n°* 7, il a lu : *Stationnariæ cohortes* VII *vigilum*, ce qui veut dire : Sept cohortes sédentaires de gardes de nuit, et en répétant cette leçon fautive dans plusieurs passages, il est arrivé à compter quinze cohortes au lieu de sept, et à placer de véritables corps d'armée là où il n'y avait que de simples postes.

contemporaines, en s'étendant pour la première fois à cette limite extrême, ont acquis un intérêt nouveau. Sous le rapport littéraire, la période comprise entre Adrien et Grégoire de Tours n'a sans doute qu'une valeur très secondaire : les esprits créateurs ont disparu, la langue s'est énervée, les rhéteurs, les versificateurs et les compilateurs ont remplacé les orateurs, les poètes et les historiens; mais comme à toutes les époques de crise intellectuelle, à défaut des grandes conceptions originales, il y a les recherches érudites, les résumés, les encyclopédies (on dirait que la civilisation antique, près de disparaître, dresse pour la postérité l'inventaire de sa science), puis à côté des écrivains spéciaux, géographes, cosmographes, médecins, agronomes, vétérinaires, architectes, etc., on trouve les derniers annalistes de Rome, les historiens des invasions et les premiers apôtres de la foi. Cette voix qui courait le long de la mer Égée : *les dieux s'en vont! le grand Pan est mort!* retentit comme un écho mystérieux dans les écrits des derniers défenseurs du paganisme, tandis que la religion nouvelle apporte au monde, avec le sentiment de l'infini, la conscience et la pitié, des sources d'inspirations jusqu'alors inconnues. On comprend dès lors l'intérêt qui s'attache à cette décadence elle-même, et quel profit on peut tirer pour l'histoire de l'étude approfondie de cette époque.

Malgré les imperfections assez nombreuses que nous avons dû relever, les travaux de traduction ont eu de notre temps une importance réelle. L'attention du public s'est portée sur des auteurs qui étaient restés jusqu'alors dans le domaine de l'érudition pure. Les textes, mieux compris, ont été plus fidèlement rendus, surtout en ce qui touche les mœurs, les usages et l'exactitude historique, et les traducteurs, tout en se montrant plus exacts, ont réussi souvent à parler français, ce qui n'est pas une des moindres difficultés de ce genre de littérature.

IV.

Autant la version est restée populaire, comme le prouvent les nombreuses traductions qui ont été faites dans ces dernières années, autant le thème et les vers latins sont déchus de leur ancienne importance. A part quelques traités de théologie à l'usage des séminaires, quelques nomenclatures d'histoire naturelle, on n'écrit guère en latin que dans des cas de force majeure, pour céder à la tyrannie de l'usage ou obéir aux règlemens universitaires, comme par exemple lorsqu'il s'agit de la harangue traditionnelle du concours général ou d'une thèse de faculté. Cette belle langue n'est plus même employée que très rarement là où elle devrait régner sans partage : nous voulons parler des notes qui accompagnent les textes. Il est à regretter que les éditions *variorum* se perdent chez nous comme dans le reste de l'Europe, car les classiques de l'antiquité appartiennent au monde entier, et en les annotant dans l'idiome qu'ils ont employé eux-mêmes, on les rend accessibles aux lecteurs de toutes les nations. Aujourd'hui nous ne connaissons guère que M. Boissonnade qui soit resté fidèle, non-seulement dans les préfaces et les dissertations érudites, mais même dans ses correspondances intimes, à la langue de Cicéron. Sous le rapport de la correction, de l'élégance et du cachet vraiment romain, la latinité de M. Boissonnade ne le cède en rien à

celle des meilleurs écrivains des XVIe et XVIIe siècles, et nous citerons comme preuve la traduction des *Fables* de Babrius, dont le texte grec a été retrouvé dans le couvent du Mont-Athos par M. Minoïde Minas.

A de rares exceptions près, le latin du XIXe siècle est une langue tout à fait à part, qui n'est ni antique ni moderne, et qui se compose en général de centons empruntés aux écrivains de la vieille Rome et de périphrases péniblement contournées. On dira sans doute que notre époque a bien autre chose à faire que des thèmes, mais nous répondrons que si l'on apprend le latin pour ne point le savoir, il est inutile de l'étudier. Nous sommes complétement de l'avis d'un membre de l'Institut, M. Rossignol, qui, dans les notes d'un poème dont nous allons dire un mot, soutient cette thèse, à savoir que dans l'acquisition du matériel d'une langue l'usage parlé joue un rôle moins important qu'on ne le croit en général, et que c'est surtout par l'étude approfondie de la grammaire et des bons écrivains que l'on parvient à l'écrire correctement. A l'appui de cette opinion, M. Rossignol cite quelques exemples qui prouvent que dans les temps les plus tristes de la décadence, les rares écrivains qui échappèrent à la contagion de la barbarie employaient pour apprendre la langue littéraire les mêmes procédés que nous, l'étude des modèles, par exemple. Malheureusement aujourd'hui ces procédés sont un peu négligés, et c'est ce que prouve trop souvent la langue que parlent les orateurs latins de nos distributions des prix.

Quoi qu'on en ait dit des harangues romaines des concours, c'est là un usage que nous ne saurions blâmer, car nous pensons que les grands corps de l'état doivent avoir, comme le peuple lui-même, le respect de leurs traditions. En général, les harangues latines du concours ne se distinguent point par l'originalité du fonds, mais on y trouve une ordonnance fort régulière et surtout de bons sentimens. Nous avons remarqué, dans le nombre, les discours de M. Villemain et de M. Naudet, l'un sur *la nécessité de posséder la littérature ancienne pour devenir bon écrivain,* et l'autre sur *la religion considérée comme base de l'instruction publique.* Le choix du sujet ayant été laissé longtemps aux professeurs, on en vit quelques-uns sortir brusquement de la sphère des traditions universitaires, et se laisser entraîner au courant des idées romantiques, ce qui motiva, en 1847, de la part de M. de Salvandy, alors ministre de l'instruction publique, un arrêté portant qu'à l'avenir le discours aurait exclusivement pour objet la vie d'un homme célèbre cher à l'Université par ses travaux ou ses services, professeur, recteur, grand-maître ou ministre. Depuis ce temps on est toujours resté dans le programme; chaque année, les mêmes applaudissemens saluent les mêmes périodes cicéroniennes. Seul entre tous, le journal *l'Univers* mêle aux bravos classiques l'amertume de sa critique, et s'attache à démontrer, d'après le procédé de M. de Scudéry, que le sujet du discours ne vaut rien du tout, qu'il choque les règles de l'art oratoire, qu'il manque de jugement dans la conduite, qu'il contient beaucoup de gallicismes, et qu'ainsi l'estime qu'on en fait est très injuste. Il est possible que *l'Univers* soit fort en thème, mais à coup sûr il n'est pas fort sur l'histoire de la langue latine, car dans l'examen de l'un des discours qui nous occupent, il parle très sérieusement de l'emploi que Cicéron faisait des virgules.

A côté du discours latin de la distribution des prix se placent les thèses

pour le doctorat ès-lettres. Le chef du bureau des facultés au ministère de l'instruction publique, M. Mourier, a recueilli, sur cette importante épreuve, d'intéressans détails, et il a donné en même temps la bibliographie des thèses, dont quelques-unes sont introuvables aujourd'hui. Avant 1789, le grade de docteur n'existait que dans les facultés de droit, de théologie et de médecine, et il fut institué pour les lettres par décret du 17 mars 1808. Suivant ce décret, la thèse latine devait être soutenue en latin, mais les candidats aussi bien que les examinateurs se dispensèrent de cette obligation, qu'on laissa tomber en désuétude jusqu'au moment où le règlement du 17 juillet 1840 décida que l'argumentation aurait lieu en français pour toutes les thèses indistinctement. C'est déjà beaucoup, c'est même trop peut-être pour bien des érudits, que d'arrondir la période cicéronienne quinze ou vingt ans après la sortie du collége, et si la rédaction de la thèse latine a pour but de prouver que l'aspirant au doctorat ès-lettres est familier avec la langue de Tacite et de Virgile, il faut convenir que plus d'un candidat a parfaitement réussi à prouver le contraire de ce qu'on lui demandait.

De 1810 à 1851, deux cent soixante-dix-huit thèses latines ont été soutenues devant les facultés de Paris, d'Aix, de Besançon, de Bordeaux, de Caen, de Dijon, de Grenoble, de Lyon, de Montpellier, de Poitiers, de Rennes, de Strasbourg et de Toulouse. Resserrées d'abord dans le cercle de la logique et de la rhétorique, ces thèses ont abordé peu à peu des sujets plus variés; on peut même dire qu'un grand nombre d'entre elles sont de très savantes dissertations, et qu'elles ont été pour les aspirans au doctorat comme le point de départ officiel des hautes positions auxquelles quelques-uns d'entre eux sont arrivés. De 1813 à 1830, nous trouvons parmi les latinistes du doctorat MM. Cousin, Patin, Jouffroy, Damiron, Amédée Thierry, Michelet, et à côté de M. Bautain, qui traite de l'idéalisme, *de idealismo*, Armand Marrast, qui traite de la vérité, *de veritate*. Durant cette période, la thèse n'est encore qu'une mince brochure in-4°, le plus souvent mal imprimée, et qui dans ces proportions modestes n'a ni les allures ni les prétentions du livre. A partir de 1836, le format change; l'in-8° domine, l'exécution typographique s'améliore, le fonds se fortifie d'une manière sensible, et l'ensemble des travaux embrasse à la fois l'antiquité et le moyen âge, la philosophie, la critique et l'histoire. Nous citerons au premier rang, comme des morceaux d'excellente littérature, les thèses de MM. Ravaisson, Gérusez, Jourdain, Ferrari, Guigniaut, Rossignol, Fortoul, de La Prade, Edgar Quinet. Des morts regrettés de tous ont aussi leur part dans cette bibliothèque des études universitaires, et nous y avons remarqué les opuscules de deux professeurs enlevés à la fleur de l'âge, et qui tous deux ont porté dans leur enseignement l'éloquence de la parole et l'éloquence du cœur, Ozanam et Varin, à côté du précieux travail d'un écrivain dont les lecteurs de la *Revue* ont eu souvent l'occasion d'apprécier l'érudition et la finesse, Ch. Labitte, enlevé aussi dans l'âge des belles espérances. Les membres du clergé, qui après avoir rendu de si grands services aux études classiques, les avaient délaissées longtemps, sont enfin rentrés dans la lice. Depuis trois ans la Sorbonne a vu MM. les abbés Leblanc, Lalanne et Vaillant, soutenir avec distinction les épreuves du doctorat et prouver à ceux qui voudraient proscrire l'étude de l'antiquité gréco-romaine

que l'orthodoxie la plus rigoureuse peut s'allier à la connaissance approfondie des auteurs païens et de leur belle langue.

Ce qui nous a frappé en lisant le latin des thèses, c'est de voir qu'en général ce sont les érudits de profession, — ceux qui pratiquent le plus habilement l'antiquité, — qui éprouvent le plus d'embarras à manier la langue de Virgile et de Cicéron. Sous ce rapport, ils sont restés bien loin de leurs devanciers du XVIe et du XVIIe siècle, et à l'appui de cette remarque nous nous arrêterons quelques instans à la thèse de M. Ch. Lenormand, membre de l'Institut. M. Lenormand est archéologue, égyptologue, numismate, hiérogrammate, rapporteur inamovible de tous les concours des antiquités nationales, critique d'art, et l'on peut même à la rigueur le considérer comme un helléniste, car sa thèse est toute hérissée de citations grecques; mais à coup sûr M. Lenormand n'est point latiniste : non-seulement il traite la grammaire latine en ennemie, mais il oublie même très souvent qu'il y a pour toutes les langues une logique universelle, et de la sorte il arrive à construire des phrases qui ne sont justiciables d'aucune syntaxe (1). La thèse de M. Quinet sur la *poésie primitive des Hindous* nous a amplement dédommagé de celle de M. Lenormand, car M. Quinet écrit le latin comme aux beaux jours de l'Oratoire et des Jésuites. Il a le mot juste, l'allure romaine, et, comme la poésie dont il parle, le souffle lyrique, *lyricus afflatus.*

Les deux dernières années qui viennent de s'écouler ont été sans aucun doute les plus fécondes en thèses latines depuis la fondation du doctorat. On en compte huit en 1852, et quatorze en 1853; nous aimons à constater que la plupart se recommandent également par le choix des sujets et par la correction du langage. Il semble que les professeurs, après avoir longtemps éparpillé leurs forces, les concentrent de préférence sur les études vraiment classiques. Il y a là, dans de minces brochures, beaucoup de savoir et des recherches curieuses. M. Mézières étudie la tradition poétique relative aux fleuves de l'Enfer chez les Grecs et chez les Romains; il explique nettement l'origine de cette tradition par les croyances antiques et la géographie. M. Robiou étudie *l'administration de l'Égypte sous les Ptolémée,* M. Taine reconstruit, d'après Platon, la vie intellectuelle et morale de la Grèce, M. Soupé nous donne un curieux portrait littéraire de Fronton; M. Cerquand retrace la biographie, très obscure d'ailleurs, des sept sages de la Grèce, nous fait connaître leur morale, et la compare avec celle des gnomiques; M. Chassang

(1) Entre autres distractions philologiques, M. Lenormand ne manque jamais de sauter à pieds joints par-dessus l'accord des temps : « Vestigia remotissimæ antiquitatis multas in comœdias partes apud Græcos haurire *debuisse* conjiciet, » ou bien encore : « Fontes disertius definiam, è quibus Aristophanes narrationem suam *haurire* debuit. » Sans parler du solécisme, cette dernière phrase n'est latine ni par la tournure ni par les images, et quand on la traduit mot à mot, elle n'est pas française, parce qu'on ne peut donner une chose matérielle pour régime à un verbe qui exprime une action abstraite, pas plus qu'on ne peut donner une chose abstraite pour régime à un verbe exprimant une action matérielle; ce qui fait qu'à Rome aussi bien qu'à Paris on n'a jamais pu dire et on ne dira jamais qu'on *définit une source*, et qu'on *puise à cette source une narration.* On pourrait multiplier les exemples de ce genre; mais comme les études hiéroglyphiques de M. Lenormand se reflètent sur sa thèse, il est souvent difficile de la comprendre, et nous ne sommes point, comme Œdipe, certain de triompher du sphinx.

raconte en bon latin l'histoire de la décadence de l'art oratoire chez les Romains. On doit encore à M. Henriot, élève de l'école d'Athènes, un très bon travail sur *la Géographie des poètes primitifs de la Grèce*, à M. Renan une savante étude sur *la Philosophie péripatéticienne chez les Syriens*, et à M. Duruy une dissertation sur Tibère, qui atteste une connaissance approfondie de l'histoire romaine et une remarquable sagacité critique. Le moyen âge, la littérature chrétienne et la littérature française sont également représentés dans les thèses qui nous occupent. M. l'abbé Lescœur, maître de conférences à l'École normale et membre de la nouvelle congrégation de l'Oratoire, a comparé les lettres de Leibnitz et de Bossuet, en même temps que M. l'abbé Jallabert étudiait, en les désignant sous le nom d'*Épîtres consolatoires*, dix lettres adressées par saint Jérôme à diverses personnes à l'occasion de la perte de leurs amis ou de leurs parens. Conduit par la nature même de son sujet et par l'époque où vivait saint Jérôme à comparer les idées des philosophes païens et des écrivains ecclésiastiques sur la mort, M. Jallabert a composé un excellent petit traité de morale pratique et d'histoire littéraire, et par la correction de son style il a prouvé une fois de plus, contre M. l'abbé Gaume, que les études classiques ne sont nullement incompatibles avec les sentimens du plus pur christianisme. Le travail de M. Ouvré sur *la Monarchie* de Dante, celui de M. Perrens sur les *Théories de lord Chesterfield* relatives à l'éducation des enfans, se distinguent également par des appréciations très justes et une excellente latinité. Nous croyons devoir insister ici sur l'éloge, parce qu'il y a dans quelques-unes des brochures dont nous venons de parler beaucoup plus de science et de travail qu'il n'en a fallu souvent pour assurer le succès de certains livres.

Si le nombre des prosateurs latins est à peu près réduit aujourd'hui aux docteurs ès-lettres, le nombre des poètes a diminué dans une proportion beaucoup plus grande encore. Par une singulière bizarrerie, la première protestation qui ait été faite en France contre la poésie latine moderne l'a été par celui de nos écrivains qui s'est le plus directement inspiré des poètes de l'ancienne Rome. On devine qu'il s'agit de Boileau. L'auteur de *l'Art poétique*, dans un dialogue que lui-même qualifie de *plaisant*, suppose que les versificateurs néo-romains du XVIIe siècle vont faire visite au fils de Latone (1), et qu'ils lui font tous un compliment en hexamètres. L'un d'eux reste court, et ne peut même achever le vers qu'il a commencé qu'à l'aide d'un barbarisme. Apollon se fâche, et leur déclare que pour eux Pégase sera toujours rétif. Cet arrêt fut ratifié au XVIIIe siècle par Voltaire, qui, tout en déclarant que des étrangers ne peuvent ressusciter le siècle d'Auguste dans une langue qu'ils ne savent pas même prononcer, ne dédaigna point cependant d'invoquer quelquefois la muse latine, témoin ce distique qu'il a placé en tête d'une dissertation sur le feu :

Ignis ubique latet, naturam amplectitur omnem,
Cuncta parit, renovat, dividit, *unit*, alet.

Malgré quelques rares protestations, l'avis de Voltaire et de Boileau finit

(1) *Œuvres complètes de Boileau*, édition de M. Daunou, tome II, page 211.

par prévaloir, et de nos jours M. Sainte-Beuve est le seul de nos critiques qui ait témoigné quelque sympathie à la littérature de Vanière et de Rapin. « Je ne voudrais pas, dit M. Sainte-Beuve, dire des vers latins plus de mal que je n'en pense. Je les ai beaucoup aimés; j'en ai fait avec un goût décidé, je l'avoue, et j'ai cru par là pénétrer plus avant dans le secret de la muse latine. » M. Th. Gautier, comme M. Sainte-Beuve, a gravi le Parnasse antique et chanté les plaisirs de la *pleine eau* dans un poème intitulé : *De Arte natandi;* mais, comme l'auteur de *Port-Royal*, il a gardé pour lui-même ou pour quelques amis ses inspirations discrètes, et les hexamètres qui arrivent jusqu'au public sont de plus en plus rares : *Apparent rari*. La plupart, tirés à petit nombre, sont même à peu près introuvables, et à part les rédacteurs de l'*Hermes Romanus*, dont nous parlerons plus loin, c'est à peine si, en remontant à quarante ans, nous pouvons trouver un nombre de poètes égal à celui des muses.

Sous la république et l'empire, nous ne connaissons guère que M. Cauchy, mort il y a quelques années secrétaire-archiviste de la chambre des pairs, qui ait manié avec talent la prosodie virgilienne. M. Cauchy célébra dans les rhythmes les plus divers le consulat, l'empire et la restauration. On a de lui une ode au premier consul, un dithyrambe sur la bataille d'Austerlitz, un poème sur la naissance du roi de Rome, *Nereus vaticinator*, et un poème en vers iambiques sur la *violation des tombeaux de Saint-Denis*. Sous le rapport de la facture et de la langue, ces œuvres peuvent soutenir la comparaison avec le XVIe et le XVIIe siècle. MM. Benaben, Billecocq et Groult de Tourlaville peuvent être également regardés comme de bons latinistes, mais ils n'ont point au même degré que M. Cauchy la couleur romaine, et pour notre part nous préférons M. Grandsire, lequel s'intitule : *Regius beneficiarius, olimque à secretis princeps in regia musices Academia*, ce qui veut dire *pensionnaire du roi, ancien secrétaire général de l'Académie royale de musique*. Fidèle aux traditions littéraires les plus rétrospectives, M. Grandsire a traversé sans broncher les temps les plus orageux du romantisme, et en 1830 il a donné sous le titre de *Fabulæ variorum* une traduction en vers pentamètres des fables choisies de Florian, La Mothe, Lemonnier, Aubert, etc., en laissant toutefois de côté La Fontaine, parce qu'il jugeait avec raison qu'il était impossible de le traduire. Certaines expressions et certains noms modernes ont subi sous sa plume de singulières métamorphoses, et l'on aurait grand'peine à reconnaître *le Troupeau de Colas* de Florian dans *Mopsi pecus, Fanfan et Colas* dans *Agis et Andreas, Chloé et Fanfan* dans *Chloris et Agis*. A part ces infidélités, qu'il était fort difficile d'éviter, M. Grandsire s'est acquitté de sa tâche en humaniste habile et en homme d'esprit. Les vers martelés et pénibles de La Mothe et d'Aubert ont pris avec la forme latine une agréable tournure; les originaux, chose très rare, ont souvent gagné à être traduits, et Florian lui-même, dans ses meilleurs morceaux, n'a point trop perdu à parler une langue nouvelle.

Sans doute au milieu de ces compositions, qui ne sont pour la plupart que des pastiches plus ou moins habiles, il faut chercher longtemps avant de rencontrer une œuvre attachante, et encore la cherche-t-on le plus souvent sans la trouver; aussi avons-nous été fort agréablement surpris en découvrant, — le mot est juste, quoiqu'il date à peine de vingt ans, — l'une des

productions les plus parfaites de la latinité moderne dans une brochure de deux cents pages dont le couteau d'ivoire n'avait pas même entamé les feuillets. Cette brochure renferme, avec des notes françaises, un petit poème intitulé *Vita scholastica*, dont la dédicace, adressée à M. Boissonnade, est signée *Joannes Petrus Rossignol*, qui aujourd'hui peut ajouter à son nom le titre de *Socius Academiæ inscriptionum*, qu'il donnait en 1836 à M. Boissonnade, en l'appelant avec raison *vir eleganti ingenio, omni doctrina ornatissimus*. Dans une note qui vaut mieux que bien des préfaces, M. Rossignol explique les motifs qui l'ont décidé à faire un poème latin, malgré le discrédit général où sont tombées ces sortes de compositions. Ce n'est point, dit-il, pour plaire à l'Université, ce n'est point non plus par tendresse pour des souvenirs de collége, car le collége a pour lui trop de beaux jours perdus ou mal employés, trop de gêne et d'entraves, trop de mouvemens généreux durement refoulés, trop de riantes illusions impitoyablement détruites. Il est d'ailleurs de ceux qui ont foi dans l'avenir, et qui se précipitent plus volontiers vers l'embouchure du fleuve qu'ils ne remontent à sa source. Laissant de côté cette sentimentalité banale qui s'attendrit sur les premières études et les premières amours, M. Rossignol a voulu essayer son imagination sur un sujet très simple, s'initier au culte de la forme antique, et réfléchir dans une sorte de mirage poétique les souvenirs classiques de ses études. Il a donc écrit son petit poème en se conformant de tout point aux préceptes de Quintilien et d'Horace et en s'inspirant, pour le style, des écrivains antérieurs à Ovide. Nous ajouterons qu'il s'en est inspiré avec un rare bonheur; *la Vie de collége* est, avec la charmante pièce des *Marionnettes* d'Addison, l'une des œuvres les plus savamment et les plus ingénieusement latines qui aient été écrites dans l'époque moderne; si Boileau avait connu ce poème, il eût été forcé de convenir que les langues mortes ressuscitent quelquefois. *La Vie de collége* est divisée en quatre chants : *le Sommeil, l'Étude, la Récréation, le Dîner*, — voilà tout le poème. Il était difficile, on le voit, de choisir un sujet plus simple, mais en même temps il était difficile de le traiter avec plus d'atticisme; et cette œuvre, tout à fait exceptionnelle, montre que la Gaule, au XIXe siècle, peut encore réclamer justement pour un de ses fils le droit de cité romaine.

Les odes latines de M. Guichon de Grandpont, employé supérieur du ministère de la marine, nous transportent dans un monde bien différent de celui que nous a révélé M. Rossignol. Il ne s'agit plus des tintemens pacifiques de la cloche d'étude, mais du branle-bas terrible des combats maritimes.

Sicelides musæ, paulo majora canamus.

Sous le titre de *Gloriæ navales* (1), *odæ*, M. Guichon de Grandpont a célébré les marins français sur tous les modes lyriques de l'antiquité, c'est-à-dire en vers adoniques, saphiques, alcaïques, choraïques, iambiques, pythiens, archiloquiens, etc. « La patience, dit-il dans sa préface, étant une des vertus les plus essentielles à un administrateur de la marine, je prends acte en passant qu'à défaut d'un talent supérieur, j'aurai du moins exercé

(1) Brest, Lefournier; 1853, in-12.

cette vertu dans la composition des *Gloriæ navales*. A ce point de vue, mon travail aura tourné à l'avantage du service. » Nous ajouterons, pour notre part, que les latinistes ne doivent pas en être moins satisfaits que les marins; car si de notre temps l'apparition de l'hexamètre est déjà une rareté, on peut, à plus forte raison, compter parmi les phénomènes la résurrection du *petit archiloquien* et du *petit asclépiade*. L'emploi de ce rhythme antique dans des sujets tout modernes donne aux odes de M. de Grandpont un cachet d'orginalité qui ne manque pas d'agrément. Le poète d'ailleurs manie fort habilement les mètres les plus rebelles; il exprime toujours des sentimens généraux et patriotiques, et de plus, comme il a joint à son travail une foule de notes sur des événemens trop peu connus, il se fait lire avec plaisir par ceux qui s'intéressent à notre gloire maritime, et qui comprennent les *petits asclépiades*. Les odes sont au nombre de vingt-huit, et elles ont pour titre des noms de bataille, de marins ou de navires : *Quesnœus, Bartus, Troïnus, Standvaries, Bugvilla, Gallina Pulchra, Thovarsulus, Vindex, Burdius*, etc., ce qui veut dire Duquesne, Jean-Bart, Duguay-Trouin, de Létanduère, Bougainville, *la Belle-Poule*, Du Petit-Thouars, *le Vengeur*, et Dubourdieu. Le poète, du reste, a eu la précaution de mettre en regard la traduction française de ces noms, car dans son livre le titre, par la force même des choses, est toujours ce qu'il y a de moins latin. Quant aux vers, ils sont fort agréablement tournés, et, pour emprunter une comparaison au sujet lui-même, on peut dire que M. de Grandpont a conduit heureusement sa barque à bon port sur une mer semée d'écueils.

V.

A une époque où le journalisme est devenu pour les sciences, les lettres, les arts et l'industrie la forme la plus usuelle et la plus populaire des manifestations de la pensée, il était tout naturel que la philologie classique fût représentée d'une manière plus ou moins importante dans la presse quotidienne ou périodique. De ce côté, l'Allemagne nous a donné l'exemple : elle a convoqué des congrès de philologues et même de pédagogues; elle a publié en latin des *revues* de l'antiquité classique, et sous ce rapport elle occupe un rang supérieur au nôtre. Il faut reconnaître que nous ne sommes pas non plus restés complétement en arrière.

En remontant aux premières années de la restauration, nous trouvons en France un recueil latin. Cette époque, on le sait, fut marquée par une renaissance classique que favorisa le goût bien connu du roi Louis XVIII pour la littérature romaine. Homme d'esprit et gastronome délicat, ce prince fut en même temps la première *fourchette* et l'un des meilleurs latinistes de son royaume. Il citait à tout propos des vers de Virgile et d'Horace, et l'un des moyens les plus sûrs de gagner ses bonnes grâces était de répondre par des citations de ces deux poètes aux passages qu'il avait répétés lui-même. Aussi les courtisans s'empressèrent-ils d'apprendre leurs classiques, et l'on assure qu'un ministre fut disgracié pour avoir dit que jamais il ne s'était occupé d'Horace. Cette renaissance du dactyle se manifesta jusque sur les transparens des fêtes publiques, et pendant quelques années le jour de la Saint-

Louis vit éclore jusque dans les petites villes de province une foule de distiques en l'honneur des Bourbons et des lys. Encouragés par la bienveillance royale, les poètes convoquèrent au pied du trône les muses latines. En 1816, M. Barbier-Vémars fonda, sous le titre d'*Hermes Romanus* ou *Mercure latin*, un recueil périodique destiné à reproduire et à populariser d'une part des extraits de la littérature de l'antiquité, et de l'autre les compositions les plus remarquables des écrivains latins modernes morts ou vivans. Le roi et le ministre de l'intérieur souscrivirent chacun pour cent exemplaires au recueil de M. Barbier. Quand celui-ci fut admis à présenter son ouvrage à Louis XVIII, ce prince le félicita vivement et lui dit que son œuvre était éminemment nationale, attendu « qu'il n'y a que ceux qui savent bien le latin qui sachent bien le français. » Le public souscrivit comme le roi, et l'*Hermes* parut à jour fixe pendant six ans consécutifs, carrière bien longue pour un recueil littéraire écrit dans une langue morte, si on la compare à celle qu'ont fournie beaucoup de *revues* tentées de notre temps.

Chaque numéro de l'*Hermes* est divisé en trois parties distinctes : la première, sous le nom d'*Alvear poeticum*, *la Ruche poétique*, contient des vers latins de toutes les époques, y compris la restauration, et dans chaque numéro on trouve, comme dans les almanachs, une énigme, un logogriphe et une charade latine; la seconde partie renferme des extraits, et la troisième, sous le nom de *Noctes fabulosæ*, *Veillées amusantes*, se compose d'anecdotes et de bons mots. Chaque cahier offre en outre au lecteur la traduction en prose ou en vers de quelque morceau célèbre d'un prosateur ou d'un poète français, et l'on y trouve même parfois de véritables feuilletons de critique d'art ou de littérature, entre autres des comptes-rendus latins des expositions du Louvre. Les poètes de l'*Hermes* appartiennent tous à l'école de Delille, et ils s'exercent de préférence dans la description. Leurs sujets sont aimables et honnêtes, *nugæ graciles*, et cette littérature rétrospective forme un singulier contraste avec les fiévreuses compositions romantiques qui devaient bientôt la détrôner. M. Bignan célèbre les *montagnes russes*; M. Billecocq chante la rosière de Suresnes; M. le docteur Godefroy compose un poème hygiénique sur les boissons, l'eau, l'eau-de-vie, le vin, le cidre, la bière et le café; d'autres font pleurer la plaintive élégie sur l'accident terrible arrivé à un soldat de la garde royale qui, étant descendu dans la fosse aux ours du Jardin-des-Plantes *pour y ramasser un bouton* qu'il *avait pris pour une pièce de monnaie*, fut dévoré par Martin; d'autres encore déplorent en hexamètres attristés l'imprévoyance d'un moineau qui avait fait son nid dans un tuyau de poêle. Les vers macaroniques ne sont point oubliés, et le premier jour de l'année 1819, l'*Hermes* donna pour étrennes à ses abonnés un morceau philosophique qui commence ainsi :

> Ecce iterum in nihilum fugiens degringolat annus.
> Approchat ecce alter; sic annus duriter annum
> Culbutat; heu! miseri sic nos passabimus omnes.

Les poètes de province fournirent un nombreux contingent à la rédaction de l'*Hermes*. Quelques dames adressèrent même des lettres latines à M. Barbier pour prouver au public que les femmes, tout aussi bien que *leurs ty-*

rans, savaient parler la langue de Tacite et de Quintilien; l'Angleterre elle-même ne resta point étrangère à cet essai de renaissance classique: nous avons remarqué, parmi les importations latines de la muse anglaise qui figurent dans le recueil, des vers de M. Allan Cuningham sur la gloire littéraire de la France, et une satire du célèbre ministre Canning sur *la manie de médire qui est commune aux vieilles filles*.

L'*Hermes Romanus* a été chez nous le dernier des journaux romains. Depuis la disparition de ce recueil, la critique et la philologie latine se sont dispersées dans diverses publications, où elles n'occupent en général qu'une place secondaire. Nous citerons au premier rang le *Journal des Savans*, où diverses questions de littérature et de philologie romaine ont été traitées avec une grande érudition et une éminente sagacité critique par MM. Daunou, Naudet et Patin. Le *Journal de l'Instruction publique*, fondé en 1832, sous le ministère de M. de Montalivet, contient aussi, à côté des actes officiels de l'administration, une partie critique intéressante, ainsi que les comptes rendus des cours de la Sorbonne et du Collége de France. Il y a là une foule de renseignemens précieux, une mine féconde pour les études sérieuses, et si les éditeurs ou les traducteurs des classiques se donnaient la peine de chercher, pour les mettre en circulation dans leurs livres, les richesses qui s'y trouvent enfouies, il en résulterait sans aucun doute un véritable progrès. La *Revue de l'instruction publique*, fondée en 1842 par M. Hachette, et dont la collection forme aujourd'hui onze volumes in-8°, contient également de bons articles, surtout en ce qui touche la critique des livres scolaires. La *Revue archéologique* traite aussi avec succès les questions romaines, et l'on y trouve pour l'épigraphie latine d'utiles renseignemens : il en est de même des *Mémoires de la Société des antiquaires;* mais ces deux recueils ne s'occupent en général que des inscriptions lapidaires ou monumentales, et nous regrettons vivement que le recueil fondé en 1845, par M. Léon Renier, sous le titre de *Revue de philologie, de littérature et d'histoire ancienne*, ait cessé de paraître après deux années d'existence. Ce recueil en effet avait rallié les philologues et les antiquaires les plus éminens, et en se plaçant dès l'abord en dehors et au-dessus de l'influence de toutes les coteries qui s'agitent dans le monde savant, il avait su se faire écouter parce qu'il parlait avec autorité. Recueil vraiment encyclopédique dans sa spécialité, elle publiait tout à la fois des morceaux inédits des écrivains grecs et latins, des critiques et des restitutions de textes, des inscriptions, des examens d'éditions et des traductions classiques, etc. Des philologues allemands qu'un long séjour et d'éminens travaux ont naturalisés chez nous, MM. Fix et Dübner, s'y trouvaient associés aux maîtres de l'érudition française, MM. Letronne, Littré, L. Quicherat, etc. Nous citerons entre autres, comme de véritables modèles, l'examen du livre de M. Leclerc, *Des Journaux chez les Romains*, par M. Dübner, l'article de M. Renier sur la traduction de Dion Cassius, par M. Gros, et diverses interprétations ou restitutions de textes qui rappellent la critique des érudits du XVIe siècle et leur patiente méthode d'analyse, où tous les mots étaient pesés. Il est à regretter qu'une publication aussi intéressante que la *Revue de philologie* n'ait pu se soutenir, alors même qu'elle réunissait toutes les conditions du succès; mais elle avait malheureusement encouru, de la part même

du public spécial auquel elle s'adressait, un reproche qui chez nous est un arrêt de mort pour les livres : on la trouvait trop savante.

Enfin, en terminant, nous remarquerons encore qu'après avoir occupé une place assez considérable dans les journaux de l'empire et des premières années de la restauration, la critique latine s'est retirée peu à peu de la presse quotidienne pour se réfugier dans les livres. Aujourd'hui M. Jules Janin est à peu près le seul écrivain qui se souvienne, dans le feuilleton, de Virgile et d'Horace, et qui les cite à propos.

Si nous voulons maintenant résumer en peu de mots la situation de la littérature latine à notre époque, nous constaterons d'abord que malgré les attaques vives et nombreuses dont cette littérature a été l'objet, elle n'en est pas moins restée très populaire, à en juger par le grand nombre d'éditions et de traductions classiques qui ont paru de notre temps même. Si les érudits et les philologues sont chez nous beaucoup moins nombreux qu'en Allemagne et même en Angleterre, nous en pouvons du moins opposer à nos voisins quelques-uns qui ne craignent point la comparaison. Les livres élémentaires se sont notablement améliorés; les traductions, à part celles qui ont été entreprises dans une simple pensée de spéculation mercantile, sont en général plus exactes et plus fidèles, et, dans la pléiade de nos poètes latins, il en est qui peuvent soutenir la comparaison avec les poètes de l'ancienne Université, les oratoriens et les jésuites. En un mot, si les études latines dans la France du XIXe siècle ne sont pas toujours éminentes, elles nous paraissent en somme très suffisantes encore. A quoi servent, dira-t-on peut-être, les études latines dans un siècle comme le nôtre? L'attention universelle n'est-elle point tournée vers les sciences et l'industrie? Nos ingénieurs apprendront-ils dans Vitruve à construire des tunnels et des viaducs? Le vieux Caton instruira-t-il nos agriculteurs à perfectionner leurs méthodes? Sans doute, au point de vue des applications immédiates et pratiques, le latin a peu de choses maintenant à nous donner; mais, sous le rapport intellectuel et moral, il est et il sera toujours, nous le pensons, d'une extrême importance. Nous ne dirons pas, comme on l'a tant de fois répété, que les écrivains de l'antiquité doivent être étudiés comme des modèles de style, car c'est là, excepté pour ceux qui font profession d'écrire, une question secondaire; mais, puisque l'esprit, même au milieu des préoccupations les plus positives, a toujours besoin d'un aliment, nous dirons qu'il y a là, avec un grand charme littéraire, une source féconde d'utiles distractions. Si peu classique que l'on soit, on est forcé cependant de reconnaître que l'influence de la plupart des œuvres de la littérature contemporaine est profondément énervante et fébrile; cette littérature cherche, avant tout, à placer l'homme en face de son néant, de ses misères et de ses douleurs, et elle l'affaiblit en l'attendrissant, en développant en lui une fausse sensibilité. La littérature romaine au contraire le place en face de sa force et de sa puissance; elle est, qu'on nous passe le mot, essentiellement tonique; elle ne fait point pleurer, mais elle fait penser, et elle développe chez ceux qui l'étudient, non pas en savans, mais seulement en lecteurs curieux de se distraire, un sentiment juste et vrai des réalités. C'est ainsi que pour Montaigne elle a été une école de sagesse pratique, et pour Corneille une école d'héroïsme.

CH. LOUANDRE.

PERSPECTIVES

SUR

LE TEMPS PRÉSENT

DE L'HOMME ÉCLAIRÉ.

Si la France n'est pas en état de belle et parfaite santé, ce n'est point faute de médecins et de systèmes. Énumérer les panacées universelles qui ont été proposées serait déjà une rude tâche; nous avons une multitude de grands principes dont l'usage exclusif nous a été conseillé : le grand principe d'autorité, le grand principe de liberté, sans compter le grand principe d'anarchie et le grand principe de communauté. Nous les avons tous essayés tour à tour, et nous n'avons guère eu à nous louer de leur efficacité. Peut-être la raison de ces nombreux insuccès se trouverait-elle précisément dans l'emploi exclusif de chacun de ces remèdes, qui, pris à part et à trop forte dose, ne manquent jamais d'engendrer une maladie nouvelle, au lieu de guérir l'ancienne. Nous payons ainsi une foule de taxes morales, beaucoup plus lourdes que les taxes matérielles; nous payons en servitude la protection qu'on nous offre contre l'anarchie, et en anarchie les vengeances que nous tirons de la servitude; mais ni la servitude ni l'anarchie ne disparaissent, aucune des deux n'est punie, et c'est nous-mêmes qui recevons les coups que nous destinions à ces êtres abstraits et métaphysiques.

Ce n'est pas non plus faute de docilité si le peuple français n'arrive pas à être heureux. On chercherait vainement une agglomération d'hommes plus confiante et plus crédule que les trente-six millions d'êtres humains qui foulent le sol français. Leur inculquer un principe sur lequel ils s'appuient pendant des siècles serait difficile, mais les amener à croire à un quasi-principe qui puisse leur servir de mot d'ordre pendant quelques années est extrêmement aisé. Que de bonnes railleries, depuis cinquante ans, ce peuple n'a-t-il pas dirigées contre le droit divin des rois, les prétentions de l'église à l'infaillibilité, le système de pondération constitutionnelle, la république et le gouvernement par contrat social, l'aristocratie héréditaire et la démocratie, le marquis de Carabas et le républicain rouge! Le peuple français, si mobile, si versatile, mais qui avait toujours été si sensé et si pratique, si prompt à se railler de l'enthousiasme banal, est depuis cinquante ans le peuple qui participe le plus de la nature des foules. Vous croiriez, en lisant son histoire contemporaine, lire la fameuse scène du *Jules César* de Shakspeare, où le peuple applaudit tour à tour le meurtrier de César et l'apologiste de César. Son cri est aujourd'hui : plus de gouvernement traditionnel! — demain : plus de gouvernement monarchique! — un autre jour : plus de gouvernement populaire! Les mots autorité, tradition, liberté, se succèdent dans sa bouche avec une étonnante rapidité. Ainsi la France marche de réaction en réaction et se dirige sous des drapeaux et des emblèmes sans cesse renouvelés vers des destinées aussi incertaines que ses idées.

Mais ce ne sont pas seulement les foules qui changent ainsi de doctrines et de croyances, ce sont aussi les hommes qu'on pourrait croire les plus convaincus des idées qu'ils ont prêchées toute leur vie; ce sont des historiens qui arrivent, à un certain moment, à douter des résultats de leur science historique, des philosophes qui doutent des résultats de leurs méditations, des politiques qui doutent des principes dont ils ont été les défenseurs intraitables, exclusifs et violens. Rien n'est curieux comme les polémiques rétrospectives qui ont lieu depuis quelques années parmi le public le plus instruit de notre époque. Des faits vieux de trois cents ans sont exhumés de la poussière historique où ils dormaient ensevelis; on les interroge de nouveau, on refait leur procès, on les absout ou on les condamne. La réforme, la renaissance, Richelieu, Louis XIV, provoquent des discussions violentes et d'étranges récriminations. Un jour il plaît à un écrivain passionné de déclarer que la révocation de l'édit de Nantes fut un acte de pouvoir très légitime et très méritoire, et on le réfute gravement comme s'il s'agissait d'un fait contemporain. Un autre jour il plaît à un ecclésiastique d'une foi

trop ardente de jeter l'anathème sur les lettres grecques et latines, et aussitôt il s'engage une véritable bataille des livres plus plaisante que celles qu'ont chantées Swift et Boileau. On se dispute un an à ce sujet; l'épiscopat français tout entier prend parti dans la querelle, le clergé français se sépare en deux camps, les représentans de la science laïque dénoncent une Saint-Barthélemy intellectuelle, on en appelle à Rome, et le représentant du catholicisme élève la voix pour décider une question qui reposait en paix depuis trois cents ans. Un autre jour encore, la presse française se divise sur les mérites du moyen âge, les uns déclarant que le moyen âge fut l'âge d'or de l'humanité, les autres refusant d'y voir autre chose que des rues mal pavées et des moines ignorans. J'en suis désolé pour ceux qui veulent absolument que leur époque soit en tout semblable aux précédentes; mais y a-t-il fait qui constate d'une manière plus frappante l'incertitude des esprits contemporains? Que signifient ces discussions rétrospectives si passionnées, sinon que nous ne sommes point satisfaits de nous-mêmes, que nous regrettons beaucoup, que nous espérons peu, et, par-dessus tout, que nous n'avons pas de principe *actuel* qui nous fasse vivre et nous tienne lieu du passé? Je ne sais si l'axiome: « heureux les peuples qui n'ont pas d'histoire! » est vrai; mais en revanche on peut sans se tromper le retourner ainsi: « heureuses les générations qui ne s'occupent pas de l'histoire, heureux les hommes qui ne tournent pas leurs regards vers le passé, qui n'ont rien à regretter, à qui le présent suffit, parce qu'ils y trouvent à la fois un principe pratique d'action et un but moral! »

Sans rechercher bien loin les causes de ce chaos moral dans lequel se débat la France, ne pourrait-on pas l'attribuer en partie à la disparition d'une classe d'hommes qui depuis trois cents ans a joué un grand rôle en Europe et en France plus encore qu'ailleurs, — les hommes qu'on appelait jadis *éclairés!* Quel est le spectacle politique que donne la France depuis un demi-siècle? Les ambitions et les passions jettent en avant un mot qui désigne un principe vrai : c'est tantôt le mot liberté, tantôt le mot égalité, tantôt le mot autorité;et le public, après l'avoir entendu résonner quelque temps à ses oreilles, finit par se persuader qu'il y croit, l'adopte et le répète jusqu'à ce que ce mot soit devenu un fait. La France passe ainsi d'un système traditionnel à un système libéral, et d'un système anarchique à un système autocratique. Entre ces ambitions qui cherchent à se satisfaire et le public qui leur prête naïvement la main, il n'y a aucun intermédiaire. Il est étonnant de voir à quel point les lumières existent peu non-seulement parmi ce public affairé qui s'agite tout le jour pour trouver ses moyens d'existence, mais encore parmi le public riche, indépendant, qui possède le repos et le loisir. Les hommes

en France commencent à ne se distinguer les uns des autres que par le costume; mais moralement cet homme si luxueusement couvert, si irréprochablement cravaté, n'est pas différent du voisin plus pauvrement vêtu : ils rentrent l'un et l'autre dans la vulgaire foule humaine. Ils ne sont point séparés par les lumières, ni même par l'éducation; ils ne sont séparés que par les intérêts. L'un est généralement conservateur à tout prix parce qu'il a beaucoup à perdre; l'autre est généralement indifférent au maintien de l'ordre, parce qu'il n'a à peu près rien à y gagner. Quant à consulter l'un ou l'autre sur une question d'intérêt politique ou moral, cela est inutile; leurs deux opinions ne valent pas mieux l'une que l'autre et ne peuvent être acceptées avec confiance. Aussi l'opinion numérique est-elle arrivée à n'avoir aucun prix, et l'on se trouve dans cette situation décrite par les anciens, où l'opinion de toute une ville ne vaut pas très souvent celle d'un seul homme, où l'opinion d'un sage reconnu pour tel par toute une nation vaut mieux que celle de cette nation tout entière. Il n'y a plus à se fier au public; si même à l'avenir on veut éviter de tomber dans beaucoup d'erreurs, il faudra éviter en même temps de compter avec lui.

I.

Cette classe particulière d'hommes dont nous voyons les derniers représentans, et qui jeta son dernier grand éclat au XVIIIe siècle, a existé pendant trois cents ans. Il est remarquable que les *hommes éclairés* sont nés avec les partis politiques, et l'on peut prévoir qu'ils disparaîtront avec eux. L'existence des partis est un fait bien plus moderne qu'on ne le croit généralement. Il n'y avait pas, à proprement parler, de partis au moyen âge, car dans une société irrégulière il y a seulement des phénomènes sociaux. De loin en loin, un fait se produit qui dérange la vie des populations et la force de s'arranger autrement que par le passé : ce ne sont que des faits résultant tantôt de la fatalité des passions humaines, tantôt de la condition matérielle de la société, tantôt de l'initiative individuelle. Un Pierre l'Hermite prêche les croisades et précipite l'Europe sur l'Asie, des populations pressurées et affamées se soulèvent, des intérêts naissent et demandent leur place au soleil; mais il n'existe rien qui ressemble à ce qu'on peut appeler un parti. Les partis supposent une société qui possède une connaissance plus complète de la vérité morale que celle qu'avait le moyen âge; ils supposent une société *intellectuelle* et non plus *instinctive*, qui est capable de transformer ses passions en principes moraux, qui n'est plus menée par

les faits imprévus, mais dans laquelle les différentes classes de citoyens cherchent au contraire à tirer profit des faits en faveur de leurs idées. Aussi peut-on dire que les partis n'ont commencé à exister qu'avec le XVIe siècle, à l'époque où les intérêts ont commencé à devenir intellectuels, où la civilisation morale a été assez avancée pour que les hommes aient reconnu plusieurs principes différens, à l'époque, en un mot, où la civilisation matérielle et la civilisation intellectuelle se sont fondues ensemble et n'ont formé qu'un tout. Alors aussi a apparu cette classe remarquable des hommes éclairés qui ont joué un si grand rôle, et si différent, dans l'histoire des trois derniers siècles, intermédiaires entre les partis pendant le XVIe siècle et représentans des sentimens d'humanité, de justice et de tolérance au milieu des passions en lutte, serviteurs dévoués, respectueux et soumis des pouvoirs établis au XVIIe siècle, partisans impuissans de la modération au XVIIIe. A partir de cette époque, la civilisation matérielle ayant commencé à dominer la civilisation morale, et les intérêts ayant pris le dessus sur les principes, l'influence des hommes éclairés a commencé à décliner, et aujourd'hui cette classe elle-même tend à disparaître.

Leur rôle pendant les trois derniers siècles a été, ainsi que nous l'avons dit, très divers; il y a pourtant une unité dans leur histoire. Ce sont eux qui ont le plus servi l'humanité pour elle-même, en dehors de toute idée religieuse et de toute passion de secte et d'église. Nés au XVIe siècle, à l'époque où l'Europe se divisa en deux camps, et où l'humanité tout entière, depuis les princes jusqu'au dernier paysan, prit parti dans la grande querelle de la réforme, ils ne se placèrent généralement dans aucune des deux armées, et gardèrent une position neutre et intermédiaire. Ils ne furent ni catholiques, ni protestans. Ils se rattachèrent aux traditions de l'antiquité grecque et romaine, qu'ils contribuèrent à renouer, et formèrent ce qu'on peut appeler le parti de la renaissance. S'ils servirent la réforme, ce fut moins par zèle pour elle que par amour de la tolérance et de la modération; s'ils servirent l'église catholique, ce fut moins par conviction que par amour pour l'ordre établi et la tradition. Ils firent de toutes les questions religieuses des questions surtout politiques et sociales; ils s'efforcèrent autant que possible d'apaiser les passions fougueuses de leur siècle et de les entraver. Le type de ces hommes fut Érasme. Le grand Luther s'indignait de la tiédeur du zèle d'Érasme, et disait en l'invectivant: « Cet homme est le plus grand ennemi de Dieu et de son église. Il aimerait mieux voir périr l'Évangile que de voir l'Allemagne se prendre aux cheveux et l'Europe déchirée par la guerre. » Incontestablement Luther devait pré-

férer l'Évangile même à l'Allemagne, et n'avait pas à s'inquiéter des résultats immédiats de ses prédications; peut-on blâmer cependant Érasme de sa prévoyance de sceptique? On peut certes refuser les bienfaits moraux d'une doctrine qui ne doit porter ses fruits que pour les générations futures, lorsqu'il faut sacrifier pour ces bienfaits douteux les générations présentes et vivantes auxquelles on appartient. Et c'est là sans doute ce que pensait Érasme. Une société qui serait gouvernée par des sceptiques de la trempe d'Érasme deviendrait bientôt la plus plate et la plus vulgaire des sociétés; mais en revanche une société où les Luther n'auraient à subir aucun contrôle, et où l'initiative du génie ne rencontrerait aucun obstacle, deviendrait bien vite une société où il serait impossible de vivre. Le génie doit être forcé à la modération, et ce n'est ni le peuple, qui de sa nature est toujours excessif, ni les grands, qui en cela se rapprochent du peuple, qui peuvent le forcer à la modération : ce sont ces partis moyens un peu sceptiques, un peu froids.

L'homme éclairé n'est pas ordinairement un homme d'un grand génie. Il n'a ni grande invention ni grande initiative, mais en revanche il est exempt de ces vices qui obscurcissent trop souvent les hautes intelligences, — l'âpreté de l'ambition, la passion et la vigueur excessive du caractère. — Quels sont les hommes éclairés du XVIe siècle? Ce ne sont pas les plus grands génies de cette époque, qui en compte tant et de si divers. Ce n'est point Luther, ni Calvin, ni Loyola, ni aucun de ceux qui ont laissé un grand nom dans l'histoire et une longue trace de leur passage sur la terre. Non, ce sont bien plutôt des érudits aujourd'hui presque oubliés, des publicistes aujourd'hui dédaignés, des hommes dont le rôle ne nous apparaît aujourd'hui que sur le second plan. Ils se divisent en deux grands groupes : — l'un, les écrivains et les pamphlétaires, qui compose ce qu'on peut appeler le parti de la renaissance, et dont Érasme est le prototype; l'autre, formé de politiques et d'hommes d'action, qu'on peut appeler les parlementaires, et dont L'Hôpital est le héros. C'est à ce groupe qu'appartiennent les Achille de Harlay, les de Thou, les écrivains de *la Ménippée*. Il est difficile aujourd'hui de constater d'une manière certaine le mal qu'ils ont empêché et le bien qu'ils ont amené dans ce XVIe siècle si orageux et si sanglant; mais nous pouvons présumer par ce qui a été ce qui aurait pu être. De combien de crimes, de combien de souillures n'ont-ils pas garanti les annales de l'histoire! Combien d'actions honteuses n'ont-ils pas flétries! Combien n'ont-ils pas empêché de guet-apens projetés et de trahisons en train de s'accomplir! Aucun des grands hommes de guerre et de pensée ne s'occupait au XVIe siècle de ce que souffrait

la société; aucun ne pensait à cette multitude anonyme, obscure, paisible, qui cultive ses champs, qui entretient l'activité du commerce dans les villes, qui fait des transactions, qui n'a pas d'intérêts politiques en un mot, et qui n'a d'autres intérêts que ceux que lui a créés la société dans laquelle sa vie s'écoule. Seuls, les hommes éclairés s'en sont inquiétés à cette époque, et sans eux on peut dire que la vie n'eût pas été possible pour tous ces êtres humbles, modestes et obscurs qui composent le fond de la société civilisée. Écrasées entre le peuple et les princes, entre les armées et les sectes, les classes moyennes n'auraient pas pu vivre, et si finalement le XVIe siècle n'a pas dégénéré en une anarchie pire cent fois que celle du moyen âge, c'est que la renaissance a été contemporaine de la réforme, et que l'amour de la culture intellectuelle a surgi dans l'esprit humain en même temps qu'il s'affranchissait des liens moraux du pouvoir religieux, qui l'avait jusqu'alors maintenu et dompté.

Mais le rôle des hommes éclairés à cette époque a été plus grand encore. Ce sont eux qui, en fin de compte, triomphèrent. On peut dire que c'est à eux que nous devons, avec la monarchie de Henri IV, ce gouvernement de compromis et de véritable juste-milieu qui s'appela la royauté française, et qui semble avoir été le gouvernement le mieux approprié au génie de la France. C'est à leur influence que l'on doit le règne de Henri IV, l'édit de Nantes, la réconciliation des partis ennemis. Ils ne donnèrent raison à aucun des deux partis qui avaient divisé la France pendant le XVIe siècle, et se bornèrent à établir un semi-protestantisme politique qui a duré jusqu'au moment où un grand roi, affaibli par l'âge, essaya, par des actes violens, de remonter le cours des siècles. Le véritable gouvernement français, ce sont eux qui l'ont fondé; la véritable tradition française, ce sont eux qui l'ont établie. Aussitôt que leur œuvre fut consolidée, la France s'éleva à un point de grandeur et de génie qu'elle n'avait jamais atteint auparavant, et qui disparut dès que Louis XIV, par la révocation de l'édit de Nantes et les sombres ardeurs religieuses de la fin de son règne, eut porté, roi révolutionnaire sans le vouloir et sans le savoir, le coup mortel à cette œuvre de compromis et de civilisation modérée qui composait la tradition française. Voilà quelle fut l'œuvre de cette classe d'hommes au XVIe siècle : ils empêchèrent ce siècle sanglant d'être plus sanglant encore, et contribuèrent plus que personne à fonder la société française monarchique. Au XVIIe, au milieu de cette société même, leur attitude n'est pas moins digne d'attention.

L'homme éclairé, ainsi que nous l'avons déjà dit, n'est pas toujours, il s'en faut de beaucoup, un homme de génie, et l'homme

de génie en revanche n'est pas toujours un homme éclairé; mais au XVIIe siècle on peut dire qu'il y eut une fusion complète entre le génie et les lumières, et que tous les hommes éminens de cette époque furent en même temps des hommes éclairés. Serviteurs dévoués de l'autorité, de la tradition et des pouvoirs établis, ils surent garder en même temps une liberté d'esprit et une indépendance de langage qui les préservèrent de la servilité. Ce sont peut-être les seuls hommes qui aient pu être respectueux *à outrance* sans devenir jamais serviles, et qui aient toujours été soumis sans cesser d'être dignes et nobles. Jamais les idées traditionnelles du genre humain ne trouvèrent de tels interprètes. Sous leur plume, et en passant par leur bouche, ces idées revêtirent des formes singulièrement variées et nouvelles, et la tradition se montra plus jeune, plus belle, plus féconde que l'innovation et le changement. Conserver est souvent le propre de l'honnête homme, parce qu'il est timide et sceptique; mais ces mobiles n'eurent aucune influence sur les grands esprits du XVIIe siècle. Ils furent conservateurs non par timidité et par scepticisme, mais par bon sens; ils furent conservateurs ardens, parce qu'ils surent voir que la société à laquelle ils appartenaient était après tout la plus parfaite à laquelle une nation pût aspirer. Aussi, chez eux, rien de violent, de téméraire, de chimérique. Ils pensent non-seulement avec grandeur, ce qui est le propre de tous les hommes de génie, mais avec modération; ils agissent non-seulement avec éclat, mais avec bon sens: leur vie est majestueuse et toute familière cependant, si l'on peut s'exprimer ainsi, et c'est en ce sens qu'on peut dire qu'au XVIIe siècle l'homme de génie et l'homme éclairé ne font qu'un. Les grands hommes de cette époque ont toutes les splendeurs du génie sans ses violences trop fréquentes, et tout le bon sens des hommes éclairés sans leur timidité et leur scepticisme.

Dans cette esquisse rapide du rôle historique des hommes éclairés, nous voilà arrivés au XVIIIe siècle, et nous éprouvons quelque embarras pour en parler. Quelle que soit notre estime pour la culture humaine, nous ne pouvons nous cacher qu'il existe des faits sur lesquels les sociétés reposent aussi bien que le monde, que toutes les lumières de l'intelligence ne peuvent faire apercevoir, et que le XVIIIe siècle a battus en brèche. C'est alors que cette union entre les lumières et le génie, qui avait été le principal caractère du siècle précédent, se rompit. Toutefois il est un problème historique qu'il est intéressant de se poser. Ce XVIIIe siècle, si violent, si passionné, si destructeur, en admettant qu'il fût fatalement amené par le cours inévitable et logique des choses, ne pouvait-il pas prendre une autre tournure et rester modéré, même en conservant le fonds d'idées qui

lui est propre? A l'entrée du XVIIIe siècle se trouvent deux hommes d'un grand talent, les deux derniers hommes de la race des grands esprits, les deux types de l'homme éclairé par excellence : l'un est un Français, Pierre Bayle; l'autre un Anglais, John Locke. Tous deux représentent ce que la pure intelligence humaine peut faire par elle-même, tous deux sont républicains, partisans de la tolérance, révolutionnaires même, si l'on veut, dans un certain sens; mais tous deux sont en même temps circonspects dans leurs attaques contre les pouvoirs établis, les idées ou les préjugés de leur temps, indulgens pour les hommes et même pour les abus. Tous deux, — fait qui n'a pas été assez remarqué et qui est digne de l'être! — ne sont point des novateurs; ils restent dans la tradition, et ne s'en séparent pas violemment comme leurs successeurs. On peut les considérer l'un et l'autre comme les sources d'où le XVIIIe siècle est sorti, mais combien le fleuve est différent de la source! Que fût devenu le XVIIIe siècle, si l'influence de Bayle et de Locke y eût été plus forte, si elle y avait formé une tradition philosophique et des partis politiques imprégnés de leur esprit? Il est très probable que nous aurions vu se passer en France ce qui s'est passé en Angleterre, et qu'au lieu d'un siècle révolutionnaire et destructeur nous aurions eu un siècle réformateur. Nous aurions toujours eu le XVIIIe siècle, mais nous l'aurions eu sage, modéré, éclairé.

Le XVIIIe siècle en effet, tel qu'il a existé, n'est pas un siècle éclairé; c'est un siècle passionné, violent, léger, sans scrupule moral. Ce n'est pas à dire pour cela qu'il n'ait pas existé alors d'hommes éclairés : il en existait beaucoup, mais ils n'avaient ni assez de force ni assez de caractère pour résister aux influences qui les entouraient; ils étaient tous plus ou moins dominés par elles. Les hommes sages du XVIIIe siècle, les modérés de la constituante, sont fort estimables sans doute, mais ils sont inférieurs de tout point, même en bon sens pratique très souvent, aux violens et aux passionnés auxquels ils s'efforçaient de résister; leurs vertus sont d'un ordre médiocre et mesquin, leurs idées sont bornées et étroites, leur conduite timide, leur caractère sans consistance. En résumé l'homme éclairé du XVIIIe siècle est un être peu séduisant, peu agréable à contempler. Nous voilà bien loin du XVIIe siècle, bien loin surtout de ces savans de la renaissance ou de ces grands parlementaires qui, malgré la modération de leurs caractères, se montrèrent si souvent héroïques, et dont toute la personne respire une honnêteté si mâle. Ceux-là sont virils dans leur modération, tandis que les hommes éclairés du XVIIIe siècle ne sont modérés, dirait-on, que par suite d'une certaine faiblesse de tempérament et d'un certain affaiblissement de l'âme, et pourtant c'est

alors que, pour la dernière fois peut-être, on a su ce qu'était réellement un homme éclairé. Depuis, on a possédé de l'esprit, du talent, de la science, mais des lumières, peu ou point.

II.

Le XVIIIe siècle est une époque de décadence en toutes choses; c'est l'époque où l'écrivain, tel qu'il existait aux XVIe et XVIIe siècles, se transforme en homme de lettres, où commence ce qu'on peut appeler l'ère du *trissotinisme*, et avec elle le règne de deux choses qui semblent contradictoires, mais qui sont rattachées par des affinités secrètes : le lieu commun et le paradoxe. Alors il se passa quelque chose de pareil à ce qu'on vit après l'invention de la poudre; il n'y eut plus de premier ni de dernier dans l'ordre de l'intelligence, comme après l'invention de la poudre il n'y eut plus de faibles ni de forts dans la guerre. Toutes les intelligences devinrent égales, et le plus sot des hommes put se faire entendre et parler au public aussi bien que l'intelligence la plus éclairée. Forts de leur nombre, tous les nains intellectuels se massèrent en cohorte serrée, et la sourde action des cabales et des associations commença à remplacer l'action ouverte et franche exercée jusqu'alors par des hommes que leur position et leur devoir, plutôt que leur vanité et leurs intérêts, poussaient à parler et agir. Toutes les différentes manières de penser, toutes les méthodes et tous les systèmes furent vulgarisés en un clin d'œil; on eut des procédés tout trouvés pour raisonner, et qui voulut écrivit et parla. Alors disparut le désintéressement moral, sans lequel il n'est point d'homme éclairé. Quiconque eut une ambition, si mesquine qu'elle fût, — quiconque eut un intérêt, une passion à satisfaire, une vengeance à exercer, un orgueil à chatouiller, eut sous la main un moyen facile et commode d'arriver à son but, et de s'ériger un piédestal. Alors commença tout naturellement cette absence de respect pour les supériorités intellectuelles que nous avons vu de nos jours arriver à son point culminant. Les demi-intelligences ne purent pardonner aux intelligences entières, ni les caractères incomplets aux caractères véritables. L'homme le plus expérimenté n'eut dès lors pas plus d'empire sur la foule que l'homme le plus léger et le plus vain, d'abord parce qu'il n'eut comme ce dernier qu'une voix pour se faire entendre, ensuite parce qu'il vit se dresser devant lui toute une armée de Lilliputiens dont il pouvait bien écraser quelques-uns, mais qui ne pouvaient manquer de finir par l'abattre. Le public, de son côté, ne sut plus à qui entendre au milieu de ce con-

flit d'opinions, de voix, de jugemens. Battue de contradictions, sa tête finit par perdre toute faculté de clairvoyance; il n'eut plus la force ni de résister longtemps, ni d'accepter spontanément les denrées qu'on lui offrait dans cette espèce de *foire aux opinions;* il finit par essayer de toutes et par être rassasié et dégoûté de toutes.

Mais ce qu'il y eut de plus triste dans ce phénomène que nous appelons la *foire aux opinions,* c'est que les hommes réellement éclairés furent eux-mêmes obligés de descendre, de se mêler à la foule et d'offrir leurs denrées morales, comme tous les autres. Personne ne put plus se soustraire à cette déshonorante nécessité. Sous peine de rester dans l'isolement, l'inaction et l'impuissance, il fallut descendre au coin de la borne et dire au passant, comme dans le vaudeville : Prenez mon ours! Chose triste à penser, si le vertueux chancelier d'Aguesseau vivait de nos jours, il aurait besoin, ne fût-ce qu'une seule fois, de déchoir jusqu'à ce rôle, et les saints, si nous en avions, auraient besoin de *réclames.* Quelquefois, en usant de ce moyen et en employant des roueries dignes d'intrigans subalternes, des hommes d'une grande valeur ont fini par percer la foule et par se faire écouter d'elle. Encore n'ont-ils réussi qu'à demi. Leur auditoire, trop partagé entre tous leurs compétiteurs, n'a jamais pu être nombreux, et ne pouvait d'ailleurs pas l'être, en vertu même de sa nature. Il y a aussi dans la diffusion des lumières des lois hiérarchiques. Un homme éclairé ne peut pas s'adresser directement à la foule, il ne serait point compris et n'aurait aucune action sur elle. Il ne parle pas son langage, il n'a pas ses mœurs; un abîme moral le sépare d'elle. Il ne peut avoir d'action que sur un public d'élite, lequel transmet l'opinion qui lui a été donnée à une classe d'intelligences moyennes, qui à leur tour vulgarisent cette opinion et la changent en monnaie courante pour la foule. C'est ainsi que les opinions sont toujours descendues des intelligences les plus hautes aux multitudes, et c'est d'après cette loi que le monde moral s'est toujours transformé.

Le XVIIIe siècle ne voulait peut-être point établir cette démocratie intellectuelle; mais en fait ce siècle, qui a tant parlé du règne prochain de la raison et du progrès des lumières, a le premier troublé la raison et obscurci les lumières. A partir de cette époque, les hommes éclairés, qui pendant les deux derniers siècles avaient formé une légion, purent facilement se compter. Peut-être d'ailleurs devaient-ils fatalement disparaître : ils étaient nés, ainsi que nous l'avons dit, avec la société moderne, ils l'avaient pour ainsi dire élevée, protégée contre les vents contraires; ils disparurent avec elle. Conserver, résister à l'action révolutionnaire de principes trop exclusifs, essayer

d'établir l'accord entre des élémens ennemis, mais également nécessaires à l'existence de la société, appuyer l'autorité sans lui sacrifier la liberté, empêcher les empiétemens du clergé sur le monde laïque et réciproquement, tenir la balance en équilibre entre les communions en lutte, sauvegarder la tradition tout en respectant l'indépendance de l'esprit humain, tel fut leur rôle. Mais lorsqu'il n'y eut plus rien à conserver, que tout ce qui existait fut vicié, corrompu, lorsque les institutions ne valurent plus la peine d'être conservées, leur rôle cessa d'être possible, et il leur fallut céder la place à des hommes plus passionnés qu'eux. Détruire à l'aveugle n'était pas une œuvre faite pour eux. Eux-mêmes d'ailleurs ne purent se soustraire à l'influence du milieu moral dans lequel ils vivaient, et participèrent plus ou moins de l'esprit de leur temps. A demi conservateurs, à demi révolutionnaires, ils se trouvèrent placés dans une position absolument fausse, et offrirent l'exemple le plus triste de l'impuissance. La révolution française noya sous ses flots ce qui restait de ces représentans de l'ancien ordre moral. Ils moururent donc sous l'empire de ces deux causes, d'abord l'avénement de cette démocratie intellectuelle qui se forma pendant la seconde partie du XVIIIe siècle, ensuite la disparition de cet ordre moral qu'ils avaient créé, défendu, protégé, et qui était devenu la corruption elle-même.

Mais nous, pourquoi à notre tour sommes-nous privés d'hommes éclairés? Si l'ancien ordre moral n'existe plus, pourquoi le nouveau n'a-t-il pas ses défenseurs et ses interprètes? Hélas! y a-t-il un ordre moral nouveau? Sur les ruines qui se sont faites, il y a un demi-siècle, s'est-il fondé quelque chose d'une manière durable? Les hommes éclairés que nous comptons encore parmi nous sont positivement déclassés, ou le seront avec le temps. Ils ne peuvent ni se faire entendre, ni agir sur leurs contemporains, ni même se mouvoir pour leur propre compte : le vent tourne d'un autre côté. On ne peut plus avoir l'espoir d'éclairer les masses; il faut donc se contenter de penser et de parler pour soi et pour les quelques amis qui vous entourent, de penser et de parler dans l'espérance qu'on pourra déterminer l'action des honnêtes intelligences qui nous sont inconnues. Quant à la multitude, il n'existe plus chez elle que deux choses, — des passions et des intérêts, — et chacun sait qu'on n'éclaire jamais les passions et qu'on ne persuade jamais les intérêts.

Dans quelle situation d'esprit se trouvent d'ailleurs les quelques personnages qu'on peut appeler les *hommes éclairés* de notre siècle? Il est un fait qui a pu frapper tous ceux qui vivent plus ou moins au sein de la société parisienne : c'est le désarroi dans lequel la révolution de février a jeté la plupart des esprits éminens de notre

temps. Ce triste événement les a plongés dans une incertitude qui les honore, car elle prouve qu'ils avaient pris très au sérieux les idées qu'ils avaient professées jusqu'alors. Les uns en sont arrivés à renier ce qu'ils avaient adoré, les autres ont fait des efforts étonnans pour croire aux choses qui jusqu'alors n'avaient jamais été croyables pour eux. Nous avons vu des protestans devenir semi-catholiques, des incrédules devenir catholiques de pied en cap, et des libéraux crier à tue-tête leurs vivats en l'honneur du principe d'autorité. Il est inutile de citer des noms, mais on peut dire que ceux qui sont restés fidèles à leurs anciennes idées sont précisément ceux qui avaient toujours fait preuve de vues honnêtes, mais bornées, et d'intentions droites sans doute, mais assez peu élevées. Les autres ont essayé loyalement de découvrir une explication des événemens en se formant de nouveaux systèmes; chaque jour voit tomber une vieille conviction, qui jusqu'alors avait résisté. Quant à ceux qui sont plus jeunes, on peut dire qu'ils appartiennent à peine à leur temps; ils peuvent en voir les vices, en connaître les plaies, mais généralement ils ne vivent pas de sa vie. Presque tous vivent en arrière, dans le passé où ils se sont choisi un asile. Celui-ci aurait préféré vivre au XVIIe siècle, celui-là au XVIe. Ils vivent ainsi, isolés au milieu de leurs contemporains, d'une vie rétrospective et de contemplation, agréable peut-être, mais en tous cas inutile et oiseuse.

La révolution de février a eu encore un autre résultat : elle a jeté le discrédit sur tout ce qui est intelligence et talent. Une foule d'honnêtes gens se sont persuadé que cette révolution avait eu pour cause l'excès de lumières qui régnait en France au bon temps du régime constitutionnel, tandis qu'au contraire elle est due à l'insuffisance de lumières et chez le public et chez ceux même qui s'étaient chargés de le guider. La révolution de février est l'exemple le plus remarquable de ce que peut devenir une société laissée sans direction morale, et dont on ne s'occupe pas incessamment. Avec cette révolution a disparu ce qui restait de croyances aux idées et de respect pour l'intelligence humaine. Ceux qui croyaient à la puissance de l'opinion n'ont plus voulu dès lors croire qu'au hasard, et ceux qui avaient des intérêts à protéger n'ont plus voulu croire qu'à la force. La force et le hasard! voilà les dernières divinités auxquelles nous ayons érigé des autels! Dans une société qui s'est formé une pareille religion politique, les hommes qui possèdent encore quelque talent et quelques lumières doivent s'attendre à se voir de plus en plus dédaignés et méprisés, repoussés d'en haut, d'en bas, de tous côtés : ils sont trop gênans pour être acceptés. Qu'ils ne se découragent pas cependant, et, quoique leur rôle soit ingrat, qu'ils parlent, et qu'ils

se résignent au rôle ridicule de prêcher dans la solitude! A la fin peut-être les pierres leur répondront.

Ainsi donc une classe d'hommes qui n'avait jamais manqué à la France est à peu près disparue; les quelques-uns qui survivent ne savent comment se retrouver dans le dédale des événemens, et, par suite de ces mêmes événemens, le public les repousse et refuse de les écouter. A force d'avoir changé d'opinion, la société commence à n'en vouloir accepter aucune; lasse d'être dupe et d'elle-même et de ceux qui se présentaient pour être ses guides, elle cherche le repos dans l'indifférence morale. Les esprits les plus humbles ne sont pas moins dévoyés que les plus éminens, et partout où la stupidité la plus absolue ne règne pas, partout où il reste un grain de bon sens, vous retrouverez la même incertitude. Cette incertitude et cette lassitude morale ont cependant encore quelque chose de noble en elles-mêmes : c'est comme le dernier et faible reflet de l'âme qui s'éteint. Ce trouble léger qui nous tourmente est notre dernier scrupule de conscience; mais s'il cessait, l'empire des intérêts et des passions serait débarrassé des dernières et faibles entraves qui le gênent. Alors les dernières lumières seraient éteintes, et il ne resterait plus qu'une foule ardente, sensuelle, anarchique, dominée par la force et guidée par des appétits. L'ordre moral n'existerait plus dans la société, qui ne serait plus gouvernée que par des mécanismes politiques, dont le jeu régulier, comparable à celui des machines industrielles, maintiendrait la paix matérielle et réaliserait à la lettre l'axiome affreux de Thomas Hobbes : que les lois et les gouvernemens existent pour empêcher les hommes de s'entre-manger. Dans une situation aussi violente, que pourraient faire des hommes éclairés? Ce ne sont pas des hommes éclairés qu'il nous faudrait pour nous en faire sortir : ce sont des hommes de génie, tels qu'il en a existé autrefois, des hommes d'une grande force d'initiative, portant en eux des passions morales plus énergiques que les passions matérielles de la foule, capables d'imposer le despotisme de leur génie et de rouvrir les sources de la vie. C'est une œuvre qui n'est point faite pour des hommes modérés et sages, mais qui demanderait les efforts d'une douzaine d'Hercules intellectuels. Personne mieux qu'un grand homme ne pourrait faire cesser cette situation, et hélas! s'il faut en croire les idées généralement répandues et le langage des journaux, l'âge des grands hommes est bien loin de nous.

Cependant les hommes éclairés n'ayant plus qu'un faible empire et les grands hommes n'existant plus, il faudrait que la société marchât néanmoins, il faudrait qu'un certain ordre matériel fût maintenu. Il est un moyen pour cela, un moyen terrible : le despotisme. Il peut donner à l'anarchie morale l'apparence de l'ordre, et à l'état

sauvage l'apparence de la civilisation; mais il lui sera toujours impossible de créer des lumières. Mieux vaut donc s'appliquer à rendre le despotisme inutile, mieux vaut refaire un public. L'œuvre sera longue peut-être; mais si nous parvenons à l'accomplir, l'équilibre qui manque à la société sera retrouvé.

Si le public n'est pas éclairé d'ailleurs, à qui la faute? Ceux qui s'étaient chargés de l'instruire n'ont-ils rien à se reprocher? En fin de compte, où le public de notre France prend-il ses opinions? Il ne les prend plus comme autrefois dans la tradition, qui n'existe plus. Il ne subit plus comme autrefois l'empire des idées d'un homme de génie. Où les prend-il donc? Il les achète toutes faites moyennant une faible somme annuellement payée au bureau d'un journal ou mensuellement à un cabinet de lecture. Il ne crée pas ses opinions, il les reçoit; par conséquent son état moral et intellectuel peut nous donner assez exactement la mesure des lumières de ceux qui se chargent de l'instruire. Or quelles opinions trouverons-nous chez le public? Est-il aujourd'hui cent hommes, dans la ville qui passe pour la plus éclairée de l'univers, qui puissent comprendre par exemple la coexistence de deux principes contraires en apparence, qui puissent comprendre que si, métaphysiquement et en abstraction, l'idée d'autorité et l'idée de liberté semblent s'exclure, en réalité et en fait ces deux idées sont aussi nécessaires l'une que l'autre à l'existence des sociétés? Combien en est-il qui comprennent la différence entre l'éducation et l'instruction, et qui veuillent admettre que la première est la plus importante des deux! Cet amalgame de principes, cette combinaison d'idées contraires qui compose le monde ne sont plus saisis que par très peu d'esprits, et une des opinions les plus accréditées dans le public, c'est que la société peut marcher en vertu d'un seul principe : opinion très commode et très flatteuse pour les préjugés d'un chacun, qui peut ainsi attribuer au principe qu'il s'est choisi une vertu toute puissante et une miraculeuse efficacité. C'est que parmi les écrivains comme parmi le public, les opinions exclusives prédominent. Il y a eu peu d'écrivains dans ce temps-ci qui aient consenti à reconnaître la vérité lorsqu'elle était contraire à leur parti, et qui aient accordé la plus petite importance aux principes dont ils ne voulaient pas. La mutilation volontaire de la vérité a été un des crimes de notre époque, car il faut principalement rattacher à cette cause les nombreux changemens politiques accomplis chacun au nom d'un principe exclusif qui ne pouvait suffire à lui seul à l'existence de l'ordre social, et malheureusement, il faut le dire, cette mutilation s'est faite souvent de bonne foi, par aveuglement passionné d'abord, mais aussi par ignorance.

Qu'on n'attache pas à ce mot d'ignorance un autre sens que celui

que nous lui donnons. On peut être très instruit, raisonner admirablement, et n'en être pas moins ignorant. On est ignorant et sans lumière toutes les fois qu'on n'a que des connaissances acquises, sans principes moraux; mais quant à cette autre ignorance, qui consiste à ne pas connaître les faits les plus simples, à ne pas posséder les notions les plus vulgaires, elle existe aussi, et beaucoup plus qu'on ne pourrait le croire. Les hommes, disais-je, sont séparés aujourd'hui par l'habit et non par les lumières, et c'est là un fait malheureusement incontestable: mais à quoi faut-il l'attribuer? Le public lit encore plus ou moins aujourd'hui, et on peut dire que ses lectures ne font trop souvent que l'entretenir dans son ignorance. Quelle a été trop généralement la conduite de nos écrivains? Ils n'ont eu qu'un but : c'est non pas d'être supérieurs au public, mais de se mettre à son niveau, de lui dire les choses qu'il aimait à entendre et non pas celles qu'il fallait lui faire entendre, de caresser les passions qui lui étaient chères plutôt que de lui donner les principes qui lui manquaient. L'écrivain s'est volontairement laissé déchoir; volontairement il est descendu au-dessous du rang qu'il doit occuper, et cela par amour du succès, qu'il était sûr de trouver en se plaçant au niveau plutôt qu'au-dessus des opinions de la multitude.

Les écrivains sont donc responsables en partie de l'état moral du public. Ils ont commis beaucoup de fautes, pourquoi ne chercheraient-ils pas à les réparer? Aujourd'hui, après avoir successivement épuisé toutes les opinions, le public est las et fatigué. Qu'on use avec lui de ménagemens et de prudence. Après avoir été souvent trompé, il se méfie des idées : que les écrivains ne se découragent pas, et qu'ils acceptent cette méfiance comme une juste expiation des erreurs qu'ils ont pu commettre. Il serait vain d'attendre à la façon des millénaires que de grands hommes vinssent nous tirer de cette situation; il serait coupable d'avoir recours au despotisme. Il nous faut donc compter sur nous-mêmes et croire encore, en dépit des révolutions de février et des humiliations qui en ont été la suite, au bon sens public et à l'efficacité des lumières.

ÉMILE MONTÉGUT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 juillet 1854.

Il y a en vérité de singulières coïncidences dans l'histoire contemporaine. Si c'est le hasard qui les arrange, il réussit mieux que les plus savans calculs. Voici quatorze ans déjà que, presque à pareil jour, les affaires d'Orient venaient secouer l'Europe et mettre à l'épreuve la paix générale sur le continent. C'était cette triste aventure du traité du 15 juillet 1840, signé un peu plus peut-être contre la France qu'en faveur de l'empire ottoman. Les passions belliqueuses frémissaient de toutes parts; on ne savait si, d'un jour à l'autre, n'allait point éclater une conflagration universelle, lorsqu'au même instant l'Espagne faisait une révolution, et attirait vers elle une partie de l'attention publique. La lutte était déclarée entre Espartero et la reine Marie-Christine, alors régente. Pendant deux mois que durait ce drame, on était presque aussi curieux de savoir ce qui se faisait à Barcelone, à Madrid ou à Valence que les résolutions tramées à Londres ou à Saint-Pétersbourg. Les deux questions semblaient liées et marchaient d'un pas égal. La querelle européenne s'apaisa cependant; l'insurrection espagnole, dont le prix était la régence, triompha, et son règne fut de trois ans. Aujourd'hui la question d'Orient s'est réveillée dans des conditions différentes et autrement sérieuses; elle a fait plus que mettre l'Europe en présence de la guerre, elle l'y a précipitée, et en ce moment encore il se trouve que l'Espagne fait une révolution nouvelle. Espartero, éclipsé de la vie publique depuis dix ans, reparaît sur le scène. La reine Christine est menacée, non plus comme régente, mais comme femme. La couronne de la reine Isabelle elle-même n'est point hors de péril peut-être. Barcelone, Madrid, ont eu leurs *pronunciamientos* comme en 1840. Quant au succès définitif de l'insurrection, il n'est plus guère douteux. Le tout est de savoir aujourd'hui quelle signification il prendra et jusqu'où il ira. L'Espagne, on en conviendra, choisit d'étranges momens pour faire ses révolutions. — Quoi donc! dira-t-on, faut-il que les événemens attendent le bon plaisir de l'empereur Nicolas et l'agrément de l'Europe pour

éclater? Non, certes : chaque peuple est bien libre et a son développement particulier; mais ce n'en est pas moins un malheur pour un pays que son histoire devienne un embarras dans les momens où s'agitent les intérêts généraux les plus élevés, et soit en contradiction avec ces intérêts mêmes. Il y a quelque temps, un général espagnol qui est en Orient, et dont le libéralisme est des plus tranchés, déplorait avec amertume que l'Espagne ne pût avoir son rôle dans la croisade actuelle de l'Europe. Il sentait quelle impuissance faisaient à la Péninsule ses querelles intérieures. Tel est en effet le résultat d'événemens du genre de ceux qui viennent de s'accomplir : ils séquestrent un pays du mouvement général des affaires de l'Europe, et par les questions qu'ils posent, par les perspectives qu'ils ouvrent, ils sont une complication de plus au milieu de tant d'autres complications auxquelles les grands gouvernemens ont à faire face. Unies en Orient, l'Angleterre et la France ne se sépareront pas sans doute dans leur système de conduite vis-à-vis de la Péninsule. Aujourd'hui donc, comme en 1840, les affaires orientales et les affaires d'Espagne ont de secrets rapports et une connexité qui naît des circonstances. C'est dans ce double ordre de faits que se concentre pour le moment tout l'intérêt politique et que se résume l'histoire de ces derniers jours.

A vrai dire même, de ces deux questions si diverses qui sont venues se mêler si inopinément, la plus grave, celle qui reste toujours la première, la question d'Orient, n'est point aujourd'hui la plus fertile en péripéties. L'aspect des choses a peu changé en effet depuis quelque temps. Dans l'état où est parvenue cette redoutable affaire, il y a plus de symptômes à observer, plus de doutes à éclaircir que de faits saillans à constater, et peut-être le procédé le plus sûr est-il encore de chercher à se reconnaître au milieu d'une situation où tant d'élémens viennent se rejoindre, qui implique tant d'actions diverses, et où l'intérêt se déplace en raison même de l'immensité du théâtre des événemens. Quelle est donc en ce moment la part de chaque pays engagé dans cette crise? A travers les incertitudes d'une guerre compliquée, il y a un fait avéré : c'est le progrès constant des armées de la Turquie. C'était assurément un avantage considérable d'avoir résisté victorieusement dans Silistria, et de n'avoir laissé aux Russes d'autre alternative que de lever précipitamment le siége de cette place. L'armée ottomane ne s'est point arrêtée là; elle a marché en avant et a tenté le passage du Danube en face de Giurgevo. Encore une fois la fortune ne lui a point été infidèle, et la ville de Giurgevo est restée entre ses mains après une lutte opiniâtre où l'armée russe a éprouvé des pertes considérables. Le résultat a été la retraite des soldats du tsar; mais ici se présente une autre question : quel est le véritable caractère des opérations de l'armée russe dans les principautés? Se retire-t-elle vers la Moldavie pour s'y concentrer et attendre les événemens? Ses échecs répétés, l'approche des armées alliées de la France et de l'Angleterre qui s'avancent vers le Danube, la perspective d'une intervention prochaine de l'Autriche, ne semblent guère de nature à lui permettre un nouveau mouvement d'offensive. Si la retraite vers la Moldavie paraît cependant une des conditions de sa sécurité stratégique, il faut dire que politiquement le tsar se montre peu disposé à abandonner la Valachie, qu'il a occupée jusqu'ici. Rien n'est plus instructif sous ce rapport qu'une lettre adressée par M. de Nes-

selrode à M. de Budberg, commissaire impérial dans les principautés, et que ce dernier a été chargé de lire aux boyards de Bucharest. La politique obstinée de la Russie s'y révèle avec une naïveté singulière. Il en résulte que l'empereur Nicolas veut sauver les Valaques de la domination turque même malgré eux. Si les Valaques influencés par l'Europe, « adonnée aux fausses croyances, » ne comprennent pas cela, le tsar ne peut néanmoins renoncer à la mission qu'il a reçue du ciel, et qui consiste à « soustraire pour toujours à la souveraineté ottomane ceux qui professent la véritable religion chétienne. » Cette mission, le tsar la remplira, « quoi qu'en puissent dire les états impuissans de l'Europe. » — « Soyez sévère contre ces Valaques anarchiques, » poursuit M. de Nesselrode. Cela peut, ce nous semble, donner une idée du degré de popularité dont jouit la Russie dans la Valachie et de l'étrange illusion que se fait une politique ambitieuse. C'est toujours d'ailleurs la même pensée secrète de domination, décorée d'une couleur religieuse, contre laquelle l'Europe s'est soulevée tout entière.

Associées moralement, diplomatiquement à l'Angleterre et à la France dans cette politique de résistance, l'Autriche et la Prusse tarderont-elles maintenant à se prononcer d'une manière plus décidée? Tout indique une résolution prochaine; mais cette résolution n'est point encore traduite en fait, et tant qu'il n'en sera point ainsi l'incertitude pourra subsister. La réponse de l'empereur Nicolas à la note austro-prussienne ne laisse point cependant d'autre issue à l'Autriche qu'une intervention directe. De quelque manière qu'on la commente et qu'on l'interprète, en réalité c'est toujours un refus de se rendre à l'invitation des gouvernemens allemands. Le cabinet de Vienne ne méconnaît pas la situation qui lui est faite par cette réponse plus qu'évasive du tsar. Seulement il a voulu une dernière fois encore renouveler à la Russie l'invitation plus formelle d'évacuer purement et simplement les principautés. L'Autriche avait eu un moment la pensée de provoquer une réunion nouvelle de la conférence de Vienne. Ce projet a été abandonné, et quoi qu'il en soit désormais, c'est à la fin d'août que l'armée autrichienne semble devoir définitivement entrer dans les provinces danubiennes. Il ne faut point oublier du reste que, si l'Autriche est par elle-même une puissance agissant avec réserve et lenteur, sa politique doit avoir doublement ce caractère aujourd'hui, puisqu'elle a cette fois à régler son pas sur celui de la Prusse. Or la politique prussienne n'a point malheureusement réussi jusqu'à ce jour à se dessiner d'une manière fort nette. Ce que veut la Prusse, il serait difficile de le dire. Elle ne veut point incontestablement se séparer de l'Autriche, avec laquelle elle est liée par la convention du 20 avril, et des puissances occidentales, auxquelles elle se rattache par les protocoles de la conférence de Vienne; mais elle ne voudrait pas non plus se séparer de la Russie. De là ses tergiversations, de là les plus ingénieux efforts pour arriver à découvrir dans les communications du tsar quelque velléité de conciliation qui puisse servir à renouer quelque négociation. Elle n'a pu jusqu'ici persuader l'Autriche, — elle ne s'est pas bien persuadée elle-même peut-être des dispositions pacifiques de l'empereur Nicolas, puisqu'elle fait quelques préparatifs militaires. La Prusse croira encore à la paix, même quand elle sera engagée dans la guerre, quand les événemens la presseront, quand l'Autriche, franchissant la fron-

fière, aura à s'appuyer sur elle. Ce mouvement de l'armée autrichienne est pour l'instant l'acte qu'il faut attendre. Il peut avoir une influence décisive, non-seulement parce qu'il montrera toutes les forces occidentales agissant en Orient dans une même intention, mais parce qu'il est en outre de nature à déterminer peut-être d'autres accessions à la politique européenne sur des points différens. Ce n'est point d'aujourd'hui que la Suède incline vers l'Occident. Par sa position sur la Baltique, par les revendications qu'elle aurait à exercer vis-à-vis de la Russie, elle a toute sorte de raisons d'intervenir. L'Autriche entrant dans les principautés, une division française de débarquement arrivant dans la Baltique, les opérations de la guerre peuvent prendre tout à coup un caractère imposant, décisif et redoutable pour la Russie.

Voilà donc les armées des plus grandes puissances de l'Europe agissant déjà ou se disposant à agir. Et quel est le but de ces immenses déploiemens de forces? Il n'est autre en vérité que de conquérir la paix; seulement il reste à savoir quelles seront les conditions de cette paix. C'est une question qui était récemment discutée dans le parlement anglais. La France et l'Angleterre ont-elles la pensée d'envahir la Crimée, de poursuivre la destruction du port de Sébastopol dans la Mer-Noire? Ce sont là, on le conçoit, des points qui ne se discutent pas avant la lutte. Ce qui est certain désormais, c'est que l'Europe ne peut accepter qu'une paix où elle trouve des garanties efficaces et une compensation suffisante des efforts qu'elle a dû faire pour rasseoir la sécurité de l'Occident menacé.

Ainsi se poursuivent les affaires d'Orient, et c'est au milieu de ces complications générales de la politique européenne que l'Espagne vient jeter, comme une diversion cruelle, l'embarras d'une crise d'autant plus grave qu'elle est désormais sans direction. Telle est la triste destinée de la Péninsule : elle rentre à pleine voiles dans la carrière des révolutions, et elle y rentre sous les plus sinistres auspices, dans des conditions qui rappellent ses jours les plus sombres. On ne peut plus dire aujourd'hui ce qui sortira de cette immense et indescriptible anarchie où a glissé l'Espagne en quelques jours. Ce n'est plus un ministère, un système politique, la domination d'un parti qui est en question : c'est l'ordre général, de telle sorte que ces dix années qui viennent de s'écouler, au lieu d'avoir été l'élaboration d'un régime durable, ressemblent à une halte entre un passé anarchique et un avenir peut-être plus menaçant encore. Voilà l'histoire des événemens qui s'accomplissent!

Quand éclatait l'autre jour l'insurrection militaire du 28 juin, elle était prévue sans doute comme la conséquence fatale d'une situation extrême; elle était favorisée par la présence à Madrid de l'un de ses chefs désignés, le général O'Donnell, réfugié, dit-on, sous la garantie du droit d'asile, dans une légation étrangère. Pourtant l'insurrection semblait au premier moment rester isolée et livrée à elle-même. Le combat de Vicalvaro, s'il n'était pas une défaite, n'était pas non plus une victoire pour elle. La défection n'avait pas gagné d'autres corps de l'armée. Le gouvernement parvenait encore, bien qu'avec peine, à organiser une colonne expéditionnaire pour la lancer à la poursuite des forces insurrectionnelles. C'est à cet instant que tout changeait subitement d'aspect, et que la vérité de cette situation se montrait à nu. Il est bien clair aujourd'hui que la retraite du général O'Donnell vers l'Andalousie

était une opération calculée pour laisser à l'insurrection le temps de s'étendre et de se propager dans l'armée et dans le pays. Qu'arrivait-il en effet? Tandis que le ministre de la guerre, le général Blaser, poursuivait O'Donnell, la Catalogne se prononçait; à Barcelone, le capitaine-général, comme il l'a dit lui-même avec assez de naïveté, ne pouvant résister au mouvement, se mettait à sa tête. Sur plusieurs points de l'Aragon, des provinces basques, de la Vieille-Castille, l'insurrection était proclamée. Aux portes même de Madrid, le régiment de cavalerie de Montesa, qui avait reçu l'ordre de rejoindre la division d'opérations du général Blaser, refusait d'obéir à ses chefs, et se dirigeait au contraire vers le camp des insurgés.

Si le cabinet San-Luis s'était fait jusque-là l'illusion de pouvoir tenir tête à l'orage, ces incidens étaient certes de nature à lui ouvrir les yeux. Aussi le 17 juillet il donnait sa démission, et après diverses combinaisons vainement essayées, la reine nommait un ministère dont le chef était le duc de Rivas; mais ici il arrivait ce qui arrive toujours à ces heures décisives des commotions publiques. Un mois avant, la démission du cabinet San-Luis eût suffi sans doute; en ce moment, ce n'était plus assez : « Il est trop tard ! » c'est le mot de toutes les révolutions. Quelle autorité d'ailleurs pouvait avoir le cabinet nouveau formé sous la présidence du duc de Rivas? Le duc de Rivas est un poète de grand talent, homme aimable et plein de qualités séduisantes, et certes le moins propre à dominer une telle crise. Il n'était pas impopulaire, il était impuissant. Le cabinet du duc de Rivas ne servait qu'à marquer le progrès des événemens par l'apparition des progressistes sur la scène et au pouvoir. Trois membres de ce parti en effet, MM. Cantero, La Serna et Roda, entraient dans ce ministère, tandis que dans les provinces du nord le mouvement passait déjà sous les ordres des généraux progressistes, de Zabala, de Nogueras, enfin d'Espartero lui-même, sorti de sa retraite de Logrono pour se mettre à la tête du *pronunciamiento* de Saragosse. Un fait constatait encore plus la victoire morale de l'insurrection avant sa victoire matérielle : le colonel Garrigo, l'un des officiers insurgés, pris à Vicalvaro, jugé, condamné et gracié par la reine, était promu au grade de brigadier et au commandement de la cavalerie de Madrid. Le cabinet du duc de Rivas n'avait pas duré quarante heures, qu'il disparaissait dans la lutte dont Madrid devenait à son tour le théâtre. Ce qui s'est passé dans ces trois journées des 17, 18 et 19 juillet, c'est l'histoire de toutes les révolutions populaires : des combats de rue, des violences, des pillages. La multitude madrilègne a pris au mot les programmes insurrectionnels : elle a attaqué le palais de la reine Christine, elle a saccagé et brûlé les hôtels de M. Salamanca, du comte de San-Luis et des autres anciens ministres, et bien en a pris sans doute à ces personnages de n'être point là. Comme en l'absence de tout gouvernement il n'y avait point de défense sérieuse possible, l'action des troupes restées fidèles a fini par se borner à la préservation du palais de la reine. Tout prenait désormais un caractère révolutionnaire : une junte dite de *salut public* s'organisait sous la présidence du général Évaristo San-Miguel, l'un des hommes marquans du parti progressiste et d'ailleurs estimé de tous les partis. C'est par l'intermédiaire du président de la junte qu'il s'est établi une espèce d'armistice. Le général San-Miguel a été nommé par la reine ministre

de la guerre ou plutôt ministre universel, et tout cela se dénouait, provisoirement du moins, par un appel adressé au duc de la Victoire, pour se rendre à Madrid et avoir à composer un nouveau gouvernement. Voilà où les choses en sont venues rapidement au-delà des Pyrénées!

Or qu'on observe la situation où les derniers événemens ont laissé un moment Madrid et l'Espagne. L'autorité de la reine n'était plus évidemment que nominale, elle n'était rien, elle s'arrêtait aux portes du palais où Isabelle a vécu quelques jours enfermée sous la garde de deux mille hommes de troupes fidèles. Quant à son nom, il n'était pas même invoqué dans les actes du gouvernement. Le général San-Miguel, ministre universel, a eu à prodiguer une vieillesse honorable en efforts impuissans; il multipliait les proclamations et les *bandos* pour faire face à ce désordre immense d'une ville où nulle autorité reconnue n'existait, et qui passait son temps à se hérisser chaque jour de nouvelles barricades. La junte gouvernait en souveraine; elle a rétabli la municipalité de 1843, elle a destitué tous les employés, ce qui fait que les administrations publiques sont à peu près fermées; elle a décrété que tous les jours qui s'écouleraient à partir du 17 juillet jusqu'à la formation d'un ministère par Espartero et deux semaines après seraient fériés; elle crée même des décorations. C'est là un spécimen de ce gouvernement, et là n'est pas cependant encore tout le danger. La vérité est que cette junte qui se réunit chez M. Sevillano, et qui est relativement modérée, allait sans doute beaucoup plus loin qu'elle ne l'eût voulu, parce qu'à côté d'elle il s'est formé dans les faubourgs de Madrid, à la place de la *Cebada*, une autre junte toute républicaine, tendant sans cesse à pousser plus loin le mouvement. D'un autre côté, c'est le 20 juillet que le duc de la Victoire a reçu à Saragosse l'ordre de se rendre à Madrid, et quelque pressantes que fussent les circonstances, on peut voir qu'il n'a pas montré un grand empressement. Espartero s'est contenté d'abord d'envoyer un de ses aides de camp à peu près comme un plénipotentiaire auprès de la reine, pour lui poser ses conditions. Ces conditions, on ne les connaît que vaguement; l'une d'elles paraît être seulement l'exclusion de toutes les personnes attachées au palais. C'est après l'acceptation de ces conditions par la reine qu'Espartero s'est dirigé sur Madrid, où il est arrivé maintenant. Enfin, on le remarquera, le *pronunciamiento* de Madrid a eu pour effet de rejeter quelque peu dans l'ombre les principaux chefs de l'insurrection du 28 juin et les événemens du midi de l'Espagne. Or est-ce de l'aveu d'O'Donnell qu'Espartero se trouve avoir le premier rang dans le dénouement de l'insurrection? C'est un point qui reste à éclaircir, et la question est d'autant plus grave, que le général O'Donnell doit se trouver aujourd'hui à la tête d'une force militaire considérable. Les précédens d'antipathie ne manquent pas, on le sait, entre Espartero et O'Donnell. C'est ce dernier qui, en 1841, à Pampelune, donnait le signal des soulèvemens qui n'aboutirent qu'en 1843. C'est le général Serrano, autre chef du dernier mouvement, qui, après avoir été ministre du régent, devenait ministre de l'insurrection contre lui. Nous ne parlons pas même du général Narvaez, dont le nom n'a pas été prononcé encore. Qu'on résume ces divers élémens, et on conviendra qu'en fait d'obscurité et d'incertitude la Péninsule n'a rien à envier.

Maintenant, comment a pu se produire un tel état de choses, lorsqu'il y a quelques années à peine l'Espagne conservait une paix presque glorieuse au milieu des bouleversemens de l'Europe? C'est le côté le plus triste de cette histoire. Il faut bien le dire, c'est un peu l'œuvre de tout le monde, du gouvernement et des partis. La vérité est que depuis la chute du général Narvaez la Péninsule est engagée dans cette fatale voie au bout de laquelle elle trouve la crise actuelle. Le tort des cabinets qui se sont succédé depuis trois ans a été de tenir sans cesse le pays sous la menace de coups d'état qu'ils n'avaient pas le pouvoir d'accomplir, que rien n'expliquait d'ailleurs dans la situation de l'Espagne. A cela sont venus se joindre ces malheureuses questions de l'intervention de la reine Christine dans les affaires, des influences de palais, de la moralité administrative. De tous les cabinets que pouvait choisir la reine Isabelle, le dernier, celui du comte de San-Luis, était certainement le moins propre à relever l'autorité du gouvernement et à replacer l'Espagne dans des conditions normales. Il n'a fait qu'ajouter à l'exaspération des passions sans avoir la force de les contenir; il a accumulé les griefs. Nous ne dissimulons pas, on le voit, la part du gouvernement; mais en même temps quelle a été la conduite des partis? L'opposition modérée, qui a été la plus vive dans ces derniers temps, a-t-elle attendu la menace de coups d'état ou la présence du comte de San-Luis au pouvoir pour se manifester? Elle existait déjà sous le général Narvaez, elle a contribué à sa chute. On n'a pas oublié l'hostilité tracassière que rencontrait le duc de Valence parmi quelques généraux du sénat. Cette opposition n'a fait que grandir et se développer; les nuances se sont multipliées à mesure que les cabinets se succédaient. Le parti modéré espagnol, on peut le dire, a mis depuis quelques années une véritable passion à se dissoudre. Et qu'en est-il résulté? C'est qu'aujourd'hui une fraction de ce parti s'occupe à faire la guerre à ses opinions, à son passé, à ses antécédens, à son œuvre de dix ans. Elle a cru travailler pour elle-même, elle a travaillé au triomphe du parti progressiste, dont elle est réduite à arborer les principes dans la conflagration actuelle. Ce n'est plus de la constitution de 1845 qu'il s'agit; on parle de la constitution de 1837, du réarmement des milices nationales. Le général O'Donnell se fût dispensé sans doute d'aller jusque-là; il y a été conduit parce qu'on n'arrête pas les révolutions à volonté, et ce qu'il y a de plus singulier, c'est qu'une portion notable du parti progressiste lui-même se fût dispensée de revenir à tous ces programmes d'autrefois, si tant est qu'ils suffisent désormais à des opinions plus avancées. Voilà comment se trouve menacée, sans qu'on l'ait voulu peut-être, l'œuvre de pacification accomplie au-delà de Pyrénées pendant ces dix ans.

Mais enfin les événemens se précipitent, la crise qui agite la Péninsule, quelles qu'en soient les causes, a pris une redoutable intensité. Où aboutira-t-elle aujourd'hui? Quel sera son dénoûment? Portera-t-elle atteinte à la monarchie, à la dynastie actuelle, à l'organisation politique tout entière de l'Espagne? S'agit-il simplement de la substitution d'un système d'administration intérieure à un autre système? Voilà les questions qui se pressent et auxquelles les faits ne peuvent tarder de répondre. Il y a sans doute au-delà des Pyrénées une foule d'esprits troublés, — et le nombre s'en est accru dans

ces derniers temps, — qui ne craignent nullement de poser ces questions de souveraineté et de dynastie. En s'aventurant dans cette voie, où pourrait donc aller l'Espagne? Irait-elle à la république par hasard? La république est quelque chose de plus qu'une folie en Espagne, elle est un ridicule; elle est la fantaisie de quelques cerveaux creux qui en ont lu le symbole tout rédigé dans nos livres. Outre qu'elle répugne profondément au caractère national, en fomentant l'anarchie provinciale, elle ne ferait que précipiter la décomposition totale de la Péninsule. Quelques républicains ont pu se montrer à Madrid : ils ont eu et ils ont peut-être encore leur junte, ils ont ouvert un club, ils ont distribué des écrits révolutionnaires; mais c'est probablement le plus grand service qu'ils aient pu rendre à la cause monarchique, car la masse de la population, froissée dans ses instincts, s'est groupée et disciplinée aussitôt. Le général San-Miguel lui-même a pris les plus sévères mesures. Faute de la république, reprendra-t-on ce projet, caressé par quelques imaginations, de réunir l'Espagne et le Portugal, à l'exclusion de la dynastie espagnole? Il n'y a qu'un inconvénient dans ce plan merveilleux, c'est son impossibilité. Il suffit de connaître les deux pays pour être pénétré de cette impossibilité. Il faudrait tout au moins un long travail pour préparer cette fusion. En ce moment, ces deux royaumes, qui se touchent, ont à peine quelques rapports entre eux. Il n'y a point d'alliances privées entre les familles des deux pays; il ne va pas peut-être trois voyageurs espagnols à Lisbonne dans une année; les Portugais vont partout en Europe excepté à Madrid. Jusqu'à ces derniers temps, il n'y avait pas même de route et de communication régulière entre les deux capitales. Sait-on le seul genre de relations qui existe entre l'Espagne et le Portugal, sauf les relations officielles? C'est la contrebande qui se fait sur la frontière. Ce n'est pas d'ailleurs la seule difficulté. Il est peut-être permis de croire que le gouvernement portugais s'est nettement prononcé à ce sujet; il ne veut pas de cette union, et si le gouvernement portugais est par lui-même dans ces dispositions, il y sera certainement confirmé par la France et par l'Angleterre. Le représentant anglais en Espagne, lord Howden, qui vient de se rendre à son poste, ne laissera infailliblement subsister aucun doute sur ce point à Madrid.

Voilà donc ce que deviennent au grand jour toutes ces combinaisons! Serait-ce enfin une issue sérieuse qu'une abdication forcée de la reine Isabelle, qui amènerait une régence nouvelle? Il y a dix ans à peine qu'une régence a fini pour l'Espagne, et ce n'est point là sans doute une expérience à recommencer. On ne peut pas supposer qu'une telle pensée ait pu sérieusement exister. Il y a une chose certaine au-delà des Pyrénées, c'est que le moment où une atteinte publique est portée à la majesté royale est le moment où commence la réaction; on l'a vu par ce qui est arrivé au duc de la Victoire lui-même. On aboutirait donc à une guerre civile probablement immédiate, et ce serait le seul résultat. Si tout cela est également impossible que reste-t-il donc? Il reste purement et simplement la royauté d'Isabelle II, non-seulement parce qu'elle repose sur un droit, mais encore parce qu'elle est la seule garantie des intérêts de l'Espagne. Ainsi débarrassée de ses éléments les plus périlleux, la question politique qui s'agite pour l'Espagne n'en est pas moins grave encore; elle se complique de toutes les luttes de

partis, de tous les antagonismes personnels possibles. Espartero est aujourd'hui à Madrid; on ne peut donc tarder de savoir quel système va être appliqué. La vérité est que, même après les derniers événemens, quels que soient les hommes qui arrivent au pouvoir, il n'y a que les idées constitutionnelles modérées qui puissent offrir à la Péninsule la garantie d'un régime régulier et durable.

Il ressort malheureusement de cette palpitante histoire un problème qui ne s'applique pas seulement à l'Espagne. Est-il donc si difficile pour un pays de s'asseoir dans un milieu juste et fécond, entre l'excès de ces mouvemens anarchiques et l'excès des pouvoirs enivrés ou aveuglés? Toutes ces forces si inutilement consumées dans des agitations stériles, est-il donc si impossible de les ramener à un paisible exercice de tous les droits dans les limites d'institutions vigoureuses et durables? Ce problème n'est point sans doute si facile à résoudre, puisque si peu de nations l'ont résolu, puisqu'il est tant de pays encore où partis et gouvernemens mettent sans cesse une émulation singulière à recommencer la même histoire pour aboutir aux mêmes résultats. Cet ordre dans la liberté qui dans la sphère politique correspond à ce qu'est dans la sphère morale l'alliance du devoir et du droit, tout le monde le cherche; beaucoup espèrent le trouver et imaginent avoir résolu le problème en modifiant les institutions périodiquement. On ne voit pas que par là on n'arrive qu'à donner aux institutions un caractère complétement transitoire, adapté à la disposition du moment. Si c'est un goût de liberté qui l'emporte aujourd'hui, on aura une constitution libérale, plus que libérale même parfois. Si au contraire ce qui domine, c'est la haine des révolutions, l'amour du repos, on ira s'asseoir à l'ombre des constitutions autocratiques, et toujours on parcourra ce même cercle, jusqu'à ce que le caractère et les mœurs d'un peuple deviennent la garantie véritable d'institutions assez larges pour comprendre tous les besoins.

La France a passé plus d'une fois déjà par toutes ces épreuves diverses. Moins préoccupée aujourd'hui de sa propre vie politique, elle suit attentivement les scènes de l'Espagne, ou s'absorbe dans les événemens extérieurs auxquels elle prend part, et c'est à peine s'il reste la trace fugitive d'un mouvement intérieur. Au milieu d'un travail politique peu actif, d'un monde que l'été disperse quand il finit par arriver, ce sont les préoccupations d'un autre ordre qui règnent et se succèdent. Ce n'était point, après tout, d'un intérêt entièrement vulgaire que de savoir, il y a quelques jours encore, si la saison cesserait d'être rigoureuse et variable. C'était la question de l'approvisionnement du pays, de l'alimentation publique après la pénurie du dernier hiver. Il s'agissait de savoir si ces récoltes achetées par un an de travail mûriraient dans nos campagnes et pourraient être recueillies. Un rayon de soleil est venu heureusement résoudre ces doutes. Bien qu'il y ait peu de questions intérieures d'ailleurs, cela veut-il dire que cet intime mouvement d'une grande société soit complétement suspendu? S'il est peu apparent, dans le fond il se poursuit, recommence et se renouvelle sans cesse en se transformant. Il embrasse tout, les intérêts de l'intelligence aussi bien que les mœurs, le travail des idées aussi bien que le travail des choses pratiques. C'est l'éternelle histoire d'un pays où les souvenirs du passé se mêlent aux spectacles du présent.

Le tableau de nos mœurs politiques, sociales, intellectuelles, est un de ces sujets toujours nouveaux et variables à l'infini, que l'observation n'est pas près d'épuiser. Il y a des transformations singulières, des nuances multipliées; il y a des passions et des entraînemens qui se créent une issue et ne font que changer de masque. Tout se mêle dans cette précipitation universelle de la vie contemporaine, et certes il est des épisodes imprévus qui viennent parfois révéler d'étranges aspects de ces mœurs dans leur rapport avec l'intelligence. Ainsi un écrivain ayant dans son pays toute sorte de moyens d'exprimer sa pensée, parlant dans une chaire publique, rédigeant des journaux, s'en va choisir un pays lointain, une langue étrangère, pour mettre en scène dans des polémiques sans mesure les hommes et les choses de notre littérature. C'est là par exemple ce qu'a fait pendant quinze mois M. Philarète Chasles dans une série de lettres qu'il adressait à la *Gazette de Saint-Pétersbourg* sur le mouvement social et intellectuel de la France. La correspondance de M. Chasles a même pris en certaines parties un tel caractère à l'égard de la *Revue des Deux Mondes*, que son directeur a dû invoquer la justice française; cette action vient de se dénouer par un premier jugement portant condamnation de M. Chasles. Mais il y a en même temps dans les lettres du correspondant de la *gazette russe* un trait de mœurs littéraires à observer : c'est ce fait que nous signalions d'un écrivain expédiant à huit cents lieues les peintures les plus étranges de tout ce qui se produit parmi nous; voilà l'usage qu'on croyait heureusement aboli dans les relations de l'intelligence, et que M. Chasles a tenu sans doute à faire revivre. Entrer dans les détails de cette correspondance, ce n'est pas encore le moment, on le conçoit; il n'y a pas lieu non plus maintenant à donner ici une idée des aménités de la *littérature* de M. Chasles sur la *Revue*, ses rédacteurs et son directeur. M. Chasles n'oublie qu'une chose, c'est qu'entre les écrivains et la direction de la *Revue* il y a un langage qui n'est jamais de mise, à savoir celui dont se sert un professeur au Collége de France avec le directeur de la *gazette russe* : « Instruisez-moi, dirigez-moi; vos observations, vos injonctions, vos indications, votre approbation et vos reproches *seront ma loi!* »

Aujourd'hui il nous suffira de dire que, si M. Chasles s'était borné à une critique même injuste, il n'y aurait point eu de procès. C'est parce que cette limite a été dépassée que la justice a été saisie d'une cause qui intéresse gravement après tout la dignité des lettres, comme aussi l'honneur et les intérêts les plus respectables. Cette cause, M. Paillet l'a soutenue avec la chaleureuse conviction d'une parole austère, avec autant de fermeté que d'éloquence. Un jeune magistrat exerçant les fonctions du ministère public, M. Brière de Valigny, en a exposé tous les aspects avec un talent simple et élevé. Il la résumait dans ses dernières paroles, en disant que les bornes de la critique ne pouvaient être franchies impunément, et en conséquence il concluait à des dommages-intérêts sérieux. C'est après ces débats qu'un jugement a été rendu, condamnant M. Chasles aux dépens. Est-ce une réparation proportionnée à la gravité du fait? Ce n'est pas à nous de le dire. Sans doute M. Chasles, il ne faut pas l'omettre, ayant à répondre de ses actes devant la justice, a désavoué le sens le plus simple et les applications les plus directes de ses paroles écrites; il « a tracé, dit-il, des portraits chimériques. » Néanmoins, nous

l'avons dit, c'est un premier jugement auquel la *Revue* a le regret de ne pouvoir se soumettre malgré la condamnation qu'il inflige à M. Chasles, et la cour d'appel aura prochainement à prononcer en cette affaire.

Heureusement la vie littéraire a d'habitude un cours plus simple; elle s'alimente moins de ces incidens exceptionnels que du travail régulier des esprits occupés à explorer tous les domaines, la philosophie, l'histoire, le roman, la poésie. Si la littérature est l'expression des pensées, des tendances d'un pays et d'un temps, n'est-il pas tout simple qu'elle soit en certains momens l'écho d'une préoccupation universelle, qu'elle subisse l'influence des grands événemens? Depuis un an, on peut le dire, l'Orient est devenu le thème de toute une littérature; il a eu ses historiens, ses économistes, ses voyageurs, ses poètes même. Un invincible et mystérieux attrait a entraîné les esprits vers ces contrées où existent des conditions sociales si distinctes, où s'agitent des populations si diverses, et où les lieux eux-mêmes gardent une originalité puissante. L'intérêt du moment a remis sur la voie du passé, des traditions de ce monde, et ce qui était l'étude de quelques-uns est devenu l'objet de la curiosité de tous. En dehors même des considérations politiques actuelles, l'Orient n'offre-t-il pas un double caractère? Il a été le théâtre de la plus florissante civilisation humaine un moment, et il a été le berceau du christianisme. L'univers a recueilli dans son esprit à travers les siècles les merveilleuses traditions du génie grec, et il a reçu dans son âme le souffle religieux venu de la Palestine. Ici, sur la terre hellénique, c'est le paganisme avec ses fables, avec sa grâce et son culte de la forme; là, dans la Terre-Sainte, c'est la religion du Christ, respirant l'austérité, enseignant le prix de la douleur, et mettant la beauté, la force de l'âme au-dessus de la beauté extérieure. Les lieux mêmes racontent cette histoire et semblent en harmonie avec ces traditions, dont ils évoquent naturellement le souvenir. Dans ce double aspect, l'Orient résume d'une manière en quelque sorte vivante les deux plus grandes phases de la civilisation. Comment les récits des voyageurs qui visitent ces contrées ne réveilleraient-ils pas par leurs tableaux la pensée de ces contrastes de l'histoire? Ce double caractère de l'Orient apparaissant à la fois est comme le lien de ces deux livres récens, — le *Voyage dans le royaume de Grèce* de M. Eugène Yemeniz, et *la Terre-Sainte* de M. Louis Énault.

C'est un poète, M. de Laprade, qui s'est fait l'introducteur de M. Yemeniz en plaçant en tête de son récit une étude ingénieuse et sympathique sur le génie grec, sur toute cette civilisation hellénique dont le voyageur va décrire le théâtre un peu dégénéré. M. de Laprade résume le passé avant d'entrer dans le présent, qui n'apparaît pas toujours, par malheur, sous le même aspect. Le livre de M. Yemeniz a un mérite rare : il peint sans prétention et sans effort, d'un style naturel et simple. L'auteur ne cherche point à pénétrer dans la sphère des problèmes politiques. Parcourant pas à pas la Grèce tout entière, le Péloponèse et l'Argolide, l'Achaïe et la Phocide, il s'arrête en chaque ville, en chaque bourgade, partout assiégé par les souvenirs, évoquant les noms illustres, foulant le sol consacré par l'histoire ou par la poésie, et communiquant cette vive impression d'une terre merveilleuse ou d'un ciel éclatant. Tout cela vient se mêler aux peintures des mœurs actuelles. On a pu souvent le remarquer, un des plus grands intérêts d'un voyage dans un

pays comme la Grèce, c'est le rapprochement permanent qui se fait dans l'esprit entre le passé et le présent. Vous parcourez une contrée dont chaque place a son histoire, le nom de Sparte vient sur vos lèvres : que reste-t-il cependant de la ville de Lycurgue? Au milieu des ruines, une jeune femme assise sur un fragment de rempart garde des moutons et tient un enfant qu'elle endort avec un refrain populaire; à côté, sur une large pierre, achève de se consumer un feu de berger. Argos, le berceau du peuple de la Grèce, est aujourd'hui un chef-lieu de canton, et son théâtre taillé dans le roc, faisant face au golfe argolique, éclairé par le ciel hellénique, n'a plus pour l'animer la population qui allait entendre les vers de Sophocle et d'Euripide. Ainsi se réveille à chaque instant le sentiment de la fuite des choses. Cependant, même avec ses ruines, la Grèce est toujours la patrie d'Homère, de Phidias et de Platon, et elle garde le reflet de cette beauté que Byron a chantée dans *Childe-Harold*. Voilà l'Orient grec. C'est l'Orient chrétien que peint M. Énault dans le récit de son excursion en Palestine. Cet Orient a aussi sa poésie, c'est la poésie émouvante et attristée de Jérémie; il a ses traditions, ce sont les traditions douloureuses du Christ crucifié, et par-dessus tout il garde en quelque sorte l'empreinte divine. Tous ces lieux consacrés, Bethléem, Nazareth, le Carmel, la Voie douloureuse, l'auteur de *la Terre-Sainte* les parcourt en observateur qui sait voir et raconter, et il y a dans son livre plus d'une page intéressante sur Jérusalem, sur les Juifs, sur les musulmans. Mais quoi! l'auteur ne nous apprend-il pas qu'on va aujourd'hui en Terre-Sainte, si l'on nous permet ce terme, en train de plaisir? Au lieu du mystérieux pèlerinage qui avait un caractère religieux et une poésie saisissante, on s'arrange pour aller à Jérusalem et visiter les lieux-saints comme on va sur le Rhin. On s'associe pour voyager, et par le fait il en résulte des frais moins grands et plus de sûreté; mais la poésie du voyage a disparu, cette poésie qui naît du mystère, de l'inconnu, — et c'est ainsi que la vie idéale perd tout ce que la vie matérielle gagne en facilités de tout genre.

C'est là l'incompatibilité de la poésie et de la politique. La poésie tend à un but idéal, la politique tend à un but pratique; pour tous les peuples, elle a ses conditions, qui se résument non-seulement dans la poursuite des améliorations morales, mais aussi des améliorations matérielles. Toutes ces questions viennent se mêler au mouvement des partis, et composent l'ensemble de la situation d'un pays. C'est ce qu'on peut voir en Hollande. Depuis les récentes élections, l'attention publique s'est portée tout d'abord sur les suites que le dernier vote électoral pourrait avoir quant à la distribution des partis dans la chambre, et quant à la stabilité du cabinet lui-même. On avait parlé d'un rapprochement entre une portion du ministère et une fraction du parti dont M. Thorbecke est le chef. Le langage de quelques journaux était même de nature à donner de la vraisemblance à ces bruits. Il n'en était rien cependant. Ce rapprochement entre les chefs des libéraux modérés qui sont au ministère et des libéraux avancés qui se groupent autour de M. Thorbecke ne s'est point accompli, et il est même douteux que de longtemps il s'accomplisse. Les esprits calmes des deux côtés déplorent la prolongation de cette scission, qui date déjà de la révision de la loi fondamentale de 1848, et que les luttes de la tribune ou de la presse n'ont fait qu'aggraver; mais

ils ne peuvent pour le moment réussir à vaincre les difficultés qui s'opposent à un rapprochement. Le cabinet de La Haye en est donc réduit à se défendre avec ses forces actuelles contre les diverses oppositions qui existent dans le parlement. En attendant, les luttes politiques qui se renouvelleront probablement plus vives dans la session prochaine, le ministère a cru devoir prolonger la session actuelle, pour mener à bonne fin la discussion du statut colonial, qui est toute une législation laborieusement préparée. Nous n'entrerons pas dans les détails de ce projet considérable, dont la discussion a mis en présence deux principes opposés en fait de gouvernement colonial : l'un qui subordonne les intérêts des possessions d'outre-mer à ceux de la métropole, l'autre qui aboutit au résultat contraire. Cette discussion, qui touche à un intérêt si important pour la Hollande, aura eu dans son ensemble un résultat utile, celui d'éclairer bien des questions d'une lumière pratique et de conduire à une appréciation plus saine de bien d'autres. En dehors de cette affaire du statut colonial, le débat législatif le plus sérieux est celui qui a eu lieu sur une interpellation nouvelle de M. Thorbecke au sujet des affaires étrangères. M. Thorbecke est revenu encore sur le droit des neutres, qu'il trouve peu clair, sur l'emprunt russe, sur le stationnement d'un bâtiment français dans les ports hollandais. Le ministre des affaires étrangères, comme on le pense, ne s'est pas cru obligé de suivre M. Thorbecke dans tous ses développemens et dans des discussions abstraites. Il a seulement éclairci les divers faits qui avaient motivé les interpellations, et quant à l'affaire de l'emprunt russe, il a ajouté qu'il y avait eu entre la France et la Néerlande les explications les plus satisfaisantes, de nature à garantir les droits de la France comme puissance belligérante, ainsi que ceux de la Hollande comme état neutre. Il n'en pouvait être autrement.

CH. DE MAZADE.

Les discussions sur la guerre, qui ont occupé la semaine dernière deux séances de la chambre des communes, ont présenté, malgré la réserve dans laquelle elles ont été contenues, un très grand intérêt. La politique de la guerre d'Orient avec toutes les questions complexes de systèmes et d'alliances qu'elle soulève ne peut être resserrée uniquement dans le cercle mystérieux de l'action diplomatique : les notes de cabinet, les entretiens confidentiels de ministres et d'ambassadeurs, les conférences de plénipotentiaires ne suffisent point à la direction d'une si grande affaire européenne. Il y a en Europe une puissance dont l'appui est indispensable, qu'il faut instruire, qu'il faut convaincre, avec laquelle il faut traiter sans cesse; cette puissance est l'opinion publique. En Angleterre, cette puissance a son organe régulier dans le parlement. Le ministère anglais, avant la prorogation des chambres, a dû leur exposer la situation politique actuelle; les séances de la chambre des communes dont nous parlons ont été pour ainsi dire une conférence du gouvernement anglais avec l'opinion publique. Par les points qu'elle a mis en lumière, par les engagemens qu'elle a proclamés, par les systèmes d'alliance qu'elle a annoncés, la délibération publique de Westminster a eu certes au moins autant de gravité et d'importance que bien des conférences de Vienne terminées par des protocoles.

C'est lord John Russell qui, en demandant à la chambre des communes un crédit de 3 millions sterling pour la continuation de la guerre, a présenté l'exposé de la politique du cabinet. Le discours de lord John Russell a porté sur les trois points les plus intéressans et les plus critiques de la situation actuelle, — la réponse faite par l'empereur de Russie à la sommation de l'Autriche, — les conditions sans lesquelles la France et l'Angleterre ne regardent point la paix comme possible avec la Russie, — la coopération de l'Autriche dans la guerre soutenue par les puissances occidentales.

L'empereur de Russie a déjà laissé échapper bien des occasions qui lui ont été offertes de sortir du mauvais pas où il s'est si témérairement engagé, et de se soustraire aux périls dont la guerre actuelle menace son empire. L'invitation si modérée qui lui a été adressée par l'Autriche au commencement du mois de juin est le dernier expédient de ce genre que la patience de l'Europe ait pu lui présenter; sa réponse, telle que lord John Russell l'a fait connaître, prouve que l'empereur de Russie a repoussé cette chance suprême. L'Autriche avait demandé à l'empereur Nicolas de fixer une date prochaine pour l'évacuation des principautés, et d'adhérer aux principes du protocole du 9 avril. Quant à l'évacuation, sans la refuser en principe, la Russie la subordonne à la position prise par la France et l'Angleterre dans la Mer-Noire et dans la Baltique; quant au protocole du 9 avril, la Russie dans sa réponse feint de l'accepter en donnant son adhésion formelle à trois principes de ce protocole, l'évacuation des principautés, la stipulation des droits des chrétiens en Turquie et la garantie donnée à ces droits par un arrangement entre la Porte et les puissances européennes; mais elle passe sous silence le plus important de ces principes, l'entrée de la Turquie dans le concert européen. Ainsi, soit pour le présent, soit pour l'avenir, pas plus pour le fait immédiat de l'évacuation des principautés que pour la condition permanente de la Turquie admise dans la solidarité collective des états européens, la Russie ne veut donner satisfaction à l'Europe. Cette réponse permettait sans doute à l'Autriche d'exécuter sur-le-champ les prévisions de sa convention du 20 avril avec la Prusse, et de son traité du 14 juin avec la Porte. Cependant, par un excès de longanimité ou plutôt sous la pression du mauvais vouloir du roi de Prusse, l'Autriche a consenti à la considérer comme évasive et à la soumettre aux cabinets de Paris et de Londres. Les deux puissances ne pouvaient faire à une communication si peu sérieuse qu'une seule réponse, c'est qu'elles n'avaient rien à répondre. La dernière tentative de l'Autriche auprès de l'empereur de Russie n'a donc eu que deux résultats : dévoiler une fois de plus et épuiser le système de ruse et d'amusement de la politique russe vis-à-vis de l'Allemagne; poser plus nettement la cause de la guerre, qui est pour la Russie la conservation de ses relations directes et exclusives avec la Porte, pour l'Occident la nécessité d'affranchir la Turquie d'un vasselage oppressif, de rétablir l'indépendance de la Porte et de faire entrer l'empire ottoman dans le cercle des devoirs et des droits réciproques qui garantissent la sécurité des états européens.

La portion la plus significative du discours de lord John Russell a été celle où le ministre anglais a précisé le but de la guerre, en définissant les conditions sans lesquelles la paix n'est plus possible entre la Russie et les puis-

sances occidentales. A la paix, la Russie ne rentrera plus dans le *statu quo* d'où elle a voulu sortir; elle ne recouvrera point ses anciens traités avec la Porte; on ne lui permettra plus de garder à Sébastopol cette position militaire et ces flottes avec lesquelles elle a pu menacer à chaque instant la sécurité de Constantinople et l'existence de la Turquie. Cette déclaration de lord John Russell a produit sur la chambre des communes une sensation profonde; c'était l'assurance que réclamait impatiemment l'opinion publique. Certes, dans l'état où sont les choses, il était manifeste pour tout le monde que la France et l'Angleterre ne peuvent point abandonner cette guerre sans réduire, au moins pour longtemps, la Russie à l'impuissance de rien tenter contre la Turquie et de troubler le repos de l'Europe; mais entre une prévision qui flotte dans les esprits et un engagement officiel pris par un grand gouvernement vis-à-vis de l'opinion, la différence est immense. Il y a dans les affaires politiques des conséquences et des perspectives que la plus simple prudence commande de laisser dans l'ombre et de réserver, tant que l'on peut espérer que la conduite des hommes ou des gouvernemens avec lesquels on traite dispensera d'en venir à ces extrémités terribles. C'est ce qui rend si grave la déclaration de lord John Russell, ce qui en fait le point de départ d'une situation nouvelle et caractérisée. Aujourd'hui le mot fatal est prononcé : on sait maintenant ce que l'on veut et où l'on va. Il n'y a plus d'illusion possible, plus d'incertitude, plus d'espérance vague. Personne en Europe ne peut plus songer à un replâtrage; personne, suivant le mot énergique des ministres anglais, ne peut plus compter sur une paix *bâclée*. La Russie ne peut plus fermer les yeux sur l'inévitable amoindrissement où la conduit la politique de l'empereur Nicolas; nous-mêmes, France et Angleterre, nous ne pouvons plus nous méprendre sur le caractère de cette lutte. Il s'agit pour nous, non plus de contenir la Russie, mais de lui arracher des conquêtes qui datent de Catherine, non plus d'arrêter ses envahissemens, mais de lui faire rebrousser un siècle de son histoire. La tâche que nous entreprenons est une des plus difficiles et des plus vastes; mais quand on conduit vers une œuvre pareille deux peuples comme l'Angleterre et la France, il faut dès le début la leur montrer dans toute sa grandeur et s'adresser avec franchise à leur courage. C'est ce que lord John Russell a fait lundi dernier, aux applaudissemens de la chambre des communes.

La troisième portion du discours de lord John Russell que nous relèverons est celle où il a parlé du rôle et de la coopération de l'Autriche dans cette guerre. Ce passage du discours de lord John est moins important par ce qu'il a pu apprendre au public sur les dispositions de l'Autriche que par le débat qu'il a soulevé sur la question de l'alliance autrichienne. Tout en rendant justice au concours moral que l'Autriche a prêté jusqu'ici à la politique des puissances occidentales, tout en reconnaissant les nécessités particulières de position qui l'ont empêchée de nous accompagner sur le terrain de l'action, tout en exprimant la crainte qu'elle ne fût pas à bout de patience vis-à-vis de la Russie, et qu'elle pût prolonger encore quelque temps les hésitations apparentes et les lenteurs de sa politique, lord John Russell a déclaré formellement qu'il ne doutait point que l'Autriche ne remplît ses engagemens et ne se réunît à nous contre l'envahisseur de l'empire ottoman. Lord Cla-

rendon, à la chambre des lords, exprimait le même jour, dans des termes encore plus énergiques, sa confiance dans la coopération active et prochaine de l'Autriche. Nous sommes, quant à nous, persuadés que les prédictions du gouvernement anglais à cet égard seront promptement et heureusement réalisées.

Mais, comme nous le disions, cette allusion de lord John Russell à l'Autriche a introduit dans le débat la question de l'alliance autrichienne. Deux orateurs importans, M. Cobden et M. Layard, se sont emparés de ce thème. Placés à des points de vue diamétralement contraires dans l'appréciation générale de la guerre, l'un, M. Cobden, qui l'a désapprouvée dès l'origine, l'autre, M. Layard, qui a été le membre de la chambre des communes le plus ardent à dénoncer la politique russe et à pousser le gouvernement à la combattre, ils ont pourtant été d'accord à blâmer l'alliance autrichienne. Les argumens de M. Cobden et de M. Layard ne sont pas les mêmes; ils valent la peine d'être relevés, car, à notre connaissance, l'opinion de ces deux membres du parlement est partagée hors d'Angleterre par quelques esprits distingués.

Les objections de M. Cobden contre l'alliance autrichienne sont les moins sérieuses. M. Cobden s'est toujours montré hostile à cette guerre contre la Russie. Suivant lui, on a exagéré la puissance de la Russie, et la peur que l'on a eue de la voir arriver à Constantinople était chimérique. Du reste il eût très bien pris son parti, il le disait il y a un an, de laisser arriver les Russes à la place des Turcs. Aujourd'hui que la guerre est déclarée, M. Cobden n'affiche plus des opinions aussi excentriques; mais il harcèle la politique du gouvernement anglais de critiques inconséquentes, qui, si elles étaient écoutées, rendraient la guerre impossible et la conduiraient à un avortement honteux. Par exemple, malgré le déplorable caractère et la triste issue des insurrections grecques, il en est encore à blâmer le gouvernement anglais d'avoir désavoué ces insurrections et d'avoir contribué à les étouffer. Avec de pareils travers d'esprit, la répugnance de M. Cobden pour l'alliance autrichienne est facile à comprendre. Il reproche au gouvernement, en s'alliant à l'Autriche, de faire passer le principe des souverainetés au-dessus du principe des nationalités. M. Kossuth, jaloux du rôle que les événemens actuels réservent à l'Autriche, si elle agit de concert avec l'Occident, a tenté, il y a peu de temps, d'exciter en Angleterre une agitation contre l'alliance autrichienne. Le chef hongrois a essayé de persuader aux populations manufacturières que les alliés dans la guerre actuelle allaient combattre pour l'Autriche contre la Hongrie. Cette préoccupation s'explique jusqu'à un certain point chez M. Kossuth, pour qui la haine de l'Autriche domine tous les intérêts européens; mais il est étrange de voir un membre du parlement anglais s'emparer du thème de M. Kossuth pour engager son pays à renoncer à une des forces qui doivent contribuer le plus sûrement à une conclusion prompte et décisive de la guerre dans laquelle il est engagé. M. Cobden, qui prétend être un homme pratique et qui a horreur de la guerre, devrait du moins préférer les guerres simples et courtes aux guerres confuses et indéfinies. Or si l'Autriche n'était pas l'alliée de la France et de l'Angleterre, si, comme le souhaite sans doute M. Kossuth, elle avait pris parti pour la Russie, si par

suite les puissances occidentales venaient ajouter la question des nationalités et le remaniement de toute l'Europe à la question d'Orient, dans quel chaos, et pour combien d'années, l'Europe ne serait-elle pas plongée! et quels ne seraient point les hasards et les périls de la lutte! Les libéraux de l'Europe, aussi sympathiques aux nationalités que M. Cobden, mais plus logique que lui, voulant la fin, doivent vouloir les moyens. La fin, c'est l'affaiblissement de la Russie; les moyens les plus prompts et les plus sûrs sont dans l'alliance et la coopération de tous les états que l'Occident pourra enrôler dans sa cause. Ils savent bien que le résultat de cette guerre ne peut qu'être utile aux idées généreuses qui les animent, et que l'abaissement de l'autocratie russe sera pour la liberté européenne une des victoires les plus fécondes qu'elle puisse poursuivre.

M. Layard a éloquemment et spirituellement réfuté quelques-uns des sophismes de M. Cobden. A ces déclamations de M. Kossuth, dont M. Cobden venait de se faire l'écho, M. Layard répondit par un souvenir saisissant. « Quand l'honorable membre cite le nom de M. Kossuth, je ne peux oublier, dit M. Layard, la position où s'est trouvé, il y a quelques années, le grand chef hongrois. Il vint en Turquie, en fugitif, demander une protection qui lui fut donnée. Il doit, dans toute l'étendue du mot, la vie à la Porte, et je crois que dans ce temps-là M. Cobden écrivit lui-même à la Porte que si le gouvernement ottoman persistait dans la protection qu'il accordait aux Hongrois, la Turquie aurait toujours en lui un défenseur. On voit comment l'honorable membre tient sa promesse! » Cependant M. Layard, par des raisons plus spécieuses, mais que nous ne croyons pas plus solides, est arrivé à la même conclusion que M. Cobden contre l'alliance autrichienne. Suivant lui, la neutralité de l'Autriche eût été préférable à son concours actif. « Sa coopération, incertaine jusqu'à présent, ralentit et paralyse nos efforts dans cette première campagne; à la conclusion de la paix, elle deviendra un embarras, parce que l'Autriche ne voudra pas imposer à la Russie des conditions aussi dures que celles que nos intérêts nous prescrivent de lui infliger. » Aucune de ces considérations ne nous paraît fondée. Avant tout, un fait nous semble déterminer la véritable importance du concours de l'Autriche, ce sont les efforts de la Russie pour la maintenir dans la neutralité. La neutralité autrichienne est un intérêt russe, la mission du comte Orlof et les dernières tentatives du prince Gortchakof l'indiquent assez. La neutralité de l'Autriche, il suffit de regarder la carte pour en être convaincu, c'était pour la Russie la sécurité de son champ de bataille dans les principautés; avec l'hostilité déclarée de l'Autriche, on ne tardera pas à le voir, les Russes ne peuvent plus occuper la Moldavie et la Valachie. Une impatience légitime dans le sentiment qui l'inspire, mais peut-être un peu puérile, se plaint des lenteurs que nous communiquent les incertitudes apparentes de l'Autriche; mais qui peut douter du dommage bien plus grave que ces incertitudes seules ont fait aux Russes? Ne sont-elles pas la cause principale du décousu et de la confusion des plans de campagne du prince Paskéwitch et du prince Gortchakof? On se trompe d'ailleurs, si l'on croit que c'est la pression de la France et de l'Angleterre qui a fait sortir l'Autriche de la neutralité. On ne peut rester neutre dans la question qui s'agite sur les

bords du Danube que si l'on y est indifférent, ou si l'on ne se croit pas assez fort; or le gouvernement autrichien ne peut être indifférent à une guerre dont le Bas-Danube est le théâtre; sa neutralité n'eût donc été qu'un aveu de faiblesse, et nous ne pensons pas que le cabinet de Vienne, quelles qu'aient été la sincérité de ses vœux pacifiques et la persévérance de ses négociations, se soit arrêté un seul moment à la pensée d'une abdication si humble de son rôle naturel pour le jour où la guerre réclamerait son intervention. Reste le troisième argument de M. Layard, les embarras que nous suscitera le concours de l'Autriche, lorsqu'il s'agira de dicter à la Russie les conditions de la paix. Ici encore l'intérêt évident de l'Autriche réfute de pareilles craintes. Quand l'Autriche aura pris le parti de tirer l'épée contre la Russie, elle sera la puissance européenne la plus intéressée à l'affaiblissement d'un voisin au ressentiment duquel elle resterait exposée. Sans doute nous croyons comme M. Layard que la France et l'Angleterre n'ont pas besoin d'alliés pour venir à bout de la Russie; mais à nos yeux, indépendamment de l'avantage naturel qu'il y a toujours à réunir contre l'ennemi le plus de forces possible, la France a encore un intérêt plus direct peut-être que l'Angleterre à l'alliance autrichienne. Pour l'Angleterre, la guerre actuelle aura des résultats maritimes et commerciaux que la France ne pourra point partager également avec elle. Le dédommagement de la France ne peut être que continental; nous ne pouvons avoir d'autre profit que le changement du système des alliances de l'Europe centrale, que la dissolution de cette ligue du Nord, qui, cimentée depuis quarante ans, ne nous a point laissé pendant sa durée de sécurité véritable, et dont la rupture éclatante de l'Autriche avec la Russie sera pour nous le premier gage.

Nous n'avons pas d'autres observations à présenter sur les dernières discussions du parlement anglais relativement à la guerre. Les petites manœuvres de parti, les attaques personnelles contre tel ou tel ministre, sont des incidens insignifians à côté de ces grands intérêts, et ne peuvent avoir aucun attrait pour des étrangers. La seule chose qu'il y ait à constater, c'est que l'opinion de M. Cobden n'a pas d'écho dans la chambre des communes, et qu'au fond, pour la conduite de la grande guerre entreprise par l'Angleterre et par la France, il n'y a entre les partis anglais qu'une émulation de patriotisme.

EUGÈNE FORCADE.

BEAUX-ARTS. — LA JEANNE D'ARC DE M. INGRES.

Le musée du Luxembourg doit s'enrichir prochainement d'une nouvelle œuvre de M. Ingres, œuvre importante par le sujet et par l'exécution. Cette fois l'éminent artiste est entré pleinement dans l'histoire de France, ou plutôt dans la poésie de cette histoire : c'est Jeanne d'Arc, notre grande héroïne nationale, qu'il a voulu nous montrer. Nous voudrions essayer de donner une idée de cette peinture, terminée hier. Et d'abord, un mot sur les souvenirs qu'elle éveille dans notre esprit et dans notre cœur.

Le 17 juillet 1429, la France triomphante, mais couverte de plaies, sacrait son roi sous les voûtes de la cathédrale de Reims. Charles VII reprenait des mains d'une femme la couronne que, dans sa lâche insouciance, il avait laissée tomber. Éternel sujet de surprise et d'admiration! cette femme n'était qu'une simple bergère, une paysanne de dix-huit ans qui ne savait pas lire, mais dont la sublime ignorance confondait tous les docteurs. Naguère rougissante et timide, Jeanne aujourd'hui commandait au peuple et à l'armée; elle avait su dompter par son chaste regard les hommes les plus féroces et les plus dissolus de la terre, les capitaines de Charles VII, ces farouches Armagnacs, demi-seigneurs, demi-brigands. Non, l'histoire n'offre pas deux épisodes comme celui de Jeanne d'Arc. Jamais créature plus noble, plus immaculée, n'a été montrée aux hommes; jamais dévouement plus extraordinaire, plus imprévu, n'a été payé d'une plus noire ingratitude. Au commencement d'un abominable siècle que Dieu punissait déjà en lui envoyant tous les fléaux, du fond de cette boue détrempée dans le sang, en face d'une cour astucieuse et débauchée, en face de l'étranger devenu maître de la France, quand la désolation était partout, au moment où la monarchie française s'écroulait, — tout à coup on voit s'élever une belle et simple fille qui, sans autre prestige que son enthousiasme et sa foi, entraîne après elle, sur le chemin de la victoire, prêtres, courtisans, peuple et soldats, et délivre en quelques mois du joug anglais son pays et son roi, qui bientôt après l'abandonnèrent aux fureurs de l'ennemi! Par son patriotisme, Jeanne appartient à l'antiquité; par cette voix d'en haut qui lui commande et qu'elle écoute, Jeanne rentre dans la légende; par quelques larmes au moment du supplice, Jeanne retombe au niveau de l'humanité, et nous ne l'en aimons que mieux.

Rapide et tragique histoire! Elle commence dans les verdoyantes vallées de la Meuse, sous les feuilles du vieux hêtre hanté par les fées; elle prend fin entre les noires murailles de Rouen, sur un bûcher, au milieu d'une soldatesque ennemie, ivre de superstition et de vengeance, et dont la férocité s'accroît sous l'influence de quelques démons revêtus de la pourpre sacerdotale. Oh! comme les visions de la prairie, blanches figures de saintes dont la voix était si douce qu'elle faisait pleurer Jeanne, comme le petit jardin qui se cache dans l'ombre du clocher de Domremy, lieu saint où la vierge rêveuse et muette se transformait lentement en une amazone chrétienne parmi les fleurs et sous les regards des anges, comme cette églogue qui prépare une explosion héroïque rafraîchit notre âme troublée par les luttes sanglantes d'un monde de damnation et de mort! Jeanne si mystérieuse et si naïve à la fois, Jeanne l'ignorante, plus savante néanmoins que les plus fins politiques, puisque c'est Dieu qui la conseille, Jeanne est venue clore le grand cercle mythologique dans lequel l'antiquité et le moyen âge se trouvent circonscrits. A partir de cet instant, c'est la plate réalité qui gouverne; le merveilleux disparaît, le miracle est à jamais chassé de l'histoire.

Que Jeanne d'Arc ait existé, que ce soit une réalité certaine, personne n'ose le nier, car le monde entier l'affirme, et cependant qui osera dire aussi que Jeanne n'est point une apparition, une fille du ciel un instant descendue sur la terre pour racheter la France par son propre sang? A ce titre, elle

appartient encore moins à l'histoire qu'à la poésie et aux arts; mais où est-il le poème, le poème national, le vrai poème? Nous connaissons un monument déplorable des erreurs du génie, quand par hasard le cœur ne le gouverne pas. Oui, voilà ce que nous avons; mais dans le monde des arts que voyons-nous? Quelques tentatives estimables, quelques efforts isolés, une œuvre intéressante et gracieuse plus que savante. Dans l'antiquité Jeanne aurait eu des autels.

Retracer l'image de cette pure et noble Jeanne est cependant une tâche attrayante et bien faite pour réveiller l'enthousiasme. Cette tâche devait tenter M. Ingres. Le peintre des apothéoses, avec son goût élevé, sa main si sûre, nous a rendu notre héroïne, il l'a canonisée. Nous sommes dans la cathédrale de Reims sous les voûtes du chœur, dont les vitraux brillamment coloriés laissent échapper une lumière diaprée. Fumée d'encens, tentures fleurdelisées, ornemens précieux, tout annonce une grande solennité. Isolée et debout sur les marches de l'autel, Jeanne étend la main vers cette couronne de France dont la restitution lui coûtera bientôt la vie. De l'autre main, main nerveuse et propre à manier le glaive, elle tient son étendard, où l'on voit Dieu et les saints. Jeanne est couverte de son armure sauf le casque, qui est à ses pieds. Une longue tunique blanche, brodée d'or, que recouvre la cuirasse, tombe chastement de la ceinture aux talons. La lourde et vieille épée de sainte Catherine de Fierbois est attachée à son flanc. Au-dessous, à gauche, Jean Pasquerel, son aumônier, est en prière. Daulon, son écuyer, se tient tout droit derrière le moine. Dans ce Jean Daulon, nous avons reconnu M. Ingres à l'âge de cinquante ans. Nul doute que par une délicate attention le grand artiste n'ait voulu se montrer sous les traits du plus fidèle des serviteurs de Jeanne d'Arc. Quelques pages que l'on aperçoit au fond du tableau complètent la maison de cette brave et noble fille. Donnez ce sujet à un homme ordinaire, et il vous représentera Charles VII et toute sa cour. Rendons hommage au sens moral de M. Ingres, qui a cru qu'il était impossible de montrer le prince ingrat et lâche à côté de sa victime. Ce trait, je l'aime autant que celui du peintre grec qui jette un voile sur la tête d'Agamemnon pendant le sacrifice d'Iphigénie.

Mais ce que l'artiste s'est attaché à représenter, c'est la femme qui prit en pitié ce pauvre royaume de France, c'est la vierge celtique dont la piété naïve s'exalte au fond des bois, aux murmures du vent, aux sons de la cloche lointaine; c'est cette Jeanne entourée de tant de douceur que les oiseaux du ciel venaient la trouver, et qui depuis égala en bravoure Saintrailles et Dunois. Dire ce qu'il y a de tristesse délicieuse, de simplicité sublime dans cette tête adorable qu'encadre une forêt de cheveux blonds, serait impossible. Un léger cercle lumineux couronne ce front si pur. Il rappelle que sainte Jeanne d'Arc est morte martyre pour la défense de sa religion, de sa patrie et de son roi (1).

Si cette œuvre nouvelle de M. Ingres est très simple, puisqu'elle se borne à quelques figures, elle nous montre encore mieux par cela même le caractère philosophique de son talent. M. Ingres, avant tout, est l'homme de la

(1) Voir le jugement solennel rendu le 7 juillet 1456 par une commission ecclésiastique sous le pontificat de Calixte III.

pensée, des hautes conceptions, et par un bonheur singulier l'exécution chez lui est toujours à la hauteur de l'idée. Si donc la *Jeanne d'Arc à Reims* est marquée au coin de l'idéal, elle est aussi vivante, vraie et hautement historique. La nouvelle œuvre de M. Ingres sera bientôt connue du public, mais on peut dès aujourd'hui signaler l'esprit dans lequel elle a été conçue. *Protestation*, c'est ainsi qu'elle se nomme, protestation contre un poème qu'il faudrait effacer de notre littérature, protestation contre la cruelle indifférence de l'art national. Elle est écrite par une main puissante, sous l'inspiration d'une âme pleine encore de feu et de jeunesse. C'est une des nombreuses manifestations de la même idée ou plutôt du même culte. Les grandes pensées viennent du cœur, a-t-on dit; c'est de là que viennent aussi les grands talens. Les arts peuvent donner des leçons aux peuples et aux rois, car leur morale est attrayante et saisissable. L'auteur de cette *apothéose de Jeanne d'Arc* croit fermement que c'est par le beau que l'on remonte à Dieu. ERNEST VINET.

A une époque où tant de plumes indiscrètes portent le trouble et multiplient les chances d'erreur dans le domaine de la critique, n'est-ce pas protester indirectement contre cet oubli trop fréquent des convenances littéraires que d'adresser à un vrai poète des paroles empreintes de cet affectueux intérêt qu'il appartient à certains talens de faire naître, et qu'il ne sied jamais de leur refuser? Quand les attaques ne se produisent pas seulement en France, quand elles trouvent des plumes françaises pour les aggraver en les propageant dans des journaux étrangers, on sent plus vivement encore ce besoin de protester, en opposant à d'injustifiables allégations l'expression d'une sympathie sincère. C'est ce sentiment qui nous semble avoir dicté les stances qu'on va lire, et on comprendra que la *Revue* aime à s'y associer. V. DE MARS.

A M. ALFRED DE MUSSET.

L'autre jour, à l'heure où se lève
L'aube que le matin soulève,
A l'heure où le jeune printemps
Avec amour répand la sève,
Je me promenais dans les champs.

J'allais, rêvant ma rêverie,
Dans l'herbe mouillée et fleurie;
Déjà le soleil égayait
La verdure de la prairie,
Et la nature souriait.

Près de l'aubépine vermeille,
L'oiseau que l'aurore réveille
Chantait sur le bord de son nid,
Et çà et là la jaune abeille
Cherchait son miel que Dieu bénit.

Je cheminais sous l'ombre amie,
Seul, libre et l'âme épanouie;
J'aperçois au bout du sentier
Une jeune fille endormie,
Assise sous un églantier.

Une lyre est sur sa poitrine;
Le gazon à peine s'incline
Sous le poids de son corps charmant,
Que la brise errante dessine
Sous les plis de son vêtement.

Elle est blonde, elle est jeune et belle.
Doucement je m'approche d'elle,
Je prends sa main pour l'éveiller;
Elle entr'ouvre un peu sa prunelle
Et n'a pas l'air de s'effrayer.

Sur ses traits divins rien d'austère.
Son œil, doux comme une prière,
Abonde en regards ingénus;
Sa joue est pâle, et la poussière
A terni ses petits pieds nus.

Son visage est celui d'un ange;
Une mélancolie étrange
En voile la chaste douceur,
Et son sein, rond comme une orange,
Tressaille du bruit de son cœur.

Autour de son front qui se penche,
Sur son épaule rose et blanche
Ses cheveux viennent se boucler.
Mais de ses yeux bleu de pervenche
Des pleurs semblent prêts à couler.

« Que fais-tu là sur l'herbe verte?
Pourquoi cette robe entr'ouverte?
Pourquoi venir avant le jour
Dans cette campagne déserte?
Ma blonde enfant, est-ce l'amour,

« Est-ce une amoureuse souffranc
Qui te fait chercher le silence
Et des bois l'asile écarté?
Le printemps chante l'espérance;
Pitié, vierge, pour ta beauté! »

Sur ses lèvres, un doux sourire
Passa, mais je ne saurais dire
S'il fut triste ou s'il fut joyeux;

Elle laissa tomber sa lyre
Et du doigt me montra les cieux.

« L'amour, dit-elle, m'a blessée,
De pleurs ma paupière est lassée,
Mon cœur tristement s'est fermé;
Écoute ma plainte insensée :
N'as-tu pas vu mon bien-aimé?

« Oui, mon bien-aimé me délaisse;
Sur l'oreiller de la paresse
Oublirait-il mon souvenir?
Moi qui suis toute sa jeunesse,
De quoi veut-il donc me punir?

« De sa lampe il éteint la flamme.
Où va-t-il? Peut-être une femme,
Qui se hâte de moissonner
Les plus beaux épis de son âme,
Ne me laissera qu'à glaner.

« Où s'en vont ses pas? Je l'ignore.
Je crains qu'il ne m'apporte encore
Un cœur meurtri par les douleurs;
Au moins, quand l'ennui le dévore,
Il me revient les yeux en pleurs.

« Mon baiser lui rend son génie :
Je prends aux brises l'harmonie,
Le frais parfum aux buissons verts,
Aux cieux leur lumière infinie,
Trésors qu'il mêle dans ses vers.

« Son esprit joue et n'a point d'arme,
Et dans ses vers, bouquet de Parme,
Chante un oiseau doux et moqueur;
Mais il change en perle une larme,
Une larme qui vient du cœur.

« Tu le connais, si tu sais lire;
C'est lui qui, dans un beau délire,
Soupira d'immortels ennuis;
Chacun se tut devant sa lyre
Pour écouter ses quatre *Nuits*.

« Il me reviendra, je l'espère :
Nous nous aimons, il est mon frère
Ou plutôt il est mon amant,
Mais il me parle avec mystère
Et m'aime à genoux seulement.

« Que veut-il donc, ce cher poète?
Son nom partout est une fête;
N'est-il pas encor satisfait
Des myrtes dont j'ai ceint sa tête?
Serait-ce un ingrat que j'ai fait?

« Parfois un vain espoir me leurre.
Si je pouvais le voir une heure,
Un chant naîtrait de nos amours.
Dis-lui que loin de lui je pleure,
Que je l'aime et l'attends toujours. »

O Musset, ta Muse t'appelle;
Reviens vers la jeune immortelle
Dont la joie est de t'écouter!
Chante! ta Muse est toujours belle;
Il faut aimer, il faut chanter!

Que ton vers sanglote ou sourie,
Qu'il badine avec raillerie
Ou qu'il voltige autour du cœur,
Retourne à ta vierge chérie,
Celle que tu nommais ta sœur.

Laisse encor jaser ta jeunesse,
Raconte-nous la folle ivresse
Des doux supplices de l'amour :
Vois! le ciel offre à ta paresse
La gloire et les rayons du jour.

HENRI CANTEL.

REVUE LITTÉRAIRE.

I. *Ancien Théâtre français, ou Collection des ouvrages dramatiques les plus remarquables depuis les mystères jusqu'à Corneille*, publiée par M. Viollet-le-Duc [1]. — II. *La Confrérie de Notre-Dame-du-Puy*, par M. A. Breuil [2].

En étudiant l'histoire ou la littérature du moyen âge, nous avons eu plus d'une fois déjà l'occasion de remarquer avec quelle force éclatent, dans cette époque orageuse et troublée, les contradictions et les contrastes. L'esprit humain semble emporté par deux courans opposés, dont l'un l'entraîne vers l'infini, et l'autre le ramène sans cesse vers la réalité la plus positive et la plus poignante. L'homme racheté et l'homme déchu, les élus et les réprouvés sont toujours et partout en présence; l'extrême charité dans les mœurs touche à l'extrême barbarie, de même que dans la littérature l'ironie la plus amère et le doute le plus hardi confinent aux plus hautes aspirations du mysticisme. C'est surtout dans le théâtre que se rencontrent les deux tendances

(1) Paris, Janet 1854, 3 vol. in-18.
(2) Amiens, Duval 1854, in-8°.

contraires que nous venons de signaler. En effet, par les *mystères* et les *miracles* l'art dramatique s'inspire exclusivement des souvenirs et de l'histoire du christianisme; en plaçant sous les yeux du spectateur les héros et les martyrs de la foi, il cherche bien moins à l'amuser qu'à l'instruire et à l'édifier par de grands exemples. Il lui montre le ciel et l'enfer, il lui révèle tous les secrets de ce monde inconnu où la mort l'introduira plus tard, et de la sorte le drame sacré n'est pour la foule que le commentaire vivant de sa croyance. Mais pour que ce drame fût véritablement populaire, il fallait au peuple l'ardeur d'une conviction sincère; aussi, quand le mysticisme eut replié ses ailes, quand la libre discussion eut pénétré dans les domaines jusqu'alors inaccessibles de la foi, le drame sacré vit décliner peu à peu sa puissance et son prestige. La société du moyen âge devint en vieillissant railleuse et sceptique; elle voulut rire au lieu de s'édifier, et si elle chercha parfois à s'instruire encore par le théâtre, ce fut à l'expérience humaine plutôt qu'à la tradition religieuse qu'elle demanda des préceptes. De là cette révolution qui s'opéra au XVe siècle et au XVIe dans l'art dramatique, révolution qui remplaça les *miracles* et les *mystères* par les *moralités*, les *farces* et les *sotties*, c'est-à-dire l'inspiration chrétienne par l'inspiration philosophique et profane.

Les publications relatives à notre ancien théâtre ont été assez nombreuses dans ces dernières années: il y a eu même un moment d'engouement, et l'on a vu quelques érudits opposer aux chefs-d'œuvre de Racine et de Corneille les immenses compositions rimées des *confrères de la Passion*, comme on a quelquefois opposé à l'Iliade la Chanson de Roland; mais le public n'a point tardé à faire justice de cette exagération. Néanmoins, tout en réduisant les compositions scéniques du moyen âge à leur juste valeur, il a gardé pour elles un vif intérêt de curiosité historique, parce qu'il y trouvait de précieuses révélations sur les mœurs, l'esprit et les tendances littéraires de la vieille société française. C'est à ce point de vue que répond la publication que vient d'entreprendre M. Viollet-le-Duc sous ce titre : *Ancien Théâtre français, ou Collection des Ouvrages dramatiques les plus remarquables depuis les Mystères jusqu'à Corneille.*

La première partie de cette curieuse collection comprend trois volumes, format elzévirien, et nous devons d'abord féliciter l'éditeur (1) de ces charmans petits livres. En les parcourant, on rajeunit de deux cents ans, et les fleurons, les lettres rouges des titres, les réglures d'un papier solide, tout rappelle les bonnes traditions de l'art typographique au XVIe et au XVIIe siècle. Quant aux compositions scéniques qui s'y trouvent réunies, on peut dire sans exagération qu'elles offrent ce que l'ancien esprit français a produit de plus vif, de plus mordant et quelquefois aussi de plus hardiment trivial dans cette veine railleuse et sceptique qui forme avec les *mystères* et les *miracles* un si bizarre contraste. Ces compositions, au nombre de soixante-quatre,

(1) M. Janet s'est appliqué à reproduire par un *fac-simile* exact et plein de goût le type de ces anciennes éditions à *la sphère* si recherchées des amateurs dans le temps, déjà bien loin de nous, où la bibliomanie était comptée parmi les joies de ce monde. M. Anatole de Montaiglon, chargé d'établir le texte, s'est bien acquitté de cette tâche difficile, et il est peu de monumens de notre vieille langue qui aient été publiés d'une manière aussi correcte.

sont reproduites d'après un recueil découvert récemment en Allemagne et conservé aujourd'hui au *British Museum*. Ce recueil, formé de pièces imprimées séparément en caractères gothiques, vers le milieu du XVIe siècle, à Paris, à Lyon et à Rouen, paraît avoir appartenu à un Allemand, amateur de théâtre, qui, venu en France vers 1550, aura réuni en un seul volume les brochures achetées dans le cours de son voyage. Cinq ou six de ces pièces au plus étaient connues jusqu'à ce jour, soit par des exemplaires imprimés, soit par des copies manuscrites, et la plupart peuvent ainsi être regardées comme paraissant pour la première fois. Les divers genres de la littérature dramatique du moyen âge y sont représentés en nombre suffisant pour donner une idée précise de notre ancien théâtre, en dehors toutefois des *miracles* et des *mystères*, qui se rattachent à une tradition différente, c'est-à-dire à l'histoire sainte et au mysticisme. Ce qui compose, à une seule exception près, cette première partie de la collection de M. Viollet-le-Duc, ce sont des *farces* d'abord, puis des *moralités*, des *sotties* et des *sermons joyeux*.

Les *farces* qu'on désignait, on le sait, sous le nom de *farces joyeuses*, *facétieuses*, *récréatives*, *histrioniques*, *enfarinées*, etc., correspondent assez exactement à ce qu'on appelle, dans le vocabulaire du théâtre moderne, vaudeville, parade, folie ou pochade. Seulement l'intention satirique y est beaucoup plus marquée, et s'il y a presque toujours absence d'intrigue et de péripéties, on y trouve du moins, dans l'étude des caractères et la critique des mœurs, une verve pénétrante et une force qu'on chercherait en vain dans la plupart de nos pièces contemporaines. Toutes les conditions sociales y sont flagellées sans merci, et les hommes de guerre, les moines, les médecins, les pédans, les gens de robe et les gens de métier y figurent tour à tour avec leurs passions les plus triviales, leurs ridicules et leurs vices. Les femmes surtout sont l'objet constant des plus violens sarcasmes; les auteurs inconnus de ces vives satires ne mettent jamais en jeu les sentimens affectueux du cœur. Pour eux, comme pour la plupart des casuistes, comme pour les auteurs des *bestiaires* et des *fabliaux*, la femme est un être plein d'astuce et de malice, mobile, irréfléchi dans ses affections, impérieux dans sa faiblesse, irritable, jaloux et trompeur par instinct. Ce caractère diabolique des filles d'Ève ne se dément jamais, et il semble même que, pour les humilier plus profondément, les auteurs des *farces* s'appliquent de préférence à les montrer dans la condition la plus sérieuse de leur sexe, dans le mariage, car ce sont presque toujours des femmes mariées qui occupent la scène. *Le Conseil du Nouveau marié*, *la Farce très bonne et très joyeuse de l'Obstination des Femmes* et *la Farce du Cuvier* résument heureusement ce qu'on pourrait appeler la critique du ménage dans notre ancien théâtre.

Dans la première des pièces que nous venons de citer, — *le Conseil du nouveau marié*, — un jeune mari s'aperçoit, bien avant la fin de la lune de miel, que sa nouvelle condition est *espineuse et empeschante*, comme on disait au XVIe siècle. Pour s'éclairer sur la conduite qu'il doit tenir, il va consulter un docteur, en le priant de le renseigner sur les problèmes de la casuistique conjugale. — Que faudra-t-il faire, lui dit-il, si, comme je le crains, ma femme est jalouse? — Je ne vois à cela d'autre remède que d'être jaloux à ton tour. — Et si elle est infidèle? — Tu te persuaderas fermement qu'elle est vertueuse; tu ne la surveilleras jamais, pour ne point t'assurer de ton malheur.

Quand on te fera quelque rapport contre elle, tu n'en croiras pas un mot, et dans tous les cas, tu te consoleras en te souvenant des maximes des sages qui recommandent la résignation. — Et si elle est acariâtre et me cherche querelle? — Eh bien! tu iras te promener. — Et si elle aime le vin? — Alors tu mettras de l'eau dans tes barils. Mais de quelque façon que tu te conduises avec elle, il faut faire une ample provision de patience, car, je t'en préviens,

Tu seras homme plus martyr
Que saint Laurent qu'on fit rostir.

Le mari paie la consultation quatre écus, et s'en va en disant :

Je voy bien qu'il me faut souffrir,
Et mon corps à tourment offrir.

La Farce de l'Obstination des Femmes est le développement dialogué de ce vieux dicton : *Ce que femme veut, Dieu le veut.* La scène s'ouvre par un mari qui se lamente, comme toujours, sur les tracas du ménage. — Travaillons, dit-il, car si ma femme me trouvait à ne rien faire, elle me battrait. Voyons, je vais arranger une cage, et j'y mettrai ma pie, qui m'amusera par son babil. — La femme arrive. — Que faites-vous là? Pour quel oiseau préparez-vous cette cage? — Pour une pie; c'est un bel oiseau qui parle comme un docteur. — Eh bien! je vous dis, moi, reprend la dame, que je ne veux pas d'une pie. Vous y mettrez un coucou, et si vous me refusez, je vous bats, je vous mords et je vous quitte. — Le pauvre mari essaie en vain quelques observations. Il se désole de voir qu'un motif aussi futile excite de pareilles tempêtes; les prières et les protestations ne font qu'irriter de plus en plus son opiniâtre moitié; elle crie d'autant plus fort qu'il insiste plus vivement pour qu'elle se taise. — Je la tuerais, dit-il, qu'elle crierait encore. — Et enfin, pour rétablir la paix, il ne voit d'autre moyen que de promettre à sa femme l'oiseau qu'elle désire, en s'engageant à lui en rapporter un, lors même qu'il ne pourrait en trouver.

Dans les pièces du genre de celles dont nous venons de parler, ce sont presque toujours les maris qui, en dernière analyse, se trouvent mystifiés. Il en est cependant quelques-unes où, par exception, le dénoûment tourne contre les femmes; nous citerons comme exemple *la Farce du Cuvier*, jouée par trois personnages, Jaquinot, sa femme et sa belle-mère.

— Peste soit de l'union conjugale! dit Jaquinot en entrant en scène, car c'est là le début obligé.

Ce n'est que tempeste et orage.

Ma femme crie le matin et le soir, le jour et la nuit; mais j'en aurai raison. — Arrive la belle-mère, qui tance vertement son gendre et lui démontre que la première vertu d'un mari est l'obéissance passive. La femme, de son côté, enchérit sur cette théorie, et promet à l'avenir d'être la plus douce et la plus aimable du monde, pourvu que Jaquinot s'engage à faire toutes ses volontés.

Pour vous mieulx souvenir du faict,
Il vous convient faire ung roullet,
Et mettre tout en ung feuillet
Ce qu'elle vous commandera,

dit la belle-mère. — Je suis prêt, répond Jaquinot, parlez, je vais écrire. — Vous vous lèverez le premier, reprend la femme; la nuit, si l'enfant se réveille, vous le bercerez, le promènerez, le porterez et l'endormirez. Vous ferez le pain et la lessive, vous mettrez le pot au feu, et enfin dès aujourd'hui :

... Vous me ayderez à tordre
La lessive auprès du cuvier.

Avez-vous écrit? — C'est fait. — Eh bien! maintenant, signez et obéissez. — Jaquinot signe, et la femme, pour première épreuve, le conduit auprès de la cuve qui sert à blanchir le linge; mais le pied lui manque, et la voilà tombée dans l'eau. Or la cuve était profonde et pleine jusqu'au bord. — Jaquinot, s'écrie la belle-mère, secourez votre femme, tirez-la de ce baquet. — Cela, répond Jaquinot, n'est pas dans mon *roullet*. — Mon bon mari, dit la femme à son tour, sauvez-moi la vie, tendez-moi la main. — Cela n'est point dans mon roullet. — Et à chaque plainte, à chaque prière de sa femme, l'impassible Jaquinot oppose la même réponse, en répétant l'une après l'autre toutes les conditions qui lui ont été imposées.

LA FEMME.

Hélas! qui à moy n'attendra
La mort me viendra enlever.

JAQUINOT, lisant son roullet.

Boulenger, fournier et buer...

LA FEMME.

Tost pensez de me secourir.

JAQUINOT.

Aller, venir, trotter, courir...

Il y a là un jeu de scène qui, malgré la trivialité de la donnée première, pourrait figurer dans la bonne comédie, et qui, rehaussé par le style éclatant de Molière, ne serait point indigne de ce grand maître. Après bien des supplications, la femme demande grâce, et s'engage à faire elle-même tout ce qu'elle avait exigé de son mari. Alors Jaquinot l'aide à sortir de la cuve, et elle lui promet qu'à l'avenir elle lui permettra d'être le maître.

On le voit par les détails qu'on vient de lire, ces bonnes gens du moyen âge, qu'on a représentés tant de fois comme des Werther et des Saint-Preux, vivant, soupirant et mourant pour les *dames*, étaient loin d'être galans envers elles dans leur théâtre, et nous serions pour notre part assez disposé à croire qu'ils ne l'étaient guère plus dans la vie pratique. Le servage d'amour de la chevalerie n'est peut-être en réalité qu'une affaire tout extérieure d'étiquette, un jeu d'esprit des romanciers et des poètes. Nous nous sommes toujours défié de cette teinte rêveuse et sentimentale dont on a voulu colorer les mœurs du *bon vieux temps*, car on en rencontre difficilement les traces dans les faits positifs. Sans doute il y a eu à toutes les époques des natures d'élite ouvertes aux pures affections du cœur; mais ces sentimens ont été, nous le pensons, très rares et très exceptionnels dans notre vieille civilisation, aussi bien parmi les chevaliers que parmi les vilains. Les mœurs dans la pratique étaient généralement grossières et sensuelles : les

troubadours eux-mêmes sont les descendans directs des poètes érotiques latins dans ce qu'ils ont de plus positif, et les lettres tant vantées d'Héloïse pourraient bien n'être après tout qu'un simple jeu d'esprit, un roman fait à plaisir comme l'histoire du sire de Coucy et de la dame de Fayel. M. Guizot a dit avec raison que les hommes du vieux temps, pour échapper aux souffrances d'une société incomplète et barbare, se créaient dans les légendes pieuses un monde idéal auquel ils demandaient tout ce qui manquait à leur vie. On peut croire de même que quelques esprits délicats, pour se consoler du spectacle de la réalité, se sont créé par exception des utopies sentimentales, et que la tendresse épurée de certaines œuvres littéraires, poésies ou romans, n'est dans le passé que la légende de l'amour. Au XVIe siècle, c'est-à-dire durant la période à laquelle appartiennent la plupart des pièces qui nous occupent, le matérialisme des sens est, s'il se peut, plus grand encore que dans le cœur même du moyen âge. Brantôme, Rabelais et Montaigne sont les véritables peintres des mœurs de cette époque, et l'on sait en quels termes ils ont tous trois parlé des femmes et même du mariage. Montaigne en effet répète avec l'originalité saisissante de son style et de sa pensée ce que les auteurs des *farces* ont répété cent fois dans un langage cynique et trivial. Les casuistes sont en ce point d'accord avec les railleurs, et dans le XVIIe siècle encore Pascal lui-même, subissant l'influence de cette double tradition, déclare que *le mariage est la plus basse des conditions du christianisme*.

Quelquefois la *farce* n'est qu'un proverbe en action, comme celle du *Goutteux*, qui offre le développement de ces deux vers :

> Il n'est point de plus mauvais sourds
> Que ceux qui ne veulent ouyr.

On voit dans cette bouffonnerie un valet, auquel son maître impotent demande un médecin, aller chercher, au lieu d'un docteur, les *Chroniques de Gargantua*, et lui ramener ensuite, au lieu d'un prêtre, un marchand de chausses qui, tout aussi obstiné que lui de son *entendement*, ne se donne jamais la peine d'écouter, parle toujours et veut de force prendre mesure d'une paire de chausses au pauvre goutteux qu'il fait damner en le tirant par sa jambe malade.

Dans les compositions de ce genre, tout l'agrément de la pièce roule sur des coq-à-l'âne et des quiproquos; mais quelquefois une verve satirique impitoyable rehausse la pauvreté ou l'invraisemblance du fond, et l'intérêt se soutient par l'esprit et la malice. *La Résurrection de Jenin Landore* offre dans ce genre un curieux spécimen. Jenin Landore est trépassé depuis quelques jours, et sa femme, qui ne l'a jamais mieux aimé que depuis qu'elle l'a perdu, le pleure à chaudes larmes. « Consolez-vous, lui dit le curé, votre mari a fait une bonne fin. C'était un bien digne homme : il ne laissa jamais rien dans son verre, et mon clerc m'a même assuré que tout mort qu'il fût, pendant qu'on l'ensevelissait, il demandait encore à boire. » Tout à coup Jenin Landore paraît, et sa femme, qui semble peu satisfaite de cette visite, lui demande d'où il vient et ce qu'il veut. « Je viens du paradis, répond Landore, et si je voulais, je vous en conterais de belles. — Contez donc, dit le curé, car nous avons rarement des nouvelles de ce pays-là, quoique gens d'église. Qu'avez-vous vu? — J'ai vu saint Pierre

qui mettait à la porte les moines de Saint-François, et les anges qui bâtissaient un paradis à part pour les lansquenets et les suisses, car, si peu qu'ils eussent, ils mettaient tout au pillage. — Comment! dit le curé, on a construit un paradis nouveau? — Certainement, et l'ancien lui-même est bien changé : c'est à ne pas s'y reconnaître. On n'y reçoit plus les avocats, les sergens, les procureurs; les clercs eux-mêmes ont grand'peine à y entrer, etc. » La plaisanterie continue longtemps sur ce ton, et après s'être moqué de tout le monde et surtout de sa femme et du curé, le ressuscité leur souhaite le bonsoir en disant qu'il va se coucher, parce qu'il est un peu fatigué de la longue route qu'il vient de faire. — Personne que nous sachions n'a mentionné *la Résurrection de Jenin Landore* dans les nombreuses études qu de notre temps ont été faites sur Dante, et cependant, après avoir indiqué comme on l'a fait les antécédens de *la Divine Comédie*, il eût été curieux d'en suivre les dernières traditions à travers le déclin du moyen âge. Cette étoile que le Florentin voyait luire des profondeurs de l'abîme au seuil de la Jérusalem céleste pâlit et s'éteint dans les ténèbres du XVe siècle. Ce n'est plus l'extase, c'est le sarcasme qui introduit les conteurs et les poètes dans le monde mystérieux des peines et des récompenses. La poésie de l'infini semble tarir dans sa source; la voix criarde et narquoise des *Bazochiens* et des *Enfans Sans-Souci* domine comme une protestation cynique la voix des derniers acteurs du drame sacré, la voix de Dante lui-même. On retrouve partout, à l'époque qui nous occupe, les mêmes tendances triviales, la même irrévérence pour les traditions les plus respectables de la foi chrétienne. Ce n'est point là, comme on l'a dit souvent, de la hardiesse d'esprit, mais tout simplement de l'impiété. On emprunte aux livres saints, aux plus grands docteurs de l'église, une foule de passages pour les mêler aux facéties les plus éhontées. Nous indiquerons comme exemple *le Sermon joyeux de bien boire* et *la Farce du pardonneur*, sans les analyser toutefois, car ces deux *farces* contiennent des détails qui doivent rester comme voilés par l'obscurité du vieux texte.

Les écoliers, les pédans et les docteurs ne sont pas plus épargnés par les auteurs des *atellanes* des XVe et XVIe siècles que par Montaigne et Molière, et la *Farce de maistre Mimin*, ainsi que celle de *Pernet qui va à l'école*, nous semblent avoir fourni quelques heureuses inspirations à l'auteur du *Malade imaginaire* et du *Bourgeois gentilhomme*. Maistre Mimin, que son père Raulet a fait élever comme un fils de prince, et dont l'éducation n'a pas coûté moins de deux cents livres, maistre Mimin a fait de si bonnes études grecques et latines, qu'il a complétement oublié le français. Lorsqu'il sort du collége, son père et sa mère veulent le marier avec la fille de Raoul Machue, mais comment se comprendre quand on ne parle pas la même langue? L'un de ses professeurs, qui l'accompagne en qualité d'interprète, le présente à sa fiancée, et lui dit de faire son compliment, exactement comme Thomas Diafoirus. — *Ego oubliaverunt le français*, répond Mimin. — Grand Dieu! s'écrie la mère, que va devenir mon fils? il parle une langue qu'on n'entend pas. Autant vaudrait pour lui qu'il eût perdu la parole. — Vous le voyez, dit le professeur, j'en ai fait un si habile homme, qu'il n'y a pas dans toute l'église un clerc assez savant pour causer avec lui. — C'est justement là, reprend la mère, ce qui fait mon chagrin, et je ne vous demande qu'un

service, c'est de lui apprendre à *reparler français*. — Volontiers, mais je ne vous promets point de réussir. — Eh bien! dit alors la jeune fille, puisque je dois être sa femme, je me chargerai de son instruction; on apprend à parler aux pinsons et aux geais, je ne vois pas pourquoi on ne l'apprendrait pas aux savans. — La leçon commence; maistre Mimin fait les progrès les plus rapides; il sait bientôt assez de français pour dire en fort bons termes à sa fiancée qu'il l'adore; le mariage se conclut, et l'auteur termine en disant que les docteurs sont souvent les plus sots de la bande, et que les femmes s'entendent beaucoup mieux qu'eux à instruire les écoliers.

Dans la farce de *Folle bombance* et dans celle de *Marchandise et Métier*, le ton change complétement. Ces deux pièces, bien qu'elles gardent encore leur titre joyeux, nous font passer à un ordre d'idées tout différent. La première est une satire amère et triste du désordre et de l'imprévoyance; la seconde, un tableau fort mélancolique des misères du pauvre peuple. On voit dans l'une un gentilhomme, un marchand et un laboureur, qui ne veulent faire autre chose que de bien vivre, conduits par *Folle bombance* dans le château de *Pauvreté;* dans l'autre, *Marchandise* et *Métier*, — qui se couchent tard, se lèvent matin, travaillent toujours et se privent de tout, — sont réduits à la misère par *Peu d'acquest*, *Temps qui court* et *Grosse dépense*. L'idylle, ou, pour parler comme le XVIe siècle, la *bergerie* de *Mieux que devant* se rattache au même sujet que *Marchandise et Métier*. Seulement il ne s'agit plus des bourgeois ou des marchands, mais des paysans et des bergers, qui, au milieu des ravages incessans des guerres religieuses, étaient, s'il se peut, plus malheureux encore que les habitans des villes. Quatre personnages sont en scène : *Mieux que devant*, *Plat-Pays*, *Peuple-Pensif* et *la Bergère*. — Plat-Pays se plaint que les bergers ne chantent plus; Peuple-Pensif se demande où est Bon-Temps. — Hélas! il s'est sauvé pour échapper aux gens de guerre. Dans un dialogue à la fois plein de grâce et de simplicité, *Plat-Pays* et *Peuple-Pensif* énumèrent les maux sans nombre que leur ont fait souffrir les gendarmes. Dieu, disent-ils, prendra-t-il enfin pitié du pauvre monde. — Rassurez-vous, bonnes gens, dit la bergère, voilà *Mieux que devant* qui vous apporte d'heureuses nouvelles. Et *Mieux que devant*, prenant la parole à son tour, leur annonce que les gendarmes vont quitter bientôt le morion et la cuirasse, que leurs chevaux ne mangeront plus les blés en herbe, qu'on pourra sans crainte laisser courir les poules et les veaux, suspendre aux poutres enfumées des cuisines les jambons et les andouilles, et boire le vin qu'on aura récolté. La donnée générale de cette petite pièce est exactement la même que celle de la première églogue de Virgile; seulement Mélibée s'appelle *Plat-Pays;* au lieu de chanter leurs amours et leurs agneaux, les bergers, devenus cultivateurs, parlent de leurs fermes et de leurs récoltes, et, tout en étant moins poétiques, ils n'en sont peut-être que plus vrais.

On le voit, les auteurs des pièces dont nous venons de parler ont touché aux sujets les plus divers; ils semblent avoir pris pour devise ces mots de Pétrone : *mundus universus exercet histrioniam*, mots souvent cités, qu'une femme poète du XVIe siècle a traduits par ce vers :

Le monde universel sans fin joue une farce.

C'est en effet le monde avec tous ses personnages, femmes mariées, femmes

jalouses, femmes infidèles, maris grondeurs, maris trompés, marchands, docteurs, laboureurs, charlatans, médecins, chambrières, nourrices, qui défraient les *farces* et les *sotties*. Ce sont, comme le dit Montaigne en parlant des leçons de Socrate, « inductions et similitudes tirées des plus vulgaires et cogneues actions des hommes. » La critique des mœurs y est incisive, et dans sa trivialité même cette critique a parfois des grâces charmantes; mais une pensée triste et amère domine toujours et partout, à savoir que l'homme est sot et méchant, et qu'une pente irrésistible l'entraîne vers le mal. Sa misère, dans les *farces*, n'est pas, comme chez Pascal, une misère de grand seigneur, c'est une misère de truand, et cette donnée éclate dans les *sotties* avec plus de force et d'amertume encore. Ces compositions ne sont en réalité qu'une protestation continuelle contre la science, contre les *âneries de la sagesse humaine*, qui agit toujours sottement, et l'on y trouve la mise en action continuelle de cette maxime, que c'est la folie qui gouverne le monde. Cependant, comme dans le moyen âge chaque chose a toujours son contraire, cette même sagesse, si profondément humiliée dans les *sotties*, n'abdique pas entièrement ses droits; dans les *moralités*, elle proteste à son tour en faveur de l'homme et de sa raison, et elle le montre accessible encore aux sentiments honnêtes, au repentir et à la pratique du bien.

Comme les *farces* et les *sotties*, les *moralités* sont écrites en vers, car la poésie est la seule langue de notre vieux théâtre. La plupart des personnages sont des êtres abstraits, tels que *Jeunesse*, *Raison*, *Abus*, *Malice*, *Bon renom*, *Charité*, *Tricherie*, *Bien mondain*, *Honneur spirituel*, *Remords de conscience*, etc. Le nombre des acteurs y est extrêmement variable, et l'on trouve à la même époque des *moralités* à deux, à quatre, à dix, et même à *quarante personnages*. Malgré la bizarrerie de certains détails, il y a souvent dans les *moralités* aussi bien que dans les *farces* beaucoup d'invention, et surtout un sentiment très vif de la vie réelle. Par malheur, la forme ne répond jamais à l'idée, et l'intérêt se perd sous les obscurités du langage. Néanmoins ces compositions doivent être signalées comme un curieux sujet d'études morales à ceux qui aiment à suivre à travers les âges l'histoire des vices et des ridicules de l'espèce humaine.

Comme contraste aux compositions littéraires dont nous venons de nous occuper, le moyen âge nous offre les singuliers monumens poétiques laissés par ses confréries religieuses. Un travail récent nous apporte sur ces confréries quelques indications intéressantes : nous voulons parler de l'histoire de *la Confrérie de Notre-Dame-du-Puy-d'Amiens*, par un membre de la société des antiquaires de Picardie, M. Breuil. Tandis que les *Enfans Sans-Souci*, les *Bazochiens*, les *Cornards*, les *Enfans de la Mère Sotte* et de *l'Abbé de Maugouverne* faisaient retentir les carrefours de leurs joyeusetés burlesques, d'autres associations, qui se recrutaient généralement parmi la riche bourgeoisie et les membres du clergé et de la magistrature, s'occupaient de célébrer en vers solennels les louanges de la vierge Marie, tout en gardant encore une petite place aux inspirations mondaines. Ces associations, désignées sous le nom de *Confréries de Notre-Dame-du-Puy*, étaient fort nombreuses dans le nord de la France. Suivant quelques étymologistes, ce nom de *confrérie du Puy* se rattacherait au souvenir du culte tout particulier dont la Vierge était l'objet dans la ville du Puy en Velay; suivant d'autres, et ceux-ci, nous le

croyons, sont beaucoup plus près de la vérité, *puy* vient du mot latin *podium*, qui signifie un lieu élevé, une éminence, et par extension une estrade, un théâtre, les membres de ces sortes de confréries ayant l'habitude de se placer pour réciter leurs vers dans un endroit qui dominait les assistans. Quoi qu'il en soit de cette explication, et sans chercher à pénétrer plus avant dans le mystère des origines, nous nous bornerons à dire que la confrérie du *Puy-Notre-Dame* d'Amiens fut fondée en 1388 par les poètes de cette ville, que les statuts de cette confrérie furent renouvelés en 1451, et qu'à cette date le nombre des confrères était de vingt-deux, ce qui prouve que la poésie était au moyen âge beaucoup plus goûtée et plus populaire que de notre temps; car dans quelle ville de province aujourd'hui, fût-ce même parmi les plus importantes, pourrait-on parvenir à former une pareille réunion de rimeurs?

Chaque année, le 2 février, jour de la Purification, les confrères se réunissaient pour élire un maître. L'élection terminée, le maître sortant de charge donnait un grand dîner, *appointé à gracieuse et courtoise despense*, pendant lequel on jouait un *jeu de mystère*. Après la représentation, les poètes qui avaient fait une pièce de vers en l'honneur de la Vierge remettaient au maître leurs ballades ou leurs *chants royaux*, et les juges du concours, choisis parmi les anciens maîtres et les personnes les plus habiles en gaie science, se réunissaient en comité secret pour examiner les compositions des concurrens et adjuger le prix à la plus méritante. Le lendemain, 3 février, on s'assemblait de nouveau pour entendre *la messe des trépassés*, car le moyen âge n'oubliait jamais les morts, et à l'issue de la messe on proclamait le nom du poète qui avait remporté le prix, lequel consistait en une couronne d'argent. Des concours poétiques avaient également lieu aux fêtes de l'Annonciation, de l'Assomption, de la Nativité, de la Conception, de Noël et de la Toussaint. La peinture comme la poésie avait sa place dans ces solennités. Chaque année, la confrérie faisait exécuter un tableau dont le sujet était une allégorie mystique en l'honneur de la Vierge. Ces tableaux, à dater des premières années du XVIe siècle, furent suspendus aux piliers de la nef de la cathédrale d'Amiens, et quelques-uns d'entre eux ont pu justement être regardés comme des œuvres d'art d'un grand mérite.

Après avoir exposé en détail l'organisation de la confrérie de Notre-Dame-du-Puy, et comparé l'histoire de cette association littéraire et mystique avec celle des *palinods* de Rouen, des chambres de rhétorique de la Flandre et des confréries du même genre qui existaient sur d'autres points de la Picardie, M. Breuil cite d'après des manuscrits contemporains divers spécimens de la poésie des confrères, *ballades* ou *chants royaux*. Il suffira, pour en faire apprécier la valeur, de citer la strophe suivante, empruntée à l'une des meilleures de ces pièces, composée en 1602 par M. Pierre de Sacy; le poète célèbre la naissance du Sauveur :

Phébé neuf fois avoit sa pleine face
Fardé des rays de l'astre hespérieux,
Quand du saint clos de cette humble terrasse
Naquit ça bas le Verbe glorieux.
Je te salue, du Père ô vive image,
Fils éternel, Dieu de Dieu, sans partage,
Phare divin, flambeau guide-raison;

Or que tu nais dessus notre horizon,
Je veux mon luth monter d'une nuance
Pour haut sonner cette sainte chanson,
Terre d'où prit la vérité naissance.

Le dernier vers revient à chaque strophe, et souvent les auteurs enchâssaient, à l'aide d'un jeu de mots, leur nom dans ce refrain; ainsi Gabriel Briet prenait pour ritournelle de son chant royal en l'honneur de la Vierge :

Belle à *l'abri, et* partout toute belle,

tandis que M. des Amourettes finissait chaque strophe par ce vers :

Vierge, aux humains la porte *d'amour estes.*

On aurait tort du reste de se montrer sévère pour ces sortes de compositions; les bonnes gens dont elles charmaient les loisirs en faisaient avant tout une affaire de piété. La ballade ou le chant royal n'était pour eux qu'une forme harmonieuse de la prière, et le titre de confrère leur était plus glorieux encore que le titre de poète.

Les détails qu'on vient de lire confirment pleinement, nous le pensons, ce que nous avons dit sur les deux grandes écoles littéraires qui se partagent le moyen âge. Les questions de forme et de goût, qui semblent dominer aux grandes époques de civilisation, n'occupent dans le passé qu'une place tout à fait secondaire; les vieux écrivains ne s'inquiètent que de l'idée, et ils n'ont pour ainsi dire que deux sources d'inspiration : le sarcasme ou la piété. Ils ne s'adressent point à telle ou telle classe de la société, aux lettrés et aux savans plutôt qu'aux bourgeois et aux gens de métier; ils s'adressent à tout le monde et sont compris de tous, parce que l'art pour eux n'est qu'une étude en quelque sorte toute matérielle de la vie de chacun. Dans les théâtres, ils reproduisent sous la forme la plus vulgaire, mais avec une incontestable puissance d'observation, les scènes qui se passent sous leurs yeux, et dans les confréries ils se bornent à paraphraser les prières que les fidèles répètent chaque jour. C'est là précisément ce qui fait, au point de vue historique, l'incontestable valeur de cette littérature, car elle offre, par les documens contemporains eux-mêmes, le tableau des mœurs et des idées. CH. LOUANDRE.

LES CHANTS DE LA VIE, cycle choral, par M. G. Kastner (1). — La musique chorale, particulièrement le chant en chœur pour voix d'hommes, a pris depuis longtemps en Allemagne une extension considérable. Aujourd'hui, grâce au créateur de l'Orphéon, Wilhem, et de ses continuateurs, cette forme de l'art musical tend à s'acclimater en France, et tous ceux qui s'intéressent à la moralisation des classes populaires doivent souhaiter que l'impulsion donnée par Wilhem se continue. Le livre de M. Kastner doit être compté parmi les publications les plus propres à favoriser ce mouvement. L'auteur a voulu d'une part démontrer par de nombreux exemples l'influence bienfaisante que peut exercer le chant choral, de l'autre il a posé les principes de ce chant, que l'on trouve en même temps appliqués dans une suite de compositions musicales. L'histoire des sociétés de chanteurs au-delà du Rhin

(1) Un volume in-4°, chez Brandus.

forme une des parties les plus curieuses de l'ouvrage de M. Kastner. C'est à Luther qu'il faut remonter pour saisir dans son premier épanouissement le chant choral. Appelée d'abord à traduire et à propager l'enthousiasme religieux, la création de Luther pénètre bientôt dans le monde profane, et s'identifie sans peine avec toutes les naïves émotions de la vie allemande. Dès 1673, on trouve une société de chanteurs régulièrement constituée à Greiffenberg en Poméranie. Des bourgeois, des nobles, rapprochés par l'amour de la musique, composent et exécutent des chœurs sous la direction d'un jeune étudiant en théologie, Benedict Lisiccus. Telle est l'origine des *Liedertafeln*, que l'on comptera plus tard par milliers dans tous les pays germaniques. Un hasard singulier voulut que l'œuvre d'initiation musicale commencée par Luther trouvât, à la fin du dernier siècle, un glorieux continuateur dans Goethe, secondé par le célèbre musicien Zelter. On sait quelle étroite liaison unit Zelter et Goethe, une correspondance précieuse nous l'atteste. Plusieurs lettres de cette correspondance montrent l'habile directeur de l'académie de chant de Berlin intéressant le poète de Weimar aux exercices de sa *Liedertafel*, obtenant même de lui des conseils et des *Lieder* restés populaires dans l'Allemagne du nord. L'impulsion donnée alors par Berlin fut décisive, et, à partir des premières années de ce siècle, les institutions chorales se multiplièrent rapidement au-delà du Rhin. Aujourd'hui, les sociétés allemandes de chant pour voix d'hommes étendent leur influence jusque dans les campagnes, et toutes les armées de la confédération germanique ont leurs associations de chanteurs. Toute une branche des plus curieuses de la musique allemande correspond au développement du chant choral.

La France est restée bien en arrière de l'Allemagne dans cette voie d'expansion pour la musique vocale. Cependant la création de l'Orphéon à Paris a donné parmi nous à cette forme de l'art une impulsion féconde. La plupart de nos grandes villes ont maintenant leurs sociétés, leurs institutions lyriques, qui rivalisent avec celle de Paris. Il reste à développer chez nous la musique même dans la forme qui convient le mieux au chant choral, c'est-à-dire ces compositions spéciales qui, sous le nom de *Lieder*, tiennent une si grande place dans la vie populaire en Allemagne. L'avantage reste sous ce rapport à nos voisins, mais là encore nous commençons à lutter avec eux. M. Kastner a donné un utile exemple à nos compositeurs en faisant suivre ses études sur les associations chorales de plusieurs chants écrits en vue des solennités diverses où ces associations ont à figurer. Il a posé aussi, nous l'avons dit, dans une suite de chapitres clairs et substantiels, les vrais principes du chant en chœur pour voix d'hommes. On doit espérer que de telles publications porteront leurs fruits et seconderont les efforts des sociétés chorales, auxquelles a manqué jusqu'à ce jour moins le zèle et l'enthousiasme qu'une ferme direction. L'exemple de l'heureuse influence morale qu'exercent ces sociétés dans les pays du Nord est bien fait pour encourager la France à marcher dans la même voie.

V. DE MARS.

LES

ALLEMANDS EN RUSSIE

ET LES

RUSSES EN ALLEMAGNE

I. *Deutsch-russische Wechselwirkungen, oder die Deutschen in Russland und die Russen in Deutschland*, von Wilhelm Stricker; Leipzig 1849. — II. *Russland und die Gegenwart*, 2 vol.; Leipzig 1851. III. *Die Aufgabe Preussens*, von Wolfgang Menzel; Stuttgart 1854. — *Deutsche Antwort an die Orientalische Frage*, Heidelberg 1854. — V. *Die Ost-Europæische Gefahr*, Trèves 1854. — VI. *Russland und das Germanenthum*, von Bruno Bauer; Charlottenburg 1853.

Le 24 mai et le 20 juillet 1854 resteront des dates mémorables dans l'histoire de l'Allemagne. Le 24 mai, les représentans de l'Autriche et de la Prusse ont fait connaître à la diète de Francfort la conduite tenue par les deux grandes puissances allemandes dans la question d'Orient, et ils ont engagé tous les états confédérés à soutenir cette politique; le 20 juillet, après avoir repoussé avec force les essais d'une politique particulière tentés à la conférence de Bamberg, ils ont sommé la diète de mettre fin à ces votes de détail et de se déclarer par une mesure d'ensemble. On sait quel intérêt s'attache aux décisions des cabinets de Vienne et de Berlin dans la crise où est engagée l'indépendance de l'Europe; ce n'est ni l'Autriche ni la Prusse sans doute qui tiennent en leurs mains le salut de la civilisation, car cette grande cause, défendue par la France et l'Angleterre, n'est pas de celles qui peuvent périr; comment nier cependant que la coopération de l'Allemagne ne doive simplifier immédiatement la lutte et épargner à l'humanité des sacrifices cruels? Un éloquent publiciste a raconté ici même la conduite de l'Autriche au

milieu de ces conjonctures terribles; il a mis en pleine lumière la sagacité, la délicatesse de conscience, enfin la résolution virile avec laquelle le jeune empereur François-Joseph a su concilier à la fois et ses devoirs de reconnaissance vis-à-vis de la Russie et ses devoirs plus impérieux envers son peuple, envers l'Allemagne entière, envers toute la civilisation européenne (1). Je ne viens pas répéter ce qui a été si bien dit; il y a mille aspects divers, il y a mille intérêts particuliers dans cette crise immense, et ce n'est pas le succès de notre diplomatie ou de nos armes, c'est l'indépendance des nations allemandes qui m'occupe aujourd'hui. L'alliance de la confédération germanique avec les puissances maritimes marquera une phase nouvelle, a-t-on dit, dans la question d'Orient; je veux montrer qu'elle ouvrira surtout une phase nouvelle dans l'histoire politique de l'Allemagne, je veux prouver qu'elle soustraira enfin une grande nation à un joug trop patiemment subi.

Il y a un point qui m'a toujours frappé chez les maîtres de la science historique en Allemagne. C'est à eux qu'appartient l'honneur d'avoir signalé avec précision, avec cordialité, l'union des races germanique et romane et la part qu'elles ont prise en commun à l'œuvre de la civilisation moderne; d'où vient qu'ils aient obstinément fermé les yeux aux menées souterraines ou aux éclatantes entreprises de l'invasion moscovite? M. Léopold Ranke a contribué plus que personne à mettre en évidence la fraternité de ces races primitivement ennemies, races du nord et races du sud, nations germaniques et nations néo-latines; il les montre toujours divisées en apparence et toujours unies au fond par les mêmes intérêts, séparées par la guerre et les passions, et travaillant sans relâche à une même œuvre, en sorte que leurs guerres ne semblent autre chose que des guerres intestines, et que de l'antagonisme de ces forces résulte une harmonieuse unité. Cette unité, c'est le merveilleux faisceau des nations occidentales de l'Europe, c'est ce monde libéral et chrétien qui a repoussé avec Charles-Martel l'invasion des Arabes, qui a dompté et transformé avec Charlemagne les dernières hordes germaines, qui a défié chevaleresquement l'islamisme dans le glorieux mouvement des croisades, qui a arrêté et circonscrit l'invasion ottomane pendant une lutte de deux siècles, et qui, assuré désormais de son indépendance, a fondé chez lui cette monarchie tempérée, inconnue à la société orientale comme à l'antiquité païenne, et produit, sous l'égide de la religion la plus spiritualiste qui fut jamais, une civilisation agrandie sans cesse par tous les miracles de la pensée.

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er juin 1854, *l'Autriche dans la question d'Orient*, par M. Eugène Forcade.

Tandis que les nations germaniques et romanes accomplissaient ces grandes choses, une autre race, établie dans la partie orientale de l'Europe, s'abstenait de prendre part aux luttes sanglantes ou aux conquêtes morales de nos pères. Une seule fois, au XIIIe et au XIVe siècle, lors de cette irruption des Mongols qui causait de si vives terreurs à la mère de saint Louis, elle rendit quelques services à l'Europe, mais elle avait une existence trop indécise encore pour entrer avec réflexion dans la communauté des peuples occidentaux, et c'est seulement en se défendant elle-même qu'elle protégea la civilisation menacée. Il est trop évident qu'il n'y a pas de comparaison possible entre les Russes du XIIIe siècle et les Francs de Charlemagne. Européenne par sa position géographique, cette race ne manifesta aucune des qualités viriles qui donnent aux peuples modernes une physionomie si distincte; c'était un peuple du nord de l'Asie, avec toute la barbarie de l'Asie et du Nord. Bien loin qu'elle ait pris une part féconde aux travaux de la civilisation, on peut dire que le développement de cette race nouvelle, à mesure qu'elle a grandi, a été comme une dernière invasion de barbares, non pas une invasion naïvement brutale à la façon des hordes germaniques du Ve siècle, mais une invasion d'autant plus redoutable qu'elle faisait des emprunts aux pays civilisés, et que, dissimulant ses desseins avec adresse, elle mettait sans cesse l'astuce au service de la violence.

C'est depuis un siècle et demi que cette invasion d'un nouveau genre menace la société germanique et romane. Étrange spectacle! il y a huit peuples, — quatre peuples germaniques, les Allemands, les Anglais, les Hollandais, les Scandinaves, et quatre peuples néolatins, les Français, les Italiens, les Espagnols, les Portugais, — qui ont formé par un travail de dix siècles ce merveilleux ouvrage qu'on appelle la civilisation occidentale; or au commencement du XVIIe siècle la Russie, arrachée à ces longues ténèbres par le génie d'un homme supérieur, entre tout à coup au sein de ce monde qui s'est constitué sans elle, et bientôt elle a l'ambition d'y régner en maîtresse. Elle arrive dans cette libre société romano-germanique avec ses principes d'autocratie politique et religieuse; c'est le même antagonisme que produisait l'invasion arabe du VIIIe siècle ou l'invasion ottomane du XVe, c'est l'introduction en Europe de ce vieil esprit oriental contre lequel toute l'histoire de l'Occident est une protestation triomphante. D'où vient donc, encore une fois, que les peintres les plus dévoués de la société germanique et romane n'aient jamais signalé avec effroi les progrès de l'invasion russe?

Lorsque M. Ranke résume en ses pages éloquentes le tableau de la civilisation, il jette à peine un coup d'œil sur la Russie et se contente de marquer la distance qui la sépare de nous : « L'Amérique, s'écrie-

t-il, est comme un prolongement de l'Europe occidentale, et nous sommes plus près en vérité de New-York ou de Lima que de Kiev ou de Smolensk. » M. Schlosser compose une savante histoire du XVIIIe siècle, et dans cette histoire, tracée avec toute la mordante âpreté d'un libéralisme grondeur, il rencontre à chaque pas les armes et la diplomatie des tsars; croyez-vous qu'il montrera l'envahissement continu de la Russie dans les affaires de l'Allemagne? Tout ce qui concerne les Russes est l'objet de son étude attentive, ce seul point excepté. Enfin tout récemment, dans son *Introduction à l'histoire du dix-neuvième siècle*, M. Gervinus apprécie la part de chacun des peuples occidentaux à l'œuvre de la société européenne, et il indique la marche qu'il faut suivre, à son avis, pour assurer le triomphe de la liberté et du droit; combien de périls à éviter! combien de mauvaises influences à combattre! M. Gervinus les signale avec verve et n'oublie que la Russie. Est-ce aveuglement? est-ce dédain? est-ce confiance dans cet esprit germanique dont la mission providentielle, plus d'un écrivain enthousiaste l'a souvent proclamé, est d'absorber peu à peu les peuples de l'Europe orientale? Je sais bien que cette confiance a longtemps dominé les rapports de l'Allemagne avec les nations slaves, mais il paraît difficile qu'un tel dédain soit de mise à l'heure qu'il est; — déclarons-le nettement, c'est surtout rancune contre la France. Exposés les premiers aux coups de l'ennemi, enveloppés, enlacés à leurs frontières, et même, il faut bien le dire, secrètement envahis chez eux par une diplomatie persévérante, les Allemands sont de tous les peuples de l'Europe celui qui s'aperçoit le moins des mines et des contremines que la Russie a établies déjà au cœur de ses provinces. Pour les empêcher de voir le péril qui grandit sur les bords de la Baltique et du Danube, on leur a persuadé que le grand péril était de l'autre côté du Rhin; pour qu'ils n'eussent pas le loisir de songer aux intérêts présens, on a entretenu avec soin chez ces imaginations débonnaires des haines et des rancunes surannées. Écoutez comme ils réclament l'Alsace et la Lorraine, françaises depuis des siècles par le cœur et l'esprit, tandis que la Livonie, l'Esthonie, la Courlande, toujours allemandes par le langage, par les traditions, par la culture intellectuelle et morale, n'excitent en leurs âmes ni sympathies ni regrets! Voyez comme ils sont défians pour tout ce qui leur vient du peuple de 89! Et pendant ce temps-là la propagande russe va s'accroissant toujours : ce sont des princesses russes qui portent l'esprit de leur pays dans toutes les cours de l'Allemagne; ce sont des officiers autrichiens ou prussiens qui reçoivent des titres, souvent même des gratifications du tsar; c'est un parti moscovite qui s'organise dans chaque ville; c'est une police infatigable, prise en haut, en bas, au milieu de la

société, qui a la double mission de transformer l'Allemagne et d'avertir l'autorité russe; ce sont enfin des journaux considérables, de graves organes de l'opinion, imprimés en Autriche, en Prusse, en Bavière, sur les bords du Rhin, et dont l'inspiration vient chaque matin de Saint-Pétersbourg. Toutes les fois que l'Allemagne ouvre les yeux, elle en pousse un cri d'indignation; mais le plus souvent, hélas! le fantôme de 1813 est là, obsédant son esprit depuis un tiers de siècle, et cette préoccupation irritante du passé lui cache le présent et l'avenir.

Voici pourtant plusieurs livres récemment publiés qui dénoncent avec assez de résolution et de netteté ces rapports de la Russie et de l'Allemagne. Au moment où l'Autriche et la Prusse avec elle se décident enfin à arrêter la marche des Russes vers les Balkans, ce réveil de l'opinion mérite d'être signalé avec intérêt. Ici un médecin connu par d'utiles travaux de statistique et d'histoire contemporaine, M. Wilhelm Stricker, étudie les relations de l'Allemagne et de la Russie depuis huit siècles et les influences si diverses qu'elles ont exercées l'une sur l'autre; là, un écrivain qui ne dit pas son nom publie sous ce titre : *la Russie et le temps présent*, un livre plein de faits, plein de recherches curieuses et aussi impartialement pensé que noblement écrit. M. Wolfgang Menzel, si célèbre naguère par sa haine de la France, a fini par comprendre de quel côté était le véritable ennemi des nations germaniques, et il adresse un éloquent appel à la Prusse pour lui marquer sa place parmi les puissances libérales. D'autres publicistes, en des brochures vraiment patriotiques, celui-ci donnant une *réponse allemande à la question d'Orient*, celui-là signalant avec chaleur *le danger de l'Europe orientale*, mêlent leur voix à ce concert de sentimens généreux qui coïncide si bien avec les dernières résolutions de l'Autriche. Et si tant de nobles écrits ne suffisent pas à éclairer la conscience de l'Allemagne, écoutez un des chefs de la jeune école hégélienne. M. Stirner, il y a quelques années, poussait un cri de joie sinistre en songeant à la mort prochaine de l'Allemagne; aujourd'hui M. Bruno Bauer, dans un livre qu'il intitule *l'Esprit allemand et l'Esprit russe*, appelle et prophétise le nivellement de l'Europe entière sous le joug moscovite, préparation nécessaire, s'écrie le démagogue, au triomphe définitif du socialisme athée. Tous ces ouvrages, il est vrai (je ne parle plus de M. Bruno Bauer), ne répondent pas encore à ce que nous demandions tout à l'heure; nous n'y trouvons que par fragmens ce tableau des relations de l'Allemagne et de la Russie, dont l'étude servirait si bien à dessiller les yeux de nos voisins. Le travail de M. Wilhelm Stricker, spécialement consacré à ce sujet, promet beaucoup plus qu'il ne donne. Réunissons toutefois ces documens épars, complétons

ce qui leur manque, et en attendant qu'un des maîtres de la science germanique, en attendant qu'un Léopold Ranke, un Schlosser, un Dahlmann, un Gervinus veuille bien consacrer son talent et ses veilles au débrouillement de cette confuse histoire, essayons de tracer, dans une rapide esquisse, ce que nous n'avons pas craint d'appeler l'invasion moscovite au sein de l'Allemagne.

I.

LES ALLEMANDS EN RUSSIE.

I.

Les rapports de l'Allemagne et de la Russie datent des premiers temps du moyen âge. Les tribus qui devaient former plus tard la nation russe n'avaient encore qu'une physionomie incertaine; quelques milliers d'hommes se groupaient autour d'un chef et luttaient péniblement contre les peuplades voisines; c'est alors que les Germains du nord pénétrèrent chez ces sauvages, comme les *squatters* des États-Unis chez les Indiens de l'Amérique. Si l'on remonte aux jours lointains où commence à se débrouiller le peuple russe, on voit que les premiers élémens de culture morale lui vinrent des nations allemandes. Bien avant que les Grecs du Bas-Empire leur eussent porté cette civilisation corrompue qui se mêla de bonne heure, surtout dans les colonies du Dniéper et de la Mer-Noire, à une barbarie grossière, les Allemands y avaient porté l'exemple du travail et les mâles vertus de leur pays. Il n'est pas nécessaire de remarquer, comme nos voisins le font souvent avec un singulier orgueil de race, que les Goths, dès le IIe siècle de notre ère, étaient les maîtres dans le pays des Russes, tandis que ceux-ci inquiétaient par de continuels brigandages la civilisation de l'Asie Mineure. Un fait plus significatif, puisqu'il semble bien prouvé aujourd'hui, c'est que vers le temps où se constituent tous les peuples modernes, dans la seconde moitié du IXe siècle, les fondateurs de la première dynastie des grands-ducs n'étaient pas de sang moscovite. On a répété longtemps, sur la foi des historiens nationaux, que les deux frères Rurik étaient des princes varègues; on sait aujourd'hui, d'après des recherches plus précises, que ces Varègues étaient de hardis aventuriers normands ou frisons, et que la race germanique a le droit de les revendiquer.

C'est donc l'Allemagne qui, instinctivement d'abord et bientôt avec un plan réfléchi et une généreuse ambition, entra dans la Russie pour la civiliser. En 1158, des marchands de Brême, faisant voile vers la Suède, sont jetés sur les côtes de la Livonie; ils s'y arrêtent, y construisent une ville qu'ils appellent Riga et établissent des rela-

tions de commerce avec les indigènes au nom de la ligue hanséatique. L'église vient en aide à ces pacifiques conquérans; les héritiers de ces moines irlandais qui, cinq siècles auparavant, avaient porté le christianisme aux Germains, accompagnent les marchands de la hanse chez ces peuplades sauvages. Le premier ecclésiastique de la colonie, un moine augustin nommé Meinhard, élève une église et un couvent et commence la conversion des Livoniens. Dès que ces faits sont connus, l'évêché de Livonie, établi aussitôt par le pape Alexandre III, est confié au courageux moine, et le troisième évêque, Albrecht, institue en 1201, à l'imitation des johannites et des templiers, l'ordre des chevaliers du Christ ou des chevaliers porte-glaives pour la conquête de la Livonie. A la mort d'Albrecht, l'administration du pays passe de l'évêque de Riga aux chefs des chevaliers du Christ. Malgré de longues dissensions intestines entre l'évêque et les chevaliers, le gouvernement de l'ordre fut glorieux, et la Livonie fut bientôt soumise tout entière avec une partie de l'Esthonie et de la Courlande. Pendant deux siècles de lutte contre la Russie, les chevaliers eurent à essuyer parfois de sanglantes défaites, mais ils restèrent toujours maîtres de la ville de Riga ainsi que des pays qu'elle commande, et même dans la terrible insurrection des paysans lettes et esthoniens au XVe siècle, insurrection provoquée et soutenue par les Russes, aucune des forteresses élevées par les Allemands en Livonie ne courut de sérieux dangers. L'époque brillante de l'ordre, c'est le règne de Walther de Plettenberg qui gouverna le pays de 1493 à 1535. Les provinces baltiques formaient alors comme un petit royaume. Walther eut l'ambition de fonder une dynastie : il ne réussit qu'à se faire nommer prince de l'empire d'Allemagne; mais il était maître en réalité d'un état prospère et puissant, et quand le protestantisme vint recueillir en Livonie et en Courlande l'héritage glorieux des catholiques, l'Allemagne semblait dignement représentée à ces avant-postes de la civilisation contre la barbarie. Malheureusement, tandis que les Russes tenaient toujours les yeux fixés sur la Livonie, l'Esthonie et la Courlande, les Allemands avaient à se défendre contre l'ambition des princes scandinaves. Le XVIe et le XVIIe siècle sont remplis par des guerres sans fin où la Pologne, le Danemark et la Suède se disputent comme une proie ces provinces baltiques, fécondées par le sang et les sueurs de l'Allemagne. Si les successeurs de Walther de Plettenberg demandent du secours à la mère-patrie, l'empereur leur fait répondre de se mettre sous la protection des Russes. Il y avait longtemps que la Livonie était passée des ducs allemands aux rois de Danemark, et des rois de Danemark aux rois de Suède, lorsque Pierre le Grand, après la victoire de Pultava, en fit une province de son empire.

L'histoire de la Livonie nous offre, en un tableau restreint, l'histoire même des relations de l'Allemagne avec l'empire des tsars. Les Allemands s'avancent avec intrépidité dans ces contrées incultes, ils y portent la religion, les lumières, le commerce, tous les élémens d'une civilisation meilleure : ils se flattent de soumettre à l'influence germanique ces races, disent-ils, moins nobles et moins heureusement douées; mais bientôt cet esprit d'une propagande civilisatrice va s'éteignant de siècle en siècle, des pensées égoïstes succèdent aux ambitions généreuses, la politique indécise de l'Allemagne contribue elle-même à ce résultat par un lâche abandon de ses enfans, et ces hardis pionniers qui devaient conquérir la Russie à la patrie allemande finissent par courber la tête sans trop de peine sous le joug des Moscovites.

Cette mission que s'étaient donnée pendant plusieurs siècles les chevaliers porte-glaives, une armée de négocians intrépides la poursuivit aussi vers le même temps dans des proportions plus grandes encore et jusqu'en des contrées plus lointaines. Rien de plus curieux que les rapports de la ligue hanséatique avec les peuplades de la Russie. On ne sait pas exactement à quelle époque cette libre et puissante association pénétra dans les provinces moscovites; ce qui est certain, c'est que dès le XIIe siècle elle avait des comptoirs, ou, comme on disait, des *factoreries,* bien au-delà de la Livonie et de la Courlande. Établis à Pezlov, à Novogorod, et de là enlaçant dans le réseau de leur activité un grand nombre de villes russes, les marchands hanséatiques semblaient camper au milieu de ces barbares comme une expédition conquérante. Ce n'était pas assez d'installer leur commerce dans le pays, il fallait se défendre sans cesse contre la brutalité ou la ruse. Les règlemens de la ligue, dans ces postes périlleux, avaient tout à la fois quelque chose de militaire et de monacal. Chaque soir, les églises, les comptoirs, les fabriques, devaient être fermés à une heure fixe. De sévères amendes, la prison, souvent même la peine de mort, étaient prononcées contre les délinquans par un tribunal inflexible. L'hôtel de la hanse, espèce d'entrepôt et de maison commune, avec une église construite souvent dans l'intérieur de l'enceinte, était gouvernée comme une forteresse. Les acheteurs russes n'y pouvaient entrer que le jour, et dès le coucher du soleil d'énormes chiens lâchés dans les cours aidaient les sentinelles à faire bonne garde. Le pouvoir de la ligue était immense. Si elle avait réussi à dominer les pays scandinaves malgré la concurrence de la Hollande et de l'Angleterre, il lui était facile de faire la loi sur ces marchés lointains où elle ne trouvait pas de rivaux. Quand les villes russes refusaient aux marchands hanséatiques les priviléges qu'ils réclamaient, le conseil de la ligue déclarait villes et provinces en in-

terdit; il était défendu à tous les agens de la communauté de rien vendre aux Moscovites. Grâce à cette politique hautaine et à cette vigilance de toutes les heures, la ligue hanséatique avait transformé déjà une partie de la Russie occidentale. Novogorod la grande, l'une des plus vieilles cités russes et la plus considérable qu'il y eût alors, n'était pas seulement le centre de ses opérations; elle était devenue, sous l'influence des marchands de Brême et de Lubeck, une sorte d'état libre pareil à certaines communes d'Allemagne et de France. Surtout comment ne pas se rappeler ici les villes italiennes du moyen âge? Quand les grands-ducs de Russie, en ces lointaines années, quittèrent la résidence de Kiev pour s'établir à Novogorod, ils n'étaient en réalité que des *capitani del popolo* au milieu d'une république de marchands. Cette situation singulière se prolongea jusqu'à la fin du xve siècle. C'était le moment où Ivan le Terrible rassemblait énergiquement toutes les forces de la Russie afin de l'affranchir du joug des Tartares; il résolut d'enlever à Novogorod son existence indépendante, et bientôt en effet, après avoir paru disposé d'abord à laisser aux habitans leurs anciennes franchises, rappelé dans la ville par les dissensions intestines qui la troublaient, il profita de la circonstance pour achever sa conquête. Les vieilles mœurs cependant conservaient toujours beaucoup de force; les anciens maîtres du pays, ces boyards à demi civilisés et ces chefs hanséatiques si fiers de leurs trésors et de leurs priviléges, n'avaient pas perdu tout leur prestige. Ivan fit transporter les principaux citoyens, négocians ou boyards, sur les points les plus éloignés de son empire, tandis que des marchands de Moscou et des boyards plus dociles venaient prendre à Novogorod la place des exilés. C'est là, comme on sait, un procédé de la politique russe qui ne se trouve pas seulement dans les sombres annales d'Ivan le Terrible. Une si cruelle atteinte au pouvoir de la ligue ne suffisait pas encore à Ivan; cette influence libérale était debout à ses portes, il la poursuivit avec rage au sein même de la Livonie. Des Russes de Riga et de Revel ayant été condamnés à mort, selon l'usage allemand du moyen âge, pour de hideuses débauches contre nature, le tsar vit là une occasion toute naturelle d'accomplir son dessein. Il somma le chef de l'ordre de lui livrer les magistrats, n'attendant qu'un refus pour envahir le pays. La fière attitude des Livoniens le fit reculer. « Les criminels ont été justement châtiés, lui fut-il répondu, et si le tsar faisait chez nous ce qu'ils ont fait, le tsar serait traité comme eux. » Irrité de ne pouvoir frapper ses ennemis à Riga, le tsar avait la ressource de se venger sur les Allemands de Novogorod. Il ne se priva pas de ce plaisir. Tous les agens de la ligue qui n'avaient pas eu le temps de prendre la fuite furent jetés dans les cachots; la vieille cloche de bronze, symbole de la liberté com-

munale, fut transportée à Moscou, et les marchandises, les richesses, les papiers de cette grande factorerie de Novogorod, qui avait joué un rôle si considérable dans l'histoire de Russie, devinrent la proie du despote.

II.

Le gouvernement des chevaliers porte-glaives et les expéditions de la ligue hanséatique sont les épisodes les plus brillans de cette histoire des Allemands en Russie. Ici du moins les hommes ont une mission virile; ils agissent, ils luttent, ils souffrent pour des intérêts généraux. Soit qu'ils soumettent les provinces baltiques, soit qu'ils deviennent par le commerce les instituteurs des barbares, ils sont les ouvriers de la civilisation, et l'Allemagne peut citer avec orgueil ce fragment de ses annales. Combien ce tableau va changer! Si nous cherchons après le XVIe siècle ce que font les Allemands chez les Russes, nous ne rencontrons plus que des efforts isolés, des incidens bizarres et sans portée sérieuse, ou bien, spectacle plus triste encore, ce sont des aventuriers égoïstes qui, sans souci de la patrie qu'ils ont quittée, sans souci d'un rôle utile à remplir et d'une action féconde à exercer, vont se jeter éperdûment dans les intrigues de cour et semblent augmenter à plaisir la barbarie voluptueuse et cruelle dont ils savent bien qu'ils tireront avantage.

On répète toujours que Pierre le Grand conçut le premier la pensée de transformer son empire avec l'aide des savans étrangers : c'est ce puissant génie, sans aucun doute, qui mit la Russie en communication directe avec les états européens et lui traça une route et un but; mais un siècle avant lui des savans, des théologiens, des médecins, des architectes, des ingénieurs d'Allemagne, tantôt attirés par les tsars, tantôt séduits par de vagues espérances, étaient allés chercher fortune chez les Russes. A l'époque où le tsar Pierre ne s'était pas encore bâti sa capitale au bord de la Néva, Novogorod et Moscou avaient été tour à tour la résidence des souverains, et toutes les deux comptaient une nombreuse population allemande. Au XVIe et au XVIIe siècle, il y avait à Moscou plusieurs milliers de calvinistes et de luthériens. Le célèbre voyageur allemand Adam Oléarius, qui visita Moscou en 1634 et en 1639 avec l'ambassade du duc de Holstein-Gottorp, donne là dessus de très curieux détails. Toutes les professions qui exigeaient quelque science, tout ce qui supposait de l'art et de l'industrie, c'était le domaine exclusif des Allemands. Le médecin du tsar était un docteur de Thuringe, nommé Hartmann Grammann. Ces médecins étaient en général très largement rétribués, mais le danger était proportionné au gain, car selon l'usage de cer-

tains peuples orientaux, le médecin en Russie était responsable du résultat de ses soins. M. Wilhelm Stricker rapporte la singulière histoire d'un pauvre étudiant de l'Allemagne du nord à qui le tsar Boris Godunof avait conféré lui-même la dignité doctorale. Le médecin de Boris Godunof lui demandait l'autorisation d'aller passer quelque temps dans une université allemande pour y obtenir son diplôme; le tsar se fit expliquer ce que c'était qu'un diplôme de docteur, et aussitôt il écrivit de sa main, en l'honneur de l'homme qui l'avait guéri de la goutte, toute une magnifique pancarte deux fois grande comme les parchemins universitaires. Le consciencieux Allemand dut se contenter de ce titre. Cela n'empêcha pas que, la goutte étant revenue, le docteur impérial ne fût exposé à de cruelles disgrâces. On voyait aussi beaucoup d'Allemands dans les emplois de la cour; c'étaient des interprètes, des ingénieurs et des officiers, ces derniers attachés presque tous à la religion grecque. La garde allemande du château impérial rendait souvent de grands services; en 1647, une émeute provoquée par les exactions de Morosof, beau-frère du tsar Alexis Michelovitch, éclata à Moscou; le palais de Morosof était livré au pillage, le chancelier de l'empire, Nasari, venait de périr égorgé, et déjà, enveloppés par l'insurrection victorieuse, les gardes russes du palais avaient abandonné leur poste; si les Allemands n'eussent couvert le tsar de leurs corps, c'en était fait de sa vie.

Ainsi, dès le XVe et le XVIe siècle, Moscou était un refuge ouvert, non seulement à ces étrangers plus savans ou plus industrieux qui pouvaient servir la politique des tsars, mais aussi à tous les aventuriers audacieux qu'attirait l'espérance au sein d'un peuple inculte et d'un gouvernement d'intrigue. L'Allemagne surtout en fournira de singuliers exemples. Nous parlions ici, il y a quelques semaines, de ces belles biographies consacrées par M. Varnhagen d'Ense à de hardis soldats de fortune qui étaient allés chercher la puissance et la gloire loin de cette Allemagne trop paisible, où leur activité ne pouvait se donner carrière; l'habile peintre du comte de Lippe, du maréchal Schulembourg et du roi Théodore aurait trouvé dans l'histoire de Russie des types plus expressifs encore et de plus dramatiques destinées. Il semble que le règne de Pierre le Grand ait dû mettre fin à ces tentatives des Allemands, et que l'orgueil russe, exalté par le génie du maître, ait dû essayer désormais de se suffire à lui-même. Si Pierre le Grand s'était servi de la science des étrangers, il n'avait jamais souffert qu'ils s'imposassent à lui, et de même que, selon l'expression de Rulhière, il avait été le bourreau de ses peuples pour les civiliser, il avait été le protecteur des étrangers pour en faire les instrumens de sa force et de sa domination. Ce fut lui pourtant qui, par l'exemple de quelques fortunes extraordinaires dues à son seul

caprice, attira bientôt en Russie des intrigans de toute espèce, les uns aussi vils que féroces, les autres rachetant du moins par l'éclat du génie leur barbare égoïsme. On avait vu une servante, la femme d'un soldat livonien, la concubine d'un général, devenir la maîtresse favorite du tsar, se faire épouser de son amant après lui avoir donné deux filles, et lui succéder sur le trône; on avait vu un vil bouffon séduire ce même prince par je ne sais quelle repartie spirituelle, et de bouffon devenir général, prince, ministre, partager enfin l'administration de l'empire sous Catherine Ire et être sur le point de marier sa fille au petit-fils de Pierre le Grand. Comment ces étrangers, chez qui se trouvaient alors toutes les ressources militaires et tous les talens diplomatiques de l'empire, n'auraient-ils pas été éblouis par ces provocations de la fortune? Les révolutions de palais qui ensanglantent la Russie pendant le XVIIIe siècle ne sont pas, comme on l'a cru trop souvent, les convulsions incohérentes du pouvoir despotique; il y a un lien logique et lumineux à travers ces péripéties confuses, c'est la lutte du parti moscovite contre les aventuriers de l'Allemagne.

Parmi les étrangers dont Pierre le Grand appréciait le plus les services, il y avait un Westphalien nommé Ostermann. Fils d'un pasteur de campagne, le jeune Allemand étudiait à l'université d'Iéna, lorsque, forcé de fuir après une querelle de taverne où il avait eu le malheur de tuer un de ses camarades, il chercha un asile en Hollande. Un Hollandais célèbre, l'amiral Croys, qui commandait la flotte russe, eut occasion de connaître le jeune réfugié et le prit à son bord comme secrétaire. Vif, brave, intelligent, aussi distingué par ses talens de marin que par la souplesse de son esprit, il fut promptement remarqué de Pierre le Grand, qui le chargea de négociations importantes. Sa fortune s'accrut rapidement. Nommé baron et conseiller intime par Pierre Ier, il fut élevé sous Catherine à la dignité de vice-chancelier de l'empire. Ostermann savait combien sa position était difficile auprès de ces favoris russes qui commençaient à détester l'influence des Allemands. Habile à s'effacer, il cachait aux yeux de tous son ambition et ses projets. Personne n'eût deviné sous ce prudent administrateur, uniquement occupé d'affaires de détail, l'aventurier hardi qui se proposait de gouverner à son gré les destinées de l'état. Pendant le règne de Catherine, Menchikof fut pris à cette dissimulation si bien jouée, et lorsque Pierre II, fils d'Alexis, eut remplacé sur le trône la femme de son grand-père, la réaction moscovite qui signala ce règne ne s'inquiéta pas d'Ostermann. Le vieil esprit russe avait reparu avec le fils du malheureux Alexis; la mère d'Alexis, l'impératrice Eudoxie, première femme de Pierre le Grand, répudiée par lui et depuis longtemps retirée dans

un couvent de Moscou, venait d'être rappelée solennellement à la cour; le siége de l'état, transporté naguère à Saint-Pétersbourg, avait été rendu à Moscou. Une puissante famille, les Dolgorouki, les chefs les plus considérables de la vieille féodalité moscovite, conduisaient tout ce mouvement et s'apprêtaient à rétablir l'antique constitution, c'est-à-dire à transformer l'empire absolu d'Ivan IV et de Pierre Ier en un gouvernement aristocratique. Menchikof, aventurier sans tradition et qui ne pouvait se montrer sympathique à l'entreprise des hardis boyards, avait été disgracié sous leur influence et envoyé en Sibérie : Pierre II, qui avait dû épouser la fille du tout-puissant ministre, avait rompu ses fiançailles, et il allait épouser une Dolgorouki, quand il fut emporté par la petite-vérole, à peine âgé de quinze ans. Les Dolgorouki s'étaient bien promis de façonner le jeune tsar à leurs idées; ils mirent à profit sa mort comme ils eussent fait sa vie. Ils disposèrent de l'empire et dictèrent leurs conditions; une nièce de Pierre le Grand, Anna Ivanovna, duchesse de Courlande, accepta l'offre des boyards et promit de soumettre toutes ses décisions à un conseil de nobles. Ostermann avait laissé s'accomplir ces immenses changemens sans paraître en remarquer la gravité. Le despotisme d'un seul valait mieux cependant pour les chercheurs d'aventures que le gouvernement des boyards; avec une aristocratie moscovite à la tête de l'état, plus de place pour les étrangers, plus de ces caprices du maître si favorables au talent et à l'intrigue, plus de carrière ouverte à la supériorité de la science ou de la diplomatie; les vieilles haines nationales s'élevaient contre eux comme une barrière. Pour renverser l'influence des Dolgorouki, il fallait d'abord, et Ostermann ne s'y était pas trompé, qu'ils eussent accompli leur dessein. Une fois Anna Ivanovna montée sur le trône, il ne fut pas difficile de lui faire regretter la puissance qu'elle avait livrée aux boyards. C'est là que se dévoila tout à coup l'effrayante habileté d'Ostermann. Organiser une émeute en faveur de la tsarine asservie, faire déchirer solennellement devant le peuple l'acte par lequel Anna Ivanovna avait renoncé à une partie de ses priviléges, faire déporter en Sibérie les Dolgorouki terrifiés, ce fut l'affaire de quelques jours. Ce coup d'état du despotisme appuyé par les acclamations du peuple, cette restauration du pouvoir absolu accomplie par un Allemand au lendemain même d'une réaction moscovite est certainement une des plus curieuses péripéties de l'histoire.

Est-ce à dire que les étrangers seront désormais les maîtres? Les Allemands, représentés ici par Ostermann, et avec eux ces Européens de toutes les contrées qui remplissaient depuis Pierre le Grand les fonctions les plus considérables de l'empire, seront-ils assurés d'une influence absolue sous Anna Ivanovna, comme Menchikof sous

Catherine Ire? Non, certes. Anna suit les traditions de Pierre le Grand, c'est-à-dire la véritable politique russe; elle sent bien que les étrangers sont nécessaires à la Russie, et elle veut, par le supplice des Dolgorouki, habituer les Moscovites à voir les Allemands aux premiers postes de l'état; mais elle sait aussi que ces étrangers ne seront jamais que des instrumens, et que les Allemands surtout seraient à l'occasion plus russes que ses sujets. La suite des choses n'a que trop justifié ses prévisions; l'histoire du duc de Biren et du maréchal de Munich est la conclusion naturelle de l'histoire d'Ostermann.

Voilà encore d'illustres aventuriers, et l'un des deux était certainement un aventurier de génie; mais bien qu'ils représentent le parti allemand à la cour de Russie, on ne peut pas dire que la politique et les intérêts de l'empire aient souffert sous leur administration. On sait que Biren était le fils d'un Courlandais de race allemande; sorti des classes les plus humbles, il s'élève malgré tous les obstacles, et bientôt par l'audace de son esprit et de ses intrigues il devient le favori de cette duchesse de Courlande que les Dolgorouki allaient appeler au trône. Les boyards ne s'étaient pas défiés d'Ostermann; ils se défièrent de Biren, et il avait été expressément stipulé, lors de l'élection d'Anna, que la tsarine laisserait son favori à Mitau. Quand la tsarine eût secoué le joug des Dolgorouki, Biren entra à Saint-Pétersbourg comme le démon de la vengeance; le parti russe fut noyé dans le sang. Après l'émeute si bien dirigée par Ostermann, on s'était contenté de déporter les Dolgorouki dans les neiges de la Sibérie; quelques années plus tard, ils avaient obtenu de reparaître à la cour; Biren les fit arrêter de nouveau, et c'est alors qu'ils furent roués à Novogorod en 1739. C'était l'époque de la toute-puissance de Biren; ce petit-fils d'un palefrenier que la noblesse courlandaise avait toujours repoussé avec injure, la tsarine Anna venait de le faire duc de Courlande, et reconnu souverain par la Pologne, il était en même temps le maître des destinées de la Russie. Il pouvait gouverner de loin son duché; c'est à Saint-Pétersbourg qu'il résidait, épiant avec une rage inquiète les tentatives de l'aristocratie. Un an après la catastrophe des Dolgorouki, d'autres chefs éminens de l'ancienne féodalité moscovite, le ministre Volinsky, les comtes Pouschkine, Soimonof, Jeropkin, Chruschtschof et Suda, accusés d'avoir voulu mettre à mort tous les Allemands de l'empire, périrent aussi, les uns roués vifs, les autres décapités; plusieurs avaient eu la langue coupée, ou bien avaient subi la peine infamante du knout avant le dernier supplice.

Lorsque Mme de Staël, dans ses *Dix années d'exil,* fait une description si flatteuse de la Russie, elle est comme éblouie par le prestige de ces noms inaccoutumés qui transportent la pensée sur le seuil

féerique de l'Orient : « Tous ces noms de pays étrangers, s'écrie-t-elle, tous ces noms de nations qui ne sont presque plus européennes, réveillent singulièrement l'imagination. On se sent, en Russie, à la porte d'une autre terre... » Si tel était, au commencement de ce siècle, le prestige des noms orientaux pour une imagination rêveuse, combien plus vives devaient être sur de cupides aventuriers les séductions de cette *autre terre*, de cette terre inculte et féconde, de ce monde barbare et plein de trésors! Assurément Ostermann et Biren ne savaient pas analyser si bien leurs impressions, mais cet Orient européen avait un invincible attrait pour des hommes de cette trempe. C'est là qu'étaient les émotions du jeu le plus enivrant et le plus terrible; c'est là qu'on avait sans cesse à combiner des tragédies sanglantes, et qu'il fallait, seulement pour éviter l'échafaud, mettre la main sur le trône. Le jour où le fils du pasteur westphalien et le fils du palefrenier courlandais faisaient écarteler ces puissans Dolgorouki issus du sang même de Rurik, ils éprouvaient une de ces âcres jouissances qui enchaînent à jamais l'ambitieux au sol du despotisme et le tuent comme un poison.

Le maréchal de Munich, quelque distance qui le sépare d'Ostermann et de Biren, avait pris part plus d'une fois à cette politique sans pitié. Munich ne venait pas précisément de l'Allemagne, mais il appartenait à la race germanique, étant le fils d'un officier danois, et par sa position dans l'empire, comme par ses origines nationales, il représentait, au même titre que le Westphalien Ostermann et le Courlandais Biren, ce qu'on avait raison d'appeler le parti des Allemands. Excellent homme de guerre, intrépide soldat et général consommé, il justifiait sans doute par l'éclat du génie cette fortune extraordinaire qu'Ostermann devait surtout à la ruse et Biren à l'intrigue; il n'en avait pas moins tous les traits de caractère qui distinguent l'aventurier, une audace à qui tous les moyens étaient bons, un flair subtil et pénétrant pour suivre les traces de la fortune, un égoïsme altier qui a fait à quelques biographes l'illusion de la grandeur. M. Wilhelm Stricker, dans ses curieuses études, tout en repoussant avec horreur l'atroce conduite des aventuriers, n'est pas fâché de raconter leur victoire, et quand il nous peint, ce sont ses expressions, — le triumvirat germanique en Russie, — il laisse percer çà et là une joie singulièrement naïve. Qu'ont-ils fait cependant? Le maréchal de Munich avait beau porter une haine implacable au parti moscovite : il a travaillé plus que personne aux usurpations de la Russie; après les noms de Pierre le Grand et de Catherine II, le nom de Munich doit briller en première ligne parmi ceux qui ont donné aux tsars un ascendant immense sur la politique de l'Europe. Lorsque Catherine II commençait à démembrer l'empire turc, Mu-

nich lui avait déjà frayé la voie, et c'est sur les étapes de son armée qu'on aurait pu tracer l'inscription de Potemkin : « Route de Constantinople. » Il avait créé l'organisation militaire de la Russie, comme Pierre le Grand avait créé sa marine. Les Russes peuvent être fiers de lui, les Allemands ne lui doivent rien. Sa connaissance même de l'Allemagne, ses relations avec Marie-Thérèse et Frédéric II lui servirent à s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Autriche et de la Prusse, et il est le premier qui ait accoutumé le gouvernement russe à cette idée d'un protectorat supérieur exercé sur les états germaniqnes. Ajoutez à cela que les trois aventuriers, unis pour abattre l'aristocratie moscovite, luttaient sourdement les uns contre les autres, dès que le danger commun n'existait plus. De là, chez tous les trois, une ardente émulation à se montrer plus russe que les Russes, tout en frappant à coups terribles sur les représentans de l'esprit national. M. Stricker est obligé de rappeler avec douleur que Munich déploya la rage d'un barbare en bombardant le port de Dantzig. L'égoïsme des aventuriers était devenu féroce. On les vit même s'allier au parti russe afin de s'entre-détruire. La tsarine Anna Ivanovna, à l'heure de sa mort, avait brillamment pourvu son favori; elle avait donné la couronne à un enfant, à son petit-neveu Ivan VI, sous la régence de Biren. Le parti moscovite conspira bientôt contre le régent. Munich se mit résolument à la tête des conjurés; il alla lui-même arrêter le régent dans son lit, et donna la régence à la princesse Anna, mère du tsar. Biren, conduit en Sibérie, laissait le pouvoir à son rival; mais quelques mois après, cette révolution de palais, accomplie en quelques heures par le maréchal, était reproduite, comme une contrefaçon fidèle, au profit d'Élisabeth, une des deux filles de Pierre le Grand. La réaction moscovite complétait son triomphe, et Munich, accompagné d'Ostermann, allait rejoindre Biren au fond de la Sibérie. Ainsi finit ce triumvirat allemand, dont l'influence avait été si funeste à l'Allemagne.

III.

L'avénement de la tsarine Élisabeth était donc une victoire du parti russe sur le parti germanique; telle était cependant l'influence persistante de la faction vaincue, que les représailles de la noblesse moscovite ne purent s'exercer aussi complétement que l'auraient désiré les vainqueurs. Élisabeth n'osa pousser les choses à bout. De complaisans historiens ont glorifié la clémence d'Élisabeth; mais la souveraine qui a envoyé plus de 80,000 hommes en Sibérie, la Messaline insatiable qui faisait donner le knout et couper la langue aux

femmes dont la beauté pouvait éclipser la sienne, n'aurait pas hésité à satisfaire les vengeances des boyards, si elle y avait trouvé son intérêt. Élisabeth a bien pu, comme tous les voluptueux, s'abandonner en maintes occasions à cette mollesse indulgente que les flatteurs ont transformée en vertu; il y a loin de là à cette magnanime clémence qu'on a vantée chez elle. Quoique parvenue au trône avec l'appui des passions moscovites, Élisabeth comprenait qu'elle ne devait pas être impitoyable pour les Allemands. Ostermann et Munich, quelques jours après la révolution de 1741, montèrent sur l'échafaud où les Dolgorouki avaient été écartelés; mais au moment où le bourreau s'approchait pour décapiter l'un et écarteler l'autre, on leur lut la sentence de grâce qui les exilait en Sibérie. Ce qui arriva en cette circonstance se reproduisit pendant tout le règne d'Élisabeth. Écraser le parti allemand, mais ne permettre aucune de ces représailles sanglantes qui eussent relevé les espérances des boyards, telle fut la politique de la fille de Pierre le Grand. On pense bien que les vingt années de son règne (1741-1761) profitèrent peu à l'introduction des mœurs et des sciences européennes en Russie; l'esprit allemand y avait toutefois des traditions vivaces, et quand l'université de Moscou, la plus ancienne des universités russes (celles de Courlande et de Livonie sont à part), fut instituée en 1755, les décrets qui l'organisèrent avaient pris pour modèles les grandes écoles de Goettingue et de Kœnigsberg.

C'est ici que se place un curieux épisode dans cette histoire de l'esprit allemand en Russie. Une troisième dynastie venait de monter sur le trône des tsars, et c'était une dynastie allemande. Je sais bien que les deux premières dynasties, celle des Rurik et celle des Romanof, se rattachent par les origines de leurs fondateurs à la race germanique; mais les frères Rurik appartiennent à une époque confuse où les nations du nord de l'Europe, Germains, Normands, Scandinaves, Varègues, étaient mal circonscrites; et, bien que les ancêtres de Michel Féodorovitch fussent venus de l'Allemagne, il y avait longtemps qu'ils étaient sujets russes, quand le choix des boyards, après les agitations des faux Démétrius, appela au trône ce jeune homme demeuré en dehors des guerres civiles et sans lien avec les factions. Cette fois, au contraire, c'était bien un prince allemand, c'était le fils d'un duc d'Allemagne, tout pénétré de l'esprit, des mœurs, des institutions de son pays, qui allait inaugurer la troisième dynastie des tsars. Le prince dont je parle était le duc Charles-Pierre-Ulric de Holstein-Gottorp, dont le père, Charles-Frédéric, dépouillé d'une partie de ses états, à la suite des guerres de la Suède et de la Russie, avait cru se dédommager en épousant une fille du tsar victorieux. Le jeune duc était donc par sa mère le petit-

fils de Pierre le Grand, le cousin de Pierre II, qui avait succédé à Catherine, et le neveu de la tsarine Élisabeth; mais il était en même temps par son père le neveu du roi de Suède Charles XII, il était avant tout prince de l'empire d'Allemagne, et, malgré les liens qui l'unissaient aux tsars, il manifestait une aversion profonde pour la Russie et l'esprit russe. Il avait quatorze ans à peine, quand sa tante Élisabeth l'appela auprès d'elle et le désigna comme héritier au trône; déjà cependant ses prédilections et ses antipathies s'étaient déclarées avec une singulière franchise. C'était le temps où Frédéric II montait sur le trône de Prusse et étonnait l'Europe par l'éclat de ses talens militaires. Frédéric II n'avait pas de plus fervent admirateur que le futur héritier d'Élisabeth. Pendant les vingt années du règne d'Élisabeth, le duc de Holstein-Gottorp, indifférent ou hostile à tout ce qui se passait en Russie, avait les yeux tournés vers la Prusse; il s'inspirait de l'exemple de Frédéric II, il se réjouissait de ses victoires aussi vivement qu'il sympathisait à ses malheurs, et l'on sait que Frédéric allait être écrasé en 1761, quand l'avénement du duc de Holstein-Gottorp au trône de Russie changea subitement les alliances et sauva le glorieux capitaine.

Le règne de Pierre III, si étrangement défiguré par tous les courtisans de Catherine II, qui rivalisaient de bassesse en calomniant sa victime, est certainement une des périodes les plus intéressantes et les plus nobles de l'histoire de Russie. C'est celle du moins où l'influence germanique déploie tout ce qu'elle a de bienfaisant. Point de violences, comme sous la régence de Biren et l'administration d'Ostermann; point de triomphes ensanglantés ni de représailles hideuses; Pierre III rappelle de son plein gré les proscrits d'Élisabeth, le maréchal de Munich et le duc de Biren (Ostermann était mort en Sibérie), mais en même temps il veut rendre à la vieille aristocratie nationale l'indépendance qui lui avait jadis appartenu. Ce fut un touchant spectacle. Le vieux Munich revint à Saint-Pétersbourg après vingt années d'exil dans les neiges; il avait près de quatre-vingts ans. Cette longue captivité semblait avoir transformé l'intrépide capitaine. Résigné à son malheur, il avait trouvé de précieuses consolations dans les pratiques d'une piété sincère. L'esprit russe s'était comme dissipé chez lui; la nature allemande reprenait ses droits, et cette âme, ulcérée par l'ambition et l'intrigue, retrouvait des trésors de douceur et de bonhomie. Il vivait comme un frère morave dans ces solitudes désolées, assistant chaque jour au service divin et composant des hymnes à la louange du Sauveur. On rapporte qu'il était occupé, selon son habitude quotidienne, à réciter des prières avec sa femme, quand il reçut le décret du tsar qui lui rendait sa liberté. Il resta à genoux, acheva ses pieux exercices; puis

les deux époux, se jetant dans les bras l'un de l'autre avec des torrens de larmes, adressèrent à haute voix d'ardentes actions de grâces à la divine miséricorde. Son voyage de Sibérie à Saint-Pétersbourg fut une espèce de triomphe. Dans chaque ville et dans chaque village, les soldats qui avaient combattu avec lui contre les Turcs venaient saluer leur vieux général. Pierre III l'accueillit avec bonté, il lui fit don d'une épée d'honneur et lui restitua quelques-unes de ses hautes fonctions administratives; mais Munich retrouvait à la cour des souvenirs trop irritans, et ses anciennes passions se réveillèrent. Pierre III essaya vainement de le réconcilier avec Biren. Malgré la résignation dont il avait donné de si nobles preuves, malgré les religieuses ferveurs que l'infortune avait développées dans son âme, on voyait souvent reparaître l'ambition altière et les despotiques allures de l'aventurier. Lorsque Pierre III, après un règne trop court, fut renversé du trône par le hardi coup de main de sa femme Catherine II, Munich resta fidèle, un des derniers, à l'empereur fugitif; il voulait monter sur un navire avec son bienfaiteur, aborder en Prusse, rassembler des partisans, soulever des provinces, marcher sur Saint-Pétersbourg avec une armée de cent mille hommes, et si Pierre III avait eu assez de courage pour adopter ce projet, il paraît assez probable que la révolution de 1762 aurait été rapidement étouffée. Pierre III courbe la tête devant l'audace de l'impératrice, et Munich, le lendemain, va offrir son épée à Catherine II. Il s'avilira même jusqu'aux plus basses flatteries; oubliant que Catherine a fait périr le tsar à qui il doit sa délivrance, il ne craindra pas de l'appeler *la déesse de la justice*. C'était le moment où Catherine réintégrait Biren dans son duché de Courlande. Les deux rivaux, dont la dramatique histoire est l'image la plus expressive de l'esprit allemand en Russie, allaient mourir quelques années après, Munich en 1767, Biren en 1772, âgés tous deux de plus de quatre-vingts ans.

IV.

La grande habileté de Catherine II fut d'employer les généraux et diplomates allemands, tout en laissant aux vieux Russes (*Alt-Russen*) l'apparence de la faveur et du pouvoir. On sait que Catherine II était Allemande. Fille d'un prince d'Anhalt-Zerbst, elle avait été mariée par Frédéric le Grand lui-même au duc de Holstein-Gottorp, qui devait devenir le tsar Pierre III, et que Catherine renversa à l'aide du parti moscovite. Elle travailla toute sa vie à apparaître aux yeux de ses peuples comme le type le plus complet de l'esprit russe. Qui aurait pu se souvenir que Catherine était Allemande? Son frère, le duc d'Anhalt, ne fut jamais admis à sa cour; les chefs moscovites entou-

raient seuls son trône, et ses amans même étaient choisis parmi cette aristocratie nationale. Les Orlof, les Teplof, les Potemkin, les Suvarof, les Rumjankof, occupaient les postes supérieurs de l'armée et de l'administration civile. Catherine cependant savait bien que ses fonctionnaires allemands étaient ceux qui rendraient le plus de services à l'état : les Orlof étaient environnés de lieutenans étrangers qui menaient à bien les projets de l'impératrice sans leur enlever l'honneur du succès, et c'est ainsi que deux Allemands, le général Bauer et le diplomate Assebourg, remportaient des triomphes qui ne réveillaient plus les haines de race. Pour introduire l'élément germanique en Russie, Pierre le Grand avait brisé toutes les résistances : l'égorgement des strélitz et le supplice même de son fils disaient assez clairement jusqu'où irait son implacable volonté; Catherine II avait marché au même but, mais par des voies tortueuses, et obligée, en qualité de princesse allemande, de dissimuler sa politique, elle s'était appliquée à relever l'orgueil moscovite sans cesser de mettre à profit la science et le talent des étrangers. Comment s'étonner que la princesse d'Anhalt-Zerbst, la femme du duc de Holstein-Gottorp, soit devenue, aux yeux de la Russie enivrée, le plus grand et le plus glorieux des vrais chefs nationaux?

A dater du règne de Catherine II, on chercherait en vain le parti germanique aux premiers rangs de la scène. Si les Russes et les Allemands continuent encore à rivaliser dans l'ombre, leurs luttes ne produisent plus de ces catastrophes comme celles dont nous venons de parler, et bientôt les deux factions se fondent l'une dans l'autre et disparaissent. Lorsque Paul Ier, après son alliance avec le premier consul, fut étranglé par des conspirateurs, c'était là une de ces tragédies sanglantes telles qu'il y en aura toujours dans les gouvernemens despotiques, ce n'était pas une révolution intérieure au profit d'un parti. La politique européenne n'y fut pas étrangère, et il est probable que les agens de l'Angleterre contribuèrent à la chute du tsar, de même que le marquis de La Chétardie, en 1741, avait pris part, dans l'intérêt de la France, à la révolution qui porta Élisabeth sur le trône; mais les diplomates, quels qu'ils soient, dont la terrible nuit du 23 mars 1801 favorisait les plans, ne trouvèrent pas à exploiter contre le tsar Paul des passions allemandes ou moscovites, comme ils l'eussent pu un demi-siècle auparavant. On ne voit pas ici en présence les Biren et les Dolgorouki. Le chef de la conspiration était un Esthonien de race allemande, le comte Pahlen, directeur de la police de l'empire, directeur général des postes et commandant en chef des troupes de la capitale; ses complices étaient indifféremment des Allemands ou des Russes. A côté du comte Benningsen, gentilhomme hanovrien qui s'était distingué, sous Catherine II, dans les guerres

contre la Pologne, à côté de Tolstoï, un des descendans d'Ostermann, on citait de grands noms moscovites, les Uvarov, les Talizin, les Deporadovitch, et un aide de camp même de l'empereur, Aramakof. La même situation se reproduit sous le fils aîné de Paul Ier. Alexandre, dans les premières années de son règne, favorisait le mérite sérieux sans s'informer s'il venait d'Allemagne ou s'il sentait le terroir. Bientôt la participation si active de la Russie aux guerres européennes du temps de l'empire donna une certaine prépondérance aux Allemands, et Alexandre fut amené peu à peu à accorder une estime particulière à tous les étrangers d'élite. C'est ainsi qu'on le vit confier d'importans services au duc de Choiseul, au duc de Richelieu et à M. Capodistrias. Bien que ce ne fussent pas là des partis opposés comme autrefois, les jalousies des Russes étaient toujours très vives. Un jour que l'empereur Alexandre voulait récompenser le général Yermolof pour ses brillans faits d'armes dans la guerre du Caucase : — Que veux-tu? lui demanda-t-il. — Faites-moi Allemand, sire, répondit le général. — Un instant, la grande exaltation religieuse et nationale de 1812 rendit le premier rôle aux représentans de l'esprit russe : les Moscovites étaient fiers de pouvoir dire qu'il avait fallu des Kutusof et des Rostopchin pour repousser Napoléon. Le vieux parti russe commença à se diviser l'année suivante. Les guerres de 1813 à 1815, faites au nom de la liberté européenne, avaient ouvert aux esprits éclairés des perspectives éblouissantes, et la religion du despotisme russe s'effaçait au fond des cœurs. L'esprit nouveau se propagea dans l'armée, et il ne fallait qu'une occasion propice pour le faire éclater. L'occasion se présenta bientôt. Alexandre mourut en 1825. On sait quelle insurrection militaire l'empereur Nicolas eut à dompter dès les premiers jours de son avénement; c'était une insurrection moscovite. Ainsi s'explique la sympathie inattendue que le troisième fils de Paul Ier témoigna tout d'abord aux étrangers. C'étaient des Allemands, des Prussiens surtout, qui formaient au commencement l'entourage de l'empereur Nicolas, et le français, la langue habituelle de la cour, avait fait place à l'idiome de Schiller. Tout changea promptement après 1830. La première lutte contre l'insurrection polonaise (1830-1831) avait été conduite par des Allemands; c'étaient les généraux Toll, Rosen, Germar, Sacken, Rudiger, sous le commandement en chef du maréchal allemand Diebitsch, et l'on n'ignore pas quelle fut la malheureuse issue de la campagne. « Comment vaincre, disaient les Russes, avec des chefs étrangers? » Le maréchal Paskévitch, qui remplaça Diebitsch, triompha de l'insurrection, et avec lui le parti moscovite reprit l'ascendant et le pouvoir. Il ne faut pas oublier cependant que ce sont là des jalousies de personnes plutôt que des luttes de partis, comme sous Anna et sous Élisabeth. Catherine II

a mis fin à tout cela. Il y a certes, à l'heure qu'il est, bien des Allemands en Russie, il y en a, il y en aura longtemps encore dans tous les postes importans de l'administration; ce ne sont toutefois que des individus isolés, le parti allemand n'existe plus.

On voit dans l'almanach impérial de 1837 que, sur les six cents dignitaires supérieurs de l'empire, cent trente étaient Allemands. « Si ces Allemands n'étaient pas des caractères si souples, s'écrie douloureusement M. Wilhem Stricker, s'ils n'étaient pas toujours si disposés à penser en russe et à parler en français, s'ils n'étaient si indifférens aux intérêts de leur patrie et si oublieux de leur nationalité, on pourrait dire que les idées allemandes sont maîtresses de ce pays. Figurez-vous ce que deviendrait l'empire russe avec cent trente dignitaires anglais! » Ces plaintes du publiciste donnent le vrai tableau de la situation. Pierre le Grand et ses successeurs voulaient accoutumer les Russes à voir les étrangers établis au même titre qu'eux dans l'empire; le résultat est atteint. Les Dolgorouki, qu'Ostermann et Biren faisaient écarteler il y a cent ans, servent aujourd'hui dans la diplomatie ou dans l'armée à côté des descendans de Biren et d'Ostermann. On peut bien signaler deux directions opposées, deux esprits différens, qui se manifestent en maintes rencontres et qui semblent conserver la trace des anciennes luttes; l'esprit allemand, représenté aujourd'hui par M. de Nesselrode, est plus humain, plus modéré, plus circonspect; l'esprit moscovite est animé d'une fiévreuse impatience, et c'est lui qui pousse souvent les tsars à des entreprises insensées. Encore une fois, ce sont là deux politiques différentes, ce ne sont plus deux partis fondés sur l'opposition des races. Il y a des Russes dans ce qu'on appelle aujourd'hui le parti allemand, comme il y a plus d'un Allemand dans le parti moscovite.

V.

Le seul point où l'influence allemande se soit conservée, c'est loin de la cour, loin de la scène politique et du théâtre des événemens. Après les chevaliers de Livonie et les marchands de la hanse, qui luttèrent au nom de l'Allemagne pendant toute la période du moyen âge, nous avons vu les brillans aventuriers du monde moderne ne chercher en Russie que leur intérêt propre, et consacrer leurs talens, leurs lumières, leur ardent égoïsme, à la fortune des tsars. Il ne reste, pour compléter ce tableau, qu'à signaler le rôle des populations agricoles. Il y a sur les bords du Volga, dans les anciennes provinces turques, en Bessarabie, en Crimée, plus loin encore, au sud et au nord du Caucase, bien des colonies de paysans prussiens ou souabes qui gardent fidèlement leur religion et leurs coutumes. Si

l'on cherche aujourd'hui l'influence germanique en Russie, c'est là seulement qu'elle se trouve, avec sa douceur et son action morale.

Catherine II à peine montée sur le trône avait, par un manifeste célèbre, dispensé du service militaire tous les colons allemands qui viendraient s'établir en Russie. Pendant douze ans, de 1764 à 1776, des paysans de la Hesse, du Wurtemberg et de la Saxe répondirent à cet appel, et vinrent successivement occuper les deux rives du Volga. Ils étaient distribués par groupes de famille, et leur nombre s'élevait d'abord à cent quatre; mais deux des communes de la rive gauche, Chaisol et Césarsfeld, furent détruites peu de temps après par une peuplade tartare. Ces colonies primitives, accrues mais non multipliées, sont devenues d'importans établissemens agricoles, et forment aujourd'hui cent deux villages ou bourgs ayant chacun plus de mille habitans. En 1775, la population était de vingt-trois mille âmes à peu près; elle dépassait le chiffre de cent dix-sept mille en 1838. M. Haxthausen, qui dans son curieux tableau des classes agricoles en Russie a donné sur ces colonies des renseignemens pleins d'intérêt, raconte qu'il a vu en 1843 un des vétérans de l'émigration allemande. C'était un vieillard de quatre-vingt-six ans, membre de la colonie d'Orlovkoi. Il était né à Berlin sous Frédéric le Grand. Son père avait été laquais du roi, et sa mère descendait des protestans réfugiés en Prusse après la révocation de l'édit de Nantes. Il se rappelait encore avec une précision singulière tous les détails du voyage : triste et pénible voyage, terminé par des déceptions cruelles! Ils avaient descendu le Volga en 1764; à Kostrova, les navires avaient été arrêtés par les glaces, et il avait fallu passer l'hiver sur ces bords inhospitaliers; arrivés enfin au lieu de leur destination au printemps de 1765, ils n'avaient presque rien trouvé de ce qu'on leur avait promis. Pas de maisons, pas de chaumières, à peine quelques huttes misérables, et point de matériaux de construction. Les troupeaux, les étables, les semences, tout ce qu'on leur avait annoncé pour premier établissement, ils ne le recevaient qu'en des proportions ridiculement insuffisantes. Les plaines qu'ils avaient à défricher étaient des steppes désertes, infestées par des hordes de Kalmoucks. Alors on vit se déployer le courage et l'industrieuse patience du colon allemand : les maisons s'élevaient, les steppes s'ouvraient en sillons sous le soc de la charrue, et d'année en année la culture étendait ses conquêtes. Les Kalmoucks heureusement avaient été bientôt refoulés vers la frontière chinoise, mais des tribus plus sauvages encore, Kirghises et Baschkires, attirées par la prospérité croissante des colons, étaient venues piller leurs récoltes, et la pioche et la faux avaient dû se changer en armes de guerre. En 1765, le ministre russe à Dantzig proposa à un pasteur de la ville, nommé

Reinhold Forster, de visiter les colonies allemandes du Volga. Forster partit accompagné de son fils, et après avoir vu tout ce qui manquait à ces braves gens, il écrivit un mémoire qu'il vint présenter à Catherine II; mais le consciencieux pasteur n'avait pas craint de signaler les exactions du gouverneur de la province, son mémoire fut rejeté avec dédain, et c'est à peine si on lui permit de retourner à Dantzig. Il resta quelques années à Saint-Pétersbourg dans une sorte de captivité, obligé pour gagner sa vie de fournir des traductions à des libraires. Il fallut bien alors que les colons ne comptassent que sur eux-mêmes. Le travail, l'économie, la confiance en Dieu et les bonnes mœurs firent plus pour ces honnêtes populations que n'eussent fait les faveurs de Catherine.

Presque tous les voyageurs allemands en Russie ont donné de touchans tableaux de ces colonies du Volga. Le publiciste Erdmann, qui les visita en 1815 après un séjour de cinq années chez les Russes, décrit en nobles termes les émotions dont il fut agité quand il retrouva sur les bords du Volga les mœurs et la langue de l'Allemagne. « Je me croyais, dit-il, transporté par un pouvoir magique au sein même de ma patrie. Ni l'éloignement de la terre natale, ni cette installation d'un demi-siècle au milieu de peuplades si différentes, ni l'influence du climat et du sol n'avaient pu effacer chez eux les traditions paternelles; c'était le même idiome, la même manière de vivre, les mêmes pratiques agricoles, la même organisation de la famille et de la commune. Un examen attentif aurait bien surpris çà et là certaines modifications dans la langue et dans les usages, modifications causées par le mélange des peuples de la mère-patrie, comme aussi, il faut l'avouer, par l'action d'un ciel moins heureux et d'un gouvernement si peu semblable au nôtre; mais enfin c'était toujours l'Allemagne. » M. Alexandre de Humboldt visita aussi en 1829 ces colonies germaniques perdues au milieu des plus rudes contrées et des tribus les plus redoutables; il les trouva en pleine prospérité. D'autres voyageurs, Ehremberg et Rose, rapportèrent les mêmes impressions; ils avaient tous été frappés de la propreté, de la bonne tenue, de la rustique élégance de leurs habitations, toutes choses si douces à rencontrer dans les villages de la Forêt-Noire et de la vallée du Neckar, et plus précieuses encore à quelques werstes des Kalmoucks.

Les colonies du Dniéper ont aussi une physionomie pleine d'intérêt. Ce furent surtout des émigrations religieuses. Il y avait plus de vingt-cinq ans déjà que Catherine avait fait appel aux agriculteurs d'Allemagne, lorsque trois cent trente familles mennonites quittèrent la Prusse et allèrent s'établir dans la Russie méridionale. On sait que les mennonites sont une secte protestante qui se rattachait aux anabaptistes, tout en détestant leurs violences; ils ont formé

dans plusieurs contrées de l'Europe du nord une sorte de méthodisme rigide et laborieux, quelque chose d'assez semblable aux quakers de l'Angleterre et des États-Unis. Ces mennonites du Dniéper furent mieux traités que les émigrans de 1764. On ne leur refusa ni les terres, ni les instrumens aratoires, ni les secours en argent. Ce n'était pas d'ailleurs une colonie exclusivement agricole; c'était en quelque sorte une petite ville qui émigrait avec toutes ses industries. Cette colonie peu nombreuse, mais active et dévouée, fait le plus grand honneur à la moralité allemande. Les voyageurs sont unanimes sur ce point. M. Haxthausen, malgré son dévouement à la Russie, n'hésite pas à la signaler comme un exemple salutaire à toutes les populations moscovites. Des hommes éminens sont sortis de cette communauté; on cite surtout un paysan venu de la Prusse orientale, un homme simple et sans culture première qui, par la seule force d'un esprit droit, par la seule inspiration d'un zèle vraiment chrétien, est devenu le conseiller du gouverneur de la Russie méridionale, de l'illustre prince Voronzov. Son nom est Jean Kornies. L'action morale des tribus germaniques en Russie n'a jamais eu de représentant plus digne. La colonie du Dniéper est entourée de peuplades tartares que Jean Kornies a eu la gloire de civiliser; il y a déjà, dit-on, dix-sept mille sauvages de la steppe qui ont établi avec son aide un nombre considérable de villages où ils vivent et travaillent à l'exemple des mennonites. Kornies a été véritablement l'apôtre du christianisme et de la civilisation chez ces barbares; ils l'appellent tous *mon père!* Les richesses immenses qu'il a acquises par son travail ne lui servent qu'à assurer la prospérité des colonies allemandes, ou à porter plus loin son apostolat et ses conquêtes; il a gardé toute la simplicité de sa première existence, et il maintient sévèrement autour de lui la tradition des vieilles mœurs. C'est un usage chez nous, disait-il un jour à un voyageur, que le fils du plus riche fermier serve chez un fermier voisin pendant un ou deux ans. La domesticité n'est pas une profession, c'est une étape de la vie qu'il faut que chacun traverse. N'est-ce pas un curieux spectacle que ce christianisme du XVIe siècle et cette cordialité allemande transportés si fidèlement au milieu même des Tartares?

Les mennonites ne sont pas la seule secte religieuse qui ait fourni des colons allemands aux contrées qu'arrose le Dniéper. Quelques années avant que Menno Simonis eût établi sa doctrine, un autre sectaire du temps de la réforme, un certain Hutter, originaire de Saxe, avait fondé une communauté religieuse animée d'un esprit tout semblable. Il avait eu quelques relations avec Thomas Münzer, mais indigné bientôt de ses violences, il était allé instituer son église en Bohême. Chassé de Bohême, il se dirigea vers Inspruck, où la tradi-

tion prétend qu'il fut arrêté par les catholiques et condamné au feu. La fin tragique du chef ne dispersa pas les disciples; ils vécurent près d'un siècle dans les montagnes de la Bohême, obstinément fidèles à sa mémoire, et la persécution ayant redoublé pendant la guerre de trente ans, ils cherchèrent un refuge en Hongrie. Repoussés de Hongrie par les jésuites, ils se retirèrent aux environs de Bucharest et y vécurent de longues et paisibles années, jusqu'à ce que, tourmentés par les brigandages des Turcs dans la guerre de 1772, ils n'eurent plus d'asile que chez les Russes. Un général russe les attira sur ses terres en Podolie; ils y étaient établis depuis plus de soixante ans, et il ne paraît pas qu'ils y fussent très heureux, lorsque Jean Kornies, informé de leurs longues tribulations, obtint pour eux des concessions de terrain non loin de la colonie des mennonites. L'émigration se fit vers 1842. Quelle surprise et quelles actions de grâces, quand les disciples de deux hommes unis par tant de liens, quand ces frères qui ne se connaissaient pas se retrouvaient enfin, à une si longue distance de la terre natale, après trois siècles de pérégrinations et de misères! Le doyen de la communauté conserve encore, dit M. Stricker, un manuscrit in-folio commencé par Hutter lui-même, et qui contient, avec l'exposé de sa doctrine, la tragique histoire de la colonie; après lui, les chefs de chaque génération ont continué le précieux journal où se trouvent ainsi consignés beaucoup de détails du plus vif intérêt pour l'histoire de la réforme et de la guerre de trente ans.

Les contrées de la Mer-Noire et de la Mer-Caspienne, la Bessarabie, la Crimée et les steppes que domine le Caucase ont aussi de nombreuses colonies allemandes. Dans la Bessarabie et la Crimée, ce sont des colonies luthériennes et catholiques en nombre à peu près égal et venues presque toutes du Wurtemberg; dans les plaines du Caucase, ce sont surtout des mennonites prussiens. Le régime auquel sont soumis les colons est beaucoup plus doux que celui des Russes; ils ont conservé la plupart des franchises au moyen desquelles on les attira jadis dans ces contrées inhospitalières, et bien que le comité des colonies établi à Odessa soit présidé par un général russe qui ne sait pas un mot d'allemand, l'administration vraiment humaine du prince Voronzov veille sur leurs intérêts. Les colonies du Volga et du Dniéper avaient émigré dans la seconde moitié du XVIIIe siècle; c'est de nos jours seulement que se sont fondées les colonies catholiques et luthériennes de la Mer-Noire et du Caucase. Les colons de la Crimée, sortis presque tous du Wurtemberg, de l'Alsace et de la Suisse, ont pris possession du sol vers 1804; les colons de la Géorgie et ceux qui défrichent les steppes situées au nord du Caucase ont quitté leur pays en 1816 et en 1818. Ces derniers sont des

Souabes, et pareils en cela aux disciples de Mennon et de Hutter, ce n'est pas la misère qui les a chassés de l'Allemagne, ce sont les persécutions religieuses. Le mysticisme russe a toujours eu de singulières tendresses pour les rêveurs issus des églises protestantes; son intermédiaire en cette circonstance fut cette brillante jeune femme de Livonie, qui, après avoir ravi la société parisienne par la grâce de sa personne et de ses livres, était devenue l'apôtre d'un luthéranisme illuminé. On sait avec quel enthousiasme la romanesque Valérie des salons parisiens propageait chez les populations de l'Allemagne ce mysticisme ardent où s'était refugié son cœur blessé; au moment où Mme de Krudener parcourait le Wurtemberg, une vive émotion religieuse venait de s'y produire. Sous le coup de la misère qui avait suivi les guerres de 1813, cette terre de Souabe, la patrie par excellence des mystiques effusions, avait vu se lever de fervens prédicateurs populaires qui, après avoir rejeté d'abord avec indignation les changemens extérieurs introduits dans le culte luthérien, en étaient venus bientôt à prophétiser l'approche d'une ère meilleure, à peu près comme ces mystiques du XIIIe et du XIVe siècle, dont l'audacieuse théologie substituait le règne du Saint-Esprit au règne de Jésus. Un certain Frédéric Fuchs, âme simple et exaltée, était à la tête du mouvement. On crut étouffer l'agitation en jetant le prédicateur dans la prison d'Asperg; le zèle des persécutés ne fit que s'accroître, et des communautés se formèrent en dehors de l'église. Cet enthousiasme d'une régénération mystique convenait bien à la pensée de Mme de Krudener; elle s'adressa au ministre de Russie à Stuttgart, et fit partir les paysans souabes pour les rivages de la Mer-Noire. C'est là qu'elle allait les retrouver et leur porter des paroles d'édification religieuse, lorsqu'elle mourut en Crimée, à Karasu-Basar, le 13 décembre 1824. D'après le témoignage unanime des voyageurs, toutes ces colonies sont des modèles de régularité honnête et laborieuse; les plus riches sont celles de la mer d'Azof, où les fermiers ont souvent des troupeaux de vingt mille têtes et de belles maisons élégamment rustiques.

On comprend que la Russie soit indulgente à ces populations inoffensives qui vont défricher ses déserts et civiliser ses Tartares; elle est moins favorable aux luthériens des villes, surtout dans les provinces baltiques, où tout ce qui reste de l'esprit allemand est aujourd'hui l'objet d'une persécution acharnée. Ces persécutions commencèrent vers 1838. Malgré les conventions et les traités de 1710, de 1721 et de 1743, qui garantissaient aux protestans des provinces allemandes le libre exercice de leur culte, un évêque grec fut installé cette année-là dans la capitale de la Livonie. Son installation avait été peu remarquée, et dans les premiers temps en effet l'évêque

semblait investi d'une sinécure; mais bientôt la Livonie, l'Esthonie, la Courlande furent inondées d'émissaires occupés à provoquer des conversions parmi les paysans, et la disette ayant sévi en 1841, il ne fut pas difficile d'exploiter la misère des campagnes. Une fois convertis à la religion grecque, disaient les envoyés de l'évêque, les malheureux paysans de la Baltique seraient transportés dans les régions plus fertiles de la Russie méridionale, où ils n'auraient plus d'impôts à payer. Ces menées excitèrent d'abord une résistance si vive, qu'il fallut faire marcher des troupes dans l'intérieur du pays pour contenir l'agitation. La lutte recommença en 1845, mais cette fois ce ne furent plus des entreprises détournées; l'esprit russe annonçait hautement son dessein de détruire tous les élémens nationaux des provinces baltiques, comme on le faisait à ce moment même en Pologne par l'odieuse oppression des catholiques. Les provinces baltiques avaient gardé jusque-là leurs titres de duchés; elles entrèrent dès lors dans la division officielle de l'empire et ne furent plus que de simples gouvernemens. On s'attaqua d'abord aux vieux usages : les mesures et les monnaies allemandes, si commodes aux négocians pour leur commerce avec la Prusse, durent être abandonnées pour les mesures et les monnaies de la Russie. En 1846, le vieux droit germanique, si religieusement conservé depuis des siècles, fit place à la loi moscovite et à sa pénalité barbare. Aucun Allemand ne put remplir désormais les fonctions de pasteur et de maître d'école, s'il ne justifiait d'une connaissance exacte de la langue russe. Enfin une église grecque a été construite à Riga, et bientôt un nombre considérable de *prosélytes* attestait l'audace et l'activité des convertisseurs. Le chef de ces convertisseurs, pour lesquels tous les moyens sont honnêtes, est un certain Michailof, naguère intendant d'un noble livonien, homme d'une réputation suspecte, et qui s'engagea, dit-on, dans l'église gréco-russe pour couvrir les souillures de sa vie. Un de ses auxiliaires les plus habiles, — M. Wilhelm Stricker signale ce fait en rougissant de honte, — est un Allemand nommé Bürger. D'après un calcul qui remonte à un certain nombre d'années, ils avaient déjà enrôlé dans leur église plus de seize mille Livoniens et Courlandais. « Le temps n'est pas loin, ajoute l'écrivain qui me fournit ces détails, où le luthéranisme aura complétement disparu des campagnes; on le tolérera encore, comme aujourd'hui, chez la noblesse de Mitau et de Riga; les paysans lettes et livoniens seront tous soumis. » Les femmes en général sont plus fortes que les hommes contre les captations et les menaces; mais qu'importe cette résistance? Filles et fils, à l'âge de dix-sept ans, sont tenus de suivre la religion de leur père; ainsi le veut impérieusement la loi russe. Le pasteur luthérien qui met les fidèles en garde

contre les séductions du culte grec est frappé de peines sévères; s'il ramène des convertis, il expiera son triomphe dans les mines de l'Oural. Que l'homme attiré par la peur à la religion gréco-russe ne s'avise pas d'éprouver un remords; il est surveillé de près, et la prison est là pour le catéchumène oublieux de ses promesses. Qu'il ait bien soin surtout d'élever ses enfans dans le culte grec, sinon l'autorité ecclésiastique s'emparera des enfans sans se soucier des cris de la mère. Exécutées avec fureur par une armée de despotes subalternes, de telles lois, comme on pense, ont produit d'atroces iniquités, et le martyrologe des protestans de la Baltique n'est pas moins lamentable que celui des catholiques de Pologne.

Cette guerre aux traditions de l'Allemagne se poursuit sur tous les points avec une persévérance infatigable. L'université de Dorpat est le centre de l'esprit allemand dans les provinces baltiques. Là tout est allemand, de même que tout est suédois à l'université d'Helsingfors en Finlande; c'est en allemand que se font les cours, ce sont des maîtres venus d'Allemagne ou formés dans ses écoles qui instruisent une jeunesse dont toutes les pensées sont tournées vers la littérature et la science de l'Occident. Fondée au commencement du XVIIe siècle et exposée pendant les révolutions intérieures de la Russie à des alternatives de faveur et d'oppression, la célèbre école de Dorpat avait été réorganisée en 1802 par l'empereur Alexandre, qui lui conserva ses droits et ses franchises. Dorpat étendait au loin son influence; elle avait une sorte d'école normale, un séminaire de professeurs, qui fournissaient des maîtres aux universités moscovites. Ces universités, Moscou, Khasan, Kiev, Kharkov, tout à fait russes par l'esprit qui les anime et le régime auquel elles sont soumises, subissaient insensiblement l'action féconde de la grande école livonienne. A Khasan, en 1810, il y avait quatorze Allemands sur quinze professeurs, et aujourd'hui encore la moitié des maîtres enseigne dans la langue de Lessing. Depuis une dizaine d'années, cette éclatante prospérité de Dorpat est l'objet des plus violentes attaques. Le parti moscovite déclare hautement que l'esprit russe est assez fort pour secouer la tutelle de la science allemande. Que lui apprendraient ces *païens!* comme disent les manifestes du tsar contre l'Europe; ils ne peuvent qu'arrêter l'essor du génie national. Un grand obstacle au triomphe de l'esprit moscovite dans les universités, c'est que la langue russe, formée jusqu'ici par des poètes, n'avait pas les qualités propres à l'enseignement. Toutes ces sciences, physique, mathématiques, géologie, médecine, qu'on allait puiser dans les écrits de l'Allemagne, de l'Angleterre et de la France, on trouvait plus commode de les exprimer en allemand. La langue russe n'a pas encore atteint la puissance d'abstraction et d'analyse qui permet à l'esprit de dominer les

faits. De récens décrets exigent que la langue russe soit la langue officielle des universités. Les étudians qui ne savent pas le russe ne sont pas admis sur les listes. Un des résultats de ce système se fait déjà sentir : habitués à un idiome tout différent, professeurs et étudians sont obligés de donner toute leur attention à la langue, les uns pour ne pas commettre de trop ridicules incorrections, les autres pour saisir une pensée ou un fait au milieu de ces pénibles efforts. Que devient la science pendant ce temps-là? La science languit, l'enseignement s'éteint, et les auditeurs qui ne sont pas forcés de suivre les cours dans l'intérêt de leur carrière abandonnent une étude aussi stérile qu'ingrate. Tel est en ce moment le sort de cette brillante université de Dorpat, qui était restée jusqu'à nos jours le foyer de la culture allemande en Russie.

Il y avait aussi à Mitau un établissement scientifique, le *gymnasium illustre*, où fleurissaient les lettres et les sciences de l'Allemagne (Kant y fut appelé comme professeur de logique); le parti russe, dit M. Stricker, vient de planter le coin au cœur de l'arbre; le *gymnasium illustre* a perdu son titre pour devenir un gymnase du gouvernement, et les directeurs qu'on a placés à sa tête sont des ennemis déclarés de la langue et de la culture germaniques. L'un d'eux, M. Tschaschnikof, exprimait dernièrement son dédain de la littérature allemande en des termes qui révèlent bien l'esprit de cette réaction aveugle. Il terminait un rapport par une comparaison des plus curieuses entre la poésie allemande et la poésie russe, et opposant à l'auteur de *Marie Stuart* et de *Wallenstein* le poète Lomonosof, qui passe pour avoir été au XVIIIe siècle le Malherbe, ou mieux encore le Lessing de la langue et de l'imagination moscovites, il s'écriait triomphalement : « Qu'était-ce que Schiller auprès de Lomonosof? Formé dans une célèbre université, fils d'un capitaine qui avait rang de major, il ne s'est guère élevé au-dessus de son père, et n'a appris qu'à bien écrire. Lomonosof au contraire était le fils d'un pêcheur, et il est mort conseiller impérial. Schiller n'a été que conseiller aulique du duc de Weimar; il n'était décoré d'aucun ordre; Lomonosof portait cinq croix (1) ! »

L'académie des sciences de Saint-Pétersbourg, qui était avec l'université de Dorpat le centre le plus actif du mouvement intellectuel en Russie, s'est-elle soustraite du moins à l'invasion du parti moscovite?

(1) Malgré cette ridicule appréciation, le poète aux cinq croix occupe un rang élevé dans l'histoire littéraire de la Russie. Les écrivains qui connaissent le mieux cette histoire, M. Henri Koenig par exemple et M. Frédéric Bodenstedt, le signalent comme un promoteur fécond; c'était à la fois un naturaliste, un philologue et un poète. M. Bodenstedt ne craint pas de dire qu'il a été pour les Russes ce qu'ont été Leibnitz et Lessing pour l'Allemagne. Je ne devais pas le laisser sous le coup des éloges de M. Tschaschnikof.

C'était encore l'esprit allemand qui dominait là; les principaux mémoires étaient publiés en français et surtout en allemand. Une académie exclusivement russe s'est formée à côté de l'académie impériale; elle a obtenu récemment d'être fondue avec sa rivale, et maintenant elle travaille chaque jour à y étouffer tout ce qui ne relève pas de ses doctrines. Un fait bien triste à signaler et que nous avons rencontré sans cesse dans cette histoire, c'est que les chefs de la réaction moscovite ont toujours eu des Allemands pour auxiliaires. C'est un Allemand qui est le plus fougueux compagnon du pope Michailof dans sa croisade contre les luthériens de Livonie et de Courlande; ce sont des professeurs et des écrivains allemands, à Dorpat, à Mitau, à Saint-Pétersbourg, qui combattent avec le plus de zèle pour la suprématie absolue de l'esprit russe. Est-ce frayeur? est-ce sentiment de l'influence qui leur échappe, et désir de la reconquérir plus sûrement sur un terrain nouveau? Ce qu'il y a de certain, c'est que ces représentans de l'esprit germanique ont presque tous renoncé par égoïsme à la mission que l'histoire semblait leur imposer. Ils font aujourd'hui sur le théâtre de l'esprit ce que faisaient, il y a un siècle, sur le théâtre de l'action, les Ostermann et les Biren. La servitude les attire comme les Romains de Tacite : *At Romæ ruere in servitium consules, patres, equites; quanto quis illustrior, tanto magis falsi ac festinantes.*

Voilà donc le terme de cette histoire; la Russie attire à elle les ressources et les hommes de l'Allemagne, et après avoir absorbé tous ces élémens, elle est occupée en ce moment même à en détruire les derniers vestiges. Un voyageur célèbre, M. Koch, qui a très bien décrit les progrès de l'esprit russe en Esthonie, en Livonie et en Courlande, s'écrie tout à coup avec une candeur singulière : « Ce serait le devoir de la Russie, dans l'intérêt même de sa prospérité, de protéger les provinces allemandes contre les passions moscovites. N'est-ce pas aux Allemands qu'elle doit tout? Et ne devrait-elle pas considérer comme un avantage inappréciable de posséder ainsi un morceau de l'Allemagne qui peut continuer à être pour elle une pépinière d'hommes utiles et de fidèles sujets? Si cette réaction violente ne s'arrête pas, si les Allemands sont traités sur le même pied que les Tartares et les Tonguses, la source des grands capitaines et des grands hommes d'état, la source des savans illustres et des bons citoyens sera bientôt tarie. » Certes, une telle sollicitude a de quoi nous surprendre après le tableau que nous venons de tracer. Si j'étais Allemand comme l'écrivain à qui j'emprunte ces paroles, j'aimerais mieux voir disparaître de la scène ces représentans infidèles qui ont si mal défendu l'esprit de la civilisation germanique, ou qui ne l'ont employée qu'au profit de la politique russe. L'Allemagne a joué trop longtemps ce

rôle de dupe. Souhaitez que la Russie soit enfin réduite à elle-même! Puisque l'esprit allemand, depuis tant de siècles, n'a pas réussi à transformer l'esprit russe, puisqu'il lui a donné sa science et ses lumières sans triompher de ses instincts violens et de son despotisme asiatique, souhaitez que les Moscovites soient désormais les seuls maîtres! Alors cette longue confusion cessera, et l'on pourra voir à nu, sans voiles, sans masques, sans déguisemens trompeurs, le contraste du génie inculte de l'Orient et de la civilisation occidentale.

II.

LES RUSSES EN ALLEMAGNE.

I.

Lorsque Rabelais, dans son *Pantagruel*, parle des sauvages perdus aux confins du monde habitable, il cite toujours les Moscovites, et Louis XIV, en 1668, ayant reçu une ambassade du tsar, Voltaire raconte que « l'on célébra par une médaille cet événement, comme l'ambassade des Siamois. » Les Russes n'étaient pas des Siamois pour l'Allemagne; à l'époque même où Rabelais confondait les descendans de Rurik avec les plus lointaines peuplades de l'extrême Orient, les tsars entraient déjà en négociation avec l'Allemagne et s'habituaient à l'idée de faire cause commune avec ses rois. L'ambition russe a été armée de toutes pièces par Pierre Ier; elle existait avant lui. Les grands-ducs de Moscou, de Kiev, de Novogorod, s'étaient regardés, dès le moyen âge, comme les soutiens de la religion grecque. A la prise de Constantinople par Mahomet II, la Russie était trop occupée de ses révolutions intérieures pour que cette catastrophe pût exciter ses convoitises; mais bientôt après les règnes d'Ivan III et de Vassili IV, lorsque ces chefs terribles, brisant le vieux gouvernement aristocratique, eurent fondé l'unité de l'empire, les souverains russes commencèrent à jeter les yeux sur la Turquie, et tentèrent d'associer l'Allemagne à leurs desseins. En 1557, le tsar Ivan IV, — une sorte d'ébauche grossière de Pierre le Grand, chef cupide, cruel, vindicatif, plein de génie et de férocité, — le tsar Ivan IV, qui s'intitulait fièrement *seigneur de l'Europe et de l'Asie*, envoya une ambassade à la diète de Ratisbonne pour proposer à l'empereur Ferdinand Ier la conquête et le partage de l'empire ottoman. On possède encore le discours adressé à l'empereur par l'envoyé d'Ivan, et rien n'est plus curieux que l'esprit de flatterie insinuante qui distinguait dès lors cette diplomatie barbare. L'ambassadeur

russe Grégorius ne tarit pas d'éloges sur l'honnêteté, la probité, la loyauté germaniques et sur l'amour profond que l'Allemagne a su inspirer aux Moscovites. Quoi de surprenant d'ailleurs? Le tsar n'ignore pas que les Russes et les Allemands ont une même origine: les Russes occupent encore le pays qu'habitèrent, il y a des siècles, les premiers parens des deux peuples, ils ont conservé de cette parenté le plus cordial souvenir, et c'est ainsi que tant de noms de villes en Russie, tant de noms de châteaux, de rivières, de montagnes et de forêts sont demeurés des noms allemands. Que vous semble de cette curieuse théorie historique? Nous sommes frères, disent les Russes du XVIe siècle aux fils de Luther et de Wallenstein, et ces frères, bon gré mal gré, vont s'immiscer d'heure en heure aux plus chers intérêts de la famille commune.

Le XVIIe siècle est rempli en Russie par des bouleversemens intérieurs, des usurpations, un changement de dynastie, de longues guerres avec les Tartares, et surtout avec les Polonais, qui entrèrent vainqueurs à Moscou et furent sur le point de soumettre tout l'empire; mais au commencement du XVIIIe siècle, après que le tsar Alexis et son fils Pierre le Grand ont relevé l'état ébranlé, la politique fraternelle d'Ivan le Terrible est reprise aussitôt et poursuivie à outrance. En 1701, Pierre le Grand s'empresse de reconnaître le royaume de Prusse nouvellement constitué; un homme d'état de race allemande, un ministre de la tsarine Élisabeth, Bestuschef, lui reprochera plus tard ce qu'il appelle une faute énorme, comme il blâmera Élisabeth de s'être montrée un instant sympathique à Frédéric le Grand, et d'avoir approuvé ses conquêtes en Silésie; Bestuschef ne comprend pas la vraie politique russe. C'est l'intérêt des tsars que l'Allemagne du nord se sépare de plus en plus de l'Allemagne du midi; l'antagonisme de l'Autriche et de la Prusse leur fournira des occasions précieuses. L'invasion moscovite en Allemagne va se déployer bientôt sous toutes les formes. D'abord, en 1710, Pierre le Grand marie sa nièce Anna Ivanovna au duc de Courlande, et en attendant que ce duché tout germanique devienne légalement une province russe, il est soumis de fait à l'autorité des tsars. L'année suivante, il marie son fils Alexis avec une princesse de Wolfenbuttel; c'est un prétexte pour visiter l'Allemagne : il va à Dresde, à Carlsbad, il voit Leibnitz à Torgau, et de même que l'empereur Nicolas envoie des témoignages de sa satisfaction aux chefs de l'armée autrichienne en Italie, il prodigue les titres au grand philosophe et lui donne une pension annuelle de 1,000 roubles. Les Scandinaves menacent le nord de l'Allemagne; Pierre le Grand envoie une armée en Poméranie sous le commandement de Galitzin, de Repnin, de Bauer, et obligé bientôt de retourner en Russie, il laisse son fils Alexis et son favori Men-

chikof pour le représenter en Allemagne. Toutes les villes de la côte, Dantzig, Riga, bien d'autres encore, sont frappées de contributions de guerre; Pierre le Grand savait qu'il n'avait pas à redouter la vigilance de l'administration de l'empire, et il réglait lui-même le prix de ses services. En 1712, il offre à l'empereur une armée de trente mille hommes pour l'aider à soutenir la guerre contre Louis XIV; il ne demande qu'une seule chose en échange de cette armée : Charles VI le nommera prince de l'empire. Heureusement la proposition du tsar est rejetée; le moment n'est pas encore venu où les souverains de Saint-Pétersbourg pourront prendre une part directe aux débats intérieurs des peuples germaniques. Il suffira à Pierre de brouiller toutes les affaires de l'Allemagne du nord afin de l'habituer aux interventions de son armée. Au milieu de ces guerres confuses où les Suédois d'un côté, de l'autre les Danois, les Prussiens, les Saxons, se poursuivent avec fureur du Danemark jusqu'en Poméranie, les Russes, alliés aux soldats de Frédéric-Guillaume Ier, se battent seuls pour un résultat certain. Que de pillages dans ces contrées allemandes! Lubeck, Hambourg, sont rançonnés par les Russes avec une impitoyable rapacité; indigné de ces exactions, mais impuissant à contenir son allié, Frédéric-Guillaume est obligé d'acheter Stettin à Menchikof pour 400,000 thalers. C'était le temps où Pierre le Grand mariait une autre de ses nièces au prince de Mecklenbourg-Schwerin, et, la traitant comme une vassale, est-ce dire assez? comme une esclave soumise à ses volontés les plus odieuses, semblait prendre plaisir (le baron de Poellnitz raconte là-dessus d'abominables détails) à humilier publiquement dans sa personne les souverainetés de l'Allemagne.

Les empereurs de Russie, en des temps plus rapprochés de nous, sauront pénétrer au sein de l'Allemagne avec un mélange de dissimulation insinuante et d'autorité hautaine; Pierre le Grand leur fraie la voie avec cette impétuosité qui lui est propre. Il fait un séjour à Berlin en 1718; est-ce l'arrogance d'un maître qu'il déploie ou simplement la brutalité d'un barbare? Demandez-le aux mémoires de la margrave de Bayreuth, et vous serez embarrassé de la réponse. La princesse Frédérique-Sophie Wilhelmine, qui épousa plus tard le margrave de Bayreuth, était la fille du roi de Prusse Frédéric-Guillaume Ier; or dans ses curieux mémoires, qui embrassent toute la période de 1706 à 1742, la visite de Pierre le Grand au roi de Prusse est racontée avec les détails les plus précis, et l'on ne sait vraiment ce qu'il faut admirer le plus, ou les impudentes allures du tsar et de son sérail ou la condescendance de ses hôtes. Quatre cents *dames* accompagnaient le tsar et la tsarine; la reine, instruite des fonctions et qualités de ces dames, ayant refusé de les saluer, la tsarine (c'était

Catherine, la seconde femme de Pierre) prit ce refus pour une offense personnelle, et traita toutes les princesses de la cour avec une insolente hauteur. Si l'on compare cette visite de Pierre le Grand à Berlin avec celle qu'il fit à Paris quelques mois après, il est facile de voir quelle différence il y avait pour lui entre l'Allemagne et les autres contrées européennes. Pierre le Grand affectait déjà de considérer comme un vassal ce roi dont il avait le premier reconnu la couronne.

Cette tradition du tsar Pierre fut recueillie fidèlement; l'histoire du major Sainclair, arrivée en 1739, dit assez haut quel était le dédain de la Russie pour les gouvernemens de l'Allemagne du nord. C'était sous le règne de la nièce de Pierre le Grand, Anna Ivanovna. Bestuschef, ministre russe à Stockholm, écrit à Saint-Pétersbourg qu'un officier suédois, le major Sainclair, ennemi déclaré du gouvernement des tsars et qui avait passé douze ans en Sibérie, vient de partir pour Constantinople avec des projets évidemment hostiles aux intérêts moscovites. Munich, Ostermann et Biren, qui gouvernaient alors l'empire, décident qu'il faut tuer Sainclair à son retour et s'emparer de ses papiers. Sainclair devra traverser l'Allemagne; des agens russes l'attendront en Prusse ou en Saxe; l'idée de violer le territoire de l'Allemagne ne les arrête pas un instant. Sainclair voyageait avec un passeport français et dans la compagnie d'un négociant de Paris, nommé Couturier. Il était parti de Constantinople le 15 avril 1739; le 13 juin, il arriva à Breslau et en repartit le 16. Le 17, dans l'après-midi, près de la petite ville de Zauche, deux officiers russes, le capitaine Küttler et le lieutenant Levitzki, escortés de quatre dragons, atteignent la voiture de Sainclair, lui enlèvent ses armes, et, faisant rebrousser chemin aux chevaux, le conduisent à l'entrée de la nuit dans une forêt voisine où ils l'égorgent. Les précieux papiers sont mis de côté pour le ministère russe; tout l'argent que portait la victime est la proie des bandits. Que pensèrent les gouvernemens de l'Allemagne de cette violation effrontée de leur territoire? La Saxe, sur la demande du ministre russe à Dresde, fit jeter en prison pour quelques semaines le compagnon de voyage de Sainclair et laissa s'enfuir les assassins. Bientôt cependant la vérité fut connue; Couturier dénonça les coupables, d'autres accusateurs joignirent leurs voix à la sienne, car les projets des émissaires russes avaient transpiré, et le malheureux Sainclair en avait été prévenu dès son entrée en Saxe; mais qu'importait l'évidence? La tsarine Anna Ivanovna s'empressa de protester avec une solennelle indignation, et l'empire d'Allemagne se déclara satisfait. Pour jouer la comédie jusqu'au bout, Küttler et Levitzki furent déportés en Sibérie; on n'eut garde toutefois d'oublier leurs services, et deux ou trois

ans plus tard la tsarine Élisabeth leur rendait leurs grades et leurs fonctions dans l'armée.

Ce ne sont là, dira-t-on, que des incidens isolés; ce sont des symptômes terribles, et dont l'effet ne se fera pas attendre. Les Russes s'habituent à se considérer comme les suzerains des peuples germaniques, et ils se sont empressés de saluer la puissance nouvelle qui va briser l'unité de la vieille Allemagne; laissez éclater maintenant l'inévitable antagonisme de l'Autriche et de la Prusse, la place de la Russie est marquée d'avance au milieu de ce saint empire romain qui est le centre de l'Europe.

II.

Il y a surtout trois guerres fatales : la guerre de sept ans, la guerre de Pologne, la guerre de la succession de Bavière, qui ont fourni à Élisabeth et à Catherine II, au-delà même de leurs espérances, l'occasion impatiemment appelée. De 1756 à 1761, Marie-Thérèse attire les Russes dans l'Allemagne du nord pour tenir Frédéric II en échec. Rappelez-vous ici la situation des parties belligérantes, et remarquez un fait longtemps inaperçu : il y a d'un côté Frédéric le Grand et l'Angleterre, de l'autre Marie-Thérèse avec les Français et les Russes; or personne, si ce n'est Frédéric, ne semble faire attention au rôle des Russes dans ces luttes embrouillées. L'Autriche n'a qu'un but, arrêter l'essor menaçant de la Prusse en lui reprenant la Silésie, l'Angleterre songe surtout à détruire la puissance maritime de la France. La France a deux ennemis, l'Angleterre et la Prusse, et un allié, l'Autriche. Quant aux Russes, ni les Anglais qui les combattent, ni les Autrichiens et les Français qui marchent sous le même drapeau, ne soupçonnent l'intérêt qu'ils ont à la guerre et le rôle particulier qu'ils y jouent. On sait avec quel dédain la cour de Louis XV traitait cet empire à demi barbare; l'aristocratie anglaise, qui se battait pour la domination des mers, ne s'inquiétait guère non plus des rapports de la Russie avec l'Allemagne. C'est l'heure cependant où se dévoilent les secrètes ambitions moscovites. Pendant les cinq premières années de la guerre, la Russie conçoit la pensée de partager la Silésie avec la Prusse et de s'emparer de la Prusse orientale. Partout, dans les villes et les campagnes de la province de Prusse, les généraux d'Élisabeth déploient une douceur inaccoutumée. Vainqueurs, ils ne veulent pas de contributions de guerre; qu'on vienne seulement rendre hommage aux représentans de la très puissante tsarine. A Kœnigsberg, la bannière avec l'aigle à double tête flotta plusieurs semaines sur les tours de la cathédrale. S'il n'y avait eu là un Frédéric le Grand, qui sait ce qui serait advenu de cette monarchie naissante?

Mais Frédéric a-t-il toujours servi aussi efficacement la cause de l'Allemagne contre la Russie? Il y a dans sa vie une œuvre fatale qui se rattache précisément à cette histoire. Le jour où Catherine II signa avec la Prusse et l'Autriche le partage de la malheureuse Pologne, elle réalisait une conquête morale tout autrement précieuse pour elle que ce morceau de royaume; liés à la Russie par la complicité, les Hohenzollern et les Habsbourg ne s'appartenaient plus. C'était là pour la Russie un si formidable avantage, que l'opinion européenne, trompée par les ruses de Frédéric le Grand, ne manqua pas de l'attribuer à Catherine II. Enchaîner les deux grands états de l'Allemagne par ce crime accompli en commun, quelle infernale habileté de l'impératrice! Catherine II venait de remporter de grandes victoires sur les Turcs, disent tous les historiens prussiens; pour l'empêcher de continuer ses conquêtes, il fallait bien subir ses conditions, et le partage de la Pologne, proposé par elle, était le seul moyen de prévenir une conflagration générale. Tous ces mensonges de la diplomatie et de l'histoire sont dévoilés aujourd'hui. M. Schlosser a beau dire, dans son *Histoire du dix-huitième siècle* : « Il importe peu de savoir auquel des trois souverains appartient la première idée du partage de la Pologne; » c'est là au contraire une affaire ténébreuse, où il était urgent de voir clair, et un excellent travail de M. Alexis de Saint-Priest, publié ici même (1), a dissipé tous les doutes. C'est Frédéric le Grand, — Voltaire l'avait bien deviné, lorsqu'il en félicite son royal correspondant avec cette légèreté qui nous fait monter le rouge au visage, — c'est Frédéric le Grand qui a conçu l'idée de ce démembrement de la vieille république chevaleresque, et qui a marché à son but avec une dissimulation sans exemple. Il est certain que Catherine II ne songeait pas alors à s'agrandir de ce côté; assurée de dominer la Pologne, il lui convenait mieux de poursuivre ses conquêtes en Turquie. Et n'accordons pas aux historiens allemands que le sacrifice de la Pologne était une nécessité douloureuse, qu'il fallait bien de deux maux choisir le moindre, que la Pologne devait périr afin que les armées moscovites fussent arrêtées dans leur marche victorieuse sur Constantinople: l'union de l'Autriche et de la Prusse a suffi pour faire reculer Catherine. En associant la Russie à la spoliation qu'il projetait depuis longtemps, Frédéric II croyait en reporter l'odieux sur son complice; aveuglé ici par son ambition, il ne vit pas qu'il avait introduit la Russie au cœur même de l'Allemagne.

La guerre de sept ans avait fourni aux Russes une première occasion; la guerre de Turquie, suivie du démembrement de la Pologne, avait donné une des clés de l'empire à Catherine II à l'heure même

(1) Voyez les livraisons de la *Revue* du 1er et 15 octobre 1849.

où elle y pensait le moins; ce sera bien pis encore dans la guerre de la succession de Bavière. Catherine va mettre à profit la situation qu'on lui a faite. Voici le gouvernement de Saint-Pétersbourg investi désormais d'un protectorat sur l'Allemagne, et deux rois diversement illustres, Frédéric le Grand et Joseph II, seront tour à tour ses cliens. Quel spectacle de voir le hardi capitaine de Lissa et de Liegnitz appeler la Russie aux armes contre l'Autriche! et si l'on regarde au fond des choses, quelle honte que ce traité de Teschen dont la Prusse se montra si joyeuse! L'Autriche recule, la Prusse avance; mais pouvait-on ne pas voir quel était le vrai triomphateur? Les diplomates russes jouaient déjà le premier rôle à Teschen, comme trente ans plus tard Alexandre et ses ministres au congrès de Vienne. L'art. 16 de ce traité contient cette phrase expressive : « Catherine II se porte garante de la constitution germanique et du traité de Westphalie. » Que de chemin parcouru depuis l'heure où Ivan IV décrétait pour ainsi dire la fraternité des fils d'Hermann et des fils de Rurik! La diplomatie vient de prononcer le mot fatal qui pèsera longtemps sur les destinées de l'Allemagne; le protectorat moscovite est officiellement proclamé! Ce protectorat est si manifeste, que Joseph II en 1781, deux ans après le traité de Teschen, va trouver Catherine II en Russie, et s'efforce de la détacher de l'alliance prussienne. Ces compétitions indignes révolteront-elles enfin l'orgueil national de Frédéric? Non; le grand homme semble enchaîné par la politique dont il a le premier donné l'exemple; il envoie son représentant à Saint-Pétersbourg pour disputer à l'empereur les bonnes grâces de la tsarine et de Potemkin. Et savez-vous quel ambassadeur il a choisi pour cette mission? Son propre neveu, celui qui le remplacera sur le trône, le prince royal Frédéric-Guillaume. C'en est fait, la tradition est établie : *C'est du Nord aujourd'hui que nous vient la lumière.....* Les flatteries de Voltaire à Catherine II sont désormais la seule épigraphe qui convienne à l'histoire des royautés allemandes.

III.

Ce n'étaient pas seulement les souverains de l'Autriche et de la Prusse qui subissaient le protectorat de Catherine; l'altière impératrice avait d'autres cliens en Allemagne. Attentif à suivre le travail intellectuel et politique de l'Europe, le gouvernement russe, surtout depuis Catherine II, a compris que les vives agitations de l'esprit public devaient lui fournir des instrumens ou des armes. On sait que la révolution française et l'immense ébranlement qu'elle produisit au loin suggérèrent à l'esprit moscovite une prétention inouie : c'était la Russie, et la Russie toute seule, qui gardait en dépôt, pour le salut du monde, les principes de l'ordre social et le trésor des vérités religieuses! Or, trente années avant que les événemens lui eussent

inspiré cette solennelle hypocrisie, Catherine avait suivi, pour marcher au même but, une voie toute différente. C'était le moment où l'ardente littérature du XVIIIe siècle commençait la démolition de l'ancien régime : par quelles secrètes combinaisons Catherine II conçut-elle la pensée de patronner en Europe la tumultueuse armée des libres penseurs? Par quels entraînemens tous les chefs de cette armée, en France les Voltaire, les Diderot, les d'Alembert, en Allemagne les Schloezer et les Zimmermann, les Forster et les Basedow, subirent-ils avec un tel empressement de servilité cette protection menteuse? M. Bruno Bauer voit là un signe manifeste du destin: c'est le *fatum*, pour nous servir de son langage, qui aveugla les vaniteux coryphées de l'agitation libérale, et les empêcha de signaler le formidable accroissement de l'absolutisme russe. Il fallait que l'empire de Catherine pût grandir sans obstacle, et que le nivellement de l'Europe sous le joug des tsars, — telle est l'espérance et la conviction du démocrate, — fût possible au XIXe siècle! Il n'est pas nécessaire de mettre en jeu cette étrange philosophie de l'histoire; les choses s'expliquent plus simplement. Il n'y a qu'un grand gouvernement politique au XVIIIe siècle, celui de l'aristocratie anglaise; mais les Anglais sont occupés à établir leur domination maritime sur les ruines de nos colonies d'Asie et d'Amérique; les Anglais exceptés, la tsarine ne redoutait la vigilance d'aucun des cabinets de l'Europe. Frédéric le Grand, par le démembrement de la Pologne, s'était livré à Catherine, et Joseph II, uni avec elle contre les Turcs, la laissait s'adjuger la part du lion. Un seul pouvoir restait encore, l'opinion publique, attentive, ardente, accoutumée aux discussions libres, et tenue sans cesse en éveil par d'éloquens et passionnés publicistes. Si la presse eût dévoilé l'esprit des conquêtes de Catherine, les cabinets européens auraient secoué peut-être leur apathique sommeil; Catherine, par ses caresses, endormit le dogue et le musela.

On cite toujours les écrivains français quand il est question des cliens de Catherine II en Europe; ce sont en effet les plus spirituels, hélas! et les plus illustres. Disons-le cependant, quelque dégoût que puissent inspirer les flagorneries adressées par Voltaire et Diderot aux meurtriers de la Pologne, il y a là plus de légèreté que de bassesse. Sans parler ici d'une excuse plus générale, sans rappeler que Voltaire et ses amis, persécutés en France, devaient être facilement pris aux flatteries des souverains du Nord, ce sont presque toujours des illusions généreuses qui ont dicté leurs paroles les plus regrettables. Lorsque Voltaire encourage Catherine à chasser les Turcs de l'Europe, il se passionne pour la résurrection de la Grèce. Qu'est-ce pour lui que Moustapha III? Un odieux barbare qui opprime la patrie des arts et des lettres. Ce joug lui semble plus honteux encore, s'il songe à l'indolente mollesse de *ce geôlier des femmes* endormi dans

son sérail à l'endroit même où se levaient les jeunes dieux d'Homère, l'arc d'argent à la main. Catherine lui apparaît alors comme une Minerve inspirée qui va délivrer Apollon, et il lui donne rendez-vous dans la plaine où Miltiade écrasait l'invasion de Darius :

Bientôt de Galitzin la vigilante audace
Ira dans son sérail éveiller Moustapha
Mollement assoupi sur son large sopha,
Au lieu même où naquit le fier dieu de la Thrace.

O Minerve du Nord, ô toi, sœur d'Apollon,
Tu vengeras la Grèce en chassant ces infâmes,
Ces ennemis des arts et ces geôliers des femmes!
Je pars, je vais t'attendre aux champs de Marathon.

Ces vers que Voltaire écrit à Catherine II en 1769, à l'occasion de la prise de Choczim par les Russes, il les renouvellera sous maintes formes, tantôt montrant le sérail qui s'épouvante et l'univers qui bat des mains, tantôt prédisant à l'impératrice qu'il lui sera donné de régénérer la race d'Hercule et d'Homère. Circé changeait en chiens les compagnons d'Ulysse; Catherine changera en soldats ces esclaves qu'un aga fait trembler. On voit que c'est toujours la Grèce qui l'inspire; il ne songe ni à Moscou, ni à Saint-Pétersbourg, il s'enthousiasme pour Athènes. Comment s'étonner que Voltaire ait été dupe des mensonges moscovites, puisque ces mensonges, hier encore, aveuglaient tout un peuple? Catherine trompait la vive imagination de ce courtisan étourdi, comme l'empereur Nicolas, il y a quelques mois, abusait le patriotisme des Hellènes. Ce qui est révoltant pour un cœur droit, c'est la courtisanerie égoïste et la vanité intéressée; or, je le répète, la littérature allemande sur ce point est toute remplie de misères encore plus tristes que les nôtres. N'étaient-ce pas surtout les publicistes de Goettingue et de Berlin qui devaient avertir l'Europe? Placés aux avant-postes de la société romano-germanique, ils ont manqué à une mission qui pouvait être le titre d'un éternel honneur; ils ont oublié de pousser le cri d'alarme devant la formidable menace des accroissemens de la Russie. Il y avait là pourtant de nobles esprits, un Schloezer, un Forster, un Zimmermann. Schloezer, du fond de son cabinet de Goettingue, était un des chefs de la pensée publique. Toutes ces idées généreuses qui allaient se lever en 89, Schloezer les propageait avec ardeur dans une série de travaux avidement lus, et c'était lui qui, à la première annonce des événemens de la France, allait s'écrier avec une confiance si noble : « Écoutez les anges qui chantent un *Te Deum* dans le ciel! » Catherine connaissait bien l'influence de l'éloquent publiciste. On prétend même que plus d'une fois, au moment de prendre des décisions importantes, elle répéta ce mot attribué aussi à Marie-Thérèse : Qu'est-ce que Schloezer va dire? Schloezer fut gagné, comme les novateurs

français, par les flatteries et les lettres de Catherine. Qu'un tel exemple en entraînât cent autres, cela se comprend sans peine. Catherine fut bientôt la maîtresse de l'opinion en Allemagne; ici, c'était un disciple de Rousseau, un prétentieux réformateur de l'éducation, Basedow, qui recevait d'elle une forte somme d'argent pour réaliser ses plans; là, c'était le généreux Forster, l'apôtre le plus sérieux des instincts démocratiques de son temps, qui proclamait aussi, comme Basedow et Schloezer, la supériorité de l'impératrice.

Parmi les hommes qui conduisirent, entre Lessing et Goethe, le mouvement des esprits, il y a certes une place brillante pour Zimmermann. Zimmermann était l'ami de Lavater et l'un des chefs de cette philanthropie sentimentale qui fut longtemps chez nos voisins la forme des innovations politiques. Catherine mit un soin particulier à faire la conquête de l'ami de Lavater. Zimmermann était médecin à Goettingue. En 1784, Catherine lui offrit la place de médecin en chef de la cour; l'offre ne fut pas acceptée, mais une correspondance suivie s'établit dès lors entre l'impératrice et le célèbre écrivain. Peu de temps après, Catherine, ayant perdu son favori Lanskoi, en conçut une mélancolie profonde et chercha des consolations dans la retraite. Le livre de *la Solitude*, de Zimmermann, lui tomba entre les mains; elle le lut avec un plaisir si vif, qu'elle redoubla d'instances auprès de l'auteur pour le décider à passer un ou deux mois à Saint-Pétersbourg. Il faut voir, dans les lettres de Zimmermann au docteur Hufnagel, avec quelle vanité béate le philosophe de la vie solitaire s'extasiait sur le génie de cette femme, « le plus grand génie, disait-il, et l'âme la plus noble qu'il y ait en Europe! » O magnanimité! Au milieu de tant de projets et d'affaires, elle daignait lui écrire sans cesse,

> Tandis que Moustapha, caché dans son palais,
> Bâille, n'a rien à faire et ne m'écrit jamais.

C'est Voltaire qui fait cette plaisante comparaison entre l'activité de Catherine II et l'indolence de Moustapha III. Il y a toujours, à travers les flagorneries du poète français, une veine de comique ironie où la dignité se retrouve. N'en demandez pas tant à Zimmermann. Ce qui distingue ses lettres sur Catherine, c'est l'orgueil puéril et l'importance boursouflée d'un bailli de village. Hier, l'impératrice lui a envoyé son portrait; aujourd'hui, c'est de l'argent, sans compter les rubans et les croix; demain, elle lui remettra en confidence ses projets, ses ébauches littéraires, une grammaire russe, des comédies françaises (l'une, entre autres, sur Cagliostro), avec des récits sur son voyage en Tauride et sur la guerre des Turcs. Je sais bien que nous n'avons pas le droit d'être trop sévères pour les publicistes de Goettingue. De tous les écrivains français qui s'occupèrent alors de

la Russie, Rulhières est le seul peut-être qui n'ait pas partagé l'aveuglement général sur la noblesse et le désintéressement de Catherine. En Allemagne, tous les chefs glorieux de la génération qui se levait, Lessing, Klopstock, Herder, et bientôt Goethe et Schiller, ont échappé à ces perfides amorces. Notez un point toutefois : si grande que fût l'autorité de Klopstock et de Lessing, c'étaient surtout des écrivains comme Lavater et Zimmermann qui exprimaient à cette date les instincts germaniques. Ce que Catherine courtisait chez Voltaire, c'était le plus bel esprit d'une nation de beaux esprits; ce qu'elle flattait chez Zimmermann, c'était le naïf représentant des vertus débonnaires de l'Allemagne. Ingénieuse et sceptique avec celui-là, elle s'abandonnait avec celui-ci aux rêveries sentimentales, habile à s'emparer à la fois de l'imagination des deux peuples. Tandis qu'on admirait à Paris ce glorieux esprit fort, qui bafouait, à la grande joie de Voltaire, la Bible et le Coran, on aimait à Goettingue cette âme philanthropique, éprise des méditations solitaires. Frédéric II n'avait pas songé à ce double rôle. C'est qu'aussi ce n'est pas un rôle que joue Frédéric II; le président des soupers de Potsdam est très sincèrement le disciple et l'émule de l'auteur du *Mondain;* Catherine II est en scène, et elle joue avec l'aisance d'une grande artiste la comédie dont elle s'est tracé le plan. En vain le spirituel humoriste Lichtenberg poursuit-il de ses mordantes railleries la vanité de Zimmermann; Zimmermann est protégé par Basedow et Schloezer. Dévouée aux chefs de la littérature philanthropique, la candide Allemagne du XVIIIe siècle tourne vers Catherine II sa pensée reconnaissante.

IV.

La première comédie russe, la comédie du patronage philosophique, dura environ un quart de siècle. La révolution française éclate, et tout change aussitôt. Catherine n'attend pas que 92 et 93 aient mis en fuite les illusions généreuses. A l'heure même où les nobles esprits de l'Allemagne, Klopstock, Goethe, Schiller, les deux Humboldt, et tant d'autres encore qui se voileront la figure après le 10 août, applaudissent avec transport à ce grand mouvement de 89, l'amie de Voltaire et de Zimmermann sent se révolter en elle tous les instincts du despotisme; 89 lui fait horreur. Elle se tait toutefois, épiant d'un œil attentif les ressources inattendues que lui fourniront les événemens. La pensée d'un protectorat de conservation sociale a-t-elle tout à coup succédé, chez cette intelligence si activement artificieuse, à la pensée du protectorat philosophique? Il y a tout lieu de le croire, bien que ce plan n'ait pas eu le temps de mûrir entre ses mains. Elle profita seulement de la première coalition contre la France pour achever la destruction de la Pologne. Mais nous voici en 1796, Catherine II vient de mourir; en haine de sa mère, qui le condamnait

depuis vingt ans au plus humiliant esclavage, Paul Ier, dès le début de son règne, est l'ennemi de cette France libérale dont Catherine avait tant désiré les suffrages. C'est lui qui se déclarera le protecteur de l'Europe contre la révolution, et il ne s'aperçoit pas, en agissant ainsi, qu'il ne fait que mettre à exécution la pensée secrète de cette mère détestée. Telle est l'impérieuse tradition du despotisme; politiques supérieurs ou instrumens aveugles, elle impose à tous sa volonté fatale.

On sait avec quelle espèce de majesté pontificale les deux fils de Paul Ier ont pris ce rôle de défenseurs de l'ordre dans les grandes crises européennes; Paul Ier n'y apporte pas la même diplomatie captieuse, et cette invasion menaçante, déguisée sous tant de prétentions solennelles, on la voit dès le premier jour se déployer à nu. L'Autriche ne craint pas d'appeler les Russes en Italie pour résister à nos armes; aussitôt Paul Ier lance sur l'Europe une horde de Tartares commandée par une espèce de Gengis-Khan. Que Souvarof ait été un chef audacieux et habile, comment le nier? Reconnaissez seulement que ce fut surtout un vrai chef de Mongols. En avant, et frappe! tel est son cri de guerre. Féroce et superstitieux, les mains encore rouges du sang des Polonais, et pratiquant, comme les sauvages, toute sorte de cagoteries minutieuses, il se précipite sur les peuples du sud avec les *hallas* et les *hourras* épouvantables que les bandes asiatiques firent retentir jusqu'en Autriche au XIIIe et au XIVe siècle. Amis ou adversaires, contrées qu'il faut défendre ou qu'il faut attaquer, tout cela semble n'être pour lui qu'une même proie. Étrange protecteur de l'ordre et de la civilisation! C'est la première fois que les Russes foulent le sol des contrées romanes; ils ont traversé l'Allemagne, les voilà en Italie, en Piémont, en Suisse, aux portes de la France, et si Masséna, en 1799, avec Soult, Molitor, Mortier, Lecourbe, pendant ces douze jours d'opérations et de luttes à jamais mémorables qu'on appelle la bataille de Zurich, n'eût écrasé le barbare, Souvarof était bientôt devant Paris. Puissent les contrées romanes n'oublier jamais cette formidable apparition! La Russie s'est dévoilée là tout entière. Bonaparte était en Égypte, tandis que Joubert, Moreau, Schérer, enchaînés par les absurdes plans du directoire, laissaient reprendre à Souvarof ses brillantes conquêtes de Lodi, de Castiglione, d'Arcole et de Rivoli. Il comprit dès ce moment la nécessité d'une guerre à outrance avec les Russes. Écoutez un interprète éloquent des pensées du génie : M. Villemain, dans ses *Souvenirs*, a parfaitement montré que la guerre de 1812 n'avait pas été l'explosion d'une colère subite; Napoléon l'avait conçue « avant Tilsitt, avant la journée d'Austerlitz, avant l'empire, et du premier jour où il avait vu les Russes en Italie et la frontière de la France protégée contre eux par la bataille de Zurich. Dès lors sa pensée,

nourrie d'histoire et pleine de la contemplation de l'empire romain, s'était reportée à cette ancienne loi des invasions du Nord sur le Midi et des grandes inondations barbares descendant des plateaux de la Haute-Asie sur l'Europe occidentale... — Je suis poussé à cette guerre aventureuse par la raison politique, disait-il plus tard à M. de Narbonne... Rappelez-vous Souvarof et ses Tartares en Italie; la réponse est de les rejeter au-delà de Moscou. Et quand l'Europe le pourrait-elle, si ce n'est maintenant, et par moi? » Cette horreur de l'invasion russe, qui éclairait dès 1799 l'ardente pensée du général Bonaparte, qui lui inspirait l'idée d'une revanche éclatante et d'un coup décisif frappé sur le Kremlin, l'Autriche elle-même en ressentit enfin quelque chose; les brutalités de Souvarof l'épouvantèrent, elle eut honte de ce qu'elle avait fait, et le Gengis-Khan de Paul Ier, en butte aux répugnances des généraux autrichiens, se crut livré à l'ennemi par des traîtres. Le général de Clausewitz a bien décrit sa retraite : « Il prit sa course, dit-il, vers la frontière de Russie, comme un vrai khan de Tartares, aussi impétueusement qu'il était venu. »

C'est un lieu commun des publicistes allemands que l'ambition seule de Napoléon a obligé les états germaniques à implorer le secours des tsars. Napoléon lui-même n'a-t-il pas été l'ami d'Alexandre? et les deux empereurs, l'héritier de Pierre le Grand et l'héritier de la révolution, ne se sont-ils pas partagé l'Europe à Tilsitt? Laissons là ces déclamations qui font trop bon marché des dates. Dès l'invasion de Souvarof, le vainqueur de l'Égypte avait résolu de rejeter les Russes en Asie; mais pour une telle guerre il fallait l'appui de l'Allemagne. De 1800 à 1806, il est occupé sans cesse de ce grand but : s'assurer l'Allemagne contre la Russie. Tout ce qu'il fait dans les contrées germaniques, tous ses projets, toutes ses innovations, toutes ses témérités, tendent à ce résultat. Tantôt il veut fortifier la Prusse et en faire le centre d'une Allemagne nouvelle, tantôt, lorsqu'il n'a pu triompher des irrésolutions de Frédéric-Guillaume III, il élève à la dignité de souverains indépendans les électeurs de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg, et institue la confédération du Rhin. La vérité est que l'Allemagne, la Prusse surtout, pendant toutes les guerres du consulat et de l'empire, est placée entre deux puissances qui se disputent son amitié. D'un côté est la Russie, la France de l'autre. La France lui offre un rôle immense dans les affaires du continent; la Russie veut s'allier à elle pour opprimer l'Europe. La France est désintéressée, ou son intérêt, pour mieux dire, se confond avec l'intérêt prussien; la Russie ne pense qu'à sa propre domination. Unie à la France de 89, la jeune monarchie de Frédéric le Grand s'élèvera tout à coup aux destinées les plus glorieuses, elle sera la tête et le cœur de l'Allemagne, elle dépouillera à jamais l'Autriche de la suprématie, et deviendra le puissant

boulevard de la société romano-germanique contre les entreprises du Nord. Alliée à la Russie, la Prusse sera réduite, comme l'Autriche elle-même, à n'être plus que la vassale des barbares. Situation bien claire en vérité! Le cabinet de Berlin n'eut pas assez d'audace et de patriotisme pour la comprendre. Pourquoi n'y eut-il pas alors sur le trône des Hohenzollern un digne héritier de Frédéric II? Mais non : le souvenir de la révolution effrayait encore les souverains, et le patriotisme populaire, égaré par les déclamations, venait en aide à la pusillanimité des politiques. Le baron de Stein est là, furieux, aveugle, implacable, qui brouille toutes les idées; c'est lui qui, pour venger la Prusse des affronts trop mérités que lui inflige le vainqueur d'Iéna, soulève l'Allemagne comme un seul homme, et la précipite, tête baissée, sous le joug des Moscovites.

Alexandre est décidément le grand protecteur de l'Allemagne, et de 1806 à 1815 il est facile de voir quel est le sens du titre qu'il s'arroge. Les publicistes d'outre-Rhin ont commencé à s'aviser de la chose; c'est un bon signe. Remercions M. Wilhelm Stricker et l'auteur du livre *sur la Russie et le temps présent* d'avoir recueilli si franchement toutes les preuves de la domination russe en Allemagne pendant cette période réputée si glorieuse. Il est trop manifeste que l'Autriche et la Prusse, entre les mains du tsar, ne sont que des instrumens serviles. Ces années 1813 et 1814, dont l'Allemagne, en haine de la France, se plaît toujours à évoquer les souvenirs, les Allemands d'aujourd'hui reconnaîtront-ils enfin que ce furent le plus souvent des années d'humiliation, et que la Russie faisait cruellement payer ses services? Ici, c'est la Saxe, en 1814, occupée par les Russes qui traitent le pays comme une terre conquise; là, c'est le général de Gneisenau qui écrit : « Nous ne sommes pas moins maltraités par nos amis que par nos ennemis; on enlève de force à nos soldats ces vivres rassemblés par nous avec tant de peine, et c'est une chose révoltante de voir sur les champs de bataille nos blessés pillés par les Russes. » Et sans signaler tous les détails que nous fournit M. Stricker, quelle honte en vérité que cette guerre de délivrance, comme ils disent, cette guerre populaire et nationale soit toujours exploitée par les hommes de Saint-Pétersbourg! Qui décide tout aux conférences de Langres et de Châtillon? qui gouverne le congrès de Vienne? Celui qui s'intitule le libérateur de l'Allemagne. Vainement les peuples germaniques rappelleraient-ils avec orgueil que leurs généraux ont tout fait, que les Russes même étaient commandés par des Allemands: qu'importent ces consolations de l'amour-propre? La guerre s'est faite au profit de la Russie; alliée à la Russie, la patriotique Allemagne de 1813 ne s'est battue que pour se donner un maître. La vraie conclusion de la guerre, ce n'est pas la délivrance des peuples allemands, c'est ce traité de la sainte-

alliance par lequel le roi protestant et l'empereur catholique ne craignent pas de s'unir, au nom de la Trinité, sous l'évidente suprématie du tsar. Et maintenant, poètes, historiens, orateurs, chantez, glorifiez sur tous les tons les victoires de 1813 ! « La Grèce est libre ! » cria le héraut de Flaminius pendant la célébration des jeux isthmiques, et aussitôt, à ce que raconte Plutarque, il s'éleva de plusieurs millions de bouches un cri de joie si violent, que les oiseaux du ciel tombèrent comme frappés de mort. Les peuples germaniques ont entendu aussi le héraut de Flaminius proclamer, au milieu d'acclamations insensées, la liberté de la patrie allemande !

V.

L'illusion dura peu chez les esprits lucides. Trois ans après le traité de la sainte-alliance, les diplomates russes continuaient au congrès d'Aix-la-Chapelle ce qu'ils avaient si bien commencé au congrès de Vienne; ils réglaient les droits de la libre Allemagne. Il y avait là, auprès de l'empereur Alexandre, tout un cortége d'hommes d'état moscovites qui semblaient prendre possession d'une conquête : c'étaient le comte Voronzov, le comte Pozzo di Borgo, le comte Nesselrode, le prince de Liéven, le comte Capodistrias, le baron Alopœus, le baron Tschernitschef et le baron Jomini. Mme de Krudener, qui avait figuré en France, trois années auparavant, comme la prophétesse du tsar, avait aussi sa place au congrès d'Aix-la-Chapelle. Dans le savant portrait qu'il a tracé de cette singulière personne, M. Sainte-Beuve la compare à quelque sœur du grand-maître des chevaliers porte-glaives : rapprochement expressif et qui marque bien tous les changemens accomplis; les chevaliers porte-glaives du XIIIe siècle avaient été les vaillans pionniers de la civilisation allemande en Livonie, et la mystique Livonienne de 1818, par son influence sur les imaginations pieuses, semblait préparer l'Allemagne à recevoir plus aisément le joug de celui qu'elle appelle l'*ange blanc* et le *sauveur universel*. Que faisait-on en effet à ce congrès d'Aix-la-Chapelle ? On s'occupait de *christianiser* l'Allemagne au nom de la sainte Russie. Ces sentimens révolutionnaires qu'avait déchaînés M. de Stein au moment même où il poussait l'Allemagne entre les bras des Russes, les Russes avaient hâte de les éteindre. Les séances les plus secrètes du congrès étaient consacrées à ce grand travail. Un boyard valaque, M. le comte Alexandre de Stourdza, prit la chose très à cœur, et il présenta à son maître un petit écrit intitulé : *Mémoire sur l'état actuel de l'Allemagne,* qui n'était autre chose qu'un réquisitoire passionné contre les universités, contre l'esprit public, contre toute la culture littéraire du pays de Lessing et de Kant. Une copie de ce mémoire, égarée on ne sait comment, fut envoyée à Paris et livrée à l'impression. Le plus insolent mépris

de la pensée allemande éclatait à chaque page de ce pamphlet. « La campagne de Russie, disait M. de Stourdza, aura été un moyen entre les mains de la Providence pour conduire le genre humain à la vraie religion sous l'égide du gouvernement russe! » Aussitôt ce fut un cri d'indignation par toute l'Allemagne. Cette servitude des âmes parut bien autrement cruelle aux esprits d'élite que les défaites de Wagram et d'Iéna. Des réponses irritées pleuvaient de toutes parts, et un jeune étudiant westphalien, M. le comte Bochholz, adressa un cartel à M. de Stourdza pour la défense des grandes écoles nationales. M. de Stourdza prit la fuite; il se tint caché quelque temps à Dresde, puis, relancé encore dans sa retraite, poursuivi de lettres menaçantes, il quitta Dresde pendant la nuit, et muni d'un faux passeport se dirigea en toute hâte vers la frontière russe. Cependant la colère publique suivait un autre cours: le bruit s'était répandu que l'auteur de ce pamphlet était le célèbre dramaturge et publiciste Kotzebue. Kotzebue avait fait tous les métiers; aucun écrivain n'avait été plus populaire que lui en Allemagne, lorsqu'en 1812 il écrivait contre Napoléon des pamphlets que lui payait M. de Stein. Était-il infidèle à son rôle de 1812 en continuant d'écrire pour la Russie? Non certes, et c'est là, pour le dire en passant, la condamnation de cette politique qui associait si follement l'alliance russe et les idées de la révolution. Kotzebue ne faisait que changer d'argumens; il avait exalté les sentimens populaires, tant que cela était nécessaire à la cause russe; maintenant que la Russie triomphait, il avait ordre de traîner dans la boue tous les publicistes libéraux. On assurait donc, à tort ou à raison, que le mémoire de M. le comte de Stourdza était l'œuvre de Kotzebue. Ce soupçon accéléra le châtiment prononcé contre lui par les sociétés secrètes. Le 23 mars 1819, Kotzebue fut assassiné par Charles Sand!

Quel enseignement dans le crime du 23 mars 1819! Kotzebue et Charles Sand sont les deux héritiers de ce violent baron de Stein qui, pour venger l'Allemagne des victoires de Napoléon, n'hésita pas à la livrer aux Russes. N'oubliez pas ces deux noms si tristement célèbres; ils résument les deux partis issus du fatal mouvement de 1813, l'un qui se met aux gages du tsar, l'autre qui s'exalte en sens contraire et ne recule pas devant l'assassinat! Cet assassinat, on le pense bien, assura une force nouvelle à la Russie. C'est elle qui conduit la grande réaction de 1819 et qui frappe les citoyens les plus respectés de l'Allemagne. Tous les héros de 1813 sont déclarés suspects; Jahn est jeté en prison, Maurice Arndt et Welcker sont destitués, les deux Follen sont obligés de prendre la fuite. Le congrès de Carlsbad prend contre les universités la plupart des mesures répressives que réclamaient Stourdza et Kotzebue, et une commission manifestement dirigée par la Russie s'établit à Mayence comme

un tribunal d'inquisition politique. L'Allemagne est de plus en plus l'agent officiel du despotisme russe en Europe. Lorsque le frère d'Alexandre monte sur le trône en 1825, une insurrection éclate dans les régimens des gardes : nouvelle occasion pour la Russie de stimuler le zèle de la commission de Mayence et la sollicitude de la diète. M. d'Anstetten, ministre russe à Francfort, présente un mémoire à la diète, à la grande autorité centrale de l'Europe, comme il l'appelle, et il lui montre au sein même de l'Allemagne le foyer du mouvement qui a fait explosion à Saint-Pétersbourg. Les faits parlent-ils assez haut? Est-ce la nation seulement qui a le droit de se plaindre? Peuples et souverains ne sont-ils pas également offensés ici par cette arrogante intrusion de l'étranger?

VI.

On pense bien que la révolution de 1830 aurait fourni à la Russie de spécieux prétextes pour resserrer la trame du réseau sous lequel elle tenait l'Allemagne enlacée; mais après le tableau qu'on vient de lire, que restait-il à faire? Maintenir sa position par une vigilance de toutes les heures, entrer plus profondément chaque jour dans les affaires intérieures du pays, gagner une partie de la presse, créer un parti russe dans toutes les cours, enchaîner les princes allemands par des alliances matrimoniales, surtout ne pas triompher avec trop de bruit et faire vanter en toute occasion le désintéressement de la Russie. Tel est le plan qui a été suivi avec une habileté supérieure. Sur ce dernier point seulement, il était difficile que le programme fût fidèlement rempli. Protecteur presque officiellement reconnu des trônes de Prusse et d'Autriche, le tsar laissa trop voir en plusieurs circonstances le sentiment de cette suzeraineté qu'il pensait avoir conquise. Il n'était pas besoin pour un esprit clairvoyant que les récentes révélations de sir Hamilton Seymour fissent connaître au monde avec quel dédain l'autocrate parle de ses vassaux d'Allemagne. « Qui ne se rappelle, dit M. Wilhelm Stricker, cet incroyable voyage du tsar Nicolas dans les cours où l'appelaient des relations d'amitié et des alliances de famille? Une police particulière l'accompagnait comme s'il eût parcouru son propre empire, et congédiait les étrangers dont la présence eût été suspecte au maître. Et ces distributions de croix! et ces gratifications en argent! et ces récompenses de toute sorte accordées à des officiers, à des chambellans, à des fonctionnaires civils! Les choses allèrent si loin, que, lorsqu'il était question de l'empereur, personne ne songeait plus au représentant de l'antique famille du saint-empire; c'est le tsar qu'on désignait sous ce titre. L'amère ironie du petit livre populaire *Histoire de l'Allemand Michel et de ses sœurs* semblait devenue une

réalité visible à tous les yeux; le tsar moscovite était le maître de l'Allemagne! »

Ce serait un curieux commentaire de ce voyage que le tableau complet des alliances de famille à l'aide desquelles la diplomatie russe a établi, depuis trente ans surtout, le vasselage des cours allemandes. Lorsque Catherine II cherchait des princesses en Allemagne pour les donner en mariage à son fils Paul et à son petit-fils Alexandre, elle laissait éclater insolemment la conscience de sa force. Ici, c'était la landgrave de Darmstadt qui, cédant aux impérieuses instances de Catherine et de son envoyé, le comte d'Assebourg, faisait pendant l'été de 1773 le voyage de Russie, avec ses trois filles, sous cette condition expresse posée par la tsarine, qu'elle ne s'engageait pas à choisir une des princesses. Là, vingt ans plus tard, en 1794, c'était la duchesse de Bade qui allait, sous les mêmes conditions, présenter ses filles à l'examen de Catherine. Toutes les négociations relatives à ces mariages sont remplies de détails humilians. Catherine ne dissimule pas la condescendance dont elle croit donner une preuve en voulant bien abaisser ses regards sur les princesses allemandes. Inutile de dire que les fiancées de Paul et d'Alexandre devront renoncer au protestantisme et embrasser la religion grecque; on ne semble même pas croire que ce puisse être l'objet d'une hésitation : qu'est-ce que la religion natale, quand il s'agit de devenir princesse russe? Il y avait pourtant d'assez récens exemples qui n'étaient pas faits pour encourager les mères : on parlait encore de cette belle Charlotte de Wolfenbüttel, sœur de l'impératrice d'Allemagne, mariée en 1711 au tsarévitch Alexis et morte victime de ses brutalités; mais l'altière volonté de Catherine ne laissait pas de place à ces réflexions inquiètes : elle ordonnait en souveraine, et les princesses allemandes devaient s'estimer heureuses de son choix. Il y a certes plus de noblesse et de courtoisie, à l'heure qu'il est, dans ces affaires de famille qui unissent la Russie et l'Allemagne; sur ce point comme sur tous les autres, une diplomatie habile a remplacé les procédés barbares. Le tsar n'est-il pas le représentant de l'ordre et de la religion en face du paganisme occidental?

Regardez-y de près cependant : si ces mariages qui jouent un si grand rôle dans la politique russe ne sont plus négociés avec la dureté hautaine de Catherine II, ils sont encore, on va le voir, la source de bien des hontes, et les publicistes d'outre-Rhin n'ont que trop souvent l'occasion de rougir, quand ils comparent le sort des princesses allemandes en Russie avec les priviléges des princesses russes en Allemagne. Lorsqu'une Allemande épouse un des princes de la famille du tsar, elle est obligée, comme au temps de Catherine II, d'abandonner la religion de ses ancêtres. Rien de changé sur cet

article; la règle est inflexible. Au contraire, la princesse russe qui épouse un prince allemand porte avec elle en Allemagne sa religion et son culte. Une chapelle grecque sera établie dans son palais : c'est toujours l'objet d'une stipulation expresse, — et bientôt en vérité, l'usage devenant loi, la stipulation sera superflue. Voyez-vous ces chapelles grecques, avec leurs images sacrées et leur cortége de popes, installées au milieu des cours germaniques, tandis que les princesses d'Allemagne sont tenues, en quittant le sol natal, de rejeter les formules même qui leur servaient de communication avec Dieu? Que d'affronts dans ce seul contraste, et combien M. Stricker a raison de s'écrier avec une indignation amère : « Ces mariages, aux yeux des Russes, ce sont de véritables mésalliances, et l'Allemagne doit en être si honorée, l'Allemagne en retire de si grands, de si précieux avantages, qu'il y faut tout sacrifier, oui, tout, et jusqu'au souvenir de sa foi ! »

Ces mésalliances, auxquelles la famille impériale de Russie veut bien condescendre avec bonté, se multiplient singulièrement depuis un quart de siècle. Le tsar Nicolas est le premier, depuis Pierre le Grand, qui ait eu une famille nombreuse; en remontant plus haut encore, on ne trouverait pas un autre exemple d'un pareil groupe de princes et de princesses réunis autour des tsars ou des grands-ducs; il n'a été donné à aucun souverain russe, hormis à Nicolas, de voir grandir ses fils et ses petits-fils. On pense bien que le tsar n'a pas négligé de telles ressources : commencée par les armes et les traités, maintenue chaque jour par une diplomatie vigilante, l'invasion russe se continue depuis vingt-cinq ans par une brillante phalange de jeunes altesses. Chose étrange, les cours d'Autriche, de Saxe et de Bavière sont les seules où la Russie n'ait pas essayé d'agrandir son influence par des mariages. Ce fait a de quoi surprendre au premier abord. Comment expliquer que la diplomatie moscovite, si ingénieuse à envelopper l'Allemagne dans un réseau d'alliances intimes, ait renoncé à ce moyen en Saxe, en Bavière, et surtout en Autriche? Faut-il rappeler ici les curieuses révélations de sir Hamilton Seymour? La Russie se croit-elle assez maîtresse de maison de Habsbourg, et dédaigne-t-elle une conquête dont elle est sûre? La vraie raison, c'est que le catholicisme ne s'est jamais prêté, comme la religion protestante, à ces abjurations officielles (la Saxe est protestante, mais on n'ignore pas que la famille royale est catholique). Catherine II, en 1773, écrivait déjà dans ce sens au comte d'Assebourg : « Ne songez pas, disait-elle, à une princesse catholique, il serait trop difficile de la déterminer à embrasser la religion grecque. » Les souverains protestans de l'Allemagne ne comprenaient guère ces scrupules; un seul, c'était le roi de Prusse Frédéric II,

refusa de donner sa sœur Amélie au grand-duc héritier de Russie, « considérant, disait-il, comme un déshonneur pour l'état qu'une princesse prussienne abandonne sa religion. » — Et c'est pour cela, s'écrie M. Stricker avec un noble accent qui contient bien des reproches, c'est pour cela que nous l'appelons Frédéric le Grand ! — Mais dans toutes les cours protestantes du nord et du sud-ouest de l'Allemagne, en Prusse, dans le Wurtemberg, dans la Hesse électorale et la Hesse grand-ducale, même dans les états les moins influens, dans le duché de Nassau, dans le duché d'Oldenbourg, voyez avec quelle persévérance les deux derniers empereurs de Russie ont su pénétrer par des mariages au sein des affaires germaniques !

Le tsar Alexandre avait été marié par sa grand'mère à une princesse badoise; le tsar Nicolas a épousé, en 1825, la fille de Frédéric-Guillaume III, la sœur du roi de Prusse aujourd'hui régnant. Une sœur d'Alexandre et de Nicolas, Catherine Paulovna, veuve d'un prince d'Oldenbourg, épouse le 24 janvier 1816 le roi de Wurtemberg, Guillaume Ier; la reine de Wurtemberg meurt trois ans après, mais bien que le roi veuf se remarie à une princesse allemande, le passage de Catherine Paulovna à la cour de Stuttgart y a établi des relations russes qui se continuent naturellement. Le fils aîné du roi, le prince Charles, héritier de la couronne, est marié le 13 juillet 1846 à la grande-duchesse Olga, fille du tsar Nicolas. Une de ses nièces, la princesse Charlotte, aujourd'hui Hélène Paulovna (les princesses allemandes qui se marient en Russie ne changent pas seulement de religion), avait épousé le 20 février 1824 le grand-duc Michel, quatrième fils du tsar Paul. Est-ce tout? Non. Le gendre du roi de Wurtemberg, le prince Frédéric, est chef d'un régiment d'uhlans moscovites; un des cousins du roi, le prince Eugène, est général d'infanterie au service des tsars; un de ses oncles, le duc Alexandre, mort en 1833, avait été aussi général en chef en Russie et directeur de toutes les voies de communication de l'empire; enfin deux fils de ce duc, le duc Frédéric-Guillaume Alexandre et le duc Ernest, ont été tous les deux majors-généraux dans l'armée russe. Vous savez ce que furent dernièrement ces conférences de Bamberg où les petits états de l'Allemagne du midi, par de perfides prétentions de neutralité, essayèrent d'entraver les décisions de l'Autriche. Le Wurtemberg y joua le principal rôle, et l'on ne comprenait guère qu'un gouvernement éclairé, libéral en maintes rencontres, un gouvernement qui respecte la tribune et qui administre avec des chambres, eût pris cette singulière attitude. Le rôle du Wurtemberg a-t-il encore besoin d'explication ?

La Hesse électorale et la Hesse grand-ducale ne sont pas moins liées que le Wurtemberg à la famille impériale de Russie. Dans la Hesse grand-ducale, la sœur du grand-duc Louis III, la princesse

Marie, a épousé, le 28 avril 1841, le grand-duc héritier de Russie, Alexandre Nicolaévitch, et son frère, le prince Alexandre, major-général au service de la Russie et de la Hesse, est chef du régiment russe des Borissoglebski. Dans la Hesse électorale, un cousin du grand-duc, le prince Frédéric, a épousé, le 28 janvier 1844, la grande-duchesse Alexandra, fille du tsar; il est chef du régiment russe de Mariapolsk. Un de ses oncles, le prince Émile, est propriétaire du régiment russe des dragons de Khasan. Enfin la ligne collatérale de Hesse-Philippsthal-Barchfeld nous montre un frère du landgrave Charles, le prince Ernest, général de cavalerie en retraite au service de la Russie. Dans le duché de Nassau, c'est le duc Adolphe, aujourd'hui régnant, qui a épousé, le 21 janvier 1844, Élisabeth Michailovna, fille du grand-duc Michel et nièce du tsar. A Oldenbourg, nous avons vu qu'un prince oncle du grand-duc actuel avait épousé Catherine Paulovna, sœur des tsars Alexandre et Nicolas, et devenue par un second mariage reine de Wurtemberg. Ce prince d'Oldenbourg et Catherine Paulovna avaient eu un fils, le prince Pierre, général d'infanterie au service de Russie, président du sénat, directeur des affaires civiles et ecclésiastiques, investi par un ukase du titre d'altesse impériale; le prince Pierre a pour femme une sœur du duc régnant de Nassau, et tous leurs enfans portent des noms empruntés à la dynastie russe : les fils s'appellent Nicolas et Constantin, les filles Alexandra et Olga. Enfin récemment, le 11 septembre 1848, la princesse Alexandra, aujourd'hui grande-duchesse Josefovna, fille du duc de Saxe-Altenbourg, épousait le grand-duc Constantin Nicolaévitch, et la fille du grand-duc Michel de Russie, la grande-duchesse Catherine, épousait le 16 février 1851 le duc de Mecklenbourg-Strélitz. Consultez l'*Almanach de Gotha*, vous verrez partout l'influence russe représentée auprès des cours souveraines et des familles médiatisées, et quand ce ne sont pas des mariages, que de princes, que de ducs et d'archiducs attachés à l'armée moscovite par des emplois et des dignités militaires! Que de propriétaires de régimens, que de colonels de dragons et d'uhlans russes parmi cette noblesse orgueilleuse qui entoure les souverains d'Allemagne! J'ai dit que ni la Bavière, ni la Saxe, ni l'Autriche n'ont fourni de mariages à la famille du tsar : la religion catholique s'y opposait; mais rien n'empêche en Saxe le prince Albert de posséder un régiment de chasseurs moscovites, rien n'empêche en Autriche l'archiduc Albert, l'archiduc Charles-Ferdinand et l'archiduc Léopold de commander au nom du tsar les uhlans de Belgorod et les uhlans de l'Ukraine; le père même de l'empereur, l'archiduc François-Charles, est colonel d'un régiment de grenadiers russes! Lorsqu'on pense à tous ces liens si habilement entrelacés, lorsqu'on voit à Vienne, sur les marches mêmes du trône, cette brillante aristocratie

que la déférence, la longue habitude et je ne sais quelle vanité féodale rendent si propice aux vœux de Saint-Pétersbourg, on ne songe plus à accuser les lenteurs de l'Autriche, on admire plutôt la loyale et persévérante résolution du jeune empereur François-Joseph.

VII.

Ce n'était pas assez pour la Russie d'établir son influence au sein des familles souveraines, il fallait aussi s'emparer de l'opinion. Il est manifeste qu'il y a depuis 1815 une presse russe en Allemagne. Est-ce une presse qui avoue hautement ses desseins? Non, certes. La Russie est trop habile pour décréditer ses organes; il lui suffit que ses agens mettent à profit la complaisance ou entretiennent l'aveuglement de certains journaux. Les complaisans de la presse allemande, nous avons regret à le dire, ne sont pas moins nombreux que les aveugles. Il y a surtout une tactique souvent employée depuis 1830 et qui se renouvelle aujourd'hui sous nos yeux : on publie dans un journal de Souabe, de Hanovre ou de Bavière un article de haute philosophie historique, où l'on démontre sans passion, avec le calme désintéressé de la science, que la Russie est appelée par les lois providentielles à la régénération de la vieille Europe. Ce n'est pas un écrivain russe qui parle, ce n'est pas un Kotzebue stipendié qui insulte son pays, c'est l'étude impartiale qui promulgue les arrêts d'en haut. Le lendemain, le même journal publie une réfutation de son article de la veille, réfutation d'une valeur dialectique médiocre, mais animée d'une confiance assez vive dans les destinées de l'Allemagne. L'honneur du journal est sauf; qu'importent cependant ces précautions perfides? Les décisions de la philosophie de l'histoire ont produit leur effet chez ce peuple contemplatif, et plus d'un esprit se console de la déchéance inévitable de sa patrie en remarquant avec quelle supériorité la science allemande explique les décrets éternels. C'est le roseau de Pascal défiant l'univers qui l'écrase. Que de fois n'a-t-on pas lu de tels articles dans la *Gazette de Hanovre*, dans le *Journal de Francfort*, et dans le *Mercure de Souabe!* Le *Portfolio* ce curieux recueil anglais publié en 1835, et qui s'appliquait surtout à démasquer en Europe et en Asie les perfidies de la politique russe, n'a eu que trop souvent l'occasion de dénoncer ces ruses de l'esprit moscovite et la connivence coupable de quelques feuilles allemandes. La *Gazette d'Augsbourg*, organe important à coup sûr des affaires publiques de l'Allemagne, se prêtait plus facilement qu'un autre à ces menées souterraines. Rédigé par des plumes très différentes, espèce de *magazine* ouvert à des documens de toute nature, ce journal croyait avoir assez fait pour le patriotisme, si les intérêts de l'Allemagne étaient défendus çà et là dans ses colonnes avec une gravité

circonspecte; pouvait-on lui imputer à crime des renseignemens historiques, des appréciations de faits où la puissance incontestable de la Russie occupait la place qui lui appartient? En maintes rencontres, il faut l'avouer, ce n'étaient pas seulement des appréciations historiques, c'était le patronage manifeste des intérêts moscovites. Quand le *Portfolio* commença de remplir si bien son vaillant office de sentinelle, la *Gazette d'Augsbourg* fut le plus fidèle écho des colères de Saint-Pétersbourg et de Moscou. « Nous ignorons, — disait dans cette feuille un article écrit de Berlin le 10 mars 1836, — nous ignorons jusqu'à quel point les documens que publie le *Portfolio* sont authentiques ou forgés, mais en tout cas cette publication est un acte plus criminel qu'aucune piraterie littéraire. » Je sais bien que de tels articles étaient repoussés avec indignation par une élite généreuse, je sais bien que le *Portfolio*, traduit en allemand dès son apparition à Londres, était avidement lu en Allemagne et y tenait le patriotisme en éveil, je sais bien que d'éloquens publicistes ne cessaient d'avertir la conscience de leur pays; qui peut comparer cependant des brochures publiées de loin en loin et écrites surtout pour des lecteurs convertis avec l'action incessante de ces journaux qui travaillaient d'une façon si discrète et d'autant plus efficace à couvrir la marche victorieuse de l'esprit russe?

Riche de tant de ressources, assurée de si nombreux auxiliaires en Allemagne, la Russie n'avait plus qu'à laisser agir son grand allié, le plus utile et le plus stupidement aveugle de ses vassaux, l'esprit démagogique. Ne confondons pas la révolution de 89, c'est-à-dire la base même de l'ordre nouveau, et cet esprit révolutionnaire qui n'est que le délire des convoitises brutales. La révolution triomphera de la Russie; l'esprit révolutionnaire lui prête des armes. S'il est une vérité désormais aussi éclatante que le soleil, c'est que la Russie avance chaque fois que l'esprit révolutionnaire brise ses freins, et qu'elle recule chaque fois qu'il est dompté. Les désordres de 1848 ont été pour le tsar une bonne fortune inespérée; il a pu croire que c'était là le couronnement de ses desseins. Le 6 juillet 1848, M. de Nesselrode adresse à ses agens auprès des cours germaniques une longue note-circulaire où il rappelle à l'Allemagne tous les bons rapports qui l'unirent si longtemps à la Russie. « Quand donc l'Allemagne a-t-elle eu à se plaindre de nous? Quand avons-nous forgé des plans contre son indépendance? Quand l'avons-nous menacée d'une invasion? Quelle partie de son territoire avons-nous prise ou convoitée? » Puis vient l'énumération fastueuse des services rendus. — C'est nous qui avons versé notre sang pour l'Allemagne; c'est nous qui l'avons délivrée en 1813 et qui en 1840, aux premiers bruits de guerre, étions prêts à la protéger sur le Rhin; c'est nous enfin qui avons toujours maintenu la bonne et cordiale harmonie

entre les états de la confédération. Ce sont ensuite des menaces, menaces paternelles toutefois, avertissemens faits d'un ton débonnaire, et la note se termine par ces mots : « Que l'Allemagne se donne la forme politique qu'elle voudra, l'empereur respectera son indépendance; il ne songe pas à abandonner la position qu'il a toujours tenue vis-à-vis d'elle. » On a vu quelle était cette position; la place était bonne à garder. Cette note où tous les tons, menaces, caresses, reproches affectueux, condescendance bénévole, se croisaient avec une si étrange habileté, était précisément comme l'abrégé du rôle joué par les tsars dans les affaires intérieures des états germaniques. Toute l'Allemagne en frémit. Quel était le but caché de ce singulier manifeste? Voulait-on irriter l'Allemagne? espérait-on pousser à bout l'esprit de révolte? Ce qui est certain, c'est que cette note du 6 juillet 1848 était une sorte de miroir où l'Allemagne pouvait considérer son abaissement et sa misère. Aujourd'hui même les publicistes allemands en poussent des cris de douleur. Les révolutions de 1848 leur réservaient cependant des épreuves plus humiliantes encore : un an après cette note du 6 juillet, comme si les événemens obéissaient aux intentions de la diplomatie russe, l'Autriche se croyait obligée d'invoquer le secours du tsar contre l'insurrection hongroise. Ni la Prusse, ni la Bavière, ni les troupes fédérales ne pouvaient, par une assistance opportune, éloigner ce dur protectorat; la révolution était partout, à Berlin et à Francfort, à Dresde et à Stuttgart, dans le duché de Bade et dans le Palatinat. L'armée russe franchit les frontières autrichiennes; le tsar hésite un instant : soutiendra-t-il l'Autriche ébranlée? établira-t-il la république hongroise sous le patronage russe? C'est pour l'Autriche qu'il se décide; ne vaut-il pas mieux rester le protecteur de l'Allemagne entière que d'être le suzerain des Magyars? Et bientôt, quand les Russes et les Autrichiens réunis ont triomphé de cette héroïque résistance d'un petit peuple, un général russe peut dire au tsar Nicolas : La Hongrie est aux pieds de votre majesté!

CONCLUSION.

Il était bien temps que l'Allemagne se réveillât; la crise orientale lui a fourni une merveilleuse occasion de protester contre ce joug séculaire, et ce ne sera pas une des moindres victoires de la guerre d'Orient d'avoir aidé les peuples germaniques à rejeter loin de leurs frontières l'invasion des Slaves. Que les journaux russes d'Autriche, de Prusse et de Bavière, invoquant on ne sait quel intérêt national, continuent à prêcher la neutralité de la confédération, ce masque de patriotisme ne cache plus leurs desseins. La *Gazette d'Augsbourg*, entremêlant ses documens suspects d'articles mieux inspirés, peut soutenir et tromper les insurgés de la Grèce, exa-

gérer les souffrances des chrétiens de Bosnie et se prêter à toutes les manœuvres de la diplomatie de Saint-Pétersbourg; le *Journal français de Francfort* et la *Gazette de la Croix* peuvent persister à voir dans le tsar l'auguste représentant de l'ordre et le sauveur de l'Europe; à la première chambre de Berlin, M. de Gerlach peut répéter ses éternels lieux-communs contre la France, et M. Stahl, habillant avec plus d'art des pensées de la même force, peut employer son incisive parole à signaler vers l'Occident des périls imaginaires, tandis que le danger véritable est au nord de la Prusse : leurs efforts, espérons-le, ne réussiront pas à endormir la conscience publique. Déjà le sentiment national se fait jour de toutes parts. A côté de ces journaux et de ces orateurs que je viens de nommer, il est plus d'une voix éloquente qui ne craint pas de montrer dans cette neutralité la déchéance de la patrie. Ici c'est M. de Vincke qui réfute les sophismes de M. Stahl et relève le drapeau de la Prusse; là c'est le *Journal de Cologne*, c'est *la Gazette universelle* de Leipzig, c'est le *Journal allemand de Francfort*, c'est le *Lloyd* de Trieste, c'est le *Lloyd*, la *Presse* et le *Wanderer* de Vienne, c'est la *Gazette de Voss* et le *Wochenblatt* de Berlin, ce sont bien d'autres feuilles encore qui ne permettent plus à l'esprit allemand de conserver ses vieilles illusions sur la Russie. Et combien de brochures venues du nord et du midi, du Rhin et de la Vistule, de la Baltique et des Alpes, les unes, je l'avoue, d'une forme peu littéraire, les autres rédigées par des plumes ingénieuses, et toutes animées de la plus patriotique ardeur! Si ce n'est pas là un vrai mouvement national, il faut douter de toute chose.

Il est surtout un point qui me semble digne d'attention : la Russie cherche encore à exploiter ces souvenirs de 1813 qui tiennent si fort au cœur de l'Allemagne, et ses partisans rappellent sans cesse l'étroite union des deux peuples cimentée dans le sang de Leipzig : « Comment oublier, — disait récemment M. Stahl dans la discussion du crédit que demandait le ministère Manteuffel, — comment oublier qu'en 1813 et en 1849 la Russie a apparu chez nous en libératrice avec sa colossale et bienfaisante grandeur? » La diplomatie russe a toujours compté sur les rancunes qu'excite en Allemagne le nom du vainqueur de Wagram et d'Iéna; quand la famille de Napoléon est remontée sur le trône, le tsar Nicolas a pensé que l'heure fatale était venue, et qu'il pouvait marcher sur Constantinople sans craindre l'opposition de la Prusse et de l'Autriche; entre le frère d'Alexandre et le neveu de Napoléon l'Allemagne pouvait-elle hésiter? L'empire a été rétabli en France au mois de décembre 1852; quelques mois après, le cortége du prince Menchikof entrait fastueusement dans le Bosphore. Eh bien! cette coïncidence sera le début d'une transformation profonde dans l'histoire de l'Allemagne. Humiliés par la domination

du conquérant, les peuples germaniques s'étaient jetés en aveugles sous la main de la Russie; en tenant si ferme aujourd'hui le drapeau du droit européen, en conduisant avec tant de désintéressement et de vigueur la résistance de l'Occident à l'invasion du Nord, le gouvernement français ramènera l'Allemagne au sein de cette société d'où l'influence russe l'éloignait chaque jour davantage. Déjà ce nom de Napoléon n'excite plus chez les patriotes les plus défians les colères d'autrefois. Écoutez celui qui avait porté même dans la critique littéraire toutes les passions furieuses du parti teutonique, le *gallophobe* que Louis Bœrne appelait un *mangeur de Français* (*Franzosenfresser*). « La France, s'écrie M. Wolfgang Menzel dans un éloquent appel à la Prusse, est moins menacée que la Prusse. Tôt ou tard, cela est certain, il faudra que nous fassions la guerre à la Russie. Quelle sera notre position quand cette heure-là aura sonné? Laissez grandir encore l'invasion, et bientôt la Baltique entière ne sera plus qu'un lac moscovite. Nous aurons l'appui de l'Autriche; mais entre la Prusse et l'Autriche ne voyez-vous pas ce terrible boulevard? C'est la Pologne, placée comme un coin au cœur de l'Allemagne pour la briser en deux. Serons-nous sûrs alors d'avoir les alliés qui nous tendent la main aujourd'hui?... La France, sans que nous l'ayons appelée, vient chevaleresquement à notre aide; qu'elle soit au moins la bienvenue! »

Si l'évocation des souvenirs de 1813 est désormais un moyen sans vertu, si le nom de Napoléon n'éveille plus d'intraitables rancunes, que reste-t-il à la Russie pour effrayer l'Allemagne? Il lui reste le spectre de la révolution : « La révolution a corrompu l'Europe; moi seule, la sainte Russie, je puis raffermir les trônes. » Non! malgré les discours de M. Stahl, c'est aussi là un procédé qui s'épuise. Le despotisme russe a besoin de la démagogie pour mener ses projets à bon terme; mais la démagogie n'a pas moins besoin du despotisme russe pour soulever les peuples et les mener à l'abîme. L'esprit russe et l'esprit révolutionnaire comptent également l'un sur l'autre et se rendent les mêmes services. Il n'y a pas longtemps qu'on l'a dit, et c'est là une vérité si évidente, qu'elle est déjà un lieu commun. Cette alliance tacite de l'esprit russe et de la démagogie, les démagogues jusqu'ici se gardaient bien d'en parler; ils ont rompu le silence, et le doute n'est plus permis. De tous les publicistes, écrivains ou orateurs, qui ont formé des vœux dans ces derniers temps pour le succès des armées moscovites, nul ne l'a fait avec plus d'originalité et de cynisme qu'un des chefs de la *jeune école hégélienne*, M. Bruno Bauer.

L'argumentation de M. Bruno Bauer, noyée dans un torrent de divagations socialistes, se réduit à ces deux points : — toutes les aristocraties ont été détruites dans le monde; il n'en reste plus qu'une

seule, l'aristocratie des nations. La France, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, sont des personnes aristocratiques dont l'existence oppose un dernier obstacle à l'établissement du règne de l'avenir. Ce règne de l'avenir, c'est la liberté illimitée de l'individu tel'e qu'elle a été conçue par les *jeunes hégéliens*, avec les perfectionnemens de MM. Feuerbach et Stirner; liberté, non pas du genre humain, mais de l'homme, de la monade; liberté complète qui nous affranchit non-seulement de l'autorité sociale, mais de l'idée de Dieu, de l'idée de la patrie, de tout ce qui gêne la plénitude de notre action, de tout ce qui place au-dessus de notre tête une loi, un devoir, et nous oblige par conséquent à un certain sacrifice de nous-mêmes. Il faut donc que cette dernière aristocratie disparaisse comme les autres. Quel est le pouvoir assez fort, dans l'état actuel du monde, pour passer le niveau sur les nations? Il n'y en a qu'un, c'est la Russie. M. Bruno Bauer ne fait pas de vœux pour le triomphe de la Russie; à ses yeux, ce triomphe est certain; il lui suffit d'en expliquer la nécessité et d'en glorifier les conséquences. Écoutons l'autre raisonnement du démagogue. — Les socialistes, et surtout les socialistes athées de l'école allemande, sont dans la même situation que les premiers chrétiens. Dépositaires des idées qui devaient transformer le monde, les disciples de Jésus s'inquiétaient peu des derniers partis de la république romaine. Que leur importaient les espérances ou les regrets attachés au souvenir d'un Pompée, d'un Brutus, d'un Caton d'Utique? A ces ardentes compétitions du pouvoir qui troublaient les vaines pensées des hommes et tenaient l'Europe et l'Asie en suspens, ils préféraient le despotisme des empereurs, et avec lui l'universel silence. Le silence, voilà ce qu'il fallait aux chrétiens des premiers siècles. Délivrées de l'obsession des vieux partis, rentrées en possession d'elles-mêmes, les âmes purent recueillir alors et laisser fructifier sans obstacle les semences de la vérité nouvelle. « Et nous aussi, dit M. Bruno Bauer, que nous importent les constitutions politiques? Meurent les peuples, meurent les parlemens, meurent ces prétentions et ces partis qui empêchent les hommes de développer au fond de leur conscience les germes de la liberté future ! Qu'un silence ininterrompu succède au bruit importun des tribunes. C'est à la faveur de ce silence bienfaisant que les vérités socialistes grandiront dans les esprits les plus rebelles, et que le monde nouveau sortira de terre. » Comment sortira ce monde nouveau? M. Bruno Bauer ne le dit pas. Sera-ce par une insurrection universelle? sera-ce par l'apparition du labarum et la conversion de Constantin? Le prophète a oublié ce point important; mais cette étrange assimilation des *jeunes hégéliens* aux premiers disciples du Christ n'abusera personne, et il est bien évident que M. Bruno Bauer ne veut le triomphe du despotisme russe qu'afin de déchaîner plus sûrement les violences de la démagogie. Liberté, droits des peuples,

civilisation, lançons tout à l'abîme, et puisque cette civilisation se défend si bien, implorons, comme une suprême ressource, le nivellement de l'Europe sous la verge des tsars! Tel est le sens de ce pamphlet.

Eh bien! il y a là de précieuses vérités à recueillir. Ce livre assurément est le fruit d'une abominable inspiration, ces espérances impies sont d'un fou furieux, et il faut flétrir le tribun aux abois qui pousse de tels cris de mort contre la civilisation libérale; toutefois rappelez-vous ces aveux : oui, le socialisme, pour déployer ses fureurs, a besoin de l'absolutisme russe; oui, la défaite des Russes, ce sera aussi une arme terrible enlevée aux révolutionnaires. M. Bruno Bauer a posé dramatiquement la lutte : d'un côté, c'est le despotisme du Nord prêt à niveler l'Europe, et le socialisme qui n'attend qu'un signal pour moissonner sur ses pas; de l'autre, ce sont les soldats de la civilisation et de la liberté, ce sont ces grandes aristocraties qu'on appelle les nations, ces personnes privilégiées que nous nommons la France, l'Angleterre et l'Allemagne. La France et l'Angleterre se sont levées contre l'ennemi de l'Europe; ce sont elles cependant qui ont le moins à craindre et des usurpations de la Russie et des soulèvemens démagogiques. L'Allemagne, plus exposée qu'aucune autre contrée à cette double menace, l'Allemagne à moitié soumise déjà aux influences de Saint-Pétersbourg, l'Allemagne où a grandi le socialisme athée et qui voit se forger des systèmes philosophiques pour toutes les convoitises grossières, l'Allemagne hésiterait à prendre parti dans cette lutte où il s'agit d'anéantir du même coup les deux grandes hypocrisies du XIXe siècle, le despotisme des tsars et le despotisme socialiste! Non, cela ne se peut. Encore une fois, nous ne plaidons pas ici la cause des puissances occidentales; l'Angleterre et la France sont assez fortes pour protéger le droit de l'Europe. La guerre qui commence intéresse surtout les nations germaniques. Restées neutres, elles abdiquent, et ce triste tableau de l'invasion moscovite au-delà de la Vistule se termine par une soumission irrévocable : l'Allemagne ne s'appartient plus. Unie à la France et à l'Angletere, elle rentre dans le sein de la société germanique et romane, et brise ce joug moscovite trop longtemps supporté. Qui peut dire qu'une telle occasion se représentera jamais? Tous les gouvernemens de la confédération comprendront ces solennels avertissemens du destin, tous s'associeront aux loyales résolutions de l'Autriche; le vœu des peuples sera entendu, les espérances de tant de nobles cœurs seront réalisées, et l'histoire dira un jour que la guerre d'Orient a été le signal d'une rénovation décisive dans les destinées intérieures de l'Allemagne.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

LORD
HERBERT DE CHERBURY

I.

Un grand seigneur qui écrit sur la métaphysique est toujours un personnage fort rare. Il l'est encore davantage, s'il conserve avec les goûts philosophiques les mœurs et les idées d'un grand seigneur, s'il est, en même temps qu'un faiseur de systèmes, un coureur d'aventures chevaleresques, s'il unit à la curiosité d'esprit du commencement du XVIIe siècle la hauteur batailleuse d'un gentilhomme de la même époque, s'il est à la fois le correspondant de Grotius et de Gassendi et l'ami de Montmorency et de Buckingham. Tel fut lord Herbert de Cherbury. Son nom, encore cité en Angleterre, est en France médiocrement connu; ses ouvrages ne le sont point. Cependant ils mériteraient de l'être, et il serait juste d'assigner à l'auteur un rang assez élevé dans l'histoire des idées philosophiques et religieuses de son pays, sujet un peu négligé aujourd'hui, la politique ayant à elle seule captivé tout ce que l'imagination du monde accorde à l'Angleterre. Aussi distinguerons-nous ce que lord Herbert a été de ce qu'il a laissé; sa vie nous occupera plus que ses doctrines. Celles-ci n'inspireraient qu'un intérêt médiocre aux lecteurs de ce recueil. Il n'en sera pas de même de celle-là, nous l'espérons du moins, d'autant qu'en la racontant nous n'avons presque rien à y mettre du nôtre. L'aristocratie d'ailleurs est pour le moment plus à la mode que la philosophie.

Le nom d'Herbert est celui d'une ancienne et noble famille qui figure encore dans la pairie d'Angleterre et dont le titre remonte au XVe siècle (1). William Herbert, lord de Ragland, descendant d'un

(1) Il y a maintenant, je crois, trois pairs du nom d'Herbert : lord Pembroke, dont le

Fitz-Herbert, chambellan de Henri Ier ou peut-être d'un Fitz-Roy, son fils, vivait sous Édouard IV et fut créé baron, puis comte de Pembroke. C'est le premier pair de la famille. Le second fils de son frère, sir Richard Herbert de Colbrook, fut le bisaïeul d'Édouard Herbert de Montgomery-Castle, d'abord chevalier, puis pair d'Irlande, et enfin pair d'Angleterre sous le titre de baron Herbert de Cherbury dans le Shropshire. C'est le philosophe dont nous allons esquisser l'histoire, au risque de paraître quelquefois retracer les faits et gestes d'un courtisan frivole et querelleur, en parlant d'un émule de Bacon et d'un prédécesseur de Locke.

Il était né à Eyton, dans le même comté de Shrewsbury, en 1582, sous le règne d'Élisabeth (1). Rien ne nous serait plus facile que de donner sur sa famille de nombreux détails. Nous les puiserions dans sa biographie, écrite par lui-même, un des plus étranges témoignages, dit Horace Walpole, qu'un homme ait jamais rendus de lui-même.

Ce récit fort original, ingénuement écrit, et qui fait encore plus connaître les goûts, le caractère et les opinions de l'auteur que les circonstances de sa vie, resta inconnu pendant près d'un siècle. Retrouvé dans le manoir d'une des branches de la famille, il fut rendu à lord Powis, héritier des titres de lord Herbert, et parvint dans les mains d'Horace Walpole, dont il excita et amusa la curiosité. On sait que cet amateur délicat du rare et du piquant avait à Strawberry Hill une imprimerie particulière, qu'il n'employait qu'à la publication d'ouvrages de son choix. De ses presses est sortie la première édition de *la Vie d'Edouard, lord Herbert de Cherbury, écrite par lui-même* (1764), avec une épître dédicatoire à Henry Arthur Herbert, comte de Powis, et une préface composée par le noble et spirituel éditeur. C'est cet ouvrage trois fois réimprimé (2) qui nous permet d'entretenir quelques instans nos lecteurs d'un personnage au moins aussi singulier que ses livres sont remarquables.

II.

Il commence son récit en exprimant le regret que ses ancêtres n'eussent pas consigné par écrit les souvenirs et les réflexions de toute leur vie. De tels documens transmis dans les familles feraient pro-

titre n'est que de 1551, le premier titre créé sous Édouard IV s'étant éteint; lord Carnaven et lord Powis. Ce dernier titre, assez ancien dans la famille, en est sorti et doit y être rentré depuis peu. M. Sydney Herbert, qui fait partie du ministère actuel, est frère du comte de Pembroke.

(1) On place ordinairement la naissance de lord Herbert en 1581. Cette date s'établit par induction, car il ne la donne pas dans les mémoires de sa vie; mais il dit qu'il se maria à quinze ans en 1598, ce qui ne permet pas de le faire naître avant 1582.

(2) Londres 1770, Edinburgh 1809, Londres 1826, 1 vol. in-8°.

fiter aux enfans l'expérience des pères. Quant à lui, il a peu de chose à dire des siens. Il avait huit ans quand mourut son aïeul, à qui son père ne survécut que quatre années. Il sait seulement qu'ils avaient la barbe et les cheveux noirs, un air de force et une mâle beauté, signes de courage et d'énergie morale, et il n'a recueilli sur chacun d'eux que le souvenir de quelques prouesses dignes des compagnons de Richard Cœur-de-Lion. Son arrière-grand-père, sir Richar Herbert de Colbrook, très redouté dans sa contrée des ennemis de la paix publique, était un héros à comparer aux Amadis de Gaule. C'est lui qui, la hache d'armes à la main, traversa deux fois sans être touché toute une armée venue du nord. Un jour qu'avec son frère, le comte de Pembroke, il donnait la chasse à des brigands du pays de Galles, ils prirent dans l'île d'Anglesey sept frères convaincus de toutes sortes de crimes. Pembroke venait d'ordonner qu'on les pendît, lorsque leur mère accourut et le supplia de faire grâce à deux ou du moins à un de ses fils. Sir Richard appuya cette prière, qui fut rejetée par le motif qu'un choix était impossible entre tels misérables, et la mère, qui portait à ses bras deux chapelets de laine (1), se jetant à genoux, maudit lord Pembroke en priant Dieu qu'il périt à son premier combat. Peu après, à la journée de Banbury, au moment où les deux frères venaient de mettre leurs soldats en ligne, l'aîné aperçut sir Richard appuyé sur sa hache d'armes; son air était pensif et mélancolique. « Quoi ? lui dit-il, ce grand corps (il était de haute taille) a-t-il peur, que tu paraisses si triste, ou la fatigue te force-t-elle à te reposer sur tes armes? — Rien de semblable, répondit Richard, et vous le verrez tout à l'heure. Je n'ai peur que pour vous. Puisse ne pas tomber sur votre tête la malédiction de la femme aux chapelets de laine ! » Les deux frères pris dans la bataille eurent la tête tranchée. Le fils du plus jeune, un autre sir Richard, gardien sous Henry VIII des marches du pays de Galles et du comté de Cardigan, continua à pratiquer avec une justice énergique cette police armée, emploi héréditaire de la famille. Son fils Édouard, après avoir commencé par la cour, suivit la carrière militaire, combattit à Saint-Quentin et dans les guerres civiles de son pays. Retiré dans son comté de Montgomery, il y était l'effroi des maraudeurs (*outlaws*) qui infestaient les environs. Sans cesse en course pour en purger le pays, il ne rentrait dans son château que pour y exercer grandement l'hospitalité féodale. Aussi disait-on communément lorsqu'on voyait lever le gibier : « Vole où tu voudras, tu percheras à Black Hall. » C'était la résidence de sa vieillesse. Comme lui, vice-lieutenant du comté, juge de paix et gardien des titres et

(1) *Ainsi le porte la relation,* dit lord Herbert. Cela se comprend peu.

actes (*custos rotulorum*), son fils Richard fut aussi dans son ressort un justicier respecté, mais un justicier d'épée, suivant la coutume des temps, si bien qu'une fois en poursuivant un malfaiteur fugitif, il fut assailli, lui second, dans le cimetière de Lanervil et se défendit vaillamment contre tous, lorsqu'un des assaillans se glissant par derrière lui déchargea sur la tête un si furieux coup, qu'il l'abattit le crâne brisé jusqu'à la cervelle. Quand le blessé revint à lui, il vit au loin fuir ses assaillans; il se leva, marcha jusqu'à sa maison, s'y fit panser et guérir; puis il appela en combat singulier le chef de famille qu'il regardait comme l'instigateur de ce guet-apens, mais son défi fut rejeté; son ennemi se réfugia en Irlande et ne revint pas. Richard Herbert était d'ailleurs un homme assez instruit, il entendait le latin et savait l'histoire. Il eut de Magdeleine Newport, alliée des Talbots et des Devereux, sept fils et trois filles. L'aîné est notre héros. Avant d'en venir à lui-même, il parle de tous les siens, et, par un trait caractéristique, prend note surtout des combats singuliers où ses frères firent merveille. L'un emporta dans sa tombe, à Bergop-Zoom, les cicatrices de vingt blessures; l'autre se défendit victorieusement en Danemark contre un adversaire avec un tronçon d'épée. Un troisième eut en France des duels éclatans. Thomas, le dernier, soldat de terre et de mer, guerroya dans l'Inde, en Afrique, en Flandre, et se retira mécontent de la cour. Les autres brillèrent par leur savoir ou se distinguèrent dans les ordres; mais pour les doctes goûts comme pour l'humeur guerroyante, Édouard, lui, ne le cédait à aucun.

En sa qualité de philosophe, il insiste quelque peu sur les premiers développemens de son enfance. Dès qu'il commença de parler, il prétend que sa première question fut pour savoir comment il était venu en ce monde. Les femmes qui le soignaient se mirent à rire; d'autres assistans s'étonnèrent, disant que jamais enfant n'avait fait pareille question. Sur quoi il ajoute une réflexion : puisque en naissant il a ignoré et les souffrances de sa mère et les siennes propres, il espère que son âme passera dans un monde meilleur sans avoir davantage connaissance des douleurs de la mort. Ce doit être une grâce de Dieu qu'on ne sache pas plus comment on sort de ce monde qu'on ne sait comment on y est entré. Deux pièces de vers latins, l'une sur cette vie, l'autre sur la vie céleste telle qu'il se l'imagine, *De Vita cælesti conjectura*, expriment assez bien la même idée, et présentent quelque heureuse imitation du style de Lucrèce; mais ce qu'il n'emprunte pas à Lucrèce, ce qu'il doit à lui-même, c'est une tranquille confiance et dans la certitude de l'autre vie, et dans la bonté du Dieu qui la promet à la vertu. Toutes les facultés de son âme lui paraissent disposées pour une existence supérieure qu'elles anticipent et qu'elles attestent à la fois.

Il commença ses études à sept ans, et profita tellement qu'avant sa neuvième année il était capable de faire sur ce thème : *Audaces fortuna juvat,* une oraison d'une page et cinquante ou soixante vers en un jour. A cet âge, il quitta la maison de sa grand'mère, qui l'avait élevé. On désirait surtout qu'il apprît la langue galloise, sans laquelle il n'aurait pu se faire entendre de ses tenanciers ni de beaucoup de ses amis. Il fut envoyé dans le Denbigh, auprès d'un maître qui savait le latin, le grec, le français, l'italien et l'espagnol, et un an plus tard à Didlebury (Shropshire), près d'un M. Newton, qui lui montra assez de grec et de logique pour le mettre à douze ans en état d'entrer à Oxford, au Collége de l'Université.

Les études classiques sont encore réglées, dans la plupart des pays de l'Europe, sur le plan adopté du xve au xvie siècle, et l'on s'est plaint souvent du temps considérable qu'elles prenaient à la jeunesse, pour ne lui laisser qu'une connaissance assez imparfaite des langues de l'antiquité. Sans doute, à ces plaintes il a été fait des réponses solides. Cependant on doit observer qu'à l'époque où l'instruction des écoles a été ainsi ordonnée, un temps beaucoup moins long était de fait consacré aux travaux du collége, et rien n'est plus commun dans l'histoire des contemporains des Estienne ou des Casaubon que de voir terminer à quatorze ou quinze ans, et même plus tôt, les cours de rhétorique et de philosophie. Jusqu'en 1789, on pourrait citer en France des exemples d'éducations qui nous sembleraient aujourd'hui singulièrement hâtives, et lorsqu'on mettait un jeune gentilhomme aux académies, c'est-à-dire lorsque, à seize ans au plus tard, on l'envoyait se former aux exercices du corps, il avait souvent terminé ce qu'on appelait alors des études complètes. Généralement la société moderne se défie un peu de la jeunesse, et elle retarde volontiers l'âge où elle permet à ses membres l'honneur de la servir.

Toujours est-il que le jeune Édouard Herbert se distingua par une précocité peu commune. Il était encore à Oxford, lorsqu'il perdit son père, et sa mère reçut presque aussitôt pour lui une proposition de mariage. Sir William Herbert de Saint-Gillian's, héritier du comte de Pembroke, avait laissé à sa fille toutes ses propriétés du Monmouth et de l'Irlande à condition qu'elle épousât un gentilhomme du nom d'Herbert. Mary avait atteint sa vingt et unième année, lorsqu'elle se maria, le 28 février 1598, avec son cousin Édouard, qui n'avait pas seize ans, et qui retourna avec sa mère et sa femme à l'université, ayant ainsi, dit-il, une défense contre les désordres auxquels la jeunesse n'est que trop portée. A dix-huit ans, il entra dans le monde, vécut un peu à Londres, beaucoup à Montgomery-Castle, et tandis que sa femme lui donnait coup sur coup des enfans (il en

eut jusqu'à neuf, et n'en devait conserver que trois), il se perfectionna sans maître dans la connaissance des langues vivantes, son intention étant de devenir un *citoyen du monde*. Il apprit aussi la musique, et ce fut un de ses goûts favoris. Sa curiosité s'étendit à l'étude de diverses sciences, et son esprit réfléchi se forma une sorte de philosophie de l'éducation qu'il a résumée dans ses mémoires. On aime à recueillir dans les écrits de ce temps les idées des esprits d'élite sur cet important sujet. On a noté celles mêmes que le bon sens de Rabelais jette en passant au milieu des fictions d'une imagination folâtre. Montaigne a consacré à l'éducation plus d'un chapitre des *Essais*, et quelques-unes de ses pensées font encore autorité. Voici celles de lord Herbert.

Le premier soin à donner à l'enfance devrait se porter sur les maladies héréditaires auxquelles elle peut être exposée. Peut-on craindre, par exemple, qu'un enfant ne soit sujet à la pierre, on doit faire prendre à sa nourrice, dans une boisson de lait, de sucre et de vin, et plus tard à l'enfant lui-même, du *milium solis* et des saxifrages; si c'est la goutte qu'on appréhende, il faut le baigner, soit dans l'eau où les forgerons éteignent leur fer, soit dans une infusion d'alun ou de genièvre. Comme l'écrivain se piquait des sciences de son temps, il n'épargne pas les noms de simples et de médicamens. Il prescrit notamment certaines herbes pour le spleen héréditaire (1), et il dit qu'il en a fait usage.

Le moment venu d'aller à l'école, l'enfant doit avoir deux maîtres, l'un pour les leçons, l'autre pour les mœurs et les manières, et chacun d'eux doit garder ses attributions séparées. Dès qu'il sait l'alphabet, donnez-lui les grammaires les plus simples pour le latin et pour le grec; mais qu'il commence par le grec, car en toutes choses les Grecs ont surpassé tous les peuples. Le gouverneur pour les mœurs suivra son élève à l'université, afin d'y surveiller sa conduite et ses liaisons. Les études y sont conçues de telle sorte qu'on semble avoir voulu faire des maîtres ès-arts de tous les aînés de famille. Autant la partie de la logique qui sert à former le raisonnement est utile, autant sont oiseuses ces subtilités scolastiques que l'on enseigne sous le même nom. Il suffit d'être mis en état de comprendre les principes de la philosophie de Platon et d'Aristote. Après quoi on fera bien d'apprendre les élémens de la médecine selon Paracelse, et il ne sera pas inutile de lire Patrizzi et Telesio, qui ont examiné et critiqué le péripatétisme. Il suffira pour tout cela de six mois de logique. Puis, il faudra passer à la géographie, en saisissant cette occasion de s'instruire des gouvernemens, des coutumes et enfin des

(1) La maladie de la rate (*spleen*), qui passe pour engendrer l'humeur noire.

religions qui règnent sur la terre. L'astrologie judiciaire ne sera nécessaire que pour les prédictions générales, car les événemens particuliers ne sauraient être connus par les astres. Alors viendra le tour de l'arithmétique et de la géométrie, surtout de la première, si utile pour bien tenir ses comptes, tandis que la seconde est de peu d'usage pour un gentilhomme, si ce n'est en matière de fortifications. La médecine doit être approfondie, tant par rapport au diagnostic qu'au prognostic. La thérapeutique elle-même ne sera pas négligée; connaître les drogues et leur préparation n'est pas à dédaigner. Lord Herbert se félicite d'avoir possédé en ce genre des connaissances assez étendues, et il raconte avec complaisance les heureuses cures qu'il a faites. Il donne un catalogue assez curieux des ouvrages de médecine et de pharmacopée qu'il a dans sa bibliothèque; mais quelque pédantesque que paraisse aujourd'hui cette médecine des vieux livres, sachons-lui gré d'avoir recommandé l'étude de l'anatomie. Quiconque s'y adonnera, dit-il, ne sera jamais un athée.

Ceci le conduit à la science des vertus morales et des vérités théologiques. Sur les premières, chrétiens et païens sont d'accord, et, après en avoir demandé la définition aux philosophes ou à l'église, on les gravera dans son esprit et dans sa conscience, et l'on obtiendra cette paix intérieure qui permet à un honnête homme de traverser toutes les religions et toutes les législations du monde. Une juste espérance est permise, elle est prescrite à celui qui par la vertu et la bonté s'est élevé à quelque ressemblance avec Dieu. Ce Dieu, son créateur, son rédempteur et son sauveur, connaît sa faiblese et juge ses fautes en père. Le repentir est une expiation toute-puissante.

Mais dans l'emploi même des vertus il faut du discernement. La prudence est de mise en l'absence du danger, elle sert à le prévenir. Devant un ennemi qui tire l'épée, c'est le tour du courage. Le courage est hors de propos pour repousser l'injure d'une femme ou d'un enfant, ou même d'un supérieur revêtu d'une autorité légitime. « Certainement, avec de tels offenseurs, il convient de pardonner, et en ce genre je suis persuadé qu'aucun homme de mon temps n'a été plus loin que moi, car encore que dans les occasions où l'honneur était engagé, personne n'ait été plus prompt à risquer sa vie, jamais, quand ce même honneur permettait de faire grâce, je n'ai recouru à la vengeance, m'en remettant à Dieu qui en punira plus sévèrement l'offenseur... Tout homme qui ne pardonne pas coupe le pont par où il lui faudra passer lui-même, tout homme ayant besoin de pardon. »

L'art oratoire n'est pas indifférent au perfectionnement moral. Il enseigne à choisir et à employer les bonnes raisons, à repousser l'erreur, à persuader la vérité; mais il faut, en le pratiquant, éviter l'af-

fectation et s'habituer à parler des choses ordinaires avec une simplicité qui n'empêche pas d'en parler avec esprit.

L'éducation ne serait pas complète, si les exercices du corps étaient négligés. Lord Herbert les recommande expressément à sa postérité. Il se loue d'avoir eu de très bons maîtres, excepté pour la danse, qu'il n'a jamais eu le loisir d'apprendre. C'est pourtant par elle qu'il veut que l'on commence, en s'adressant de préférence aux excellens maîtres français. C'est du même pays que viennent aussi les meilleurs professeurs d'escrime. « J'ai, ajoute-t-il, la plus grande expérience du maniement du fleuret, il m'est arrivé aussi d'avoir à soutenir de très sérieux combats contre plusieurs personnes à la fois, et de fait je ne crois point prendre un ton de vaine gloire en disant qu'aucun homme n'a mieux su que moi se servir de son arme, et ne s'en est plus dextrement prévalu dans l'occasion. Or j'ai trouvé qu'on n'est jamais blessé que par une faute d'escrime. » Il passe ensuite à l'équitation, dont il expose les principes; il insiste sur l'art de monter les grands chevaux, c'est-à-dire les chevaux de bataille, et de se battre ainsi en duel et en guerre (1). Il montre sur tous ces points des connaissances techniques qu'il avait puisées au manége du connétable de Montmorency. En cette matière, il ne condamne que les courses de chevaux. C'est, dit-il, l'occasion de beaucoup de friponneries. Et quel plaisir peut faire à un homme de cœur un animal dont le principal usage est de servir à s'enfuir au plus vite? Il n'aime pas beaucoup non plus les chevaux de chasse. La chasse est un divertissement qui fait perdre trop de temps. Aussi ne permet-il tout au plus que la chasse au faucon, parce qu'elle finit plus vite. Quant au jeu, il tolère les boules, mais il interdit sans réserve les cartes et les dés.

Ce système de pédagogie nous fait connaître notre auteur, ses préjugés et ses lumières, ses goûts et ses principes : savant et cavalier, moraliste et duelliste, d'un esprit libre et sérieux, hardi et sensé, réunissant le point d'honneur du gentilhomme à l'orgueil du philosophe, courtisan sans bassesse, soldat sans rudesse, assez pédant encore que novateur, mêlant, comme dit Horace Walpole, un peu de don Quixote à quelque chose de Platon.

(1) C'était la haute école du temps. Les chevaliers étaient dans l'usage de monter, dans les marches de guerre, des chevaux de petite taille, ou ce qu'on appellerait aujourd'hui des poneys. Ils avaient, pour combattre avec leur armure complète, des chevaux de haute taille qu'ils montaient au moment de l'action. De là l'expression *monter sur ses grands chevaux*.

III.

C'est en 1600 qu'il alla pour la première fois à la cour. Il vit la reine Élisabeth passer pour se rendre à la chapelle dans le palais de Whitehall, et il se mit à genoux devant elle. Dès qu'elle l'aperçut, elle s'arrêta, et avec un certain jurement qui lui était habituel, elle demanda : « Qui est celui-ci? » Tout le monde le regarda, mais personne ne le connaissait, hors sir James Croft, qui, voyant la reine arrêtée, était revenu sur ses pas et le nomma. La reine le regarda attentivement, dit en répétant son jurement que c'était dommage qu'il se fût marié si jeune, et lui donna sa main à baiser deux fois, en le tapant chaque fois sur la joue. Ce n'est pourtant que deux ans après et sous le roi Jacques qu'il fut nommé chevalier du Bain, au milieu des complimens des lords et des dames qui assistèrent à la cérémonie. L'éperon, selon l'usage, lui fut chaussé par un grand seigneur, son cousin, le comte de Shrewsbury. Une autre règle de la réception des chevaliers, c'était que le premier jour ils portassent la robe d'un ordre religieux à leur choix, et la nuit suivante ils allaient au bain, puis ils prêtaient serment de ne jamais séjourner en lieu où se commettrait une injustice, et de tout faire pour la redresser, surtout si de nobles dames imploraient leur assistance, *tous engagemens dignes des romans de chevalerie.* Le second jour, il dut, selon la règle, porter une robe de taffetas cramoisi, et se rendre à cheval, en cet équipage, de Saint-James à Whitehall, avec ses écuyers devant lui. L'habit du troisième jour était une simarre de satin pourpre, avec de certains cordons à glands de soie blanc et or, attachés en nœud sur la manche gauche, ornement que les chevaliers devaient porter jusqu'à ce qu'ils eussent accompli quelque beau fait d'armes, ou qu'une noble dame le leur eût pris, en disant : « Je réponds qu'il se montrera bon chevalier. » Il n'avait pas longtemps porté ses nœuds qu'une des premières dames de la cour, et *certainement la plus belle au suffrage général,* les lui enleva, et lui dit qu'elle engageait son honneur au sien. Cependant il ne l'a pas nommée.

Il ne tarda pas à devenir sheriff de son comté de Montgomery, et il se vante d'avoir donné, sans indemnité, la commission de sous-sheriff et les autres places qui étaient à sa nomination. Il partageait son temps entre l'étude à la campagne, ses devoirs publics, et quelques actes de présence à la cour; mais il paraît qu'un peu d'ennui s'attachait à cette vie monotone. Marié de trop bonne heure, il n'avait pas connu la liberté de la jeunesse. Un certain jour, il déclara à sa femme qu'il passerait la mer et ferait sur le continent le voyage qu'il

aurait dû faire, s'il ne l'eût épousée, à moins qu'elle ne consentît à assurer à ses enfans un certain patrimoine dont il leur garantirait l'équivalent. C'était une précaution contre le cas où la mort de l'un des époux laisserait l'autre libre de former un second lien. Sa femme ayant refusé, il se crut libre de la quitter; il la laissa le moins mécontente qu'il put, et il partit, dit-il, assez chagrin, ayant toujours honnêtement vécu avec elle. Cependant il se croyait en droit de faire connaissance avec les pays étrangers, dont il avait pour cela même appris les langues. Muni de l'agrément de la cour, il se mit en route, ayant pour compagnon Aurelian Townsend, gentilhomme qui savait à merveille le français, l'italien et l'espagnol, puis un valet de chambre parlant français, deux laquais et trois chevaux. Il ne manqua pas de s'embarquer à Douvres et de débarquer à Calais.

On était en 1608 ou 9. Il descendit à Paris dans le faubourg Saint-Germain, où demeurait l'ambassadeur d'Angleterre, sir George Carew, qui le reçut avec beaucoup de civilité. Auprès de l'ambassade était l'hôtel du duc de Ventadour, gendre du connétable de Montmorency. La duchesse, qui voyait souvent l'ambassadrice, rencontra chez elle sir Édouard Herbert, et l'invita à venir chez son père au château de Mello (1). Dans cette belle résidence, il fut dignement reçu par le vieux connétable, qui lui dit que la première fois qu'il avait entendu parler des Herberts, c'était au siége de Saint-Quentin. Son grand-père y avait en effet commandé l'infanterie sous William, comte de Pembroke. Pendant les quelques jours que sir Édouard Herbert passa à Mello, il advint qu'une fille de la duchesse de Ventadour, âgée d'environ dix ou douze ans, alla un soir se promener dans une prairie avec lui et d'autres seigneurs et dames de la compagnie. Elle portait un nœud de ruban sur sa tête. Un des gentilshommes français s'en saisit tout à coup et l'attacha à la ganse de son chapeau. La demoiselle offensée le lui redemanda vivement, mais il refusa, et se tournant vers sir Édouard, elle lui dit : « Monsieur, je vous en prie, reprenez mon ruban à ce gentilhomme. » A cet appel, le galant étranger s'avança vers le ravisseur, le chapeau à la main, et lui demanda de lui faire l'honneur de le mettre à même de rendre à cette dame son ruban ou son bouquet. La réponse fut

(1) Marguerite, femme d'Anne de Levis, duc de Ventadour, était la seconde fille de Henri Ier, duc de Montmorency, qui avait succédé dans la charge de connétable à son père Anne après un assez long intervalle. Celui-ci, mort en 1567, prenait les titres de seigneur de Chantilly, d'Escouen et de Mello. Ce dernier lieu que lord Herbert appelle Merlou se dit aussi Mellou, Meslo, de *Mellum*, et a donné son nom à un connétable de la maison de Dreux sous Philippe-Auguste. C'est un bourg des environs de Clermont (Oise). Le château et la terre passèrent, après la mort de Henri de Montmorency, père de la princesse de Condé, dans cette dernière branche de la maison de Bourbon. On y admire encore un château, un parc et un domaine magnifiques.

assez rude : « Pensez-vous que je vous le donne, quand je le lui ai refusé? — Alors, monsieur, répliqua Herbert, je vous le ferai restituer de force. » Et mettant son chapeau, il voulut enlever à l'autre le sien; mais le Français se mit à courir, et après qu'ils se furent assez longtemps poursuivis dans la prairie, il tourna court pour ne pas être pris, et rejoignant Mlle de Ventadour, il lui remit le ruban dans les mains. Herbert, le saisissant par le bras, dit à la jeune dame que c'était lui qui le lui rendait. « Pardon, monsieur, répondit-elle, mais c'est bien ce gentilhomme qui me le donne. — Madame, dit-il, je ne vous contredirai pas; mais s'il ose prétendre que je ne l'ai pas forcé à le rendre, je me battrai avec lui. » Ces paroles restèrent sans réponse dans le moment, et l'on reconduisit la dame au château. Là, Herbert fit notifier par Townsend son dilemme de provocation; mais le cavalier, n'étant pas d'humeur d'y répondre, se retira, et l'Anglais se disposait à le suivre, quand le connétable, informé à temps, fit rappeler le Français, lui reprocha d'avoir manqué de respect à sa petite-fille, et lui ordonna de quitter sa maison. Herbert dit qu'il n'entendit plus parler de lui, mais il ajoute que toute sa conduite lui était commandée par son serment de chevalier du Bain. Trois autres fois encore, dans ce voyage, il se crut obligé d'appeler en duel des malappris qui avaient offensé les dames. Il raconte en détail ces trois rencontres, mais dans aucune le combat n'eut lieu. Il paraît que l'autorité intervint pour l'empêcher, ou que des amis ne pensèrent pas qu'une exécution aussi littérale et aussi gratuite du serment de chevalerie fût dans les devoirs absolus du point d'honneur. Notre philosophe d'épée au contraire dit qu'il entendait d'une manière plus stricte ses engagemens, et prend grand soin d'affirmer qu'ayant vécu dans les cours et dans les armées, il était le moins querelleur des hommes et n'a jamais dégaîné sans y être provoqué.

Il fait d'ailleurs la plus belle peinture de la magnifique hospitalité du connétable. En partant pour Chantilly, Montmorency le pria de rester à Mello, comme il le désirait, et lui laissa ses écuyers, ses pages et tout un train de maison. Herbert habita tout un été dans ce beau séjour, où il se perfectionna dans la science du cheval, sous la direction du gouverneur des pages du connétable, M. de Mennon, et de son premier écuyer, M. de Disancourt, qu'il proclame l'égal de Pluvinel et de Labroue (1). Il apprit d'eux, contre ses principes,

(1) Montmorency, comme grand seigneur et plus encore comme connétable, *comes stabuli*, comte de l'écurie, devait avoir la haute main sur tout ce qui regardait l'équitation militaire, laquelle avait composé longtemps presque toute l'éducation des gens de guerre. Antoine de Pluvinel, gentilhomme dauphinois qui s'était formé à Naples sous Pignatelli, avait été premier écuyer de Henri III, et il dirigeait les grandes écuries de Henri IV, qui le fit sous-gouverneur du dauphin et même ambassadeur en Hollande. Il

à chasser le loup et le sanglier. Quelquefois il quittait Mello pour visiter le vieux seigneur dans son autre palais. Une description détaillée de ce célèbre Chantilly témoigne assez combien il admirait le lieu pour lequel Charles-Quint disait qu'il donnerait une de ses provinces des Pays-Bas. Henri IV demandait un jour à Montmorency d'échanger Chantilly contre un de ses châteaux : « Sire, la maison est à vous, dit le connétable, mais que j'y sois votre concierge. »

Après huit mois d'équitation savante, Herbert alla prendre congé de son hôte et le remercier de ses nobles bontés. Le vieux duc l'embrassa en lui promettant bon souvenir et lui donna un de ses chevaux, un genet d'Espagne qui avait coûté cinq cents couronnes, et comme Herbert cherchait à reconnaître cette libéralité, il lui fit dire gracieusement que, si en revenant en Angleterre il pouvait lui envoyer une jument qui allât l'amble naturel, il lui ferait un grand plaisir.

Après le connétable, notre voyageur ne se réjouit de rien tant que d'avoir vu chez son ambassadeur *cet incomparable érudit* (*scholar*) Isaac Casaubon, et d'avoir mis à profit son docte entretien. Quant au roi Henri IV, il demanda un jour dans le jardin des Tuileries qui était Herbert, l'accueillit avec son affabilité ordinaire, l'embrassa, et le fit longtemps causer. La reine répudiée, Marguerite de Valois, tenait alors une cour assez brillante. Elle fit inviter Herbert à ses bals et à ses mascarades. A l'une de ces réunions, il était à côté d'elle, et l'on attendait l'entrée des danseurs, lorsque quelqu'un frappa à la porte un peu plus fort que d'usage. Puis le personnage parut, et l'on entendit aussitôt murmurer parmi les dames : « C'est M. de Balagny. » Ce fut alors à qui l'aurait près de soi, et lorsqu'une des dames l'avait retenu quelques momens, les autres lui disaient : « Vous en avez joui assez longtemps, il faut que je l'aie à mon tour. » Cependant sa personne n'avait rien aux yeux d'un étranger qui motivât un accueil si recherché. Ses cheveux grisonnans étaient coupés très court, son pourpoint était d'une grosse toile taillée en chemise et ses hauts-chausses d'un drap gris assez commun. Herbert demanda qui ce pouvait être. On lui apprit que c'était un des plus braves hommes de France, et qu'ayant tué huit ou neuf personnes en combat singulier, les dames ne croyaient jamais en avoir trop fait pour lui.

C'était Damien de Montluc, seigneur de Balagny, le fils du maréchal de ce nom, de ce bâtard de Montluc, qui eut pour père le cé-

mourut en 1620, laissant un ouvrage encore estimé, *le Manége royal*, publié par René de Menou, celui probablement que lord Herbert nomme Mennon. La meilleure édition est de 1625. Salomon de La Broue est aussi un écuyer habile que Bourgelat appelle *une illustre et malheureuse victime de l'honneur*, parce qu'il mourut dans l'indigence. Pluvinel passe pour le fondateur de ce qu'on nommait autrefois les académies.

lèbre évêque de Valence. Il était par sa mère, Renée de Clermont, neveu de Bussy d'Amboise, et il avait hérité de son oncle cette bravoure querelleuse tant admirée des beautés de la cour, et qui devait deux ans plus tard le faire tomber sous les coups du baron de Puymorin.

Herbert n'eut pour cette fois aucune affaire avec lui, et il songea bientôt à retourner en Angleterre. Il y débarqua par une tempête qui lui fournit encore l'occasion de donner quelque marque d'intrépidité, soigneusement racontée dans ses mémoires; mais bientôt d'autres rencontres s'offrirent où il put plus utilement montrer son goût pour le péril et un courage digne du métier des armes.

En 1609, le duc de Clèves était mort sans enfans, et tout le monde, disait Henri IV, était son héritier. Cette succession divisait l'Europe. Le roi de France, allié avec l'Angleterre et la Hollande, résolut de la disputer à l'empereur, qui la prétendait par droit de dévolution, et qui déjà s'était emparé de Juliers. Les héritiers que soutenait Henri IV étaient les princes protestans marquis de Brandebourg et comte palatin de Neubourg; mais cette affaire isolée n'était pour lui que l'occasion longtemps attendue d'attaquer la maison d'Autriche, de relever ou de créer les grandes confédérations d'alliés sur lesquelles il voulait appuyer la politique de la France, et de reconstituer l'Europe libre de l'influence prépondérante qui pesait sur elle depuis Charles-Quint. Ses finances et ses armées avaient été dès longtemps préparées pour ce grand dessein, auquel s'associaient l'Angleterre, les Provinces-Unies, les puissances allemandes protestantes, plusieurs des petits états d'Italie. C'est à ce moment solennel de sa vie que le grand roi fut assassiné. On mesurerait difficilement le mal que depuis des siècles l'esprit absurde et pervers dont les Ravaillacs furent les tristes instrumens a fait à la France et au monde.

Cependant Maurice de Nassau, prince d'Orange, avait, en vertu des traités, commencé le siége de Juliers. Il attendait une armée française et un contingent de troupes anglaises. C'est à cette expédition que sir Édouard Herbert résolut de prendre part en volontaire. En arrivant devant Juliers, il trouva la place investie. Sir Édouard Cecil (1), qui avait amené les quatre mille Anglais, le reçut avec empressement dans son quartier, et l'on vit arriver bientôt le maréchal de La Chastre (2) conduisant l'armée française qu'avait dû

(1) Sir Édouard Cecil, troisième fils du comte d'Exeter et petit-fils de lord Burleigh, le ministre d'Élisabeth, était un homme de guerre distingué. Il avait pris part à la bataille de Neuport, et il fut élevé à la pairie par Charles Ier sous le titre de lord Cecil de Putney, puis de vicomte Wimbledon.

(2) Claude de La Chastre, maréchal de France depuis 1594. Il fut préféré au maré-

commander Henri IV en personne (18 août 1610). Diverses attaques furent dirigées contre la place, et un jour que Herbert et son général visitaient le point où les Français pressaient un des bastions, ils rencontrèrent Balagny qui servait comme colonel. « Monsieur, dit celui-ci, on assure que vous êtes un des plus braves de votre nation, et moi je suis Balagny, allons voir lequel fera le mieux. » En même temps il sauta dans la tranchée l'épée au poing, et l'Anglais l'y suivit sans hésiter. Ce fut à qui s'approcherait le plus du boulevard en face, et trois ou quatre cents coups de feu partirent successivement à leur adresse. « Pardieu ! monsieur, lui dit Balagny, il fait bien chaud ici. — Monsieur, répondit l'Anglais, vous vous en irez le premier, ou je ne m'en irai pas. » Il ajoute que, Balagny ayant pris bientôt le parti de se retirer assez lentement, il le suivit à petits pas. Cette bravade ne fut pas du goût du prince d'Orange; mais l'humeur vaine et entreprenante de notre héros ne devait pas s'arrêter là. Il commença par se prendre de querelle avec lord Howard de Walden (1), qui, en revenant d'une fête où, suivant la coutume flamande, on avait bu plus que de raison, le menaça pour un mot. Un rendez-vous fut pris; les deux champions devaient se battre à cheval avec une seule épée, et Herbert alla attendre dans un bois son adversaire, qui fut retenu par les officiers de son corps, mal satisfaits d'un duel aussi frivole en pleine guerre. Après quelques heures passées inutilement sur le terrain, il se retirait par le quartier des Français, et là, se rappelant l'épreuve à laquelle Balagny l'avait voulu mettre, il alla le trouver pour lui en proposer une autre. « J'ai entendu dire que votre maîtresse était belle et que votre écharpe était un don de sa main. Je soutiens que ma maîtresse vaut mieux qu'elle, et que je ferais pour elle plus que vous ou tout autre ne feriez pour la vôtre. » Balagny le regarda en riant, et lui proposa un défi d'un tout autre genre auprès de deux beautés moins vénérables, n'étant point d'humeur pour sa part à se battre pour si peu. Herbert répondit avec un regard assez dédaigneux que c'était parler plus en libertin qu'en chevalier, et s'éloigna pour chercher fortune ailleurs. Il crut l'avoir trouvée en rencontrant un gentilhomme du duc de Montmorency qui lui dit qu'il avait une affaire. Il offrit de lui servir de second, mais l'autre était déjà pourvu, et il rentra, ayant perdu son temps, au quartier des Anglais. Il ne lui restait qu'une ressource, et il n'y renonçait pas : c'était de pousser à bout sa querelle avec lord de Walden. En arrivant, il trouva sir Thomas Somer-

chal de Bouillon pour conduire les douze mille hommes d'infanterie et les deux mille de cavalerie réunis par Henri IV sur la frontière de Champagne. Il mourut en 1614.

(1) Théophile, fils aîné du comte de Suffolk, chef de la sixième branche de la grande famille des Howard.

set (1) qui faisait manœuvrer quelques cavaliers, et celui-ci lui ayant dit des paroles un peu vives au sujet de son affaire, il mit pied à terre, tira son épée, et voyant toute la compagnie en faire autant, il se rua sur elle, joignit sir Thomas, et voulait lui couper la gorge, si l'on ne l'eût pris à bras le corps et forcé à faire demi-tour. Cependant il allait recommencer, mais les gens regagnaient leurs tentes, et il les laissa en repos, emportant dans ses habits plusieurs estocades, dont une lui avait déchiré les côtes. Il lui fallut revenir à la tranchée pour y figurer en soldat, et il eut le chagrin de voir la fin du siége sans obtenir de lord de Walden la faveur de mesurer leurs épées. Le récit minutieux de ces duels manqués compose presque toute son histoire de la campagne, et il semble n'avoir vu dans la guerre qu'une occasion favorable à des prouesses de chevalier errant.

IV.

Cette manie, qu'il paraît avoir exagérée même pour le temps, le renom de raffiné qu'elle dut lui valoir, donnèrent, selon lui, quelque éclat à son retour. Il fut fêté par tout le monde. Richard, comte de Dorset, à qui il était tout à fait étranger, l'invita à venir chez lui, le promena dans sa galerie de tableaux, et l'arrêta devant un cadre en l'engageant à tirer le rideau de taffetas vert qui le couvrait. Il obéit, et vit son propre portrait. C'était la copie d'un tableau qu'il avait fait peindre avant son départ. « Et non-seulement, dit-il, le comte de Dorset, mais une personne, de trop grande qualité pour que je la veuille nommer, en commanda une autre copie à Larkin, et la fit placer dans son cabinet, sans que j'en aie alors rien su, ce qui donna à ceux qui virent ce tableau après sa mort plus matière à gloser que je ne l'aurais souhaité; je puis ajouter même, en toute vérité, que ce soin d'avoir mon portrait m'a été fatal pour plus de raisons que je ne juge à propos de le dire. » Ce ton de fatuité mystérieuse cache, assure-t-on, une allusion à l'intérêt secret qu'il aurait inspiré à la reine Anne de Danemark, femme de Jacques Ier. Il est moins discret à l'endroit de lady Ayres, femme d'un baronnet de ce nom, laquelle, ayant fait copier en miniature le tableau de Larkin, le suspendit à son cou de manière à le cacher dans son sein. Son mari vint à le savoir et en conçut une grande jalousie, quoique rien ne se fût passé entre elle et l'original qui excédât les empressemens de courtoisie d'un homme du monde envers une femme d'esprit. Herbert ignorait même tout ce mystère, lorsqu'un jour, étant entré dans la chambre de lady Ayres,

(1) Troisième fils d'Édouard, comte de Worcester, lord du sceau privé. Il était premier écuyer de la reine d'Angleterre.

il la vit à travers les rideaux couchée sur son lit et tenant d'une main une bougie allumée, de l'autre un portrait. A son approche, elle souffla la bougie et cacha le portrait; mais il marcha droit à elle, ralluma le flambeau, et parvint à voir la figure qu'elle contemplait avec une attention si passionnée : cette figure était la sienne. Le Dieu éternel lui est témoin, dit-il, que l'honneur de cette dame est resté sauf. Une autre lady qu'il ne nomme point, et qui pourrait bien être la reine, lui faisait dire souvent de la venir voir, et il s'en abstenait autant qu'il le pouvait sans l'offenser. Il explique toute sa conduite par son amour pour une autre dame anonyme, qu'il proclame la plus belle de son temps. Toutefois, agité de cette complication d'aventures, il en eut la fièvre, et il commençait à se remettre, lorsqu'il apprit de plusieurs amis que sir John Ayres, toujours poursuivi de soupçons jaloux, voulait le venir tuer dans son lit. Comme on lui conseillait de se faire garder, il pria son parent sir William Herbert, celui qui fut plus tard lord Powis (1), d'aller trouver sir John, et de lui faire part de l'étonnement où le jetaient des avis si étranges, ajoutant que s'il s'agissait d'une entrevue plus loyalement demandée, il serait à ses ordres dès qu'il pourrait se tenir debout. La réponse fut ambiguë. Le mari, se croyant outragé, persistait dans son noir dessein; mais, n'ayant pu surprendre un ennemi bien averti, il lui écrivit pour lui demander un entretien, en lui promettant sûreté. Herbert répondit qu'il le verrait sur le terrain ou qu'il ne le verrait pas du tout, étant instruit de ses projets d'assassinat. En effet, un jour qu'il était allé à Whitehall avec deux laquais, sir John Ayres se mit en embuscade, en compagnie de quatre hommes armés, au lieu nommé Scotland-Yard, derrière le palais en venant du Strand. Il attendit qu'Herbert montât à cheval à Whitehall-Gate, et l'épée d'une main, une dague de l'autre, il se porta sur lui à l'improviste, mais heureusement ne blessa que son cheval au poitrail. L'animal effrayé se jeta de côté, ce qui donna à Herbert le temps de tirer son épée. Cependant l'assassin l'attaqua de nouveau, et ses satellites blessèrent le cheval, qui, en ruant et se défendant, les tint à distance. Herbert s'était mis en défense, mais son épée se rompit, et un passant, le voyant ainsi presque désarmé, sur un cheval tout sanglant, lui cria à plusieurs reprises de gagner au large. Le paladin, ne voulant pas qu'il fût dit qu'il eût jamais fui, essaya de descendre, et il avait déjà mis un pied à terre, que le cheval, toujours pressé par les assaillans, le poussa violemment et le renversa, l'autre pied pris dans l'étrier. Le danger était

(1) William, fils aîné de sir Édouard Herbert, le second fils du comte de Pembroke, fut fait baron la cinquième année de Charles Ier sous le titre de lord Powis, de Powis dans les marches du pays de Galles. Il mourut en 1655. Il y eut donc sous Charles Ier trois pairies dans la famille Herbert, Pembroke, Powis et Cherbury.

grand, et voyant son ennemi faire le tour du cheval et courir sur lui l'épée haute, il le saisit violemment par les deux jambes et le fit tomber sur le dos. De ses deux valets, l'un s'était enfui; l'autre le dégagea, et quand il fut debout, il se trouva en face de sir John, qui avait ses estafiers à ses côtés, son frère derrière lui, et qu'entouraient vingt ou trente de ses amis ou des serviteurs du comte de Suffolk, alors grand trésorier d'Angleterre. A ce moment, il fondit avec son épée brisée sur son ennemi, qui couvrit sa tête pour parer le coup, et il lui poussa en pleine poitrine une botte à fond qui le porta par terre, la tête la première. Les assaillans s'apprêtaient à le défendre ou à le venger, quand un Gallois et un Écossais qui se trouvaient là tâchèrent de s'emparer de deux d'entre eux. Herbert n'eut plus affaire qu'aux deux autres, dont il réussit à parer les atteintes. Voyant alors sir John Ayres relevé, il comprit qu'il ne pouvait plus le combattre qu'à la lutte. En écartant son épée de la main gauche, il se sentit percer le côté droit d'un coup de dague; mais avec un mouvement de son bras droit il le força à lâcher cette arme, que sir Henry Cary, qui se trouvait là, retira de la plaie. Serrant de près sir John, il le frappa à la tête, le terrassa une seconde fois, et de son tronçon d'épée lui fit plusieurs blessures en parant du même mouvement les bottes des autres assaillans. Ceux-ci, voyant le danger de leur chef, le saisirent par la tête et les épaules, et l'emportèrent à travers Whitehall jusqu'aux escaliers de la Tamise, où ils prirent un bateau. Herbert, maître du champ de bataille, y ramassa les armes de son adversaire; il songea ensuite à faire visiter ses blessures, et il en fut quitte pour dix jours de soins. A peine guéri, il envoya défier sir John Ayres à un duel régulier; celui-ci lui répondit qu'il avait séduit sa femme et qu'il le tuerait par la fenêtre, d'un coup de mousquet.

L'affaire fit grand bruit. Les lords du conseil privé l'évoquèrent. Ils voulurent voir l'arme brisée, instrument d'une si intrépide défense, et citèrent les deux combattans devant eux. Herbert s'absenta en persistant à faire appeler sir John, qui refusa le cartel et à qui il fallut le présenter à la pointe d'une épée. Il soutenait que sa femme avait été déshonorée et qu'elle-même lui en avait fait l'aveu. Justement offensée, lady Ayres écrivit à sa tante, lady Crook, une lettre où elle donnait un formel démenti à cette double assertion. Quand cette lettre fut dans les mains d'Herbert, il comparut devant le conseil privé. Interrogé par le duc de Lenox, lord grand-maître de la maison royale, il ne répondit qu'en produisant cet important témoignage. La lettre fut lue par le clerc du conseil, et Lenox déclara que sir John Ayres était un misérable, à qui sa femme donnait un démenti et que son père allait déshériter. En même temps il enjoignit à Her-

bert, au nom du roi et de leurs seigneuries, de ne pas pousser plus loin l'affaire, et de n'envoyer ni recevoir à l'avenir aucun cartel de combat avec le même adversaire. Herbert affirme qu'il obéit, et que même plusieurs années après, rencontrant sir John à Beaumaris, il arrêta ses gens qui le voulaient tuer, et lui fit dire qu'il pouvait se retirer sain et sauf. Il raconte d'ailleurs que son aventure avait eu assez d'éclat pour qu'il vît arriver peu après un gentilhomme chargé par le duc de Montmorency de lui offrir asile dans sa maison, où il serait reçu comme un fils.

Trois ans plus tard, la guerre toujours active entre l'Espagne et la Hollande le rappela dans les Pays-Bas. La succession de Clèves et Juliers était toujours en litige. Nassau et Spinola se disputaient les places des bords du Rhin. Herbert cette fois encore fut honorablement accueilli par le prince d'Orange, qu'il suivit à la prise d'Emmerick et de Rees. Il serait trop long de répéter les anecdotes caractéristiques dont il a semé son récit fort succinct de la campagne de 1614. Elles attesteraient cependant une singulière obstination à ne chercher à la guerre que d'inutiles combats individuels et à raconter ses hauts faits en ce genre avec une inaltérable bonne opinion de lui-même. Dès que les opérations militaires furent suspendues, il visita l'Allemagne, la Suisse et l'Italie. Il vit Venise, Rome et Florence, et il nous a laissé de cette course un curieux itinéraire, où il parle en homme qui aime la musique et ne songe pas à la peinture. A Rome, où un Anglais protestant était alors mal accueilli, il alla descendre au collége de sa nation, et demanda à voir le supérieur. « Je n'ai pas besoin, lui dit-il, de vous nommer mon pays, vous m'entendez parler. Je ne viens pas ici pour étudier la controverse, mais pour voir les antiquités de la ville. Si je puis avoir cette liberté, sans outrage pour la religion dans laquelle je suis né et j'ai été élevé, je serais charmé de passer ici le temps nécessaire, sinon mon cheval n'est pas dessellé, et je suis tout prêt à m'en aller. » Le supérieur était un grave personnage qui lui répondit que jusque-là il n'avait entendu personne professer une autre religion que celle de Rome, que pour lui il approuvait fort une franchise qui annonçait un homme d'honneur, qu'il ne pouvait d'ailleurs lui donner aucune garantie, mais qu'il savait par expérience que ceux qui n'outrageaient pas la religion catholique ne recevaient aucun outrage. Puis, ayant appris qu'il avait affaire à sir Edouard Herbert, il l'invita à dîner. Le protestant refusa, mais non sans le payer d'un petit compliment philosophique, en lui disant que les points sur lesquels ils étaient d'accord devaient plus les unir que ne les devaient diviser les points sur lesquels ils ne s'accordaient pas; qu'il aimait, quant à lui, tout homme de piété et de vertu, et regardait les erreurs, de quelque côté qu'elles fussent,

comme plus dignes de pitié que de haine. Il passa ensuite un mois à visiter les curiosités de Rome, et il y aurait prolongé son séjour s'il n'avait eu la fantaisie de voir le pape siéger en consistoire; mais là, s'apercevant que le saint père allait lui donner sa bénédiction, il s'esquiva, ce qui parut suspect : on courut après lui et il regagna son auberge pour chercher son cheval. Il n'y était pas depuis une demi-heure qu'il vit accourir le supérieur du collége des Anglais pour l'informer qu'il était traduit devant l'inquisition, et lui conseiller de partir au plus vite. Il déménagea sur-le-champ et partit deux jours après.

A Turin, il se laissa donner par le duc de Savoie, qui lui fit très bon accueil, la commission d'aller chercher en Languedoc quatre mille hommes de la religion réformée qu'on lui avait promis, et de les amener en Piémont. Il rentra donc en France, et de son voyage jusqu'à Lyon il n'aurait rien à raconter, s'il ne s'était arrêté à Bourgoin pour y voir la fille d'un hôtelier qui avait jusqu'en Angleterre la réputation d'être la plus belle femme du monde. Il a eu l'attention de nous laisser de ses charmes et de sa toilette la description la plus séduisante. En arrivant à Lyon, les gardes de la ville l'interrogèrent d'une façon qui ne lui parut pas naturelle. En effet, le marquis de Rambouillet (1), ambassadeur de France à Turin, avait prévenu Saint-Chaumont, qui commandait à Lyon (2), et un édit de la régente Marie de Médicis venait d'interdire toute levée d'hommes dans le royaume. Les gardes s'emparèrent donc du voyageur suspect, et le conduisirent au gouverneur, qui était à vêpres. Herbert attendit quelques momens dans l'église, puis vint un personnage en habit noir qui le salua sans grande cérémonie et lui adressa quelques questions. Il répondit fort sèchement. L'homme noir murmura quelque chose à l'oreille des gardes, qui menèrent l'étranger dans une assez belle maison où on lui dit qu'il devait garder les arrêts par ordre du gouverneur. Il s'écria qu'il ne reconnaissait ni le gouverneur ni l'ordre, et que s'il parvenait à sortir de là, on ne l'y ferait pas rentrer vivant. Le maître du lieu ne répondit qu'en le logeant du mieux qu'il put. Bientôt arriva sir Édouard Sackville. Il avait parlé au gouverneur, et il apportait l'offre de ses bons offices. Il demanda au prisonnier s'il avait levé des hommes pour le duc de Savoie. « Pas un, » répondit Herbert. Sackville lui apprit alors que le gouverneur était fort choqué du ton de ses réponses. Herbert s'excusa sur ce qu'il ignorait à qui il parlait. Sackville sortit et revint peu après le délivrer de la part du marquis de Saint-Chaumont, chez lequel il le conduisit. Il y trouva

(1) Charles d'Angennes, né en 1577, mort en 1652, le mari de la célèbre Catherine de Vivonne.

(2) Armand-Jean Mitte, marquis de Saint-Chaumont, comte de Miolans.

la marquise et nombreuse compagnie. Le gouverneur s'avança, le chapeau à la main, et lui demanda s'il le connaissait. « Comment vouliez-vous qu'il vous connût? dit aussitôt la marquise. Vous étiez seul dans l'église et en habit noir, et tous deux vous êtes totalement étrangers l'un à l'autre. » Saint-Chaumont n'en renouvela pas moins ses questions, auxquelles Herbert fit à peu près les mêmes réponses; puis, après avoir salué la dame du lieu, il rentra avec Sackville dans son logis. Là il réfléchit à tout ce qui s'était passé, et, après une nuit assez calme, le résultat de ses méditations fut qu'il ne pouvait se dispenser d'envoyer une provocation au discourtois gouverneur. Sir Édouard Sackville refusa de se charger de la commission; mais un Français, qui se trouva précisément celui à qui Herbert avait, au siége de Juliers, offert de servir de second, fut plus complaisant et voulut bien porter à Saint-Chaumont la lettre de défi, qu'il trouva d'ailleurs fort civile. La nuit suivante, notre malendurant voyageur dormait dans son auberge, quand vers une heure du matin il est réveillé par le bruit de quelques personnes qui semblent forcer sa porte. Il se lève en chemise, tire son épée, ouvre sa porte, et trouve sur l'escalier une demi-douzaine d'hommes armés de hauberts. Déjà il se mettait en devoir de leur faire résistance, mais leur chef l'informe qu'il vient de la part du duc de Montmorency. C'était le fils du défunt connétable (1) qui, revenant de Languedoc à Paris, avait tout appris en passant à Lyon. Il attendait chez le gouverneur l'ancien ami de son père. Herbert s'habilla en hâte et fut conduit dans une grande salle où il venait d'y avoir assemblée et bal. Là, Montmorency le prit à part, lui dit que Saint-Chaumont ne pouvait accepter un duel pour avoir exercé une fonction de sa charge, mais qu'il lui ferait aussi ample satisfaction qu'il serait raisonnable de le désirer. Il le mena donc au gouverneur, et celui-ci lui dit qu'il était fâché de ce qui s'était passé et désirait qu'il prît cela pour satisfaction. « C'est assez, » interrompit aussitôt le duc; mais l'ombrageux Anglais voulut encore que Montmorency lui certifiât qu'à sa place il se contenterait de cette réparation. Il adressa la même question au marquis de Saint-Chaumont, qui lui fit la même réponse. Alors, baisant sa propre main, il la tendit au gouverneur. Celui-ci l'embrassa, et l'affaire fut ainsi terminée.

On conçoit que la mission du duc de Savoie n'eut pas de suite, et Herbert rejoignit le prince d'Orange. L'année 1615 se passa pacifiquement, et aux approches de l'hiver, il songea à revenir dans sa patrie. Chemin faisant, il eut encore une ou deux querelles qui faillirent devenir sérieuses : il les raconte avec un soin que nous n'imi-

(1) Henri II, duc et maréchal de Montmorency, décapité à Toulouse en 1632.

terons pas; mais enfin il revit l'Angleterre, où la fièvre le prit et ne le quitta pas d'un an et demi. Il n'avait pas recouvré ses forces, que déjà il prenait par la barbe, en pleine rue, un homme qui insultait un de ses amis, et il voulait lui donner une leçon à coups d'épée. Les lords du conseil le firent encore appeler, et lui recommandèrent la prudence, surtout dans l'état de faiblesse où l'avait mis sa longue maladie. C'est vers ce temps qu'il connut dans le monde sir George Villiers, depuis marquis et enfin duc de Buckingham. Ce personnage, qui commençait à faire grande figure à la cour de Jacques, lui témoigna beaucoup de bienveillance, et lui fit des offres de service. Herbert les accepta sans chercher à en profiter, et il attendit son parfait rétablissement pour songer à quelque projet. Le premier qui l'occupa fut de lever deux régimens pour les conduire au service de la république de Venise; mais, lorsqu'il fut question d'envoyer un nouvel ambassadeur en France, Villiers présenta une liste de dix-huit noms, parmi lesquels le roi choisit celui de sir Édouard Herbert. Ce choix fut approuvé par les lords du conseil privé. Il était si loin de s'y attendre, qu'ayant reçu l'ordre de se présenter devant eux, il leur fit dire qu'il allait dîner. L'ordre fut renouvelé, et il se rendit à Whitehall, demandant s'il avait commis quelque manquement dont il eût à se justifier. Ses duels jusqu'alors l'avaient seuls amené devant le conseil. Il y parut cette fois pour s'entendre annoncer qu'il était ambassadeur (1).

V.

Sa mission avait pour principal objet le renouvellement de l'alliance entre les deux couronnes, et on lui donna pour ses frais de voyage 6 ou 700 livres sterling, qu'il eut à défendre la nuit suivante l'épée à la main contre une bande de voleurs furtivement introduite dans sa maison de la Cité. Peu s'en fallut qu'avant de partir il ne dût se mesurer avec sir Robert Vaughan pour quelques propos. Deux rendez-vous furent pris successivement. Il fallut que le roi chargeât le lord du sceau privé d'arranger l'affaire et de lui notifier qu'étant désormais revêtu d'un caractère public, il ne devait plus avoir de querelles particulières. Il aurait même été révoqué, si Buckingham n'eût répondu pour lui.

Dans son goût pour les détails, dès qu'ils touchent sa personne, il n'a pas négligé de nous dire que, comptant peu sur l'exactitude des paiemens de l'échiquier, il se mit en route avec de bonnes lettres de

(1) Il est assez difficile de fixer l'époque de cette nomination d'après les mémoires de lord Herbert, qui néglige fort les dates; mais comme on sait d'ailleurs que sa mission a pris fin vers 1624, et qu'il dit dans la préface du *De Veritate* qu'elle a duré cinq ans, on peut en placer le commencement au plus tôt en 1618.

crédit délivrées sur sa parole. Je remarque que l'une était tirée sur MM. Tallemant et Rambouillet, associés fort connus des lecteurs modernes, et dont il évalue la fortune à 2,500,000 livres (1). Il se logea à Paris, rue de Tournon, faubourg Saint-Germain, moyennant un loyer de 200 louis. De là il se rendit à Tours, où se trouvait le roi. Nous donnerons le récit textuel de sa première audience :

« J'assurai le roi de la grande affection que lui portait le roi mon maître, non-seulement à raison de l'ancienne alliance entre les deux états, mais parce que Henri IV et le roi d'Angleterre étaient convenus entre eux que le survivant des deux prendrait soin du fils de l'autre. Je lui donnai en outre l'assurance que rien ne m'était autant recommandé par mes instructions que d'établir des rapports de bons offices entre les deux royaumes, et que ce serait grande faute à moi, si ma conduite témoignait d'autre chose que d'un profond respect pour sa majesté. Cela dit, je présentai ma lettre de créance. Le roi m'assura d'une réciprocité d'affection envers le roi mon maître, et me dit que j'étais en particulier le bienvenu à la cour. Ses paroles n'étaient jamais fort abondantes, étant si excessivement bègue, qu'il restait souvent la langue hors de la bouche un bon moment sans pouvoir prononcer un mot. Il avait en outre une double rangée de dents. Rarement ou jamais on ne le vit cracher, se moucher ni beaucoup transpirer, quoiqu'il fût très actif et presque infatigable à la chasse au tir et à l'oiseau, pour laquelle il était passionné, et jamais rien ne l'arrêtait, quoiqu'il eût ce que nous appelons une rupture, ou qu'il fût *herniosus;* car il était cité dans tous les exercices, fallût-il se tenir sur ses jambes au point de fatiguer et ses courtisans et ses valets, étant également insensible, disait-on, au froid et à la chaleur. Son entendement et ses facultés naturelles avaient toute la valeur qu'on peut attendre d'un homme élevé dans une si grande ignorance, ce qu'on avait fait à dessein pour le pouvoir gouverner plus longtemps. Cependant il acquit avec le temps beaucoup de connaissance des affaires, en conversant le plus ordinairement avec gens sages et habiles. Il était noté pour deux dispositions habituelles à tout homme élevé dans l'ignorance, il était soupçonneux et dissimulé. Les ignorans en effet marchant dans l'obscurité, comment pourraient-ils ne pas craindre de faire un faux pas? Et comme ils sont dépourvus pareillement ou privés des vrais principes par lesquels ils pourraient diriger leurs actions publiques ou particulières d'une manière sage, solide et démonstrative, ils s'efforcent communément d'y suppléer par des moyens couverts, excusables chez les faibles, usités chez ceux qui n'ont à mener que de petites affaires, mais condamnables chez les princes, qui, ayant pour les appuyer dans leur marche la raison et la force, ne devraient pas s'abaisser à de si tristes expédiens. Toutefois, je dois le remarquer, jamais cela n'ôta rien à son courage, lorsqu'il eut l'occasion d'en montrer, et sa dissimulation n'alla jamais jusqu'à faire aucun tort privé à ses sujets de l'une ou de l'autre reli-

(1) On peut voir dans les *Mémoires* de Tallemant Des Réaux qui étaient ces personnages. Rambouillet le financier avait aussi un hôtel et un jardin qu'on allait voir par curiosité.

gion. Son favori était un M. de Luynes, qui dès son jeune âge avait beaucoup gagné auprès de lui en dressant des faucons à voler sur tous les petits oiseaux de ses jardins, et en faisant ensuite à ces petits oiseaux attraper des papillons. Et si le roi ne s'en était servi que pour cela, on aurait pu le tolérer; mais quand le roi fut plus avancé en âge, le gouvernement des affaires publiques ayant été principalement dirigé par les conseils de Luynes, il ne se commit pas peu de fautes. La reine-mère, les princes et nobles de ce royaume furent si mécontens de l'empire de ses conseils sur le roi, qu'il en résulta finalement une guerre civile. L'inaptitude de cet homme pour le rôle d'influence qu'il avait près de son maître peut se juger par un fait : il fut question une fois de quelques affaires concernant la Bohême, et il demanda si c'était un pays au milieu d'un continent ou sur une mer. »

Herbert avait le projet d'écrire une relation politique de son ambassade, ayant conservé toutes ses dépêches, qui doivent exister encore et qui mériteraient d'être recherchées. Les événemens dont il dit que sa relation aurait parlé font regretter qu'il n'ait pas écrit ce morceau d'histoire. Il a insisté dans ses mémoires sur des visites, sur la tenue de sa maison et de sa table, sur le choix de ses domestiques, enfin sur des disputes de préséance et d'étiquette. On y peut lire le récit assez curieux d'une querelle de ce genre avec l'ambassadeur d'Espagne. On doit se fier à lui pour avoir soutenu son rang avec une ombrageuse ténacité. Il s'en excuse en rappelant combien les Espagnols sont eux-mêmes chatouilleux sur leurs *pundonores* (points d'honneur), et il cite cette réponse d'un ambassadeur de Philippe II, à qui ce prince reprochait d'avoir fait une affaire d'importance d'une pure cérémonie (*per una ceremonia*) : « Comment, cérémonie! mais votre majesté elle-même n'est qu'une cérémonie. »

L'ambassade de sir Édouard Herbert fut de son aveu assez tranquille. Aussi a-t-il peu de chose à en raconter, si ce n'est qu'il grandit d'un pouce à la suite d'une fièvre quarte, et qu'ayant laissé sa femme en Angleterre, il ne put réussir à lui rester en France toujours fidèle; mais les affaires et même les plaisirs lui laissèrent au moins du temps pour son livre, *for my book*, comme il dit, et c'est à Paris qu'il composa la plus grande partie de son *Traité de la Vérité*.

Dans ses mémoires, il ne dit mot ni des démêlés de Louis XIII et de sa mère, ni de la guerre de trente ans, qui commença en 1618, et peu s'en est fallu que l'épisode le plus intéressant de son ambassade n'ait été une certaine promenade dans le jardin des Tuileries, un jour qu'il eut l'honneur d'y donner le bras à la reine Anne d'Autriche. Le roi, pendant ce temps, tirait sans la voir des oiseaux sous les arbres. Un coup de feu subit effraya la reine, et même quelques grains de plomb tombèrent dans ses beaux cheveux blonds célébrés par l'histoire. Elle fit prier le roi de chasser un peu plus loin, et le vieux duc de Bellegarde, qui se posait en adorateur de la reine, se

glissant derrière elle, se mit à jeter doucement des bonbons dans sa coiffure. Anne crut encore à quelque accident. « Et je m'étonne, dit Herbert au duc, qu'un seigneur si renommé pour sa galanterie ne sache occuper les dames qu'en leur faisant peur. » Mais une affaire importante vint troubler la paisible diplomatie du chevaleresque ambassadeur. Il régnait toujours dans certains esprits une arrière-pensée contre la grande œuvre de Henri IV. L'extinction de l'hérésie ou tout au moins l'abaissement des huguenots ne cessait pas d'être un rêve fatal qui hantait par momens l'imagination de Louis XIII, comme il s'empara plus tard de ce le de Louis XIV. Herbert, dans ses mémoires, accuse positivement le duc de Luynes d'avoir, pour illustrer sa faveur, excité son maître à une guerre de religion, lui représentant la gloire que les rois d'Espagne s'étaient faite en expulsant les Maures de leurs états; mais dans une dépêche chiffrée qu'on a publiée (février 1620), sir Édouard, rendant au secrétaire d'état Naunton un compte détaillé d'un conseil où la question du protestantisme fut mise en délibération, paraît attribuer à Louis XIII en personne l'initiative de la pensée de la guerre. Le prince de Condé, sans respect pour les plus grands souvenirs de sa maison, l'aurait appuyée avec violence. D'autres ministres auraient présenté les fortes objections de la bonne politique, et Luynes ayant dit quelques mots dans le sens de la paix : « Vous ne savez ce que vous dites, » se serait écrié le roi en l'interrompant. Il est certain que la guerre fut décidée contre le gré de Sillery et de Jeannin (ils avaient été les ministres de Henri IV), et que le duc de Luynes s'y porta avec ardeur, trouvant là le singulier prétexte de se faire donner le titre de connétable, vacant depuis la mort du vieux Montmorency.

Quand la campagne contre les huguenots fut résolue, *le parti jésuite*, dit Herbert, et quelques-uns des princes applaudirent. Le duc de Guise était triomphant. « Monsieur, lui dit l'ambassadeur anglais, quand ceux de la religion seront abattus, viendra le tour des grands et des gouverneurs de provinces. » La guerre n'en commença pas moins. C'était une déviation morale des alliances de Henri IV. Herbert fut chargé par son gouvernement de faire des représentations. On lui répondait que si la réformation eût été en France telle qu'en Angleterre, si elle avait maintenu une hiérarchie, des cérémonies convenables, de la musique dans les églises, des jours de fête en commémoration des saints, on l'eût beaucoup mieux tolérée. Il répliquait que, bien que les motifs d'une rupture avec Rome eussent été enseignés par des sages, la réformation avait été accomplie par le commun peuple, tandis qu'en Angleterre elle était l'œuvre du chef de l'état; que d'ailleurs elle admettrait aisément en France une hiérarchie, pourvu qu'on lui donnât les moyens de la

soutenir, et que son culte serait plus beau, si ses églises étaient plus belles. Il faisait remarquer combien l'exemple des ministres de la religion avait servi à rendre le clergé catholique plus régulier et plus retenu. Enfin il exaltait le mérite d'une société chrétienne qui ne reconnaissait dans le gouvernement des affaires qu'une seule autorité, celle du roi. Malheureusement on l'écoutait peu. Par ordre venu de Londres, il se rendit auprès de Louis XIII, alors occupé au siége de Saint-Jean-d'Angely, afin de ménager une pacification; mais Louis XIII le renvoya à M. de Luynes. Le favori, en le recevant, avait fait cacher derrière une tapisserie un des Arnauld, alors protestant, mais du parti du roi, afin qu'il attestât à ses coreligionnaires l'inutilité des efforts du cabinet de Londres en leur faveur. A l'offre que lui fit l'ambassadeur de la médiation du roi son maître : « En quoi nos actions regardent-elles le roi votre maître? répondit Luynes. Pourquoi se mêle-t-il de nos affaires? » Herbert, un peu blessé, dit qu'il n'avait aucun compte à réclamer du roi son maître, et ne devait que lui obéir. Puis il ajouta d'un ton plus doux que, si on lui demandait plus civilement ses raisons, il était prêt à les donner. « Bien, » dit seulement Luynes. Alors l'ambassadeur rappela les engagemens de Jacques Ier avec le feu roi : celui des deux qui devait survivre avait promis de procurer de tout son pouvoir la tranquillité et la paix au royaume de l'autre, et dans les circonstances, si la France était délivrée de la guerre civile, elle serait plus disponible pour appuyer l'électeur palatin contre la Bavière et l'Autriche. « Nous ne prendrons point vos avis, » fut toute la réplique du jeune connétable. On lui répondit que, puisqu'il le prenait ainsi, on savait bien ce qu'on aurait à faire. « Nous ne vous craignons pas, » s'écria Luynes; et quoique Herbert, restant, dit-il, en-deçà de ses instructions, se bornât à répéter ses dernières paroles, elles mirent son interlocuteur en une telle colère, qu'il alla jusqu'à dire : « Par Dieu! si vous n'étiez monsieur l'ambassadeur, je vous traiterais d'une autre sorte. » L'épreuve était rude pour un homme du tempérament de sir Édouard. Il n'y tint pas. Il rappela que s'il était un ambassadeur, il était aussi un gentilhomme, et mettant la main sur la garde de son épée : « Voici, dit-il, ce qui vous répondra. » Et il se leva. Luynes, sans mot dire, quitta son siége et fit mine de le reconduire jusqu'à la porte; mais Herbert lui dit qu'après un tel entretien, ce cérémonial n'était pas de saison, et il sortit.

Peu de jours après, il se retira à Cognac, où le maréchal de Saint-Géran, qui était de ses amis (1), le prévint qu'ayant offensé le con-

(1) Jean-François de La Guiche, comte de La Palice, seigneur et maréchal de Saint-Géran, mort en 1632.

nétable, il n'était pas en sûreté. Il répondit qu'il était en sûreté partout où il avait son épée à son côté. Quand il revint à Paris, les autres ministres et les seigneurs lui firent fête, car tous détestaient le pouvoir et l'insolence du favori; mais il apprit d'eux que Luynes envoyait son frère en ambassade à Londres, afin de porter plainte contre lui. Il fut en effet rappelé, se justifia en présence du roi et du duc de Buckingham, s'engagea à soutenir son dire en champ-clos, et demanda la permission d'envoyer un trompette à M. de Luynes pour lui offrir le combat. Ce procédé diplomatique ne fut pas agréé, et d'ailleurs le connétable mourut bientôt après (15 décembre 1621). Seulement le comte de Carlisle (1), envoyé extraordinairement en France, confirma, sur le témoignage d'Arnauld, qui avait tout entendu, la relation de sir Édouard, qui retourna prendre son poste à Paris. Il y fut bien reçu, n'y trouvant personne qui regrettât le favori. Et comme la reine Anne était en tête de ceux qui ne le pleuraient pas, il lui demanda, un jour d'audience, jusqu'où elle l'aurait soutenu contre le connétable. Elle répondit que, malgré bien des motifs d'aversion contre M. de Luynes, elle eût été, par force ou par raison, obligée de se déclarer pour lui. Il n'y a point de force pour les reines, répondit-il en espagnol. La pauvre Anne d'Autriche sourit, mais, je crois, d'un triste sourire.

La politique de la France au dehors avait faibli. La bataille de Prague avait relevé la ligue catholique allemande. Jacques Ier, mécontent de la France, songeait à marier son fils avec l'infante d'Espagne. En 1623, le prince de Galles, accompagné de Buckingham et de quelques gentilshommes, débarqua en France, s'arrêta deux jours à Paris, où il se cacha rue Saint-Jacques, et repartit en poste *incognito* pour Bayonne, sans que l'ambassadeur eût été prévenu. Seulement, la veille de son départ, un Écossais vint le soir trouver Herbert, et lui demanda s'il avait vu le prince. « Quel prince donc? Le prince de Condé est encore en Italie. » Cet Écossais lui nomma le prince de Galles, et requit assistance pour lui de la part du roi. Herbert se hâta d'aller de grand matin réveiller le secrétaire d'état Puisieux, qui, du plus loin qu'il le vit, lui cria : « Je connais votre affaire aussi bien que vous; votre prince est parti ce matin en poste pour l'Espagne. » Herbert se borna à demander qu'on ne l'inquiétât pas dans son voyage, et à écrire au prince de presser sa marche et de n'avoir sur son chemin nul rapport avec ceux de la religion. On sait que la négociation du mariage espagnol échoua, et Charles Stuart revint par mer en Angleterre.

Le père Suffren, confesseur du roi, avait prêché devant sa ma-

(1) James Hay, comte de Carlisle, grand-maître de la garderobe.

jesté sur le pardon des injures; seulement, distinguant entre les divers pardons, il avait dit qu'on devait pardonner à ses ennemis, non aux ennemis de Dieu, par exemple aux hérétiques, et que les protestans devaient être *extirpés* partout où ils se trouveraient. Sir Édouard se rendit aussitôt chez la reine-mère, qui le recevait sans qu'il demandât audience, et il se plaignit d'un tel sermon, surtout au moment où un projet de mariage entre le prince de Galles et la fille de Henri IV était sur le tapis. Marie de Médicis parut l'écouter sans mécontentement; cependant le père Suffren fut informé, et il chargea un de ses amis de déclarer à l'ambassadeur qu'il n'ignorait pas qui l'avait accusé près de sa majesté, et qu'il voulait bien qu'Herbert n'ignorât pas qu'en tout lieu du monde il saurait s'opposer à sa fortune. Une telle menace justifierait ce que Montesquieu a dit des jésuites. L'ambassadeur ne put rien répondre, sinon qu'il n'y avait en France qu'un moine ou une femme qui osât lui envoyer un semblable message. Cependant il se plaignit à la reine, disant qu'il avait parlé sans amertume, qu'une indiscrétion avait averti et exaspéré le confesseur, homme encore plus malicieux qu'une femme. « A moi, femme, me parler ainsi! fit la reine un peu surprise. — Je parle à la reine, reprit Herbert, et non à la femme. » Je ne sais si Marie de Médicis s'accommoda de cette excuse; mais Herbert convient que s'il eût été ambitieux, il aurait fort bien pu rencontrer le père Suffren sur son chemin. Heureusement, assure-t-il, il préférait à tout la vie privée et son livre.

Ce livre, commencé depuis longtemps et en Angleterre, fut achevé vers cette époque; c'est le *De Veritate,* le plus important des écrits de l'auteur. L'ayant communiqué à Grotius, qui était alors en France, échappé naguère de sa prison des Pays-Bas, il obtint de lui l'approbation qu'il désirait, et le conseil de publier. Cependant il hésitait encore; l'ouvrage lui paraissait différer de tout ce qu'on avait écrit jusqu'alors. Une nouvelle méthode pour trouver la vérité y était exposée en dehors de toute autorité; la pensée même du livre risquait d'être attaquée. En effet, elle ne pouvait pas être plus indépendante. Le droit naturel de l'intelligence humaine y est placé sans réserve au-dessus du droit écrit des livres, des codes, et même des symboles religieux.

Le philosophe, qui n'avait pas encore fait ses preuves, et qu'effrayait un premier début, songeait à supprimer son ouvrage. Un jour qu'il agitait avec anxiété cette question, sa chambre était éclairée par un beau jour d'été, sa fenêtre ouverte au midi, le soleil brillait par un temps calme. Herbert, son livre à la main, se jeta à genoux et prononça dévotement ces paroles : « O toi, Dieu éternel, auteur de la lumière qui luit en ce moment sur moi, source de toute illumina-

tion intérieure, je te supplie, dans ton infinie bonté, de pardonner une prière qu'un pécheur ne devrait pas faire : je doute, je ne sais si je dois publier mon *De Veritate*. Si ce doit être pour ta gloire, je te supplie de me l'apprendre par quelque signe céleste, sinon je supprimerai mon livre. » Il finissait à peine, qu'*un bruit fort, mais doux, vint des cieux; rien sur la terre n'en pouvait produire un pareil*. Et Herbert, rassuré et joyeux, crut sa prière exaucée. Il atteste devant Dieu, dans ses mémoires, l'exactitude de son récit.

Ce qui est certain, c'est qu'il fit imprimer son livre à Paris, où la première édition parut en 1624 (1).

L'autobiographie de lord Herbert est interrompue à l'année 1624, et quoiqu'il ait encore vécu vingt-quatre ans, les matériaux manqueraient pour raconter le reste de sa vie. Son ambassade prit fin avant le mariage du prince de Galles avec la fille de Henri IV (1625). Il avait été de bonne heure question de cette alliance, et une dépêche de notre ambassadeur a été imprimée, par laquelle on voit que dès 1619 il s'en entretenait avec le connétable de Luynes, qui s'y montrait favorable. Tout fut interrompu par la tentative du mariage espagnol. Cette dernière négociation déplut fort à la France, qui ne négligea rien auprès du pape pour en empêcher le succès, et qui n'eut pas de peine à obtenir qu'aucun encouragement, aucune autorisation ne vînt de Rome au roi catholique pour le porter aux concessions exigées naturellement par une cour protestante. Celle de France pouvait se montrer plus facile et plus hardie. Le prince de Condé, qui prenait une grande part aux affaires, tenait pour un mariage qui rétablirait l'alliance anglaise. Herbert écrivit que cette union était désirée par la nation et par la princesse elle-même, qu'elle s'en était exprimée assez clairement, et que quand on lui parlait de la différence de religion, elle disait qu'une femme ne doit avoir d'autre volonté que celle de son mari. Dans une dépêche au roi Jacques (24 août 1620), Herbert fait beaucoup valoir ces dispositions. Il avait une pensée constante, partagée, disait-il, par tous les *bons Français* (de la religion réformée apparemment) : c'est que le roi d'Espagne affectant le rôle de protecteur, même en France, du parti jésuite et bigot (*the jesuited and bigot partie*), sa majesté sacrée y devait répondre en se portant réellement *le défenseur de la foi*. On peut voir dans les *Mémoires* du cardinal de Richelieu quelles furent les difficultés et les conditions du mariage de l'héritier présomptif de la première couronne protestante avec *la digne fille de saint Louis*, destinée à soutenir, dit Bossuet, *l'ancienne réputation de la très chrétienne maison de*

(1) *De Veritate, prout distinguitur a revelatione, a verisimili, a possibili et a falso.* Paris 1624 et 1633. Une traduction française parut en 1639. Je me suis servi de l'édition de 1645, Londres, petit in-4°. Il y en a encore une de 1656.

France; mais la conclusion du traité fut confiée à des ambassadeurs extraordinaires, lord Carlisle et lord Holland (1), et quand Herbert revint dans son pays, il fut créé baron d'Irlande, sous le titre de lord Herbert de Castle-Island ou de l'île de Kerry (1624).

VI.

A dater de ce moment, une lacune commence dans sa vie, qui devint plus régulière et plus paisible en devenant plus obscure. On voit seulement que, la cinquième année de son règne, Charles Ier le créa pair d'Angleterre (1631), et il prit alors le nom de lord Herbert de Cherbury, nom sous lequel il est connu de la postérité. On peut supposer qu'il resta en faveur à la cour, et l'on voit qu'il ne cessa pas de porter un attachement reconnaissant au duc de Buckingham, car il entreprit son éloge ou plutôt son apologie dans une circonstance où le duc encourut les sévérités de ses contemporains.

Richelieu s'était donné la tâche un peu contradictoire d'abaisser au dehors l'Autriche et le protestantisme au dedans. Les nœuds de l'alliance avec l'Angleterre, malgré le mariage qui aurait dû réunir les deux dynasties, s'étaient peu à peu desserrés. Charles Ier, déjà en présence de l'opinion qui menaçait d'une révolution, secrètement en lutte avec la religion de sa femme, se laissa conseiller par Buckingham de rompre avec la France et de soutenir les huguenots contre les armées de Louis XIII. La Saintonge était le théâtre d'une guerre assez animée. La Rochelle, où commandait le duc d'Orléans, ne s'était pas encore déclarée. Les Rohan promirent qu'elle prendrait parti, si le pavillon anglais se montrait dans ces parages. Buckingham partit de Portsmouth, le 27 juin 1627, avec une escadre de près de cent voiles, six à sept mille hommes, ou, selon d'autres, seize mille hommes de troupes. Après quelque hésitation, il s'empara de l'île de Ré, et La Rochelle se souleva. Le roi marcha sur cette ville pour en commencer le mémorable siége. Dans l'île, le maréchal de Toiras défendit énergiquement le fort de Saint-Martin, et donna le temps d'arriver avec six mille hommes au maréchal de Schomberg, qui força les Anglais à se rembarquer. Cette expédition fit peu d'honneur au duc de Buckingham, qui s'y montra hésitant, incapable et présomptueux, et fut accueilli au retour par les censures du parlement et de l'opinion. Ce revers d'un favori ne fut pas étranger aux malheurs de Charles Ier.

C'est pour défendre son protecteur et son ami que lord Herbert prit la plume. Buckingham avait essayé vainement de réparer un

(1) Henry Rich', créé comte de Holland sous Jacques Ier et décapité en 1649. Cette famille n'a rien de commun avec lord Holland, le père de M. Fox.

premier échec par l'envoi d'une seconde flotte qui revint sans avoir rien fait, et lui-même il en préparait une nouvelle à Portsmouth, lorsqu'il fut assassiné le 2 septembre 1628. A sa demande, Herbert avait commencé une relation de la première expédition. Il l'interrompit à sa mort; mais les écrits qui parurent dans l'intérêt de la France, notamment un récit intitulé *la Descente des Anglais*, puis celui qu'avait publié *le Mercure Français*, la relation composée en latin par l'avocat Isnard, enfin celle du jésuite Monet, le décidèrent à reprendre son ouvrage pour répondre aux prétentions de nos historiens. Il en terminait la dédicace au roi Charles Ier dans son château de Montgomery le 10 août 1630. C'est une histoire apologétique, où cependant les faits essentiels ne sont pas dénaturés, et les éloges continuellement donnés à Buckingham n'empêchent pas un lecteur clairvoyant de juger sa conduite; l'auteur, qui paraît avoir travaillé sur de bons matériaux, n'a eu que le tort de choisir cette occasion pour étaler son érudition. Il a écrit en latin et s'est donné une peine aussi puérile que malheureuse pour exprimer dans cette langue les détails techniques de la guerre moderne. Sans paraître se souvenir qu'il eût été diplomate et militaire, il a pris le ton d'un savant, le ton que commençaient à fuir les savans du XVIIe siècle; il a multiplié les citations, surtout les citations grecques, en semant sa narration des fleurs d'une rhétorique pédantesque. L'ouvrage, curieux et qui n'est pas à dédaigner sous le rapport historique, n'a pour nous d'autre mérite que de montrer sous un nouveau jour les connaissances et les prétentions d'un homme qui semble avoir eu plusieurs caractères. Au reste, pour des raisons qu'on ne peut que soupçonner, il ne publia pas cet ouvrage de son vivant, et ce n'est qu'en 1656 qu'un docteur de l'université d'Oxford, Baldwin, du collége de All-Souls, l'imprima pour la première fois (1).

Les opinions exprimées dans les mémoires et dans les ouvrages de lord Herbert, l'esprit dans lequel est écrite son histoire de Henri VIII, ce que nous savons de sa conduite à la cour et dans les affaires, tout porte à le considérer comme un serviteur dévoué de la couronne, et rien ne nous aurait laissé soupçonner jusqu'ici qu'il eût aucune des idées et des passions qui devaient soulever une partie même de la noblesse anglaise et contre Buckingham, et contre Strafford, et enfin contre Charles Ier. Cependant, lorsque la lutte s'engagea entre la royauté et le parlement, il prit plutôt parti pour le pays, non qu'il allât dès l'abord à la pensée d'une révolution. Quand le roi fut menacé, il le défendit à la chambre des lords au risque de blesser l'as-

(1) *Expeditio in Ream insulam, authore Edovardo, Dom. Herbert, Barone of Cherbury in Anglia et Castri insula de Kerry in Hibernia, et pare utriusque regni in* 1630. Londres 1656. — Le style a probablement été revu par Thomas Master.

semblée, et il le suivit à York. Quelle part prit-il à la guerre, on l'ignore. On raconte seulement qu'il se sépara la même année du camp royaliste, et Horace Walpole assure qu'il combattit avec les parlementaires. De là des ressentimens et des vengeances qui, dit-on, l'atteignirent, lui et ses héritiers, dans sa fortune. Son château de Montgomery fut démoli, et le parlement dut l'indemniser plus tard de cette perte. Il est probable que sa santé, dès longtemps fort altérée, ne lui permit pas de prendre une part bien active ni même un intérêt bien vif aux luttes de ses dernières années. On voit, par une lettre tout intime à son frère, sir Henry Herbert, que dès 1643 il ne pouvait plus supporter aucun travail et songeait aux eaux de Spa pour se rétablir. Deux ans après, en publiant la troisième édition de son ouvrage, il se plaignait de la fatigue de l'âge et du malheur des temps. On sait encore qu'au mois de septembre 1647 il vint à Paris et rendit visite à Gassendi, à qui il avait envoyé son livre; mais il ne vécut pas assez pour voir les dernières extrémités de la révolution, car le 20 août 1648 il mourut à Londres dans une maison de la Cité, Queen-Street, et fut enseveli dans l'église de Saint-Giles-des-Champs (1). Une inscription latine insignifiante y fut gravée sur son tombeau par lord Stanhope. Il en avait composé lui-même une en huit vers anglais, destinée au monument allégorique élevé à sa mémoire dans l'église de Montgomery suivant la description qu'il en a laissée. Cette épitaphe respire une pleine espérance de paix, de joie, de vérité et d'amour.

So his immortal soul should find above
With his creator, peace, joy, truth and love.

La religion, comme il la concevait, tenait une grande place dans son esprit et remplissait son cœur de confiance et de sérénité. Dans les vingt dernières années de sa vie, il régla sa conduite sur ses principes. Il faisait régulièrement deux fois par jour la prière dans sa maison, et le dimanche son chapelain lui lisait un sermon de Smyth. A son lit de mort, il fit appeler le primat d'Irlande pour recevoir le sacrement; mais avec une singulière indifférence il lui dit que c'était une chose qui ne devait être que bonne ou tout au moins ne pouvait faire aucun mal. Le prélat se récria un peu et finit par refuser. Le mourant alors demanda l'heure et dit : « Dans une heure d'ici, je quitterai ce monde; » puis, tournant la tête d'un autre côté, il expira dans le plus grand calme. Il a laissé une prière écrite pour son usage. Elle est assez longue et n'a pas un grand mérite de style ni de pensée;

(1) De ses deux fils Richard et Henri, l'aîné et l'héritier du titre se montra fidèle aux Stuarts et mourut en 1665, et son fils Édouard, qui lui succéda, se déclara pour Charles II en 1659.

mais elle exprime avec développement et clarté cette foi exempte de crainte et d'angoisse en un Dieu créateur qui l'avait comblé de biens avant-coureurs de biens plus parfaits, et qui, en lui inspirant l'amour de la beauté éternelle et infinie, lui avait donné les moyens de le connaître, le désir de lui ressembler, la certitude de s'unir un jour à lui.

VII.

Le nom de lord Herbert de Cherbury a conservé en Angleterre sa célébrité; mais ses ouvrages sont peu lus. Ce n'est pas qu'ils n'aient, quelques-uns du moins, un vrai mérite. Comme écrivain, on ne peut lui assigner un bien haut rang; mais dans ses compositions philosophiques se montre de l'élévation, de l'originalité et beaucoup de force d'esprit. Elles méritent une place distinguée dans l'histoire de la science.

Rien de plus froid que l'analyse d'un livre dont le sujet n'est point pour le lecteur d'un intérêt actuel. Rien de plus indifférent pour lui que l'appréciation développée d'un ouvrage qu'il n'a pas lu et ne lira jamais. Gardons-nous donc d'analyser en détail les écrits de lord Herbert, mais essayons d'en donner une idée.

Que pourrions-nous dire de ses poésies? Ses vers latins sont d'un assez bon style. A ceux dont nous avons déjà parlé, il faut joindre une épître à ses neveux, composée probablement dans sa vieillesse. C'est un recueil de préceptes moraux, en général excellens, et dont quelques-uns sont bien exprimés. Les maximes de l'auteur en matière religieuse n'y sont pas oubliées. Jamais il n'a négligé l'occasion d'enseigner la foi en Dieu, le culte par la vertu, l'expiation par le repentir. Sa piété était toute morale et finit par passer de son esprit dans son cœur et dans sa vie.

Ses poésies anglaises sont à tous égards moins dignes d'estime. Son second fils en publia le recueil sous le titre de *Vers de circonstance* (1). Quelques-unes sont ingénieuses, la plupart obscures. L'amour en est le sujet ordinaire, un amour platonique, exprimé avec plus de recherche que de délicatesse. On a remarqué une ode sur cette question : « l'amour continuera-t-il dans l'éternité ? » Par un beau jour, dans une belle campagne, Mélandre et Célinde se promettent de s'aimer toujours. Un doute vient troubler Célinde quand elle songe au dernier soupir, et son amant la rassure par quelques strophes qui rappellent, sans y rien perdre, celle d'un poète contemporain :

> Toi-même à la clarté ravie,
> Tu dois fermer tes yeux si beaux, etc.

(1) *Occasional verses of Edward lord Herbert*, etc. Londres 1665, in-8°.

Les ouvrages historiques de lord Herbert sont placés fort au-dessus de ses vers. On a vu ce que nous pensons de sa relation de l'expédition de l'île de Ré, qui, à l'inconvénient d'être rédigée dans un latin très affecté, joint celui d'être un pamphlet apologétique. Il faut autrement apprécier son *Histoire du Règne de Henri VIII* (1), que le meilleur juge, M. Hallam, trouve écrite dans un style mâle et judicieux. Locke la place près de l'*Histoire de Henri VII* du chancelier Bacon, et lord Oxford en parle comme d'un chef-d'œuvre (*master-piece*) de biographie historique. Le style anglais est bon, la narration est claire, la connaissance et l'exposition des affaires de l'Europe ne laissent rien à désirer. On rencontre çà et là quelques traits heureux, quelques réflexions justes; mais ni le récit n'est assez animé, ni le jugement assez hardi. L'auteur écrit l'histoire à l'ancienne manière, sans chercher à la rendre attachante par l'action ou la pensée. D'ailleurs il composait, il nous le dit, par ordre du roi Jacques Ier, qui lui donna des documens et des conseils. Il l'en remercie dans sa dédicace, et quoiqu'il s'y vante d'avoir écrit avec sincérité, d'une *plume libre,* quoiqu'il n'ait pas de son vivant fait paraître son livre, on trouvera qu'il semble manquer de la première qualité de l'historien, l'indépendance. Sa justice du moins n'est pas assez rigoureuse. Soit révérence d'homme de cour pour la royauté ou de magistrat pour les formes légales, soit embarras causé par ce fonds de popularité qui n'a jamais abandonné Henri VIII, il ménage trop un tyran bizarre dont les cruautés ressemblent à des folies. Il le déclare avide et cruel, mais il lui cherche des excuses, tantôt dans sa grandeur, tantôt dans sa passion, tantôt dans sa constitution; c'était une âme où régnait la tempête, dit-il, et comment un sujet oserait-il condamner la souveraineté? Scrupule étrange, comme on l'a remarqué, dans la bouche d'un homme qui a fait la guerre à Charles Ier; mais l'inconséquence est le signe constant de l'humanité.

Nous ne voudrions pas cependant qu'on le soupçonnât d'avoir dissimulé les crimes de Henri VIII; seulement il hésite à les appeler par leur nom, quoique, dans un portrait de ce prince placé à la fin du volume, il le caractérise plus sévèrement qu'il ne l'a fait dans son récit. Là il récapitule les condamnations capitales prononcées sous ce règne, et il en parle comme d'une *époque sanguinaire.* Le prétexte de la religion ne pouvait tromper sa conscience. En bon Anglais, il préférait sans doute la réforme au papisme, et il ne blâme point Tudor d'avoir attaqué l'un pour établir l'autre; mais il n'approuve ni les persécutions ni les confiscations, et d'ailleurs les dissidens eurent leur part des coups de la tyrannie. Il est froid pour toutes les causes que

(1) *The Life and raigne of king Henry the eighth written by the right honourable Edward, lord Herbert of Cherbury.* Londres, petit in-folio, 1649. — Il y en a eu au moins quatre éditions. Walpole en a imprimé une cinquième en 1770 à Strawberry-Hill.

son temps trouvait sacrées. Il semble devancer son siècle par son indifférence pour les querelles dogmatiques, et il ne parle pas avec une sympathie bien vive de la grande révolution qui changea la foi de l'Angleterre. En tout, bien des choses restent obscures dans son livre, bien des caractères inexpliqués. Peut-être la difficulté d'aborder certains sujets l'a-t-elle contraint à certaines omissions, peut-être lui-même a-t-il trouvé son ouvrage incomplet, car il faut se rappeler qu'il ne l'a point laissé paraître. Une seule fois il s'abandonne aux réflexions que la réforme du XVIe siècle devait provoquer dans tous les esprits sérieux. Il se demande quelles sont les règles que doit suivre un laïque dans les discordes religieuses. La première est d'accepter pour guides, autant que possible, ceux que lui donne sa patrie; puis il doit, s'il est en mesure de le faire, étudier les religions et les doctrines des sages pour se décider par son propre choix. Malheureusement cette étude est longue, difficile, semée de doutes et de problèmes. Tout savoir est impossible, tout rejeter serait impie. Que faire donc? S'attacher à l'essentiel et au démonstratif, et s'en tenir aux vérités universelles qui ne peuvent jamais égarer ni perdre celui qui les prend pour sa loi, — un Dieu honoré par la piété de la vie, les fautes rachetées ici-bas par le repentir ou châtiées ailleurs par une justice suprême.

Cette doctrine est celle de ses ouvrages philosophiques, et peut-être même les a-t-elle inspirés; mais quoiqu'elle eût au commencement du XVIIe siècle un certain mérite d'originalité, quoique ceux qu'elle offense puissent la pardonner au témoin des controverses qui avaient de son temps ensanglanté l'Europe, quoiqu'il l'ait anoblie par la constance et la sérénité de ses convictions, cette liberté de penser en matière religieuse n'est point par elle-même un mérite philosophique, et ce qui nous frappe tout autrement dans lord Herbert, c'est un système de métaphysique qui vaut beaucoup mieux, et qui n'est d'ailleurs nullement inconciliable avec la foi chrétienne.

Lord Herbert avait certainement connu Bacon. Ils ont été au service du même souverain, Jacques Ier, protégés du même favori, Buckingham. Lord Herbert avait pu lire le *Novum Organum* avant de rien publier (1), et comme il a survécu vingt ans à l'illustre chancelier, il a connu tous ses ouvrages importans, il a été témoin de

(1) On a mis Herbert ainsi que Thomas Hobbes au nombre des amis et des collaborateurs de Bacon. Le fait nous paraît très douteux. Bacon, dans la dédicace d'une version des psaumes à *son bon ami George Herbert,* le remercie de la peine qu'il a prise à propos de quelques-uns de ses ouvrages. Cette peine était, dit-on, d'avoir travaillé à les mettre en latin; mais George Herbert n'a ni le prénom ni aucun des titres de lord Herbert, qui passe lui-même pour s'être fait aider dans la traduction latine de ses écrits. D'ailleurs son traité *De Veritate* ne parut qu'en 1624 ou quatre ans après la publication du *Novum Organum*, et un an après la rédaction dernière du *De Augmentis,* dont une première esquisse avait été imprimée en 1605.

leur succès, plus grand il est vrai sur le continent qu'en Angleterre; il a vu s'établir et croître une renommée qui est une des gloires de sa patrie. Cependant il n'est point disciple de Bacon, il ne se donne pas pour son admirateur; nous ne nous souvenons pas qu'il l'ait jamais cité, et cette omission ne peut être involontaire. Il traite assez souvent des sujets analogues, il aborde les mêmes questions; il lui emprunte quelques idées, ou les rèpète après lui, les ayant peut-être tirées de la même source. Sa philosophie est aussi une réaction contre le moyen âge; elle procède des mêmes critiques, mais elle établit d'autres principes. C'était la grande pensée de Bacon, mais c'était aussi une des pensées du siècle, que le temps était venu de changer les voies de la science humaine. Lord Herbert est un des ardens promoteurs de cette révolution intellectuelle. « L'autorité, dit-il, est le seul asile de l'ignorance. Philosophons librement. » Comme Bacon, il fuit avec dédain les erremens de la scolastique. Nulle part dans ses écrits il ne professe le culte d'Aristote; il pense par lui-même. Dans son principal ouvrage, il se pose la question absolue de la vérité, et, résistant aux plus hardis sceptiques par ce principe : la vérité existe, il en dérive toute la science. La vérité des choses est en elles, la nôtre est dans notre intelligence, car elle est la connaissance de la première. Entre l'une et l'autre se placent la vérité de l'apparence, ou, comme on dit aujourd'hui, le phénomène, et la vérité du concept, c'est-à-dire la perception ou la notion. Chacune de ces sortes de vérité se rapporte en nous à une faculté, à une disposition qui lui est comme analogue, et la vérité d'elles toutes est d'abord dans la conformité de chacune avec la faculté correspondante, puis dans la conformité de toutes les vérités et de toutes les facultés entre elles. Qui peut en juger? Un instinct d'intelligence et de raison qui domine toutes les facultés, qui donne et qui contient les connaissances universelles, qui les a *reçues du ciel,* et qui est comme une participation de la raison divine. Cet instinct naturel est le centre dont les notions universelles sont les rayons. Il nous semble difficile d'établir avec plus de clarté et de force que ne le fait lord Herbert qu'il y a des principes nécessaires dans l'esprit humain. On le voit, si Bacon est le père de la philosophie de l'empirisme, lord Herbert est loin d'être de son école, témoin ces paroles que nous soumettons aux gens du métier : « Les notions universelles sont ces principes sacrés contre lesquels il est interdit comme un crime de disputer, *contra quæ disputare nefas...* Tant s'en faut que ces principes élémentaires se déduisent de l'expérience et de l'observation, que sans quelques-uns ou sans un au moins d'entre eux, nous ne pouvons ni expérimenter ni observer. » Ces paroles remarquables, Platon et Kant ne les auraient-ils pas signées?

Nous entrerions dans la partie technique du système, si nous don-

nions la liste et le commentaire des sept propositions, qui, liées l'une à l'autre, forment la théorie générale de la vérité, puis le dénombrement raisonné des conditions auxquelles se réalisent ou se connaissent les diverses sortes de vérité, et des facultés qui correspondent à chacune d'elles, enfin l'analyse des quatre formes ou moyens de connaissance qui, dans leur ordre vrai, constituent l'esprit humain, savoir : l'instinct naturel, — le sens interne ou la sensibilité tant affective que morale, — le sens externe ou la sensibilité tant perceptive qu'organique, — enfin le raisonnement, qui ajoute aux notions puisées aux trois premières sources, et qui même les redresse en même temps qu'il les développe. On sent qu'il y a là toute la matière d'une psychologie et d'une logique. Dans l'une et l'autre, on trouve du vrai et de l'original; mais nous renvoyons au texte.

Le point dominant, c'est ce que lord Herbert conçoit si bien et désigne assez malheureusement, l'instinct naturel. Cette puissance propre de la raison, il ne peut que l'analyser, la dégager de tout ce que les autres facultés y ajoutent d'accessoire ou d'erroné. Le raisonnement n'a lui-même de fondement que dans les notions universelles, ou principes évidens, qu'il doit à l'instinct naturel. Là est la partie vraiment divine de l'esprit, l'instrument immédiat de la Providence, quelque chose d'elle en nous et comme sa marque sur notre âme. Aussi les connaissances que nous tenons de l'instinct naturel ont-elles un caractère d'universalité qui les met au-dessus du doute, qui constitue leur légitime et irrésistible autorité. De ces notions, la plus élevée comme la plus caractéristique est Dieu; l'instinct naturel qui en vient y retourne de lui-même; aussi peut-on dire que son objet, celui de toutes les facultés qui lui sont subordonnées, est le souverain bien ou la béatitude éternelle, comme on voudra l'appeler. « Si Dieu n'avait gravé dans l'homme le type de l'infini, comment l'homme serait-il formé à son image? »

Mais de cette autorité des notions universelles ou de l'instinct naturel, il suit que tout ce qui n'est ni universel ni naturel au même titre est en possession d'une autorité moindre. La nature est l'expression de la Providence divine universelle; elle est cette providence même dans les choses. La grâce n'est que la Providence divine particulière. Les vérités de la nature sont donc aux vérités de la grâce comme l'universel au particulier. Les premières sont les seules indubitablement divines. Tout ce qui n'est point frappé à la même empreinte n'est point faux pour cela, mais ne peut avoir qu'une vérité subordonnée, ou n'appartient qu'au domaine du vraisemblable et du possible. C'est ainsi que lord Herbert distingue la religion naturelle de la religion révélée, ou plutôt la révélation primitive et générale de la révélation locale et particulière. Toute église, toute philosophie, toute législation ne possède à ses yeux une autorité absolue,

une véritable infaillibilité que dans ce qu'elle enseigne ou prescrit de conforme aux notions universelles, ou du moins de conciliable avec ces notions. L'examen tant de l'esprit humain que des croyances générales de l'humanité le conduit à reconnaître cinq dogmes marqués du caractère sacré de l'universalité : — il y a un Dieu; — un culte lui est dû; — le meilleur culte est la piété et la vertu; — le repentir rachète les fautes; — il existe une justice suprême qui punit et récompense. — Ce sont là, suivant lui, les vérités catholiques, les vérités nécessaires au salut. Elles peuvent servir de *criterium* pour apprécier les doctrines de toutes les chaires et de toutes les écoles. En effet tout ce qui s'en écarte doit être rejeté; tout ce qui les confirme et les développe peut être admis : c'est par là qu'il faut juger les religions. La révélation n'est pas impossible, non plus que les miracles; mais si elle se fonde sur une inspiration directe, elle n'est valable que pour celui qui l'a personnellement reçue. Fondée sur la tradition, elle dépend de l'autorité du récit; elle est, à ce titre, du ressort du raisonnement, qui doit en élaguer tout ce qui contrarie les notions universelles, par exemple le salut attaché exclusivement à certains dogmes particuliers comme la pénitence des catholiques ou la prédestination des protestans. Soit inconséquence, soit ménagement, notre auteur ne tient pas au reste un langage uniforme à l'égard de la révélation; tantôt il prétend l'admettre et la fortifier en l'épurant, tantôt il semble la proscrire, ou du moins la diminuer en la réduisant à une doctrine où beaucoup de faux est mêlé au vrai, beaucoup de superflu au nécessaire, car c'est aussi une de ses maximes qu'il y a entre la certitude et l'erreur des opinions intermédiaires qui ne sont pas sans vérité; mais toujours il fait des notions universelles la règle de toutes les autres, et de l'instinct naturel le maître de nos facultés. C'est évidemment placer la nature au-dessus de la grâce.

Ces dernières opinions, qui se trouvent parsemées dans le traité *de la Vérité*, où l'on rencontre d'ailleurs de meilleures choses, sont reprises et développées dans deux autres écrits, l'un *Sur les Causes de l'Erreur*, l'autre *Sur la Religion du Laïque* (1). Dans un ouvrage plus considérable *Sur la Religion des Gentils*, publié après sa mort, Herbert a tracé du paganisme un tableau où ne manque pas le savoir, et il y explique à sa manière comment les anciens ont été conduits à mêler de fictions et d'erreurs les dogmes fondamentaux qu'ils n'ont pas méconnus. C'est à peu près le même sujet que celui du *De sapientia veterum* de Bacon; mais, traité d'une manière moins ingénieuse, il l'est avec plus de critique et d'érudition. La science moderne

(1) *De Causis errorum. — Religio laici. — Appendix ad Sacerdotes*, dans l'édition du *De Veritate* de Londres 1645.

ne se contenterait pas, comme on doit s'y attendre, d'une telle histoire des religions de l'antiquité. Cependant le livre tel qu'il est ne parut pas indigne de Gérard Vossius, à qui il fut communiqué, et dont le fils Isaac l'a fait imprimer pour la première fois (1). Il semble d'ailleurs que la pensée générale en est incertaine et confuse, et que l'argumentation en pourrait souvent être retournée contre la thèse. L'auteur développe plus les illusions et les impostures des gentils qu'il ne démontre la persistance de la foi naturelle et nécessaire du genre humain. Il ne fait pas avec assez de précision le départ entre les erreurs accidentelles et les vérités permanentes, distinction qui avait été aperçue, entreprise qui avait été essayée avant lui. Un évêque du XVIe siècle, un préfet de la bibliothèque du Vatican, Augustin Steucho, désigné souvent sous le nom d'Engubinus, a composé, dans une vue de parfaite orthodoxie, un livre *De perenni Philosophia*, qui peut encore se lire avec intérêt. Dans cet ouvrage, dédié au pape Paul III, il est établi, avec plus d'érudition que de critique, que la sagesse et la piété venant de la même source, la philosophie de l'antiquité a été constamment comme un christianisme tacite, et que la révélation n'a fait qu'arracher les derniers voiles à la vérité de tous les temps. Cette doctrine, dont la pensée première avoisine le système de lord Herbert, peut conduire des esprits divers à des résultats différens. Pour les uns, comme pour Engubinus (2), elle est une démonstration nouvelle de la foi évangélique, et dans notre temps où l'on exagère tout, on a même abusé de cette preuve au point de l'affaiblir. D'autres au contraire concluent simplement de la revue des croyances humaines, qu'il y a une philosophie religieuse vraie, en dehors même de la révélation, mais dont la vérité ne porte aucun préjudice à la vérité de la révélation, et c'est le point de vue de Rodolphe Cudworth et du père Thomassin de l'Oratoire. D'autres enfin veulent que l'universalité étant exclusivement le signe de la vérité, la certitude ne réside que dans ce qu'ils appellent la religion du genre humain, et ceux-ci, avec quelque respect qu'ils s'expriment, doivent être comptés parmi les adversaires du christianisme. De cette liste il est impossible de rayer le nom de lord Herbert, et c'est avec raison qu'il a été désigné comme le chef de l'école des déistes en Angleterre.

Nous ne songeons nullement à le défendre. Sans doute il parle souvent dans un langage convenable de la religion de sa patrie. Il déclare le christianisme la meilleure des religions; mais il tient pour seul catholique, pour seul invariable, le pur théisme, dont il a dressé en cinq articles la profession de foi. Ce système a tout au moins le

(1) *De Religione gentilium errorumque apud eos causis*. Amsterdam 1633, petit in-4°.

(2) Augustini Steuchii Engubini, episcopi Kisami, tomi III. *De perenni Philosophia*, I; *De Theologia antiquorum*, II. Paris 1577. La première édition est de Lyon 1540.

défaut de reposer sur une description très incomplète de l'esprit humain. La foi religieuse est un fait aussi réel que la certitude rationnelle, et cependant elle en diffère essentiellement. C'est aussi une vérité universelle que jamais la philosophie n'a été toute la religion de l'humanité. La doctrine de lord Herbert ne rend nul compte de tous ces faits. Aussi a-t-elle été, comme on le pense bien, l'objet de sérieuses critiques. On en cite une réfutation expresse composée par Richard Baxter, théologien assez renommé de l'église dissidente, et qui publia, en 1671, une apologie chrétienne de quelque réputation (1). Christian Kortholt, qui vivait en Holstein et dont le fils fut un des éditeurs de Leibnitz, a imprimé vers le même temps à Kiel un pamphlet théologique avec ce titre significatif : *De tribus impostoribus* (2). C'est l'envers du fameux et problématique ouvrage qui inquiéta le XIVe siècle comme un legs mystérieux et funeste du XIIIe. Un des trois imposteurs de Kortholt est lord Herbert, *le prince des naturalistes du siècle* (3), et qu'il met sur la même ligne que Hobbes et Spinoza. Herbert, fervent défenseur de la providence divine et de la liberté humaine, n'a rien de commun avec le spinozisme, et c'est tout l'opposé de Hobbes, cet ennemi aveugle et puissant de tout principe absolu de religion et de morale. Kortholt dirige contre lord Herbert quelques critiques justes au point de vue de l'orthodoxie; mais c'est une licence insupportable et de mauvais exemple que de l'accuser d'athéisme, et cette calomnie juge un ouvrage. Un censeur plus redoutable et plus digne, c'est Leland, qui, dans sa revue des écrivains déistes de l'Angleterre au XVIIe et au XVIIIe siècle, assigne le premier rang à lord Herbert, et qui, en rendant justice à sa sincérité, attaque son système avec les armes du raisonnement et de la foi. Il ne manque pas d'observer que ce fondateur du rationalisme religieux avait sa part de crédule enthousiasme, puisqu'il s'imaginait que Dieu avait, par un signe direct, ordonné la publication de son livre, en sorte que celui qui n'admet comme démontrée que la providence générale, s'est cru de très bonne foi l'objet d'une providence particulière. Un miracle aurait ainsi autorisé une théologie contraire aux miracles.

(1) Dans l'ouvrage intitulé : *More reasons for the christian religion and no reason against it*, par Richard Baxter, 1671, on trouve : *Animadversions on a tractate De Veritate written by the noble and learned lord Edw. Herbert.*

(2) *De tribus impostoribus magnis, liber Edoardo Herbert, Thomæ Hobbes et Benedicto Spinosæ oppositus. Cui addita appendix qua Hieronymi Cardani et Edoardi Herberti de animalitate hominis opiniones philosophicæ examinatæ.* Kil., in-8°, 1680. L'édition que j'ai eue dans les mains a pour titre : *De tribus impostoribus magnis, liber cura editus Christ. Kortholt S. Theolog. D. et professoris primarii.* Hambourg 1700. Elle a été donnée par Sébastien Kortholt, fils du précédent.

(3) « Naturalistarum ævi nostri princeps. »

Mais si nous abandonnons sans regret à ses censeurs la théologie de lord Herbert, nous ferons nos réserves en faveur de sa métaphysique. Elle appartient par plus d'un côté à la saine philosophie; elle ne sacrifie ni la solidité à l'élévation, ni l'élévation à la solidité. Elle s'appuie sur le droit d'une raison inspirée par celui dont elle émane, révélation primitive qui ne proscrit pas l'autre, mais que celle-ci suppose, et qui, tantôt par la sensibilité, tantôt par la déduction, ajoute à ses lumières propres des connaissances expérimentales ou dérivées, certaines quand elles sont universelles. Ce n'est point là une philosophie vulgaire; de belles et heureuses pensées se rencontrent dans le livre où elle est exposée, et la diction, quoique un peu pédantesque, ne m'en paraît pas aussi obscure qu'à M. Hallam. Je louerais même lord Herbert de sa latinité, malgré la barbarie de quelques formes scolastiques, de quelques termes abstraits, s'il ne paraissait établi qu'un savant contemporain de l'auteur, Thomas Master, employé souvent par lui à des recherches, a pris une grande part à la traduction de la pensée du philosophe anglais dans la langue de Cicéron.

Par ses mérites même, lord Herbert devait, comme philosophe aussi, rencontrer des censeurs. Dans le nombre du moins, nous ne placerons pas Descartes, car il est du même parti philosophique. On sait combien Descartes est avare d'éloges, et qu'il consent peu à louer ce qui s'écarte de son esprit ou de sa méthode. Lors donc qu'une de ses lettres nous apprend qu'il trouve dans Herbert plusieurs choses fort bonnes, mais, ajoute-t-il avec sa grande prudence, *non publici saporis*, et qu'il *estime cet auteur beaucoup au-dessus des esprits ordinaires*, il faut voir dans ce peu de paroles un très important suffrage (1). C'est avec de grands ménagemens et même de grands éloges, que les philosophes éminens d'une école tout opposée se sont séparés de lord Herbert. Il était dans l'usage d'adresser ses écrits à ceux qu'il en supposait les justes appréciateurs. Le *De Veritate* avait été transmis de sa part à Gassendi, qui répondit, en 1734, à cet envoi par une lettre insérée en fragment dans ses œuvres. Il s'y écrie que l'Angleterre est heureuse d'avoir, après la mort de *Verulamius* (Bacon), produit *un tel héros* (*heroem istum*) (2). Puis il défend Aristote contre ce héros, auquel il fait avec détail toutes les objections de l'empirisme. On les connaît : il n'y a pas naturellement de notions universelles; point de proposition en physique, point de dogme en théologie, point de règle en éthique, qui ne soit contro-

(1) H. Hallam, *Histoire de la Littérature pendant les quinzième, seizième et dix-septième siècles*, t. III, ch. III, sect. Ire, traduction française.

(2) *Ad librum D. Edoardi Herberti Angli de Veritate epistola.* — *P. Gassendi Diniensis oper.*, t. III, p. 411.

versable; c'est l'éducation civile et religieuse qui nous donne nos idées et nos croyances; Herbert lui-même a tiré de cette source tout ce qu'il croit avoir trouvé dans la raison pure. Ces objections sont comme une anticipation de la philosophie de Locke. Aussi, lorsqu'il parut lui-même, ce sage qui mêla tant d'erreurs à tant de raison, il ne put, quoiqu'il eût dédié son grand ouvrage à un comte de Pembroke et de Montgomery, baron Herbert de Cardiff, il ne put, trouvant lord Herbert de Cherbury sur son chemin, s'empêcher de lui contester l'existence de ses principes innés, et il soumit à une analyse critique qui n'est pas sans force les sept principes nécessaires sur lesquels le système était édifié (1). C'est d'ailleurs un contraste assez remarquable que Gassendi, ce disciple d'Aristote et d'Épicure en philosophie, et Locke, ce restaurateur de la philosophie des sensations, soient beaucoup plus retenus que le quasi-platonicien lord Herbert sur les questions théologiques, et défendent contre lui les dogmes avec des principes qui ne permettraient d'en établir aucun.

En résumé, laissant de côté le rationalisme déiste qui, n'en déplaise à lord Herbert, n'est pas inséparable de sa doctrine, nous pensons que dans la philosophie pure il appartient à la cause du spiritualisme, c'est-à-dire à la bonne cause, et que si la philosophie dans la Grande-Bretagne relève de Bacon, il faut admettre que la méthode de l'observation a produit deux écoles, l'une qui dans l'âme humaine a subordonné tout à l'expérience et dont Hobbes est le représentant le plus violent, Locke le plus noble maître; l'autre qui, par des méthodes plus ou moins analogues à celles de Descartes, a su trouver dans la raison des principes supérieurs à l'observation et à l'expérience elle-même. Lord Herbert est une des lumières de cette école. Nous placerons auprès de lui Cudworth et Clarke; mais par sa confiance dans la nature humaine, par son optimisme intellectuel, le noble pair nous paraît surtout l'avant-coureur de lord Shaftesbury, et l'on peut dire que la foi de tous deux dans les principes de la raison a dû frayer la voie aux doctrines d'Hutcheson et des philosophes de l'Écosse. Nous souscrivons très volontiers à ce jugement de M. Hallam : « Lord Herbert peut être considéré comme le premier métaphysicien qu'ait eu l'Angleterre. » Et nous ajouterons avec le plus grand métaphysicien qu'elle possède aujourd'hui, sir William Hamilton : « Il est en vérité surprenant que les spéculations d'un penseur aussi habile et aussi original, et d'un homme si remarquable d'ailleurs, aient échappé à l'observation de ceux qui ont après lui, dans la Grande-Bretagne, philosophé dans le même esprit. »

CHARLES DE RÉMUSAT.

(1) *Essay*, liv. Ier, ch. 3, § 15. — *Locke's Works*, t. Ier, Londres, 10 vol. in-4°, 1801.

LES

FINANCES DE LA GUERRE

I.

LES FINANCES DE LA RUSSIE.

La guerre que suscite la question d'Orient est une de ces rares occasions dans lesquelles l'intérêt national, se manifestant avec évidence à tous les yeux, doit imposer silence aux passions de parti et même aux convictions les plus étroitement liées à la personnalité humaine. Il y va, pour l'Europe, de l'indépendance de plusieurs peuples, de l'équilibre général des forces, de l'avenir de la civilisation. C'est là une cause juste et grande. L'opinion publique le proclame, avec une autorité irrésistible, en isolant le gouvernement russe et en le laissant sous le poids du blâme universel; mais ce qui domine tout, les armées sont en présence. Au moment où les flottes combinées occupent la Mer-Noire et la Baltique, où les troupes de la France et de l'Angleterre, après avoir couvert la capitale de l'empire ottoman, ayant les soldats d'Omer-Pacha pour avant-garde et pour arrière-garde les bataillons autrichiens, vont refouler les légions moscovites, quel Français digne de ce nom, quelque opinion qu'il garde sur le caractère et sur la conduite du gouvernement, ne ferait des vœux pour le succès de nos armes?

Au point de vue politique, un résultat immense nous est dès à présent acquis. La coalition qui menaçait à toute heure nos intérêts ou nos frontières, dont les traités de 1815 étaient la plus haineuse

expression, et que la révolution de 1848 avait resserrée en donnant à l'empereur Nicolas le rôle éminent de protecteur de l'ordre européen, n'existe plus que dans l'histoire. Malgré la différence et peut-être l'antipathie naturelle de leurs gouvernemens, il s'opère entre la France et l'Angleterre un rapprochement qui survivra aux circonstances et qui les intéressera, quoi qu'il arrive, à leur mutuelle grandeur. L'Autriche et la Prusse ont ouvert les yeux et donné le signal à la confédération germanique, qui, en dépit de quelques princes hésitans encore ou résistans, doit passer bientôt d'une neutralité impolitique et impossible à l'hostilité directe contre les desseins que ne dissimule plus le cabinet de Pétersbourg. En défendant l'intégrité de l'empire ottoman, nous allons provoquer, ce qui n'importe pas moins à notre repos, le réveil de l'Allemagne. Le danger que Napoléon signalait sur le rocher de Sainte-Hélène à l'Europe prosternée est désormais conjuré par l'union de la France et de l'Angleterre. Pendant que nous écartons les Russes de Constantinople sous la forme brutale de la conquête, la suzeraineté qu'ils affectaient sous la forme adoucie de patronage ou d'influence se voit répudiée à Vienne et à Berlin. L'Allemagne accepte la solidarité de notre diplomatie, en attendant le moment, qui ne peut tarder, d'arborer le même étendard et de joindre ses armes aux nôtres.

Ainsi neutres, expectans ou belligérans, tous les états de l'Europe se prononcent contre les prétentions et vont faire obstacle à l'ambition de la Russie. Lord John Russell, envisageant les difficultés de cette grande entreprise, disait, il y a quelques jours, aux membres de la majorité ministérielle, que le résultat était incertain, et pour l'assurer il leur demandait de l'argent. Le peuple anglais ne marchandera pas les sacrifices; comme il veut la fin, il voudra aussi les moyens : après avoir reçu de nous l'impulsion, il nous donnera l'exemple.

A Dieu ne plaise que je rabaisse l'importance du commandement! Le résultat dépendra sans doute avant tout de la direction qui sera donnée aux opérations militaires; mais si la victoire appartient en définitive aux gros bataillons, aujourd'hui plus que jamais l'argent doit faire pencher la balance : de bonnes finances donnent de puissantes armées; le gouvernement le plus riche, pourvu qu'il ait une administration prévoyante et économe, est aussi le gouvernement le plus fort.

Au point où la civilisation a conduit les peuples, toutes les armées ayant leurs traditions de bravoure, les notions de la tactique étant à peu près également répandues partout, et la science ayant fait faire aux moyens de destruction, à peu de chose près, les mêmes progrès qu'aux moyens de production, l'ascendant doit rester, en fin de

compte, à la nation qui peut mettre en ligne les ressources les plus formidables et qui se trouve capable de soutenir la lutte plus longtemps. Rien ne le prouve mieux que l'exemple de l'Angleterre à une époque où, après avoir résisté au génie expansif de notre révolution, elle tenait en échec, au moyen de l'Europe soudoyée, le plus grand conquérant des temps modernes. Pour expliquer les événemens de 1814 et de 1815, il suffit de rappeler que la France, après des efforts gigantesques, se trouva plus tôt épuisée d'hommes que sa rivale ne fut épuisée d'argent.

Aujourd'hui comme alors, et peut-être plus qu'alors, la guerre organisée sur une grande échelle est principalement une question de budget. Il ne suffit pas de rassembler à un jour donné, et en prodiguant d'un seul coup toutes les ressources dont on peut disposer, des armées nombreuses, bien commandées et formées à l'école d'une discipline sévère; ces armées, il faut encore les nourrir, les fortifier d'un puissant matériel de campagne et de siége, et les pourvoir de moyens de transport; il faut réparer les pertes et combler les vides qu'ont bientôt faits dans les rangs le feu, le fer ainsi que les maladies: tout cela suppose des trésors qui se renouvellent. La guerre concerne donc les administrateurs autant que les généraux. Avant de l'entreprendre, un grand état doit dresser le bilan de ses recettes et de ses dépenses, examiner jusqu'où peuvent aller ses ressources tant ordinaires qu'extraordinaires, ce que produira l'impôt et ce que donnera le crédit, mesurer en un mot sans illusion ses forces au fardeau.

Les questions de finance ne s'élèvent guère, ou tout au moins ne sont débattues avec l'attention qu'elles méritent et ne deviennent des questions politiques que pendant les loisirs réparateurs de la paix. Dans ces momens, un budget bien ou mal équilibré consolide ou renverse un ministère, et sir Robert Peel triomphe où lord Melbourne avait échoué. Alors encore un déficit fait éclater ou fait reculer une révolution : le déplorable état des finances exposé à l'assemblée des notables détermina le mouvement de 1789; l'enthousiasme factice de 1848 ne tint pas contre un impôt extraordinaire de 45 centimes. Il semble que les nations ne puissent s'occuper de la gestion de leur fortune que lorsqu'elles n'ont plus à verser leur sang.

C'est surtout pendant la guerre, et en vue des nécessités qu'elle entraîne, que l'on devrait agiter et mettre à l'ordre du jour ces graves difficultés. La guerre se rassasie d'or encore plus que de batailles; il y a peu de campagnes qui n'exigent un second budget. Le problème qui se pose en ce moment consiste à inventer des moyens d'action en quelque sorte illimités, sans imposer au pays de trop lourds sacrifices. Il faut rassembler de tous les côtés des eaux qui

grossissent le fleuve du revenu sans en tarir ni même en affaiblir les sources. C'est alors que l'influence d'un bon système se montre plus décisive, et que le danger d'une fausse mesure devient plus grand. Ajoutons que la nécessité, quand elle ne suggère pas des expédiens désastreux, aiguillonne le bon sens des peuples et le génie des individus en les lançant dans la voie des découvertes. C'est au bruit de la guerre d'Amérique qu'un professeur de morale, s'attachant à constater les lois suivant lesquelles les états dépérissent ou prospèrent, Adam Smith, écrivit l'immortel ouvrage de *la Richesse des Nations*. Le crédit public se développa dans la Grande-Bretagne quand il fallut, pour lutter avec la révolution française, ameuter l'Europe à force de subsides et couvrir de vaisseaux toutes les mers. Il naquit en France le jour où, l'impôt ne suffisant plus, on dut recourir à l'emprunt pour payer la rançon de l'invasion.

La guerre d'Orient vient à peine de commencer, et déjà tous les gouvernemens empruntent. La Turquie, après avoir renoncé, par des scrupules inintelligens, à un emprunt conclu à un taux inespéré, et qui liquidait ses embarras les plus pressans, se met aujourd'hui en quête de prêteurs et frappe, comme elle peut, à toutes les portes. Le gouvernement russe, après avoir tâté les divers marchés, se voit exclu des principales places de crédit et réduit à l'expédient odieux, autant que stérile, de l'emprunt forcé. La Prusse demande plus de 100 millions de francs au crédit; la France, au moyen d'une souscription publique, et en donnant à peu près 5 pour 100 du capital prêté, vient d'emprunter 250 millions. L'Autriche, après deux emprunts successifs, en ouvre un troisième payable en cinq années, à raison de 250 millions par année, qui doit lui servir, indépendamment du déficit annuel à combler, à retirer de la circulation une certaine quantité de papier-monnaie, et à rappeler dans le pays l'or et l'argent, la monnaie métallique. L'Angleterre seule se défend encore de faire un appel direct au crédit; mais, à défaut de la dette fondée, elle augmente la dette flottante, autre supplément à l'impôt.

Ainsi tous les gouvernemens empiètent sur le patrimoine des générations à venir, soit pour soutenir, soit pour préparer la lutte. Ils assiégent, chacun dans l'espoir de l'attirer de son côté, le monde essentiellement pacifique des capitaux. Par cet empressement, qui s'inspire pour les uns de la nécessité et pour les autres du calcul, ils donnent la mesure de leurs forces. On peut préjuger et même annoncer presque à coup sûr, en comparant les ressources financières des belligérans, l'issue de la crise dans laquelle l'Europe vient d'entrer. Il y a là une sorte d'anatomie comparée, s'exerçant sur les élémens de l'impôt et du crédit, dont il est permis d'attendre quelque lumière. De cette hauteur d'où on les domine aisément, nous allons étudier

l'assiette des deux camps entre lesquels n'oscillera pas longtemps la fortune.

Je suppose que cette guerre, qui semblait n'être d'abord qu'un champ de bataille ouvert à la diplomatie, éveille aujourd'hui des deux parts les susceptibilités de l'honneur national. J'admets qu'à force d'exciter le fanatisme d'une population ignorante, le cabinet de Pétersbourg soit parvenu à déterminer, dans les rangs où se recrute l'armée, une ambition de conquête qui fasse contrepoids à la résolution calme et éclairée qui anime les populations de l'Occident. Eh bien! le peuple russe, quand il prendrait la querelle à son compte, quand il se lèverait comme un seul homme et marcherait au combat comme à une croisade, ne sauverait pas le tsar de l'humiliation qui l'attend.

La Russie, telle que l'ont faite la conquête et les traités, débordant de toutes parts hors de ses limites naturelles, présente une agrégation de soixante millions d'habitans. Les élémens de ce redoutable faisceau ne sont rien moins qu'homogènes. Des races ennemies occupent les contrées les plus riches de l'empire, qui sont les régions de l'occident, les frontières de l'esprit européen. S'appuiera-t-on sur les provinces allemandes, qui gardent la tradition luthérienne, pour faire prévaloir la suprématie du rite grec? Confiera-t-on la défense de l'autocratie moscovite à ces Polonais que l'on opprime sans les dompter, et qui ne cesseront, même quand la France et l'Angleterre les oublieraient, d'aspirer à l'indépendance? Le reste du territoire est cultivé par des serfs que ni la propriété ni la liberté n'a préparés à l'amour de la patrie. Ceux-ci vivent dispersés sur un immense territoire et comme campés dans le désert. Les Russes n'ont plus en eux la force rude de la barbarie, sans avoir acquis la puissance que donnent l'industrie et les lumières. Comme Joseph de Maistre l'a si bien vu, c'est une nation du XVe siècle : elle n'a ni la mobilité, ni les instincts belliqueux des hordes qui envahirent l'empire romain au IVe siècle, ni le génie d'expansion qui caractérise au XIXe des populations plus agglomérées, plus riches et plus policées. Le peuple russe est le meilleur instrument que l'on puisse imaginer de l'obéissance passive. Par cela même, il n'apportera dans la lutte aucune force qui lui soit propre. Ce n'est pas à lui que nous aurons affaire, c'est à son gouvernement.

La Russie se présente au combat avec tous les genres d'infériorité, même celle du nombre. Sans parler des cinquante millions d'Allemands qui s'engageront tôt ou tard dans la querelle, ni de cette race turque qui a eu l'honneur de porter les premiers coups et qui a victorieusement gardé sa ligne de défense, la France et l'Angleterre comptent ensemble soixante-cinq millions d'habitans, tous hommes

libres, et qui à travers les différences d'opinions marchent unis par le sentiment national. Leur population, comparée aux Slaves du culte grec, avec le capital d'instruction et de richesse dont elle dispose, représente une machine de guerre qui a la même supériorité que les canons à la Paixhans sur de grossières et impuissantes balistes. La civilisation aujourd'hui n'est pas, comme dans la décadence de l'empire romain, un signe de défaillance, car elle repose non sur l'oisiveté et sur l'esclavage, mais sur la liberté et sur le travail. Le travail forge de nos jours des cœurs tout aussi dispos et des bras tout aussi robustes que la guerre. Nous n'avons pas besoin de transformer les contrées de l'Occident en camps d'exercice, car la discipline des ateliers et les fatigues régulières de la charrue préparent pour nous des soldats. En moins de six mois, la France met sur pied cinq cent mille hommes, et c'est un jeu pour l'Angleterre que d'armer soixante vaisseaux de ligne portant soixante mille hommes et six mille canons. Ajoutons que, lorsqu'il devient nécessaire de multiplier les forces par la rapidité des mouvemens, l'industrie commerciale en France et en Angleterre peut mettre au service du gouvernement seize mille kilomètres de chemins de fer et des flottes tant à voiles qu'à vapeur qui transportent des armées en quelques jours sur tous les points d'attaque. Les Russes au contraire n'ont en dehors de leurs escadres de guerre ni vaisseaux ni matelots qui leur appartiennent; ils manquent même de routes et n'ont que deux lignes de fer avec un matériel sans importance, celles qui relient Varsovie à Cracovie et Saint-Pétersbourg à Moscou; enfin les moyens de transport sont tellement imparfaits et tellement rares au-delà de la Vistule, qu'au printemps de cette année le gouvernement ayant mis en réquisition tous les charrois pour les mouvemens de troupes, le commerce de la Russie avec la Prusse et des provinces russes entre elles s'est trouvé pendant quelques mois complétement arrêté.

Dans l'empire moscovite, le concours que la population peut prêter à la politique du pouvoir est donc tout au plus une force morale. L'empereur Nicolas, en le provoquant, n'a pas dû se faire d'illusion sur les résultats. On a le droit de penser que de telles démonstrations n'ont été pour lui qu'un moyen diplomatique. Abandonné ou blâmé par l'opinion publique dans toute l'Europe, il aura voulu se réfugier derrière la pression du sentiment national. Il a paru subir chez lui la loi qu'il prétendait imposer aux autres; mais en somme cette complicité à peine apparente de la nation ne fera pas verser un écu de plus dans ses caisses, et n'ajoutera pas, volontairement du moins, un homme à ses régimens. Le gouvernement en Russie ne s'est pas contenté de personnifier le peuple, il l'absorbe. En dehors de lui, et c'est là son châtiment, il n'y a pas plus de point d'appui

que de résistance. Au lieu d'être le sommet, le couronnement de la pyramide sociale, le pouvoir dans cet empire ne figure aux yeux qu'un colosse sans piédestal.

Le gouvernement russe, au début, avait un grand avantage sur la France et sur l'Angleterre. Celles-ci ne voulaient pas la guerre et n'y étaient pas préparées; lui, il se vantait d'être prêt à toute heure, et de tenir sous les armes sept à huit cent mille soldats. Il semblait n'avoir besoin ni de lever, ni d'équiper, ni de mobiliser des troupes. Cet empire, organisé, disait-on, pour la conquête, n'avait qu'un signal à faire pour précipiter à volonté ses innombrables et irrésistibles légions sur l'Occident ou sur l'Orient. Malheur à la nation qui attirerait ces orages tout chargés sur sa tête; l'indépendance de l'Europe n'était due qu'à la modération du tsar. Quelques étapes, qui seraient aisément franchies, le séparaient à peine de Constantinople, et la pente des chemins de fer allemands l'entraînait sur le Rhin. On n'oublie pas que le cabinet de Pétersbourg, en même temps qu'il envoyait à Constantinople le prince Menchikof, concentrait plusieurs corps d'armée sur ses frontières méridionales. Des levées d'hommes s'opéraient à petit bruit. En outre l'emprunt récemment conclu à Londres, malgré les réclamations prophétiques de M. Cobden, fournissait pour tous ces préparatifs d'importantes réserves. Le gouvernement russe était le seul qui eût fait provision par avance d'hommes et d'argent.

Ainsi l'empereur Nicolas, ayant pris de longue main toutes ses mesures, semblait n'avoir plus qu'à poursuivre devant l'Europe étonnée, et hors d'état de se défendre, l'exécution triomphante des projets que Catherine avait légués à ses héritiers. Aussi, quand les deux corps d'armée réunis sous le commandement du prince Gortchakof passèrent le Pruth, l'on se demanda si les Anglo-Français arriveraient à temps pour protéger Constantinople.

Cependant les actes ne répondirent pas d'abord aux menaces. Le cabinet de Pétersbourg ne parut pas se soucier ou se trouva hors d'état de justifier les craintes qu'il avait inspirées. A la fin de 1853, et après six mois d'occupation, l'armée russe dans les principautés n'atteignait pas le chiffre de quatre-vingt mille hommes. Ces Turcs qu'elle affectait de mépriser l'ont battue dans toutes les rencontres, à Oltenitza, à Citaté, sous les murs de Silistrie et autour de Giurgevo. Le maréchal Paskévitch lui-même, l'homme qui avait fait poser les armes à la Hongrie révoltée, le vainqueur de la Perse, de la Turquie et de la Pologne, la plus grande illustration militaire de l'empire, un général que la fortune n'avait jamais trahi, envoyé avec de puissans renforts et secondé par des lieutenans habiles, n'a passé le Danube et n'a mis le siége devant Silistrie que pour reconnaître, après une succession d'échecs meurtriers, la nécessité de la retraite. C'est lui

qui donne le signal de la prudence, ou plutôt du découragement; pendant qu'il s'achemine vers Bucharest, les meilleurs généraux de l'armée se font tuer dans d'inutiles assauts. Les Russes ont déjà perdu vingt-cinq à trente mille hommes tant sur les champs de bataille que dans les hôpitaux. Leurs flottes s'abritent derrière les batteries de Sébastopol et de Cronstadt; leurs troupes se retranchent derrière le Sereth et derrière le Pruth. A la seule apparition des drapeaux de la France et de l'Angleterre, et bien avant que les colonnes autrichiennes aient pénétré dans la Valachie, l'armée d'invasion passe de l'offensive à la défensive. En même temps la diplomatie moscovite prend un ton plus humble : l'Europe est déjà vengée.

Mais ce que l'on ne croirait pas, si l'on en jugeait par les résultats, le gouvernement russe a fait pour cette campagne, si témérairement commencée, un effort qui l'épuise. Trois recrutemens ont été ordonnés coup sur coup. Supposez que l'on enlève trois cent mille serfs à la propriété au-delà du recrutement ordinaire; c'est un impôt de 300 millions frappé sur le capital foncier, sans parler de l'équipement, mis à la charge des seigneurs, et qui représente encore une charge d'environ 50 millions de francs. Les hommes vont manquer à la culture des champs, et cette pénurie de bras ne peut qu'ajouter à la cherté déjà excessive des denrées. Le commerce russe, privé des avances importantes que lui faisait chaque année l'Angleterre, et qui ne montaient pas à moins de 5 millions sterling, a perdu en outre ses meilleurs débouchés au dehors, depuis que les flottes combinées bloquent hermétiquement les ports de la Baltique et ceux de la Mer-Noire. Le change a baissé de plus de 20 pour 100 (1), l'exportation de l'or est prohibée, les faillites se succèdent et s'accumulent sur toutes les places. Que la guerre se prolonge, et il ne restera bientôt plus un comptoir ouvert à Pétersbourg. Ainsi, après avoir ruiné le commerce et détruit le crédit, l'on accable les propriétaires fonciers en les dépouillant de leurs instrumens de travail, en leur enlevant les paysans censitaires ou serfs qui font leur principale richesse; mais si l'on appauvrit les propriétaires, si pour remplir les camps on dépeuple les campagnes, je demande qui paiera désormais l'impôt?

Voilà comment le gouvernement du tsar répare les pertes de la guerre; il reste à voir par quels procédés il subvient aux dépenses qu'exigent ses armemens. L'administration russe ne rend ses comptes qu'à l'empereur, qui se garde bien d'initier la publicité à de pareils mystères. Un budget serait une révolution dans ce pays; mais si nous ne savons pas exactement ce que l'empire dépense ni comment il le dépense, on peut difficilement couvrir d'une discrétion aussi pro-

(1) La valeur du rouble argent est tombée de 4 francs à 3 francs 8 centimes.

fonde les moyens à l'aide desquels on se procure de l'argent. Il est manifeste, quelques précautions que l'on prenne pour le dissimuler, que le cabinet de Pétersbourg se trouve dès à présent acculé à tous les expédiens qui caractérisent un gouvernement aux abois. Outre ses ressources ordinaires, il a dévoré ou dévore en ce moment : 1° les sommes qui étaient restées disponibles sur le produit du dernier emprunt; 2° les fonds qu'il avait temporairement placés en France, en Angleterre et en Hollande; 3° les 30 millions de roubles (120 millions de francs) dont il a diminué la réserve métallique déposée en garantie du remboursement des *billets de crédit* dans la forteresse de Saint-Pétersbourg; 4° les 24 millions de roubles (96 millions de francs) que représentent les nouveaux *billets de série* ou bons du trésor émis depuis le 1er janvier 1853 (1); 5° les emprunts faits aux caisses publiques, dont le chiffre n'est pas connu, mais qui ont dû être considérables, à en juger par ce fait révélé par le *Moniteur* du 4 juin, que le lombard de Moscou aurait envoyé en une seule fois 19 millions de roubles (76 millions de francs), et par cet aveu dont tous les journaux ont retenti, que le trésor russe a mis la main sur la réserve formée par les bénéfices de la banque de crédit foncier à Varsovie, bénéfices qui s'élevaient à 28 millions de francs; 6° enfin les contributions volontaires tarifées au dixième du revenu, sans parler des 80 millions de francs que le clergé, si l'on en croit les publications officielles, devait déposer sur l'autel de la patrie.

Eh bien! ce n'est pas encore assez. Soit que le gouvernement russe veuille se ménager des ressources pour les besoins qu'il prévoit, soit que les nécessités du moment le talonnent, il a cherché à négocier sur les marchés étrangers un emprunt de 50 millions de roubles (200 millions de francs); mais, ne trouvant de prêteurs ni à Paris ni à Londres, quoiqu'il mît son crédit au rabais et offrît un intérêt d'environ 6 pour 100, repoussé même d'Amsterdam et de Berlin par la défiance encore plus que par le patriotisme, il a converti cet appel à la bonne volonté des capitalistes anglais, français, hollandais ou allemands en une charge obligatoire pour toutes les provinces de l'empire. Chaque ville, considérée comme un centre de capitaux, est tenue d'en souscrire une part proportionnée à son importance : quiconque ne s'empressera pas de fournir le tribut qu'on lui impose, sera considéré comme hostile à l'empereur, et cela dans un pays où le moindre signe d'opposition met en péril la personne aussi bien que la fortune. L'emprunt forcé, cette confiscation partielle, cette

(1) Nous n'avons aucun moyen de vérifier si, dans les 96 millions de francs dont nous empruntons le chiffre au *Moniteur*, se trouve comprise la série de bons du trésor mise en circulation dans le royaume de Pologne par un ukase du 28 avril, et qui s'élevait à 20 millions de francs.

mesure que les gouvernemens avaient laissée jusqu'alors aux révolutions, n'est pas un acte isolé, mais semble faire partie d'un système. La razzia porte jusque sur les choses de la religion. C'est ainsi que l'on s'est emparé des vases sacrés à Czenstochowa, pour une valeur de 1 million de roubles. Mais quoi ! n'est-il pas de bonne guerre de dépouiller les églises catholiques pour défrayer la croisade entreprise au nom du rite grec?

Ainsi, en portant à 75 millions de francs le reliquat de l'emprunt négocié à Londres et des fonds placés à l'étranger, et à 100 millions le produit des dons volontaires et des confiscations, en supposant que les 200 millions de l'emprunt forcé soient rentrés dans les caisses publiques, et que les fonds empruntés récemment aux lombards et aux banques n'excèdent pas 100 millions, le gouvernement russe aura réalisé en moins de dix-huit mois une somme d'environ 700 millions de francs en dehors des ressources ordinaires. C'est littéralement un second budget qu'il aura dépensé (1).

On remarquera que ces expédiens ne sont pas de ceux qui se reproduisent. Les dons patriotiques offerts par ordre et les emprunts forcés, auxquels la population se résigne péniblement aujourd'hui, échoueront plus tard contre la détresse publique. Les lombards cesseront de recevoir en dépôt les épargnes de l'industrie et du commerce, quand il aura été constaté que le trésor ayant absorbé leurs fonds disponibles, ces établissemens ou ne pourront pas rembourser les sommes prêtées, à la demande des déposans, ou ne pourront opérer ce remboursement qu'en papier-monnaie. Les *billets de série* ou bons du trésor déjà émis s'élevant à plus de 300 millions, il devient très difficile d'en émettre de nouveaux dans un pays où la masse des capitaux flottans doit être nécessairement peu considérable. Dans les contrées où la fortune mobilière s'est développée sur la plus grande échelle, la dette à terme du trésor représentée par des billets dans la circulation des valeurs atteint rarement le chiffre de 300 millions. La Russie fera-t-elle sans péril ce qu'aucun ministre n'a tenté en France, sous la république comme sous la monarchie? La réserve monétaire de la forteresse, qui était encore au mois de mars, suivant *le Moniteur*, de 116 millions de roubles (464 millions de francs), peut supporter, j'en conviens, des réductions ultérieures; mais cette ressource ne conduira pas bien loin : une nouvelle saignée de 30 millions de roubles (120 millions de francs), faite à ce grand dépôt métallique, mettrait en péril la solidité de la circulation, dès à présent fort compromise. Il ne faut pas oublier que le rouble de pa-

(1) Sans compter le produit des réquisitions de toute nature dont les Russes ont accablé la Moldavie et la Valachie, produit que M. Ubicini évalue à 50 millions de francs.

pier, qui avait dans le principe la valeur du rouble argent, soit 4 francs de notre monnaie, a été successivement déprécié par des émissions surabondantes jusqu'à perdre 75 pour 100. Le rouble de papier ne vaut plus aujourd'hui que 1 franc. Encore un pas de plus, et cette monnaie fiduciaire aura le sort des assignats.

Non seulement les ressources extraordinaires que le gouvernement russe a fait jaillir, depuis dix-huit mois, des facultés contributives du pays en les excédant, vont lui manquer dans les années qui suivront; mais il verra et voit déjà diminuer ses ressources ordinaires. Le revenu public de la Russie était évalué, par les statisticiens, il y a quelques années, à 600 ou 650 millions, en y comprenant le produit des lavages aurifères de la Sibérie et de l'Oural. Les recettes du trésor n'ont pas dû faire des progrès très sensibles dans ces contrées, où le système prohibitif contribue, autant peut-être que le servage des cultivateurs, à rendre la richesse stationnaire. Il n'en est pas de la Russie comme de l'Autriche, où la réforme administrative a porté le revenu, en quelques années, de 164 millions de florins, point culminant de l'ancien état de choses en 1846, et de 122 millions de florins, chiffre qui exprimait l'influence de l'état révolutionnaire en 1848, à 226 millions de florins en 1852. Cependant *le Moniteur*, sur des données dont le gouvernement français a sans doute vérifié l'exactitude, évalue à 800 millions de francs les recettes annuelles du trésor moscovite. La moitié de ces recettes étant fournies par la ferme des eaux-de-vie et par les droits de douane, *le Moniteur* suppose que la guerre actuelle et le blocus des deux mers amèneront un déficit de 50 millions de roubles ou de 200 millions de francs, en calculant le rouble au pair, dans le produit de ces deux branches d'impôt.

Je ne saurais estimer le déficit à un chiffre aussi considérable. Il est vrai que la présence des flottes combinées dans la Mer-Noire et dans la Baltique paralyse le commerce extérieur de la Russie, qui, pour les seules exportations par cette double voie, excédait 300 millions de francs; mais on admettra bien qu'une partie du mouvement commercial se reportera de la frontière de mer sur la frontière de terre, et que le trésor récupérera ainsi une partie des recettes qui semblaient entièrement perdues pour lui. Le gouvernement russe l'a tellement senti qu'il vient, pour attirer le commerce dans cette direction, de modérer les droits de douane. Ainsi la nécessité lui a suggéré une mesure tout à fait contraire à ses précédens, et qui est une bonne opération, si on l'envisage au point de vue de l'économie politique. Quant au produit des droits établis sur les eaux-de-vie, il n'y a pas lieu de prévoir une diminution très sensible. La guerre ne fera pas évidemment en Russie ce que la disette n'a pas fait cette année en France. Les mougiks ne boiront pas moins d'eau-de-vie qu'aupa-

ravant; ils préféreraient se passer de pain ou de bouillie d'avoine. Peut-être même en consommera-t-on davantage, car, si les propriétaires ne peuvent pas exporter leurs grains, ils en livreront une partie aux distilleries. C'est donc calculer très largement que d'admettre que le revenu public va diminuer d'un huitième ou de 100 millions de francs sous l'empire des circonstances présentes.

Avec un revenu de 700 millions, la Russie peut-elle faire face aux éventualités d'une guerre qui range dès cette année toutes les forces de l'Europe parmi ses adversaires directs ou indirects? Ce revenu s'est trouvé insuffisant pendant la paix, puisque le gouvernement russe n'a couvert qu'à l'aide des emprunts contractés à l'étranger le déficit annuel de ses finances. Comment supposer que la période des batailles rendra l'équilibre financier plus facile, et que l'on alimentera la guerre par l'impôt?

L'empereur Nicolas n'a pas résolu, comme on l'a prétendu, le problème d'entretenir à peu de frais un grand état militaire. Proportionnellement au nombre des hommes, l'armée en Russie coûte tout aussi cher qu'ailleurs. Le soldat y est mal nourri et mal vêtu, à l'exception de la garde : on l'a vu mendier son pain, l'automne dernier, dans les rues de Bucharest; mais le trésor ne gagne rien à cette sobriété forcée, car ce que l'on soustrait à l'estomac et à l'équipement des malheureux soldats devient le butin des colonels, des généraux et des intendans. En dépit des exécutions que l'empereur fait de temps en temps pour rappeler ses fonctionnaires au sentiment du devoir, le vol est enraciné dans les mœurs administratives. Le trésor public, par un principe d'économie mal entendu, paie misérablement les employés de l'état, et ceux-ci s'en dédommagent à pleines mains par le pillage combiné des contribuables et du trésor. Nous ne pourrions rien dire sur ce triste sujet qui égalât l'horreur du tableau que les Russes en font eux-mêmes.

Le cabinet de Pétersbourg, ayant à couvrir ses frontières de terre et de mer à la fois, ne peut pas mettre sur pied moins de huit à neuf cent mille hommes. Or, que l'on s'y prenne comme on voudra, une armée de neuf cent mille hommes en campagne représente une dépense annuelle d'au moins 900 millions de francs; ajoutez l'entretien de quarante vaisseaux de ligne, avec l'accessoire des bâtimens légers et des navires à vapeur qui doivent toujours être prêts à prendre la mer, et vous arriverez sans peine au milliard. Supposez maintenant que la Russie ne prélève que 200 millions sur son revenu pour servir l'intérêt de sa dette et pour subvenir aux dépenses de l'administration civile; il faudra encore que le gouvernement, en dehors de son revenu ordinaire, se procure chaque année, pour soutenir la lutte, une somme de 500 millions!

Cela est-il possible aujourd'hui? cela sera-t-il possible l'année prochaine? En admettant que la Russie fournisse quelque temps les hommes, pourra-t-elle fournir l'argent? Sous une forme ou sous une autre, la population de l'empire est-elle en état de payer chaque année au trésor un tribut additionnel et extraordinaire de 500 millions de francs? Toute la question de la guerre est là, et je crois qu'il suffit de la poser pour la résoudre.

La somme d'impôts qu'un peuple peut supporter dépend de la richesse nationale. L'Angleterre paie au fisc 50 à 60 francs par tête plus aisément que la Russie 12 à 15 francs. D'où vient cela, sinon de ce que le capital anglais surpasse le capital moscovite dans une proportion beaucoup plus forte que ne l'est la différence d'un système de taxes à l'autre? Qu'importe que le citoyen de la Grande-Bretagne soit imposé trois ou quatre fois plus que le propriétaire foncier ou le marchand de l'empire russe, si le revenu du premier est en moyenne huit ou dix fois supérieur à celui du second?

La richesse mobilière, qui a pris de si grands développemens dans l'Europe occidentale, était naguère inconnue et ne fait que de naître en Russie. La richesse foncière est ce qu'elle peut être dans un pays qui n'a ni routes, ni canaux, ni chemins de fer, et où le soin de féconder le sol se trouve abandonné à des agrégations ou à des communautés de serfs. L'agriculture manque également de capitaux et de méthodes : elle produit peu, et n'a ni moyens de transport économiques, ni débouchés qui mettent ses produits en valeur. Cet empire n'est pas un territoire, c'est un espace à remplir, une solitude intermittente qui n'a ni foyers de production, ni centres de consommation, sauf quelques oasis comme Moscou et Pétersbourg, où s'étale un luxe effréné au milieu d'un océan de misère.

Entre l'occident de l'Europe et la Russie, la différence est celle du travail libre au travail esclave. Dans l'ordre industriel, le premier de ces termes représente l'abondance, et le second la stérilité. Le travail accompli par l'intelligence et par les bras des hommes libres ouvre à la richesse des espaces sans bornes; en même temps, comme le veut la logique, il agrandit le champ et multiplie les formes de l'impôt. La nation anglaise, qui payait à l'échiquier, pendant l'année 1801, 34 millions sterling (850 millions de francs) en taxes de toute nature, a pu quatorze ans plus tard, grâce aux progrès de l'industrie et de l'aisance générale, fournir, sans parler des emprunts, l'énorme contribution de 72 millions sterling (1 milliard 800 millions de fr.). Sous le régime de la liberté industrielle, qui date en France de 1789, nous avons vu le revenu public monter de 4 ou 500 millions à 1,300 ou 1,400. Si le gouvernement russe veut réaliser les mêmes prodiges dans les contrées qui lui obéissent, il faudra qu'il émancipe le

travail; mais tant que le sol sera exploité par des esclaves, tant que la propriété consistera moins dans un hectare de terre que dans une tête de serf, tant que l'on hypothéquera, pour emprunter, des *âmes* (1) et non des domaines, ce sera une illusion de penser que la production, la richesse et l'impôt peuvent augmenter dans une proportion sérieuse.

Pour exciter l'homme à produire, il faut l'intéresser, par la propriété ou par le salaire, à la récolte des produits. Le possesseur du sol ne songe à l'améliorer par la culture que lorsque la loi lui garantit qu'il jouira paisiblement et sûrement de cet accroissement de richesse, et qu'il le transmettra sans obstacle de la part du souverain soit aux légataires qu'il aura choisis, soit à ses légitimes héritiers. L'ouvrier de son côté, le laboureur ne travaille avec courage que lorsqu'il est certain de recevoir la récompense de ses efforts et là où le salaire se mesure équitablement au travail. Or la propriété n'existe que de nom en Russie, et c'est par un phénomène exceptionnel que l'on y rencontre çà et là, dans les villes particulièrement, la pratique du salaire. La culture des champs, au lieu d'être la tâche la plus noble et le premier intérêt de chacun, n'est pour tous qu'une corvée. L'homme dans ces régions n'épouse pas la terre, il ne cherche ni à la féconder, ni à l'embellir, car qui peut savoir si le possesseur de la veille sera celui du lendemain? Le cultivateur est enchaîné à la glèbe; mais la glèbe peut changer de maître par la volonté du tsar. On ne s'attache donc ni à la personne ni à la chose, et il ne se forme entre les hommes ni liens d'affection ni liens d'intérêt. L'organisation intérieure de la société est le communisme moins l'égalité, une sorte de communisme hiérarchique : les serfs sont les esclaves des seigneurs qui occupent le sol, et les seigneurs à leur tour, propriétaires de paysans bien plus que de terres, sont les serfs de la couronne, qui les élève selon son bon plaisir ou les abaisse, les enrichit ou les réduit à l'indigence, leur donne ou leur retire la propriété. Le titre de la possession n'est, à ce compte, ni héréditaire ni viager; il est précaire. Sur la tête du propriétaire plane à toute heure la menace commune, l'arme favorite du despotisme, la confiscation. La propriété n'existe que chez les nations libres, car elles seules peuvent mettre la force sociale au service du droit. Il n'y a dans l'empire russe, comme dans l'empire romain au temps de sa décadence, qu'un seul propriétaire, qui est l'empereur.

L'amélioration du sol suit les progrès qui viennent à s'opérer dans

(1) Au 1er janvier 1853, suivant le compte-rendu officiel, 5,200,000 têtes de paysans étaient hypothéquées aux lombards.

la condition des personnes. L'impôt ne saurait être augmenté d'une manière durable qu'à mesure que l'on voit s'accroître la richesse de la nation. La guerre actuelle, loin d'ajouter aux forces productives de la Russie, les diminue et tend à les détruire; elle ne laisse donc aucune marge à l'augmentation de l'impôt. Si le gouvernement russe augmente les taxes indirectes, il ne fera que donner une prime plus forte à la fraude; une expérience récente doit l'avoir édifié à cet égard : on sait que le rendement des mines de la Sibérie a décru depuis l'augmentation de la redevance payée à la couronne. S'il fait porter la surcharge sur les contributions directes, le recouvrement de l'impôt deviendra impossible : les propriétaires, déjà ruinés par l'emprunt forcé et par la suspension du commerce, offriront peut-être des denrées au fisc, une contribution en nature; mais ils n'auront certes pas d'argent à lui donner. Il faut donc en prendre son parti, la guerre a diminué largement les revenus de l'état; on ne les relèvera pas par des ukases. En supposant que l'échiquier russe fût en bonne odeur auprès des capitalistes, examinons s'il serait aujourd'hui en mesure de leur demander, à défaut de l'impôt, les 400 ou 500 millions qui vont lui devenir nécessaires pour prolonger la lutte pendant l'année 1855.

Depuis le rétablissement de la paix en Europe, tous les gouvernemens ont abusé du crédit. Au moment où le niveau de la fortune publique s'élevait sur les ailes de l'industrie, et avec la richesse de tous, le revenu de l'état, ils ont donné à leurs dépenses un essor démesuré, qui a laissé bien loin celui des recettes. Ces dépenses, qui accusaient presque toujours leur imprévoyance ou leur prodigalité, ont rarement été productives. Celles qui avaient pour objet d'étendre le réseau des moyens de communication, tels que routes, canaux et chemins de fer, et d'ajouter ainsi à ce capital de la nation, dont tous les individus profitent, n'ont figuré dans le catalogue qu'à titre d'exception. Cette débauche d'emprunts, dans laquelle les états les moins solvables se sont particulièrement signalés, en étendant et en généralisant le placement des capitaux en rentes, a fondé le crédit public; mais il faut convenir que ce sont là des fondations impures. Le crédit public a besoin de faire oublier son origine par ses services; autrement on ne l'envisagerait bientôt que comme un moyen de plus d'excéder et de ruiner les peuples, en dissipant l'avenir sans profit réel pour le présent.

Entre tous les gouvernemens qui empruntent, le cabinet russe semble s'être distingué par sa sobriété. Cependant cette modération n'est qu'apparente. Sans doute, la dette perpétuelle et la dette à terme, mises ensemble, ne s'élèvent qu'à 401 millions de roubles (1,600 millions de francs), somme qui représente à peu près le double du revenu

de l'état (1), tandis que le capital de la dette publique est en France quatre fois plus considérable que les recettes annuelles du trésor, et en Angleterre au moins vingt fois; mais la dette publique en Russie n'est ni la plus lourde ni la plus redoutable des obligations qu'en matière de crédit le gouvernement a prises à sa charge.

Les institutions de crédit ne sont pas compatibles avec le pouvoir absolu. Si elles n'existaient pas au moment où ce régime s'établit, elles ne pourraient plus naître; car le crédit est l'expression de la confiance, et pour que la confiance supplée le capital, il faut des conditions de sécurité et de liberté, des garanties en un mot que le despotisme n'apporte à personne. Quand elles existent au moment où s'élève cette domination sans frein comme sans contrôle, elles déclinent bientôt et voient leur clientelle s'éloigner. Le pouvoir absolu tend d'ailleurs à les envahir, et, dès que l'occasion s'en présente, à les absorber. Le monopole du pouvoir mène inévitablement à tous les autres.

Cela devait arriver particulièrement en Russie. Là, le gouvernement peut être tenté à chaque instant de prendre en main une initiative que la nation déserte, ou dont elle n'a pas la pensée. Pierre le Grand, en travaillant à la grandeur du peuple russe, ne l'a pas associé à sa propre réforme : il en a fait les automates du progrès. La métamorphose, au lieu d'éclore sous l'influence de la persuasion et de l'exemple, s'est accomplie en quelque sorte par ordre, et conserve encore aujourd'hui le caractère d'un acte d'autorité. Il y a peut-être dans la race slave moins de spontanéité et de génie inventif que d'esprit d'imitation. L'habitude a d'ailleurs façonné les Russes à dépendre du gouvernement en toutes choses. Si la personnalité individuelle et l'esprit d'association avaient jamais existé dans l'empire, il y a longtemps que ces deux forces, ne trouvant plus où se prendre, auraient donné leur démission.

Pierre le Grand, à force de génie et de persévérance, avait organisé une armée, improvisé une marine, commencé une administration. Ses successeurs, continuant ce rôle et l'exagérant, ont entrepris de créer l'industrie ainsi que le commerce. C'était déjà une assez grave difficulté que d'établir solidement le crédit de l'état. Ils ont voulu faire davantage. Devançant à beaucoup d'égards par la pratique les théories du socialisme le plus aventureux, ils ont prétendu distribuer le crédit à tout le monde. Ce que le gouvernement russe

(1)

Ancien et nouvel emprunt de Hollande.....	57,149,000 florins.
Dette intérieure à terme.....	110,867,055 roubles argent.
Rentes perpétuelles intérieures et extérieures.	223,861,476 roubles argent.
Autres dettes diverses.....	5,280,000 livres sterling.
Ce qui forme environ un total de.....	401,552,111 roubles argent.

n'a pas fait par lui-même en matière de crédit, il l'a suscité par sa garantie et se l'est approprié. Banques d'émission, caisses de prêt et de dépôt, institutions de crédit hypothécaire, caisses d'épargne et monts-de-piété, tout émane de lui seul ou remonte à lui en dernière analyse. C'est une espèce de communisme financier qui s'ajoute au communisme foncier, et qui en aggrave les conséquences en faisant de toutes ces mailles une chaîne sans fin.

Dans les autres états de l'Europe, il est arrivé plus d'une fois que l'esprit d'association, livré à ses propres forces, ne pouvait pas se placer à la hauteur des entreprises d'utilité publique. Les gouvernemens ont alors pensé qu'il leur appartenait de l'encourager ou de le soutenir; ils se sont bien gardés de le supplanter. Ils ont compris que, dans l'intérêt même du succès, il ne fallait ni affaiblir ni partager la responsabilité des compagnies, ni surtout les dispenser de la prévoyance. Quand la garantie d'intérêt a été accordée à une compagnie qui entreprenait un canal ou un chemin de fer, cette garantie n'avait d'autre objet que de faciliter la formation du fonds social; elle portait sur l'intérêt du capital plutôt que sur le capital même. L'état s'obligeait, pour le cas peu probable où les produits nets de l'entreprise n'auraient pas permis de servir aux actionnaires un revenu de trois ou quatre pour 100, à fournir ce revenu aux dépens du trésor public et à contribuer au besoin au fonds d'amortissement; mais il ne contractait aucune autre charge. Sa garantie ne s'étendait pas aux opérations de la compagnie, dont il ne devenait en aucune façon solidaire. Son rôle était de surveillance et de tutelle, mais nullement de gestion.

Le gouvernement russe n'a pas observé cette réserve salutaire. La garantie qu'il a donnée à tous les établissemens de crédit est universelle et absolue. Il en résulte que ces institutions ne tardent pas à se trouver exposées à un double péril; leur solidité peut se trouver à la fois compromise par les fautes des hommes qui les dirigent et dont la responsabilité est purement nominale, et par les exigences d'une politique qui est responsable en fait, mais qui consulte ses convenances plutôt que l'intérêt même du crédit. L'état de son côté, pouvant être engagé indéfiniment par les opérations de ces diverses caisses ou banques qui prêtent d'une main et empruntent de l'autre, outre le fardeau de ses propres fautes à porter, court le risque de succomber sous le poids de toutes les folies dans lesquelles restent maîtres de se lancer, à la tête de chaque établissement, autant de Law de contrebande.

Ces folies ne sont pas une hypothèse gratuite; elles ont été commises sur la plus large échelle, et en grande partie par des excitations qui venaient du gouvernement. La banque d'emprunt, la ban-

que de commerce, les lombards et les hospices d'enfans trouvés, en un mot tous les établissemens de crédit administrés sous le contrôle et avec la garantie de l'état reçoivent en dépôt des sommes qui portent intérêt au profit des déposans, et dont le remboursement est exigible à court délai. Suivant le dernier compte-rendu adressé à l'empereur par le ministre des finances, les sommes déposées ainsi à titres divers s'élevaient, le 1er janvier 1853, à 806,083,233 roubles d'argent (3,224,332,932 fr.). Le compte-rendu se borne à la Russie; on sait que la Pologne a son établissement spécial, qui a reçu en dépôt 138 millions de francs. Le danger de cette situation provient non-seulement de la masse de capitaux incessamment exigibles, mais de ce que la plus forte partie de ces capitaux se trouve immobilisée par suite des placemens qu'en font les caisses publiques au dehors, sous la forme de prêts sur immeubles remboursables à longs termes et par annuités. *Le Moniteur* fait remarquer que les lombards, qui tiennent lieu en Russie depuis plus d'un siècle de monts-de-piété, de caisses d'épargne et de caisses de crédit foncier, ont ainsi prêté 463 millions de roubles (1,852 millions de fr.). Le compte-rendu officiel ne nous paraît pas autoriser cette interprétation. En effet le ministre russe se borne à dire que « les lombards ont reçu en dépôt 415 millions de roubles, et que ces établissemens ont prêté 463 millions de roubles tant aux particuliers qu'aux administrations publiques.» Mais quand les prêts faits par les lombards ne seraient pas entièrement absorbés par la propriété foncière, cela ne diminuerait pas le chiffre ni le danger de ces placemens. La banque d'emprunt et les établissemens de charité prêtent aussi sur hypothèque : les créances de la banque d'emprunt seule s'élevaient, à l'ouverture de l'exercice 1852, à 326,456,474 roubles (environ 1,300 millions de fr.), et le compte-rendu nous apprend que les terres seigneuriales sur lesquelles ces créances étaient hypothéquées renfermaient 634,651 paysans. Les prêts hypothécaires, les capitaux immobilisés tant par les lombards que par les banques semblent donc au total représenter une somme qui excède largement 463 millions de roubles. *Le Moniteur*, au lieu d'exagérer le mal, l'atténue. *Le Siècle* (1) nous paraît être plus près de la vérité, quand il dit : « Sur les 3,221,598,420 francs reçus par les banques russes, 84 millions seulement étaient représentés par des effets commerciaux ou par des marchandises reçues en nantissement. Les *trois milliards cent seize millions* restans avaient été employés en avances au trésor et en prêts hypothécaires remboursables en trente-six années. Ce sont là les termes du compte-rendu; mais à Saint-Pétersbourg l'opinion la plus générale, celle que l'on formule tout bas,

(1) Numéro du 28 juin 1854.

c'est que le gouvernement a, de longue date, appliqué à des besoins personnels la plus forte partie de cette somme effrayante. Peu importe. Les fonds qu'il ne doit pas étant représentés par des annuités à longue échéance, le trésor n'en supporte pas moins tout le poids et tous les embarras des remboursemens immédiats. »

Pour rester complétement dans le vrai, il convient de faire remarquer que les établissemens de crédit, qui avaient reçu en dépôt, à l'ouverture de l'exercice 1853, 806 millions de roubles, en avaient prêté 893 millions. La différence entre ces deux chiffres, soit 87 millions (348 millions de francs), représente sans doute le capital de ces institutions accru de leurs réserves et de leurs bénéfices. Le compte-rendu officiel ne s'explique pas sur le capital des lombards, mais il indique ceux de la banque d'emprunt, de la banque du commerce et des directions de charité, qui s'élèvent ensemble à 36,530,000 roubles (environ 146 millions de francs). Ainsi, dans les créances qu'il faut porter à l'actif des établissemens de crédit, leur capital forme à peine le dixième des sommes prêtées. Un fonds social de 350 millions de notre monnaie, s'il était resté disponible, s'il était employé comme fonds de roulement, constituerait, pour parer aux remboursemens imprévus, une réserve importante; mais non, aucune ressource ne demeure libre : capital, réserves, sommes reçues en dépôt, tout se trouve engagé dans des prêts à long terme. Les banques remboursent les dépôts qui sont réclamés avec les dépôts qu'elles reçoivent. On peut leur demander chaque jour les sommes déposées, tandis qu'elles ne peuvent faire rentrer dans leurs caisses les sommes qu'elles ont prêtées qu'à des échéances échelonnées dans un intervalle de trente-six ans. Pour tout dire, les établissemens de crédit prêtent en dette fondée et empruntent en dette flottante. Je ne conçois pas d'opérations moins régulières, ni de situation plus périlleuse en matière de crédit.

Dans les années prospères et par des temps calmes, une sorte de balance s'établit, il est vrai, entre les nouveaux dépôts et les retraits de fonds. En 1852, les sommes déposées s'élevèrent à 202 millions de roubles, et les sommes retirées à 198 millions; l'excédant se trouva de 4 millions de roubles au compte de la recette. Dans les momens de crise, la balance penche bien vite du côté des remboursemens. Alors en effet, les épargnes du pays s'arrêtant, personne ne vient apporter de l'argent aux caisses publiques, et comme la détresse est générale, ceux qui avaient fait des épargnes et qui en avaient versé le produit se hâtent d'en demander la restitution pour les appliquer aux besoins du moment. C'est là ce qui arrive déjà, si l'on en croit le correspondant du *Siècle* : « Les banques et les lombards étaient, le jour de mon départ, doublement assaillis de demandes

d'argent par ceux qui n'avaient pas eu recours encore au crédit et qu'une gêne inattendue mettait dans l'obligation d'emprunter et par ceux que le même état de gêne forçait à retirer leurs dépôts antérieurs. »

Il est de principe et de tradition, depuis que le crédit public, phénomène relativement nouveau dans l'ordre des sociétés, existe en Europe, que les banques qui reçoivent de l'argent en dépôt avec ou sans intérêt, et sous la condition de le restituer sur la demande des déposans ou à bref délai, n'emploient les sommes déposées qu'en prêts à très courte échéance. Elles escomptent des effets de commerce et prêtent sur dépôt de métaux précieux, de marchandises ou de rentes, mais pour un terme qui n'excède pas trois mois, et qui est en moyenne dans les usages de la Banque de France, le plus grand escompteur du continent, de quarante-cinq à cinquante-cinq jours. De cette manière, l'argent ne reste pas emprisonné ni le capital improductif; il circule sans cesse et va féconder partout l'industrie et le commerce. En même temps il ne s'éloigne pas trop de sa source. Des rentrées quotidiennes mettent les banques en mesure de faire face aux demandes de remboursement, s'il y a lieu. C'est le seul moyen, tout en ne laissant pas les capitaux flottans sans emploi, de donner une base solide aux opérations de crédit et une complète sécurité aux capitalistes.

En bonne règle, les établissemens qui prêtent à longue échéance empruntent de même, ou ne puisent que dans la bourse de leurs actionnaires et n'immobilisent ainsi que le capital qui leur appartient. Partout ailleurs qu'en Russie, les caisses de crédit foncier ne reçoivent en dépôt que des sommes qui doivent être converties en cédules hypothécaires. Les obligations ou lettres de gage qu'elles émettent ne sont remboursables, comme les prêts qu'elles font, que par voie d'annuités. Tantôt elles remettent ces obligations à leurs emprunteurs pour en faire argent, comme cela se pratique en Pologne; tantôt, abandonnant cette méthode un peu trop primitive, elles négocient elles-mêmes leurs obligations et se procurent ainsi, au cours qui règne sur le marché des fonds publics, les sommes qu'elles ont consacrées ou doivent consacrer à des prêts dont la terre est le gage. Toutes les banques immobilières qui ont accepté des dépôts exigibles sur l'heure ou qui ont émis des billets remboursables, soit à vue, soit à courte échéance, ont fait honteusement naufrage au bout de quelques années. Il était réservé aux établissemens que les tsars ont créés de se lancer à fond de train dans des opérations que la science réprouve et que l'expérience des autres peuples a condamnées sans appel.

Les banques russes doivent à leurs cliens, qui seront bientôt leurs

dupes, la somme énorme de 3,224,000,000 de francs. Le remboursement d'une dette aussi extravagante est-il matériellement possible? L'empire moscovite ne renferme pas en papier de circulation et en monnaie métallique une valeur égale. En admettant la solvabilité des banques, les moyens d'échange, l'argent, manqueraient infailliblement. Le capital flottant, les ressources monétaires du pays y passeraient sans éteindre la dette; c'est un gouffre à peu près sans fond et que l'on chercherait en vain à combler. Mais les banques ne sont pas solvables, et l'état, qui a garanti leurs opérations, ne l'est pas davantage.

Les établissemens de crédit n'ont pas de réserves en caisse. Les dépôts qu'on leur a versés ont été aliénés et dénaturés par l'emploi qui en était fait. Les lombards ont incorporé ces capitaux flottans à la terre. Les écus qui sont entrés dans leurs caisses se trouvent aujourd'hui représentés par des maisons, par des usines, par des domaines et surtout par des têtes de serfs. En supposant que les banques reçussent d'un pouvoir autocratique l'autorisation de résilier les contrats d'emprunt, peuvent-elles jeter en un jour toutes les propriétés de l'empire sur le marché? On dira que les banques ont d'abord leur recours contre l'état. Sans doute l'état est leur premier débiteur, car, à moins que les avances faites au gouvernement n'aient donné lieu à une hypothèque assise sur les domaines de la couronne, circonstance sur laquelle le compte-rendu officiel ne s'explique pas, l'état, ayant emprunté en compte-courant, doit rembourser à la première sommation. Ainsi la dette flottante des établissemens de crédit, cette dette de 3 milliards, est en définitive, soit à titre direct, soit à titre de garantie, la dette du gouvernement russe. Indépendamment des charges qu'il a ouvertement souscrites, le trésor de l'empire doit aux déposans de cette gigantesque caisse d'épargne une somme de 3 milliards. Les dettes flottantes de tous les autres états de l'Europe, additionnées l'une avec l'autre, n'en représentent pas la moitié.

Les demandes de remboursement seront et elles sont déjà nombreuses et importantes; les particuliers s'empresseront de retirer leurs dépôts, ne fût-ce que pour verser leur quote-part des contributions et de l'emprunt forcé auxquels on les condamne. Le trésor paiera donc d'une main ce qu'il recevra de l'autre; mais comment paiera-t-il, et en quelle monnaie? donnera-t-il de l'argent ou du papier? Examinons de plus près cette situation vraiment extraordinaire.

Le trésor public, dans les gouvernemens de notre époque, est une grande banque chargée d'administrer la fortune de l'état, de percevoir ses revenus et de pourvoir à ses dépenses. Dans certaines contrées, le trésor délègue à des sociétés financières ou à des individus

qui présentent des garanties de capacité et de richesse — tantôt le soin de faire rentrer les impôts, tantôt le service des paiemens : il afferme le produit des taxes, comme cela se pratiquait en France avant la révolution de 1789, et comme cela se pratique encore en Italie et en Espagne, ou bien il se repose sur une banque bien accréditée des opérations de trésorerie et du paiement des annuités qu'il doit à ses créanciers, — système dont l'Angleterre a donné l'exemple et qui a trouvé depuis bon nombre d'imitateurs. D'autres gouvernemens, et particulièrement ceux qui rattachent à une impulsion commune les divers rouages de l'administration, ont préféré recueillir directement par leurs agens le produit des taxes, et faire circuler par les mêmes canaux les fonds destinés à solder les dépenses de l'état : ceux-là entretiennent une véritable armée de receveurs-généraux et particuliers, de percepteurs et de contrôleurs, sans parler des ordonnateurs, des payeurs et des corps ou tribunaux qui président à la vérification des comptes; c'est le système dont la France et la Prusse offrent le modèle le plus complet.

Mais, que l'on adopte l'un ou l'autre mode d'administration, le trésor de l'état, envisagé au point de vue de son action sur le pays, est une banque colossale qui reçoit chaque année des sommes importantes et qui les rend ensuite à la circulation par la rosée quotidienne des dépenses. Outre ces mouvemens de fonds, le trésor public est souvent dans le cas d'entreprendre les plus vastes opérations de crédit. Il n'y a pas de commerce ni d'industrie qui emprunte davantage; ces emprunts sont représentés par des émissions de papier, titres de rentes pour la dette fondée, et billets de caisse ou bons du trésor pour la dette flottante. Les engagemens qui circulent ainsi avec la signature de l'état ne l'exposent pas à des remboursemens imprévus. La dette, en effet, est perpétuelle et s'amortit par des rachats partiels et successifs, ou bien elle a été contractée avec un terme fixe, et porte une échéance que l'on a dû calculer d'après les ressources éventuellement disponibles. On peut évidemment surcharger le marché des fonds publics et déprécier le cours de ces valeurs par des émissions de rente trop considérables ou trop fréquentes. Il arrive encore que l'on donne à la dette flottante des proportions excessives, que l'on émet des billets de caisse moins pour se procurer des avances sur la rentrée de l'impôt que pour couvrir un déficit périodique du revenu, et que l'on emprunte ainsi plusieurs centaines de millions, avec obligation de les rembourser dans un délai purement commercial, au maximum d'une année, au minimum de trois mois, en courant le risque de quelque crise financière ou politique dont le premier effet sera de retirer au trésor comme à toutes les ban-

ques la ressource des capitaux flottans. Le danger ici provient de l'excès des émissions et ne réside pas dans leur nature.

Ce qu'il faut interdire au trésor, ce qui ne rentre pas naturellement dans le cercle de ses opérations, c'est l'émission du papier de banque. Les billets de banque ne sont reçus dans la circulation et n'y font office de monnaie que par le privilége qu'on leur conserve de s'échanger à la première demande contre de l'or ou de l'argent. Cette obligation de rembourser les billets, sans délai et à bureau ouvert, condamne les établissemens qui les émettent à tenir en réserve dans leurs caisses une masse considérable de métaux précieux, et à étudier les variations du marché pour mesurer à ce thermomètre décisif, quoiqu'un peu obscur, l'étendue de la circulation fiduciaire. Une banque y pourvoit au moyen de son capital qu'elle a soin, lorsqu'on la dirige prudemment, de garder disponible. Les associations commerciales qui émettent des billets à vue, sous le contrôle du gouvernement, présentent encore un autre avantage : si leur intérêt les porte à exagérer les émissions pour accroître la somme de leurs bénéfices, une crainte plus forte les retient, celle d'exposer leur capital et d'affaiblir leur crédit. L'état, en se chargeant de cette fonction délicate, n'offrirait pas les mêmes garanties. Il ne peut pas être l'arbitre de la circulation, car il subordonnerait infailliblement l'intérêt du crédit aux exigences de la politique. Les billets seraient émis alors non pas dans la mesure des besoins de l'industrie et du commerce, mais pour subvenir aux nécessités du trésor. De plus, ils ne prendraient la place d'aucune autre valeur dans la circulation; ils ne serviraient ni à escompter des lettres de change, ni à acheter des métaux précieux, ni à prêter sur dépôt de marchandises; ils ne représenteraient donc rien, si ce n'est un engagement de l'état.

Quand les banques émettent des billets au porteur sous la condition du remboursement à vue et en espèces, le gouvernement, au nom de l'intérêt général, les surveille et les modère. Si les émissions émanaient du trésor public, qui exercerait ce contrôle et où résiderait le pouvoir modérateur? Quand on donne au gouvernement la faculté d'agir sur la circulation, il l'altère; quand on l'autorise à créer des billets de banque, il ne tarde pas à en faire des assignats. Le papier-monnaie semble avoir pour lui la fascination de l'abîme.

Ces principes, que nous venons de rappeler, prévalent généralement en Europe. Dans les contrées éminemment industrieuses, comme la France et l'Angleterre, de grandes banques ont le privilége de fournir, par l'émission de leurs billets, un supplément à la monnaie métallique. De chaque côté du détroit, il en circule pour 5 ou 600 millions de francs, qui se maintiennent sans difficulté au pair de l'or et

de l'argent dans toutes les circonstances. Lorsque le crédit de ces établissemens a fléchi, c'est que les gouvernemens ou les révolutions avaient voulu en faire les instrumens de leurs expériences financières, et avaient ainsi troublé la marche régulière de la circulation. Les combinaisons de M. Pitt, en obligeant la banque d'Angleterre à exagérer l'émission de ses billets, l'amenèrent à suspendre pendant vingt ans ses paiemens en espèces, et chez nous, le cours forcé, avec un règne heureusement plus éphémère, fut l'œuvre de la révolution de février.

L'empire russe est en dehors des règles et des traditions de l'économie politique. Il ne faut donc s'étonner ni de ce que le gouvernement s'est érigé en banque d'émission, ni de la libéralité avec laquelle il a saturé la circulation de son papier. La monnaie d'or et d'argent en Russie est à peu près bannie du commerce. Les *billets de crédit*, qui descendent jusqu'à la plus infime coupure, y servent de billets de banque; le gouvernement, qui les émet, contracte l'obligation de les rembourser à présentation. Au 1er janvier 1853, le montant de ces billets était de 311,375,581 roubles d'argent (plus de 1,245 millions de francs), qui représentaient ainsi une somme égale aux forces réunies de la circulation de banque en France et en Angleterre. Pour garantir d'une nouvelle dépréciation cette monnaie qui surabonde, l'empereur Nicolas, avec une prudence dont sa politique d'aujourd'hui va déconcerter les calculs, avait amassé dans la forteresse de Saint-Pierre et Saint-Paul des trésors métalliques jusqu'à concurrence de 146 millions de roubles (584 millions de francs) (1). La réserve destinée à parer aux demandes de remboursement avait donc de quoi rassurer pleinement le peuple russe. La somme des espèces, comparée à celle des billets en circulation, présentait le rapport de 47 à 100. C'était pendant longtemps le plus grand dépôt de métaux précieux qui existât en Europe. La réserve de la Banque de France n'a dépassé en effet qu'à des intervalles très irréguliers et peu durables la limite de 600 millions.

Avec une banque d'émission, l'on aurait eu la chance de voir se maintenir le niveau du réservoir métallique; mais, le gouvernement créant le papier qui sert de monnaie d'un bout à l'autre de l'empire, on pouvait craindre tout à la fois qu'il ne diminuât la valeur de l'encaisse en métaux précieux, et qu'il n'augmentât la masse des billets circulans. La première de ces éventualités s'est déjà réalisée; la se-

(1) Plus exactement 146,794,848 roubles d'argent, dont 130,179,313 en espèces ou lingots, et 16,614,929 en fonds publics. La réserve métallique n'était donc en réalité que d'environ 520 millions de francs, qui se trouvent réduits à 400.

conde, si elle est encore à s'accomplir, paraît inévitable et imminente.

En mars 1854, une saignée de 30 millions de roubles d'argent avait déjà été faite, comme nous l'avons indiqué d'après *le Moniteur*, au réservoir métallique. En supposant, ce qu'il est difficile d'admettre, que la somme des billets en circulation fût restée la même, le rapport de l'encaisse à la circulation ne présenterait plus que la proportion de 37 à 100. A l'heure où j'écris, ce rapport n'est peut-être plus que de 30 ou même de 25 pour cent, et descend encore. Le mal doit s'aggraver par le défaut de publicité. La crainte du danger, quand on en connaît l'existence sans en pouvoir mesurer l'étendue, dégénère bientôt en panique. En 1852, le trésor russe avait reçu, contre les billets de crédit qu'il émettait, 15,322,794 roubles en espèces; il avait remboursé en or ou en argent les billets présentés à l'échange pour une somme de 7,978,341 roubles; sa réserve en numéraire s'était donc accrue, dans le mouvement de l'année, de plus de 7 millions de roubles (environ 29 millions de francs). En 1853, l'éventualité de la guerre jetant l'alarme dans les esprits, les remboursemens ont dû excéder l'apport des espèces. En 1854, on touche à la dépréciation des billets. En 1855, la guerre continuant, et avec la guerre les dépenses sans mesure, il faudra recourir à cet expédient qui est le masque ou le premier pas de la banqueroute, je veux dire la suspension des paiemens en espèces, le cours forcé du papier de crédit.

Quoi qu'il en soit, les billets qui circulent en Russie engagent le trésor et constituent pour lui une nouvelle dette flottante. C'est un passif de 12 à 1,300 millions qui ne peut que s'accroître, tandis que l'actif de 4 à 500 millions en espèces ou lingots que l'on tient en réserve va s'affaiblissant tous les jours.

La dette flottante de l'empire russe, dont le capital égale, ou peu s'en faut, le capital que représente la dette consolidée en France, se compose donc de trois élémens distincts. Le trésor doit d'abord le montant des *billets de série*, qui sont des bons de service remboursables à des échéances déterminées; c'est une somme de 324 millions. Le terme indiqué pour le remboursement étant généralement de huit ans, le huitième seulement des émissions, une somme d'environ 40 millions, devient chaque année exigible. Viennent ensuite les *billets de crédit*, dont l'état a reçu le montant, soit en numéraire, soit en fournitures, et qu'il s'est engagé à rembourser sur la demande des porteurs, — une masse de 12 à 1,300 millions. Enfin, à titre de garant et sous le nom des établissemens de crédit, il doit aux propriétaires des dépôts confiés à ces institutions la somme fabuleuse de trois milliards deux cent et quelques millions qui sont tou-

jours remboursables. La dette flottante, sous cette triple forme, approche donc de 5 milliards de notre monnaie. Si l'on veut mesurer la portée d'un pareil engagement, il suffit de se rappeler que, pour faire honneur à une lettre de change de 5 milliards, il y aurait à peine, en mettant à contribution l'Europe, l'Amérique et l'Asie, assez d'or et d'argent monnayés dans le monde.

Comment une situation aussi critique a-t-elle pu se prolonger, même à la faveur de la prospérité nationale et de la paix? Voilà ce qu'il est difficile de comprendre. Nous avons vu, pour des folies moins gigantesques, sombrer dans les deux hémisphères le crédit de plusieurs états qui n'avaient pas des ressources inférieures à celles de la Russie; mais la guerre, en tout cas, va faire cesser les incertitudes. Les côtés faibles d'un système financier ne se laissent jamais plus clairement apercevoir que dans les momens de crise, à la lumière sinistre de l'émeute ou au bruit du canon. Si le gouvernement provisoire en France, après les journées de février, en présence d'une dette flottante qui ne s'élevait pas à 1 milliard y compris les fonds versés au trésor par les caisses d'épargne, et dont 600 millions seulement étaient exigibles, se trouva conduit à une suspension temporaire de paiemens, et s'il fallut l'énergique loyauté du comité des finances devant l'assemblée constituante pour obliger les maîtres du pouvoir à rembourser les capitaux que l'état avait reçus et employés avec la seule monnaie dont l'état pût alors disposer, c'est-à-dire en rentes, que va devenir le gouvernement russe en présence d'une dette flottante cinq ou six fois plus forte, pressé par la double nécessité de faire face aux remboursemens exigés par ses innombrables créanciers à vue, et d'improviser les centaines de millions que la guerre doit consommer?

L'empire moscovite a été mis, à juste titre, hors la loi du crédit européen. A l'intérieur, le gouvernement a trop emprunté pour qu'il lui soit possible d'emprunter encore; le trésor public a littéralement absorbé toute la richesse mobilière du pays. On n'a plus rien à lui donner ni à lui prêter, parce qu'il avait tout reçu ou pris à l'avance. Et quand son crédit chancellera, dans l'opinion des Russes eux-mêmes, ce sera comme un tremblement de terre dans lequel toutes les fortunes seront englouties.

Laissons le gouvernement russe s'arranger avec ses créanciers de l'intérieur comme il pourra pour la liquidation du passé, et parlons des besoins de la guerre. Si l'empereur ne cède pas, si la Russie continue de braver l'Europe occidentale, il faudra qu'après avoir dépensé en 1854 la valeur de deux budgets, elle trouve, comme nous croyons l'avoir démontré, en dehors de ses ressources ordinaires,

une somme de 5 ou 600 millions pour préparer et pour fournir la campagne de 1855. Ces trésors de l'action, faute desquels on devrait licencier une partie de l'armée et se replier derrière les frontières, le gouvernement voudra sans doute les puiser dans la réserve métallique de la forteresse ou dans une émission supplémentaire de *billets de crédit*, peut-être même dans l'un et l'autre expédient combinés: mais s'il diminue la réserve des métaux précieux qui soutiennent la valeur des billets, il ébranlera la confiance; s'il augmente la somme du papier circulant, s'il en offre plus qu'on n'en demande, il l'aura bientôt déprécié, et, avec une somme plus forte de billets, il se procurera une moindre quantité des objets qui lui sont nécessaires. Dans tous les cas, il ajoutera peu à ses ressources, et il appauvrira du même coup le trésor et le peuple. Il pourra imprimer une grande activité à la presse qui vomira les assignats, mais il n'en fera pas jaillir de l'argent.

Sans forcer les inductions qu'il est permis de tirer des faits, et sans prédire à l'ennemi des catastrophes qui semblent pourtant fort probables, comme l'entêtement ne suffit pas pour féconder des finances ni pour mettre en mouvement des armées, nous sommes en droit d'affirmer que, la guerre prenant de telles proportions, la Russie n'a pas les moyens de fournir deux campagnes. Si le gouvernement du tsar, au prix des plus grands sacrifices et des plus cruelles souffrances, en décrétant le cours forcé des billets et la banqueroute des établissemens de crédit, parvenait à résoudre cette difficulté, ce serait un effort suprême. A la troisième campagne, l'empire russe, humilié et désorganisé, ne résisterait pas mieux à la révolte qu'à l'invasion.

LÉON FAUCHER.

Les Eaux-Bonnes, 25 juillet 1854.

(*La suite à un prochain numéro.*)

LE

CHEVALIER SARTI

HISTOIRE MUSICALE

DEUXIÈME PARTIE.

VENISE.

I.

Lorenzo Sarti avait quinze ans lorsqu'il se rendit à Venise avec la famille Zeno, dans le mois de novembre 1790 (1). Le moment était favorable pour visiter cette ville célèbre. Un nombre considérable d'étrangers, surtout d'émigrés français, étaient accourus dans cette métropole du plaisir pour y attendre la solution prochaine, croyaient-ils, de ce grand drame qui devait durer cinquante ans. La présence de ces étrangers, appartenant presque tous à la classe élevée de la société européenne, faisait alors de Venise un foyer d'intrigues politiques et galantes où les projets de contre-révolution se discutaient au milieu de folles mascarades et de joyeux festins.

La révolution française de 1789 venait d'éclater au milieu de la paix générale et de l'heureuse concorde qui commençait à s'établir entre les peuples et les gouvernemens; elle avait tout à coup divisé l'Europe en deux camps ennemis. Généreuse à son début comme une inspiration de sentiment depuis longtemps préparée par les études des esprits éclairés, elle ne tarda point à s'altérer dans son principe et à dépasser le but que lui avaient assigné les vrais besoins

(1) Voyez la livraison du 1er janvier.

de la nation. Après la compression de la classe moyenne et la chute de la monarchie, qui, pendant des siècles, avaient travaillé de concert à cette glorieuse émancipation de la raison publique, la France devint la proie d'une horde de sophistes qui livrèrent la société et la civilisation aux fureurs de la basse démagogie. Ces trois périodes décisives de la révolution française, qui se résument dans l'assemblée constituante, dans la législative et la convention, marquent aussi les différens degrés de sympathie qu'inspira à l'Europe ce grand mouvement national. Il avait épuisé et dépassé les idées les plus hardies du XVIIIe siècle.

L'esprit du XVIIIe siècle, tel qu'il se dégage de l'ensemble de ses travaux et de ses actes, fut un esprit de liberté ayant pour but l'émancipation de la nature humaine. Sous la main du christianisme et la tutèle de l'église, l'homme n'avait été qu'un instrument de la Providence, un jouet de la grâce, dont il ne lui était pas permis de sonder les voies mystérieuses. Le XVIIIe siècle le relève de cette irresponsabilité aveugle, il brise les sceaux qui fermaient le livre de la vie, et c'est dans la volonté éclairée par la raison qu'il place désormais l'unique point d'appui de notre destinée. Telle est la donnée générale de ce qu'on appelle la philosophie du XVIIIe siècle, qui continue l'œuvre de la renaissance, dont elle est la conséquence logique. En effet, le mouvement de la renaissance, si bien caractérisé par Descartes dans son *Discours sur la Méthode*, s'arrête un instant au XVIIe siècle pour essayer une sorte de compromis avec l'autorité traditionnelle, d'où il ne résulte qu'une réforme timide de la discipline intérieure du catholicisme. Après cet essai infructueux de conciliation, le souffle libérateur reprend de nouveau son cours et renverse tout ce qui lui fait obstacle. Bientôt enfin s'accomplit le glorieux hyménée de l'esprit humain et de la nature prédit par Bacon, et dont il avait préparé d'avance l'épithalame. De ce mariage fécond et si longtemps retardé par la jalousie de l'église doit naître « une race de géans et de héros qui étoufferont le syllogisme de la scolastique, délivreront le genre humain de l'ignorance et purgeront la terre de toute injustice. » Voilà en quels termes magnifiques le génie de Bacon annonce l'avénement de la science moderne qui inspire tout le XVIIIe siècle, depuis Voltaire jusqu'à Kant.

C'est alors qu'on vit se lever comme par enchantement un groupe d'intelligences vives, audacieuses, pleines de confiance dans les ressources de l'esprit humain dont elles croyaient avoir reculé les bornes, s'attaquant à tous les objets, brisant tous les liens de l'antique discipline, réformant les vieilles méthodes et dédaignant le passé, qui avait accumulé tant d'erreurs et de si profondes injustices. Les hommes éminens du XVIIIe siècle conçurent le vaste projet

de changer la face de la civilisation et de commencer une ère nouvelle. Histoire, législation, finances, politique, morale, littérature, sciences, tout fut remanié et refondu par un principe nouveau qui, partant de la sensation, allait aboutir à la souveraineté de la raison. De là la prodigieuse activité de cette époque mémorable. S'appuyant sur la volonté comme sur un levier dont on avait méconnu la puissance, le XVIIIe siècle s'élance avec ravissement au-devant de l'avenir, où il entrevoit dans un lointain lumineux le règne de la justice et de l'amour. Aussi quelle joie, quels cris d'allégresse, quel enthousiasme s'échappent du milieu de cette folle génération, qui semble sortir d'un cachot et respirer pour la première fois l'air pur et fortifiant de la liberté! Chacun secoue ses langes, chacun dénoue sa ceinture, chacun s'empresse de rejeter la vieille enveloppe comme un cilice de mortification trop longtemps imposé à la crédulité de l'esprit humain. La vieille société est attaquée de toutes parts, les distinctions de naissance et de fortune font place à celles de l'esprit; on se rapproche, on se réunit, on se répand au dehors, on se livre sans contrainte aux plaisirs aimables de la vie en rêvant au bonheur des générations futures. Tout change, tout se transforme, tout prend un air de fête et de jeunesse. Les arts, la poésie et surtout la musique s'empreignent d'une sensibilité plus pénétrante, et les femmes, qui ont joué un rôle si important dans un siècle qui a proclamé que « les grandes pensées viennent du cœur (1), » ne semblent-elles pas accuser la révolution profonde qui se fait alors dans les idées et dans les mœurs, non-seulement en se livrant avec plus d'abandon aux sentimens qui les inspirent, mais aussi en repoussant ces vieux costumes qui emprisonnaient leurs charmes, en revêtant ces robes élégantes aux couleurs joyeuses et printanières où l'on voyait briller un goût exquis et une fantaisie adorable? Deux mots sacramentels, qui étaient dans toutes les bouches, peuvent résumer l'esprit et les tendances de cette grande époque d'émancipation : le mot *humanité,* qui fut jeté dans la circulation par un écrivain obscur (2), et qui exprimait admirablement les besoins de justice, d'égalité et de réformes sociales qui étaient dans le cœur de tous, — et le mot *nature,* par lequel se manifestait le mouvement scientifique qui poussait l'esprit humain à étudier les phénomènes du monde extérieur.

De ce désordre fécond où s'élaboraient les élémens d'une société nouvelle, de cette bruyante insurrection contre le moyen âge et les institutions du passé, il nous est resté un monument curieux, l'*En-*

(1) *Pensées* de Vauvenargues.
(2) L'abbé de Saint-Pierre.

cyclopédie, vaste dépôt de connaissances un peu confuses, mais où s'agite l'esprit divin, comme il s'agitait sur le chaos qui a précédé la naissance du monde. En effet, cette tour de Babel fut élevée par une génération de travailleurs intrépides qu'animait une foi ardente dans le triomphe de la raison par les progrès de l'esprit humain. L'idée de progrès, c'est-à-dire d'une extension successive de nos facultés et de nos connaissances, d'une amélioration de notre destinée, n'est pas sans doute une idée entièrement nouvelle, puisqu'elle résulte du sentiment de notre activité intérieure et du spectacle de l'histoire. Elle a été entrevue par l'antiquité, et il y a plus de deux mille ans le philosophe Xénophane a pu dire : « Non, les dieux n'ont pas tout donné aux mortels, c'est l'homme qui avec le temps et le travail a amélioré sa destinée. » Cependant l'idée de progrès que saint Augustin, que Vico, Pascal et surtout Leibnitz ont affirmée avec plus ou moins d'évidence, n'a été formulée d'une manière vraiment scientifique que dans la seconde moitié du XVIIIe siècle par Turgot, d'Alembert et Condorcet en France, par Herder et Lessing en Allemagne.

Doué de facultés perfectibles, éclairé par sa raison et servi par sa volonté, l'homme est le maître de sa destinée. Contenu jusqu'alors par de fausses abstractions qui lui avaient caché la vérité des choses, aveuglé par de prétendus principes métaphysiques que lui avait imposés l'autorité jalouse de perpétuer son ignorance, l'homme est parvenu à dissiper ces vains fantômes de la scolastique qui lui dérobaient le spectacle admirable de la nature. Mis en contact direct avec le monde extérieur par ses organes, averti par la sensation de l'existence des phénomènes, il en étudie les lois, et c'est dans ces lois qu'il trouvera le secret de dompter la matière, de l'animer de son souffle et de la faire servir à sa grandeur. La notion du bien et du mal, du juste et de l'injuste, dont le germe est resté enfoui dans les limbes de l'instinct, se développera à la clarté de l'entendement, et la conscience, devenue plus délicate et plus rigoureuse, étendra sa juridiction sur un plus grand nombre de rapports. La morale ne sera plus un amas confus de préceptes arbitraires et variables, mais un code de lois précises sanctionnées par la raison et le sentiment. Le dieu mystérieux de la légende, conception remplie de contradictions et de contes fabuleux, fera place à une intelligence suprême dont l'existence nécessaire sera prouvée par l'ordre de l'univers et les lois de l'esprit humain, et qui couronnera l'édifice de la connaissance au lieu d'en être la négation. Telle est la profession de foi de ce XVIIIe siècle d'où est sortie la révolution de 1789, qui a changé la face de l'Europe et posé les principes d'une nouvelle civilisation. Qu'on lise l'admirable chapitre qui termine le livre de Condorcet, *Esquisse d'une histoire des progrès de l'esprit humain*, et l'on y trouvera, écrit

de la main d'un martyr, le testament d'une génération héroïque qui a cru avec Bacon et les grands esprits de la renaissance aux miracles de la science que nous voyons s'accomplir sous nos yeux.

Né en France, propagé par les écrits de Voltaire, de Rousseau, de Montesquieu, de Buffon et par l'*Encyclopédie*, ce mouvement de rénovation se répandit dans toute l'Europe. De tous côtés, on se mit à prêcher l'abolition des vieux abus, à ridiculiser les usages consacrés, à bâtir des utopies qui avaient toutes pour objet la régénération du genre humain. Les souverains les plus jaloux de leur autorité, Catherine de Russie, le grand Frédéric, Joseph II, les rois de Suède, de Portugal et d'Espagne, entraînés par l'esprit du siècle, essayèrent tous d'améliorer l'administration, de simplifier, d'humaniser les lois civiles et criminelles, de dégager l'action du gouvernement des entraves de la féodalité, de répandre l'instruction en conviant les peuples à un meilleur avenir. L'Italie ressentit aussi très fortement l'influence des idées nouvelles. Cette vieille terre de Saturne, qui a vu s'accomplir tant de révolutions mémorables, était alors gouvernée par des princes débonnaires que la mode du bel esprit philosophique, la douceur des mœurs, la sécurité profonde dont ils jouissaient depuis la paix d'Aix-la-Chapelle, autant que la raison d'état, avaient imbus d'un esprit d'équité qui se manifestait chaque jour par des réformes salutaires. On remarquait le gouvernement économe du Piémont et celui de Parme, où régnait un élève de Condillac sous la tutèle d'un ministre capable et tout-puissant. Beccaria écrivait à Milan son livre hardi *Des Délits et des Peines*, dont les principes généreux étaient transformés en lois par Léopold, grand-duc de Toscane. Rome voyait s'asseoir sur le siége apostolique un Clément XIV, un Ganganelli, un Pie VI, princes éclairés qui s'efforçaient de mettre la morale de l'Évangile dans la politique; à Naples, dans la patrie de Vico, de Giannone et de Filangieri, qui occupait un poste important dans l'administration, le goût des réformes s'était emparé même du roi Ferdinand IV, qui, pour varier ses plaisirs, avait fondé une sorte de société idéale sur le modèle de la Salente de Fénelon (1).

Surgie comme Vénus du sein de la mer, Venise, après avoir été la première puissance maritime du moyen âge et avoir possédé *un quart et demi de l'empire romain*, après avoir sauvé la civilisation chrétienne de la barbarie des Turcs et avoir échappé à la jalousie

(1) La colonie *di San-Leucio* fut fondée en 1789 par un décret du roi de Naples où l'on remarque les passages suivans : « Le mérite seul distingue entre eux les colons de San-Leucio. Le luxe est absolument interdit, et une parfaite égalité règne dans les vêtemens. Les jeunes époux se choisissent librement, et les parens n'auront pas le droit de s'opposer à leur union, etc. » Voyez l'*Histoire du royaume de Naples*, par le général Colletta, t. Ier.

des rois de l'Europe ligués contre elle au commencement du XVIe siècle, avait été dépouillée successivement d'une partie de ses conquêtes lointaines, des îles de Chypre, de Candie et enfin de la Morée. La reine de l'Adriatique s'était endormie tout doucement au bruit de ses grelots et de ses loisirs charmans. En effet, depuis la paix de Passarowitz, conclue en 1718, qui mit fin à la dernière guerre que Venise eut à soutenir contre l'empire ottoman, une langueur mortelle s'était emparée de cette fière république de patriciens qui avait bravé tant d'orages. Accroupie au fond de ses lagunes, elle laissa passer tout le XVIIIe siècle sans se mêler à aucun des événemens politiques qui s'accomplirent en Europe, n'ayant d'autre souci que de garder son repos, en se préservant du contact des idées nouvelles qui germaient de toutes parts en Italie. Énervée par les voluptés et l'inaction, Venise fut réveillée tout à coup de son long assoupissement par la révolution française, qui devait être bien autrement redoutable à sa puissance que la découverte du cap de Bonne-Espérance, qui lui avait enlevé le monopole du commerce du monde. Deux partis divisèrent alors le gouvernement de la république : l'un, très nombreux, qui avait la majorité dans le grand conseil, voulait la continuation de la neutralité; l'autre, plus énergique, conseillait d'abandonner un système désastreux jugé par l'expérience, en prenant part à l'action qui allait inévitablement s'engager entre les grandes puissances de l'Europe. Ce dernier parti se subdivisait en deux fractions, dont l'une voulait une alliance avec l'Autriche, et l'autre avec la France. Le sénateur qui a déjà figuré dans la première partie de ce récit, — Marco Zeno, — était l'un des partisans les plus écoutés de l'alliance avec l'Autriche.

Dans les premiers temps de son arrivée à Venise, Lorenzo fut tout ébloui du magnifique spectacle qu'il avait sous les yeux. Ce qu'il avait lu et ce qu'on lui dit sur cette ville unique était fort au-dessous de l'impression qu'il en recevait; son imagination ardente et romanesque ne lui avait fait pressentir rien de comparable à la place Saint-Marc, au palais ducal, au *Canalazzo*, cette voie lactée qui traverse la ville et la divise en deux parties inégales rattachées ensemble par le pont du Rialto, image de la volonté puissante qui avait présidé aux destinées de la république. Son cœur se gonflait d'orgueil en regardant ces magnifiques palais, dont chaque pierre atteste la gloire de ce peuple de gentilshommes, d'artistes et de marins. Il se mit à étudier avec passion l'histoire de Venise, qui présente l'intérêt d'un poème et d'un poème épique, où la grandeur des événemens se combine avec l'héroïsme des caractères et la variété des épisodes. Il se sentait fier d'appartenir à une nation qui a joué un rôle si original dans les annales du monde, et dans sa vanité de

jeune homme, il n'était pas fâché de tenir par un lien quelconque à cette fière aristocratie qui considérait la gloire et la puissance de Venise comme son patrimoine.

Ces distractions de l'esprit, ce premier épanouissement de l'instinct de connaître et d'admirer, loin d'affaiblir le sentiment que Lorenzo éprouvait pour Beata, en accroissaient l'intensité. Dans ce caractère à la fois ambitieux et tendre, l'amour se nourrissait de toutes les aspirations de la vie, et les concentrait comme dans un foyer qui en doublait la puissance. Depuis qu'il était à Venise, Lorenzo se sentait plus fort vis-à-vis de lui-même. Placé sur un plus grand théâtre, il paraissait aussi moins étonné de la distance qui le séparait de sa bienfaitrice, et au fond de son cœur il ne désespérait pas de surmonter un jour les difficultés qu'on opposerait à ses désirs. Sans doute ces rêves d'un jeune homme de quinze ans étaient aussi vagues que le but qu'il se proposait d'atteindre. C'était comme une sorte de mirage qui lui faisait entrevoir au loin une source désirée, récompense suprême de ses efforts. Aussi Lorenzo marchait-il hardiment dans la carrière que lui ouvrait son imagination. Enchanté de l'heure présente, fier d'être déjà du petit nombre des élus, heureux de vivre et de développer ses facultés, il s'élançait dans l'avenir avec cette confiance et cette allégresse bruyante de la jeunesse qui franchit en riant les plus grands obstacles.

Lorenzo travaillait avec la patience d'un bénédictin et l'ardeur d'un néophyte qui veut conquérir sa place au banquet de la vie. L'histoire, la littérature ancienne et moderne, la philosophie et surtout la musique, étaient les sujets qui attiraient de préférence son attention. Parmi les livres nombreux que la curiosité insatiable de Lorenzo lui mit sous les yeux, les *Dialogues* de Platon et la *Divine Comédie* de Dante étaient, avec les œuvres de Rousseau, ceux qui avaient le plus vivement frappé son imagination. Platon et Dante, le poète de l'idéal antique et celui de l'idéal chrétien, qui étaient si loin des tendances et des préoccupations du XVIIIe siècle, répondaient admirablement à la nature réfléchie et affectueuse du jeune Vénitien. Son heureux instinct le portait à réduire les faits en un petit nombre de principes, à n'absorber de ses lectures que les parties vraiment nutritives, à dégager ces parcelles d'or qui forment l'essence des vérités générales, et dans le peintre sublime et touchant du paradis et de l'enfer, Lorenzo trouvait un poète qui flattait sa passion, un poète qui avait consacré sa vie et un admirable génie à éterniser un rêve de l'amour.

Cependant la contenance de Beata vis-à-vis de Lorenzo était bien changée depuis son retour à Venise. Effrayée de la consistance qu'avait prise l'affection, toute sereine d'abord, que lui avait inspirée le

fils de Catarina Sarti, surprise par un sentiment sérieux dont elle n'avait pas dû prévoir les atteintes, elle résolut de couper court à des relations équivoques qui ne pouvaient avoir pour elle qu'une solution malheureuse. Comment faire cependant pour rompre brusquement, et sans trahir son secret, les rapports de bienveillance et de protection qui s'étaient établis entre elle et Lorenzo? Ce jeune homme, dont la physionomie heureuse l'intéressait au moins autant que l'aménité de son caractère et la vivacité de son esprit, n'avait point mérité qu'on cherchât à l'éloigner d'une famille qui l'avait adopté spontanément. Quel prétexte prendre pour mettre entre elle et Lorenzo quelques années de séparation qui lui donneraient le temps d'étouffer ou d'amortir un sentiment qui menaçait de devenir une passion orageuse et funeste? Le prétexte qu'avait suggéré la pénétration de son oncle, le saint prêtre, d'envoyer Lorenzo terminer ses études à l'université de Padoue, eût été le plus convenable sans les objections que Beata redoutait de la part de l'abbé Zamaria, qui s'était attaché d'autant plus vivement à son élève, que celui-ci montrait un goût prononcé pour la musique, et une grande aptitude à profiter de ses leçons. Beata aurait pu sans doute surmonter ce dernier obstacle en faisant intervenir la volonté de son père; mais en employant ce moyen extrême, elle craignait de laisser deviner sa faiblesse. Excepté Tognina, qui avait saisi comme à la dérobée quelque chose de ce roman mystérieux qui commençait à se développer dans le cœur de son amie, personne dans la maison ne soupçonnait à quelle source profonde s'alimentait la sollicitude de Beata pour son frère d'adoption.

Dans cette perplexité, entre la crainte de faire un éclat et la ferme volonté où elle était de prévenir un danger qui alarmait sa pudeur, Beata prit une résolution qui rassurait sa conscience sans lui imposer un sacrifice trop douloureux : elle ordonna sa vie de manière à éviter le plus possible la présence de Lorenzo, elle se fit un maintien sévère et composa son visage pour mieux cacher à tout le monde, et surtout à celui qui en était l'objet, la tendresse qui s'était glissée dans son cœur. Renfermée ainsi en elle-même, cette noble créature, dont l'âme était aussi élevée que l'intelligence, et qui joignait au sérieux du caractère cette grâce des formes et cette adorable langueur qui sont le plus bel attribut de son sexe, Beata souffrait silencieusement et consumait son ardeur dans une lutte qui altérait son repos. Ce n'est pas la naissance modeste de Lorenzo, ni aucun préjugé vulgaire, qui avaient déterminé la fille du sénateur Zeno à combattre une affection qui avait surpris son inexpérience; des idées aussi graves et aussi arrêtées ne s'étaient même jamais présentées à son esprit. Elle craignait d'affliger son père par une inclination qui aurait ajouté une douleur domestique à la grande tristesse que lui faisaient éprou-

ver les affaires de l'état, mais elle était surtout retenue par un sentiment de dignité personnelle, et ce sentiment exquis avait quelque chose des chastes scrupules d'une sœur ou d'une mère. Elle rougissait de sa faiblesse pour un jeune homme qu'elle avait pour ainsi dire vu croître sous ses yeux.

Elle s'indignait à l'idée d'avoir pu oublier son âge et les devoirs qu'elle s'était imposés, en se laissant envahir le cœur par un trouble délicieux qui avait endormi sa vigilance. Aussi que d'efforts il lui fallut faire pour rompre le charme qui l'avait attirée insensiblement aux bords du précipice, pour dégager son âme du piége innocent que lui avait tendu l'amour! Lorsqu'elle rencontrait Lorenzo, Beata le saluait d'un mot froid et digne, puis elle s'enfuyait comme une ombre en tressaillant. Elle ne s'informait plus ostensiblement de ce qu'il faisait; elle ne lui adressait plus la parole que pour répondre à ses questions d'un ton indifférent qui repoussait toute confiance. Son regard évitait celui de Lorenzo, et ce n'est que de loin que ses beaux yeux bleus remplis de tendresse osaient le suivre avec inquiétude. Dans le monde, dans les *conversazioni* où elle se trouvait forcément avec Lorenzo, Beata était d'une gaieté extrême. Elle cherchait à s'étourdir, à dissiper sa tristesse en vains propos, à dérouter l'attention par de petits manéges de coquetterie féminine qui répugnaient à la sincérité de son caractère.

Ces artifices de la passion étaient une énigme pour Lorenzo, qui ne savait comment s'expliquer ce changement de conduite à son égard. Il avait beau s'interroger et se demander par quelle étourderie, par quel manque de respect, il avait pu s'attirer la disgrâce d'une femme supérieure qui mesurait ses moindres paroles; il ne trouvait rien qui justifiât la froideur et l'air presque dédaigneux qu'on prenait à son égard depuis quelque temps. Voulait-on lui faire comprendre d'une manière indirecte qu'il fallait enfin ouvrir les yeux sur la vraie position qu'on lui avait faite? Il n'avait jamais oublié ce qu'il devait à sa bienfaitrice, ni la distance qui séparait le fils de Catarina Sarti d'une *gentildonna* vénitienne. Quelle pouvait être la raison secrète de la réserve excessive de Beata à son égard? Ne serait-ce pas une sorte de jalousie aristocratique qui se serait emparée de la fille du sénateur en voyant Lorenzo grandir dans la vie, et voudrait-on refouler ses aspirations pour conserver une supériorité relative dont il essayait de s'affranchir? On se trompait fort si on espérait attiédir son courage et contenir son ambition dans le cercle étroit où le hasard l'avait fait naître. Il prouverait par son activité et son intelligence qu'il était digne de l'intérêt qu'on lui avait témoigné, et qu'en lui tendant la main pour l'aider à sortir de la foule, on avait accompli un acte de justice. Ces bouffées d'orgueil et

de vanité plébéienne qui traversaient l'esprit de ce jeune homme redoublaient son ardeur de connaître, de s'épandre et de grandir dans l'estime de la femme dont il méconnaissait si grossièrement les vrais sentimens. Il voulait attirer l'attention de Beata, adoucir sa rigueur, et la forcer de voir en lui autre chose qu'un pauvre client de sa famille qu'elle avait bien voulu honorer de sa protection.

Le palais Zeno était situé sur la rive gauche du Grand-Canal, à très peu de distance du vieux palais Grimani. C'était une des œuvres les plus remarquables de Scamozzi, l'élève de Palladio, dont il avait imité le style élégant et grandiose. Construit en pierres d'Istrie vers la seconde moitié du XVIe siècle, comme presque tous les monumens qui bordent les deux côtés de cette longue et magnifique voie triomphale, le palais Zeno était composé de trois étages couronnés d'une terrasse d'où s'élançaient un groupe de statuettes mythologiques. L'une, placée au milieu de la façade, représentait le Silence, symbole de la politique mystérieuse de Venise, qui semblait dire aux passans, en appuyant l'index sur la bouche : *Guardate, ma non toccate*, et surtout *taisez-vous !* Deux entrées, l'une sur le Grand-Canal, et l'autre du côté opposé, conduisaient à ce palais, où l'on voyait éclater la magnificence d'une famille patricienne qui comptait dans ses annales un doge, un héros, plusieurs cardinaux, un grand nombre d'ambassadeurs et de procurateurs de Saint-Marc. Au fond d'un large vestibule où se tenaient les gondoliers et les *facchini* de la maison, un escalier d'une légèreté admirable conduisait à un palier de marbre, sur lequel débouchait un corridor long et spacieux qui se reproduisait à chaque étage et le divisait en deux parties. Un grand salon carré qui occupait le milieu du premier étage et une salle à manger qui aurait pu contenir aisément deux cents personnes indiquaient les habitudes d'une oligarchie puissante qui aimait à s'entourer de ses cliens et de ses égaux. D'un côté du salon était l'appartement de Beata, et de l'autre celui de son père. L'abbé Zamaria demeurait au second étage, ainsi que Lorenzo, dont la chambre était immédiatement au-dessus de l'appartement de Beata. Les domestiques étaient logés au troisième étage, à l'exception de Teresa, qui couchait dans un *camerino* près de sa maîtresse. En face du salon était la bibliothèque, une des curiosités de Venise par la rareté des livres qu'elle renfermait et l'ordre qu'y avait mis l'abbé Zamaria; à gauche de la bibliothèque se trouvait la chapelle. Le salon, la salle à manger, la bibliothèque et même la chapelle étaient garnis de tableaux de maîtres représentant des épisodes de l'histoire de Venise où avait figuré un membre de la famille Zeno. Les moindres détails de ce palais accusaient la munificence et la personnalité d'un vieux patricien qui a conscience de ses droits aussi bien que de ses devoirs.

Le palais Zeno était une des maisons les plus fréquentées de

Venise. C'était le rendez-vous de la meilleure compagnie, des femmes élégantes et des hommes à la mode qui brillaient par l'esprit, les manières ou par des talens aimables. Il n'arrivait point à Venise un étranger de distinction qu'il ne se fît aussitôt présenter à l'abbé Zamaria, qui était le grand majordome et le juge de tout ce qui se rattachait aux plaisirs de la maison. Il en conférait d'abord avec Beata, et, après avoir obtenu son assentiment, tout était dit, car le vieux sénateur n'entrait jamais dans ces menus détails de la vie domestique. Ce qui attirait au palais Zeno un si grand nombre de personnes illustres, c'était moins l'hospitalité magnifique qu'on y trouvait que la haute distinction de Beata, le savoir et la grande érudition musicale de l'abbé Zamaria. Membre de la société philharmonique de Bologne, ami et correspondant du père Martini, élève de Benedetto Marcello, l'abbé Zamaria était non-seulement un contrapointiste du premier mérite, mais aussi un homme de goût dont on recherchait les conseils. Tous les compositeurs et les virtuoses célèbres de la seconde moitié du XVIIIe siècle ont été reçus au palais Zeno, où ils étaient sûrs de rencontrer l'élite de la société vénitienne. C'est là qu'on vit tour à tour Sacchini, Paisiello, le doux et infortuné Cimarosa, à côté des Caffarelli, des Pacchiarotti, des Marchesi, de la Gabrielli et des plus fameuses cantatrices qui venaient se recommander à la bienveillance de l'abbé, dont la protection valait un succès. — *Che ne dice l'abate?* (qu'en pense l'abbé?) se demandait-on à Venise, lorsqu'il était question d'un chanteur inconnu ou d'un opéra nouveau dont on attendait la représentation. Fallait-il un point d'orgue, une *cabaletta* brillante, quelques *gorgheggi* compliqués pour faire ressortir la bravoure d'une *prima donna,* on allait trouver l'abbé Zamaria, qui, d'un trait de plume, calmait les plus grandes inquiétudes ou excitait des jalousies féroces. Que de morceaux de sa composition ont été intercalés dans les opéras des maîtres les plus illustres! combien il a jeté sur le papier de ces lieux-communs qu'on appelait *arie di baule,* airs de voyage que les virtuoses emportaient au fond de leurs malles, et qu'ils chantaient dans toutes les villes, quel que fût l'ouvrage dans lequel ils débutaient!

Les noms les plus illustres de la république, les Pisani, les Foscarini, les Grimani, les Tiepolo, retentissaient dans ce palais au milieu des savans, des artistes, des poètes et des critiques les plus renommés de Venise et même de l'Europe. Goethe, Alfieri, le comte Algarotti, Pindemonte, Cesarotti, le traducteur d'Homère et d'Ossian, qui occupait une chaire de littérature grecque à l'université de Padoue, étaient venus dans ce salon, où ils avaient laissé des témoignages de leur satisfaction dans un magnifique album que l'on conservait précieusement. C'était un spectacle unique que d'assister à l'une de ces brillantes *conversazioni* qui avaient lieu toutes les semaines au

palais Zeno, et de voir réunis dans un même salon les caractères les plus antipathiques, Goldoni et les deux frères ennemis Charles et Gasparo Gozzi, par exemple, qui partout ailleurs se seraient pris aux cheveux, au lieu de se combattre à coups d'épigrammes; Francesco Pesaro, Giuseppe Farsetti, Antonio Cappello, qui avait été ambassadeur de la république en France lorsque éclata la révolution de 1789, grand amateur de beaux-arts et protecteur de Canova qu'il a deviné; Francesco Gritti, Cornelia Barbaro, sa belle-sœur, femme de la plus haute distinction, qui fut l'amie de Métastase; la jeune et charmante comtesse Benzoni, assise à côté du poète Lamberti, qui en était éperdûment amoureux, et qui l'a chantée dans cette jolie barcarolle connue de toute l'Europe :

La biondina in gondoletta,
L'altra sera go merrà.

C'était la gloire de Beata d'avoir su triompher ainsi des rivalités qui divisent trop souvent les hommes qui cultivent les arts de l'esprit. Le sens exquis de cette jeune fille lui avait appris de très bonne heure combien il importe à la femme de cacher sa raison sous la grâce et la modestie de son sexe. Silencieuse, recueillie, d'une discrétion profonde, elle savait écouter avec indulgence les bavardages des gens médiocres, et n'accordait son approbation explicite, mais toujours avec réserve, qu'aux choses vraiment belles qui touchaient son âme. On aimait à la consulter, on avait confiance dans la rectitude de son jugement, qui ne se manifestait jamais que par des observations de détail qui indiquaient plutôt une préférence de sentiment qu'un blâme de l'esprit. Elle régnait naturellement sur les cœurs par le charme divin de son regard mélancolique, par l'élégance de sa taille et de ses manières, qui révélaient une nature supérieure digne de tous les hommages. Aussi un sourire de sa bouche adorable suffisait pour dissiper les plus gros nuages, et lorsque sa tête blonde s'inclinait pour gronder un ami ou pour écouter une confidence qu'on avait à lui faire, on était ravi de voir tant de séductions relevées d'une si grande simplicité. C'était une muse qui inspirait tous ceux qui l'approchaient, et non point une sirène qui cherchât à séduire par le faste de sa beauté.

L'abbé Zamaria était fort répandu dans la société de Venise. Les cantatrices et les *gentildonne* dilettante s'arrachaient à l'envi ce petit abbé, qui n'avait de la morale du Christ que l'habit. On le voyait partout, dans les théâtres, dans les *ridotti*, dans les cafés, dans les églises, et ce n'était pas pour y faire pénitence. Partout où il y avait du plaisir, de l'esprit et de la musique, on était sûr de rencontrer le charmant abbé, qui bavardait comme une pie et riait comme un enfant. Ami de Carlo Gozzi, son confrère à l'académie bouffonne des

Granelleschi, il se moquait avec lui des vieux classiques embourbés dans les ornières des *Seicentisti*, qu'il appelait des *parrucconi*, des *brontoloni* insupportables. Il n'était guère plus favorable aux novateurs qui, comme Goldoni, s'efforçaient d'introduire à Venise la dignité et la vérité du théâtre français. Ils veulent nous étouffer, disait-il en parlant de ces novateurs, avec des *chiacchere filosofiche*, des bavardages philosophiques, et des *urli francesi*. Conservons notre esprit, nos mœurs, notre gaieté, et restons Vénitiens. Nous n'avons que faire de la *musica tedesca* ni de la littérature française *impastate* (farcies) de réflexions et de modulations *melancoliche*.

Lorenzo suivait l'abbé Zamaria dans les méandres de la vie vénitienne, comme Dante suit Virgile dans les cercles ténébreux de la cité divine. L'abbé était flatté de produire dans le monde un jeune homme intelligent, au regard vif, à la physionomie ouverte, qui chantait comme un ange, et dont il s'était plu à former l'éducation musicale avec un soin tout paternel. Il le présentait comme son élève aux femmes du monde, aux virtuoses, aux compositeurs, et tirait vanité des succès de son disciple, qu'on appelait partout *il maestrino*. Il l'introduisait dans les premières maisons, chez les Mocenigo, les Dolfin, où Lorenzo était reçu avec une certaine déférence à cause de l'affection que lui portait l'abbé Zamaria, et peut-être aussi parce qu'on supposait que le sénateur Zeno avait des vues particulières sur l'avenir de ce jeune homme. Lorenzo, dont les femmes remarquaient déjà la taille svelte, le front épanoui et les beaux yeux noirs remplis de feu et de désirs, jouissait avec bonheur de la nouvelle existence qui s'ouvrait devant lui. Il courait les salons, les théâtres, les *casini*, les académies, tantôt accompagné de l'abbé Zamaria, qui ne cachait pas sous sa perruque la sagesse de Minerve, tantôt sans autres guides que l'instinct des belles choses et la crainte de l'inconnu, qui est la pudeur des jeunes gens. Comme il était ravi de se voir dans cette ville d'enchantement, de s'attarder le soir sur la place Saint-Marc, au milieu de cette foule joyeuse de promeneurs de tout rang et de tous pays, de parcourir le Grand-Canal couché mollement dans une gondole légère, et de s'enfuir au loin vers l'une de ces *isole beate*, nids d'amour et de volupté qui entourent Venise comme des satellites qu'elle entraîne dans son tourbillon. Est-ce bien le fils de Catarina Sarti, se disait-il tout bas avec ravissement, qui chante des duos avec une Badouer, qui accompagne au *cembalo* une Dolfin dont la main blanche et potelée se pose gracieusement sur son épaule, qui s'entretient de philosophie et de littérature avec un Mocenigo, et que le compositeur Furlanetto daigne admettre dans sa familiarité!

Le bonheur d'être et de vivre dans une sphère supérieure, les tressaillemens sourds de la sensibilité qui s'éveille, un vague pressentiment des idées du siècle, la confiance qu'il commençait à avoir

dans son activité, l'ivresse de l'amour, tout cela avait gonflé le cœur de Lorenzo, tout cela faisait sourdre de son âme exaltée ces mille désirs, ces mille espérances infinies qui montent, s'ébruitent et se répandent dans l'espace en chantant à l'imagination le poème divin, la symphonie merveilleuse de la jeunesse que nous avons tous entendue une fois dans la vie, et dont il n'appartient qu'au génie de retenir un écho lointain.

Mais aussi dans quel temps et dans quelle société avait été jeté Lorenzo! Venise se mourait; elle se mourait de langueur comme une courtisane épuisée, le front couronné de roses, le sourire sur les lèvres, banquetant, festoyant, entourée de *ruffiani*, de chanteurs, de *ballerini*, d'improvisateurs, d'escrocs et d'espions, dernière ressource des gouvernemens avilis. Sous une aristocratie sombre, taciturne, soupçonneuse, qui avait accaparé les bénéfices et les soucis de l'autorité suprême, s'agitait un peuple d'enfans qui riait de tout, s'amusait de tout, et ne s'occupait que du plaisir de l'heure présente. Qu'avait-il besoin de travailler, de réfléchir et de s'inquiéter de l'avenir, ce peuple doux et charmant qui vivait de sportules, de *confetti*, de café, de sonnets, de musique et d'amour! Tant que la république fut puissante au dehors, le peuple, prenant part aux événemens politiques, se nourrissait au moins de vanité nationale, et la passion de la gloire relevait et ennoblissait son courage; mais depuis que l'oligarchie de Venise, méconnaissant la marche du temps et les principes de sa grandeur, s'était refusée à tout mouvement et à toute transaction avec les idées nouvelles, le peuple, refoulé sur lui-même, sans expansion au dehors et sans liberté au dedans, s'était abandonné à l'une de ces effroyables anarchies de mœurs qui précèdent la chute des empires. Les lois, les institutions, en conservant les apparences de la force qui les avait créées, étaient impuissantes à diriger les esprits, et la police du conseil des Dix, plus inquisitoriale qu'elle ne l'avait jamais été, était presque le seul appui de l'état. Cette profonde décadence n'était visible cependant qu'aux yeux du philosophe ou d'un homme politique comme Marco Zeno. La foule, les étrangers et la jeunesse étaient captivés et éblouis par un spectacle unique dans les annales du monde.

Qu'on se figure une succession de fêtes magnifiques rappelant les grands souvenirs de l'histoire de Venise! Un carnaval qui durait trois mois, huit théâtres presque toujours ouverts, quatre conservatoires ou écoles de musique, des *casini*, des *ridotti*, des cafés où l'on jouait et causait toute la nuit; une population qui se déguisait une grande partie de l'année comme pour échapper au sérieux de la vie; l'inviolabilité des masques protégée par la loi et les usages, servant à cacher l'inquisiteur d'état, le prince de l'église, le riche, le pauvre, le mari et l'amant, le confesseur aussi bien que la pénitente; des

académies de toute sorte, des couvens où l'on dansait et chantait plus qu'on ne priait; des femmes charmantes, blondes, tendres, voluptueuses, faciles, parlant un dialecte mélodieux qui enivrait l'oreille; des loisirs infinis, une sociabilité exquise, de la gaieté sans malice, de l'esprit, du goût, du faste, de l'instruction, un *estro* charmant, un *non so che* plein de grâce et d'abandon; de la musique partout, de la musique toujours : tels étaient les élémens et les épisodes de cette fête merveilleuse de la fantaisie et de la sensualité qui a terminé l'existence de Venise.

— Quel est donc ce personnage singulier qui se dandine sur une jambe effilée en chiffonnant son jabot d'un air d'importance? demanda Lorenzo à un inconnu qui se trouvait assis à côté de lui dans un café de la place Saint-Marc, à l'heure où toute la société de Venise venait y étaler la variété piquante de ses costumes et de ses mœurs.

— C'est le comte Lazara de Padoue, lui répondit-on, l'amant avoué de la belle *gentildonna* qui marche à côté de lui en tournant le dos à son mari, qui les suit comme un *facchino* chargé des gros travaux du ménage : ce sont trois personnes de distinction qui vivent en parfaite harmonie. Plus loin, continua l'inconnu qui n'était pas fâché de saisir l'occasion qu'on lui offrait d'esquisser en passant les types de cette société étrange, voyez-vous ce monsieur long, maigre, *attempato,* coquettement attifé, donnant le bras à une dame qui est presque aussi âgée que lui? C'est le frère cadet d'un membre du conseil des Dix, qui depuis vingt-cinq ans est amoureux de la femme qu'il promène ainsi tous les jours avec une rare constance. Il a sacrifié une brillante carrière à cette relation qui n'est cimentée par d'autres liens que les souvenirs du passé et l'habitude de se voir. Ce couple heureux est suivi de trois personnes qui sont dans tout l'éclat de la jeunesse; ce sont deux nouveaux mariés avec le *cicisbeo* de la signora, qui attend que la lune de miel soit un peu rognée pour prendre possession de sa charge. C'est un amant en perspective que le mari a placé lui-même au fond de la corbeille de noces comme un gage de bonheur domestique. Regardez donc ce petit homme rondelet et mignon en habit de fantaisie de couleur jaunâtre, le chapeau sur l'oreille, une fleur à la boutonnière, riant en lui-même, et qui affecte de marcher isolément pour être mieux remarqué? C'est le *cavaliere* Zerbinelli, homme d'esprit, poète agréable, qui vient de publier un sonnet sur *les serins,* — *i canarini,* — qui a beaucoup de succès. Tenez, il est coudoyé à l'instant par ce gros personnage que vous voyez s'avancer comme un *stralunato,* le chapeau rabattu sur les yeux, le cou enfoncé dans les épaules, enveloppé dramatiquement dans un manteau rouge *strappazzato,* frippé, passé, usé : c'est *il signor Strabotto,* poète classique et rébarbatif fort maltraité par la critique, et qui médite assurément quelque bonne épigramme contre

ses ennemis. Derrière lui vient un groupe de quatre personnes que vous voyez rire aux éclats. Cette joyeuse *brigata* est composée d'un évêque qui tient un éventail à la main, d'une cantatrice qui fait fureur au théâtre *San Samuele*, d'un procurateur de Saint-Marc qui partage avec *monsignore* les faveurs de la *prima donna* dont ils sont tous les deux éperdûment amoureux, et du vieux castrat Grotto, qui donne des conseils à la *diva* et ramasse les miettes du festin. Ils souperont ce soir ensemble, et ne se quitteront probablement qu'aux premiers rayons du jour.

— De grâce, monsieur, dit Lorenzo à son voisin, si ce n'est pas trop abuser de votre complaisance, dites-moi donc le nom de ce monsieur que je vois là-bas en habit vert et à boutons d'or, dont les jambes longues et les bas de soie mal rattachés s'affaissent sur les talons et semblent chercher un point d'appui? il regarde toutes les femmes d'un air attendri qui pique ma curiosité.

— Je le crois bien, répondit l'inconnu, c'est le plus aimable original de Venise. *Il signor* Frangipani, qu'on a surnommé *l'Innamorato morto,* l'amoureux transi de toutes les femmes qu'il adore de loin comme des madones en leur baisant délicatement le bout des doigts, comme il dégusterait un sorbet à petites cuillerées. C'est un homme de qualité, dilettante distingué qui a composé les paroles et la musique d'une foule de jolies *canzonette* qu'il chante lui-même avec beaucoup de goût. Il y en a qui sont devenues populaires, telles que *il Sospiro* (*le Soupir*), *il Zefiro e la Rosa* (*la Rose et le Zéphyr*), *il Canto degl'augelletti et il lamento degl'agneletti* (*le Chant des oiseaux et la plainte des agneaux*), *la Gondola incantata* (*la Gondole enchantée*), *il Papagallo felice* (*le Perroquet heureux*), et beaucoup d'autres. Regardez, monsieur, continua l'interlocuteur, cette belle et splendide créature qui s'avance en attirant tous les regards: c'est la Zanzzara, fameuse courtisane qui vit somptueusement des dépouilles des grands seigneurs, qui se disputent au poids de l'or la possession de ses charmes. C'est une femme d'esprit qui parle latin comme le cardinal Bembo et protége les artistes. Sa maison est une véritable académie toujours ouverte aux malheureux et aux poètes siffiés qu'elle réchauffe de sa charité. Elle est suivie de près par un groupe de cinq ou six personnes de la plus haute distinction qui hument la vie comme un verre d'excellent *rosoglio*, et parmi lesquelles se trouve la *contessina* Zoppi, jolie blonde qui rit toujours, comme si on la chatouillait, de ce joli petit rire à coups redoublés qui ressemble au gazouillement d'un oiseau. Voyez comme elle joue coquettement de son éventail en regardant d'un air moqueur ce gros balourd, à la démarche solennelle, aux sourcils hérissés comme les soies d'un porc-épic. C'est un savant en *us*, grand collecteur de médailles et de brimborions historiques, ce qui l'a fait admettre dans

deux ou trois académies. Doué de la patience d'un bœuf et rétif comme un âne, *il signor* Stentato est le type de ces esprits qui passent leur vie à ramasser des coquilles et à prouver, à force de citations, de quiproquos et de *spropositi*, que les enfans d'Athènes, du temps de Socrate, pleuraient quand on les fouettait.

— Tenez, monsieur, dit encore l'inconnu, il vaut mieux fixer votre attention sur cette belle personne qui s'avance là-bas du côté de la *Piazzetta*. Voyez quelle noble démarche, quel maintien sévère et doux qui inspire le respect et la confiance ! Aussi remarquez comme tout le monde s'écarte pour la laisser passer ! On dirait que la lumière de son âme rejaillit sur tout ce qui l'approche et projette autour de sa personne une clarté divine. C'est la fille du sénateur Zeno, une des femmes accomplies de Venise. Elle donne le bras à son père, grand seigneur digne du rang qu'il occupe dans l'état. Elle est accompagnée du chevalier Grimani, jeune patricien plein d'agrémens, qu'on dit être son fiancé.

A ces mots, Lorenzo perdit contenance. Le cœur oppressé, la respiration haletante, il ne savait que dire et que répondre, et faillit se trouver mal, lorsque son voisin se leva de sa chaise et lui dit sans façon : « Jeune homme, le spectacle que vous avez sous les yeux et que vous voyez sans doute pour la première fois, car je m'aperçois que vous êtes nouveau dans cette ville, est unique dans le monde. La société qui se déroule sur ce magnifique théâtre, où se sont accomplis tant d'événemens remarquables, est le fruit avancé d'une civilisation merveilleuse qui n'a plus de sève. Ces femmes élégantes que vous voyez briller au soleil comme des papillons aux ailes diaprées, ces hommes aimables et polis qui s'enivrent de loisirs et de galanterie, ces patriciens fastueux devant qui tout le monde s'incline, ce peuple doux et charmant qui ne s'occupe que de *canzonette* et de prières à la Madone, cette foule de poètes, de musiciens et d'artistes éphémères, cette immense et joyeuse cohue que le plaisir emporte dans son tourbillon, cette mascarade infinie qui cache tant de mystères et qui semble la réalisation d'un rêve fantastique..., tout cela sera balayé bientôt par le souffle de Dieu ! »

En prononçant ces paroles, l'inconnu fit un geste menaçant et disparut.

II.

Jeté dans ce tourbillon, étourdi par l'immense éclat de rire que poussait cette société expirante, Lorenzo eut à se défendre contre mille séductions qui s'offraient à lui à chaque pas. Libre d'aller et de venir sans que personne lui demandât jamais compte de l'emploi de son temps, sa figure, son esprit et sa jeunesse l'exposaient à des dan-

gers sans cesse renaissans qu'il était impossible de prévoir. Parmi les connaissances nouvelles qu'il avait faites depuis qu'il était à Venise, il y avait une jeune cantatrice du théâtre San-Benedetto, qu'on appelait la Vicentina parce qu'elle était née à Vicence d'une très pauvre famille. C'était une brune piquante de dix-huit ans, qui avait une voix magnifique et de l'esprit comme un démon. Il l'avait vue pour la première fois dans les coulisses du théâtre San-Benedetto, où l'avait conduit imprudemment l'abbé Zamaria. Elle venait de débuter tout récemment dans un opéra de Galuppi, et y avait obtenu un grand succès qui faisait honneur à son maître, le castrat Grotto, ainsi qu'à l'institution où elle avait été élevée, la *Scuola de' Mendicanti*. Ils s'étaient retrouvés depuis chez Pacchiarotti, sopraniste célèbre qui était alors à Venise, où il termina sa brillante carrière. L'abbé Zamaria voulant que Lorenzo prît quelques leçons de chant de cet admirable virtuose, le jeune Vénitien vit souvent chez lui la Vicentina, qui venait aussi profiter des conseils de ce maître consommé. La Vicentina était protégée par un vieux seigneur, Zustiniani, qui l'avait remarquée un soir sur la place Saint-Marc, où tout enfant elle chantait devant un café. Frappé de la physionomie intelligente et de la voix limpide et douce de cette jolie petite fille, Zustiniani l'avait fait admettre à la *Scuola de' Mendicanti*, dont il était un des administrateurs.

C'est ici le lieu de faire connaître l'organisation de ces écoles de musique qui ont eu une si grande célébrité en Europe pendant tout le XVIIIe siècle. Parmi les nombreuses institutions libérales qu'il y avait à Venise et qui témoignaient de la munificence de cette république de patriciens, on remarquait quatre hospices ou maisons de refuge dont la fondation remontait au XVIe siècle. Ce n'étaient à l'origine que de pieux asiles où l'on recueillait les orphelines, les infirmes et les pauvres filles abandonnées, qu'on y élevait aux frais de l'état et avec le concours de la charité particulière. Vers le milieu du XVIIe siècle, la musique devint une partie essentielle de l'instruction qu'on donnait à ces jeunes filles, et le succès ayant répondu à l'attente des novateurs, ces institutions prirent insensiblement le caractère de véritables écoles où l'art musical était enseigné dans toutes ses parties par les maîtres les plus illustres de l'Italie. Ces quatre *scuole* dont Rousseau parle avec enthousiasme dans le septième livre de ses *Confessions* étaient *la Pietà*, la plus ancienne de toutes, celles *de' Mendicanti, degl' Incurabili* et *l'Ospedaletto* de Saint-Jean-et-Paul. Elles étaient administrées par une société de grands seigneurs et de citadins que le goût de la musique et l'esprit de charité réunissaient pour accomplir une œuvre généreuse et belle. Cet heureux mélange d'utilité pratique et de munificence, où la poésie se dégage de la réa-

lité comme un parfum, se retrouve dans toutes les institutions de Venise, et forme, à vrai dire, le trait saillant de son histoire.

Chacune de ces écoles renfermait un nombre plus ou moins considérable de jeunes filles, nombre qui s'élevait quelquefois jusqu'à cent, et qui était rarement au-dessous de cinquante. A la *Pietà* et aux Incurables, il y eut presque toujours soixante-dix élèves. Pour être admise dans l'un de ces asiles, la jeune fille devait être pauvre, affligée de quelque infirmité et avoir vu le jour sur le territoire de la république; cependant cette dernière condition n'était pas toujours nécessaire, car avec des protections et une belle voix on faisait fléchir aisément la rigueur des statuts. Les élèves y recevaient une instruction très soignée, dont la musique formait l'objet principal. Elles y restaient jusqu'à l'âge où elles pouvaient se marier ou trouver l'emploi de leurs talens. Elles entraient dans les théâtres, dans les chapelles, ou se destinaient à l'enseignement. Quelques-unes restaient dans l'institution où elles avaient été élevées, y prenaient le voile et remplissaient alors les fonctions de répétiteurs. On divisait les élèves de chacune de ces écoles en deux grandes catégories : les novices et les *provette* ou anciennes, qui avaient déjà quelques années de séjour dans l'établissement.

Celles-ci enseignaient aux autres les premiers élémens de l'art sous la surveillance du maître, dont elles étaient les coopérateurs. Les jeunes filles qui avaient de la voix se vouaient particulièrement à l'art de chanter. Les autres apprenaient à jouer d'un instrument, l'une du violon, de la viole, l'autre de la basse; celle-ci donnait du cor, celle-là s'exerçait sur le hautbois, sur la clarinette, sur le basson, et l'ensemble de ces divers instrumens formait un orchestre complet. Presque toutes jouaient du clavecin et savaient l'harmonie, ce qui les mettait en état de remplir à première vue une basse chiffrée et d'accompagner la partition. Comme ces écoles étaient des espèces de couvens, il y avait une église attenant à l'hospice où les élèves, cachées derrière une grille, assistaient à l'office et prenaient part aux cérémonies du culte. Deux fois par semaine, le samedi et le dimanche au soir, sans compter les fêtes extraordinaires, on chantait les vêpres en musique ou quelque motet composé expressément pour ces jeunes filles par le maître qui dirigeait l'école. Ces jours-là, l'église était remplie d'une foule de curieux et de dilettanti qui venaient admirer ces voix virginales inspirées par le plus pur sentiment de l'art. On y exécutait des chœurs, des motets à une, deux et trois voix, tantôt sans accompagnement, tantôt avec le concours de l'orchestre ou de l'orgue. Très souvent aussi la voix connue et déjà célèbre de l'une de ces jeunes filles se produisait seule avec un simple accompagnement de violon ou de violoncelle. Des espèces d'intermèdes sympho-

niques, d'un style plus ou moins religieux, venaient reposer l'oreille de la continuité des mêmes effets et suspendre agréablement l'action du drame liturgique. Aux grandes solennités, à la fête patronale de l'institution ou de tout autre saint personnage, on exécutait des oratorios dont le libretto, imprimé avec luxe et contenant le nom des élèves les plus remarquables, était distribué gratuitement à la porte de l'église. C'est ainsi qu'en 1677 eut lieu à l'hopital *degl' Incurabili* l'exécution d'une scène dramatique de ce genre pour la commémoration de saint François *Saverio*, qui avait fait son noviciat dans ce pieux asile. Cet usage, qui était dans le goût de la renaissance et conforme d'ailleurs à l'esprit du catholicisme, s'est perpétué jusqu'aux derniers jours du XVIIIe siècle.

Dans les grandes cérémonies de l'état, ou lorsqu'il arrivait à Venise un personnage illustre que la république avait intérêt à bien recevoir, on faisait un choix parmi les élèves de chaque établissement, et sous la direction d'un chef désigné on exécutait avec pompe quelque grande composition. Bertoni, maître de chapelle aux *Mendicanti*, fut chargé de composer une cantate qui fut chantée au palais Rezzonico, devant l'empereur Joseph II, par cent jeunes filles, dont chaque école avait fourni son contingent. Le doge, les procurateurs de Saint-Marc qui avaient la surveillance de ces écoles, les nobles et les riches citadins qui en étaient les administrateurs, faisaient venir souvent dans leurs palais de Venise, et même dans leurs villas, quelques-unes de ces jeunes filles pour contribuer à l'éclat de leurs fêtes particulières. Avec une faible rétribution, dont une partie servait à leur établissement dans le monde, on organisait assez facilement un concert composé des élèves les plus habiles de l'une de ces institutions; elles étaient accompagnées alors d'une maîtresse d'un âge respectable qui dirigeait l'exécution. C'était un spectacle assez curieux que de voir dans un salon ou dans un beau jardin, sur les bords de la Brenta, dix à douze jeunes filles, les unes chantant des duos, des trios, les autres jouant d'un instrument et formant un petit orchestre. Il était défendu par les statuts qu'aucun homme, excepté le maître qui enseignait les élèves, pénétrât dans l'intérieur de ces établissemens; mais il en était de cette règle comme de beaucoup d'autres : on l'éludait facilement avec des protections. Rousseau fut admis à visiter la *Scuola de' Mendicanti*, et il nous raconte dans ses *Confessions* quelle fut sa surprise en voyant de près la figure de ces sirènes dont la voix harmonieuse l'avait tant ému, lorsqu'il les entendit pour la première fois dans l'église du couvent. Son imagination s'était formé de plusieurs de ces pauvres orphelines un idéal de grâce et de beauté qui fut dissipé par la réalité. Trente ans après Rousseau, en 1770, Burney eut aussi la permission de visiter

l'école *de' Mendicanti*, qui était alors dirigée par Bertoni. On lui donna un petit concert dont il nous a transmis le récit dans son *Voyage*. Le premier violon était joué par *Antonia Cubli*, d'origine grecque; *Francesca Rossi* tenait le clavecin et dirigeait le chœur; *Laura Rifregari, Giacoma Frari*, chantèrent des airs de bravoure d'une étonnante difficulté, tandis que *Francesca Tomj* et *Antonia Lucowich* firent entendre des morceaux d'un style plus élevé. Burney ajoute qu'il fut aussi édifié de la tenue et de la décence de ces jeunes filles qu'il avait été charmé de leurs talens (1). Le succès de chacune de ces écoles variait selon le mérite et le goût plus ou moins sévère du maître qui en avait la direction. C'est par la partie instrumentale et la bonté de son orchestre que se distinguait surtout la *Pietà*, tandis que la *Scuola de' Mendicanti* fut toujours célèbre par le nombre des belles voix et la perfection de l'art de chanter. C'est aux *Mendicanti* que fut élevée la fameuse Faustina Bordoni, une des grandes cantatrices de la première moitié du XVIIIe siècle, et c'est également de la même école qu'est sortie Rosana Scalfii, pauvre fille du peuple que l'illustre Marcello, séduit par la rare beauté de sa voix, épousa secrètement. Galuppi, qui a dirigé longtemps l'école *degl' Incurabili*, lui avait donné un grand éclat vers les dernières années du XVIIIe siècle. Burney en parle avec le plus grand éloge. Il dit en propres termes : « Plusieurs élèves de cette institution ont de rares dispositions pour le chant, particulièrement la Rota, Pasqua Rossi et Ortolani. Les deux dernières chantèrent un cantique sous la forme de dialogue et avec accompagnement de chœurs. L'introduction instrumentale, écrite pour deux orchestres, était remplie de détails charmans, et les deux chœurs, soutenus de deux orgues, se répondaient l'un à l'autre comme un écho. Je fus enchanté de l'exécution, ainsi que le nombreux auditoire qui se trouvait avec moi dans l'église. » Sous la direction de Sacchini, *l'Ospedaletto* eut aussi un moment d'éclat qui cessa d'exister après le départ de ce grand maître.

On allait à l'église de ces écoles comme à un concert; on en parlait huit jours à l'avance comme d'un spectacle qui promettait d'être amusant, et après une belle cérémonie qui avait attiré la foule aux *Mendicanti*, à la *Pietà* ou à *l'Ospedaletto*, on s'entretenait de l'œuvre qu'on y avait entendue, on louait l'exécution de l'ensemble, et si quelque *scolara* s'était fait remarquer par une qualité saillante, son nom devenait aussitôt la proie des poètes à la mode qui le lançaient dans le monde et lui donnaient ainsi une célébrité précoce. — Avez-vous entendu la *Rosalba* aux *Mendicanti ?* se disait-on dans les *conversazioni* de bonne compagnie. Quelle voix magnifique et quelle flexibi-

(1) *Voyage de Burney*, t. Ier, p. 158 de la traduction française.

lité! *È un prodigio*, c'est un prodige de la nature. — J'ai été à *la Pietà*, répondait une autre personne, où j'ai été émerveillé de la Sinfonia et surtout de l'Albanese, qui a exécuté sur le violon une sonate de Locatelli avec une rare *maestria* de coup d'archet. — Moi, répliquait un dilettante d'un goût plus difficile, je n'ai pas voulu manquer l'occasion d'aller entendre à la chapelle des Incurables le fameux *Miserere* que Hasse a composé pour cette école, dont il a été directeur au commencement de ce siècle. Ce morceau remarquable n'y est chanté qu'une fois par an, et je tenais à m'assurer si on y a conservé intacte la tradition du *Sassone*.

Telle était l'organisation des institutions musicales de Venise, qui ont eu une si grande renommée, et dont parlent avec éloge tous les voyageurs de l'Europe; elles ont été dirigées tour à tour par les premiers maîtres de l'Italie et surtout de l'école napolitaine, tels qu'Alexandre Scarlatti, son fondateur, Porpora, Hasse, Jomelli, Sacchini, Anfossi, Cimarosa, Sarti; les compositeurs vénitiens Caldara, Gasparini, Lotti, Galuppi, Bertoni, Furlanetto, ont aussi puissamment contribué au succès de ces pieux établissemens, où l'art s'était épanoui insensiblement comme un luxe de la charité. Les conservatoires de Naples pour les hommes et les *scuole* de Venise pour les femmes ont été les deux grands foyers de l'art de chanter pendant le XVIIIe siècle. Si Naples a produit les Farinelli, les Caffarelli, les Gizzielo et presque tous les sopranistes célèbres qui ont émerveillé l'Europe, c'est des écoles de Venise que sont sorties les grandes cantatrices qui ont illustré l'Italie depuis la naissance de l'opéra jusqu'à la révolution française.

A l'époque où nous sommes arrivés dans ce récit, les écoles musicales de Venise se ressentaient de l'affaiblissement général de toutes les institutions. La *Pietà*, la plus ancienne de toutes, survécut aux trois autres, et finit par disparaître aussi quelques années après la chute de la république. Sous la direction de Francesco Caffi, il s'éleva en 1811 un institut philharmonique qui donna quelques espérances qui s'évanouirent bientôt; une école de chant fut créée en 1822 pour fournir à la chapelle de Saint-Marc de jeunes enfans de chœur; dirigée par un élève de Furlanetto, Ermagora Fabio, cette école est le dernier écho d'un magnifique concert qui a duré deux cents ans.

Après Bianca Sacchetti, la Vicentina a été la dernière cantatrice de mérite qui soit sortie de l'école *de' Mendicanti;* elle possédait une voix magnifique, d'une grande flexibilité, qui avait été fort bien dirigée par son maître, le vieux Grotto. Ses débuts avaient eu de l'éclat; mais, depuis l'arrivée à Venise de Pacchiarotti, elle avait compris que les conseils d'un pareil virtuose seraient pour elle d'un prix inestimable; aussi, du consentement de Grotto et de Zustiniani, qui payait

les leçons, elle venait deux fois par semaine chez le célèbre sopraniste, et là elle se rencontrait avec Lorenzo. Celui-ci, dont la voix fragile se ressentait encore du travail de l'adolescence, était obligé à de grands ménagemens. On sait que pendant cette opération mystérieuse qu'on appelle vulgairement la *mue*, l'organe vocal de l'homme subit une véritable transformation; il descend d'une octave et passe du diapason féminin à la partie inférieure de l'échelle musicale. Pendant cette révolution, plus ou moins longue, dont la physiologie ignore les lois et n'a pu encore prévoir le dénoûment, l'élève qui se consacre à l'art de chanter doit s'interdire toute espèce d'exercice. Il y a surtout un moment critique où l'organe vocal, ayant perdu le caractère propre à l'enfance, n'a pas encore celui de la virilité, où le jeune homme hésite entre les deux registres, et ne sait littéralement sur quelle note chanter, ni même parler. Le moindre effort peut compromettre alors l'avenir de la plus belle voix du monde. Dans les conservatoires de Naples aussi bien que dans les écoles de Venise (car les jeunes filles n'échappent pas entièrement à cette crise de la *mue*, beaucoup moins dangereuse pour elles que pour les garçons), les élèves employaient le temps que durait cette métamorphose à étudier la composition ou à jouer de quelque instrument. Il leur était défendu de chanter et même de parler trop haut, de manière à fatiguer l'organe, dont on attendait patiemment la résurrection. La première fois que la Vicentina se fit entendre à Pacchiarotti dans quelques morceaux de musique contemporaine que Lorenzo accompagnait au clavecin, il admira beaucoup la force, l'étendue et la souplesse de sa voix de *soprano sfogato*.

— *Cara mia*, lui dit le célèbre virtuose après un air de Nasolini qu'elle avait *exécuté* avec une bravoure étonnante, vous me rappelez la fameuse Gabrielli, la cantatrice la plus extraordinaire qui ait existé par la beauté de sa voix et sa prodigieuse vocalisation; elle avait comme vous un clavier admirable de presque deux octaves et demie, d'une égalité parfaite et d'une puissante sonorité. La nature l'avait richement douée : elle était belle, spirituelle, assez bonne musicienne, fantasque et capricieuse comme un démon, *una matta*, une vraie folle qui faisait le désespoir des directeurs et des intendans; aussi eut-elle de fréquens démêlés avec l'autorité et fut-elle mise plusieurs fois en prison pour ses incartades et sa désobéissance aux ordres du public. C'est elle qui fit cette réponse si connue à Catherine de Russie, qui s'étonnait du prix de *quarante mille roubles* que demandait la cantatrice pour chanter à sa cour. — Quarante mille roubles! s'écria l'impératrice; mais c'est la paie d'un maréchal de l'empire. — Que votre majesté fasse donc chanter un maréchal de l'empire! répliqua la *prima donna*, qui n'était pas moins absolue que

la tsarine dans son royaume de caprice et de fantaisie. La Gabrielli a dû une grande partie de sa renommée à Guadagni, qui a été longtemps épris de ses charmes. Il lui enseigna l'art de respirer à propos, de modérer les éclats de sa voix, d'adoucir les aspérités de sa fastueuse vocalisation, qui s'échappait comme un torrent écumeux, en lui apprenant à lier les sons au fond de la gorge au lieu de les *marteler* et de les frapper isolément à coups de menton, comme font la plupart des cantatrices modernes. Ce défaut dont vous n'êtes pas exempte, ajouta Pacchiarotti avec douceur, est connu dans les écoles par le sobriquet de vocalisation *cavallina,* parce que l'effet qui se produit à l'oreille est presque semblable au hennissement du cheval. Malgré les conseils d'un si excellent maître, la Gabrielli n'a pu être qu'un prodige qui a étonné l'Europe par les artifices d'un gosier incomparable. Elle manquait de goût et de style, et ne chantait volontiers que la musique des compositeurs médiocres. Elle affectionnait particulièrement les productions d'un certain Mysliweczek qui a souvent écrit pour elle, et dont elle faisait valoir les maigres inspirations. Dans un opéra de ce compositeur obscur, *l'Olympiade,* qui fut représenté à Naples en 1779, il y avait un air, — *Se cerca, se dice,* — dans lequel la Gabrielli produisit un effet étourdissant; elle le chantait partout et disait cavalièrement aux Jomelli, aux Piccinni, aux Sacchini, c'est-à-dire aux plus grands musiciens de l'Italie, qu'aucun compositeur n'avait aussi bien que Mysliweczek compris la nature de son talent.

Je vous parle un peu longuement de la Gabrielli, continua Pacchiarotti, mais c'est que cette femme célèbre a jeté un si vif éclat, que vous pourriez être tentée d'imiter un si dangereux modèle. Vous avez quelques-unes de ces qualités, *cara* Vicentina, n'en ayez pas les défauts. Le chant est peut-être la partie la plus délicate de ce vaste ensemble qu'on appelle l'art musical. La voix, le physique, la facilité naturelle, le mécanisme si difficile et si compliqué de la vocalisation ne sont que des moyens pour atteindre le vrai but de l'art, qui est l'expression des sentimens dans une situation donnée. Il faut que le virtuose ainsi que le compositeur considère les sons qu'il produit ou qu'il assemble comme le poète et le peintre considèrent les mots et les couleurs dont ils ont besoin pour réaliser leurs conceptions. Ce sont des élémens qui n'ont de valeur que par l'idée ou le sentiment qu'ils manifestent. Je ne prétends pas dire qu'il n'y ait pas dans les sons pris isolément et envisagés comme de simples phénomènes de la nature une qualité matérielle dont il faille se préoccuper, ce serait nier la clarté du jour et tomber d'un extrême dans l'autre. Nous sommes des êtres sensibles et raisonnables, et, pour toucher notre cœur ou convaincre notre esprit, il faut passer par nos sens, ces portes d'ivoire de la cité divine.

—Bravo, s'écria avec enthousiasme l'abbé Zamaria, qui assistait à cette curieuse leçon dont il ne perdait pas un mot, c'est de la plus haute philosophie. Vous parlez comme un ancien, mon cher Pacchiarotti; Horace ou Quintilien ne diraient pas mieux. C'est là une vérité générale qui s'applique à tous les arts, à la poésie, à l'éloquence aussi bien qu'à la musique, et dont l'antiquité était si pénétrée, qu'elle en faisait une règle essentielle de toutes les manifestations de l'esprit humain. Aristote, Théophraste, Longin, Denys d'Halicarnasse, Cicéron, les plus grands philosophes et les plus fameux rhéteurs de la Grèce et de Rome se sont très longuement occupés de la partie matérielle du langage, et ils attachaient une si grande importance à ce que nous pourrions appeler la *mélodie* du style, qu'ils allaient jusqu'à désigner les mots et même les syllabes qui devaient concourir au charme de l'oreille. Ces observateurs judicieux de la nature avaient parfaitement compris que l'homme n'est pas *un*, comme le dit excellemment Hippocrate, et que notre âme est enveloppée d'un réseau d'organes délicats où elle vit et s'agite comme l'araignée au milieu de sa toile. Aussi les vrais poètes, les orateurs et les écrivains dignes de ce nom ont-ils fait tous une large part aux besoins de nos sens, ils nous ont présenté la vérité comme le Tasse veut qu'on présente à l'enfant le breuvage salutaire. Telle était la doctrine de l'antiquité qu'on trouve résumée dans cet adage connu :

Gratior et pulchro veniens in corpore virtus.

« La vertu est plus gracieuse quand elle habite un beau corps. » Cette heureuse pondération entre le beau et le vrai a été troublée par l'avénement du christianisme, qui a nié une moitié de la nature humaine pour exalter la puissance de l'esprit. La renaissance, ce mouvement prodigieux que l'Italie a vu naître et qu'elle a communiqué à toute l'Europe, a été une réaction légitime contre l'ascétisme de l'église et une revendication de la sensibilité méconnue.

— Il ne m'appartient pas, monsieur l'abbé, répondit avec modestie Pacchiarotti, de vous suivre dans ces hautes régions de l'histoire. Mon domaine est heureusement beaucoup plus restreint, et je m'en réfère à des autorités qui sont plus à ma portée. Dans son excellent livre de l'*Opera in musica*, Planelli a donné une définition des beaux-arts qui entre parfaitement dans vos vues et dont je puis apprécier la justesse : « Les beaux-arts furent ainsi nommés, dit-il, parce qu'ils cherchent à nous émouvoir en flattant nos sens. Ils ne sont pas, comme les sciences, nés d'une pensée calme et réfléchie, ils ont été conçus par l'esprit humain dans le trouble des passions. » Cela est vrai surtout de la musique et de l'art de chanter, qui en est la partie la plus exquise et qui agit directement sur notre sensibilité. Aussi nos maîtres les plus estimés, Pistochi de Bologne, son élève Berna-

chi, Tosi et Mancini, qui en ont résumé les principes dans leurs écrits, Porpora de Naples et ses glorieux disciples, tels que Farinelli et Caffarelli, ont-ils recommandé au virtuose une étude longue et patiente du mécanisme vocal avant d'aborder l'expression des paroles et de franchir le seuil du sanctuaire. Qui ne sait que le vieux Porpora a tenu pendant des années son élève Caffarelli sur une page de *solfeggio* sans lui permettre de chanter même une simple *canzonetta!* L'élève, s'ennuyant de gazouiller comme un oiseau toujours la même chose, demanda un jour au *maestro* quand il lui serait au moins permis de tourner la page? — Quand tu sauras ton métier, lui répondit brusquement Porpora. — Et deux ans après il lui dit en le prenant par les oreilles : « Maintenant tu peux chanter ce que tu voudras, car tu es le premier virtuose de l'Italie. »

Sans donner plus d'importance qu'il ne faut à de pareilles anecdotes, ajouta Pacchiarotti, il est certain que les plus grands effets de l'art tiennent à des artifices d'exécution sans lesquels le génie le plus heureusement doué manque le but qu'il se propose. Un mot, un coup de pinceau, un accord placés à propos, changent quelquefois la physionomie de toute une œuvre. L'oreille surtout a des voluptés mystérieuses qui se confondent souvent avec l'émotion du cœur, et dont il n'est pas toujours facile d'indiquer la source. Que de choses en effet dans une gamme bien faite, dont chaque son se détache sur un fond mélodique qui ne se brise jamais, dans un trille lumineux qui scintille comme un diamant, dans une simple note qu'on remplit successivement du souffle de la vie! Et que de nuances dans ce qu'on appelle le timbre de la voix, dans le tissu (*tessatura*) plus ou moins fin d'une vocalise, dans cet heureux *empâtement* des sons qui forme un tout harmonieux et remplit l'oreille d'une sonorité suave comme un fruit savoureux parfume la bouche! Sans doute on a beaucoup abusé de ces délicatesses; au lieu d'en faire un ornement de la vérité et du sentiment, on les a prodiguées sans goût et sans mesure comme les mauvais écrivains prodiguent les images et les *concetti* de l'esprit. N'existe-t-il pas des peintres qui se jouent de la couleur, ainsi qu'il y a des musiciens qui ne peuvent écrire trois mesures sans moduler? Faut-il pour cela dédaigner la couleur et la modulation, comme le prétendent certains anachorètes aussi dépourvus de bon sens que de sensibilité? Voilà pourtant où conduirait l'exagération de certains principes émis par un illustre compositeur. Je veux parler du chevalier Gluck, dont le beau génie valait mieux que la fausse théorie qui s'est propagée sous son nom. Parce qu'il avait rencontré des cantatrices extravagantes, comme la Gabrielli, qui, ne tenant compte ni de la pensée du maître, ni du caractère de la situation, donnaient une libre carrière à leurs ca-

prices et ne visaient qu'à éblouir l'oreille, il aurait voulu que le virtuose aussi bien que le compositeur oubliassent pour ainsi dire qu'ils étaient des musiciens pour devenir les instrumens du poète et les interprètes passifs de la vérité logique. Si un pareil système pouvait jamais prévaloir, ce serait la négation de tous les arts. Est-ce qu'un Farinelli, un Guadagni, un Millico, pour être d'admirables virtuoses, en étaient moins pathétiques et moins touchans? On a fait grand bruit au-delà des monts de ce qu'on appelle *l'expression dramatique,* qu'on semble confondre avec l'émotion du cœur, ce qui me paraît être une grande erreur. Je laisse à de plus savans que moi à décider si le compositeur dramatique doit exiger de la voix humaine des efforts qui en détruisent le charme et pousser la peinture des passions jusqu'au cri de la bête. Tout ce qu'il m'est permis d'affirmer, c'est que Gluck a exagéré un principe vrai, et que son système n'a pu réussir que chez une nation dépourvue d'instinct musical, où il n'a produit en définitive qu'une école d'insupportables déclamateurs.

— C'est *soublime,* c'est *souperbe,* s'écria avec emphase le vieux Grotto, qui était blotti dans un coin où il gesticulait comme un possédé en roulant ses gros yeux de chouette. Pacchiarotti, tu es le premier homme de notre temps, *tu sei il primo uomo della nostra età,* dit-il en se levant de sa chaise et avec un accent qui n'était pas moins comique que le singulier compliment qu'il adressait au célèbre sopraniste.

Après cette sortie, qui amusa beaucoup la Vicentina : — Il est certain, dit l'abbé Zamaria, qu'il est impossible de professer des idées plus saines et plus élevées sur un art qui semblerait devoir échapper à toute considération générale, et vos paroles ont d'autant plus d'autorité, mon cher Pacchiarotti, que vous êtes parfaitement désintéressé dans la question que vous défendez si bien, puisque c'est par la sobriété du style, par la grande manière de chanter le récitatif et d'exprimer la passion, que vous l'emportez sur tous vos rivaux et particulièrement sur le froid et beau Marchesi. Du reste, continua l'abbé, il n'est pas inutile de dire en passant que l'abus des fioritures et des oripeaux de la vocalisation, contre lesquels Marcello s'est élevé bien avant Gluck dans son charmant opuscule *il Teatro alla moda,* est plus ancien qu'on ne croit. On a prétendu (particulièrement le comte Algarotti) que c'étaient Bernachi et Pasi, tous deux élèves de Pistochi, qui avaient introduit dans la musique italienne, vers le commencement du XVIIIe siècle, ce luxe de *gorgheggi* qui sont un peu à l'art de chanter ce qu'étaient à la composition les combinaisons ingénieuses des contrapointistes du XVIe siècle. Il me serait très facile de vous prouver que les Grecs n'étaient point étrangers

aux artifices du gosier, qui soulevaient déjà le blâme des philosophes, et que même dans le chant ecclésiastique appelé *cantofermo*, on trouve des signes nombreux qui, traduits dans la notation moderne, représentent des effets assez compliqués de vocalisation. Gui d'Arezzo, qui vivait au xe siècle, ne parle-t-il pas, dans le quinzième chapitre de son *Micrologue*, d'un certain tremblement de la voix qui est exactement le même effet que nous appelons aujourd'hui *vibrato*, espèce de tressaillement qu'on imprime à l'organe vocal pour simuler l'émotion de l'âme? On trouverait dans un autre théoricien du xiiie siècle, Jérôme de Moravie, l'explication d'une foule d'ornemens et de fredons qui se pratiquaient d'instinct sur la large mélopée du plain-chant grégorien. Il est d'une bonne critique de ne pas attribuer à des causes éloignées ce qui s'explique tout naturellement par le jeu de nos facultés. Dans tous les temps et chez tous les peuples, on a usé plus ou moins des artifices de la vocalisation; mais il est vrai de dire qu'au commencement du xviiie siècle, alors que la mélodie s'épanouissait comme une fleur radieuse qui avait été longtemps comprimée sous les broussailles du contre-point et les subtilités de la musique madrigalesque, le chant fit tout à coup un pas énorme, et donna naissance à cette merveilleuse bravoure de gosier qui a ébloui le monde. Bernachi, Pasi, l'étonnant Caffarelli, la Gabrielli dont vous parliez tout à l'heure, Marchesi et tant d'autres prodiges que je pourrais citer, n'ont point inventé ce qui est dans la nature des choses; mais ils ont perfectionné et poussé jusqu'au raffinement l'art d'amuser l'oreille par les caprices de la vocalisation. Ne croyez pas, mon cher Pacchiarotti, que ce soit là un phénomène particulier à l'art que vous enseignez avec une si grande distinction. On l'a vu se produire également ailleurs, et la poésie a ses virtuoses aussi bien que l'éloquence. Il y a de certains momens, dans l'histoire des œuvres de l'esprit, où l'homme, tout glorieux d'une conquête récente qu'il vient de faire, se joue avec la forme matérielle comme un enfant avec un hochet qui excite sa curiosité. On dirait d'un parvenu qui ne peut s'empêcher d'étaler aux yeux de tous les marques de sa nouvelle opulence. L'homme s'amuse alors à combiner des mots et des rimes sonores, à grouper des images ou des couleurs étranges qui frappent ses sens et le détournent du but où il aspirait d'abord. Ces momens précèdent et suivent les grandes époques de l'art, les époques de pleine maturité qui portent le nom de siècles d'or. Avant ou après cette heure suprême de civilisation, il n'y a guère que des artisans occupés à créer la langue ou des bateleurs qui en forcent les effets. Les nombreux et admirables chanteurs que l'Italie a vus naître depuis le commencement de ce siècle jusqu'à nos jours étaient des fantaisistes qui se sont exagéré la part de liberté qui revient au virtuose

dans l'exécution d'une œuvre musicale. Il n'y a rien de plus difficile à l'homme que d'éviter les extrêmes et de rester dans les limites de la vérité ornée.

Ces réflexions de l'abbé Zamaria surprirent un peu Lorenzo, qui avait entendu rarement sortir de la bouche de son maître des paroles aussi constamment sérieuses et d'une si grande portée. Son intelligence s'ouvrait facilement aux considérations générales qui ramènent les questions d'école et de métier à un principe générateur qui les simplifie; elle suivait avec un vif intérêt une discussion qui répondait aux tendances de sa nature. Aussi ne perdait-il pas un mot de ce que disaient Pacchiarotti et surtout l'abbé Zamaria, dont l'esprit enjoué et le caractère enfantin ne retrouvaient un peu de gravité que lorsqu'on touchait à l'objet de sa passion. L'abbé ne voyait le monde qu'à travers l'art musical, et les questions de goût étaient pour lui les seules vérités importantes de la vie. La Vicentina au contraire, qui n'entendait pas grand'chose à cette métaphysique de l'art de charmer, dont elle n'appréciait que les effets, commençait à s'ennuyer de servir ainsi de sujet à de savantes argumentations, et elle semblait dire à Lorenzo, de ses beaux yeux étonnés et remplis de malice : « Est-ce un philosophe ou bien une cantatrice qu'on veut faire de moi? » Pacchiarotti, qui aperçut sur le front de sa belle élève de légers nuages dont il devina la cause, lui dit aussitôt : — *Figlia mia,* il faut chanter de meilleure musique que le morceau de ce pauvre Nasolini que vous nous avez fait entendre. Un virtuose qui ne connaît que les œuvres des maîtres contemporains ne saurait avoir de style, c'est-à-dire une manière large, soutenue, aisée, où la phrase mélodique se développe avec noblesse, et exige de la prévoyance, de la composition, une distribution intelligente des ombres et des lumières. Or, pour obtenir ce résultat, il faut absolument remonter à la tradition qui commence au XVIIIe siècle avec les œuvres et les cantates de Scarlatti, de Porpora, avec la musique pénétrante et suave de Leo et celle de Jomelli, son immortel disciple. Par-delà cette époque mémorable, il y a eu sans doute quelques chanteurs de mérite, tels que Stradella et Baldassar Ferri au XVIIe siècle, mais point d'école et aucun ensemble de doctrines dont il faille se préoccuper. C'est avec la musique dramatique, qui n'a pris une forme appréciable pour nous qu'à partir du XVIIIe siècle, que commence l'art moderne; quant aux chanteurs de la renaissance, à ces nombreux interprètes de la musique madrigalesque et des *canzoni a liuto et a ballo* qui ont précédé la naissance de l'opéra, c'est un point d'histoire qui n'intéresse que des érudits comme M. l'abbé Zamaria ou *il padre* Martini. Par exemple, continua Pacchiarotti, essayez un peu de nous dire une de ces cantates de Porpora qui sont là sous les yeux de Lo-

renzo, et qui ont servi à l'éducation des plus grands virtuoses qu'ait formés ce maître, tels que les Farinelli, les Caffarelli, les Salimbeni, il Porporino, la Mingotti et la Gabrielli, qui a reçu aussi du glorieux élève de Scarlatti des conseils dont elle n'a guère profité. Cela intéressera d'autant plus M. l'abbé Zamaria, que Porpora a passé les plus belles années de sa vie à Venise, où il a publié ses meilleures cantates et dirigé *l'Ospedaletto.*

Pacchiarotti se mit alors à feuilleter du doigt un recueil de cantates de différens auteurs, de Carissimi, de Scarlatti, de Marcello, de Bassani, de Barbara Strozzi, noble vénitienne, d'Astorga le Sicilien; puis il arrêta son regard sur l'une des plus charmantes inspirations de Porpora. C'était une cantate pour voix de soprano, précédée d'un récitatif fort simple en apparence, mais dont le virtuose fit comprendre la difficulté par les nuances infinies qu'il y apercevait :

Fra gl' amori lacci
Come s'arda e s'agghiacci
A un punto sol,
Tu m'insegnasti, ocara (1) !

Sur ce texte un peu précieux, qui exprime non pas les vicissitudes de l'amour, mais les velléités d'une fantaisie légèrement émue, Porpora a écrit une déclamation élégante et très accidentée par la modulation qui sert de préface à un joli *cantabile.*

La Vicentina, de sa voix puissante, se mit à déclamer avec pompe et fracas ce simple récitatif, qui ne demandait au contraire qu'à être effleuré des lèvres comme un léger prélude où l'âme s'essaie à trouver le mot suprême qu'elle n'ose articuler. Aussi Pacchiarotti lui dit-il après quelques mesures : — Vous n'y êtes pas, mon enfant, et vous donnez à ce récit un accent passionné et *baldanzoso* qui conviendrait tout au plus à la musique de Gluck ou à celle de Jomelli. Il n'y a pas dans l'œuvre de Porpora ni dans celle des premiers maîtres napolitains une seule page qui comporte un tel luxe de sonorité. J'avais donc bien raison de vous dire qu'un chanteur qui ne remonte pas à la tradition de son école ne possédera jamais la variété de style qui est nécessaire à un grand artiste. Écoutez-moi, lui dit-il, et, joignant l'exemple au précepte, Pacchiarotti chanta le récitatif que nous venons de citer et que Lorenzo accompagnait au clavecin. Il ne fit entendre d'abord qu'un son à peine musical, plus voisin de la parole que de la mélodie proprement dite. A mesure que le récit exprimait une nuance plus vive de sentiment, le son s'épanouissait davantage et s'élevait en sonorité. Lorsqu'il fut

(1) « Tu m'as appris, ô ma belle, comment un cœur épris passe, en un instant, de l'abattement à l'espérance. »

arrivé à ce passage où l'amant conjure sa bien-aimée de le traiter avec moins de rigueur, promettant à ce prix d'oublier le passé, l'admirable virtuose développa une phrase pleine de grâce qu'il suspendit un instant sur un accord de *septième diminuée,* pour en faire mieux désirer la conclusion, qu'il acheva d'un accent ému, mais toujours tempéré.

L'*aria* fut exécutée aussi par le virtuose avec une coquetterie et une fluidité de style inimitables qui étaient bien en rapport avec ces paroles d'une aimable galanterie :

Ch' io mai vi possa
Lasciar d'amare,
No, nol credete
Pupille care,
Ne men per gioco
V'ingannerò (1) !

Ce madrigal de Métastase a éveillé aussi de nos jours la fantaisie de Rossini. Il forme le premier morceau des *Soirées musicales,* chef-d'œuvre de grâce mélodique et d'harmonie exquise, qui est au génie de l'auteur de *Guillaume Tell* ce que les *capitoli* ou élégies sont à celui de l'Arioste. En comparant l'*aria* de Porpora à la *canzone* de Rossini, on voit à cent ans de distance, et à travers les modifications et les progrès de l'art, la persistance du génie italien, facile, élégant et toujours lumineux. Dans la cantate du maître napolitain, remplie d'étincelles et de trilles innombrables qui jaillissent d'une mélodie coquette et fort ingénieusement accompagnée, on sent comme la fraîche haleine d'une muse qui a plus de caprices que de passion (2). Dans celle de Rossini, si admirablement modulée, et dont presque chaque note reflète une dissonance qui fuit comme un désir, il semble qu'on entende l'aveu d'un sentiment qui sourit et badine pour ne point effaroucher l'oreille qui l'écoute. On dirait une scène de villegiature, un doux entretien dans une allée ombreuse, au déclin d'un beau jour.

— Avez-vous bien saisi les différentes nuances que j'ai fait ressortir dans le récitatif de Porpora? dit Pacchiarotti à la Vicentina, qui avait écouté avec ravissement l'admirable virtuose. En passant successivement d'un récit qui se rapproche presque de la parole ordi-

(1) « Ne croyez pas que je puisse jamais cesser de vous aimer, ô mon cœur! Pas même en badinant, je ne voudrais vous tromper. »

(2) Dans un roman de Mme Sand qui a été beaucoup lu, *Consuelo,* on trouve sur le premier plan de ce joli tableau de la vie vénitienne la figure du vieux Porpora. Nous n'étonnerons sans doute personne en disant que Mme Sand a prêté au maître napolitain les couleurs de sa belle imagination. Mme Sand est moins un historien qu'un poète; aussi le Porpora qu'elle a créé n'a-t-il presque rien de commun avec l'auteur de la cantate dont il est question ici.

naire à une sonorité plus intense qui va s'épanouir en une forme vraiment musicale, j'ai suivi la tradition des grands chanteurs qui avaient appliqué d'instinct une loi essentielle du goût. Cette loi est bien simple, et quelques mots suffisent pour l'expliquer. Toutes les fois que le récitatif révèle des faits qui tiennent plus à la vie matérielle qu'à celle du sentiment, il faut parler plutôt que chanter. Le récit s'élève-t-il au-dessus des vulgarités qui nous entourent, le son doit être plus musical que prosaïque, et s'il entre enfin dans la région de l'âme, la voix doit éclater et couvrir la parole de sa magnificence. Cette progression de sonorité, qui répond à la logique des passions, forme la grande difficulté du récitatif, qu'on déclame de nos jours avec une fastueuse monotonie.

— Admirablement dit, s'écria l'abbé Zamaria, et si je ne craignais de vous interrompre encore une fois par des réminiscences de pédant, j'ajouterais que les anciens ont professé une doctrine à peu près semblable, qu'ils étendaient non-seulement à la mélopée, mais au débit oratoire et à toutes les formes de la poésie. Or il n'est pas indifférent d'avoir les anciens pour soi dans une question de goût, car il n'y a pas d'art moderne qui ne puisse être ramené à un principe de vérité connu de l'antiquité. Dans le dixième livre de ses *Confessions,* saint Augustin rapporte que saint Anastase faisait chanter les psaumes d'une voix si modérée, que l'effet ressemblait plus à la parole qu'à la musique; ce qui faisait croire à saint Isidore de Séville que c'est ainsi que les premiers pères de l'église voulaient qu'on célébrât les louanges de Dieu. Ce qu'il y a de certain, mon cher Pacchiarotti, c'est que les trois degrés de sonorité dont vous venez de nous expliquer la loi n'ont point échappé à la sagacité de Quintilien, qui recommande positivement à l'orateur d'éviter les accens extrêmes et de se tenir sur le milieu de l'échelle vocale, — *mediis igitur utendum sonis,* — entre la musique proprement dite et la parole ordinaire.

— Je suis heureux d'apprendre, monsieur l'abbé, que les préceptes de notre art pourraient au besoin s'appuyer de si graves autorités, répondit Pacchiarotti; mais comme il est peu probable que la Vicentina lise jamais les *Confessions* de saint Augustin, je dirai que les plus célèbres cantatrices du XVIIIe siècle, que j'ai presque toutes entendues, confirment par leur exemple les principes que je viens d'émettre, et qui ont mérité votre approbation. Quel siècle que celui qui a vu briller tour à tour la Faustina, d'une grâce et d'une coquetterie de style inimitable; la Cuzzoni, sa rivale, dont la voix enchanteresse excitait des transports; la Mingotti, leur contemporaine, qui n'avait point d'égale dans l'expression des sentimens élevés; l'Astrua, d'une bravoure merveilleuse; la Bastardella (Lucrezia Agujari), dont la voix surpassait en flexibilité et en étendue celle de la Gabrielli; la

Mara, Allemande d'origine comme la Mingotti, et comme elle grande musicienne, qui a partagé avec la Gabrielli l'étonnement de l'Europe; la belle Mme Grassini et la Todi, dont la voix expressive de contralto lui a disputé la palme *del canto di portamento;* la Morichelli, excellente comédienne et d'une jovialité charmante; la Billington; la Banti, qui comme vous, *cara mia* Vicentina, a eu une origine modeste, et a été surnommée *cantante di piazza,* parce qu'elle a commencé par chanter dans les rues. Bien que son éducation ait été fort négligée, et qu'elle soit presque aussi ignorante qu'elle est laide, la Banti possède une voix si délicieuse et un instinct si parfait, qu'elle est aujourd'hui la dernière grande virtuose qui nous reste d'une époque miraculeuse.

III.

— Où allez-vous, Lorenzo? lui dit un jour la Vicentina en sortant de chez Pacchiarotti, où pour la première fois ils s'étaient rencontrés seuls et sans aucune des personnes qui avaient l'habitude d'assister à ces leçons intéressantes.

— Je retourne au palais Zeno, lui répondit-il.

— Vous êtes donc bien pressé d'aller vous enfoncer dans vos livres et de revoir la signora Beata, pour laquelle je vous soupçonne d'avoir plus que du respect.

— Oh! pour cela, vous vous trompez beaucoup, dit-il en rougissant.

— Eh bien! si je me trompe, prouvez-le-moi en me donnant le bras. Vous m'accompagnerez un instant chez moi, et puis nous irons nous promener un peu, si votre philosophie ne s'y refuse pas. Je suis entièrement libre aujourd'hui, je n'ai point de répétitions et ne chante pas ce soir.

Surpris d'une invitation à laquelle il était loin de s'attendre, Lorenzo ne sut d'abord que répondre. Balbutiant quelques mots insignifians, il suivit la Vicentina, poussé par la fausse honte de paraître impoli s'il refusait, et par cette émotion confuse qu'éprouve la jeunesse à la vue d'un danger qui l'attire. Arrivés chez la Vicentina, qui demeurait tout près du théâtre San-Benedetto, dans un appartement somptueux où éclatait le luxe frivole d'une *diva* du jour :

— Asseyez-vous là un instant, *maestrino mio,* lui dit-elle en le conduisant dans un boudoir élégant tout rempli d'objets de séduction; je vais donner quelques ordres, et je suis à vous pour toute la journée.

Resté seul dans ce petit sanctuaire, d'où s'exhalaient des parfums de toute nature, assis sur un sofa moelleux qui ne disposait point

à la contrition, Lorenzo parcourut d'un regard étonné ces mille colifichets précieux qui forment l'arsenal de la coquetterie féminine. En face d'une grande et belle glace de Murano enchâssée dans un cadre d'or finement sculpté, il y avait un joli clavecin incrusté de nacre, où la *prima donna* pouvait se voir étudier afin de ne point contracter d'habitudes vicieuses, et de conserver toujours sur ses lèvres de rose un sourire inaltérable. Un grand nombre de gravures, représentant différens épisodes de la vie galante, d'après Pierre Longhi, peintre de mœurs et caricaturiste ingénieux, garnissaient les murs et traduisaient aux yeux de tout le monde les pensées secrètes et peu mélancoliques de la Vicentina, dont le portrait était suspendu à une guirlande de fleurs que soutenaient deux amours. L'un de ces amours joufflus et bien portans jouait de la trompette et l'autre du flageolet, emblème significatif de la double célébrité que déjà s'était acquise la belle protégée de Zustiniani. Ce qui attira plus particulièrement l'attention de Lorenzo, ce fut une série de petits tableaux, d'un goût au moins équivoque, qui reproduisaient les différentes situations d'un roman célèbre intitulé : *la Ballerina infelice* (*la Danseuse malheureuse*). On la voyait naître sous le chaume, grandir sous la tutelle d'une fée invisible qui l'avait douée de tous les charmes, quitter son village avec un beau seigneur, s'élancer sur le théâtre aux applaudissemens d'un public enthousiaste, entourée d'adorateurs et au comble de la félicité humaine; puis, frappée au cœur par un sentiment sérieux qui était venu la surprendre au milieu de ses voluptés faciles, elle redescendait précipitamment la colline fatale. Flétrie avant le temps, pauvre, vieille et délaissée, on la voyait accroupie derrière le pilier d'une église où, d'une main défaillante, elle jetait dans le tronc, pour le soulagement des trépassés, la dernière obole qui lui restait. Alors s'accomplissait un vrai miracle : cette obole de la charité s'échappait du tronc sous la forme d'un ange qui allait délivrer une âme du purgatoire, et la conduisait radieuse au séjour des bienheureux.

Étonné de trouver une idée aussi sérieuse dans une fable vulgaire, Lorenzo s'était levé pour examiner de plus près le tableau qui représentait la danseuse au milieu de ses admirateurs, lorsque la Vicentina entra sans bruit, et, s'appuyant gracieusement sur l'épaule de Lorenzo, qui tournait le dos à la porte, elle lui dit tout bas à l'oreille :

— Que dites-vous de cette triste histoire, mon ami? Voilà quelle sera peut-être aussi ma destinée, sans que je puisse même espérer qu'un ange viendra un jour me délivrer de mes peines.

— Qu'avez-vous donc à vous faire pardonner, que vous ayez à craindre une si longue expiation? répondit Lorenzo en se tournant précipitamment du côté de la Vicentina, qui était ravissante sous le

nouveau costume qu'elle avait revêtu. — Un joli manteau de soie rose enveloppait sa taille courte et souple, que contenait à peine un corset à ramages aux vives couleurs. Un voile en point de Venise, fixé par un grand peigne en écaille qui surmontait l'édifice de sa chevelure abondante, faisait un joyeux contraste avec le manteau rose, et redescendait en plis onduleux sur un sein adorable que soulevait fréquemment un souffle généreux. Un bel œillet couleur de pourpre, ornement caractéristique de toute femme vénitienne, faisait saillie du côté gauche de sa belle chevelure noire, qui garnissait ses deux tempes d'un petit crochet qu'on appelait le carquois de l'amour. Joignez à cet ensemble deux beaux yeux pétillans d'esprit et de malice, une bouche vermeille aux lèvres effilées qui distillaient un sourire *inzucherà,* comme disent les poètes des lagunes, et plus exquis que l'ambroisie des dieux; un petit pied mignon contenu dans des mules de velours où brillait une rose sans épine, et vous aurez une idée bien imparfaite de cette charmante créature, qui semblait exprimer par tout son être la poésie du caprice et de la volupté facile.

— Vous êtes mordant, dit la Vicentina en baissant un peu les yeux pour simuler une tristesse qui était bien loin de son cœur, car elle était ravie de l'effet qu'avait produit sur Lorenzo son joli costume. Et si j'avais à vous conter mon histoire, ajouta-t-elle en poussant un petit soupir hypocrite, vous verriez que je n'ai d'autre faute à me reprocher que d'avoir été trop sincère dans mes affections. Que n'ai-je rencontré, comme la *Ballerina,* une âme qui répondît à la mienne! Je ne craindrais ni la misère, ni les peines de l'autre vie.

Il serait assez difficile de dire ce qu'il y avait de vrai dans cette petite scène de sentiment jouée par la Vicentina, qui depuis longtemps avait jeté sur Lorenzo un regard de convoitise. Ce jeune homme qui s'épanouissait avec bonheur au souffle de la vie, et qui semblait impatient d'aborder des rivages inconnus, avait d'abord excité la curiosité et puis l'intérêt de la brillante *prima donna,* qui, venue en plein vent ainsi qu'un arbre abandonné, n'avait point fleuri à l'heure désirée. Flétrie par des passions séniles qui avaient dévoré son enfance, peut-être n'avait-elle pas encore ressenti cette secousse intérieure qui soulève des montagnes et comble des abîmes. Lorenzo était probablement pour la Vicentina ce qu'elle avait été elle-même pour les artisans de sa fortune, une fleur matinale dont on aime à respirer le premier parfum. Mais, si le cœur de la femme est une énigme qui défie la sagacité de l'observateur le moins crédule, qu'est-ce donc que celui d'une cantatrice adulée qui peut, comme Jupiter, faire trembler l'Olympe d'un coup de sa prunelle? Où s'ar-

rète la fiction dans ces monstres charmans, et quel est le point imperceptible

Ove le due nature son consorti (1),

où le caprice des sens vient se mêler au sentiment de l'âme? — Ce n'est pas Lorenzo qui était en état de résoudre un problème si difficile, et si la Vicentina avait réellement arrangé cette scène pour s'emparer de l'imagination de notre adolescent, il faut avouer qu'elle en avait admirablement combiné les épisodes.

— Fiorilla, s'écria la Vicentina à sa camériste, la gondole est-elle prête?

— Oh! *signora,* il y a plus d'un quart d'heure que Tonio et Giuseppe sont là à vous attendre, répondit une voix argentine en ouvrant la porte du boudoir.

— Puisqu'il en est ainsi, répliqua la *prima donna,* nous pouvons partir.

Elle prit un masque qui était sur sa toilette au milieu de cahiers de musique et de plusieurs éventails, et descendit légèrement l'escalier de marbre au bas duquel était amarrée la gondole. Les barcaroles s'empressèrent d'ouvrir la petite porte par où l'on pénètre à reculons dans cette conque de Vénus, *conchiglia di Venere;* et après avoir fait entrer Lorenzo, comme pour s'assurer de sa proie : — A Murano, dit la Vicentina aux barcaroles, *all'orto di San Stefano,* au jardin de Saint-Stephan.

La porte refermée et les deux barcaroles ayant pris leur place, l'un à la proue, et l'autre à la poupe, la gondole s'éloigna rapidement. On était au mois de juin. Après le carnaval et avant que la saison de villegiature ne fût arrivée, la société vénitienne avait l'habitude de se répandre au dehors, et d'aller rompre le jeûne de la pénitence vers l'une de ces petites îles qui l'entourent et qui parsèment le golfe Adriatique comme autant de bosquets enchantés. Murano, à deux lieues au couchant de Venise, était le rendez-vous préféré par la bonne compagnie. C'est dans cette île célèbre par ses verreries connues de toute l'Europe, où il y avait un grand nombre de couvens, de casinos, de jardins et de joyeuses académies, que les grands seigneurs avaient leurs maisons de plaisance, avant que la république eût mis le pied sur la terre ferme et fait la conquête de Padoue, au commencement du XVe siècle. Murano était considéré comme le berceau de la civilisation vénitienne. Les Vivarini y avaient fondé les premières écoles de peinture, et Paul Véronèse, Tintoretto, Bassan et beaucoup d'autres y ont laissé de nombreux témoignages de leur génie. Après avoir traversé le petit canal *de' Mendicanti,* la gondole voguait en pleine mer par une de ces journées où il semble que la

(1) Dante, *Enfer,* chant XII.

nature ait conscience de la vie qui la pénètre, et nous invite à partager son bonheur. Le soleil radieux n'avait pas encore assez de force pour incommoder de sa chaleur, et ses rayons, attiédis par des brises chargées d'arômes printaniers, glissaient sur les vagues en les colorant de mille reflets. Quelques oiseaux voltigeaient à l'horizon d'azur, des algues marines, des fragmens d'herbes et de fleurs qui décelaient le passage récent des *frutiaioli,* ou marchands de fruits, qui tous les matins venaient des îles approvisionner la capitale, flottaient çà et là sur la cime des flots amers, comme si l'aurore les eût laissés tomber par mégarde du haut des cieux. Assis mollement près de la Vicentina, qui le couvait du regard, Lorenzo parut inquiet et comme troublé de la situation où il se voyait pour la première fois. Ne sachant trop que dire, respirant à peine, il cherchait à démêler dans la confusion de ses idées la cause du léger malaise qu'il éprouvait. La Vicentina, qui lisait plus clairement dans ses yeux que Lorenzo ne lisait dans son propre cœur et qui jouissait intérieurement de l'empire de ses charmes, semblait lui dire en voyant son émotion :

> O jeune adolescent! tu rougis devant moi.
> Vois mes traits sans couleur; ils pâlissent pour toi :
> C'est ton front virginal, ta grâce, ta décence;
> Viens. Il est d'autres jeux que les jeux de l'enfance (1).

Se rapprochant de Lorenzo et lui passant un bras derrière le cou, — *Carino,* lui dit-elle d'une voix caressante, qu'avez-vous donc? Regretteriez-vous de m'avoir consacré cette belle journée et voulez-vous que nous retournions à Venise pour tranquilliser la signora Beata sur votre sort?

— Je vous ai déjà dit, répondit Lorenzo avec vivacité, que la noble fille du sénateur Zeno n'a droit qu'à mon respect, et qu'elle ne s'inquiète guère de l'usage que je puis faire de mon temps.

— Pardonnez-moi, répliqua malicieusement la cantatrice, de supposer l'existence d'un sentiment bien naturel dans votre position. Toute grande dame qu'elle est, la signora Beata ne pourrait que se féliciter d'inspirer une affection qui ferait envie à bien des femmes,... car, mon cher Lorenzo, vous n'êtes pas un jeune homme ordinaire. J'ignore quels sont vos projets d'avenir et quelle carrière vous comptez embrasser; mais avec votre esprit et vos connaissances, vous pouvez hardiment aspirer à vous faire un nom qu'on serait heureuse de porter.

Ces paroles d'une fine coquetterie dissipèrent un peu l'embarras de Lorenzo, dont la vanité n'avait pas besoin d'être si adroitement excitée pour se prendre facilement à l'amorce qu'on lui jetait. Dans

(1) André Chénier, *Idylles.*

ce caractère encore indécis, où l'imagination et la sensibilité s'alliaient à des velléités précoces d'indépendance, un mot suffisait pour éveiller l'ambition de paraître moins timide et moins soumis qu'il ne l'était en effet. Cependant le nom de Beata, prononcé par la Vicentina dans une pareille situation, souleva dans le cœur de Lorenzo un trouble d'une nature différente. Une voix secrète lui disait que, pour mériter l'estime de la femme qu'il adorait, il ne prenait pas un bon chemin. Il comprenait vaguement qu'en se laissant aller à des relations si fragiles, il profanait le noble sentiment qui était à ses propres yeux le seul titre qu'il eût à l'amour de Beata. Pendant ce combat intérieur, le front de Lorenzo se couvrit de légers soucis dont la Vicentina devina promptement la cause. Experte comme elle l'était dans les artifices de la séduction, elle se garda bien de faire des questions importunes. Se penchant vers lui en souriant et sans proférer un mot, elle se mit à murmurer tout bas à son oreille une *canzonetta* dont les paroles exprimaient indirectement ce qu'elle ne voulait pas lui dire dans un langage plus familier :

Coi pensieri malincolici
Non ti star a tormentar;
Vien con mi, montemo in gondola,
Ce n'andremo in mezzo al mar.

Passeremo i porti e l'isole
Che contorna la città
E sul mare senza nuvole
La luna nascerà (1).

La voix de la Vicentina, tempérée par une émotion qui pouvait être sincère, exhalait lentement la mélodie suave qui servait de véhicule aux vers que nous venons de citer, et qui n'étaient que le commencement d'une longue litanie au plaisir. Formée de larges notes que reliait ensemble un rhythme flottant qui suivait le balancement de la gondole, la *canzonetta* exprimait admirablement cette volupté sereine mêlée d'un léger nuage de mélancolie, qui forme le caractère de l'art et de la poésie de Venise. Enlacé presque dans les bras de la jeune et belle *prima donna,* bercé par les molles cadences de la gondole qui effleurait les vagues comme un cygne amoureux, enivré par les sourds tressaillemens de cette voix dont les vibrations sonores s'évaporaient et lui revenaient amorties comme un chant de sirènes s'égayant dans les profondeurs de la mer, Lorenzo s'oublia dans un rêve prestigieux, et la divine image de Beata se voila dans son cœur. Ce n'était plus l'humble fils de Catarina Sarti, écoutant d'une oreille

(1) « Ne te laisse pas tourmenter ainsi par des idées mélancoliques; viens avec moi dans ma gondole, nous irons nous promener au loin dans la mer! Nous laisserons derrière nous les ports et les îles qui entourent la ville, et là, sous un ciel sans nuages, la lune nous sourira. »

pieuse les exhortations maternelles. Le nimbe de l'enfance bénie n'entourait plus sa tête; il avait secoué ses langes, et ses désirs, comme des coursiers impétueux, hennissaient d'impatience de franchir la carrière qui s'ouvrait devant lui. — Sonnez, sonnez la fanfare joyeuse, ô belles années de ma jeunesse! se disait-il dans son ravissement. Vivre, c'est jouir; les passions sont un feu divin qui échauffe et dilate l'intelligence. Vaines terreurs d'une éducation puérile, scrupules d'une piété étroite, sous lesquels on voudrait étouffer la nature humaine, vous avez disparu comme un nuage qui m'interceptait la lumière de la vérité! Je suis un homme enfin, je sens, je vois, je comprends que ce monde factice où j'ai été élevé est une fiction de l'ignorance et de l'hypocrisie intéressées à perpétuer l'enfance du genre humain. Mes yeux sont dessillés, l'infini est devant moi qui excite mon activité, et où il n'y aura d'obstacle à mon ambition que ceux de ma volonté. En avant donc, en avant, suivons nos désirs que je vois tourbillonner là-bas, dans la plaine lumineuse, en chantant l'hymne de la vie au milieu des belles passions de la nature humaine qui dansent en chœur et font retentir les airs d'harmonies ineffables! — Et son esprit s'élançait en effet, comme un cavalier intrépide qui

Dinanzi polveroso va superbo (1),

et s'évanouit dans l'espace. Après cette vision qui traversa l'imagination de Lorenzo comme un éclair de la sensibilité qui, en s'épanouissant brusquement, met en relief le fond du caractère, se sentant plus fort vis-à-vis de la Vicentina, il acheva la *canzonetta* interrompue, qu'il connaissait aussi depuis longtemps :

« En rêvant l'autre jour que je voyais Vénus voguer sur la mer dans une conque d'or, n'était-ce pas toi, ô ma bien-aimée, qui m'apparaissais dans une gondole légère comme ton cœur?

« Tu es belle, tu es jeune et fraîche comme une fleur; écarte les tristes pressentimens qui t'assiégent, ris et fais l'amour. »

Ridi adesso.
E fa l'amor.

Sur ces dernières paroles qui terminaient la *canzonetta*, la mélodie plaintive qui les accompagnait s'épanouissait comme un sourire radieux de la volupté (2).

En voyant cette barque se balancer sur l'onde azurée, en voyant ce couple charmant que le hasard avait formé invoquer le plaisir en effeuillant à ses pieds les premières heures du jour, en écoutant leurs

(1) Dante, *Enfer*, chant IX, terzina 23 et 24.

(2) La *canzonetta* dont il est question dans ce passage a été trouvée manuscrite dans les papiers du chevalier Sarti. C'est une mélodie délicieuse en *sol* mineur d'un rhythme onduleux, qui se termine par une cadence en *sol* majeur d'un effet ravissant.

voix émues chanter alternativement une mélodie éclose sur les lèvres de je ne sais quel gondolier qui en avait combiné le rhythme sur les palpitations de son cœur; en plongeant le regard dans cet archipel d'îles fortunées qui semblent avoir été ainsi groupées par la nature, comme les notes diverses d'un accord harmonieux, ce n'est point une fiction de la fantaisie qui se déroule sous vos yeux enchantés, mais un épisode ordinaire de la vie vénitienne. On dirait une marine du Canaletto illustrée par le poète Lamberti, qu'on a justement surnommé l'Anacréon des lagunes.

Arrivés à Murano, la Vicentina fit aborder la gondole à un palier de marbre sur lequel ouvrait une porte basse d'un accès mystérieux. C'était le jardin de Saint-Stephan, où les voluptueux, les amans discrets et les politiques allaient faire des parties fines à l'ombre de frais bocages qui, pour les Vénitiens, avaient l'attrait d'une chose rare. Autour d'un assez beau jardin, il y avait des *camerini* ou cabinets élégamment meublés, où l'on se faisait servir des collations et des soupers délicats. Abrités sous une treille touffue qui longeait une partie du jardin, ces cabinets, qui pouvaient contenir jusqu'à six personnes, donnaient sur la mer, qui présentait aux regards des convives un horizon varié d'incidens agréables. On ne pouvait y pénétrer qu'après avoir frappé trois coups à la porte pour donner le temps à ceux qui voulaient se dérober à la curiosité des subalternes de se couvrir du masque qu'en pareilles circonstances on portait toujours avec soi. Du reste, la discrétion était la qualité non seulement des gondoliers, qui s'en faisaient un point d'honneur, mais de tous les gens qui exerçaient une profession mercenaire. Sous un gouvernement soupçonneux, qui cachait sa faiblesse sous l'appareil d'une pénétration qu'on croyait infaillible, le silence et la réserve devenaient une loi nécessaire dans les relations de la vie. Aussi le caractère du peuple vénitien était-il un mélange de finesse et d'aimable étourderie.

S'étant fait servir une *merenda* ou goûter, composé de fruits, de pâtes diverses et d'un excellent vin de Chypre, qui était pour les Vénitiens ce que le vin de Champagne est pour nous, l'assaisonnement nécessaire d'un rendez-vous galant :

— Je voudrais bien savoir, dit Lorenzo d'un air dégagé, en buvant à petites gorgées dans un verre de Murano qu'il tenait de ses deux mains comme un calice, les coudes appuyés sur la table, ce que ton protecteur Zustiniani dirait s'il nous voyait ici ensemble ! Penses-tu qu'il fût disposé à nous donner sa bénédiction ?

— Eh ! pourquoi pas, répondit la Vicentina, un peu surprise de la désinvolture avec laquelle il lui adressait une pareille question. Je ne suis ni sa femme, ni sa fiancée, et mon cœur n'appartiendra qu'à celui qui saura me plaire.

— Je veux bien croire, répondit Lorenzo avec plus de malice qu'il ne pensait, que Zustiniani n'a pas la prétention de t'épouser, et qu'il est assez raisonnable pour ne pas exiger l'impossible; mais enfin tu lui dois beaucoup, et, n'eût-il que le droit de surveiller ta conduite comme cantatrice, il serait vraisemblablement peu édifié de nous savoir seuls et *soletti* dans ce *camerino,* d'où nous voyons comme d'une loge de théâtre poindre à l'horizon le campanile de Saint-Marc qui nous regarde comme un curieux qu'il est.

La *prima donna* ouvrit de grands yeux étonnés à cette repartie; toute bonne comédienne qu'elle pouvait être, elle ne s'était pas attendue à une métamorphose aussi prompte de la part d'un jeune homme dont elle venait, pour ainsi dire, de délier la langue. Dissimulant la peine que lui faisaient les paroles de Lorenzo, pour qui elle aurait voulu être aussi pure maintenant que Vénus sortant de la mer, car il n'y a pas de femme, quelque déchue qu'elle soit, qui ne désire capter l'estime de celui qui possède ses faveurs du moment, et qui ne s'efforce au moins de jeter un voile sur un passé douloureux.

— Si vous connaissiez ma vie, lui dit-elle avec une émotion concentrée, vous seriez plus indulgent pour une pauvre fille qui, dès l'âge de six ans, a dû mendier son pain sur les grandes routes en chantant des chansons. Je n'ai pas été élevée par une fée bienfaisante comme la *Ballerina,* ni sur les genoux d'une mère jalouse de mes douleurs. Ainsi qu'un oiseau, il m'a fallu quitter le nid ayant à peine des ailes pour chercher ma pâture dans les champs du bon Dieu. Que j'ai souffert et combien j'ai pleuré intérieurement pendant que sur mes lèvres endolories errait un sourire trompeur! Il me fallait bien simuler la joie et l'insouciance qui n'étaient pas dans mon âme, pour attirer les regards du monde, qui ne s'intéresse guère qu'à ceux qui paraissent heureux. C'est ainsi qu'à travers mille vicissitudes je suis arrivée à Venise, où j'ai trouvé dans Zustiniani un protecteur généreux. Je ne veux pas me faire meilleure qu'une autre, ajouta-t-elle d'une voix moins émue, en me donnant à vos yeux pour une victime sans tache de la destinée. Si j'ai failli, c'est que des péagers cruels ont prélevé sur mon innocence un droit que je ne pouvais acquitter autrement. Hélas! j'ai bien expié ces fautes involontaires, puisque mon cœur n'a jamais connu l'amour!

Lorenzo fut touché du simple récit de la Vicentina, qui est, à peu de chose près, l'histoire de la plupart de ces pauvres reines de théâtre que les froids moralistes jugent avec tant de rigueur. N'ayant aucune expérience de la vie et des cruelles nécessités qu'elle impose, c'était bien plus la vanité de paraître au-dessus de la nouvelle position qui lui était faite que l'intention de mortifier la charmante *prima donna* qui lui avait arraché les paroles blessantes que nous venons de rapporter.

— *Idolo mio,* lui dit-il en se levant précipitamment de table et en attirant la Vicentina auprès de la fenêtre, dissipe la tristesse qui ternit l'éclat de tes beaux yeux, et pardonne-moi les suppositions gratuites qui me sont échappées. Je ne voudrais pas payer d'ingratitude le bonheur dont tu m'as comblé aujourd'hui. Que veux-tu ! continua-t-il en lui pressant la taille et en s'appuyant avec abandon sur le rebord avancé de la fenêtre encadrée de verdure. Je suis trop jeune encore pour mesurer la portée de mes paroles, et tes baisers troubleraient l'esprit à de plus forts que moi.

Il avait à peine prononcé ces mots, qu'un masque passa la tête hors d'un cabinet voisin et se retira brusquement après les avoir observés tous deux un instant. Ils étaient trop préoccupés l'un de l'autre pour remarquer cette apparition qui les aurait rendus sans doute plus circonspects. Penchée sur la fenêtre, et le regard éperdu sur le front de son jeune amant, qui lui tenait toujours la taille enlacée :

— Que la vie me serait un paradis, dit la Vicentina d'une petite voix caressante, si je pouvais la passer avec toi ! Tu serais mon maître et mon conseil, et nous irions à travers le monde, moi en chantant les œuvres de ton génie, qui puiserait peut-être dans ma tendresse des inspirations qui feraient ta gloire. Tous les jours, je reçois de magnifiques propositions d'engagement pour Londres, Madrid, Saint-Pétersbourg et les principales villes de l'Italie, et rien ne s'oppose à ce que je les accepte, si tu voulais me suivre et partager ma fortune. Eh bien ! mon ami, lui dit-elle après un moment de silence, que penses-tu de mon projet? La perspective d'agrandir ton esprit en voyant sans cesse des pays et des hommes nouveaux ne te paraît-elle pas une compensation suffisante à l'ennui de quitter Venise, où nous pourrions revenir riches et indépendans?

— Il ne manque à ton beau rêve pour devenir une réalité, répondit Lorenzo en posant ses lèvres sur celles de la Vicentina, que le génie que tu m'accordes avec tant de générosité. Je ne suis encore qu'un écolier, et si l'on décide que je dois parcourir la carrière si difficile de compositeur, il me faudra apprendre bien des choses que j'ignore.

— Ne peux-tu étudier ailleurs qu'à Venise, et n'y a-t-il que l'abbé Zamaria au monde pour t'enseigner ce fastidieux *contrapunto* dont je vous entends parler si souvent? Est-il bien nécessaire de passer sa jeunesse à grouper de grosses notes sans *bécarres* ni *bémols*, pour savoir écrire un de ces *duetti* qui excitent l'enthousiasme du public et font la réputation d'un *maestro?* Les Cimarosa, les Paisiello, les plus grands compositeurs de l'Italie n'ont pas commencé autrement, et si tu veux m'en croire, tu laisseras là ces gros livres de grimoire que je te vois toujours entre les mains, et qui doivent être aussi inutiles à l'inspiration du compositeur que le sont aux chanteurs modernes les réflexions savantes et abstruses de Pacchiarotti.

Je le laisse dire et n'ai garde de perdre mon temps et ma peine à écouter ses dissertations à perte de vue sur des nuances d'impression que les anges peuvent seuls apprécier. Moi, je chante avec mon cœur et ne vais pas demander à saint Augustin la permission de lancer *un' occhiata* ou une volatine qui plaisent au public que je veux charmer. Pacchiarotti et Zamaria sont vieux, et nous sommes jeunes; ils ont les soucis et l'expérience de leur âge, ayons les caprices, l'imprévu et l'espérance du nôtre. Viens, partons ensemble, cher Lorenzo, soyons heureux avant d'être sages, et nous pourrons chanter un jour avec Lamberti, ce poète de l'amour et des joies faciles :

Dov' è quei dì beati
Che una merendin bastava
Che ambrosia el deventava
Solo da tè tocà?

Ne ranghi, ne tesori
Te dava allora el cielo
Ma el fresco, el bon, el bello
E un cuor inzucherà (1).

En distillant ces jolis petits vers du bout des lèvres comme un rayon de miel, la Vicentina rapprocha sa bouche de celle de Lorenzo, et leur âme se fondit dans un long baiser harmonieux. Pendant ce court instant d'ivresse, le masque reparut à la fenêtre du cabinet voisin, comme s'il eût été inquiet du silence qui avait succédé au dialogue qu'on vient de lire. Il regarda les deux amans, et s'évanouit à un mouvement que fit Lorenzo pour se dégager des étreintes de la *prima donna.*

Cependant la journée s'avançait, et le soleil pâlissant avertit la Vicentina qu'il était trop tard pour aller dîner à Venise. — Finissons cette fête improvisée par l'amour, dit-elle à son ami, en prenant un léger repas qui nous permettra d'attendre les ombres propices du soir. Trempons encore une fois nos lèvres dans ce vin généreux à qui je dois le premier instant de bonheur que j'aie goûté dans ma vie. Toi qui es savant, continua-t-elle en appuyant ses bras sur les épaules de Lorenzo, dis-moi donc si ce vin exquis n'est pas la liqueur consacrée à Vénus? Je ne sais plus où j'ai lu que l'île de Chypre avait appartenu autrefois à la blonde fille de Jupiter, qui ne l'a cédée aux Vénitiens qu'à la condition d'être toujours dévoués à son culte charmant. Voilà pourquoi, assure-t-on, elle est si souvent chantée par nos poètes et nos musiciens; voilà pourquoi il n'y a pas un peintre de Venise qui n'ait reproduit plusieurs fois sur la toile le type radieux de la mère des plaisirs.

(1) « Où sont ces jours heureux où nous goûtions ensemble un repas modeste qui, partagé avec toi, devenait une ambroisie? Tu ne possédais alors ni rang ni richesses, mais de la jeunesse, de la beauté et un cœur aimant. »

On fit servir un dîner substantiel et délicat, puis l'on attendit ainsi, entre de joyeux propos et des *brindisi* provoquans, que les heures du jour eussent entièrement disparu derrière l'horizon qui se couvrait peu à peu de teintes plus adoucies.

La Nuit s'approchait en effet avec son cortége d'étoiles d'or qui scintillaient au firmament, comme pour l'éclairer dans sa course mystérieuse; un léger zéphyr sillonnait les vagues et poussait hors de Venise un essaim de gondoles qu'on voyait s'ébattre au milieu de la mer, chargées de *gentildonne* et de *cavalieri* qui venaient respirer la fraîcheur du soir. Des bruits divers, des éclats de voix, le salut joyeux qu'échangeaient entre eux les mariniers, les cloches de Murano et des îles voisines qui disaient au jour un mélancolique adieu, tout cela disposait l'âme aux plus douces contemplations. Accoudés à la fenêtre du *camerino*, Lorenzo et la Vicentina admiraient ce spectacle sans dire un mot, laissant leur esprit errer à l'aventure et s'emplir de rêves féconds. Cependant les ombres grandissaient et couvraient la mer d'une obscurité moins transparente, les bruits s'éteignaient comme des dissonances à l'approche d'un accord qui les résout en les absorbant, et le calme de la nuit succéda enfin aux efforts du jour. Pendant ce court intervalle d'une obscurité complète qui sépare le soir de la nuit sereine, au milieu du recueillement qui précède le réveil des plaisirs, la lune apparut discrètement aux bords de l'horizon, élargissant peu à peu son disque argenté, comme une divinité coquette qui aurait voulu s'assurer qu'aucun astre jaloux n'épiait sa course vagabonde. Alors, du fond de la mer qui présentait à l'œil la transparence et les contours d'un lac paisible, on entendit s'élever de différens côtés des concerts de voix et d'instrumens qui se mêlaient, s'entrecroisaient et se répandaient dans l'espace et le silence en bouffées sonores d'un charme infini. On ne distinguait d'abord que quelques syllabes mieux accentuées que les autres dans ce murmure harmonieux qu'on aurait dit être l'écho lointain d'une fête prestigieuse. Étaient-ce les Muses, qui, assises en cercle dans la voûte céleste, faisaient entendre cette harmonie des sphères qui ravit Pythagore et le divin Platon, ou bien les Néréides avaient-elles quitté leurs grottes profondes pour venir s'égayer à la surface des flots? Non, c'était Venise, Venise tout entière qui voguait sur les lagunes en chantant le bonheur de vivre et de respirer. Aussi, en prêtant une oreille plus attentive à ce bourdonnement mystérieux, on y discernait bientôt des rhythmes et des sonorités joyeuses qui berçaient l'imagination, et lui ouvraient des perspectives moins grandioses que charmantes. Des violons, des guitares et des mandolines entremêlées de quelques instrumens à vent jouaient des symphonies, et les voix dialoguaient entre elles et se répondaient d'une barque à l'autre de ces mots simples qui laissent sous-entendre plus de choses qu'ils

n'en expriment : — *Vieni nice,* viens respirer le frais sur la lagune, *la fres' aura a respirar.* — Et ces paroles heureuses d'une langue bénie s'envolaient des lèvres comme une essence de poésie qui vous pénétrait d'une douce langueur.

Qu'est-ce donc que la musique, et qu'exprime-t-elle? Est-ce un désir, un pressentiment, la réminiscence d'une béatitude éprouvée, ou bien l'intuition d'un avenir promis à nos espérances? Êtres finis que nous sommes, pourquoi le fini ne nous suffit-il pas, et pourquoi, au sein de la satiété et des plaisirs, quelques accords rustiques entendus de loin nous font-ils tressaillir, et remplissent-ils notre âme d'un trouble sans objet? En écoutant ce concert de la vie joyeuse, en écoutant ces bruits, ces chants et ces mélodies limpides qui semblaient glisser sur les vagues et s'y confondre avec les rayons de la lune dont elles imitaient le *tremolo* mystérieux, en laissant errer sa pensée à travers ces méandres d'étoiles qui peuplaient la profondeur des cieux, Lorenzo fut saisi d'une vague mélancolie qui emplit son cœur de rêves charmans. Oh! qu'il est doux de rêver ainsi au départ de la vie et de se laisser bercer par de folles espérances! Elles sont bien heureuses, les natures qui aiment à s'attarder le soir au coin d'un bois ou sur une plage solitaire, à écouter le murmure de la brise, à suivre le nuage qui passe, à interroger l'étoile qui brille, à se perdre dans l'infini de leurs désirs et à se nourrir d'immortelles chimères! Les rêves d'or de la jeunesse se transforment en sources de poésie où s'alimente l'inspiration des hommes supérieurs. Le génie ne serait-il pas un rêve qui se perpétue, et le monde l'éclosion d'un rêve divin?

Une voix douce et sonore, qui s'épanouit peu à peu et s'éleva comme un soupir au-dessus de ces bourdonnemens joyeux, fixa tout à coup l'attention de Lorenzo, et vint dissiper les fantaisies de son imagination. Il écouta d'abord avec quelque distraction cette voix dont le timbre pénétrant ne lui était pas entièrement inconnu; mais à une note prolongée et pleine d'émotion qui retentit sur la mer et traversa le silence comme une clarté fugitive, il se sentit tressaillir à ce *lamento* d'une âme solitaire qui disait à la nuit : « O nuit, prolonge ton cours et laisse-moi rêver encore! Que je ne voie pas, que je ne voie jamais ce que tu caches peut-être sous ton ombre, et emporte avec toi, si c'est possible, mes tristes pressentimens! » A ce chant large et plaintif qui formait un si grand contraste avec ce qui avait précédé, Lorenzo, se réveillant comme d'un long sommeil, dit brusquement à la Vicentina : — Allons-nous-en, il ne fait pas bon ici.

— Tu as raison, mon ami, lui répondit-elle, il vaut mieux aller nous mêler à ces joyeuses gondoles qui dansent là-bas au clair de la lune.

Je ne sais quel philosophe d'Alexandrie, Plotin, je crois, a com-

paré la vie humaine à un concert de voix diverses qui s'élèvent en même temps. Au milieu de ces bruits confus qui l'assaillent de toutes parts, l'âme n'entend plus cette voix divine qui retentit au fond de son être. Il lui faut résister au charme qui l'entraîne et fermer quelquefois l'oreille aux sonorités du monde extérieur, pour écouter le chant *che nell'anima risuona.* C'est ce chant de l'âme que Lorenzo venait d'entendre à travers l'enivrement où il était plongé depuis le matin.

Descendus dans la gondole qui les attendait au bas du petit escalier de San-Stefano, Lorenzo et la Vicentina s'acheminèrent lentement vers Venise. Le temps était magnifique, la lune éclatante, et sur la mer endormie on voyait errer çà et là des barques nombreuses qui se rapprochaient, s'éloignaient les unes des autres et se lutinaient comme des hirondelles qui rasent les flots et se poursuivent de leurs gazouillemens joyeux. C'étaient des éclats de rire, des *addio* et des *felice notte* à n'en plus finir. Les gondoliers se provoquaient, s'appelaient de leur nom patronymique et se renvoyaient des *lazzi* où respiraient l'insouciance et la gaieté bénigne de ce peuple charmant.

— *Guarda sta furbetta*, dit Giuseppe, l'un des deux gondoliers de la Vicentina, — regarde cette petite fourbe de lune, comme elle nous fait de l'œil, *come ci fa l'occhietto!* — Ne t'y fie pas, *compare*, car elle est presque aussi trompeuse que la mer, *che il mare infido.* — Oh! on n'en conte pas à Giuseppe Fieramosca, répliqua le premier interlocuteur en riant. — *Taci bricone*, tais-toi donc, répondit Antonio d'une voix discrète, tu vas réveiller nos deux jeunes gens, qui dorment, je crois, comme deux oiseaux dans leur nid. — *Che bella vita!* répondit le premier d'une voix encore plus basse, et qu'ils sont heureux, *per bacco!* de pouvoir lire sans lunettes dans le livre d'amour. — Et toi, *birbante*, répliqua Antonio en se penchant sur la rame avec un air de mystère, est-ce que tu as besoin d'un *cannocchiale* ou lunette d'approche pour observer les deux beaux yeux de ta blondine que je t'ai vu *cocolare* ce matin, comme si tu avais dû t'embarquer pour le pays du gingembre et de la cannelle!

Ces saillies innocentes d'un peuple d'improvisateurs qui jouait au naturel cette *comedia dell'arte* que les Italiens ont colportée dans toute l'Europe, et dont notre ancien théâtre de la foire n'est qu'une pâle imitation, n'empêchaient pas des *conversazioni* et des monologues d'un ordre plus élevé. — *Che vita beata!* disait-on plus loin, et que Venise est heureuse de posséder un ciel aussi pur! C'est ici qu'est *il paradiso*, et nous n'avons que faire de l'aller chercher dans l'autre monde. — Est-ce qu'il y a un autre monde que celui où nous avons le plaisir de vivre? est-ce que le bon Dieu a pu créer quelque chose de plus beau que nos lagunes?

A ces propos sans suite, qui s'échappaient des lèvres comme d'un vase qui déborde, se mêlaient des soupirs, des aveux, des déclarations, des agaceries et des *rimproveri* aussi légers que l'air qui effleurait les gondoles de sa fraîche haleine. Il n'y a que Paisiello qui, dans son introduction du *Roi Théodore*, ait su rendre *il dolce mormorio* et le flou harmonieux de l'une de ces nuits voluptueuses de Venise, qui faisaient dire à Sansovino dès le XVIe siècle : « La musique avait véritablement son siége dans notre ville ! (*La musica aveva la sua propria sede in questa città!*)

Ces barcaroles et ces *arie di batello*, qui formaient la musique populaire de Venise, se divisaient en deux familles très distinctes. Les unes étaient des mélodies larges et flottantes, d'un caractère mélancolique, et qui étaient au moins aussi anciennes que la république. Écrites presque toutes dans les tons mineurs, on les croyait des lambeaux de la musique des Grecs que le temps avait épargnés. Marcello s'en est inspiré dans plusieurs de ses psaumes, et Rossini en a imité le caractère dans l'admirable *canzone* que chante le gondolier au troisième acte d'*Otello*. Les autres, plus gaies, plus vives, mieux rhythmées et beaucoup plus modernes, étaient le fruit de l'instinct ou de quelques compositeurs aimables qui ont cultivé ce genre facile. Tels étaient *il Chiozzetto* (Jean Croce), Bassani, Bonagiunta, chanteurs de la chapelle ducale, Angelo Colonna, et ce barbier Apollini, qui maniait le violon non moins dextrement que le rasoir, et qui au commencement du XVIIIe siècle eut une vogue étonnante que M. Perruchini, le dernier des Vénitiens, a presque renouvelée de nos jours. Ces deux genres de mélodies étaient comme les deux élémens qui composaient la société vénitienne. Les unes reflétaient le caractère noble et sérieux de l'aristocratie, les autres la gaieté et l'insouciance d'un peuple qui vivait de rêves, de sorbets et de concerts.

Enveloppée d'une sorte de vapeur sonore qui s'élevait de toutes ces gondoles joyeuses, celle de la Vicentina s'approchait de Venise sans que Lorenzo eût osé proférer un mot. Silencieux, triste et mécontent de lui-même, il cherchait à retenir l'accent de cette voix solitaire qui avait retenti au fond de son cœur. Déjà les lumières du Grand-Canal brillaient dans le lointain, déjà le *bisbiglio* et les frémissemens de la ville devenaient plus distincts, lorsqu'au passage d'un *traghetto* Lorenzo crut reconnaître Beata, qui fuyait dans une gondole et disparut comme un rayon de l'idéal.

. . . . . *Ave*
Maria, cantando; e cantando vanio
Come per acqua cupa cosa grave (1).

P. SCUDO.

(1) Dante, *Paradiso*, chant III, terzina 40.

DU

POÈTE HISTORIEN

Histoire de la Restauration, **par M. de Lamartine**, 8 vol. in-8°.

Je ne suis pas de ceux qui refusent aux poètes la faculté d'écrire l'histoire, je pense au contraire que l'imagination joue un rôle très important dans le talent historique; mais pour que l'imagination intervienne utilement dans la composition d'un récit fondé sur la réalité, il faut que les matériaux aient été préparés par la science, c'est-à-dire par l'étude attentive des faits, par le dépouillement des documens originaux. Après l'accomplissement de cette condition préliminaire, l'usage de l'imagination n'offre aucun danger. Je vais plus loin, je la considère comme un auxiliaire indispensable. Pour le contester, il faut n'avoir jamais compris qu'un seul côté de l'histoire. Qu'on me vante tant qu'on voudra l'érudition des annalistes, qu'on préconise l'utilité, l'exactitude de leurs travaux : malgré ma profonde estime pour leur persévérance, pour leur dévoûment à la vérité, je ne consentirai jamais à les prendre pour de vrais historiens. Il ne suffit pas de connaître la vérité, de la connaître tout entière, dans ses moindres détails, pour prétendre légitimement au titre d'historien; un pareil titre ne se conquiert pas si facilement. Les grands écrivains de la Grèce et de l'Italie qui ont entrepris le récit des événemens accomplis dans leur pays avaient mesuré toutes les difficultés de leur tâche, et ne séparaient pas la science de l'art, c'est-à-dire la mémoire de l'imagination. Le secret des négociations, les

épisodes d'une bataille, les principes du gouvernement n'étaient pour eux que les élémens du récit, interprétés par le récit lui-même. La plupart des historiens de nos jours ne paraissent pas avoir entrevu cette double face de l'histoire. A l'exception d'Augustin Thierry, qui se rattache directement aux grands maîtres de l'antiquité par l'union constante d'une science profonde et d'un art infini, je les vois se contenter de la relation des faits sans prendre la peine de les animer. Or c'est là une façon très mesquine et très incomplète de réaliser la tâche de l'historien. Proscrire l'imagination comme un danger est à mes yeux une singulière méprise; si la vérité littérale peut tirer quelque profit de cette proscription, ce n'est pas à cette condition qu'elle se popularise et prend possession de la foule.

Quand j'ai vu M. de Lamartine aborder l'histoire, je ne me suis pas alarmé, je n'ai pas condamné d'avance les travaux qu'il entreprenait; j'ai réservé mon jugement, ne voulant pas me prononcer à la légère. Malheureusement l'*Histoire des Girondins* a semblé donner gain de cause à ceux qui le déclaraient insuffisant pour une pareille tâche. Je n'entends pas contester la réalité de ce premier échec, il est certain en effet qu'aux yeux de tous les hommes sérieux, l'*Histoire des Girondins* est un livre infidèle à son titre. Que les hommes du monde, que les oisifs l'aient accueilli avec empressement, avec sympathie, comme une distraction séduisante, comme une agréable manière de tuer le temps, peu importe assurément. Que signifie la popularité de ce livre pour les hommes habitués à l'analyse, à l'interprétation des faits? Elle signifie que les esprits trop nombreux pour qui l'étude est une fatigue, la pensée un tourment, ont salué avec bonheur un tableau de la révolution française qui les intéressait comme un roman. C'est là sans doute un assez triste éloge, et pourtant c'est l'expression pure de la vérité. L'*Histoire des Girondins,* amusante, je le veux bien, n'enseignera jamais à personne la marche de la révolution française. Pourquoi? C'est que dans ce livre l'imagination règne en souveraine, et que la science proprement dite n'y tient qu'une très petite place. Les preuves de cette assertion ne sont pas difficiles à trouver, et je n'aurais que l'embarras du choix. On se rappelle en effet les nombreuses réclamations suscitées par la publication de ce livre. Tantôt c'était un acteur de la révolution que l'historien faisait mourir sur l'échafaud et qui était mort paisiblement dans son lit; tantôt c'était un discours rapporté d'après des témoignages imaginaires attribués à un homme qui n'avait rien dit. Le public, je dois le reconnaître, n'a pas tenu grand compte de ces réclamations, et malgré tous ces démentis, le succès des *Girondins* ne s'est pas ralenti. Le charme du récit, les détails romanesques semés à profusion, ont maintenu et maintiennent encore

la popularité du livre. Ce n'est donc pas contre la réalité, mais contre la légitimité du succès que j'entends m'inscrire. Les applaudissemens prodigués à cette composition où la vérité joue un rôle si mince ne m'empêchent pas d'affirmer que ce n'est pas un livre d'histoire.

L'*Histoire de la Restauration* est-elle écrite plus sérieusement? C'est ce que j'entreprends d'examiner aujourd'hui. Dans le nouveau sujet choisi par M. de Lamartine, l'imagination se trouve encore moins à l'aise que dans la révolution française, car les acteurs sont plus près de nous. Si les fils des constituans et des conventionnels ont pu à bon droit contester l'exactitude de plus d'une page dans l'*Histoire des Girondins*, le péril est encore plus grand pour l'auteur lorsqu'il s'agit d'événemens accomplis entre la chute de Napoléon et l'avénement de Louis-Philippe. Dans un pareil sujet, les détails romanesques ont bien peu de chances de succès. Pour le traiter dignement, il faut renoncer aux portraits de fantaisie et ne laisser l'imagination intervenir qu'après avoir épuisé toutes les sources d'information. Cette condition, applicable à toutes les compositions historiques, devient de plus en plus impérieuse à mesure que les faits se rapprochent de nous. M. de Lamartine s'en est-il souvenu? C'est ce que nous aurons à déterminer.

Il y a deux manières d'étudier les faits : l'une facile et rapide, mais incomplète et périlleuse, qui consiste à recueillir les témoignages de seconde main; l'autre, lente et laborieuse, défiante et pleine de tâtonnemens. L'historien qui accepte les témoignages de seconde main, au lieu de s'adresser à ceux qui ont assisté ou pris part aux événemens, simplifie singulièrement sa tâche. N'ayant rien à contrôler ou plutôt ne voulant rien contrôler, il peut se mettre à l'œuvre au bout de quelques semaines. Dès qu'il a feuilleté deux ou trois récits, en ayant soin de les emprunter à des écrivains de sentimens contraires, il prend la plume et ne voit plus dans son sujet qu'un exercice de rhéteur. S'il possède une imagination abondante, s'il sait construire sans effort des périodes harmonieuses, il est à peu près sûr de rencontrer des lecteurs sympathiques. Comme les esprits défians et scrupuleux sont en minorité, pour peu qu'il dise mieux ce qui a déjà été dit avant lui, les louanges ne lui manqueront pas. La foule se laisse volontiers séduire par la mise en scène, et ne demande pas à vérifier l'exactitude des faits. Aussi je comprends très bien que cette première méthode soit souvent appliquée : elle a quelque chose de séduisant; pour résister à la tentation, il faut une grande force d'esprit, un vif amour de la vérité. Il est si doux d'achever en quelques mois ce qui demanderait plusieurs années de travail, de broder sur un thème déjà développé des phrases coquettes et sonores! La plume, une fois lancée, ne s'arrête plus. Ce n'est pas un labeur, c'est

un passe-temps. La tâche de l'historien, réduite à ces proportions, n'a plus rien d'épineux, rien qui effraie l'intelligence. On peut chaque matin, avant d'aller respirer l'air des champs ou se reposer sous les ombrages de la forêt, raconter une bataille, une négociation, une lutte parlementaire. On n'a pas besoin de se préparer, on est toujours prêt. On a sous la main tous les matériaux du récit rassemblés et triés par un esprit plus patient et plus courageux. La voie est toute frayée, toutes les ronces sont arrachées, il ne s'agit que de marcher.

Grâce à l'application de cette méthode, nous voyons se multiplier sous nos yeux les compositions historiques. Enfantées sans effort, lues sans profit, elles ne laissent pas dans la littérature de traces bien profondes, mais elles enrichissent quelquefois l'auteur et le libraire. Le plus coupable dans ces sortes de spéculations, c'est assurément le public. S'il n'encourageait pas de ses applaudissemens ces récits écrits à la hâte, s'il n'acceptait pas, comme dignes de confiance, ces amplifications où la pensée tient une place si modeste, les historiens seraient bien obligés d'abandonner l'improvisation pour l'étude des faits. Tant que le public persistera dans sa molle complaisance, les écrivains persisteront dans leur paresse. Je ne saurais donner le nom de travail à ces pages entassées sans choix et sans mesure; c'est pour moi une oisiveté verbeuse et rien de plus. Le public n'a pas le droit de se plaindre, puisqu'il consent à lire, puisqu'il a la faiblesse de vanter des livres qui ne lui apprennent rien, ou qui ne laissent dans son esprit que des idées fausses. Il aurait mauvaise grâce à jeter les hauts cris le jour où une voix sévère viendrait le détromper. Il ne doit imputer qu'à lui-même sa déception. Qu'il se montre défiant, qu'il soit avare de louanges, et les historiens prendront la peine de l'instruire avant de lui enseigner ce qu'il veut apprendre; qu'il ferme l'oreille aux récits improvisés, achevés presque aussitôt qu'annoncés, et il pourra compter sur des leçons dignes de foi.

La seconde méthode dont j'ai parlé ne compte aujourd'hui que de rares partisans. La chose n'est pas difficile à concevoir. Pour aborder directement l'étude des documens originaux, il faut renoncer au loisir. Avant d'accepter un témoignage, il est nécessaire de le contrôler par un témoignage contraire, de discuter, d'interroger le caractère et la moralité des témoins, — rude besogne qui a de quoi décourager plus d'un esprit. Avant de se mettre à l'œuvre, avant d'écrire la première page, combien de tâtonnemens, combien de doutes! Se frayer un chemin dans ce dédale de documens contradictoires, dégager l'ordre de la confusion, rétablir dans leur vrai jour les faits dénaturés par la passion, quelle tâche ingrate! Et puis, comment et par qui sera récompensé ce travail, qui va dévorer des centaines de jour-

nées? Les juges compétens sont si peu nombreux! A quoi bon s'épuiser en efforts pour les contenter? Ne vaut-il pas mieux s'adresser à la foule, qui bat des mains, pourvu qu'on réussisse à l'amuser? La réponse serait embarrassante, si les applaudissemens prodigués par la foule assuraient la durée des œuvres historiques. Heureusement les choses ne se passent pas ainsi : la vraie renommée ne s'obtient pas à si bon marché. Au bout de quelques années, souvent au bout de quelques mois, le roman de l'improvisateur est oublié sans retour. Arrive le jugement des hommes à qui leurs études donnent le droit de parler, dont la voix est écoutée, dont l'autorité n'est contestée par personne; les lecteurs, désabusés par des preuves sans réplique, abandonnent leur idole aussi facilement qu'ils l'ont encensée, et l'auteur du roman publié sous le nom d'histoire s'étonne du silence qui se fait autour de lui.

Ce n'est pas là d'ailleurs la seule raison qui doive ramener les historiens à l'étude des documens originaux : ils trouveront dans la nature même de nos facultés un puissant encouragement. Écrire sans avoir rien à dire de nouveau, de personnel, peut être une bonne spéculation, mais ne saurait jamais donner contentement à une intelligence élevée. Pour peu qu'on ait le goût de la pensée, pour peu qu'on ait en soi le souvenir des œuvres dignes d'admiration, on sait à quoi s'en tenir sur la valeur des pages qu'on vient d'achever; on ne s'abuse pas facilement sur l'autorité des paroles qu'on vient d'assembler; on est pour soi-même un juge impartial et sévère. Si l'on n'a rien écrit qui vaille la peine d'être écouté, on ne l'ignore pas. Le succès ne console pas toujours de ce témoignage accablant. On a beau faire, on a beau compter les applaudissemens, on n'impose pas silence à cette voix intérieure. Quand la conscience nous dit que le succès n'est pas mérité, la honte nous saisit, et la flatterie la plus assidue ne guérit pas notre plaie. Pour jouir de la louange, pour la savourer librement, sans trouble et sans confusion, il faut trouver en nous-mêmes le sentiment d'une force noblement dépensée. Pour les intelligences élevées, rien ne peut remplacer une telle joie. Une fois connue, elle devient un besoin de tous les instans. Aussi je nourris la ferme espérance qu'il se trouvera toujours pour les travaux historiques des hommes résolus à l'étude des documens originaux, car leur labeur ne reste pas sans récompense.

Entre ces deux méthodes, laquelle des deux a choisie M. de Lamartine? Je voudrais pouvoir affirmer qu'il s'est décidé pour la seconde; malheureusement l'évidence m'oblige à dire qu'il a préféré la première. Lors même qu'il n'eût pas avoué, avec une franchise dont nous devons le remercier, tout ce qu'il doit aux travaux de MM. Lu-

bis et Vaulabelle, la lecture de son livre suffirait pour démontrer qu'il a négligé l'étude des documens originaux. C'est, à n'en pouvoir douter, une œuvre de seconde main. Or est-il possible, en procédant ainsi, de captiver, d'enchaîner l'attention? Je suis loin de le penser. Essayer de prendre une moyenne entre les assertions de M. Lubis, écrivain légitimiste, et celles de M. Vaulabelle, écrivain libéral, c'est à mes yeux une tentative chimérique. Pour composer un récit vivant, un récit qui puisse émouvoir et instruire, il faut avoir reçu l'impression directe des faits, ou les avoir recueillis des acteurs et des témoins. Espérer suppléer à ce travail préliminaire par la puissance de la réflexion, c'est s'abuser étrangement. L'esprit le plus pénétrant, quelque effort qu'il fasse, ne réussira jamais à deviner la physionomie des événemens; il aura beau consulter des récits appuyés d'études consciencieuses, rien ne pourra remplacer pour lui les acteurs et les témoins. Il y a certainement beaucoup à louer dans le livre de M. Vaulabelle; c'est l'œuvre d'un homme laborieux, animé de sentimens élevés, résolu à chercher la vérité par tous les moyens dont il peut disposer. S'il n'a pas su donner à tous les épisodes les proportions qui leur conviennent, s'il a manqué plus d'une fois aux lois de la composition, on ne peut lui refuser du moins le mérite d'avoir interrogé tous les documens dignes de confiance; mais quelque soin qu'ait pris l'auteur de puiser à toutes les sources d'informations, il ne dispense pas du travail celui qui veut écrire un livre sur le même sujet.

M. de Lamartine ne paraît pas avoir compris cette nécessité. Plein de confiance dans son imagination, il a cru pouvoir s'épargner cette besogne, fastidieuse quand on l'entreprend à regret, pleine d'attrait quand on la poursuit avec une énergique résolution. A coup sûr, il n'a pas choisi le parti le plus sage; mais, tout en le condamnant, il faut lui tenir compte de sa position exceptionnelle. N'oublions pas qu'il est depuis longtemps l'enfant gâté du public, qu'il est habitué à se voir tout pardonner, que ses ébauches les plus confuses sont acceptées comme des œuvres achevées. Son indolence, que rien ne justifie, trouve du moins une excuse dans l'extrême indulgence de la foule. Pour ne pas profiter de cette position exceptionnelle, il aurait eu besoin de rencontrer parmi ses amis un homme assez franc pour lui montrer le danger; l'*Histoire des Girondins* et l'*Histoire de la Restauration* prouvent assez clairement qu'une voix sincère lui a manqué. Personne n'a voulu ébranler sa confiance en lui-même, et lui conseiller, comme l'accomplissement d'une condition impérieuse, l'étude directe des faits. Aussi qu'est-il arrivé? Son dernier livre n'est qu'une improvisation tantôt ingénieuse, tantôt passionnée, trop

souvent confuse. Avec la meilleure volonté du monde, il est impossible d'y trouver les caractères d'un récit sérieux. Malgré tous ces défauts, trop faciles à démontrer, il y a des pages qui nous émeuvent, d'autres qui excitent la pensée. On sent que cette ébauche est tracée par un écrivain animé des sentimens les plus généreux, habitué aux plus nobles idées : c'est là un avantage dont l'indolence la plus obstinée ne peut le priver; mais ces pages sont, hélas! trop peu nombreuses, et n'effacent pas le vice radical du livre. L'historien ne donne pas à sa pensée le temps d'éclore; il parle trop souvent avec une fastueuse abondance lors même qu'il n'a rien à dire, ou s'il tient sous sa main un rudiment de pensée que le temps et la réflexion pourraient seuls développer, il l'ensevelit sous une avalanche de paroles. Je ne saurais comparer le travail de son esprit qu'au travail d'un cheval surmené. Il lui demande l'accomplissement d'une tâche au-dessus de ses forces; il le sollicite, il l'aiguillonne à toute heure. Ni trève, ni repos; las ou dispos, il faut qu'il produise à tout prix. C'est vraiment un spectacle douloureux. Au lieu d'exercer ses facultés, il les épuise, il les gaspille. La sympathie profonde que m'inspire cette grande intelligence, si malheureusement fourvoyée, m'oblige à parler ainsi. Mes paroles ne sembleront pas trop sévères à ceux qui, au lieu de feuilleter l'*Histoire de la Restauration*, auront pris la peine de la lire. Si M. de Lamartine avait entendu plus souvent des avertissemens sincères, nous n'assisterions pas aujourd'hui à cet affligeant spectacle. La louange l'a perdu, la franchise l'aurait sauvé. Aujourd'hui, je le crains, la vérité ne peut plus lui porter aucun profit; les habitudes pernicieuses qu'il a contractées, et que ses flatteurs glorifient, résisteront à tous les avertissemens. C'est grand dommage, car un écrivain si richement doué eût trouvé dans l'étude sérieuse de l'histoire une seconde jeunesse. Justement admiré, justement applaudi pour ses œuvres poétiques, il eût agrandi sa renommée en ouvrant à sa pensée une voie nouvelle. Que fait-il aujourd'hui? Au lieu d'accroître l'éclat de son nom, on dirait qu'il s'applique à le ternir. Il y a trente ans, quand il attendait sa pensée, ses moindres paroles étaient recueillies avidement. Aujourd'hui qu'il a renversé l'ordre naturel des choses, et qu'il veut parler à tout prix, son nom, malgré son immense popularité, n'est plus entouré du même respect. Abordons maintenant l'*Histoire de la Restauration*.

Ce qui frappe d'abord dans le dernier livre de M. de Lamartine, c'est l'imprévoyance, l'absence de composition. La première chute de l'empire remplit deux volumes; Louis XVIII et les cent jours, cinq, et le règne entier de Charles X est condensé dans le huitième et dernier volume. Il est évident que l'auteur, en prenant la plume, ne

s'est pas préoccupé des proportions qu'il devait donner à son travail. Il a mis en œuvre les matériaux qu'il avait sous la main, ne reculant devant aucun développement et se réservant la faculté d'abréger les faits qui se présenteraient plus tard, si l'espace venait à lui manquer. Je ne voudrais pas exagérer l'importance de cette observation; cependant il est impossible de la considérer comme frivole. Puisqu'il s'agissait de nous raconter les événemens compris entre 1814 et 1830, il était indispensable d'assigner à chacun de ces événemens, je ne dis pas seulement le rang, mais encore l'espace qui lui appartient. Il semble que cette condition élémentaire de toute composition historique n'ait pas besoin d'être rappelée, et pourtant M. de Lamartine n'en a tenu aucun compte. Certes il était nécessaire de raconter la première chute de l'empire : sans ce récit préliminaire, la restauration ne se comprendrait pas, ou du moins se comprendrait d'une manière confuse; mais, comme la restauration est le sujet principal, deux volumes de prolégomènes excitent à bon droit l'impatience du lecteur. Quant au règne de Charles X, il est manifeste que l'auteur l'a renfermé dans des limites trop étroites.

Je voudrais n'avoir à présenter que cette objection avant d'aborder le livre même. Malheureusement je suis forcé d'appeler l'attention sur un autre défaut qui n'est pas moins blessant pour le goût : je veux parler de l'abus des portraits. Esquisser en quelques lignes le caractère d'un personnage, rien de plus naturel, de plus légitime : c'est un exemple donné par tous les grands historiens; mais ce n'est pas ainsi que M. de Lamartine comprend le portrait. Pour lui, la physionomie morale et intellectuelle n'est que la moitié d'un portrait : il éprouve le besoin de le compléter en parlant aux yeux. Dès qu'il aborde cette seconde partie de sa tâche, il se laisse entraîner aux caprices les plus singuliers, aux inventions les plus étranges. Parlant de Napoléon, il le traite de génie posthume, ce qui, rigoureusement interprété, ne signifie absolument rien, mais veut dire, dans la pensée de l'auteur, que Napoléon a tenté de ressusciter le passé; c'est une entorse un peu violente donnée au sens légitime des mots. Le portrait physique de Napoléon est bien autrement singulier. M. de Lamartine voit dans son visage, ou plutôt dans son front, une mappemonde. Il s'est mépris sur le sens du mot mappemonde, comme il s'est mépris sur le sens du mot posthume; il voulait sans doute comparer la tête de Napoléon au globe terrestre, ce qui eût été déjà passablement ridicule; en négligeant de vérifier la valeur des termes qu'il employait, il a trouvé moyen d'établir une comparaison inintelligible. Qu'est-ce en effet qu'une tête-mappemonde? Je défie le plus habile de répondre à cette question.

Voilà pourtant où mène l'improvisation ! Si je voulais recueillir tous les traits du même genre, je montrerais sans peine que M. de Lamartine emploie trop souvent des paroles qui ne présentent pas à son esprit de sens défini, qu'il les choisit pour leur caractère musical, sans se préoccuper de leur signification; mais je n'insiste pas, il suffit de signaler de tels enfantillages.

Enfin, et ce sera ma dernière objection préliminaire, l'auteur confond volontiers l'histoire et la biographie. Sans doute il est important de connaître les antécédens de chaque personnage, mais il ne faut pourtant pas mettre les anecdotes au même rang que les événemens; autrement l'histoire proprement dite s'évanouit, et nous n'avons plus qu'une suite de biographies. Avant de nous montrer Louis XVIII et Charles X sur le trône de France, il était important de nous les montrer dans l'émigration; il était inutile de raconter en détail les moindres incidens de leur vie. M. de Lamartine recueille avidement et raconte avec une prolixité complaisante tout ce qui peut fournir un chapitre de roman. Il n'insiste pas longtemps sur l'attitude politique du comte d'Artois entre Louis XVI et le comte de Provence, mais il raconte avec plaisir les amours du comte d'Artois et de Mme de Polastron, et les sermens prononcés par le futur roi au lit de mort de sa maîtresse; et pour que rien ne manque à la mise en scène, il a soin de rappeler que le serment est reçu par un évêque. Il est vrai que pour excuser ce récit, qui n'appartient pas directement à l'histoire, il cherche dans la mort de Mme de Polastron, dans le serment qu'elle exige de son amant, l'explication du règne entier de Charles X. Pour ma part, je doute fort que cette explication puisse contenter les esprits sérieux. Quelle promesse en effet le comte d'Artois avait-il faite à sa maîtresse? Il lui avait juré de ne plus aimer aucune femme et de rester fidèle à son souvenir; il lui avait juré de reporter à Dieu l'amour qu'il avait jusque-là prodigué aux choses de la terre. Eh bien! supposons un instant que le comte d'Artois eût violé son serment : son intelligence se fût-elle agrandie? eût-il même compris les nécessités du temps présent? se fût-il soumis plus docilement aux événemens accomplis? eût-il renoncé à l'espérance de ressusciter le passé et de supprimer la révolution française? Fidèle ou infidèle au souvenir de Mme de Polastron, ne devait-il pas rester sourd aux leçons de l'histoire?

L'histoire de la restauration présente plus d'un genre de difficultés. Il ne s'agit pas seulement de recueillir avec un soin scrupuleux les documens originaux; ce sujet est si près de nous, que l'historien ne peut guère compter sur l'attention et la sympathie du lecteur, à moins de mêler à son récit quelques détails anecdotiques d'une sa-

veur vive et inattendue. Or c'est là, si je ne m'abuse, un écueil très dangereux. Pour allécher la curiosité, l'historien se laisse parfois entraîner à des révélations qui ne réunissent pas toujours des élémens irrécusables d'authenticité. M. de Lamartine, je dois l'avouer, n'a pas évité ce périlleux écueil. Malgré la défiance officielle derrière laquelle il se retranche, il est trop facile de voir qu'il se complaît dans ces révélations sans preuves, sans garanties : il a beau parler des devoirs austères et de la majesté de l'histoire, les esprits les moins clairvoyans devinent sans effort qu'il préfère Suétone à Tacite. C'est une prédilection que je comprends, mais que je n'excuse pas; car si Suétone fournit à l'histoire des documens précieux, qu'il faut pourtant discuter sévèrement avant de les admettre, il ne peut prétendre au titre d'historien. C'est un point sur lequel je n'ai pas besoin d'insister. Tous ceux qui connaissent la biographie des Césars me comprendront à demi-mot.

M. de Lamartine ne s'est pas contenté de faire à M. Vaulabelle et à M. Lubis de nombreux emprunts; lorsqu'il ne met pas à contribution leur témoignage, il substitue au récit, à l'interprétation personnelle des faits, des citations tirées du *Moniteur*. C'est là sans doute un procédé fort commode, mais que l'histoire proprement dite ne saurait accepter. L'emploi des ciseaux, si habile et si ingénieux qu'il soit, ne remplacera jamais l'exercice de la pensée. C'est bien la peine vraiment d'occuper dans son pays un des premiers rangs, d'avoir conquis à son nom une légitime, une immense popularité, pour descendre au rôle de compilateur. Une telle besogne est au-dessous de l'homme éminent, du poète justement admiré qui a signé les *Méditations*, les *Harmonies* et *Jocelyn*. Il faut laisser ce travail de manœuvre aux hommes inconnus qui luttent péniblement contre le besoin de chaque jour, et qui n'ont pas de nom à compromettre. Quand on a pris place parmi les noms les plus illustres d'un pays tel que la France, on se doit à soi-même de s'imposer d'autres conditions. Il ne suffit pas, il ne suffira jamais de découper *le Moniteur* pour s'arroger le titre d'historien. On aura beau retourner dans tous les sens les paroles de Quintilien, si maladroitement interprétées par des compilateurs : on n'arrivera jamais à prouver que la transcription littérale des documens puisse remplacer le travail de l'histoire.

Et plût à Dieu que cette négligence, si condamnable d'ailleurs, fût la seule que j'eusse à reprocher à M. de Lamartine. Hélas! je suis bien forcé d'aller plus loin dans la voie des reproches. Quand il ne copie pas M. Vaulabelle, M. Lubis ou *le Moniteur*, il s'abandonne à d'étranges fantaisies. Il parle avec une joie évidente, avec un bonheur qui frappe tous les yeux, des hommes qu'il n'a jamais connus ni

directement ni indirectement, dont il n'a jamais entendu la parole, dont il ne connaît pas les travaux, et je ne fais pas ici allusion aux portraits physiognomoniques tracés d'après les données de Lavater, je veux parler des portraits qui ont la prétention de reposer sur l'étude, sur l'intelligence approfondie des personnages. Je ne m'arrêterai pas à relever tous les bouleversemens de chronologie que s'est permis M. de Lamartine en esquissant l'histoire littéraire de la restauration, où il figure pourtant comme un des acteurs les plus importans, et qu'il devrait connaître; ce sont là péchés véniels que la critique dédaigne à bon droit de signaler. Je ne chercherai pas à deviner comment M. de Lamartine, déjà parvenu aux dernières limites de l'adolescence quand les Bourbons rentrèrent en France, a pu confondre dans sa mémoire des souvenirs qui devaient rester si précis. Je me contenterai de choisir deux figures d'une importance inégale sans doute aux yeux de la philosophie, mais qui dans l'histoire semblent placées comme deux adversaires : Joseph de Maistre et Royer-Collard.

M. de Lamartine ne craint pas de comparer Joseph de Maistre à Montaigne. J'ai beau m'évertuer, je ne réussis pas à deviner la mystérieuse parenté de ces deux esprits; je défie hardiment l'OEdipe le plus pénétrant d'établir entre Montaigne et Joseph de Maistre une relation quelconque. Que signifient en effet les *Essais* de Montaigne? Pour tout homme de bon sens, ils expriment le scepticisme absolu, universel, appliqué à tous les ordres de faits, à tous les ordres d'idées, aux croyances religieuses comme aux institutions politiques. Que signifient *les Soirées de Saint-Pétersbourg*, le livre *du Pape*, les *Considérations sur la France*, sinon la légitimité absolue du gouvernement théocratique, l'insuffisance et l'incapacité de toutes les autres formes de gouvernement, la folie, le péril, ou plutôt le néant du libre arbitre, la nécessité d'humilier la raison et la philosophie devant l'autorité sacerdotale? A moins de fermer les yeux à l'évidence, à moins de protester contre la lumière, il faut bien reconnaître que Montaigne et Joseph de Maistre ne signifient pas autre chose. Et pourtant M. de Lamartine n'hésite pas à les comparer l'un à l'autre! Pour lui, Joseph de Maistre n'est qu'un Montaigne rustique. Quelle que soit ma sympathie pour le génie poétique, quelle que soit mon indulgence pour ses caprices, il m'est impossible d'accepter une telle comparaison. Rustique ou non, Joseph de Maistre n'a rien à démêler avec Montaigne. Tant que le doute et l'affirmation ne seront pas une seule et même chose, tant que le libre développement de la raison se distinguera de l'autorité théocratique, cette comparaison inattendue sera considérée par tous les hommes de bon

sens comme un enfantillage inexplicable chez un homme parvenu à la maturité. Que M. de Lamartine ignore Montaigne et Joseph de Maistre, c'est pour moi, pour tous ceux qui aiment, qui admirent son génie poétique, un légitime sujet d'étonnement; qu'il s'applique à montrer son ignorance, c'est une faute que je ne saurais lui pardonner; le silence était si facile et de si bon goût!

Quant à M. Royer-Collard, le langage de M. de Lamartine me cause encore une plus vive, une plus douloureuse surprise. Tout en rendant justice à l'élévation constante de sa parole, il lui reproche d'avoir prêté l'autorité de son talent à des idées tout à la fois vagues et systématiques. Concilie qui pourra ces deux épithètes, si étonnées de se trouver réunies. Que des idées systématiques soient dépourvues de vérité, je le comprends sans peine; mais qu'elles soient en même temps systématiques et vagues, j'avoue humblement ne pas le concevoir. Tantôt l'historien compare M. Royer-Collard à un oracle dont les paroles, livrées au vent, présentent un double sens; tantôt il parle avec amertume de l'inflexible austérité de ses ouvrages. De cette double accusation il faut conclure que M. de Lamartine n'a jamais lu les pages écrites par M. Royer-Collard et recueillies par Théodore Jouffroy, et je suis fondé à croire qu'il n'a jamais lu, je dis lu en entier, les discours prononcés à la chambre des députés par cet homme éminent sur le droit d'aînesse, sur le sacrilége; car, s'il connaissait à fond ces deux admirables discours, il parlerait autrement de l'homme qui les a prononcés; il ne lui reprocherait pas d'être tour à tour obscur comme la pythonisse et précis comme l'algèbre. Pour tous les hommes qui tiennent à n'employer que des mots dont ils comprennent le sens, l'algèbre est un moyen de transformer, d'élucider, de résoudre les questions les plus délicates de l'ordre mathématique. Si donc, par un bonheur inoui, un orateur politique arrivait à discuter les intérêts et les droits dans une langue aussi précise que l'algèbre, et pourtant accessible à toutes les intelligences, loin de le blâmer, il faudrait l'applaudir et le glorifier.

Il est vrai que M. de Lamartine ne tarde pas à nous expliquer son aversion pour la précision algébrique dans la langue des affaires; mais, hélas! l'explication est pire que la faute, le plaidoyer pire que le délit. Il ne veut pas que le gouvernement des hommes soit une œuvre de réflexion, il veut qu'il relève uniquement de l'inspiration et de l'instinct. Prononcer de telles paroles, c'est se déclarer soi-même incapable de gouverner. L'instinct et l'inspiration peuvent suggérer de beaux discours, des actes énergiques et sublimes, dont l'histoire doit tenir compte, qui laissent une trace durable dans tous les esprits généreux, dont le souvenir est consacré par la reconnais-

sance publique; mais ni l'instinct, ni l'inspiration ne suffiront jamais pour former un homme d'état. L'intelligence des droits les plus avérés, des passions les plus légitimes, compte sans doute parmi les élémens de la science politique, mais n'est pas la politique tout entière. Dans le gouvernement des sociétés humaines, les intérêts jouent un rôle, sinon aussi élevé, aussi pur, du moins aussi important que le droit et la passion. Tous ceux qui connaissent l'histoire savent à quoi s'en tenir sur ce point. S'agit-il de proclamer la supériorité du droit sur l'intérêt? Rien de mieux; mais prenez garde, pesez prudemment la portée de vos paroles. Croyez-vous donc que pour respecter le droit, il faille n'écouter que l'instinct et l'inspiration, et que la réflexion conduise à dédaigner le droit? Si telle est votre pensée, vous calomniez étrangement la raison et la science. La philosophie et la politique vraiment dignes de ce nom ne méconnaissent aucun droit, et pourtant elles relèvent de la réflexion que vous voulez proscrire. Elles tiennent compte de l'inspiration et de l'instinct, mais elles savent par expérience que l'inspiration et l'instinct ne sont ni des instrumens de science, ni des instrumens de gouvernement; elles les acceptent comme des auxiliaires, non comme des guides. Il semble puéril d'insister sur ces vérités familières à tous les hommes qui ont passé par le maniement des affaires, et pourtant je suis forcé de les rappeler à la mémoire du lecteur, puisque M. de Lamartine voit dans la politique une science d'instinct et d'inspiration. Il est bon de répéter les vérités les plus vulgaires, quand les esprits les plus éminens s'appliquent sans relâche à les méconnaître, à les effacer de la mémoire de la foule.

La première partie, je veux dire les deux premiers volumes de l'*Histoire de la Restauration*, donne lieu à deux sortes de reproche : au premier livre, les intrigues de l'émigration sont racontées avec beaucoup de complaisance et de partialité; au second livre, l'état de la France est étudié ou plutôt indiqué d'une façon beaucoup trop rapide. Sans vouloir nier le rôle, hélas! trop important que joue l'intrigue dans toutes les affaires humaines, je répugne à croire que l'intrigue seule suffise à bouleverser les empires, à détrôner les dynasties, à changer la forme des gouvernemens. Pour que de pareils événemens s'accomplissent, il faut quelque chose de plus. Tous les enseignemens de l'histoire, tous les faits dont le siècle présent a été témoin sont unanimes sur ce point. C'est pourquoi je regrette que M. de Lamartine ait développé si longuement les menées de l'émigration à l'étranger. Tout en reconnaissant qu'il a su animer cette première partie de son récit, qu'il a remis en lumière plus d'un trait qui méritait d'être conservé, je ne puis comprendre qu'il ait accordé

tant d'espace aux prolégomènes de son livre, et qu'il ait traité avec tant de négligence, j'allais dire avec tant de dédain, l'état intérieur de la France à l'époque où l'empire succomba devant l'Europe coalisée. L'étude approfondie de la France à cette époque désastreuse pouvait seule annoncer au lecteur la grandeur, l'importance, la vivacité des questions qui allaient s'agiter. Retracer l'état des partis, l'état de l'esprit public, était la seule manière d'aborder l'histoire de la restauration. M. de Lamartine en a jugé autrement, ou plutôt il s'est laissé aller au plaisir de recueillir des anecdotes, et de les rajeunir par le nombre et l'éclat des images. Il a fouillé tant qu'il a pu dans la vie privée des acteurs éminens ou subalternes qui ont pris part au rétablissement des Bourbons, ajournant de page en page l'histoire proprement dite. Au lieu d'aborder franchement le sujet qu'il avait choisi, il s'est dit qu'il serait toujours temps de commencer le récit des événemens, et il s'est complu, je ne dirai pas dans l'étude, mais dans la peinture des personnages. Tous ceux qui prennent le passé au sérieux, tous ceux qui cherchent dans le tableau des événemens accomplis un enseignement pour le présent et pour l'avenir, partageront mon regret. Oui, sans doute, il faut accorder une grande importance à la partie purement humaine du récit; oui, sans doute, il est bon de scruter les sentimens qui animent les acteurs; mais il ne faut pas confondre l'histoire et le roman. Si les grands historiens de l'antiquité, si les plus habiles parmi les modernes ont mêlé au récit des événemens le portrait des principaux acteurs, ils n'ont jamais méconnu les lois de la composition au point d'accorder aux portraits plus d'importance et d'espace qu'au récit des événemens.

L'Europe coalisée, les batailles perdues, l'action des émigrés sur les cours étrangères, ne suffisent pas à expliquer la chute de l'empire et le rétablissement des Bourbons. Il faut de toute nécessité chercher dans la France elle-même l'explication du sort qu'elle a subi. Tant que la guerre signifiait la défense des droits conquis par le pays, tant qu'elle signifiait l'indépendance et la grandeur en face de l'Europe, la France s'est résignée sans peine à tous les sacrifices, elle a prodigué sans hésiter son sang et ses richesses; mais le jour où la guerre, au lieu de signifier l'indépendance, a signifié la conquête, c'est-à-dire le sacrifice permanent, indéfini, de toute la nation à l'ambition d'un seul homme, la France s'est détachée du maître qu'elle avait accepté. Tout en versant des larmes amères sur l'humiliation de son drapeau, elle a compris que sa cause n'était pas la cause d'un seul homme, si grand qu'il fût. Rassasiée de gloire, elle n'a pas persévéré dans sa résistance à l'invasion européenne. Sans doute, et je ne

songe pas à le contester, tous les cœurs généreux, toutes les âmes pénétrées du sentiment de la dignité nationale ont protesté contre les conditions imposées à la France par la coalition; mais ces cœurs généreux ne pouvaient réussir à entraîner la foule. Ce qui dominait dans la multitude, dans la masse de la nation, c'était le besoin de la paix. Pour satisfaire ce besoin impérieux, la multitude s'est résignée, et la protestation des cœurs généreux est demeurée impuissante. Cette vérité si évidente, M. de Lamartine ne la méconnaît pas, mais il se contente de l'indiquer, tandis qu'il aurait dû s'appliquer, je ne dis pas à la démontrer, car l'évidence ne se démontre pas, mais à la développer. A peine prend-il la peine de caractériser l'état de l'esprit public; il compte sur la biographie des hommes qui ont traité de la rançon de la France pour expliquer tous les événemens : c'est une confiance que je ne crois pas légitime. C'est la France elle-même qu'il fallait interroger, et sa réponse aurait jeté sur le récit tout entier une lumière éclatante. Par l'élévation de son âme, par la pureté de ses sentimens, M. de Lamartine était digne, entre tous, de la transcrire et de la commenter. A quelque parti qu'on appartienne, il faut s'incliner devant l'évidence : il y a dans la restauration autre chose qu'une trahison. Rapporter à la trahison seule tous les malheurs du pays, c'est vouloir fermer les yeux à la lumière. C'est pourquoi l'historien de la restauration devait insister sur la condition morale du pays; c'était la partie la plus délicate de sa tâche, la plus difficile peut-être, mais à coup sûr la plus importante.

Et je m'étonne d'autant plus de la négligence, de la rapidité avec laquelle M. de Lamartine a traité cette partie de son sujet, qu'il a senti la nécessité d'invoquer le sentiment de la France pour expliquer la courte durée de la restauration impériale. Le récit des cent jours est à mon avis ce qu'il y a de plus vivant, de plus vrai dans ce livre, d'ailleurs si incohérent et si confus. Si Napoléon est tombé si vite après avoir repris possession de la France, c'est qu'il n'avait pour lui que l'armée, et que l'armée ne pouvait tenir seule contre le pays tout entier. L'auteur a tiré de cette vérité un excellent parti. C'est à elle qu'il a demandé toutes ses inspirations dans le récit des cent jours, et si sa parole ne s'arrête pas toujours à temps dans le tableau des faits, si plus d'une fois l'exubérance des images altère la précision de la pensée, je reconnais volontiers que l'auteur a souvent trouvé des accens pathétiques en nous retraçant les dernières luttes de Napoléon. En nous le montrant aux prises avec la fortune, vaincu par le nombre bien plus que par l'épuisement de son génie militaire, il n'a pas oublié de nous le montrer aux prises avec son pays. Ce n'est que justice, et, placé sur ce terrain, M. de Lamartine

n'a pas de peine à rencontrer l'éloquence. Il faut lire dans ces pages douloureuses le retour de Napoléon à Paris après la bataille de Waterloo, et son entretien avec Caulaincourt à l'Élysée. Jamais M. de Lamartine n'a été plus heureusement inspiré. Je verrais disparaître sans regret quelques détails d'intérieur sur lesquels l'historien s'appesantit avec trop de complaisance. Que Napoléon, accablé de lassitude, s'endorme dans un bain ou sur un fauteuil, peu nous importe assurément; mais il est impossible de lire sans attendrissement, sans une émotion profonde, les paroles de Caulaincourt et la réponse du soldat vaincu. Quand le duc de Vicence, demeuré fidèle au malheur, mais comprenant pourtant que la fortune n'est pas seule coupable de la défaite de son maître, n'hésite pas à condamner le retour de l'empereur, et lui dit hardiment devant les courtisans consternés et déjà indécis : « Sire, votre place est au milieu de votre armée, » et que Napoléon, comprenant trop tard sa faute irréparable, laisse échapper l'aveu terrible qu'il avait jusque-là retenu sur ses lèvres : « Je n'ai plus d'armée! » le lecteur, à quelque parti qu'il soit attaché, s'associe à l'émotion et à la justice de l'historien. Dans ces quelques pages, animées du patriotisme le plus pur, écrites d'une main sûre et impartiale, toutes les paroles portent coup. Rien n'est livré à la fantaisie, aux hasards de l'inspiration; l'auteur exprime fidèlement ce qu'il sent et n'a pas besoin de recourir aux artifices du langage pour masquer l'indécision de sa pensée. L'expression se présente d'elle-même et trouve un écho empressé dans la conscience publique. Un peu plus de sobriété serait sans doute à désirer; mais le regret s'efface devant la grandeur de la scène. Le retour de Napoléon à l'Élysée restera parmi les plus belles pages de M. de Lamartine.

Je voudrais pouvoir louer avec la même sincérité le récit de la bataille de Waterloo. Malheureusement ce récit, qui affiche toutes les prétentions d'un exposé stratégique, ne se recommande pas par la clarté. La topographie, qui joue un rôle si important dans ces sortes de narrations, est traitée d'une manière beaucoup trop confuse. Quand on veut raconter une bataille selon la méthode de Jomini, il faut avant tout expliquer nettement la configuration du terrain où la bataille va se livrer. Or c'est précisément ce que M. de Lamartine a négligé. Il avait pourtant sous les yeux le récit de M. Vaulabelle, qui ne laisse rien à souhaiter sous le rapport de la clarté. Là, tout se comprend sans peine; les mouvemens des armées ne sont pas plus difficiles à saisir que la marche d'une tour sur l'échiquier. Pourquoi? C'est que M. Vaulabelle s'est avant tout appliqué à promener nos yeux sur le théâtre de la guerre. Aussi, quand les armées s'ébranlent, comme nous connaissons tous les plis du terrain, nous les sui-

vons sans effort, malgré la fumée du canon : les bataillons culbutés par la cavalerie, les escadrons décimés par l'infanterie, ne se présentent pas à nous comme des énigmes impénétrables. Tous les épisodes de la lutte et de la défaite se groupent dans notre mémoire. M. de Lamartine, en prodiguant les détails, n'a pas su les ordonner : il compte les triangles formés par l'armée française au moment où l'action commence, et paraît croire que cette indication suffit à l'intelligence de la bataille tout entière; mais comme il a négligé la topographie, malgré ces triangles si bien comptés, nous ne comprenons pas grand'-chose aux masses qui vont engager l'action. Il avait sous la main tous les élémens du récit, il n'a pas su les rassembler et les mettre en œuvre. Il parle du rôle assigné aux différentes armes, comme s'il voulait contenter la curiosité des hommes du métier, et ne laisse dans tous les esprits qu'un souvenir confus. Le lecteur a le droit de se montrer d'autant plus sévère, que l'auteur veut paraître ne rien ignorer. Je suis loin d'approuver sans réserve la prédilection des historiens de notre temps pour les détails stratégiques, car un écrivain qui n'a jamais étudié par lui-même les champs de bataille et l'emploi des différentes armes, qui ne sait pas même dans quelles proportions doivent se trouver l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie pour composer une armée bien ordonnée, risque fort de commettre plus d'une bévue. S'il parle d'après les renseignemens recueillis la veille dans la conversation des hommes du métier, il n'est pas toujours sûr d'interpréter fidèlement ce qu'il a entendu. Un peu plus de modestie serait de bon goût chez ceux qui n'ont pas fait la guerre, et qui pourtant veulent raconter les batailles. Mais enfin la prétention militaire une fois acceptée, le lecteur veut qu'on la justifie; il veut comprendre ce qu'on lui raconte; or la bataille de Waterloo ne se comprend guère dans le récit de M. de Lamartine. Pour les bourgeois aussi bien que pour les hommes de guerre, c'est un défaut que rien ne saurait excuser.

M. de Lamartine a bien compris le caractère de Louis XVIII; malheureusement, après avoir esquissé le portrait du monarque, il a reculé devant la tâche qu'il s'était imposée. Quel intérêt présente le règne de Louis XVIII, si ce n'est celui des débats parlementaires? Il n'y a pas deux avis sur ce point; or, pour que les débats parlementaires laissent dans la mémoire du lecteur une trace durable, il faut que l'historien les analyse, les condense, les résume. Ce travail, j'en conviens, n'est pas toujours facile; mais si l'historien croit pouvoir s'en dispenser, si, au lieu d'analyser et de juger les débats, il les cite par extraits, il manque à son devoir, et rencontre l'indifférence au lieu de l'attention. M. de Lamartine a choisi le second parti, et il pro-

digue volontiers les citations : il emprunte au *Moniteur* des discours presque entiers, et ne se croit pas obligé de marquer les différens momens de la discussion. A proprement parler, il s'abstient de raconter et de juger; aussi, dans son livre, le règne de Louis XVIII semble très incomplet, malgré les développemens considérables qu'il a reçus. Le lecteur ne voit pas la marche de l'esprit public; or que signifie l'histoire du gouvernement représentatif, si l'esprit public ne se révèle pas avec éclat toutes les fois que s'engage un débat important? La mission de l'historien, telle que l'a comprise M. de Lamartine, est singulièrement simplifiée. Pour l'accomplissement de cette mission, le travail de la pensée devient à peu près inutile; il suffit d'avoir *le Moniteur* sous la main.

Cependant je serais injuste envers l'auteur si je laissais croire qu'il s'en est tenu aux documens officiels : il enregistre avec empressement un grand nombre de faits qui n'ont laissé aucune trace dans *le Moniteur*, et qui appartiennent à l'histoire anecdotique de la restauration. Peut-être serait-on en droit de lui reprocher sa prédilection pour ce genre de documens. Je ne crois pas qu'il faille les bannir de l'histoire, mais il faut du moins en user avec discrétion, et M. de Lamartine en use trop largement. Il parle avec admiration du talent politique de M. de Villèle. Sans partager son enthousiasme, je reconnais dans ce ministre une aptitude incontestable pour le maniement des affaires; mais l'estime que j'ai conçue pour son intelligence s'amoindrit nécessairement, quand je le vois chaque jour se résigner à consulter Mme du Cayla avant de travailler avec le roi. On me répondra que Mme du Cayla lui révélait fidèlement les prétentions des émigrés, et lui donnait ainsi des armes pour les combattre. Je ne conteste pas la valeur d'un tel argument, je ne le crois pourtant pas sans réplique. Si c'est là de l'habileté, à coup sûr ce n'est pas de la dignité. Que dans un gouvernement absolu le premier ministre consulte chaque jour la maîtresse du roi, rien de mieux, ou du moins rien de plus naturel : c'est pour lui la seule manière de dominer celui qu'il appelle son maître; mais dans un gouvernement représentatif, je ne pense pas qu'il soit obligé de subir cette dure condition. Louis XVIII, égoïste et hautain, comprenait son temps beaucoup mieux que son frère et ses neveux, ce qui n'est pas d'ailleurs faire de lui un grand éloge. Puisque M. de Villèle avait su se rendre nécessaire, Louis XVIII n'eût pas refusé d'accueillir et de suivre ses conseils, lors même que ces conseils n'eussent pas subi le contrôle de Mme du Cayla : il sentait trop bien le danger des partis extrêmes pour se laisser conduire par le comte d'Artois. Pourquoi donc M. de Villèle, dont M. de Lamartine exalte si souvent les services, dont il fait presque un homme

de génie, s'est-il résigné à consulter chaque jour Mme du Cayla? C'est qu'en entrant au ministère, il avait fait bon marché de sa dignité. Résolu à combattre le parti du clergé, il avait pourtant accepté son appui. Or Mme du Cayla connaissait aussi bien les prétentions de l'église que les prétentions des émigrés, et M. de Villèle trouvait dans son entretien des argumens contre ses alliés. Le pouvoir acheté à ce prix n'a pas de quoi flatter l'orgueil : gouverner dans de telles conditions, est-ce vraiment gouverner? Tout en reconnaissant que M. de Villèle a contenu pendant quelques années les prétentions de l'église et de l'émigration, je ne puis voir en lui un grand homme d'état. S'il eût été profondément pénétré de ses devoirs politiques, il n'aurait pas accepté l'appui de l'église : se servir d'un allié qu'on est résolu à combattre, quelle preuve d'habileté! Ou le gouvernement représentatif est un non-sens, ou il répudie l'emploi de tels moyens. M. de Villèle ne gardera pas dans l'histoire les proportions que M. de Lamartine a voulu lui donner. C'est un homme d'affaires qui a fait preuve en mainte occasion de souplesse et de prévoyance; mais la ruse et la duplicité ont tenu trop de place dans sa vie pour qu'il prenne rang parmi les grands hommes d'état.

Je m'étonne que M. de Lamartine, qui a vécu si longtemps au milieu des luttes parlementaires, qui a remporté à la tribune tant de victoires éclatantes, consente à louer si vivement une nature qui s'accorde si peu avec la sienne. Il faut sans doute expliquer cette complaisance par les souvenirs de jeunesse; mais en pareil cas l'explication n'est pas une excuse. M. de Lamartine est un des enfans gâtés de la restauration. Très jeune encore, il a trouvé dans les salons de l'aristocratie des applaudissemens et des louanges qu'il n'a pu oublier. Ces applaudissemens étaient légitimes, ces louanges étaient méritées, ce n'est pas moi qui songe à le contester; je regrette seulement que le souvenir des salons de la restauration ait rendu l'historien trop indulgent pour M. de Villèle. Le poète, enivré d'éloges par l'aristocratie, n'a pas voulu croire qu'une société si pleine de respect et d'enthousiasme pour le génie ait pu être gouvernée si longtemps par un homme de second ordre. En rapetissant M. de Villèle, c'est-à-dire en lui laissant les proportions qu'il gardera dans l'histoire, il aurait cru se rapetisser lui-même et dépouiller de tout prestige les plus belles années de sa jeunesse.

Chose étrange! M. de Lamartine a prouvé maintes fois qu'il est animé de sentimens libéraux, et pourtant ce qui manque à l'histoire des premières années de la restauration, c'est le souffle de 89. Si l'on ne juge pas ces premières années au nom de la constituante, il faut renoncer à les juger. Louis XVIII, bien qu'il eût octroyé une

charte au lieu de l'accepter des mains de la nation, ne pouvait, sans manquer à sa parole, fausser ou briser les rouages du gouvernement représentatif. Si l'égoïsme et la prudence l'ont retenu presque toujours dans les limites de la légalité, il n'est pourtant pas à l'abri de tout reproche : les cours prévôtales, les massacres de Nîmes et d'Avignon sont des crimes dont le souvenir ne s'effacera jamais. Ces crimes, M. de Lamartine les condamne, mais il ne s'y arrête pas assez longtemps; il semble trop pressé de revenir aux hommes et aux choses de la cour; il détourne ses yeux du sang versé, et se remet à nous raconter la vie privée des personnages qui sont en scène. Sans les doctrines de 89, l'histoire de la restauration ne présente aucun intérêt sérieux. Maudites par l'émigration, qui ne pouvait les comprendre, elles ont servi de point de ralliement à tous les défenseurs des libertés publiques, et pourtant M. de Lamartine, en nous racontant le règne de Louis XVIII, évoque bien rarement le souvenir de 89.

Est-ce dédain pour l'assemblée constituante? Je suis loin de le croire. J'incline à penser qu'il faut chercher dans la vie même de M. de Lamartine l'origine de l'oubli où il paraît la laisser. Quand les Bourbons perdirent le royaume de France, l'auteur était déjà parvenu à la maturité de l'âge, sans atteindre à la maturité politique. Sans approuver les ordonnances qui ont perdu la dynastie, il avait partagé, il gardait encore bien des illusions. Plus tard, lorsqu'il eut abordé la tribune, il défendit avec sincérité ces illusions, qu'il devait combattre plus tard. Il a commencé par plaider, sous la monarchie de juillet, la cause de la restauration. En écrivant l'histoire de Louis XVIII, il a repris à son insu la plupart des sentimens dont il était animé avant la chute des Bourbons; il aime trop le temps qu'il essaie de retracer pour le juger en toute équité. Les croyances qui ont dicté ses derniers discours ne s'accordent guère avec ses premiers sentimens; il ne s'en aperçoit pas, et garde pour la restauration l'indulgence de sa jeunesse. Je ne veux pas dire qu'il méconnaisse absolument la vérité, ce serait aller trop loin; il la laisse entrevoir et n'ose pas la montrer tout entière : c'est une considération dont l'histoire ne saurait s'accommoder. Pour juger les événemens accomplis sous nos yeux, il faut, dans la mesure de nos forces, nous dépouiller de nos sympathies. M. de Lamartine s'est mis à revivre par la pensée les années de sa jeunesse, et n'a pas su condamner sévèrement, au nom de ses dernières croyances, les hommes et les choses qu'il avait aimés avant de se mêler aux luttes parlementaires. Ce retour vers la première partie de sa vie lui sera facilement pardonné par le grand nombre des lecteurs; pour moi, je crois utile de le condamner, parce qu'il ne s'accorde pas avec les devoirs de

l'historien. Les événemens racontés par les contemporains ont un charme, une vivacité qu'on trouve bien rarement dans les récits de seconde main; mais pour mériter le nom d'historien, en peignant ce qu'on a vu, il faut concilier la fidélité de la mémoire avec la maturité du jugement. Or, en écrivant le règne de Louis XVIII, M. de Lamartine n'a pas tenu grand compte des années révolues; il a oublié comme par enchantement ses derniers combats de tribune, et n'a trouvé pour les fautes les plus évidentes qu'une demi-justice, une demi-sévérité.

Plus on avance dans la lecture de ce livre improvisé en deux ans, plus on est frappé des étranges contradictions auxquelles l'auteur s'est laissé entraîner. Parle-t-il des Bourbons émigrés? il s'attendrit sur leur exil volontaire, et leur reproche à peine d'avoir méconnu les nécessités de leur temps. Arrivé aux cent jours, la justice lui devient facile, la sévérité ne lui coûte rien; il condamne sans effort ce qu'il doit condamner. Napoléon une fois enchaîné sur le rocher de Sainte-Hélène, la lumière qui éclairait son esprit pâlit d'heure en heure; il ne sait pas juger la restauration comme il a jugé les cent jours. Quand Louis XVIII cherche à violer ses promesses et revient au respect du droit par le sentiment du danger, il blâme sa duplicité sans oser la flétrir. Or les principes qui condamnent le gouvernement des cent jours n'absolvent ni l'émigration, ni la restauration. L'émigration et l'appel adressé aux armées étrangères sont un crime contre la patrie. Quand Louis XVIII oubliait le rôle du comte de Provence aux états-généraux et tentait par la ruse ce qu'il n'eût osé tenter par la force, — la résurrection de l'ancien régime, — sa conduite n'était pas moins criminelle qu'imprudente. Son intérêt personnel, les droits qu'il avait reconnus, lui prescrivaient l'accomplissement de ses promesses. Pourquoi donc M. de Lamartine juge-t-il avec tant d'indulgence l'émigration et la restauration? J'ai tâché de l'expliquer; je crois y avoir réussi, et je ne me charge pas de le justifier; une telle tâche serait au-dessus de mes forces. Les diverses parties de ce livre ne semblent pas appartenir au même esprit; on dirait que l'historien des cent jours ne connaît pas l'historien de l'émigration, et que l'historien de la restauration n'a jamais rencontré l'historien des cent jours. On aimerait à voir un livre signé d'un seul nom révéler à chaque page les sentimens d'un homme toujours comparable à lui-même; M. de Lamartine paraît s'attacher à nous prouver qu'il y a en lui plusieurs hommes.

Le règne de Charles X n'a pas reçu tous les développemens qu'il comportait, et pourtant ce règne, qui n'a duré que six ans, peut seul servir à expliquer la chute des Bourbons. Dans ce récit si rapide,

M. de Lamartine apporte un contingent de renseignemens personnels. Il a connu M. de Polignac, il a rempli des fonctions diplomatiques sous son ministère; mais hélas! quel usage fait-il de ces renseignemens personnels? Il nous raconte ses conversations avec M. de Polignac, et la conclusion qu'il en tire, c'est que le premier ministre de Charles X était illuminé, avait des visions. Quand la politique est livrée à de telles inspirations, on entre de plain pied dans le domaine de la folie. Puisque M. de Lamartine n'avait rien de plus nouveau à nous dire sur le dernier ministère de Charles X, il eût mieux fait de s'en tenir aux documens recueillis par ses devanciers. Un roi partagé entre la chasse et la dévotion, prenant pour conseiller un illuminé, offre au lecteur un spectacle navrant : la colère disparaît devant la pitié. Dès que la conquête d'Alger est résolue, les moins clairvoyans comprennent que le lendemain de la victoire sera signalé par un coup d'état, et en effet cette prophétie, qui était dans toutes les bouches, s'accomplit avec une littéralité désespérante.

M. de Lamartine ne dit pas assez nettement que le ministère Martignac fut le seul ministère libéral de la restauration. C'est un point sur lequel il était nécessaire d'insister. Il condamne, mais en termes trop rapides, les projets de loi sur le sacrilége et sur le droit d'aînesse. Ces deux projets de loi étaient pourtant la préface des ordonnances; le droit d'aînesse et la peine du sacrilége n'allaient pas à moins qu'à supprimer, à biffer d'un trait de plume la révolution française. M. de Lamartine, tout entier à l'agonie de la monarchie, effleure à peine ce double sujet, si bien que, malgré l'entêtement de Charles X, malgré les visions du prince de Polignac, le dénoûment paraît trop brusquement amené. Quand on voit à quelle dure condition M. de Martignac se résignait pour réconcilier la nation et le roi, et comment il en était récompensé, on s'étonne qu'il ait gardé si longtemps le pouvoir. Pour accepter le gouvernement au milieu de pareils tourmens, de pareilles trahisons, il faut plus que du dévouement, il faut de l'abnégation. M. de Martignac sentait le terrain miné sous ses pieds par les courtisans, par le clergé, et cependant il n'a pas déserté son poste. Sans l'aveuglement insensé de Charles X, qui sait combien de temps le ministre dévoué eût maintenu la monarchie en équilibre!

Il est donc permis d'affirmer que le règne de Charles X n'offre qu'un récit écourté; mais je ne veux pas quitter ce livre sans présenter deux ordres de considérations. En premier lieu, je regrette que M. de Lamartine, après avoir raconté l'histoire de la restauration, ne marque pas l'écueil contre lequel viennent se briser les dynasties ramenées par les armées étrangères. Toutes leurs destinées se res-

semblent : elles n'ont rien appris, rien oublié. Toute leur conduite repose sur une erreur radicale : elles croient pouvoir recommencer le passé, et le jour où elles reconnaissent qu'elles se sont trompées, il est trop tard pour revenir sur leurs pas. Telle est la pensée que j'aurais désiré voir se développer comme épilogue du récit. En second lieu, je suis bien forcé de signaler dans cette histoire l'absence complète d'austérité. Il est triste de voir l'histoire ainsi réduite aux proportions du roman : on a dit et on a eu raison de dire que l'histoire est l'école des peuples et des rois; mais pour que les peuples et les rois recueillent dans le tableau du passé des leçons fécondes, il faut que l'historien renonce au désir d'amuser le lecteur. Or ce désir éclate à chaque page dans le livre de M. de Lamartine. L'auteur prodigue en toute occasion les anecdotes, les détails biographiques, et il oublie de caractériser les événemens.

Consultez les lecteurs de bonne foi, demandez-leur quel profit ils ont tiré de ce long récit; ils avoueront qu'ils n'ont pas appris grand'-chose : au lieu de s'instruire, ils se sont amusés. Combattre la popularité de pareils livres semble peine perdue, car la foule s'empresse de les dévorer, sans tenir aucun compte des remontrances. Cependant il ne faut pas se lasser de les condamner, car la cause de la vérité finit tôt ou tard par triompher. Les plus complaisans nous accuseront peut-être de faire la moue à notre plaisir; nous les laisserons dire, et nous attendrons sans inquiétude l'action du temps. Dans dix ans, qui donc se souviendra de l'*Histoire de la Restauration?* Il faudra s'adresser aux bibliographes pour en avoir des nouvelles. Loin de moi toute pensée amère : je ne voudrais pas blesser un écrivain dont le nom occupe dans notre littérature un rang si glorieux; mais je suis bien forcé de lui dire qu'il s'est complétement mépris sur la nature du travail qu'il avait abordé. Pour le mener à bonne fin, il était indispensable de sacrifier les anecdotes à la politique intérieure, à la diplomatie. Or M. de Lamartine a reculé devant la difficulté de sa tâche, et tous ceux qui portent à son talent une affection sincère doivent avoir le courage de l'avertir. Le double succès qu'il a obtenu avec l'*Histoire des Girondins* et l'*Histoire de la Restauration* ne ferme pas nos yeux à l'évidence. Les applaudissemens qu'il recueille ne viennent pas des vrais juges, et ces derniers finiront toujours par avoir raison.

Je ne crois pas que les hommes voués aux études historiques m'accusent d'un excès de sévérité. J'ai loué dans l'*Histoire de la Restauration* ce qui méritait d'être loué, — l'histoire des cent jours. Si dans le règne de Louis XVIII ou de Charles X j'avais rencontré des pages d'une égale valeur, je n'aurais pas négligé de les signaler.

Que l'auteur ne s'en prenne qu'à lui-même si je me suis montré avare d'éloges. Ce qui domine dans ce livre, qui devrait se recommander par la simplicité, c'est la recherche assidue de l'effet théâtral. Je serais injuste envers M. de Lamartine, si je n'avouais pas qu'il entend parfaitement la mise en scène; il groupe ses personnages comme s'il s'agissait d'une œuvre dramatique. Malheureusement, quand le lecteur arrive à se demander si les choses ont dû se passer ainsi, il ne tarde pas à reconnaître l'artifice et la supercherie. Malgré sa faiblesse pour ce talent populaire, il ne peut se défendre d'une sorte d'étonnement, et se demande comment il a été pris pour dupe. C'est un sentiment auquel n'échappent pas les lecteurs habitués à ne pas se contenter de leur première impression. Ces lecteurs sont malheureusement en minorité, mais ils ne font pas mystère de leur étonnement, et leur étonnement se propage.

Est-il permis d'espérer que M. de Lamartine, en abordant un sujet nouveau, changera de méthode? Une telle espérance serait de notre part une grande témérité. A voir comme il passe de la Toscane à la Turquie, comme il abandonne le siècle des Médicis pour l'empire ottoman, il est trop manifeste qu'il ne prend pas la peine d'étudier. L'histoire n'est pour lui qu'un sujet d'amplification, un exercice de rhéteur. Il avait annoncé l'*Histoire du Directoire,* tout à coup il tourne le dos au directoire sans que le public sache pourquoi. Dans les conditions où il s'est placé, l'étude devient inutile. Il possède désormais la science universelle. Les choses qu'il ne sait pas sont pour lui comme si elles n'étaient pas. C'est exactement comme s'il les savait.

Il est donc à présumer qu'il obéira longtemps à la méthode qui lui a si bien réussi; tant qu'il n'aura pas rencontré sur sa route l'indifférence et le dédain, il ne renoncera pas à l'amplification. Pour tous ceux qui aiment à voir les plus grands noms de notre littérature demeurer purs et garder leur éclat, c'est un sujet d'affliction; car depuis que M. de Lamartine est entré dans le domaine de l'histoire, il va s'amoindrissant de jour en jour. Ses flatteurs lui répètent chaque matin qu'il peut tout oser, qu'il connaît le passé bien mieux et plus sûrement que les esprits patiens qui se croient obligés d'étudier les faits avant de les raconter. Ces coupables mensonges n'empêcheront pas l'auteur de succomber sous le nombre et le poids de ses ouvrages historiques, et le public, lassé d'un plaisir stérile, voudra demander des leçons à l'histoire. M. de Lamartine ne pourra secouer ses habitudes d'indolence, il n'aura pas le courage d'étudier longtemps avant de prendre la parole, et la popularité désertera son nom, qui devait demeurer éternellement jeune. Pour changer de route, il sera trop tard. Bon gré mal gré, il s'obstinera dans l'amplification.

Qu'il ne se plaigne pas du moins de n'avoir pas été averti. Depuis l'*Histoire des Girondins*, il a entendu plus d'une voix sincère au milieu de ses triomphes. Il est vrai que pour suivre ces conseils salutaires, il eût dû se résigner à un long silence; mais ce silence eût été fécond, car il eût permis à l'auteur d'étudier. M. de Lamartine n'a pas voulu : qu'il se résigne donc à porter la peine de son aveuglement. Il a cru qu'il pouvait en se jouant aborder les époques les plus diverses et promener sa fantaisie dans le monde entier. Pareille illusion ne se comprendrait pas chez un autre homme; je l'explique par les éloges sans nombre prodigués à ses moindres ébauches. Son nom restera grand dans le passé entre les *Méditations*, les *Harmonies* et *Jocelyn;* mais qu'il ne compte pas sur la durée de ses œuvres historiques, car elles ne méritent pas de durer.

Si M. de Lamartine veut garder dans le domaine de l'histoire la place qu'il a conquise dans le domaine de la poésie, il faut qu'il dise adieu aux flatteurs, et qu'il se fasse des amis prompts à le censurer. Au début, l'épreuve sera rude, mais il sera bientôt dédommagé de sa résignation. Dans l'étude des faits, son esprit se rajeunira. Marchant sur un terrain solide et bien connu, il trouvera sans peine l'émotion sans recourir à l'effet théâtral. Souscrira-t-il aux conditions du marché? Abandonnera-t-il l'improvisation pour produire à loisir une œuvre simple et savante? Que les flatteurs qui l'ont endormi jusqu'ici dans une confiance trompeuse consentent à se taire, et la moitié du chemin sera faite. Quand il ne sera plus étourdi d'éloges, livré à lui-même, il ne s'abusera pas longtemps sur la valeur de ses amplifications. Alors il entendra la voix de ses vrais amis, de ceux qui voient dans son nom une des gloires de la France. Alors il ouvrira les yeux et s'étonnera de sa présomption. Quand les hommes les plus éminens de notre temps, MM. Augustin Thierry, Thiers et Guizot, se préparent à écrire l'histoire par de longues et patientes études, c'est une singulière prétention que d'aborder l'histoire sans l'avoir étudiée. Le temps respecte peu ce qu'on a fait sans lui, c'est un vieux proverbe qu'il ne faut jamais oublier.

GUSTAVE PLANCHE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 août 1854.

Le mot de cette longue énigme qui se composait de marches et de contre-marches, de tant d'opérations contradictoires et de mouvemens confus exécutés par l'armée russe sur le Danube, le mot de cette énigme, disons-nous, vient d'être en partie révélé. Les soldats du tsar ont reçu l'ordre d'évacuer les principautés pour se retirer derrière le Pruth, et communication de cet ordre a été donnée aussitôt au cabinet de Vienne. La Russie, après avoir épuisé tous les moyens de se soustraire à cette nécessité suprême de sa position, a fini par se rendre à la force des choses. Au premier abord, ce mouvement de retraite semblerait devoir être d'un grand poids dans les circonstances présentes; en réfléchissant peu, on pourrait y voir une sorte de satisfaction donnée aux manifestations pressantes et réitérées de l'Autriche dans ces derniers temps. Par le fait, malgré l'empressement apparent du cabinet de Saint-Pétersbourg à notifier cette résolution à Vienne, rien n'est changé ni pour la France et l'Angleterre, ni même pour l'Autriche. On ne peut seulement se défendre d'un retour pénible sur un passé si récent en voyant la Russie faire tardivement aujourd'hui ce qui aurait pu, il y a un an, empêcher la guerre sans détourner l'Europe de ses travaux et de ses intérêts, et en la laissant elle-même dans sa grande et menaçante situation.

Que demandait-on en effet au tsar, si ce n'est d'arrêter son armée sur le Pruth? et quand celle-ci a eu franchi le fleuve, de la faire revenir sur ses pas? De quelque obscurité que le cabinet de Saint-Pétersbourg s'obstine encore, dans ses dernières dépêches, à envelopper les causes de la crise actuelle, il n'en reste pas moins clair comme le jour que la guerre dérive, dans son principe, d'un fait unique, — le passage du Pruth. Si le Pruth n'eût point été franchi, il est parfaitement évident que les questions soulevées par le prince Menchikof ne seraient pas sorties du domaine diplomatique. Si même après la première apparition de son armée dans les principautés le tsar eût cédé aux avis, aux sollicitations qui ne lui ont pas manqué, la paix n'était

pas moins certaine. Qu'a donc gagné l'empereur Nicolas à passer outre? Il a perdu vingt mille hommes dans des opérations sans suite et sans gloire; il a montré à ses soldats un moment fanatisés l'impuissance de cette croisade qui devait le conduire à Constantinople et à Jérusalem; il a fourni à l'armée turque l'occasion de s'aguerrir et de s'illustrer à Oltenitza, à Kalafat, à Silistria; il a attiré les armées anglo-francaises sur le Danube, l'armée autrichienne sur la frontière moldo-valaque. Et, en fin de compte, ce qu'il aurait pu faire, il y a un an, de sa libre volonté, dans la plénitude de son prestige politique, il est obligé de le faire en ce moment sous le coup d'échecs multipliés, devant une coalition qu'il a lui-même nouée de sa main. Voilà le premier résultat de la triste campagne de la Russie! Et toutefois, malgré les incertitudes et les sacrifices inévitables de la guerre, est-ce à l'Europe de se plaindre que l'empereur Nicolas n'ait point cédé l'an dernier aux représentations qui lui étaient faites relativement à l'invasion des principautés? La paix, au point de vue de cette question d'Orient destinée à occuper le continent un jour ou l'autre, la paix était certainement plus profitable à la Russie qu'à l'Europe. La Russie restait vis-à-vis de l'empire ottoman avec sa situation menaçante, ses traités onéreux, ses prétentions à demi acceptées ou subies. Sa prépondérance en Orient ne recevait aucune atteinte. Dans les déférences de l'empereur Nicolas aux représentations de l'Europe, on eût vu moins un acte de faiblesse qu'un hommage rendu à un vœu universel de paix et d'ordre général. La retraite des armées du tsar hors des principautés n'a point évidemment le même caractère aujourd'hui, et ne saurait avoir les mêmes conséquences. En réalité, la Russie a résisté tant qu'elle a pu après avoir marché de propos délibéré à l'accomplissement de ses desseins; là où il lui a été possible de fomenter des soulèvemens populaires comme en Grèce, elle les a fomentés; là où elle a espéré trouver des alliés, elle les a cherchés. Tant qu'elle a cru pouvoir se maintenir sur le Danube, elle y est restée, occupant la Dobrutscha, assiégeant Silistria, et ce n'est que quand elle s'est vue cernée, resserrée de toutes parts, qu'elle a songé à se retirer derrière le Pruth : c'est une nécessité extrême de sa situation qui n'a aucune valeur politique. Si donc la retraite des Russes ouvre une nouvelle phase dans la crise actuelle, elle n'en modifie pas les conditions essentielles, elle ne change pas surtout le but poursuivi en commun désormais par les puissances intervenantes. Cela est si vrai que, même après la communication faite à Vienne de la dernière résolution prise par le cabinet de Saint-Pétersbourg, l'Autriche a échangé avec l'Angleterre et la France une note diplomatique d'où il résulte qu'elle est entièrement d'accord avec les deux puissances sur les conditions générales du rétablissement définitif de la paix. Ce dernier acte est du 8 de ce mois.

Comment en serait-il autrement? La Russie a malheureusement toujours suivi le même chemin depuis que cette terrible question a commencé. Bien des fois déjà on lui a offert les moyens de sortir de la fausse situation où elle s'est placée; elle a toujours refusé d'accéder à ces moyens, ou, quand elle les eût acceptés peut-être, il n'était plus temps. A l'origine, le cabinet russe n'a point voulu croire à la possibilité d'une alliance entre la France et l'Angleterre. Cette alliance s'est réalisée pourtant, elle s'est manifestée par des

actes, et quand il a fallu compter avec elle, les circonstances s'étaient déjà singulièrement aggravées, les conditions de la paix devenaient plus difficiles. La Russie s'est tournée alors vers l'Allemagne, elle a cherché à la diviser, à la neutraliser; elle n'y a point réussi: les armemens de l'Autriche, le traité d'alliance signé entre le cabinet de Vienne et la Sublime-Porte, sont venus achever de dissiper les illusions, de ce côté du moins. Elle espère encore peut-être aujourd'hui détacher la Prusse en se retirant des provinces danubiennes, et ici, comme toujours, la Russie se trouvera sans doute en retard sur les événemens. La Prusse se tînt-elle pour satisfaite, la vérité est que l'occupation des principautés n'est plus désormais qu'un des élémens de la question qui s'agite, et qui a dû s'agrandir dès le jour même où les forces de l'Angleterre et de la France ont paru sur les divers théâtres de la guerre. Il serait trop commode véritablement d'épuiser la patience et la longanimité des cabinets, de mettre l'Europe entière en armes, de placer son ambition et sa volonté au-dessus du droit public, de tenir en suspens tous les intérêts depuis plus d'une année, pour en revenir simplement ensuite à la situation d'où est sortie la guerre. C'est là cependant ce que semble offrir M. de Nesselrode dans la dépêche par laquelle il répondait à la dernière sommation de l'Autriche. Sans doute l'évacuation des principautés, qui est survenue depuis, est une des conditions de la paix, puisque c'est l'attestation visible de l'indépendance et de l'intégrité de la Turquie; mais il est d'autres conditions qui semblent désormais tout aussi nécessaires aux puissances occidentales. M. le ministre des affaires étrangères les résumait récemment dans une dépêche au représentant de la France à Vienne. Elles dérivent de la situation même qui a fait naître les dangers actuels. Ainsi la Russie a profité du droit exclusif de surveillance que lui attribuent les traités sur la Moldavie et la Valachie, pour envahir ces provinces. Sa position privilégiée dans la Mer-Noire, les établissemens formidables qu'elle y a créés, sont une menace permanente contre l'empire ottoman. La possession sans contrôle de la principale embouchure du Danube par la Russie a permis à celle-ci de gêner par des obstacles sans nombre la navigation et le commerce du monde. Enfin le gouvernemen russe, par des interprétations abusives, est parvenu à tirer du traité de Kutchuk-Kainardji ses prétentions à un protectorat religieux, d'où est née la lutte actuelle.

Il faut donc que la paix qui sera conclue écarte ces causes incessantes de perturbations, et consacre les garanties de la sécurité européenne. Elle ne le peut qu'en rattachant explicitement la Turquie au système général de l'Europe, en faisant disparaître le droit d'ingérence de la Russie dans la Moldavie et la Valachie, en affranchissant la navigation de la Mer-Noire et du Danube, en révisant les traités dans le sens d'une limitation de la prépondérance russe dans l'Euxin, et en substituant l'intervention collective de toutes les puissances en faveur des sujets chrétiens du sultan au protectorat exclusif que revendique le tsar. Ces garanties, qui impliquent le renouvellement de toutes les conditions politiques de l'Orient, l'opinion universelle les pressentait et les indiquait déjà; elles ont acquis un caractère authentique par les déclarations des ministres anglais dans le parlement, et par la note plus formelle encore de M. Drouyn de Lhuys, qui vient d'être rendue publique.

C'est en pleine connaissance de ces vues aussi bien que du mouvement de retraite de la Russie, que l'Autriche s'est rattachée, le 8 août, par un nouveau lien, à la politique occidentale, en s'interdisant toute paix qui ne stipulerait pas les garanties réclamées par la France et l'Angleterre elles-mêmes.

On peut voir dès lors le chemin qu'a fait la question par le dernier incident. M. de Nesselrode, répondant récemment à la note autrichienne du 2 juin, posait comme condition de l'évacuation des principautés la signature d'un armistice, et en cela la dépêche a été dépassée par les événemens; il ajoutait que la Russie était disposée à souscrire aux principes proclamés par le protocole de Vienne du 9 avril; seulement la Russie entend le protocole du 9 avril dans un sens tel qu'elle se trouverait à peu près replacée dans la situation antérieure à la guerre; l'Angleterre et la France, qui savent ce qu'elles ont voulu dire, l'entendent autrement. Entre ces deux interprétations, qui diffèrent autant que possible, l'Autriche a choisi celle des puissances occidentales. C'est là le fait important du moment. Le point de départ d'une négociation quelconque, ce n'est pas l'interprétation russe, c'est l'ensemble de garanties revendiquées par l'Angleterre et la France. Sans doute, il faut s'attendre encore à une certaine indépendance politique de la part du gouvernement autrichien. Ainsi il est très vrai que l'Autriche, en étant diplomatiquement d'accord avec les puissances occidentales, n'a point agi jusqu'ici comme elles. Faut-il en conclure qu'en entrant dans les principautés, elle se prépare à une sorte de médiation armée qui mettrait au même rang les intérêts européens et l'intérêt russe? L'échange de notes du 8 août répond sur ce point aux craintes exprimées de nouveau ces jours derniers par lord Clanricarde dans le parlement anglais. On a dit aussi que le cabinet de Vienne, avant d'occuper les provinces moldo-valaques, exigeait que les troupes ottomanes se retirassent sur la rive droite du Danube. La meilleure preuve qu'il n'en est rien, c'est que les Turcs viennent d'entrer à Bucharest, et c'est d'accord avec l'Autriche, selon les déclarations de lord Clarendon, que la Porte envoyait récemment une commission impériale dans les principautés, pour rétablir l'ordre au nom du sultan, et pour faire une enquête sur la conduite des anciens hospodars au moment de l'invasion russe. Quoi qu'il en soit, c'est aux événemens, à des événemens prochains selon toute probabilité, qu'il appartient de donner un caractère plus tranché à l'action de l'Autriche. Pour le moment, l'entrée de son armée dans les principautés, c'est l'éviction complète et définitive des Russes. L'Autriche aura ainsi exécuté son traité du 14 juin avec la Porte; il reste à savoir si d'un jour à l'autre des circonstances nouvelles ne la rattacheront pas plus intimement encore aux deux puissances de l'Occident.

On a pu le remarquer, dans les détails de ce dernier incident des complications actuelles, il est fort peu question de la Prusse. La politique des gouvernemens a beau se couvrir de voiles; par le fait, on n'en est point à savoir que, sous l'apparence d'une entière identité de vues et de conduite, d'incessantes divergences se sont produites entre les deux principaux cabinets allemands depuis la signature de la convention austro-prussienne du 20 avril. Ces divergences vont-elles se manifester encore à l'occasion de l'évacuation des principautés? Cela est fort à craindre, et il ne serait point surprenant

que la Russie eût fait aussi entrer dans ses calculs de fournir un nouvel aliment aux tergiversations du cabinet de Berlin. La Prusse joue en vérité un rôle singulier depuis quelque temps. Elle craint d'avouer ses préférences, elle n'ose professer une politique, elle se réfugie dans les négociations secrètes et les expéditions de courriers. Ses diplomates vont de Berlin à Vienne, de Vienne à Saint-Pétersbourg; elle mêle ses incertitudes à tous les conseils. Et à quoi arrive-t-elle? Elle devient en quelque sorte étrangère à l'une des plus grandes affaires de ce siècle; elle arrive à être une puissance peu consultée, peu écoutée, de telle sorte qu'avec la passion des arrangemens et des médiations, le roi Frédéric-Guillaume a pris la route qui conduit tout droit aux interventions sans crédit et aux conseils sans efficacité. C'est ainsi qu'une puissance de premier ordre passe au second rang. Jusqu'ici, la Prusse s'est contentée de signer des protocoles en refusant d'appuyer ses paroles d'aucun acte sérieux, et en embarrassant même ceux qui voulaient agir. Si elle trouve bon de rester neutre dans une guerre où se débat un intérêt général, comment espérerait-elle être écoutée dans les négociations qui viendront après la lutte? La première condition de l'autorité pour un cabinet, c'est que tout le monde sache que chacune de ses paroles a une sanction. C'est d'ailleurs une grande question de savoir si l'Autriche elle-même ne se décidera point à agir en dehors de la Prusse. L'échange de notes du 8 août est peut-être un premier symptôme de ces dispositions. Tel est donc l'état réel des choses en ce moment. L'évacuation des principautés ne saurait être considérée que comme un incident d'une certaine gravité sans doute, mais qui ne change rien à la situation respective des puissances belligérantes. C'est sur un autre terrain que les véritables conditions de la paix restent à débattre, et c'est là l'œuvre des armées qui poursuivent leurs opérations sur leur double théâtre en Orient et dans la Baltique.

Il y a sans doute des impatiences de l'opinion très compréhensibles à l'égard des opérations militaires, et d'un autre côté la guerre ne peut toujours marcher au gré de toutes les impatiences. Aujourd'hui cependant nous touchons peut-être au moment où peuvent se produire des événemens sérieux. Dans la Mer-Noire, une expédition combinée des armées de terre et de mer semble devoir être dirigée vers les côtes de Sébastopol. Dans la Baltique, l'arrivée du corps expéditionnaire français a déterminé l'attaque d'Aland, qui a eu lieu, dit-on, avec succès. Sur ces deux points, le drapeau des armées alliées ira attendre la conclusion de la paix future. Ce seront les premiers actes décisifs de la guerre. Quelque peu nombreux qu'ils soient encore, il ne faut pas cependant s'y méprendre, ainsi que le disait lord Clarendon avant la clôture du parlement anglais, qui vient d'avoir lieu. Il y a six mois que les hostilités sont ouvertes, et dans cet intervalle une armée considérable a dû être transportée en Orient, où elle est aujourd'hui en mesure d'agir; un corps expéditionnaire est dans la Baltique, et nos flottes occupent les mers fermées aux escadres russes. L'alliance de la France et de l'Angleterre a été resserrée, l'insurrection grecque a été vaincue, l'Autriche a disposé ses forces et réalisé un emprunt qui assure ses ressources financières; enfin la Russie s'est vue obligée d'abandonner les principautés danubiennes. Ce sont là des résultats qui ne sont point certes sans valeur et sans signi-

fication : ils sont un premier témoignage de l'efficacité de l'intervention européenne dans une crise trop profonde et trop sérieuse pour pouvoir être dénouée par un coup de main heureux.

Les affaires d'Orient, quelque douloureux que soit parfois le spectacle de la guerre, ont du moins cet avantage, qu'elles élèvent l'esprit au-dessus des luttes vulgaires et stériles. Il n'en est point ainsi par malheur des événemens dont l'Espagne est le théâtre depuis quelques jours, et qui sont venus se mêler aux complications générales de l'Europe. La Péninsule est en proie à une révolution, dont elle ne se rend pas compte elle-même, qui échappe à toutes les directions, à toutes les influences. On avait cru d'abord que l'arrivée du duc de la Victoire à Madrid, que la formation d'un nouveau gouvernement ramènerait le pays à un état plus normal. Espartero est arrivé; il a formé un cabinet dont il est le président, et la situation n'en a pas été meilleure. On est parvenu, il est vrai, non sans peine et sans diplomatie, à obtenir la destruction des barricades de Madrid; mais l'incertitude n'en est pas moins restée dans les esprits et dans les faits, au point de toucher de très près à l'anarchie. Après une révolution accomplie pour rétablir l'empire des principes constitutionnels méconnus, l'Espagne est aujourd'hui un pays sans constitution d'aucune espèce et sans lois, avec une royauté humiliée, un gouvernement qui en est encore à manifester une pensée politique, des partis qui s'observent et des factions menaçantes. Il ne s'agit point de rien conjecturer; il suffit d'observer cet état pour ce qu'il est, c'est-à-dire comme un moment de transition des plus critiques qu'ait pu traverser la Péninsule dans sa longue carrière de révolutions. C'est dans les derniers jours de juillet que le général Espartero arrivait à Madrid et faisait son entrée triomphale, offrant au peuple l'épée de Luchana pour défendre ses droits. Il y avait cependant quelque chose de plus pressé que de tirer l'épée de Luchana, c'était de créer un gouvernement; or là commençait la difficulté. Le mouvement même des partis depuis quelques années indiquait peut-être dans quel sens devait être composé ce nouveau pouvoir. Toutes les fractions libérales de l'opinion dans ces derniers temps se sont réunies dans une même opposition contre les différens ministères qui se sont succédé. Dès lors il semblait naturel de chercher à réunir dans un ministère, ne fût-ce que pour faire face à la situation du moment, quelques-uns des hommes les plus considérables de ces diverses nuances libérales; mais d'une part des noms conservateurs trop connus n'eussent point été sans doute du goût des meneurs révolutionnaires de Madrid, qui n'ont point abdiqué leur droit de représentation, et d'un autre côté cette combinaison politique eût peut-être fait trop complétement disparaître les chefs militaires de l'insurrection. Il en est résulté un ministère où ne figure aucun des hommes éminens des anciens partis, dont les élémens sont assez dissemblables, et dont l'importance se résume dans la présence simultanée au pouvoir du duc de la Victoire et du général O'Donnell. Le ministre le plus connu à côté des deux généraux est M. Pacheco, qui a été longtemps le chef de ce qu'on nommait le parti puritain. Les autres membres du cabinet sont d'anciens progressistes : M. Manuel Collado, M. Lujan, M. Santa-Cruz, M. Jose Alonzo, ancien ministre de la régence du duc de la Victoire; le général Allende Salazar, aide de camp d'Espartero, le même qui était chargé,

il y a peu de jours, de porter les conditions de ce dernier à la reine Isabelle.

C'est donc sur le duc de la Victoire et sur le général O'Donnell, comte de Lucena, que s'est tout d'abord concentrée l'attention. On sait la carrière d'Espartero. Il a soixante-deux ans maintenant. Engagé dans le parti progressiste par une sorte de fatalité plutôt que par choix, il était porté à la régence en 1840 par une révolution, et une révolution le renversait en 1843. Depuis, il est resté complétement en dehors de la vie publique. Le général Espartero a toujours passé pour un courageux soldat devant l'ennemi; malheureusement chez lui l'aptitude politique n'égale pas la valeur militaire; il en a fait la cruelle expérience pendant qu'il était régent. Incertain et sans décision dans le conseil, facilement accessible à l'esprit de coterie, il n'y avait pas deux ans qu'il était au pouvoir, qu'il avait réussi à mettre contre lui tous les partis. C'est pour ses services militaires qu'il est resté honoré. Le général O'Donnell est beaucoup plus jeune; il est né en 1809 et a quarante-cinq ans maintenant. Issu d'une famille très dévouée à Ferdinand VII et même à la royauté absolue, O'Donnell recevait un brevet de sous-lieutenant à l'âge où il ne pouvait certainement se servir d'une épée que pour jouer avec elle, et c'est ce qui explique la rapidité de sa carrière. Il était déjà capitaine à dix-neuf ans et colonel à vingt-cinq ans. Remarqué d'ailleurs comme soldat dans la dernière guerre de succession, il arrivait en 1839 au grade de lieutenant-général; il avait trente ans. C'est en 1839 que par ses habiles opérations il faisait lever le siége mis par Cabrera devant Lucena, et c'est ce qui lui a valu le titre qu'il porte aujourd'hui. On a dit qu'O'Donnell avait été attaché à Espartero; il fut un instant simplement chef d'état-major de l'armée du nord, et de là il passait au commandement en chef de l'armée du centre. Or l'armée du centre à cette époque était dans une certaine mesure une création dirigée contre Espartero, comme l'avait été précédemment l'armée de réserve dont le gouvernement confiait l'organisation à Narvaez. C'est sur O'Donnell et sur son armée que le gouvernement comptait pour balancer l'influence du duc de la Victoire. Quand éclataient au mois de juillet 1840 les événemens de Barcelone, qui étaient le premier coup porté par Espartero à la régence de Marie-Christine, O'Donnell envoyait immédiatement sa démission, et au lieu de l'accepter, la régente lui envoyait le grand cordon de Charles III. Au mois d'octobre 1841, sous la régence d'Espartero, l'ancien général de l'armée du centre prenait à Pampelune l'initiative d'une insurrection pour le rétablissement de l'autorité de Marie-Christine, tandis que le malheureux Diego Léon et Concha tentaient à Madrid d'enlever la reine Isabelle. Émigré depuis lors, O'Donnell ne rentrait en Espagne, en 1843, que pour aller comme capitaine-général à Cuba, où il est resté jusqu'en 1848. Nommé en 1849 directeur général de l'infanterie par le maréchal Narvaez, il occupait ce poste jusqu'en 1851, et c'est depuis cette époque que le général O'Donnell était devenu un des membres les plus ardens de l'opposition dans le sénat. Le 28 juin dernier, cette opposition a trouvé son dénouement. Nous ne rappelons pas ces faits pour montrer les vieilles causes d'antipathie qui peuvent exister entre Espartero et O'Donnell. Ils sont unis aujourd'hui, ou plutôt on désire qu'ils le soient, et parce qu'ils se sont trouvés dans un même cabinet, on a cru un moment le péril passé. Le plus difficile était à faire cependant; il res-

tait à gouverner, à tirer l'Espagne de la situation terrible où elle se trouve. Or c'est sous ce rapport que le nouveau gouvernement n'a pas montré jusqu'ici une grande puissance politique.

Le gouvernement espagnol actuel, il faut le dire, a distribué des récompenses à tous les auteurs ou complices de l'insurrection triomphante. O'Donnell a été nommé capitaine-général ou maréchal en même temps que le vieux San-Miguel. Une foule de généraux ont été nommés; des employés de tout rang ont été remplacés. Récemment, c'étaient presque tous les ministres plénipotentiaires au dehors qui recevaient des successeurs. M. Olozaga paraît devoir venir à Paris; M. Antonio Gonzalès, ancien progressiste, va à Londres; M. Pastor Diaz va à Turin. Tout cela n'a certes rien de bien surprenant, c'est un changement de décoration très habituel dans les révolutions. Mais dans l'ordre politique, quels sont les actes du nouveau gouvernement de Madrid? En réalité, le cabinet espagnol n'est point maître de lui; il est à la merci de ses incertitudes et de l'incertitude universelle, et en attendant il se poursuit en détail une sorte de réaction peu réfléchie contre tout ce qui s'est fait depuis dix ans. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est qu'après avoir accusé les anciens ministères d'avoir porté la main sur toutes les institutions, sur toutes les lois du pays, on ne fait rien autre chose. On a tout simplement supprimé le conseil d'état; les conseils provinciaux sont abolis. Comme on voit, c'est un procédé peu compliqué; un simple décret suffit pour détruire toute une organisation administrative, et pour ramener les choses au point où elles en étaient en 1843. Une question plus grave se présentait : quelle était la constitution pour laquelle on s'était insurgé? Était-ce la constitution de 1837 ou celle de 1845? Il s'est trouvé que ce n'est ni l'une ni l'autre. Le gouvernement a décidé la convocation de cortès constituantes qui devront aviser. Ces cortès se composeront d'une seule assemblée, et jusque-là l'Espagne est dans cet état qu'un homme d'esprit appelait le *dégouvernement* absolu. Le cabinet de Madrid est sans force, voilà la réalité, et s'il est quelque chose de triste, c'est de voir des hommes comme Espartero et O'Donnell obligés de compter avec toutes les passions révolutionnaires; on l'a vu dans toute cette pénible affaire de la reine Christine. Les ministres, à ce qu'il paraît, auraient désiré faire partir l'ancienne régente, mais les meneurs révolutionnaires s'y sont opposés; ils sont allés en députation auprès du duc de la Victoire, qui a dû rassembler le conseil, et il s'en est suivi que le gouvernement a pris l'engagement de ne laisser partir Marie-Christine ni publiquement ni en secret. C'est aux cortès qu'on réserve la mission de réviser la fortune de la veuve de Ferdinand VII et de prononcer sur elle. La situation de la reine elle-même est-elle beaucoup meilleure? Personnellement sans doute, Isabelle II n'est point menacée; comme reine, son autorité n'existe pas; il y a quelque chose de plus, on s'en sert contre elle-même, contre sa propre dignité. Il y a quelques jours, on mettait dans sa bouche des paroles qui étaient une sorte d'amende honorable devant l'insurrection. Plus récemment encore, on soumettait à sa signature un décret qui décerne une récompense à un des généraux insurgés, et on avait soin de spécifier que c'était pour sa brillante conduite à Vicalvaro. Or, quand l'insurrection se couronne elle-même en haut, il est tout simple que ce même esprit descende dans tous les rangs de la hiérarchie, et c'est ce

qui arrive à Barcelone, où le général Manuel de la Concha en est à se débattre entre des émeutes d'ouvriers contre les fabriques et les séditions qui éclatent dans les corps militaires.

Au milieu d'une telle situation, le duc de la Victoire trouvera-t-il les ressources d'initiative et de décision qu'il n'a point trouvées quand il était plus jeune? A son défaut, le général O'Donnell se montrera-t-il à la hauteur de circonstances qui sont si nouvelles pour lui, puisqu'il est pour la première fois au gouvernement? Ce sont là des questions malheureusement fort douteuses. Pour le moment, l'Espagne marche au hasard, ne sachant plus sous quelles lois elle vit, et sur bien des points les populations sont forcées de prendre d'elles-mêmes des mesures contre les désordres qui les menacent. C'est là sans nul doute un état qui ne saurait durer, et il n'est point impossible que le sentiment de ce malaise profond ne provoque dans l'opinion une réaction favorable. Ce qui est à souhaiter, c'est que cette réaction, au moment où elle se produira, soit dirigée par des hommes intelligens et fermes, capables de ramener la Péninsule à un régime régulier et stable. Le général Narvaez adressait en 1851 cette grave parole aux progressistes : « Le jour où un parti politique pourra laisser le gouvernement, la direction des affaires publiques à un parti opposé, ce jour-là la nation recueillera le prix du sang qui a été versé et de tant de coûteux sacrifices; mais j'ajoute une circonstance : ce sera le jour où ce parti pourra laisser la place à ses adversaires politiques pour que ceux-ci puissent gouverner suivant leur conscience, suivant leurs doctrines, sans être forcés de céder aux exigences de ceux qui voudraient aller plus avant. Là est la condition. » On voit si cette condition est remplie aujourd'hui. Elle est cependant la première loi, si l'Espagne veut rester une monarchie réellement libérale et constitutionnelle, au lieu d'être, comme elle s'est montrée si souvent, une monarchie tempérée par l'anarchie et l'insurrection.

Ces événemens extérieurs restent le principal aliment offert aux préoccupations publiques en France. Ce n'est pas qu'ils réagissent sur notre pays; ils semblent au contraire rendre plus palpable et plus frappant le calme de notre vie intérieure. Si d'habitude ce calme est un résultat naturel du régime sous l'empire duquel se trouve placée la France, qu'est-ce encore lorsque la saison vient tout suspendre dans les régions officielles aussi bien que dans le monde, lorsqu'il y a une sorte de trève tacite de toutes les relations, de toutes les affaires? Privé de cet aliment des faits et des incidens de tous les jours qui forment l'histoire courante et mobile du temps, l'esprit n'a d'autre refuge que l'étude des choses déjà disparues, ou des mouvemens lointains de la civilisation. C'est la littérature qui résume ces spectacles, qui fait vivre en quelque sorte de la vie du passé qu'elle reproduit, de la vie des autres peuples qu'elle retrace, et ces spectacles ont souvent un intérêt inégal, bien qu'ils restent toujours instructifs par la diversité même des points de vue. Le moment de raconter et de caractériser avec vérité la révolution de février est-il venu? Une telle question peut sembler étrange après toutes les histoires qui ont été écrites déjà. Tous ceux qui ont mis la main dans ces événemens ont fait leur confession, ils ont dit ce qu'ils ont vu ou ce qu'ils ont cru voir, ils ont décrit surtout le rôle qu'ils ont eu la prétention de jouer;

mais ce n'est point là évidemment la véritable histoire inflexible et sévère, le tableau fidèle de ce temps où tout s'est trouvé un moment confondu. Ce tableau, M. H. Castille a-t-il réussi aujourd'hui à le tracer avec exactitude, comme il le pense, dans son *Histoire de la seconde République française?* En réalité, le livre de M. Castille, peu nouveau quant aux faits, ne se distingue que par une certaine vigueur de style et une certaine âpreté de jugement à l'égard de tout le monde; c'est une déclamation démocratique encore plus qu'une histoire. L'auteur se fait le coloriste de la révolution, il a même des momens d'exaltation lyrique au sujet du drapeau rouge, « dont la couleur contente l'œil, dit-il, comme une fanfare contente l'oreille; c'est la couleur de la vie. » Ainsi parle M. Castille en ayant l'air de chanter une strophe sur cette sinistre enseigne des plus funestes journées. Du reste, nul n'est plus sévère que M. Castille pour les héros de février; il les traite presque aussi mal que de simples conservateurs; il les ensevelit tous dans le même linceul que celui de la république, et il les lance glorieusement dans l'histoire. Maintenant l'avenir, si avenir il y a, est sans doute à la jeunesse démocratique, telle que l'entend l'auteur de l'*Histoire de la seconde République française.* Or quel est l'idéal de cette jeunesse? Il serait peut-être difficile de le dire. Ce qu'il y a de certain, c'est que la première parole de cette jeunesse paraît être une véritable mise en accusation de la liberté. M. Castille met très délibérément sur la sellette cette grande coupable qui a ensanglanté la terre. S'il parle de la liberté démocratique, le portrait est vrai sans doute, quoique peu flatteur. Heureusement il y a une autre liberté à laquelle peuvent se dévouer sans crainte les esprits les plus généreux, parce qu'ils ne la séparent pas de toutes les idées de devoir, de toutes les notions morales qui la contiennent et la règlent. Au lieu de déclamer contre cette liberté, mieux vaudrait chercher à s'élever jusqu'à elle, se former à sa pratique, et apprendre comment elle peut devenir durable. M. Castille touche de près, ce nous semble, à ce socialisme qui a de grandes prétentions à l'organisation universelle, et qui absorbe l'individu en supprimant en lui tout sentiment de responsabilité. C'est là le vrai fond du socialisme, et c'est par là surtout qu'il est l'ennemi le plus dangereux de la civilisation humaine.

La liberté n'est point certainement une simple figure dans nos débats politiques contemporains, comme le dit l'auteur; elle est une réalité. Seulement tous les peuples ne sont pas heureux et ne parviennent pas à se l'approprier. Là où elle existe, elle est le ressort de la grandeur d'une race, en même temps qu'elle donne une originalité singulière à ses mœurs, à toute son existence. Le caractère de cette liberté, là où elle existe, c'est justement qu'elle n'est point un mot vide, une déclamation, une abstraction inscrite dans un pacte constitutionnel. Elle est partout : avant d'être dans une loi, elle est dans le caractère, dans les mœurs; elle a sa source dans l'intimité du foyer, et comme elle se concilie avec un sentiment énergique de la responsabilité individuelle, avec le respect de la liberté d'autrui, tout s'agite et marche par un effort commun, sans que l'ordre général soit à chaque instant menacé. Là est la grandeur des États-Unis, là est le principe de leur force. Quelle est l'idée, quelle est la folie qui ne trouve point sa place dans cet immense laboratoire? Les plus étranges aberrations religieuses s'y produisent chaque jour, mais elles ne

visent pas aussitôt à réformer despotiquement la société. Il y a des phalanstères, personne ne s'en occupe, sauf ceux qui y vivent, et tout se borne là. Mlle Bremer peint avec un singulier intérêt cette existence des États-Unis dans un livre qui vient d'être traduit par Mlle Du Puget, *la Vie de famille dans le Nouveau-Monde.*

Mlle Bremer a visité successivement les diverses parties des États-Unis, New-York et Boston, Charleston et Savannah. Elle s'est arrêtée partout, observant d'un regard curieux et cherchant à pénétrer le mystère de cette civilisation dans l'enfantement. Le mérite du livre qui a été le fruit de ces observations, c'est qu'il décrit le côté le moins connu de la vie américaine, le côté intime, les mœurs, les hommes, les diverses nuances sociales qui passent sous les yeux de l'auteur. Mlle Bremer ne parle ni de la constitution américaine, ni du congrès, ni de l'administration, ni de tous ces appareils extérieurs et souvent artificiels de l'existence d'un peuple; elle fait mieux : elle entre dans le foyer domestique, Reçue partout avec empressement, elle voit se dérouler toutes les scènes intérieures des familles américaines, et c'est là qu'éclate l'originalité de cette forte et étrange race. Les ménages du Massachusetts, la position de la femme dans la société américaine, les usages du monde, les ridicules, les goûts, les excentricités, rien de tout cela n'échappe à l'observation de la voyageuse. Une des plus curieuses parties du livre de Mlle Bremer est celle qui traite de la littérature des États-Unis. Ce n'est point une analyse critique : par la lecture de ce livre, on ne connaît même pas beaucoup plus les œuvres de la littérature américaine; mais on connaît les hommes, Longfellow, Lowell, Emerson, Channing. On est transporté dans ce foyer intelligent du Massachusetts, à Boston, où vivent tous ces hommes. Suivez Mlle Bremer à Concord; vous trouverez Ralph-Waldo Emerson, le premier des écrivains américains. Cette vie littéraire est du reste très différente de la vie littéraire en France; elle se ressent de cette liberté universelle, de cette décentralisation universelle, pourrait-on dire, qui règne aux États-Unis dans le domaine intellectuel comme dans le domaine politique. C'est en observant, en décrivant tous ces traits de l'existence américaine, que l'auteur de *la Vie de famille dans le Nouveau-Monde* a réussi à faire de ses lettres de voyage une révélation attrayante et instructive des choses de l'Amérique. Elle ne se tait, par reconnaissance sans doute, que sur les défauts du caractère américain.

Les États-Unis célébraient, le mois dernier, le soixante-dix-huitième anniversaire de la proclamation de leur indépendance, date mémorable dans leur vie politique. Certes, s'il est une race qui puisse avoir l'orgueil de ses œuvres et de ses progrès, c'est bien cette race anglo-américaine qui commençait si humblement, le 4 juillet 1776, en formant une nationalité nouvelle, et qui en moins d'un siècle a atteint le degré de grandeur où elle est. L'Union américaine, quand elle se constitua, se composait de treize états, elle en compte trente et un aujourd'hui; elle avait une population de trois millions d'âmes, qui s'élève maintenant à vingt-cinq millions; elle était pauvre et sans commerce, elle occupe désormais un des premiers rangs dans le mouvement commercial du monde. Elle a vu des villes naître là où il y avait le désert, l'industrie transformer son sol, les populations de toutes les contrées

du globe accourir, et ses prétentions ont grandi dans la même mesure. C'est ainsi que l'Union américaine est arrivée à être pour l'Europe, à un certain point de vue, une puissance aussi menaçante que la Russie, avec qui le cabinet de Washington vient de signer un traité de neutralité dans la guerre actuelle. Elle est menaçante par son esprit d'envahissement, par ses tendances dominatrices, par l'âpreté jalouse et exclusive de ses ambitions; elle a cette autre ressemblance avec la Russie, que le droit lui importe peu : elle marche en avant, sûre d'avoir pour elle la suprême raison de la force. Il y a peu de jours encore qu'un sloop de guerre, envoyé par le cabinet de Washington, allait bombarder un port de l'Amérique centrale, San-Juan de Nicaragua, pour une injure douteuse. Notez que depuis plus d'un an la diplomatie de l'Union est occupée à agiter ces contrées de l'Amérique centrale. C'était d'abord un traité que M. Squiers allait négocier avec le Honduras pour l'établissement du chemin de fer interocéanique, et aujourd'hui on ne parle de rien moins que d'une démarche faite par le Honduras pour demander son annexion pure et simple aux États-Unis. Il y a quelques mois, avant les circonstances qui ont amené le bombardement de San-Juan, un ministre de l'Union, M. Borland se rendait dans le Nicaragua, et en remettant ses lettres de créance, il prononçait un discours qui était une sorte de manifeste, un exposé audacieux de la politique américaine; c'était de plus comme un défi jeté à l'Angleterre. M. Borland développait longuement la doctrine connue de Monroë, et montrait tous les liens qui existent entre les États-Unis et les républiques voisines. Après tout, que peut-on reprocher à la politique américaine? Est-ce son ambition usurpatrice? Elle a mis la main, il est vrai, sur le Nouveau-Mexique et sur la Californie; mais elle les a payés, et elle s'est contentée de s'approprier ces deux provinces, lorsqu'elle aurait pu garder le Mexique tout entier. Peut-on l'accuser de déguiser l'esprit de conquête sous le nom d'annexion? Qu'y a-t-il d'étrange que les États-Unis désirent faire le bonheur des autres pays en les associant à leur prospérité? En parlant à ces républiques de l'Amérique centrale, M. Borland avait soin d'ailleurs d'ajouter qu'il n'y avait aucun antagonisme entre leurs intérêts et ceux de l'Union. Ce n'est là qu'un symptôme de ce travail permanent et obstiné d'envahissement.

Les journaux américains rappelaient récemment quelques-uns des actes accomplis depuis peu. Les plus saillans sont sans nul doute le traité avec le Japon et le traité avec le Mexique, qui vient d'être ratifié. Le premier de ces traités est le fruit de l'expédition partie ces dernières années des États-Unis pour aller forcer la barrière derrière laquelle le Japon s'est retranché jusqu'ici. Le Japon, comme on sait, n'est en relations de commerce qu'avec les Hollandais et les Chinois. Le roi de Hollande écrivait, il y a quelques années, à l'empereur du Japon pour l'engager à ouvrir quelques-uns de ses ports aux Européens; mais le souverain japonais répondait qu'il ne voulait pas se laisser entamer sur un point, de peur de devenir plus vulnérable sur tous les autres. Il n'en a pas moins cédé au commodore Perry, quand il s'est présenté à la tête de son escadre. D'après le traité signé le 31 mars 1854, les ports de Simoda et de Hakodade sont ouverts aux Américains, qui pourront y aller chercher le bois, l'eau, le charbon de terre et autres marchandises. Diverses

stipulations sont destinées à garantir le sort des naufragés. Une particularité de cette négociation, c'est que les commissaires japonais ont vivement insisté pour que le gouvernement des États-Unis ne permît jamais à une dame de visiter le Japon. Les négociateurs n'ont pu même arriver à s'entendre, et la difficulté est encore à résoudre. Quelle chance ce traité offre-t-il aux autres pays? Quelle perspective ouvre-t-il au commerce général? C'est là ce qu'il serait difficile de dire. Ce qui est certain, c'est que les États-Unis n'ont point tardé à tirer avantage de la facilité qui leur était offerte de trouver du charbon sur leur route. Ils viennent de créer une ligne de paquebots à vapeur de la Californie en Chine et faisant relâche au Japon. C'était là le but de leur traité, et néanmoins ils ont ouvert la brèche par où tous les autres peuples peuvent entrer à leur tour.

C'est un intérêt plus immédiat qui s'agite dans les relations des États-Unis avec le Mexique. L'Union achète tout simplement morceau par morceau la république mexicaine. Il y a quelques mois, on s'en souvient peut-être, le général Gadsden allait négocier avec le gouvernement du général Santa-Anna un traité qui cédait une portion assez considérable du territoire mexicain dans la vallée de Messilla aux États-Unis, et qui en retour assurait au Mexique une certaine somme qui devait être immédiatement versée. Ce traité, tout onéreux qu'il fût, garantissait encore dans son texte primitif quelques intérêts mexicains; mais par malheur il a été modifié à Washington. D'abord la somme à payer a été réduite de 15 millions de piastres à 10 millions. En outre les États-Unis ont supprimé un article qui leur imposait l'obligation de faire poursuivre les aventuriers, toujours prêts à violer le territoire mexicain. Enfin les Américains deviennent à peu près maîtres de l'isthme de Tehuantepec, où était projetée, comme on sait, une voie de communication interocéanique. Le général Santa-Anna est entré, à ce qu'il paraît, dans une fureur singulière quand il a appris ces changemens. Il ne parlait de rien moins que de refuser la ratification. Le fait est pourtant qu'il a ratifié le traité par cette raison souveraine, qu'il a besoin d'argent et que les finances mexicaines sont dans le plus déplorable état de désorganisation. Le déficit du Mexique, sans compter la dette extérieure et intérieure, s'élève à quelque chose comme 17 millions de piastres, environ 85 millions de francs. Quant à ses ressources, elles sont à la merci des révolutions, et malheureusement aussi souvent des dilapidations. Le général Almonte, représentant de Santa-Anna à Washington, a donc touché déjà 7 millions de piastres sur l'indemnité des États-Unis pour le dernier traité. Cette somme contribuera-t-elle à améliorer les finances du Mexique? Il serait difficile de le dire. Une chose certaine, c'est qu'il n'aura plus son territoire, et pour les États-Unis ce territoire est d'un grand prix, puisqu'il permet d'établir une communication directe de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique.

Le traité avec le Mexique était depuis quelque temps la grande affaire des États-Unis. Voilà cette question vidée comme l'ont voulu les passions américaines. Il reste une autre question qui n'est pas moins grave, c'est celle de Cuba. Elle est née, comme on sait, du traitement que le capitaine-général de La Havane a fait essuyer au navire américain le *Black-Warrior*, ou plutôt cet incident n'a été qu'un prétexte. Dans le fond, après le premier bruit, le

cabinet de Washington était loin de maintenir ses prétentions premières. On avait d'abord réclamé à Madrid la révocation des autorités supérieures de Cuba et une indemnité considérable pour le navire lésé, ce qui avait été péremptoirement refusé. Dans ces derniers temps, le gouvernement du général Pierce en était revenu à une appréciation beaucoup plus modérée de cet incident. Il demandait simplement qu'on lui démontrât que le *Black-Warrior* avait véritablement enfreint les règlemens de douane. Cette preuve faite, la question n'existait plus; mais tandis que le cabinet de Washington se modérait, l'opinion publique s'exaltait au contraire. De toutes parts naissaient les projets d'invasion. Des enrôlemens se faisaient publiquement, des sommes considérables étaient souscrites, et les approvisionnemens d'armes se poursuivaient, si bien que le général Pierce finissait par être obligé de publier une proclamation nouvelle pour empêcher les expéditions projetées. Depuis, ces tentatives n'ont fait que prendre un caractère plus sérieux. Du reste, le capitaine-général de Cuba avait fait à son tour ses préparatifs. C'est dans ces circonstances que sont survenus les derniers événemens d'Espagne, et aujourd'hui le capitaine-général de Cuba, le marquis de Pezuela, vient d'être remplacé par le général Jose de la Concha. La question est de savoir si la dernière révolution espagnole ne sera pas un motif de plus pour les aventuriers américains de poursuivre leur entreprise.

Voici déjà quelques jours que l'Égypte a vu s'opérer une modification grave dans sa situation. Le pouvoir vient de changer de mains par suite de la mort du vice-roi, Abbas-Pacha. Le successeur de ce dernier est Saïd-Pacha. L'hérédité en Orient, on le sait, n'a point les mêmes règles que dans l'Occident. Saïd-Pacha n'hérite pas de la vice-royauté d'après le droit admis en Europe, mais parce qu'il est le plus âgé des membres de sa famille; il est le quatrième fils de Méhémet-Ali. C'est en vertu des mêmes règles qu'Abbas-Pacha avait déjà reçu l'autorité à son avénement, bien qu'il ne fût que l'aîné des enfans du second fils de Méhémet-Ali, et qu'il existât des enfans d'Ibrahim-Pacha. Ce droit a du reste été consacré par la loi de constitution du pachalik héréditaire de l'Égypte. On se souvient encore de la renommée, de la popularité, dirons-nous, que s'était acquise Méhémet-Ali par les réformes qu'il avait accomplies en Égypte. Il était parvenu à jouer un grand rôle dans la politique européenne par l'incontestable génie qu'il avait montré dans sa longue vie. Il avait transformé l'Égypte en demandant à l'Europe les ressources de son industrie et de sa science. Si quelque chose cependant peut révéler ce qu'il y avait de violent, d'artificiel, de purement personnel en quelque sorte dans les réformes du vieil Arnaute, c'est ce qui est arrivé à sa mort. Méhémet-Ali soutenait cet édifice d'une main de fer. Quand il a disparu, il n'est plus rien resté. Au lieu de continuer son œuvre, son successeur s'est appliqué à la détruire, allant même jusqu'à persécuter souvent les hommes qui avaient servi son grand-père. De l'héritage de Méhémet-Ali, Abbas-Pacha n'avait accepté que le despotisme sans limites. Il ne savait pas se servir de ce terrible moyen dans une pensée utile. Plein de vices et de caprices bizarres, il semblait se complaire dans la solitude qu'il se créait, ne s'occupant pas d'ailleurs des affaires de l'état qu'il avait à gouverner. En définitive, il est mort misérablement au Caire, après un règne qui laisse peu de souvenirs

honorables; on dit même aujourd'hui qu'il est mort assassiné par deux de ses mameloucks, qui l'ont volé après l'avoir étranglé.

Abbas-Pacha laisse une œuvre immense à recommencer. Son successeur, Saïd-Pacha, parviendra-t-il à réparer ces désastres d'un règne malfaisant, et à replacer l'Égypte dans des conditions meilleures? Il en a, dit-on, le plus ferme désir. Il est jeune encore, il a trente-deux ans à peine; il a été élevé en France, il aime la civilisation européenne. L'Égypte, pour sa part, a vu avec enthousiasme son avénement. Ce sont là sans doute bien des conditions de succès. D'ailleurs les premiers actes du nouveau vice-roi ont déjà confirmé l'idée qu'on s'était faite de la politique qu'il était décidé à suivre. C'est ainsi que Saïd-Pacha a levé les prohibitions que son prédécesseur faisait peser sur le commerce des grains, et cette mesure, utile pour le commerce étranger, a été surtout profitable aux populations égyptiennes. Il reste maintenant au nouveau gouvernement à surmonter les embarras financiers que lui a légués Abbas-Pacha, et ce n'est pas la moindre difficulté. On peut donc prévoir pour l'Égypte un règne intelligent, protecteur et sympathique pour l'Europe.

CH. DE MAZADE.

REVUE LITTÉRAIRE.

Lezioni di Storia subalpina (Leçons d'Histoire subalpine), par M. Paravia, professeur d'histoire et d'éloquence à l'université de Turin (1). — L'auteur de ces études publie chaque année depuis 1850 un ou deux volumes qui sont le résumé de son enseignement. Nous ne nous bornerons donc pas à rendre compte ici du dernier ouvrage qu'il vient de publier; nous croyons devoir aussi dire un mot de ses aînés, qui ont encore, indépendamment de leur valeur réelle, tout l'attrait de la nouveauté pour le public français.

Il faut avant tout parler un peu de l'auteur. M. Paravia est de ces écrivains qui ne se recommandent pas moins par la générosité du caractère que par les qualités de l'esprit. Né à Zara, en Dalmatie, il a créé dans cette ville une bibliothèque publique aux dépens de celle qu'il avait formée pour lui-même à grands frais; chargé par le roi Charles-Albert de fonctions importantes dans le haut enseignement, il a fait don à ce prince de la bibliothèque toute militaire du capitaine Paravia, son oncle, ancien officier au service de la république de Venise; professeur, il a vu passer bien des générations; ses élèves, malgré de naturelles divergences d'opinion, sont restés ses amis. M. Paravia est le *vir bonus* des anciens; on ne peut douter, après avoir lu ses ouvrages, qu'il ne soit en même temps *dicendi peritus*.

C'est en 1850 qu'a commencé la série des publications de M. Paravia. Ses *Memorie Veneziane di Litteratura e di Storia*, qui parurent alors, sont un recueil d'études historiques et littéraires sur quelques auteurs vénitiens, comme Gozzi, Bernardo et Carlo Cappello, oncle et père de la fameuse Bianca

(1) Deux volumes, Turin 1851-54.

Cappello, qui devint duchesse de Toscane. On ne saurait louer assez le soin consciencieux que M. Paravia porte dans ses moindres travaux : des notes rejetées à la fin de chaque étude éclaircissent tout ce qui peut paraître obscur, et ces notes sont suivies, pour chaque auteur, d'une exacte bibliographie. Ce qui intéresse surtout dans ce recueil, c'est le récit des derniers jours de la république de Venise, d'après les souvenirs manuscrits du capitaine Paravia, qui a joué un rôle modeste, mais actif, dans ces événemens. Le lecteur français trouve avec plaisir des détails peu connus sur le séjour de Louis XVIII à Vérone et sur la conduite du général Bonaparte en Lombardie. S'il faut tout dire, il nous semble que M. le professeur Paravia traite un peu sévèrement les Français : ils sont pour lui des ennemis, non moins que les Autrichiens. N'eût-il pas dû reconnaître là, comme il le fait ailleurs, que les armées de la république et la vice-royauté du prince Eugène ont apporté le progrès à l'Italie du nord, maintenue plus tard dans la routine par la domination autrichienne?

Un volume sur l'art de composer des inscriptions en langue vulgaire (1) suivit les *Memorie Veneziane*. Un volume sur ce sujet, cela peut, au premier abord, paraître un peu long, mais il faut dire que M. Paravia n'a consacré à l'*épigraphie vulgaire* que quatre leçons : si maigre que soit le sujet, il était difficile de le traiter avec plus de brièveté; quant à l'à-propos, il ne saurait être contesté. C'est un préjugé encore répandu en Italie que les inscriptions doivent être écrites en latin; M. Paravia combat dans une certaine mesure cette opinion trop absolue, et fait remarquer avec raison qu'à Bologne, par exemple, où elle règne en maîtresse, on a soin d'écrire en italien tout ce qu'on désire faire comprendre. M. Paravia a donc fait une œuvre utile non moins qu'originale. Sans doute les préceptes qu'il donne pour écrire une bonne inscription sont un peu ceux du style en général, clarté, précision, brièveté; mais il n'est pas sans intérêt de connaître les différentes abréviations, suppressions ou élégances qu'une épigraphe comporte. Le reste du volume n'est que l'exemple judicieusement joint au précepte. M. Paravia recueille cent inscriptions, funéraires ou autres, composées par lui avec beaucoup d'art. Sa supériorité dans ce genre est bien reconnue à Turin : c'est lui qui a été chargé des inscriptions nombreuses qui ornaient l'église pour les funérailles solennelles de Charles-Albert et de Gioberti, et pour le service funèbre des victimes de la bataille de Novare. Son talent a répondu à la confiance du gouvernement piémontais : on trouve tout ensemble dans ces épigraphes le sentiment national et le sentiment religieux.

En 1852 paraissaient les *Lezioni di varia letteratura*. Le titre de ce volume indique assez que M. Paravia n'a pas prétendu nous donner un cours complet de littérature italienne, ni même, comme M. Villemain, l'ensemble de ses leçons pendant une certaine période : il s'est borné à choisir celles qui lui ont paru les mieux composées ou les plus intéressantes. Peut-être éprouverait-on quelque surprise en passant brusquement et sans transition d'un sujet à un autre, du général au particulier, si l'on voulait lire plusieurs leçons à la suite; mais chacune, prise séparément, offre un véritable intérêt.

(1) *Della Epigrafia volgare*, 1850.

Sans doute aussi des études sur la tragédie, sur la satire, sur l'éloquence sacrée, n'ont rien de bien nouveau. Toutefois ce qui les rajeunit pour nous, c'est qu'il est surtout question des tragiques, des satiriques, des prédicateurs italiens. Quant aux leçons où M. Paravia nous fait connaître quelques écrivains dont le nom est à peine parvenu jusqu'à nous, comment ne pas lui savoir gré de les avoir imprimées? Sait-on bien en France qu'au XVIIIe siècle l'Italie a eu deux ou trois poèmes didactiques d'un mérite réel? Zaccaria Betti écrivait alors sur *le ver à soie;* Giambattista Spolverini sur *la culture du riz;* Bartolommeo Lorenzi sur *l'agriculture dans les pays montagneux.* M. Paravia nous fait connaître avec impartialité les beautés et les défauts de ces trois poèmes, et les fragmens qu'il cite, s'ils ne donnent pas le désir de lire l'œuvre en entier, font du moins qu'on s'applaudit d'avoir lu l'analyse habile et les citations choisies qui peuvent nous en dispenser.

Sous ce titre: *Carlo Alberto e il suo regno*, M. Paravia s'est borné à réunir les discours officiels prononcés par lui-même à l'éloge du roi Charles-Albert. C'était un usage à Turin qu'à l'ouverture de l'année scolaire les deux professeurs d'éloquence fissent alternativement un discours de rentrée et l'éloge du prince régnant. Six fois dans l'espace de douze ans M. Paravia s'est donc vu obligé de se conformer à cet usage, dont le moindre inconvénient n'était pas de forcer l'orateur à des redites ou à de bien maigres louanges, s'il ne voulait se répéter ou copier son collègue. On était réduit alors à louer le roi d'avoir institué un conseil d'état, promis un code, ouvert une galerie de tableaux, fondé une bibliothèque, une université, des hôpitaux, éclairé Turin au gaz, ou même, quand tout cela était dit, il fallait faire l'éloge des citoyens pour leur charité, de la ville ou du pays pour les beautés qu'ils renferment. Telles étaient les difficultés insurmontables d'un pareil sujet : M. Paravia a lutté contre elles avec courage, et par son élégante parole, par son éloquence académique, il a réussi quelquefois à les dissimuler, toujours à se faire applaudir. Ses discours réunis forment bien réellement l'histoire apologétique du règne de Charles-Albert. Ce prince n'avait maintenu un si singulier usage que par respect pour la tradition. Lorsqu'en 1847 il crut l'heure venue d'accomplir les réformes qu'il méditait, parmi tant d'améliorations plus importantes il n'oublia pas la suppression de cet éloge annuel, dont souffrait sa modestie. Libre désormais de choisir son sujet, M. Paravia fit encore, en 1849, l'éloge de Charles-Albert. L'infortuné monarque venait de perdre la bataille de Novare et de mourir à Oporto. Cette pieuse marque d'affection et de reconnaissance inspira heureusement le savant professeur : le discours de 1849 est le plus touchant et le plus éloquent de tout le recueil. Nous mentionnerons encore, comme animée d'une éloquence patriotique, l'oraison funèbre des guerriers morts à Novare : M. Paravia la prononça lui-même sous les voûtes de l'église. Ne se trouvait-il donc pas dans tous les états sardes un prêtre assez patriote, ou du moins assez chrétien, pour porter la parole de paix sur ces tombes fraîchement remuées, et comment le clergé a-t-il laissé à un laïque l'honneur d'une tâche qui semblait n'appartenir qu'à lui seul?

Après avoir rendu ainsi hommage au roi, M. Paravia crut devoir rendre hommage au Piémont, devenu son pays d'adoption; ses *Memorie Piemontese*

di litteratura e di storia contiennent des notices nécrologiques, celles, par exemple, de Gioberti et de Pinelli, des détails peu connus sur Alfieri, des recherches sur un prédicateur piémontais, le père Giuglaris, sur l'époque où les ducs de Savoie furent inscrits parmi les patriciens de Venise, sur la prétendue expédition d'Amédée V contre Rhodes, etc.; mais le morceau capital de ce volume, c'est une dissertation sur le véritable auteur de l'*Imitation de Jésus-Christ*. M. Paravia réfute très bien l'opinion qui attribue ce livre célèbre à Thomas A-Kempis, à Gerson, à Thomas Gallo, et se range à l'avis de M. Grégory, qui en rapporte l'honneur à l'abbé Gersen, du couvent de Verceil. Je ne connais pas les deux volumes que M. Grégory a écrits sur ce sujet; mais la discussion de M. Paravia est si claire et paraît si concluante, qu'on n'hésite pas, après l'avoir lue, à croire avec lui que le manuscrit découvert par M. Grégory tranche la question en faveur du moine piémontais. C'est l'opinion de quelques-uns de nos compatriotes qui ont étudié à fond cette question délicate, et personne ne l'a exposée avec autant de lucidité et de brièveté tout ensemble que M. Paravia.

Nous arrivons aux *Lezioni di Storia subalpina*. Chargé par le roi Charles-Albert de créer l'enseignement de l'histoire nationale dans les états sardes, le savant professeur n'a rien négligé pour répondre dignement à la confiance royale; il a visité avec une conscience rare les lieux où s'étaient passés les événemens dont il devait parler; il a compulsé les chroniques et les historiens, Costa de Beauregard, Grillet, saint Thomas, Litta, Cibrario; mais, indépendant d'eux tous, il les éclaire et les complète l'un par l'autre. Il faut avouer que l'histoire du Piémont n'offre qu'un médiocre intérêt. L'exiguité de ce pays, la faible part qu'il a prise pendant longtemps aux événemens dont l'Europe était le théâtre, ont forcé M. Paravia à faire presque uniquement l'histoire de la maison de Savoie. Si intime que soit aujourd'hui l'union de cette illustre famille avec le pays sur lequel elle règne, il n'en est pas moins fâcheux que l'histoire du Piémont ne soit que celle de princes dont les possessions ont eu si longtemps pour limite le versant septentrional des Alpes; c'est la faute du sujet, non celle de l'historien, et je ne songerais pas à la lui reprocher, si, dans le volume qu'il vient de publier, il n'avait essayé de faire de cette exception une règle, et de prouver que l'*histoire des monarchies absolues est celle des rois, puisque tous les historiens l'ont prise ainsi.* C'est sans doute pour le besoin de sa cause que M. Paravia a généralisé; mais c'est tenir trop peu de compte de la profonde réforme introduite si heureusement dans l'histoire par l'école française. MM. Guizot et Augustin Thierry prouveraient au besoin qu'il est possible de faire l'histoire des peuples, même sous la monarchie absolue. Sous ces réserves, il est juste de dire que M. Paravia tire tout le parti possible de son sujet; autant qu'il le peut, il parle de l'Italie et de Turin, mais il est surtout l'historien de la maison de Savoie, et il nous intéresse, quoique étrangers, aux péripéties de son existence. Sous l'historien, on retrouve avec plaisir le professeur d'éloquence qui pare le récit un peu sec, un peu maigre des faits, de tous les charmes d'une diction qu'on trouverait presque trop élégante, si l'on ne se souvenait que ces deux volumes sont moins un livre d'histoire que des leçons professées publiquement.

Cette élégance, ce soin de la forme est peut-être ce qui frappe le plus quand

on lit les œuvres de M. Paravia; il est vraiment Italien à cet égard, et de la meilleure école, de celle qui croit avec raison que la langue d'un pays doit, autant que possible, s'en tenir à l'imitation des grands modèles nationaux; aussi l'académie de la Crusca lui a-t-elle ouvert ses portes. L'auteur des *Lezioni di Storia subalpina* est ce que les amateurs de la littérature facile appellent, par une dédaigneuse extension, un *trecentiste*, et par là il rend un service réel à son pays, en montrant combien il est profitable de rester fidèle aux saines doctrines littéraires. Le nombre des représentans de ces doctrines devient assez rare en Italie, comme partout ailleurs, pour que leurs travaux rencontrent au-delà même du pays qui les a vus naître l'attention reconnaissante et les sympathies de tous les amis des lettres. F.-T. PERRENS.

Ce ne serait pas une histoire littéraire sans intérêt que celle de la petite contrée limitrophe de la France située au pied des Alpes. Profondément sympathique à sa grande voisine, la Savoie n'en a pas moins son individualité nationale très positive et très persistante. A la Savoie, la langue française dut son premier législateur, Vaugelas; sa première académie, l'Académie Florimontane, fondée sous les auspices de saint François de Sales. Et depuis ce grand et aimable saint, qui fut aussi un remarquable écrivain, jusqu'à l'illustre auteur des *Soirées de Saint-Pétersbourg* et à son frère, le charmant auteur du *Voyage autour de ma Chambre* et du *Lépreux*, l'amour et la culture des lettres n'ont point manqué à la patrie de ces grands écrivains. C'est en Savoie aussi que s'est éteint prématurément l'an dernier un aimable et gracieux poète, Mlle Jenny Bernard. Tous les compatriotes de l'auteur et la plupart des étrangers qui ont visité la Savoie ont pu lire un recueil de poésies simples et doucement émues, où, sous le titre de *Luth des Alpes*, l'auteur décrivait avec une grâce pénétrante quelques-uns des plus beaux sites de la Savoie. Ceux qui ont rencontré l'auteur ont gardé vive souvenance de sa conversation, de quelques-unes de ses lettres si pleines de verve, où se mêlait tant d'esprit à tant de bonté, et dont une modestie sans apprêt augmentait le charme. Mlle Bernard a laissé de nombreux morceaux de prose et de poésie, connus seulement de ses amis, et qui demeurent entre des mains fraternelles et littéraires. Sans doute le dépositaire ne privera pas le public des derniers accens harmonieux de cette voix aimée. F. DE SYON.

Nous avons déjà cité ici deux petits poèmes de M. Des Guerrois qui ont trouvé place plus tard dans un volume intitulé : *Sous le Buisson*. Aujourd'hui l'auteur prépare un volume nouveau, *Paysages de Champagne*, et il nous adresse deux pièces que nous croyons devoir publier comme un nouveau témoignage d'une inspiration qui, sous une forme parfois laborieuse, arrive à se traduire avec une certaine originalité. Il y a, ce nous semble, dans les vers de M. Charles Des Guerrois un assez vif sentiment de la nature et d la vie rustique. Le lecteur en jugera :

AVANT L'ORAGE.

Il est dans la Bourgogne un usage que j'aime,
Un feuillet détaché du rustique poème.

Dès les mois du printemps où le sol attiédi
Promet l'épi joyeux au sillon reverdi
Et la feuille bientôt à la vigne craintive,
— Car le bourgeon renflé la tient encor captive
Jusqu'au jour où l'on met la faux dans la moisson,
Et l'alouette alors redouble sa chanson, —
Jusqu'au jour où la vigne aux feuilles rougissantes,
Livrant aux vendangeurs ses grappes mûrissantes,
Au penchant des coteaux invite les paniers
Et de gais travailleurs emplit les hauts sentiers, —
Quand les champs sont la crainte ainsi que l'espérance,
Que pas un toit n'abrite ici l'indifférence, —
Le sonneur en ce temps, dès la pointe du jour,
Le sonneur matinal et monté dans la tour
Tinte la *passion* pour les biens de la terre,
Pour l'homme en même temps, le laboureur austère,
Qui donne ses sueurs, et pour nourrir les siens,
En arrose le champ qu'ont béni ses anciens,
Et met dans ses sillons une part de sa vie,
Comme un trésor douteux volontiers enfouie.
Et si l'orage encor, visible à l'horizon,
D'un tonnerre lointain menace le sillon,
Le vigneron si pauvre, et qui n'a pour richesse
Que le frêle raisin, décevante largesse,
Le pauvre laboureur dont le pain est aux champs,
Craignant la grêle lourde et les souffles méchans,
Dans leur bourse tous deux ils trouvent une obole,
Ils vont, et simplement disent une parole,
Et dans la tour encor sonne la *passion*
Pour la vigne en péril, pour le blé du sillon.
Que de Dieu maintenant la volonté soit faite!
Que les champs aient leur deuil, que les champs aient leur fête,
Ces hommes béniront la main qui donnera,
Ou, pauvres et frappés, la main qui reprendra.
Et quand viendra plus tard la moisson désirée,
Et pour couronner tout, la vendange espérée,
Le curé prendra part, — part aussi le sonneur, —
Ainsi qu'à la prière, à leur humble bonheur;
Dîme que fait le cœur aux fromens en javelle,
Part choisie aux raisins, et non pas la moins belle.

SUR LA ROUTE.

C'était dans un chemin écarté, sur la route
Aboutissant de loin sous le bois qui fait voûte;
Et le bois en retour, finissant brusquement,
Dans un vaste carré laissait croître un froment.

La forêt à l'entour, sous la brume amincie,
Faisait d'un souffle frais onduler l'éclaircie.
Il avait plu beaucoup, et depuis le matin.
Tout à coup vaguement je vis dans le lointain
Quelque chose venir d'une forme indécise,
Un groupe en mouvement qui se forme et se brise.
Je reconnus bientôt quel voyage accompli
Donnait à quelques-uns ce visage pâli,
Des pleurs à quelques-uns. Je ne sais quel village
Qu'on n'apercevait pas, caché dans le feuillage,
Envoyait à l'église un de ses enfans mort,
Un matelot perdu qui rentre dans le port.
Pauvres, ils n'avaient point pour eux seuls une église,
Et leurs morts s'en allaient, qu'il fît soleil ou bise,
Chercher une prière et le dernier repos,
— Travail doux et béni qui suit les durs travaux!
Le mort allait porté dans sa pauvre voiture,
Et les parens à pied suivaient à l'aventure,
Quelquefois dispersés, réunis quelquefois,
Et le vent apportait de loin le bruit des voix.
C'était étrange à voir, les rouges parapluies
Qui semblaient au soleil des fleurs épanouies,
Ou des tentes qui vont au caprice du vent,
Tantôt cédant un peu, tantôt se relevant.
Et je songeais tout bas, me disant en moi-même :
C'est ainsi que finit le rustique poème, —
Le travail! Quarante ans, un demi-siècle et plus!
Et puis, quand les vieux jours tremblans sont advenus,
La bière qui s'en va sur la route déserte,
D'un lambeau de drap noir à peine recouverte,
Chercher loin du hameau, du sillon familier,
L'asile où nul ne vient de loin s'agenouiller.
Qu'importe? Dieu reçoit et reconnaît ces âmes,
Ouvriers de son champ, dignes et fortes femmes;
Ils ont leur nom là-haut, ici-bas refusé,
Et dans le livre d'or l'ange l'a déposé.

CHARLES DES GUERROIS.

CORRESPONDANCE.

En insérant dans notre dernier numéro l'article sur *les Latinistes*, il ne nous était pas venu à l'idée que l'auteur eût pu citer inexactement un texte latin qui lui servait d'acte d'accusation; nous nous sommes trompés, et nous nous sommes trompés d'autant plus aisément, on en conviendra, qu'on citait

ce texte comme un spécimen de latin fort équivoque. Voilà ce qui excuse et justifie jusqu'à un certain point notre erreur, que nous expions d'ailleurs en faisant droit à la réclamation suivante :

A M. le rédacteur de la *Revue des Deux Mondes.*

« Monsieur,

« Dans la livraison de la *Revue des Deux Mondes* qui a paru le 1er août, M. Louandre, auteur d'un article sur *les Latinistes français du dix-neuvième siècle,* m'a fait l'honneur de s'occuper d'une *thèse* présentée par moi, il y a seize ans, à la Faculté des lettres de Paris pour obtenir le doctorat. La latinité de cette thèse n'a pas été du goût de M. Louandre, qui a cru devoir y relever des fautes considérables. Il signale ces fautes aux lecteurs de la *Revue,* non sans s'exprimer avec une sévérité au moins égale sur le fond même de la thèse et sur la manière dont je l'ai traitée.

« J'accepte sans résistance la position faite à tous les auteurs dont les travaux n'intéressent qu'un public très restreint : on sait combien il est facile, quand on traduit ces auteurs devant le grand public, d'en faire des hommes du premier ordre ou d'en rabaisser le mérite, selon qu'il convient à la passion ou au préjugé du rapporteur. Mais il faudrait pourtant, quand on accuse un *latiniste moderne* de commettre des *solécismes,* citer exactement, et c'est parce que M. Louandre se laisse prendre en flagrant délit d'infidélité à mon égard, que je me détermine à recourir à votre impartialité pour rétablir devant vos lecteurs le texte dont s'autorise contre moi une critique aussi rigoureuse.

« J'étais bien étonné, je l'avoue, en lisant sous mon nom, dans la *Revue,* cette phrase inintelligible : « Vestigia remotissimæ antiquitatis multas in « comœdias partes apud Græcos haurire *debuisse* conjiciet. » Comme il s'agissait d'un écrit de 1838, j'ai eu recours au texte même, et au lieu du grimoire qu'on m'attribue, j'y ai trouvé la phrase que je vous transmets avec un exemplaire de ma thèse comme pièce justificative. Dans ce mémoire, j'établissais d'abord la relation intime du théâtre antique avec la religion, et je m'attachais ensuite à prouver qu'entre les traditions religieuses et mythologiques, le goût des Grecs avait approprié les unes à la tragédie, et les autres à la comédie. Puis, appliquant cette observation aux récits qui concernent l'Amour, je disais, page 19 : « Nunc, si de origine Amoris remotissimæ antiquitatis vestigia relegas, multa, nec parvi momenti, in comœdiæ partes « apud Græcos transire debuisse conjicies. » Ce qui veut dire en bon français : « Maintenant, si l'on cherche dans les débris de la plus haute anti- « quité ce qui se rapporte à l'origine de l'Amour, on reconnaîtra sans doute « qu'un certain nombre de ces traditions, quelques-unes même des plus im- « portantes, ont dû passer dans le domaine de la comédie. » Cela ressemble-t-il à ce que M. Louandre m'attribue?

« Quant au *solécisme* que ce savant critique me reproche, j'ai beau chercher, je ne puis le découvrir. Il souligne « transire *debuisse,* » et prétend « que je saute à pieds joints sur l'accord des temps : » que veut-il dire? est-ce qu'il adresserait le même reproche à Cicéron pour avoir écrit : « Num *debue-*

runt ferre arma (1)? » Il est vrai que ce juge sévère s'imagine toujours, à propos de mon latin, que *definire fontem* veut dire en français *définir une source*, et qu'il trouve monstrueux *haurire narrationem*, après qu'Horace a dit *haurire præcepta*, Cicéron *haurire calamitates*, etc... Ces grands précepteurs de notre âge en savent plus sur les lois de la bonne latinité que les anciens eux-mêmes.

« On m'accusera peut-être d'un excès de susceptibilité envers un critique qui donne si complaisamment sa propre mesure. Je ne tiens pas non plus à passer pour un habile latiniste : cette prétention ne siérait guère à un homme qui, comme bien d'autres, a recommencé à près de trente ans des études très imparfaites. Mais M. Louandre ignore sans doute que les thèses soumises à la Faculté des lettres passent sous le regard vigilant du respectable doyen qui la préside, que le *vidi et perlegi* dont il les accompagne lorsqu'il en permet l'impression n'est pas un vain mot, et que, pour l'honneur de la Faculté, les concurrens sont charitablement avertis des fautes qui leur échappent. Il ne dépend pas du savant doyen, sans doute, de donner du talent à ceux qui n'en ont pas; mais sa censure atteint tout ce qui viole les lois de la grammaire, et cette censure en vaut bien une autre. Désormais, je pense, M. Louandre se tiendra pour averti.

« Agréez, monsieur, l'hommage de ma considération distinguée.

« LENORMANT.

« Paris, 6 août 1854. »

Avant d'insérer la réclamation de M. Lenormant, nous devions la communiquer à M. Louandre, et voici la réponse qu'il nous adresse :

« Nous nous empressons, en ce qui touche le texte de la citation qu'on vient de lire plus haut, de reconnaître que la réclamation de M. Lenormant est juste, en ajoutant que nous nous serions fait un devoir de rectifier les inexactitudes dont nous nous sommes malheureusement aperçu trop tard, mais sur le compte desquelles du reste il était impossible de se méprendre, à cause du *galimatias* même de la première citation. L'auteur nous a épargné le soin de faire l'*errata*. Il a vu une intention malveillante dans ce qui n'était qu'une erreur de typographie, et, en nous adressant sa thèse et ses observations, il a pleinement confirmé, de sa propre main, l'opinion que nous avions émise dans l'article inséré au numéro du 1er août. Nous avons aussi, pour notre part, à faire une correction dans le passage qui concerne M. Lenormant; cette correction, la voici : on lit, pag. 574 de l'article *les Latinistes français au dix-neuvième siècle :* « Ce qui nous a frappé en lisant le latin des thèses, c'est de voir qu'en général ce sont les érudits de profession, — ceux qui pratiquent le plus *habilement* l'antiquité, — qui éprouvent le plus d'embarras à manier la langue de Virgile et de Cicéron. » C'est *habituellement* que nous avions écrit et c'est *habituellement* qu'il faut lire. La pureté du texte ainsi rétablie

(1) Afin que M. Louandre ne croie pas que je me suis mis en frais d'érudition pour lui répondre, je crois devoir l'avertir que j'ai fait tout simplement usage du dictionnaire de M. Quicherat.

de part et d'autre, nous demanderons à M. Lenormant la permission de lui répondre quelques mots, et de revenir encore une fois sur sa thèse, en regrettant toutefois qu'il se soit obstiné à défendre ce qui ne peut être défendu.

« M. Lenormant dit qu'il ne tient pas à passer pour un habile latiniste. Nous lui répondrons que ce dédain pour la philologie romaine nous étonne de la part d'un archéologue, d'un numismate, d'un épigraphiste. Comment en effet restituer avec certitude des inscriptions à demi effacées sur des pierres rongées par les siècles, déchiffrer les légendes des médailles, pénétrer par les textes des auteurs dans les mystères de la civilisation antique, comment en un mot faire de la numismatique latine, de l'épigraphie latine, de l'archéologie latine, quand on n'est point habile latiniste? En semblable matière, la connaissance de la langue est le véritable outil de la science, et c'est un outil qui ne se remplace pas.

« En terminant sa lettre, on l'a vu, M. Lenormant abrite son latin sous le *vidi* et le *perlegi* du respectable doyen de la Faculté des lettres, M. Victor Leclerc, et il nous engage à nous *tenir pour averti*. Nous n'avions pas besoin de cet avertissement pour savoir comment les choses se passent à la Sorbonne, mais nous nous étonnons à bon droit que M. Lenormant ait fait intervenir la responsabilité de M. Leclerc dans ce débat, où pour notre part nous nous serions toujours abstenu de l'engager. La science du traducteur de Cicéron n'est révoquée en doute par personne, mais on connaît aussi son indulgence pour la latinité problématique des aspirans au doctorat qui recommencent à trente ans des études incomplètes, et le *vidi et perlegi* ne nous prouve qu'une chose, à savoir que M. Leclerc a vu et lu, et qu'il a autorisé l'impression; mais cela ne prouve nullement, comme on pourrait le croire par ce que dit M. Lenormant, qu'il ait présidé à la correction de la thèse. Il suffit de la lire pour rester convaincu du contraire. Arrivons maintenant à l'examen du passage en question. On verra qu'au lieu d'une faute de grammaire dans un membre de phrase défiguré par les compositeurs, nous en trouvons quatre dans la phrase entière rétablie par M. Lenormant.

« Nous répétons d'abord, en soulignant, la phrase qui a donné lieu à ce débat : « Nunc, si *de* origine Amoris remotissimæ antiquitatis vestigia relegas, multa, nec parvi momenti, *in* comœdiæ *partes* apud Græcos *transire debuisse* conjicies » (page 19). Nous laissons de côté, en la maintenant toutefois, notre première observation, et nous recommençons à nouveaux frais.

« 1° M. Lenormant voudrait-il nous dire à quelle syntaxe appartient le « vestigia *de* origine? » Ce n'est pas seulement un barbarisme, c'est une locution qu'on ne peut pas même traduire : *les traces* ou *les débris sur l'origine de l'amour*, cela n'a pas plus de sens en français qu'en latin.

« 2° *Transire* apud Græcos. — Le verbe *transire* implique l'idée qu'on vient d'un lieu qui est spécifié pour se rendre dans un autre, parce qu'il faut toujours que *trans* soit justifié. Nous voyons bien d'après la phrase de M. Lenormant que *les traces* ou *les débris sur l'origine de l'amour* sont arrivés chez les Grecs; mais, pour justifier le verbe *transire*, nous prendrons la liberté de lui demander d'où ces traces ou ces débris sont partis?

« 3° *Transire in partes* n'a jamais signifié autre chose que passer dans un parti politique, embrasser un parti. *Transire in partes Cæsaris*, passer dans

le parti de César. Les mots ne changent point d'acception au gré de ceux qui s'en servent, et la phrase de M. Lenormant ne veut rien dire autre chose, sinon que dans la Grèce il est probable, non pas comme le dit M. Lenormant, qu'un grand nombre de traditions ont dû passer dans le domaine de la comédie, mais dans le *parti politique* de la comédie.

« 4° *Debuisse* transire. — *Debuisse* ne signifie pas *ont dû*, mais *auraient dû; debere* se prenant toujours dans le sens de l'obligation, et jamais dans celui de la probabilité.

« On le voit, la plus amère critique que M. Lenormant pouvait faire du latin de sa thèse, c'est la citation textuelle et la traduction qu'il en a donnée dans sa lettre. Aucun mot n'est pris dans l'acception qu'il a réellement, et nous demanderons à tous les lecteurs de bonne foi si de pareilles conditions sont bien favorables à l'épigraphie latine, à la numismatique latine, à l'archéologie latine. M. Lenormant ayant cru devoir nous *avertir*, nous nous croyons autorisé à user à son égard de la même liberté, et nous l'engageons, dans le cours des études variées auxquelles l'obligent ses nombreuses fonctions, à se montrer prudent et à se souvenir qu'il n'a point, ainsi qu'il le dit lui-même, la prétention d'être un habile latiniste. CHARLES LOUANDRE. »

Nos lecteurs viennent comme nous d'assister à cette passe du néo-latinisme. Pour la résumer et être justes envers tout le monde, même envers nos compositeurs, qui pourraient se plaindre à leur tour, nous dirons d'abord qu'il est très possible qu'ils ne soient pas étrangers aux fautes d'impression qui ont donné lieu à la double réclamation qu'on vient de lire; mais il n'est pas moins vrai que l'auteur reçoit des *épreuves* pour corriger ces fautes et contrôler ses citations. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait? C'est surtout le regret que nous avons exprimé en recevant la réclamation de M. Lenormant. Après cette justice rendue à nos compositeurs, nous en devons une autre au critique de M. Lenormant : c'est de ne pas laisser ignorer que, dans sa réponse à celui-ci, il abordait plusieurs points nouveaux assez vulnérables dans la thèse du docteur ès-lettres; mais on comprendra que nous n'ayons pas été tentés de renouveler l'épreuve, comme aussi d'ouvrir la voie à d'autres réclamations. Il est probable d'ailleurs qu'après cette nouvelle polémique les bons latinistes auraient bien pu mettre les plaideurs dos à dos. Nous avons préféré, sans être de bons latinistes, prendre ce parti plutôt avant qu'après, à moins que les *savantissimi doctores* (on nous pardonnera cette inoffensive plaisanterie, bien permise d'ailleurs à l'ennui que nous a valu cette affaire) ne veuillent continuer le débat devant le *præses* de Molière.

V. DE MARS.

TUFTS UNIVERSITY LIBRARIES
3 9090 007 515 501